ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

TABLES DES DÉBATS

TABLES DE LÉGISLATURE

SIXIÈME LÉGISLATURE

3 avril 1978 - 22 mai 1981

TABLE NOMINATIVE

TOME III

M à Z

ABRÉVIATIONS

DÉNOMINATION DES GROUPES POLITIQUES

U.D.R. ... puis R.P.R. ...	Groupe d'union des démocrates pour la République (1). Groupe du rassemblement pour la République.
P.S.R.G. .	Groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche.
C.	Groupe communiste.
R.I. ..... puis R.	Groupe des républicains indépendants (2). Groupe républicain.
R.C.D.S. .	Groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux.
R.D.S. ...	Groupe des réformateurs, démocrates sociaux.
U.C.	Groupe union centriste.
N.I.	Députés n'appartenant à aucun groupe.

(1) Remplacement de la dénomination de ce groupe par la nouvelle dénomination de : groupe du rassemblement pour la République [10 décembre 1976] (p. 9249).

(2) Remplacement de la dénomination de ce groupe par la nouvelle dénomination de : groupe républicain [25 mai 1977] (p. 3043).

M

MADELIN (Alain)

Député de l'Ille-et-Vilaine
(4e circonscription)
(UDF).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1099).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

Contestation de son élection [3 avril 1978] (p. 1103).

Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [11 mai 1978] (p. 1626).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 18 juillet 1979] (p. 1879).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 9 août 1979] (p. 2019), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission d'enquête créée à la suite du naufrage d'un navire pétrolier sur les côtes de Bretagne, le 16 mars 1978 [16 mai 1978] (p. 1692), [*J.O.* du 13 mai 1978] (p. 2085).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales [*J.O.* du 15 novembre 1978] (p. 3854).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures en faveur des salariés privés d'emploi qui créent une entreprise [20 décembre 1978] (p. 9773).

Membre de la commission de contrôle sur la gestion de la sécurité sociale [*J.O.* du 21 décembre 1978] (p. 4225).

Membre de la commission nationale pour l'informatique et les libertés [*J.O.* du 5 octobre 1979] (p. 2503).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers et portant création de l'office national d'immigration [*J.O.* du 16 novembre 1979] (p. 2850).

Rapporteur de la proposition de loi de M. François d'Harcourt tendant à renforcer la protection des animaux utilisés pour la recherche expérimentale en laboratoire (n° 1536) [10 avril 1980] (p. 297).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organique relatif au statut de la magistrature (n° 1301) [*J.O.* du 9 mai 1980] (p. 1172).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet

de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales (n° 663) [*J.O.* du 12 juin 1980] (p. 1448).

Rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la procédure applicable en cas de faute professionnelle commise à l'audience par un avocat (n° 1805) [26 juin 1980] (p. 2363).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre-Charles Krieg tendant à modifier le premier alinéa de l'article 25 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques (n° 1618) [2 octobre 1980] (p. 2556).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pascal Clément, tendant à modifier l'article 25 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971, portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques (n° 1620, rect.) [2 octobre 1980] (p. 2556).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Raymond Forni tendant à modifier certaines dispositions du statut des avocats (n° 1649) [2 octobre 1980] (p. 2556).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Henri de Gastines tendant à compléter le code pénal afin d'interdire la présentation de personnes handicapées à des spectateurs (n° 1835) [9 octobre 1980] (p. 2649).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Etienne Pinte tendant à garantir la liberté de parole de l'avocat (n° 1950) [30 octobre 1980] (p. 3370).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au contrat d'assurance et aux opérations de capitalisation [*J.O.* du 28 novembre 1980] (p. 2783).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Gilbert Barbier tendant à donner aux adjudicataires, dans les ventes aux enchères publiques mobilières, un délai pour l'exercice du recours en garantie à l'encontre de l'officier vendeur (n° 2042) [11 décembre 1980] (p. 4859).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à modifier les lois n° 72-553 du 3 juillet 1972 et 74-696 du 7 août 1974 **relatives au statut de la radio et de la télévision** (n° **431**) [22 juin 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 702) portant **diverses mesures en faveur des salariés privés d'emploi qui créent une entreprise** (n° **747**) [5 décembre 1978].

— **Proposition de loi** d'orientation sur la **famille et la population** (n° **762**) [6 décembre 1978].

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur l'activité et la gestion de **l'institut national de l'audiovisuel,** et en particulier sur la conservation et l'utilisation de nos archives audiovisuelles (n° **789**) [13 décembre 1978].

— **Proposition de loi** complétant la loi n° 74-696 du 7 août 1974 **relative à la radiodiffusion et la télévision** (n° **918**) [15 mars 1979].

— **Retrait de sa proposition de loi** n° **918** [10 avril 1979] (p. 2482).

— **Proposition de loi** tendant à un renforcement accru de la concurrence par **l'harmonisation de notre législation commerciale** avec celle de nos **partenaires de la communauté européenne** (n° **1650**) [23 avril 1980].

QUESTIONS

• *questions orales avec débat de :*

— **M. François Mitterrand** (n° **1041**) : **Salaire minimum interprofessionnel de croissance** [19 mai 1978] (p. 1899) : rappelle qu'en dix ans le SMIC a progressé beaucoup plus vite que le salaire moyen ; pour une politique de progrès social, préfère définir une garantie minimale annuelle de ressources, complétée par un minimum familial garanti ; (p. 1900) : le SMIC ne réduit pas les inégalités ; son augmentation se répercute sur les autres salaires ; son existence rejette du marché du travail ceux dont la productivité et l'efficacité sont minimes.

— **M. Loïc Bouvard** (n° **1897**) : **Situation de l'artisanat** [26 mai 1978] (p. 2131) : information en faveur des artisans ; aide aux jeunes.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **9061**) : **Organisation d'un débat sur la politique familiale** [24 novembre 1978] (p. 8348) : nécessité d'un débat à l'Assemblée nationale sur les problèmes de la famille pour exposer les conséquences du vieillissement de la population française.

— (n° **16011**) : **Economies d'énergie et revente de produits pétroliers** [11 mai 1979] (p. 3811) : difficultés d'approvisionnement en gazole et en fuel pour les petits revendeurs en particulier.

— (n° **30026**) : **Fonctionnement de l'Association pour la formation professionnelle des adultes** [25 avril 1980] (p. 745) : délai d'attente imposé aux stagiaires ; stages de cuisine.

— (n° **40262**) : **Chômeurs non indemnisés** [19 décembre 1980] (p. 5103-5104) : situation de misère liée au développement du chômage ; cas de la région de Redon ; nécessité d'une politique contractuelle de protection sociale.

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes actuels de la sécurité sociale** (n° **252**). **Discussion** [23 mai 1978] (p. 1946) : lutte contre l'inflation étatique et administrative dans la sécurité sociale ; pente naturelle des institutions sociales vers la bureaucratisation ou voie du renouveau ; disparition dans les institutions actuelles de l'esprit de participation et de responsabilité de la mutualité ; goût des Français pour la responsabilité défendu par le Président de la République dans *Démocratie française ;* (p. 1947) propositions : rendre publiques toutes les cotisations de sécurité sociale, distinguer plus clairement le domaine de l'assurance, de celui de la solidarité en fiscalisant les cotisations familiales, freiner la croissance de certaines dépenses de sécurité, renoncer au système de la répartition en matière de retraites, rendre plus autonomes les caisses de sécurité sociale ; (p. 1948) : nouveau libéralisme et pensée syndicale classique.

— **Projet de loi complétant la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relative à la radiodiffusion et à la télévision** (n° **250**). **Première lecture. Discussion générale** [7 juin 1978] (p. 2635) : le projet « loi de gendarmerie » ; remise en cause du monopole absolu par la révolution technique en cours depuis 1974 ; situation juridique anormale des radios périphériques, dérogation de fait au monopole ; exemple de Radio Monte-Carlo ; conditions de la liberté des radios locales : soit dans le cadre rigide du monopole ; (p. 2636) : soit dans un cadre contractuel ; possibilité d'éviter les excès de la publicité ; souhaite l'expérimentation de radios locales contractuelles.

— **Projet de loi relatif à l'orientation de l'épargne vers le financement des entreprises** (n° **320 rectifié**). **Première lecture. Discussion générale** [21 juin 1978] (p. 3253) : mesures d'encouragement de l'actionnariat populaire, première étape dans la voie visant à promouvoir la propriété industrielle et l'épargne productive et à disperser le capital ; légimité du besoin de propriété et de sa satisfaction dans la propriété industrielle ; découragement de l'épargne sous forme d'actions par l'inflation et accélération de l'inflation par ce découragement de l'épargne ; insuffisance de l'épargne productive des cadres ; propose le paiement d'une partie des salaires sous forme d'actions ; (p. 3254) : nécessité d'un rachat progressif des entreprises par les travailleurs.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Radiodiffusion et télévision. Discussion générale [26 octobre 1978] (p. 6717) : tapage fait autour de la situation financière de la SPF ; impossibilité d'exiger une saine gestion financière dans un secteur échappant aux règles de l'économie de marché ; coût élevé d'une production de qualité dans un cadre de service public ; importance de la révolution de l'audiovisuel en cours ; (p. 6718) : rôle de la télévision dans la satisfaction des nouveaux besoins d'identité, d'histoire, d'enracinement et de liberté ; nécessité d'utiliser davantage le patrimoine audiovisuel constitué.

Travail et santé. II. Travail et participation. - Formation professionnelle. Discussion générale [26 octobre 1978] (p. 6768) : origine historique de la participation ; allocution du 24 mai 1968 du Général de Gaulle ; (p. 6769) : aspiration à la participation révélée par le mouvement de mai 1968 ; la participation, communauté consciente ; existence de millions de déracinés en France ; nécessité de renouveler les formes de commandement dans l'entreprise ; projet Partage. **I. Section commune. III. Santé et famille. Discussion générale** [27 octobre 1978] (p. 6859) : conséquences du déclin démographique de la France : déséquilibre des systèmes sociaux et vieillissement de la population ; sa proposition de loi d'orientation sur la famille ; (p. 6860) : nécessité de donner à la femme les moyens d'un véritable choix entre la vie professionnelle et l'éducation de ses enfants ; souhaite le financement par l'impôt de la politique familiale.

— **Projet de loi portant diverses mesures en faveur des salariés privés d'emploi qui créent une entreprise** (n° **702**), rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. **Première lecture. Discussion générale** [5 décembre 1978] (p. 8859) : mauvaise application des circulaires prévoyant le maintien du droit aux allocations d'aide publique et de la couverture sociale pour les salariés privés d'emploi créant une entreprise ; (p. 8860) : projet limité au maintien des seules allocations d'aide publique et n'incluant pas le versement des allocations supplémentaires d'attente ; maintien de la couverture sociale des salariés involontairement privés d'emploi et créant une entreprise. **Discussion des articles** [5 décembre 1978]. **Article premier** (p. 8862) : soutient l'amendement n° 1

de la commission : suppression de l'incorporation des dispositions du projet du code de travail et de la sécurité sociale en raison du caractère transitoire du texte ; adopté ; soutient l'amendement n° 2 de la commission : terme du régime provisoire au 31 décembre 1979 ; adopté avec modification ; soutient l'amendement n° 3 de la commission : ouverture des droits de reprendre ou de créer une entreprise aux sociétés coopératives ouvrières de production : adopté ; soutient l'amendement n° 5 : formel ; de la commission, adopté ; soutient l'amendement n° 7 de la commission : de cohérence ; adopté ; soutient l'amendement n° 8 de la commission : paiement en une seule fois des allocations sous forme d'un capital obligatoirement investi dans l'entreprise ; adopté avec modification ; soutient l'amendement n° 9 de la commission : extension aux salariés privés d'emploi et créant une entreprise du bénéfice de l'allocation supplémentaire d'attente ; rejeté. **Article 2** (p. 8863) : soutient l'amendement n° 10 : formel ; de la commission, adopté. **Article 3** (p. 8864) : soutient l'amendement n° 11 : formel ; de la commission, adopté ; soutient l'amendement n° 12 de la commission : conséquence des amendements précédents ; adopté. **Article 4** (p. 8864) : soutient l'amendement n° 13 de la commission : formel ; adopté.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **709**). **Lettres rectificatives n^os^ 735 et 749. Première lecture. Discussion des articles** [7 décembre 1978]. **Article 12** (p. 8982) : inopportunité de la prise de participation de l'Etat dans la société Marcel Dassault-Breguet Aviation pour les contribuables, pour l'Etat et pour l'entreprise.

— **Déclaration du Gouvernement sur l'élargissement de la Communauté économique européenne et débat sur cette déclaration** (n° **800**). **Discussion** [15 décembre 1978] (p. 9592) : nécessité de se méfier de l'outrance dans la campagne européenne ; construction européenne, occasion d'unir et non de diviser les Français.

— **Projet de loi relatif à l'aide aux travailleurs privés d'emploi** (n° **795**). **Première lecture. Discussion générale** [21 décembre 1978] (p. 9826) : nécessité de mesures sectorielles ; difficultés d'emploi dans la région de Redon ; nécessité de protéger les salariés se trouvant dans l'impossibilité de retrouver un emploi en raison des difficultés de leur région ; souhaite l'élaboration d'une convention spéciale ayant pour objet la mise en place d'un mécanisme en faveur de régions particulièrement défavorisées.

— **Projet de loi réglementant la publicité extérieure et les enseignes** (n° **582**). **Première lecture. Discussion générale** [17 avril 1979] (p. 2664) : danger de l'arbitraire des maires ; (p. 2665) : souplesse nécessaire des dispositions du projet concernant la publicité des artisans locaux et des auberges de campagne. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [10 octobre 1979]. **Article 11** *bis* (p. 8044) : soutient son amendement n° 56 : consultation des professionnels sur les travaux du groupe de travail participant à la création des zones de réglementation spéciale ; retiré. **Article 14** (p. 8046) : soutient son amendement n° 57 : suppression des dispositions selon lesquelles les actes instituant des zones de publicité autorisée, des zones de publicité restreinte et des zones de publicité élargie peuvent prévoir des prescriptions relatives aux enseignes ; retiré. **Article 19 B** (p. 8049) : soutient son amendement n° 58 : laissant à l'annonceur le pouvoir de reporter l'astreinte sur le responsable de l'infraction et diminuant le montant de l'astreinte ; retiré.

— **Proposition de loi tendant à modifier les dispositions de la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relatives au droit de grève au sein du service public de la radiodiffusion-télévision française** (n° **941**). **Première lecture. Discussion générale** [26 avril 1979] (p. 3168) : contre la question préalable de M. Georges Fillioud ; tradition républicaine de la réglementation du droit de grève ; grève sans gréviste à la télévision du fait des réquisitions du personnel et du paiement du personnel requis ; pouvoir du législateur de réglementer le droit de grève d'après la Constitution de 1946 ; (p. 3169) : monopole de la télévision justifié par la mission de service public et impliquant l'exigence de continuité du service public.

— **Projet de loi portant approbation du rapport sur les principales options du VIII^e^ Plan** (n° **1055**). **Première lecture. Discussion générale** [14 juin 1979] (p. 5090) : développement nuisible de la peur du chômage et de la concurrence étrangère ; inadaptation de l'offre et de la demande de main-d'œuvre ; nécessité de créer de nouveaux emplois et non de partager le travail existant ; malthusianisme de l'opposition ; ses doutes sur la possibilité de reporter des emplois du secteur industriel vers le secteur tertiaire ou des emplois d'intérêt collectif ; (p. 5091) : nécessité d'une politique de la famille plus audacieuse pour relever le défi démographique ; problème du travail féminin ; danger d'une escalade de la bureaucratie, de l'impôt, des charges sociales ; aspirations des Français à plus de décentralisation.

— **Projet de loi portant aménagement de la fiscalité directe locale** (n° **689**). **Première lecture. Discussion des articles** [9 octobre

1979]. **Après l'Article 4** (p. 7935) : soutient le sous-amendement n° 171 de M. Jean-Marie Daillet à l'amendement n° 27 de la commission : maintien de l'exonération des sociétés coopératives ouvrières de production ; fonction économique importante des sociétés ouvrières de production qui supportent de nombreux surcoûts estimés par les spécialistes à environ 6 %, ce qui justifie le maintien de l'exonération dont elles bénéficiaient, rejeté.

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature** (n° **1301**). **Première lecture. Discussion des articles** [11 octobre 1979]. **Avant l'Article 10** (p. 8114) : son amendement n° 49 : tendant à permettre l'intégration dans la magistrature de la catégorie des chargés de cours de faculté de droit qui ont enseigné pendant deux ans et des maîtres assistants qui ont enseigné pendant quatre ans au moins ; retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — I. **Services généraux. - Aménagement du territoire. Discussion générale** [13 novembre 1979] (p. 9965) : nécessité de redéployer les moyens de l'aménagement du territoire ; exemple de la politique de l'aménagement à l'irlandaise ; les poches de chômage.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion générale** [12 décembre 1979] (p. 11650) : déficit des produits laitiers au niveau mondial et utilité des stocks européens ; nécessité de limiter les importations de protéines ; (p. 11651) : souhaite une plus grande sélectivité dans l'affectation des aides de l'Etat. **Deuxième lecture. Discussion générale** [8 avril 1980] (p. 135) : exportations agricoles ; production laitière ; importations européennes de matières grasses ; fonds de promotion des produits agricoles et alimentaires. **Discussion des articles** [10 avril 1980]. **Article 2** *quinquies* **précédemment réservé** (p. 277) : caution pour les contrats d'intégration.

— **Projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales** (n° **663**). **Première lecture. Discussion générale** [15 avril 1980] (p. 380) : participation ; (p. 381) : pensée libérale ; diffusion du capital ; distribution gratuite de titres de propriété ; actionnariat dans l'entreprise ; indépendance nécessaire des travailleurs vis-à-vis de l'entreprise ; « massification » de la société ; (p. 382) : aspiration à la communauté ; action du Gouvernement en faveur de la diffusion de l'actionnariat.

— **Déclaration du gouvernement sur la politique étrangère** (n° **1642**). **Discussion** [17 avril 1980] (p. 532) : expansionnisme communiste ; détente ; guerre froide ; pacte de non-agression morale avec l'URSS ; moyens de pression sur l'URSS ; Jeux olympiques de Moscou.

— **Discussion, après déclaration d'urgence, des conclusions du rapport** (n° **1640**) **de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et la gestion des entreprises** (n° **1167**). **Première lecture. Discussion générale** [22 avril 1980] (p. 609) : attitude du PCF dans le monde du travail ; autogestion ; (p. 610) : nécessité d'élargir l'actionnariat à l'extérieur de l'entreprise ; diffusion des responsabilités ; participation des cadres à la direction ; limites de l'actionnariat des salariés ; Hyacinthe Dubreuil ; syndicats français et lutte des classes. **Discussion des articles** [23 avril 1980]. **Article 4** (p. 654) : son amendement n° 77 : égalité du plan d'épargne et de la distribution d'actions ; rejeté.

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses** (n° **1608**). **Première lecture. Discussion générale** [7 mai 1980] (p. 911) : mise en œuvre d'une politique familiale ; accès des enfants de familles nombreuses aux équipements collectifs ; revenu familial minimum, compensation ou assistance ; aide à la mère au foyer ; (p. 912) : cas sociaux.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [16 octobre 1980]. **Avant l'Article 2** (*suite*) (p. 2777) : souhaite que le parti communiste rapatrie en France l'impression de plusieurs de ses publications. **Article 2** (p. 2791) : nécessité d'alléger la charge fiscale des catégories modestes en reportant l'impôt vers les consommations ostentatoires. **Article 2** (*suite*) (p. 2796) : son hostilité à l'augmentation de la TVA frappant les aliments pour animaux.

Deuxième partie :

Education. Discussion générale [24 octobre 1980] (p. 3111) : culture régionale et enseignement des langues régionales.

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1980] (p. 3360) : accession à la propriété ; charges pour les ménages des emprunts contractés pour le logement.

Commerce et artisanat. Discussion générale [31 octobre 1980] (p. 3385) : action en

faveur du commerce et de l'artisanat en milieu rural ; région de Redon et Bretagne centrale.

Radio-télévision. Discussion générale [4 novembre 1980] (p. 3530) : évolution audiovisuelle et progrès technologiques ; désuétude du monopole ; paternalisme de la télévision ; (p. 3531) : nécessité d'abandonner le monopole et de doter la France d'une industrie de l'audiovisuel.

Jeunesse, sports et loisirs. — I. Section commune. — II. Jeunesse et sports. Discussion générale [7 novembre 1980] (p. 3718) : rôle indispensable des petits clubs locaux dans le développement du sport de masse ; fonds national pour le développement du sport ; répartition des crédits ; opération ballons ; opération 1.000 terrains et 5.000 courts de tennis; encouragement aux bonnes volontés locales.

Industrie. Discussion générale [13 novembre 1980] (p. 3826) : avenir des industries de l'informatique et de l'électronique ; création d'emplois par le développement de l'informatique ; informatique et libertés ; craintes injustifiées de l'apparition d'une société centralisée ; (p. 3827) : bureautique ; rôle des commandes du secteur public ; concurrence japonaise ; industries des composants de l'électronique ; nécessité d'inventer un droit des activités d'information.

Budget annexe des postes et télécommunications. Discussion générale [14 novembre 1980] (p. 3889) : utilisation de la Citizen Band. **Examen des crédits. Crédits ouverts à l'article 19, au titre des mesures nouvelles** (p. 3894) : amendement n° 195 de M. Jacques Jouve ; surveillance des nouvelles expériences de télématique par le Parlement ; demande une présentation budgétaire plus claire ; implications sociales de la télématique ; rôle de la commission « informatique et libertés ».

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au travail à temps partiel** (n° **2033**). **Première lecture. Discussion générale** [25 novembre 1980] (p. 4328) : aspiration au travail à temps partiel ; travail à temps partiel permettant de résoudre partiellement le problème de l'emploi ; solution du problème de l'emploi inséparable d'une entreprise de débureaucratisation de la société française ; s'oppose à l'institution de quotas - limitant le travail à temps partiel par branche ; emploi temporaire et emploi à temps partiel considérés comme une liberté par les travailleurs.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 79-10 du 3 janvier 1979 portant diverses mesures en faveur des salariés privés d'emploi qui créent une entreprise** (n° **2022**). **Première lecture. Discussion générale** [26 novembre 1980] (p. 4424) : circulaire de 1977 et loi de 1979 sur l'aide aux chômeurs créant une entreprise ; projet améliorant la loi de 1979 après son succès.

— **Discussion des conclusions du rapport** (n° **2027**) **de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les problèmes de l'industrie textile et les moyens à mettre en œuvre pour les résoudre** (n° **1935**). **Discussion générale** [16 décembre 1980] (p. 4899) : évolution du rôle des commissions d'enquête ; attitude du Gouvernement à l'égard de la création de commissions d'enquête.

MADRELLE (Bernard)

Député de la Gironde
(10e circonscription)
(S).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1099).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

QUESTIONS

• *question orale sans débat :*

— (n° **39392**) : **Tarifs préférentiels d'électricité de France** [5 décembre 1980] (p. 4702, 4703) : tarifs consentis aux communes proches des centrales nucléaires ; centrale nucléaire de Braud et Saint-Louis ; centrale du Blayais ; choix des communes bénéficiant des tarifs préférentiels.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Première partie :*

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1978] (p. 7252) : dégradation des revenus dans la région Aquitaine ; déphasage entre le revenu « optique production » et le revenu « option commercialisation » dû au déstockage des vins ; dégradation du rapport du résultat brut d'exploitation ; (p. 7253) : distorsion croissante entre l'augmentation des coûts de production et celle des prix ; menace que fait peser l'élargissement de la CEE sur la région Aquitaine ; conditions posées par le parti socialiste à l'entrée de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal dans le marché commun : renonciation à l'actuel franc vert, suppression des montants compensatoires monétaires, instauration d'une période transitoire, création d'offices européens ; nécessité d'imposer des préalables permettant une mise à niveau des régions méridionales ; mise en place d'un système bancaire vraiment décentralisé.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Première partie :*

Jeunesse, sports et loisirs. — I. Jeunesse et sports. Discussion générale [29 octobre 1979] (p. 9124) : non-réalisation du VII[e] Plan en matière de sport ; (p. 9125) : suppression de postes d'enseignants d'éducation physique dans les lycées et transferts dans les collèges ; difficultés des étudiants en éducation physique ; insuffisance du crédit franc-élève.

Anciens combattants. Discussion générale [14 novembre 1979]. **Rappel au règlement** (p. 10024) : propose de défendre un amendement de M. Michel Sainte-Marie sur l'article 33 du projet de loi de finances relatif aux crédits du budget annexe des monnaies et médailles ; amendement tendant à supprimer les crédits relatifs à la provision pour hausse de salaires.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [21 octobre 1980]. **Après l'Article 8** (p. 2923) : soutient l'amendement n° 43 de M. Michel Rocard : extension aux bulletins d'information publiés par les collectivités locales des dispositions relatives aux publications administratives ; rejeté.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [6 novembre 1980] (p. 3667) : situation préoccupante de certains viticulteurs girondins ; (p. 3668) : déficit de la récolte de 1980 ; diminution des exportations de vins de Bordeaux ; nécessité d'augmenter la taxe parafiscale affectée au comité interprofessionnel des vins de Bordeaux.

Jeunesse, sports et loisirs. — I. Section commune. — II. Jeunesse et sports. Discussion générale [7 novembre 1980] (p. 3729) : création insuffisante de postes ; statut des professeurs adjoints en EPS ; proposition de loi n° 1903 relative au développement des activités physiques et sportives.

MADRELLE (Philippe)

Député de la Gironde
(4[e] circonscription)
(S).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1099).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

Elu sénateur le 28 septembre 1980 [*J.O.* du 2 octobre 1980] (p. 2288).

Il est pris acte de la vacance de son siège de député [9 octobre 1980] (p. 2645).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [5 avril 1978] (p. 1112). [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner :

1° le projet de loi, adopté par le Sénat, portant aménagement de la fiscalité directe locale (n° 689) ;

2° le projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements (n° 706) [*J.O.* du 23 novembre 1978] (p. 3932).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1979** (n° **560**). — Budgets civils — **Annexe n° 26. Jeunesse, sports et loisirs - Tourisme** (n° 570) [5 octobre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° **1290**). — I. Budgets civils - A) Budget général. — **Annexe 26 : Jeunesse,**

sports et loisirs - Tourisme (n° **1292**) [2 octobre 1979].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Avenir de la raffinerie Elf-France d'Ambès** [22 novembre 1978] (p. 8151) : inquiétude en Aquitaine devant l'éventualité d'une fermeture de la raffinerie d'Ambès.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Première partie :*

Jeunesse, sports et loisirs. — II. Tourisme, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [15 novembre 1978] (p. 7642) : création d'une direction du tourisme ; faiblesse du budget, du tourisme *stricto sensu* mais existence d'autres dépenses d'intérêt touristique dans d'autres ministères ; augmentation de 17 % des dépenses de fonctionnement ; frais de promotion revalorisés de 22 % ; faiblesse de la dotation des subventions aux organismes touristiques ; effort de promotion touristique ; crédits d'investissements répartis entre les espaces touristiques et les équipements sociaux ; revalorisation des crédits pour l'espace rural ; déclin des ressources consacrées à l'aménagement de la montagne ; augmentation des crédits pour le tourisme vert ; stagnation des dotations consacrées au développement du littoral ; restriction des dotations des missions interministérielles d'aménagement ; dégradation de la balance française des échanges touristiques ; action pour la promotion de la France auprès des Français ; promotion sur les marchés étrangers ; (p. 7643) : faible augmentation des primes spéciales : application à l'hôtellerie de plein air du mécanisme de la prime spéciale d'équipement ; investissement du tourisme social ; recommandation faite par la commission de regrouper les actions en faveur du tourisme social dans un fonds interministériel d'intervention ; nécessité d'harmoniser les régimes d'aide personnelle au départ en vacances ; mise en œuvre du titre vacances ; concurrence excessive imposée aux professionnels par l'intervention des grands organismes financiers dans le secteur des ventes de voyages.

— **Projet de loi modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** (n° **706**). **Première lecture. Discussion générale** [12 décembre 1978] (p. 9262) : absence de démocratie au niveau du département ; la centralisation, instrument du capitalisme ; nécessité de faire du département une collectivité majeure et de modifier les règles de désignation de l'exécutif départemental ; souhaite la suppression du contrôle des actes du département par les services de l'Etat et la simultanéité de l'élection de l'assemblée départementale et de l'assemblée communale ; nécessité de définir de nouvelles compétences pour le département et de revaloriser la fonction publique locale ; (p. 9263) : indigence des pouvoirs publics en matière de réforme des collectivités locales.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture. Discussion générale** [16 octobre 1979] (p. 8285) ; budget de 1980 constituant un nouvel exemple de la précarité des finances locales ; (p. 8286) : inachèvement de la réforme de la dotation globale de fonctionnement ; perspectives 1980 inquiétantes du point de vue des finances locales ; diminution des subventions d'équipement aux collectivités locales dans les secteurs de la santé, des routes et de l'éducation ; accroissement excessif de la fiscalité locale ; vote hostile du groupe socialiste.

Deuxième partie :

Jeunesse, sports et loisirs. — II. Tourisme, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [29 octobre 1979] (p. 9086) : budget de faible volume ne traduisant pas l'ensemble des actions menées par les pouvoirs publics en faveur du tourisme ; diminution des dépenses d'équipement ; revalorisation insuffisante des frais de promotion ; promotion de la France à l'étranger relevant désormais du groupe d'intérêt économique « Bienvenue en France » ; création de l'association « France-Information-Loisirs » ; diminution des dépenses d'équipement du tourisme social ; éparpillement de l'action du Gouvernement ; excédent de la balance des paiements touristiques en 1978 ; (p. 9087) : insuffisance de l'aide aux investissements en faveur du tourisme social et des prêts du FDES ; évolution défavorable du taux des départs en vacances ; souhaite la mise en œuvre du projet de chèque-vacances ; demande la création d'un grand ministère du tourisme, des loisirs et de l'aménagement du temps.

MAIGRET (Bertrand de)

Député de la Sarthe
(*3e circonscription*)
(*UDF*).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 17 mai 1978] (p. 2106).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 17 mai 1978] (p. 2106), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 4 octobre 1980] (p. 2317).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 4 octobre 1980] (p. 2317), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1981 : Transports : routes, ports et voies navigables (n° 1976-44) [9 octobre 1980] (p. 2651).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° **1338**) autorisant l'approbation des **Protocoles** portant cinquième prorogation de la Convention sur le commerce du blé et de la Convention d'aide alimentaire constituant **l'Accord international sur le blé** de 1971, ouvert à la signature à Washington, du 25 avril au 16 mai 1979 (n° **1402**) [15 novembre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1981 (n° **1933**). — **Annexe n° 44 : Transports : routes, ports et voies navigables (n° 1976)** [9 octobre 1980].

— **Proposition de loi,** tendant à modifier le **régime juridique des émetteurs-récepteurs de petite puissance** fonctionnant sur la bande de fréquence de 27 mégahertz (n° **2087**) [20 novembre 1980].

— **Proposition de loi** tendant à faire bénéficier les salariés quittant volontairement leur emploi pour créer ou reprendre une entreprise d'un **déblocage anticipé des droits acquis** par eux **au titre de l'ordonnance du 17 août 1967** (n° **2281**) [3 avril 1981].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Effets de l'encadrement du crédit** [25 avril 1979] (p. 3038) : effets nocifs pour les entreprises ; profits abusifs des banques les moins dynamiques ; quelle suite sera donnée au rapport Mayoux ?

— **Menace de licenciements dans l'entreprise Pépin-Gasquet** [10 octobre 1979] (p. 8007) : quelles mesures compte prendre le Gouvernement pour assurer la pérennité de la seule entreprise française du secteur viti-vinicole spécialisée dans le traitement et le conditionnement des boissons et conserver l'emploi de ses 420 travailleurs ?

— **Fermetures de classes en milieu rural** [9 avril 1980] (p. 149) : propose de fixer le seuil de fermetures à 26 en milieu urbain et 21 en milieu rural.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public** (n° **9**). **Première lecture. Discussion des articles** [26 avril 1978]. **Article 25** (p. 1376) : l'imprécision des dispositions prévues pour le transfert au crédit des fédérations de chasseurs du montant des timbres leur revenant ; la nécessité d'assurer une mise à disposition rapide de ces sommes.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère** (n° **372**). **Discussion** [8 juin 1978] (p. 2715) : 140.000 réfugiés politiques en France ; violations de la déclaration universelle des droits de l'homme et de l'acte final de la conférence d'Helsinki ; exemples de l'Argentine et de l'Union soviétique ; nécessité pour la France de prendre des initiatives exemplaires en matière de droits de l'homme : reconnaissance du droit de requête individuelle devant la commission européenne des droits de l'homme, adhésion de la France aux deux pactes internationaux destinés à accroître la valeur juridique de la déclaration universelle des droits de l'homme ; (p. 2716) : propose la mise en place de commissions internationales de contrôle chargées du respect des droits de l'homme.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [17 octobre 1978]. **Avant l'Article 14** (p. 6133) : sur les amen-

dements n° 15 de M. Laurent Fabius et n° 45 de M. Roger Combrisson ; suppression de l'amortissement dégressif contraire aux intérêts des entreprises les plus dynamiques. **Après l'Article 16** (p. 6146) : sur l'amendement n° 49 de M. Guy Ducoloné : volonté des communistes d'affaiblir la défense.

Deuxième partie :

Travail et santé. — 1. Section commune. — III. Santé et famille. Discussion générale [27 octobre 1978] (p. 6855) : problème des accidents du travail ; diminution globale de la fréquence et de la gravité des accidents ; (p. 6856) : nécessité d'un effort accru de prévention ; nombre d'accidents trop élevé dans le secteur du bâtiment, travaux publics ; nécessité d'améliorer les conditions d'accès à la réparation des accidents du travail et les modalités de celles-ci ; progrès intervenus dans le domaine du contentieux de la sécurité sociale ; souhaite que soit instituée une périodicité des arrêtés de revalorisation des indemnités journalières ; problème des ressources garanties aux assurés sociaux en cas d'arrêt de travail pour maladie de longue durée ; problème de la réparation des accidents du travail pour les élèves des établissements d'enseignement technique ou des centres d'apprentissage de l'Etat ; difficultés de réinsertion professionnelle des handicapés ; (p. 6857) : modalités d'attribution des prêts jeunes ménages prévus par la loi du 3 janvier 1975.

— **Projet de loi portant aménagement de la fiscalité directe locale** (n° **689**). **Première lecture. Discussion des articles** [4 octobre 1979]. **Après l'Article 6** *bis* (p. 7793) : son hostilité à l'amendement n° 38 de la commission qui constitue une incitation à débaucher et à acheter du matériel.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [19 octobre 1979]. **Article 5** (p. 8508) : s'oppose au plafonnement à 41.000 F des dépôts sur le livret bleu du crédit mutuel alors que le plafond applicable du livret A des caisses d'épargne poursuivrait sa croissance ; contributions fournies aux communes de France par le crédit mutuel ; rôle pilote joué par le mutualisme dans le système bancaire ; rémunération insuffisante de l'épargne populaire.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique familiale** (n° **1408**). **Discussion** [22 novembre 1979] (p. 10532) : notion de charges familiales tendant à privilégier l'aspect négatif de la réalité de la famille ; (p. 10533) : dénonce la pression sociale qui tend à instituer la famille de deux enfants comme un idéal ; souhaite que soit reconnu aux mouvements familiaux un droit accru à l'expression radio-télévisée ; politique familiale ne pouvant se réduire à la seule politique des prestations ; nécessité d'un effort prioritaire pour les familles nombreuses ; problèmes particuliers du milieu rural ; (p. 10534) : succès mitigé de l'allocation de remplacement versée aux femmes d'agriculteurs.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1328**). **Première lecture. Discussion des articles** [29 novembre 1979]. **Après l'Article premier** (p. 10934) : nécessité d'un temps de réflexion pour une décision aussi grave qu'une interruption volontaire de grossesse ; s'oppose à l'amendement n° 62 de M. Adrien Zeller. **Article premier précédemment réservé** (p. 10954) : demande la prorogation de la loi pour cinq ans ; nécessité de donner à l'avortement un caractère exceptionnel.

— **Proposition de loi tendant à modifier l'article 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 relatif aux conditions d'éligibilité aux fonctions de président d'université** (n° **367**). **Première lecture. Discussion générale** [10 décembre 1979] (p. 11549) : augmentation du nombre des étudiants depuis 1958 grâce à la politique de la majorité.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention sur la limitation de la responsabilité en matière de créances maritimes, faite à Londres le 19 novembre 1976** (n° **932**). **Première lecture,** rapporteur suppléant de la commission des affaires étrangères. **Discussion générale** [10 décembre 1979] (p. 11555) : nouvelle convention de Londres réévaluant les plafonds d'indemnisation trop faibles fixés en 1957 ; utilisation du droit de tirage spécial comme unité de compte pour les Etats membres du FMI ; avis favorable de la commission des affaires étrangères.

— **Projet de loi autorisant l'approbation des protocoles portant cinquième prorogation de la convention sur le commerce du blé et de la convention d'aide alimentaire constituant l'accord international sur le blé de 1971, ouvert à la signature à Washington, du 25 avril au 16 mai 1979** (n° **1338**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des affaires étrangères. **Discussion générale** [10 décembre 1979] (p. 11560) : projet tendant à proroger, pour la cinquième fois, l'accord international sur le blé de 1971 qui se compose de deux conventions distinctes : convention sur le commerce du blé et convention d'aide alimentaire ; (p. 11561) : réclame une réduction des frais de fonctionnement du conseil international du blé ; incapacité des exportateurs et des importateurs à se mettre

d'accord sur des prix stables pour le blé ; contribution de la CEE, au fonctionnement de la convention sur l'aide alimentaire ; avis favorable de la commission des affaires étrangères.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion des articles** [14 décembre 1979]. **Article 14 : Rappel au règlement** (p. 11963) : proteste contre la confusion du débat ; [15 décembre 1979]. **Après l'Article 21** (*suite*) (p. 12021) : demande si, en cas de cession de parts de G F A, les SAFER pourront préempter. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [10 avril 1980]. **Article 14** *bis* **B** (p. 216) : son amendement n° 111 corrigé : initiative de la procédure en révision de prix ; rejeté au scrutin public. **Article 20** (p. 230) : son amendement n° 112 : maintien de l'application à l'agriculteur de l'article 833-1 du code civil ; retiré.

— **Projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales** (n° **663**). **Première lecture. Discussion des articles** [15 avril 1980]. **Article 21** (p. 412) : date de mise en application de la taxe sur le montant des cadeaux et des frais de réception des entreprises.

— **Projet de loi tendant à instituer des mesures de prévention des difficultés dans les entreprises** (n° **974**). **Première lecture. Discussion des articles** [24 avril 1980] : **Article premier** (p. 690) : son amendement n° 101 : seuil d'application du projet ; retiré ; (p. 692) : son amendement n° 102 : obligation de fournir des documents pour les entreprises contractant avec l'Etat ; rejeté. **Article 2** (p. 693) : son amendement n° 103 rectifié : informations des tiers sur les bilans des entreprises ; adopté. **Article 3 : Article 68 de la loi du 24 juillet 1966** (p. 695) : son amendement n° 148 : rédactionnel ; adopté. **Article 17-1 de la loi du 24 juillet 1966** (p. 699) : son amendement n° 149 : droit de tout associé de demander la nomination de commissaires aux comptes ; adopté. **Article 17-2 de la loi du 24 juillet 1966** : son amendement n° 150 : conditions d'accès à la fonction de commissaire aux comptes ; adopté. **Article 5** (p. 702) : son amendement n° 151 : conditions applicables aux associés pour la nomination, par décision de justice, des commissaires aux comptes ; adopté. **Après l'Article 5** (p. 710) : son amendement n° 104 : durée du mandat du commissaire aux comptes ; devenu sans objet. **Article 8 : Article 228 de la loi de 1966** (p. 714) : son amendement n° 105 : compétences du commissaire au plan pour l'application de l'article 226 ; retiré. **Article 230-1 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966** (p. 719) : intervention du commissaire aux comptes en cas d'endettement de l'entreprise ; impossibilité d'établir une liste limitative des cas de saisine. **Article 13** (p. 725) : son amendement n° 152 : rédactionnel ; adopté ; son amendement n° 154 : durée de la déchéance ; adopté ; [13 mai 1980] : **Article 9 : Seconde délibération** (p. 1039) : procédure d'alerte externe ; possibilité pour le commissaire aux comptes d'alerter le président du tribunal de commerce.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [15 octobre 1980] : **Avant l'Article 2** (p. 2764) : sur l'amendement n° 95 de Mme Marie-Thérèse Goutmann : pénalisation des entreprises de main-d'œuvre ; accroissement du chômage ; [21 octobre 1980] : **Avant l'Article 4** (p. 2912) : préjudice causé aux associations d'utilité publique par la non-récupération de la TVA sur les équipements. **Article 6** (p. 2920) : procédure inadaptée régissant le fonctionnement du fonds spécial d'investissement routier ; insuffisance de la dotation accordée aux collectivités départementales pour entretenir le réseau national déclassé ; souhaite le rejet de l'article 6.

Deuxième partie :

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [6 novembre 1980] (p. 3674) : plan d'aménagement rural de la vallée du Loir ; enseignement agricole féminin ; procédure d'agrément ; crédits d'hydraulique agricole ; utilisation des excédents du crédit agricole.

Transports, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, pour les routes, les ports et les voies navigables. **Discussion générale** [15 novembre 1980] (p. 3946) : progression des moyens consacrés aux infrastructures de transport ; rapport du comité des transports du VIII[e] Plan ; stabilité des crédits des routes et de la circulation routière ; plan routier breton et plan routier Massif-Central ; effort pour le réseau autoroutier ; programme d'entretien du réseau routier ; insuffisante continuité de l'effort financier de l'Etat ; résultat positif en matière de sécurité routière ; (p. 3947) : problème des deux-roues ; développement de la « Citizen Band » (CB) ; développement du trafic routier et économies d'énergie ; fonds spécial d'investissement routier et subvention aux collectivités locales pour le réseau routier national déclassé ; évolution négative des crédits des voies navigables ; (p. 3948) : coût financier du franchissement du seuil Rhin-Rhône ; nécessité de renforcer les ports français face à la concurrence étrangère ; amélio-

ration de la situation financière des ports autonomes. **Examen des crédits** [15 novembre 1980]. **Titre V** (p. 4005) : hostilité de la commission des finances au sous-amendement n° 169 corrigé de la commission de la production à l'amendement n° 93 du Gouvernement ; (p. 4007) : opposition de la commission des finances à l'amendement n° 187 de la commission de la production traduisant le rejet des crédits d'investissement des voies navigables. **Article 36** (p. 4008) : amendement n° 20 de la commission des finances (suppression de l'article 36) : rejeté ; augmentation de la subvention aux collectivités locales pour la prise en charge du réseau routier national déclassé moins rapide que celle du coût de la vie et que celle du coût des travaux routiers. **Après l'Article 46** (p. 4011) : multiplication dangereuse des rapports au Parlement.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **1600**). **Lettre rectificative** (n° **2098**). **Première lecture. Discussion des articles** [4 décembre 1980]. **Après l'Article 16** (p. 4663) : s'oppose à l'amendement n° 108 corrigé de M. Lagourgue qui apporte un avantage fiscal proportionnel à la richesse de ceux qui en bénéficient et qui est de nature à provoquer une spéculation foncière dans les TOM.

MAILLET (Raymond)

Député de l'Oise
(3e *circonscription*)
(*C*).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

DÉPOTS

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une **commission de contrôle sur les biens fonciers et immobiliers du ministère de la défense** et leur utilisation en fonction des besoins réels des forces armées (n° **585**) [13 octobre 1978].

— **Proposition de loi** portant **statut général des cadres de réserve** (n° **1098**) [22 mai 1979].

— **Proposition de loi** tendant à rendre la nation maîtresse de sa **production d'armements** (n° **2205**) [18 décembre 1980].

QUESTIONS

• *questions orales sans débat :*

— (n° **3532**) : **Grève des ouvriers des arsenaux** [23 juin 1978] (p. 3415, 3516) : souhaite une négociation rapide pour revenir à la parité des salaires des ouvriers des arsenaux et des métallurgistes de la région parisienne et faire face à des suppressions d'emplois.

— (n° **15311**) : **Bordereaux de salaires des techniciens à statut ouvrier du ministère de la défense** [4 mai 1979] (p. 3525, 3526) : suspension des décrets de 1951 et 1967 fixant l'alignement des salaires des travailleurs de l'Etat sur ceux des métallurgistes de la région parisienne ; remise en cause de la sécurité de l'emploi dans les établissements d'Etat ; suppression d'emplois dans les arsenaux.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du livre IX du code du travail relatives à la promotion individuelle, au congé de formation et à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle** (n° **11**). **Première lecture. Discussion générale** [27 avril 1978] (p. 1417) : la formation professionnelle et les handicapés ; (p. 1418) : les handicapés exclus du système de production normal ; l'égalité de droit des handicapés et des autres travailleurs. **Discussion des articles** [9 mai 1978]. **Après l'Article 9** (p. 1507) : soutient l'amendement n° 17 de M. Jack Ralite : prise en compte de la formation acquise par le salarié pour sa classification et son salaire ; repoussé.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique de défense** (n° **388**). **Discussion** [15 juin 1978] (p. 2978) : sa protestation au nom du parti communiste contre la discussion au Parlement européen du rapport Tindemans instituant une politique d'armement commune aux pays européens ; engagement de la France dans la voie de l'européanisation par le biais de la standardisation des armements ; exemples d'armements produits en coopération par des firmes privées françaises et étrangères ; abandon de la défense tous azimuts ; (p. 2979) : coût élevé de la production d'armements en collaboration avec des pays étran-

gers ; crise et risque de démantèlement des arsenaux au bénéfice des sociétés multinationales ; souhaite la nationalisation des entreprises d'armement.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Crédits militaires. Budget annexe du service des essences. Discussion générale [7 novembre 1978] (p. 7125) : progression des crédits de recherche et d'étude ; problème de la bombe à neutrons ; (p. 7126) : intégration européenne et atlantiste de la défense nationale française par le biais de la standardisation européenne ; politique du Gouvernement livrant l'industrie d'armement au secteur privé ; refus d'une production nationale d'armement par le Gouvernement ; coopération privilégiée avec l'Allemagne fédérale ; redéploiement vers l'étranger de l'industrie d'armement ; démantèlement des arsenaux ; (p. 7127) : soutient les revendications des ouvriers des arsenaux. **Examen des crédits** [7 novembre 1978]. **Article 38** (p. 7143) : sur l'amendement n° 297 de la commission de la défense nationale et des forces armées, souhaite la refonte des trois cadres de secrétaires administratifs en un seul.

— **Projet de loi portant approbation d'un rapport sur l'adaptation du VII^e^ Plan** (n° **655**). **Première lecture. Discussion générale** [29 novembre 1978] (p. 8498) : réduction d'horaires dans l'industrie des télécommunications ; investissements dans les pays étrangers permettant un accroissement des taux de profit ; (p. 8499) : accroissement de la dépendance technologique ; utilisation de l'informatique pour les réductions d'effectifs et l'augmentation des profits ; conquête des marchés et partage des zones d'influence.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **709**). **Lettres rectificatives** (n^os^ **735 et 749**). **Première lecture. Discussion des articles** [7 décembre 1978]. **Article 15** (p. 8989) : absence d'information du Parlement sur l'utilisation exacte des crédits supplémentaires demandés ; vote hostile du groupe communiste sur des crédits destinés à financer la politique du Gouvernement en Afrique ; proteste contre l'annulation de crédits de deux millions au titre du versement à la SNCF de l'indemnité compensatrice des réductions des tarifs accordés pour le transport militaire.

— **Projet de loi relatif à l'aide aux travailleurs privés d'emploi** (n° **795**). **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [5 janvier 1979] (p. 174) : déclin de la production d'électricité insuffisante pour répondre aux besoins de la France ; délestage pratiqué par Electricité de France ; échec de la politique du tout nucléaire ; nécessité d'une diversification des sources de la production d'énergie électrique qui serait créatrice d'emplois productifs.

— **Déclaration du Gouvernement sur l'exécution et l'actualisation de la loi de programmation militaire et débat sur cette déclaration** (n° **1305**). **Discussion** [2 octobre 1979] (p. 7645) : insuffisance du rapport gouvernemental sur le sort de l'outil industriel ; dégradation de la situation des arsenaux au profit de la sous-traitance ; nécessité de moderniser l'outil de production ; octroi de primes aux non-grévistes dans les arsenaux ; (p. 7646) : absence d'amélioration au sort des personnels militaires ; pressions à la baisse exercée par le Gouvernement sur les rémunérations ; les exportations d'armement de la France sont un facteur de développement de la course aux armements ; volonté du Gouvernement de parvenir à une défense européenne commune notamment par la standardisation des armements à l'échelon européen.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Crédits militaires. Budget annexe du service des essences. Discussion générale [6 novembre 1979] (p. 9472) : insuffisance des effectifs de la gendarmerie ; souhaite que le gendarme des brigades territoriales ne soit pas la « bonne à tout faire » de l'administration ; (p. 9473) : problème des retraités militaires ; son inquiétude devant la réorganisation de la garde républicaine. **Examen des crédits** [6 novembre 1979]. **Article 30** (p. 9495) : soutient l'amendement n° 392 de M. René Visse : suppression des mesures nouvelles prévues à l'article 30 pour le financement d'équipements destinés au SDECE ; rejeté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [17 octobre 1980]. **Avant l'Article 3 amendements précédemment réservés** (p. 2865) : son amendement n° 109 : abrogation des dispositions ayant trait aux provisions pour fluctuations des cours, pour risques afférents aux opérations de crédit à moyen et long terme, provisions pour implantations industrielles et commerciales à l'étranger ; rejeté.

Deuxième partie :

Crédits militaires. Budget annexe du service des essences. Discussion générale [23 octobre 1980] (p. 3042) : coopération pour la construction de nouveaux matériels et armements ; projet de char franco-allemand ; campagne menée contre l'Union soviétique ; objectif de défense du système capitaliste ; vente d'armes à l'étranger ; nécessité d'une défense

indépendante tous azimuts ; menace sur les arsenaux et établissements de l'Etat ; revendications de leurs personnels. **Examen des crédits. Article 15** (p. 3068) : son amendement n° 75 : réduction des crédits affectés à l'entretien et aux achats des matériels de la sécurité militaire ; rejeté. **Article 16** (p. 3070) : soutient l'amendement n° 77 de M. Georges Lazzarino : suppression de crédits affectés aux infrastructures opérationnelles des forces stationnées outre-mer ; rejeté ; stationnement de troupes françaises au Zaïre et en République centrafricaine ; son amendement n° 49 corrigé : suppression des mesures nouvelles prévues pour le financement en équipements du SDECE ; rejeté. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [16 décembre 1980] (p. 4907) : budget de « casse » industrielle et humaine ; perspectives désastreuses du VIII[e] Plan ; suppression d'emplois dans l'agriculture et l'industrie ; pénétration des importations sur le marché intérieur et déclin de l'industrie française ; déclin régional ; utilisation des finances publiques pour soutenir les restructurations capitalistes et financer l'intégration européenne ; (p. 4908) : financement public des entreprises industrielles ; aide fiscale à l'investissement ; nouvelles mesures pour l'épargne logement et orientation de l'épargne vers les financements monopolistes ; coût du chômage ; compression des dépenses publiques de fonctionnement ; aggravation du déficit des finances publiques.

MAISONNAT (Louis)

Député de l'Isère
(3[e] *circonscription*)
(*C*).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1099).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner :

1° le projet de loi, adopté par le Sénat, portant aménagement de la fiscalité directe locale (n° 689).

2° le projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements (n° 706) [*J.O.* du 23 novembre 1978] (p. 3932).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements [20 décembre 1978] (p. 9774).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation agricole [*J.O.* du 12 mai 1979] (p. 1126).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Gérard Bordu et plusieurs de ses collègues tendant à créer un conseil supérieur des collectivités territoriales de la République (n° 1144) [10 avril 1980] (p. 296).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Claude Wargnies et plusieurs de ses collègues, tendant à assurer l'accès du public aux documents administratifs et l'information des consommateurs (n° 440) [6 novembre 1980] (p. 3689).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements [*J.O.* du 18 décembre 1980] (p. 2984).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à reconnaître la **compétence de la juridiction prud'homale** sur l'ensemble du contentieux relatif au droit de licenciement (n° **553**) [1[er] juillet 1978].

— **Proposition de loi** tendant **au renforcement des droits de la défense devant les tribunaux administratifs** (n° **1242**) [28 juin 1979].

— **Proposition de loi** tendant à modifier les **conditions d'attribution de la carte d'interné résistant** (n° **2185**) [18 décembre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Vente de l'entreprise Eurotungstène à un groupe suédois** [13 juin 1979] (p. 5000) :

cession par le groupe Pechiney-Uugine-Kuhlman de l'usine d'Eurotungstène au groupe suédois Sandvik.

— **Revendications des travailleurs de Merlin-Gérin** [24 octobre 1979] (p. 8870).

Suppléé par M. Houël (Marcel) :

— **Revendications des salariés de Rhône-Poulenc-Industrie** [7 novembre 1979] (p. 9540) : grève des travailleurs de Rhône-Poulenc-Industrie à Pont-de-Claix ; attitude intolérable des dirigeants ; quelles mesures compte prendre le ministre pour que des propositions raisonnables soient présentées par la direction et que le conflit soit rapidement réglé.

— **Désignation des jurés** [21 mai 1980) (p. 1128) : mise en fiche par la police des citoyens tirés au sort pour constituer le jury d'assises de l'Isère.

— **Prise de participation étrangère dans l'entreprise Eurotungstène** [4 juin 1980] (p. 1538).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public** (n° 9). **Première lecture. Discussion des articles** [26 avril 1978]. **Après l'Article 21** (p. 1371) : soutient l'amendement n° 29 rectifié de M. Lucien Villa ; énumération des retenues de salaire interdites ; (p. 1372) : repoussé par scrutin public. **Article 25** (p. 1376) : s'oppose à l'amendement de la commission qui empêche les fédérations d'encaisser les cotisations. **Avant le titre I** (*suite*) (p. 1380) : soutient l'amendement n° 26 précédemment réservé de M. Lucien Villa : droit du citoyen à une information préalable à toute décision administrative qui lui serait défavorable ; repoussé par scrutin public.

— **Projet de loi complétant les dispositions du code des communes en vue d'instituer des comités d'hygiène et de sécurité** (n° 138). **Première lecture. Discussion des articles** [30 mai 1978]. **Article 3 : Article L 417-20 du code des communes** (p. 2242) : soutient l'amendement n° 16 de M. Lucien Villa : réunion du comité d'hygiène et de sécurité à l'initiative de son président ou à la demande de deux des membres représentant le personnel ; repoussé. **Article 5** (p. °2247) : son amendement n° 18 soutenu par M. Lucien Villa : extension du champ d'application de la loi à la ville de Paris ; repoussé. **Explications de vote** (p. 2249) : nécessité d'assurer aux personnels communaux le même système de protection que celui dont bénéficient les salariés soumis au droit commun ; timidité du projet gouvernemental ; regrette le rejet par l'Assemblée des propositions communistes : nombre et mode de désignation des représentants du personnel, moyens d'action des comités d'hygiène et de sécurité ; vote favorable du groupe communiste ; nécessité d'une réforme plus profonde des collectivités locales.

— **Projet de loi portant modification des dispositions du titre premier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes** (n° 321). **Première lecture. Discussion des articles** [5 octobre 1978]. **Article premier : Après l'Article L 513-3 du code du travail** (p. 5634) : son amendement n° 13 soutenu par Mme Hélène Constans : mécanisme et délai d'établissement des listes électorales ; retiré. **Article premier : Article 515-2 du code du travail** (p. 5667) : son amendement n° 25 soutenu par M. Guy Ducoloné : suppression des dispositions de l'article L 515-2 du code du travail réglant le cas où un conseiller prud'homme est partie à l'instance ; adopté.

— **Projet de loi relatif au régime des loyers en 1979** (n° 662). **Première lecture. Discussion générale** [23 novembre 1978] (p. 8234) : augmentation de l'indice du coût de la construction ; insuffisance des mises en chantier de logements sociaux ; (p. 8235) : insuffisante application des recommandations de la circulaire du 6 mars 1978 sur les commissions départementales de prévention et de conciliation ; nécessité d'une révision du conventionnement. **Discussion des articles** [23 novembre 1978]. **Article 3** (p. 8242) : proteste contre l'ordre dans lequel sont examinés les amendements ; (p. 8243) : limitation par l'amendement n° 12 de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, des dispositions du projet de loi aux seuls preneurs déjà en place ; soutient son amendement n° 3 : nécessité de préciser dans le contrat le montant de l'ancienne location ; création de deux catégories de nouveaux preneurs par l'amendement n° 12 de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République ; (p. 8244) : amendement n° 3 rejeté. **Après l'Article 6** (p. 8250) : son amendement n° 44 soutenu par M. Henry Canacos : maintien dans les lieux des locataires de bonne foi non concernés par la loi du 1er septembre 1948 ; rejeté ; son amendement n° 45 soutenu par M. Henri Canacos : application de la loi du 1er septembre 1948 aux aux logements de catégorie IIB ; rejeté. **Après l'Article 7** (p. 8255) : sur le rappel

au règlement de M. Henry Canacos, problème de l'irrecevabilité des amendements n° 35 et n° 36 de la commission de la production et des échanges.

— **Projet de loi modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** (n° 706). **Première lecture. Discussion générale** [12 décembre 1978] (p. 9254) : situation catastrophique des collectivités locales dont les difficultés seront accrues par le projet ; diminution des crédits pour l'assainissement, la voierie, l'électrification rurale ; situation difficile des conseils généraux ; stagnation des crédits de rénovation rurale ; irrégularité des crédits de déneigement ; perte de ressources engendrée par la dotation globale pour certaines communes malgré le fonds de dotation de fonctionnement minimal ; nécessité de moyens financiers nouveaux ; notion de potentiel fiscal critiquable pour les communes dont le nombre d'habitants diminue ; (p. 9255) : perte enregistrée par les petites communes ; nécessité d'assurer aux communes rurales une somme égale au moins à 110 % de celle perçue en 1978 ; complexité des dispositions relatives à l'écrêtement pour la taxe professionnelle perçue sur les établissements dont les bases d'imposition sont supérieures à dix mille francs par habitant ; composition non démocratique des commissions consultatives des évaluations foncières des propriétés bâties et non bâties. **Discussion des articles** [12 décembre 1978]. **Avant l'article premier** (p. 9277) : ses doutes sur les arguguments techniques opposés par le ministre à l'amendement n° 151 de M. Jacques-Antoine Gau. **Article premier : Article L 234-1 du code des communes** (p. 9279) : son amendement n° 158 : portant à 35.708 millions pour 1979 le montant du fonds d'attribution globale de fonctionnement et instituant un impôt sur la fortune des personnes physiques ; (p. 9280) : amendement n° 158 rejeté. **Article L 234-6 du code des communes** (p. 9291) : son amendement n° 60 soutenu par M. Dominique Frelaut : éléments de la seconde part de la dotation de péréquation ; retiré. **Article L 234-11 du code des communes** (p. 9294) : soutient l'amendement n° 13 de Mme Colette Gœuriot : suppression des concours particuliers aux groupements de communes ; (p. 9295) : amendement n° 13 rejeté. **Article L 234-12 du code des communes** (p. 9298) : nécessité de revenir à la rédaction du Sénat tenant compte de la taille physique des communes et du potentiel fiscal par habitant ; [13 décembre 1978] : **Article premier** *(suite)* : **Après l'Article L 234-16 du code des communes** (p. 9349) : sur l'amendement n° 93 de la commission, nécessité de ne pas oublier le problème des petites communes de banlieue où la pression fiscale est élevée et où la population s'accroît rapidement. **Article 14** (p. 9375) : s'oppose à l'amendement n° 106 du Gouvernement. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [19 décembre 1978]. **Article premier C** (p. 9701) : soutient l'amendement n° 18 de M. Dominique Frelaut : interdisant aux conseils des communautés urbaines ou des districts de supprimer partiellement les différences existant entre le taux moyen de la taxe d'habitation perçue par le groupement et les taux appliqués au profit de celui-ci dans chaque commune membre ; nécessité d'empêcher les communes d'imposer trop brutalement une modification du calcul de la taxe d'habitation ; son amendement n° 18 adopté. **Article premier : Article L 234-12 du code des communes** (p. 9706) : risque de pénaliser les petites communes rurales par la prise en compte des enfants scolarisés dans l'enseignement préélémentaire. **Article 11** *quater* (p. 9710) : situation défavorisée des communes ne bénéficiant d'aucune dotation particulière.

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique agricole et débat sur cette déclaration** (n° 790). **Discussion** [14 décembre 1978] (p. 9434) : conséquences graves pour les agriculteurs de montagne de la politique agricole dictée par la CEE ; compétivité de notre élevage ; remise en cause par les montants compensatoires ; élevage en montagne, facteur d'équilibre économique et écologique ; diminution de l'aide aux bâtiments d'élevage ; perte de valeur de l'indemnité spéciale de montagne ; déficit du commerce extérieur en matière de bois ; (p. 9435) : propositions communistes en matière d'agriculture de montagne.

— **Projet de loi modifiant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements et aménageant le régime des impôts directs locaux pour 1979** (n° 987). **Première lecture. Discussion générale** [25 avril 1979] (p. 3043) : augmentation de la pression fiscale directe des communes ; danger de l'application de projets testés sur des échantillons dont la représentativité ne peut être démontré ; problème de la répartition des compétences et des moyens entre l'Etat et les collectivités locales ; soupçonne le Gouvernement d'espérer contraindre les élus locaux à opérer un transfert de la taxe professionnelle sur la taxe d'habitation ; (p. 3044) : condamne à nouveau les dispositions concernant la dotation globale de fonctionnement.

— **Projet de loi relatif à l'information et à la protection des emprunteurs dans le**

domaine immobilier (n° **386**). **Première lecture. Discussion des articles** [7 juin 1979]. **Article 6** (p. 4787) : son amendement n° 42 : mention dans l'offre de prêts des modalités d'indexation du prêt ; retiré par M. Guy Ducoloné.

— **Projet de loi portant approbation du rapport sur les principales options du VIII^e^ Plan** (n° **1055**). **Première lecture. Discussion générale** [12 juin 1979] (p. 4952) : difficultés économiques de la région Rhône-Alpes : agriculture ; (p. 4953) : charbon et hydraulique, industrie du papier carton ; danger de l'élargissement de la CEE ; problèmes de la montagne.

— **Projet de loi portant aménagement de la fiscalité directe locale** (n° 689). **Première lecture. Discussion générale** [4 octobre 1979] (p. 7774) : augmentation des transferts de charges et diminution des subventions aux communes ; problèmes posés dans les régions rurales par l'exode rural ; 22.700 communes de moins de 500 habitants ; son hostilité à la déconcentration ; asphyxie financière des communes ; stagnation des crédits de la rénovation rurale ; crédits de déneigement ; le regroupement des communes n'est pas une solution ; le système de la dotation globale de fonctionnement est défavorable aux communes de montagne ; (p. 7775) : le foncier non bâti en milieu rural ne doit pas pénaliser les agriculteurs. **Discussion des articles** [4 octobre 1979] : **Avant le titre premier** (p. 7800) : soutient l'amendement n° 124 de M. Parfait Jans : modification du critère de répartition de la dotation globale de fonctionnement ; (p. 7801) : soutient l'amendement n° 128 de M. Dominique Frelaut ; harmonisation des règles d'actualisation des valeurs locatives. **Avant l'Article 2** (n° 7809) : problème posé aux communes par la variation des taux pour les trois premières taxes et le blocage de la taxe professionnelle. **Après l'Article 2** (p. 7813) : soutient l'amendement n° 36 de M. Robert Vizet ; prise en charge des frais d'assiette et de recouvrement des impôts locaux par l'Etat compensée par l'institution d'un impôt sur la fortune ; [9 octobre 1979] : **Article 4** (p. 7917) : son amendement n° 144 : caractère départemental du fonds de péréquation ; rejeté. **Après l'Article 4** (p. 7934) : l'amendement n° 26 de la commission risque de provoquer une diminution des recettes fiscales des communes ; (p. 7935) : approuve l'exonération de la taxe professionnelle pour les sociétés coopératives ouvrières de production. **Article 7** (p. 7947) : son amendement n° 149 : institution d'un coefficient de revalorisation commun à toutes les taxes ; rejeté. **Article 8** (p. 7959) : approuve l'amendement n° 154 de M. Dominique Frelaut : dégrèvement en matière de taxe d'habitation. **Après l'Article 9** (p. 7966) : son amendement n° 269 : institution au profit des départements d'un impôt proportionnel sur le revenu ; soutenu par M. Dominique Frelaut ; rejeté ; (p. 7967) : nécessité d'instituer un impôt départemental sur le revenu ; [10 octobre 1979] : **après l'Article 10** (p. 8010) : son sous-amendement n° 161 à l'amendement n° 58 de la commission : maintien de la valeur cadastrale pour les terrains agricoles ; rejeté. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [17 décembre 1979]. **Article 3** (p. 12164) : son amendement n° 93, soutenu par M. Dominique Frelaut : suppression de l'article 3 ; rejeté par scrutin public ; insuffisance des compensations du plafonnement de la taxe professionnelle ; [18 décembre 1979] : **Article 5** (p. 12202) : son amendement n° 97 soutenu par M. Dominique Frelaut : plafonnement à 8 % de la valeur ajoutée de la cotisation de la taxe professionnelle de chaque entreprise ; rejeté.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [19 octobre 1979]. **Après l'Article 4** (*suite*) (p. 8505) : soutient l'amendement n° 219 de M. Henry Canacos : portant à 60 % le taux de l'impôt sur les bénéfices des sociétés pour les entreprises de plus de 1.000 salariés ayant dégagé un résultat brut d'exploitation en croissance de 15 % par rapport à 1978 ; affectation des ressources ainsi dégagées à un fonds permettant d'apurer la dette des sociétés des HLM ; rejeté par scrutin public.

Deuxième partie :

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1979] (p. 9642) : politique de la montagne ; nécessaire revalorisation de l'indemnité de montagne ; désaccord existant entre l'administration et la profession sur le zonage et les taux.

Intérieur. Examen des crédits [13 novembre 1979]. **Etat C - Titre VI** (p. 9941) : son amendement n° 429 : réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement de dix millions de francs ; rejeté ; insuffisance de l'aide aux investissements des communes et des départements ; amendement ayant pour objet de traiter des subventions d'équipement pour la voirie départementale et communale.

— **Rappel au règlement** [7 novembre 1979] (p. 9544) : article 138 du règlement : refus du ministre de répondre à la question au Gouvernement d'un député communiste.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion des articles** [13 décembre 1979] : **Article pre-**

mier (p. 11759) : son sous-amendement n° 111 soutenu par M. Pierre Girardot à l'amendement n° 9 de la commission : rédactionnel ; devenu sans objet ; son sous-amendement n° 385 soutenu par M. Pierre Girardot à l'amendement n° 9 de la commission : précisant qu'un des objets de la politique régionale est la compensation des handicaps naturels ; devenu sans objet ; (p. 11760) : son sous-amendement n° 386 soutenu par M. Pierre Girardot à l'amendement n° 9 de la commission : définition d'un statut de la pluriactivité dans les régions défavorisées ; devenu sans objet ; [14 décembre 1979] : **Après l'article 7** (p. 11935) : son amendement n° 131 soutenu par M. Pierre Goldberg : critères de définition de la pluriactivité en zone de montagne ; rejeté.

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature** (n° **1301**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [16 avril 1980]. **Article 9** (p. 443) : soutient l'amendement n° 48 de M. Lucien Villa. **Article 14** (p. 449) : élections dans la magistrature ; (p. 450) : caractère paritaire de la commission d'avancement. **Explications de vote** (p. 467) : mainmise gouvernementale sur la magistrature ; vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Intérieur. Discussion générale [28 octobre 1980] (p. 3179) : budget 1981 : budget d'appauvrissement des communes et des départements ; régression dans l'effort d'équipement du pays ; résultat d'une politique de transfert des charges ; logement, équipements sociaux, culturels et sportifs, équipements d'infrastructure : réseaux et d'assainement ; circulation, voirie ; transports en commun ; parcs naturels régionaux ; remboursement de la TVA payée par les collectivités locales ; (p. 3180) : revendications du personnel communal ; s'oppose à toutes les formes de regroupements de communes.

Industrie. Discussion générale [13 novembre 1980] (p. 3840) : aides à l'industrie et rapport Hannoun ; développement de l'investissement à l'étranger.

— **Projet de loi relatif au contrat d'assurance et aux opérations de capitalisation** (n° **1026**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [20 novembre 1980]. **Article 20** *bis* (p. 4229) : amendement n° 14 : régime du démarchage à domicile délai de sept jours à l'intérieur du délai de renonciation ; rejeté.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** (n° 2095). **Première lecture. Discussion des articles** [2 décembre 1980]. **Avant l'article premier** (p. 4549) : son amendement n° 39 : création au profit de l'Etat d'un prélèvement fiscal sur le montant des investissements bruts réalisés à l'étranger par les entreprises françaises ; déclaré irrecevable en application de l'article 98, alinéa 5 du Règlement ; (p. 4550) : son amendement n° 3 portant à 20 % le taux du prélèvement sur la TVA affectée à la dotation globale de fonctionnement ; instauration d'un impôt sur les sociétés et sur le capital ; rejeté. **Article 2** (p. 4551) : soutient l'amendement n° 40 de M. Dominique Frelaut fixant à 50.000 F le minimum de la dotation forfaitaire ; rejeté ; insuffisance de la dotation globale de fonctionnement des petites communes. **Après l'Article 7** (p. 4557) : son amendement n° 41: création d'un prélèvement sur les profits des sociétés pétrolières en vue de dégager des recettes permettant le remboursement de l'indemnité de logement des instituteurs ; déclaré irrecevable en application de l'article 98, alinéa 5 du Règlement. **Après l'Article 8** *ter* (p. 4562) : son sous-amendement n° 43 à l'amendement n° 15 de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République : mode de calcul de la dotation particulière prévue par l'amendement n° 15 ; rejeté ; son sous-amendement n° 49 à l'amendement n° 37 du Gouvernement : prise en compte des bâtiments et résidences universitaires ; rejeté. **Commission mixte paritaire. Discussion des articles. Explications de vote** [17 décembre 1980] (p. 4995) : campagne du CNPF contre la taxe professionnelle ; préparation des budgets locaux de 1981 ; vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1980** (n° **2141**). **Première lecture. Discussion générale** [17 décembre 1980] (p. 4953) : politique de dégradation du niveau de vie des agriculteurs de montagne ; (p. 4954) : exemple de l'Isère ; nécessité de revaloriser l'indemnité spéciale de montagne ; discrimination à l'égard des pluriactifs.

MALAUD (Philippe)

Député de la Saône-et-Loire
(1re circonscription)
(NI).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par le Sénat, réglementant la publicité extérieure et les enseignes [8 novembre 1978] (p. 7287).

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de l'information publique [*J.O.* du 16 mars 1979] (p. 610).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi réglementant la publicité extérieure et les enseignes [*J.O.* du 16 novembre 1979] (p. 2851).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 130) autorisant l'approbation de la **convention fiscale** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République unie du Cameroun,** ensemble deux échanges de lettres, signée à Yaoundé le 21 octobre 1976 (n° **300**) [25 mai 1978].

— **Proposition de loi** tendant à permettre aux **enfants abandonnés** de vivre au sein de leur famille (n° **2199**) [18 décembre 1980].

— **Proposition de loi** tendant à faciliter l'**accès des handicapés aux secteurs public et semi-public** (n° **2201**) [18 décembre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Situation au Liban** [5 octobre 1978] (p. 5612) : caractère tardif de l'intervention de la France en faveur de la paix au Liban.

— **Station européenne de radiodiffusion** [20 décembre 1978] (p. 9753) : demande une mise au point sur le projet de création d'un poste européen dit Euroservice, fondé par la Commission de Bruxelles, dans le cadre de la BBC.

— **Situation des éleveurs** [7 novembre 1979] (p. 9543) : malaise provoqué dans les milieux d'élevage par la stagnation et même la baisse prolongée des cours ; nécessité de l'abandon des importations de viande bovine d'Europe orientale, de mise sur le marché d'une partie des viandes stockées au titre de l'intervention, de prendre des décisions monétaires en faveur de l'agriculture et de décider d'aides immédiates à la tête de bétail.

— **Energies de remplacement** [11 juin 1980] (p. 1743) : recherche de sources nationales d'énergie ; bipolarisation de la France entre l'énergie nucléaire et le pétrole.

— **Police et maintien de l'ordre** [26 novembre 1980] (p. 4386) : impossibilité pour les forces de maintien de l'ordre d'accomplir leur mission.

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère** (n° **372**). **Discussion** [8 juin 1978] (p. 2702) : son approbation sans réserve de l'intervention française au Zaïre ; regrette l'absence d'unanimité au Parlement pour approuver cette intervention ; responsabilité particulière de la France envers les peuples d'Afrique ; (p. 2703) : néocolonialisme cubain en Angola et en Ethiopie justifiant les réactions des Africains et l'intervention française ; 5.000 militaires français et 50.000 Cubains en Afrique ; véritables problèmes de l'Afrique : lutte contre le sous-développement, l'analphabétisme, la désertification et la famine.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code de procédure pénale en matière d'exécution des peines privatives de liberté** (n° **562**). **Première lecture. Discussion des articles** [3 octobre 1978]. **Article 4 : Article 723-5 du code de procédure pénale** (p. 5497) : nécessité d'une indemnisation par l'Etat des dommages éventuels causés par les permissionnaires.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Commerce extérieur. Discussion générale [19 octobre 1978] (p. 6375) : sa satisfaction devant l'évolution du commerce extérieur ; manque de vendeurs dans les services français d'expansion économique à l'étranger défavorisant les PME ; reconquête du marché intérieur français ; politique d'achat des collectivités publiques.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1978] (p. 7265) : importance des dépenses de fonctionnement dans le budget ; réduction des crédits affectés aux adductions d'eau et à l'électrification ; arbitraire des classements par zones des différentes régions agricoles ; (p. 7266) : nécessité d'en-

courager l'installation des jeunes agriculteurs pour éviter la dévitalisation du milieu rural ; s'oppose à la chaptalisation de la viticulture et souhaite le maintien de l'INAO (institut national des appellations d'origine).

Services du Premier ministre. — I. Services généraux. - Aménagement du territoire. Discussion générale [16 novembre 1978] (p. 7773) : politique de concentration des populations suivie par l'aménagement du territoire ; absence d'aménagement en secteur rural ; prime et avantage pour le secteur rural accordés au-dessous d'un seuil de population trop bas ; insuffisance de l'aide aux petites et moyennes entreprises et au secteur artisanal ; limitation de l'aide de l'Etat aux grandes entreprises ; absence d'encouragement à l'exportation pour les PME ; (p. 7776) : aider à l'industrialisation et à la création d'emplois artisanaux dans les régions rurales.

— **Rappel au règlement** [13 décembre 1978] (p. 9369) : délai prévu pour les réponses des ministres aux questions écrites.

— **Projet de loi réglementant la publicité extérieure et les enseignes** (n° **582**). **Première lecture. Discussion générale** [17 avril 1979] (p. 2665) : projet menaçant les petites et moyennes industries dont l'affichage est le seul support publicitaire ; (p. 2666) : critique le transfert des pouvoirs aux maires en matière de réglementation de l'affichage ; sévérité excessive du régime de sanctions prévu par le projet. **Discussion des articles** [18 avril 1979] : **Article 8** *bis* (p. 2736) : soutient le sous-amendement n° 22 de la commission : permettant aux maires d'accorder certaines autorisations au coup par coup dans les zones de publicité restreinte ; rejeté ; [19 avril 1979] : **Après l'Article 28** *ter* (p. 8039) : soutient le sous-amendement n° 145 de M. Robert-André Vivien à l'amendement n° 71 de la commission : possibilité de renouvellement par tacite reconduction des contrats de louage d'emplacements à des fins publicitaires ; rejeté. **Article 32** (p. 2804) : soutient le sous-amendement n° 147 de M. Robert-André Vivien à l'amendement n° 78 de la commission : rendant applicables des règles nouvelles concernant les conventions d'application de l'amendement dans un délai de trois mois après leur publication ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [10 octobre 1979]. **Article 8 ter** (p. 8039) : s'oppose à l'amendement n° 8 de la commission : supprimant la possibilité pour le maire d'autoriser exceptionnellement l'installation de dispositifs non conformes aux normes édictées par arrêté. **Article 19 B** (p. 8050) : soutient son amendement n° 60 : possibilité pour le président du tribunal administratif de se prononcer à tout moment sur la mainlevée de la mise en demeure prévue par l'article 19 A ; devient sans objet. **Article 24** (p 8054) : soutient l'amendement n° 25 de la commission : suppression de l'article 24 ; rejeté. **Article 28** *quater* (p. 8057) : soutient son amendement n° 61 : supprimant le pouvoir pour le juge de prononcer la résolution du contrat de location ; retiré.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère** (n° **1642**). **Discussion** [17 avril 1980] (p. 501) : conditions de crédit faites aux pays de l'Est ; droits de l'homme ; tiers-monde enjeu de la compétition entre les puissances ; solidarité occidentale ; (p. 502) : Liban ; accords de Camp David ; rôle des Nations unies au Proche-Orient ; politiques européennes communes ; importations des pays de l'Est.

— **Proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises** (n° **1167**). **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [27 juin 1980] (p. 2440) : oppose l'article 40 de la Constitution à la proposition de loi.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [17 octobre 1980] **Article 4** (*suite*) (p. 2831) : s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Hardy qui fait un sort préférentiel au whisky.

Deuxième partie :

Taxes parafiscales. Examen des crédits [3 novembre 1980] **Etat E - Ligne 43** (p. 3449) : soutient l'amendement n° 116 de M. Gérard César : suppression de la ligne 43 en vue d'obtenir le relèvement de la taxe parafiscale affectée aux conseils, comités ou unions interprofessionnels des vins ; retiré. **Ligne 44** : soutient l'amendement n° 117 de M. Gérard César : suppression de la ligne 44 ; retiré.

MALÈNE (Christian de La)

Député de Paris
(16e circonscription)
(RPR).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

Contestation de son élection [3 avril 1978] (p. 1103).

Election annulée par décision du Conseil constitutionnel du 12 juillet 1978 [*J.O.* du 16 juillet 1978] (p. 2843, 2844, 2845).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 15 juin 1978] (p. 2377).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 15 juin 1978] (p. 2377).

Représentant à l'Assemblée parlementaire des communautés européennes [18 mai 1978] (p. 1805-1844).

MALVY (Martin)

Député du Lot
(*2e circonscription*)
(*S*).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1100).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Représentant suppléant à l'Assemblée consultative du conseil de l'Europe [17 mai 1978] (p. 1775).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1981 (n° **1933**) (Economie et budget - Consommation) (n° 1981-VII) [9 octobre 1980] (p. 2650).

DÉPOTS

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1979** (n° **560**). — **Tome IV : Economie et budget - Consommation** (n° **575**) [5 octobre 1978].

Avis, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° **1290**). — **Tome VI : Economie et budget - Consommation** (n° **1297**) [2 octobre 1979].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° **1560**). — **Tome VI : Economie et budget - Consommation** (n° **1567**) [9 janvier 1980].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° **1933**). — **Tome VII : Economie et budget - Consommation** (n° **1981**) [9 octobre 1980].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Relations ferroviaires dans le grand Sud-Ouest** [21 novembre 1979] (p. 10460) : suppression de lignes SNCF dans le Sud-Ouest, en contradiction avec les déclarations du Président de la République sur la nécessaire revitalisation de cette région.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **17382**) : **Marché de la viande ovine** [15 juin 1979] (p. 5220, 5221, 5222) : le Gouvernement laissera-t-il condamner l'élevage ovin français en acceptant la suppression instantanée de toute barrière contre la promesse d'aides directes de la CEE ; plainte déposée contre la France devant la cour de justice européenne et danger d'une condamnation qui entraînerait l'application de sa décision.

— (n° **32816**) : **Marché de la viande ovine** [27 juin 1980] (p. 2405) : diminution du revenu des éleveurs ; projet de réglementation européenne du marché de la viande ovine ; (p. 2406) : projet de réglementation européenne contraire à la solidarité financière et à la préférence communautaire ; revenu des producteurs de moutons de l'Aveyron.

— (n° **36360**) : **Elevage de veaux et de moutons** [10 octobre 1980] (p. 2676, 2677, 2678) : accord du 30 septembre sur le mouton ; divergence des intérêts français et anglais ; affirmer la préférence communautaire ; revenir à l'essentiel du Traité de Rome ; garantir le revenu des producteurs de veaux et des producteurs de moutons.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° 560). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Intérieur. Discussion générale [19 octobre 1978] (p. 6356) : diminution des crédits pour les dépenses de voirie.

Environnement et cadre de vie. — 1. Environnement. Discussion générale [25 octobre 1978] (p. 6645) : insuffisance des moyens humains et matériels de la politique de l'environnement ; problème des services d'assistance architecturale ; problème des décharges publiques en milieu rural.

Education. Discussion générale [13 novembre 1978] (p. 7517) : politique de restriction des moyens de constructions scolaires justifiés par un alibi démographique ; exemple de la région Midi-Pyrénées ; délabrement des constructions provisoires ; non-respect des normes et sécurité ; (p. 7518) : problème du transfert de charges de l'Etat vers les collectivités locales en matière scolaire ; son vote hostile sur le budget de l'éducation.

Economie et Budget. — II. Section commune. — III. Economie. — IV. Budget, rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges pour la consommation. **Discussion générale** [17 novembre 1978] (p. 7954) : action en faveur de la protection du consommateur, complément indispensable d'une politique de la concurrence ; avis favorable de la commission de la production sur les crédits concernant la consommation ; progression des effectifs de la direction générale de la concurrence et des prix ; réclame une augmentation substantielle des effectifs du service de la répression des fraudes ; misère des subventions aux associations de consommateurs ; diminution des recettes de l'Institut national de la consommation ; (p. 7955) : augmentation des crédits affectés à l'opération Boîte 5000 ; problème de la protection des consommateurs par les associations ou par l'Etat ; bilan positif de l'action de la commission de la concurrence ; souhaite que son rôle de conseil soit élargi aux commissions permanentes du Parlement et qu'elle reçoive un statut analogue à celui de la Commission des opérations de bourse. **Examen des crédits** [17 novembre 1978]. **II. Section commune. Etat B - Titre III** (p. 7962) : son amendement n° 365 soutenu par M. Claude Wilquin : suppression des crédits affectés à l'opération Boîte 5000 ; rejeté. **Après l'Article 77** (p. 7964) : en qualité de rapporteur pour avis soutient l'amendement n° 353 de la commission de la production et des échanges : possibilité pour les commissions permanentes du Parlement de saisir pour avis la commission de la concurrence ; accepte la modification apportée par le Gouvernement à son amendement précisant que la saisine de la commission de la concurrence s'applique à des propositions de loi ; amendement n° 353 adopté avec modification.

Taxes parafiscales. Examen des crédits [17 novembre 1978]. **Etat E - Ligne 67** (p. 7987) : sur l'amendement n° 84 de M. Adrien Zeller : optimisme excessif du Gouvernement en ce qui concerne le réaménagement des gravières, exemple de la Dordogne.

Articles et articles additionnels non rattachés [17 novembre 1978]. **Après l'Article 73** (p. 8017) : soutient l'amendement n° 248 de M. Laurent Fabius : information des membres du Parlement par une actualisation des soldes budgétaires, compte tenu des dépenses votées et des dépenses annoncées ; rejeté.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° 1290). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1979] (p. 9647) : stagnation des crédits intéressant le secteur de la transformation et de la valorisation des produits agricoles ; (p. 9648) : le détachement du secteur agro-alimentaire du ministère de l'agriculture entérine la prépondérance du secteur industriel sur le secteur agricole et met en cause le volet économique de la loi d'orientation ; contenu du plan Sud-Ouest en matière agro-alimentaire.

Economie et budget. — II. Section commune. — III. Economie. — IV. Budget, rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges, pour la consommation. **Discussion générale** [12 novembre 1979] (p 9822) : politique gouvernementale affirmant le rôle prépondérant des consommateurs pour la détection de la qualité et la recherche du meilleur prix : approbation par la commission de la production et des échanges de la politique de libération des prix mais rejet des crédits du titre III ; doublement des subventions destinées aux associations ; tentative d'Antenne 2 de retirer son temps d'émission à l'institut national de la consommation ; insuffisance des moyens du service de la répression des fraudes ; peu de succès de l'opération Boîte postale 5.000 ; nécessité de faciliter l'accès des consommateurs à une justice plus rapide et plus facile ; manque d'indépendance et d'efficacité de la commission de la concurrence ; (p. 9823) : suppression de 400 emplois à la direction de la concurrence et de la consommation malgré la libération des prix ; insuffisance de la lutte contre les ententes.

Examen des crédits. — II. Section commune [12 novembre 1979]. **Etat B. Titre III** (p. 9828) : refus par les associations de

consommateurs du rôle que le ministre de l'économie voudrait leur confier ; accélération du rythme de la hausse des prix ; libération des prix impliquant une augmentation des activités de la direction générale de la concurrence et de la consommation dans le domaine des études sur la formation des prix et de la recherche des ententes illicites ; avis défavorable de la commission de la production et des échanges sur le titre III. III. **Economie** [12 novembre 1979]. **Etat B. Titre IV** (p. 9829) : soutient l'amendement n° 433 de la commission de la production et des échanges : réduction des crédits affectés aux subventions aux organisations de consommateurs en signe d'avertissement à celles qui publient des études insuffisamment vérifiées ; rejeté. **Avant l'Article 74** (p. 9830) : soutient l'amendement n° 435 de la commission de la production et des échanges : tendant à rendre les sociétés holding passibles en cas d'infraction à l'article 53 de l'ordonnance de 1945 d'amendes pouvant s'élever jusqu'à cinq millions de francs ; rejeté ; (p. 9831) : soutient l'amendement n° 436 de la commission de la production et des échanges : portant à un million de francs le montant maximum des sanctions pécuniaires que le ministre de l'économie peut infliger aux entreprises ayant enfreint les règles relatives à la répression des ententes illicites ; adopté avec modification ; (p. 9832) : retire l'amendement n° 437 de la commission de la production et des échanges : recouvrement des sanctions pécuniaires infligées par le ministre de l'économie suivant les règles prévues pour le recouvrement des impôts directs. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [13 décembre 1979] (p. 11743): difficultés de nombreux assujettis à la taxe professionnelle.

— **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'adhésion de la République hellénique à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique** (n° **1339**). **Première lecture. Discussion générale** [5 décembre 1979] (p. 11291) : difficultés causées par l'élargissement de la CEE pour certaines productions telles que les fruits et légumes et le tabac ; aggravations par l'adhésion de la Grèce des problèmes budgétaires de la Communauté ; politique agricole commune se limitant à une politique des marchés ; exemple en matière de production laitière et de viande bovine ; inorganisation voulue des productions méditerranéennes qui provoque de graves disparités entre les agriculteurs du Nord et du Sud ; nécessité d'une nouvelle politique agricole commune appliquée et contrôlée par des offices européens par produit, pratiquant une politique de prix garanti.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion générale** [12 décembre 1979] (p. 11697) : développement de l'agriculture dans tous les pays industrialisés ; flambée des prix de la terre ; critique la soumission économique des exploitations agricoles aux industries agro-alimentaires et l'intégration des exploitations agricoles dans les filières de production placées sous l'autorité d'interprofessions ; loi d'orientation marquée par le désengagement politique et financier de l'Etat.

— **Projet de loi portant modification du statut de la société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA)** (n° **1731**). **Première lecture. Discussion générale** [4 juin 1980] (p. 1579) : situation des producteurs de tabac français ; influence du nouveau statut sur la production nationale tabacole ; déficit du SEITA ; promotion des fabrications d'origine étrangère ; effet de la loi Veil sur les résultats commerciaux du SEITA ; évolution de la consommation ; importation de tabac par le SEITA ; avenir des producteurs et des débitants de tabac ; vote hostile du groupe socialiste ; indexation des prix. **Discussion des articles** [5 juin 1980]. **Avant l'Article premier** (p. 1599) : soutient l'amendement n° 11 de Mme Marie Jacq ; rejeté par scrutin public. **Explications de vote** (p. 1613) : attitude de certains députés de la majorité ; appel aux règles de la gestion privée pour le SEITA; contrat d'entreprise de la SNCF ; fermetures de lignes ; vote hostile du groupe socialiste.

Projet de loi de finances pour 1981 (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie.*

Economie et budget. — II. **Section commune.** — III. **Economie.** — IV. **Budget,** rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges, pour la consommation. **Discussion générale** [3 novembre 1980] (p. 3452) : liberté des prix ; insuffisance de la protection du consommateur ; diminution des crédits du service de la répression des fraudes et du contrôle de la qualité ; insuffisance du budget de l'institut national de la consommation et des crédits affectés aux associations de consommateurs ; critique le fonctionnement de la direction générale de la concurrence et de la consommation ; insuffisance de l'indépendance de la commission de la concurrence ; (p. 3453) : insuffisance des moyens des politiques de la concurrence et de la consommation. **Examen des crédits** [3 novembre 1980]. **Economie et budget.** — III. **Economie. Titre III** (p. 3465) : sur l'amendement n° 126 de M. Claude Martin, hostilité de la commission de la production et des échanges au transfert des compétences de la direction de la concurrence et de la

consommation à la commission de la concurrence.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [6 novembre 1980] (p. 3677) : installation des jeunes agriculteurs ; charge croissante que représentent les charges foncières dans l'endettement des agriculteurs ; diminution des dépenses budgétaires consacrées à la restructuration foncière et à l'aménagement foncier ; nécessité de permettre aux SAFER de rétrocéder les biens acquis sous forme de location dans le respect du statut du fermage.

Transports. Discussion générale [15 novembre 1980] (p. 4000) : infrastructures routières du sud du Massif central ; nécessité d'aménager l'axe Brive-Méditerranée dans la traversée du Lot ; insuffisance des liaisons ferroviaires entre Figeac et Toulouse.

Santé et sécurité sociale. — Travail et santé. — I. Section commune. — III. Santé et sécurité sociale. Examen des crédits [17 novembre 1980]. **Après l'Article 46** (p. 4078) : son amendement n° 221 : présentation par le Gouvernement d'un rapport sur les économies réalisées par les caisses d'assurance maladie et par l'Etat grâce à la suppression de lits hospitaliers ; rejeté ; exemple de la suppression de la maternité de l'hôpital de Figeac.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **1600**). **Lettre rectificative** (n° **2098**). **Première lecture. Discussion des articles** [5 décembre 1980]. **Après l'Article 24** (p. 4721) : son amendement n° 45 : possibilité pour les commissions permanentes du Parlement de saisir la commission de la concurrence sur les projets et propositions de loi ; rejeté ; (p. 4722) : son amendement n° 168 : possibilité pour la commission de la concurrence de saisir elle-même de toute affaire concernant la concurrence, les ententes illicites et les abus de position dominante ; rejeté. **Article 25** (p. 4723) : son amendement n° 169 : publication obligatoire au *Journal officiel* des avis rendus par la commission d la concurrence ; rejeté.

MANCEL (Jean-François)

Député de l'Oise
(5e *circonscription*)
(*RPR*).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire d'âge [3 avril 1978] (p. 1096-1098), [2 avril 1979] (p. 2165), [2 avril 1980] (p. 88).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du [6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'emploi des jeunes [22 juin 1978] (p. 3345).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les dispositions de l'article 7 de la loi n° 60-791 du 2 août 1960 relative à l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles [23 juin 1978] (p. 3430).

Membre de la commission supérieure des sites [5 octobre 1978] (p. 5693).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales [*J.O.* du 15 novembre 1978] (p. 3854).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures en faveur des salarié privés d'emploi qui créent une entreprise [20 décembre 1978] (p. 9773).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'apprentissage [20 décembre 1978] (p. 9773).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la durée maximale hebdomadaire du travail [20 décembre 1978] (p. 9774).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au contrat de travail à durée déterminée [20 décembre 1978] (p. 9774).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures en faveur de l'emploi [*J.O.* du 1er juillet 1979] (p. 1595).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales (n° 663) [*J.O.* du 12 juin 1980] (p. 1448).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels (n° 1121) [*J.O.* du 14 juin 1980] (p. 1474).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises (n° **1167**) [26 juin 1980] (p. 1586).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Louis Masson tendant à modifier le régime juridique des contrats de travail à durée déterminée et les conditions d'emploi des travailleurs intérimaires (n° **1965**) [30 octobre 1980] (p. 3369).

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Situation économique et sociale de la Picardie** [12 décembre 1979] (p. 11661, 11662) : taux de chômage parmi les plus élevés et risquant encore de s'aggraver ; mesures immédiates demandées au Gouvernement par le conseil régional et le comité économique et social de Picardie.

— **Situation du commerce** [14 mai 1980] (p. 1053) : détérioration du tissu commercial français.

— **Situation de l'usine Massey-Ferguson à Beauvais** [15 octobre 1980] (p. 2728) : répercussion sur l'emploi.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Education. Discussion générale [22 octobre 1979] (p. 8744) : effort à faire pour l'enseignement préélémentaire et pour l'enseignement professionnel ; problème des maîtres auxiliaires et des remplacements ; nomination tardive et absence de professeurs dans certaines matières ; souhaite l'élaboration d'un statut pour les documentalistes ; (p. 8745) : gratuité des manuels ; dégradation du niveau moyen des élèves accédant à l'enseignement du second degré ; laxisme dans l'administration de l'éducation ; insuffisante préparation à la vie professionnelle.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1979] (p. 9650) : stabilité de la dotation consacrée aux bonifications d'intérêts contraire à l'installation des jeunes ; (p. 9663) : attribution des crédits du FIDAR aux zones bénéficiant d'un contrat de pays.

Anciens combattants. Discussion générale [14 novembre 1979] (p. 10038) : existence d'un malentendu entre le Gouvernement et le monde combattant ; incertitude pesant sur le droit à réparation et sur les droits acquis ; le rapport constant.

— **Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux en 1980** (n° **1428**). **Première lecture. Discussion générale** [7 décembre 1979] (p. 11458) : regrette que le Parlement délibère une fois de plus sur un texte de circonstance ; nécessité d'un régime nouveau et définitif pour le renouvellement des baux commerciaux ; estime excessif le coefficient de 2,50 retenu par le Gouvernement pour la limitation du prix des baux commerciaux soumis à renouvellement en 1980. **Discussion de l'article unique** [7 décembre 1979]. **Article unique** (p. 11459) : soutient son amendement n° 3 : fixant à 2,35 le coefficient pour la limitation du prix des baux commerciaux soumis à renouvellement en 1980 ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Commerce et artisanat. Discussion générale [31 octobre 1980] (p. 3376) : application de la charte de l'artisanat ; commerce et artisanat, moyens privilégiés de lutte contre le chômage ; amélioration de l'apprentissage et de la formation continue ; création d'un baccalauréat du commerce et de l'artisanat ; adaptation du régime fiscal ; centres de gestion agréés ; taxe professionnelle ; abolition de l'impôt sur les plus-values ; réduction des droits de mutation ; allègement des charges sociales ; suppression des cotisations sociales pour le premier salarié embauché en plus des effectifs existants ; (p. 3377) : maintien et développement du commerce et de l'artisanat en milieu rural ; pause dans l'implantation des grandes surfaces ; application de la loi d'orientation ; statut du conjoint ; prolongation d'un an de l'aide spéciale compensatrice. **Examen des crédits. Après l'Article 44** (p. 3396) : amendement n° 120 : portant de 200 à 240 F le montant maximum de la taxe pour frais de chambre des métiers ; adopté.

Affaires étrangères. Discussion générale [12 novembre 1980] (p. 3794) : situation de l'Afrique australe ; condamnation de la politique d'apartheid ; nécessité d'une initiative française à propos de la Namibie ; rapports avec le Zimbabwe.

— **Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux en 1981** (n° **2104**). **Première lecture. Discussion de l'article unique** [11 décembre 1980]. **Article unique** (p. 4841) : son amendement n° 2 : fixation à 2,45 du coefficient de majoration plafond du loyer des baux renouvelés en 1981 ; adopté.

MANET (Michel)

Député de la Dordogne
(2e circonscription)
(S).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1099).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

Elu sénateur le 28 septembre 1980 [*J.O.* du 2 octobre 1980] (p. 2288).

Il est pris acte de la vacance de son siège de député [9 octobre 1980] (p. 2645).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842).

DÉPOTS

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le **projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). — **Tome XX : Transports - Routes** (n° **575**) [5 octobre 1978].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° **1290**). — **Tome XXI : Transports - Routes** (n° **1297**) [2 octobre 1979].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° **1560**). — **Tome XXI : Transports - Routes** (n° **1567**) [9 janvier 1980].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Transports. — V. **Routes, ports et voies navigables,** rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges pour les routes. **Discussion générale** [9 novembre 1978] (p. 7316) : budget des routes pour 1979 se présentant comme un budget d'austérité ; ralentissement du programme de développement de l'infrastructure routière ; niveau satisfaisant des crédits affectés à l'entretien et aux actions de sécurité ; ralentissement du programme d'autoroutes ; (p. 7317) : sa déception devant l'état l'avancement des programmes d'action prioritaire d'intérêt régional ; insuffisance de la subvention aux départements pour la prise en charge du réseau national déclassé. **Examen des crédits** [9 novembre 1978]. **Article 61** (p. 7329) : soutient l'amendement n° 270 de la commission de la production et des échanges : suppression de l'article 61 ; insuffisance de l'effort supplémentaire du Gouvernement se traduisant par l'amendement n° 311 ; amendement n° 270 rejeté.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Transports. Discussion générale, rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges pour les routes [23 octobre 1979] (p. 8783) : projet de budget routier pour 1980 poursuivant la dégradation constatée dans le budget de 1979 ; augmentation rapide du coût des travaux routiers ; (p. 8784) : budget incapable d'assurer la reprise du secteur des travaux publics ; ralentissement du programme des autoroutes de liaison ; progression des autorisations de programme concernant les routes en rase campagne et les investissements routiers en milieu urbain ; renforcements coordonnés ; rejet par la commission de la production et des échanges de l'article 56 concernant la subvention accordée aux départements pour la prise en charge du réseau national déclassé ; bilan négatif du système de la concession d'autoroutes aux sociétés privées.

MARCHAIS (Georges)

Député du Val-de-Marne
(1re circonscription)
(C).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

Contestation de son élection [3 avril 1978] (p. 1103).

Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel n° 78-836 [11 mai 1978] (p. 1626).

Candidat à l'élection à la Présidence de la République, décision du Conseil constitutionnel [*J.O.* du 10 avril 1981] (p. 994). Proclamation des résultats du scrutin du 26 avril 1981 [*J.O.* du 30 avril 1981] (p. 1231). Proclamation des résultats du scrutin du 10 mai 1981 [*J.O.* du 16 mai 1981] (p. 1467).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à instaurer un **impôt sur le capital des sociétés** (n° **291**) [25 mai 1978].

— **Proposition de loi** tendant **à donner des droits nouveaux aux salariés et à leurs représentants et à favoriser leur intervention dans la marche des entreprises** (n° **1743**) [28 mai 1980].

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur la **spéculation** sur les emprunts 7 % et 4,5 % émis par l'Etat en 1973 (n° **2249**) [2 avril 1981].

— **Proposition de loi** tendant à faire ériger au **métro « Charonne »** un **monument** dédié à la mémoire des huit antifascistes tués le 8 février 1962 et en hommage à tous ceux qui ont lutté en France contre le colonialisme, pour la paix et la liberté des peuples (n° **2284**) [3 avril 1981].

— **Proposition de loi** tendant à modifier le régime de taxation des **alcools** (n° **2296**) [3 avril 1981].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Hausse du prix des carburants** [17 décembre 1980] (p. 4962) : augmentation du prix du fuel et de l'essence malgré la baisse du dollar ; profit des sociétés multinationales.

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère** (n° **372**). **Discussion** [8 juin 1978] (p. 2682) : politique colonialiste de la France en Afrique ; absence de ratification des accords de coopération invoqués ; appui accordé par le Gouvernement à la politique de redéploiement multinational du grand capital français ; émergence politique du continent africain ; (p. 2683) : mise en cause par la politique africaine de la France de l'indépendance nationale : appel au concours financier et logistique des Etats-Unis : principes communistes pour la politique étrangère : indépendance, coopération et paix ; décalage entre les intentions proclamées et la politique menée en matière de désarmement ; s'interroge sur l'existence de travaux de recherche pour la bombe à neutrons ; refus de la France de participer aux négociations internationales sur le désarmement ; réintégration de fait dans l'OTAN ; (p. 2684) : propositions communistes : ratification des traités et accords sur la limitation et l'interdiction de certains types d'armement, participation aux instances de discussion existantes ; mise en place de mesures de contrôle des ventes d'armes.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture. Discussion générale** [11 octobre 1978] (p. 5940) : soutient la **question préalable** de M. Roger Combrisson; accuse le Gouvernement d'organiser le chômage ; (p. 5941) : stagnation de la production industrielle en raison de la limitation de la consommation intérieure, des équipements sociaux et des investissements productifs ; profit des firmes multinationales ; absence d'influence des problèmes pétroliers dans la crise ; liberté dent de nos échanges avec les pays en voie de développement mais déficit avec les pays capitalistes les plus développés ; mise en cause de la compétitivité française par la politique d'austérité pratiquée par le Gouvernement ; (p. 5942) : nécessité de réformes de structures ; absence de réponses du Gouvernement aux propositions communistes ; risque d'explosion sociale dû à l'arrogance du Gouvernement vis-à-vis des travailleurs ; (p. 5945) : question préalable, rejetée par scrutin public n° 87.

— **Discussion commune des motions de censure déposées, en application de l'article 49, alinéa 2 de la Constitution, par 86 députés du groupe communiste et par 64 députés du groupe socialiste** [14 mars 1979] (p. 1545) : politique délibérée de régression sociale et de renoncement national menée par le Gouver-

nement aggravant le chômage ; suppression d'emplois dans la sidérurgie, la construction navale ; aggravation des inégalités régionales ; (p. 1546) : caractère fallacieux de l'indice des prix, baisse du pouvoir d'achat et équilibre du commerce extérieur résultant de la stagnation économique ; dépréciation du franc ; augmentation des profits des entreprises privées coïncidant avec la stagnation des investissements ; gaspillage des fonds publics alloués à la sidérurgie ; (p. 1547) : réalisation d'une « Europe allemande » ; son opposition à l'élargissement de la Communauté économique européenne, facteur d'intégration politique et militaire ; propositions communistes : relance de la consommation intérieure et de la construction d'équipements collectifs, amélioration des conditions de travail ; (p. 1548) : création d'emplois publics, contrôle des fonds publics ; demande le maintien des aciéries de Denain et de Longwy ; développement du mouvement revendicatif.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture. Discussion générale** [16 octobre 1979] (p. 8264) : **oppose la question préalable** ; combativité du parti communiste et de la CGT ; bilan désastreux de la politique gouvernementale : chômage, régression du pouvoir d'achat, déficit budgétaire ; déficit extérieur, dépréciation du franc, augmentation du profit brut des firmes privées ; (p. 8265) : maintien des inégalités ; refus par le PC du consensus social ; budget incapable de soutenir l'économie et de faire progresser la solidarité ; approuve quelques mesures imposées par les luttes des travailleurs : institution d'un prélèvement fiscal exceptionnel sur les profits des compagnies pétrolières, taxe spéciale sur les signes extérieurs de richesse, mesures de relance en faveur du logement ; (p. 8266) : propositions communistes dans le domaine économique et social : soutien de l'activité, lutte contre les inégalités, sécurité sociale, création d'emplois dans les services publics, aide aux collectivités locales ; fiscalité plus juste ; pas de débat sur l'impôt sur le capital au printemps 1979 malgré les promesses du Gouvernement ; (p. 8267) : rôle de la hausse du prix du pétrole très exagérée par le Gouvernement ; vassalisation de la de la France vis-à-vis des Etats-Unis, du Japon et de l'Allemagne ; stratégie de déclin de la France de la part des multinationales ; (p. 8268) : politique internationale définie par le parti communiste lors de son 23e congrès ; (p. 8269) : dévaluation de 11 % du franc par rapport au panier des onze autres monnaies ; (p. 8271) : rejet de la question préalable par scrutin public.

— **Discussion de la motion de censure, jointe à la demande d'interpellation de M. Georges Marchais sur l'installation de fusées nucléaires américaines en Europe, et déposée en application de l'article 49, alinéa 2 de la Constitution et de l'article 156 du règlement, par M. Maurice Andrieux et 85 de ses collègues** [20 décembre 1979] (p. 12423) : conséquences redoutables pour la sécurité de la France et pour la paix des décisions de l'OTAN ; importance du déséquilibre stratégique au profit des puissances atlantiques qu'entraînerait l'implantation des fusées Pershing et des missiles de croisière sur le continent européen ; responsabilité exclusive des Etats-Unis et de la RFA dans la reprise de la course aux armements ; (p. 12424) : complicité du Gouvernement français dans les décisions injustifiables de l'OTAN ; mise en cause de l'indépendance et de la souveraineté de la France par les décisions de l'OTAN ; position prépondérante de l'Allemagne fédérale en Europe ; acceptation par le Gouvernement du surarmement nucléaire de l'Allemagne ; (p. 12425) : nécessité de conclure un traité franco-soviétique de sécurité mutuelle ; (p. 12431) : motion de censure rejetée au scrutin public.

— **Discussion commune des motions de censure relatives à la politique économique du Gouvernement déposées en application de l'article 49 alinéa 2 de la Constitution par M. Georges Marchais et 85 de ses collègues et par M. François Mitterrand et 50 de ses collègues [27 février 1980]** (p. 50) : augmentation permanente du chômage ; hausse des prix ; coup porté à la sécurité sociale ; dégradation de la situation des industries françaises ; baisse du pouvoir d'achat des agriculteurs ; promesse non tenue de M. Valéry Giscard d'Estaing ; (p. 51) : augmentation des profits des sociétés ; les errements de la politique énergétique suivie depuis les années 1960 ; diminution de la facture pétrolière entre 1974 et 1979 ; profits des compagnies pétrolières ; déficit du commerce extérieur de la France vis-à-vis des Etats-Unis, de la RFA et du Japon ; politique néocolonialiste de la France à l'égard du tiers monde ; (p. 52) : les propositions communistes ; anticommunisme du pouvoir ; (p. 80) : motion de censure rejetée au scrutin public.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture. Discussion générale** [15 octobre 1980] (p. 2740) : augmentation des profits ; politique d'austérité pour les travailleurs et de gâchis national ; luttes des travailleurs ; Manufrance ; rôle du pétrole dans la crise ; redéploiement à l'étranger des sociétés multinationales à base française ; déficit commercial à l'égard des pays développés ; tenue du franc ; (p. 2741) : budget de rigueur pour les travailleurs, les équipements civils, les entreprises publiques et les

collectivités locales ; système fiscal inégalitaire ; fonds publics versés aux entreprises ; dénationalisation rampante ; crédits transférés à la CEE ; concessions imposées par les luttes populaires ; fiscalité pétrolière ; barème de l'impôt sur le revenu ; demi-part de quotient familial attribuée aux familles de trois enfants et plus ; crédits de la recherche ; (p. 2742) : objectifs de lutte du PC : produire français, impôt-emploi sur les profits, nationalisations, démocratisation de l'Etat ; proposition de loi communiste sur la procédure budgétaire ; place de la France dans un nouvel ordre économique et politique international.

MARCHAND (Philippe)

Député de la Charente-Maritime (4e circonscription) (S).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1099).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 14 septembre 1978] (p. 3273).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 14 septembre 1978] (p. 3273), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981 (p. 939).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales [*J.O.* du 15 novembre 1978] (p. 3854).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la modération du prix de l'eau [*J.O.* du 16 novembre 1978] (p. 3861).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales (n° 663) [*J.O.* du 12 juin 1980] (p. 1448).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset relative au statut du conseiller général (n° **1746**) [19 juin 1980] (p. 1947).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes [*J.O.* du 10 décembre 1980] (p. 2911).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au temps partiel dans la fonction publique [*J.O.* du 12 décembre 1980] (p. 2934).

DÉPOTS

— **Proposition de résolution** tendant à la **création d'une commission d'enquête sur les conditions dans lesquelles les forces de l'ordre ont opéré à Paris à l'occasion de la manifestation du 23 mars 1979** (n° **992**) [19 avril 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution (n° **992**) tendant à la **création d'une commission d'enquête sur les conditions dans lesquelles les forces de l'ordre ont opéré à Paris à l'occasion de la manifestation du 23 mars 1979** (n° **1126**) [13 juin 1979].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Manifestation de la police** [6 décembre 1978] (p. 8881) : insuffisance quantitative des forces de police ; niveau médiocre du recrutement.

— **Recrutement des magistrats** [23 mai 1979] (p. 4126) : nombre insuffisant des magistrats, mais réduction des postes offerts au concours de l'Ecole nationale de la magistrature ; danger de l'élargissement du recrutement annoncé par voie d'intégration directe.

— **Affiliation à la sécurité sociale des gérants libres de station - service** [31 octobre 1979] (p. 9259) : difficultés des gérants libres de station-service pour obtenir leur affiliation au régime général de la sécurité sociale, les compagnies pétrolières allant jusqu'à les licencier.

— **Poursuites engagées par M. le ministre de la justice contre le journal « Le Monde »** [12 novembre 1980] (p. 3763) : approbation de M. Schmelk, premier président de la Cour de cassation.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Intérieur. Discussion générale [19 octobre 1978] (p. 6355) : insuffisance du nombre des conseillers des tribunaux administratifs ; (p. 6342) : nécessité d'un grand débat sur la sécurité et la police ; insuffisance des effectifs de la police et mauvaise utilisation des personnels de police ; formation insuffisante des policiers ; service social dérisoire ; discrimination sexuelle dans la police ; (p. 6343) : revendications des policiers : prise en compte de l'indemnité de sujétion spéciale dans le calcul de la retraite ; application de la parité avec la gendarmerie.

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique agricole et débat sur cette déclaration** (n° **790**). **Discussion** [14 décembre 1978] (p. 9429) : intérêt des socialistes pour la formation et l'enseignement agricoles ; (p. 9430) : inégalités entre le monde rural et le monde urbain à tous les stades de l'enseignement ; abandon des orientations fixées par la loi de 1960 ; absence de carte scolaire pour l'enseignement agricole ; politique de désengagement de l'enseignement agricole public parallèle à la mise en place de la loi Guermeur ; formation agricole trop concentrée sur les disciplines techniques.

— **Projet de loi portant approbation du rapport sur les principales options du VIII^e Plan** (n° **1055**). **Première lecture. Discussion générale** [13 juin 1979] (p. 5046) : développement du sentiment d'insécurité ; insuffisance des moyens de la police.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Intérieur. Discussion générale [13 novembre 1979] (p. 9918) : multiplication des vigiles privés ; aspiration des policiers à sortir de leur rôle répressif ; nécessité d'un débat sur la sécurité des Français ; mauvaise répartition des effectifs de la police ; (p. 9919) : insuffisante étatisation des commissariats ; insuffisance de la formation ; nécessité de mettre en place une véritable école de police ; d'accentuer le recrutement féminin ; détérioration des relations entre la police et la population en raison de l'action de la compagnie centrale de sécurité du métro qui s'attaque aux jeunes et aux immigrés ; rivalité entre les unités spécialisées de la police ; nécessité de définir les compétences respectives de la police et de la gendarmerie.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion générale** [11 décembre 1979] (p. 11620) : insuffisance des dispositions prévues en matière d'enseignement dans la loi d'orientation agricole ; importance de la recherche et de l'enseignement ; (p. 11621) : coup de frein donné au développement de l'enseignement agricole public ; réforme de l'INRA.

— **Rappel au règlement** [11 avril 1980] (p. 322) : ordre du jour de l'Assemblée ; date du débat sur le viol.

— **Propositions de loi relatives au viol et aux attentats à la pudeur** (n^os **474, 271, 273 rectifié, 441** et **1233**) **(rapport** n° **1400). Première lecture. Discussion des articles** [11 avril 1980]. **Après l'Article 3** (p. 345) : certificat médical tenant lieu de plainte ; principes généraux du droit pénal. **Article 4** : son amendement n° 37 : durée d'existence des associations pouvant se porter partie civile ; rejeté par scrutin public. **Après l'Article 5** (p. 350) : diffusion d'informations sur les affaires de viol. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [24 juin 1980]. **Article premier** (p. 2226) : protection des mineurs.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** (n° **1681**). **Première lecture. Discussion générale** [12 juin 1980] (p. 1796) : problème de sécurité et de violence ; mouvement légitime défense ; efficacité de la police ; peine de mort ; violence financière et économique ; (p. 1797) : absence de concertation avec les professions judiciaires ; publicité faite autour du projet par le Gouvernement ; responsabilité des décisions en matière de liberté conditionnelle ; notation des magistrats ; dispositif antisyndical ; proposition socialiste en matière de flagrant délit ; saisine directe ; exemple de l'affaire de Broglie ; (p. 1798) : possibilité de pourvoi suspensif contre l'arrêt de renvoi devant la Cour d'assises prononcé par la chambre d'accusation ; indemnisation des victimes ; statistiques relatives aux détenus. **Discussion des articles** [19 juin 1980] : **Article 7** (p. 1915) : son amendement n° 346 : suppression de la tentative de menace ; adopté par scrutin public ; répression du racket ; répression des mouvements sociaux ; (p. 1916) : son amendement n° 347 : menace exercée par écrit, anonyme ou signée, image ou symbole ; rejeté par scrutin public ; (p. 1919) : son amendement n° 348 : suppression de l'incrimination de menaces ou de tentatives de menaces d'atteintes aux biens ; rejeté par scrutin public ; (p. 1921) : son amendement n° 349 : amendement de précision ; rejeté par scrutin public. **Article 7** (*suite*) (p. 1930) : son amendement n° 350 : limitation de l'incrimination ; rejeté ; (p. 1931) : son amendement n° 351 : diminution de la peine ; devenu sans objet. **Article 8** (p. 1963) : favorable à l'amendement n° 59 de la commission ; [20 juin 1980] :

Article 9 : Article 309 du code pénal (p. 1964) : inconvénient de laisser aux médecins la possibilité de délivrer des certificats médicaux en matière de coups et blessures ; détermination par les médecins de la compétence de la juridiction ; possibilité d'augmenter le nombre de médecins-experts. **Article 4 précédemment réservé** (p. 2047) : son amendement n° 326 : suppression de l'article 4 ; non soutenu ; son amendement n° 327 : suppression des dispositions relatives à certaines causes d'aggravation des peines ; non soutenu ; [21 juin 1980] : **Après l'Article 24** (p. 2072) : son amendement n° 397 : déroulement de l'instruction ; non soutenu. **Avant l'Article 26** (p. 2073) : son amendement n° 398 : compétence du président en matière de police de l'audience ; non soutenu ; son amendement n° 399 : compétence du président en matière de police de l'audience ; non soutenu. **Article 32** (p. 2083) : son sous-amendement n° 483 à l'amendement n° 126 de la commission : portant à cinq jours le délai accordé au prévenu pour préparer sa défense ; non soutenu ; (p. 2084) : son sous amendement n° 484 à l'amendement n° 126 de la commission : possibilité pour le tribunal de statuer sur l'ouverture d'une information ; non soutenu ; (p. 2085) : son sous amendement n° 485 à l'amendement n° 126 de la commission : information ordonnée par le tribunal : non soutenu ; son sous-amendement n° 486 à l'amendement n° 126 de la commission : interdisant de faire figurer la fiche technique du sommier de police au dossier du tribunal ; non soutenu ; (p. 2090) : son sous-amendement n° 490 à l'amendement n° 126 de la commission : suppression de la référence à l'article 135 du code de procédure pénale ; non soutenu. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [18 décembre 1980] (p. 5028) : usage abusif de la procédure d'urgence ; insuffisance des effectifs de magistrats ; procédure de la saisine directe sans rapport avec la proposition de loi socialiste supprimant la procédure du flagrant délit ; mise en tutelle des magistrats instructeurs par le président de la chambre d'accusation ; (p. 5029) : nouveau régime de la garde à vue. **Discussion des articles. Article 32 : Article 397 du code de procédure pénale** (p. 5050) : nombre excessif des détenus provisoires dû à l'insuffisance des effectifs des magistrats instructeurs ; s'oppose à l'amendement n° 2 du Gouvernement.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [17 octobre 1980]. **Article 4** (*suite*) (p. 2833) : bénéfices considérables des producteurs d'apéritifs anisés.

Deuxième partie :

Intérieur. Discussion générale [28 octobre 1980] (p. 3175) : inquiétude des Français pour leur sécurité ; relations entre le ministre de l'intérieur et les syndicats de police ; créations d'emplois ; insuffisance des traitements et pensions des policiers ; (p. 3176) : insuffisance de l'entraînement et de l'armement ; logement des policiers ; infiltration de l'extrême-droite dans la police ; plainte du ministre de l'intérieur contre deux responsables syndicaux. **Examen des crédits. Après l'Article 45** (p. 3205) : soutient l'amendement n° 30 corrigé de M. Arthur Notebart : regroupement dans un chapitre unique ouvert au titre VI du budget du ministère de l'intérieur des autorisations de programme et crédits de paiement afférents à la majoration spéciale des subventions de l'Etat allouées aux communautés urbaines ; rejeté.

Justice. Examen des crédits [5 novembre 1980]. **Titre III** (p. 3601) : son amendement n° 110 : suppression des crédits de la cour de sûreté de l'Etat ; rejeté ; organisation et compétences de la cour de sûreté de l'Etat ; affaire Delpey ; saisine de la cour à la suite de l'attentat de la rue Copernic ; (p. 3602) : constitution de partie civile devant la cour de sûreté de l'Etat.

MARCUS (Claude-Gérard)

Député de Paris
(8e circonscription)
(RPR).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 7 avril 1978] (p. 1589), [*J.O.* du 4 avril 1980] (p. 857), [*J.O.* du 5 avril 1981] (p. 961).

Membre de la commission de contrôle sur la gestion de la sécurité sociale [*J.O.* du 21 décembre 1978] (p. 4225).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Liberia sur l'encouragement et la protection réciproque des investissements, ensemble un échange de lettres, signée à Paris le 23 mai 1979 (n° 1577) [10 avril 1980] (p. 296).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord international pour la mise en place d'un réseau européen expérimental de stations océaniques (n° **1796**) [19 juin 1980] (p. 1947).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à assurer la **protection des acheteurs d'œuvres d'art** (n° **197**) [11 mai 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 150), autorisant la ratification des **Accords** portant accession respectivement de la **République de Cap-Vert,** de la **République démocratique de Sao Tomé** et **Principe** de la **Papouasie-Nouvelle-Guinée** à la **Convention A.C.P./C.E.E. de Lomé** signés à Bruxelles le 28 mars 1977, autorisant l'approbation de l'accord modifiant l'accord interne relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté du 11 juillet 1975 négocié en raison de l'accession à la Convention A.C.P./C.E.E. de Lomé, de la République de Cap-Vert, de la République démocratique de Sao Tomé et Principe, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, de l'Etat comorien, des Seychelles et de Surinam et signé à Bruxelles le 28 mars 1977 (n° **248**) [18 mai 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 650), autorisant l'approbation de l'**Accord** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République de Corée,** sur **l'encouragement et la protection des investissements,** signé à Paris le 28 décembre 1977 (n° **698**) [16 novembre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° **1796**) autorisant l'approbation de l'accord international pour la **mise en place d'un réseau européen expérimental de stations océaniques** (n° **2047**) [6 novembre 1980].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :* **Culture et communication. Discussion générale** [18 octobre 1978] (p. 6272) : mobilité excessive des ministres de la culture ; instabilité des structures de ce ministère ; progression des crédits de fonctionnement de 14,6 % ; budget de gestion plus que budget de progression ; succès du centre Georges-Pompidou ; nécessité de créer auprès de la direction des musées de province des postes de photographes itinérants ; souhaite la création d'un centre de documentation artistique pour chercheurs ; (p. 6273) : nécessité d'une gestion légère pour le musée du XIX^e^ siècle ; possibilité d'utiliser les musées de province comme centres d'animation et maisons de la culture ; insuffisance de l'aide aux théâtres privés ; déclin du théâtre de Chaillot ; nécessité d'encourager les salles de cinéma à sortir de la catégorie X ; insuffisance du nombre des bibliothèques centrales de prêt ; absence d'effort spécifique pour la diffusion du livre français à l'étranger ; carence de l'éducation artistique ; insuffisance de la politique culturelle en faveur du troisième âge ; difficultés des artistes plasticiens.

Travail et santé. — I. Section commune. — III. Santé et famille. Discussion générale [27 octobre 1978] (p. 6861) : souhaite une meilleure coordination des procédures relatives aux investissements lourds pour la construction hospitalière ; demande la redéfinition des normes des personnels dans les hôpitaux de longs séjours ; avenir incertain de l'hospitalisation à domicile ; problème des dettes de certains Etats étrangers envers l'assistance publique de Paris ; relèvement nécessaire des prix de journée pour l'hospitalisation privée.

— **Projet de loi relatif à la durée maximale hebdomadaire du travail** (n° **703**). **Première lecture. Explications de vote** [8 décembre 1978] (p. 9135) : vote favorable du RPR sur le texte.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Corée sur l'encouragement et la protection des investissements, signé à Paris le 28 décembre 1977** (n° **650**), rapporteur de la commission des affaires étrangères. **Première lecture. Discussion générale** [18 décembre 1978] (p. 9633) : signature le 28 décembre 1977 d'un accord entre la France et la Corée sur l'encouragement et la protection des investissements ; échanges commerciaux franco-coréens se situant encore à un niveau modeste mais caractérisés par un excédent sensible en faveur de la France ; problème des importations sauvages en provenance de Corée ; niveau modeste des investissements français en Corée.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'échange de notes franco-suisse des 4 et 7 juillet 1977 relatif à l'entrée en vigueur de la convention du 25 février 1953 entre la France et la Suisse sur diverses modifications de la frontière** (n° **591**), rapporteur de la commission des affaires étrangères. **Première lecture. Discussion générale** [18 décembre 1978] (p. 9635) : projet ayant pour objet d'autoriser l'approbation d'un échange de notes franco-suisse en date des 4 et 7 juillet 1977 relatif à l'entrée en vigueur d'une convention signée entre la France et la Suisse le 25 février 1953 ; modification de frontières rendue nécessaire par les travaux d'élargissement et d'amélioration de la route nationale n° 206.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration** (n° **1036**). **Discussion** [3 mai 1979] (p. 3411) : approuve l'accord israélo-égyptien et s'étonne de la réaction nuancée du Gouvernement français ; pas de reconnaissance de l'Etat d'Israël par le front du refus et l'OLP ; souhaite une politique française plus équilibrée à l'égard d'Israël et de l'Afrique australe ; s'étonne de l'attitude du Gouvernement à l'égard de la visite des Springboks.

— **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers et portant création de l'office national d'immigration** (n° **922**). **Première lecture. Discussion des articles** [29 mai 1979]. **Article 6** (p. 4263) : possibilité d'expulser par l'article 6 les personnes qui ne peuvent avoir le statut de réfugié politique mais qui fuient cependant leur pays pour des raisons politiques.

— **Déclaration du Gouvernement sur l'échelle des peines criminelles et débat de réflexion et d'orientation sur cette déclaration** (n° **1191**). **Discussion** [26 juin 1979] (p. 5698) : se déclare favorable au maintien de la peine de mort ; sollicitude excessive envers les condamnés ; responsabilités des élus dans la protection des Français ; peine traduisant le droit à l'autodéfense de la société ; caractère dissuasif de la peine de mort qui constitue aussi la meilleure garantie contre toute récidive ; pas de peine de remplacement capable de jouer un rôle aussi dissuasif ; risque de voir se développer les réactions d'autodéfense en cas d'abolition de la peine de mort ; (p. 5699) : danger de la situation actuelle où la peine de mort maintenue en droit n'est plus appliquée ; demande le remplacement de la guillotine par un autre mode d'exécution.

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention portant création de l'organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites « Inmarsat » et de l'accord d'exploitation relatif à l'organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites « Inmarsat »** (n° **1329**). **Première lecture,** rapporteur suppléant de la commission des affaires étrangères. **Discussion générale** [12 octobre 1979] (p. 8215) : retard avec lequel les projets autorisant la ratification d'accords internationaux sont soumis au Parlement ; (p. 8216) : but de l'organisation Inmarsat : mettre en place et gérer un réseau mondial de télécommunications maritimes par satellites ; structure administrative de l'organisation ; financement d'Inmarsat par des contributions des pays signataires ; participation financière insignifiante des Etats abritant des pavillons de complaisance ; souhaite qu'Inmarsat commande à l'agence spatiale européenne des satellites de télécommunications maritimes « Marecs » ; avis favorable de la commission des affaires étrangères.

— **Proposition de loi relative à la détermination du ressort de certains conseils de prud'hommes** (n° **1222**). **Première lecture. Discussion générale** [12 octobre 1979] (p. 8220) : demande le rejet de la question préalable de M. Marcel Rigout ; texte ne visant qu'à modifier sans arrière-pensée la compétence territoriale des conseils de prud'hommes dans quelques départements.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Affaires étrangères. Discussion générale [7 novembre 1979] (p. 9573) : verbalisme de l'ONU en matière des droits de l'homme ; s'inquiète d'une éventuelle venue à Paris de M. Arafat, président de l'OLP ; (p. 9574) : activité terroriste de l'OLP ; maintien de la charte palestinienne qui exclut l'existence de l'Etat d'Israël.

Santé et sécurité sociale. — Travail et santé. — I. Section commune. — III. Santé et sécurité sociale. Discussion générale [15 novembre 1979] (p. 10116) : estime possible de limiter la croissance des dépenses hospitalières ; exemple de l'Assistance publique de Paris ; (p. 10117) : difficultés créées par les mesures gouvernementales relatives aux dépenses hospitalières ; nécessité pour certains établissements de tenir compte des charges indues ; exemple des charges pesant sur l'Assistance publique de Paris du fait des dettes des Etats étrangers, de l'université, de l'INSERM et du département de Paris ; impossibilité de procéder à une diminution du nombre des lits dans les hôpitaux vétustes dont les plateaux techniques sont insuffisants ; situation des personnes âgées les plus défavo-

risées placées dans des établissements de long séjour et difficultés du personnel qui en a la charge.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère** (n° **1642**). **Discussion** [17 avril 1980] (p. 532) : événements d'Afghanistan ; prises d'otages en Iran ; (p. 533) : sanctions contre l'Iran et contre l'URSS ; détente ; communiqué franco-indien ; déclaration du Président de la République sur le conflit israélo-arabe ; autodétermination des Palestiniens ; évacuation des territoires occupés ; garantie internationale de la paix au Proche-Orient ; accords de Camp David.

— **Propositions de loi relatives au viol et aux attentats à la pudeur** (n[os] **474, 271, 273 rectifié, 441** et **1233**) **(rapport n° 1400). Deuxième lecture. Discussion des articles** [24 juin 1980]. **Article premier** (p. 2225) : répression pénale de l'homosexualité.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre la France et le Canada sur la sécurité sociale, ensemble un protocole annexe, signés le 9 février 1979, ainsi que l'entente entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec, signée le 12 février 1979** (n° **1637**). **Première lecture.** Suppléant de M. Xavier Deniau, rapporteur de la commission des affaires étrangères. **Discussion générale** [26 juin 1980] (p. 2304) : présente le rapport de M. Xavier Deniau ; régime de protection sociale du Québec ; accord déjà conclu entre la France et le Québec en matière d'entraide judiciaire et d'exploitation minière.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Affaires étrangères. Discussion générale [12 novembre 1980] (p. 3786) : crise pétrolière ne découlant pas du conflit israélo-arabe ; conflit irako-iranien ; politique anti-israélienne du Gouvernement ; pas de condamnation par le Gouvernement de l'agression irakienne ; abstention de la France à l'ONU sur le problème de la représentation du Cambodge.

MARETTE (Jacques)

Député de Paris
(17e circonscription)
(RPR).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'imposition des gains nets en capital réalisés à l'occasion de cessions à titre onéreux de valeurs mobilières et de droits sociaux [23 juin 1978] (p. 3431).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'orientation de l'épargne vers le financement des entreprises [*J.O.* du 1er juillet 1978] (p. 2566).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner :

1° le projet de loi, adopté par le Sénat, portant aménagement de la fiscalité directe locale (n° 689) ;

2° le projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements (n° 706) [*J.O.* du 23 novembre 1978] (p. 3932).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements [20 décembre 1978] (p. 9774).

Membre de la Délégation parlementaire pour les Communautés européennes [*J.O.* du 11 octobre 1979] (p. 2545).

Donne sa démission de membre de cette délégation [*J.O.* du 12 décembre 1979] (p. 3129).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1980 [*J.O.* du 12 décembre 1979] (p. 3132).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1979 [*J.O.* du 20 décembre 1979] (p. 3207).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1981 (Affaires étrangères) (n° 1976-1) [9 octobre 1980] (p. 2650).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1981 [*J.O.* du 11 décembre 1980] (p. 2922).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1980 (n° 2053 [*J.O.* du 17 décembre 1980] (p. 2974).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1979** (n° **560**). — Budgets civils. — **Annexe n° 1 : Affaires étrangères** (n° **570**) [5 octobre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° **1290**). — I. Budgets civils. — A. Budget général. — **Annexe n° 1 : Affaires étrangères** (n° **1292**) [2 octobre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° **1933**). — **Annexe n° 1 : Affaires étrangères** (n° **1976**) [9 octobre 1980].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Facturation de certaines émissions de chèques** [9 mai 1979] (p. 3546) : initiative du Crédit du Nord de facturer les opérations de débit des comptes créditeurs.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant l'augmentation de la quote-part de la France au fonds monétaire international** (n° **7**). **Première lecture. Discussion générale** [18 avril 1978] (p. 1166) : le refus du groupe RPR de voter la ratification des accords de la Jamaïque si elle était demandée à l'Assemblée ; un Yalta monétaire ; la nécessité pour la France de maintenir son rang au sein du fonds monétaire international pour œuvrer à la restauration du système monétaire ; (p. 1167) : le groupe RPR favorable à l'adoption du projet.

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1976** (n° **17**). **Première lecture. Discussion générale** [30 mai 1978] (p. 2163) : résultats du contrôle fiscal et insuffisances des recouvrements effectifs de droits rappelés.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **234**). **Première lecture. Discussion des articles** [1er juin 1978]. **Avant l'Article premier** (p. 2364) : sur l'amendement n° 19 de M. Roger Combrisson ; existence d'un avoir fiscal de 100 % en RFA ; nécessité d'éviter les doubles impositions ; (p. 2365) : possibilité de relever pour 1979 le plafond des déductions applicables aux retraités ; plafonnement en contrepartie des déductions pour frais professionnels dont bénéficient les salariés. **Après l'Article 4** (p. 2394) : explique le fonctionnement de la technique de l'avoir fiscal ne s'appliquant qu'aux produits des actions ; (p. 2395) : neutralité de l'avoir fiscal du point de vue des tranches d'impôt sur le revenu.

— **Projet de loi relatif à l'imposition des produits de cession à titre onéreux de valeurs mobilières et de droits sociaux** (n° **255**). **Première lecture. Discussion générale** [13 juin 1978] (p. 2819) : nécessité de voter une loi de substitution parce que la loi de 1976 est inapplicable et inappliquée ; (p. 2820) : vote successif par la majorité de trois impôts inapplicables : taxe professionnelle, impôt sur les plus-values, prélèvement conjoncturel ; approuve la simplicité et la clarté du projet ; contexte psychologique : mauvaise réputation de la taxation des plus-values ; contexte politique et économique ; libération des prix, souci de la concurrence et de la compétitivité de l'économie française, incohérence de l'incitation à l'épargne en valeurs mobilières et de la taxation des biens en capital ; approuve la fixation d'un taux modéré et forfaitaire d'imposition ; nécessité de détacher la taxation des plus-values de l'impôt sur le revenu ; (p. 2821) : réserves : taxation insuffisante des gros portefeuilles se renouvelant peu, absence de prise en compte de l'érosion monétaire ; risque de voir la bourse dominée par les investisseurs institutionnels et non plus par la loi du marché, non-assujettissement à la taxe des titres non cotés, absence de taxation des plus-values sur les monnaies, taxation des plus-values sur les valeurs mobilières plus sévère que la taxation des plus-values immobilières ; (p. 2822) : inquiétude du groupe RPR devant l'absence de cohérence du projet avec la politique économique du Gouvernement ; (p. 2832) : différence de traitement

entre personnes physiques et personnes morales pour la taxation des plus-values de cessions de parts de SICAV. **Discussion des articles** [14 juin 1978]. **Article premier** (p. 2883) : son amendement n° 44 : soumission à une imposition forfaitaire à taux variable des gains en capital réalisés à l'occasion de la cession de valeurs mobilières et de droits sociaux ; souhaite la substitution de la notion de « gains en capital » à celle de « produits de cessions » ; amendement n° 44 ; retiré. **Après l'Article premier** (p. 2883) : soutient l'amendement n° 17 de la commission : exonération pendant trois ans de toute taxation des gains en capital pour les portefeuilles dont le solde laisse apparaître un excédent des achats sur les ventes dépassant 3 % de leur valeur ; absence de cohésion entre le projet sur les plus-values et le projet sur l'encouragement de l'épargne ; (p. 2884) : regrette que certaines obligations soient exemptées à l'avance de l'imposition sur les plus-values ; nécessité de résoudre le problème du remploi des gains en capital ; déplore la disparition des contrats d'épargne à long terme, moyen remarquable de remploi des gains en exemption de l'impôt sur le revenu ; (p. 2885) : nécessité de l'exonération de l'imposition sur les plus-values du remploi des gains dans l'achat de valeurs mobilières ; remercie M. Maurice Papon d'être revenu sur la suppression des contrats d'épargne à long terme ; amendement n° 17 rejeté ; (p. 2885-2886) : problème des plus-values réalisées sur devises étrangères ou titres. **Article 2** (p. 2889) : soutient l'amendement n° 18 de la commission : fixation à 2 du coefficient de rotation des portefeuilles permettant de déterminer les opérations habituelles ; souhaite la fixation à 100.000 F au lieu de 50.000 F du seuil d'exonération de la taxation perçue à l'article 2 ; l'amendement devient sans objet ; (p. 2893) : son amendement n° 45 : application de l'article 2 aux contribuables ayant procédé à des cessions pour un montant supérieur à 2 millions de francs par an ; retiré ; son amendement n° 46 : imposition selon des taux forfaitaires des gains en capital réalisés par des opérations habituelles ; retiré. **Article 3** (p. 2894) : son amendement n° 47 : taxation forfaitaire à 50 % des gains en capital visés à l'article 2 quand ils dépassent l'ensemble des autres revenus imposables du contribuable ; devient sans objet ; (p. 2895) : son opposition à l'amendement n° 8 de M. René de Branche tendant à imposer les fortunes nouvelles et à exonérer les fortunes héréditaires. **Article 4** (p. 2896) : son amendement n° 48 : taxation forfaitaire à 30 % des gains en capital visés à l'article 2 si leur montant est inférieur à l'ensemble des autres revenus du contribuable ; retiré ; déclare sans objet l'amendement n° 25 de la commission : suppression de la référence à l'impôt sur le revenu dans l'article 4. **Article 5** (p. 2900) : son amendement n° 49 : augmentation du seuil d'imposition de 100.000 à 200.000 F, taxation forfaitaire des gains en capital acquittée avec l'impôt sur le revenu ; (p. 2901) : retire son amendement n° 49 ; (p. 2904) : impossibilité de prévoir les événements exceptionnels ; nécessité de laisser à l'administration une certaine marge de manœuvre. **Article 6** (p. 2905) : son amendement n° 50 : référence à la notion de gains en capital dans l'article 6 ; retiré. **Après l'Article 7** (p. 2907) : son amendement n° 51 : perception d'une taxe de 2 % sur les cessions de droits sociaux, option du redevable pour l'application de l'imposition prévue par l'article 160 ; absence dans le texte de taxation des gains en capital résultant de la cession d'actions non cotées ; (p. 2908) : sa volonté d'épargner les PME ; adopté. **Après l'Article 11** (p. 2913) : sur l'amendement n° 72 de M. Bernard Marie : inconvénient de mentionner les fonds communs de placement en raison de la transparence fiscale prévue pour ces fonds communs par le texte sur l'incitation à l'épargne. **Après l'Article 13** (p. 2915) : soutient l'amendement n° 37 de la commission : conditions d'appréciation du prix d'actions et de parts de société ; existence dans la loi de 1976 d'un amendement similaire ; rejeté. **Article 14** (p. 2916) : soutient l'amendement n° 38 de la commission : suppression des dispositions de la loi de 1976 relatives aux produits de cession de valeurs mobilières et de droits sociaux ; réservé jusqu'après le vote de l'amendement n° 16 avant l'article premier ; adopté. **Titre** (p. 2917) : son amendement n° 53 : modification du titre ; retiré. **Explications de vote** (p. 2919) : vote favorable de la grande majorité du RPR ; inopportunité du texte ; impossibilité d'ouvrir une crise politique sur ce texte : cohérence entre la taxation des plus-values et le texte sur l'encouragement à l'épargne. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [28 juin 1978] (p. 3604) : son opposition à l'amendement du Gouvernement sur la référence à la moyenne quotidienne la plus élevée des cours de l'année 1976 ; justification de la référence à l'année 1972 ; ignorance des cours de la fin de l'année ; propose de revenir à un coefficient de 85.

— **Rappel au règlement de M. Jean Fontaine** [22 juin 1978] (p. 3285) : demande une déclaration du Gouvernement à la suite de la proposition de l'OUA à Kartoum de décoloniser la Réunion, département français d'outremer.

— **Rappel au règlement** [22 juin 1978] (p. 3301) : projet de loi relatif à l'orientation de l'épargne vers le financement des entreprises (n° 320 rectifié) ; absence de rap-

port entre le sujet traité par M. Jouve et celui de l'article 11 en discussion.

— **Projet de loi relatif à l'orientation de l'épargne vers le financement des entreprises** (n° **320 rectifié**). **Première lecture. Discussion des articles** [22 juin 1978]. **Avant l'Article premier** (p. 3291) : sur les amendements n° 8 corrigé de M. Jacques Jouve et n° 64 de M. Christian Pierret : aggravation de cet impôt par le choix, comme base de l'actif net plutôt que de la valeur brute du capital ; inadaptation de l'opposition au cadre de l'économie de concurrence. **Article 3** (p. 3294) : statut des sociétés situées dans la zone franc ; problème posé par le contrôle ; risque de fraude dans le calcul de l'excédent des achats sur les cessions prévu dans l'article 2. **Article 13** (p. 3302) : inutilité de la taxe d'enregistrement sur les augmentations du capital des sociétés ; nécessité de la remplacer par un droit fixe.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture. Discussion générale** [12 octobre 1978] (p. 5978) : soutien du RPR au projet de loi de finances pour 1979 ; aspect positif du budget : respect de la loi de programmation militaire : construction du sixième SNLE ; réaffirmation de la priorité accordée au secteur électronucléaire ; aide aux rapatriés et aux personnes âgées ; insuffisance de l'équilibre du commerce extérieur, de la stabilité du franc et de la prospérité du marché financier pour assurer la prospérité économique ; hausse des prix de 10 % ; croissance réalisée en 1978 : 3,2 % ; nécessité d'élaborer un plan de développement des emplois productifs dans le secteur tertiaire ; déplore l'abrogation de la loi de 1928 sur l'essence et l'approbation de l'accroissement des DTS ; diminution des crédits civils d'investissement ; budget n'utilisant pas suffisamment l'investissement pour relancer l'économie ; (p. 5980) : faiblesse du déficit budgétaire de la France par rapport à celui de la RFA ; existence de dépenses non inflationnistes ; non respect de la pause fiscale annoncée par le programme de Blois ; lourdeur des charges sociales des entreprises ; nécessité de les fiscaliser ; nécessité d'étendre la libération des prix aux crédits ; (p. 5981) : limite du libéralisme en matière de commerce extérieur nécessité de réformer la législation sur le chômage.

Première partie :

Discussion des articles [12 octobre 1978] : **Article premier** (p. 6000) : souhaite la modernisation de la rédaction de l'article premier. **Avant l'Article 2** (p. 6014) : sur les amendements n° 31 de M. Roger Combrisson, n° 85 de M. Laurent Fabius ; acceptation par le RPR du principe de l'impôt sur les grosses fortunes; irréalisme des taux prévus par les deux amendements ; (p. 6006) : s'oppose à l'amendement n° 87 de M. Laurent Fabius dont l'adoption conduirait à la spoliation de l'épargne moyenne. **Article 2** (p. 6011) : sur les amendements n° 191 de M. Fernand Icart et n° 6 de la commission : déplore un manque d'information de la commission des finances ; souhaite que l'Assemblée dispose d'un terminal relié aux ordinateurs du ministère des Finances ; [13 octobre 1978] : **Article 2** (*suite*) (p. 6077) : soutient l'amendement n° 160 de M. Lucien Neuwirth : suppression de la perception de l'impôt sur le revenu pendant la durée du service national gagée par une augmentation du taux de la taxe sur les conventions d'assurance (p. 6078) : **Après l'Article 2** (p. 6082) : soutient l'amendement n° 133 de M. Lucien Neuwirth : augmentation des déductions pour le don aux organismes d'intérêt public gagée par une limitation de la déduction supplémentaire pour frais professionnels ; (p. 6083) : **Article 6** (p. 6088) : s'élève contre le principe des contrats d'assurance vie de la Caisse d'épargne et de prévoyance qui constitue une spoliation de l'épargne ; [17 octobre 1978] : **Article 13** (p. 6129) : nécessité de ne pas assujettir à la TVA la société Transpac.

Deuxième partie :

Affaires étrangères, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, pour les affaires étrangères. **Discussion générale** [2 novembre 1978] (p. 6895) : refuse de présenter son rapport à la tribune afin de protester contre les déclarations du ministre des affaires étrangères sur le Liban ; son appréciation négative sur l'action et la personnalité du ministre.

Economie et budget. — I. **Charges communes. Examen des crédits** [17 novembre 1978]. **Etat B - Titre IV** (p. 7945) : demande au Gouvernement de supprimer le système des rentes viagères. **Etat C - Titres V et VI** (p. 7945) : soutient les amendements n^{os} 166 et 170 de la commission des finances, de l'économie générale et du plan : réduction de crédits témoignant de la volonté de la commission de voir rattacher au budget des affaires étrangères l'ensemble des crédits consacrés à l'action internationale de la France ; rejetés.

II. **Section commune.** — III. **Economie.** — IV. **Budget. Examen des crédits** [17 novembre 1978]. IV. **Budget. Etat B - Titre III**

(p. 7964) : sur l'amendement n° 335 de M. Joseph Franceschi, caractère douteux de l'argument utilisé par le ministre du budget selon lequel l'Etat se sert de l'argent des pensionnés pour sa trésorerie.

Articles et articles additionnels non rattachés [17 novembre 1978]. **Après l'Article 66** (p. 8003) : son amendement n° 344 : application de la déduction fiscale prévue par la loi sur l'orientation de l'épargne aux valeurs françaises versées à un compte d'épargne spécial jusqu'au 31 décembre 1981 ; risque de chute de la bourse à l'expiration du délai permettant la déduction fiscale ; rejeté ; son amendement n° 284, deuxième rectification : suppression de l'anonymat des bons de caisse et des bons du trésor ; importance des bons anonymes de caisse et d'épargne liquide et quasi liquide : deux cent vingt-trois milliards de francs au 31 août 1977 ; monnaie d'évasion fiscale ; (p. 8009) : amendement n° 284, deuxième rectification ; rejeté par scrutin public n° 112 ; (p. 8053, 8054) : liste des votants. **Article 71** (p. 8010) : son amendement n° 285 : suppression des chèques au porteur ; rejeté.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage** (n° **900**). **Discussion de l'article unique** [16 mars 1979]. **Article unique** (p. 1804) : sur l'amendement n° 7 de M. Alain Hautecœur, estime démagogique de proposer sur le plan européen la semaine de trente-cinq heures alors qu'il n'existe aucun tarif extérieur commun.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [18 octobre 1979]. **Article premier** (p. 8371) : demande à ne pas être personnellement mis en cause pour l'amendement n° 14 : contrôle du Parlement sur le budget social de la nation, dont il n'est pas le seul auteur. **Après l'Article premier :** amendement n° 14 réservé. **Avant l'Article 2** (p. 8376) : caractère surréaliste des amendements n° 111 et n° 110 de M. Gilbert Millet ; aucun rapport entre le texte des amendements et les exposés des motifs. **Article 2** (p. 8381) : approuve l'amendement n° 15 de la commission ; volonté de la commission des finances, de l'économie générale et du plan d'arriver à un barème plus équitable ; rejet par la commission des finances, de l'économie et du plan d'un amendement de compromis signé par le président et le rapporteur général de cette commission ; réactualisation insuffisante des tranches les plus modestes du barème ; (p. 8382) : estime insuffisant l'effort de dialogue fait par le Gouvernement ; estime dérisoire l'amendement n° 102 de MM. Robert-André Vivien et Fernand Icart. **Après l'Article 2** (p. 8386) : son hostilité au gage proposé par l'amendement n° 16 de la commission : augmentation du taux majoré de la TVA ; son vote favorable sur l'amendement n° 101 de M. Alexandre Bolo : attribuant une part supplémentaire de quotient familial pour le quatrième enfant et plafonnant à 3 000 F d'intérêts par foyer l'exonération en matière d'impôt sur le revenu dont bénéficient les livrets A de caisse d'épargne ; [19 octobre 1979] : **Article 5** (p. 8510) : intervient au nom de M. Guy Guermeur ; (p. 8511) : hostilité de l'Assemblée aux mesures portant atteinte au livret bleu du crédit mutuel ; déplore le manque de concertation entre le Gouvernement et la majorité ; vote favorable du RPR sur l'article 5 si le plafond du livret bleu est le même que celui des caisses d'épargne ; accepte la fiscalisation du crédit mutuel ; (p. 8514) : problème de la parité du montant du livret bleu du crédit mutuel et du livret A des caisses d'épargne ; (p. 8525) : déplore le refus opposé aux propositions constructives des parlementaires ; absurdité du rejet de l'article 5 par une assemblée en majorité favorable à la fiscalisation du crédit mutuel ; [20 octobre 1979] : **Article 13** (p. 8630) : approuve l'initiative du Gouvernement dans l'article 13 ; (p. 8637) : déplore l'opposition du Gouvernement à l'indexation ; [22 octobre 1979] : **Article 25** (p. 8707) : approuve l'amendement n° 88 de la commission ; nécessité d'une volonté politique pour réduire le train de vie de l'Etat ; (p. 8708) : nécessité de freiner la croissance de la part des dépenses de fonctionnement dans le budget de l'Etat ; estime que c'est au Gouvernement de définir sur quel chapitre doivent porter les économies votées par le Parlement.

Deuxième partie :

Affaires étrangères, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, pour les affaires étrangères. **Discussion générale** [7 novembre 1979] (p. 9544) : rend hommage aux initiatives du Président de la République et du Gouvernement en faveur du peuple cambodgien ; (p. 9545) : poursuite de la revalorisation des moyens des services diplomatiques ; augmentation des crédits de l'administration centrale ; approuve la nouvelle définition des pouvoirs des ambassadeurs contenue dans le décret du 1er juin 1979 ; création d'une direction des Français de l'étranger ; intérêt de l'action des médecins volontaires du service national actif qui servent dans les pays étrangers ; préco-

nise qu'un tableau de bord soit élaboré par pays afin de permettre à chaque ambassadeur de suivre l'évolution des dépenses de toutes origines que l'Etat engage dans ce pays ; importance des crédits consacrés aux contributions internationales de la France qui échappent partiellement au ministre des affaires étrangères ; incohérence des statuts des établissements culturels français à l'étranger ; souhaite que soit établie pour l'étranger une véritable carte scolaire ; (p. 9546) : insuffisance des émissions de radios françaises à l'étranger ; succès de la Soméra (société monégasque d'études et de radiodiffusion).

Articles et articles additionnels non rattachés [17 novembre 1979]. **Avant l'article 58** (p. 10250) : son amendement n° 462 : suppression de l'anonymat des bons du Trésor ; adopté ; immobilisme du Gouvernement en matière d'évolution de la législation fiscale ; majorité de détenteurs de bons anonymes se situant en milieu rural ; réforme sur l'anonymat des bons du Trésor devant être accompagnée d'une amnistie fiscale pour le remboursement des bons anonymes ; anonymat des bons du Trésor représentant une fraude de 100 milliards de francs. **Article 60** (p. 10259) : soutient l'amendement n° 251 de la commission des finances, de l'économie générale et du plan : établissement d'une distinction entre les filiales ayant une activité industrielle et commerciale effective dans un pays à fiscalité privilégiée et celles qui sont fictives ; devient sans objet.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° 1933). **Première lecture. Discussion générale** [15 octobre 1980] (p. 2742) : conditions rocambolesques du vote du budget de 1980 ; conflit entre le Gouvernement et le RPR sur le montant des économies à réaliser ; (p. 2743) : reprise, par le projet de loi de finances pour 1981, des mesures refusées en 1979 ; abus de la procédure de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution ; exemple de la suppression des avantages de l'emprunt Pinay, de la « serisette », de la taxation des plus-values et de l'obligation du chèque barré ; rôle des parlementaires ; (p. 2744) : vie politique française « surgelée » ; fossé entre l'opinion publique et la classe politique ; concision du budget ; déficit budgétaire ; inflation ; taux d'intérêt ; chômage ; déficit extérieur ; politique du franc ; vote favorable du RPR ; (p. 2745) : technocratie et courtisans.

Première partie. **Discussion des articles** [16 octobre 1980] : **Avant l'Article 2** (*suite*) (p. 2780) : problème des chômeurs qui ont épuisé toutes leurs possibilités d'indemnisation ; (p. 2783) : nombre des bénéficiaires de rentes viagères constituées avant le 1er août 1914. **Article 2** (p. 2792) : abus du développement de l'impôt sur le revenu du fait de l'érosion monétaire ; l'injustice de l'impôt indirect ; assujettissement à l'impôt sur le revenu des catégories les plus modestes ; caractère injuste de tous les impôts indolores ; (p. 2796) : s'oppose à l'amendement n° 50 de la commission ; son hostilité à tout transfert de l'impôt direct sur l'impôt indirect ; [17 octobre 1980] : **Après l'Article 2 précédemment réservé** (p. 2854) : amendement n° 54 de la commission ; les plus-values à long terme sont des gains en capital ; (p. 2856, 2857) : amendement n° 40 de M. Laurent Fabius : modification de l'impôt sur les successions ; organisation d'un débat sur la modification des droits de succession et la réforme de l'impôt sur les plus-values ; rejet de la taxation de la fortune.

Deuxième partie :

Affaires étrangères, rapporteur spécial de la commission des finances, pour les affaires étrangères. **Discussion générale** [12 novembre 1980] (p. 3766) : budget ne reflétant pas la politique étrangère du Gouvernement ; diminution de sa part dans le budget de l'Etat ; pas de lien entre la croissance des crédits militaires et celle des crédits diplomatiques ; crédits affectés à la protection des réfugiés et apatrides et à l'action sociale en faveur des Français de l'étranger ; remodelage de la carte diplomatique et consulaire ; nouvelle orientation vers le rétablissement de l'obligation des visas (p. 3767) : affectation de la plupart des crédits destinés aux contributions internationales de la France au budget des charges communes ; démembrement de l'Etat provoqué par la multiplication des associations de la loi de 1901 ; décret relatif aux pouvoirs des ambassadeurs ; sous-évaluation des crédits destinés aux contributions internationales obligatoires ; insuffisance de l'action culturelle et rapport Rigaud ; rattachement du livre français à l'étranger au ministère de la culture.

Articles et articles additionnels non rattachés [18 novembre 1980]. **Après l'Article 40** (p. 4112) : son amendement n° 85 : abrogation de la loi du 30 décembre 1974 instituant un prélèvement conjoncturel ; possibilité de remettre en application la serisette à tout moment ; adopté.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1980** (n° 2055). **Première lecture. Discussion des articles** [27 novembre 1980]. **Affaires étrangères. Titre III. Articles 2 et Etat B** (p. 4461) : souhaite le retrait de l'amendement n° 29 de M. René de Branche ; négociations en cours avec le Vanuatu. **Anciens**

combattants. Titre III (p. 4462) : abandon des cimetières français au Vietnam ; racket pratiqué par le gouvernement vietnamien.

MARIE (Bernard)

Député des Pyrénées-Atlantiques.
(4e circonscription)
(RPR).

Elu le 12 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission d'enquête créée à la suite du naufrage d'un navire pétrolier sur les côtes de Bretagne, le 16 mars 1978 [16 mai 1978] (p. 1692), [*J.O.* du 13 mai 1978] (p. 2085).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1978 [16 juin 1978] (p. 3101).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales [*J.O.* du 15 novembre 1978] (p. 3854).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales (n° **663**) [*J.O.* du 12 juin 1980] (p. 1448).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1981 (Jeunesse, sports et loisirs - Jeunesse et sports (n° **1976-27**) [9 octobre 1980] (p. 2650).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1981 [*J.O.* du 11 décembre 1980] (p. 2922).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1980 (n° **2053**) [*J.O.* du 17 décembre 1980] (p. 2974).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** portant **amnistie** (n° **332**) [7 juin 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). — Budget civil. — **Annexe n° 25 : Jeunesse, sports et loisirs - Jeunesse et sports** (n° **570**) [5 octobre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, **sur le projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). — **Annexe n° 25 : Jeunesse, sports et loisirs - Jeunesse et sports** (n° **1292**) [2 octobre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). — **Annexe n° 27 : Jeunesse sports et loisirs : Jeunesse et sports** (n° **1976**) [9 octobre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Tournée en France d'une équipe sud-africaine de rugby** [18 avril 1979] (p. 2695) : quelle sera la position du Gouvernement sur la venue en France d'une équipe de rugby multiraciale sud-africaine ? Il serait dommage que les exclusives politiques ou raciales soient transposées dans le domaine sportif.

— **Application de la loi du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité locale** [17 juin 1980] (p. 1893).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'imposition des produits de cession à titre onéreux de valeurs mobilières et de droits sociaux** (n° **255**). **Première lecture. Discussion générale** [13 juin 1978] (p. 2831) : nécessité de soumettre à l'IRPP les revenus des plus-values réalisées à court, moyen ou long terme ; pénalisation des placements en valeurs mobilières par rapport à ce texte contrairement à la loi de 1976 ; injustice de l'absence de prise en compte de l'érosion monétaire ; soutient l'amendement de M. Claude Labbé sur l'exonération des titres

cédés dans le cadre d'un engagement d'épargne à long terme, des parts de fonds communs de placement souscrites en vertu de la législation sur la participation des travailleurs, des titres cédés par les fonds communs de placement dans le cadre de leur gestion. **Discussion des articles** [14 juin 1978]. **Article 2** (p. 2890) : affirme l'application de la loi au cas de vente réalisée au cours d'une succession ; (p. 2891) : irréalisme de la discussion de l'amendement n° 22 et des sous-amendements compte tenu de la situation réelle des contribuables visés à l'article 2. **Article 7** (p. 2907) : son amendement n° 72 : non application de l'article 160 à certaines catégories d'opérations ; retiré et réservé après l'article 11. **Article 10** (p. 2911) : complexité des textes ; s'interroge sur les règles applicables en cas de baisse de valeur des titres. **Après l'article 11** (p. 2913) : son amendement n° 72 : exonération de certaines catégories de titres cédés dans le cadre d'un engagement d'épargne à long terme, parts de fonds communs de placement souscrites en vertu de la législation sur la participation des travailleurs, titres cédés par les fonds communs de placement dans le cadre de leur gestion ; retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [17 octobre 1978]. **Avant l'article 12** (p. 6122) : sur l'amendement n° 141 de M. Michel Rocard ; nécessité de la récupération par les communes de la TVA payée pour l'édition des bulletins communaux. **Article 29** (p. 6170) : s'oppose à l'amendement n° 107 de M. Laurent Fabius ; souligne le lien entre augmentation des salaires, augmentation de la consommation et augmentation du produit de la TVA. **Article 24** (p. 6193) : demande au Gouvernement de reprendre en deuxième lecture l'article 33 du projet sur les rentes viagères.

Deuxième partie :

Intérieur. Discussion générale [19 octobre 1978] (p. 6360) : ajustement du montant des concours particuliers en faveur des stations classées après la suppression du fonds d'action locale remplacé par une dotation globale de fonctionnement.

Environnement et cadre de vie. I. Environnement. Discussion générale [25 octobre 1978] (p. 6615) : réglementation de l'environnement dense et touffue ; nécessité de prendre les décisions sur l'environnement au niveau communal ; caractère international de toute politique véritable de l'environnement.

Transports. — IV. Marine marchande. Discussion générale [9 novembre 1978] (p. 7383) : étude sur les conséquences de la pêche au filet pélagique ; (p. 7384) : déficit de la pêche française dans le commerce extérieur ; retard de l'industrie de la pêche ; insuffisante industrialisation de la pêche et absence de compétitivité en raison d'une législation sociale plus protectrice que celle des autres pays ; importance de la flotte espagnole.

Jeunesse, sports et loisirs. — I. Jeunesse et sports, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [14 novembre 1978] (p. 7578) : taux de progression du budget de la jeunesse et des sports légèrement supérieur à celui du budget général ; modicité des dépenses de matériel du service de l'enseignement ; problème des débouchés des étudiants en éducation physique et sportive ; (p. 7579) : incidences sur les services universitaires des sports de l'application du plan de relance prévoyant la reprise d'une partie des enseignants actuellement mis à leur disposition ; accroissement de l'effort financier engagé en 1978 en faveur des clubs ; stagnation prolongée du budget d'équipement sportif et socio-éducatif ; s'étonne de l'annulation de cent trente-sept millions d'autorisations de programme par l'arrêté du 1er août 1978 ; politique gouvernementale en matière de sport de haut niveau; souhaite que les associations socio-éducatives soient incitées à se grouper afin d'éviter un gaspillage des crédits ; promotion du sport, obligation nationale ; avis favorable de la commission des finances sur le budget de la jeunesse et des sports. II. **Tourisme. Discussion générale** [15 novembre 1978] (p. 7645) : le tourisme français, grande industrie non polluante créatrice d'emplois ; deux objectifs complémentaires, retenir en France les Français, améliorer les capacités d'accueil des étrangers ; nécessité d'étendre à l'hôtellerie les bénéfices des aides aux entreprises créatrices d'emplois ; (p. 7651) : interroge le Gouvernement sur l'octroi à l'industrie hôtelière des primes à la création d'emplois.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **709**). **Lettres rectificatives** (nos **735** et **749**). **Première lecture. Discussion des articles** [7 décembre 1978]. **Après l'Article 2** (p. 8965) : se déclare hostile aux amendements n° 2 de M. Laurent Fabius et n° 29 de M. Lucien Neuwirth.

— **Projet de loi modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** (n° **706**). **Première lecture. Discussion des articles** [12 décembre 1978]. **Avant l'Article premier** (p. 9273) : s'interroge sur la prise en compte du chiffre d'affaires dans le calcul de la taxe professionnelle. **Article premier :**

Article L 234-11 du code des communes (p. 9296) : nécessité de réserver la décision de l'Assemblée sur les amendements n° 62 de M. Parfait Jans et n° 1 de M. Hubert Voilquin jusqu'après le vote de l'amendement n° 87 de la commission ; nécessité de retenir le taux de 6 % pour la part des ressources affectées aux concours particuliers. **Article L 234-12 du code des communes** (p. 9300) : s'interroge sur la prise en compte des élèves des établissements d'enseignement secondaire jusqu'à l'âge de dix-huit ans. **Article L 234-13 du code des communes** (p. 9305) : s'interroge sur la part du concours global revenant actuellement aux communes thermales ; [13 décembre 1978] : **Article premier** (*suite*) : **Après l'Article L 234-15** *bis* **du code des communes** (p. 9346) : sur l'amendement n° 123 du Gouvernement, amendement permettant à certaines communes de réaliser des opérations nécessaires qu'elles auraient été incapables de financer seules. **Après l'Article L 234-16 du code des communes** (p. 9349) : sur l'amendement n° 93 de la commission, cas particulier du district Bayonne-Anglet-Biarritz où les trois communes sont des communes centres.

— **Projet de loi portant approbation du rapport sur les principales options du VIII[e] Plan** (n° **1055**). **Première lecture. Discussion générale** [12 juin 1979] (p. 4939) : regrette l'absence dans le plan de véritables mesures de lutte contre le chômage ; possibilité de créations d'emplois dans le secteur tertiaire ; (p. 4940) : pas d'effort véritable en faveur du tourisme et de l'hôtellerie.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Jeunesse, sports et loisirs. — I. Jeunesse et sports, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [29 octobre 1979] (p. 9100) : diminution très sensible des moyens consacrés au ministère de la jeunesse et des sports ; points forts du budget : éducation physique au collège et au lycée, accroissement de l'aide aux fédérations, aux clubs, aide aux associations sportives scolaires ou universitaires, actions d'information ; points faibles : fléchissement de 25 % des crédits de paiement ; stagnation des crédits de fonctionnement ; diminution des crédits consacrés à l'enseignement supérieur et à la promotion des activités et des loisirs sociaux éducatifs ; (p. 9102) : problème du recrutement et de la carrière des professeurs d'éducation physique ; importance des bénévoles dans le fonctionnement des clubs sportifs. **Examen des crédits** [29 octobre 1979]. **Etat B. - Titre IV** (p. 9100) : approuve la création du groupement d'intérêt économique « Bienvenue en France » qui relaie l'effort accompli jusqu'ici par les collectivités locales. **Etat B. - Titre III** (p. 9131) : son opposition à l'amendement n° 380 de M. Georges Hage proposant de réduire les crédits relatifs au traitement du ministre ; traitements des membres du Gouvernement alignés sur ceux de la fonction publique ; déclare n'avoir pas reçu d'invitation pour un débat à Antenne 2 avec un représentant communiste ; (p. 9132) : les heures supplémentaires sont des mesures adoptées à l'automne 1978 dans le cadre du plan de relance du sport à l'école ; résorption du déficit horaire de l'enseignement de l'éducation physique grâce à ces mesures ; importance des créations de postes pour la rentrée de 1980 ; (p. 9133) : se déclare favorable à la pratique du sport optionnel qui permet une diversification des activités. **Etat B. - Titre IV** (p. 9136) : approuve la progression prévue par le projet de budget pour l'office franco-allemand de la jeunesse ; (p. 9137) : avis favorable de la commission sur l'amendement n° 281 corrigé par M. Roland Beix.

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1979] (p. 9211) : action décidée en faveur du bâtiment et des travaux publics ; (p. 9215) : pouvoir exorbitant des architectes départementaux des bâtiments de France.

— **Projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales** (n° **663**). **Première lecture. Discussion des articles** [15 avril 1980]. **Article 5** (p. 405) : son amendement n° 55 rectifié : fixant à 75 % de la valeur boursière des actions l'indemnisation de la société ; devient sans objet. **Article 13** (p. 409) : son amendement n° 56 : forme nominative obligatoire des actions pendant la durée d'incessibilité ; rejeté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Travail et participation. Discussion générale [27 octobre 1980] (p. 3161) : possiilité de l'application de la législation sociale dans les PME ; (p. 3164) : mesures tendant à combattre le travail noir.

Jeunesse, sports et loisirs. — III. Tourisme. Discussion générale [7 novembre 1980] (p. 3703) : aide à l'exportation pour l'hôtellerie française qui demande à être considérée comme une industrie exportatrice ; (p. 3704) : défense de l'hôtellerie traditionnelle.

Jeunesse, sports et loisirs. — I. Section commune. — II. Jeunesse et sports, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [7 novembre 1980] (p. 3708) : priorité donnée à la réalisation du plan de

relance du sport à l'école ; efforts diversifiés en faveur des activités socio-éducatives et des loisirs ; désengagement de l'Etat dans l'aide au secteur sportif et socio-éducatif ; entretien des équipements existants ; résorption du déficit horaire de l'enseignement d'éducation physique et sportive dans les lycées et collèges ; développement du sport optionnel et extra-scolaire ; favoriser les centres d'animation sportifs et les sections sports-études ; critique concernant le fonds de coopération de la jeunesse et d'éducation populaire ; (p. 3709) : réussite du fonds national pour le développement du sport ; son financement ; procédure d'attribution des aides aux clubs sportifs. **Examen des crédits** [7 novembre 1980]. **Après l'Article 46** (p. 3739) : son amendement n° 100 rectifié : établissement, chaque année, à compter du projet de loi de finances pour 1982, d'un tableau récapitulant par ministère et par chapitre les crédits de toute nature qui concourent à l'intervention de l'Etat en faveur du sport et de l'équipement sportif et socio-éducatif ; adopté.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** (n° **2095**). **Première lecture. Discussion des articles** [2 décembre 1980]. **Après l'Article 4** (p. 4554) : insuffisance du rattrapage prévu par l'amendement n° 13 de la commission des lois en faveur des villes ; (p. 4555) : approuve le sous-amendement n° 36 de M. Claude Coulais à l'amendement n° 13 de la commission des lois.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **1600**). **Lettre rectificative** (n° **2098**). **Première lecture. Discussion des articles** [4 décembre 1980]. **Après l'Article 7** (p. 4647) : approuve l'amendement n° 15 de la commission des finances ; législation actuelle pénalisant les propriétaires de locaux industriels et commerciaux non loués.

— **Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux en 1981** (n° **2104**). **Première lecture. Discussion de l'article unique** [11 décembre 1980]. **Article unique** (p. 4841) : soutient l'amendement n° 3 de M. Lucien Neuwirth : fixation à 2,45 du coefficient de majoration plafond du loyer des baux renouvelés en 1981.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à faciliter les crédits à court terme aux entreprises** (n° **1893**). **Première lecture. Discussion générale** [11 décembre 1980] (p. 4844) : non-utilisation de la lettre de change-relevé ; difficultés d'application pour les petits commerçants. **Discussion des articles** (11 décembre 1980]. **Article premier** (p. 4847) : s'oppose au sous-amendement n° 22 du Gouvernement à l'amendement n° 7 de la commission ; impossibilité de réunir rapidement tous les éléments exigés par le sous-amendement n° 22. **Article 2** (p. 4849) : approuve l'amendement n° 24 du Gouvernement.

MARIN (Fernand)

Député de Vaucluse
(3e *circonscription*)
(*C*).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

DÉPOTS

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 651), autorisant l'approbation de l'**échange de lettres** en date du 7 juillet 1977 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du **Royaume d'Espagne** concernant l'**importation en France des livres scolaires en langue espagnole** (n° **742**) [30 novembre 1978].

— **Proposition de loi** tendant à promouvoir les **productions fruitières** et **légumières** (n° **1972**) [8 octobre 1980].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Statut de l'INRA** [6 juin 1979] (p. 4691) : nécessité d'inscrire dans le projet de loi d'orientation agricole et de débattre devant l'Assemblée de la réforme de l'INRA (Institut national de recherche agronomique).

• *question orale avec débat de :*

— **M. Michel Debré** (n° **148**) : **développement des départements et territoires d'outre-mer** [12 juin 1978] (p. 1668) : fraudes électorales dans les DOM-TOM ; la situation économique de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie ; les crédits d'assistance apportés par la France ; respect de la volonté des peuples de choisir le statut qu'ils désirent.

• *question orale sans débat :*

— (n° **9796**) : **Intentions du Gouvernement sur la sécurité sociale** [8 décembre 1978] (p. 9110, 9111, 9112) : la politique du Gouvernement, responsable de la situation de la sécurité sociale ; les mesures proposées par le parti communiste ; résorption du chômage, relèvement des bas salaires et du SMIC, nationalisation des grands groupes pharmaceutiques, recherche d'une assiette nouvelle des cotisations tenant compte des résultats financiers des entreprises ; maintien du pouvoir d'achat et de la protection sociale des salariés.

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère** (n° **372**). **Discussion** [8 juin 1978] (p. 2701) : péril de la course aux armements ; importance de la session spéciale de l'Assemblée générale de l'ONU sur le désarmement ; dépenses d'armement s'élevant à trois cent trente-quatre milliards de dollars dans le monde en 1976 ; remise en cause de l'équilibre de la terreur par des percées technologiques ; poursuite de la prolifération nucléaire ; contenu du mémorandum du parti communiste sur le désarmement : signature par la France des accords sur la limitation et l'interdiction de certains armements, participation de la France aux négociations en vue d'un traité interdisant les armes chimiques ; participation de la France à la conférence de Genève sur le désarmement et à la conférence de Vienne ; huit propositions communistes en matière de désarmement : interdiction de toute nouvelle arme d'extermination massive, réduction des budgets militaires des pays membres permanents du conseil de sécurité, réduction équilibrée des forces et créations de zones dénucléarisées, contrôle de l'exportation de matériel nucléaire pacifique, application des mesures prévues par l'acte final de la conférence d'Helsinki ; (p. 2702) : concertation internationale pour déterminer les moyens d'exercer un contrôle efficace sur les armements ; nécessité d'un contrôle parlementaire sur la vente d'armes à l'étranger.

— **Projet de loi portant approbation d'un rapport sur l'adaptation du VII^e Plan** (n° **655**). **Première lecture. Discussion générale** [29 novembre 1978] (p. 8504) : sacrifice de la consommation populaire et des équipements collectifs sur l'autel de la contrainte extérieure ; chute des investissements, exemple du poids lourd et de la SNCF ; lourdeur d'une superfiscalité se répercutant dans les prix ; insuffisant développement des transports par voie d'eau.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **709**). **Lettres rectificatives** (n^os **735** et **749**). **Première lecture. Discussion des articles** [7 décembre 1978]. **Seconde lettre rectificative. Article additionnel 14** (p. 9002) : son amendement n° 38 soutenu par M. Robert Vizet : tendant à ce que les taxes spéciales et parafiscales perçues en addition de la TVA ne soient pas comprises dans la base d'imposition, rejeté.

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique agricole et débat sur cette déclaration** (n° **790**). **Première lecture. Discussion** [14 décembre 1978] (p. 9464) : inquiétude des producteurs de fruits et légumes ; régression de la production fruitière et légumière; importations excessives; profits des professionnels de l'agro-alimentaire qui importent massivement de l'étranger ; nécessité d'une restructuration du circuit producteur-consommateur ; (p. 9465) : menaces de l'élargissement du marché commun ; nécessité de refuser cet élargissement.

— **Proposition de loi portant modification du statut du comité interprofessionnel des vins des côtes du Rhône, des côtes du Ventoux et des côteaux du Tricastin** (n° **196**) **et proposition de loi relative à l'établissement d'un comité interprofessionnel des vins des côtes du Rhône, des côtes du Ventoux et des côteaux du Tricastin** (n° **956**). **Première lecture. Discussion générale commune** [5 juin 1979] (p. 4660) : difficultés traversées par la viticulture de haute qualité ; danger d'effondrement des marchés à la suite de l'élargissement du Marché commun ; existence d'un plan d'arrachage frappant les vins de consommation courante ; vote favorable du groupe communiste.

— **Projet de loi portant diverses mesures en faveur de l'emploi** (n° **1109**). **Première lecture. Examen des articles** [20 juin 1979]. **Article 5** (p. 5356) : disparition de nombreuses entreprises artisanales et de petits commerces ; caractère démagogique des disposition de l'article 5.

— **Rappel au règlement** [27 juin 1979] (p. 5736) : non-inscription à l'ordre du jour du projet de loi sur le contrôle de la circulation des sucres ; le secrétaire d'Etat auprès

du ministre de l'agriculture tiendra-t-il les engagements pris au sujet de la chaptalisation ?

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Agriculture. — BAPSA. Examen des crédits [8 novembre 1979]. **Article 74** (p. 9671) : soutient l'amendement n° 419 de M. Jacques Jouve : création d'un impôt spécial fondé sur le chiffre d'affaires hors taxe des importateurs de vins ; rejeté ; (p. 9672) : importance des stocks de vins.

— **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'adhésion de la République hellénique à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique** (n° **1339**). **Première lecture. Discussion générale** [5 décembre 1979] (p. 11292) : risque de redéploiement économique aux dépens du Midi et au profit de la Grèce ; aggravation de la concurrence entre les régions méridionales de l'Europe ; difficultés des producteurs de fruits et légumes français et croissance de l'agriculture grecque.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion des articles** [13 décembre 1979]. **Article premier** (p. 11751) : soutient l'amendement n° 104 de M. Jacques Chaminade : objectifs de la politique agricole de résorption de la faim dans le monde ; (p. 11757) : soutient l'amendement n° 107 de M. Lucien Dutard : politique de recherche des débouchés à l'exportation. **Article 4** (p. 11807) : son amendement n° 122 soutenu par M. Marcel Rigout : extension de l'article 4 à toutes les organisations représentatives : rejeté.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique africaine** (n° **1513**). **Discussion** [19 décembre 1979] (p. 12352) : dénonce la politique de la France à l'égard de l'Afrique australe et de l'océan Indien ; renforcement des liens économiques entre la France et l'Afrique du Sud ; exemple des importations en France de charbon sud-africain ; (p. 12353) : contribution française à la recherche nucléaire sud-africaine ; dénonce la présence militaire de la France dans l'océan Indien.

— **Rappel au règlement** [20 mai 1980] (p. 1093) : déclaration du ministre des affaires étrangères sur la rencontre de Varsovie.

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention signée à Lomé le 31 octobre 1979 entre les Etats membres de la Communauté économique européenne et la Communauté économique européenne, d'une part, des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'autre part, ainsi que l'approbation des deux accords internes afférents à cette convention, conclus à Bruxelles le 20 novembre 1979** (n° **1476**). **Première lecture. Discussion générale** [21 mai 1980] (p. 1159) : situation particulière des DOM ; protocoles relatifs au sucre, aux bananes et au rhum ; clauses de sauvegarde ; exemple du sucre.

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention portant création d'une agence spatiale européenne, faite à Paris le 30 mai 1975** (n° **400**). **Première lecture. Discussion générale** [26 juin 1980] (p. 2307) : indépendance nationale dans le domaine spatial ; avenir du centre national d'études spatiales et menaces des multinationales ; société Arianespace.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention intergouvernementale relative à la société Eurodif** (n° **1736**). **Première lecture. Discussion générale** [10 octobre 1980] (p. 2659) : construction du complexe industriel Eurodif sur le site du Tricastin ; (p. 2660) : insuffisance de l'information du Parlement ; exonérations fiscales ; mécontentement des collectivités locales ; problème de l'emploi régional non résolu par Eurodif ; rôle inacceptable d'Euratom dans le contrôle. **Explications de vote** (p. 2664) : vote favorable du groupe communiste.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [6 novembre 1980] (p. 3660) : destruction de fruits et légumes ; montée des prix au détail des fruits et légumes ; fiscalité des jus de fruits ; insuffisance des industries de transformation.

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République argentine en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune** (n° **1931**). **Première lecture. Discussion générale** [21 novembre 1980] (p. 4275) : violation des droits de l'homme en Argentine ; disparition d'opposants ; vote hostile du groupe communiste.

MARTIN (Claude)

Député de Paris
(10e circonscription)
(RPR).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 4 avril 1979] (p. 772), [*J.O.* du 4 avril 1980], (p. 857), [*J.O.* du 5 avril 1981] (p. 962).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant et complétant la loi n° 68-1 du 2 janvier 1968 tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des brevets d'invention. Vice-président de cette commission [15 juin 1978] (p. 3007).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la modération du prix de l'eau [*J.O.* du 16 novembre 1978] (p. 3861).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives aux loyers et aux sociétés immobilières conventionnées et modifiant le code de la construction et de l'habitation [18 décembre 1978] (p. 9642).

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de l'information publique [*J.O.* du 25 avril 1979] (p. 957).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la Compagnie nationale du Rhône [*J.O.* du 21 décembre 1979] (p. 3220).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Michel Debré tendant à l'interdiction de l'exportation du patrimoine immobilier français (n° 1523) [10 avril 1980] (p. 298).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur (n° 15) [*J.O.* du 26 juin 1980] (p. 1585).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Georges Gorse tendant à supprimer la redevance pour création de locaux à usage industriel en région d'Ile-de-France (n° **1760**) [2 octobre 1980] (p. 2556).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1981 (n° **1933**) : Départements et territoires d'outre-mer : départements d'outre-mer (n° 1981-V) [9 octobre 1980] (p. 2650).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, portant extension aux départements d'outre-mer des dispositions du décret du 30 juillet 1935 relatives à la protection des appellations d'origine et de la loi du 17 décembre 1941 fixant les modalités de circulation d'eaux-de-vie réglementées (n° 2016) [12 novembre 1980] (p. 3804).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi modifiée par le Sénat (n° 117) modifiant et complétant la **loi n° 68-1** du **2 janvier 1968** tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des **brevets d'invention** (n° **161**) [9 mai 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission mixte paritaire, chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant et complétant la **loi n° 68-1** du **2 janvier 1968** tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des **brevets d'invention** (n° **406**) [20 juin 1978].

— **Proposition de loi** sur l'**entreprise personnelle à responsabilité limitée** (n° **435**) [22 juin 1978].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1979** (n° **560**). — **Tome V : Départements d'outre-mer** (n° **575**) [5 octobre 1978].

— **Proposition de loi** portant modification de la loi n° 77-806 du 19 juillet 1977 **relative au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante et de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945 relative aux prix** (n° **1216**) [28 juin 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission d'enquête **sur les conditions de l'information publique** (n° **1289**) [2 octobre 1979].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° **1290**). — **Tome V : Départements d'outre-mer** (n° **1297**) [2 octobre 1979].

— **Proposition de loi** portant modification de l'article premier de la loi n° 74-908 modifiée du 29 octobre 1974 **relative aux économies d'énergie** (n° **1319**) [3 octobre 1979].

— **Proposition de loi** modifiant l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 **relative au fonctionnement des assemblées parlementaires,** en vue de donner un caractère public aux auditions des commissions d'enquête et de contrôle (n° **1360**) [25 octobre 1979].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1560). — **Tome V : Départements d'outre-mer** (n° **1567**) [9 janvier 1980].

— **Proposition de loi** relative **au statut des personnels de police** (n° **1952**) [8 octobre 1980].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° **1933**). — **Tome V : Départements et territoires d'outre-mer - Départements d'outre-mer** (n° **1981**) [9 octobre 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 2016) **portant extension aux départements d'outre-mer** des dispositions du décret du 30 juillet 1935 relatives à la **protection des appellations d'origine** et de la loi du 17 décembre 1941 fixant les **modalités de circulation d'eaux-de-vie réglementées** (n° **2056**) [13 novembre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Approvisionnement en fuel domestique** [10 octobre 1979] (p. 8004) : nécessité de modifier l'arrêté du 28 juin 1979 réglementant l'agrément du fuel domestique et de rétablir le régime de libre concurrence entre les fournisseurs.

— **Utilisation de feux de croisement** [14 novembre 1978] (p. 10011) : modification du code de la route pour rendre les feux de croisement obligatoire pour les véhicules en agglomération ou hors agglomération même avec éclairage continu de la route ; inconvénients de cette réforme qui ne s'inscrit pas dans le cadre d'une harmonisation européenne.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **17597**) : **Attitude de l'administration à l'égard de ses locataires** [29 juin 1979] (p. 5859, 5860) : conditions choquantes dans lesquelles l'Etat cherche à obtenir le départ de ses locataires sans les reloger ; exemples du 7, impasse Marcès et du 39, rue de la Roquette à Paris ; rôle du secrétaire d'Etat au logement ; défense des locataires ; respect de la réglementation.

— (n° **30618**) : **Vérifications d'identité** [12 mai 1980] (p. 984) : efficacité des contrôles préventifs d'identité ; mission de la police administrative ; jurisprudence de la Cour de cassation ; pouvoirs de la gendarmerie par rapport à la police administrative.

— (n° **32706**) : **Paiement à l'Etat de pas de porte pour ses immeubles donnés en location à des artisans** [27 juin 1980] (p. 2397) : exemple de la cité Beauharnais à Paris.

— (n° **39790**) : **Fonctionnaires de la police** [12 décembre 1980] (p. 4871, 4872, 4873) : mesures à prendre pour atténuer les effets de la réforme du 30 avril 1977 et accorder aux fonctionnaires de police les qualifications judiciaires leur permettant d'exercer leurs fonctions ; demande une loi-cadre et un débat sur les problèmes de la police ; affectation dans les services de police d'appelés du service national.

INTERVENTIONS

— **Proposition de loi modifiant et complétant la loi n° 68-1 du 2 janvier 1968 tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des brevets d'invention** (n° **2902, 117**), rapporteur de la commission de la production et des échanges. **Première lecture. Discussion générale** [11 mai 1978] (p. 1615) : les étapes de la législation sur les brevets ; les conventions internationales de protection des brevets ; la réforme instaurée par la loi du 2 janvier 1968 et ses imperfections; (p. 1616) : la tendance à l'internationalisation de la législation applicable aux brevets ; la convention de Munich du 5 octobre 1973 créant le brevet européen ; la convention de Luxembourg du 15 décembre 1975 créant le brevet communautaire ; le triple objectif de la proposition de loi du président Foyer ; le problème des inventeurs salariés ; la situation de l'activité inventive de la France ; la chute du nombre de brevets déposés en France ; la tendance inverse aux Etats-Unis et au Japon ; le déficit de la balance française des échanges de brevets ; la nécessité de stimuler l'invention et de favoriser l'innovation ; la capacité à innover source d'indépendance pour la France. **Discussion des articles** [16 mai 1978]. **Article premier A** (p. 1693) : son hostilité à l'amendement n° 1 de M. Roger Gouhier ; l'abandon du principe de la copropriété des inven-

tions des salariés entre ceux-ci et l'entreprise, le rejet de la notion d'invention mixte, la propriété de l'invention du salarié revenant soit aux salariés soit à l'entreprise ; son hostilité à l'amendement n° 29 du Gouvernement ; retire son amendement n° 2 : droit des salariés inventeurs à une rémunération supplémentaire ; son sous-amendement n° 41 à l'amendement n° 39 du Gouvernement : rendant obligatoire la rémunération supplémentaire de l'inventeur salarié même non prévue par une convention collective ou un contrat de travail ; rejeté ; son amendement n° 3 : formel ; la formulation beaudement n° 3 : formel ; la formulation beaucoup trop floue retenue par le Sénat, rejeté ; son amendement n° 4 : formel ; adopté ; son amendement n° 5 : possibilité de réviser la rémunération supplémentaire de l'inventeur salarié ; l'incertitude des perspectives d'exploitation et de rentabilité au moment où est demandé un brevet pour une invention ; l'impossibilité de définir un juste prix pour une invention : adopté ; son amendement n° 6 rectifié : effet de la cessation du contrat de travail sur le droit du salarié inventeur à la rémunération supplémentaire ; adopté ; son sous-amendement n° 7 : formel ; adopté ; son amendement n° 8 au texte proposé pour l'article 4 de la loi du 2 janvier 1968 : droit des inventeurs salariés à être mentionnés comme tels dans le brevet ; adopté ; demande la réserve des articles premier, 4, 9, 14, 15, 16, 17, 21, 25, 26, 28, 29 et 38 et l'examen immédiat de l'article 38 *bis*. **Article 38** (p. 1700) : son sous-amendement n° 42 à l'amendement n° 33 du Gouvernement : caractère paritaire de la commission de conciliation et d'arbitrage par l'article 68 *bis* de la loi du 2 janvier 1968 ; adopté ; son sous-amendement n° 43 à l'amendement n° 33 du Gouvernement : possibilité pour les parties de se faire représenter par une personne de leur choix et à la commission de se faire assister par des experts ; adopté ; son sous-amendement n° 44 à l'amendement n° 33 du Gouvernement : obligation pour le Gouvernement de publier avant le 1er janvier 1979 et après consultation des organisations professionnelles et syndicales le décret en Conseil d'Etat prévu par l'amendement n° 33 ; adopté ; accepte l'amendement n° 37 du Gouvernement. **Article 4, précédemment réservé** (p. 1702) : accepte le dépôt de l'amendement n° 45 de M. Edouard Frédéric-Dupont sans émettre d'avis à son sujet ; son amendement n° 9 au texte proposé par l'article 9 de la loi du 2 janvier 1968 : tendant à clarifier le texte adopté par le Sénat pour l'article 9 de la loi du 2 janvier 1968 ; amendement n° 9 modifié par le sous-amendement n° 32, adopté. **Article 9, précédemment réservé** (p. 1704) : son amendement n° 10 : possibilité pour l'administration de rejeter une demande de brevet en tout ou en partie ; adopté ; son amendement n° 11 : possibilité pour l'administration de rejeter une demande de brevet en l'absence de nouveauté résultant manifestement du rapport de recherche ; adopté ; accepte l'amendement n° 34 de M. Jean Foyer ; son amendement n° 12 : suppression du 2e alinéa du paragraphe 2 de l'article 9 ; adopté. **Article 15, précédemment réservé** (p. 1706) : son amendement n° 13 : régime de la licence de droit en matière de brevet ; adopté. **Article 16, précédemment réservé** (p. 1706) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée au sujet de l'amendement n° 26 de M. Jean Foyer. **Article 17, précédemment réservé** : son amendement n° 14 : conditions d'attribution de la licence obligatoire ; adopté. **Article 21, précédemment réservé** (p. 1707) : son amendement n° 15 : droit pour tout copropriétaire d'un brevet de l'exploiter librement à son seul profit sans indemniser les autres copropriétaires ; rejeté ; son amendement n° 16 : droit pour chacun des copropriétaires d'un brevet de concéder librement à un tiers une licence d'exploitation non exclusive ; retiré ; présente un nouvel amendement : ajoutant dans le 4e alinéa du texte proposé pour l'article 42 de la loi du 2 janvier 1968 les mots « non exclusive » après les mots « licence d'exploitation » ; adopté ; son amendement n° 17 : donnant à chaque copropriétaire un délai d'un mois après une décision de justice fixant le prix de préemption d'une part d'un brevet en copropriété pour renoncer à la vente ou à l'achat de cette part ; adopté. **Article 25, précédemment réservé** (p. 1709) : demande la réserve de cet article jusqu'à ce que l'article 38 ait été examiné. **Article 28, précédemment réservé** (p. 1709) : son amendement n° 18 : formel ; adopté. **Article 38** (*suite*) (p. 1717) : s'oppose à l'amendement n° 27 de M. Jean Foyer dont l'adoption alourdirait la procédure juridictionnelle en matière de brevet ; son amendement n° 19 : détermination par décret du ou des tribunaux de grande instance appelés à connaître des actions civiles en matière de brevet ; adopté ; accepte la modification de l'amendement n° 19 de la commission proposé par M. Jean Foyer. **Article 25** (*suite*) (p. 1719) : son amendement n° 23 : effet des décisions d'annulation à l'égard des brevets accordées selon le régime de la loi du 5 juillet 1944 ; retiré ; propose une modification rédactionnelle à l'amendement n° 46 de M. Jean Foyer, adoptée. **Article 41 *bis*** (p. 1720) : son amendement rédactionnel n° 22 ; adopté. **Article 42** (p. 1721) : son amendement n° 36 : publication du texte complet de la loi de 1968 sur les brevets d'invention en annexe aux dispositions nouvelle-

ment adoptées ; adopté. **Commission mixte paritaire,** rapporteur de la commission mixte paritaire. **Discussion générale** [26 juin 1978] (p. 3464) : souhaite l'adoption du texte de la commission mixte paritaire ; (p. 3465) : regrette la compétence attribuée à tous les tribunaux de grande instance en matière de brevets par le texte ; déplore que le texte n'incite pas assez les inventeurs salariés à faire breveter leurs inventions. **Discussion des articles** [26 juin 1978]. **Article premier A** (p. 3465) : approuve l'amendement n° 2 de M. René de Branche. **Article 38** (p. 3467) : approuve personnellement l'amendement n° 1 du Gouvernement au texte proposé pour l'article 38 de la loi du 21 janvier 1968.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Départements d'outre-mer, rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges. **Discussion générale** [15 novembre 1978] (p. 7655) : budget retraçant mal l'action financière de l'Etat dans les DOM ; (p. 7656) : transfert au ministère de l'intérieur des charges de police dans les DOM ; décentralisation de la structure du FIDOM ; insuffisance des crédits consacrés à l'agriculture, à la jeunesse, aux sports et aux loisirs ; structures démographiques des DOM ne permettant pas d'espérer une amélioration de la situation de l'emploi ; souhaite une diversification accrue de l'agriculture des DOM ; progression du tourisme aux Antilles ; sort touristique et développement industriel des DOM dépendant de la politique des transports ; problème de l'appartenance des départements d'outre-mer à l'Europe et de la renégociation des accords de Lomé ; avis favorable de la commission de la production et des échanges sur le budget des DOM.

— **Projet de loi relatif aux droits grevant les lots d'un immeuble soumis au statut de la copropriété** (n° **139**). **Première lecture. Discussion générale** [22 novembre 1978] (p. 8191) : absence de consultation de la confédération nationale des administrateurs de biens. **Discussion des articles** [22 novembre 1978]. **Article 2** (p. 8191) : son amendement n° 4 : caractère permanent du pouvoir d'opposition des créanciers à la répartition des sommes ; rejeté. **Après l'Article 2** (p. 8192) : son amendement n° 5 : information systématique du syndic en cas d'inscription d'hypothèque par le notaire ; rejeté. **Article 8** (p. 8193) : retire son amendement de suppression n° 6.

— **Projet de loi relatif au régime des loyers en 1979** (n° **662**). **Première lecture. Discussion générale** [23 novembre 1978] (p. 8234) : interdiction du rattrapage dans le projet de loi : prorogation des dispositions aux termes desquelles les loyers ne peuvent être majorés d'un pourcentage supérieur au taux de variation de l'INSEE ; complexité de la législation applicable aux logements ; dissociation des mesures applicables au prix de l'eau et aux loyers ; nécessité de lancer une campagne d'information pour expliquer la libération des prix et des loyers ; problème de l'augmentation des loyers de la catégorie IIB. **Discussion des articles** [23 novembre 1978]. **Article 3** (p. 8242) : création de deux catégories de baux : les uns restant soumis au droit commun et pouvant être résiliés chaque année avec un préavis de trois mois, les autres demeurant résiliables tous les trois mois. **Après l'Article 3** (p. 8246) : complexité excessive introduite par les amendements n° 52 de M. Jean Auroux et n° 13 de la commission des lois.

— **Projet de loi relatif à l'apprentissage artisanal** (n° **710**). **Première lecture. Discussion générale** [11 décembre 1978] (p. 9203) : l'apprentissage forme moderne d'éducation ; augmentation du nombre des contrats d'apprentissage : exemple allemand ; nécessité de mettre en place un plan ambitieux d'apprentissage ; effort important nécessaire en faveur des centres de formation d'apprentis ; nécessité d'accorder aux centres l'ensemble des crédits que l'Etat doit mettre à leur disposition ; problème de l'agrément des maîtres d'apprentissage.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1979] (p. 9214) : caractère inégalitaire des conditions mises à la recevabilité des dossiers par les délégations de l'agence nationale pour l'amélioration de l'habitat ; (p. 9216) : mesures incitatives aux économies d'énergie.

Départements d'outre-mer, rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges. **Discussion générale** [31 octobre 1979] (p. 9267) : nouvelle organisation administrative du secrétariat d'Etat ; estime indispensable son maintien ; caractère particulièrement inopportun de l'article 77 relatif à l'indemnisation des calamités agricoles ; insuffisante progression des crédits destinés aux migrations ; problème engendré par les progrès de la conteneurisation ; nécessité de diversifier les cultures dans les DOM ; estime inopportun de modifier les dispositions fiscales en vigueur favorables aux DOM ; menaces pesant sur la prime de vie chère allouée aux fonctionnaires servant dans les DOM. **Examen des crédits** [31 octobre 1979] : **Etat B - Titre III** (p. 9289) : soutient l'amendement n° 368 de la commission de la production : suppression

des crédits affectés à l'augmentation des frais de personnel de l'administration centrale en signe de protestation contre les menaces pesant sur la prime de vie chère allouée aux fonctionnaires servant dans les DOM ; retiré ; (p. 9290) : affirme avoir reçu pour mission de retirer l'amendement n° 368 de la commission de la production. **Article 77** (p. 9293) : soutient l'amendement n° 369 de la commission de la production : suppression de l'article 77 ; adopté ; estime inopportun de prévoir pour 1980 une contribution additionnelle aux primes et aux cotisations d'assurance à la charge des agriculteurs déjà éprouvés par les cyclones.

Economie et budget. — III. Economie. Examen des crédits [12 novembre 1979] : **Etat B - Titre IV** (p. 9830) : approuve l'amendement n° 433 de la commission de la production ; comportement scandaleux de certaines associations de consommateurs qui accréditent l'idée que certains produits français sont de mauvaise qualité. **Avant l'Article 74** (p. 9831): approuve le sous-amendement du Gouvernement à l'amendement n° 436 de la commission de la production : portant à 200.000 F le montant maximum des sanctions pécuniaires que le ministre de l'économie peut infliger aux entreprises ayant enfreint les règles relatives à la répression des ententes illicites.

Intérieur. Discussion générale [13 novembre 1979] (p. 9919) : nécessité d'améliorer les perspectives de carrière des policiers en civil ; (p. 9920) : augmentation des effectifs des personnels administratifs ; nécessité d'améliorer la formation des policiers ; coordination nécessaire entre la police, la gendarmerie et l'armée; souhaite un accroissement de la présence de la police dans la rue ; insuffisance des effectifs chargés d'assurer la sécurité à Paris ; faiblesse des effectifs mis en place dans la périphérie des grandes métropoles ; souhaite le dépôt d'un projet de loi de programme sur la police.

Articles et articles additionnels non rattachés, rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges [17 novembre 1979]. **Article 69** (p. 10271) : soutient l'amendement n° 370 de la commission de la production : suppression du paragraphe 1 de l'article 69 concernant l'impôt sur le revenu ; rejeté ; (p. 10273) : soutient l'amendement n° 371 de la commission de la production : suppression du paragraphe 2 de l'article 69 instituant un relèvement progressif de 33 à 50 % de l'impôt sur les sociétés ; devient sans objet ; (p. 10274) : soutient l'amendement n° 373 de la commission de la production : suppression du paragraphe 4 de l'article 69 relatif au régime des investissements dans les DOM ; devient sans objet ; (p. 10275) : soutient le sous-amendement n° 488 de M. Philippe Séguin à l'amendement n° 485 du Gouvernement : suppression du paragraphe 2 de l'amendement n° 485 relatif à l'impôt sur les sociétés ; soutient le sous-amendement n° 489 de M. Philippe Séguin : suppression du paragraphe 3 de l'article 69 relatif à l'exonération d'impôt en faveur des sociétés qui entreprennent une activité nouvelle dans les DOM.

— **Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux en 1980** (n° **1428**). **Première lecture. Discussion générale** [7 décembre 1979] (p. 11457) : estime trop élevé le coefficient de 2,50 retenu par le Gouvernement pour la limitation du prix des baux commerciaux soumis à renouvellement ; caractère conjoncturel du projet en attendant la discussion du projet n° 1282 au terme duquel le système du coefficient de plafonnement serait supprimé ; (p. 11458) : décret de 1972 trop sophistiqué et inapplicable. **Première lecture. Discussion de l'article unique** [7 décembre 1979]. **Article unique** (p. 11459) : s'étonne de voir appliquer aux baux commerciaux un rattrapage que le Gouvernement avait exclu en cas de minoration des majorations de loyers.

— **Projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales** (n° **663**). **Première lecture. Discussion des articles** [15 avril 1980]. **Article 17** (p. 410) : son amendement n° 60 non soutenu.

— **Déclaration du gouvernement sur les départements et territoires d'outre-mer et débat sur cette déclaration** (n° **1783**). **Discussion** [11 juin 1980] (p. 1726) : réorganisation, rôle et moyens du secrétariat d'Etat ; conteneurisation de la banane ; fiscalité dans les DOM ; DATAR ; FIDOM ; FIDAR ; conditions de migration des Français d'outre-mer ; (p. 1727) : problème de l'accueil en métropole ; action du maire de Paris.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** (n° **1681**). **Première lecture. Discussion générale** [13 juin 1980] (p. 1841) : sentiment d'insécurité ; (p. 1842) : sursis ; remise de peine ; moyens matériels et juridiques de la police ; contrôle d'identité. **Discussion des articles** [21 juin 1980]. **Avant l'Article 7, précédemment réservé** (p. 2061) : soutient l'amendement n° 188 de M. Julien Schvartz ; son sous-amendement n° 298 à l'amendement n° 188 de M. Julien Schvartz : de coordination ; rejeté ; (p. 2062) : son amendement n° 37 corrigé : répression de l'association de malfaiteurs pour une infraction unique ; adopté. **Après l'Article 47** (p. 2102) : son amendement n° 38 : autorisation des contrô-

les d'identité dans le cadre d'une mission de police judiciaire ou administrative ; adopté ; (p. 2104) : son amendement n° 41 : conséquence de l'amendement n° 38 ; adopté ; son amendement n° 40 : sanctions frappant ceux qui refusent de se prêter aux opérations de contrôle et de vérification d'identité dans le cadre d'opération de police administrative ; adopté ; son amendement n° 39 : sanctions frappant ceux qui auront refusé de se prêter aux opérations de contrôle d'identité dans le cadre d'opérations de police judiciaire ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° 1933). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Départements et territoires d'outre-mer. — II. **Départements d'outre-mer,** rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges. **Discussion générale** [28 octobre 1980] (p. 3213) : insuffisance des créations d'emplois ; économie des DOM reposant de plus en plus sur les transferts publics ; réforme foncière ; non-application dans les DOM du fonds de rénovation rurale et des contrats de pays ; (p. 3214) : rôle du FIDAR ; problème de la migration ; intervention du BUMIDOM ; lenteur de l'indemnisation des cultures sinistrées par les cyclones ; diversification agricole et difficultés de la commercialisation des produits ; DOM défavorisés par rapport aux pays ACP dans leurs relations avec la CEE.

Intérieur. Discussion générale [28 octobre 1980] (p. 3176) : montée de la violence ; (p. 3177) : postes budgétaires d'enquêteurs non pourvus ; insuffisance des effectifs de la police ; réorganisation de la formation initiale et mise en place d'une formation continue des policiers ; développement des polices municipales ; non application de réglementation des explosif ; problème des moyens en matériel de la police ; nécessité d'une loi de programme ; lutte contre les incendies de forêts ; (p. 3178) : propos diffamatoires tenus par M. Krasucki, responsable CGT, sur la police.

Justice. Discussion générale [5 novembre 1980] (p. 3595) : situation immobilière des juridiction ; effort des collectivités locales ; nécessité d'accorder une indemnisation aux conciliateurs.

Economie et budget. — II. **Section commune.** — III. **Economie.** — IV. **Budget. Examen des crédits** [3 novembre 1980]. **Economie et budget.** — III. **Economie. Titre III** (p. 3465) : son amendement n° 126 : réduction des crédits de la direction générale de la concurrence et de la consommation en vue de les affecter à la commission de la concurrence ; retiré.

Industrie. Examen des crédits [13 novembre 1980]. **Après l'Article 43** (p. 3868) : soutient l'amendement n° 2 de M. Jean Foyer : champ d'application des taxes établies au profit de l'institut national de la propriété industrielle ; adopté.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant extension aux départements d'outre-mer des dispositions du décret du 30 juillet 1935 relatives à la protection des appellations d'origine et de la loi du 17 décembre 1941 fixant les modalités de circulation d'eaux-de-vie réglementées** (n° 2016). **Première lecture,** rapporteur de la commission de la production et des échanges. **Discussion générale** [20 novembre 1980] (p. 4232) : distinction entre le rhum industriel et le rhum agricole ; commercialisation du rhum sur les marchés étrangers ; politique de la qualité ; adoption du projet de loi à l'unanimité par la commission. **Discussion des articles. Après l'Article unique** (p. 4236) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Joseph Franceschi : avis des conseils généraux des DOM ; décret du 26 avril 1960 : extension aux DOM d'un texte ne comportant pas de dispositions spécifiques ; consultation des députés des DOM et des syndicats professionnels.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° 1600). **Lettre rectificative** (n° 2098). **Première lecture. Discussion des articles** [4 décembre 1980] : **Avant l'Article 11** (p. 4649) : soutient l'amendement n° 145 de M. Michel Inchauspé : harmonisation de la loi du 8 avril 1946 avec la loi du 15 juillet 1980 relative aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur ; soutient l'amendement n° 146 de M. Michel Inchauspé : conséquence de l'amendement n° 145. [5 décembre 1980] : **Après l'Article 23** (p. 4716) : son amendement n° 75 : interdisant aux collectivités publiques d'exiger le versement d'un droit d'entrée ou d'un pas-de-porte pour la location d'immeuble ou de locaux à usage industriel, commercial ou artisanal leur appartenant ; retiré. **Après l'Article 24** (p. 4720) : son amendement n° 3 : mise à la disposition de la commission de la concurrence d'enquêteurs requis par elle ; retiré, repris par le groupe socialiste, puis rejeté ; (p. 4721) : son amendement n° 89 corrigé : possibilité pour les commissions du Parlement de demander l'avis de la commission de la concurrence sur les propositions ou les projets de loi ; rejeté ; (p. 4722) : utilité de la commission de la concurrence pour le Parlement. **Article 25 :** son amendement n° 4 : retiré ; souhaite savoir si le Gouvernement envisage d'augmenter le nombre des sections de la commission de la concurrence ou le nombre des membres de chaque section.

— **Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux en 1981 (n° 2104). Première lecture. Discussion de l'article unique** [11 décembre 1980]. **Article unique** (p. 4842) : problème des baux dont le renouvellement doit intervenir à partir du 1er juillet 1981 ; son amendement n° 5 : sort des baux dont la durée initiale était soit de neuf ans, mais prorogée par voie d'avenant, soit supérieure à neuf ans ; rejeté.

MASQUÈRE (Maurice)

Député de la Haute-Garonne
(6e circonscription)
(S).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1099).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

QUESTIONS

• *questions orales sans débat :*

(n° **917**) : **Protection des productions ovines** [19 mai 1978] (p. 1911, 1912) : s'inquiète de la concurrence des pays tiers et de la réglementation européenne.

— (n° **32711**) : **Industrie des pâtes à papier** [27 juin 1980] (p. 2404) : difficultés du groupement européen de la cellulose ; avenir de l'usine de la Cellulose d'Aquitaine à Saint-Gaudens.

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes actuels de la sécurité sociale** (n° **252**). **Discussion** [24 mai 1978] (p. 2013) : inégalités pesant sur les commerçants et artisans : cotisations d'assurance maladie pour les retraités, remboursement à 50 % du petit risque ; problèmes du financement de l'harmonisation de la protection sociale des artisans et commerçants et des salariés ; nécessité d'une meilleure connaissance des revenus ; problème des charges indues du régime des artisans et commerçants ; (p. 2014) : réforme de l'assiette des cotisations.

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique agricole et débat sur cette déclaration** (n° **790**). **Discussion** [14 décembre 1978] (p. 9468) : problème de l'agriculture de montagne ; zones de montagne de la France pauvre représentant 1/5 du territoire ; inégalité de revenus entre agriculteurs ; bas niveau du revenu moyen d'exploitation en zone de montagne et de piémont du Midi-Pyrénées ; nécessité de faire survivre l'agriculture de montagne ; (p. 9469) : insuffisance des actions engagées pour la montagne ; suppression par la circulaire DIAME de l'aide aux agriculteurs inclus dans un plan de développement et réduction de la subvention permettant d'améliorer les étables de moins de quinze vaches ; incertitude de la définition des zones de piémont ; insuffisance des équipements collectifs et des services ; proposition de développement de l'élevage ; reconnaissance de la qualité des produits par des labels ; définition d'un zonage de POS permettant une solution globale entre tous les demandeurs des zones de montagne.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Jeunesse, sports et loisirs. — III. **Tourisme. Discussion générale** [7 novembre 1980] (p. 3703) : développement du tourisme rural ; création d'un véritable ministère du tourisme doté d'un budget autonome.

Agriculture. — **BAPSA. Discussion générale** [6 novembre 1980] (p. 3677) : situation des salariés agricoles.

MASSON (Jean-Louis)

Député de la Moselle
(2e circonscription)
(RPR).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1100).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre suppléant de la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à la jeunesse [8 juin 1978] (p. 2729), [9 juin 1978] (p. 2762).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à étendre aux départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin l'application des articles L. 316-5 à L. 316-7 du code des communes relatifs à l'exercice, par un contribuable, des actions appartenant à la commune (n° **1644**) [7 mai 1980] (p. 967).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à aménager les dispositions du droit local applicable en Alsace-Lorraine en matière de juridiction prud'homale (n° **1663**) [5 juin 1980].

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean Laurain et plusieurs de ses collègues, relative à l'extension à l'Alsace et à la Moselle des dispositions de la loi n° 79-44 du 18 janvier 1979 portant réforme des conseils de prud'hommes (n° **1448**) [26 juin 1980] (p. 2363).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Henri Ferretti tendant à étendre aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, les dispositions du titre I du Livre V du code du travail relatif aux conseils de prud'hommes (n° **1529**) [26 juin 1980] (p. 2363).

Rapporteur de sa proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la défense des intérêts de l'agriculture et de la sidérurgie françaises au sein de la Communauté économique européenne (n° **1984**) [6 novembre 1980] **(p. 3689).**

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à harmoniser les ressorts des cours d'appel avec l'organisation régionale de la France (n° **2002**) [27 novembre 1980] **(p. 4493).**

Rapporteur de sa proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les possibilités de rénover, de simplifier et de codifier le droit local d'Alsace-Lorraine (n° **2072**) [4 décembre 1980] **(p. 4675).**

DÉPOTS

— **Proposition de résolution** tendant à la **création d'une commission d'enquête parlementaire** sur l'utilisation des **prêts du F.D.E.S.** consentis à la **sidérurgie française,** sur la crédibilité des plans de restructuration de celle-ci et sur le bilan de la politique d'aménagement du territoire dans le bassin sidérurgique de Lorraine (n° **162**) [10 mai 1978].

— **Proposition de loi relative** au vote **des Français établis hors de France** (n° **351**) [7 juin 1978].

— **Proposition de loi organique** visant à interdire certains **cumuls de mandats électifs** (n° **402**) [20 juin 1978].

— **Proposition de loi** tendant à modifier les **ordonnances n^os^ 60-907** du 30 août 1960 et **60-1253** du 29 novembre 1960 relatives aux **bouilleurs de crus** (n° **455**) [22 juin 1978].

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'article 5 de la **loi n° 76-660** du 19 juillet 1976 portant imposition des plus-values et création d'une **taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art de collection et d'antiquité** (n° **607**) [17 octobre 1978].

— **Proposition de loi** tendant à compléter l'article 31 du **code du service national** relatif aux **dispenses des obligations du service national actif** (n° **608**) [17 octobre 1978].

— **Proposition de loi** tendant à compléter l'article 9 III de la **loi n° 73-1229** du 31 décembre 1973 sur la **modernisation des bases de la fiscalité directe locale** (n° **613**) [17 octobre 1978].

— **Proposition de loi** tendant à la création d'une **taxe parafiscale** pour financer l'institut de recherches de la sidérurgie (n° **672**) [14 novembre 1978].

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur le bilan de la politique de **conversion économique et de développement des infrastructures publiques** dans les arrondissements de la **Lorraine du Nord** concernés par la crise de la sidérurgie (n° **834**) [20 décembre 1978].

— **Proposition de loi** tendant à élever à 65 % le taux de la **pension de réversion** accordée au **conjoint survivant** (n° **853**) [20 décembre 1978].

— **Proposition de loi** relative à l'amélioration de la **répartition de la taxe professionnelle** (n° **854**) [20 décembre 1978].

— **Proposition de loi** tendant à **créer une commission de contrôle chargée d'étudier les conditions dans lesquelles sont organisés et**

fonctionnent les services administratifs chargés du contrôle de la sécurité nucléaire (n° **1031**) [2 mai 1979].

— **Proposition de loi** tendant à **compléter l'article 1411 du code général des impôts afin de faire bénéficier d'un abattement sur la taxe d'habitation les personnes âgées de plus de 65 ans et ayant élevé trois enfants et plus** (n° **1080**) [22 mai 1979].

— **Proposition de loi** tendant à **créer une caisse d'aide à l'entretien des édifices culturels dans chacun des départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin** (n° **1087**) [22 mai 1979].

— **Proposition de loi** tendant à **modifier certaines dispositions en matière de sondages d'opinion, d'affichage politique effectué par des organismes publicitaires et de remboursement de certaines dépenses de propagande électorale** (n° **1155**) [19 juin 1979].

— **Proposition de loi** tendant à **compléter l'article 175 du code pénal** (n° **1160**) [19 juin 1979].

— **Proposition de loi** tendant à **créer à Metz une agence nationale contre la pollution de l'air** (n° **1355**) [25 octobre 1979].

— **Proposition de loi** tendant à **créer une taxe parafiscale sur les rejets de chlorure dans le Rhin et ses affluents** (n° **1359**) [25 octobre 1979].

— **Proposition de loi** tendant à **fixer les conditions de détermination du tableau des circonscriptions législatives prévu à l'article 125 du code électoral** (n° **1386**) [7 novembre 1979].

— **Proposition de loi organique** tendant à **modifier l'article L.O. 119 du code électoral** concernant **la composition de l'Assemblée nationale** (n° **1387**) [7 novembre 1979].

— **Proposition de loi** tendant à **assurer l'avenir de l'industrie minière en France par la suppression de charges indues supportées par cette industrie** (n° **1414**) [22 novembre 1979].

— **Proposition de résolution** tendant à la **création d'une commission d'enquête** sur les moyens à mettre en œuvre **pour lutter contre la pollution du Rhin et de la Moselle** par les rejets de chlorure de sodium et de chlorure de calcium (n° **1505**) (18 décembre 1979].

— **Proposition de loi-cadre en faveur de la famille** (n° **1527**) [20 décembre 1979].

— **Proposition de loi** tendant à **étendre aux départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin l'application des articles L 316-5 à L 316-7 du code des communes** relatifs à **l'exercice, par un contribuable, des actions appartenant à la commune** (n° **1644**) [18 avril 1980].

— **Proposition de loi** tendant à **aménager les dispositions du droit local,** applicable en Alsace-Lorraine en matière de juridiction prud'homale (n° **1663**) [25 avril 1980].

— **Proposition de résolution** tendant à la **création d'une commission d'enquête** chargée d'étudier les conditions de **valorisation des ressources minières françaises** (n° **1691**) [7 mai 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1663) tendant à aménager les dispositions du **droit local applicable en Alsace-Lorraine en matière de juridiction prud'homale** (n° **1877**) [27 juin 1980].

— **Proposition de résolution** tendant à la **création d'une commission d'enquête** sur les conditions d'application de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 fixant les **conditions d'accès du public aux documents administratifs** (n° **1940**) [7 octobre 1980].

— **Proposition de loi organique** relative au **remplacement des parlementaires nommés aux fonctions de médiateur** (n° **1941**) [7 octobre 1980].

— **Proposition de loi** tendant à modifier et à **adapter l'article 5 du code rural** tel qu'il résulte de la loi d'orientation agricole n° 80-502 du 4 juillet 1980 (n° **1957**) [8 octobre 1980].

— **Proposition de loi** tendant à modifier le régime juridique des **contrats de travail à durée déterminée** et les **conditions d'emploi des travailleurs intérimaires** (n° **1965**) [8 octobre 1980].

— **Proposition de loi** tendant à la création facultative de **chambres régionales de métiers** (n° **1966**) [8 octobre 1980].

— **Proposition de loi** tendant à autoriser l'**utilisation d'émetteurs radio-électriques utilisant la bande de fréquence de 27 mégahertz** (n° **1967**) [8 octobre 1980].

— **Proposition de loi** tendant à compléter la loi du 15 février 1872, relative au rôle éventuel des **conseils généraux** dans des **circonstances exceptionnelles** (n° **1968**) [8 octobre 1980].

— **Proposition de loi** tendant à modifier les conditions de **démission d'office des conseillers municipaux** ayant cessé de remplir leur mandat (n° **1970**) [8 octobre 1980].

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une commission d'enquête sur la défense des **intérêts de l'agriculture et de la sidérurgie françaises au sein de la Communauté économique européenne** (n° **1984**)

[10 octobre 1980]. **Retrait** de cette proposition de résolution [20 novembre 1980] (p. 4239).

— **Proposition de loi** tendant à créer des **conseils d'arrondissement** (n° **1996**) [23 octobre 1980].

— **Proposition de loi** tendant à harmoniser les **ressorts des Cours d'appel** avec l'**organisation régionale de la France** (n° **2002**) [23 octobre 1980].

— **Proposition de résolution** tendant à la **création d'une commission d'enquête** sur les possibilités de rénover, de simplifier et de codifier le **droit local d'Alsace-Lorraine** (n° **2072**) [19 novembre 1980].

— **Proposition de loi** tendant à introduire au profit des **personnes âgées** des **abattements spécifiques en matière d'impôts locaux** (n° **2085**) [20 novembre 1980].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Situation au Liban** [5 octobre 1978] (p. 5610, 5611) : mesures immédiates envisagées par le Gouvernement français.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **2602**) : **Université de Metz** [23 juin 1978] (p. 3427, 3428) : remise en cause de plusieurs projets, notamment l'INREM et le département de transport et logistique.

— (n° **22506**) : **Indemnisation des réfractaires et des patriotes résistant à l'occupation** [23 novembre 1979] (p. 10677) : des mesures d'indemnisation en faveur des réfractaires et patriotes résistant à l'occupation équivalentes à celles dont bénéficient les « malgré nous » ne peuvent-elles pas êtres prises ? mesures envisagées en faveur des réfractaires à l'annexion de fait ; sentiment d'injustice éprouvé par les patriotes résistant à l'occupation.

— (n° **29213**) : **Création d'un train à grande vitesse Paris-Metz** [18 avril 1980] (p. 561) : création d'une ligne de chemin de fer entre Reims et Metz ; aéroport régional de Lorraine.

— (n° **32207**) : **Conversion industrielle de la Lorraine** [20 juin 1980] (p. 1994) : centre international de transit Garolor ; usine Saviem de Batilly ; institut national de recherches sur les économies de matières à Metz ; projet eurobois ; pôle industriel d'Ennery ; sidérurgie lorraine.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux opérations de la caisse d'amortissement pour l'acier** (n° **563**) **et projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **564**). **Première lecture. Discussion générale commune** [10 octobre 1978] (p. 5873) : déplore l'absence d'un volet économique et social dans le plan du Gouvernement ; région lorraine frappée par près de 75 % des suppressions d'emplois de la sidérurgie ; (p. 5874) : engagements gouvernementaux envers la Lorraine non tenus ; développement de l'usine Renault-Thionville, université de Metz ; charte de redéploiement économique élaborée par les élus lorrains ; trois projets prioritaires : aciérie d'Usinor à Longwy, constructions de la coulée continue nécessaire pour compléter l'aciérie électrique d'Usinor-Thionville, centrale sidérurgique de Richemont ; (p. 5875) : nécessité d'améliorer les infrastructures de communication et les équipements publics dans la région de Metz.

— **Projet de loi modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** (n° **706**). **Première lecture. Discussion des articles** [12 décembre 1978]. **Avant l'Article premier** (p. 9275) : soutient son amendement n° 2 : réévaluation du coefficient correcteur institué pour la répartition des subventions au niveau national au profit des départements d'Alsace et de Lorraine ; (p. 9276) : amendement n° 2 adopté.

— **Projet de loi relatif à l'aide aux travailleurs privés d'emploi** (n° **795**). **Première lecture. Discussion générale** [21 décembre 1978] (p. 9818) : insuffisance de l'incitation à la recherche d'un nouvel emploi dans le système actuel ; impossibilité de trouver de l'embauche dans certaines régions ; (p. 9819) : exemple du bassin sidérurgique lorrain ; responsabilité du Gouvernement ; insuffisance de la politique de conversion industrielle de la Lorraine du nord ; non-réalisation de la voie rapide destinée au désenclavement de Longwy, de l'usine Renault, des filières de développement de l'université de Metz ; responsabilité des pouvoirs publics dans la décision de démantèlement du Nord-Longwy ; critique le choix fait en faveur de la nouvelle aciérie de Neuves-Maisons motivé par des pressions politiques ; responsabilité des parlementaires du sud du département de Meurthe-et-Moselle dans la fermeture des hauts fourneaux d'Usinor-Longwy ; (p. 9820) : projet de loi injuste pour les travailleurs licenciés de la sidérurgie. **Discussion des articles** [21 décembre 1978]. **Après l'Article 9** (p. 9864) : son amendement n° 95 : versement par les grandes sociétés à indemnisation renforcée d'une indemnité différentielle mensuelle à toutes les personnes qu'elles licencieront entre le 1er janvier 1978 et le 31 décembre 1980 ; rejeté.

— **Projet de loi réglementant la publicité extérieure et les enseignes** (n° **582**). **Première**

lecture. Discussion des articles [19 avril 1979]. **Après l'Article 32** (p. 2804) : son amendement n° 1 : inapplication des dispositions de la présente loi à l'affichage public pendant la durée des campagnes électorales ; non soutenu ; son amendement n° 2 : interdisant l'affichage publicitaire payant à caractère politique pendant les campagnes électorales ; non soutenu.

— **Projet de loi relatif au maintien des droits, en matière de sécurité sociale, de certaines catégories d'assurés** (n° **1348**). **Première lecture. Discussion générale** [23 novembre 1979] (p. 10651) : projet de loi portant diverses mesures de financement de la sécurité sociale ayant pour objet d'amputer à nouveau le pouvoir d'achat des salariés ; problème spécifique des régimes spéciaux ; indemnité de raccordement des mineurs de fer ; charges sociales héritées du passé pesant sur les régimes spéciaux : frais de chauffage et de logement des retraités, indemnité de raccordement des ouvriers et des employés techniciens et agents de maîtrise des mines, et retraites anticipées ; remise en cause de la survie des mines françaises ; le statut du mineur ; problème de l'âge statutaire de la retraite des mineurs ; (p. 10652) : charges anormales pesant également sur les mines de charbon nationalisées ; déséquilibre démographique des régimes miniers.

— **Projet de loi instituant l'agence de l'atmosphère et modifiant la loi n° 61-842 du 2 août 1961 relative à la lutte contre les pollutions atmosphériques et les odeurs** (n° **1039**). **Première lecture. Discussion générale** [18 décembre 1979] (p. 12236) : projet de loi résultant d'un long cheminement politico-administratif ; nécessité de doter l'agence de ressources propres par le biais d'une taxe parafiscale ; souhaite que la gestion de l'agence fasse une plus large place aux représentants des collectivités locales et que l'agence soit implantée à Metz ; problème de la date d'installation de l'agence.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** (n° **1681**). **Première lecture. Discussion des articles** [21 juin 1980]. **Après l'article 47** (p. 2105) : son amendement n° 156 : application des articles 316-5 à 316-7 du code des communes dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin, du Haut-Rhin ; adopté.

— **Projet de loi complétant le code de l'organisation judiciaire, partie législative, et donnant force de loi à cette partie du code** (n° **1926**). **Première lecture. Discussion des articles** [9 octobre 1980]. **Après l'Article 12** (p. 2642) : son amendement n° 2 : organisation des cours d'appel ; non soutenu.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice des professions médicales** (n° **1776**). **Première lecture. Discussion des articles** [9 octobre 1980]. **Après l'article 7** (p. 2634) : son amendement n° 2 : régime de la profession de masseur kinésithérapeute ; non soutenu.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral en vue de favoriser la participation des femmes aux élections municipales** (n° **1142**). **Première lecture. Discussion des articles** [20 novembre 1980]. **Après l'article 3** (p. 4203) : son amendement n° 1 : modification de l'article L 121-22 du code des communes ; démission en cas d'absence du conseil municipal ; non soutenu.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **1600**). **Lettre rectificative** (n° **2098**). **Première lecture. Discussion des articles** [5 décembre 1980]. **Après l'Article 23** (p 4688) : son amendement n° 51 : augmentation du taux maximum de la cotisation uniforme au régime d'assurance accidents agricoles en vigueur dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ; adopté. **Après l'Article 45** (p. 4742) : son amendement n° 56 : abattement de 15 % sur la valeur locative afférente à l'habitation principale de chaque contribuable âgé de 65 ans et plus si ce contribuable a élevé trois enfants au plus : devenu sans objet.

MASSON (Marc)

Député de l'Yonne
(1re circonscription)
(UDF).

En remplacement, le 6 mai 1978, de M. Jean-Pierre Soisson, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 mai 1978] (p. 1485, 1513).

S'inscrit au groupe union pour la démocratie française [*J.O.* du 11 mai 1978] (p. 2052).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 13 mai 1978] (p. 2086), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Rapporteur du projet de loi adopté par le Sénat autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République

française et le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (n° 2013) [6 novembre 1980] (p. 3689).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 399), autorisant l'adhésion du Gouvernement de la République française aux protocoles portant quatrième prorogation de la **convention sur le commerce du blé** et de la **convention relative à l'aide alimentaire constituant l'accord international sur le blé de 1971** (n° **460**) [22 juin 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° **588**) autorisant la ratification de la **convention franco-allemande additionnelle à la convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale** du 20 avril 1959 (n° **776**) [7 décembre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° **1474**) autorisant l'approbation de la **convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Corée** tendant à **éviter les doubles impositions** et à **prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôt sur le revenu,** signé à Paris le 19 juin 1979, et celle du protocole signé le même jour (n° **1728**) [22 mai 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° **2013**) autorisant l'approbation d'une convention entre **le Gouvernement de la République française** et le **Gouvernement de la Nouvelle-Zélande** en vue **d'éviter les doubles impositions** et de **prévenir l'évasion fiscale** en matière d'impôts sur le revenu (n° **2093**) [20 novembre 1980].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant l'adhésion du Gouvernement de la République française aux protocoles portant quatrième prorogation de la convention sur le commerce du blé et de la convention relative à l'aide alimentaire constituant l'accord international sur le blé de 1971,** rapporteur de la commission des affaires étrangères. **Première lecture. Discussion générale** [29 juin 1978] (p. 3637) : échec des discussions de la conférence internationale du blé ; nécessité de prolonger d'un an l'arrangement actuel sur le blé ; contenu de l'accord international sur le blé de 1971 : convention sur le commerce du blé, convention sur l'aide alimentaire ; fourniture de 4.226.000 tonnes d'aide alimentaire en blé par an aux pays en voie de développement ; (p. 3638) : part de la France dans l'aide communautaire du fonds européen d'orientation et de garantie agricole, FEOGA : 172.000 tonnes en 1977 ; liens existant entre les discussions relatives à l'accord sur le blé et les négociations engagées dans le cadre de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce ; objectif de l'aide alimentaire : 10 millions de tonnes de céréales par an aux pays en voie de développement ; réunion d'un comité intérimaire par la conférence sur le blé ; avis favorable de la commission des affaires étrangères sur le texte.

— **Discussion de la motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par soixante députés du groupe socialiste le 2 octobre 1978** [4 octobre 1978] (p. 5567) : absence de responsabilité du Gouvernement dans la crise en raison de son caractère international ; nécessité d'une aide accrue de l'Etat aux entreprises.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :* **Justice. Discussion générale** [24 octobre 1978] (p. 6549) : insuffisance du nombre des magistrats, des greffiers et secrétaires de parquets, des surveillants de maisons d'arrêts ; difficultés relatives au droit de plaidoirie en matière pénale en raison de l'obligation faite à la partie civile d'acquitter ses droits parfois non remboursés ; encombrement des juridictions ; nécessité d'une simplification de la procédure ; possibilité d'adopter un délai unique d'appel ; sécurité et autodéfense.

— **Projet de loi relatif à l'obligation de faire connaître les motifs des actes administratifs** (n° **766**). **Première lecture. Discussion des articles** [25 avril 1979]. **Article premier** (p. 3059) : sur l'amendement n° 1 de la commission : impossibilité d'exclure le contrôle de l'opportunité par le juge en cas d'adoption de cet amendement. **Article 2** (p. 3062) : déplore que l'urgence puisse dispenser l'administration de motiver sa décision. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [27 juin 1979]. **Article 8** (p. 5752) : son hostilité à l'amendement n° 7 de M. Alain Richard qui donne un pouvoir exhorbitant au juge des référés.

— **Proposition de loi prorogeant en matière de postulation dans la région parisienne les délais prévus par l'article premier-III de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971** (n° **851**). **Première lecture. Discussion générale** [30 mai

1979] (p. 4433) : craint qu'une prorogation de la période transitoire permettant la multipostulation ne freine le développement des barreaux périphériques.

— **Proposition de loi tendant à compléter l'article 410 du code pénal relatif aux jeux de hasard** (n° **758**). **Première lecture. Discussion des articles** [27 juin 1979]. **Article premier** (p. 5756) : texte contraire à la tendance à la décorrectionnalisation de certaines infractions.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :* **Justice. Discussion générale** [16 novembre 1979] (p. 10201) : effort consenti en faveur des services judiciaires ; encombrement des juridictions ; exemple de la cour de cassation ; nécessité de simplifier et d'unifier les délais ; lenteur des procédures d'instruction de la justice pénale ; nécessité d'une plus grande souplesse dans la nomination et dans les affectations du personnel des greffes et des parquets.

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention franco-allemande additionnelle à la convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959** (n° **588**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des affaires étrangères. **Discussion générale** [21 mai 1980] (p. 1165) : convention additionnelle ne faisant que préciser certaines dispositions de la convention européenne ; exécution de commissions rogatoires ; (p. 1166) : contre l'exception d'irrecevabilité de M. Robert Montdargent.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Corée, tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu signée à Paris le 19 juin 1979, et celle du Protocole signé le même jour** (n° **1474**), rapporteur de la commission des affaires étrangères. **Première lecture. Discussion générale** [26 juin 1980] (p. 2301) : relations économiques franco-coréennes ; investissements français en Corée ; convention s'inspirant du modèle établi par l'OCDE.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :* **Justice. Discussion générale** [5 novembre 1980] (p. 3586) : progression du budget de la justice supérieure à celle du budget de l'Etat ; insuffisance des effectifs de magistrats ; primes allouées aux fonctionnaires des cours et tribunaux et création d'une indemnité de sujétion spéciale ; indemnités allouées aux avocats en cas d'aide judiciaire ; problème de la rémunération des avocats commis d'office ; nécessité de simplifier les procédures.

MASSOT (François)

Député des Alpes-de-Haute-Provence (1re circonscription) (App. S).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1098).

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à prévenir la conduite d'un véhicule sous l'empire d'un état alcoolique [30 juin 1978] (p. 3765).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal [1er juillet 1978] (p. 3803).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant les dispositions du code des communes en vue d'instituer des comités d'hygiène et de sécurité [3 novembre 1978] (p. 7071).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux sociétés d'investissement à capital variable [11 décembre 1978] (p. 9239).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la Cour de cassation [20 décembre 1978] (p. 9773).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature [20 décembre 1978] (p. 9773).

Membre de la commission d'enquête sur les incendies de forêts dans la région méditerranéenne [20 décembre 1979] (p. 3204).

Rapporteur de la proposition de loi constitutionnelle de MM. Jean-Michel Baylet et Michel Crépeau tendant à compléter l'article 34 de la Constitution (n° **1501**) [10 avril 1980] (p. 296).

Membre de la commission spéciale élue pour l'examen de la proposition de résolution n° 1641 portant mise en accusation, devant la Haute Cour de justice, de M. Michel Poniatowski, ministre de l'intérieur du 28 mai 1974 au 30 mars 1977 [24 avril 1980] (p. 1023).

Rapporteur de la proposition de loi de Mme Nicole de Hauteclocque relative à la protection de certains lieux publics contre les auteurs d'attentats aux mœurs ou d'incitation à la débauche (n° **1761**) [19 juin 1980] (p. 1947).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à compléter les articles 334, 334-1 et 335 du code pénal relatifs au délit de proxénétisme (n° **1915**) [9 octobre 1980] (p. 2649).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au contrat d'assurance et aux opérations de capitalisation [*J.O.* du 28 novembre 1980] (p. 2783).

DÉPOTS

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation, et de l'administration générale de la République, sur : I. **La proposition de loi** adoptée par le Sénat (n° **474**) relative au **viol** et aux attentats à la pudeur. — II. **Les propositions de loi** : 1° (n° **271**) tendant à compléter le code pénal et le code de procédure pénale afin de mieux **assurer la répression du crime de viol** ; 2° (n° 273 rectifié) sur la **prévention et la répression du viol**; 3° (n° **441**) relative à la **protection des victimes d'agressions sexuelles et notamment de viol** ; 4° (n° **1233**) tendant à **supprimer les discriminations sexuelles** dans les sanctions de l'attentat à la pudeur (n° **1400**) [14 novembre 1979].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi, adoptée avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 1732), relative à la **répression du viol et de certains attentats aux mœurs** (n° **1816**) [19 juin 1980].

— **Proposition de loi** tendant à compléter les articles 334, 334-1 et 335 du code pénal relatifs au **délit de proxénétisme** (n° **1915**) [30 juin 1980].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1922), relative à la **répression du viol** et de certains **attentats à la pudeur** (n° **2029**) [5 novembre 1980].

Pétitions

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois, en application de l'article 148, alinéas 3 et 6 du règlement, **sur la pétition n° 30** du 27 avril 1978 (n° **469**) [28 juin 1978].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 148, alinéas 3 et 6 du règlement, **sur la pétition n° 35 du 5 juin 1978** (n° **470**) [28 juin 1978].

— **Examen des pétitions n^os^ 1 à 46** par la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [24 octobre 1978] (p. 6573, 6574, 6575, 6576).

— **Examen des pétitions n^os^ 47 à 74** par la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [3 février 1979] (p. 814, 815, 816).

— **Examen des pétitions n^os^ 75 à 96** par la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [21 juin 1979] (p. 5458).

— **Examen des pétitions n^os^ 97 à 107** par la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [14 juillet 1979] (p. 6219).

— **Examen des pétitions n^os^ 103, 108 à 135, 140** par la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [7 mai 1980] (p. 969).

— **Examen des pétitions n^os^ 116, 136 à 139, 141 à 173** par la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [17 octobre 1980] (p. 2869).

— **Examen des pétitions nos 174 à 194** par la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [22 mai 1981] (p. 1625).

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Protestation au sujet d'une émission de radio** [19 décembre 1979] (p. 12312) : communication à M. Hunt, porte-parole de l'Elysée, de la bande d'enregistrement correspondant à l'intervention du MRG sur la politique africaine de la France dans le cadre des émissions « Libre expression » avant sa diffusion.

— **Conseils de prud'hommes** [30 avril 1980] (p. 850) : décrets d'application de la loi du 18 janvier 1979 ; encombrement des conseils de prud'hommes.

— **Défense des libertés** [19 novembre 1980] (p. 4159) : affaire de Broglie ; projet d'assassinat visant de Varga ; écoutes téléphoniques.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **16612**) : **Création du parc national du Mercantour** [1er juin 1979] (p. 4597-4598) : avis défavorable des élus locaux et des collectivités concernées à la création dans le Mercantour d'un parc national ; le Gouvernement tiendra-t-il compte de ces avis comme pour le parc de l'Ariège.

— (n° **32152**) : **Fermeture de la ligne de chemin de fer Digne-Grenoble** [13 juin 1980] (p. 1863) : tourisme de montagne ; concertation avec les élus locaux ; enclavement de son département.

— (n° **38726**) : **Budget du parc du Mercantour** [21 novembre 1980] (p. 4258) : insuffisance des crédits ; recrutement du personnel.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code de procédure pénale en matière d'exécution des peines privatives de liberté** (n° **562**). **Première lecture. Discussion générale** [3 octobre 1978] (p. 5475) : dénonce le caractère répressif du projet improvisé sur la pression des circonstances ; caractère superficiel des mesures d'humanisation prévues dans le projet ; déplore la remise en cause du principe de l'individualisation de la peine ; s'oppose au lien automatique prévu par le projet entre le régime de sûreté et les condamnations excédant dix ans de prison ; s'oppose aux dispositions donnant à des autorités administratives la majorité dans les commissions de l'application des peines.

— **Projet de loi portant modification des dispositions du titre 1er du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes** (n° **321**). **Première lecture. Discussion des articles** [3 octobre 1978]. **Article premier : Article L 511-3 du code du travail** (p. 5520) : son amendement n° 180 : maintien ou création d'un seul conseil de prud'hommes à Paris ; devient sans objet ; [5 octobre 1978] (p. 5614) : son amendement n° 182 soutenu par M. Alain Richard : impossibilité de créer plusieurs circonscriptions de conseil de prud'hommes à Paris ; retiré ; son amendement n° 184 : suppression de la consultation du Conseil de Paris prévue dans l'article 511-3 ; retiré. **Article premier : Article L 513-7 du code du travail** (p. 5657) : soutient l'amendement n° 208 de M. Raymond Forni : respect de la parité même en cas d'effectif incomplet du conseil de prud'hommes. **Article premier : Après l'Article L 514-1 du code du travail** (p. 5660) : soutient l'amendement n° 212 de M. Raymond Forni : protection des conseillers prud'hommes contre le licenciement; soutient l'amendement n° 213 de M. Alain Richard : sanction infligée aux employeurs qui auront entravé le libre exercice des fonctions des conseillers prud'hommes. **Article premier : Article L 514-3 du code du travail** (p. 5662) : soutient l'amendement n° 215 de M. Alain Richard : en cas de non-fonctionnement d'un conseil de prud'hommes, désignation par la cour d'appel d'un autre conseil de prud'hommes. **Article premier : Article L 514-4 du code du travail** (p. 5663) : retire l'amendement n° 216 de M. Raymond Forni : rédactionnel. **Article premier : Article L 514-5 du code du travail** (p. 5664) : soutient l'amendement n° 217 de M. Claude Evin : en cas de dissolution d'un conseil de prud'hommes, compétence d'un autre conseil désigné dans les conditions prévues à l'article L 514-3. **Article premier : Article L 514-13 du code du travail** (p. 5665) : soutient les amendements nos 218, 219 de M. Raymond Forni et 220 de M. Alain Richard : procédure juridictionnelle en cas de refus de service par un conseiller prud'homme. **Article premier : Article L 51-10-1 du code du travail** (p. 5670) : soutient l'amendement n° 224 de M. Alain Richard : supprimant l'obligation pour la commune où est installé un conseil de prud'hommes de fournir un local ; rejeté.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Culture et communication. Discussion générale [18 octobre 1978] (p. 6274) : absence de moyens d'une véritable action culturelle ; (p. 6275) : dégradation de la vie culturelle due à la pénurie de crédits ; non-utilisation des moyens audiovisuels pour faire progresser le niveau culturel général.

Justice. Discussion générale [24 octobre 1978] (p. 6552) : non-réalisation du programme d'action prioritaire « faciliter l'accès à la justice » ; insuffisance de l'aide judiciaire ; inégalité des plaideurs devant la justice ; nécessité d'une réforme profonde de l'accès aux tribunaux et d'une modification de la formation professionnelle des avocats ; son refus de voter le budget.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'institution d'un régime complémentaire d'assurance vieillesse et survivant pour les avocats** (n° 647). **Première lecture. Discussion des articles** [22 novembre 1978]. **Après l'Article 2** (p. 8181) : son amendement n° 6 soutenu par M. Alain Hautecœur : préservation des droits acquis dans les anciens régimes complémentaires ; retiré. **Article 4** *bis* (p. 8183) : soutient l'amendement n° 2 de la commission des lois : pensions de réversion égale au minimum à 60 %. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [19 décembre 1978]. **Article 4** *bis* (p. 9689) : son amendement n° 4 : fixant à 60 % le montant minimum de la pension de réversion du régime de retraite obligatoire des avocats ; rejeté.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la Cour de cassation** (n° 323). **Première lecture. Discussion des articles** [22 novembre 1978]. **Article 2 : Article L 131-3 du code de l'organisation judiciaire** (p. 8186) : son amendement n° 4 : compétence du premier président de la cour de cassation pour demanedr le renvoi ; rejeté ; son amendement n° 5 : conséquence de l'amendement n° 4 ; devient sans objet.

— **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers et portant création de l'office national d'immigration** (n° 922). **Première lecture. Discussion générale** [29 mai 1979] (p. 4253) : contradiction entre une politique étrangère favorable aux droits de l'homme et au développement du Tiers-Monde et la politique menée à l'égard des étrangers en France ; départ des immigrés ne constituant pas une solution aux problèmes des Français ; restriction des conditions d'entrée en France ; impossibilité de régulariser *a posteriori* les situations clandestines ; expulsion devenant une pratique de droit commun ; (p. 4254) : généralisation de l'exécution forcée des décisions administratives frappant les étrangers ; suspicion jetée par l'exposé des motifs du projet sur l'activité des organismes luttant pour le respect des droits de l'homme.

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature** (n° 1301). **Première lecture. Discussion des articles** [11 octobre 1979]. **Article 3** (p. 8107) : vote hostile du groupe socialiste sur l'article 3. **Article 9** (p. 8108) : soutient l'amendement n° 47 de M. Alain Richard : alignement des règles de recrutement posée à l'article 9 sur celles prévues pour l'ENA ; adopté ; la volonté du Gouvernement de diversifier les expériences et les formations des futurs magistrats ; estime justifié que le diplôme exigé pour le concours soit le même que celui du concours de l'ENA ; soutient l'amendement n° 39 de M. Raymond Forni : suppression de l'exigence de titularisation pour les fonctionnaires et agents publics. **Avant l'Article 10** (p. 8114) : son amendement n° 41 : accès des assistants des UER de droit à la magistrature par le recrutement latéral ; retiré. **Article 14** (p. 8116) : soutient l'amendement n° 42 de M. Raymond Forni : parité dans la composition de la commission d'avancement ; favorable aux propositions de l'article 14 et hostile à l'amendement n° 25 de la commission : maintien du système actuel de désignation des membres de la commission d'avancement. **Article 13** (p. 8120) : s'oppose à l'amendement n° 24 de la commission : réduction de la composition de la commission d'avancement lorsque celle-ci procède à des opérations de classement ; désignation par tirage au sort de ses membres magistrats qui comporte un durcissement du projet ; le tirage au sort est un mode de désignation anti-démocratique et la composition proposée aboutit au déséquilibre en faveur des personnels désignés et au détriment des magistrats. **Article 23** (p. 8122) : soutient l'amendement n° 43 de M. Alain Richard : prorogation du recrutement latéral pour cinq ans ; soutient l'amendement n° 44 de M. Raymond Forni : réduction au dixième du pourcentage prévu pour le recrutement latéral. **Article 24** (p. 8124) : transforme l'amendement n° 45 de M. Alain Richard en sous-amendement à l'amendement n° 12 du Gouvernement : suppression des épreuves sur titre et sur travaux dans les concours exceptionnels ; rejeté ; soutient l'amendement n° 48 de M. Alain Richard : alignement des diplômes nécessaire pour se présenter au concours exceptionnel sur les règles applicables pour l'entrée à l'ENA ; propose de modifier la nature du concours de recrutement des magistrats au deuxième groupe du deuxième grade. **Article 25** (p. 8125) : soutient l'amendement n° 46 de

M. Raymond Forni : réduction de moitié du nombre des postes qui pourront être pourvus annuellement par le recrutement à titre exceptionnel. **Article 32** (p. 8127) : exprime son accord avec l'article 32 du projet et son opposition à l'amendement de suppression n° 36 de la commission. **Explications de vote** (p. 8127) : vote hostile du groupe socialiste sur le projet de loi.

— **Deuxième lecture. Discussion des articles** [16 avril 1980]. **Article premier** (p. 436) : son amendement n° 29 : suppression de l'article premier ; rejeté. **Article 2** (p. 438) : son amendement n° 30 : devient sans objet ; (p. 439) : possibilité de nommer les magistrats en surnombre. **Article 4** : son amendement n° 31 ; devient sans objet. **Article 9** (p. 442) : son amendement n° 33 : application de l'article 9 aux agents non titulaires de la fonction publique ; adopté ; (p. 443) : son amendement n° 34 : fixant au un sixième du nombre des auditeurs recrutés par concours le nombre d'auditeurs de justice nommés directement ; rejeté. **Article 14** (p. 446) : son amendement n° 37 : faisant disparaître de la commission d'avancement le directeur des affaires civiles et du sceau et le directeur des affaires criminelles et des grâces ; rejeté. **Article 6 précédemment réservé** (p. 450) : son amendement n° 32 devient sans objet. **Article 24** (p. 462) : son amendement n° 39 : recrutement exceptionnel de magistrats par concours sur épreuves ; rejeté ; (p. 464) : son amendement n° 40 portant à quatre mois la durée du stage professionnel dans la magistrature pour les personnes recrutées en cours de vie professionnelle ; rejeté. **Article 36** (p. 467) : son amendement n° 43 : possibilités de stages dans une juridiction pour les futurs avocats : devient sans objet. **Troisième lecture. Discussion des articles** [24 juin 1980]. **Article 2** (p. 2197) : soutient l'amendement n° 1 de M. Alain Richard ; magistrats volants ; indépendance de la magistrature ; conseil constitutionnel. **Article 14** (p. 2199) : son amendement n° 4 : excluant de la commisison d'avancement le directeur des affaires civiles et du sceau et le directeur des affaires criminelles et des grâces ; rejeté. **Article 24** (p. 2204) : son amendement n° 6 : organisation d'un recrutement exceptionnel dans la magistrature par un concours sur épreuves et non sur titres ; rejeté ; son amendement n° 7 : fixant à quatre mois la durée du stage rémunéré à l'Ecole nationale de la magistrature des candidats admis aux concours exceptionnels ; rejeté.

— **Proposition de loi relative à la détermination du ressort de certains conseils de prud'hommes** (n° **1222**). **Première lecture. Discussion de l'article unique** [12 octobre 1979]. **Article unique** (p. 8221) : s'oppose à la proposition de loi qui remet en cause la loi instituant un conseil de prud'hommes par ressort de tribunal de grande instance : vote hostile du groupe socialiste.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique familiale** (n° **1408**). **Discussion** [22 novembre 1979] (p. 10532) : politique familiale du Gouvernement marquée par l'improvisation et le saupoudrage de mesures fragmentaires ; existence d'un plafond de ressources pour les prestations familiales transformant la compensation des charges en une politique d'assistance inacceptable ; détérioration continue des allocations familiales ; crise démographique.

— **Propositions de loi relatives au viol et aux attentats à la pudeur** (n^{os} **474, 271, 273 rectifié, 441 et 1233** (rapport n° **1400**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [11 avril 1980] (p. 323) : droit romain ; code pénal de 1810 ; définition juridique du viol ; jurisprudence ; compétence juridictionnelle ; associations féminines ; propositions de loi déposées au Sénat et à l'Assemblée ; (p. 324) : définition et répression du viol ; procédure pénale ; circonstances aggravantes ; viol collectif ; décriminalisation de l'attentat à la pudeur sans violence ; homosexualité ; échelle des peines ; (p. 325) : procédure pénale ; levée du secret médical ; droit de recours des associations ; huis clos. **Discussion des articles** [11 avril 1980]. **Avant l'Article premier** (p. 333) : amendement n° 1 de la commission : suppression de l'intitulé « chapitre premier, répression du viol et de l'attentat à la pudeur » ; adopté. **Article premier** (p. 334) : amendement n° 2 rectifié de la commission : définition du viol ; adopté ; (p. 335) : amendement n° 3 de la commission : punissant le viol de dix à vingt ans de réclusion criminelle ; adopté par scrutin public ; (p. 336) : amendement n° 4 de la commission : amendement de conséquence ; adopté ; (p. 337) : cas de la grossesse, circonstance aggravante ; (p. 338) : amendement n° 5 de la commission : formel ; retiré ; amendement n° 6 de la commission : amendement de conséquence ; adopté ; amendement n° 7 de la commission : attentat à la pudeur, notion de surprise ; adopté ; (p. 339) : amendement n° 8 de la commission : notion de contrainte ou de surprise ; retiré ; (p. 340) : amendement n° 9 de la commission : délit d'acte impudique avec un individu mineur du même sexe ; adopté par scrutin public ; (p. 342) : amendement n° 10 de la commission : amendement d'harmonisation ; adopté ; amendement n° 11 de la commission : amendement d'har-

monisation ; adopté. **Avant l'Article 3** (p. 343) : amendement n° 12 de la commission : amendement de conséquence ; adopté. **Article 3** : levée du secret médical. **Après l'Article 3** (p. 345) : certificat médical tenant lieu de plainte ; principes généraux du droit pénal. **Article 4** : droit de certaines associations de se porter partie civile ; (p. 347) : amendement n° 13 de la commission : objet des associations pouvant se porter partie civile ; retiré ; (p. 348) : amendement n° 14 de la commission ; retiré ; amendement n° 15 de la commission : permettant aux associations de se constituer partie civile seulement si la victime elle-même s'est constituée partie civile ; rejeté. **Article 5** (p. 349) : amendement n° 16 de la commission : rédactionnel ; retiré. **Après l'Article 5** : amendement n° 17 de la commission : interdisant la divulgation du nom de la victime dans une affaire de viol si elle n'a pas donné son accord ; adopté ; (p. 350) : cas des mineurs. **Titre** (p. 351) : amendement n° 18 de la commission : nouvelle rédaction du titre: proposition de loi relative à la répression du viol et de certains attentats aux mœurs ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [24 juin 1980] (p. 2219) : définition légale du viol ; échelle des peines criminelles ; circonstances aggravantes constituées par l'état de grossesse : répression pénale de l'homosexualité ; accueil hospitalier des victimes ; mesures éducatives en cas d'agressions commises par des mineurs ; (p. 2220) : délit d'acte impudique ou contre nature commis sur un individu du même sexe. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2221) : amendement n° 1 de la commission : définition du viol, incrimination criminelle du viol ; adopté avec modification ; (p. 2222) : amendement n° 2 de la commission : état de grossesse constituant une circonstance aggravante du viol ; adopté ; amendement n° 3 de la commission : amendement de conséquence ; adopté ; amendement n° 4 de la commission : délit d'acte impudique ou contre nature commis sur un individu mineur du même sexe ; adopté. **Article premier *bis*** (p. 2226) : amendement n° 5 de la commission : mesures éducatives à l'égard des mineurs coupables de viol ; rejeté. **Article 3 *bis*** : amendement n° 6 de la commission : accueil hospitalier des victimes ; rejeté par scrutin public.

— **Troisième lecture. Discussion générale** [19 novembre 1980] (p. 4171) : divergences de détail subsistant entre le Sénat et l'Assemblée nationale ; qualification du crime de viol ; délit d'homosexualité ; rédaction de l'article 332 du code.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier les articles 65 et 66 de la loi n° 67-563 du 13 juillet 1967 sur le règlement judiciaire, la liquidation de biens, la faillite personnelle et les banqueroutes (n° 1481). Première lecture. Discussion générale** [18 avril 1980] (p. 569) : octroi d'un superprivilège aux fournisseurs, aux autres créanciers chirographaires ou privilégiés et par rapport à l'État pénalisé dans le recouvrement des impôts directs et indirects ; (p. 570) : entreprises en difficultés ; abstention du groupe socialiste. **Discussion des articles** [18 avril 1980]. **Après l'Article premier** (p. 572) : diminution de la masse de la faillite ; coût pour le fisc.

— **Projet de loi tendant à instituer des mesures de prévention des difficultés dans les entreprises** (n° 974). **Première lecture. Discussion des articles** [13 mai 1980]. **Avant l'Article premier** (*suite*) (p. 1025) : soutient le sous-amendement n° 107 de M. Alain Hautecœur à l'amendement n° 1 rectifié de la commission ; rejeté ; (p. 1027) : révision périodique du capital des sociétés. **Titre** (p. 1036) : soutient l'amendement n° 115 de M. Alain Hautecœur : retiré. **Article 9. Seconde délibération** (p. 1040) : procédure d'alerte externe ; possibilité pour le commissaire aux comptes d'alerter le président du tribunal de commerce.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** (n° 1681). **Première lecture. Discussion générale** [12 juin 1980] (p. 1809) : pulsions irréfléchies de l'opinion publique ; sentiment d'insécurité et analyse de la violence ; (p. 1810) : réfute les arguments tirés du laxisme des juges et de l'accroissement de la criminalité ; permission de sortir ; libération conditionnelle ; rapport du comité d'études sur la violence ; atteinte aux libertés individuelles ; droit de la défense et pouvoirs du parquet ; (p. 1811) : répression des mouvements sociaux et revendicatifs ; inégalité devant la justice. **Discussion des articles** [19 juin 1980] : **Article 7** (p. 1919) : soutient l'amendement n° 348 de M. Philippe Marchand : rejeté par scrutin public ; (p. 1919) : répression du racket. **Article 8** (p. 1935) : son amendement n° 275 : conditions de réalisation de la menace ; rejeté au scrutin public ; nécessité d'exclure du champ d'application de l'article 8 les menaces d'atteinte aux biens ; [20 juin 1980] : **Article 9 : Article 309 du code pénal** (*suite*) (p. 1962) : son amendement n° 276 : définition des coups et blessures volontaires ; adopté ; (p. 1969) : son amendement n° 278 : circonstances aggravantes et liens d'adoption ; adopté ; (p. 1971) : son amendement n° 279 : suppression de la circonstance aggravante résultant de la commission des infractions en réunion : rejeté ; (p. 1972) : son amendement n° 280 : agression de nuit constitutive d'une circonstance aggravante ; rejeté ; (p. 1974) : contradiction

entre les amendements n° 63 et n° 69 de la commission. **Article 310 du code pénal** (p. 2019) : son amendement n° 288 : définition des lésions occasionnées par les violences ou voies de fait ; non soutenu ; son amendement n° 281 : de coordination ; non soutenu ; son amendement n° 282 : suppression de la circonstance aggravante résultant de la commission en réunion des infractions ; non soutenu ; (p. 2020) : son amendement n° 283 : suppression de la circonstance aggravante résultant de la réalisation de l'infraction de nuit ; non soutenu. **Article 311 du code pénal** (p. 2020) : son amendement n° 290 : coordination ; non soutenu ; son amendement n° 284 : rédactionnel ; non soutenu ; (p. 2021) : son amendement n° 285 : suppression de la circonstance aggravante résultant de la commission des infractions en réunion ; non soutenu ; son amendement n° 286 : suppression de la circonstance aggravante résultant de la commission de l'infraction de nuit ; non soutenu. **Article 10** : son amendement n° 292 : nature des lésions ; non soutenu. **Article 434 du code pénal** (p. 2038) : son amendement n° 310 corrigé : suppression de la circonstance aggravante de réunion ; non soutenu ; son amendement n° 311 : suppression de la notion d'intrusion ; non soutenu ; son amendement n° 312 : supprimant la circonstance aggravante tirée de la commission du délit par effraction ou intrusion dans un lieu de travail ; non soutenu. **Article 435 du code pénal** (p. 2039) : son amendement n° 324 : rédactionnel ; non soutenu ; son amendement n° 325 : supprimant la disposition permettant de réprimer la destruction par une personne de son propre bien ; non soutenu ; son amendement n° 314 : rédactionnel ; non soutenu ; son amendement n° 316 : précisant l'incrimination du délit sanctionné par l'article 435 du code pénal ; non soutenu ; son amendement n° 367 : incrimination plus précise du délit sanctionné par l'article 435 : non soutenu ; son amendement n° 317 : diminution des sanctions prévues par l'article 435 ; non soutenu ; son amendement n° 368 : suppression de la circonstance aggravante de réunion ; non soutenu. **Article 5 précédemment réservé** (p. 2048) : son amendement n° 328 : suppression de l'article 5 ; non soutenu ; [21 juin 1980] : **Article 32** (p. 2085) : son sous-amendement n° 487 à l'amendement n° 126 de la commission : mandat de dépôt décerné par le tribunal si la peine prononcée est au moins d'une année d'emprisonnement ; non soutenu ; son sous-amendement n° 491 à l'amendement n° 126 de la commission : possibilité d'appel contre la décision du juge de placer le prévenu en détention provisoire ; non soutenu. **Article 45** (p. 2098) : son amendement n° 460 : suppression de l'article 45 ; non soutenu. **Après l'Article 45** (p. 2099) : son amendement n° 461 : procédure d'expulsion ; non soutenu ; (p. 2100) : son amendement n° 462 : extradition ; non soutenu. **Article 52** (p. 2110) : son amendement n° 196 : obligation d'un avertissement écrit pour contraindre une personne étrangère au procès pénal à comparaître ; non soutenu. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [18 décembre 1980] (p. 5019) : projet marquant la fin d'une certaine conception des droits et des libertés en France ; violence politique du Gouvernement en France ; explusion de Simon Malley ; affaire Delpey ; affaire de Broglie ; diminution de la grande criminalité ; pas de laxisme des magistrats ; (p. 5020) : lenteur de la justice résultant de l'insuffisance des effectifs des magistrats ; opposition des magistrats au projet ; texte contraire à la Constitution et à la convention européenne des droits de l'homme. **Discussion des articles. Article 21 B** (p. 5047) : problème de la garde à vue non abordé en première lecture à l'Assemblée ; s'oppose à l'amendement n° 1 rectifié du Gouvernement qui prévoit une réduction de la durée de la garde à vue en l'assortissant d'une suppression des garanties données par le texte de la commission mixte paritaire ; suppression de l'examen systématique par un médecin de la personne arrêtée ; demande un vote par division sur l'amendement n° 1 rectifié.

— **Discussion des conclusions du rapport (n° 1938) sur la proposition de loi tendant à permettre la révision des conditions et charges apposées à certaines libéralités (n° 951). Première lecture. Discussion des articles** [8 octobre 1980]. **Article premier : Article 900-5 du code civil** (p. 2613) : son amendement n° 1 : portant à vingt ans le délai au-delà duquel la demande de révision est acceptable ; rejeté ; son amendement n° 2 : faisant courir le délai de dix ans à compter de la mort du testateur pour les legs et à compter du jour de l'acceptation de la donation pour les donations ; rejeté.

— **Projet de loi de finances pour 1981 (n° 1933). Première lecture.** *Deuxième partie :*

Justice. Discussion générale [5 novembre 1980] (p. 3585) : budget des prisons et de la répression non de la justice ; insuffisante majoration du plafond d'obtention de l'aide judiciaire ; (p. 3586) : résultat décevant des conciliateurs ; nécessité d'étendre aux cours d'appel la fusion entre avoués et avocats ; pas de création d'emploi pour les personnels de greffe ; insuffisance des effectifs de magistrats dans les Alpes-de-Haute-Provence.

— **Projet de loi modifiant l'article premier de la loi n° 891 du 28 septembre 1942 réglementant l'exercice de la profession de directeur et de gérant d'agences privées de recherches** (n° 927). **Deuxième lecture.**

Discussion des articles [19 novembre 1980]. **Article premier** (p. 4169) : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Didier Julia tendant à exiger que les dirigeants d'agences soient âgés de vingt-cinq ans au moins et titulaires d'un diplôme équivalent au BEPC. **Explications de vote** [19 novembre 1980] (p. 4171) : nécessité de doter la profession d'un statut ; abstention du groupe socialiste.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à faciliter le crédit à court terme aux entreprises** (n° **1893**). **Première lecture. Discussion des articles** [11 décembre 1980]. **Article 2** (p. 4848) : problème de la mention de créances émanant de plusieurs débiteurs sur un seul bordereau.

— **Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux en 1981** (n° **2104**). **Première lecture. Discussion générale** [11 décembre 1980] (p. 4840) : incohérence d'une politique de libération des prix et de limitation des loyers commerciaux. **Discussion de l'article unique** [11 décembre 1980]. **Article unique** (p. 4841) : son amendement n° 4 : fixation à 2,45 du coefficient de majoration plafond du loyer des baux renouvelés en 1981 ; adopté.

MASSOUBRE (Jean-Louis)

Député de la Somme
(2e circonscription)
(RPR).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). *Deuxième partie :*

Education. Première lecture. Discussion générale [13 novembre 1978] (p. 7495) : place privilégiée accordée à l'enseignement professionnel et technique ; (p. 7496) : absence d'établissement technique dans la deuxième circonscription de la Somme ; report par le préfet de la réalisation de la deuxième tranche des travaux de construction du lycée d'enseignement professionnel de Montdidier ; nécessité de réaliser les lycées d'enseignement professionnel de Roye et de Corbie.

MATHIEU (Gilbert)

Député de la Côte-d'Or
(4e circonscription)
(UDF).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1099).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 17 novembre 1979] (p. 2857).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 17 novembre 1979] (p. 2857), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre titulaire de la commission nationale d'urbanisme commercial [27 avril 1978] (p. 1430), [28 avril 1978] (p. 1444).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Anciens combattants. Discussion générale [24 octobre 1978] (p. 6506) : pension des veuves de guerre ; délivrance de la carte de combattant aux anciens d'Afrique du Nord ;

indexation des pensions ; (p. 6507) : progression de la retraite mutualiste par rapport à celle des rentes viagères ; expérience du nouveau carnet de soins gratuits ; attribution de la croix de la Légion d'honneur aux anciens de 1914-1918 ; le 8 mai.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [19 octobre 1979] : **Après l'Article 4** (*suite*) (p. 8504) : propositions communistes allant à l'encontre des intérêts des jeunes agriculteurs. **Après l'Article 8** (p. 8568) : souhaite le rétablissement du privilège des bouilleurs de cru permettant seul de régler définitivement le problème ; [20 octobre 1979] : **Article 13** (p. 8629) : article 13 contraire au principe de non-rétroactivité de la loi ; (p. 8630) : rupture brutale des engagements pris par l'Etat pour favoriser certains secteurs économiques ; remise en cause de la loi Serot ; se prononce pour la suppression de l'article ; (p. 8640) : s'oppose à la rétroactivité du texte pour les donations-partages. **Article 14** (p. 8641) : condamne la rétroactivité prévue à l'article 14 ; critique les âges retenus dans l'article 14 ; intérêt de la pratique des donations-partages qui constitue un mode privilégié de transmission des petites entreprises ; faiblesse des recettes prévues à l'article 14.

Deuxième partie :

Anciens combattants. Discussion générale [14 novembre 1979] (p. 10034) : problème relatif aux anciens combattants de l'Afrique du Nord ; publication des listes des unités combattantes ; assouplissement de la procédure exceptionnelle ; bénéfice de la campagne double ; présomption d'origine ; pension des veuves ; problème des ascendants ; absence de réponse donnée aux demandes concernant les emplois réservés aux orphelins de guerre ; majoration de la retraite mutualiste ; absence de mesures nouvelles ; l'entretien des nécropoles nationales ; (p. 10035) : le problème du rapport constant ; l'éventuel projet relatif aux droits acquis des anciens combattants et victimes de guerre ; commémoration du 8 mai ; octroi de la Légion d'honneur aux anciens combattants de 1914-1918.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1979** (n° **1397**). **Discussion des articles** [3 décembre 1979]. **Article 11** (p. 11141) : soutient son amendement n° 40 : suppression de l'article 11 ; adopté ; augmentation des cotisations des exploitants agricoles ; charges représentées par les cotisations sociales agricoles ; (p. 11142) : condamne le système du revenu cadastral.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [21 octobre 1980]. **Avant l'Article 3** (p. 2884) : soutient le sous-amendement n° 167 de M. Héraud à l'amendement n° 64 rectifié du Gouvernement : extension à l'agriculture de l'incitation fiscale à l'investissement.

Deuxième partie :

Anciens combattants. Discussion générale [14 novembre 1980] (p. 3926) : conclusion de la commission tripartite ; conditions d'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants d'Afrique du nord ; situation des veuves titulaires de pension à l'indice 500 ; loi du 2 janvier 1978 ; relèvement du plafond de la retraite mutualiste du combattant ; conditions d'attribution du titre d'interné résistant aux évadés de France internés en Espagne.

MATON (Albert)

Député du Nord
(22e circonscription)
(C).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des formes armées [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à permettre le **développement des pharmacies mutualistes** et le respect des libertés des mutualistes (n° **520**) [1er juillet 1978].

MATTEOLI (Jean)

Ministre du travail et de la participation.

NOMINATIONS

Ministre du travail et de la participation (troisième Gouvernement de M. Raymond

Barre). Décret du 8 novembre 1979 [*J.O.* du 9 novembre 1979] (p. 2775).

Fin de ses fonctions de ministre du travail et de la participation (troisième Gouvernement de M. Raymond Barre). Décret du 13 mai 1981 [*J.O.* du 14 mai 1981] (p. 1379).

DÉPOTS

— **Projet de loi relatif à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes** (n° **2248**) [2 avril 1981].

— **Projet de loi** portant prise en charge par l'Etat de la moitié des **cotisations sociales** de base incombant aux employeurs embauchant comme personnel d'encadrement certains salariés privés d'emplois (n° **2267**) [2 avril 1981].

QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement de :

— **M. François Mitterrand : Conflit à l'entreprise Alsthom de Belfort** [14 novembre 1979] (p. 10008, 10009) : efforts vains de négociation entre partenaires sociaux depuis le 5 octobre, d'où nomination d'un membre de l'inspection générale du travail qui doit formuler ses propositions dans un délai d'une semaine maximum ; elles seront présentées aux parties sous la forme d'une recommandation ministérielle qui sera publiée.

— **M. Louis Mermaz : Conflit à l'entreprise Rhône-Poulenc de Pont-de-Claix** [14 novembre 1979] (p. 10009) : grève d'une minorité de salariés bloquant le fonctionnement de cette usine ; la direction estime que les revendications des salariés ne sont pas recevables ; efforts vains de l'inspection du travail ; examen du conflit envisagé par la commission régionale de concertation de Grenoble.

— **M. Marcel Houel : Licenciement de délégués du personnel aux établissements Berliet de Vénissieux** [14 novembre 1979] (p. 10010) : mouvements de protestation contre les réductions d'effectifs dans les diverses unités de cette société dues à la réduction du marché du poids lourd français et aux difficultés pour notre industrie à demeurer compétitive ; séquestration de deux cadres par les délégués licenciés.

— **Mme Paulette Fost : Conflit à l'entreprise Alsthom de Saint-Ouen** [14 novembre 1979] (p. 10011) : la liberté du travail n'est pas un vain mot ; violences à l'intérieur d'une entreprise ou vol de pièces relèvent de la loi.

— **M. Jean Briane : Information sur les élections aux conseils de prud'hommes** [14 novembre 1979] (p. 10014) : succès de la campagne d'information de juin et juillet dernier puisque plus de treize millions d'inscrits sur les listes électorales ; nouvelle campagne d'information pour inciter les électeurs à voter ; demande adressée par le Premier ministre aux présidents de société et de radio pour que les organisations patronales et syndicales aient accès aux antennes.

— **M. Jack Ralite : Revendications des travailleurs du groupe Alsthom** [21 novembre 1979] (p. 10458) : présence d'armes et d'éléments incontrôlés dans l'usine Alsthom de Belfort révélée par une délégation de l'entreprise et de la population belfortaine ; conclusions proposées aux intéressés du conflit de l'usine de Belfort par un chargé de mission ; mais cette procédure exceptionnelle non applicable pour les revendications des autres usines du groupe.

— **M. Gérard Bapt : Situation des journalistes de Sud-Radio** [7 mai 1980] (p. 928).

— **M. Louis Besson : Licenciements en Savoie** [8 octobre 1980] (p. 2604) : entreprise Cincinnati-Sacomat à Saint-Alban-Leysse près de Chambéry.

— **M. Alain Léger : Discriminations salariales à la société Essilor** [8 octobre 1980] (p. 2607) : condamnation de cette société pour discriminations salariales entre deux établissements soumis à la même convention collective ; respect de l'égalité des salaires entre les hommes et les femmes.

— **M. Bernard Deschamps : Sanction contre un ingénieur de Novatome** [8 octobre 1980] (p. 2606) : sanction prise contre M. Claude Aufort pour absences irrégulières ; affaire strictement judiciaire.

— **Mme Colette Goeuriot : Liberté de l'information et libertés dans les entreprises** [12 novembre 1980] (p. 3760) : garantie par la loi des libertés dans les entreprises.

• *questions orales sans débat de :*

— **Mme Paulette Fost** (n° **39100**) **: Emploi dans la confection** [28 novembre 1980] (p. 4511, 4512) : concurrence des pays industrialisés et des pays en voie de développement ; indemnisation des salariés en chômage partiel ; programme en faveur du développement du textile et de l'habillement ; application des accords internationaux ; respect des conditions équilibrées de concurrence ; contrat de développement ; prêt participatif public.

— **M. Alain Madelin** (n° **40262**) **: Chômeurs non indemnisés** [19 décembre 1980] (p. 5103-5104) : augmentation de la durée d'indemnisation par la loi du 16 janvier 1979

et l'accord du 27 mars 1979 ; secours individuels ; formation ou aide pour faciliter la reconversion ; mission confiée à M. Oheix, conseiller d'Etat, sur la pauvreté, la précarité et le chômage de longue durée ; enquête de l'UNEDIC ; protection sociale ; loi du 28 décembre 1979 ; assurance personnelle.

INTERVENTIONS

— **Discussion, après déclaration d'urgence, des conclusions du rapport** (n° 1640) **de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et la gestion des entreprises** (n° **1167**). **Première lecture. Discussion générale** [23 avril 1980] (p. 652) : référence au général de Gaulle ; concertation entre l'Assemblée et le Gouvernement ; participation des cadres ; participation des agents de maîtrise ; exemples du Japon et de la RFA ; (p. 653) : montant de la réserve de participation. **Discussion des articles** [23 avril 1980]. **Article 3** (p. 653) : soutient l'amendement n° 3 du Gouvernement : rédactionnel ; adopté ; (p. 655) : soutient l'amendement n° 4 du Gouvernement : formel ; adopté. **Après l'Article 5 :** soutient l'amendement n° 5 du Gouvernement : régime fiscal des droits créés en application des articles 4 et 5 ; adopté ; soutient l'amendement n° 6 du Gouvernement : provision pour investissement des entreprises pratiquant l'actionnariat ; adopté. **Article 7** (p. 659) : soutient l'amendement n° 76 du Gouvernement : réduction du délai prévu à l'article 7 ; adopté. **Article 9** (p. 660) : soutient l'amendement de suppression n° 10 du Gouvernement ; adopté. **Après l'Article 11** (p. 661) : soutient le sous-amendement du Gouvernement à l'amendement n° 69 de M. Michel Aurillac ; adopté. **Après l'Article 15** (p. 662) : soutient l'amendement n° 18 du Gouvernement : définition des salariés bénéficiaires ; adopté ; soutient l'amendement n° 22 du Gouvernement : conditions de déblocage des droits à participation ; adopté ; soutient l'amendement n° 26 du Gouvernement : actualisation du plafond limitant l'abondement que les entreprises sont autorisées à verser chaque année à chacun de leurs salariés participant au plan d'épargne ; adopté ; soutient l'amendement n° 27 du Gouvernement : institution d'un fonds commun particulier pour l'actionnariat ; retiré ; (p. 663) : soutient l'amendement n° 28 rectifié du Gouvernement : amendement de cohérence ; adopté ; soutient l'amendement n° 30 rectifié du Gouvernement : suppression de l'obligation de mise au nominatif des titres acquis par les salariés dans le cadre de la loi du 27 décembre 1973 ; adopté ; soutient l'amendement n° 31 du Gouvernement : actualisation du montant de l'épargne investi en actions de l'entreprise exonérées d'impôt ; adopté ; (p. 664) : soutient l'amendement n° 32 du Gouvernement : fiscalité applicable aux actions ; adopté ; soutient l'amendement n° 34 du Gouvernement : exonération des augmentations de capital effectuées dans le cadre des dispositions relatives à la participation ; adopté ; soutient l'amendement n° 35 du Gouvernement : droit de vote des détenteurs de parts des fonds communs de placement ; adopté. **Article 16 : Article 208-22 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966** (p. 665) : soutient l'amendement n° 36 du Gouvernement : clause de sortie suppression n° 39 du Gouvernement ; adopté. **Article 208-26 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 :** soutient l'amendement n° 37 du Gouvernement : dépôt des actions distribuées ; adopté ; soutient l'amendement n° 78 du Gouvernement : amendement de cohérence ; adopté. **Article 208-27 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 :** soutient l'amendement de suppression n° 39 du Gouvernement : adopté : **Article 208-28 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966** (p. 666) : soutient l'amendement de suppression n° 40 du Gouvernement : adopté. **Après l'Article 17 :** soutient l'amendement n° 41 rectifié du Gouvernement : avantages fiscaux applicables à la société d'actionnariat salarié ; adopté. **Article 20 : Article L 444-1 du code du travail** (p. 668) : soutient l'amendement n° 42 du Gouvernement : suppression de l'élection des représentants des salariés au conseil d'administration ; adopté. **Article L 444-5 du code du travail** (p. 669) : soutient l'amendement n° 43 du Gouvernement : terme du mandat des représentants du personnel d'encadrement au conseil d'administration ou au conseil de surveillance ; rejeté. **Article 28** (p. 672) : soutient l'amendement n° 44 du Gouvernement : mesures de financement des dispositions de la proposition de loi ; adopté au scrutin public. **Article 29 :** soutient l'amendement de suppression de l'article 29 n° 45 du Gouvernement ; rejeté. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [27 juin 1980] (p. 2440) : représentation des cadres dans le conseil de surveillance et dans le conseil d'administration ; dépôt par le Gouvernement d'un amendement gageant l'ensemble des mesures prévues par la proposition de loi. **Discussion des articles. Article 15** *sexies* (p. 2443) : amendement n° 12 du Gouvernement (dépôt d'une action non nominative souscrite par les salariés pendant la durée de leur indisponibilité auprès d'un intermédiaire agréé) : adopté. **Article 15** *septies* : amendement n° 13 du Gouvernement : incessibilité des actions ; adopté. **Article 20 :** amendement n° 3 du Gouvernement : représentation des cadres dans les conseils d'administration ou dans les conseils de surveillance ; adopté par

scrutin public. **Article 21 :** amendement n° 4 du Gouvernement : de conséquence ; adopté. **Article 22 :** amendement n° 5 du Gouvernement : de conséquence ; adopté. **Article 23 :** amendement n° 6 du Gouvernement : de conséquence ; adopté. **Article 24 :** amendement n° 7 du Gouvernement : de conséquence ; adopté. **Article 25 :** amendement n° 8 du Gouvernement : de conséquence ; adopté ; **Article 26 :** amendement n° 9 du Gouvernement : de conséquence ; adopté. **Article 27 :** amendement n° 10 du Gouvernement : de conséquence : adopté. **Titre III :** amendement n° 2 du Gouvernement précédemment réservé : nouvelle rédaction ; adopté. **Article 28 :** amendement n° 11 du Gouvernement : augmentation de l'imposition forfaitaire des sociétés ; adopté par scrutin public. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [30 juin 1980]. **Article 5** *ter* (p. 2489) : soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement : rétablissement du texte de la commission mixte paritaire ; adopté. **Article 7** (p. 2490) : soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement : rétablissement de l'article 7 supprimé par le Sénat ; adopté. **Article 8** *bis* (p. 2490) : soutient l'amendement n° 3 du Gouvernement : limitation de l'article 8 *bis* aux entreprises ayant conclu un accord de participation ; retiré. **Article 15** *sexies* (p. 2491) : soutient l'amendement n° 4 du Gouvernement : incessibilité des actions ; retiré. **Article 15** *septies* : soutient l'amendement n° 5 du Gouvernement : délai d'incessibilité des actions ; retiré. **Avant l'Article 16 : Titre II :** soutient l'amendement n° 6 du Gouvernement : intitulé du titre II ; adopté. **Article 16** (p. 2492) : soutient l'amendement n° 7 du Gouvernement : société d'actionnariat salarié : adopté ; soutient l'amendement n° 8 du Gouvernement : de conséquence ; adopté. **Article 16** *bis* **:** soutient l'amendement n° 9 de Gouvernement : de cohérence ; adopté. **Article 16** *ter* : soutient l'amendement n° 10 du Gouvernement : de cohérence ; adopté. **Article 20** (p. 2493) : soutient l'amendement n° 12 du Gouvernement : représentation des cadres dans les conseils d'administration et dans les conseils de surveillance ; devenu sans objet. **Article 21** (p. 2494) : amendement n° 13 du Gouvernement : conséquence de l'amendement n° 12 ; devenu sans objet. **Article 25 :** soutient l'amendement n° 17 du Gouvernement : de conséquence ; devenu sans objet. **Article 26** (p. 2495) : soutient l'amendement n° 18 du Gouvernement : gratuité du mandat des membres du conseil de surveillance élus par le personnel ; retiré. **Avant l'Article 20** (*suite*) (p. 2495) : amendement n° 11 du Gouvernement : intitulé du titre III ; devenu sans objet. **Article 28 :** soutient l'amendement n° 19 du Gouvernement : modalité de financement des mesures prévues par le texte ; rejeté.

— **Projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales** (n° **663**). **Première lecture. Discussion générale** [15 avril 1980] (p. 370) : historique de la participation ; ordonnance de 1959 puis de 1967 ; (p. 371) : définition de la motion de participation ; organe de représentation des salariés au sein de l'entreprise : représentation des cadres au conseil d'administration ou de surveillance ; création de la « société d'actionnariat salarié » ; (p. 372) : contenu du projet : caractère facultatif de la distribution d'actions ; distinction entre sociétés cotées et non cotées en bourse ; mécanisme d'évaluation de la valeur des titres ; créance sur l'Etat ; nombre d'actions à répartir ; conditions à remplir par les salariés ; (p. 373) : indisponibilité des actions distribuées ; obligation d'information et de formation à la charge des entreprises ; gage fiscal fourni par les entreprises : (p. 374) : sur l'exception d'irrecevabilité de M. Bernard Derosier ; incidences financières du texte sur le budget à partir de 1981 ; (p. 376) : sur la question préalable de M. Guy Bêche : montant de la réserve spéciale de participation ; (p. 399) : réponse aux orateurs de la discussion générale. **Discussion des articles** [15 avril 1980]. **Après l'Article premier** (p. 401) : amendement n° 40 du Gouvernement : convocation d'une assemblée générale extraordinaire pour décider de procéder à la distribution d'actions ; adopté avec modification. **Article 4** (p. 403) : amendement n° 41 du Gouvernement : nombre d'actions à distribuer et valeur de négociation ; sociétés cotées en bourse et autres sociétés ; adopté par scrutin public. **Article 5** (p. 405) : amendement n° 42 du Gouvernement : fixant à 65 % de la valeur boursière des actions l'indemnisation de la société ; adopté par scrutin public ; (p. 406) : amendement n° 43 du Gouvernement : formel ; adopté. **Article 7 :** amendement n° 67 du Gouvernement : faisant bénéficier de la loi les salariés étrangers justifiant de cinq ans de présence continue en France ; adopté. **Article 11** (p. 408) : amendement n° 45 du Gouvernement : répartition des actions par références aux règles définies par l'accord de participation en vigueur dans l'entreprise ; adopté. **Article 13** (p. 409) : amendement n° 65 du Gouvernement : rédactionnel ; adopté. **Article 17** (p. 410) : amendement n° 66 du Gouvernement : amendement de cohérence ; adopté. **Article 21** (p. 411) : amendement n° 38 du Gouvernement : limitant le champ d'application de la taxe sur le montant des cadeaux et frais de réception aux entreprises industrielles et commerciales ; adopté par scrutin public. **Après l'Article 22** (p. 413) : sous-amendement n° 46 du Gouvernement à l'amendement n° 31 de la com-

mission : rapport du Gouvernement au Parlement avant le 31 décembre 1983 ; adopté.

Commission mixte paritaire. Discussion générale [27 juin 1980] (p. 2433) : caractère gratuit ou non de la distribution d'actions ; délai de distribution ; créance des entreprises sur l'Etat. **Discussion des articles. Article premier** *bis* (p. 2436) : amendement n° 1 du Gouvernement : délai de réunion de l'assemblée générale extraordinaire ; adopté par scrutin public. **Article premier** *ter* : amendement n° 2 du Gouvernement : distribution gratuite d'actions : adopté. **Après l'Article premier** *quater* : amendement n° 3 du Gouvernement : exonération du droit de timbre des pouvoirs adressés par les actionnaires en vue de leur représentation à l'assemblée générale extraordinaire convoquée pour l'application de la présente loi ; adopté. **Article 4 :** amendement n° 4 du Gouvernement : amendement de cohérence ; adopté. **Article 5 :** amendement n° 5 du Gouvernement : créance sur l'Etat ; adopté par scrutin public. **Article 7 :** amendement n° 6 du Gouvernement : excluant de la distribution gratuite d'actions les salariés étrangers employés par des filiales de sociétés françaises implantées à l'étranger ; adopté. **Article 11 :** amendement n° 7 du Gouvernement : amendement de cohérence ; adopté. **Article 12 :** amendement n° 8 du Gouvernement : amendement de cohérence ; adopté. **Article 13 :** amendement n° 9 du Gouvernement : caractère nominatif des actions distribuées ; adopté. **Article 15 :** amendement n° 10 du Gouvernement : amendement de cohérence ; adopté. **Article 17 :** amendement n° 11 du Gouvernement : société exonérée du gage ; adopté. **Article 21 :** amendement n° 12 du Gouvernement : taxe sur le montant des dépenses rangées dans la catégorie des cadeaux et frais de réception ; adopté par scrutin public. **Titre** (p. 2439) : amendement n° 13 du Gouvernement : amendement de conséquence ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [30 juin 1980] (p. 2477) : distribution gratuite d'actions. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2479) : soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement : champ d'application du texte ; adopté. **Article premier** *bis* : soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement : dispositions applicables aux sociétés cotées en bourse ; adopté. **Article premier** *ter* (p. 2480) : soutient l'amendement n° 3 du Gouvernement : régime applicable aux sociétés non cotées en bourse ; adopté. **Après l'Article premier** *ter* : soutient l'amendement n° 4 du Gouvernement : régime fiscal des pouvoirs délivrés par les actionnaires ; adopté. **Article premier** *quater* : soutient l'amendement n° 5 du Gouvernement : suppression de l'article ; adopté. **Article premier** *quinquies* : soutient l'amendement n° 6 du Gouvernement : suppression de l'article ; rejeté. **Article 4 :** soutient l'amendement n° 7 du Gouvernement : actions attribuées aux salariés ; adopté. **Article 5** (p. 2481) : soutient l'amendement n° 8 du Gouvernement : créance sur l'Etat des sociétés ayant procédé à une augmentation de capital prévue à l'article 4 ; adopté. **Article 6** (p. 2482) : soutient l'amendement n° 9 du Gouvernement : suppression ; adopté. **Article 7** (p. 2482) : soutient l'amendement n° 10 du Gouvernement : conditions relatives aux bénéficiaires de la distribution d'actions ; adopté. **Article 11 :** soutient l'amendement n° 11 du Gouvernement : modalités de la distribution d'actions ; adopté. **Article 12 :** soutient l'amendement n° 12 du Gouvernement : indisponibilité des actions distribuées ; adopté. **Article 13** (p. 1483) : soutient l'amendement n° 13 du Gouvernement : gestion des actions distribuées ; adopté. **Article 15 :** soutient l'amendement n° 14 du Gouvernement : information du comité d'entreprise préalablement à la distribution d'actions ; adopté. **Article 16 :** soutient l'amendement n° 15 du Gouvernement : information de l'administration sur l'application de la loi ; adopté. **Article 17** (p. 2484) : soutient l'amendement n° 16 du Gouvernement : exception à l'application du texte ; adopté. **Article 18 :** soutient l'amendement n° 17 du Gouvernement : suppression de l'article ; adopté. **Article 19 :** soutient l'amendement n° 18 du Gouvernement : montant nominal des actions ; adopté. **Article 20 :** soutient l'amendement n° 19 du Gouvernement : sanctions de l'application du texte ; adopté. **Article 21** (p. 2485) : financement de la distribution d'actions sur le budget de l'Etat. **Article 22** (p. 2486) : soutient l'amendement n° 21 du Gouvernement : régime applicable aux sociétés en commandite par actions ; adopté. **Article 23 :** soutient l'amendement n° 22 du Gouvernement : rapport du Gouvernement au Parlement sur l'application du texte ; adopté. **Troisième lecture. Discussion générale** [9 octobre 1980] (p. 2626) : engagement du Gouvernement à faire adopter la proposition de loi du RPR sur la participation ; caractère facultatif de la distribution d'actions ; créance sur l'Etat destinée à compenser l'augmentation de capital nécessitée par la création d'actions nouvelles ; (p. 2627) : désignation des salariés bénéficiaires ; salariés étrangers ; caractère gratuit de la distribution ; participation.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Travail et participation. Discussion générale [27 octobre 1980] (p. 3149) : aménagement du temps de travail ; modernisation des structures juridiques de l'entreprise et participation ; (p. 3150) : redressement de la nata-

lité ; hommage à Robert Boulin ; budget de solidarité envers les chômeurs et les handicapés ; indemnisation du chômage ; subvention de l'Etat à l'UNEDIC ; contrôle des demandeurs d'emploi ; agence nationale pour l'emploi ; couverture sociale des chômeurs qui ont cessé d'être indemnisés ; indemnisation du chômage dans les DOM ; problème des chômeurs arrivés en fin de droits ; (p. 3151) : enquête menée à leur sujet ; progrès constitué par la loi de 1979 sur l'indemnisation du chômage ; convention sociale de la sidérurgie ; intervention en faveur des salariés âgés et préretraite ; (p. 3152) : étude d'un plan industriel et social en faveur du textile ; effort financier entrepris en faveur des handicapés ; conditions du développement du recours à la retraite progressive ; incertitude des prévisions du VIII[e] Plan au sujet de la situation de l'emploi en 1985 ; création d'emplois par l'économie française ; pactes pour l'emploi et insertion professionnelle des jeunes ; réforme et renforcement des moyens de l'ANPE ; augmentation de la subvention de l'AFPA.

— **Répond à la question de M. André Delehedde** (p. 3157) : rôle de l'association pour la formation professionnelle des adultes ; pactes pour l'emploi ; (p. 3158) : augmentation des crédits de fonctionnement de l'AFPA.

— **Répond à la question de M. Yvon Tondon** (p. 3158) : licenciements pour cause économique de représentants du personnel.

— **Répond à la question de M. Georges Delfosse** (p. 3159) : mesures d'abattement permettant aux employeurs dont l'entreprise atteint ou dépasse l'effectif de dix salariés de disposer de facilités en ce qui concerne les cotisations assises sur les salaires.

— **Répond à la question de M. Pierre Lagourgue** (p. 3159) : indemnisation du chômage dans les DOM ; étude d'une extension des moyens de l'ANPE à la Réunion.

— **Répond à la question de M. Henri Bayard** (p. 3160) : travail des COTOREP ; renforcement des moyens de leurs équipes de suite.

— **Répond à la question de M. Jean Proriol** (p. 3160) : simplification des procédures de la législation sociale sans porter atteinte à la protection des salariés.

— **Répond à la question de M. Charles Miossec** (p. 3160) : indemnisation du chômage des travailleurs saisonniers.

— **Répond à la question de M. Philippe Séguin** (p. 3161) : difficultés de la société Vincey-Bourget dans les Vosges ; situation de l'industrie textile ; étude d'un programme de formation professionnelle visant à favoriser la réinsertion des travailleurs dans cette profession.

— **Répond à la question de M. Bernard Marie** (p. 3161) : simplification nécessaire de la législation sociale ; aménagement de la durée du travail dans les PME.

— **Répond à la question de M. Charles Miossec** (p. 3161) : effort en faveur des handicapés ; nécessité d'un personnel spécialisé pour aider les travailleurs handicapés ; (p. 3162) : ateliers protégés.

— **Répond à la question de Mme Edwige Avice** (p. 3162) : projet de loi sur le travail à temps partiel ; retard de la France dans ce domaine ; limitation à trente-cinq heures de la durée du travail et compétitivité des entreprises françaises.

— **Répond à la question de M. Guy Bêche** (p. 3163) : recours anormal au travail intérimaire.

— **Répond à la question de M. Paul Quilès** (p. 3163) : chômage des cadres ; mise en place d'un réseau spécialisé par l'ANPE et action de l'APEC (association pour l'emploi des cadres) et de l'APECITA (association pour l'emploi des cadres, ingénieurs et techniciens dans l'agriculture) ; loi en faveur des chômeurs créant leur entreprise ; étude d'un ensemble de mesures coordonnées en faveur de l'emploi des cadres.

— **Répond à la question de M. Gérard Longuet** (p. 3164) : compétence du ministre de la santé et de la sécurité sociale en matière de réparation des accidents du travail.

— **Répond à la question de M. Jean Laborde** (p. 3165) : chômeurs non indemnisés.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au travail à temps partiel (n° 2033). Première lecture. Discussion générale** [25 novembre 1980] (p. 4321) : développement d'une aspiration au travail à temps partiel et maintien de certains blocages ; insuffisance du développement du travail à temps partiel en France ; répartition selon les secteurs économiques ; obstacles psychologiques et institutionnels au développement du travail à temps partiel ; (p. 4322) : coût de l'emploi de salariés à temps partiel supérieur pour l'entreprise à celui de l'emploi des salariés à temps plein ; nécessité d'un équilibre entre les impératifs économiques, les préoccupations des entreprises et les garanties attendues par les salariés ; nécessité de garantir aux salariés à temps partiel un statut qui n'apparente pas le travail à temps partiel à une forme de travail précaire ; avis du comité d'entreprise sur l'introduction du

travail à temps partiel dans l'entreprise ; régime des heures complémentaires ; projet assurant pour l'entreprise la neutralité financière du travail à temps partiel par rapport au temps plein ; mécanisme de calcul des cotisations sociales ; modulation des seuils financiers et sociaux imposés aux entreprises ; (p. 4340) : projet sans arrière-pensée électoraliste ; développement de l'aspiration au travail à temps partiel ; nécessaire de développer la compétitivité des entreprises françaises ; (p. 4341) : problèmes de l'emploi féminin ; succès du pacte pour l'emploi des jeunes ; problème de la protection sociale des travailleurs à temps partiel et exemple de la retraite complémentaire des cadres ; coût de l'assurance personnelle ; étude en cours sur le départ progressif à la retraite ; problème des seuils financiers ; évolution vers une réduction de la durée du travail. **Discussion des articles** [25 novembre 1980] : **Avant l'Article premier** (p. 4341) : demande l'application de l'article 98, alinéa 5 du Règlement aux amendements n° 1 à 5 du groupe communiste qui sont sans rapport avec le texte en discussion. **Article premier** (p. 4343) : négociations entre partenaires sociaux sur l'aménagement du temps de travail. **Article 2 : Article L 212-4-2 du code du travail** (p. 4347) : s'oppose à l'amendement n° 50 de M. Adrien Zeller ; impossibilité de prendre la durée légale du travail pour base d'une définition du travail à temps partiel ; (p. 4348) : s'oppose à l'amendement n° 58 de Mme Gisèle Moreau qui n'ajoute rien au projet ; régime de repos hebdomadaire des travailleurs à temps partiel ; (p. 4349) : sous-amendement du Gouvernement à l'amendement n° 26 de la commission : réaffirmation du principe de la porportionnalité de la rémunération des travailleurs à temps partiel ; adopté ; (p. 4350) : projet gouvernemental prévoyant déjà l'égalité des droits pour tous les salariés à temps partiel ou à temps plein notamment en matière de formation professionnelle ; [26 novembre 1980] : **Article 2** (*suite*) : **Article L 212-4-3 du code du travail** (p. 4362) : s'oppose aux amendements n° 42 de M. Guy Bêche et n° 28 de la commission qui tendent à fixer un cadre trop rigide pour le régime des horaires complémentaires ; dénonce les insinuations déplacées selon lesquelles le CNPF serait représenté par un membre du Gouvernement ; risque de voir les syndicats s'opposer par principe à l'extension du travail à temps partiel et nécessité de faire appel aux salariés eux-mêmes ; (p. 4363) : propos inadmissibles de M. Evin ; hostilité traditionnelle des organisations syndicales à certaines formes de travail ; importance de la compétitivité des entreprises dans un climat de crise économique. **Article L 212-4-4 du code du travail** (p. 4365) : amendement n° 49 du Gouvernement : précisant que les mesures d'adaptation prévues dans le décret mentionné par l'article L 212-4-4 du code du travail ne peuvent avoir d'effet à l'égard des dispositions concernant la représentation du personnel et l'exercice des droits syndicaux ; rejeté par scrutin public. **Après l'Article 2** (p. 4367) : s'oppose aux amendements n° 31 de la commission et n° 45 de M. Guy Bêche ; hostilité du Gouvernement à l'instauration d'un quota des travailleurs à temps partiel dans l'entreprise. **Article 3** (p. 4388) : consultation des trois caisses nationales de la sécurité sociale ; (p. 4389) : accepte l'amendement n° 35 de la commission sous réserve de deux précisions faisant l'objet de l'amendement n° 63 du Gouvernement : précisant que la référence normale à partir de laquelle il sera procédé à un abattement d'assiette pour un travailleur à temps partiel doit être la rémunération du salarié de sa catégorie employé à temps plein et précisant que l'abattement visera à compenser l'excédent de cotisations sociales lorsque le salaire des travailleurs à temps plein correspondant excède le plafond de la sécurité sociale ; devient sans objet. **Article 4** (p. 4390) : nécessité de distinguer abattement provisionnel et abattement définitif. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [10 décembre 1980] (p. 4826) : texte permettant le développement du travail à temps partiel ; ses réserves relatives à la transmission des avis exprimés par le comité d'entreprise aux services extérieurs du ministère du travail, à la protection des travailleurs concernant les seuils sociaux et à l'application des dispositions relatives à la représentation du personnel et à l'exercice des droits syndicaux ; (p. 4827) : souhaite l'adoption de ce texte ; demande un scrutin public.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 79-10 du 3 janvier 1979 portant diverses mesures en faveur des salariés privés d'emploi qui créent une entreprise** (n° **2022**). **Première lecture. Discussion générale** [26 novembre 1980] (p. 4425) : résultats de la loi de 1979 ; extension à toutes les professions indépendantes ; prise en compte du nouveau régime d'indemnisation des travailleurs privés d'emploi ; part de l'Etat dans le financement des aides; souhaite que l'UNEDIC intervienne de façon plus active dans le reclassement des chômeurs. **Discussion des articles** [26 novembre 1980]. **Article premier** (p. 4426) : amendement n° 4 du Gouvernement : interdisant à un salarié privé d'emploi de bénéficier des dispositions de la loi plus de deux fois par période de cinq ans ; adopté.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une**

maladie professionnelle (n° **2021**). **Première lecture. Discussion générale** [26 novembre 1980] (p. 4393) : application de la loi de 1976 sur la prévention des accidents du travail ; nombre excessif d'accidents ; (p. 4394) : contenu du projet ; suspension du contrat du salarié accidenté ou malade pendant toute la durée de l'absence consécutive à l'accident et même pendant la période de rééducation ou de formation professionnelle nécessaires ; dispositions en faveur de la réinsertion professionnelle du salarié; obligations nouvelles et particulières de l'employeur chez qui l'accident s'est produit ; projet n'englobant pas les victimes d'accident de trajet ; modalités de réinsertion du salarié ; maintien de la possibilité de licenciement avec des indemnités accrues ; (p. 4395) : complexité du code du travail ; (p. 4408) : projet en préparation depuis 1978 et donc sans arrière-pensées électorales. **Discussion des articles. Article premier : Article L 122-32-1 du code du travail** (p. 4410) : s'oppose aux amendements n° 11 de la commission, n° 2 de M. Daniel Boulay et n° 36 de M. Claude Evin ; absence de responsabilité de l'employeur dans l'accident de trajet ; (p. 4411) : indemnisation différente des accidents du travail et des accidents de trajet dans le régime actuel. **Article L 122-32-3 du code du travail** (p. 4412) : s'oppose à l'amendement n° 15 de la commission. **Article L 122-32-5 du code du travail** (p. 4413) : s'oppose à l'amendement n° 34 de M. Gilbert Gantier ; (p. 4414) : rôle de prévention collective du comité d'hygiène et de sécurité ; rôles respectifs des délégués du personnel et des comités d'hygiène et de sécurité ; (p. 4415) : s'oppose aux amendements n° 5 de M. Daniel Boulay, n° 40 de M. Claude Evin et n° 19 de la commission ; risque de voir les employeurs renoncer à proposer une mutation s'ils sont obligés d'en supporter le coût ; s'oppose à l'alinéa 2 de l'amendement n° 20 de la commission confiant au directeur départemental du travail le soin de trancher tout désaccord en matière de reclassement ; responsabilités de l'administration et des employeurs. **Article L 122-32-6 du code du travail** (p. 4416) : amendement n° 32 du Gouvernement : doublement de l'indemnité de licenciement seulement pour les salariés ayant au moins deux ans d'ancienneté ; rejeté. **Article L 122-32-7 du code du travail** (p. 4417) : s'oppose à l'amendement n° 42 de M. Gilbert Gantier ; aspect dissuasif de l'indemnité de licenciement prévue par le projet. **Article L 122-32-10 du code du travail** (p. 4418) : s'oppose à l'amendement n° 29 de la commission qui risque de nuire à l'embauche des salariés qui ont déjà eu un accident du travail. **Seconde délibération. Article premier : Article L 122-32-5 du code du travail** (p. 4419) : amendement n° 1 du Gouvernement : suppression de la consultation du comité d'hygiène et de sécurité sur les modalités de reclassement ; adopté ; amendement n° 2 du Gouvernement : supprimant la disposition mettant à la charge de l'employeur les frais de voyage et de déplacement du salarié lorsque l'emploi proposé implique un changement de résidence ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [18 décembre 1980] (p. 5052) : projet visant à prévenir les accidents du travail et par conséquent inapplicable aux accidents de trajet ; (p. 5053) : impossibilité de considérer les accidents de trajet comme accidents de travail puisque l'employeur ne peut exercer son effort de prévention à leur encontre. **Discussion des articles. Article premier** (p. 5053) : amendement n° 4 du Gouvernement : non application du projet aux victimes d'accidents de trajet ; adopté par scrutin public ; (p. 5054) : projet n'apportant aucun changement en ce qui concerne l'égalité de la réparation financière entre les accidents du travail et les accidents de trajet. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [19 décembre 1980] (p. 5105) : s'oppose à l'inclusion parmi les bénéficiaires du projet des victimes d'un accident de trajet. **Discussion des articles. Article premier : Article L 122-32-1 du code du travail** : amendement n° 1 du Gouvernement : excluant les victimes d'accidents de trajet du champ d'application de la loi ; adopté par scrutin public.

MAUGER (Pierre)

Député de la Vendée
(*3e circonscription*)
(*RPR*).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des formes armées [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1981 (n° 1933) (Défense : section commune et essences) (n° 1979 - III) [9 octobre 1980] (p. 2651).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1981 (n° 1933) (défense : secrétariat général de la défense nationale (n° 1979 - VIII) [9 octore 1980] (p. 2651).

Rapporteur de la proposition de loi de M. André Audinot tendant à instituer une promotion spéciale dans l'ordre national du Mérite en faveur des anciens combattants de la guerre 1914-1918 (n° 2037) [11 décembre 1980] (p. 4859).

DÉPOTS

— **Proposition de loi organique** tendant à compléter **l'ordonnance n° 58-1360** du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au **Conseil économique et social** afin de prévoir la **représentation des retraités et des personnes âgées** (n° **38**) [18 avril 1978].

— **Proposition de loi tendant** à aménager la **fiscalité frappant les marins pêcheurs** (n° **201**) [11 mai 1978].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de **loi de finances pour 1979** (n° **560**). — **Tome III : Défense - Section** communes et essences (n° **573**) [5 octobre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la défense, sur la proposition de loi (n° 270) tendant **à faire bénéficier les combattants de la Résistance qui appartenaient à un réseau homologué des forces françaises combattantes et dont l'activité dans la Résistance s'est exercée en Indochine, des dispositions du décret du 5 septembre 1949 relatif à la délivrance des attestations d'appartenance aux membres des forces françaises combattantes pour la réouverture du délai de trois mois suivant la publication dudit décret pour arrêter les contrôles nominatifs des réseaux homologués des forces combattantes** (n° 1032) [2 mai 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la défense nationale, sur la proposition de loi (n° 908) tendant **à instituer une promotion spéciale dans l'ordre national du Mérite en faveur des anciens combattants de la guerre 1914-1918** (n° **1106**) [30 mai 1979].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1290). — **Tome III : Défense - Section commune et essences** (n° **1295**) [2 octobre 1979].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1560). — **Tome III : Défense - Section commune et essences** (n° **1564**) [28 décembre 1979].

— **Proposition de loi** tendant à **compléter le code des pensions civiles et militaires** de retraite par **un article** ayant pour objet de **définir la pension de vieillesse** (n° **1645**) [23 avril 1980].

— **Proposition de loi** tendant à une réforme du **service national** (n° **1843**) [25 juin 1980].

— **Proposition de loi** tendant à compléter les dispositions de l'article L 222-1 du code du travail en vue de faire du **8 mai,** un jour férié (n° **1951**) [8 octobre 1980].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° 1933). — **Tome III : Défense - Section commune et essences** (n° **1979**) [9 octobre 1980].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° 1933). — **Tome VIII : Services du Premier ministre - Secrétariat général de la défense nationale** (n° **1979**) [9 octobre 1980].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de **loi de finances rectificative pour 1980** (n° 2053) (n° **2099**) [25 novembre 1980].

QUESTIONS

• *question orale sans débat :*

— (n° **1240**) : **Profession de maître d'œuvre** [16 juin 1978] (p. 3080, 3081, 3082) : les contradictions contenues dans la loi du 3 janvier 1977 ; nécessité de repousser de juillet à décembre l'échéance imposée aux maîtres d'œuvre pour demander à être agréés en architecture.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de programme sur les musées** (n° **119**). **Première lecture. Discussion des articles** [18 mai 1978]. **Vote sur l'ensemble** (p. 1841) : le vote favorable du RPR, l'effort à faire pour la province sur le plan culturel.

— **Projet de loi modifiant les dispositions de l'article 7 de la loi n° 60-791 du 2 août 1960 relative à l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles** (n° **147**), **Première lecture. Explications de vote** [25 mai 1978] (p. 2067) : vote favorable du groupe RPR.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Crédits militaires. Budget annexe du service des essences, rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées, pour la section commune et pour le budget annexe du service des essences. **Discussion générale** [7 novembre 1978] (p. 7096) : se félicite des mesures prises en faveur des ouvriers sur l'abaissement de la durée hebdomadaire du travail et la diminution du nombre des zones d'abattement des salaires ; insuffisance de l'encadrement paramédical des services de santé de l'armée ; problèmes des grades pour les personnels du SDECE ; nécessité de leur accorder des indemnités égales à celles des autres agents de l'Etat ; (p. 7097) : recrutement insuffisant des assistants sociaux ; augmentation des crédits pour les recherches et les études au titre V ; nécessité de développer la recherche dans le domaine de la « bombe à neutrons » ; insuffisance des dotations affectées aux études et aux recherches du budget annexe des essences ; insuffisance du fonds de réserves permettant aux services des essences de faire face aux demandes d'investissements des armées.

Transport. — IV. Marine marchande. Discussion générale [9 novembre 1978] (p. 7386) : exploitation des navires grevée par les charges sociales et le carburant ; absence de maîtrise des marchés ; arrêt de renouvellement de la flotte de pêche ; incapacité de la CEE à définir une politique de pêche: crédits de formation professionnelle insuffisants ; insuffisance des subventions à la société nationale de sauvetage en mer ; (p. 7387) : demande la réduction des coûts de stationnement dans le port de Calais pour les aéroglisseurs commandés par Hoverlloyd limited.

Budget annexe des postes et télécommunications. Discussion générale [14 novembre 1978] (p. 7571) : trouble du personnel des PTT devant la multiplication des propositions de réformes de structures ; exemple du rapport Ripert ; (p. 7572) : aggravation des conditions de travail des personnels due à l'insuffisance des effectifs.

— **Projet de loi relatif à certains ouvrages reliant les voies nationales ou départementales** (n° **1075**). **Première lecture. Discussion des articles** [6 juin 1979]. **Article premier** *ter* (p. 4720) : son amendement n° 3 devient sans objet.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [18 octobre 1979]. **Après l'Article 3** (p. 8417) : son amendement n° 8 soutenu par M. Daniel Goulet : application de l'abattement de 10 % pour chaque retraite gagée par une augmentation des droits de timbres ; adopté par scrutin public ; (p. 8418) : son amendement n° 7 : augmentation du plafond de l'abattement de 10 % ; retiré par M. Arthur Dehaine.

Deuxième partie :

Transports. Discussion générale [23 octobre 1979] (p. 8790) : insuffisance des moyens de la mission de la mer et de ceux du grand conseil de la mer ; difficulté de la pêche artisanale en Vendée ; nécessité de reconsidérer l'aide au carburant ; difficulté des pêcheurs français avec les Anglais ; (p. 8791) : nécessité d'appliquer l'article 117 du Traité de Rome qui traite de l'harmonisation des charges sociales ; demande le maintien par la CEE de la limitation du nombre des licences de pêche attribuées aux Espagnols ; demande le dépôt d'un projet de loi complétant la réforme du crédit maritime ; nécessité d'augmenter les crédits de la Société nationale de sauvetage en mer.

Environnement et cadre de vie. Examen des crédits [30 octobre 1979]. **Article 53** (p. 9221) : son amendement n° 366 : contingent de prêts locatifs aidés réservé à la construction de logements pour les gendarmes ; rejeté ; vétusté des logements des personnels de la gendarmerie.

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences, rapporteur pour avis de la commission de la défense et des forces armées, pour la section commune et pour le budget annexe du service des essences. **Discussion générale** [6 novembre 1979] (p. 9448) : solution du problème des ingénieurs des études et techniques de l'armement ; revendications des ouvriers de l'armement ; problème du service de santé : recrutement et satut des infirmières ; féminisation du corps des médecins et problème des médecins appelés ; (p. 9449) : nécessité de créer des emplois au SDECE pour faire face à l'accroissement prévisible de ses charges de gardiennage ; fonctionnement satisfaisant des services d'information et des relations publiques des armées ; diminution du pourcentage des autorisations de programmes nucléaires dans le titre V ; souhaite que soient construits de nouveaux sous-marins nucléaires lanceurs d'engins ; insuffisance du rapport sur le problème de l'impact des dépenses militaires sur l'économie ; sous-estimation des dépenses de carburant dans le budget annexe des essences.

Budget annexe des postes et télécommunications. Discussion générale [9 novembre 1979] (p. 9778) : rend les arbitrages du Premier ministre responsables des insuffisances du budget des PTT ; détérioration dans le

fonctionnement du service public des PTT et aggravation des conditions de travail du personnel ; prolifération des sociétés privées d'acheminement du courrier ; plan social gouvernemental conduisant à remettre en cause les droits et garanties essentiels du personnel ; (p. 9779) : insuffisance de l'équipement téléphonique en milieu rural.

Taxes parafiscales [12 novembre 1979]. **Etat E ligne 54** (p. 9860) : soutient son amendement n° 319 : suppression de la ligne 54 : cotisations des entreprises ressortissant aux centres de recherche en mécanique ; retiré ; taxe servant à financer des études techniques au bénéfice des seules grandes entreprises qui sont elles-mêmes exonérées de son versement.

— **Projet de loi relatif à Mayotte** (n° **1434**). **Première lecture. Discussion générale** [6 décembre 1979] (p. 11360) : volonté des Mahorais de rester Français ; aspiration des Mahorais à la sécurité les conduisant à souhaiter la départementalisation ; statut départemental inadapté à la situation actuelle ; catalogue des actions à entreprendre d'urgence à Mayotte : port, aéroports, routes, hôpital, adductions d'eau, centrales électriques, écoles ; (p. 11361) : croissance rapide de la population de Mayotte. **Discussion des articles** [6 décembre 1979]. **Article premier** (p. 11364) : soutient son amendement n° 5 : ramenant à trois ans le délai prévu par l'article premier ; retiré ; soutient l'amendement n° 2 rectifié de M. Didier Julia précisant que le délai de cinq ans prévu par l'article premier est un délai maximum ; adopté avec modification ; souhaite que le statut définitif de Mayotte soit arrêté avant la fin du délai prévu par la loi. **Après l'Article premier** (p. 11365) : soutient son amendement n° 6 : représentation de Mayotte au Conseil économique et social ; déclaré irrecevable en application de l'article 127, alinéa 4, du règlement de l'Assemblée.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [17 octobre 1980]. **Avant l'Article 3 amendements précédemment réservés** (p. 2862) : son amendement n° 210 : extension aux TOM et à la collectivité territoriale de Mayotte des dispositions inscrites dans la loi de finances pour 1981 en faveur des DOM ; retiré.

Deuxième partie :

Crédits militaires. Budget annexe du service des essences, rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées, pour la section commune et pour le budget annexe du service des essences. **Discussion générale** [23 octobre 1980] (p. 3015) : augmentation des crédits de la section commune ; délégation générale pour l'armement ; constitution du corps des ingénieurs et techniciens d'études et de fabrication ; service de santé ; problème des personnels paramédicaux ; féminisation du corps des médecins militaires ; crédits du SDECE ; problème des gardiens du SDECE ; (p. 3016) : revendications des retraités militaires ; crédits affectés à l'armement nucléaire ; augmentation du budget annexe du service des essences liée à l'augmentation des prix du carburant.

Services du Premier ministre. — I. Services généraux : services divers. — II. Secrétariat général de la défense nationale. — III. Conseil économique et social. Budget annexe des journaux officiels, rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées, pour le secrétariat général de la défense nationale. **Discussion générale** [22 octobre 1980] (p. 2990) : missions du SGDN ; (p. 2991) : diminution en francs constants de son budget.

Commerce et artisanat. Discussion générale [31 octobre 1980] (p. 3389) : pose une question au nom de M. Pierre Godefroy ; apprentissage ; aide à l'embauche d'un premier salarié ; livret d'épargne manuel.

Budget annexe des postes et télécommunications. Discussion générale [14 novembre 1980] (p. 3879) : application de la politique d'austérité au budget des P et T ; malaise social dans les P et T ; absence de création d'emplois de titulaires en 1981 ; détérioration du service public des P et T ; accentuation de la privatisation ; dévalorisation du régime indemnitaire ; situation des receveurs-distributeurs ; insuffisance des crédits consacrés aux télécommunications ; téléphone en milieu rural ; télématique ; élaboration d'un statut de la télématique ; (p. 3880) : facturation du téléphone. **Examen des crédits. Article 19** (p. 3904) : soutient l'amendement n° 121 de M. Michel Noir : réduction de crédits ; création de tours hertziennes ; implantation contestable sur le plan urbanistique de la tour de Lyon Lacassagne ; amendement n° 121 adopté.

Anciens combattants. Discussion générale [14 novembre 1980] (p. 3916) : budget ne comportant aucune mesure nouvelle ; problème des internés civils d'Indochine ; nécessité de lever la forclusion pour les anciens résistants d'Indochine ; carte du combattant des anciens d'Afrique du Nord ; commémoration du 8 mai ; revalorisation de toutes les pensions ; application du rapport Constant ; conclusion de la commission tripartite fixant le préjudice subi à 14,26 %. **Examen des crédits** [14 novembre 1980]. **Avant l'arti-**

cle 44 (p. 3932) : amendements nos 6 à 10 du Gouvernement ; impossibilité de discuter des amendements après le rejet du titre IV.

Transports. Discussion générale [15 novembre 1980] (p. 3954) : crise de la pêche ; pas de concertation avec la profession ; élévation constante du coût du carburant ; (p. 3955) : nécessité de modifier les statuts du FIOM (fonds d'intervention et d'orientation des marchés) ; propositions en matière de pêches maritimes ; formation et enseignement des marins-pêcheurs ; retraites des marins ; fiscalité des petits armateurs ; pêche à la civelle ; insuffisance des crédits de la société nationale de sauvetage en mer.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1980** (n° **2053**). **Première lecture,** rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées. **Discussion générale** [27 novembre 1980] (p. 4441) : projet tendant à la ratification de transfert de crédits à l'intérieur du budget de la défense ; crédits supplémentaires affectés surtout aux dépenses de carburant ; transfert au profit des carburants de crédits affectés primitivement à l'entretien programmé des matériels ; dotation supplémentaire visant à couvrir les avances consenties en vue de la neutralisation de l'épave du *Tanio* ; (p. 4442) : nécessité de fixer en volume et non plus en valeur les besoins des forces armées en carburant.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **1600**). **Lettre rectificative** (n° **2098**). **Première lecture. Discussion des articles** [5 décembre 1980]. **Après l'Article 23** (p. 4886) : engagement du ministre de ne pas appliquer le ticket modérateur d'ordre public ; vote hostile du groupe RPR sur les amendements tendant à le supprimer.

MAUJOUAN DU GASSET (Joseph-Henri)

Député de la Loire-Atlantique (4e circonscription) (UDF).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1100).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1981 (n° 1933) (Commerce et artisanat) (n° 1981-III) [9 octobre 1980] (p. 2650).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à la création d'un **fonds d'indemnisation des victimes de l'obligation de secours** (n° **183**) [11 mai 1978].

— **Proposition de loi** tendant à l'introduction du **pacte de famille** dans notre **droit successoral** (n° **184**) [11 mai 1978].

— **Proposition de loi** tendant à donner un statut légal à la profession de **puéricultrice, diplômée d'Etat** (n° **185**) [11 mai 1978].

— **Proposition de loi** tendant à la **lutte contre les termites** (n° **186**) [11 mai 1978].

— **Proposition de loi** tendant à **retirer à l'auteur d'un crime ou d'un délit le bénéfice d'une action en réparation fondée sur son infraction** (n° **187**) [11 mai 1978].

— **Proposition de loi** relative à l'élaboration d'un **statut pour les épouses d'exploitants agricoles** (n° **188**) [11 mai 1978].

— **Proposition de loi organique** tendant à assurer la représentation des **professions libérales** au **Conseil économique et social** (n° **407**) [20 juin 1978].

— **Proposition de loi** tendant à l'officialisation des **chambres des professions libérales** et assimilées actuellement constituées en association conformément à la loi du 1er juillet 1901 (n° **438**) [22 juin 1978].

— **Avis** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le **projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). — **Tome III : Commerce et artisanat** (n° **575**) [5 octobre 1978].

— **Proposition de loi** tendant à la création d'une commission chargée d'élaborer un **statut des petites et moyennes industries** (n° **637**) [26 octobre 1978].

— **Proposition de loi** tendant à maintenir l'animation et la **vie locale des bourgs ruraux** (n° **844**) [20 décembre 1978].

— **Proposition de loi** tendant à la création de **chambres régionales de métiers** (n° **939**) [10 avril 1979].

— **Proposition de loi** tendant à augmenter **le nombre des conseillers régionaux pour assurer la représentation spécifique des communes de moins de 30.000 habitants au sein des conseils régionaux** (n° **1093**) [22 mai 1979].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le **projet de loi de finances pour 1980** (n° 1290). — **Tome III : Commerce et artisanat** (n° **1297**) [2 octobre 1979].

— **Proposition de loi** tendant à **favoriser l'adoption plénière, en ramenant de trente à vingt-cinq ans l'âge minimum pour adopter un enfant** (n° **1449**) [5 décembre 1979].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, **sur le projet de loi de finances pour 1980** (n° 1560). — **Tome III : Commerce et artisanat** (n° **1567**) [9 janvier 1980].

— **Proposition de loi** tendant à dégager, en l'absence de faute, la **responsabilité** personnelle des **magistrats municipaux** (n° **1699**) [14 mai 1980].

— **Proposition de loi** relative au **statut du conseiller général** (n° **1746**) [28 mai 1980].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° 1933). — **Tome III : commerce et artisanat** (n° **1981**) [9 octobre 1980].

— **Proposition de loi** tendant à la création d'un comité chargé d'étudier les problèmes entraînés par l'acquisition du **patrimoine français** par des **étrangers** (n° **1999**) [23 octobre 1980].

— **Proposition de loi** tendant à rendre obligatoire la signalisation de l'abandon, par leurs occupants, des **véhicules accidentés** (n° **2278**) [3 avril 1981].

— **Proposition de loi** tendant à instituer une nouvelle catégorie de dispense d'obligation du **service national actif**, dispense fondée sur la défense de l'emploi (n° **2299**) [3 avril 1981].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Rémunération des secrétaires des conseils de prud'hommes** [26 avril 1978] (p. 1367).

— **Majoration du prix indicatif du lait** [7 juin 1978] (p. 2602) : conséquences des décisions de Bruxelles pour les producteurs de lait ; nécessité de leur permettre de faire face à la progression de leurs charges d'exploitation.

— **Vins de muscadet** [29 novembre 1978] (p. 8476) : mesures envisagées pour permettre la commercialisation de la récolte 1978 de muscadet dès le 1er décembre.

— **Approvisionnement en produits pétroliers** [2 mai 1979] (p. 3331) : difficultés d'approvisionnement en gazole de nombreuses stations ; le gouvernement envisage-t-il le rationnement des produits pétroliers ?

— **Scrutin pour les élections européennes** [16 mai 1979] (p. 3851) : inconvénients pour les petites communes de l'ouverture jusqu'à 22 heures des bureaux de vote pour les élections européennes.

— **Inscription à l'examen du certificat d'études primaires** [6 juin 1979] (p. 4692) : interdiction pour les élèves des écoles relevant du ministère de l'agriculture de s'inscrire aux épreuves du certificat d'études primaires.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **12376**) : **Répartition de la redevance minière entre les communes** [4 mai 1979] (p. 3509, 3510, 3511) : injustice de l'actuelle répartition opérée en vertu du code général des impôts ; nécessité de favoriser les communes supportant la charge réelle des mines (en particulier, mines d'uranium entraînant des nuisances particulières).

— (n° **23055**) : **Redevances communales et départementales des mines** [30 novembre 1979] (p. 11053) : augmentation du prix des matières premières et des produits énergétiques (uranium), mais faible accroissement des redevances communales et départementales des mines ayant remplacé les taxes professionnelles pour les industries extractives ; nécessité de réformer le système actuel de répartition de ces redevances ; la part des produits des redevances revenant aux communes supportant l'exploitation d'une mine est trop faible compte tenu des nuisances qui s'ensuivent, en particulier pour l'uranium.

— (n° **30506**) : **Productions maraîchères de la région nantaise** [23 mai 1980] (p. 1259) : crise du marché des fruits et légumes ; (p. 1260) : concurrence des pays méditerranéens ; prix de l'énergie ; cultures en serre.

— (n° **29703**) : **Enseignement agricole privé** [6 juin 1980] (p. 1643) : insuffisance du nombre des agréments accordés aux maisons familiales rurales d'éducation et d'orientation ; (p. 1644) : conditions de l'agrément :

pédagogie des maisons familiales ; exemple de la Loire-Atlantique.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Commerce et artisanat, rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges, pour le commerce et l'artisanat. **Discussion générale** [17 novembre 1978] (p. 7899) : amendement destiné à faciliter la gestion des crédits par le ministère et à accélérer le versement aux artisans et commerçants des subventions ; importance économique du secteur de l'artisanat et des métiers ; l'artisanat offre une filière de formation privilégiée ; contribution décisive de l'artisanat au maintien de l'équilibre régional ; nécessité de majorer la taxe pour frais des chambres de métiers ; (p. 7900) : revendications des commerçants pour l'unicité du régime des prestations sociales, pour l'application de l'abattement de 20 % sur le revenu imposable et pour la réduction des droits de mutation sur fonds de commerce ; nécessité de simplifier les formalités pour l'embauche d'un apprenti et de maintenir l'aide financière de l'Etat aux centres de formation des apprentis ; création d'emplois par l'artisanat. **Examen des crédits** [17 novembre 1978]. **Etat C - Titre VI** (p. 7923) : son amendement n° 288 : réduction de 26,5 millions de francs des crédits du chapitre 64-01 ; justifie son amendement par les retards dans l'octroi des crédits d'aide au commerce et à l'artisanat dans les zones sensibles en raison des transferts de crédits réalisés du chapitre 64-01 au chapitre 44-04 ; adopté après adoption du sous-amendement du Gouvernement.

Economie et budget. — I. Charges communes. Examen des crédits [17 novembre 1978]. **Etat C - Titre VI** (p. 7946) : son amendement n° 287 soutenu par M. Henri Emmanuelli : réduction des crédits destinés à abonder les crédits du chapitre 64-00 du budget du commerce et de l'artisanat au titre des primes de développement artisanal ; adopté.

— **Projet de loi relatif à la modération du prix de l'eau** (n° **661**). **Première lecture. Discussion générale** [29 novembre 1978] (p. 8522) : problème de la rémunération des sociétés d'exploitation des services d'eau en gérance.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978. Commission mixte paritaire** (n° **709**). **Discussion générale** [20 décembre 1978] (p. 9756) : désapprouve l'institution d'une contribution additionnelle sur les contrats d'assurance automobile des agriculteurs en vue d'augmenter les ressources du fonds de garantie des calamités agricoles.

— **Projet de loi relatif au contrôle de la circulation des sucres** (n° **1034**). **Première lecture. Discussion générale** [21 juin 1979] (p. 5445) : historique de la chaptalisation ; (p. 5446) : effort de qualité accompli par les viticulteurs du Val-de-Loire ; nécessité de mettre en harmonie les charges imposées aux viticulteurs français avec celles que supportent les viticulteurs européens. **Discussion des articles** [21 juin 1979]. **Article 3** (p. 5449) : problème de la compensation de la différence de coût entre l'enrichissement par les moûts concentrés et la chaptalisation.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Transports. Discussion générale [23 octobre 1979] (p. 8823) : demande la réalisation d'une déviation de la nationale 149 dans la traversée de Clisson.

Commerce et artisanat, rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges, pour le commerce et l'artisanat. **Discussion générale** [24 octobre 1979] (p. 8876) : présente les données statistiques du commerce et de l'artisanat ; situation satisfaisante des secteurs du commerce et de l'artisanat ; augmentation très sensible d'une prime à l'embauche du premier salarié ; (p. 8877) : nécessité d'abréger les procédures d'octroi des primes à la création d'entreprise et d'assurer une meilleure coordination entre les diverses administrations ; détournement des crédits d'aide au commerce dans les zones sensibles ; problème de l'ouverture des magasins le dimanche ; nécessaire réduction des charges sociales ; difficultés de l'embauche d'apprentis ; statut des épouses d'artisans. **Examen des crédits. Etat C - Titre VI** (p. 8891) : soutient l'amendement n° 210 de la commission de la production et des échanges : diminution des autorisations de programme et des crédits de paiement de 12 millions de francs ; rejeté ; (p. 8893) : condamne la pratique du transfert budgétaire intervenant en cours d'année qui est contraire à l'ordonnance de 1959 et retarde l'ordonnancement des crédits ; (p. 8892) : se rallie à la proposition faite par le ministre de réduire de 10 millions de francs au lieu de 12 millions les autorisations de programme et crédits de paiement.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1979] (p. 9660) : insuffisance des crédits pour l'électrification ; les crédits du FIDAR peuvent-ils s'ajouter aux crédits d'Etat alloués dans le cadre des contrats de pays ?

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1328**). **Première lecture. Discussion des articles** [29 novembre 1979]. **Rappel au règlement** (p. 10950) : proteste contre l'organisation du débat.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion générale** [12 décembre 1979] (p. 11706) : situation des épouses d'agriculteurs et problème du statut de coexploitants ; nécessité de mettre à la disposition des communes de moins de 3.000 habitants un système de zonage léger délimitant les terres agricoles ; propose un système de pacte de famille en matière successorale. **Discussion des articles** [13 décembre 1979]. **Article 3** (p. 11801) : demande au rapporteur quels sont les produits agricoles qui pourront bénéficier du fonds de promotion.

— **Rappel au règlement** [23 avril 1980] (p. 658) : séance du vendredi 2 mai.

— **Rappel au règlement** [29 avril 1980] (p. 790) : Conseil européen de Luxembourg ; prix agricoles.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur** (n° **15**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [22 mai 1980] (p. 1206) : expérience de production de méthane par fermentation de déjections animales.

— **Rappel au règlement** [6 juin 1980] (p. 1628) : ordre du jour.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [21 octobre 1980]. **Après l'Article 3** (p. 2905) : son amendement n° 158 : augmentation des taux des redevances minières applicables aux minerais d'uranium, aux minerais aurifères, au tungstène, aux minerais argentifères, au chlorure de sodium, à la bauxite, à la fluorine et aux minerais de soufre ; adopté.

Deuxième partie :

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1980] (p. 3364) : problème de validité du certificat d'urbanisme.

Commerce et artisanat, rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges pour le commerce et l'artisanat. **Discussion générale** [31 octobre 1980] (p. 3374) : croissance des dotations du budget ; secteur de l'artisanat privilégié par rapport au secteur du commerce ; prolongation du régime d'aide spéciale compensatrice ; (p. 3375) : charte de l'artisanat ; non-association du Parlement à sa préparation ; formation à la gestion ; harmonisation entre les différents régimes de protection sociale ; chambres des métiers ; création d'une structure régionale ; remise en ordre de la présentation des crédits d'action en zones sensibles. **Examen des crédits : Etat C - Titre IV** (p. 3394) : amendement n° 28 de la commission de la production et des échanges : réduction des crédits de cinq millions ; contrôle des dépenses publiques ; limitation des transferts de crédits du titre VI au titre IV ; gestion de crédits d'aide au commerce et à l'artisanat en zones sensibles ; retiré. **Article 44** (p. 3395) : son amendement déclaré irrecevable par la commission : prorogation de l'application de l'aide compensatrice pour deux ans ; retiré. **Après l'article 44** (p. 3396) : amendement n° 120 de M. Jean-François Mancel : portant de 200 à 240 F le montant maximum de la taxe pour frais de chambre des métiers ; adopté.

Santé et sécurité sociale. Travail et santé. — I. Section commune. — III. Santé et sécurité sociale. Discussion générale [17 novembre 1980] (p. 4069) : projet de réalisation d'une maison d'accueil spécialisée pour handicapés à Loroux-Bottereau en Loire-Atlantique.

MAUROY (Pierre)

Député du Nord
(2e circonscription)
(S).

Premier ministre.

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1100).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1107).

Premier ministre, décret du 21 mai 1981. [*J.O.* du 22 mai 1981] (p. 1622).

Fin de ses fonctions de Premier ministre, décret du 22 juin 1981 [*J.O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi adopté par le Sénat

réglementant la publicité extérieure et les enseignes [26 octobre 1978] (p. 6773).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage [*J.O.* du 17 mars 1979] (p. 621).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Mitterrand et plusieurs de ses collègues portant décentralisation de l'Etat (n° 1557) [10 avril 1980] (p. 297).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** portant extension des **dispositions** de la loi n° 73-1128 du 21 décembre 1973 **en faveur des mineurs reconvertis** (n° **2214**) [18 décembre 1980].

— **Proposition de loi** tendant à la mise en valeur des **friches industrielles et commerciales** (n° **2216**) [18 décembre 1980].

QUESTIONS

• *question orale sans débat :*

— (n° **31256**) : **Station de radio expérimentale « Fréquence Nord »** [23 mai 1980] (p. 1254) : violation du monopole d'Etat ; comités régionaux consultatifs de l'audiovisuel ; (p. 1256) : commission nationale d'évaluation ; comités régionaux de l'audiovisuel ; monopole de diffusion.

INTERVENTIONS

En qualité de député :

— **Projet de loi relatif aux opérations de la Caisse d'amortissement pour l'acier** (n° 563) et **projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **564**). **Première lecture. Discussion générale commune** [9 octobre 1978] (p. 5801) : **oppose la question préalable ;** le cas de Neuves-Maisons ; substituer à un débat technique un débat général sur l'avenir de la sidérurgie ; aggravation de la situation depuis le plan d'avril 1977 (p. 5802) : le plan : « étatisation qui n'ose pas dire son nom » ; proposition socialiste : prise de participation majoritaire de l'Etat ; report des bénéfices sur les holdings par les sociétés sidérurgiques ; accents mis sur la réversibilité du plan ; insuffisance du plan de 1977 qui s'est borné aux licenciements de 16.500 travailleurs ; possibilité de trouver des débouchés pour la sidérurgie par un plan ambitieux d'équipement dans les secteurs scolaires et sociaux ; incapacité du libéralisme à relancer la production ; rejetée par scrutin public n° 81 (p. 5804).

— **Discussion commune des motions de censure sur la politique économique et sociale déposées, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par quatre-vingt-six députés du groupe communiste et par soixante-quatre députés du groupe socialiste** [14 mars 1979] (p. 1564) : contraste entre les promesses électorales du Gouvernement et la réalité du chômage et de l'inflation ; colère de la population du Nord et de la Lorraine ; (p. 1565) : illogisme de l'attitude du RPR condamnant la politique du Gouvernement sans le censurer ; lourd bilan de la politique industrielle de la V^e^ République ; aggravation de la crise par une politique de déflation ; sa foi en une expansion future de la sidérurgie ; responsabilité du Gouvernement dans les incidents de Denain ; (p. 1566) : utilisation du chômage comme une solution aux problèmes posés par la crise du système capitaliste ; demande la création de 150.000 emplois dans le secteur public et la réduction du temps de travail ; politique industrielle trop axée sur le marché mondial ; nécessité d'une relance du pouvoir d'achat ; (p. 1567) : décentralisation et politique de l'emploi.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Industrie. Discussion générale [13 novembre 1980] (p. 3830) : absence de politique industrielle du fait de l'ultralibéralisme du Gouvernement ; augmentation du chômage ; dégradation du commerce extérieur ; redéploiement industriel ; aide de l'Etat aux investissements limitée aux entreprises bénéficiaires ; avenir économique du Nord-Pas-de Calais ; conceptions du patronat en matière de politique industrielle.

MAXIMIN (Mariani)

Député de la Guadeloupe
(2^e^ circonscription)
(RPR).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1103).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

Contestation de son élection [3 avril 1978] (p. 1103).

Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [*J.O.* du 16 juillet 1978] (p. 2841, 2842).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978]

(p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Concours d'entrée à l'école normale de Pointe-à-Pitre** [25 octobre 1978] (p. 6624) : émotion soulevée dans le département de la Guadeloupe par l'annulation de deux concours d'entrée à l'école normale ; demande les raisons de l'arrêt du recrutement des instituteurs.

— **Fiscalité sur les punchs** [30 mai 1979] (p. 4355) : instruction gouvernementale du 4 avril 1979 alourdissant la fiscalité des punchs et portant atteinte à l'industrie du rhum.

— **Fermeture de l'usine Blanchet de Morne-à-l'Eau en Guadeloupe** [3 octobre 1979] (p. 7726) : émotion suscitée par la décision de fermeture de cette usine.

— **Prix de la canne à sucre** [5 novembre 1980] (p. 3572) : fixation du prix avant la récolte.

• *question orale avec débat de :*

— **M. Michel Debré** (n° **148**) : **Développement des départements et territoires d'outre-mer** [12 mai 1978] (p. 1673, 1674) : fragilité économique de la Guadeloupe ; politique plus libérale de crédit agricole ; diversification des cultures ; implantation d'industries agro-alimentaires.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **7256**) : **Crédit à l'artisanat dans les départements d'outre-mer** [24 novembre 1978] (p. 8354) : la réforme du crédit à l'artisanat est-elle applicable aux départements d'outre-mer ?

— (n° **29831**) : **Mensualisation des pensions dans les départements d'outre-mer** [25 avril 1980] (p. 748).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Départements d'outre-mer. Discussion générale [15 novembre 1978] (p. 7681) : problème de la canne à sucre à la Guadeloupe ; nécessité d'augmenter le prix de la tonne de canne ; situation alarmante dans l'enseignement due à l'insuffisance en personnel ; retard de l'enseignement préscolaire en Guadeloupe ; absence de départementalisation économique.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Départements d'outre-mer. Discussion générale [31 octobre 1979] (p. 9278) : désarroi de l'ensemble de la population antillaise ; nécessité d'une relance de l'industrie sucrière et d'une réforme foncière ; estime indispensable la réduction des disparités avec la métropole en matière de législation sociale ; déplore la suppression des avantages fiscaux accordés aux investissements d'outre-mer ; (p. 9279) : son hostilité à la suppression de l'indemnité de vie chère des fonctionnaires outre-mer ; conséquences dévastatrices des récents cyclones.

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses** (n° **1608**). **Première lecture. Discussion des articles** [14 mai 1980] **Article 10** (p. 1068) : application du texte dans les départements d'outre-mer ; supplément de revenu familial forfaitaire dans les DOM.

— **Déclaration du Gouvernement sur les départements et territoires d'outre-mer et débat sur cette déclaration** (n° **1783**). **Discussion** [11 juin 1980] (p. 1719) : départementalisation ; mécontentement des populations antillaises ; (p. 1720) : production sucrière ; diversification agricole ; problème de l'éducation et de la formation professionnelle.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Départements et territoires d'outre-mer. — II. Départements d'outre-mer. Discussion générale [28 octobre 1980] (p. 3226) : décalage entre un secteur social avancé et un secteur économique en crise dans les DOM ; accroissement du chômage ; migration ; rejet du principe de la dépendance de l'économie des DOM vis-à-vis du transfert public ; nécessité d'une aide à l'investissement ; consolidation des grandes productions agricoles, canne à sucre et bananes ; formation professionnelle ; (p. 3227) : rôle des énergies nouvelles dans les DOM.

MAYOUD (Alain)

Député du Rhône
(9e circonscription)
(UDF).

Elu le 12 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1107).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 4 avril 1979] (p. 772), [*J.O.* du 4 avril 1980] (p. 858), [*J.O.* du 5 avril 1981] (p. 962).

Membre du conseil supérieur de la coopération [8 juin 1978] (p. 2729), [9 juin 1978] (p. 2762).

Membre de la commission chargée du contrôle périodique du fonctionnement du fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (FORMA) [17 mai 1978] (p. 1775).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'imposition des gains nets en capital réalisés à l'occasion de cessions à titre onéreux de valeurs mobilières et de droits sociaux [23 juin 1978] (p. 3431).

Membre suppélant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'orientation de l'épargne vers le financement des entreprises [*J.O.* du 1er juillet 1978] (p. 2566).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la modération du prix de l'eau [*J.O.* du 16 novembre 1978] (p. 3861).

A donné sa démission de membre de cette commission spéciale [21 novembre 1978] (p. 8106), [*J.O.* du 22 novembre 1978] (p. 3919).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation agricole [*J.O.* du 12 mai 1979] (p. 1126).

Président de cette commission [*J.O.* du 17 mai 1979] (p. 1157).

Membre de la délégation parlementaire pour les communautés européennes [*J.O.* du 11 octobre 1979] (p. 2545).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la Compagnie nationale du Rhône [*J.O.* du 21 décembre 1979] (p. 3220).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'orientation agricole (n° 1041) [*J.O.* du 29 mai 1980] (p. 1326).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la communication de documents et renseignements d'ordre économique, commercial ou technique à des personnes physiques ou morales étrangères (n° 1771) [5 juin 1980].

Membre titulaire de la commission nationale d'urbanisme commercial [*J.O.* du 27 juin 1980] (p. 1597).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1981 (n° 1933) (Commerce extérieur) (n° 1981-IV) [9 octobre 1980] (p. 2650).

Membre de la commission d'enquête sur l'industrie textile [*J.O.* du 18 décembre 1980] (p. 2982).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** portant **statut professionnel du promoteur-constructeur** (n° **278**) [25 mai 1978].

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'article 37 de la **loi n° 77-2** du 3 janvier 1977 sur **l'architecture** (n° **433**) [22 juin 1978].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1979** (n° 560). — Budgets civils. — **Annexe n° 24 : Intérieur - Collectivités locales** (n° **570**) [5 octobre 1978].

— **Proposition de loi** relative à l'attribution de bonifications annuelles pour le calcul de la **retraite des policiers municipaux** (n° **759**) [6 décembre 1978].

— **Proposition de loi** visant à abroger l'article L 49 du **code des communes**, relatif aux **débits de boissons** (n° **875**) [20 décembre 1978].

— **Proposition de loi** tendant à l'abrogation de l'article L 3 du **code de la route** relatif au **dépistage de l'état alcoolique des conducteurs** (n° **876**) [20 décembre 1978].

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur les propositions de loi (n° 196) portant modification du statut du comité interprofessionnel des **vins des Côtes-du-Rhône**, des **Côtes du Ventoux** et des **Coteaux du Tricastin** ; (n° 956) relative à l'établissement d'un comité interprofessionnel des vins des Côtes-du-Rhône, des Côtes du Ventoux et des Coteaux du Tricastin (n° **1047**) [10 mai 1979].

— **Avis,** présenté au nom de la commisssion de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1290). — **Tome IV : Commerce extérieur** (fascicule budgétaire : Economie et budget) (n° **1297**) [2 octobre 1979].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1560). — **Tome IV : Commerce extérieur** (fascicule budgétaire : Economie et budget) (n° **1567**) [9 janvier 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1771), relatif à la **communication de documents et renseignements d'ordre économique, commercial ou technique** à des personnes physiques ou morales étrangères (n° **1814**) [19 juin 1980].

— **Proposition de loi** tendant à adapter certaines dispositions fiscales et juridiques du **métayage** et du **fermage viticole** (n° **1839**) [25 juin 1980].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° 1933). — **Tome IV : Commerce extérieur** (n° **1981**) [9 octobre 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 865) tendant à créer un régime unique d'**enrichissement des vins** sur le territoire français (n° **2152**) [11 décembre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Activité industrielle** [31 mai 1978] (p. 2287, 2288) : menace, pour l'économie française, de la concurrence américaine et des investissements des pays arabes.

— **Accord commercial multilatéral de Genève** [18 avril 1979] (p. 2692) : l'accord de Genève signé dernièrement menace-t-il notre industrie et notre agriculture.

— **Négociations dans le cadre du GATT** [12 décembre 1979] (p. 11663) : les dispositions résultant des négociations commerciales multilatérales entérinées par l'assemblée annuelle du GATT correspondent-elles aux intérêts légitimes de la France en ce qui concerne les normes et réglementations techniques.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **485**) : **Relations franco-algériennes** [21 avril 1978] (p. 1307, 1308) : les espoirs suscités par les propositions faites par le Président de la République ; l'importance des liens culturels, économiques et commerciaux existant entre les deux pays ; la liberté de circulation en Algérie des Français musulmans ; indemnisation des biens français nationalisés.

— (n° **3127**) : **Industries agro-alimentaires** [16 juin 1978] (p. 3096, 3097) : nécessité de relancer ce secteur en accélérant les restructurations et réorientations.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'orientation de l'épargne vers le financement des entreprises** (n° **320 rectifié**). **Discussion des articles** [22 juin 1978]. **Article 29** (p. 3330) : son amendement n° 1 : maintien du taux du prélèvement libératoire à 33 1/3 % pour les intérêts des comptes sur livret ; non soutenu ; son amendement n° 2 : maintien du taux de prélèvement libératoire à 33 1/3 % pour les intérêts à échoir sur les comptes à terme souscrits pour plus de cinq ans avant le 1er juin 1978 ; non soutenu.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Intérieur, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan pour les collectivités locales. **Discussion générale** [19 octobre 1978] (p. 6331) : aide supplémentaire aux collectivités locales ; versement du VRTS à un fonds de développement ; augmentation de 18,35 % des subventions de fonctionnement ; augmentation de 60 % des crédits du fonds d'équipement des collectivités locales ; nécessité de développer la coopération intercommunale ; non-révision des valeurs locatives pour le calcul de la taxe foncière ; souhaite l'orientation de la fiscalité vers une taxation plus importante des terrains à bâtir ; (p. 6332) : anarchisme en matière de prêts aux collectivités locales ; nécessité d'amplifier la politique d'incitation financière pour les collectivités locales ; de revoir les modes de calcul des taxes foncières bâties et non bâties ; de garantir un minimum de progression dans le mode de calcul du fonds de compensation de la TVA ; de remettre en ordre l'étude des dossiers de la CAECL ; médiocrité des prévisions relatives aux interventions du FIDES.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1978] (p. 7217) : accentuation de l'exode rural ; (p. 7218) : importance de la part prise par les bonifications d'intérêts dans le budget de l'agriculture ; souhaite l'institution d'une carte professionnelle, l'harmonisation des cotisations des

exploitants avec celle des autres régimes sociaux ; réussite des précédentes lois d'orientation agricole ; objet de la future loi d'orientation : faire le point de la situation agricole, développer l'industrie agro-alimentaire ; (p. 7219) : favoriser l'installation des jeunes ; développer les interprofessions ; refus de la fiscalisation du crédit agricole.

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique agricole et débat sur cette déclaration** (n° **790**). **Discussion** [14 décembre 1978] (p. 9421) : nécessité de maintenir l'exploitation à responsabilité personnelle familiale ; idée d'un contrat bilatéral entre la France et son agriculture qui doit contribuer au renforcement de son indépendance économique ; rôle moteur de l'agriculture dans l'aménagement du territoire rural ; nécessité d'améliorer les revenus des agriculteurs, de régler le problème foncier et de développer la formation des agriculteurs ; (p. 9422) : souhaite que soit évitée une concentration capitaliste qui priverait les exploitants familiaux de la maîtrise de leur sol ; nécessité de créer dans tous les secteurs des interprofessions ; nécessité de progresser vers la parité en matière de protection sociale pour les agriculteurs.

— **Proposition de loi portant modification du statut du comité interprofessionnel des vins des côtes du Rhône, des côtes du Ventoux et des coteaux du Tricastin** (n° 196) **et proposition de loi relative à l'établissement d'un comité interprofessionnel des vins des côtes du Rhône, des côtes du Ventoux et des coteaux du Tricastin** (n° **956**). **Première lecture,** rapporteur de la commission de la production et des échanges. **Discussion générale commune** [5 juin 1979] (p. 4660) : propositions de loi de M. Henri Michel et de M. Maurice Charretier tendant à inclure dans l'interprofession des Côtes du Rhône, les Côtes du Ventoux, les Coteaux du Tricastin ; avis favorable de la commission de la production et des échanges.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1979] (p. 9611) : progression des dépenses tournée vers l'avenir ; approuve la nomination de M. Michel Debatisse ; risque d'accroissement des écarts de compétitivité entre la France et ses partenaires européens ; développement considérable des consommations intermédiaires dans la production agricole ; nécessité de vulgariser des systèmes de production moins dépendants de la consommation d'énergie ; affirmation de la vocation exportatrice du secteur agro-alimentaire ; (p. 9612) : nécessité de réorienter les exportations ; masse considérable du BAPSA ; nécessité d'une fiscalité adaptée à l'agriculture.

Deuxième partie :

Commerce extérieur, rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges. **Discussion générale** [16 novembre 1979] (p. 10182) : renchérissement des prix du pétrole ; déficit de 10 milliards de francs en 1979 ; redéploiement du service de l'expansion économique à l'étranger ; augmentation de la subvention du centre français du commerce extérieur ; décentralisation plus poussée de la Compagnie française d'assurances pour le commerce extérieur ; nécessité de renforcer la présence des organisations professionnelles à l'étranger ; nécessité d'une politique d'investissement à l'étranger ; déséquilibre du commerce extérieur dû à l'accroissement excessif des importations de produits non substituables mais aussi aux importations sauvages de pays extérieurs à la CEE ; nécessité d'une amélioration durable et des relations commerciales avec l'Algérie.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture,** président de la commission spéciale. **Discussion générale** [11 décembre 1979] (p. 11586) : augmentation de la production de 40 % depuis 1960 ; population agricole active de 2,5 millions ; modification du contexte économique d'ensemble depuis les lois d'orientation des années 1960 ; choix de l'UDF : opposition à tout malthusianisme ; importance du problème de la faim dans le monde ; l'attachement de l'UDF au droit de propriété ; rôle du conseil supérieur d'orientation agricole ; création d'un fonds de promotion ; renforcement des interprofessions ; (p. 11587) : création d'un comité d'études sur la fiscalité ; les orientations du domaine social : assainissement progressif du BAPSA, amélioration de l'assiette des cotisations ; priorité donnée à l'installation des jeunes par l'aménagement des règlements successoraux ; l'aménagement rural ; nécessité d'aller plus loin dans l'affectation des sols ; l'environnement international ; dénonce l'attitude britannique scandaleusement antieuropéenne ; (p. 11594) : réfute les attaques portées par M. Claude Michel contre le travail accompli par la commission spéciale ; [13 décembre 1979] (p. 11747) : s'étonne du délai demandé par la commission chargée d'étudier la recevabilité des amendements sur le plan financier et des motifs invoqués pour justifier l'irrecevabilité des amendements. **Discussion des articles** [13 décembre 1979] : **Article 2** (p. 11784) : son sous-amendement n° 577 à l'amendement n° 10 de la commission : avis et recommandations du conseil supérieur d'orientation sur les questions rele-

vant de sa compétence ; recommandation exécutoire sauf décision contraire du ministre ; adopté dans sa première partie. **Après l'Article 2** (p. 11795) : son amendement n° 204 : extension des tâches du comité à l'ensemble des problèmes fiscaux qui se posent aux agriculteurs ; retiré ; (p. 11799) : son amendement n° 467 : extension des règles concernant l'organisation des productions, la promotion des ventes et la mise en marché lorsque les comités économiques agricoles, justifiant d'une expérience satisfaisante, le demandent ; adopté avec modifications. **Article 3** (p. 11802) : nécessité de tenir compte dans le calcul des cotisations des dépenses consacrées par les organisations professionnelles à la promotion des exportations ; [14 décembre 1979] : **Article 5** (p. 11922) : son sous-amendement n° 205 à l'amendement n° 20 corrigé de la commission : délai d'extension ; retiré. **Après l'Article 5** (p. 11923) : son amendement n° 468 : mise en place d'un dispositif pénal de répression des infractions à la loi du 10 juillet 1975 ; rejeté. **Article 6** (p. 11924) : son amendement n° 206 : procédure de recouvrement des amendes ; devient sans objet. **Article 7** (p. 11929) : son amendement n° 208 : fixation de la cotisation minimale par décret ; adopté ; (p. 11930) : son amendement n° 209 ; entrée en vigueur du nouveau seuil d'affiliation dans un délai de cinq années civiles ; retiré ; (p. 11931) : son amendement n° 210 : caractère obligatoire de l'institution de cotisations sans prestation prévue au paragraphe IV de l'article 7 ; adopté. **Article 8** (p. 11936) : son amendement n° 211 : maintien des adhérents actuels au régime agricole ; adopté. **Article 9** (p. 11940) : son amendement n° 216 ; suppression de la progressivité des cotisations individuelles à l'assurance vieillesse ; rejeté. **Article 13** (p. 11952) : la réserve de cet article est de droit. **Article 14** (p. 11959) : son sous-amendement n° 620 à l'amendement n° 41 de la commission : suppression du paragraphe II relatif au droit de préemption des SAFER ; rejeté au scrutin public ; (p. 11960) : atteinte portée au droit de propriété par l'amendement n° 41 qui donne un droit d'expropriation aux SAFER. **Article 15** (p. 11966) : retire son amendement n° 218 : rédactionnel. **Article 17** (p. 11968) : son sous-amendement n° 219 à l'amendement n° 44 corrigé de la commission devient sans objet ; son sous-amendement n° 220 à l'amendement n° 44 corrigé de la commission devient sans objet. **Après l'Article 21** (p. 11976) : problème posé par la domination du secteur agricole par les autres secteurs de l'économie ; [15 décembre 1979] : **Après l'Article 21** (*suite*) (p. 12018) : son sous-amendement n° 245 à l'amendement n° 51 de la commission : modification de la forme juridique de la rédaction de l'amendement n° 51 ; devient sans objet. **Avant l'Article 22** (*suite*) (p. 12059) : son sous-amendement n° 222 à l'amendement n° 57 de la commission : instauration d'une consultation systématique de la commission nationale des structures sur les propositions des commissions départementales ; rejeté ; (p. 12060) : son sous-amendement n° 223 à l'amendement n° 57 de la commission ; régime applicable aux terres incultes ; tombe ; (p. 12064) : retire son sous-amendement n° 224 ; délai pour la décision du tribunal. **Après l'Article 26** (*suite*) (p. 12088) : nécessité d'instituer la liberté des prix pour le bail de carrière. **Après l'Article 30** (p. 12106) : retire son amendement n° 99 rectifié : régime applicable aux terres agricoles et forestières et aux terres agricoles destinées à l'urbanisation. **Après l'Article 31** (p. 12107) : son amendement n° 227 : amélioration des conditions d'exploitation des agriculteurs expropriés ; adopté. **Deuxième lecture,** président de la commission spéciale. **Discussion générale** [8 avril 1980] (p. 105) : son opposition à la question préalable ; (p. 106) : revenu agricole ; bilan du marché commun; élargissement de la CEE; article 15 du projet portant diverses dispositions d'ordre économique et financier et fiscalité des SAFER. **Discussion des articles** [9 avril 1980]. **Article premier** (p. 155) : mise en distribution des amendements. **Article 4** (*suite*) (p. 183) : son amendement n° 120 : relation entre les organisations régionales existantes et l'organisation nationale correspondante ; retiré ; son amendement n° 121 : intervention d'une instance de conciliation à l'occasion du fonctionnement des interprofessions ; adopté ; [10 avril 1980] : **Article 20** (p. 230) : son amendement n° 126 : maintien de l'application à l'agriculture de l'article 833-1 du code civil ; retiré. **Article 21** *bis* (p. 231) : son amendement n° 195 : suppression de l'article 21 *bis* ; rejeté au scrutin public. **Article 22 G** (p. 261) : son amendement n° 128 : supprimant la possibilité pour les SAFER de faire sanctionner l'absence d'autorisation de cumul par la nullité du bail ; rejeté.

— **Projet de loi relatif à la communication de documents et renseignements d'ordre économique, commercial ou technique à des personnes physiques ou morales étrangères** (n° **1771**). **Première lecture,** rapporteur de la commission de la production et des échanges. **Discussion générale** [24 juin 1980] (p. 2231) : pratiques administratives et judiciaires des Etats-Unis ; non-application de la convention de La Haye sur l'obtention de preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale ; loi de 1968 ne concernant que les transports maritimes ou aériens ; interdiction de communication prévue par le pro-

jet ; (p. 2232) : organisation de la récupération de sommes indûment payées par nos entreprises en exécution de jugements étrangers. **Discussion des articles. Article 2** (p. 2234) : amendement n° 2 de la commission : nouvelle rédaction de l'article 2 ; adopté. **Article premier précédemment réservé** (p. 2235) : amendement n° 1 de la commission : amendement d'harmonisation ; adopté. **Article 3 :** amendement n° 3 de la commission : amendement de conséquence ; adopté. **Article 4 :** amendement n° 4 de la commission : possibilité d'autres sanctions prises au titre de chefs d'inculpation différents ; adopté ; amendement n° 5 de la commission : amendement de conséquence ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — VI. Industries agricoles et alimentaires. Discussion générale [29 octobre 1980] (p. 3248) : Fonds de promotion ; réforme de la SOPEXA.

Commerce extérieur, rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges. **Discussion générale** [31 octobre 1980] (p. 3398) : détérioration des échanges extérieurs ; perméabilité du marché français aux produits étrangers ; parité élevée du franc ; choc pétrolier ; excédent dans les secteurs agro-alimentaires, industriels et des services ; déficit de nos relations commerciales avec les pays industrialisés ; reconquête du marché intérieur ; (p. 3399) : insuffisante compétitivité de l'appareil productif français ; stagnation de la dotation du service de l'expansion économique à l'étranger ; développement de la représentation commerciale française à l'étranger ; centre français du commerce extérieur ; comité français des manifestations économiques à l'étranger ; dotation de l'agence pour la coopération technique industrielle et économique ; nécessité de mesures de protection dans certains secteurs ; cas du textile.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [6 novembre 1980] (p. 3636) : faible progression des crédits d'équipement ; action du ministère de l'agriculture en faveur de promotion de la qualité des produits ; affaire de la viande de veau ; absence d'une politique viticole sérieuse ; taxe de coresponsabilité ; politique agricole nationale risquant de n'être plus qu'une politique d'accompagnement de la politique communautaire ; problème des consommations intermédiaires ; économies d'énergie et production d'énergie verte ; diminution des revenus agricoles ; refus du Gouvernement de faire bénéficier l'agriculture de l'incitation fiscale à l'investissement.

MÉDECIN (Jacques)

Député des Alpes-Maritimes
(2e circonscription)
(UDF).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1098).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à réprimer plus sévèrement le **délit de vol** commis par surprise **sur la voie publique** à l'aide d'un engin à deux roues ou de tout autre véhicule à moteur (n° **675**) [14 novembre 1978].

— **Proposition de loi** tendant à modifier la **signalisation urbaine** dans le but d'**améliorer le cadre de vie de nos cités** (n° **1585**) [27 février 1980].

• *question au Gouvernement :*

— **Port de commerce de la Côte d'Azur** [24 octobre 1979] (p. 8867) : nécessité d'un nouveau port de commerce à Nice ; est-il envisagé d'utiliser de nouvelles techniques comme celles des digues flottantes ?

MÉHAIGNERIE (Pierre)

Député de l'Ille-et-Vilaine
(3e circonscription)
(UDF).

Ministre de l'agriculture.

Elu le 12 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1099).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Ministre de l'agriculture (troisième Gouvernement de M. Raymond Barre). Décret du 5 avril 1978 [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1539).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 5 mai 1978, de son mandat de député [9 mai 1978] (p. 1485, 1512).

Fin de ses fonctions de ministre de l'agriculture (troisième Gouvernement de M. Raymond Barre). Décret du 13 mai 1981 [*J.O.* du 14 mai 1981] (p. 1379).

DÉPOTS

— **Projet de loi** relatif à l'exécution des **prophylaxies collectives des maladies des animaux** (n° **8**) [6 avril 1978].

— **Projet de loi** relatif à l'organisation du **contrôle des matières fertilisantes** et des supports de culture (n° **137**) [25 avril 1978].

— **Projet de loi** portant validation des résultats du **concours d'entrée aux écoles nationales vétérinaires** (session 1975) (n° **708**) [21 novembre 1978].

— **Déclaration du Gouvernement** sur la **politique agricole** (n° **790**) [14 décembre 1978].

— **Projet de loi** relatif au **contrôle de la circulation des sucres** (n° **1034**) [2 mai 1979].

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**) [4 mai 1979].

— **Projet de loi** relatif à la mise en valeur et à la protection de la **forêt française** (n° **1925**) [2 octobre 1980].

— **Projet de loi** modifiant ou complétant diverses dispositions du code rural relatives à la lutte contre les **maladies des animaux** et à leur protection (n° **1937**) [2 octobre 1980].

QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement de :

— **M. Michel Cointat : Montants compensatoires monétaires communautaires** [18 avril 1978] (p. 1149, 1150) : souhaite l'accélération du démantèlement du système des montants compensatoires et une réforme de leur mode de calcul.

— **M. Jean-Marie Daillet : Evolution du revenu des producteurs de lait** [18 avril 1978] (p. 1152) : deux objectifs essentiels : le démantèlement des montants compensatoires monétaires et une intervention permanente sur la poudre de lait et de beurre.

— **M. Jean Briane : Négociations agricoles de Bruxelles** [17 mai 1978] (p. 1758) : baisse des montants compensatoires ; amélioration du marché du porc ; réorganisation de la politique agricole commune en faveur des régions du sud (secteur des fruits et légumes et viticulture) ; intervention permanente pour la viande bovine et le lait.

— **M. Alain Bonnet : Nouveau régime des prêts fonciers en agriculture** [17 mai 1978] (p. 1764) : recherche de plus de justice et d'efficacité ; faciliter l'installation des jeunes agriculteurs et des fermiers contraints de racheter l'installation.

— **M. Paul Alduy : Vins doux du Roussillon** [24 mai 1978] (p. 1985) : maintien garanti des avantages existants.

— **M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset : Majoration du prix indicatif du lait** [7 juin 1978] (p. 2602) : fixation des prix planchers pour les principaux produits laitiers (beurre, poudre de lait) ; réduction des montants compensatoires favorisant les exportations.

— **Mme Myriam Barbera : Non-invitation d'un président régional de chambre d'agriculture** [18 octobre 1978] (p. 6238) : M. Maffre-Baugé n'assistait pas à la réunion du 10 août, prélude à la formation de la délégation reçue par le Président de la République.

— **M. Jean Brocard : Enseignement agricole privé** [29 novembre 1978] (p. 8476) : concertation engagée avec les organisations représentatives de l'enseignement privé ; publication des décrets d'application prévue pour janvier 1979.

— **M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset : Vins de muscadet** [29 novembre 1978] (p. 8476) : textes effectivement applicables dès le 1er décembre 1978.

— **M. Hubert Voilquin : Maisons familiales rurales** [13 décembre 1978] (p. 9363) : la décision concernant la répartition des crédits n'est pas encore intervenue.

— **M. Jean Brocard : Aide de l'Etat à l'enseignement agricole privé** [11 avril 1979] (p. 2530) ; subvention de fonctionnement de 11 % pour les établissements à plein temps, de 17 % pour les établissements à enseignement en alternance ; parution du décret d'application de la loi du 29 juillet 1978 avant la fin du mois d'avril.

— **M. Pierre Godefroy : Lutte contre la fièvre aphteuse** [11 avril 1979] (p. 2531) : épizootie vraisemblablement stoppée ; aucun autre remède que l'abattage dans les foyers et la vaccination systématique autour des foyers, mesures nécessaires pour le maintien

de nos exportations vers les pays de la CEE ; barème d'indemnisation tenant compte de la totalité des pertes des éleveurs et paiement rapide des indemnités.

— **M. Gérard César : Prêts aux viticulteurs sinistrés en 1977** [18 avril 1979] (p. 2695) : les engagements de l'Etat au titre des calamités agricoles seront tenus mais, étant donné le montant très élevé des indemnisations, des adaptations du régime s'imposent.

— **M. Marcel Rigout : Prime aux éleveurs** [2 mai 1979] (p. 3333) : étude à Bruxelles sur la demande du ministre de l'agriculture français d'un équilibre entre producteurs de lait et de viande ; importance du niveau technologique pour notre élevage au sein de la CEE.

— **M. Roland Huguet : Prix agricoles** [9 mai 1979] (p. 3542) : report du conseil des Neuf après les élections britanniques et italiennes ; demande par la France d'une augmentation des prix agricoles de 5,4 % ; diminution et même suppression pour certains montants compensatoires ; la baisse du revenu des agriculteurs n'est que comptable ; acceptation d'un débat sur les problèmes agricoles.

— **M. Maurice Brugnon : Lutte contre la brucellose** [16 mai 1979] (p. 3856) : application du programme d'éradication de la brucellose pour 62 départements et 72 % du cheptel; augmentation des primes et des crédits inscrits à ce titre en 1979.

— **M. Henri de Gastines : Aide du Gouvernement néerlandais aux exportateurs** [23 mai 1979] (p. 4130) : deux problèmes de fond : comparaison des prix et coûts de production dans chaque pays de la Communauté et distorsions de concurrence et non-application de l'article 92 du traité de Rome ; analyse comparative sur prix et coûts de production de chaque pays de la Communauté et avantages respectifs en matière budgétaire et de financement.

— **M. Fernand Marin : Statut de l'INRA** [6 juin 1979] (p. 4691) : pas de démantèlement de l'INRA par la réforme prévue qui doit lui permettre de se développer et augmenter son budget.

— **M. Arnaud Lepercq : Marché de la viande ovine** [27 juin 1979] (p. 5725) : le succès des thèses françaises lors de la négociation communautaire ; la France ne peut souscrire qu'à un règlement conforme au Traité de Rome et garantissant une réelle protection de la production nationale.

— **M. René de Branche : Politique agricole commune** [3 octobre 1979] (p. 7724) : incohérence des déclarations de certains partis politiques ou mouvements européens ; pas de remise en question de la politique agricole commune, ni de changement d'attitude de la France.

— **M. Charles Fèvre : Lutte contre la brucellose** [10 octobre 1979] (p. 8003) : insuffisance des crédits en raison de l'augmentation des abattages d'animaux et de la fièvre aphteuse en Basse-Normandie ; crédits supplémentaires mis dans les prochaines semaines à la disposition des éleveurs et permettant de combler les retard de paiement.

— **M. Arnaud Lepercq : Règlement communautaire ovin** [10 octobre 1979] (p. 8005) : désir du Gouvernement d'un système communautaire fondé sur un mécanisme de prix d'intervention et de prix plancher pour assurer une garantie du marché au plus grand nombre de producteurs ; correction plus large nécessaire pour les zones défavorisées et les zones de montagne.

— **M. Louis Le Pensec : Entreprises agro-alimentaires de Quimperlé** [17 octobre 1979] (p. 8323) : étude par les services du ministère de l'agriculture et liaison avec le Crédit agricole d'une solution industrielle permettant la reprise des activités de transformation ; vitalité du secteur des industries agro-alimentaires en Bretagne (solde positif de 2.000 emplois).

— **Mme Myriam Barbera : Productions ovine et viticole** dans le cadre de la Communauté [17 octobre 1979] (p. 8324) : les trois principes fondamentaux : préférence communautaire, liberté des échanges, solidarité financière ; excédent de 13 milliards de ventes sur les achats des produits agricoles ; le programme européen en faveur des régions méditerranéennes ; diversification des productions.

— **M. Francis Geng : Cours de la viande bovine** [31 octobre 1979] (p. 9262) : augmentation de l'offre de 12 % entraînant une augmentation de prix ; depuis plusieurs semaines intervention de l'Etat sur le marché ; problème se posant pour la viande de qualité.

— **M. René Dubreuil : Situation des éleveurs de bovins** [31 octobre 1979] (p. 9264, 9265) : relèvement de 10 % depuis le 1er janvier du prix d'intervention et achat de viandes de stockage pour soutenir les cours malgré l'abondance de l'offre ; discussion en cours avec la communauté sur l'équilibre entre revenus des producteurs de lait et de viande.

— **M. Jean Bégault : Placement des cadres de l'agriculture et des industries agro-alimentaires** [7 novembre 1979] (p. 9536) : augmentation de la dotation budgétaire accordée à

l'APECITA pour 1980 ; diversification envisagée des sources de financement de cette association.

Suppléé par M. Jacques Fouchier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture :

— **M. Philippe Malaud : Situation des éleveurs** [7 novembre 1979] (p. 9543).

— **M. Francis Geng : Régularisation du marché des chevaux** [14 novembre 1979] (p. 10014) : mise en œuvre par le Gouvernement d'un plan de relance de la production pour combler notre déficit ; les mesures prévues sont entrées en application, notamment celles relatives à la régularisation du marché.

— **M. Roland Beix : Viticulture charentaise** [5 décembre 1979] (p. 11265) : mesures prises en faveur des vins de cognac et de la zone charentaise ; sommes importantes consacrées par l'organisation interprofessionnelle du cognac à la promotion du cognac ; forte progression des exportations ; obtention par la France, à la demande des viticulteurs de ces régions, d'une directive européenne permettant de restructurer et reconvertir certaines exploitations ; la promotion des vins charentais.

— **M. Aimé Kerguéris : Utilisation du lait contenant des antibiotiques** [19 décembre 1979] (p. 12309) : application stricte de la loi sur les antibiotiques tant pour les animaux que pour les hommes.

— **M. Hubert Bassot : Maisons familiales rurales** [9 avril 1980] (p. 150) : étalement de l'octroi de l'agrément sur cinq ans.

— **M. Gaston Girard : Revenu des agriculteurs et augmentation de leur coût de production** [30 avril 1980] (p. 848).

— **M. Claude Pringalle : Production d'endives du Nord - Pas-de-Calais** [30 avril 1980] (p. 849).

— **M. André Lajoinie : Position du conseil européen en matière agricole** [30 avril 1980] (p. 854) : prix agricoles.

— **M. Daniel Boulay : Expulsion d'un fermier dans la Sarthe** [30 avril 1980] (p. 855) : statut du fermage.

— **M. Marcel Rigout : Revenu des agriculteurs** [25 juin 1980] (p. 2257) : engagements pris envers les agriculteurs ; stagnation de la demande ; plan viande ; indemnité spéciale de montagne ; intervention sur le marché de la viande ovine.

— **M. André Cellard : Crédit agricole** [8 octobre 1980] (p. 2604) : caractère mutualiste et coopératif du crédit agricole ; mission de réflexion des trois sages : vocation du crédit agricole au sein du système financier français.

— **M. Jean-Claude Pasty : Situation des éleveurs de veaux** [8 octobre 1980] (p. 2609) : harmonisation des produits et des contrôles à l'intérieur de la communauté ; promouvoir une politique de label.

— **Mme Marie-Magdeleine Signouret : Situation des lavandiculteurs** [22 octobre 1980] (p. 2962) : aide au stockage privé ; institution d'une appellation d'origine.

— **M. Guy Bêche : Veaux d'importation** [22 octobre 1980] (p. 2962) : financement du stockage privé.

— **M. André Labarrère : Abattoirs publics et privés** [22 octobre 1980] (p. 2961).

— **M. Jacques-Antoine Gau : Marché de la noix** [22 octobre 1980] (p. 2961) : label d'origine pour la noix de Grenoble.

— **M. Charles Miossec : Situation des éleveurs de veaux** [22 octobre 1980] (p. 2960) : contrôle des importations ; financement du stockage privé.

— **M. Charles Fèvre : Exportations de blé** [29 octobre 1980] (p. 3259) : exportation de céréales vers la Chine ; application de l'embargo décidé par les Etats-Unis ; exportation d'orge vers l'URSS ; plan de renforcement de stockage en céréales.

— **M. Daniel Goulet : Commercialisation des fruits à cidre** [29 octobre 1980] (p. 3255) : importance des stocks ; recherche d'un accord interprofessionnel.

— **M. Gérard Houteer : Fermeture des centres ruraux de formation professionnelle des adultes** [29 octobre 1980] (p. 3256) : adapter l'action de l'ANFOPAR aux nouveaux besoins ; progression des crédits destinés à la formation en agriculture en Aquitaine.

— **M. Louis Mexandeau : Fermeture de trois laiteries en Normandie** [29 octobre 1980] (p. 3258) : problèmes de l'Union laitière normande : crise du veau, réorganisation de ses structures et de son potentiel industriel.

— **M. Jean Fontaine : Règlement sucrier européen** [29 octobre 1980] (p. 3262) : défense du développement de la production sucrière à la Réunion.

— **M. Mariani Maximin : Prix de la canne à sucre** [5 novembre 1980] (p. 3572) : fixation en début d'année d'un prix provi-

soire réajusté en fonction de l'évolution des prix communautaires.

— **M. Henri Colombier : Elevage des bovins** [19 novembre 1980] (p. 4161) : effort à l'exportation ; décision de la communauté de suspendre l'intervention sur les quartiers avant.

— **M. Noël Ravassard : Revenu agricole** [3 décembre 1980] (p. 4576) : contexte européen et mondial ; maintien du revenu des agriculteurs ; aide sélective aux exploitations familiales et aux régions d'élevage.

— **M. Henri Michel : Lavandiculteurs** [3 décembre 1980] (p. 4578) : enquête d'utilité publique sur l'appellation d'origine « lavande fine ».

— **M. Claude Biwer : Difficultés des industries d'équarrissage** [10 décembre 1980] (p. 4800) : collecte des animaux de moins de 40 kilos ; respect des règles sanitaires ; dispositions adaptées aux structures locales.

Réponses aux questions orales sans débat de :

— **M. Guy Guermeur** (n° **382**) : **Cours de la viande de porc** [21 avril 1978] (p. 1297, 1298) : les efforts du Gouvernement pour obtenir de la commission de Bruxelles l'autorisation de stockage privé ; la hausse du prix « d'écluse » ; la réforme du mode de calcul des montants compensatoires.

— **M. Loïc Bouvard** (n° **6845**) : **Remembrement rural dans le Morbihan** [6 octobre 1978] (p. 5768) : augmentation de la dotation budgétaire réservée au remembrement.

— **M. Nicolas About** (n° **3714**) : **Hôpital d'Elancourt** (Yvelines) [6 octobre 1978] (p. 5769) : nécessité de prudence dans la détermination des programmes hospitaliers.

— **M. Henri Emmanuelli** (n° **9461**) : **Marché du foie gras** [1er décembre 1978] (p. 8660, 8661) : importations nécessaires pour couvrir la demande intérieure ; création d'une interprofession du foie gras qui doit présenter un programme d'action ; demande gouvernementale pour proroger le délai au-delà duquel l'abattage à la ferme sera interdit.

— **M. Arnaud Lepercq** (n° **9462**) : **Exportations britanniques d'ovins** [1er décembre 1978] (p. 8661) : fermeture de la frontière française à ces importations depuis le 24 octobre ; Gouvernement conscient d'une double nécessité : contrôle et solution communautaire maintenant les garanties essentielles de notre organisation nationale.

— **M. Arnaud Lepercq, suppléé par M. Jean Castagnou** (n° **14961**) : **Protection du marché du mouton** [20 avril 1979] (p. 2930) : autorisation reçue par le Gouvernement français de maintenir son organisation nationale de marché, en l'absence d'une réglementation communautaire satisfaisante ; nouvelles négociations dans l'esprit de l'article 43, paragraphe 3, du Traité de Rome : toute organisation commune de marché doit apporter aux producteurs des garanties équivalentes à celles des organisations nationales préexistantes.

— **M. Maurice Faure** (n° **15182**) : **Production et commercialisation du tabac français** [20 avril 1979] (p. 2931) : aucune discrimination entre les catégories de tabac et encore moins entre les différentes marques représentées sur le marché français ; réduction progressive en dix ans de 52.000 à 45.000 tonnes des achats de tabac prévus par le SEITA.

— **M. Pierre Lagourgue, suppléé par M. Lionel Stoléru** (n° **16307**) : **Electrification rurale dans les départements d'outre-mer** [18 mai 1979] (p. 4020, 4021) : subventions actuelles de l'Etat pour les travaux d'électrification rurale de 30 à 80 % pour les départements d'outre-mer et de 10 à 30 % pour la métropole ; projet de décret modifiant le régime de financement dans les départements d'outre-mer à l'étude.

— **M. Loïc Bouvard** (n° **17072**) : **Elevage bovin et porcin** [8 juin 1979] (p. 4886) : augmentation et taux inchangé des prêts aux jeunes agriculteurs ; diminution du compte « livraisons », mais augmentation du compte « production » des agriculteurs ; redressement de la situation du marché des gros bovins ; obtention par le Gouvernement lors des négociations communautaires d'une hiérarchie d'augmentation favorable aux productions animales ; mesures prises pour aider les éleveurs à traverser la crise du marché de la viande porcine.

Suppléant M. René Monory, ministre de l'économie :

— **M. Claude Dhinnin** (n° **16859**) : **Application de la réforme de l'assurance** [8 juin 1979] (p. 4886) : avantages considérables apportés par la loi du 4 janvier 1978 pour les personnes ayant acquis un logement : règlement rapide et intégral des travaux de réparation des dommages pouvant affecter des bâtiments ; coût peu élevé de l'assurance.

— **Mme Marie Jacq** (n° **17081**) : **Réforme de l'INRA** [8 juin 1979] (p. 4887) : concertation avec personnels de l'INRA et organisations syndicales sur la réforme ; transformation de l'INRA en établissement public à caractère industriel et commercial pour adapter ses structures scientifiques à la nécessité

d'accélérer la valorisation des recherches et d'améliorer l'efficacité de la recherche agronomique ; les personnels ne pâtiront pas de cette réforme.

Suppléé par M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement :

— **M. Henri Emmanuelli** (n° **23506**) : **Eviscération des volailles** [7 décembre 1979] (p. 11485).

— **M. Jean-Pierre Abelin** (n° **30169**) : **Taxe de coresponsabilité** [12 mai 1980] (p. 995) : augmentation du prix des productions laitières ; propositions de la commission européenne ; prime spéciale pour les troupeaux allaitants.

— **M. André Tourné** (n° **30624**) : **Production de fruits et légumes** [12 mai 1980] (p. 996) : concurrence de la production néerlandaise ; clause de sauvegarde pour les tomates ; crédit aux « serristes » ; application de la notion de prix de référence à de nouveaux produits ; création de stations régionales d'expérimentation ; (p. 997) : réglementation viticole.

— **M. Jacques Brunhes** (n° **31266**) : **Tarifs des transports en commun de la région parisienne** [23 mai 1980] (p. 1258) : tarifs pratiqués à Lyon et à Marseille ; contribution des employeurs ; carte orange.

— **M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset** (n° **30506**) : **Productions maraîchères de la région nantaise** [23 mai 1980] (p. 1258) : crise du marché des fruits et légumes ; (p. 1259) : importations en provenance des pays méditerranéens ; préférences communautaires ; organisation économique et commerciale.

— **M. Charles Miossec** (n° **31066**) : **Horticulture et prix de l'énergie** [23 mai 1980] (p. 1261) : rapport de M. Dhinnin, problème des huiles de vidange ; (p. 1262) : énergies nouvelles.

— **M. Lucien Richard** (n° **29672**) : **Marché du lait** [13 juin 1980] (p. 1849) : augmentation de la production française ; augmentation des prix ; montants compensatoires monétaires ; viande ; (p. 1850) : vins, organisation commune des marchés ; absence de taxe de coresponsabilité dans les régions de montagne ; aide alimentaire ; taxe sur les matières grasses et le soja ; (p. 1851) : coût de la réutilisation de la poudre de lait ; faim dans le monde.

— **M. Jacques Baumel** (n° **32049**) : **Protection des animaux domestiques** [13 juin 1980] (p. 1852) : rapport confié à M. Micaux.

— **M. Alain Hautecœur** (n° **32449**) : **Situation de l'agriculture varoise** [20 juin 1980] (p. 2001) : viticulture ; fruits et légumes ; aide à la restructuration du vignoble.

— **M. Emile Koehl** (n° **35671**) : **Enseignement de l'allemand en Alsace** [3 octobre 1980] (p. 2571, 2572) : généralisation de la méthode Holderith ; formation pédagogique des instituteurs ; sous-commission spécialisée de l'EDRAP (équipe départementale de rénovation et d'animation pédagogique pour l'allemand).

— **M. Daniel Goulet** (n° **35871**) : **Jeunes gens non admis dans les établissements d'enseignement technique** [3 octobre 1980] (p. 2573) : mise à jour de la carte nationale relative aux sections de préparation aux brevets de technicien supérieur.

— **M. Jean-Pierre Delalande** (n° **35884**) : **Directeurs d'école** [3 octobre 1980] (p. 2574) : préparation de deux décrets pour clarifier la situation juridique des directeurs d'école ; article 41 de la Constitution opposable à la proposition de loi n° 60.

— **M. Charles Miossec** (n° **35780**) : **Politique agricole** [3 octobre 1980] (p. 2576) : protection et développement de nos produits ; défense de l'évolution des prix ; balance commerciale agricole excédentaire pour 1980 ; motivation et organisation économique de la Bretagne ; législations sanitaires ; (p. 2577) : aide à l'agriculture de montagne ; loi d'orientation agricole.

— **M. Roger Duroure** (n° **36117**) : **Techniciens forestiers** [3 octobre 1980] (p. 2577, 2578) : dispositions statutaires et régimes de rémunérations identiques pour les techniciens relevant soit du ministère de l'agriculture, soit de l'office national des forêts ; facilités des changements d'affectation.

— **M. Irénée Bourgois** (n° **36092**) : **Pêche maritime** [3 octobre 1980] (p. 2578, 2579) : effort de la collectivité nationale, plus d'un milliard de francs ; négociations à Bruxelles d'une politique communautaire globale ; liberté de circulation dans les ports ; conditions de l'exercice normal de la pêche.

— **M. Maxime Gremetz** (n° **36093**) : **Entreprises textiles du groupe Willot** [3 octobre 1980] (p. 2579) : projet de réduction d'effectifs de la société Boussac Saint-Frères ; (p. 2580) : établissement d'un plan social lié aux licenciements.

— **M. François Leizour** (n° **38724**) : **Dégradation du revenu agricole** [21 novembre 1980] (p. 4250) : stagnation du revenu des agriculteurs actifs ; augmentations entraînées par le second choc pétrolier ; mesures sociales

prises en faveur des salariés d'exploitations agricoles ; progression du pouvoir d'achat des retraités ; situation des producteurs de viandes.

— **M. André Tourné** (n° 39532) : **Marché des fruits et légumes** [19 décembre 1980] (p. 5097) : progression de nos exportations de fruits et de légumes en 1980 ; application du système communautaire des prix de référence à de nouveaux produits ; restrictions communautaires aux importations des pays tiers ; effort de discipline et d'organisation économique, condition de la régularisation du marché ; aide à l'investissement dans les entreprises de conditionnement et de commercialisation.

— **M. André Cellard** (n° 40263) : **Viticulture dans le Gers** [19 décembre 1980] (p. 5099) : application de la loi sur les calamités ; avantage de l'organisation communautaire du marché pour tous les producteurs.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'exécution des prophylaxies collectives des maladies des animaux** (n° 8). **Première lecture. Discussion générale** [17 mai 1978] (p. 1751) : les objectifs du projet de loi : qualité du service de prophylaxie et sécurité ; collaboration entre éleveurs, vétérinaires et administration ; amélioration de la productivité de l'élevage ; (p. 1752) : l'origine du texte : la discussion du projet de loi sur la pharmacie vétérinaire ; l'importance des facteurs sanitaires ; l'éradication des maladies des animaux : le monopole de la médecine vétérinaire confié aux vétérinaires par la loi du 17 juin 1978 ; le nombre insuffisant de vétérinaires ; la définition par le projet des interventions que l'Etat fera exécuter et des agents habilités ; l'autorité hiérarchique de la direction des services vétérinaires sur ces agents ; la fixation des tarifs ; (p. 1753) : la position du Gouvernement sur les amendements proposés par la commission ; (p. 1765) : sa réponse aux questions posées durant le débat ; la limitation des interventions à des cas précis ; le monopole des vétérinaires ; les efforts budgeétaires accomplis en matière de lutte contre les maladies du bétail ; (p. 1766) : l'augmentation des indemnités d'abattage en matière de prophylaxie de la brucellose et de la tuberculose. **Deuxième lecture. Discussion générale** [23 novembre 1978] (p. 8266) : objectifs du projet : qualité du service de la prophylaxie, recherche d'une collaboration fructueuse entre les éleveurs, les vétérinaires et l'administration ; (p. 8267) : amélioration de la productivité de l'élevage ; confirme l'ouverture d'une quatrième école nationale vétérinaire à Nantes ; possibilité pour les agents vacataires de passer un concours interne de technicien vétérinaire ; annonce l'intervention d'une décision permettant aux vétérinaires de la CEE d'exercer en France ; adaptation nécessaire de l'enseignement vétérinaire. **Discussion des articles** [23 novembre 1978]. **Article premier** (p. 8268) : sur l'amendement n° 3 de la commission et les sous-amendements n° 4 de M. Soury, n° 5 de M. Leizour et n° 6 de M. Dutard ; nécessité de respecter le caractère purement complémentaire de l'intervention des agents de l'Etat dans les opérations de prophylaxies obligatoires ; (p. 8270) : demande le rejet du sous-amendement n° 5 de M. Leizour dont l'adoption conduirait à retarder l'action nécessairement immédiate en cas d'épizootie ; (p. 8271) : souhaite l'adoption de l'amendement n° 8 de la commission proposant une nouvelle rédaction de l'amendement n° 3.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° 560). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1978] (p. 7231) : traits caractéristiques de l'agriculture en 1978 : augmentation de la production de 6 %, évolution parallèle et modérée des prix et des coûts de production, progression du revenu en franc constant, redressement des exportations ; quatre sujets de préoccupation : crise porcine ; (p. 7232) : progression des prix alimentaires plus rapide que celle des prix agricoles à la production, risque de création d'une agriculture artificielle dans certains pays par le jeu des montants compensatoires monétaires, élargissement de la Communauté européenne ; négociations en vue de l'introduction d'un système de prix plancher du vin dans la Communauté ; respect des engagements gouvernementaux en ce qui concerne le démembrement des montants compensatoires ; (p. 7233) : nécessité d'une participation encore plus active de l'agriculture à la solution des problèmes de la croissance du commerce extérieur et de l'emploi ; défi lancé à l'agriculture française par les pays en voie de développement et les pays à technologie avancée ; nécessité d'un nouvel effort de valorisation des productions ; vieillissement agricole de certaines régions ; décision du Gouvernement d'inscrire un crédit supplémentaire de 100 millions au budget d'équipement ; poids préoccupant des dépenses du BAPSA ; triplement du montant moyen de la retraite des agriculteurs entre 1973 et 1979 ; poids financier des bonifications d'intérêts du crédit agricole ; (p. 7234) : souhaite que le crédit agricole reste la banque

du monde rural et conserve le monopole des bonifications d'intérêts ; nécessité d'une meilleure indemnisation des calamités agricoles les plus graves ; sélectivité accrue du budget de l'équipement ; effort particulier accompli dans le domaine hydraulique agricole et de l'assainissement ; pas de réduction du volume des travaux d'électrification rurale ; croissance du montant des prêts consacrés à la politique des bâtiments d'élevage ; (p. 7235) : effort accompli en faveur des zones de montagne ; respect des engagements du Gouvernement à l'égard de l'enseignement privé ; nécessité d'une réforme de l'enseignement vétérinaire ; progression des moyens des laboratoires de l'INRA ; nécessité de donner un nouveau départ à la productivité et à la compétitivité agricoles par une meilleure maîtrise des coûts de production et par un effort financier public sur les investissements porteurs de progrès technique ; bilan satisfaisant pour la recherche agronomique française ; nécessité d'encourager le développement d'une agriculture plus économe de matières premières et de capital ; (p. 7236) : sa volonté d'encourager les coopératives d'utilisation de matériel agricole ; nécessité de la lutte contre la hausse du prix des terres ; problème du revenu cadastral, base de calcul des cotisations sociales ; politique favorisant l'installation des jeunes agriculteurs passant par l'amélioration des retraites ; nécessité de faire de l'agriculture un secteur fortement exportateur ; annonce la création d'une indemnité compensatrice pour les conjoints d'exploitants agricoles bénéficiant de l'indemnité viagère de départ ; souhaite que l'attribution de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité soit réservée aux agriculteurs ayant effectivement cessé d'exploiter. **Rappel au règlement de M. Pierre Joxe** (p. 7237) : son souci d'informer le Parlement sur les efforts du Gouvernement ; (p. 7275) : pas de diminution du revenu moyen des agriculteurs entre 1960 et 1977 ; retard des prix agricoles sur l'évolution des prix des produits industriels nécessaires à la production agricole ; souhaite le démantèlement du système des montants compensatoires monétaires ; coût de la politique laitière ; conditions économiques de la production porcine en France, en Allemagne et aux Pays-Bas ; (p. 7276) : crise actuelle de la production porcine due au gonflement artificiel de la production allemande ; difficultés des productions méditerranéennes ; son intention de déposer au printemps 1979 un projet de loi sur la chaptalisation ; coût des prestations sociales agricoles et des bonifications d'intérêts. **Examen des crédits** [8 novembre 1978]. **Après l'Article 74** (p. 7277) : soutient l'amendement n° 278 du Gouvernement : réservant le bénéfice de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité aux agriculteurs ayant cessé d'exploiter, créant une indemnité complémentaire versée aux conjoints des exploitants obtenant l'indemnité viagère de départ ; soutient les amendements n^{os} 279 et 280 du Gouvernement : traduction financière de l'amendement n° 278 ; (p. 7278) : nécessité d'éviter le cumul de la retraite de base et de la retraite complémentaire du fonds national de solidarité par les agriculteurs continuant d'exploiter ; (p. 7279) : retire les amendements n^{os} 278, 279 et 280 du Gouvernement ; (p. 7280) : **Etat B - Titre IV :** sur les amendements n° 310 de M. François Leizour et n° 314 de M. Guy Guermeur ; souhaite que le démantèlement des montants compensatoires intervienne dans un délai maximum de trois ans ; (p. 7281) : accepte de recevoir toutes les parties concernées par le secteur du porc afin de mettre en place une interprofession ; (p. 7281) : **Rappel au règlement de M. Pierre Joxe :** refuse la modification de l'ordre du jour prioritaire ; (p. 7282) : **Etat C - Titres V et VI :** intention du Gouvernement de déposer à l'occasion d'une deuxième délibération un amendement proposant une dotation complémentaire de 100 millions de francs pour le budget de l'équipement. **Article 74** (p. 7284) : souhaite le retrait ou le rejet des amendements n° 186 de la commission des finances, n° 143 de M. Roger Duroure et n° 271 de M. Charles Millon ; coût élevé pour l'office national des forêts de la gestion des forêts communales ; accepte la formule transactionnelle proposée par l'amendement n° 307 de M. Pierre Micaux ; (p. 7285) : modestie relative de la participation demandée aux collectivités locales ; (p. 7286) : budget annexe des prestations sociales agricoles. **Après l'Article 74 :** imperfection du système du revenu cadastral, base des cotisations agricoles ; impossibilité de régler par le biais d'un amendement le problème de la base des cotisations sociales agricoles ; (p. 7287) : possibilité de corriger progressivement les défauts du revenu cadastral en faisant intervenir le revenu brut d'exploitation.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **709**). **Lettres rectificatives** (n^{os} **735 et 749**). **Discussion des articles** [7 décembre 1978]. **Article 4** (p. 8970) : échec de l'expérience de décentralisation du fonds de garantie contre les calamités agricoles ; objectif visant à créer un comité régional des calamités ; assiette du financement proposée par l'article 4 non satisfaisante mais transitoire ; (p. 8971) : indemnisation des domma-

ges occasionnés dans le secteur agricole par les inondations de 1977 assurée en totalité par les pouvoirs publics ; taxe sur les véhicules constituant une assiette provisoire pour le financement du fonds ; augmentation minime des charges d'exploitation provoquée par cette taxe ; acceptation par le Gouvernement de l'amendement de M. César renvoyant l'application de la mesure prévue à l'article 4 au 1er janvier 1980 et réduisant le taux de 7 % à 5 % ; (p. 8971) : application de la taxe aux véhicules à usage agricole ; (p. 8972) : critère de véhicules à usage agricole fixé par les contrats d'assurances.

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique agricole et débat sur cette déclaration** (n° 790). **Discussion** [14 décembre 1978] (p. 9414) : nécessité d'une agriculture forte et exportatrice dans un pays pauvre en matières premières et énergétiques ; bilan des vingt dernières années : multiplication des rendements ; (p. 9415) : mutation financière et mutation des structures d'exploitation et d'exportation ; aspirations des années 60 : parité des revenus et des conditions de vie, indexation des prix agricoles sur les prix industriels ; capitalisation de plus en plus forte de l'agriculture ; poursuite de l'exode agricole ; défis extérieurs : problèmes des débouchés, des prix mondiaux inférieurs de moitié aux prix communautaires ; (p. 9416) : retards technologiques de certains secteurs ; exigences de compétitivité devant inciter à la recherche d'une plus grande valeur ajoutée agricole ; nécessité de supprimer les montants compensatoires monétaires ; défis intérieurs affrontés par l'agriculture française : inégalités des régions, problème de la possibilité de la conciliation de la compétitivité et de l'emploi, contraintes budgétaires et multiplication des priorités agricoles ; (p. 9417) : quatre ambitions économiques de la loi d'orientation agricole : compétitivité fondée sur une avance technologique, exportations développées grâce à un renforcement de l'organisation au niveau des interprofessions, valorisation de la production grâce au développement des industries agricoles et alimentaires, régionalisation de la politique des structures et de la politique d'orientation des productions ; nécessité d'une action foncière visant à diminuer la charge financière des agriculteurs qui s'installent ; nécessité d'adapter le régime des successions et d'agir sur le prix de la terre ; actions sociales devant viser trois objectifs : amélioration du régime des retraites, statut des femmes d'agriculteurs, harmonisation des conditions d'emploi, de formation et de rémunérations des salariés de l'agriculture avec celles des salariés de l'industrie ; (p. 9418) : lutte contre le dépeuplement par des actions d'aménagement du territoire ; politique du zonage ; (p. 9472) : conservatisme des organisations syndicales ; impossibilité de planifier les productions ; position des socialistes européens ; (p. 9473) : convergence des membres de l'Assemblée sur la nécessité d'une agriculture plus compétitive ; projet d'orientation comportant les dispositions relatives à la correction des handicaps géographiques et à la pleine utilisation des potentialités régionales par des moyens budgétaires ; forfait pour les régions de montagne ; Communauté économique européenne présentant un double danger : danger libre-échangiste, danger de dépendance ; défi des montants compensatoires monétaires ; position du Gouvernement pour un démembrement total des montants compensatoires monétaires ; évolution de l'élevage ; nécessité d'aboutir à une meilleure hiérarchie des prix entre productions animales et productions végétales ; maintien des crédits aux bâtiments d'élevage ; (p. 9474) : régionalisation de la politique agricole ; expérience en cours avec quatre régions ; adaptation de la politique des structures en fonction des régions et de la politique d'orientation des productions et des crédits.

— **Déclaration du Gouvernement sur l'élargissement de la Communauté économique européenne et débat sur cette déclaration** (n° 800). **Discussion** [11 décembre 1978] (p. 9609) : étude par le ministère de l'agriculture des difficultés en matière de fruits, légumes et vins ; nécessité de perfectionner la technologie de l'agriculture française et d'améliorer son organisation commerciale, en particulier dans les quatre régions du sud de la France ; nécessité de renforcer la protection aux frontières vis-à-vis des pays tiers, afin d'étendre le système des prix de référence ; bataille menée par le Gouvernement français pour le prix minimum du vin.

— **Proposition de loi tendant à permettre l'adhésion des preneurs de baux à ferme à des sociétés civiles d'exploitation agricole** (n° 454). **Première lecture. Discussion générale** [2 mai 1979] (p. 3344) : approuve le développement de l'agriculture de groupe ; (p. 3345) : proposition de loi permettant à des fermiers dont l'exploitation dépasse le cadre habituel des GAEC de constituer une société civile pour réaliser une forme d'agriculture de groupe ; problèmes du statut du fermage ; avis favorable du Gouvernement sur la proposition de loi. **Discussion des articles** [2 mai 1979]. **Article premier** (p. 3346) : estime superflue la référence à l'article 845 du code rural contenue dans le sous-amendement n° 3 de M. Jacques Chaminade à l'amendement n° 2 de M. Maurice Cornette. **Deuxième lecture. Discussion générale** [25 juin 1979] (p. 5603) : approbation par le Gouvernement de la proposition telle qu'elle avait été votée par l'Assem-

blée en première lecture. **Discussion des articles** [25 juin 1979] (p. 5603) : **Article premier** (p. 5604) : soutient l'amendement n° 11 du Gouvernement : limitant l'objet de la loi aux sociétés civiles d'exploitation agricole immatriculées composées d'agriculteurs à titre principal ; adopté ; soutient l'amendement n° 8 du Gouvernement : participation de tous les membres de la société à la mise en valeur des biens qu'elle exploite dans les mêmes conditions ; adopté ; (p. 5605) : soutient le sous-amendement n° 9 du Gouvernement à l'amendement n° 5 de la commission ; adopté. **Titre** : soutient le sous-amendement n° 10 du Gouvernement à l'amendement n° 7 de la commission : sous-amendement d'harmonisation ; adopté.

— **Proposition de loi portant modification du statut du comité interprofessionnel des vins des côtes-du-Rhône, des côtes du Ventoux et des coteaux du Tricastin** (n° **196**) **et proposition de loi relative à l'établissement d'un comité interprofessionnel des vins des côtes-du-Rhône, des côtes du Ventoux et des coteaux du Tricastin** (n° **956**). **Première lecture. Discussion générale commune** [5 juin 1979] (p. 4661) : avis favorable du Gouvernement sur les propositions de loi de MM. Charretier et Michel ; progression des exportations de vins et des liqueurs.

— **Projet de loi relatif à l'application de certaines dispositions du code du travail aux salariés de diverses professions, notamment des professions agricoles** (n° **1042**). **Première lecture. Discussion générale** [25 juin 1979] (p. 5607) : projet faisant figurer dans le code du travail l'application aux salariés agricoles de dispositions relatives aux bulletins et livres de paie, aux congés du 1er mai, aux congés annuels et aux congés pour événements familiaux ; politique gouvernementale tendant à appliquer le plus souvent possible les mêmes textes aux salariés agricoles et aux salariés de l'industrie et du commerce ; difficultés d'une solution du problème de la durée hebdomadaire du travail en agriculture, du fait de l'importance des conditions climatiques ; souhaite examiner ce dossier lors du débat sur la loi d'orientation agricole après concertation avec les organisations agricoles. **Discussion des articles** [25 juin 1979]. **Après l'Article premier** (p. 5609) : hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 10 de M. Claude Michel ; nécessité de faire régler le problème de la mensualisation des salariés agricoles par les partenaires sociaux. **Article 8** (p. 5613) : hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 4 de la commission ; diversité des conditions des assistantes maternelles. **Après l'Article 9** : demande le retrait de l'amendement n° 5 de M. Antoine Gissinger ; impossibilité d'appliquer aux salariés agricoles la législation qui est appliquée aux salariés de l'industrie du fait des contraintes biologiques et climatiques ; étude du problème de la durée du travail en agriculture dans la perspective de la discussion du projet de loi d'orientation agricole. **Seconde délibération. Article premier** *bis* (p. 5614) : soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement : suppression de l'article premier *bis* introduit en première délibération par l'amendement n° 10 de M. Claude Michel ; adopté. **Article 3** (p. 5614) : soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement : supprimant les modifications apportées à l'article 3 par les amendements n° 6 de M. Pierre Girardot et n° 12 de M. Claude Michel en première délibération ; adopté.

— **Projet de loi relatif à l'organisation du contrôle des matières fertilisantes et des supports de culture** (n° **137**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [25 juin 1979] (p. 5597) : problème de l'étendue des dispenses d'homologation accordées aux produits dont l'innocuité à l'égard de l'homme ou de son environnement est prouvée ; nécessité d'éviter la commercialisation de produits d'origine naturelle qui pourraient être mélangés à d'autres substances n'offrant aucune garantie à l'utilisateur. **Discussion des articles** [25 juin 1979]. **Article 2** (p. 5600) : s'oppose à l'amendement n° 2 de la commission qui ouvre la porte à tous les abus. **Article 4** (p. 5602) : soutient le sous-amendement n° 7 du Gouvernement à l'amendement n° 4 de la commission : supprimant dans l'amendement n° 4 la référence au cas des produits vendus en vrac ; retiré.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Jean-Paul Pasty** [8 novembre 1979] (p. 9616) : le conseil des ministres de la Communauté devra, dans sa formation budgétaire, se prononcer sur l'avis de l'Assemblée européenne ; en l'absence d'une majorité, le caractère obligatoire des dépenses agricoles fixées par le traité de Rome subsistera ; accord de la France pour une taxe de coresponsabilité fortement progressive et avec exonération des petits producteurs ; problème des usines à lait.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1979]. **Sur le rappel au règlement de M. Pierre Joxe** (p. 9628) : mise en place des structures du secrétariat d'Etat aux industries agro-alimentaires ; s'engage à répondre aux questions sur les industries agricoles et alimentaires ; (p. 9629) : orientations profondément nouvelles des dépenses de l'Etat au profit de l'agriculture pour accompagner le projet de loi d'orientation

agricole ; volume de production très élevé en 1979 ; progression du revenu global d'environ 1 % ; difficultés conjoncturelles sur le marché des ovins, de la viande bovine, du secteur viticole et des fruits ; achats de viande par le Gouvernement pour constituer des stocks publics ; problème du troupeau allaitant ; obtention de la commission de Bruxelles d'une dérogation permettant de bénéficier de restitutions pour l'exportation de broutards vers les pays tiers ; contribution importante de l'agriculture à la solution des problèmes du pays : croissance, échanges extérieurs, prix ; place de l'agriculture française en Europe ; écarts de résultats par région et par production ; causes de l'exode agricole (p. 9630) : vieillissement de la population agricole ; faiblesse du revenu des éleveurs due aux retards technologiques ; augmentation des crédits pour la prophylaxie et pour la génétique de 11 % ; défi posé à l'agriculture par la crise de l'énergie ; désignation d'une mission de l'énergie ; problème des débouchés, notamment du lait ou du vin de table ; les excédents ; impossibilité de fermer les frontières à l'Italie ; (p. 9631) : défi de la concurrence extérieure sur nos marchés ; la politique agricole commune ; incompétence de l'Assemblée européenne pour diminuer les dépenses du FEOGA qui ont le statut de dépenses obligatoires ; l'augmentation des dépenses dans le domaine laitier n'est pas due à la France ; (p. 9631) : politique agricole commune favorable aux consommateurs ; (p. 9632) : limitation de la bonification d'intérêts par le budget ; suppression des files d'attente ; absence de modifications des prêts d'installation aux jeunes agriculteurs ; financement du BAPSA ; forts écarts de cotisations des agriculteurs compensant les inégalités du revenu ; forte progression des revenus des inactifs agricoles ; problème de l'invalidité, des services de remplacement ; calcul du RBE (revenu brut d'exploitation) ; réforme des calamités agricoles ; (p. 9633) : augmentation des dépenses de fonctionnement de 11,5 % ; priorité accordée à la recherche et à la formation des hommes ; nécessité d'adapter les structures de la recherche agronomique ; parution du décret sur l'enseignement agricole privé ; critique les certificats d'aptitude professionnelle agricole ; s'engage à revoir le problème des équipements dans l'enseignement public ; préparation d'une directive pour les cinq prochaines années dans le domaine de l'enseignement ; forte progression des crédits d'orientation ; crédits d'équipement et d'installation des jeunes agriculteurs ; progression des crédits destinés à l'eau et à l'assainissement ; risque de développement exagéré du nombre de barrages ; (p. 9634) : crédits pour l'électrification rurale ; (p. 9634) : problème du cumul emploi-retraite-FNS au-delà de soixante-cinq ans ; nécessité d'alléger le poids du foncier ; solution aux problèmes fonciers passant par le développement des groupes fonciers agricoles et les prêts bonifiés pour l'agriculture ; maintien du pouvoir d'achat de l'ISM ; (p. 9635) : rapport entre cotisations et prestations sociales de 7 % dans l'Ariège.

Répond à la question de M. Lucien Richard (p. 9635) : programme viti-vinicole en cours de négociation à Bruxelles permettra d'appliquer dans le Centre-Ouest une politique de restructuration du vignoble.

Répond à la question de M. Jean-Pierre Bechter (p. 9635) : double retard dans le versement de l'ISM en raison de la modification du régime de base ou du conflit avec la Communauté européenne ; (p. 9636) : financement des bâtiments d'élevage doit se faire par la bonification d'intérêts ; progression des dotations à la Corrèze en matière de prêt spécial à l'élevage et de plans de modernisation.

Répond à la question de M. Charles Miossec (p. 9636) : mesures prises pour la production porcine : suppression des montants compensatoires monétaires ; équipement des ports ; nécessité de remédier au déséquilibre entre les régions d'élevage et les régions céréalières.

Répond à la question de M. Yves Guéna (p. 9636) : problème du troupeau allaitant sera résolu à l'échelon communautaire ; se déclare ouvert à de nouvelles dispositions concernant la taxe de coresponsabilité ; renforcement des contrôles sur l'emploi d'hormones artificielles.

Répond à la question de M. Francisque Perrut (p. 9637) : nécessité de pratiquer la chaptalisation avec rigueur ; liens entre les différentes zones viticoles ; se déclare prêt à la négociation avec les responsables viticoles.

Répond à la question de M. Jean-Marie Caro (p. 9637) : application de la compensation instituée, en matière d'accidents du travail, par la loi de décembre 1977 aux salariés assujettis au régime local d'Alsace et de Moselle.

Répond à la question de M. Sébastien Couepel (p. 9638) : effort particulier de l'Etat pour les départements qui font un effort propre en matière de remembrement ; prise en charge du remembrement à 100 % par le ministère de l'agriculture qui finance, en outre, entre 30 et 60 % du coût des travaux connexes.

Répond à la question de M. Jean-Paul Fuchs (p. 9638) : respect du statut propre

à la région d'Alsace ; reconnaissance des accords interprofessionnels.

Répond à la question de M. Claude Wilquin (p. 9639) : pas de revalorisation des IVD versées avant 1980 ; but économique et non social de l'IVD ; modulation de l'IVD complément de retraite ; augmentation du volume des prêts d'installation aux jeunes agriculteurs ; limitation de l'octroi des prêts bonifiés aux jeunes qui auront suivi un cycle de formation agricole d'ici à 1985.

Répond à la question de M. Gilbert Sénès (p. 9639) : avenir des régions viticoles du Midi résidant dans l'utilisation des moûts concentrés ; récolte record en 1979 ; souhaite la conclusion de stockage à long terme avec garantie de bonne fin ; création d'un fonds de promotion ; augmentation du budget de l'ONIVIT ; mise en place de super-prestations viniques ; évolution préoccupante de la consommation par rapport aux capacités de production ; (p. 9640) : restructuration de 70.000 hectares de vignobles dans la région du Languedoc-Roussillon ; problème des cultures de remplacement ; 30.000 hectares à reconvertir.

Répond à la question de M. Maurice Brugnon (p. 9640) : circulaire autorisant les établissements publics régionaux à participer à la prophylaxie.

Répond à la question de M. Jean-Michel Baylet (p. 9640) : règlement ovin devant respecter la règle de la préférence communautaire ; se déclare hostile à la réalisation d'une zone de libre-échange qui serait la négation des principes de la politique agricole commune.

Répond à la question de M. André Soury (p. 9641) : difficultés financières dans l'octroi de la prime à la vache allaitante en raison des possibilités de financement du FEOGA section garantie ; existence d'un problème budgétaire au niveau européen en ce qui concerne le lait ; discussion sur l'équilibre lait-viande.

Répond à la question de M. Hubert Ruffe (p. 9641) : régression de la consommation nationale des cigarettes brunes ; insuffisance de la prime versée par le FEOGA aux acheteurs de tabac ; diminution de la production nationale consécutive à l'augmentation de la consommation de tabac blond ; nécessité d'améliorer la prime versée par le FEOGA.

Répond à la question de M. Louis Maisonnat (p. 9642) : octroi de l'indemnité aux agriculteurs pluriactifs ; mise en place de l'indemnité de piémont ; augmentation de crédits pour l'ISM.

Répond à la question de M. Michel Barnier (p. 9642) : nécessité de revaloriser le plafond de 300 F pour la haute montagne ; effort en faveur des versants secs et dans la zone sèche méditerranéenne ; difficulté d'un versement plus rapide de l'indemnité de piémont.

Répond à la question de M. Charles Haby (p. 9643) : problème posé par la réforme du régime de l'enrichissement ; fixation d'un ensemble de degrés maximaux par catégorie de cépage.

Répond à la question de M. Lucien Jacob (p. 9643) : se déclare favorable à l'institution d'une cotisation volontaire pour le financement de la dégustation des vins d'appellation d'origine contrôlée ; opposition du Gouvernement à toute augmentation de la fiscalité.

Répond à la question de M. Pierre Raynal (p. 9643) : importance des ISM versées dans le département du Cantal ; (p. 9644) : nécessité de maintenir l'agriculture dans les régions de montagne ; s'engage à défendre à Bruxelles l'augmentation du plafond de l'ISM; importance de la politique de la montagne menée en France par rapport à celle des autres pays de la Communauté.

Répond à la question de M. Pierre Micaux (p. 9646) : total des crédits pour l'électrification rurale : 1475 millions de francs en 1980 ; maintien du volume des fonds pour 1980 en matière de prêts.

Répond à la question de M. Pascal Clément (p. 9646) : caractère d'obligation communautaire du prélèvement de coresponsabilité ; problème posé par l'évolution du prix des comtés ; se déclare favorable à l'exemption des petites exploitations.

Répond à la question de M. Jean Briane (p. 9647) : augmentation des crédits de formation professionnelle pour l'agriculture.

Répond à la question de M. Jean-Claude Gaudin (p. 9647) : renforcement des mesures existantes et notamment des sapeurs forestiers ; mise en œuvre d'expérience de revitalisation rurale agricole et forestière ; mise au point du programme de reforestation et d'équipement prévu par le FEOGA.

Répond à la question de M. Martin Malvy (p. 9648) : importance de la liberté des prix pour le développement des industries agro-alimentaires ; développement de l'agro-alimentaire reposant sur l'enseignement et la recherche ; la vocation interministérielle de l'agro-alimentaire justifie son rattachement au Premier ministre.

Répond à la question de M. André Cellard (p. 9648) : 1475 millions de francs de travaux pour l'électrification : intervention du FEOGA pour les régions méditerranéennes.

Répond à la question de M. Louis Le Pensec (p. 9649) : mesures prises pour le ralentissement de l'exode rural ; problème de la décentralisation tertiaire ; nécessité de localiser les emplois féminins du secteur tertiaire en milieu rural ; rôle du FIDAR.

Répond à la question de M. Pierre Girardot (p. 9650) : problème posé par les coûts de production dans l'élevage ovin ; absence de diminution de revenu.

Répond à la question de M. Jean Jarosz (p. 9650) : mise en œuvre de programmes pour le développement des petites productions ; conventions pour relancer la châtaigneraie.

Répond à la question de M. Jean-François Mancel (p. 9650) : augmentation de l'enveloppe pour les prêts jeunes agriculteurs ; priorité accordée au financement de l'installation des jeunes agriculteurs ; les prêts fonciers.

Répond à la question de M. Raymond Guilliod (p. 9650) : volonté de la Communauté économique européenne d'aider à la pénétration des aubergines de la Guadeloupe et de la Martinique sur le marché communautaire.

Répond à la question de M. Jacques Piot (p. 9651) : mise en œuvre de négociations communautaires sur le règlement sucrier en décembre et janvier ; refus par le Gouvernement des propositions de la commission de Bruxelles.

Répond à la question de M. René Dubreuil (p. 9651) : problème de l'augmentation du prix de la viande bovine ; amélioration rapide de la productivité pour les céréales et lente pour la viande bovine ; faible écart entre la progression des prix de détail et des prix à la production.

Répond à la question de M. Roger Corrèze (p. 9651) : respect des engagements pour l'exécution du programme hydraulique ; (p. 9652) : priorité dans les crédits pour les travaux d'hydraulique au plan Sud-Ouest ; progression des crédits pour la Sologne.

Répond à la question de M. François d'Harcourt (p. 9652) : effort considérable consenti en matière d'indemnités d'abattage ; amélioration du revenu cadastral par les coefficients correcteurs ; majoration de 1 % du pouvoir d'achat des agriculteurs.

Répond à la question de M. Pascal Clément (p. 9652) : difficultés posées par le dossier des matières grasses.

Répond à la question de M. Jean Pineau (p. 9653) : importance du financement de la collectivité nationale dans l'équilibre du BAPSA ; problème du développement de l'aide à domicile en milieu rural et de l'aide ménagère.

Répond à la question de M. Marcel Papet (p. 9653) : s'engage à répondre par écrit à M. Marcel Papet ; FIDAR, destiné en priorité aux zones dévitalisées et aux zones de conversion.

Répond à la question de M. Aimé Kerguéris (p. 9653) : restriction de l'agrément pour les enseignements qui ne sont pas de type technologique ; intérêt de l'enseignement agricole privé.

Répond à la question de M. Christian Pierret (p. 9654) : intérêt du zonage en agriculture ; institution d'un système de POS simplifié pour les communes rurales ; modification des critères de la délimitation ; rôle de l'OGAF.

Répond à la question de M. Lucien Pignion (p. 9654) : identité des moyens consacrés à la production porcine en Bretagne et dans le Nord-Pas-de-Calais ; nécessité d'un programme spécifique pour le Nord-Pas-de-Calais.

Répond à la question de M. Pierre Jagoret (p. 9654) : mise en œuvre de programmes spécifiques dans les secteurs faibles de l'agriculture française.

Répond à la question de M. Raymond Tourrain (p. 9655) : objectifs du FORMA : aide au stockage et organisation du marché.

Répond à la question de M. Jacques Delong (p. 9655) : accord des membres de la CEE pour le maintien de la politique agricole commune ; existence d'un problème budgétaire ; non-responsabilité de la France dans le problème des excédents.

Répond à la question de M. Jean-Louis Goasduff (p. 9656) : application de la loi sur l'enseignement agricole privé ; augmentation des crédits consacrés à l'enseignement agricole de 31 % en 1980.

Répond à la question de M. Pierre Godefroy (p. 9656) : 162 millions de francs consacrés à l'assainissement du cheptel en 1979 ; participation du FEOGA.

Répond à la question de M. Emmanuel Hamel (p. 9656) : délégation d'une somme de 7 millions de francs à la direction de l'agri-

culture du département du Rhône pour le règlement des ISM ; retard dans le versement de l'ISM s'expliquant par la mise en place d'un nouveau système pour les zones de piémont et de haute montagne.

Répond à la question de M. Edmond Alphandery (p. 9657) : s'engage à étudier la possibilité de simplifier les modalités d'attribution de l'aide aux échanges ruraux agricoles.

Répond à la question de M. Antoine Lepeltier (p. 9657) : difficulté d'une péréquation nationale pour le prix de l'eau.

Répond à la question de M. René Benoit (p. 9658) : s'engage à regarder le dossier du remembrement dans les Vosges.

Répond à la question de M. Arnaud Lepercq (p. 9658) : nécessité de rechercher les bases d'un compromis fondé sur la préférence communautaire et sur les solidarités financières en matière de règlement ovin.

Répond à la question de M. Daniel Goulet (p. 9659) : problème de l'adaptation de l'offre à la demande de lait ; coût moyen du soutien du marché des produits laitiers plus faible en France que dans les autres pays de la CEE.

Répond à la question de M. Jean Crenn (p. 9659) : difficultés de la promotion du beurre ; nécessité de développer la consommation de lait, de produits frais et de yaourts.

Répond à la question de M. Auguste Cazalet (p. 9659) : problème posé par toute opération de classement ; possibilité de résoudre le problème des communes des Pyrénées-Atlantiques sans remettre en question le classement.

Répond à la question de M. Loïc Bouvard (p. 9660) : augmentation des crédits de la formation professionnelle dépendant du secrétariat d'Etat à la formation professionnelle.

Répond à la question de M. Jean-Pierre Abelin (p. 9660) : volonté du Gouvernement de faire discuter à l'Assemblée le projet de loi adopté par le Sénat ; disposition de la loi d'orientation sur le statut des co-exploitantes ; problème posé par la reconnaissance du droit à indemnisation de l'invalidité de la femme.

Répond à la question de M. Maurice Ligot (p. 9660) : se déclare favorable à un accroissement des aides en cours d'année pour la prophylaxie des maladies animales ; priorité des prêts spéciaux d'élevage à l'intérieur de l'enveloppe des prêts bonifiés pour l'agriculture.

Répond à la question de M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset (p. 9660) : FIDAR relayant les contrats de pays ; (p. 9661) : augmentation du volume des travaux d'électrification.

Répond à la question de M. René Benoit (p. 9661) : bénéfice de l'agrément dispersé dans un grand nombre d'établissements ; progression des crédits consacrés aux établissements seulement reconnus.

Répond à la question de M. Claude Pringalle (p. 9661) : soutien du Gouvernement à l'école nationale supérieure des industries agricoles et alimentaires ; approuve les initiatives en matière d'organisation du marché de la pomme de terre.

Répond à la question de M. René Dubreuil (p. 9662) : augmentation des cotisations du régime général de 34 % ; problème de correspondance entre les régimes de salariés et les régimes de non-salariés.

Répond à la question de M. Arnaud Lepercq (p. 9662) : la réalisation du collège agricole de Montmorillon commencera en 1980.

Répond à la question de M. Pierre Raynal (p. 9662) : priorité donnée au Massif-Central à l'intérieur de l'enveloppe de prêts pour les bâtiments d'élevage.

Répond à la question de M. Lucien Jacob (p. 9662) : possibilité de conclure les contrats de stockage à court terme pour tous les types de vins ; (p. 9663) : mesures concernant la distillation préventive et les superprestations viniques.

Répond à la question de M. Jean-Paul Fuchs (p. 9663) : donne son accord à l'augmentation de l'aide pour les vingt premiers bovins.

Répond à la question de M. Adrien Zeller (p. 9663) : nécessité de respecter les principes de la politique agricole commune et de défendre l'exploitation familiale.

Répond à la question de M. Jean-François Mancel (p. 9663) : poursuite de la politique des contrats de pays.

Répond à la question de M. Raymond Guilliod (p. 9663) : avantage de la conteneurisation.

Répond à la question de M. Jean Crenn (p. 9664) : s'engage à répondre par écrit.

Répond à la question de M. Jean Thibault (p. 9664) : volonté du Gouvernement d'organiser les producteurs dans le secteur du porc.

Répond à la question de M. Roger Corrèze (p. 9664) : augmentation des crédits affectés aux maisons familiales rurales ; problème de l'équipement.

Répond à la question de M. Jacques Delong (p. 9664) : égalité de traitement des maisons familiales avec les centres d'enseignement privé à temps complet.

Répond à la question de M. Jean-Louis Goasduff (p. 9665) : absence d'obligation de recours à l'architecte pour les bâtiments d'une surface inférieure à 800 mètres carrés.

Répond à la question de M. Daniel Goulet (p. 9665) : problème posé par l'importance des contingents accordés dans les accords ACP.

Répond à la question de M. Auguste Cazalet (p. 9665) : possibilité d'envisager la construction de l'établissement d'Oloron mais non celui du centre de formation professionnelle agricole d'Orthez.

Répond à la question de M. Claude Pringalle (p. 9665) : effort supplémentaire en faveur de la région Nord-Pas-de-Calais.

Répond à la question de M. Michel Aurillac (p. 9666) : objectifs : cinq millions de tonnes d'équivalent pétrole produites dans le secteur agro-alimentaire ; programme de reconversion d'hectares de taillis et d'utilisation du bois de feu.

Examen des crédits [8 novembre 1979]. **Etat B - Titre III** (p. 9667) : priorité donnée par le Gouvernement à l'action en faveur des jeunes agriculteurs ; utilité du service Nouvelles du marché. **Etat C - Titre VI** (p. 9670) : possibilité d'utiliser des crédits pour l'aide ménagère dans le cadre de la loi d'orientation ; réunion le mois prochain avec la mutualité sociale agricole à ce sujet. **Après l'Article 74** (p. 9672) : s'oppose à l'amendement n° 343 rectifié de M. Pasty devant s'appliquer plutôt à la loi d'orientation agricole ; souhaite l'affectation de la taxe sur les terres en friches aux collectivités locales.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1979** (n° **1397**). **Discussion des articles** [3 décembre 1979]. **Article 11** (p. 11142) : s'oppose à l'amendement n° 40 de M. Gilbert Mathieu ; effort demandé à toutes les catégories sociales pour résorber le déficit de l'assurance maladie ; problème du revenu des producteurs de viande.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion générale** [11 décembre 1979] (p. 11587) : progrès considérable réalisé grâce aux premières lois d'orientation agricole sur le plan de la parité de la protection sociale, du savoir, du pouvoir économique et des échanges extérieurs agro-alimentaires ; (p. 11588) : évolution très disparate de l'agriculture selon les régions ; nécessité d'une politique énergétique de redéploiement géographique et d'aménagement rural ; évolution et disparité des revenus ; environnement international caractérisé par le défi du pétrole et des matières premières ; principes de base : une agriculture à base d'exploitations familiales compétitives et à haut niveau technique ; problème de l'écoulement des produits agricoles dans une Europe qui approche de l'autosuffisance ; problème posé par la croissance trop élevée du coût budgétaire du soutien d'une production excédentaire par la CEE ; défi interne à l'agriculture : défi de la démographie, défi des déséquilibres régionaux ; nécessité de renforcer les capacités économiques de la France par une véritable croisade technique ; (p. 11589) : nécessité d'orienter plus efficacement les productions par un renforcement de l'effort d'organisation professionnelle et interprofessionnelle ; l'installation des jeunes agriculteurs et la revitalisation des zones rurales ; achèvement de la parité ; nécessité de maîtriser les dépenses du BAPSA ; trois éléments essentiels du projet de loi : insertion de la politique agricole et agro-alimentaire dans l'économie nationale, mise à niveau nécessaire de notre effort de promotion par rapport aux pays concurrents ; adaptation des politiques d'aides publiques qui doivent être plus régionalisées ; le volet foncier : installation de plus de jeunes par le développement de l'accès aux formules locatives (GFA successoral ; attribution préférentielle en jouissance au cohéritier agriculteur) ; maîtrise du coût de la terre par le renforcement des sociétés d'aménagement foncier d'établissement rural, par l'institution d'un répertoire des terres, par le refus des prêts bonifiés pour l'acquisition de terres à des prix excessifs ; (p. 11590) : nécessité de maîtriser la progression des dépenses sociales et d'achever la parité ; la reconnaissance de droits professionnels à la femme d'agriculteur ; le zonage ; l'engagement financier du Gouvernement, cinq milliards de francs en cinq ans affectés aux investissements ; la réforme de l'institut national de la recherche agronomique ; priorité donnée au développement des industries alimentaires ; mesures intéressant la forêt ; création du FIDAR ; relèvement de l'IVD ; [12 décembre 1979] (p. 11683) : annonce la conclusion à Bruxelles d'un accord satisfaisant sur la négociation finale viticole ; (p. 11711) : contexte international de la politique agricole ; (p. 11712) : nécessité d'une expansion globale de l'agriculture pour satisfaire les besoins du

tiers-monde ; situation difficile de la France dans le commerce international ; exemple du soja ; contribution des agriculteurs à la solution des problèmes économiques de la France ; volonté du Gouvernement de concilier l'objectif de l'emploi et celui de la compétitivité ; annonce l'élaboration d'une loi forestière, d'une loi sur le zonage et de textes sur la fiscalité ; (p. 11713) : nécessité d'améliorer la retraite des agriculteurs et l'IVD pour libérer des terres ; développement du marché des parts de GFA et allongement des prêts aux agriculteurs ; mise en place d'un contrôle des cumuls plus efficace ; problème des pensions d'invalidité ; politique du Gouvernement en faveur de l'agriculture de montagne ; (p. 11714) : sa volonté de prendre les textes d'application pour les DOM le plus vite possible ; problèmes de la formation et de la recherche en agriculture. **Discussion des articles** [13 décembre 1979] : **Article premier** (p. 11752) : s'oppose à l'amendement n° 6 de la commission : objectif de diminution de la dépendance de l'agriculture à l'égard des denrées importées ; cet objectif ne doit pas être affiché vis-à-vis de nos partenaires ; (p. 11753) : soutient le sous-amendement n° 600 du Gouvernement à l'amendement n° 7 de la commission : rédactionnel ; adopté ; (p. 11755) : réforme de l'INRA nécessitée par la valorisation de notre potentiel de recherche ; soutient l'amendement n° 696 du Gouvernement : objectif d'économie d'énergie et de matières premières dans le secteur agricole ; adopté ; (p. 11760) : importance de la politique mise en œuvre par le Gouvernement en faveur des régions handicapées ; maintien du pouvoir d'achat de l'ISM ; politique de correction des handicaps géographiques ; revalorisation de l'ISM et action en faveur des zones sèches des régions méditerranéennes ; (p. 11761) : propose une modification au sous-amendement n° 583 de M. Jean Brocard : rédactionnelle ; adopté. Après **l'Article premier** (p. 11763) : s'oppose à l'amendement n° 349 rectifié de M. René de Branche, inapplicable. **Article 2** (p. 11782) : opposition du Gouvernement à la création d'un établissement public qui risque de dévier le conseil supérieur de son rôle ; soutient le sous-amendement n° 601 rectifié à l'amendement n° 10 de la commission : composition du conseil d'orientation ; adopté ; (p. 11784) : soutient le sous-amendement n° 603 du Gouvernement à l'amendement n° 10 de la commission : suppression des dispositions relatives à la publicité des décisions du conseil ; rejeté ; (p. 11785) : propose une modification au sous-amendement n° 577 de M. Alain Mayoud tendant à supprimer le caractère exécutoire des recommandations qui devront être adoptées à la majorité qualifiée, modification adoptée. **Après l'Article 2** (p. 11790) : soutient le sous-amendement n° 604 du Gouvernement à l'amendement n° 12 de la commission : réservation progressive des aides aux producteurs organisés ; devient sans objet ; (p. 11793) : s'oppose aux sous-amendements n° 703 de M. Christian Nucci et n° 515 de M. Loïc Bouvard qui augmenteraient les coûts de production ; (p. 11795) : demande le retrait des amendements relatifs à la fiscalité agricole car le Gouvernement est favorable à la création d'un comité d'études sur la fiscalité agricole dès le mois de janvier prochain et donc avant l'entrée en vigueur du projet de loi ; (p. 11796) : réforme fiscale devant aller dans le sens de l'efficacité et de l'équité en tenant compte de la spécificité de l'agriculture ; (p. 11799) : propose un sous-amendement à l'amendement n° 467 de M. Alain Mayoud : fixation par décret des modalités de l'extension ; adopté. **Article 3** (p. 11802) : soutient le sous-amendement n° 605 du Gouvernement à l'amendement n° 14 de la commission : rôle du fonds ; retiré ; soutient le sous-amendement n° 691 du Gouvernement à l'amendement n° 14 de la commission : suppression du caractère interprofessionnel du fonds de promotion ; adopté ; (p. 11803) : soutient le sous-amendement n° 692 du Gouvernement à l'amendement n° 14 de la commission : suppression du pouvoir du fonds de promotion de veiller au respect des clauses qualitatives et quantitatives des contrats d'exportations conclus sous son égide ; adopté ; (p. 11804) : soutient le sous-amendement n° 693 rectifié du Gouvernement à l'amendement n° 14 de la commission : suppression de l'alinéa relatif aux ressources par prélèvements sur les taxes parafiscales existantes ; adopté ; soutient le sous-amendement n° 606 du Gouvernement à l'amendement n° 14 de la commission : suppression de la prise en compte des dépenses consacrées par les organisations professionnelles à la promotion des exportations pour le calcul des cotisations ; adopté ; [14 décembre 1979] : **Article 4** (p. 11916) : soutient l'amendement n° 520 rectifié du Gouvernement : coordination entre la reconnaissance d'une organisation interprofessionnelle nationale et celle d'une organisation interprofessionnelle régionale antérieure ; devenu sans objet. **Article 5** (p. 11921) : soutient le sous-amendement n° 711 du Gouvernement : suppression de la compétence des accords interprofessionnels en matière de conditions de paiement ; rejeté ; (p. 11922) : s'oppose à l'amendement

n° 396 de M. Jean-Claude Pasty ; possibilité de réduire les délais d'homologation ; (p. 11923) : accepte l'amendement n° 397 de M. Jean-Claude Pasty à condition que le délai d'extension soit porté de deux à trois mois ; modification adoptée. **Article 7** (p. 11926) : nécessité d'apporter plus de clarté et de responsabilité dans le système de protection sociale agricole ; nouveau critère d'affiliation fixé en accord avec les organisations agricoles ; (p. 11929) : soutient l'amendement n° 521 du Gouvernement : rédactionnel ; adopté ; (p. 11930) : accepte l'amendement n° 208 de M. Alain Mayoud ; volonté du Gouvernement de parvenir à la fixation d'une cotisation minimale dans un délai de deux ou trois ans. **Après l'Article 7** (p. 11933) : difficulté d'application de l'amendement n° 24 corrigé de la commission ; mise en œuvre d'un dispositif complet relatif aux terres incultes par la loi du 4 janvier 1978 ; prend l'engagement de présenter un rapport au Parlement dans un délai d'un an sur l'application de cette loi. **Article 8** (p. 11936) : s'oppose aux amendements identiques n° 211 de M. Alain Mayoud et n° 262 de M. Pierre Raynal : maintien des adhérent actuels au régime agricole ; (p. 11937) : soutient l'amendement n° 611 du Gouvernement : coordination ; adopté. **Article 9** (p. 11938) : importance de l'augmentation des retraites agricoles depuis 1970 ; (p. 11940) : soutient l'amendement n° 522 du Gouvernement : rédactionnel ; adopté ; soutien l'amendement n° 523 du Gouvernement : rédactionnel ; adopté ; soutient l'amendement n° 524 du Gouvernement : rédactionnel ; adopté ; soutient l'amendement n° 525 du Gouvernement : rédactionnel ; adopté. **Après l'Article 9** (p. 11941) : s'oppose à l'amendement n° 476 rectifié de M. Maurice Dousset ; caractère prématuré de l'institution d'une retraite complémentaire ; problème de la déductibilité fiscale des cotisations ; (p. 11942) : nécessité de cohérence de la politique foncière avec la politique sociale. **Article 14** (p. 11954) : importance du répertoire qui constitue un élément central de la politique foncière et a pour but de favoriser la location, d'assurer la maîtrise des coûts de production et de responsabiliser les agriculteurs ; (p. 11957) : soutient le sous-amendement n° 627 rectifié du Gouvernement à l'amendement n° 41 de la commission : rôle de la commission communale ou intercommunale ; adopté ; propose une modification pour renforcer le rôle de la commission communale ou intercommunale ; (p. 11959) : retire le sous-amendement n° 635 du Gouvernement à l'amendement n° 41 de la commission : rédactionnel ; (p. 11961) : soutient le sous-amendement n° 628 du Gouvernement à l'amendement n° 41 de la commission : possibilité de renoncer à la vente à la suite de la fixation du prix par le tribunal ; accepte de modifier son amendement pour affirmer la compétence du tribunal d'instance et pour tenir compte du sous-amendement n° 629 rectifié de M. Maurice Dousset ; adopté. **Après l'Article 14** (p. 11964) : opposition du Gouvernement à l'amendement n° 95 de M. Michel Cointat qui remet en cause les attributions respectives du ministre de la justice et des conservations des hypothèques. **Article 16** (p. 11967) : attachement du Gouvernement à l'égalité devant les partages ; valeur incitative de l'article 16. **Article 17** (p. 11968) : soutient l'amendement n° 526 rectifié du Gouvernement : signature simultanée du partage du bail et de l'acte constitutif du GFA ; adopté. **Article 18** (p. 11971) : se rallie à l'amendement n° 45 de la commission ; soutient les sous-amendements n° 527 : rétablissement du 6e alinéa de l'article 832-2 du code civil ; n° 528 : limitation de la formule de l'attribution préférentielle en jouissance au cas où il n'y a pas de disposition testamentaire ; n° 529 rectifié : rédactionnel ; n° 550 : prise en compte de la dépréciation moyenne due à l'existence du bail ; n° 531 : harmonisation ; n° 532 : harmonisation ; et n° 533 : cohérence du texte ; adoptés. **Article 19** (p. 11974) : soutient les sous-amendements n° 534 du Gouvernement : tendant à donner à la constitution d'un GFA la priorité sur l'attribution préférentielle en copropriété ; et n° 535 du Gouvernement : retour aux dispositions du projet de loi initial ; retiré. **Article 20** : soutient le sous-amendement n° 536 du Gouvernement à l'amendement n° 48 de la commission : maintien de la procédure de l'intervention d'un décret en Conseil d'Etat ; adopté. **Après l'Article 21** (p. 11979) : deux obstacles à la constitution d'un GFA actuellement : lourdeur de la gestion, interdiction de l'appel public à l'épargne ; caractère non spéculatif du recours aux SCPI (sociétés civiles de placement immobilier) qui se substituent à l'agriculteur et ne constituent pas un nouveau candidat au marché foncier ; la solution au problème foncier passe par le faire-valoir mixte consistant à être en partie propriétaire de la terre et en partie locataire ; [15 décembre 1979] : **Après l'Article 21** (*suite*) (p. 12018) : soutient le sous-amendement n° 719 du Gouvernement à l'amendement n° 51 de la commission : suppression de l'intervention du crédit agricole ; adopté ; (p. 12020) : son sous-amendement n° 613 à l'amendement n° 51 de la commission : précisant que les sociétés mutuelles agricoles doivent consentir des baux à long terme de dix-huit ou vingt-cinq ans ; adopté ; soutient

le sous-amendement n° 634 rectifié du Gouvernement à l'amendement n° 51 de la commission : accès des sociétés civiles, autorisées à faire publiquement appel à l'épargne, à la constitution de GFA ; adopté au scrutin public ; (p. 12020) : indique que le Gouvernement accepterait de ramener à 50 % la participation des SCPI au capital des GFA ; (p. 12021) : indique que le montant de l'épargne extérieure que le Gouvernement acceptera pour le financement de GFA sera fonction de l'évolution de la demande de placements provenant des trois partenaires traditionnels des agriculteurs : les notaires, les SAFER, les caisses de crédit agricole ; estime ce montant à 300 ou 400 millions de francs ; impossibilité pour les SAFER de préempter en cas de cession de parts d'associés ; (p. 12023) : opposition du Gouvernement à l'amendement n° 52 de la commission et aux sous-amendements n° 480 de M. Dousset, n° 150 de M. Soury et n° 315 de M. Lepercq ; problèmes posés par la diversification excessive des activités du crédit agricole. **Article 13 précédemment réservé** (p. 12027) : reconnaissance de l'activité de la femme par le droit actuel qui lui accorde la retraite de base ; article 13 confirmant l'électorat et l'éligibilité des agricultrices à tous les organismes professionnels ; son opposition à l'amendement n° 657 de M. Jean Foyer qui constitue un statut civil particulier pour les épouses d'agriculteurs ; (p. 12028) : volonté du Gouvernement d'accepter l'amendement n° 310 de M. Arnaud Lepercq ; le problème de l'indemnisation de l'invalidité de la femme d'exploitant ; la question de la compensation démographique ; s'engage à rechercher une solution équitable pour l'indemnisation de l'invalidité ; (p. 12031) : retire le paragraphe 2 de l'article 13 du projet de loi. **Avant l'Article 22** (p. 12032) : soutient l'amendement n° 537 du Gouvernement : rédactionnel ; adopté ; impossibilité d'appliquer concrètement les règles de contrôle actuelles qui dépassent les possibilités administratives ; compatibilité entre accroissement de la productivité et contrôle des cumuls ; (p. 12033) : prix de la terre en France plus faible que chez les partenaires européens ; le nouveau dispositif : contrôle des cumuls, au-delà du seuil plancher de 2 SMI ; garantie accordée aux intéressés pour se protéger des abus ; renforcement et maintien des exploitations à responsabilité personnelle ; renforcement du régime du contrôle de l'évolution des structures ; instauration d'un contrôle de la reprise par le conjoint ; (p. 12034) : soutient le sous-amendement n° 538 du Gouvernement à l'amendement n° 53 de la commission : conditions de formation et d'expérience professionnelle fixées par décret ; adopté ; (p. 12036) : soutient le sous-amendement n° 539 du Gouvernement à l'amendement n° 53 de la commission : dispositions relatives aux pluriactifs ; adopté ; soutient le sous-amendement n° 540 du Gouvernement à l'amendement n° 53 de la commission : formel ; adopté ; (p. 12046) : soutient l'amendement n° 576 rectifié du Gouvernement : nouveau dispositif de contrôle des cumuls ; adopté ; nécessité de se concentrer sur les agrandissements excessifs qui sont supérieurs à deux fois la SMI ; création de huit cas seulement de demandes d'autorisation de cumul ; incidence de cette politique sur l'installation des pluriactifs ; demande d'autorisation limitée au cas où les revenus non agricoles du couple pluriactif sont supérieurs à deux fois le SMIC ; volonté du Gouvernement de défendre un type d'exploitation moyenne ; (p. 12053) : soutient le sous-amendement n° 728 du Gouvernement à l'amendement n° 576 rectifié : rectification d'une erreur matérielle ; adopté ; (p. 12056) : commission des structures composée d'agriculteurs et de représentants des organisations professionnelles, de l'administration et des professions spécialisées ; (p. 12057) : soutient le sous-amendement n° 541 du Gouvernement à l'amendement n° 56 de la commission : rédactionnel ; retiré ; (p. 12057) : soutient le sous-amendement n° 542 du Gouvernement : possibilité d'un contrôle au niveau central sur les contenus des schémas directeurs départementaux des structures ; adopté ; (p. 12060) : propose une modification au sous-amendement n° 366 de M. René Benoit : non-prise en compte pour le calcul des seuils d'application du contrôle des structures des agrandissements provenant d'acquisitions de landes, taillis, friches ou étangs ; adopté ; (p. 12061) : soutient les sous-amendements n° 543 à 554 du Gouvernement à l'amendement n° 58 corrigé de la commission : amélioration des garanties des parties intéressées ; sous-amendements n^{os} 543, 544, 546, 547, 549, 550, 551, 552 et 553, adoptés ; sous-amendement n° 548 retiré ; sous-amendement n° 554 devient sans objet ; (p. 12065) : soutient le sous-amendement n° 555 du Gouvernement à l'amendement n° 59 de la commission : précision rédactionnelle ; adopté ; soutient le sous-amendement n° 556 du Gouvernement à l'amendement n° 59 de la commission : fusion des articles 22 C et 22 D ; adopté ; (p. 12066) : soutient le sous-amendement n° 557 du Gouvernement à l'amendement n° 59 de la commission : conséquences de la nullité du bail pour l'exercice du droit de préemption des SAFER ; adopté ; (p. 12067) : soutient le sous-amendement n° 558 du Gouvernement à l'amendement n° 60 de la commission : rédactionnel ; retiré ;

retire le sous-amendement n° 559 du Gouvernement : délai pour la désignation d'un nouvel exploitant ; (p. 12068) : soutient le sous-amendement n° 607 du Gouvernement à l'amendement n° 61 de la commission : suppression de la sanction relative au refus d'affiliation à l'AMEXA ; adopté ; soutient le sous-amendement n° 744 du Gouvernement à l'amendement n° 61 de la commission : précisant quelles sont les aides visées à l'amendement n° 61 ; adopté ; (p. 12069) : soutient le sous-amendement n° 562 du Gouvernement à l'amendement n° 62 de la commission : référence au nouveau texte de l'article 22 B ; adopté ; (p. 12070) : soutient l'amendement n° 745 du Gouvernement : prescription des infractions ; adopté ; (p. 12071) : soutient l'amendement n° 746 du Gouvernement : conditions d'application des articles du présent titre ; adopté. **Après l'Article 26** (p. 12074) : volonté du Gouvernement de développer la location ; (p. 12075) : soutient le sous-amendement n° 563 du Gouvernement à l'amendement n° 68 de la commission : possibilité de conclure des baux traditionnels visés par les titres 2 à 5 du code rural ; adopté ; (p. 12076) : soutient le sous-amendement n° 564 du Gouvernement à l'amendement n° 68 de la commission ; contrôle des ventes d'herbe ; adopté ; approuve le sous-amendement n° 743 de M. Louis Besson qui pose le problème des ventes d'herbe à des tiers ; (p. 12077) : soutient le sous-amendement n° 565 du Gouvernement à l'amendement n° 69 de la commission : prix des locations visées à l'amendement n° 69 ; adopté ; soutient le sous-amendement n° 566 du Gouvernement : transformation en contrat conforme au statut du fermage de tout contrat visé à l'amendement n° 69 non exécuté ; adopté ; (p. 12078) : soutient le sous-amendement n° 567 du Gouvernement à l'amendement n° 69 de la commission : droit de préemption du preneur visé à l'amendement n° 69 ; rejeté ; (p. 12083) : soutient le sous-amendement du Gouvernement n° 568 à l'amendement n° 70 de la commission : report de la date d'effet du congé à la fin de l'année culturale du retour de l'intéressé à la vie civile ; adopté ; (p. 12086) : soutient le sous-amendement n° 569 du Gouvernement à l'amendement n° 71 de la commission : formel ; adopté ; soutient le sous-amendement n° 570 du Gouvernement à l'amendement n° 71 de la commission : caractère non renouvelable et incessibilité du bail de carrière ; adopté ; (p. 12087) : volonté du Gouvernement de modérer le prix des baux de carrière qui devrait être supérieur d'environ 20 % au prix des baux à long terme ; nécessité d'un délai de réflexion pour la fixation des prix des baux de carrière ; (p. 12089) : l'amendement n° 72 relève du domaine réglementaire ; (p. 12090) : soutient le sous-amendement n° 572 du Gouvernement à l'amendement n° 73 de la commission tendant à exclure de l'obligation de remboursement les propriétaires qui auraient été contraints de vendre leurs biens pour une raison de force majeure ; adopté. **Avant l'Article 27** (p. 12091) : caractère prématuré de l'amendement n° 636 de M. René de Branche qui devrait être étudié dans le cadre du comité d'études fiscales. **Article 28** (p. 12093) : soutient l'amendement n° 741 du Gouvernement : nouvelles modalités d'attribution de l'indemnité viagère de départ ayant le caractère d'un complément de retraite ; adopté ; volonté du Gouvernement d'accélérer le plus possible le départ des agriculteurs nés entre 1920 et 1925 : nécessité de stimuler l'arrêt d'activité pour les agriculteurs qui perçoivent leur retraite avant l'âge de soixante-cinq ans. **Article 29** (p. 12096) : soutient l'amendement n° 573 rectifié du Gouvernement : directives nationales d'aménagement et de développement rural ; cartes départementales des terres agricoles ; retiré ; (p. 12098) : le schéma départemental des structures agricoles a pour objet d'appliquer la politique des structures et le contrôle des cumuls, définis à l'échelon du département ; le règlement d'urbanisme définit les règles d'urbanisme en l'absence de plan d'occupation des sols ; la carte des terres agricoles a pour objet la sauvegarde de l'espace agricole. **Après l'Article 29** (p. 12102) : caractère réglementaire des dispositions de l'amendement n° 574 rectifié du Gouvernement : déconcentration du schéma départemental ; adopté. **Article 30** (p. 12105) : soutient l'amendement n° 614 du Gouvernement : suppression de l'article 30 ; adopté. **Après l'Article 30** (p. 12106) : soutient l'amendement n° 575 rectifié du Gouvernement : procédure de remembrement-aménagement ; adopté. **Après l'Article 31** (p. 12108) : propose que le rapport prévu par l'amendement n° 85 soit triennal et non annuel ; adopté. **Seconde délibération. Article 21** *bis* (p. 12110) : soutient l'amendement n° 3 du Gouvernement : formel ; adopté au scrutin public. **Réponse au rappel au règlement de M. Jean-Pierre Cot** [15 décembre 1979] (p. 12043) : exprime ses regrets pour ce propos dû à la passion l'animant lors de l'examen d'un amendement fondamental. **Deuxième lecture. Discussion générale** [8 avril 1980] (p. 107) : inquiétude du monde agricole ; propositions de prix agricoles de la communauté européenne ; aide au troupeau allaitant ; taxe de coresponsabilité ; élevage et production laitière ; prix agricoles européens et mondiaux ; évolution comparée de la production agricole en France et dans la CEE ; (p. 108) : politique d'aide directe aux agriculteurs ; (p. 139) : revenus agricoles ; propo-

sitions de prix de la Communauté européenne ; taxe de coresponsabilité ; aides au troupeau allaitant ; élevage bovin ; production laitière et problème alimentaire mondial ; (p. 140) : exportations agricoles ; encadrement du crédit ; prestations et cotisations sociales agricoles ; statut du conjoint d'exploitant ; formation des agriculteurs ; (p. 141) : maisons familiales rurales ; environnement et mitage ; rôle des SCPI dans les GFA/GFA mutualistes ; importations agricoles ; agriculture de montagne ; exode rural ; agriculture dans les départements d'outre-mer ; production de sucre ; contrôle des structures ; fiscalité agricole ; article 15 du projet portant diverses dispositions d'ordre économique et financier et fiscalité des SAFER ; (p. 142) : comité d'études fiscales. **Discussion des articles** [9 avril 1980] : **Article premier** *bis* (p. 158) : rapport sur l'ensemble des problèmes de conservation du patrimoine génétique, animal et végétal ; (p. 159) : agriculture biologique. **Article 2** *ter* (p. 167) : soutient le sous-amendement du Gouvernement n° 272 à l'amendement n° 12 de la commission : caractère progressif des dispositions de l'article 2 *ter* ; adopté. **Article 2** *quater* (p. 168) : soutient l'amendement n° 178 du Gouvernement : amendement de conséquence ; adopté. **Article 3 A** (p. 173) : création du comité d'études fiscales. **Article 4** (*suite*) (p. 182) : nécessité de distinguer les appellations d'origine et les labels ; propose un sous-amendement tendant à supprimer la référence aux labels homologués. **Article 5** *bis* (p. 185) : soutient l'amendement n° 179 du Gouvernement : conditions de prélèvement des cotisations sur les produits importés ; adopté. **Article 6** (p. 188) : soutient le sous-amendement n° 323 du Gouvernement à l'amendement n° 26 rectifié de la commission : non-application de l'amendement n° 26 rectifié aux labels homologués ; adopté. **Article 9** (p. 195) : évolution des cotisations ; hiérarchie des priorités ; action dans le domaine des prestations de vieillesse ; soutient l'amendement n° 113 du Gouvernement : assurance vieillesse complémentaire : adopté ; (p. 196) : soutient les sous-amendements n° 274 et n° 275 du Gouvernement à l'amendement n° 36 de la commission : précision rédactionnelle ; adoptés ; action en faveur de la montagne ; (p. 197) : soutient le sous-amendement n° 276 du Gouvernement à l'amendement n° 38 de la commission : rédactionnel ; adopté ; soutient l'amendement n° 114 du Gouvernement : conditions d'application du paragraphe 8 ; retiré. **Article 14** (p. 200) : utilisation par le juge du répertoire de la valeur des terres pour la fixation du prix des terres ; demande que l'amendement n° 54 rectifié devienne le neuvième alinéa de l'article 14 ; sous-amendement n° 234 du Gouvernement : tendant à rétablir la référence à la valeur de rendement en matière de politiques foncière, sociale et fiscale ; adopté. **Article 14** *bis* **A** (p. 201) : propose un sous-amendement à l'amendement n° 57 de la commission : tendant à supprimer les dispositions relatives au décret en Conseil d'Etat ; adopté ; [10 avril 1980] : **Article 13 précédemment réservé** (p. 213) : efforts sociaux consentis en faveur des femmes ; (p. 214) : problème de compatibilité de l'amendement n° 42 de M. Foyer avec les principes du droit civil. **Article 2** *quinquies* **précédemment réservé** (p. 215) : demande la réserve de l'amendement n° 300 de M. Claude Michel, en raison d'un amendement proposé par le Gouvernement. **Article 14** *bis* **B** (p. 217) : garantie du vendeur. **Article 14** *bis* **C** (p. 222) : soutient le sous-amendement n° 319 du Gouvernement à l'amendement n° 63 de la commission : composition de la commission communale ; adopté sous la forme de l'amendement n° 330 ; soutient l'amendement n° 317 du Gouvernement : institution d'une commission nationale chargée de pallier les carences des commissions départementales ; adopté ; soutient l'amendement n° 318 du Gouvernement : pouvoir du préfet en cas de carence des organismes responsables du fonctionnement de la commission communale ; adopté. **Article 17** (p. 226) : fermage ; endettement des jeunes agriculteurs ; GFA mutuel ; faire-valoir mixte ; rôle du GFA et des SCPI. **Article 17** *bis* (p. 228) : pluriactivité. **Article 21** *bis* (p. 233) : limites des GFA mutuels ; mesures prises pour l'accession à la propriété ; maintien des taux d'intérêt de prêts fonciers, de prêts aux jeunes agriculteurs, de prêts à l'élevage et de prêts à l'installation des jeunes ; allongement de la durée des prêts pour l'accession à la propriété ; enveloppe des prêts bonifiés ; (p. 235) : procédure de l'agrément pour les SCPI ; diversification de leur patrimoine entre les régions. **Article 22 B** (p. 238) : soutient l'amendement n° 278 du Gouvernement : rôle du ministre en cas de carence des commissions départementales ; reporté à l'article 22 L. **Article 22 C** (*suite*) (p. 257) : soutient le sous-amendement n° 180 du Gouvernement à l'amendement n° 78 de la commission : suppression de l'obligation de déclaration préalable pour les cas qui ne relèvent pas de la politique des structures ; adopté ; soutient le sous-amendement n° 332 du Gouvernement à l'amendement n° 78 de la commission : prise en compte des productions hors sol dans la législation sur les cumuls ; adopté ; soutient le sous-amendement n° 333 du Gouvernement à l'amendement n° 78 de la commission : prise en compte

des ateliers de production hors sol pour le calcul des superficies ; adopté. **Article 22 F** (p. 260) : soutient l'amendement n° 305 du Gouvernement : allégement de la procédure ; devenu sans objet. **Article 22 L** (p. 263) : soutient l'amendement n° 278 rectifié du Gouvernement : pouvoir du ministre en cas de vide juridique dans les départements ; adopté. **Article 26** *bis* (p. 263) : soutient l'amendement n° 396 du Gouvernement : suppression de l'exception accordée à des mises à disposition à titre gratuit ; adopté. **Article 26** *sexies* (p. 268) : nécessité d'un équilibre entre les parties au bail de carrière ; sécurité du fermier et rétribution équitable de l'épargne du bailleur ; prix du bail ; (p. 271) : soutient le sous-amendement n° 328 du Gouvernement à l'amendement n° 95 de la commission : majoration de 1 % sur la base du bail normal de neuf ans ; devenu sans objet. **Article 2** *quinquies* **précédemment réservé** (p. 276) : soutient l'amendement n° 327 du Gouvernement : obligation des parties au contrat d'intégration ; retiré ; s'engage à présenter un amendement en seconde lecture au Sénat après examen sérieux des difficultés posées par la jurisprudence d'application de la loi du 6 juillet 1964. **Après l'Article 29** (p. 281) : soutient les sous-amendements n°s 321 et 322 du Gouvernement à l'amendement n° 89 de la commission : carrières ; adopté ; soutient le sous-amendement n° 329 du Gouvernement à l'amendement n° 98 de la commission : objectifs de la procédure ; adopté. **Seconde délibération du projet de loi. Article 6** *bis* (p. 286) : propose une modification rédactionnelle à l'amendement n° 1 de la commission ; adopté. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [4 juin 1980] (p. 1557) : évolution des données européennes ; niveau technologique ; nécessité de développer certains investissements porteurs de progrès et de maîtriser les coûts de production ; renforcement de l'organisation commerciale et économique de l'agriculture ; revalorisation de la retraite vieillesse.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° 1933). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [6 novembre 1980] (p. 3638) : budget de 1981 et objectifs de la loi d'orientation agricole ; effort de solidarité en faveur des agriculteurs des régions de montagne et des agriculteurs âgés ; croissance de la production agricole ; (p. 3639) : stabilité de l'emploi agricole ; augmentation modérée des prix de l'agriculture ; excédent commercial ; choc pétrolier et augmentation des coûts de production ; évolution des consommations intermédiaires ; insuffisance de l'évolution des prix des produits non soutenus ; attribution sélective d'aides au revenu ; baisse des revenus agricoles pendant quatre ans ; (p. 3640) : effort en faveur des retraites ; excédent extérieur dans le domaine de l'agro-alimentaire ; nécessité de préserver la préférence communautaire ; augmentation des aides à la production de protéines végétales pour limiter les importations ; maintien des importations traditionnelles de beurre et de fromage de Nouvelle-Zélande ; problème des matières grasses ; plan protéines ; augmentation des exportations de la communauté vers les pays tiers ; augmentation des cours mondiaux des produits agricoles ; renforcement des moyens administratifs concernant les services de la qualité ; augmentation du pouvoir d'achat des retraites ; importance des écarts entre cotisation et prestations du BAPSA ; (p. 3641) : problème de l'assurance invalidité ; aide ménagère à domicile ; nécessité d'une meilleure répartition entre agriculteurs des cotisations ; majoration de la dotation pour les jeunes agriculteurs ; plan pluriannuel de l'élevage ; aide au troupeau allaitant ; problème des petits producteurs élevant un troupeau mixte ; effort pour la recherche et pour la formation ; difficultés de l'enseignement agricole privé et application de la loi sur les agréments ; enseignement agricole féminin ; (p. 3642) : crédits de maintenance pour l'enseignement agricole public ; augmentation des crédits affectés aux actions d'hydraulique et de remembrement ; stagnation des crédits d'équipements ruraux ; développement trop généralisé de l'assainissement dans les petites communes rurales ; augmentation de la dotation globale de fonctionnement et remboursement de la TVA aux collectivités locales ; électrification rurale ; politique de la montagne ; respect des objectifs de la loi d'orientation ;(p. 3654) : création de l'institut de développement des industries agricoles et alimentaires et rôle d'Unigrains ; rôle de l'association nationale pour le développement agricole ; problème de l'assiette des cotisations sociales ; augmentation de la participation du FOCOMA à l'aide ménagère à domicile ; ouverture de l'enseignement agricole sur l'extérieur ; progression de l'enveloppe globale des maisons familiales reconnues ; prix fonciers et rôle des SAFER ; (p. 3655) : évolution des prix de la viande ; développement des zones défavorisées et des zones de montagne ; fiscalité agricole ; problème des prix agricoles ; politique combinant l'action sur les prix et les aides directes au revenu ; installation des jeunes ; montants compensatoires monétaires sur le beurre et les matières grasses ; effort en matière viticole ; problème de l'horticulture ; réforme de l'INRA et contacts avec le secteur privé ; (p. 3656) : nécessité de maîtriser

le coût des consommations intermédiaires ; programme en faveur de la Sologne ; politique laitière ; taxe de coresponsabilité ; danger de l'idée de quotas ou de quantum de production ; aide aux troupeaux allaitants spécialisés dans la viande ; problème des pluriactifs.

Répond à la question de M. Gérard César posée par M. Jacques Godfrain (p. 3657) : augmentation de la taxe parafiscale instituée au profit des comités interprofessionnels du vin.

Répond à la question de M. Gérard César posée par M. Jacques Godfrain (p. 3657) : possibilité de classer « zone sinistrée » certaines régions de la Gironde.

Répond à la question de M. Jacques Godfrain (p. 3657) : nécessité pour le Crédit agricole de conserver sa vocation et sa spécificité rurales et son organisation mutualiste.

Répond à la question de M. Gérard Chasseguet (p. 3657) : aide nationale accordée aux petits producteurs ayant un troupeau mixte.

Répond à la question de M. Gérard Chasseguet (p. 3657) : dotation de la région des pays de Loire pour l'hydraulique agricole ; augmentation des crédits pour le remembrement.

Répond à la question de M. Jacques Cambolive (p. 3658) : exécution du plan hydraulique pour le Sud-Ouest.

Répond à la question de M. Roland Beix (p. 3658) : utilisation des crédits affectés au fonds national d'adduction d'eau.

Répond à la question de M. Louis Le Pensec (p. 3659) : nécessité d'établir entre le développement et la recherche agronomique une meilleure convergence ; création d'un réseau national d'expérimentation et de développement ; pas de volonté de créer une agriculture d'élite et une agriculture assistée.

Répond à la question de M. Robert-Félix Fabre posée par M. Henri Bayard (p. 3659) : souhaite que l'aide au moût concentré devienne permanente.

Répond à la question de M. Jacques Richomme (p. 3659) : publication des décrets se rapportant au volet foncier de la loi d'orientation agricole ; problème de la libération des terres ; conditions financières d'installation des jeunes agriculteurs.

Répond à la question de M. René Serres (p. 3660) : élevage du mouton ; moyens d'assurer la sécurité du revenu des producteurs ; protection à l'égard des pays tiers ; aide nationale à l'élevage ovin ; maintien des contrats Onibev et « plan mouton » ; règlement communautaire sur la viande ovine ; action en faveur de la lavande.

Répond à la question de M. Fernand Marin (p. 3661) : utilisation des excédents de fruits et légumes ; diminution des importations.

Répond à la question de M. Paul Balmigère (p. 3661) : baisse du prix du vin compensée par une hausse du volume de la production ; garantie de bonne fin ; diminution des importations.

Répond à la question de M. Paul Balmigère (p. 3661) : utilisation des excédents du Crédit agricole (p. 3662) : opposition du Gouvernement à la privatisation du Crédit agricole.

Répond à la question de M. Jean-Guy Branger (p. 3662) : association de la production céréalière et de la production laitière dans la région Poitou-Charentes.

Répond à la question de M. Guy Guermeur (p. 3662) : développement agricole du Finistère et de la Bretagne ; application de la préférence communautaire ; problème de l'urbanisme en Bretagne.

Répond à la question de M. Guy Guermeur (p. 3663) : augmentation de l'aide à l'enseignement privé ; critères d'agrément ; enseignement agricole féminin.

Répond à la question de M. Pierre Raynal (p. 3665) : doublement en 1980 des travaux d'électrification engagés par rapport en 1979.

Répond à la question de M. Pierre Raynal (p. 3665) : actions à long terme entreprises en faveur de l'installation des jeunes ; problème du cumul entre retraite et emploi ; indemnité viagère de départ.

Répond à la question de M. Lucien Richard (p. 3666) : utilisation des excédents du Crédit agricole ; aides aux agriculteurs endettés.

Répond à la question de M. Francis Hardy (p. 3666) : critère d'attribution des agréments ; augmentation de la dotation consacrée à la reconnaissance des maisons familiales ; exemple de la Charente.

Répond à la question de M. Pierre Lagorce (p. 3667) : programme de développement et de recherche sur le tabac blond.

Répond à la question de M. Henri Michel (p. 3667) : politique de protection de la lavande ; refus de la chaptalisation pour l'ensemble des côtes du Rhône.

Répond à la question de M. Bernard Madrelle (p. 3668) : difficulté de classer la région de Haute-Gironde zone défavorisée ; programme de restructuration foncière et d'aménagement hydraulique ; amélioration des perspectives d'exportation ; action du fonds de promotion ; son scepticisme sur l'augmentation de la taxe parafiscale du comité interprofessionnel des vins de Bordeaux.

Répond à la question de M. Jean Briane posée par M. Charles Fèvre (p. 3668) : élaboration de la directive nationale d'aménagement rural prévue par la loi d'orientation agricole.

Répond à la question de M. Edmond Alphandery (p. 3669) : importance du secteur de semences ; prix des haricots de semence.

Répond à la question de M. Maurice Cattin-Bazin (p. 3669) : développement de la demande d'aide ménagère ; utilisation des excédents du FOCOMA ; attribution d'aide sélective aux productions les plus en difficulté dans les régions défavorisées.

Répond à la question de M. Roland Renard (p. 3670) : pas de diminution d'emplois au ministère de l'agriculture ; conditions de la fusion entre le centre technique du génie rural des eaux et forêts et le centre national d'étude du machinisme agricole.

Répond à la question de M. Jacques Chaminade (p. 3670) : recherche et expérimentation sur l'exploitation des tabacs blonds ; efforts consentis au niveau du FEOGA pour l'aide aux producteurs de tabac.

Répond à la question de M. Jean de Lipkowski posée par M. Francis Hardy (p. 3671) : bilan de la campagne de 1980 en matière de cognac.

Répond à la question de Mme Marie-Madeleine Dienesch (p. 3671) : augmentation des crédits de la formation initiale ; financement de la formation professionnelle continue.

Répond à la question de M. Auguste Cazalet (p. 3671) : effort considérable engagé en faveur des zones de montagne ; aide aux équipements.

Répond à la question de M. Auguste Cazalet (p. 3671) : effort à accomplir pour ouvrir de nouvelles classes de techniciens et de techniciens supérieurs.

Répond à la question de M. Jean Laborde (p. 3672) : progression particulièrement nette dans le Sud-Ouest des équipements productifs agricoles ; crédit du fonds national d'adduction d'eau ; coût de fonctionnement des programmes d'assainissement ; crédits d'électrification rurale ; augmentation de la dotation globale de fonctionnement et remboursement intégral de la TVA aux collectivités locales.

Répond à la question de M. Lucien Pignion (p. 3673) : approuve la création du club « cent quintaux à l'hectare ».

Répond à la question de M. Francisque Perrut (p. 3673) : nécessité d'une réglementation des vins d'appellation d'origine contrôlée ; chaptalisation ; danger de la recherche de degrés élevés de hauts rendements.

Répond à la question de M. Bertrand de Maigret (p. 3674) : effort engagé en faveur de l'hydraulique agricole dans la région Pays de Loire ; excédents du Crédit agricole ; (p. 3675) : extension progressive de l'agrément aux établissements d'enseignement privé.

Répond à la question de M. Jacques Delong (p. 3675) : importations d'aliments du bétail ; insuffisance de la protection des pays de la communauté ; problème du soja.

Répond à la question de M. Jacques Delong (p. 3675) : priorité au bois d'œuvre ; (p. 3676) : difficultés de l'industrie du meuble et de l'industrie de la pâte à papier.

Répond à la question de M. Arnaud Lepercq (p. 3676) : effort en matière d'hydraulique et de remembrement.

Répond à la question de M. Arnaud Lepercq (p. 3676) : situation des entreprises agricoles ; aide fiscale à l'investissement.

Répond à la question de M. Marcel Garrouste (p. 3677) : priorité accordée aux travaux d'hydraulique dans le Sud-Ouest ; prêts bonifiés.

Répond à la question de M. Martin Malvy (p. 3677) : accès des jeunes agriculteurs à la propriété et problèmes fonciers ; augmentation des moyens des SAFER ; impossibilité d'élargir les facilités de location des SAFER.

Répond à la question de M. Maurice Masquère posée par M. André Cellard (p. 3678) : mesures prises pour faire béné-

ficier les salariés agricoles des dispositions essentielles de la législation du travail ; problème de la durée du travail.

Répond à la question de M. Jean Pineau (p. 3678) : sécurité apportée aux producteurs de viande ovine.

Répond à la question de M. Henri Bayard (p. 3678) : transmission à la communauté européenne des demandes de reclassement de certaines communes ou parties de communes en zones de montagne.

Répond à la question de M. René Benoit (p. 3679) : comités de sauvetage ; engagements pris par le Gouvernement au sujet du revenu agricole en 1980 ; prise en charge des intérêts des prêts aux jeunes agriculteurs et des prêts spéciaux de modernisation ; consolidation de prêts.

Répond à la question de M. Claude Birraux (p. 3679) : politique de la montagne ; redressement des cours du gruyère ; programme d'amélioration de la qualité.

Répond à la question de M. Pierre Lataillade posée par M. Arnaud Lepercq (p. 3679) : application progressive de la loi sur l'aide à l'enseignement agricole privé ; cas du département de la Gironde.

Répond à la question de M. Pierre Lataillade posée par M. Arnaud Lepercq (p. 3680) : possibilité d'exonérer de la taxe sur le défrichement les opérations d'aménagement foncier agricole dans les Landes.

Répond à la question de M. Charles Miossec (p. 3680) : indemnité de préretraite au conjoint ; problème de la couverture de l'invalidité pour les femmes d'exploitants.

Répond à la question de M. Charles Miossec (p. 3681) : maintien des crédits de la formation professionnelle ; réduction pour les formations professionnelles non agricoles.

Répond à la question de M. Jean Proriol (p. 3681) : politique forestière ; avenir de l'école supérieure du bois.

Répond à la question de M. Jacques Boyon (p. 3681) : avenir laitier du département de l'Ain ; (p. 3682) : politique de l'élevage dans la région Rhône-Alpes.

Répond à la question de M. Jacques Boyon (p. 3682) : volonté de la loi d'orientation agricole de tenir compte des spécificités régionales ; application en 1981 des programmes régionaux d'orientation.

Répond à la question de M. Raymond Tourrain (p. 3682) : évolution des prix de l'emmenthal et du gruyère.

Répond à la question de M. Raymond Tourrain (p. 3682) : précautions à prendre pour préserver les qualités spécifiques de la race montbéliarde.

Répond à la question de M. Michel Inchauspé posée par M. Auguste Cazalet (p. 3683) : problème des débouchés pour les caves de Roquefort ; conditions de versement de la prime aux troupeaux ovins.

Répond à la question de M. Xavier Deniau (p. 3683) : compétence géographique et efficacité du FIDAR ; plan Sologne.

Répond à la question de M. Michel Barnier (p. 3684) : application de la décision du comité interministériel d'aménagement du territoire sur la pluriactivité ; problème des cotisations sociales des pluriactifs.

Répond à la question de M. Michel Barnier (p. 3684) : avenir du lycée d'enseignement professionnel de Cognin en Savoie.

Répond à la question de M. Claude Pringalle (p. 3685) : difficultés de l'horticulture ; concurrence hollandaise.

Répond à la question de M. Claude Pringalle (p. 3685) : aide fiscale à l'investissement réservée aux entreprises payant un impôt sur le bénéfice ; problème de l'imposition des agriculteurs au bénéfice réel ; travaux du comité d'études fiscales.

Répond à la question de M. José Moustache (p. 3685) : projet de loi visant à étendre aux départements d'outre-mer la législation des accidents du travail en vigueur en métropole ; problème du paiement des cotisations.

Répond à la question de M. José Moustache (p. 3685) : projet de loi forestière prévoyant une exonération de la taxe sur le défrichement dans le cadre d'un aménagement foncier coordonné ; application en Guadeloupe.

Répond à la question de M. Pierre Weisenhorn (p. 3686) : Alsace bénéficiant d'une dotation globale pour les investissements du ministère de l'agriculture en matière de remembrement ; renforcement du centre de Colmar de l'INRA ; travaux réalisés dans l'établissement d'enseignement agricole d'Altkirch.

Répond à la question de M. Pierre Gascher (p. 3686) : capitalisation et obligation d'épargne dans l'agriculture ; problème du

financement de la hausse des prix agricoles en 1981 ; convergence dans la CEE en faveur d'une augmentation des prix qui tiendrait davantage compte de l'évolution des coûts de production. **Examen des crédits. Titre VI** (p. 3687) : inscription dans le budget de chaque ministère de son apport au regroupement communal.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1980** (n° 2141). **Première lecture. Discussion générale** [17 décembre 1980] (p. 4970) : effets du choc pétrolier sur l'agriculture ; augmentation du coût des consommations intermédiaires ; (p. 4971) : contexte de fixation des prix agricoles européens ; retard dans l'évolution des prix agricoles ; projet sans objectifs électoraux ; aide accordée en faveur des personnes inactives de l'agriculture ; politique en faveur de l'agriculture de montagne ; grandes exploitations agricoles exclues du bénéfice des aides au revenu ; aide accordée à l'agriculture par le biais des cotisations sociales ; (p. 4972) : problème du porc et de la viande bovine ; rôle du parlement ; problème de la connaissance des revenus agricoles ; comité d'études fiscales ; politique en faveur des montagnes sèches ; contribution de l'agriculture à l'équilibre économique. **Discussion des articles. Article 2** (p. 4977) : nécessité d'accélérer les départs d'agriculteurs âgés et de favoriser les locations pour répondre à la demande des jeunes agriculteurs ; propose d'adapter la mesure visée par l'amendement n° 5 de la commission de la production en concertation avec les rapporteurs et les représentants des jeunes agriculteurs ; diversité des situations des producteurs de maïs ; propose de fixer un plafond des aides pour les producteurs qui cultiveraient d'autres céréales ; (p. 4978) : s'oppose à l'amendement n° 8 de M. Henri Emmanuelli : revenu des agriculteurs non proportionnel à leur chiffre d'affaires ; très peu de hauts revenus dans l'élevage. **Après l'Article 2** (p. 4981) : s'engage à répondre en décembre 1981 aux questions posées sur l'application de la présente loi de finances rectificative.

MELLICK (Jacques)

Député du Pas-de-Calais
(9e circonscription)
(S).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1107).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Michel Rocard et plusieurs de ses collègues portant amélioration du statut des bateliers par diverses mesures économiques, fiscales et sociales en faveur du transport fluvial (n° 1795) [19 juin 1980] (p. 1947).

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Situation de l'emploi dans les houillères de Douai** [22 novembre 1978] (p. 8152) : fermeture par les houillères du bassin du Nord-Pas-de-Calais des ateliers de la région de Douai ; mesures envisagées par le Gouvernement pour lutter contre le chômage.

— **Politique charbonnière** [28 mai 1980] (p. 1337) : installation au Havre d'une usine de liquéfaction de charbon ; situation du bassin minier du Nord-Pas-de-Calais.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **17381**) : **Budgets et activité des hôpitaux publics** [15 juin 1979] (p. 5207, 5208) : dispositions de la circulaire 947 du 29 mars 1979 relative au contrôle des budgets et de l'activité des établissements publics d'hospitalisation, de soins et de cure, nécessitant une augmentation de personnel dans de nombreux hôpitaux et dans des directions départementales ; incapacité du Gouvernement de maîtriser les dépenses hospitalières ; risque de centralisation ; volonté du Gouvernement d'organiser la récession du service public hospitalier et le développement du secteur privé.

Suppléant de M. Michel Rocard :

— (n° **20201**) : **Voies navigables** [12 octobre 1979] (p. 8205, 8206, 8207) : 48 millions de francs d'autorisation de programme consacrés aux voies navigables dans le cadre du plan de relance du bâtiment et des travaux publics et destinés à la reconstruction du barrage d'Ablon ; absence de programme d'ensemble de la politique d'investissements pour les voies navigables ; éventualité de la suppression ou du démantèlement de l'office national de la navigation ; aucun avenir pour le transport fluvial.

— (n° **23822**) : **Santé scolaire** [14 décembre 1979] (p. 11898, 11899) : insuffisance de la prévention, du dépistage et de l'éducation à la santé; bilan négatif de la santé scolaire ; création de postes de médecins dans le Pas-de-Calais.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux opérations de la caisse d'amortissement pour l'acier** (n° **563**) **et projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **564**). **Première lecture. Discussion générale commune** [9 octobre 1978] (p. 5831) : projet gouvernemental de redressement de la sidérurgie n'abordant le problème que sous l'angle financier ; refus du Gouvernement de poser le problème de la modernisation technique de la sidérurgie ; reproche à la majorité de ne pas avoir suscité les investissements dans le domaine de la recherche ; prospérité passée du Nord-Pas-de-Calais ; (p. 5832) : projet gouvernemental conduisant à la dégradation de la situation économique du Nord-Pas-de-Calais ; trois caractères d'un véritable plan acier : développer les productions demandant des investissements techniques légers, développer la production réclamant la mise en œuvre d'une technologie avancée, développer les aciers spéciaux ; nécessité d'une politique nationale d'approvisionnement en minerai de fer procédant à un arbitrage entre les sources françaises et étrangères; nécessité d'une planification démocratique assise sur un plan d'industrialisation des régions et rapprochant les entreprises utilisatrices d'acier des entreprises sidérurgiques ; (p. 5833) : reconnaît que la sidérurgie n'est plus créatrice d'emplois; nécessité d'une politique hardie interdisant tout licenciement sans contrepartie.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). *Deuxième partie :*

Environnement et cadre de vie. — Environnement. Discussion générale [25 octobre 1978] (p. 6641) : désaffection vis-à-vis de l'espace urbain traditionnel ; nécessité d'une reconquête des villes ; regrette la disparition de la ligne budgétaire consacrée aux villes moyennes, signe d'un changement de politique gouvernementale ; problème de l'application des contrats de villes moyennes en cours.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Industrie. Discussion générale [5 novembre 1979] (p. 9384) : importance de l'effort d'équipement nucléaire qui représente 72 % des autorisations de programme en 1980 ; insuffisance de l'investissement dans les énergies nouvelles ; importance du charbon comme source d'énergie dans les vingt ans à venir ; la gazéification ; la plate-forme de Mazingarbe ; situation alarmante de la chimie du Nord-Pas-de-Calais ; nécessité de préserver l'industrie des engrais et de mettre en place une stratégie de diversification de la chimie régionale ; succès limité du secteur automobile dans la région Nord-Pas-de-Calais ; débouchés offerts par le secteur des économies d'énergie.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Jeunesse, sports et loisirs. — I. Section commune. — II. Jeunesse et sports. Examen des crédits [7 novembre 1980]. **Titre III** (p. 3735) : son amendement n° 172 : réduction des crédits du chapitre 31-52 ; création massive de postes d'enseignants EPS ; rejeté.

Transports. Discussion générale [15 novembre 1980] (p. 3967) : crédits de misère pour les voies navigables ; projet de plan quinquennal de modernisations ; perspectives inquiétantes de classement des voies navigables en trois catégories ; effort des collectivités locales ; progression de l'activité du transport fluvial.

Santé et sécurité sociale. — Travail et santé. I. — Section commune. — III. Santé et sécurité sociale. Discussion générale [17 novembre 1980] (p. 4054) : application de la loi sur l'interruption volontaire de grossesse ; insuffisance du nombre de services d'interruption volontaire de grossesse ; information sur la contraception.

MERCIER (André)

Député de l'Yonne.
(3e circonscription)
(RPR).

En remplacement de M. Jacques Piot, décédé le 2 septembre 1980 [*J.O.* du 4 septembre 1980] (p. 2095).

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 4 septembre 1980] (p. 2095).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 25 septembre 1980] (p. 2221).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 8 octobre 1980] (p. 2348), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

MERMAZ (Louis)

Député de l'Isère
(5e *circonscription*)
(*S*).

Ministre de l'équipement et des transports. Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1099).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

Ministre de l'équipement et des transports (premier Gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 22 mai 1981 [*J.O.* du 23 mai 1981] (p. 1630).

Fin de ses fonctions de ministre de l'équipement et des transports (premier Gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 22 juin 1981 [*J.O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 9 octobre 1980] (p. 2358).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 9 octobre 1980] (p. 2358), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la Compagnie nationale du Rhône [*J.O.* du 21 décembre 1979] (p. 3220).

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Houillères du Dauphiné** [17 octobre 1979] (p. 8322) : motifs de la grève des personnels des houillères du Dauphiné : revalorisation des salaires, amélioration des conditions de travail ; diversification nécessaire de nos sources d'énergie.

— **Conflit à l'entreprise Rhône-Poulenc de Pont-de-Claix** [14 novembre 1979] (p. 10009) : causes réelles de l'attitude brutale de la direction et rôle que le groupe Rhône-Poulenc entend conserver à cette usine dans la restructuration de ses activités de chimie lourde.

— **Prix de l'essence** [30 avril 1980] (p. 849) : baisse du dollar.

— **Aide à l'Ouganda** [25 juin 1980] (p. 2253) : faim dans le tiers-monde.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **5420**) : **Situation de l'emploi à Bourgoin-Jallieu** [24 novembre 1978] (p. 8356) : demande de mesures spécifiques en raison de l'importance du chômage : absence d'aide gouvernementale ; insuffisance des moyens des collectivités locales pour préserver l'emploi.

— (n° **32153**) : **Industrie de la machine-outil** [13 juin 1980] (p. 1958) : Progression des ventes et exportations françaises ; offensive du Japon, de l'Allemagne de l'Est et de la Pologne ; situation du marché intérieur ; innovation ; machine à commandes numériques ; objectif du plan machines-outils de 1976.

— (n° **36118**) : **Industrie des papiers et cartons** [3 octobre 1980] (p. 2569) : déficit de la balance commerciale des filières bois-papeterie et bois-meubles ; dépendance envers les pays scandinaves et l'Amérique du Nord ; (p. 2570) : diminution du nombre d'emplois et d'entreprises ; améliorations des conditions d'approvisionnement ; récupération des vieux papiers ; adaptation du système d'approvisionnement de la presse en papier journal ; (p. 2571) : planification ; difficultés des établissements Voisin et Pascal.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'aide aux travailleurs privés d'emploi** (n° **795**). **Première lecture. Discussion générale** [21 décembre 1978] (p. 9825) : projet présenté en catastrophe mais préparé de longue date ; absence de riposte du Gouvernement à la crise ; (p. 9826) : projet contraire au principe de concertation entre partenaires sociaux ; dégradation du marché du travail ; record des inégalités sociales détenu par la France en Europe occidentale ; nécessité de développer la recherche, de créer des emplois dans les services publics et de dégager de vraies solidarités au niveau de la Communauté économique européenne ; problème de la région Rhône-Alpes.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1979] (p. 9183) : croissance de la surface urbaine française ; exemple de l'agglomération parisienne ; longueur et pénibilité des transports ; le libéralisme accentue le dualisme bureau-logement ; (p. 9184) : volonté du pouvoir d'édifier une société de petits propriétaires ; inconvénients de la politique de l'habitat individuel ; problème des logements vacants ; passage de l'aide à la pierre à l'aide à la personne et désengagement de l'Etat dans la structure du logement aidé : activité du fonds d'aménagement urbain ; réforme de l'aide au logement aboutissant à une ségrégation sociale accrue ; échec de la réhabilitation du parc ancien du secteur privé à usage locatif ; transfert de pouvoirs aux circuits financiers par l'intermédiaire des prêts conventionnés.

Industrie. Discussion générale [5 novembre 1979] (p. 9387) : industrie de la France reposant sur l'automobile et donc fragile ; industrie de l'automobile menacée en raison de la saturation des marchés ; concurrences américaine et japonaise ; nécessité d'un plan de sauvetage dans le secteur du poids lourd ; dégradation de la situation de Renault-Véhicules industriels.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique familiale** (n° **1408**). **Discussion** [21 novembre 1979] (p. 10476) : évolution démographique risquant de compromettre gravement l'avenir de la France ; pas de politique familiale globale mais succession de mesures ponctuelles et sectorielles ; structures de l'habitat ne répondant pas aux besoins de la famille ; dégradation des allocations familiales ; discriminations nuisibles instituées par les conditions d'attribution des prestations familiales ; (p. 10477) : emploi et statut social de la mère, élément fondamental d'une politique familiale ; inadaptation entre la ville de la société capitaliste et l'enfant ; politique de la famille supposant le développement d'une politique économique de lutte contre les inégalités ; demande la réduction de la durée du travail pour la femme et l'aménagement du déroulement des carrières en faveur des mères de famille ; demande une allocation familiale unique versée dès le premier enfant et dès la déclaration de grossesse ; nécessité de multiplier les crèches.

— **Projet de loi tendant à instituer des mesures de prévention des difficultés dans les entreprises** (n° **974**). **Première lecture. Discussion générale** [18 avril 1980] (p. 587) : licenciements économiques ; nombre des défaillances d'entreprises ; licenciements du groupe belge « Electrobel » dans la société Locaba ; licenciements chez Telic, filiale de CIT - Alcatel ; rapport Sudreau ; procédure d'alerte ; droit au travail ; sauvetage de l'outil de production ; (p. 588) : droit d'alerte interne ; participation des travailleurs aux décisions de l'entreprise ; problème des sociétés vendues par leur propriétaire étranger ; exemple de Salamander ; concentration du capital.

— **Projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels** (n° **1121**). **Première lecture. Discussion générale** [29 avril 1980] (p. 819) : crise de l'éducation ; pactes nationaux pour l'emploi ; place de l'enseignement public dans la formation professionnelle ; (p. 820) : danger de la détermination de la qualification par les employeurs ; éducation permanente.

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses** (n° **1608**). **Première lecture. Discussion générale** [6 mai 1980] (p. 895) : loi sur l'interruption volontaire de grossesse ; politique globale de la famille ; baisse du pouvoir d'achat et du niveau de vie des familles françaises ; logement ; (p. 896) : aspect d'assistance de la politique familiale ; crise démographique ; fermeture d'écoles ; utilisation des excédents réalisés dans les caisses d'allocations familiales ; rapport du VIII[e] Plan sur le vieillissement de la population française ; pyramide des âges de la France ; baisse de la fécondité ; proportion des actifs ; causes du vieillissement de la population ; travail des femmes ; (p. 897) : chômage ; problème du logement ; quotient familial ; multiplication des aides octroyées sous condition de ressources ; droit au travail des femmes ; priorité donnée au troisième enfant ; nécessité d'une allocation familiale unique ; revalorisation des allocations familiales ; congé parental.

— **Projet de loi relatif à la protection des collections publiques contre les actes de malveillance** (n° **1763**). **Première lecture. Discussion générale** [25 juin 1980] (p. 2262) : insuffisance du nombre des gardiens de musées ; stagnation des crédits consacrés aux travaux de sécurité dans les musées ; projet de loi répressif ; (p. 2263) : fouille des bagages ; protection des archives privées ; procédure de classement prise en charge par la direction des archives de France. **Explications de vote** [25 juin 1980] (p. 2267) : protection des personnels de la culture ; (p. 2268) : réforme statutaire ; licenciement arbitraire contre François Robatel ; contentieux des affaires culturelles ; parité dans le financement des maisons de la culture ; ciné-clubs.

— **Projet de loi sur la protection et le contrôle des matières nucléaires** (n° **1806**). **Troisième lecture. Discussion générale** [25 juin 1980] (p. 2271) : protection des droits des travailleurs maniant des matières nucléaires ; article 4 sanctionnant la violation intentionnelle, par des personnes physique ou morales, des lois de règlements ou des instructions de l'exploitant ; atteinte au statut du personnel et au droit de grève ; privatisation du secteur nucléaire ; risque dénoncé par les syndicats en matière de sécurité ; stockage des déchets nucléaires ; exemple de Saint-Priest-la-Prugne dans la Loire. **Explications de vote** [25 juin 1980] (p. 2276) ; vote hostile du groupe socialiste ; déchets nucléaires et projet de Saint-Priest-la-Prugne ; sécurité de l'usine de retraitement de La Hague.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture. Discussion générale** [14 octobre 1980] (p. 2696) : taux de croissance de 1,6 % entraînant une augmentation annuelle de 200.000 chômeurs au moins ; inflation de 14 % ; déficit chronique du commerce extérieur ; désengagement de l'Etat et abandon du secteur public ; aggravation du chômage ; budget de la recherche ; faiblesse de la dotation dans le domaine des énergies nouvelles ; (p. 2697) : aide aveugle à l'investissement et au secteur privé ; déficit chronique du commerce extérieur vis-à-vis des pays industrialisés ; économies d'énergie.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — VI. **Industries agricoles et alimentaires. Discussion générale** [29 octobre 1980] (p. 3240) : importance économique des industries agro-alimentaires ; (p. 3241) : nécessité d'exporter des produits plus élaborés ; intégration de la France dans la division internationale du travail ; déficit de certaines productions ; stagnation des primes d'orientation agricole ; augmentation des crédits affectés aux conventions de développement ; attribution discrétionnaire de ces crédits ; politique conduisant à une soumission croissante de l'agriculture à l'industrie agro-alimentaire ; stagnation des revenus agricoles ; (p. 3242) : propose une politique d'offices par produits.

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1980] (p. 3320) : crise du logement et de l'urbanisme ; spéculation foncière ; (p. 3321) : crise du bâtiment et du génie civil ; désengagement de l'Etat ; procédure du fonds d'action conjoncturelle ; diminution du nombre des prêts pour l'accession à la propriété et des crédits destinés à l'amélioration de l'habitat ; échec de la politique de conventionnement ; spéculation foncière.

Industrie. Discussion générale [13 novembre 1980] (p. 3825) : accroissement de la dépendance de la France par rapport à l'extérieur ; dépendance dans le domaine des pâtes à papier malgré l'importance du patrimoine forestier français ; (p. 3826) : déclaration d'état de crise manifeste de la sidérurgie menaçant l'emploi ; menaces sur l'avenir de l'industrie automobile ; intégration de la France dans la division internationale du travail ; politique industrielle tendant à créer une société duale ; perspectives du chômage du VIII[e] Plan ; nécessité de maîtriser le marché intérieur.

MESMIN (Georges)

Député de Paris
(20[e] circonscription)
(UDF).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi adopté par le Sénat réglementant la publicité extérieure et les enseignes [26 octobre 1978] (p. 6773).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1979 [11 décembre 1978] (p. 9239).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1981 (Environnement et cadre de vie : Environnement) (n° 1976-20) [9 octobre 1980] (p. 2650).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1981 (Environnement et cadre de vie : Urbanisme) (n° 1976-21) [9 octobre 1980] (p. 2650).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1980 (n° 2053) [*J.O.* du 17 décembre 1980] (p. 2974).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** portant **création du conservatoire des espèces végétales et des races animales** pour l'agriculture (n° **420**) [22 juin 1978].

— **Proposition de loi** tendant à la création du **parrainage éducatif** (n° **447**) [22 juin 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1979** (n° 560). — Budget civils. — **Annexe n° 18 : Environnement et cadre de vie - Environnement** (n° **570**) [5 octobre 1978].

— **Proposition de loi organique** portant **limitation du cumul des mandats** (n° **1111**) [6 juin 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1290). — I. Budgets civils. — A. Budget général. — **Annexe 18 : Environnement et cadre de vie - Environnement** (n° **1292**) [2 octobre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1290). — I. Budgets civils. — A. Budget général. — **Annexe 19 : Environnement et cadre de vie - Urbanisme** (n° **1292**) [2 octobre 1979].

— **Proposition de loi organique** tendant à compléter **l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au conseil économique et social en vue d'assurer la représentation des associations de protection de la nature, de défense de l'environnement, de consommateurs et d'usagers des services publics** (n° **1502**) [18 décembre 1979].

— **Proposition de loi** tendant à **faciliter l'application de l'horaire variable** (n° **1630**) [10 avril 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° 1933). — **Annexe n° 20 : Environment et cadre de vie - Environnement** (n° **1976**) [9 octobre 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° 1933). — **Annexe n° 21 : Environnement et cadre de vie : Urbanisme** (n° **1976**) [9 octobre 1980].

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'article L 613-1 du code de la construction et de l'habitation relatif au **sursis** à exécution des décisions d'**expulsion** (n° **2001**) [23 octobre 1980].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Situation au Liban** [5 octobre 1978] (p. 5609) : position de la Syrie à l'égard du message du Président de la République française ; possibilité pour la France de secourir les populations civiles.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **17654**) : **Chasse baleinière** [22 juin 1979] (p. 5542) : le Gouvernement français prendra-t-il position en faveur du moratoire de dix ans sur toute chasse baleinière proposé par les Etats-Unis et la déclaration d'un moratoire de trois ans sur la chasse aux cachalots et d'un sanctuaire baleinier dans l'océan Indien proposés par la République des Seychelles ? ; nécessité de préserver la nature et les espèces animales en voie de disparition.

— (n° **31569**) : **Politique de la France à l'égard du Cambodge** [30 mai 1980] (p. 1468) : réfugiés cambodgiens ; (p. 1469) : occupation vietnamienne ; entretien des temples d'Angkor ; réfugiés cambodgiens ; médiation éventuelle de la France.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'orientation de l'épargne vers le financement des entreprises** (n° **320 rectifié**). **Première lecture. Discussion générale** [21 juin 1978] (p. 3246) : politique gouvernementale revenant aux sources d'une économie libérale faisant leur place aux mécanismes du marché ; nécessité de dépasser le projet actuel par des réformes de structures ; (p. 3247) : décloisonnement des circuits de l'épargne par suppression des privilèges des établissements financiers placés dans des situations non concurrentielles (crédit agricole, crédit foncier, caisse des dépôts).

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :* **Justice. Discussion générale** [24 octobre 1978] (p. 6553) : nécessité d'une modernisa-

tion des services judiciaires ; différence de traitement réservé aux délinquants ordinaires par rapport aux délinquants en col blanc.

Environnement et cadre de vie. — I. Environnement, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, pour l'environnement. **Discussion générale** [25 octobre 1978] (p. 6606) : réforme de structure du ministère de l'environnement ; possibilité de désigner les chargés de mission auprès des préfets de certains départements ; rejet de la fusion des agences des bâtiments de France avec les directions départementales de l'équipement ; profondes modifications de la répartition des crédits ; augmentation beaucoup plus forte des crédits de fonctionnement que des crédits d'équipement ; renforcement des moyens en personnel ; action interministérielle ; mise en place d'institutions de protection de la nature ; création de deux nouveaux parcs nationaux : Mercantour et Haute-Ariège ; problème des zones périphériques des parcs naturels nationaux; (p. 6607): mise en place de l'agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets ; création d'une agence de l'air ; intervention dans le domaine de l'eau par les contrats de branche et la réalisation des grands barrages de régulation ; absence de protection de la mer ; existence de lacunes graves dans la surveillance du littoral ; lutte contre le bruit ; nécessité d'intégrer la politique de l'environnement à la gestion de l'économie et de présenter des suggestions aux partenaires européens.

Articles et articles additionnels non rattachés [17 novembre 1978]. **Après l'Article 77** (p. 8019) : son amendement n° 122 : choix de divers taux d'actualisation pour les entreprises publiques, retiré.

— Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur (n° 15). Première lecture. Discussion des articles [10 avril 1979]. **Article 2** (p. 2476) : son sous-amendement n° 128 à l'amendement n° 30 corrigé de M. Serge Charles : classement de réseaux de distribution de chaleur alimentés par des centrales combinées électrocalogènes ; non soutenu. **Article 6** (p. 2480) : son sous-amendement n° 129 à l'amendement n° 93 de M. Xavier Hamelin : formel ; devenu sans objet.

— Projet de loi relatif au soutien de l'investissement productif industriel (n° **983**). **Première lecture. Discussion générale** [10 mai 1979] (p. 3695) : problème de la prise en compte par la loi de l'investissement productif financé par crédit-bail ou par location de longue durée.

— Projet de loi de finances pour 1980 (n° **1290**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [20 octobre 1979]. **Avant l'Article 13** (p. 8619) : soutient l'amendement n° 306 de M. Edmond Alphandery : relevant le plancher d'exonération du droit de timbre de dimension prévu à l'article 902-1 du code général des impôts ; augmentant le droit de timbre des contrats de transports visé aux articles 925 et 934 du code général des impôts ; adopté avec modification. **Article 13** (p. 8639) : son amendement n° 240 : non-prise en compte des donations consenties avant l'entrée en vigueur de la loi ; retiré ; son amendement n° 241 : application d'une taxe au 1er janvier 1980 ; retiré.

Deuxième partie :

Environnement et cadre de vie, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, pour l'environnement et l'urbanisme. **Discussion générale** [30 octobre 1979] (p. 9166) : modification de la présentation du budget pour tenir compte des réformes de structure intervenues dans le ministère de l'environnement ; pas d'augmentation des crédits ; accélération de l'élaboration des documents d'urbanisme ; les programmes d'assistance et de production technique ; les programmes relatifs à la production et à l'organisation de l'espace et des sites ; (p. 9167) : 405 schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme et 10.000 plans d'occupation des sols prévus pour 1980 ; crédits pour la protection des sites ; majoration des crédits en faveur des espaces verts ; désengagement de l'Etat au profit des collectivités locales pour les actions foncières ; poursuite des actions engagées à l'égard des villes nouvelles ; diminution des subventions foncières pour l'implantation de logements sociaux ; accent mis sur la prévention des pollutions ; création d'un comité des technologies propres ; action de l'agence nationale pour la récupération des déchets ; retard apporté à la création de l'agence de l'atmosphère ; teneur en plomb de l'essence et du supercarburant trop élevée ; (p. 9168) : esquisse d'une politique de lutte contre le bruit ; effort budgétaire pour la protection de la nature ; création de parcs nationaux ; 4.500 études d'impact réalisées en 1978 ; diversité des actions pour l'aménagement du cadre et des conditions de vie.

Services du Premier ministre. — I. Services généraux. Fonction publique. Discussion générale [14 novembre 1979] (p. 9996) : blocage de la carrière des administrateurs civils ; souhaite la création d'un comité de direction du corps des administrateurs civils et d'un grade d'administrateur général ; problème de la mobilité ; souhaite une augmentation de la période de mobilité à cinq ans.

Justice. Discussion générale [16 novembre 1979] (p. 10209) : procédure de suspension provisoire des poursuites ; projet de loi relatif au traitement des difficultés des entreprises tendant à réformer la procédure de suspension provisoire des poursuites ; difficultés des entreprises françaises ; projet de loi relatif à la suspension des poursuites trop timide : nécessité d'étendre la procédure et d'augmenter le nombre des tribunaux habilités à prononcer la suspension provisoire des poursuites; (p. 10210) : souhaite que la suspension provisoire des poursuites ne puisse être interrompue par un dépôt de bilan ; nécessité de doter l'administrateur judiciaire des pouvoirs d'investigation nécessaires.

Articles et articles additionnels non rattachés [17 novembre 1979]. **Article 63** (p. 10262) : soutient l'amendement n° 442 de M. Edmond Alphandery : limitation du paiement des intérêts de retard au cas où la juridiction administrative décide de la mauvaise foi du contribuable qui introduit le recours ; rejeté ; (p. 10263) : soutient l'amendement n° 302 de M. Edmond Alphandery : caractère non rétroactif de l'institution d'un intérêt moratoire ; adopté. **Article 64** (p. 10263) : soutient l'amendement n° 6 de M. Edmond Alphandery : nécessité d'une condamnation devant la juridiction pénale pour constater l'existence de manœuvre frauduleuse; retiré.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion des articles** [13 décembre 1979] : **Article premier** (p. 11753) : son sous-amendement n° 504 rectifié à l'amendement n° 7 de la commission : protection de l'environnement ; soutenu par M. Jean Briane, retiré ; (p. 11754) : son amendement n° 505 non soutenu. **Article 2** (p. 11783) : son sous-amendement n° 506 à l'amendement n° 10 de la commission : représentation des associations de protection de l'environnement dans le conseil supérieur d'orientation ; soutenu par M. Emmanuel Hamel, devient sans objet ; [14 décembre 1979] : **Article 4** (p. 11915) : son amendement n° 507 soutenu par M. Jean-Marie Daillet : organisations interprofessionnelles propres aux agriculteurs n'utilisant pas les engrais minéraux solubles ; retiré. **Article 5** (p. 11922) : son amendement n° 508 corrigé, non soutenu ; [15 décembre 1979] : **Après l'Article 26** (*suite*) (p. 12090) : son amendement n° 512 : possibilité pour les SAFER de donner les terres acquises en baux à long terme ; soutenu par M. Jean-Marie Daillet, retiré. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [9 avril 1980]. **Article premier** *bis* (p. 161) : son amendement n° 189 : objectif de maintien des équilibres écologiques ; retiré. **Article 2** (p. 163) : son amendement n° 190 : présence de représentants d'associations de protection de l'environnement dans le conseil supérieur d'orientation ; rejeté. **Article 4** (*suite*) (p. 182) : son amendement n° 192 : représentativité qualitative ; rejeté.

— **Projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales** (n° **663**). **Première lecture. Discussion générale** [15 avril 1980] (p. 395) : participation ; (p. 396) : expériences étrangères ; Etats-Unis ; effort financier de l'Etat. **Discussion des articles** [15 avril 1980]. **Article 5** (p. 405) : son amendement n° 61 : fixant à 75 % de la valeur boursière des actions l'indemnisation de la société ; devient sans objet ; (p. 406) : son amendement n° 58 : conditions de mobilisation de la créance ; caisse des dépôts et consignations ; rejeté.

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses** (n° **1608**). **Première lecture. Discussion des articles** [27 mai 1980]. **Après l'Article 20** (p. 1296) : son amendement n° 150 : réduction de la vignette pour les familles nombreuses gagée par une augmentation du taux de la taxe spéciale sur les contrats d'assurance ; retiré.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** (n° **1681**). **Première lecture. Discussion générale** [13 juin 1980] (p. 1833) : montée de la violence ; protestation des avocats et des magistrats ; saisine directe et droits de la défense. **Discussion des articles** [20 juin 1980]. **Article 384 du code pénal** (p. 2034) : soutient les sous-amendements n^{os} 318 et 319 de M. Bernard Stasi à l'amendement n° 91 de la commission ; rejeté ; [21 juin 1980] : **Avant l'Article 18** (p. 2062) : soutient l'amendement n° 35 de M. André Petit ; retiré. **Après l'Article 20** (p. 2067) : parrainage du détenu par une famille. **Article 32** (p. 2084) : son sous-amendement n° 257 à l'amendement n° 126 de la commission : possibilité pour le tribunal d'ordonner lui-même l'ouverture d'une information ; rejeté ; risques d'erreurs judiciaires. **Article 36** (p. 2089) : son sous-amendement n° 258 à l'amendement n° 129 de la commission : mise en accusation ordonnée par le juge d'instruction ; retiré ; (p. 2090) : son sous-amendement n° 259 à l'amendement n° 129 de la commission : confiant au procureur ou aux parties le soin de saisir la chambre d'accusation à défaut d'ordonnance rendue par le juge d'instruction dans le délai de trois mois ; retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Environnement et cadre de vie, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, pour l'urbanisme et pour l'environnement. **Discussion générale** [30 octobre 1980] (p. 3312) : diminution des crédits de la direction de l'urbanisme et des paysages ; assistance technique ; services techniques de l'urbanisme ; agences d'urbanisme ; diminution des crédits de la protection des sites ; diminution des interventions foncières de l'Etat ; aide aux collectivités locales ; villes nouvelles ; diminution des crédits des espaces verts ; rythme de réalisation des schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme et des plans d'occupation des sols ; zones d'environnement protégé ; relance des ZAC ; (p. 3314) : nécessité de développer une politique d'aménagement des banlieues ; (p. 3315) : diminution des crédits de l'environnement ; retard de réserves naturelles ; achèvement des barrages de Naussac et de Villerest ; augmentation des crédits du centre d'études et de formation internationale pour la gestion des ressources en eau et de l'agence nationale pour la récupération des déchets ; diminution des crédits de la délégation à la qualité de la vie ; procédure des études d'impact ; lutte contre le bruit ; (p. 3316) : collecte des déchets ménagers et industriels ; récupération des huiles usagées ; insuffisance des moyens de l'inspection des établissements classés ; pollution atmosphérique et agence de la qualité de l'air ; pollution des eaux continentales et marines ; problèmes de la baie du Mont Saint-Michel et de l'aménagement du canal du Midi.

Economie et budget. — I. Charges communes. Examen des crédits [3 novembre 1980]. **Titre IV** (p. 3426) : son amendement n° 104 : réduction de crédits pour obtenir l'abaissement à soixante-cinq ans de l'âge requis pour être indemnisable en cinq ans ; retiré.

Affaires étrangères. Discussion générale [12 novembre 1980] (p. 3794) : situation du Cambodge et devoirs particuliers de la France ; nécessité de soutenir la résistance cambodgienne contre l'occupant vietnamien ; temples d'Angkor ; scolarisation de la jeunesse khmère.

Santé et sécurité sociale. — Travail et santé. — I. Section commune. — III. Santé et sécurité sociale. Discussion générale [17 novembre 1980] (p. 4057) : exercice illégal de l'ostéopathie.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1980** (n° **2053**). **Première lecture. Discussion des articles** [27 novembre 1980]. **Avant l'Article 11** (p. 4474) : son sous-amendement n° 31 à l'amendement n° 5 de la commission des finances, de l'économie générale et du plan : augmentation de la taxe sur le PMU et non sur le loto ; retiré.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1980** (n° **2141**). **Première lecture. Discussion des articles** [17 décembre 1980]. **Après l'Article 2** (p. 4978) : son amendement n° 1 : régime d'amortissement exceptionnel accordé aux entreprises qui construisent ou font construire des immeubles et des installations destinés à utiliser le charbon comme combustible ; taxe sur les fuels lourds industriels ; retiré ; problème des économies d'énergie et de la reconversion de l'énergie utilisée par les industries.

MESSMER (Pierre)

Député de la Moselle
(8e circonscription)
(RPR).

Elu le 12 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1100).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les modes d'élection de l'assemblée territoriale et du conseil de Gouvernement du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [*J.O.* du 3 mai 1979] (p. 1043).

Rapporteur pour avis du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 1600) [6 novembre 1980] (p. 3689).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** portant modification du **code du service national** pour ce qui concerne le service militaire (n° **330**) [7 juin 1978].

— **Proposition de loi** tendant à modifier et à compléter l'article 1527 du **code civil** relatif aux **régimes matrimoniaux** (n° **716**) [22 novembre 1978].

— **Proposition de loi** portant **modification du code du service national pour ce qui concerne le service militaire des sapeurs-pompiers volontaires** (n° **913**) [15 mars 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 707) tendant à la **création d'une commission d'enquête parlementaire sur les raisons justifiant l'extension du camp militaire du Larzac et ses conséquences économiques et régionales** (n° **970**) [11 avril 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1759) tendant à décider de l'apposition sous l'**Arc de Triomphe** d'une plaque dédiée à la mémoire du **général de Gaulle,** libérateur de la patrie (n° **1869**) [26 juin 1980].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Inauguration à Toulon d'un monument à la mémoire de la présence française en Algérie** [17 juin 1980] (p. 1896) : présence de M. Jacques Dominati, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; hommage rendu à Bastien Thiry, chef du commando du Petit-Clamart.

• *question orale sans débat :*

— (n° **22777**) **suppléé par M. Claude Labbé : « Invitation » de l'Assemblée des communautés européennes au Conseil européen** [23 novembre 1979] (p. 10681).

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique de défense** (n° **388**). **Discussion** [15 juin 1978] (p. 2959) : refus de toute organisation militaire intégrée du type de l'OTAN ; refus de la standardisation des armements ; (p. 2960) : moyens de la dissuasion nucléaire ; nécessité de la poursuite des essais nucléaires ; utilité de la construction d'un sixième SNLE ; importance des armes atomiques tactiques, avant-garde de la dissuasion ; consentement unanime des élus de la nation à l'armement nucléaire ; approbation de l'intervention de Kolwezi ; nécessité d'unités spécialisées professionnelles pour les interventions lointaines ; (p. 2961) : interventions limitées par la capacité de nos transports aériens ; augmentation des crédits militaires depuis 1975 ; répartition des effectifs ; nécessité d'une réflexion sur le recrutement de l'armée ; propositions du RPR sur ce sujet.

— **Rappel au règlement** [17 octobre 1978] (p. 6114) : déclaration du ministre des affaires étrangères imputant à certains éléments chrétiens la responsabilité des événements sanglants du Liban ; demande que le Premier ministre soit entendu d'urgence.

— **Déclaration du Gouvernement sur la situation au Liban. Discussion** [18 octobre 1978] (p. 6235) : approuve la déclaration du Premier ministre qui rectifie celle du ministre des affaires étrangères.

— **Projet de loi modifiant les modes d'élection de l'Assemblée territoriale et du Conseil de Gouvernement du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° **925**). **Première lecture. Explications de vote** [18 avril 1979] (p. 2717) : nécessité de sortir la Nouvelle-Calédonie de la situation de blocage de ses institutions : prochaines élections en Nouvelle-Calédonie constituant un référendum pour ou contre l'indépendance ; vote favorable du groupe RPR.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique africaine** (n° **1513**). **Discussion** [19 décembre 1979] (p. 12322) : relations entre Français et Africains ; la guerre au Sahara occidental ; le Tchad ; la Centrafrique ; lutte pour le pouvoir en Rhodésie ; la déstabilisation en Afrique tient au caractère récent de l'indépendance et au choc extérieur ; les principes fondant la politique de la France en Afrique ; (p. 12323) : nécessité d'accroître les moyens de notre coopération ; nécessité de réduire ou suspendre l'aide lorsque les pays en font un mauvais usage et de coordonner les aides nationales et internationales ; nécessité de respecter la souveraineté de chaque Etat ; les actions de force en Afrique doivent être limitées dans l'espace et le temps car une intervention militaire est toujours la conséquence d'un échec politique.

— **Communication du Gouvernement** [19 juin 1980] (p. 1911) : fragilité de la paix civile en France.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **1600**). **Lettre rectificative** (n° **2098**). **Première lecture,** rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion des articles** [4 décembre 1980] : **Article 8** (p. 4648) : amendement n° 147 de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République : suppression de l'article 8 ; non soutenu ; [5 décembre 1980] : **Article 36** (p. 4733) : amendement n° 148 de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République : suppression de l'article 36 ; rejeté.

MEXANDEAU (Louis)

Député du Calvados
(1re circonscription)
(S).
Ministre des PTT.

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1098).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

Ministre des PTT (premier Gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 22 mai 1981 [*J.O.* du 23 mai 1981] (p. 1630).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les dispositions de l'article 7 de la loi n° 60-791 du 2 août 1960 relative à l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles [23 juin 1978] (p. 3430).

Membre suppléant du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche [*J.O.* du 22 décembre 1978] (p. 4241).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi instituant une assurance veuvage (n° 1734) [*J.O.* du 1er juillet 1980] (p. 1639).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1981 (n° 1933. Universités) (n° 1977 - XXII) [9 octobre 1980] (p. 2651).

Membre de la commission d'enquête sur la langue française [*J.O.* du 12 décembre 1980] (p. 2929).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 17 décembre 1980] (p. 2973).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** portant modification de la **loi n° 77-6** du 3 janvier 1977 relative à l'exploitation des **voitures dites de « petite remise »** (n° **366**) [7 juin 1978].

— **Proposition de loi d'orientation** relative **à l'éducation continue, au congé-éducation et au crédit-éducation** (n° **1225**) [28 juin 1979].

— **Proposition de loi** portant diverses dispositions relatives à la **vie scolaire** et à la **décentralisation** (n° **1949**) [8 octobre 1980].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° 1933). — **Tome XXII : Universités** (n° **1977**) [9 octobre 1980].

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une commission d'enquête sur le **statut des travailleurs de la distribution pétrolière** (n° **2157**) [12 décembre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Non-remplacement des maîtres en congé** [31 mai 1978] (p. 2292) : fonctionnement insuffisant du service public d'éducation du fait du non-remplacement des maîtres en congé.

— **Situation de l'industrie textile à Flers-de-l'Orne** [14 juin 1978] (p. 2880) : suppression d'emplois envisagée aux filatures et tissages de Flers ; intervention nécessaire du Gouvernement.

— **Situation à Bangui** [23 mai 1979] (p. 4126) : demande que l'ambassadeur de France à Bangui soit entendu d'urgence par la commission des affaires étrangères ; reproche l'attitude du Gouvernement face au régime centrafricain ; des dispositions ont-elles été prises pour protéger la vie des citoyens menacés par l'empereur Bokassa.

— **Revendications du personnel de Renault-Véhicules industriels** [13 juin 1979] (p. 5002):

grève depuis vingt-cinq jours des travailleurs de l'usine Renault-Véhicules industriels ; Saviem de Blainville-sur-Orne ; nécessité pour le Gouvernement de tout mettre en œuvre pour que s'ouvre une négociation.

— **Rentrée scolaire de 1979** [3 octobre 1979] (p. 7720) : nouvelle étape marquée par la rentrée scolaire dans la dégradation du service public d'éducation ; fermeture de classes, « bourrage » des effectifs, maîtres auxiliaires sans emploi ; répression antisyndicale.

— **Etalement des vacances** [19 décembre 1979] (p. 12313) : problème des rythmes scolaires et de l'aménagement du temps de travail de l'enfant ; revalorisation de la fonction enseignante ; opposition soulevée par le projet sur les dates des vacances scolaires.

— **Epreuves écrites du CAPES** [4 juin 1980] (p. 1535).

— **Situation de deux entreprises dans le Calvados** [25 juin 1980] (p. 2255) : Entreprise Heller ; entreprise de machines-outils Ernault-Somua à Lisieux.

— **Fermeture de trois laiteries en Normandie** [29 octobre 1980] (p. 3258) : fermeture de la coopérative laitière de Bayeux-Vaucelles ; respect des engagements pris par ULN-Préval.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **2363**) : **Situation de l'industrie du véhicule industriel** [2 juin 1978] (p. 2485) : difficultés du groupe Renault-Véhicules industriels ; attente des investissements promis ; emprunts à l'étranger ; conséquences de la libération des prix.

— (n° **6858**) : **Rentrée scolaire** [6 octobre 1978] (p. 5755) : situation aggravée de l'enseignement public.

— (n° **9782**) : **Situation industrielle en Basse-Normandie** [8 décembre 1978] (p. 9121, 9122) : conséquences pour l'emploi des difficultés de la Société métallurgique de Normandie et de la société Saviem-Blainville.

— (n° **22775**) : **Enseignement de l'histoire et de la géographie** [30 novembre 1979] (p. 11050, 11051, 11052) : offensive menée contre l'enseignement de l'histoire, géographie et instruction civique ; réduction d'horaires, suppression de leur enseignement dans les activités d'éveil de l'enseignement primaire ; politique du Président de la République consistant à rendre tout un peuple oublieux de son histoire ; ravage exercé dans ces disciplines par la réforme Haby ; la mémoire est révolutionnaire.

— (n° **29667**) : **Emploi à l'usine Renault-Véhicules industriels de Blainville-sur-Orne** [18 avril 1980] (p. 565) : union des firmes Saviem et Berliet ; part du poids lourd français sur le marché national ; association avec le groupe américain Mack ; crise du marché américain.

— (n° **39933**) : **Transports ferroviaires et routiers en Basse-Normandie** [12 décembre 1980] (p. 4881, 4882, 4883) : augmentation des contributions demandées aux régions par le Gouvernement qui se décharge de ses responsabilités concernant la liaison Paris-Caen-Cherbourg et refuse l'électrification de la ligne ferroviaire Paris-Cherbourg.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du livre IX du code du travail relatives à la promotion individuelle, au congé de formation et à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle** (n° **11**). **Première lecture. Discussion des articles** [9 mai 1978]. **Après l'Article 6** (p. 1494) : sur l'amendement n° 29 de M. Antoine Gissinger : imputation des dépenses faites pour les divers congés de formation sur le 1 % fixé par la loi de finances de 1978 ; les 2 % prévus par la loi de juillet 1971 ; la volonté d'obtenir la consécration de la limite de 1 % fixée par la loi de finances de 1978. **Après l'Article 9** (p. 1503) : son opposition à l'amendement n° 54 du Gouvernement : procédure des autorisations d'absence accordées par l'employeur aux salariés s'occupant de formation professionnelle ; les difficultés des représentants du personnel à exercer leurs fonctions dans les organismes traitant de formation. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [20 juin 1978]. **Article 4** (p. 3165) : sur l'amendement n° 30 de M. Jacques-Antoine Gau : récuse les arguments tirés des difficultés qu'entraînerait pour les entreprises un accès plus facile aux stages de formation professionnelle.

— **Projet de loi modifiant les dispositions de l'article 7 de la loi n° 60-791 du 2 août 1960 relatives à l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles** (n° **147**). **Première lecture. Discussion générale** [25 mai 1978] (p. 2048) : consécration du séparatisme et renforcement du dualisme en matière d'éducation ; (p. 2049) : grève des personnels du service public ; intégration volontaire de l'enseignement et de la formation professionnelle agricole dans un grand service public décentralisé d'éducation demandée par la gauche ; niveau insuffisant de certains établissements ruraux ; absence d'indépendance politique de ces établissements ; risques que doit supporter l'entreprise privée ; (p. 2050) : attribution des

subventions directement aux associations sans contrôles bien définis ; (p. 2060) : déformation de ses propos par le secrétaire d'Etat ; (p. 2061) : demande des explications sur les abus constatés dans l'enseignement privé : prise en compte de la situation personnelle ou du militantisme syndical des enseignants par les établissements. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2065) : dénonce les tentatives de M. Guermeur pour accroître les crédits versés aux associations et réduire le contrôle de l'Etat. **Commission mixte paritaire. Discussion des articles** [28 juin 1978] (p. 3593) : **explications de vote** : vote hostile du groupe socialiste.

— **Projet de loi complétant la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relative à la radiodiffusion et à la télévision (n° 250). Première lecture. Explications de vote** [7 juin 1978] (p. 2645) : le vote hostile du groupe socialiste.

— **Projet de loi portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public** (n° 9). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [27 juin 1978]. **Article 28** *bis* (p. 3534) : son amendement n° 51 : nécessité de l'avis des universités pour la modification de la répartition des emplois ; dénonce la nouvelle atteinte portée contre la loi d'orientation de 1968 ; (p. 3535) : sa demande au nom du groupe socialiste d'un scrutin public sur l'amendement n° 51 ; rejeté ; amendement n° 51 ; rejeté. **Article 28** *ter* (p. 3536) : son amendement n° 52 : priorité pour le maintien dans l'emploi et le réemploi accordée aux vacataires dont l'activité professionnelle principale consiste à assurer des enseignements de niveau universitaire ; situation des vacataires ; bas salaires et absence de couverture sociale ; inquiétude des vacataires devant la politique gouvernementale tendant à les remplacer par des enseignants ayant une activité principale hors de l'université (p. 3537) : son scepticisme quant à l'engagement du Gouvernement d'assurer la couverture sociale des vacataires ; amendement n° 52 rejeté par scrutin public ; (p. 3537) : vote défavorable du groupe socialiste sur l'article 28 *ter*.

— **Projet de loi relatif aux opérations de la caisse d'amortissement pour l'acier** (n° 563) **et projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° 564). **Première lecture. Discussion générale commune** [10 octobre 1978] (p. 5872) : problème de la sidérurgie normande ignorée par le projet gouvernemental ; craint la fermeture de l'usine de la société métallurgique de Normandie ; décroissance de la production et des effectifs ; danger de l'intégration de la SMN dans le groupe Sacilor en faillite ; (p. 5873) : pas de solution financière satisfaisante sans mise au point d'un plan économique décentralisé au niveau régional ; (p. 5892) : sur la motion de renvoi en commission de M. Antoine Porcu, vote favorable du groupe socialiste.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° 560). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Intérieur. Discussion générale [19 octobre 1978] (p. 6355) : entrave apportée aux élus locaux dans l'exercice de leur mandat électif notamment de la part de l'autorité hiérarchique.

Environnement et cadre de vie. — I. Environnement. Discussion générale [25 octobre 1978] (p. 6648) : problème du risque de pollution par les hydrocarbures dans la Manche.

Affaires étrangères. Discussion générale [2 novembre 1978] (p. 6925) : insuffisance des crédits pour le développement de la culture et de la langue française à l'étranger ; effort accompli en direction de la francophonie ; diminution de la part attribuée au Maghreb ; déclin de la langue française en Espagne et en Italie ; nécessité de développer l'influence française en Amérique latine ; l'enseignement du français à l'étranger, arme politique.

Education. Discussion générale [13 novembre 1978]. **Rappel au règlement** (p. 7490) : absence de réponse donnée par les ministres aux questions posées par les membres de l'opposition. **Rappel au règlement** (p. 7493) : demande une suspension de séance en raison de l'absence du ministre ; (p. 7512) : désarroi de la jeunesse en période de crise économique et de démission nationale ; politique scolaire du Gouvernement constituant une sottise historique ; plafonnement inquiétant des effectifs universitaires et développement des formations courtes ; (p. 7513) : dénonce le pessimisme imprégnant la politique des ministres de l'éducation depuis 1974. **Examen des crédits** [13 novembre 1978]. **Etat C - Titre V** (p. 7526) : problème des crédits de bourse non dépensés. **Etat C - Titre VI** (p. 7527) : demande au nom du groupe socialiste un scrutin public sur le titre VI en lui donnant le sens d'un vote sur l'ensemble du budget de l'éducation. **Explications de vote** (p. 7528) : le vote hostile du groupe socialiste.

Universités. Discussion générale [16 novembre 1978] (p. 7744) : pas de concertation sérieuse sur le transfert de l'université de Vincennes ; problème des conditions juridiques de l'inscription au titre V du crédit de démolition de l'IUT de Saint-Denis ; dénigrement des personnels de l'université par le ministre ; (p. 7745) : exemple des assistants et des vacataires ; faiblesse du recrutement de personnel de l'université ; stabilisation inquiétante du

nombre des étudiants ; concertation nécessaire pour l'établissement de la carte universitaire ; rôle international de l'université et accueil des étudiants étrangers. **Examen des crédits** [16 novembre 1978]. **Etat B - Titre III** (p. 7760) : sur l'amendement n° 355 de M. Jack Ralite, problème du transfert de l'université de Vincennes directement lié à l'établissement de la carte universitaire ; son vote favorable sur l'amendement n° 355 en signe de protestation contre les moyens de l'éducation.

— **Rappel au règlement** [15 novembre 1978] (p. 7662) : chapitres IX et X du règlement relatif à la composition et aux travaux des commissions permanentes ; groupe de travail chargé d'étudier le problème de la carte universitaire ; transfert de l'université de Vincennes ; démolition de l'institut universitaire de technologie de Saint-Denis.

— **Rappel au règlement** [16 novembre 1978] (p. 7738) : article 48, alinéa 7 du règlement concernant l'ordre du jour : déplore les conditions de travail ; discussion budgétaire ; proteste contre l'intervention des forces de police pendant des manifestations contre le chômage.

— **Rappel au règlement** [20 décembre 1978] (p. 9758) : procédure des questions d'actualité ; réponse à la question de M. Joseph Franceschi sur le problème de l'énergie.

— **Projet de loi relatif au contrat de travail à durée déterminée (n° 704). Première lecture. Discussion générale** [5 décembre 1978] (p. 8836) : raisonnement économique du Gouvernement aboutissant à remettre en cause toutes les dispositions sociales susceptibles de gêner les employeurs. **Discussion des articles** [5 décembre 1978]. **Après l'Article 2** (p. 8838) : s'oppose à l'amendement n° 38 de M. Henri Ginoux et à son caractère négrier. **Article 4 : Article L 122-1 du code du travail** (p. 8840) : amendement n° 23 de M. Guy Bêche permettant de lutter contre la prolifération sauvage des contrats à durée déterminée. **Article 4 : Article L 122-3-2 du code du travail** (p. 8849) : soutient l'amendement n° 28 de M. Claude Evin : possibilité pour le salarié d'obtenir des dommages-intérêts ou d'être réintégré dans son emploi en cas de rupture jugée injustifiée d'un contrat de travail à durée déterminée ; rejeté.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **709**). **Lettres rectificatives** (n[os] **735** et **749**). **Première lecture. Discussion des articles** [7 décembre 1978]. **Article 14** (p. 8989) : son amendement n° 41 soutenu par M. Jean Laurain : suppression des crédits relatifs au transfert de l'université de Paris VIII - Vincennes ; rejeté. **Seconde lettre rectificative. Article additionnel 8** (p. 8999) : son amendement n° 49 soutenu par M. Laurent Fabius : supprimant l'exonération de la TVA pour les établissements d'enseignement privé sous contrat simple ; rejeté.

— **Projet de loi relatif à l'apprentissage artisanal** (n° **710**). **Première lecture. Discussion générale** [11 décembre 1978] (p. 9201) : collusion entre le CNPF et le Gouvernement ; projet réactionnaire tendant à démanteler le service public de l'éducation ; (p. 9202) : remise en cause de l'élévation du niveau de formation et de la scolarité obligatoire jusqu'à seize ans ; création d'un système complet de formation professionnelle envisagée par le CNPF ; responsabilité du patronat et non du système éducatif pour le chômage ; conditions de travail des apprentis ; s'élève contre l'amendement Morellon tendant à autoriser le travail des apprentis en boulangerie à partir de quatre heures du matin ; volonté de façonner la jeunesse aux valeurs de l'entreprise ; idéologie malthusienne et réactionnaire ; (p. 9204) : différence entre les entreprises françaises et les entreprises allemandes sur le plan des rapports de pouvoir. **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1978] (p. 9763) : **Explications de vote :** accentuation de l'orientation réactionnaire du texte tendant à faciliter l'exploitation d'adolescents et à libérer les employeurs des contraintes de la législation sociale ; vote hostile du groupe socialiste.

— **Projet de loi instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements et aménageant le régime des impôts directs locaux pour 1979** (n° **706**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [19 décembre 1978]. **Article premier : Article L 234-12 du code des communes** (p. 9706) : difficulté du recensement des élèves scolarisés dans l'enseignement préscolaire.

— **Projet de loi portant diverses mesures en faveur des salariés privés d'emploi qui créent une entreprise** (n° **702**). **Commission mixte paritaire. Explications de vote** [20 décembre 1978] (p. 9759) : vote hostile du groupe socialiste.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage** (n° **900**). **Discussion générale** [15 mars 1979] (p. 1691) : difficultés de la Société métallurgique de Normandie et de la Saviem Renault-Véhicules industriels dans le Calvados ; nécessité d'une politique du poids lourd fondée sur la reconquête du marché intérieur et l'exportation ; (p. 1692) : absence d'information sur la Société métallurgique de Normandie.

— **Projet de loi réglementant la publicité extérieure et les enseignes (n° 582). Première lecture. Discussion des articles** [18 avril 1979]. **Avant l'article premier** (p. 2727) : attachement de l'opposition au droit d'affichage dans la mesure où elle est largement privée de l'accès aux autres sources d'information.

— **Rappel au règlement** [10 mai 1979] (p. 3684) : invitations officielles glissées dans le quotidien *Les Dernières Nouvelles d'Alsace* pour la réunion électorale du Président de la République le 15 mai prochain ; partialité des médias ; pression exercée sur les Alsaciens.

— **Rappel au règlement** [19 juin 1979] (p. 5279, 5280) : proteste contre l'annulation de la réunion de concertation et la présence de CRS devant la Saviem, malgré la réponse du ministre du travail à sa question au Gouvernement du 13 juin.

— **Projet de loi portant diverses mesures en faveur de l'emploi (n° 1109). Première lecture. Discussion générale** [19 juin 1979] (p. 5294) : inefficacité de l'enseignement alterné pour supprimer les inégalités socio-culturelles héritées du passé.

Examen des articles [20 juin 1979]. **Après l'article 5** (p. 5359) : qualifie M. Jean Brocard de « maniaque de la régression sociale » ; proteste contre la remise en cause des acquis du droit du travail.

— **Rappel au règlement** [20 juin 1979] (p. 5357) : proteste au nom de son groupe auprès du Gouvernement contre la privation d'un siège de la représentation socialiste à l'assemblée européenne.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° 1290). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Education. Discussion générale [22 octobre 1979] (p. 8720) : budget traduisant une volonté politique de méconnaître l'avenir intellectuel d'une partie de la jeunesse française ; (p. 8721) : diminution du personnel ; sort scandaleux réservé à l'éducation physique et inexistance du service de santé scolaire ; réclame la mise en œuvre d'un plan de reconstruction et de maintenance du parc immobilier scolaire ; surcharge de nombreuses classes ; politique créant les conditions de l'échec scolaire pour préparer la jeunesse aux emplois déqualifiés ; répression frappant les enseignants ; vote hostile du groupe socialiste.

Crédits militaires. Budget annexe du service des essences. Examen des crédits [6 novembre 1979]. **Article 29** (p. 9492) : soutient son amendement n° 418 : suppression des subventions à l'institut Auguste-Comte ; rejeté.

Affaires étrangères. Discussion générale [7 novembre 1979] (p. 9565) : décroissance de la part de la direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques dans l'ensemble des crédits du ministère des affaires étrangères ; caractère routinier du choix des pays en faveur desquels la France intervient en matière culturelle. **Examen des crédits** [7 novembre 1979]. **Etat B - Titre III** (p. 9578) : approuve l'amendement n° 417 de M. André Delehedde : transfert de quatre emplois des services centraux vers les services extérieurs. **Etat C - Titre VI** (p. 9580) : soutient l'amendement n° 401 de la commission des affaires culturelles : suppression des crédits destinés à une subvention à la ville de Strasbourg en vue de la réalisation de locaux pour l'Assemblée européenne ; rejeté.

Universités. Discussion générale [9 novembre 1979] (p. 9757) : évolution inquiétante des crédits affectés à la recherche ; élaboration de la carte universitaire, exemple de l'orientation malthusienne de la politique du ministre ; refus de créer les postes d'enseignants correspondant aux filières nouvelles ; critique les décrets d'août 1979 qui ont annulé une des dispositions clés de la loi d'orientation ; l'autonomie des universités dans le recrutement de leur personnel ; (p. 9758) : reproche au ministre de refuser 40 % des habilitations du troisième cycle pour 1980-1981 ; retrait des représentants du groupe socialiste du groupe de travail de la carte universitaire ; accroissement du retard de la France dans le domaine universitaire et dans celui de la recherche par rapport aux pays industrialisés ; impossibilité pour les universités d'assurer leurs missions de formation permanente ; coût élevé et inutilité de l'institut Auguste-Comte.

— **Rappel au règlement** (p. 9766) : départ de l'hémicycle des députés socialistes en signe de protestation contre l'attitude du ministre qui n'a pas répondu à leurs questions.

— **Rappel au règlement** [21 novembre 1979] (p. 10434) : articles 147, 148 et 149 relatifs au droit de pétition : pratique policière exercée par le recteur de l'académie de Reims à l'encontre de citoyens exerçant leur droit de pétition.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse (n° 1328). Première lecture. Discussion générale** [28 novembre 1979] (p. 10823) : caractère scientifique des travaux de l'INED ; faible influence de la contraception et de l'avortement sur la dénatalité ; met en cause la responsabilité de M. Debré en tant que Premier ministre dans la dégradation démographique de la France ; (p. 10824) : baisse de la natalité remontant aux années 1964-1965 ; mesures prises pour la famille tardives et insuffisantes ; les médias répandent l'image de la famille de quatre personnes.

— **Rappel au règlement** (p. 10827) : proteste contre les barrages de police installés autour du Palais Bourbon.

— **Projet de loi relatif à la Compagnie nationale du Rhône** (n° **1276**). **Première lecture. Discussion générale** [10 décembre 1979] (p. 11516) : retard de la France sur l'Allemagne en matière de voies navigables ; nécessité de conserver à la France la maîtrise complète de l'opération et d'apporter des compensations aux régions non touchées par le canal ; vote hostile du groupe socialiste sur la question préalable de M. Antoine Porcu.

— **Proposition de loi tendant à modifier l'article 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 relatif aux conditions d'éligibilité aux fonctions de président d'université** (n° **367**). **Première lecture. Discussion générale** [10 décembre 1979] (p. 11545) : **oppose la question préalable ;** nécessité d'un débat d'ensemble sur l'université portant notamment sur la réforme des cycles universitaires, le statut des enseignants et la carte universitaire ; dépeçage progressif de la loi d'orientation ; pas de consultation de la conférence des présidents d'université ; (p. 11546) : question préalable rejetée ; (p. 11547) : problème de la durée du mandat du Président de la République ; autorité des présidents instituée par la loi d'orientation tenant en partie à leur non-rééligibilité ; (p. 11458) : dénonce la hiérarchisation des universités françaises ; scandale de l'institut Auguste-Comte ; désintérêt des professeurs pour la fonction de président dont les pouvoirs et les moyens sont de plus en plus limités ; vote négatif du groupe socialiste. **Discussion de l'article unique** [10 décembre 1979] (p. 11553) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Antoine Rufenacht ; (p. 11554) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Antoine Rufenacht.

— **Rappel au règlement** [12 décembre 1979] (p. 11665) : article 98, alinéa 5 du règlement : vote irrégulier et clandestin lors de la discussion de la proposition de loi sur le renouvellement des présidents d'université d'un amendement de M. Rufenacht extérieur au cadre du texte et bouleversant les conditions d'élection de ces présidents.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique africaine** (n° **1513**). **Discussion** [19 décembre 1979] (p. 12334) : arrestation d'intellectuels centrafricains par Bokassa dès le mois d'août 1977.

— **Faits personnels** [19 décembre 1979] (p. 12299) : reconnaît que le mot « persécution » employé par lui pour qualifier l'attitude de M. Foyer à l'égard des jeunes était inapproprié, mais n'autorise pas ce dernier à la qualifier de « ridicule ».

— **Rappel au règlement** [2 avril 1980] (p. 89) : grèves dans l'éducation.

— **Projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels** (n° **1121**). **Première lecture. Discussion générale** [29 avril 1980] (p. 793) : **oppose la question préalable ;** événements à l'université de Caen ; (p. 794) : provocations policières ; absence de débat sur la politique générale de l'éducation ; politique d'austérité dans l'éducation ; alibi démographique ; (p. 795) : échec du système éducatif ; (p. 796) : question préalable rejetée par scrutin public ; (p. 823) : recyclage des maîtres dans l'enseignement. **Discussion des articles** [30 avril 1980]. **Article 17** (p. 861) : montant de la taxe d'apprentissage. **Article 2, seconde délibération** (p. 867) : démembrement du service public. **Explications de vote** [30 avril 1980] (p. 868) : ouverture de l'école sur la vie ; chômage des jeunes ; (p. 869) : enseignement ; vote hostile du groupe socialiste sur le projet de loi.

— **Rappel au règlement** [13 mai 1980] (p. 1011) : affrontements dans les universités ; événements de Jussieu.

— **Rappel au règlement** [13 mai 1980] (p. 1018) : présence du ministre des universités.

— **Projet de loi étendant aux femmes qui se sont consacrées à l'éducation de leurs enfants les facilités d'accès aux universités ouvertes par la loi du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur** (n° **1576**). **Première lecture. Discussion générale** [13 mai 1980] (p. 1008) : présence du ministre des universités ; crise des universités; (p. 1009) : insuffisance des moyens financiers des universités ; université de Vincennes. **Rappel au règlement** (p. 1011) : affrontements dans les universités ; événements de Jussieu. **Discussion de l'article unique. Article unique** (p. 1012) : son amendement n° 8 : accès aux universités ; rejeté ; (p. 1015) : approuve l'amendement de M. Gissinger relatif aux handicapés. **Rappel au règlement** (p. 1018) : présence du ministre des universités.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** (n° **1681**). **Première lecture. Discussion des articles** [19 juin 1980]. **Article 7 : Rappel au règlement** (p. 1921) : procédure de dépôt et de discussion des amendements.

— **Discussion de la conclusion du rapport** (n° 1824) **de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition**

de loi tendant à modifier l'article 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 relatif aux conditions d'éligibilité aux fonctions de président d'université (n° 367). **Deuxième lecture. Discussion générale** [26 juin 1980] (p. 2338) : exception d'irrecevabilité ; démantèlement de la loi d'orientation de 1968 ; attaque contre les libertés universitaires ; (p. 2339) : amendements Rufenacht ; événements de Jussieu ; remise en cause de l'autonomie et de la participation à l'université ; (p. 2340) : initiative gouvernementale de la proposition de loi Séguin et des amendements Rufenacht ; suffrage censitaire ; (p. 2343) : rejet de l'exception d'irrecevabilité. **Discussion des articles** [26 juin 1980]. **Article premier A** (p. 2348) : son amendement n° 1 : suppression de l'article premier A ; rejeté ; son amendement n° 2 : représentation des personnalités extérieures ; rejeté ; son amendement n° 3 : présence facultative des personnalités extérieures aux conseils d'UER ; rejeté ; son amendement n° 4 : amendement de précision ; rejeté ; (p. 2349) : son amendement n° 5 : représentation des enseignants ; rejeté par scrutin public ; (p. 2350) : son amendement n° 7 : non-application du texte dans les conseils d'UER ; rejeté ; son amendement n° 8 : représentation des vacataires ; rejeté ; (p. 2351) : son amendement n° 9 : supprimant la possibilité d'adapter les pourcentages prévus pour les différentes catégories de membres des conseils d'université ; rejeté ; son amendement n° 10 : supprimant la possibilité d'adapter les pourcentages prévus pour les différentes catégories de membres des conseils d'UER ; rejeté ; son amendement n° 18 : supprimant les dispositions attribuant en tout état de cause 50 % des sièges aux professeurs ; rejeté ; (p. 2352) : son amendement n° 19 ; représentation des enseignants dans les conseils d'UER ; son amendement n° 11 : délégation de vote ; rejeté ; son amendement n° 6 : rédactionnel ; retiré ; (p. 2353) : son amendement n° 12 : élection au suffrage direct des membres élus des conseils d'université ; rejeté. **Article premier B** : son amendement n° 13 : suppression de l'article premier B ; rejeté ; son amendement n° 25 : supprimant la référence à un quorum pour les élections estudiantines ; rejeté. **Article premier** (p. 2355) : son amendement n° 14 : non-rééligibilité immédiate des présidents d'université ; rejeté ; son amendement n° 15 : rétablissant la possibilité de dérogation permettant à une personnalité extérieure de devenir président d'université ; rejeté ; (p. 2356) : son amendement n° 16 : élection des directeurs d'UER ; rejeté. **Article 2** : son amendement n° 17 : suppression de l'article 2 ; rejeté. **Article 3** (p. 2358) : son amendement n° 20 : suppression de l'article 3 ; rejeté ; intervention autoritaire du ministre des universités ; action des groupuscules d'extrême droite. **Titre** : son amendement n° 21 : nouveau titre de la proposition de loi : proposition de loi tendant à modifier les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et tendant à mutiler la loi d'orientation et à réduire l'autonomie et la participation dans les universités et à en confier la direction au gouvernement ; rejeté. **Explications de vote** (p. 2359) : difficultés de l'université ; vote hostile du groupe socialiste.

— **Rappel au règlement** [30 juin 1980] (p. 2472) : accroissement de la dépendance du législatif par rapport à l'exécutif ; emploi du vote bloqué ; inscription des propositions de loi de l'opposition à l'ordre du jour.

— **Projet de loi tendant à instituer une assurance veuvage en faveur des conjoints survivants ayant ou ayant eu des charges de famille** (n° **1734**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [30 juin 1980]. **Article premier** (p. 2465) : effet de seuil inacceptable créé par le plafond de ressources.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1981**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Education. Discussion générale [24 octobre 1980] (p. 3084) : absence de débat général sur l'enseignement depuis cinq ans ; commémoration du centenaire des lois laïques de Jules Ferry ; gratuité ; obligation ; laïcité ; aide à l'enseignement privé ; glissement vers la hiérarchisation et l'autoritarisme ; (p. 3085) : disciplines sacrifiées : histoire, géographie, sciences sociales et économiques ; scandale de l'institut Auguste Comte. **Examen des crédits** [24 octobre 1980]. **Etat B - Titre IV** (p. 3123) : amendement n° 17 de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, et amendement n° 72 de la commission des affaires culturelles : amélioration de la politique des bourses. **Etat C - Titre V** (p. 3124) : amendement n° 73 corrigé par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales : insuffisance des crédits d'équipement ; plan de construction et de maintenance des établissements scolaires.

Universités, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. **Discussion générale** [18 novembre 1980] (p. 4085) : progression du budget des universités due à une augmentation des crédits de paiement ; progression des crédits de la recherche ; dépenses de fonctionnement consacrées surtout aux personnels ; ralentissement des créations d'emplois ; évolution des heures complémentaires ; insuffisance des crédits de fonctionnement alloués aux établissements universitaires ; augmentation des crédits de recherche ; diminution des bourses

universitaires ; insuffisance des crédits de maintenance des locaux universitaires ; (p. 4086) : rattrapage partiel pour la recherche ; bilan du septennat en matière universitaire ; diminution de la part des universités dans le budget de l'Etat ; carte universitaire et habilitation des second et troisième cycles. **Examen des crédits** [18 novembre 1980]. **Titre III** (p. 4101) : son amendement n° 201 : réduction de crédits en vue d'attirer l'attention sur la catégorie des techniciens principaux qui ne sont pas satisfaits de la transformation de leurs postes en postes d'ingénieurs ; rejeté.

Deuxième délibération [18 novembre 1980]. **Article 13** (p. 4139) : faiblesse de la majoration des crédits des bourses universitaires.

— **Fait personnel** [18 novembre 1980] (p. 4102) : présentation de rapports budgétaires par des députés de l'opposition.

— **Discussion des conclusions du rapport** (n° 2058) **de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la langue française** (nos **1916, 1920 et 1993**). **Discussion générale** [10 décembre 1980] (p. 4817) : vote positif du groupe socialiste pour la création d'une commission d'enquête ; recul de l'emploi du français dans le monde ; résultat d'une politique volontariste ; exemple du peuple israélien ; (p. 4818) : la francophonie ; le Québec ; déclaration du Président de la République sur la langue française et le franglais ; sa diffusion par les médias ; protestation contre la publication en langue anglaise des communications scientifiques et techniques ; diffusion de la langue française à l'étranger ; (p. 4819) : accueil des étudiants étrangers ; enseignement du français et des langues latines ; nécessité d'une volonté politique de promouvoir la langue française en Europe et dans les pays d'outre-mer. **Discussion de l'article unique** (p. 4821) : précise que le groupe socialiste votera l'amendement n° 2 de M. Jack Ralite énumérant les mesures contribuant à instituer une véritable politique de la langue française.

MICAUX (Pierre)

Député de l'Aube
(1re circonscription)
(UDF).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1098).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la modération du prix de l'eau [*J.O.* du 22 novembre 1978] (p. 3919).

Membre du conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers [*J.O.* du 13 avril 1979] (p. 862).

Chargé d'une mission temporaire auprès du ministre de l'agriculture [*J.O.* du 19 octobre 1979] (p. 2623).

Fin, le 18 avril 1980, de sa mission temporaire auprès du ministre de l'agriculture [22 avril 1980] (p. 595).

Membre de la commission d'enquête sur les incendies de forêts dans la région méditerranéenne [*J.O.* du 20 décembre 1979] (p. 3204).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 3 janvier 1980] (p. 30).

Membre de la commission d'enquête sur l'industrie textile [*J.O.* du 18 décembre 1980] (p. 2982).

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Concurrence des produits japonais** [15 octobre 1980] (p. 2725) : balance commerciale bilatérale déficitaire ; nomination de M. Missoffe pour s'occuper du problème japonais.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Environnement et cadre de vie. — I. Environnement. Discussion générale [25 octobre 1978] (p. 6644) : faiblesse de la densité de la population dans les parcs naturels régionaux ; aides accordées par les régions au fonctionnement des parcs naturels régionaux supérieures à celles qu'accorde l'Etat ; insuffisance des crédits de fonctionnement et d'équipement des parcs naturels régionaux ; (p. 6645) : souhaite que les parcs naturels régionaux deviennent le champ d'expérience

du système de globalisation des subventions de l'Etat.

Coopération. Discussion générale [3 novembre 1978] (p. 7062) : absence de mouvement d'indépendance à la Réunion ; (p. 7063) : modification du système de rémunération des coopérants ; programme d'informatisation du ministère de la coopération ; objectifs de titularisation de son personnel ; met en doute l'utilité de l'accent mis sur l'aide multilatérale.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1978] (p. 7261) : régression des crédits consacrés aux adductions d'eau ; réduction des crédits d'investissement notamment pour l'électrification rurale ; possibilité de créer un programme parallèle non subventionné d'électrification rurale ; augmentation de la contribution des collectivités aux dépenses de gestion de leurs forêts. **Examen des crédits** [8 novembre 1978] (p. 7284). **Article 74** : son amendement n° 271 : suppression de l'article 74, et son amendement n° 307 portant à 9,4 % puis 10 % le taux du droit de garderie versé par les communes à l'ONF ; faiblesse relative des investissements des communes forestières ; (p. 7285) : problème de l'égalité de traitement entre les communes forestières et les autres communes ; (p. 7286) : retire son amendement n° 271 ; amendement n° 307 adopté.

— Projet de loi relatif à l'apprentissage artisanal (n° 710). **Première lecture. Discussion des articles** [11 décembre 1978]. **Après l'Article 2** (p. 9219) : se déclare favorable à l'amendement n° 34 de M. René de Branche.

— Projet de loi portant aménagement de la fiscalité directe locale (n° 689). **Première lecture. Discussion des articles** [9 octobre 1979]. **Article 4** (p. 7919) : soutient l'amendement n° 1 de M. Hubert Voilquin visant les communes forestières : prise en compte des ressources domaniales nettes pour le versement des ressources du fonds de péréquation ; adopté. **Article 7** (*suite*) (p. 7955) : problème du champ d'application de l'amendement n° 326 du Gouvernement : exonérant de la taxe professionnelle toute entreprise nouvelle pour l'année de sa création. **Après l'Article 10** (p. 7971) : situation fiscale des communes de Champagne abritant des camps militaires.

— Projet de loi de finances pour 1980 (n° 1290). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Education. Discussion générale [22 octobre 1979] (p. 8743) : développement de la préscolarisation : demande au Gouvernement d'intervenir contre l'abaissement des normes de 30 à 25 enfants décrété par un syndicat dans son département ; faiblesse des crédits alloués à la construction scolaire.

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1979] (p. 9214) : risque de pléthore des parcs naturels ; souhaite le regroupement des différentes lignes relatives aux subventions d'investissement.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1979] (p. 9646) : mise en œuvre de la possibilité pour le fonds d'amortissement des charges d'électrification (FACE) de participer au financement des travaux d'électrification rurale même lorsque ceux-ci ne sont pas subventionnés par l'Etat ; perspectives de progression des encours des prêts monétaires d'une durée maximale de cinq ans.

— Projet de loi de finances pour 1981 (n° 1933). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Intérieur. Discussion générale [28 octobre 1980] (p. 3193) : situation des communes accueillant sur leur territoire des camps militaires ou des barrages réservoirs ; (p. 3194) : exonération de taxe foncière de ces installations.

Commerce et artisanat. Discussion générale [31 octobre 1980] (p. 3391) : aide compensatrice aux vieux artisans et commerçants.

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1980] (p. 3364) : maigreur des crédits prévus en faveur des parcs naturels régionaux ; régime des réserves naturelles.

Justice. Discussion générale [5 novembre 1980] (p. 3587) : conditions de séjour dans les maisons d'arrêt ; (p. 3588) : rigueurs de la justice contre l'auto-défense.

Transports. Discussion générale [15 novembre 1980] (p. 3963) : réalisation de l'autoroute Calais-Marseille et de sa section Châlons-Troyes.

Commission mixte paritaire. Discussion générale [16 décembre 1980] (p. 4914) : problème des bouilleurs de cru.

— Rappel au règlement [28 octobre 1980] (p. 3168) : sessions des conseils généraux ayant lieu en même temps que les sessions du Parlement.

— Projet de loi modifiant et complétant diverses dispositions du code rural relatives à la lutte contre les maladies des animaux et à leur protection (n° 1937). **Première lecture. Discussion générale** [10 décembre 1980] (p. 4822) : loi de juillet 1976 sur la protection des animaux : articles du code pénal relatifs aux mauvais traitements infligés aux animaux ; conditions d'élevage industriel des

poules ; définition du champ d'application des contrôles ; (p. 4823) : dopage dans le sport équestre ; conditions de transport des animaux ; contrôle des voitures particulières ; abandon des animaux pendant les vacances.

MICHEL (Claude)

Député de l'Eure
(2e circonscription)
(S).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1099).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre suppléant de la commission nationale d'urbanisme commercial [27 avril 1978] (p. 1430), [28 avril 1978] (p. 1444).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi concernant les comités professionnels de développement économique [18 mai 1978] (p. 1845).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la modération du prix de l'eau [*J.O.* du 16 novembre 1978] (p. 3861).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation agricole [*J.O.* du 12 mai 1979] (p. 1126).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 17 mai 1979] (p. 1157).

Membre suppléant de la commission nationale d'urbanisme commercial [*J.O.* du 27 juin 1980] (p. 1597).

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Application de la réforme du financement du logement** [31 mai 1978] (p. 2291) : nécessité de reculer la date de généralisation de la réforme en raison des problèmes rencontrés.

— **Effectifs des services d'exploitation des postes et télécommunications** [25 octobre 1978] (p. 6630) : position du Gouvernement sur les problèmes des postes ; mesures envisagées pour répondre aux revendications des personnels.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **3928**) : **Industrie des cuirs et peaux** [30 juin 1978] (p. 3743, 3744, 3745) : nécessité de moraliser et d'organiser le marché des peaux brutes ; contrôle des importations.

— (n° **16311**) : **Rôle de l'agence nationale pour l'emploi en tant qu'indicateur de l'évolution du chômage** [18 mai 1979] (p. 4017, 4018, 4019) : loi du 16 janvier 1979 supprimant l'obligation de s'inscrire à l'agence nationale pour l'emploi comme demandeur d'emploi pour toucher l'indemnité de chômage ; projet de réforme de l'ANPE entraînant la disparition des statistiques mensuelles qu'elle établit permettra au Gouvernement de les manipuler ; insuffisance des moyens dont dispose l'ANPE ; proposition de réforme socialiste : décentralisation, démocratisation.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'exécution des prophylaxies collectives des maladies des animaux** (n° **8**). **Première lecture. Discussion générale** [17 mai 1978] (p. 1755) : le dépôt en 1976 d'un projet de loi ayant le même objet que le projet actuel ; l'importance de l'état sanitaire du cheptel ; les conditions peu satisfaisantes de réalisation des prophylaxies collectives obligatoires ; les améliorations qui peuvent leur être apportées par une application correcte du projet ; l'inadaptation de la politique sanitaire actuelle ; les carences de la planification en matière de prophylaxie ; l'attitude nouvelle des vétérinaires en milieu rural ; l'action insuffisante de l'inspection des denrées animales et d'origines animales ; la loi du 29 mai 1975 et la distribution et le contrôle des médicaments vétérinaires ; la nécessité d'un texte de plus grande ampleur. **Deuxième lecture. Discussion générale** [23 novembre 1978] (p. 8264) : importance des répercussions des problèmes sanitaires sur la production de viande et de lait et sur le revenu des producteurs ; nécessité de relever le taux des indemnités d'abattage ; situation défavorable de la France en matière de santé animale ; faible nombre des vétérinaires rendant nécessaire le recours à des auxiliaires pour la mise en œuvre des prophylaxies obligatoires ; nécessité de former des techniciens des services vétérinaires. **Discussion des articles** [23 novembre 1978]. **Article premier** (p. 8269) : caractère purement formel des difficultés soulevées par

l'amendement n° 3 de la commission et les sous-amendements n° 4 de M. Soury, n° 5 de M. Leizour et n° 6 de M. Dutard.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° 234). **Première lecture. Discussion des articles** [1er juin 1978]. **Article 4** (p. 2382) : son amendement n° 7 : maintien du taux de la contribution patronale à la construction des logements à 1 % ; désengagement budgétaire de l'Etat vis-à-vis du logement social ; rôle important du 1 % patronal dans le financement du logement social ; (p. 2383) : déplorables conditions de logement des travailleurs immigrés ; rejeté au scrutin public.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° 560). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Budget annexe des postes et télécommunications. Discussion générale [14 novembre 1978] (p. 7559) : inquiétude des personnels des PTT à la suite des conclusions des rapports Nora et Ripert favorables à des réformes de structure aux PTT ; manque évident et chronique d'effectifs ; détérioration des conditions de travail ; insuffisance des mesures de protection des agents des PTT ; budget de régression pour les investissements des télécommunications, de stagnation pour les effectifs de la poste et de misère pour les mesures en faveur des personnels ; déficit de l'exploitation des chèques postaux ; faiblesse des rémunérations ; retard pris dans l'application du plan de restructuration des services de la distribution et de l'acheminement ; (p. 7560) : résorption incomplète de l'auxiliariat ; problème du déficit de la poste dû en partie aux tarifs préférentiels accordés à la presse ; faiblesse des crédits accordés pour la construction ou la rénovation des bureaux de poste ; conteste la mise en place des boîtes postales CIDEX en zones rurales éloignant le préposé de l'usager ; investissements des télécommunications orientés seulement vers l'accroissement du nombre des lignes téléphoniques aux dépens de la qualité du service ; croissance de l'endettement global des PTT ; (p. 7561) : vote hostile du groupe socialiste sur le budget des PTT. **Explications de vote** [14 novembre 1978] (p. 7577): vote hostile du groupe socialiste sur les crédits du budget annexe des postes et télécommunications.

Services du Premier ministre. — I. Services généraux. Information. Formation professionnelle. Fonction publique. Services divers et aménagement du territoire. Examen des crédits [16 novembre 1978]. **Etat B - Titre IV** (p. 7802) : vote hostile du groupe socialiste.

Articles et articles additionnels non rattachés [17 novembre 1978]. **Article 73** (p. 8013) : vote hostile du groupe socialiste sur l'article 73. **Après l'Article 73** (p. 8018) : soutient l'amendement n° 249 de M. Laurent Fabius : information du Parlement sur le nombre et le montant des remises gracieuses consenties en matière fiscale ; retiré.

Jeunesse, sports et loisirs. — I. Jeunesse et sports. Examen des crédits [17 novembre 1978]. **Etat B - Titre III** (p. 8023) : son sous-amendement n° 376 à l'amendement n° 312 du Gouvernement : suppression des crédits consacrés à la rémunération des heures supplémentaires ; rejeté.

— **Projet de loi relatif à la modération du prix de l'eau** (n° 661). **Première lecture. Discussion générale** [29 novembre 1978] (p. 8519) : oppose au nom du groupe socialiste **la question préalable** au projet gouvernemental ; projet accroissant les difficultés des entreprises concessionnaires de réseaux de distribution d'eau ; souhaite la nationalisation des grandes compagnies gestionnaires des réseaux d'eau potable ; question préalable rejetée (p. 8520). **Discussion des articles** [29 novembre 1978]. **Après l'Article unique** (p. 8524) : soutient l'amendement n° 4 de M. Alain Richard : autorisant les départements à instituer une taxe sur l'eau ; rejeté.

— **Projet de loi portant la date de consultation obligatoire des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement** (n° 681). **Première lecture. Discussion générale** [4 décembre 1978] (p. 8758) : possibilité d'introduire la démocratie dans la pratique architecturale grâce aux conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement ; proposition socialiste de création d'ateliers publics d'architecture ; menaces pesant sur les conseils d'architecture : danger de la tutelle préfectorale, insuffisance des moyens matériels des conseils ; (p. 8759) : délimitation trop restrictive de la compétence des conseils d'architecture par rapport à l'intervention obligatoire de l'architecte ; vote hostile du groupe socialiste.

— **Projet de loi portant approbation du rapport sur les principales options du VIIIe Plan** (n° 1055). **Première lecture. Discussion générale** [14 juin 1979] (p. 5094) : poursuite de l'exode rural ; souhaite le développement de la coopération agricole ; augmentation de la dépendance des exploitations familiales vis-à-vis des secteurs amont et aval conduisant à une concentration excessive des structures et des productions ; estime préférable de fixer comme objectif pour l'agriculture française la reconquête du marché intérieur et non l'exportation à tout prix ; croissance de la production agricole et stagnation du revenu des agriculteurs.

— **Projet de loi relatif à l'application de certaines dispositions du code du travail aux salariés de diverses professions, notamment des professions agricoles** (n° 1042). **Première lecture. Discussion générale** [25 juin 1979]

(p. 5608) : situation défavorisée des salariés de l'agriculture par rapport à ceux de l'industrie : exercice limité des droits syndicaux, dégradation de l'emploi ; insuffisance du projet qui n'aborde pas le problème de la durée maximale du travail dans l'agriculture. **Discussion des articles** [25 juin 1979]. **Après l'Article premier** (p. 5609) : soutient son amendement n° 10 : mensualisation des salariés agricoles ; adopté. **Article 3** (p. 5610) : soutient son amendement n° 11 : détermination par conventions collectives ou, à défaut, dans le cadre des règlements de travail, des périodes de grands travaux pendant lesquelles un salarié agricole ne peut obtenir d'autorisation d'absence supérieure à vingt-quatre heures ; adopté ; soutient son amendement n° 12 : détermination par conventions collectives des modalités de congés pendant les périodes de travaux saisonniers ; adopté ; soutient son amendement n° 13 : valeur des avantages et prestations pris en compte pour le calcul de l'indemnité de congé au moins égale à la valeur réelle fixée par l'autorité administrative compétente ; retiré ; (p. 5611) : déclare devenu sans objet son amendement n° 14. **Après l'Article 3** : soutient son amendement n° 15 : mise en place de structures inter-entreprises pour la désignation de délégués syndicaux ; rejeté ; soutient son amendement n° 16 : suppression de la référence à la notion de grands travaux dans l'article 4 ; rejeté. **Après l'Article 5** (p. 5612) : soutient son amendement n° 17 : amendement d'harmonisation ; rejeté. **Explications de vote** (p. 5614) : abstention du groupe socialiste.

— **Proposition de loi tendant à permettre l'adhésion des preneurs de baux à ferme à des sociétés** (n° **454**). **Deuxième lecture. Explications de vote** [25 juin 1979] (p. 5606) : problèmes laissés de côté par la loi d'orientation agricole : agriculture de groupe, statut du fermage ; hostilité du groupe socialiste à une politique agricole qui vise à l'intégration de l'exploitation familiale au secteur industriel agro-alimentaire.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Agriculture. — BAPSA. Examen des crédits [8 novembre 1979]. **Etat B - Titre III** (p. 9666) : son amendement n° 425 : diminution des crédits relatifs au service « Nouvelles du marché ». soutenu par M. Jean Laborde ; rejeté ; (p. 9667) : son amendement n° 426 : suppression des crédits relatifs aux objecteurs de conscience, soutenu par M. Alain Hautecœur ; rejeté.

Budget annexe des postes et télécommunications. Discussion générale [9 novembre 1979] (p. 9776) : malaise des personnels de la poste, critique des usagers ; dégradation de la qualité des prestations ; responsabilité du ministre dans la détérioration du climat social ; (p. 9777) : insuffisance du plan gouvernemental de redressement de la poste ; allongement du délai de remise du courrier ; remise en question des droits et garanties essentiels du personnel en matière de recrutement, de mutations et de promotions sociales ; insuffisance des effectifs conduisant à la détérioration des conditions de travail du personnel et à la dégradation du service public ; évolution positive tendant à l'équilibre d'exploitation des chèques postaux ; hausse des tarifs postaux et des télécommunications pour 1980 ; endettement inquiétant des PTT ; problème de la gestion du parc automobile ; (p. 9778) : diminution des investissements dans le secteur des télécommunications ; insuffisance des crédits dégagés au titre des mesures nouvelles pour les personnels ; prolifération des officines d'acheminement parallèle du courrier. **Examen des crédits** [9 novembre 1979]. **Article 33** (p. 9791) : son amendement n° 441, soutenu par M. Paul Quilès : réduction de crédits relatifs à l'institut Auguste Comte ; rejeté.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1979** (n° **1397**). **Discussion générale** [3 décembre 1979] (p. 11123) : contribution exceptionnelle égale à 4 % du montant des cotisations dues par les exploitants agricoles pour le financement du B.A.P.S.A. ; attaques et menaces dont la sécurité sociale est l'objet ; (p. 11124) : inégalité des revenus en agriculture ; progression des cotisations de 30 % par rapport à 1979 : l'harmonisation des régimes sociaux ; nécessité de réaliser la parité de l'agriculture avec les autres secteurs économiques.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion générale** [11 décembre 1979] (p. 11590) : déplore l'attitude du rapporteur vis-à-vis de l'opposition ; (p. 11591) : volonté de la commission de tenir l'opposition en dehors du débat et de la concertation ; insuffisance du volet économique ; déplore que dans le domaine agricole les parlementaires soient peu associés au travaux et à l'information ; déception exprimée par l'APCA ; utilisation de l'article 40 empêchant toute initiative parlementaire ; les dispositions foncières, contre-projet élaboré par le rapporteur ; (p. 11592) : rôle des socialistes dans toutes les grandes réformes agricoles ; intensification de l'agriculture, et ouverture aux échanges en amont et en aval ; accroissement considérable de la production agricole, des charges de l'agriculture, notamment foncières, du volume des facteurs de production ; augmentation des prix agricoles de 23 % de 1973 à 1976 ;

poursuite de l'exode rural ; accroissement des inégalités ; mise en œuvre de la politique agricole commune dont l'intérêt économique pour la France a singulièrement diminué ; (p. 11593) : renforcement du pouvoir des grandes entreprises agro-alimentaires ; désengagement de l'Etat ; distorsion croissante entre les prix agricoles et le coûts de production ; le modèle d'agriculture proposé par les socialistes ; la politique agricole doit devenir une politique de l'alimentation des hommes ; nécessité de définir une nouvelle politique des revenus agricoles ; (p. 11594) : nécessité d'un renouveau régional ; il faut privilégier une agriculture de type familial ou associatif et axer la production autour de la planification ; les offices par produit réclamés par les socialistes ; évolution dans la concentration foncière. **Discussion des articles** [13 décembre 1979] : **Article 2** (p. 11781) : son amendement n° 274 : remplacement du conseil supérieur d'orientation par le FORMA réorganisé ; soutenu par M. André Cellard ; rejeté. **Après l'Article 2** (p. 11786) : son sous-amendement n° 276, deuxième correction : élaboration des plans d'orientation régionaux par les établissements publics régionaux ; soutenu par M. André Cellard ; rejeté ; (p. 11787) : son sous-amendement n° 277 à l'amendement n° 11 de la commission : prise en compte des handicaps structurels dans les plans d'orientation régionaux ; soutenu par M. André Cellard ; rejeté ; (p. 11795) : son sous-amendement n° 278 à l'amendement n° 12 de la commission : exclusion des contrats d'intégration du champ d'application de la loi ; adopté ; (p. 11797) : son sous-amendement n° 279 à l'amendement n° 13 de la commission : représentation des syndicats en fonction des résultats obtenus lors des élections aux chambres d'agriculture ; rejeté ; (p. 11798) : son sous-amendement n° 423 : obligation pour l'intégrateur de fournir une caution garantissant les sommes dues ou à devoir aux agriculteurs ; rejeté. **Article 3** (p. 11805) : son amendement n° 280 devenu sans objet ; [14 décembre 1979] : **Article 5** (p. 11919) : son amendement n° 282, deuxième correction, soutenu par M. André Cellard : suppression de l'article 2 de la loi du 10 juillet 1975 ; retiré ; (p. 11921) : son sous-amendement n° 705 soutenu par M. André Cellard à l'amendement n° 19 corrigé de la commission : discipline de prix garantis ; rejeté. **Après l'Article 5** (p. 11923) : son amendement n° 662 soutenu par M. André Cellard : abrogation de l'article 3 de la loi du 10 juillet 1975 ; devenu sans objet. **Article 6** (p. 11924) : son amendement n° 663 soutenu par M. André Cellard : abrogation de l'article 4 de la loi du 10 juillet 1975 ; devenu sans objet. **Après l'Article 6** (p. 11925) : son amendement n° 664 soutenu par M. André Cellard : suppression de l'article 5 de la loi du 10 juillet 1975 ; devenu sans objet ; son amendement n° 425 soutenu par M. André Cellard : protection de l'intégré ; rejeté au scrutin public. **Article 7** (p. 11927) : son amendement de suppression n° 283, soutenu par M. André Cellard ; rejeté. **Article 8** (p. 11936) : son amendement de suppression n° 285 soutenu par M. André Cellard ; devenu sans objet. **Article 9** (p. 11938) : son amendement de suppression n° 286, soutenu par M. Roland Huguet ; retiré ; (p. 11939) : son sous-amendement n° 595 soutenu par M. Roland Huguet à l'amendement n° 27 de la commission : première étape de l'harmonisation des retraites au 1er juillet 1980 ; rejeté ; son sous-amendement n° 596 soutenu par M. Roland Huguet à l'amendement n° 27 de la commission : effort contributif fixé proportionnellement aux revenus de l'exploitation ; rejeté. **Après l'Article 10** (p. 11944) : son amendement n° 287 : mensualisation des salariés agricoles ; rejeté. **Après l'Article 11** (p. 11945) : son amendement n° 426 : harmonisation de la législation sociale applicable aux salariés agricoles avec celle applicable aux autres salariés ; rejeté ; son amendement n° 427 : harmonisation de la législation applicable aux salariés agricoles en matière de congés payés ; retiré. **Après l'Article 12** (p. 11951) : son amendement n° 289 : prise en compte des avantages et prestations en nature pour la rémunération des congés payés, soutenu par M. André Cellard ; rejeté ; (p. 11952) : son amendement n° 290 : application de l'article 223-17 du code du travail aux salariés agricoles, soutenu par M. André Cellard ; rejeté ; son amendement n° 291 : extension des sujets pouvant être réglés par les arrêtés préfectoraux pris après avis des commissions paritaires départementales du travail en agriculture, soutenu par M. André Cellard ; rejeté. **Après l'Article 13** (p. 11953) : son sous-amendement n° 293 à l'amendement n° 40 de la commission : nécessité d'apporter la preuve d'une capacité professionnelle suffisante ; rejeté. **Après l'Article 13** (p. 11953) : son amendement n° 429 : modifications des règles relatives à l'usufruit pour l'époux coexploitant survivant ; rejeté. **Article 14** (p. 11956) : son amendement n° 623 : établissement dans chaque commune d'un barème minimum et maximum de référence du prix des terres agricoles tenant compte de leur valeur agronomique : soutenu par M. André Cellard ; rejeté au scrutin public. **Après l'Article 14** (p. 11964) : son amendement n° 431 : création d'offices fonciers locaux dans chaque canton ; rejeté ;

(p. 11965) : son amendement n° 423 : impossibilité pour le propriétaire de renoncer à la vente dès que le tribunal paritaire est saisi ; rejeté. **Article 15** (p. 11966) : son amendement n° 434 : harmonisation du texte avec les propositions faites dans l'amendement à l'article 14 ; soutenu par M. Louis Le Pensec ; rejeté. **Article 17** (p. 11969) : difficulté de création des GFA ; problème du financement ; l'intérêt des parts de GFA est leur indexation sur la valeur refuge que représente la terre ; ils encouragent donc la spéculation. **Après l'Article 17** : son amendement n° 436 : droit de préemption des SAFER sur une partie des patrimoines transmis par succession, soutenu par M. Roland Huguet ; rejeté. **Article 18** (p. 11971) : son sous-amendement n° 463 : suppression de la reconnaissance de la dépréciation due à l'existence du bail, soutenu par M. Roland Huguet ; rejeté ; [15 décembre 1979] : **Après l'Article 21** (*suite*) (p. 12019) : son sous-amendement n° 437 à l'amendement n° 51 de la commission : élargissement de la portée de l'amendement n° 51 de la commission aux caisses de retraite complémentaire du régime agricole ; (p. 12021) : son sous-amendement n° 438 à l'amendement n° 51 de la commission : précisant que les terres données à bail à long terme doivent l'être dans le respect du statut du fermage et introduisant une clause expresse d'interdiction d'exploiter dans le statut des GFA, soutenu par M. André Cellard ; devient sans objet. **Article 13 précédemment réservé** (p. 12031) : son amendement n° 292 corrigé devient sans objet. **Avant l'Article 22** (*suite*) (p. 12048) : son amendement n° 443 : extension du contrôle total, soutenu par M. Roland Huguet ; devenu sans objet ; (p. 12055) : ses amendements n° 444 : démocratisation des commissions des cumuls ; n° 445 : publication des décisions de la commission des cumuls ; n° 446 : fixation d'un plafond pour la SMI ; n° 447 : possibilité pour la commission de soumettre à autorisation préalable tout cumul ou toute réunion d'exploitation quelle que soit leur superficie, soutenus par M. Roland Huguet ; rejetés ; (p. 12065) : son amendement n° 448 obligation pour le propriétaire de signifier à la commission dans le même délai qu'au fermier le congé délivré en cas de reprise de terres louées ou de résiliation d'un bail, soutenu par M. Roland Huguet ; rejeté ; (p. 12066) : son amendement n° 449 : réattribution des terres exploitées irrégulièrement à un ou plusieurs exploitants agricoles par les commissions cantonales des structures, soutenu par M. Roland Huguet ; rejeté ; (p. 12067) : son sous-amendement n° 440 : délai pour la désignation d'un nouvel exploitant, soutenu par M. Christian Nucci ; adopté ; son sous-amendement n° 441 à l'amendement n° 60 de la commission : possibilité d'appel devant le tribunal administratif, soutenu par M. Christian Nucci. **Article 22** (p. 12072) : son amendement de suppression n° 442 ; adopté. **Après l'Article 26** (p. 12074) : son amendement n° 450 : lutte contre les faux contrats et son amendement n° 451 : obligation de rédiger par écrit les contrats de baux ruraux et de les enregistrer, soutenus par M. Roland Huguet ; (p. 12076) : ses sous-amendements n^{os} 660 et 661 à l'amendement n° 68 de la commission : possibilité d'apporter la preuve par tous les moyens, soutenus par M. André Cellard ; rejetés. **Après l'Article 26** (*suite*) (p. 12083) : son amendement n° 452 : report de la date d'effet du congé à la fin de l'année culturale du retour de l'intéressé à la vie civile, soutenu par M. Roland Huguet ; (p. 12084) : son amendement n° 453 : sanction applicable au complice d'un « dessous de table », soutenu par M. Roland Huguet ; son amendement n° 454 : extension de la possibilité de recours contre la pratique des « dessous de table » aux syndicats d'exploitants agricoles, soutenu par M. Roland Huguet ; (p. 12085) : son amendement n° 455 : institution d'un bail de carrière, soutenu par M. André Cellard ; rejeté. **Après l'Article 31** (p. 12108) : son amendement n° 460 : zonage en zone de montagne, soutenu par M. Christian Nucci. **Article 33** (p. 12109) : son amendement n° 462 : suppression de l'article 33 ; retiré ; son sous-amendement n° 742 rectifié à l'amendement n° 469 de M. Pierre Lagourgue ; prolongation du délai prévu pour l'amendement n° 469, soutenu par M. André Cellard. **Deuxième lecture. Discussion générale** [8 avril 1980] (p. 109) : revenu agricole et politique agricole commune ; (p. 110) : augmentation des charges sociales ; prix agricoles européens et mondiaux ; conseil supérieur d'orientation des productions et FORMA ; interprofessions ; article 15 du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier et fiscalité des SAFER ; (p. 111) : prix des baux de carrière ; offices fonciers. **Discussion des articles** [9 avril 1980] : **Article premier** *bis* (p. 160) : son amendement n° 196 : politique de la montagne ; adopté ; son amendement n° 198 rectifié : politique d'aménagement rural et d'action régionale ; adopté. **Article 2** (p. 162) : son amendement n° 201 : tendant à accorder au FORMA les compétences du conseil supérieur d'orientation ; rejeté ; (p. 163) : son amendement n° 202 : compétences de l'administration pour l'élaboration des règles d'organisation du marché ; adopté. **Article 2** *bis* (p. 165) : son amendement n° 203 : établissement des pro-

grammes d'orientation agricole par les établissements publics régionaux ; rejeté. **Article 2** *ter* (p. 166) : son amendement n° 204 : suppression de l'article 2 *ter* ; rejeté ; (p. 167) : son sous-amendement n° 308 à l'amendement n° 12 de la commission : plafonnement des aides en fonction du revenu brut d'exploitation ; rejeté. **Article 2** *quater* (p. 168) : son amendement de suppression de l'article 2 *quater* n° 205 ; rejeté. **Article 2** brut d'exploitation ; rejeté. **Article 2** *quinquies* (p. 171) : son amendement n° 300 : protection de l'intégré ; réservé. **Article 3 A** (p. 174) : nécessité d'introduire des parlementaires dans le comité d'études fiscales. **Article 4** (*suite*) (p. 181) : son amendement n° 206 : représentativité des groupements pouvant faire l'objet d'une reconnaissance ; rejeté. **Article 5** *bis* (p. 185) : son amendement n° 207 : extension des cotisations sur produits importés à l'ensemble des productions soumises à cotisations ; rejeté au scrutin public. **Article 7** (p. 192) : son amendement n° 208 : suppression du ticket modérateur d'ordre public ; déclaré irrecevable en application de l'article 98, alinéa 5, du Règlement. **Article 14** (p. 201) : son amendement n° 210 : prise en compte de la diversité des opinions dans la composition des 12 noms composant la liste de la commission communale ; devenu sans objet ; [10 avril 1980] : **Article 14** *bis* **B** (p. 217) : retire son amendement n° 211 : modification des dispositions relatives à l'expertise ; (p. 218) : son amendement n° 212 : suppression de la possibilité de retirer le bien de la vente ; rejeté ; son amendement n° 213 : inopposabilité de l'article 793 du code rural en cas du retrait du bien de la vente par le vendeur : réservé puis retiré ; (p. 220) : son amendement n° 214 : possibilité pour la SAFER de préempter en cas de succession ou de donation la part de l'exploitation qui excède la superficie prévue par la législation sur les cumuls ; rejeté ; dispositions sur les cumuls ; installation des jeunes agriculteurs. **Article 14** *bis* **C** (p. 222) : son amendement n° 215 : participation des présidents de tous les organismes syndicaux agricoles aux délibérations des commissions départementales ; rejeté ; son sous-amendement n° 216 à l'amendement n° 62 de la commission : présence du Président de l'organisation syndicale majoritaire dans le département au sein de la commission départementale ; rejeté. **Article 17** *bis* (p. 227) : son amendement n° 217 : attribution d'un droit préférentiel aux pluriactifs lorsqu'un agriculteur à plein temps se présente dans l'affaire ; retiré. **Article 21** *bis* (p. 235) : son amendement n° 219 : obligation pour les GFA constitués par participation de SCPI de donner à bail pour vingt-cinq ans minimum ; retiré. **Article 22 B** (p. 237) : son amendement n° 220 : référence au revenu des exploitants ; rejeté. **Article 22 C** (p. 243) : son sous-amendement n° 334 à l'amendement n° 78 de la commission : protection du preneur en cas d'exercice du droit de reprise par plusieurs bailleurs ; rejeté ; son sous-amendement n° 312 à l'amendement n° 78 de la commission : régime de l'autorisation pour les agrandissements d'exploitations par addition de parcelles éloignées ; devenu sans objet. **Article 22 C** (p. 241) : son amendement n° 221 : extension du contrôle total ; rejeté. **Article 22 C** (*suite*) (p. 255) : son sous-amendement n° 226 à l'amendement n° 78 de la commission : limitation des autorisations d'exploiter de droit en cas de succession ; rejeté. **Article 22 D** (p. 259) : son amendement n° 227 : plafond pour la SMI ; rejeté ; son amendement n° 228 : harmonisation des surfaces minimum d'installation ; rejeté ; son amendement n° 229 : prise en compte des productions hors sol dans l'application de l'article 188-2 du code rural ; adopté. **Article 26** *bis* (p. 264) : son amendement n° 230 : règles applicables aux ventes d'herbe ; adopté. **Article 26** *sexies* (p. 267) : son amendement n° 231 : statut des baux de carrière ; devenu sans objet ; (p. 269) : son sous-amendement n° 232 à l'amendement n° 95 de la commission : caractère non renouvelable et incessible du bail de carrière ; rejeté ; (p. 270) : son sous-amendement n° 233 : continuation du bail de carrière en faveur du conjoint survivant ou des héritiers en cas d'invalidité permanente totale ; devenu sans objet ; son sous-amendement n° 234 : point de départ de la majoration du prix du bail de carrière ; rejeté ; son sous-amendement n° 236 à l'amendement n° 95 de la commission : majoration du prix du bail de carrière ; rejeté. **Article 2** *quinquies* **précédemment réservé** (p. 275) : son amendement n° 300 précédemment réservé : rejeté au scrutin public. **Article 29** (p. 279) : son sous-amendement n° 335 à l'amendement n° 98 de la commission : caractère obligatoire du zonage réservé à l'activité agricole ; rejeté ; son sous-amendement n° 336 à l'amendement n° 98 de la commission : notion de loi d'orientation de l'espace rural ; rejeté. **Article 30** *bis* (p. 283) : son amendement n° 241 : objectifs de la politique de remembrement-aménagement ; rejeté ; (p. 284) : son amendement n° 242 : obligation pour le conseil municipal de consulter la commission des structures pour les opérations de remembrement-aménagement ; rejeté. **Article 31** *ter* (p. 284) : son amendement n° 243 : prise en compte des disparités entre régions pour la répartition des crédits ; rejeté.

— **Faits personnels** [11 décembre 1979] (p. 11595) : n'a jamais dit que le président de la commission spéciale sur le projet de loi d'orientation agricole avait empêché les membres de l'opposition de parler ; reproche à M. Mayoud de n'avoir pas réuni le bureau de la commission ; refus d'un certain nombre de députés de voter l'amendement du Gouvernement dont l'adoption doit faire tomber un tiers des amendements sur le volet foncier de ce projet de loi, faute de temps pour l'examiner.

— **Discussion commune des motions de censure relatives à la politique économique du gouvernement déposées en application de l'article 49 alinéa 2 de la Constitution par M. Georges Marchais et 85 de ses collègues et par M. François Mitterrand et 50 de ses collègues** [27 février 1980] (p. 50, 68) : disparités existant en agriculture ; insuffisante hausse des prix agricoles pour la campagne 1980-1981 ; (p. 69) : le dossier ovin ; nombre croissant d'exploitants en difficulté ; augmentation des charges des exploitations agricoles en raison du coût des consommations intermédiaires ; lacunes de l'enseignement agricole ; la réforme de l'INRA ; augmentation des cotisations sociales agricoles ; problème posé aux agriculteurs par le renforcement de l'encadrement du crédit ; désengagement de l'Etat; (p. 70) : échec de la taxe coresponsabilité ; demande la création d'une commission d'enquête sur le revenu des agriculteurs.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [16 octobre 1980] : **Après l'Article 2** (p. 2811) : **rappel au règlement** : article 95 alinéa 4 du règlement prévoyant que la réserve d'un article ou d'un amendement dont l'objet est de modifier l'ordre de la discussion peut toujours être demandée ; amendement n° 53 de la commission anticipant sur le vote de l'article 4 ; demande la réserve de l'amendement n° 53 ; [17 octobre 1980] : **Article 4** (*suite*) (p. 2825) : soutient l'amendement n° 164 de M. Autain : suppression de l'article 4 ; rejeté par scrutin public ; augmentation excessive des droits sur les alcools sous prétexte de lutter contre l'alcoolisme ; application précipitée de la réglementation européenne ; allégement de la fiscalité pesant sur les anisés.

Deuxième partie :

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [6 novembre 1980] (p. 3630) : loi d'orientation agricole ; augmentation de la production et excédent des échanges extérieurs ; diminution du revenu agricole ; insuffisance des hausses de prix agricoles ; (p. 3631) : nécessité d'une politique plus volontariste d'installation de jeunes agriculteurs ; intérêt économique des petites exploitations ; souhaite la renégociation de la politique agricole commune ; diminution des investissements publics ; insuffisance des crédits d'électrification rurale, d'adduction d'eau et d'équipement en stockage ; diminution de la dotation des SAFER et des crédits d'équipement de l'enseignement agricole ; diminution des dotations pour les équipements nécessaires à la répression des fraudes.

Budget annexe des postes et télécommunications. Discussion générale [14 novembre 1980] (p. 3877) : tension sociale dans les postes ; difficultés de fonctionnement ; insuffisance des effectifs ; absence de création d'emplois de titulaires ; faiblesse des crédits de fonctionnement ; remise en cause des avantages acquis ; création insuffisante d'emplois d'auxiliaires ; (p. 3878) : incohérence des choix faits en matière d'investissements ; accroissement de l'écart entre les postes et les télécommunications ; privatisation de certaines activités ; modernisation des centres de tri ; déficit du service de presse ; rémunération des fonds de chèques postaux ; dévalorisation des régimes indemnitaires.

— **Projet de loi modifiant et complétant diverses dispositions du code rural relatives à la lutte contre les maladies des animaux et à leur protection** (n° **1937**). **Première lecture. Discussion des articles** [10 décembre 1980]. **Article 3** (p. 4825) : son amendement n° 4 : contrôle des véhicules de toute nature si ces véhicules ne sont pas utilisés à des fins professionnelles au moment du contrôle ; rejeté.

MICHEL (Henri)

Député de la Drôme
(2e circonscription)
(S).
Secrétaire de l'Assemblée nationale.

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1099).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [5 avril 1978] (p. 1110, 1111).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** portant modification du statut du **comité interprofessionnel des vins des Côtes du Ventoux et des Coteaux du Tricastin** (n° **196**).

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° **1034**) relatif au **contrôle de la circulation des sucres** (n° **1135**) [14 juin 1979].

— **Proposition de loi** visant **à la création d'une zone d'appellation d'origine « lavande fine de Haute-Provence et lavandin de Provence »** (n° **1151**) [19 juin 1979].

— **Rapport** supplémentaire, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° **1034**) relatif au **contrôle de la circulation des sucres** (n° **1184**) [21 juin 1979].

— **Proposition de loi** concernant **les opérations de contrôle des vins de qualité provenant de régions déterminées** (n° **1257**) [28 juin 1979].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

Suppléé par M. Pesce (Rodolphe) :

— **Usine atomique du Tricastin** [31 octobre 1979] (p. 9258).

— **Lavandiculteurs** [3 décembre 1980] (p. 4577, 4578) : non-protection de l'appellation ; emploi de produits synthétiques ; manifestation des lavandiculteurs.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **2737**) : **Situation du crédit agricole** [9 juin 1978] (p. 2774, 2775) : encadrement trop strict du crédit agricole.

— (n° **31874**) : **Vins des Côtes du Rhône** [6 juin 1980] (p. 1644) : absence des ministres concernés par les questions ; enrichissement des vins des Côtes du Rhône ; décret de contrôle.

— (n° **36468**) : **Chaptalisation des vins de la vallée du Rhône et de la Drôme** [10 octobre 1980] (p. 2678, 2679) : accord donné par le comité national de l'institut des appellations d'origine ; impossibilité d'utiliser les moûts concentrés pour les vins d'appellation d'origine ; utilisation du sucre de raisin.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif au contrôle de la circulation des sucres** (n° **1034**). **Première lecture,** rapporteur de la commission de la production et des échanges. **Discussion générale** [21 juin 1979] (p. 5443) : revirement de la commission de la production et des échanges qui a d'abord repoussé le texte puis l'a adopté; réglementation actuelle de la chaptalisation reposant sur un règlement européen qui maintient des inégalités inacceptables entre les régions et les pays ; contrôle de la chaptalisation passant nécessairement par un contrôle de la circulation du sucre ; projet instaurant une obligation de détenir un bon de transport lorsque l'acquit-à-caution n'est pas prévu par le code général des impôts ; conteste la dérogation visant les petits commerçants ambulants ; demande au ministre des assurances sur la publication rapide avant les vendanges de 1979 des décrets sur le nouveau régime de la chaptalisation. **Discussion des articles** [21 juin 1979]. **Article 2** (p. 5448) : soutient l'amendement n° 7 de la commission : rédactionnel ; adopté ; soutient l'amendement n° 8 de la commission : inapplication de la loi aux transports de sucres entre les départements d'outre-mer ; adopté.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention intergouvernementale relative à la société Eurodif** (n° **1736**). **Première lecture. Discussion générale** [10 octobre 1980] (p. 2659) : insuffisance des retombées économiques locales de l'usine du Tricastin ; dispositions fiscales exonérant Eurodif des impôts locaux ; nécessité de réutiliser les rejets d'eau chaude ; chauffage urbain de Pierrelatte.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [6 novembre 1980] (p. 3667) : situation des producteurs de lavande et de lavandin ; problème de la chaptalisation des vins de pays de la Drôme et des vins des Côtes du Rhône.

MILLET (Gilbert)

Député du Gard
(4e circonscription)
(C).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1099).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Juge suppléant de la Haute Cour de justice [17 mai 1978] (p. 1773, 1775), prête serment le 31 mai 1978 (p. 2293).

Membre de la commission de contrôle sur la gestion de la sécurité sociale [*J.O.* du 21 décembre 1978] (p. 4225).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse [*J.O.* du 20 décembre 1979] (p. 3207).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses (n° **1608**) [1er juillet 1980] (p. 1639).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à assurer le **développement de l'aide médicale urgente** (n° **225**) [11 mai 1978].

— **Proposition de loi** tendant à doter les **psychorééducateurs** d'un statut légal d'auxiliaire médical (n° **360**) [7 juin 1978].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Situation des personnels hospitaliers** [10 mai 1978] (p. 1558-1559) : revendications des travailleurs de la santé ; augmentation des rémunérations et des effectifs ; intégration dans le salaire de l'indemnité dite « des treize heures ».

— **Augmentation des cotisations de la sécurité sociale** [13 décembre 1978] (p. 9366) : l'augmentation des cotisations ampute le pouvoir d'achat des travailleurs alors que le déficit de la sécurité sociale tient à la politique gouvernementale ; utilité d'un débat avec vote à l'Assemblée nationale.

— **Débat sur la politique de santé** [3 octobre 1979] (p. 7720) : les mesures d'étranglement financier prises à l'encontre des hôpitaux mettant en cause le droit à la santé des gens doivent être rapportées ; nécessité d'un débat à l'Assemblée sur les questions de la santé.

— **Revendications de personnels de la recherche médicale** [7 novembre 1979] (p. 9540) : danger couru par la recherche médicale en raison de toute une série de mesures portant atteinte au potentiel de recherche de notre pays ; inquiétude des chercheurs.

— **Convention entre la sécurité sociale et les médecins** [21 mai 1980] (p. 1127) : médecine inégalitaire ; proposition de loi Berger.

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes actuels de la sécurité sociale** (n° **252**). **Discussion** [23 mai 1978] (p. 1954) : misère des familles françaises due à la multiplicité des inégalités sociales ; (p. 1955) : diminution du pouvoir d'achat des allocations familiales ; insuffisance du complément familial ; augmentation des prestations familiales proposée par le groupe communiste ; proposition de loi sur la famille.

— **Proposition de loi tendant à la modification des articles L 473 et L 476 du code de la santé publique relatifs à la profession d'infirmier ou d'infirmière et de l'article L 372 de ce code relatif à l'exercice illégal de la profession de médecin** (n°s **2795, 148**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [25 mai 1978]. **Article 3** *bis* : son amendement n° 1 : nécessité d'une proposition de l'académie de médecine pour le décret prévu à l'article 3 *bis* ; retiré par M. Marcel Rigout (p. 2045).

— **Projet de loi portant diverses mesures en faveur de la maternité** (n° **401**). **Première lecture. Discussion des articles** [26 juin 1978]. **Article 3** (p. 3479) : son amendement n° 6 soutenu par M. Jacques Brunhes : interdiction de tout licenciement de la femme pendans la période de protection ; rejeté au scrutin public.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture. Discussion générale** [12 octobre 1978] (p. 5992) : déficit de la sécurité sociale atteignant six milliards de francs nouveaux ; crise organisée par la politique gouvernementale ; (p. 5993) : proposition du parti communiste en matière de sécurité sociale : suppression de la TVA perçue sur les médicaments ; suppression de la taxe sur les salaires payée par les hôpitaux ; nationalisation des groupes pharmaceutiques ; politique de prévention des accidents du travail.

Première partie :

Discussion des articles [17 octobre 1978]. **Article 16** (p. 6144) : son amendement n° 48 soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : exonération de la taxe sur les salaires pour les hôpitaux publics : rejeté (p. 6145).

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique agricole et débat sur cette déclaration** (n° **790**). **Discussion** [14 décembre 1978] (p. 9426) : critique les conclusions de la conférence nationale sur l'aménagement du territoire tenue à Vichy avec la participation du Président de la République ; (p. 9427) : aménagement du territoire déterminé par les impératifs de redéploiement des multinationales ; son hostilité à l'élargissement de la CEE ; détermination arbitraire de quatre zones agricoles en France dont trois sont sur la voie du déclin ; décentralisation factice visant à faire endosser la responsabilité de l'austérité aux élus locaux, exemple de la Lozère et des Cévennes gardoises ; sacrifice de certaines productions agricoles, exemple de la reinette de montagne et de la production ovine ; spéculation foncière et insuffisance des moyens des SAFER.

— **Proposition de loi tendant à modifier les dispositions de la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relatives au droit de grève au sein du service public de la radiodiffusion-télévision française** (n° **941**). **Première lecture. Discussion générale** [26 avril 1979] (p. 3177) : l'hôpital, pièce maîtresse du dispositif d'austérité et de limitation des dépenses de santé ; insuffisance des postes nécessaires créés dans les centres hospitaliers par rapport aux postes nécessaires dans la Charente-Maritime ; (p. 3178) : entrave à l'exercice du droit syndical dans les hôpitaux.

— **Projet de loi relatif aux études médicales** (n° **1033**). **Première lecture. Discussion générale** [22 mai 1979] (p. 4079) : dénonce la politique de limitation autoritaire des dépenses de santé ; inégalités sociales devant la maladie, la vieillesse et la mort ; (p. 4080) : intégration européenne conduisant à une politique de remise en cause des droits sanitaires et sociaux des Français ; difficultés des hôpitaux publics ; atteinte portée aux libertés fondamentales de l'exercice médical ; caractère malthusien du projet ; (p. 4081) : résidanat signe de la dégradation de l'appareil hospitalier ; dévalorisation de la médecine générale ; développement des luttes pour la défense de la sécurité sociale et de l'hôpital. **Discussion des articles** [22 mai 1979]. **Article premier** (p. 4098) : nécessité de donner un rôle de premier plan aux médecins généralistes ; soutient son amendement n° 21 : organisation du troisième cycle ; rejeté ; (p. 4101) : existence d'une filière noble formant les spécialistes et d'une filière pauvre formant les médecins généralistes ; soutient son amendement n° 32 : inapplication de la présente loi aux étudiants en psychiatrie ; rejeté ; (p. 4104) : s'oppose à l'amendement n° 13 de la commission dans la mesure où il institue un concours supplémentaire. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [28 juin 1979]. **Article premier : Article 45 *bis* de la loi du 12 novembre 1968** (p. 5806) : projet ne réglant pas les problèmes de l'accès à la médecine hospitalière. **Explications de vote** [28 juin 1979] (p. 5813) : vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi portant approbation du rapport sur les principales options du VIII^e^ Plan** (n° **1055**). **Première lecture. Discussion générale** [13 juin 1979] (p. 5046) : options du VIII^e^ Plan constituant une agression contre le droit à la santé du travailleur ; attaques menées contre la sécurité sociale ; (p. 5047) : réduction du nombre des médecins en formation ; politique de limitation des équipements hospitaliers.

— **Projet de loi relatif aux équipements sanitaires et modifiant certaines dispositions de la loi n° 70-318 du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière** (n° **995**). **Première lecture. Discussion générale** [21 juin 1979] (p. 5406) : **soulève une exception d'irrecevabilité** ; projet compromettant gravement la protection de la santé des Français qui est inscrite dans la Constitution ; politique de santé fondée sur des indices schématiques, technocratiques, incapables de prendre en compte les besoins de santé de la population ; trois caractères de la politique de santé : austérité, rentabilité et autoritarisme ; progression des dépenses de santé traduisant le poids de la crise sur la santé des travailleurs ; (p. 5407) : retour à l'hôpital-assistance du siècle dernier ; rotation accélérée des malades à la limite de la sécurité ; série d'accidents dramatiques survenus dans les hôpitaux parisiens au printemps 1979 ; (p. 5409) : exception d'irrecevabilité rejetée par scrutin public ; caractère positif des réalisations sociales des pays socialistes. **Discussion des articles** [21 juin 1979]. **Avant l'Article premier** (p. 5431) : son amendement n° 14, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : définition par l'assemblée régionale des objectifs des établissements hospitaliers ; rejeté. **Avant l'Article 2** (p. 5433) : son amendement n° 15 soutenu par M. Alain Léger : soumettant la nomination des directeurs d'hôpitaux à l'approbation du conseil d'administration de l'établissement ; rejeté ; son amendement n° 16, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : participation de l'ensemble des intéressés dans chaque service à la définition des besoins en personnel et en équi-

pement ; rejeté ; (p. 5434) : son amendement n° 17, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : rendant les conseils d'administration responsables devant l'assemblée locale élue ; rejeté. **Article 2** (p. 5434) : son amendement n° 18, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : suppression de l'article 2 ; rejeté. **Article 4** (p. 5438) : son amendement n° 19, soutenu par M. Alain Léger : compétence de l'assemblée régionale pour donner l'autorisation de création mentionnée à l'article 3 du projet ; rejeté. **Article 6** (p. 5439) : son amendement n° 21, retiré par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : suppression de l'article 6. **Article 9** (p. 5441) : son amendement n° 24, soutenu par M. Alain Léger : suppression de l'article 9 ; rejeté. **Article 10** (p. 5442) : son amendement n° 25, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : composition des commissions nationale et régionales de l'équipement sanitaire ; rejeté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [6 décembre 1979] (p. 11346) : projet constituant une pièce maîtresse du dispositif gouvernemental de démolition de l'appareil hospitalier ; possibilité donnée au ministre de supprimer des lits, des services ou des équipements ; (p. 11347) : carte sanitaire préfabriquée visant à casser l'hôpital ; souci de rentabilité compromettant la santé et la sécurité des malades ; asphyxie financière des établissements hospitaliers ; recul du ministre se traduisant par l'acceptation de nombreux budgets supplémentaires.

— **Proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires pour les communautés européennes** (n° **838**). **Deuxième lecture. Explications de vote** [28 juin 1979] (p. 5791) : vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [18 octobre 1979]. **Article premier** (p. 8370) : danger de l'amendement n° 14 tendant à instaurer un contrôle du Parlement sur le budget social national ; atteinte à la gestion démocratique de la sécurité sociale ; demande l'abrogation des ordonnances de 1967. **Avant l'Article 2** (p. 8374) : soutient son amendement n° 111 : abrogation de l'avoir fiscal en vue de permettre aux hôpitaux d'élaborer leur budget d'exploitation à la hauteur de leurs besoins ; rejeté par scrutin public n° 215 ; liste des votants ; (p. 8391) : soutient son amendement n° 110 : suppression de la détaxation autorisée par le revenu investi en actions en vue de permettre aux hôpitaux d'élaborer leur budget supplémentaire en fonction de leurs besoins ; rejeté par scrutin public ; difficultés financières des hôpitaux.

Deuxième partie :

Santé et sécurité sociale. Travail et santé. — I. Section commune. — III. Santé et sécurité sociale. Discussion générale [15 novembre 1979] (p. 10084) : santé des Français gravement mise en danger par la politique gouvernementale d'austérité, de restriction et d'autoritarisme ; remise en cause de la prévention et diminution des crédits d'action sociale concernant les enfants, les familles et les handicapés ; diminution des crédits d'équipement hospitalier ; (p. 10085) ; attaques portées contre les hôpitaux, les médecins, la liberté de prescription et la sécurité sociale ; critique la position du parti socialiste sur les problèmes de santé ; augmentation des dépenses de santé liée non pas à l'accroissement de la consommation mais à l'augmentation des coûts et des profits ; (p. 10086) : atteintes portées à la santé des travailleurs par les conditions de travail ; propositions : tripler les dépenses d'investissements hospitaliers, faire prendre en charge par l'Etat le financement de la formation des infirmières et des personnels paramédicaux, augmenter les investissements de la recherche médicale, augmenter les crédits de la PMI et de la médecine scolaire, mettre en place dans les hôpitaux des structures nécessaires pour pratiquer les interruptions volontaires de grossesse, réévaluer les crédits pour le fonctionnement des COTOREP ; nécessité d'un développement de la démocratie dans le système de santé.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1328**). **Première lecture. Discussion générale** [28 novembre 1979] (p. 10855) : l'IVG est un acte médical sérieux ; importance de la dimension médicale de cette pratique ; évolution profonde et positive des médecins ; clause de conscience justifiée ; (p. 10856) : s'oppose à la reconduction de la loi à titre provisoire. **Discussion des articles** [29 novembre 1979]. **Avant l'Article premier** (p. 10895) : soutient l'amendement n° 9 de Mme Adrienne Horvath : intégration à la formation des médecins et des personnels médicaux et sanitaires de connaissances en matière de contraception ; formation assurée par l'enseignement public ; (p. 10900) : soutient l'amendement n° 8 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : organisation d'une grande campagne d'information scientifique et populaire sur la contraception à la radio et à la télévision. **Après l'Article premier** (p. 10922) : affirme n'avoir jamais rencontré d'avortements de convenance ; (p. 10926) : s'oppose aux amendements n° 122 de M. Pierre Alexandre Bourson et n° 74 de M. Gilbert Gantier ; limitation du nombre des médecins risquant d'entraîner une diminution des inter-

ruptions volontaires de grossesse ; tendance à ficher les médecins agréés contraire à la liberté des praticiens ; (p. 10933) : s'oppose à l'amendement n° 61 de M. Adrien Zeller qui alourdit encore les démarches nécessaires à l'avortement ; (p. 10940) : soutient l'amendement n° 20 de Mme Colette Privat : obligeant le médecin qui invoque la clause de conscience à adresser la femme à un autre médecin ou établissement pouvant répondre à sa demande ; (p. 10941) : soutient l'amendement n° 21 deuxième rectification de M. Alain Léger : limitation des conséquences de la clause de conscience dans les services hospitaliers ; (p. 10944) : son amendement n° 63 : abrogation de l'interdiction pour les femmes d'origine étrangère de subir un avortement si elles ne résident pas en France depuis plus de trois mois ; rejeté. **Explication de vote** [29 novembre 1979] (p. 10960) : loi sur l'I.G.V. due aux luttes populaires ; politique du Gouvernement fondée sur les atteintes aux libertés, l'austérité et l'injustice sociale ; rejet de tous les amendements concernant la contraception, l'information et l'éducation sexuelle ; refus d'obliger les hôpitaux à posséder les moyens nécessaires à la pratique de l'IVG ; injustice sociale du texte. **Commission mixte paritaire. Explications de vote** [19 décembre 1979] (p. 12298) : lutte populaire pour la maîtrise de la fécondité, la contraception, l'éducation sexuelle et l'IVG ; irresponsabilité des élus socialistes ; vote favorable du groupe communiste.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion générale** [12 décembre 1979] (p. 11681) : importance de la forêt française ; déficit de la balance commerciale en matière de produits forestiers ; (p. 11682) : concentration néfaste des exploitations forestières ; dénonce la création d'une filiale de l'ONF avec la participation de capitaux privés ; rôle de la forêt feuillue dans l'équilibre naturel ; insuffisance des moyens de lutte contre les incendies de forêts ; reboisement anarchique en résineux, en montagne.

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses** (n° **1608**). **Première lecture. Discussion générale** [7 mai 1980] (p. 941) : problème de l'enfant dans sa famille ; politique familiale inégalitaire ; rôle de l'éducation ; (p. 942) : écoles maternelles ; crèches ; création de mini-crèches à proximité du milieu familial ; accès aux équipements collectifs ; difficultés des collectivités locales ; rôle autogestionnaire de la famille. **Discussion des articles. Article premier** (p. 951) : adoption. **Avant l'Article 3** (p. 953) : prématurité ; (p. 954) : soutient l'amendement n° 145 de Mme Jacqueline Chonavel : rejeté ; [14 mai 1980] : **Après l'Article 7** (p. 1060) : santé de la femme enceinte.

— **Déclaration du Gouvernement sur la recherche et débat sur cette déclaration** (n° **1767**). **Discussion** [29 mai 1980] (p. 1446) : recherche médicale ; campagne anti-scientifique ; (p. 1447) : subordination de la recherche médicale aux groupes multinationaux ; recherche en pharmacologie, dans le génie médical et en nutrition ; institut Pasteur ; constitution du groupe CNRS-SANOFI-ELF Aquitaine ; statut des chercheurs.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la profession d'infirmier ou d'infirmière** (n° **1598**). **Première lecture. Discussion générale** [3 juin 1980] (p. 1486) : sa motion de renvoi en commission ; liberté d'établissement et de circulation dans la communauté ; absence de consultation des syndicats ouvriers ; (p. 1487) : statut de la fonction publique ; motion de renvoi en commission rejetée par scrutin public. **Discussion des articles. Article 3 : Article L 478-6 du code de la santé publique** (p. 1492) : son amendement n° 62 : supprimant la disposition tendant à faire radier d'office l'infirmier qui ne remplit pas les conditions requises pour l'exercice de sa profession ; rejeté. **Après l'Article 3** (p. 1492) : son amendement n° 63 : excluant du champ d'application de la loi les infirmiers ou infirmières de la fonction publique ; rejeté par scrutin public. **Article 5** (p. 1494) : statut de la fonction publique ; organisation autogestionnaire de la profession d'infirmier. **Article L 482 du code de la santé publique** : son amendement n° 64 : fixation des règles professionnelles par le conseil supérieur des professions paramédicales ; rejeté. **Après l'Article L 482-12 du code de la santé publique** (p. 1506) : son amendement n° 57 rectifié : non-application des articles L 482-1 à L 482-12 aux infirmiers ou infirmières du secteur public ; rejeté par scrutin public ; son amendement n° 67 : non-application des articles L 482-1 à L 482-12 aux infirmiers et infirmières salariés du secteur privé ; rejeté. **Après l'Article 7** (p. 1511) : limitation arbitraire du nombre des professionnels de santé ; effectifs médicaux. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [30 juin 1980]. **Article 8** (p. 2476) : qualification des kinésithérapeutes.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Première partie :* **Discussion des articles** [16 octobre 1980]. **Avant l'Article 2** (*suite*) (p. 2780) : son

amendement n° 101 : suppression du titre premier de la loi de 1978 relative à l'orientation de l'épargne vers le financement des entreprises ; rejeté. **Article 2** (p. 2798) : soutient l'amendement n° 113 de Mme Jacqueline Chonavel : abattement accordé au salaire du conjoint le moins bien rémunéré dans les familles de condition modeste ; impôt sur la fortunes des personnes physiques. **Article 4** (p. 2815) : mécontentement des viticulteurs devant le projet de taxation supplémentaire des vins et des alcools ; diminution du prix du vin et du revenu des viticulteurs ; nécessité de lutter contre l'alcoolisme ; politique gouvernementale favorisant la circulation des alcools de grain étrangers.

Deuxième partie :

Santé et sécurité sociale. — Travail et santé. — I. Section commune. — III. Santé et sécurité sociale. Discussion générale [17 novembre 1980] (p. 4022) : budget de démolition de la santé ; aggravation des inégalités sociales ; attribution du prix Nobel au professeur Dausset ; (p. 4023) : restrictions des dépenses de santé ; asphyxie financière des hôpitaux ; insuffisance de la politique de prévention ; situation de la psychiatrie ; difficultés des centres de santé ; conventionnement des médecins ; industrie pharmaceutique ; diminution des crédits des hôpitaux ; absence de crédits d'action sociale en faveur des personnes âgées ; diminution des bourses de formation des travailleurs sociaux ; progression de la recherche médicale ; décélération des dépenses de santé ; (p. 4024) : objectifs du VIIIe Plan ; lutte des travailleurs du secteur sanitaire et social ; (p. 4045) : lutte contre le tétanos ; (p. 4048) : hostilité de la majorité des médecins à la nouvelle convention.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au travail à temps partiel** (n° **2033**). **Première lecture. Discussion des articles** [26 novembre 1980]. **Article 2** *quater* (p. 4369) : soutient l'amendement n° 18 de Mme Colette Goeuriot : suppression de l'article 2 *quater* qui établit une discrimination vis-à-vis des travailleurs à temps partiel dans les domaines du logement et des transports. **Article 3** (p. 4389) : s'oppose à l'amendement n° 35 de la commission visant à accorder de nouveaux cadeaux aux employeurs par des dégrèvements de cotisations sociales.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle** (n° **2021**). **Première lecture. Explications de vote** [26 novembre 1980] (p. 4419) : importance des accidents du travail ; (p. 4420) : dissociation des accidents de trajet et des accidents du travail ; vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1980** (n° **2053**). **Première lecture. Discussion générale** [27 novembre 1980] (p. 4453) : réforme du système d'épargne-logement ; encadrement du crédit frappant les prêts complémentaires ; volonté gouvernementale de drainer l'épargne populaire vers les circuits financiers ; placement financier l'emportant de plus en plus sur l'accession à la propriété dans les motivations de la clientèle de l'épargne-logement.

MILLON (Charles)

Député de l'Ain
(2e circonscription)
(UDF).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1098).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre du conseil national des services publics, départementaux et communaux [18 mai 1978] (p. 1845), [19 mai 1978] (p. 1892).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la procédure pénale sur la police judiciaire et le jury d'assises [8 juin 1978] (p. 2729).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'état civil des Français par acquisition [15 juin 1978] (p. 3007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à prévenir la conduite d'un véhicule sous l'empire d'un état alcoolique [30 juin 1978] (p. 3765).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur

les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal [1er juillet 1978] (p. 3803).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de la loi n° 64-1331 du 26 décembre 1964 sur la pollution de la mer par les hydrocarbures [11 décembre 1978] (p. 9239).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à certaines infractions en matière de circulation maritime et complétant la loi du 17 décembre 1926 portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande [11 décembre 1978] (p. 9239).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux sociétés d'investissement à capital variable [11 décembre 1978] (p. 9239).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification des dispositions du titre premier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes [14 décembre 1978] (p. 9476).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives aux loyers et aux sociétés immobilières conventionnées et modifiant le code de la construction et de l'habitation [18 décembre 1978] (p. 9642).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la Cour de cassation [20 décembre 1978] (p. 9773).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature [20 décembre 1978] (p. 9773).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage [*J.O.* du 17 mars 1979] (p. 621).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indemnité des représentants à l'Assemblée des communautés européennes [28 juin 1979] (p. 1547).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux fonds communs de placement [28 juin 1979] (p. 1547).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi portant aménagement de la fiscalité directe locale [*J.O.* du 7 septembre 1979] (p. 2170).

Chargé d'une mission temporaire auprès du ministre du commerce extérieur [*J.O.* du 19 octobre 1979] (p. 2624).

Fin, le 18 avril 1980, de sa mission temporaire auprès du ministre de commerce extérieur [22 avril 1980] (p. 595).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant aménagement de la fiscalité directe locale [*J.O.* du 20 décembre 1979] (p. 3208).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jacque Douffiagues autorisant les compagnies d'assurances, les sociétés d'investissements à capital variable, les caisses de retraite à acquérir des actions ou parts de sociétés non cotées en bourse (n° **1708**) [26 juin 1980] (p. 2363).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Roger Chinaud et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner l'évolution des formes de terrorisme dans le monde et de rechercher les mesures que peut prendre un grand pays démocratique comme la France pour y faire (n° **1945**) [15 octobre 1980] (p. 2769).

Rapporteur du projet de loi portant modification de la législation sur les sociétés (n° **2245**) [2 avril 1981] (p. 8).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à instituer la **réserve de propriété au profit du vendeur** jusqu'au complet paiement du prix (n° **671**) [14 novembre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 630) relatif aux **sociétés d'investissement**

à capital variable (n° **693**) [16 novembre 1978].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux **sociétés d'investissement à capital variable** (n° **796**) [14 décembre 1978].

— **Proposition de loi** modifiant la loi n° 65-556 du 10 juillet 1965 relative à l'**acquisition d'habitation à loyer modéré** à usage locatif par le locataire (n° **909**) [15 mars 1979].

— **Proposition de loi** tendant à **harmoniser les conditions d'accès à la retraite** (n° **1248**) [28 juin 1979].

— **Proposition de loi** relative **à l'harmonisation des législations foncières et fiscales** (n° **1411**) [22 novembre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — **I. Sur la proposition de loi adoptée par le Sénat tendant à modifier les articles 65 et 66 de la loi n° 67-563 du 13 juillet 1967 sur le règlement judiciaire, la liquidation de biens, la faillite personnelle et les banqueroutes.** — **II. Sur les propositions de loi :** 1° n° 515 portant modification **de l'article 1583 du code civil et protection du vendeur en cas de non-paiement au comptant ;** 2° n° 671 tendant à instituer **la réserve de propriété au profit du vendeur jusqu'au complet paiement du prix** (n° **1492**) [17 décembre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le **projet de loi** (n° 974) **tendant à instituer des mesures de prévention des difficultés dans les entreprises** (n° **1606**) [9 avril 1980].

— **Proposition de loi** tendant à un renforcement accru de la concurrence par l'**harmonisation de notre législation commerciale avec celle de nos partenaires de la communauté européenne** (n° **1650**) [23 avril 1980].

— **Proposition de loi** tendant à faciliter la **transmission des entreprises** (n° **2226**) [18 décembre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Approvisionnement en fuel domestique** [14 novembre 1979] (p. 10014) : refus par les distributeurs d'honorer les bons exceptionnels de fourniture de fuel délivrés par les préfectures car ils ne peuvent pas se faire livrer les ressources correspondantes par les grossistes.

— **Clauses de réserve de propriété dans les contrats de vente** [5 novembre 1980] (p. 3568).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'imposition des produits de cession à titre onéreux de valeurs mobilières et de droits sociaux** (n° **255**). **Première lecture. Discussion générale** [13 juin 1978] (p. 2818) : nécessité de tenir compte dans la fiscalité de l'évolution vers une définition du revenu considérant celui-ci comme l'enrichissement du sujet économique ; trois risques d'une systématisation excessive : imposer l'apparence plutôt que la réalité d'un revenu du fait de l'érosion monétaire, oublier d'exonérer les opérations rendues nécessaires par une modification substantielle de la situation du contribuable, décourager l'épargne productive ; environnement économique du projet : chute des cours boursiers ces dernières années ; (p. 2819) : risques courus par l'acheteur d'actions justifiant une taxation modérée de ses gains ; simplicité du projet et préoccupations de justice sociale : distinction des profits réalisés par les non-professionnels et des opérations habituelles ; deux réserves : imposition du produit de la cession de droits sociaux de sociétés à prépondérance immobilière, traitement plus sévère pour le petit porteur de droits sociaux d'une petite société familiale que pour le gros porteur de titres d'une importante société.

— **Projet de loi relatif à l'orientation de l'épargne vers le financement des entreprises** (n° **320 rectifié**). **Première lecture. Discussion générale** [21 juin 1978] (p. 3239) : nécessité du redéploiement industriel ; la croissance : moyen de réduction du chômage, dépend des investissements productifs ; dégradation des situations financières des entreprises ; caractère inflationniste de l'insuffisance des fonds propres des entreprises ; (p. 3240) : objectifs des dispositions fiscales du texte : renforcement des liens entre les Français et le régime économique ; augmentation des fonds propres des entreprises ; diffusion du capital des entreprises ; se félicite de l'extension de certaines mesures aux SARL ; nécessité d'étendre aux titulaires actuels de comptes courants les avantages fiscaux ; faiblesse du montant maximum déductible autorisé ; nécessité d'intéresser les petits épargnants aux PME ; insuffisance des mesures prévues pour l'aménagement de la fiscalité des fonds propres ; (p. 3241) : caractère tar-

dif de la création d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote ; caractère trop restrictif de cette technique dans le texte ; intérêt des prêts participatifs ; possibilité d'étendre aux collectivités locales la faculté de consentir ces prêts ; nécessité d'une loi-cadre pour l'entreprise ; vote favorable de l'UDF.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Première partie :* **Discussion des articles** [17 octobre 1978]. **Article 10** (p. 6116) : soutient l'amendement n° 194 de M. Maurice Dousset.

Deuxième partie :

Transports. — I. Section commune. — II. Transports terrestres. Discussion générale [9 novembre 1978] (p. 7339) : utilisation des routes et autoroutes par les transporteurs routiers entravés par les tarifs des péages et la taxe à l'essieu ; problème de la coordination entre la construction et l'utilisation des infrastructures de transport, exemple de l'accès au tunnel du Fréjus ; intrusion de la SNCF dans le domaine des transports routiers.

— **Projet de loi relatif aux fonds communs de placement** (n° **379**). **Première lecture. Discussion des articles** [21 novembre 1978]. **Article 11** (p. 8086) : soutient son amendement n° 35 : précisant la composition des actifs des fonds communs de placement ; nécessité d'harmoniser le texte du projet de loi relatif aux SICAV et celui concernant les fonds communs de placement ; (p. 8087) : amendement n° 35 retiré.

— **Projet de loi relatif aux sociétés d'investissement à capital variable** (n° **630**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [21 novembre 1978] (p. 8093) : objectif visé par le texte : faciliter l'accès d'un grand nombre d'épargnants au marché des valeurs mobilières, assurer à l'épargnant un rendement normal et une sécurité de placement, donner aux pouvoirs publics un nouvel instrument de politique financière ; consécration de la spécificité des SICAV ; définition du régime spécial des fusions et des scissions ; simplification de la gestion des SICAV ; renforcement de la protection des actionnaires ; nécessité de l'autorisation préalable du ministre de l'économie pour certaines opérations des SICAV ; avoirs des SICAV confiés à des établissements financiers figurant sur une liste arrêtée par le ministre de l'économie ; problème de « l'obligation de l'obligation » c'est-à-dire l'obligation faite à toutes les SICAV de consacrer 30 % de leurs avoirs à l'achat de fonds d'Etat et d'obligations libellées en francs ; (p. 8094) : absence de solution apportée au financement des petites et moyennes entreprises ; nécessité de créer une nouvelle formule juridique permettant le renforcement des fonds propres des PME. **Discussion des articles** [21 novembre 1978] (p. 8099). **Article 4** : soutient l'amendement n° 3 de la commission : suppression de la mention du nom des commissaires aux comptes dans les statuts ; adopté ; soutient l'amendement n° 4 de la commission : évaluation des apports effectués selon les conditions de droit commun par les commissaires aux apports ; rejeté ; soutient l'amendement n° 5 de la commission : rétablissement des références aux dispositions de la loi du 24 juillet 1966 ; rejeté. **Article 5** : propose une modification rédactionnelle de l'amendement n° 23 du Gouvernement. **Article 6** (p. 8100) : soutient l'amendement n° 22 de la commission : nécessité pour les actions constituant les apports en nature d'être immédiatement négociables ; adopté. **Article 7** : soutient l'amendement n° 7 de la commission : inscription dans des comptes particuliers des sommes représentatives du report à nouveau, des revenus de l'exercice et du dividende ; adopté ; soutient l'amendement n° 8 de la commission : rédactionnel ; adopté ; soutient l'amendement n° 9 de la commission : suppression de la référence aux circonstances exceptionnelles pour la suspension du rachat des actions ou des émissions nouvelles ; adopté. **Article 7** *bis* (p. 8101) : soutient l'amendement n° 10 de la commission : rétablissement du rôle du commissaire aux apports ; devenu sans objet. **Article 13** (p. 8102) : soutient l'amendement n° 12 de la commission : désignation du commissaire aux comptes par le président du tribunal de grande instance ; adopté. **Article 17** : soutient l'amendement n° 13 de la commission : intervention du commissaire aux apports ; devenu sans objet. **Article 23** (p. 8103) : soutient l'amendement n° 15 de la commission : élargissement de la notion de bénéfice exonéré de l'impôt sur les sociétés ; adopté. **Article 29** (p. 8105) : soutient l'amendement n° 16 de la commission : modification du régime d'entrée en vigueur ; adopté.

— **Projet de loi portant aménagement de la fiscalité directe locale** (n° **689**). **Première lecture. Discussion des articles** [9 octobre 1979] : **Après l'Article 10** (p. 7972) : nécessité de compenser l'avantage résultant de la constructibilité attribuée aux terrains par le plan d'occupation des sols ; nécessité d'harmoniser la législation foncière et la législation fiscale locale ; (p. 7973) : son sous-amendement n° 321 à l'amendement n° 56 de la commission : possibilité de paiement différé de la taxe foncière sur la propriété des terrains non bâtis constructibles, correspondant à la majoration prévue par l'amendement n° 56 ; constitution, en ce cas, d'une hypothèque légale au profit

de la commune ; devient sans objet ; (p. 7974) : possibilité pour les communes, en cas d'adoption du sous-amendement n° 321, de constituer des réserves foncières si les contribuables ne peuvent faire face au paiement de la taxe ; [10 octobre 1979] (p. 8011) : nécessité d'inclure dans la loi d'orientation agricole un volet fiscal. **Après l'Article 13** (p. 8020) : risque d'une révolte contre l'impôt. **Explications de vote** [10 octobre 1979] (p. 8029) : innovations réalisées par le projet de loi qui tente de lutter contre la spéculation foncière et traite de l'aménagement du territoire ; organisation d'une simulation inaugurant une technique législative nouvelle.

— **Projet de loi portant aménagement de la fiscalité directe locale** (n° **689**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [18 décembre 1979]. **Article 6** *bis* (p. 12205) : problème de la définition de la base de la taxe professionnelle pour les établissements privés d'enseignement hors contrat. **Article 10** *ter* (p. 12217) : regrette qu'il n'y ait pas de coordination entre la législation foncière, la législation fiscale générale et la législation fiscale locale ; nécessité de trouver une solution à la flambée des prix qui affecte les terrains agricoles et de lutter contre la rétention des terrains à bâtir ; (p. 12218) : sous-évaluation de l'assiette de la taxe foncière sur les propriétés non bâties.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Commerce et artisanat. Discussion générale [24 octobre 1979] (p. 8880) : augmentation de 63 % des crédits du commerce et de l'artisanat ; statut des femmes de commerçants et d'artisans ; importance de l'artisanat en milieu rural ; (p. 8881) : problèmes juridiques et fiscaux des entreprises artisanales ; l'entreprise unipersonnelle ; problèmes des droits de mutation trop importants ; rôle du commerce et de l'artisanat pour l'emploi.

Intérieur. Discussion générale [13 novembre 1979] (p. 9931) : augmentation des frais de fonctionnement des ententes interdépartementales créées pour la démoustiquation ; demande une augmentation des subventions pour ces organismes.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier les articles 65 et 66 de la loi n° 67-563 du 13 juillet 1967 sur le règlement judiciaire, la liquidation de biens, la faillite personnelle et les banqueroutes** (n° **1481**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [18 avril 1980] (p. 568) : clause de réserve de propriété au bénéfice du vendeur ; opposabilité de la clause de réserve aux créanciers de l'acheteur ; jurisprudence ; proposition de réforme ; absence d'égalité entre les créanciers ; objectif de limitation des risques de faillite en chaîne ; préservation du crédit fournisseur ; limitation des ventes de marchandises après faillite ; développement du paiement au comptant du crédit acheteur au détriment du système de la traite ; possibilité de la réserve de propriété pour les véhicules automobiles, outillage et matériel ; (p. 569) : diminution du délai d'exercice de l'action en revendication ; inscription comptable des marchandises vendues sous réserve de propriété. **Discussion des articles** [18 avril 1980]. **Après l'Article premier** (p. 571) : soutient le sous-amendement n° 5 de la commission à l'amendement n° 2 de la commission : augmentation du délai à quatre mois ; adopté.

— **Projet de loi tendant à instituer des mesures de prévention des difficultés dans les entreprises** (n° **974**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [18 avril 1980] (p. 573) : rapport Sudreau ; CIASI ;Codefi ; inexistence d'un dispositif cohérent de prévention des difficultés des entreprises ; (p. 574) : objectifs d'amélioration de l'information des dirigeants ; mise en place d'une procédure d'alerte ; reconstitution des fonds propres à l'entreprise ; statut des commissaires aux comptes ; rôle des commissaires aux comptes dans la mise en œuvre du mécanisme d'alerte ; définition des critères révélateurs de difficultés potentielles ; procédure de reconstitution des fonds propres ; (p. 575) : délai de publicité des créances privilégiées du Trésor et de la Sécurité sociale ; augmentation du montant du capital minimum pour la constitution de sociétés par action et de SARL ; réforme du statut des gérants majoritaires et minoritaires des SARL ; possibilité pour un créancier de l'Etat de se libérer de ses dettes de sécurité sociale en cédant ses créances aux organismes de recouvrement des cotisations ; provision pour indemnité de licenciement ; statut des sociétés anonymes. **Discussion des articles** [24 avril 1980] : **Avant l'Article premier** (p. 688) : soutient l'amendement n° 1 rectifié de la commission : augmentation du capital des SARL et des sociétés anonymes ; réservé ; problème posé par l'absence de fonds propres des entreprises. **Article premier** (p. 690) : soutient l'amendement n° 2 de la commission : seuil d'application du projet ; retiré ; (p. 691) : nécessité de coordonner la fixation des seuils ; (p. 692) : soutient l'amendement n° 3 de la commission ; communication des documents établis par les

sociétés à la Banque de France ; rejeté ; soutient l'amendement n° 4 rectifié de la commission : sanction de la non-observation des dispositions prévues par le projet de loi ; adopté. **Article 2** (p. 694) : soutient le sous-amendement n° 141 de la commission à l'amendement n° 103 rectifié de M. Bertrand de Maigret : suppression de l'alinéa C de l'amendement n° 103 rectifié ; devenu sans objet. **Après l'Article 2** (p. 694) : soutient l'amendement n° 5 de la commission : publication du bilan consolidé, des comptes de résultats consolidés et des tableaux de financement consolidés ; adopté ; (p. 695) : son sous-amendement n° 142 à l'amendement n° 5 de la commission : rédactionnel ; adopté. **Article 3 : Article 68 de la loi du 24 juillet 1966** : soutient l'amendement n° 6 de la commission : inapplication des procédures prévues à l'article 68 aux sociétés ayant obtenu le bénéfice d'un concordat ; adopté. **Article 68-1 de la loi du 24 juillet 1966** (p. 696) : soutient l'amendement n° 7 de la commission : non-application de l'article 68-1 aux sociétés ayant obtenu le bénéfice d'un concordat ; adopté. **Après l'Article 3** : soutient l'amendement n° 8 de la commission : augmentation de capital ; adopté ; (p. 697) : soutient l'amendement n° 9 de la commission : clôture du délai de souscription ; adopté. **Article 4** : soutient l'amendement de suppression n° 10 de la commission ; rejeté ; (p. 698) : nécessité de réformer le statut des commissaires aux comptes. **Article 17-2 de la loi du 24 juillet 1966** (p. 699) : propose une modification à l'amendement n° 150 de M. Bertrand de Maigret : dispositions visant les collatéraux ; adopté. **Après l'Article 4** (p. 700) : soutient l'amendement n° 11 de la commission : actions sociales en responsabilité contre les gérants ; adopté ; nécessité de renforcer les prérogatives des actionnaires. **Article 5** (p. 700) : nécessité de différencier le contrôle dans les petites et les grosses entreprises ; (p. 701) : soutient l'amendement n° 12 de la commission : niveau des seuils fixé par décret ; adopté. **Après l'Article 5** (p. 702) : soutient l'amendement n° 156 de la commission : augmentation de trois à six exercices du mandat des commissaires aux comptes ; adopté ; soutient l'amendement n° 13 de la commission : introduction de la procédure de l'expertise de minorité dans les sociétés à responsabilité limitée ; rejeté ; (p. 703) : pouvoirs du comité d'entreprise dans le code du travail ; (p. 704) : nécessité de donner aux associés un moyen de contrôle ; (p. 705) : soutient l'amendement n° 14 de la commission : accès des commissaires aux comptes à l'exercice de leur profession en société ; adopté ; (p. 706) : différence établie entre gérance majoritaire et gérance minoritaire ; (p. 708) : soutient l'amendement n° 15 de la commission : indépendance des commissaires aux comptes ; adopté ; soutient l'amendement n° 16 de la commission : maintien des droits acquis des commissaires aux comptes exerçant un emploi salarié ; adopté ; (p. 709) : soutient l'amendement n° 17 de la commission : incompatibilité ; adopté ; soutient l'amendement n° 18 de la commission : suppression de l'obligation de nommer deux commissaires aux comptes dans les sociétés actuellement soumises à cette règle ; durée du mandat du commissaire suppléant ; adopté. **Article 6 : Article 225 de la loi du 24 juillet 1966** (p. 710) : soutient l'amendement n° 19 de la commission : distinction entre récusation et révocation ; adopté. **Après l'Article 225 de la loi du 24 juillet 1966** (p. 711) : soutient l'amendement n° 20 de la commission : assouplissement des règles relatives à la demande en justice d'une expertise de minorités dans les sociétés anonymes ; adopté. **Article 227 de la loi du 24 juillet 1966** (p. 711) : soutient l'amendement n° 21 de la commission : élargissement des possibilités de révocation du commissaire aux comptes ; adopté ; soutient l'amendement n° 22 de la commission : élargissement des possibilités de révocation du commissaire aux comptes ; adopté. **Après l'Article 6** (p. 712) : soutient l'amendement n° 23 de la commission : mise en œuvre de l'action sociale dans les sociétés anonymes ; adopté. **Article 8 : Article 228 de la loi de 1966** (p. 714) : soutient l'amendement n° 25 de la commission : rédactionnel ; adopté ; soutient l'amendement n° 26 de la commission : suppression de la communication du rapport sur l'évolution des données comptables et financières des actionnaires ; adopté. **Article 229 de la loi de 1966** (p. 715) : soutient l'amendement n° 27 de la commission : suppression de l'obligation mise à la charge des dirigeants d'informer le commissaire aux comptes de tous faits significatifs intéressant l'exercice de leur mission ; adopté. **Article 230-1 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966** (p. 717) : soutient l'amendement n° 28 de la commission : procédure d'alerte ; adopté. **Après l'Article 230-1 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966** (p. 721) : soutient l'amendement n° 29 de la commission : responsabilité des commissaires aux comptes ; retiré ; (p. 722) : soutient l'amendement n° 24 de la commission : droits des actionnaires ; devenu sans objet. **Après l'Article 9** (p. 722) : soutient l'amendement n° 30 de la commission : fixation des honoraires des commissaires aux comptes ; adopté ; son sous-amendement n° 143 à l'amendement n° 30 de la commission : barème déterminé par décret ; retiré. **Article 10** (p. 724) : soutient l'amendement n° 31 de la commission : possibilité pour le comité d'entreprise

de saisir les dirigeants deux fois par an ; retiré. **Article 13** (p. 725) : soutient l'amendement n° 32 de la commission : extension du champ d'application de l'article 13 ; adopté ; soutient l'amendement n° 33 de la commission : intervention des commissaires aux comptes ; rejeté ; son amendement n° 144 : caution donnée par une personne en fonction dans l'entreprise bénéficiaire ; retiré. **Après l'Article 13** (p. 725) : soutient l'amendement n° 34 de la commission : délégation des créances détenues par une entreprise en difficulté sur l'Etat à l'URSSAF ; retiré ; [13 mai 1980] : **Après l'Article 13** (p. 1023) : amendement n° 35 de la commission : regroupement sous une même rubrique des dispositions pénales du projet ; adopté ; amendement n° 36 de la commission : personnes faisant volontairement obstacle aux vérifications des commissaires aux comptes ; adopté avec une rectification ; (p. 1024) : amendement n° 37 de la commission : amendement de coordination ; adopté avec une modification ; sous-amendement n° 145 à l'amendement n° 37 de la commission : sous-amendement de coordination ; adopté. **Avant l'Article premier** (*suite*) (p. 1025) : amendement n° 1 rectifié de la commission : augmentation du montant du capital des SARL et des SA ; adopté avec modification ; (p. 1027) : statut du gérant majoritaire. **Avant l'Article 14** (p. 1029) : amendement n° 38 de la commission : délai de deux ans accordé aux sociétés pour se conformer aux nouvelles dispositions législatives et réglementaires ; adopté ; amendement n° 39 de la commission : amendement de coordination ; retiré ; amendement n° 42 de la commission : application de la loi aux associations de la loi de 1901 se livrant à des actes de commerce ; retiré ; associations se consacrant à la restauration immobilière (p. 1030). **Article 14** (p. 1030) : amendement n° 43 de la commission : suppression de l'article 14 ; adopté. **Après l'Article 14** : amendement n° 44 de la commission : transformation de société à responsabilité limitée en société anonyme ; adopté ; amendement n° 45 de la commission : procédure de nomination des administrateurs en cas de fusion ; adopté ; (p. 1031) : amendement n° 46 de la commission : augmentation du nombre des directeurs généraux dans certaines sociétés ; adopté avec modification ; amendement n° 47 de la commission : possibilité pour le conseil de surveillance de révoquer les membres du directoire ; rejeté ; (p. 1033) : amendement n° 48 de la commission : négociabilité des actions d'apport remises en échanges d'actions apportées par une personne physique ; adopté ; amendement n° 49 de la commission : autorisant les contrats de domiciliation des sociétés ; rejeté. **Article 17** (p. 1036) : amendement n° 51 de la commission : rédactionnel ; adopté. **Titre** : amendement n° 52 de la commission : nouvelle rédaction du titre : projet de loi tendant à améliorer le fonctionnement des sociétés commerciales, l'information et la protection des actionnaires et à défendre l'épargne ; adopté. **Article 9, seconde délibération** (p. 1037) : critères limitatifs pour l'intervention du commissaire aux comptes ; (p. 1038) : procédure d'alerte externe ; (p. 1039) : possibilités pour le commissaire aux comptes d'alerter le président du tribunal de commerce ; (p. 1040) : déroulement de la procédure d'alerte externe ; (p. 1041) : rôle et statut du commissaire aux comptes. **Article 10** (p. 1043) : son sous-amendement n° 7 à l'amendement n° 3 du gouvernement : périodicité de l'intervention du comité d'entreprise ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [15 octobre 1980] : **Avant l'Article 2** (p. 2761) : sur l'amendement n° 9 de M. Laurent Fabius : cas des sociétés civiles agricoles et particulièrement des GAEC ; [21 octobre 1980] : **Après l'Article 3** (p. 2906) : nécessité économique de faciliter la transformation d'entreprises personnelles en société.

Deuxième partie :

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1980] (p. 3333) : conditions d'acquisition des logements HLM par les locataires ; prêts pour l'accession à la propriété ; lien entre propriété et liberté.

Commerce et artisanat. Discussion générale [31 octobre 1980] (p. 3390) : aide spéciale compensatrice ; prime d'installation pour les entreprises artisanales ; entreprise de production et entreprise prestataire de services ; (p. 3391) : octroi des crédits ; formation juridique, fiscale, économique et comptable.

Commerce extérieur. Discussion générale [31 octobre 1980] (p. 3399) : dispersion des efforts des pouvoirs publics en matière de commerce extérieur ; déficit des échanges commerciaux en 1980 ; (p. 3400) : politique monétaire et parité élevée du franc ; nécessité d'ouvrir les marchés extérieurs aux petites et moyennes entreprises ; implantations à l'étranger ; nécessité de développer un réseau de sociétés de conseil et de gestion à l'exportation ; (p. 3406) : pose une question au nom de M. Gérard Longuet ; insuffisance de la garantie de la COFACE.

Justice. Discussion générale [5 novembre 1980] (p. 3596) : organisation des concours exceptionnels de recrutement de magistrats.

Transports. Discussion générale [15 novembre 1980] (p. 3995) : infrastructures routières du département de l'Ain : autoroute A 42 et nationale 504.

MIOSSEC (Charles)

Député du Finistère
(5e circonscription)
(RPR).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1099).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission d'enquête créée à la suite du naufrage d'un navire pétrolier sur les côtes de Bretagne, le 16 mars 1978 [16 mai 1978] (p. 1692), [*J.O.* du 13 mai 1978] (p. 2085).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises (n° **1167**) [26 juin 1980] (p. 1596).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Didier Julia et plusieurs de ses collègues relative à l'action sociale en faveur des exploitants agricoles des départements d'outre-mer (n° **1940**) [23 octobre 1980] (p. 3073).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° **528**) tendant à **modifier l'article L 38 du code des pensions civiles et militaires de retraite afin de porter le taux de la pension de réversion des veuves de 50 à 66 %** (n° **969**) [11 avril 1979].

— **Avis,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le **projet de loi de finances rectificative pour 1979** (n° **1397**), (n° **1442**) [29 novembre 1979].

— **Proposition de loi tendant à compléter l'article 353 du code civil afin de préciser les conditions de présentation de la requête d'adoption** (n° **1535**) [20 décembre 1979].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Rentrée universitaire à Brest** [10 octobre 1978] (p. 5864) : atteinte portée à la carte universitaire par la suppression des cours de 4e année de sciences économiques de l'université de Brest.

— **Versement de l'allocation spéciale compensatrice aux handicapés** [24 octobre 1979] (p. 8865) : cessation du paiement de l'allocation compensatrice versée aux travailleurs handicapés ; mesures envisagées par le Gouvernement pour rembourser les organismes ayant consenti des avances et reprendre les paiements.

— **Crédit à la construction** [21 mai 1980] (p. 1130) : encadrement du crédit ; difficultés du bâtiment.

— **Situation des éleveurs de veaux** [22 octobre 1980] (p. 2959) : vente à perte des veaux français à l'étranger ; importations belges et hollandaises.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **15240**) : **Economies d'énergie et revente de produits pétroliers** [11 mai 1979] (p. 3810) : rationnement de fait des produits pétroliers pénalisant le dynamisme des entreprises et limitant l'expansion des exploitations agricoles et des coopératives ; nécessité de préserver le potentiel économique de régions excentrées comme la Bretagne mise en demeure d'accepter une centrale nucléaire.

— (n° **16860**) : **Télécommunications en Bretagne** [8 juin 1979] (p. 4888, 4889) : difficultés de nombreuses entreprises de construction téléphonique en Bretagne ; longueur des délais de raccordement téléphonique dans l'ensemble de la région, plus importante que la moyenne nationale ; vocation électronique de la Bretagne ; emploi menacé par la mutation des matériels.

— (n° **15690**) : **Transports routiers du Finistère** [22 juin 1979] (p. 5552, 5553, 5554) : situation particulière des transporteurs routiers des régions excentrées, éloignées des frontières et des grands centres de communication, comme ceux de la Bretagne et du Finistère ; l'application uniforme de la régle-

mentation communautaire nuit à leur compétitivité ; nécessité d'un assouplissement de la durée de conduite et d'un réexamen de la répartition des licences de transport.

— (n° **22655**) : **Politique de la France dans le Sud-Est asiatique** [30 novembre 1979] (p. 11048, 11049) : aggravation de la situation de milliers d'hommes du Sud-Est asiatique ; la voix de la France doit s'élever pour en appeler à la conscience du monde en transcendant préoccupations politiques et mercantiles ; accueil par la France des réfugiés, mais silence du monde libre encourageant la poursuite d'une situation faisant la honte de l'humanité.

— (n° **29293**) : **Plafond de ressources pour l'attribution de bourses scolaires** [25 avril 1980] (p. 739, 740) : décentralisation de l'octroi des bourses ; transport scolaire.

— (n° **31066**) : **Horticulture et prix de l'énergie** [23 mai 1980] (p. 1261) : utilisation des huiles de récupération ou de vidange pour le chauffage des serres ; énergies nouvelles.

— (n° **35870**) : **Politique agricole** [3 octobre 1980] (p. 2575) : intransigeance des positions britanniques ; prix de la pomme de terre et du porc ; campagne de dénigrement à l'égard de la viande de veau ; harmonisation, entre les partenaires de la Communauté européenne, des règlements techniques et sanitaires en matière de production agricole ; (p. 2576) : arrêter le processus de dégradation de certaines productions, plants de pommes de terre de semence ; rôle de l'agriculture dans la préservation de l'environnement et de la qualité de la vie.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'orientation de l'épargne vers le financement des entreprises** (n° **320**). **Première lecture. Discussion des articles** [22 juin 1978]. **Article 29** (p. 3330) : son amendement n° 74 soutenu par M. Guy Guermeur : maintien du taux du prélèvement libératoire à 33 1/3 % pour les intérêts des comptes sur livret des caisses de crédit mutuel ; retiré (p. 3331).

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Agriculture. — BAPSA. Examen des crédits [8 novembre 1978]. **Etat B - Titre IV** : (p. 7280) : souhaite savoir si les producteurs français de porcs seront placés dans des conditions normales de concurrence vis-à-vis de leurs partenaires européens après le démantèlement des montants compensatoires monétaires.

Budget annexe des postes et télécommunications. Discussion générale [14 novembre 1978] (p. 7567) : nécessité de poursuivre l'effort important effectué pour l'équipement téléphonique de la Bretagne ; (p. 7568) : allongement des délais de raccordement ; problème de l'installation prioritaire du téléphone aux personnes âgées ; craint que la substitution de l'électronique à l'électromécanique n'entraîne une diminution du nombre d'emplois dans l'industrie des télécommunications.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1979] (p. 9636) : vulnérabilité de la production porcine ; problème des montants compensatoires monétaires ; nécessité de mettre l'accent sur les équipements portuaires et les installations de stockage et de modifier le système actuel des prix de seuil des céréales pour assurer la sécurité des approvisionnements.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1979** (n° **1397**), rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. **Discussion générale** [3 décembre 1979] (p. 11110) : répartition des crédits du nouveau collectif ; garantie de l'Etat pour les emprunts remboursables contractés par l'agence centrale des organismes de sécurité sociale auprès de la caisse des dépôts ; impossibilité d'augmenter les cotisations pour reconstituer la trésorerie ; nécessité d'améliorer la règle de gestion financière du régime général ; mesures sociales d'aide aux familles et aux personnes âgées ; perception d'une contribution exceptionnelle de 4 % du montant des cotisations dues pour l'année par les exploitants agricoles pour le BAPSA ; 2,7 milliards de francs au ministère du travail ; la deuxième convention sociale pour la sidérurgie ; intervention de l'Etat en faveur des travailleurs migrants étrangers ; (p. 11111) : faiblesse des crédits supplémentaires pour l'action éducative ; suppression de 1.200 postes de surveillants et de maîtres d'internat ; absence de crédits supplémentaires pour l'emploi des maîtres auxiliaires ; mise en œuvre de l'éducation concertée ; annulation substantielle de crédits de bourses, alors même que le volume global de ces crédits diminue régulièrement ; crédits supplémentaires pour le contrôle et le fonctionnement des instances de la formation professionnelle ; crédits affectés à la société française de production. **Discussion des articles** [3 décembre 1979]. **Education - Titre III** (p. 11149) : soutient l'amendement n° 7 de la commission des affaires culturelles : suppression des crédits destinés au remboursement des dettes envers l'administration des journaux officiels et des PTT et affectation de ces cré-

dits aux bourses scolaires ; rejeté. **Article 15 et Etat B : Economie et budget. — I. Charges communes** (p. 11152) : soutient l'amendement n° 8 de la commission des affaires culturelles : suppression de la dotation en capital supplémentaire accordée à la SFP ; adopté.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion générale** [12 décembre 1979] (p. 11652) : blocage du marché foncier ; nécessité de revaloriser le taux de l'indemnité viagère de départ et d'assouplir ses conditions d'attribution ; (p. 11653) : carence de la législation actuelle sur les cumuls ; nécessité d'officialiser et de consulter les commissions cantonales des structures ; problème du statut du conjoint ; insuffisance du volet social ; exemple de la pension d'invalidité qui n'est pas accordée aux femmes d'agriculteurs ; problème des énergies nouvelles en agriculture.

— **Projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales** (n° **663**). **Première lecture. Discussion générale** [15 avril 1980] (p. 396) : participation ; organisations syndicales ; (p. 397) : organisations patronales ; distribution de 3 % des actions des sociétés aux salariés ; réorientation de l'épargne populaire ; petites et moyennes entreprises.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1981**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Education. Discussion générale [24 octobre 1980] (p. 3114) : crédits affectés aux constructions scolaires en Bretagne ; (p. 3115) : application de la législation sur l'enseignement privé.

Travail et participation. Discussion générale [27 octobre 1980] (p. 3160) : indemnisation du chômage des travailleurs saisonniers ; propose le versement par les salariés de la fonction publique d'une cotisation de solidarité nationale ; (p. 3161) : problème de l'insertion des travailleurs handicapés dans le monde du travail ; action des COTOREP ; ateliers protégés ; (p. 3164) : pose une question au nom de M. René Caille ; revalorisation du travail manuel ; productions publicitaires du secrétariat d'Etat ; insuffisante connaissance par les fonctionnaires du ministère du travail de la condition ouvrière.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [6 novembre 1980] (p. 3680) : conditions d'attribution et insuffisance des pensions d'invalidité dans l'agriculture ; droits du conjoint d'exploitant ; formation professionnelle agricole ; diminution des crédits de stage conduisant à des emplois ruraux connexes, mais indispensables au maintien de la vie économique en milieu rural.

MISSOFFE (Hélène)

Député de Paris
(24e circonscription)
(RPR puis App. RPR).

Elue le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

Cesse d'appartenir au groupe RPR [*J.O.* du 16 mars 1979] (p. 610).

S'apparente au groupe RPR [*J.O.* du 16 mars 1979] (p. 610).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du Livre IX du code du travail relatives à la promotion individuelle au congé de formation et à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle [29 juin 1978] (p. 3652).

Membre de la commission de contrôle sur la gestion de la sécurité sociale [*J.O.* du 21 décembre 1978] (p. 4225).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse [*J.O.* du 20 décembre 1979] (p. 3207).

Rapporteur de la proposition de loi-cadre de M. Jean-Louis Masson en faveur de la famille (n° **1527**) [10 avril 1980] (p. 296).

Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques [*J.O.* du 10 avril 1980] (p. 906).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au travail à temps partiel [*J.O.* du 5 décembre 1980] (p. 2868).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 11 décembre 1980] (p. 2922).

DÉPOTS

— **Proposition de loi organique** tendant à compléter **l'ordonnance n° 58-1360** du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au **Conseil économique et social** afin de prévoir la **représentation des familles les plus défavorisées** (n° **136**) [25 avril 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 401) portant diverses **mesures en faveur de la maternité** (n° **408**) [21 juin 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° **2033**), relatif au **travail à temps partiel** (n° **2081**) [20 novembre 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au **travail à temps partiel** (n° **2143**) [10 décembre 1980].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Fermetures de classes à Paris** [9 avril 1980] (p. 153).

• *questions orales sans débat :*

— (n° **719**) : **Plafond de ressources pour l'attribution d'avantages sociaux aux personnes âgées** [28 avril 1978] (p. 1452-1453) : institution souhaitable d'un double plafond ; l'un pour le fonds national de solidarité, l'autre pour les avantages annexes.

— (n° **26721**) : **Placement des jeunes handicapés** [11 avril 1980] (p. 304) : instituts médico-professionnels ; centres d'aide par le travail ; ateliers protégés ; foyers « occupationnels » pour handicapés profonds ; (p. 305) : COTOREP.

— (n° **31098**) : **Implantation d'un foyer de travailleurs migrants dans le 17e arrondissement de Paris** [23 mai 1980] (p. 1270) : concentration d'immigrés dans certains quartiers ; racisme ; projet Gros Boulainvilliers dans le 16e arrondissement.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de programme sur les musées** (n° **119**). **Première lecture. Discussion générale** [18 mai 1978] (p. 1831) : la fréquentation des musées ; l'absence de ventilation des crédits par musée dans le projet ; (p. 1832) : le musée du XIXe siècle ; l'absence de consultation du Parlement sur sa réalisation ; le choix de son emplacement ; son gigantisme ; l'insuffisance du délai de cinq ans prévu pour sa réalisation ; la possibilité d'accorder au Parlement le contrôle de l'exécution de la loi de programme.

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes actuels de la sécurité sociale** (n° **252**). **Discussion** [24 mai 1978] (p. 1996) : poids du contexte démographique sur la politique familiale ; caractère peu significatif de la diminution de la part des allocations familiales dans les budgets familiaux ; diversification des efforts sociaux et augmentation générale du pouvoir d'achat ; loi de la société actuelle : marginalisation de ses membres sans fonction économique ; programme de Blois : double revalorisation annuelle des allocations familiales et institution du revenu minimum garanti ; (p. 1997) : ses doutes sur les solutions financières au problème démographique ; coût du complément familial ; pas de solution du problème démographique sans action globale sur l'environnement de l'enfant : mentalité, logement, emploi.

— **Projet de loi relatif à l'emploi des jeunes** (n° **249**). **Première lecture. Discussion générale** [6 juin 1978] (p. 2533) : travail à temps partiel et emploi des jeunes ; loi du 27 décembre 1973 fixant entre 20 et 30 heures par semaine la durée du travail à temps partiel ; critiques des employeurs : gestion plus lourde du personnel ; critiques des syndicats : moins bonne intégration dans le milieu du travail, difficultés de promotion, accroissement de la discrimination à l'égard des femmes ; enquête de mars 1978 du ministère du travail et du ministère de la santé révélant qu'une femme active sur deux serait tentée par le travail à temps partiel ; 6,7 % de la population active et 14,5 % de la population féminine active travaillant à temps partiel en France en 1976 ; (p. 2534) : travail à temps partiel plus répandu à l'étranger qu'en France ; insuffisance de l'information sur le décret du 9 juin 1975 relatif aux cotisations patronales de sécurité sociale pour les travailleurs à temps partiel ; programme de Blois et nécessité de promouvoir le travail à temps partiel dans la fonction publique ; travail à temps partiel, moyen de faciliter le passage à la vie active pour les jeunes et la préparation à la retraite pour les plus vieux.

— **Projet de loi portant diverses mesures en faveur de la maternité** (n° **401**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. **Discussion générale** [26 juin 1978] (p. 3469) : allongement de deux semaines du congé de maternité et du congé d'adoption ; remboursement intégral des soins dispensés aux fem-

mes enceintes pendant les quatre derniers mois de la grossesse et des soins prodigués aux nouveau-nés hospitalisés le premier mois ; remboursement intégral du diagnostic et traitement de la stérilité ; amélioration apportée au texte par le Sénat ; amendement adopté par la commission : non-résiliation du contrat de travail, élaboration de mesures pour améliorer la protection de la femme enceinte au travail ; égalité entre protection sociale des femmes salariées et femmes non salariées ; (p. 3470) : raison de l'échec de la prestation « frais de remplacement des agricultrices » ; mesures en faveur des commerçantes et artisanes ; création d'une allocation pour les exploitantes, moyenne des montants minimum et maximum de l'indemnité journalière versée aux salariées ; financement par une nouvelle répartition de la contribution sociale de solidarité ; souhaite l'élargissement de cette mesure aux non-salariés ; nécessité d'informer les futures mères ; possibilité de créer un congé en cas de maladie d'un enfant ; non-prise en compte du congé de maternité pour l'évaluation de l'absentéisme féminin. **Discussion des articles** [26 juin 1978]. **Article 3** (p. 3479) : soutient l'amendement n° 17 de la commission : alignement de la durée de non-résiliation du contrat de travail par l'employeur sur la durée globale de suspension du contrat de travail ; rejeté ; retrait de l'amendement n° 5 de Mme Hélène Constans en commission ; rejet de l'amendement n° 6 de M. Gilbert Millet par la commission ; (p. 3480) : rejet par la commission des amendements n° 14 de M. Jacques-Antoine Gau et n° 8 de M. Joseph Legrand ; (p. 3481) : opposition de la commission aux amendements n° 9 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis et n° 15 de M. Jacques-Antoine Gau ; rejet par la commission des amendements n° 10 de Mme Hélène Constans et n° 17 de M. Jacques-Antoine Gau ; (p. 3482) : opposition de la commission à l'amendement n° 11 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis. **Article 5** (p. 3482) : problème de l'entrée en vigueur et de l'application de la loi. **Après l'Article 5** (p. 3483) : opposition de la commission à l'amendement n° 7 de M. Georges Hage ; amendement n° 18 de la commission, soutenu par M. François Autain : élaboration de mesures d'ordre législatif et réglementaire pour améliorer la qualité de la protection de la femme enceinte au travail ; rejeté. **Après l'Article 9** (p. 3484) : avis favorable de la commission sur l'amendement n° 19 du Gouvernement.

— **Projet de loi relatif à l'aide aux travailleurs privés d'emploi** (n° **795**). **Première lecture. Discussion générale** [21 décembre 1978] (p. 9822) : nécessité de prendre des mesures pour les femmes veuves, divorcées, séparées judiciairement ou célibataires ayant à charge au moins un enfant. **Discussion des articles** [21 décembre 1978]. **Article L 351-6 du code du travail** (p. 9854) : proteste contre les conditions d'application de l'article 40 de la Constitution.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage** (n° **900**). **Discussion générale** [15 mars 1979] (p. 1685) : souhaite que la politique gouvernementale soit mieux expliquée pour faire accepter aux Français les sacrifices nécessaires ; souhaite une politique de relance sectorielle et d'encouragement de l'artisanat du commerce et des PME ; propose des mesures d'aide à la mère de famille.

— **Proposition de loi prorogeant en matière de postulation dans la région parisienne les délais prévus par l'article 1er-III de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971** (n° **851**). **Première lecture. Discussion générale** [30 mai 1979] (p. 4433) : nécessité de fixer une date limite de prorogation pour la période où la multipostulation est autorisée.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique familiale** (n° **1408**). **Discussion** [22 novembre 1979] (p. 10544) : regrette que le débat ne se termine pas par un vote ; coût élevé et résultat incertain de la politique démographique ; résultat satisfaisant de cette politique dans certains pays de l'Est ; politique familiale devant aller au-delà d'une politique démographique ; souhaite que soit élaborée, au niveau européen, une prestation accordée à la famille nombreuse et devant être supprimée progressivement en fin d'éducation ; (p. 10545) : problème du logement ; propose la création, pour les enfants de deux et trois ans, d'une pré-maternelle ; peu de progrès pour le travail à temps partiel.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1328**). **Première lecture. Discussion générale** [27 novembre 1979] (p. 10751) : regrette la répétition d'un débat d'ensemble sur l'avortement ; pas d'avortement de convenance ; nécessité de conserver l'entretien préalable ; souhaite que la loi de 1975 soit reconduite et que le suivi de son application soit amélioré ; impossibilité de revenir à une législation purement répressive et inapplicable ; refuse que l'avortement soit autorisé par des commissions composées de magistrats, de médecins et d'experts ; (p. 10752) : s'oppose à la prise en charge par la sécurité sociale qui accentuerait l'évolution vers sa banalisation ; lutte contre l'avortement passant par l'éducation

plus que par le rejet dans la clandestinité. **Discussion des articles** [29 novembre 1978]. **Après l'Article premier** (p. 10934) : s'oppose à l'amendement n° 93 de M. François Autain ; estime indispensable de maintenir le délai d'une semaine de réflexion. **Après l'Article 2** (p. 10953) : son amendement n° 67 : institution d'une délégation parlementaire pour les problèmes démographiques ; adopté. **Article premier précédemment réservé** (p. 10958) : s'oppose à la prorogation de la loi de 1975 à titre provisoire ; (p. 10959) : son amendement n° 66 corrigé : sanctions applicables aux membres des professions médicales, paramédicales et pharmaceutiques ; retiré.

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses** (n° **1608**). **Première lecture. Discussion des articles** [14 mai 1980]. **Article 10** (p. 1068) : revenu minimum garanti incitatif au travail parallèle et à la marginalité ; inéquité du revenu minimum ; gestion administrative du revenu minimum ; [27 mai 1980]. **Article 10** (*suite*) (p. 1290) : insuffisance des mesures relatives au revenu minimum familial garanti prévues par le Gouvernement.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à instituer une assurance veuvage en faveur des conjoints survivants ayant ou ayant eu des charges de famille** (n° **1734**). **Première lecture. Discussion générale** [23 juin 1980] (p. 2153) : complexité des lois sociales ; nécessité d'établir un guide du veuvage ; plafonnement des cotisations ; effets de seuils.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :* **Culture et communication. Discussion générale** [4 novembre 1980] (p. 3504) : situation du livre et de la lecture publique ; (p. 3505) : nécessité d'une action plus progressive en matière culturelle.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au travail à temps partiel** (n° **2033**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. **Discussion générale** [25 novembre 1980] (p. 4320) : travail à temps partiel restant encore exceptionnel en France ; partisans et adversaires du travail à temps partiel ; travail à temps partiel concernant surtout les femmes ; aménagement du temps de travail ; obstacles au développement du temps partiel liés à la réglementation au niveau des seuils sociaux et des cotisations sociales ; modulation par décret de l'ensemble des seuils financiers ; (p. 4321) : problème de la modulation des seuils sociaux ; pénalisation du travail à temps partiel en matière de cotisations de sécurité sociale ; projet allégeant la procédure de remboursement du surplus des cotisations pour les travailleurs à temps partiel ; projet ne prévoyant pas d'accord des représentants du personnel pour les créations et les transformations d'emplois à temps partiel ; garanties nouvelles fournies aux salariés ; problème des heures complémentaires. **Discussion des articles** [25 novembre 1980] : **Article 2 : Article L 212-4-2 du code du travail** (p. 4346): s'oppose aux amendements n° 8 de Mme Myriam Barbera et n° 39 de M. Guy Bêche qui ramènent le champ d'application du projet à celui de la loi de 1973 ; amendement n° 21 corrigé de la commission : amendement de précision ; adopté ; (p. 4347) : amendement n° 22 de la commission : consultation du comité d'entreprise sur l'instauration du travail à temps partiel ; adopté ; (p. 4348) : amendement n° 23 de la commission : rédactionnel ; adopté ; amendement n° 24 de la commission : suppression de la transmission de l'avis des représentants du personnel à l'inspection du travail ; adopté ; s'oppose à l'amendement n° 58 de Mme Gisèle Moreau qui supprime la possibilité d'adapter les droits conventionnels par voie d'accord collectif ; amendement n° 25 de la commission : adaptation éventuelle des droits conventionnels ; adopté ; (p. 4349) : s'oppose à l'amendement n° 10 rectifié de Mme Gisèle Moreau ; impossibilité de fixer dans la loi des quotas de travailleurs à temps partiel ; amendement n° 26 de la commission : calcul de la rémunération des travailleurs à temps partiel ; adopté avec modifications; [26 novembre 1980] : **Article L 212-4-3 du code du travail** (p. 4360) : s'oppose à l'amendement n° 13 corrigé de Mme Gisèle Moreau ; garanties contenues dans le contrat écrit ; (p. 4361) : amendement n° 27 de la commission : mention dans le contrat de la durée mensuelle de travail et des conditions notamment hebdomadaires dans lesquelles sa répartition est habituellement établie ; adopté ; son amendement n° 54 : mention dans le contrat de travail de la durée du travail et de sa répartition hebdomadaire et mensuelle ; devient sans objet ; (p. 4362) : risque d'abus en matière d'heures complémentaires ; amendement n° 28 de la commission : précisant que le refus d'effectuer des heures complémentaires proposées par l'employeur ne constitue pas une faute ou un motif de licenciement en l'absence d'accord collectif ; adopté ; (p. 4364): amendement n° 29 de la commission : précisant que la durée totale de travail des salariés à temps partiel, heures complémentaires comprises, ne peut excéder la durée légale du travail, ni la durée normale de travail dans l'établissement ou l'atelier ; adopté. **Article L 212-4-4 du code du travail** (p. 4364) : s'oppose aux amendements n° 15 de Mme My-

riam Barbera et n° 43 de M. Guy Bêche ; nécessité de distinguer les seuils à conséquences financières et les seuils sociaux ; existence de seuils financiers constituant une entrave au développement du travail à temps partiel ; (p. 4365) : insuffisance de la définition juridique de la notion de poste de travail ; s'oppose à l'amendement n° 49 du Gouvernement qui freinerait le développement du travail à temps partiel ; (p. 4366) : son amendement n° 59 : remplaçant le critère du nombre de postes de travail par celui de la masse des horaires inscrits aux contrats des travailleurs à temps partiel divisée par la durée légale du travail pour le calcul des seuils sociaux ; adopté. **Article L 212-4-5 du code du travail :** s'oppose à l'amendement n° 44 de M. Guy Bêche ; droit de réintégration dans un emploi à temps complet risquant de dissuader les employeurs à mettre en œuvre le travail à temps partiel ; (p. 4367) : amendement n° 30 de la commission : rédactionnel ; adopté. **Après l'Article 2 :** amendement n° 31 de la commission : mention dans les conventions collectives de l'effectif maximum de travailleurs susceptibles d'être embauchés à temps partiel compte tenu de l'effectif moyen des salariés de l'entreprise ; rejeté par scrutin public. **Article 2** *bis* (p. 4368) : amendement n° 33 de la commission : suppression de l'article 2 *bis* : adopté ; estime inutile que l'employeur communique au comité d'entreprise un rapport relatif au développement du travail à temps partiel. **Article 2** *quater* (p. 4369) : s'oppose aux amendements **n° 18 de Mme Colette Goeuriot** et n° 47 de M. Guy Bêche ; impossibilité de compter un travailleur à temps partiel comme un travailleur à temps complet pour le calcul des seuils financiers ; amendement n° 34 de la commission : rédactionnel ; adopté. **Article 3** (p. 4388) : s'oppose à l'amendement n° 19 de Mme Colette Goeuriot dont l'adoption entraînerait un retour à la loi de 1973 qui a été incapable de favoriser le développement du travail à temps partiel ; amendement n° 35 de la commission : rédaction simplifiée de l'article 3 ; adopté par scrutin public ; (p. 4389) : emploi de la notion trop vaste de catégories professionnelles dans les propositions du Gouvernement. **Article 4** (p. 4390) : amendement n° 36 de la commission : calcul par l'employeur lui-même de son abattement en début d'exercice ; fixation des conditions d'application de l'article par arrêté du ministre chargé de la sécurité sociale et du ministre chargé de l'agriculture : paragraphe 1, rejeté ; paragraphe 2, adopté ; amendement n° 37 de la commission : suppression d'un alinéa relatif à la suspension du bénéfice de l'abattement pour les salariés qui travaillent 40 heures par semaine ; adopté. **Après l'Article 6** (p. 4391) : amendement n° 38 de la commission : publication dans un délai de six mois à compter de la date de promulgation de la loi des décrets pris en Conseil d'Etat pour son application ; adopté. **Commission mixte paritaire,** rapporteur de la commission mixte paritaire. **Discussion générale** [10 décembre 1980] (p. 4826) : analyse des dispositions adoptées par la commission mixte paritaire. **Article L 212-4-3 du code du travail** : contrat de travail des salariés à temps partiel. **Article L 212-4-4 du code du travail :** modulation des seuils de la législation du travail. **Article 3** : calcul de l'abattement d'assiette pour un salarié à temps partiel. **Article 4** : abattement forfaitaire.

MITTERRAND (François)

Député de la Nièvre
(3e *circonscription*)
(*S*).
Président de la République.

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1100).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

Candidat à l'élection à la Présidence de la République, décision du Conseil constitutionnel [*J.O.* du 10 avril 1981] (p. 994).

Proclamation des résultats du scrutin du 26 avril 1981 [*J.O.* du 30 avril 1981] (p. 1231) ; Proclamation des résultats du scrutin du 10 mai 1981 [*J.O.* du 16 mai 1981] (p. 1467).

Proclamé Président de la République française [*J.O.* du 16 mai 1981] (p. 1467).

Se démet de son mandat de député à compter du 21 mai 1981 [*J.O.* du 21 mai 1981] (p. 1619).

Cesse d'appartenir au groupe socialiste [*J.O.* du 21 mai 1981] (p. 1619).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

DÉPOTS

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une **commission de contrôle** sur la gestion des services publics chargés de la

mise en œuvre, à l'occasion des élections législatives de mars 1978, des dispositions de la loi n° 77-805 du 19 juillet 1977 relative au **vote des Français établis hors de France** (n° **122**) [20 avril 1978].

— **Proposition de loi** sur la prévention et la répression du **viol** (n° **273**) [25 mai 1978].

— **Proposition de loi** tendant à étendre le bénéfice des dispositions de l'article 11 de la loi de finances rectificative n° 73-1128 du 21 décembre 1973 à l'ensemble des **agents des Houillères ayant fait l'objet d'une mesure de conversion** (n° **502**) [1er juillet 1978].

— **Proposition de loi** tendant à instituer un **impôt sur les grandes fortunes** (n° **537**) [1er juillet 1978].

— **Proposition de loi** relative à la reconnaissance et au développement de la **vie associative** (n° **888**) [21 décembre 1978].

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une commission d'enquête sur les **conditions de sécurité et d'information dans le développement de l'utilisation de l'énergie nucléaire en France** (n° **934**) [4 avril 1979].

— **Proposition de loi** tendant à l'**abrogation de la loi n° 70-480 du 8 juin 1970 dite loi « anti-casseurs »** (n° **1322**) [3 octobre 1979].

— **Proposition de résolution** tendant **à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de l'intervention militaire française en Centrafrique** (n° **1340**) [10 octobre 1979].

— **Proposition de loi portant suppression de la Cour de sûreté de l'Etat** (n° **1356**) [25 octobre 1979].

— **Proposition de loi constitutionnelle** tendant à modifier et compléter les **articles 21, 34, 37 et 72 de la Constitution** (n° **1478**) [11 décembre 1979].

— **Proposition de loi organique** tendant à modifier l'ordonnance n° 58-998 du 24 octobre 1958 relative **aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires** (n° **1553**) [20 décembre 1979].

— **Proposition de loi** relative au développement démocratique des **activités physiques et sportives** (n° **1903**) [30 juin 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Respect des droits de l'homme au Chili** [7 juin 1978] (p. 2597) : situation des détenus au Chili.

— **Situation au Liban** [18 octobre 1978] (p. 6235) : émotion du groupe socialiste après l'intervention du ministre des affaires étrangères mettant en cause certains éléments en lutte au Liban ; jugement partial et inopportun qui va à l'encontre de l'apaisement des passions ; nécessité de substituer des actes aux déclarations de principe du Gouvernement français ; le rôle qu'aurait pu jouer le Conseil de sécurité des Nations unies ; nécessité de manifester la solidarité française au peuple libanais tout entier.

— **Crise de la sidérurgie et mesures prises par le Gouvernement et les entreprises** [13 décembre 1978] (p. 9367) : concertation avec les organisations syndicales et plan de reconversion de la sidérurgie trop tardifs.

— **Conflits à l'entreprise Alsthom de Belfort** [14 novembre 1979] (p. 10008) : huitième semaine de conflit dans les usines du groupe Alsthom ; grève de dignité de ses 7.500 travailleurs ; le Premier ministre peut-il prendre l'engagement que l'usine de Belfort ne sera pas évacuée de force tant que l'expert n'aura pas rempli sa mission ; ses conclusions s'imposeront-elles à la CGE.

— **Indemnité de chômage dans les départements d'outre-mer** [12 décembre 1979] (p. 11658) : à quelle date précise paraîtra le décret étendant aux DOM le droit commun métropolitain du chômage ; le champ d'application des allocations forfaitaires et de garantie sera-t-il le même qu'en métropole ; les allocations de base et de fin de droit seront-elles étendues aux DOM.

• *question orale avec débat :*

— (n° **1041**) : **Salaire minimum interprofessionnel de croissance** [19 mai 1978] (p. 1892 et suivantes) : limitation par le Gouvernement du pouvoir d'achat du SMIC ; insuffisante augmentation de l'allocation aux personnes âgées et des allocations familiales ; freinage contraire aux promesses électorales ; hausse des prix et des impôts indirects ; progression du chômage et du nombre des faillites ; promesses du Président de la République non suivies d'effet ; nécessité de définir un plan de restructuration industrielle ; influence croissante du grand patronat ; impossibilité de concilier équilibre budgétaire et objectifs du pacte national pour l'emploi ; nécessité d'indexer la petite épargne, de réduire le taux de la TVA sur les produits de première nécessité ; réduire les inégalités sociales ; redistribution des revenus ; assortir l'augmentation du SMIC de mesures d'accompagnement, notamment pour les PME ; étude du contexte européen et de l'évolution des salaires allemands ; relever les bas et les moyens salaires et augmenter les capacités d'emprunt des travailleurs ; rappel des propositions du programme commun de la gauche.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **20700**) : **Evénements de Centrafrique** [5 octobre 1979] (p. 7883, 7884, 7885, 7886) : « relations affectueuses » entre la France et l'empire centrafricain malgré les « actes de terreur » commis par le dictateur Bokassa et dénoncés depuis 1972 par le parti socialiste ; intérêts français en Centrafrique ; rôle de l'ambassade, de l'armée et des ministres français pendant les événements ; demande d'une commission d'enquête.

— (n° **22778**) : **Situation politique, économique et sociale des territoires et départements d'outre-mer** [23 novembre 1979] (p. 10671, 10672, 10676) : inquiétude du groupe socialiste devant la situation de la plupart des départements et territoires d'outre-mer ; état inégalitaire de la société et application partielle des lois sociales dans ces départements ; taux de chômage cinq fois plus élevé qu'en métropole, pénalisation des malades ; insuffisance de l'équipement économique ; tarif trop élevé des transports ; politique culturelle ne respectant pas l'identité des peuples d'outre-mer ; proposition de loi-cadre par le parti socialiste tendant à doter les départements d'outre-mer d'institutions nouvelles ; situation tendue en Nouvelle-Calédonie.

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale** (n° **118**). **Discussion** [19 avril 1978] (p. 1229) : les résultats des élections ; les divisions de la majorité politique ; le vote des Français de l'étranger ; la nécessité d'un statut de la démocratie ; la structure du nouveau Gouvernement ; les résultats de la politique économique pratiquée ; l'inflation ; (p. 1230) : l'accroissement du chômage ; l'analyse socialiste de la crise ; critique les options du Gouvernement ; les inégalités ; le rapport de l'INSEE sur les écarts en matière de patrimoine ; l'insuffisance du contrôle par les collectivités locales des recettes fiscales ; l'Europe ; la responsabilité des Etats-Unis dans la crise économique mondiale ; (p. 1231) : la nécessité d'un débat sur la santé, la technologie, les conditions de vie et de travail, le désarmement ; demande des informations sur l'expérimentation par la France de la bombe à neutrons ; la violence, le mal italien.

— **Rappel au règlement** [18 mai 1978] (p. 1814) : intervention militaire française au Zaïre ; devoir du Gouvernement d'informer l'Assemblée.

— **Rappel au règlement** [19 mai 1978] (p. 1907) : demande un débat sur l'intervention militaire française au Zaïre.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère** (n° **372**). **Discussion** [8 juin 1978] (p. 2676) : raisons de la présence militaire française en Afrique ; présence dans les accords de coopération militaire d'un article interdisant la participation directe à une opération de guerre ; dépassement des obligations diplomatiques par les opérations du Zaïre et du Tchad ; approbation du soutien apporté aux ressortissants français ; (p. 2677) : mobile réel de l'action française au Zaïre : soutien apporté au régime politique zaïrois démontré par les déclarations gouvernementales ; action française au Tchad : assimilation par le Gouvernement français de la Libye à un pays communiste ; (p. 2678) : existence d'accords diplomatiques avec la Libye ; ignorance de la nature des adversaires combattus au Zaïre ; constitution d'un bloc des Cinq : Etats-Unis, Belgique, RFA, Grande-Bretagne et France ; nature de cette alliance ; (p. 2679) : souhait de certains pays africains d'organiser une force interafricaine ; nécessité de prévoir un plan pour un règlement politique en Afrique ; causes internes de la désagrégation des régimes africains soutenus par la France.

— **Discussion de la motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par soixante députés du groupe socialiste le 2 octobre 1978** [4 octobre 1978] (p. 5548) : rôle de bouc émissaire joué par le Premier ministre ; bilan de la politique économique gouvernementale : augmentation du nombre des chômeurs 848.300 en mars 1976 à 1.300.000 aujourd'hui ; hausse des prix de 10 % par an ; échec du VII[e] Plan ; absence de planification de la politique économique ; (p. 5549) : déficit budgétaire de 101 milliards en quatre ans ; hausse de 12 % des tarifs publics ; réalisation de la « croissance zéro » ; inexistence d'une politique structurelle de lutte contre l'inflation ; injustice de la fiscalité ; pénalisation des salariés ; montant de la fraude fiscale : 70 milliards de francs ; politique de libération des prix et de dirigisme des salaires ; nombre croissant de travailleurs adultes atteints par le chômage ; (p. 5550) : exemple de la sidérurgie ; absence de contrôle de la puissance publique sur les subventions accordées dans ce secteur ; exemple de l'usine d'aciérie à oxygène construite à Neuves-Maisons ; nécessité d'un grand marché intérieur pour assurer la compétitivité de l'économie française ; insuffisance des indemnités de chômage ; absence de négociations sur la réduction de la durée du travail et les conditions d'emploi ; position constante des socialistes en faveur de la réduction de la durée du travail ; (p. 5551) : nécessité d'une réforme du sys-

tème fiscal, de l'instauration de l'autonomie des collectivités locales, de la nationalisation des grands groupes industriels et du secteur bancaire ; souhaite la mise en place d'une politique à long terme en faveur des industries de pointe et l'établissement d'un plan pour l'informatisation de la société française ; les inégalités, facteur d'inflation ; « politique des coups pour rien » menée par le Gouvernement ; (p. 5562) : soutien de la France aux Libanais chrétiens ou non.

— **Projet de loi portant modification des dispositions du titre 1er du Livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes** (n° **321**). **Première lecture. Discussion des articles** [5 octobre 1978]. **Article premier : Article L 513-5 du code du travail :** sur les amendements n° 207 de M. Pierre Joxe, n° 199 de M. Guy Ducoloné, n° 140 de M. Lucien Villa et n° 141 de Mme Hélène Constans ; (p. 5653) : remise en cause d'un principe fondamental du code du travail, celui de la parité entre les représentants du patronat et les représentants des travailleurs ; idéalisme de la conception faisant du conseiller prud'homme un juge impartial ; (p. 5654) : distinction employés-employeurs et principe de parité, reflets dans les conseils de prud'hommes de la lutte des classes ; nécessité de fixer les mêmes règles pour les élections prud'homales que pour le autres élections professionnelles ; reproche au Gouvernement de saisir toute occasion pour revenir sur les acquis du droit au travail.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :* **Education. Discussion générale** [13 novembre 1978] (p. 7482) : régression des crédits d'investissement ; disparition des 287 millions de francs accordés lors du précédent budget ; diminution des crédits de fonctionnement des établissements ; (p. 7483) : gonflement des crédits accordés aux personnels malgré une faible augmentation des effectifs d'enseignement ; diminution du nombre et du taux des bourses ; inanité de l'argument démographique en raison de la non-réalisation de la scolarisation obligatoire, et du maintien de déséquilibres de la population scolaire selon les couches ou les classes sociales ; existence de classes surchargées ; politique allant à l'encontre d'une tendance séculaire visant à assurer un degré toujours plus poussé de connaissance ; alignement du redéploiement éducatif sur le redéploiement industriel ; volonté de détourner les jeunes du tronc commun de formation générale par une politique de sélection sociale ; (p. 7484) : mécontentement des parents d'élèves ; volonté du parti socialiste de lutter contre la sélection dans l'école et par l'école.

— **Propositions de loi portant interdiction de recevoir des subsides d'origine française ou étrangère pour les élections de l'Assemblée des communautés européennes** (n° **638**) ; **tendant à interdire l'ingérence d'une institution étrangère dans l'élection des représentants français à l'Assemblée des communautés européennes** (n° **669**). **Première lecture. Discussion des articles** [11 décembre 1978]. **Article premier** (p. 9184) : soutient l'amendement n° 4 de M. Alain Richard : contrôle du Parlement français sur la répartition entre les formations politiques des fonds attribués par la communauté européenne et destinés au financement de la campagne pour l'élection du Parlement européen au suffrage universel ; refus par le groupe socialiste d'une campagne financée par la communauté européenne ; approuve l'idée d'un financement public des partis politiques déterminé par la puissance publique française ; (p. 9185) : demande la publication du total des sommes déjà réparties par les institutions communautaires et perçues par les partis politiques français ; amendement n° 4 rejeté. **Explications de vote** (p. 9190) : se déclare favorable au financement des partis politiques par la puissance publique ; reproche au RPR de vouloir interdire toutes dépenses publicitaires destinées à appeler à voter pour l'Europe tout en étant disposé à accepter l'argent qui lui permettra de la combattre ; demande que le Gouvernement publie le montant des sommes déjà versées par les communautés ; abstention du parti socialiste.

— **Déclaration du Gouvernement sur l'élargissement de la Communauté économique européenne et débat sur cette déclaration** (n° **800**). **Discussion** [15 décembre 1978] (p. 9570) : soutien des socialistes à l'Europe ; attirance du marché commun ; position des socialistes : « Tout le traité mais rien que le traité » ; (p. 9571) : rééquilibrage du marché commun en faveur de la France par l'entrée des pays méditerranéens ; motivation essentiellement politique de l'Espagne ; problème des conséquences pour la Communauté du conflit entre la Grèce et la Turquie ; risques de dénaturation du marché commun en une zone de libre-échange universelle ; demande préalable formulée par les socialistes : organisation du marché des produits agricoles méditerranéens, institution d'offices par produits, système de prix minima vérifiés aux frontières dans la monnaie officielle du pays d'importation, disparition des montants compensatoires ; nécessité pour l'Europe de planifier son organisation du marché ; (p. 9572) : adhésion de l'Espagne offrant de nouvelles possibilités aux sociétés multinationales ; progrès industriel de l'Espagne dans les secteurs en difficulté en France ; accroissement des dis-

parités régionales ; problème des travailleurs et de leur libre circulation ; problème des langues ; conséquences de l'élargissement sur les échanges avec les pays tiers comme ceux du Maghreb, du Machrek, Israël et les pays liés par la conférence de Lomé ; longs délais pour l'intégration économique.

— **Discussion commune des motions de censure déposées, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par quatre-vingt-six députés du groupe communiste et par soixante-quatre députés du groupe socialiste** [14 mars 1979] (p. 1548) : échec de la demande de convocation d'une session extraordinaire par les socialistes au mois de janvier en raison de l'opposition du RPR ; (p. 1549) : rôle du Président de la République dans la Constitution ; attitude ambiguë du RPR qui « critique sans condamner » ; détérioration de l'emploi ; prospérité des sociétés d'intérim ; détérioration du tissu industriel français ; la sidérurgie, « désastre industriel de la Ve République » ; incohérence des négociations menées dans la sidérurgie ; (p. 1550) : motifs de la motion de censure : contrôle de l'exécutif sur l'information audiovisuelle, privatisation du secteur public pour les PTT, la SNCF, la SFP, le CNRS, l'école publique ; condamnation de la politique agricole du Gouvernement ; (p. 1551) : demande de suppression des montants compensatoires due à la faiblesse du franc ; impossibilité pour la France de se maintenir dans le système monétaire européen basé sur une stabilisation des changes ; cause de l'échec du plan Giscard-Barre : fausse analyse de l'inflation due principalement à l'inégalité des conditions ; mauvaise analyse du chômage ; absence de réformes de structures ; critique les conditions de négociation sur l'élargissement du marché commun ; politique gouvernementale consistant « à sacrifier l'avenir et subir le présent » ; (p. 1552) : atermoiements de la politique extérieure française ; (p. 1556) : compétitivité nécessaire des entreprises nationales ; politique menée pour la sidérurgie sous la pression des capitaux privés ; compensation des défaillances du secteur privé avec les deniers publics ; (p. 1557) : nécessité d'une planification démocratique.

— **Discussion commune des motions de censure sur le projet de loi de finances pour 1980 (première lecture), déposées, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution par M. François Mitterrand et quarante-neuf de ses collègues ; en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par M. François Mitterrand et cinquante de ses collègues et par M. Robert Ballanger et quatre-vingt-cinq de ses collègues** [20 novembre 1979] (p. 10354) : déchirement de la majorité, sorte de « bateau ivre » ; recours du Premier ministre à la procédure de l'article 49, alinéa 3, pour escamoter ses difficultés politiques ; (p. 10355) : diminution de la part de la recherche dans la production nationale ; pas d'effort pour les énergies nouvelles ; pas de politique familiale ; diminution des moyens de l'éducation sauf en ce qui concerne l'enseignement privé ; déficit budgétaire sans avantage économique ; rétablissement des profits des grandes entreprises mais stagnation de l'investissement ; augmentation du chômage ; maintien des inégalités ; refus du Gouvernement d'instituer un impôt sur les grandes fortunes ; négation du rôle du Parlement par l'application conjointe du vote bloqué et de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution ; évolution de l'exécutif vers le présidentialisme sans rapport avec les intentions du législateur ; (p. 10356) : dénonce la campagne menée contre la classe politique au nom de la France profonde ; volonté de dialogue de l'opposition mais refus du pouvoir ; panorama de la situation internationale ; crise de la Communauté économique européenne ; prolifération de l'arme nucléaire ; déséquilibre Nord-Sud du point de vue de l'économie et de la démographie ; incapacité du Gouvernement à rassembler des énergies françaises dans un monde où tous les rapports de puissance s'inversent ; silence de la France à propos des prises d'otages en Iran et des violations des droits de l'homme.

— **Discussion commune des motions de censure sur le projet de loi relatif au financement de la sécurité sociale (première lecture), déposées en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par M. François Mitterrand et cinquante et un de ses collègues et par M. Maurice Andrieux et quatre-vingt-trois de ses collègues. Explications de vote** [6 décembre 1979] (p. 11378) : intention des socialistes et des radicaux de gauche de voter la censure ; injustice et inefficacité économique de l'institution d'une cotisation d'assurance maladie pour les retraités ; (p. 11379) : refuse d'admettre l'usage répété de l'article 49, alinéa 3, qui aboutit à ce que le Gouvernement fasse la loi ; fait référence aux travaux du comité consultatif constitutionnel de 1958 et à des déclarations de M. Debré estimant que les dispositions de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution ne doivent être qu'une ultime sauvegarde et qu'elle deviendrait dangereuse si elle était employée trop souvent ; cite les déclarations de M. Giscard d'Estaing favorables au maintien et au développement des prérogatives du Parlement.

— **Discussion de la motion de censure jointe à la demande d'interpellation de M. Georges Marchais, relative à l'installation de fusées nucléaires américaines en Europe, et**

déposé en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution et de l'article 156 du règlement, par M. Maurice Andrieux et quatre-vingt cinq de ses collègues. [20 décembre 1979] (p. 12426) : consensus réalisé en France sur les problèmes de défense ; la France se situe dans le rayon d'action des fusées SS 20 et des Backfire soviétiques ; (p. 12427) : réalisation de l'équilibre des forces militaires dans le monde ; supériorité soviétique en Europe ; campagne d'affolement menée par les Etats-Unis ; nécessité d'éviter que l'Union soviétique ait le sentiment d'être une place assiégée ; problème de l'installation des fusées Pershing 2 ; position socialiste : poursuite du désarmement ; (p. 12428) : refus des socialistes de voter la motion de censure qui s'attaque uniquement à l'armement américain et fait de la surenchère sur les positions soviétiques ; « médiocre opération de politique intérieure » dirigée contre le parti socialiste par le parti communiste ; (p. 12429) : nécessité de maintenir l'indépendance de la France vis-à-vis des superpuissances.

— **Discussion commune des motions de censure sur le projet de loi relatif au financement de la sécurité sociale (commission mixte paritaire) déposées en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par M. Henry Canacos et quatre-vingt-cinq de ses collègues et par M. François Mitterrand et cinquante-deux de ses collègues** [22 décembre 1979] (p. 12519) : motion de censure rejetée par scrutin public.

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à continuer à percevoir en 1980 les impôts et taxes existants** (n° **1559**). **Première lecture. Discussion générale** [27 décembre 1979] (p. 12547) : problème posé au Gouvernement : comment se passer de majorité et de Parlement ; (p. 12548) : violation de la Constitution, de la loi organique et du règlement de l'Assemblée nationale par le Gouvernement après le rejet de l'article 25 de la loi de finances ; saisine du Conseil constitutionnel par le groupe socialiste ; mise en cause abusive de la responsabilité du Parlement par les médias ; déroulement de la séance du 22 octobre 1979 au cours de laquelle le groupe socialiste a refusé le passage à la discussion de la deuxième partie de la loi de finances ; décision juridiquement incorrecte du président de l'Assemblée nationale ; (p. 12549) : dérobade du Président de la République apparemment incapable de faire respecter la Constitution par le Gouvernement ; vote hostile des socialistes contre le projet autorisant le Gouvernement à percevoir les impôts et taxes en 1980.

— **Discussion commune des motions de censure sur le projet de loi de finances pour 1980 (première partie) déposées, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Maurice Andrieux et quatre-vingt-trois de ses collègues et par M. François Mitterrand et cinquante-deux de ses collègues** [9 janvier 1980] (p. 23) : motion de censure rejetée par scrutin public.

— **Discussion commune des motions de censure sur le projet de loi de finances pour 1980 (deuxième partie) déposées, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. François Mitterrand et cinquante-neuf de ses collègues et par M. Maurice Andrieux et quatre-vingt-cinq de ses collègues** [11 janvier 1980] (p. 37) : motion de censure rejetée par scrutin public.

— **Discussion commune des motions de censure relatives à la politique économique du Gouvernement déposées en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution par M. Georges Marchais et quatre-vingt-cinq de ses collègues et par M. François Mitterrand et cinquante de ses collègues** [27 février 1980] (p. 50) : promesses non tenues du Président de la République en matière d'emploi, de hausse des prix, d'équilibre budgétaire, d'indexation de l'épargne, de fiscalité ; (p. 54) : de déficité du commerce extérieur, de protection sociale ; financement des mesures prévues en faveur des veuves par une ponction sur les salaires ; l'instauration du ticket modérateur de 5 % sur les médicaments pour les mutuelles ; causes de la crise de la sécurité sociale ; six mesures du programme de Blois non réalisées ; (p. 55) : l'alibi du pétrole ; baisse du prix du pétrole en francs constants ; non-adaptation de la politique française à la crise ; atteinte portée au secteur public ; aggravation des inégalités sociales en matière de logement, d'emploi et d'éducation ; (p. 56) : baisse du pouvoir d'achat ; critique le choix fait par le PC de la révolution comme moyen du changement ; nécessité de l'union pour la victoire électorale de la gauche ; (p. 80) : motion de censure rejetée au scrutin public.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère** (n° **1642**). **Discussion** [17 avril 1980] (p. 489) : Afghanistan ; lenteur de la réaction française à l'intervention en Afghanistan ; proposition de Cuba et de l'Inde sur le règlement du problème afghan ; proposition de neutralisation de l'Afghanistan faite par la CEE ; Iran ; situation de la France au Tchad ; (p. 490) : prise d'otages à Téhéran ; représailles américaines ; politique américaine ; Irak ; ventes d'armes de la France à l'Irak ; conflit israélo-arabe ; frontières d'Israël ; problème de Jérusalem ; problème palestinien ; venue en France de Arafat ; règlement politique global du conflit au

Moyen-Orient ; sentiment d'insécurité du peuple d'Israël ; accords de Camp David ; patrie palestinienne ; (p. 491) : déclaration du Président de la République au Moyen-Orient ; Liban ; Turquie ; Laos ; Cambodge ; occupation française en République centrafricaine ; réfugiés du Vietnam et du Cambodge ; Tchad ; problème du prix du gaz algérien ; (p. 492) : indépendance du Zimbabwé ; prudence de la politique soviétique en Afrique ; politique agricole commune ; respect de la préférence communautaire ; organisation des marchés ; responsabilité de la France dans la crise du mouton ; marché de la viande bovine ; problème des excédents laitiers ; montants compensatoires ; exploitations familiales ; concentration en agriculture ; rôle du conseil des ministres ; conseil européen ; alliance atlantique ; (p. 493) : nécessité de la détente ; désarmement ; fusées américaines en Europe ; jeux Olympiques ; conférence de Madrid ; conférence européenne de désarmement ; dossier Nord-Sud ; nouvel ordre monétaire international ; Amérique latine ; (p. 494) : coopération de la France avec le Nicaragua ; Antilles. **Rappel au règlement** (p. 510) : affaire de Gafsa ; appartenance politique de Bourguiba ; débat sur la politique étrangère ; (p. 513) : date de l'intervention soviétique en Afghanistan ; absence de convergence entre socialistes et gouvernement en matière de politique étrangère.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** (n° **1681**). **Première lecture. Discussion générale** [11 juin 1980] (p. 1752) : soutient l'exception d'irrecevabilité de M. Philippe Marchand en application de l'article 91, alinéa 4, du règlement ; loi d'exception ; conclusions du comité national de prévention de la violence et de la criminalité ; campagne publicitaire organisée autour du texte ; pagne publicitaire organisé autour du texte ; création d'une commission de réforme du code pénal et d'une commission d'étude sur la violence ; rapport Arpaillange ; (p. 1753) : insuffisance des moyens de la justice ; projet de répression sociale ; rôle de la magistrature ; indépendance des magistrats ; article 64 de la Constitution ; loi organique portant statut des magistrats ; règle de l'inamovibilité des magistrats du siège ; (p. 1754) : substitution du parquet et de la police au juge d'instruction ; disparition du double degré de juridiction de jugement ; automatisation du jugement ; resserrement de l'éventail des peines ; réduction des droits de la défense ; (p. 1755) : motifs d'irrecevabilité ; notion de peine strictement nécessaire ; rupture de l'égalité des citoyens devant la loi ; protection des droits de la défense ; cause de la multiplication des crimes et délits ; chômage.

— **Déclaration du Gouvernement sur l'attentat de la rue Copernic et débat sur cette déclaration** (n° **1946**) [8 octobre 1980] (p. 2594) : attentat de la rue Copernic ; manifestation unanime de protestation ; menaces pesant sur la démocratie ; terrorisme en Italie et en Allemagne ; (p. 2595) : protection insuffisante de la communauté juive ; liste des attentats racistes commis en 1980 et impunis ; répression des mouvements sociaux et de l'extrême gauche ; importance de l'extrême droite dans la police ; attentat de Bologne et activités de l'inspecteur Durand ; saisine de la Cour de sûreté de l'Etat ; (p. 2596) : évocation d'Anne Franck.

— **Rappel au règlement** [11 décembre 1980] (p. 4843) : commentaires du Premier ministre sur ses déclarations faites aux Etats-Unis à propos de la politique française ; son respect de l'obligation de réserve qui incombe à tout français respectueux des intérêts de son pays ; compromissions du Président de la République avec certains Chefs d'Etat étrangers.

MONFRAIS (Pierre)

Député de l'Eure
(1re circonscription)
(UDF).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1099).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset tendant à la création d'un comité chargé d'étudier les problèmes entraînés par l'acquisition du patrimoine français par des étrangers (n° 1999) [4 décembre 1980] (p. 4675).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Industrie. Discussion générale [5 novembre 1979] (p. 9366) : existence de soixante-treize procédures d'aide en faveur des entreprises industrielles ; nécessité d'un effort de simplification ; amélioration représentée par l'institution de guichets uniques pour les créations d'entreprises ; six cents PMI supplémentaires chaque année ; rôle des chambres de commerce et d'industrie ; nécessité de favoriser l'esprit d'entreprise ; approuve le retour à la liberté des prix ; assainissement fiscal ; (p. 9367) : s'oppose à la règle de décalage d'un mois en matière de TVA ; nécessité d'une réelle révision des bilans ; souhaite la recherche d'une plus grande neutralité de l'impôt ; nécessité de contrôler la montée des prélèvements locaux et sociaux ; retard dans le paiement des travaux par les établissements publics et les collectivités locales ; simplification nécessaire des procédures d'accès aux aides de l'Etat ; importance des chambres de commerce et d'industrie françaises.

Services du Premier ministre. — I. Services généraux : Aménagement du territoire. Discussion générale [13 novembre 1979] (p. 9957) : nécessité de nouvelles implantations industrielles pour les régions proches de la région parisienne ; dynanisme démographique de la Haute-Normandie ; inadéquation de la classification des zones aidées ; nombre d'entreprises créées dans la région parisienne supérieur à celui de la moyenne nationale ; (p. 9958) : caractère trop restrictif du contrôle des investissements étrangers ; efficacité du système actuel de la prime de développement régional pour l'industrialisation en milieu rural ; nombre de parcs industriels restent sous-employés ; nécessité d'accorder une priorité dans la politique d'aide aux activités locales aux contrats de pays.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1328**). **Première lecture. Discussion générale** [28 novembre 1979] (p. 10827) : banalisation de l'avortement par la loi de 1975 qui en a fait un moyen de contraception ; impossibilité de revenir à la loi de 1920 ; nécessité de prévoir la prise en charge des bébés non désirés et d'accueillir les enfants dans des foyers adoptifs ; difficultés de la procédure d'adoption ; son vote hostile sur le projet de loi.

— **Projet de loi tendant à instituer des mesures de prévention des difficultés dans les entreprises** (n° **974**). **Première lecture. Discussion générale** [18 avril 1980] (p. 588) : étendue de l'obligation d'élaborer et de présenter des documents comptables prévisionnels à usage interne ; nécessité d'établir des bilans consolidés ; (p. 589) : nécessité d'étendre l'application des dispositions de l'article premier aux entreprises ayant connu pendant trois années consécutives des pertes d'exploitation ; rapport banques-entreprises ; rôle du président du tribunal de commerce ; nécessité d'augmenter les moyens des tribunaux de commerce ; politique de protection sociale et de protection de l'emploi ; concurrence.

— **Discussion, après déclaration d'urgence, des conclusions du rapport** (n° **1640**) **de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et la gestion des entreprises** (n° **1167**). **Première lecture. Discussion générale** [23 avril 1980] (p. 646) : diversité des statuts des membres des conseils d'administration ; cogestion ; attitude des syndicats vis-à-vis de la participation ; actionnariat ; plan d'épargne d'entreprise ; pouvoir des administrateurs ; extension du dispositif de participation à l'ensemble du personnel.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — I. Services généraux : Aménagement du territoire. Discussion générale [29 octobre 1980] (p. 3266) : affaiblissement de la politique de décentralisation tertiaire mise en œuvre par la DATAR ; (p. 3267) : concentration de l'emploi tertiaire en région parisienne.

Industrie. Discussion générale [13 novembre 1980] (p. 3857) : développement des aides aux PMI ; (p. 3858) : nécessité d'accorder une priorité à l'allégement et à la régionalisation des procédures d'aides financières ; souhaite l'instauration de fonds spéciaux de garantie relais.

Transports. Discussion générale [15 novembre 1980] (p. 3991) : pose une question au nom de M. Sébastien Couepel : aménagement de l'axe Rennes-Brest par le nord ; suppression des carrefours à niveau ; suppression de lignes SNCF dans le sud du département de l'Eure ; problème de la distance maximale pour l'application du tarif social.

MONORY (René)

Ministre de l'économie.

Est nommé ministre de l'économie (troisième Gouvernement de M. Raymond Barre). Décret du 5 avril 1978 [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1539).

Fin de ses fonctions de ministre de l'économie (troisième Gouvernement de M. Raymond Barre). Décret du 13 mai 1981 [*J.O.* du 14 mai 1981] (p. 1379).

DÉPOTS

— **Projet de loi** relatif à **l'orientation de l'épargne** vers le financement des entreprises (n° **320**) [1er juin 1978].

— **Projet de loi** relatif aux **fonds communs de placement** (n° **379**) [8 juin 1978].

— **Projet de loi** relatif aux opérations de la **caisse d'amortissement pour l'acier** (n° **563**) [2 octobre 1978].

— **Projet de loi** relatif à la **modération du prix de l'eau** (n° **661**) [2 novembre 1978].

— **Projet de loi** modifiant la loi n° 78-13 du 4 janvier 1978 **relative aux procédures d'intervention de la caisse nationale des marchés de l'Etat dans le paiement de certaines créances de petites ou moyennes entreprises** (n° **1035**) [2 mai 1979].

QUESTIONS

• *réponses aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Maurice Andrieux : Hausse des tarifs des services publics** [28 avril 1978] (p. 1367, 1368) : le rattrapage nécessaire ; les contrats de programmes des entreprises nationales ; recherche d'un véritable équilibre des comptes d'exploitation des entreprises nationales.

— **M. Alain Bonnet : Hausse des tarifs des services publics** [26 avril 1978] (p. 1369) : prévision des hausses de la loi de finances ; justification des mesures prises ; choix d'un assainissement réel.

— **M. Gaston Girard : Prêt du crédit agricole** [24 mai 1978] (p. 1984) : nécessité d'un maintien de l'encadrement du crédit.

— **M. Alain Mayoud : Activité industrielle** [31 mai 1978] (p. 2287, 2288) : surveillance attentive par le Gouvernement des mesures protectionnistes ou de dumping prises par les pays étrangers.

— **M. Pierre-Bernard Cousté : Ordonnances de 1945 sur les prix** [21 juin 1978] (p. 3216) : libération progressive des prix industriels ; éventualité d'une liberté des prix dans la distribution et les services en 1979 ; remplacement envisagé des ordonnances de 1945 par une loi mieux adaptée à la société moderne.

— **M. Laurent Fabius : Hausse des prix** [28 juin 1978] (p. 3599, 3600) : indices influencés par le relèvement des tarifs publics et la liberté des prix ; bonne tenue du franc ; balance commerciale satisfaisante.

— **M. Pierre-Bernard Cousté : Libération des prix pour les prestations de service et le commerce** [5 octobre 1978] (p. 5612) : libération progressive et discrète ; l'objectif essentiel est la lutte contre l'inflation.

— **M. Jean-Guy Branger : Rabais autorisés sur les ventes d'essence** [8 novembre 1978] (p. 7230) : adoption d'une mesure allant dans le sens d'un retour progressif à la liberté des prix, après concertation avec toutes les organisations de distributeurs ; nécessité de revoir certains contrats ; souci de l'intérêt des consommateurs.

— **M. Jean Briane : Distributeurs de carburant** [15 novembre 1978] (p. 7671) : la libération des prix ne touche pas actuellement le secteur pétrolier ; autorisations de rabais données après concertation avec les syndicats de distributeurs ; révision des contrats envisagée favorablement par certaines compagnies pétrolières ; souci de l'intérêt des consommateurs.

— **M. Lucien Neuwirth : Crise dans les industries situées en aval de la sidérurgie** [29 novembre 1978] (p. 8475) : aide financière apportée à Manufrance pour l'exécution de son premier plan de redressement ; recherche d'autres solutions quand les pouvoirs publics seront saisis de la situation nouvelle ; fermeté du Gouvernement pour faire respecter les règles de la concurrence.

— **M. Jean-Louis Schneiter : Prix des carburants** [29 novembre 1978] (p. 8476) : diversité des contrats entre pétroliers et distributeurs ; négociations encouragées par le Gouvernement pour clarifier les conditions du marché et libérer progressivement les prix.

— **M. Dominique Dupilet : Licenciements dans le Boulonnais et à Hirson** [29 novembre 1978] (p. 8479) : concours de l'Etat pour la recherche d'autres gestionnaires ; intervention possible du fonds spécial d'adaptation industrielle.

— **M. Jean Auroux : Plan de redressement de Manufrance** [29 novembre 1978] (p. 8479) : soutien des pouvoirs publics au premier plan présenté par le conseil d'administration où est représentée la municipalité de Saint-Etienne ; le Gouvernement envisage d'autres solutions et une aide financière quand il sera saisi du nouveau plan élaboré.

— **M. François Abadie : Fermeture de la banque Lacaze à Lourdes** [18 avril 1979] (p. 2698) : augmentation du taux du prélèvement sur les bons de caisse dans la loi sur l'orientation de l'épargne ; impossibilité pour la banque Lacaze de rembourser les bons de caisse pour éviter à des débiteurs importants de la banque de récupérer des fonds par des

intermédiaires au détriment de la masse des créanciers ; procédure judiciaire en cours.

— **M. Lucien Neuwirth : Situation de Manufrance** [25 avril 1979] (p. 3036) : Gouvernement pas responsable des tergiversations et des blocages à Manufrance ; décision d'appuyer financièrement le plan de sauvetage en cours d'élaboration ; prêt du FDES et prêt participatif.

— **M. Bertrand de Maigret : Effets de l'encadrement du crédit** [25 avril 1979] (p. 3038) : objectif prioritaire : bonne tenue de la monnaie ; encadrement du crédit a été fixé pour le premier semestre de 1979 ; pour l'instant, aucune entreprise française ne peut être pénalisée par les normes d'encadrement ; assouplissement du crédit à la consommation ; contacts entreprises-banques.

— **M. Jacques Richomme : Rôle des CODEFI** [2 mai 1979] (p. 3330) : augmentation du plafond des prêts accordés par les CODEFI aux entreprises employant jusqu'à 250 personnes ; nombre de leurs prêts mensuels augmenté : diminution des dossiers traités par le CIASI.

— **M. Théo Vial-Massat : Sauvetage de Manufrance** [2 mai 1979] (p. 3331, 3332) : le Gouvernement reste prêt à tenir ses engagements : participation de trente millions, conformément à la réponse faite le 25 avril 1979 à M. Lucien Neuwirth ; mais remise en cause des chances de redémarrage de Manufrance par la municipalité de Saint-Etienne : refus de tout licenciement, de toute participation de la société Dargaud à la société d'exploitation, exigence d'une parité contestable entre l'effort financier de l'Etat et de la municipalité.

— **M. Pierre Pasquini : Plasticages en Corse** : [23 mai 1979] (p. 4130) : études en cours par le Gouvernement pour déterminer le moyen de couvrir ce genre de dommages, sans que cela encourage les attentats.

— **Suppléant de M. Maurice Papon (ministre du budget), M. Michel Barnier : Fermeture de l'unique entreprise d'une commune** [6 juin 1979] (p. 4693) : possibilité pour les communes se trouvant dans des difficultés de cet ordre de solliciter l'aide exceptionnelle de l'Etat accordée après examen des finances de la commune par une commission de représentants de l'administration et de la commune ; Moutiers pourra demander à bénéficier de cette procédure.

— **M. Georges Gosnat : Suppression d'emplois à la direction de la concurrence** [20 juin 1979] (p. 5339) : situation de la direction de la concurrence et de la consommation ; modification de sa composition entraînée par la libération des prix ; le reclassement selon une procédure de volontariat des personnels concernés par la suppression de 400 postes budgétaires en 1980 ; augmentation des pouvoirs des organisations de consommateurs et des subventions qui leur sont accordées.

— **M. Pierre Lagorce : Aides publiques à une société étrangère** [31 octobre 1979] (p. 9258) : appui de plusieurs municipalités pour la réalisation d'une entreprise espagnole d'élevage industriel de cailles entraînant une création d'emplois ; poursuite de la concertation pour ne pas léser les éleveurs de la région.

— **Suppléant de M. Maurice Papon (ministre du budget), M. Jean-Claude Pasty : Contrôle des entreprises ayant reçu des fonds du FEOGA** [31 octobre 1979] (p. 9263) : dispositif de contrôle progressivement mis en place depuis 1960 : les services douaniers disposent des pouvoirs et des compétences nécessaires pour ces contrôles qui relèveront exclusivement des autorités françaises.

— **M. Pierre-Bernard Cousté : Encadrement du crédit** [31 octobre 1979] (p. 9264) : nécessité de lutter en priorité contre l'inflation, pour le maintien de la valeur du franc et l'équilibre de la balance des paiements, sans pour cela pénaliser l'économie française ; l'amélioration actuelle de la position des entreprises entraînant une augmentation de leur autofinancement permettra une diminution du volume de leurs emprunts ; accroissement des liquidités en 1980 car taux de progression de la PIB un peu moins élevé qu'en 1979.

— **Suppléant de M. Jean-François Deniau (ministre du commerce extérieur), M. Antoine Porcu : Accord du GATT** [7 novembre 1979] (p. 9541) : bilan favorable des négociations du Tokyo Round pour la France et la Communauté ; le ministre du commerce extérieur a estimé que les pays membres devaient, avant de s'engager définitivement, apprécier les textes d'application internes à la communauté, d'où report à une prochaine session du conseil des ministres de la communauté de la conclusion de ces négociations.

— **Suppléant de M. Maurice Papon (ministre du budget), M. Michel Delprat : Taxe professionnelle** [21 novembre 1979] (p. 10462) : instructions données pour qu'en cas de hausse excessive mettant en difficulté les entreprises, celles-ci puissent bénéficier de dégrèvement et de délais de paiement.

— **M. Charles Fèvre : Crédit agricole** [12 décembre 1979] (p. 11664) : ensemble du système financier français soumis à l'encadrement du crédit d'une façon plus rigou-

reuse que le crédit agricole ; décisions favorables prises à la suite de négociations pour l'élargissement des compétences du crédit agricole, en particulier dans le domaine agro-alimentaire.

— **M. Rodolphe Pesce : Société française de munitions** [16 avril 1980] (p. 429) : problème de l'emploi.

— **M. Jean-Louis Baumont : Epargne logement** [16 avril 1980] (p. 430) : politique monétaire ; évolution du franc ; accession à la propriété ; pas de remise en cause du prêt principal ; taux d'intérêt.

— **M. Louis Mermaz : Prix de l'essence** [30 avril 1980] (p. 849) : fluctuations du dollar.

— **M. Francis Geng : Relations commerciales et financières internationales** [30 avril 1980] (p. 851) : croissance des excédents pétroliers ; déficit des pays sous-développés et réunion du fonds monétaire international à Hambourg ; sommet franco-africain à Nice.

— **M. Francisque Perrut : Plan d'épargne logement** [30 avril 1980] (p. 852) : encadrement du crédit.

— **M. Maurice Tissandier : Perquisition au siège de la fédération des syndicats pharmaceutiques de France** [7 mai 1980] (p. 928) : rôle du consommateur et de la concurrence dans une économie libérale.

— **M. Jean Bégault : Revenu des horticulteurs et des maraîchers** [7 mai 1980] (p. 929) : importation de produits agricoles.

— **M. Jean Castagnou : Difficultés des horticulteurs et des maraîchers** [7 mai 1980] (p. 932).

— **M. Pierre-Bernard Cousté : Encadrement des crédits à l'exportation** [7 mai 1980] (p. 933) : exportations vers le Brésil et l'Indonésie.

— **M. Serge Charles : Aide au secteur du textile** [21 mai 1980] (p. 1130) : exonération de l'impôt des réserves pour fluctuations de cours réinvesties.

— **M. Charles Miossec : Crédit à la construction** [21 mai 1980] (p. 1131) : défense de la monnaie ; investissements privés ; encadrement du crédit.

— **M. Charles Fèvre : Prêts spéciaux pour le soutien de l'emploi** [21 mai 1980] (p. 1133) : modalités de remboursement.

— **M. Pierre Lagourgue : Régime fiscal des investissements dans les DOM** [21 mai 1980] (p. 1134) : décret d'application de l'article 79 de la loi de finances pour 1980.

— **M. Michel Noir : Emission d'un emprunt d'Etat** [28 mai 1980] (p. 1336) : situation du marché financier français ; caisses d'épargne.

— **M. Laurent Fabius : Indice des prix et causes de l'inflation** [28 mai 1980] (p. 1337) : prix du pétrole ; prix des produits importés ; liberté des prix ; comparaison avec les pays étrangers.

— **M. Maurice Tissandier : Difficultés des producteurs de blé** [28 mai 1980] (p. 1339) : encadrement du crédit et financement des récoltes futures de blé.

— **M. Pierre Giacomi : Grève des employés de la Banque de France en Corse** [11 juin 1980] (p. 1740) : octroi d'une prime d'insularité revendiqué par les grévistes.

— **M. Jean-Louis Goasduff : Encadrement du crédit en Bretagne** [11 juin 1980] (p. 1741) : nombre de logements mis en chantier ; tenue du franc ; évolution des crédits ; financement des récoltes de 1980 par le crédit agricole ; financement des prêts principaux épargne logement.

— **M. Bernard Marie : Application de la loi du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité locale** [17 juin 1980] (p. 1898).

— **M. Robert Aumont : Application de la loi du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité locale** [17 juin 1980] (p. 1898).

— **M. Gérard Bapt : Accords douaniers franco-espagnols** [17 juin 1980] (p. 1900) : interruption de la négociation visant à leur révision ; élargissement de la communauté européenne.

— **M. Jean Brocard : Crédits bancaires aux entreprises** [25 juin 1980] (p. 2255) : rigueur de la politique monétaire ; sources de financement des entreprises ; marché financier français.

— **M. André Delehedde : Hausse des prix** [29 octobre 1980] (p. 3257-3258) : augmentation du pouvoir d'achat ; réajustement des tarifs publics ; augmentation du pétrole ; ralentissement de l'inflation début 1981.

— **M. Jean Auroux : Situation économique dans le département de la Loire** [29 octobre 1980] (p. 3256-3257) : Manufrance ; création de 1.000 emplois avec le concours de la DATAR.

— **M. Laurent Fabius : Taux de l'inflation** [26 novembre 1980] (p. 4382) : hausse des prix de 13,5 % moyenne de nos partenaires européens ; décélération prévue.

— **M. René de Branche : Taux plafond des prêts usuraires** [3 décembre 1980] (p. 4578) : application de l'accord de modération début 1981 ; tension à l'intérieur du système monétaire européen ; mesure accroissant le montant des réserves obligatoires des banques.

— **M. Jean Poperen : Evolution du pouvoir d'achat** [10 décembre 1980] (p. 4804).

• *Réponses aux questions orales sans débat de :*

— **M. Pierre-Bernard Cousté** (n° **1103**) : **Politique de reconversion industrielle** [2 juin 1978] (p. 2478, 2479, 2480) : bilan de l'action CIASI et des CODEFI : la politique industrielle du Gouvernement ; abandon du système de contrôle des prix ; nécessité pour les entreprises de s'orienter en fonction du marché international.

— **M. Edouard Frédéric-Dupont** (n° **1222**) : **Tarifs des taxis** [2 juin 1978] (p. 2480-2481) : retour souhaitable à la liberté des prix dans le domaine des services ; non-révision du tarif de « l'heure arrêtée » due à la volonté des syndicats ; préférence des représentants de la profession pour faire porter la hausse sur d'autres éléments.

— **M. Jacques Santrot** (n° **14643**) : **Fiscalité locale** [6 avril 1979] (p. 2417, 2418) : notification aux préfets de 96,5 % de la dotation globale de fonctionnement dès le mois de février en dehors de la région parisienne ; information de toutes les collectivités à la fin du mois de mars ; actualisation en cours de l'élément de répartition de la taxe professionnelle ; accroissement de la charge des redevables de la taxe professionnelle par l'application de l'article premier de la loi du 3 janvier 1979, relatif à l'actualisation des bases d'imposition.

— **M. Laurent Fabius** (n° **15210**) : **Situation des caisses d'épargne** [20 avril 1979] (p. 2914, 2915) : les caisses d'épargne relèvent du droit des conventions collectives ; statut du personnel provisoire maintenu sauf accord des partenaires sociaux ou intervention du législateur ; tribunal de Paris a reconnu droit de dénonciation ; taux d'intérêt élevé offert par les caisses d'épargne ; affectation de la plus grande partie des fonds collectés au financement des équipements collectifs et au logement social.

Suppléé par M. Pierre Méhaignerie (ministre de l'agriculture) :

— **M. Claude Dhinnin** (n° **16859**) : **Application de la réforme de l'assurance construction** [8 juin 1979] (p. 4886).

Suppléé par M. Jacques Fouchier (secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture) :

— **M. Pierre-Bernard Cousté** (n° **6843**) : **Contrôle des changes** [5 octobre 1979] (p. 7880, 7881).

Suppléé par M. Joël Le Theule (ministre des transports) :

— **M. Michel Noir** (n° **20644**) : **Rapport sur l'aide de l'Etat aux entreprises** [12 octobre 1979] (p. 8207, 8208).

Suppléé par M. Joël Le Theule (ministre des transports) :

— **M. Jean-Yves Le Drian** (n° **20625**) : **Epargne populaire** [12 octobre 1979] (p. 8208, 8209).

Suppléé par M. Maurice Charretier (ministre du commerce et de l'artisanat) :

— **M. Michel Sainte-Marie** (n° **22852**) : **Entreprise de monnaies et médailles de Pessac** [30 novembre 1979] (p. 11063, 11064).

— **M. Pierre-Bernard Cousté** (n° **29553**) : **Contrôle des changes** [23 mai 1980] (p. 1251) : libéralisation de l'économie ; défense du franc ; marché financier français ; exportations ; marché à terme des marchandises ; suppression du contrôle des changes en Grande-Bretagne.

— **M. Edouard Frédéric - Dupont** (n° **31778**) : **Chauffeurs de taxi** [13 juin 1980] (p. 1862) : blocage du nombre d'installation des chauffeurs de taxi ; exonération dont bénéficient les chauffeurs de taxi.

— **M. Michel Noir** (n° **38409**) : **Taux d'intérêt des livrets de caisse d'épargne** [21 novembre 1980] (p. 4253) : efficacité de la loi d'orientation de l'épargne ; comparaison des chiffres de l'épargne liquide et de l'épargne stabilisée ; succès du marché obligataire ; progression des dépôts sur livrets ; (p. 4254) : taux de l'épargne logement ; placement à moyen terme ; financement du déficit budgétaire par l'emprunt sans création monétaire.

— **M. Emile Koehl** (n° **39932**) : **Epargne logement pour les industriels forains** [12 décembre 1980] (p. 4881).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant l'augmentation de la quote-part de la France au Fonds monétaire international** (n° **7**). **Première lecture. Discussion générale** [18 avril 1978] (p. 1155) : l'augmentation de la participation

de la France au capital du Fonds monétaire international ; la nouvelle répartition des quotes-parts entre les pays membres ; le maintien de la part relative de la France ; les raisons de l'acceptation par la France de sa nouvelle quote-part ; la position de la France et de la Communauté européenne au sein du Fonds monétaire international ; (p. 1156) : les suites du sommet de Copenhague ; la réunion du Fonds monétaire international à Mexico ; (p. 1164) : intervention sur la question préalable opposée par M. Jean-Pierre Chevènement ; la nécessité de distinguer la réforme du Fonds monétaire international et l'augmentation des quotes-parts ; le refus du retrait de la France d'un organisme jouant le rôle essentiel dans l'aide au Tiers-Monde ; (p. 1170) : la réponse aux orateurs de la discussion générale.

— **Projet de loi relatif à l'orientation de l'épargne vers le financement des entreprises (n° 320) rectifié. Première lecture. Question préalable de M. Dominique Taddei** [21 juin 1978] (p. 3230) : négativisme de l'opposition ; absence d'alternative politique ; carences dans le domaine social de la société japonaise. **Discussion générale** [21 juin 1978] (p. 3223) : maintien du pouvoir d'achat des Français ; régression des bénéfices ; efforts faits en faveur de l'investissement public ; conséquences du blocage des prix sur les entreprises, risques pour la compétitivité extérieure ; conséquences nuisibles du protectionnisme ; exemple de la RFA ; élimination des causes structurelles de l'inflation ; (p. 3224) : limitation de l'accroissement de la masse monétaire, de l'augmentation de la masse salariale ; évolution des cours des matières premières ; appréciation du franc ; irréversibilité de la liberté des prix : concertation du Gouvernement avec la CEE ; accroissement de la concurrence ; surveillance pour éviter les ententes ; volonté d'accompagner la conversion, d'assurer la pérennité des entreprises ; (p. 3225) : indifférence des Français pour l'industrie ; volonté d'orienter l'épargne non stabilisée ; impossibilité d'accepter le cumul de la déduction prévue par le projet avec l'abattement de 3.000 F sur les dividendes ; conséquences du remplacement de l'augmentation du prélèvement libératoire par une taxe sur l'exigibilité des banques ; augmentation du coût des prêts accordés aux industriels ; taux de 40 % appliqué aux contribuables à revenu élevé ; possibilité de déduction en cas d'augmentation de capital ; proposition par le Gouvernement d'un amendement étendant l'ensemble des mesures aux SARL (sociétés à responsabilité limitée) ; diminution des droits d'enregistrement pour l'incorporation des réserves ; déductibilité de l'assiette de l'impôt sur les sociétés des dividendes distribués à la suite des augmentations de capital ; total : 1 milliard et demi de francs d'avantages fiscaux ; (p. 3237) : augmentation des fonds déposés dans les caisses d'épargne en 1977 ; [22 juin 1978] (p. 3285) : dialogue entre Gouvernement et Parlement ; (p. 3286) : amendement du Gouvernement pour maintenir les contrats d'épargne à long terme ; amendement étendant le bénéfice des mesures aux parts des SARL ; acceptation des amendements de la commission des lois ; amendement permettant au titulaire d'un compte d'associé de bénéficier de la déduction de 5.000 F s'il transforme ses comptes courants en augmentation de capital ; remaniement de la rédaction de l'article 5 ; problème du taux de prélèvement libératoire ; prélèvement forfaitaire pour le compte d'associé ; absence d'influence des mesures relatives au livret B de caisse d'épargne sur les ressources des collectivités locales ; (p. 3287) : attitude de l'opposition vis-à-vis du texte ; son refus de promouvoir le capitalisme populaire ; (p. 3288) : intention du Gouvernement à l'égard de la famille ; absence d'incidence sur les PME de l'augmentation du prélèvement libératoire ; concurrence entre les banques ; nécessité d'ajuster le taux de base bancaire en fonction des variations du taux au jour le jour ; dispersion du capital en France ; problème de la décentrailsation dans les décisions relatives à l'emploi de l'épargne collectée ; ralentissement des investissements de l'administration et des collectivités locales ; diminution des constructions de logements ; (p. 3289) : instructions données pour accélérer le déblocage des crédits de paiement ; mutation en cours dans le secteur du logement ; volonté du Gouvernement d'aider cette branche de l'économie ; maintien des crédits de paiement pour 1978 ; bien-fondé du plafond de 5.000 F pour la détaxation du revenu investi en actions ; situation de la sidérurgie ; (p. 3290) : nécessité du profit ; esprit protectionniste des communistes ; leurs craintes de voir la majorité rendre les Français propriétaires. **Discussion des articles** [22 juin 1978]. **Avant l'Article premier** (p. 3291) : avis défavorable du Gouvernement sur les amendements n° 8 corrigé de M. Jacques Jouve et n° 64 de M. Christian Pierret. **Article premier** (p. 3293) : avis défavorable du Gouvernement à l'amendement n° 65 de M. Christian Pierret. **Article 2** (p. 3294) : soutient l'amendement n° 76 du Gouvernement : exceptions à l'application des sanctions ; adopté. **Article 3** (p. 3294) : impossibilité de mise au point de mécanismes supplémentaires de vérification ; avis favorable du Gouvernement sur les amendements formels n^{os} 27 et 28 de la commission. **Article 4** (p. 3295) : soutient l'amendement n° 77 du Gouvernement : exten-

sion de l'article 4 aux SARL : possibilité pour les titulaires de comptes courants dans une société de bénéficier du projet ; coût global de l'amendement n° 77 évalué à un milliard et demi de francs ; adopté. **Article 5** (p. 3296) : possibilité d'indiquer les intermédiaires agréés dans le formulaire de déclaration de revenus ; possibilité de créer des actions pour les sociétés anonymes ; matérialisation de l'augmentation de capital par une déclaration pour les SARL ; soutient l'amendement n° 78 du Gouvernement : nouvelle rédaction de l'article 5 ; adopté. **Article 6** : soutient l'amendement n° 91 du Gouvernement : application de l'article 6 au 1er mai 1978 ; adopté ; soutient l'amendement n° 79 de coordination du Gouvernement ; adopté. **Article 7** (p. 3297) : soutient l'amendement n° 80 de coordination du Gouvernement ; adopté ; réactualisation des chiffres contenus dans la loi ; impossibilité d'adopter une indexation des chiffres. **Article 8** (p. 3298) : avis défavorable du Gouvernement sur l'amendement n° 33 de la commission ; absence d'équilibre de cet amendement ; avis favorable du Gouvernement sur les amendemenst nos 34 et 35 de la commission. **Article 9** : avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 35 de la commission. **Article 12** (p. 3302) : avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 37 de la commission ; soutient l'amendement n° 81 de coordination du Gouvernement ; adopté. **Article 13** : nécessité d'évaluer le coût de l'institution d'un droit fixé en remplacement de la taxe d'agrément sur les augmentations du capital. **Avant l'Article 15** (p. 3303) : dépôt par le Gouvernement de projets de nature juridique sur les fonds communs de placement et sur les SICAV ; accord du Gouvernement sur l'amendement n° 10 de la commission des lois. **Article 19 : Article 269-1 de la loi du 24 juillet 1966** (p. 3304) : avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 12 rectifié de la commission des lois. **Article 269-2 de la loi du 24 juillet 1966** (p. 3305) : avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 13 rectifié de la commission des lois. **Article 269-3 de la loi du 24 juillet 1966** : avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 14 rectifié de la commission des lois. **Article 269-5 de la loi du 24 juillet 1966** (p. 3306) : avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 15 de la commission des lois ; (p. 3307) : avis défavorable du Gouvernement sur l'amendement n° 52 de M. René de Branche ; avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 16 rectifié de la commission des lois. **Article 269-8 de la loi du 24 juillet 1966** (p. 3308) : avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 17 de la commission des lois. **Article 17** : précédemment réservé : accepte l'amendement n° 11 de la commission des lois. **Article 20 : Article 467-1 de la loi du 24 juillet 1966** (p. 3309) : avis favorable du Gouvernement sur les amendements nos 18 et 19 de la commission des lois. **Article 467-2 de la loi du 24 juillet 1966** : avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 20 de la commission des lois. **Avant l'Article 22** (p. 3310) : nécessité de laisser à l'administration une certaine souplesse ; impact limite des prêts participatifs ; nature réglementaire de la fixation des taux d'intérêt des prêts du FDES ; (p. 3311) : sa volonté de maintenir la confiance entre Gouvernement et Parlement ; effet d'entraînement des prêts participatifs de l'Etat sur l'action des organismes privés ; volonté du ministère de l'économie d'informer le Parlement sur l'utilisation des prêts du FDES ; nécessité de laisser au Gouvernement un créneau réglementaire pour appliquer avec souplesse les taux et les durées des prêts ; (p. 3312) : nécessité pour l'Etat de donner l'exemple pour faire face à des conversions difficiles ; recherche d'un compromis entre les amendements de la commission des finances et les propositions du Gouvernement. **Article 22** (p. 3317) : avis défavorable du Gouvernement sur l'amendement n° 66 de M. Christian Pierret ; avis défavorable du Gouvernement sur l'amendement n° 67 rectifié de M. Christian Pierret et le sous-amendement n° 92 de M. François d'Aubert. **Article 23** (p. 3318) : avis défavorable du Gouvernement sur l'amendement n° 21 de la commission des lois ; avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 40 de la commission. **Après l'Article 23** (p. 3319) : avis défavorable du Gouvernement sur l'amendement n° 69 de M. Christian Pierret. **Article 26** (p. 3320) : avis favorable du Gouvernement sur les amendements n° 41 de la commission et 23 de la commission des lois ; retire les sous-amendements rédactionnels n° 82 et 83 du Gouvernement à l'amendement n° 23 de la commission des lois. **Après l'Article 27** (p. 3320) : se félicite du dialogue établi entre la commission des finances et le Gouvernement ; nécessité d'une certaine souplesse du régime des prêts participatifs ; avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 43 de la commission ; retiré ; l'amendement n° 85 du Gouvernement : identique à l'amendement n° 44 de la commission ; avis défavorable du Gouvernement au sous-amendement de M. Alain Savary à l'amendement n° 44 de la commission ; (p. 3322) : avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 45 de la commission ; soutient le sous-amendement n° 93 du Gouvernement à l'amendement n° 45 : subordination de l'octroi de prêts participatifs de l'Etat à des engagements de l'emprunteur en matière industrielle, commerciale et financière ; adopté ; l'amendement n° 84

du Gouvernement devient sans objet ; soutient le sous-amendement n° 94 du Gouvernement à l'amendement n° 46 de la commission : suppression de la référence au taux d'intérêt des prêts du FDES dans l'amendement n° 46 ; adopté ; soutient le sous-amendement n° 95 du Gouvernement à l'amendelment n° 46 de la commission : suppression de la référence au rapport des dividendes versés au capital de l'entreprise dans l'amendement n° 46 : adopté ; (p. 3324) : retire l'amendement n° 86 du Gouvernement : majoration de l'intérêt des prêts participatifs de l'Etat par une clause de participation aux résultats de l'emprunteur ; avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 47 de la commission ; soutient le sous-amendement n° 96 du Gouvernement à l'amendement n °47 : rédactionnel ; adopté. **Avant l'Article 22** (*suite*) (p. 3324) : avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 38 rectifié de la commission. **Après l'Article 27** (*suite*) (p. 3324) : avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 42 de la commission. **Article 28** (p. 3325) : soutient l'amendement n° 4 du Gouvernement : suppression des engagements d'épargne à long terme reportée au 31 décembre 1981 ; coût élevé de cette mesure ; adopté. **Après l'Article 29** (p. 3327) : avis défavorable du Gouvernement sur l'amendement n° 48 de la commission ; risque de voir les banques répercuter sur leurs clients le coût du prélèvement proposé par M. André-Georges Voisin; (p. 3329) : demande le retrait de l'amendement n° 53 de M. René de Branche ; dangers d'un changement brutal des habitudes des épargnants ; risque de voir les investissements s'orienter encore plus vers l'or ou les objets d'art ; imposition insuffisante de certains placements anonymes ; maintien dans l'article 29 de la possibilité pour les contribuables d'opter pour l'assujettissement à l'impôt sur le revenu de préférence au prélèvement libératoire ; (p. 3330) : avis défavorable du Gouvernement sur l'amendement n° 62 de M. Henri Ginoux ; (p. 3331) : avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 75 de M. Guy Guermeur ; avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 49 de la commission ; soutient l'amendement n° 97 du Gouvernement : maintien du taux du prélèvement libératoire à 33 1/3 % pour les produits des créances nées avant le 30 juin 1978 ; adopté ; demande le retrait de l'amendement n° 87 de M. André-Georges Voisin ; (p. 3332) : demande le retrait des amendements n°s 63 de M. Henri Ginoux et 89 de M. Augustin Chauvet ; avis défavorable du Gouvernement sur l'amendement n° 88 de M. André-Georges Voisin.

— **Projet de loi modifiant la loi du 16 mai 1941 relative à l'organisation de la Cour des comptes (n° 167). Deuxième lecture. Discussion générale** [27 juin 1978] (p. 3548) : nécessité de rétablir l'harmonie entre les recrutements internes et externes des conseillers référendaires ; acceptation par le Gouvernement de tous les amendements proposés. **Discussion de l'article unique** [27 juin 1978]. **Article unique** (p. 3549) : avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de la commission ; (p. 3550) : avis défavorable du Gouvernement sur l'amendement n° 7 de M. Pierre Joxe ; avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 4 rectifié de M. Philippe Séguin ; avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 2 rectifié de la commission ; augmentation du personnel mis à la disposition de la Cour des comptes grâce au prochain budget.

— **Projet de loi relatif aux opérations de la caisse d'amortissement pour l'acier** (n° **563**) **et projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **564**). **Première lecture. Discussion générale commune** [9 octobre 1978] (p. 5804) : son opposition à la question préalable de M. Pierre Mauroy ; (p. 5804) : apparition d'une nouvelle répartition de la richesse mondiale et de nouveaux producteurs d'acier ; (p. 5805) : endettement de la sidérurgie française : 120 % du chiffre d'affaires ; charges financières : 13 % du chiffre d'affaires ; rejet de la solution du protectionnisme, de la solution de nationalisation de la sidérurgie et de celle du dépôt de bilan ; solutions adoptées : conversion en capital d'une partie des créances sur la sidérurgie et création de trois sociétés au capital de deux milliards de francs ; effort financier des sociétés sidérurgiques : abandon de 500 millions de créances et remboursement de 125 millions au FDES ; allégement des charges financières grâce à la caisse d'amortissement pour l'acier ; (p. 5806) : conversion des dettes en prêts de caractéristiques spéciales ; rôle de la caisse d'amortissement pour l'acier : faire face à compter du 1er juin 1978 aux échéances des prêts en cours ; mise en œuvre d'une nouvelle convention sociale ; création d'un fonds spécial d'adaptation industrielle doté de trois milliards de francs ; (p. 5831) : demande à M. Jacques Mellick s'il lui reproche de ne pas avoir procédé aux licenciements qui s'imposaient dans la sidérurgie ; (p. 5836) : déroulement du débat ; [10 octobre 1978] (p. 5883) : négativisme de l'opposition ; coût de l'opération pour les cinq premières années : dix milliards de francs ; obligation de remboursement de leurs dettes par les sociétés sidérurgiques ; financement des investissements des entreprises sidérurgiques par une procédure de droit commun ; montant de l'endettement des cinq principales sociétés sidérurgiques : trente-sept milliards de francs ; (p. 5884) : impos-

sibilité d'isoler les petits actionnaires de l'ensemble des actionnaires ; détention par les actionnaires actuels du tiers du capital augmenté ; garanties par l'Etat du remboursement des prêts et intérêts du groupement de l'industrie sidérurgique ; octroi d'un milliard de francs au fonds spécial d'adaptation industrielle, renforcement de l'action du CIASI ; justifie la part importante (30 %) des titres des nouvelles sociétés détenues par la caisse des dépôts en raison de l'importance des prêts consentis par elle à la sidérurgie ; (p. 5885) : divergence au sein des membres de la CEE ; le « plan Vosges » ; possibilité pour la Normandie de bénéficier de l'intervention du CIASI et du fonds d'adaptation industrielle ; intervention d'une aide de l'Etat pour les aciéries de Paris et d'Outreau ; (p. 5892) : s'oppose à la motion de renvoi en commission de M. Antoine Porcu.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Budget annexe des monnaies et médailles. Discussion générale [17 novembre 1978] (p. 7925) : ralentissement normal du programme de frappe des monnaies nationales ; investissements consacrés au développement de l'établissement monétaire de Pessac ; rappelle la tradition régalienne constante faisant revenir au Trésor le bénéfice réalisé à l'occasion de la frappe des monnaies métalliques ; le problème de la modernisation de l'établissement du quai Conti ; (p. 7926) : rend hommage à l'administration des monnaies et médailles. **Examen des crédits** [17 novembre 1978] (p. 7926) : **Article 42 paragraphe II** : sur l'amendement n° 361 de M. Claude Wilquin ; s'engage à tout mettre en œuvre pour que la mensualisation soit effective le 1er janvier 1979.

Comptes spéciaux du Trésor. Discussion générale [17 novembre 1978] (p. 7929) : diminution en 1979 des remboursements des prêts du Trésor ; (p. 7930) : diminution de la part de la dotation du FDES réservée aux entreprises nationales et accroissement de la part réservée à l'industrie privée ; effort du FDES en faveur de l'artisanat ; intervention du CIASI en faveur des petites et moyennes entreprises grâce au crédit du FDES ; rappelle deux décisions du Conseil constitutionnel de décembre 1975 et décembre 1976 relatives à l'information du Parlement sur l'activité du FDES ; évolution vers une politique pétrolière faisant place au mécanisme du marché mais permettant au Gouvernement de conserver la maîtrise de l'approvisionnement ; (p. 7931) : problème de la consolidation des prêts extérieurs ; se déclare favorable à la négociation sur les problèmes de l'affectation directe des crédits du FSIR : fonds spécial d'investissement routier. **Examen des crédits** [17 novembre 1978]. **Article 44** (p. 7932) : soutient l'amendement n° 358 du Gouvernement : majoration de cent quinze millions de francs en autorisations de programme et de quarante millions en crédits de paiement des dotations du FSIR ; adopté.

Economie et budget. — I. **Charges communes. Examen des crédits** [17 novembre 1978] : **Etat C - Titres V et VI** (p. 7945) : sur les amendements nos 166 et 170 de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, défend le rôle international du ministre de l'économie ; (p. 7946) : sur l'amendement n° 287 de M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset s'engage à ce que les crédits destinés à financer le paiement des primes de développement artisanales soient mis en place rapidement ; (p. 7947) : demande le rejet de l'amendement n° 287. II. **Section commune.** — III. **Economie.** — IV. **Budget. Discussion générale** [17 novembre 1978] (p. 7961) : succès de la séparation en deux ministères de l'ancien ministère de l'économie et des finances ; augmentation des moyens mis à la disposition de la direction des relations économiques extérieures ; mise en place d'une aide personnalisée aux entreprises ; évolution du rôle de la direction générale de la concurrence et de la consommation dans un système de liberté des prix ; amélioration des conditions de fonctionnement des associations de consommateurs ; envisage de mettre à la disposition des organisations de consommateurs des assistants techniques ; (p. 7962) : bilan positif de l'action de la commission de la concurrence ; croissance importante de la subvention de l'Etat à l'institut national de la consommation ; poursuite de la politique de libération progressive et conditionnelle des prix dans les secteurs où la concurrence peut jouer pleinement. **Examen des crédits** [17 novembre 1978] : II. **Section commune : Etat B - Titre III** (p. 7963) : sur l'amendement n° 365 de M. Martin Malvy, complémentarité de l'opération boîte 5.000 et de l'action des organisations de consommateurs ; souhaite le rejet de l'amendement. **Après l'Article 77** (p. 7965) : accepte l'amendement n° 353 de la commission de la production et des échanges sous réserve qu'il soit précisé que la saisine de la commission de la concurrence par des commissions permanentes du Parlement s'applique à des propositions de loi.

— **Projet de loi relatif aux fonds communs de placement** (n° **379**). **Première lecture. Discussion générale** [21 novembre 1978] (p. 8076) : succès de la loi du 13 juillet 1978 sur l'orientation de l'épargne ; nouvelles mesures nécessaires en faveur de l'épargne : élargissement des possibilités des clubs d'investissement, amélioration des règles de fonction-

nement des SICAV, mise en place d'un cadre juridique nouveau, les fonds communs de placement ; (p. 8077) : surveillance de la commission des opérations de bourse sur les opérations réalisées sur les fonds communs de placement ; augmentation du nombre des actionnaires en France ; souhaite qu'un fonds commun de placement représente au moins un million sans atteindre toutefois la valeur d'une SICAV ; accroissement du pouvoir d'achat trop rapide en France dans les dernières années ; importance du déficit budgétaire ; (p. 8078) : sa satisfaction des premiers résultats de l'application de la loi du 13 juillet 1978 ; pas de pénalisation des circuits publics de collecte de l'épargne ; inexactitude des affirmations de M. Villa sur le caractère d'établissement nationalisé du crédit agricole et des caisses d'épargne ; nécessité d'une économie française forte dans la perspective de la construction européenne ; pas de différence de traitement en matière d'augmentation de capital entre les sociétés nationalisées et les sociétés privées. **Discussion des articles** [21 novembre 1978]. **Article premier** (p. 8079) : sur l'amendement n° 4 de la commission, risque de difficultés si la loi laisse subsister un doute sur l'application aux fonds communs de placement des dispositions sur la société en participation. **Après l'Article premier** (p. 8080) : sur l'amendement n° 31 de M. Gilbert Gantier, souscription de parts par apport de valeurs mobilières autorisé par le projet. **Article 4** (p. 8081) : sur l'amendement n° 9 rectifié de la commission, craint que son adoption n'alourdisse les frais de gestion des fonds communs de placement. **Article 5** (p. 8082) : sur les amendements n° 11 de la commission et n° 32 de M. Gantier, nécessité d'un certain contrôle sur la publicité relative aux fonds communs de placement. **Article 6** (p. 8084) : s'oppose à l'amendement n° 15 de la commission ; nécessité de garder toute la souplesse du dispositif prévu par le projet de loi. **Article 10** (p. 8085) : soutient le sous-amendement n° 34 du Gouvernement à l'amendement n° 21 de la commission : fixation par le ministre de l'économie du montant maximum de la rémunération des gérants et des dépositaires ; adopté. **Article 11** (p. 8087) : retire l'amendement n° 1 du Gouvernement : précisant la composition des actifs des fonds communs de placement ; se rallie à l'amendement de la commission et s'engage à déposer un amendement de coordination lors de l'examen du projet de loi sur les SICAV. **Après l'Article 17** (p. 8089) : soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement : exonération des cessions de titre réalisées dans le cadre des fonds communs de placement du point de vue de l'imposition des gains nets en capital réalisés à l'occasion de la cession de valeurs mobilières ; adopté. **Article 18** (p. 8090) : sur l'amendement n° 30 de la commission, s'engage à faire paraître tous les textes d'application de la loi dans un délai de trois mois.

— **Projet de loi relatif aux sociétés d'investissement à capital variable** (n° **630**). **Première lecture. Discussion générale** [21 novembre 1978] (p. 8096) : diminution des réserves des entreprises ; un million de nouveaux actionnaires depuis la loi sur l'orientation de l'épargne ; (p. 8097) : dynamisme des caisses d'épargne ; consolidation de la Bourse ; impossibilité d'adopter l'amendement de M. Marette limitant la liberté d'action des épargnants pour éviter les ventes d'actions le 31 décembre ; (p. 8098) : nécessité de protéger l'épargne et plus spécialement la petite épargne ; étude relative à l'amélioration de la prise de participation dans les sociétés augmentant leur capital ; effort fait pour les PME ; 11,5 milliards de francs dégagés pour l'aide à l'investissement. **Discussion des articles** [21 novembre 1978]. **Article 5** (p. 8099) : soutient l'amendement n° 23 du Gouvernement : répartition par décret des grandes masses des actifs des SICAV ; accepte la modification rédactionnelle proposée par M. Charles Millon à l'amendement n° 23 ; adopté avec modification rédactionnelle ; (p. 8100) : retient comme critère des « valeurs françaises » l'exercice réel des activités de la société sur le territoire français ; possibilité pour les valeurs mobilières de figurer à la cote officielle des bourses étrangères. **Article 13** (p. 8102) : souhaite la désignation du commissaire aux comptes par le président du tribunal de grande instance. **Article 29** (p. 8104) : retire l'amendement n° 2 du Gouvernement : modification du régime d'entrée en vigueur.

— **Projet de loi portant approbation d'un rapport sur l'adaptation du VII^e^ Plan** (n° **655**). **Première lecture. Discussion générale** [29 novembre 1978] (p. 8510) : sévérité de la politique monétaire du Gouvernement ; création d'un système monétaire européen et retour des industriels à la confiance ; retour à l'équilibre de la balance commerciale plus rapide que prévu ; acceptation par le Gouvernement d'un déficit budgétaire pour soutenir la production ; fermeté du Gouvernement dans les négociations commerciales multilatérales ; économies d'énergie et développement du nucléaire ; (p. 8511) : réforme du crédit agricole orientée vers le développement des industries agro-alimentaires ; nécessité de stabiliser les dépenses sociales en France sous peine de perdre toute compétitivité ; politique gouvernementale de promotion

de l'homme et non politique libérale ou d'assistance ; (p. 8512) : refuse de recourir à des mesures protectionnistes à l'égard des pays en voie de développement ; effort accompli en faveur de l'artisanat ; période d'adaptation en cas d'entrée de l'Espagne dans le marché commun ; (p. 8513) : irréalisme des propos de M. Michel Rocard sur la résorption du chômage par diminution du temps de travail. **Discussion des articles** [29 novembre 1978]. **Article unique** (p. 8514) : demande le retrait de l'amendement n° 1 de M. Julien Schvartz ; s'engage à ce qu'un débat sur la natalité s'instaure à l'occasion de la préparation du VIII[e] Plan ; problème du financement du budget de la sécurité sociale ; (p. 8515) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Etienne Pinte comme à tout réexamen d'un programme d'action prioritaire.

— **Projet de loi relatif à la modération du prix de l'eau** (n° **661**). **Première lecture. Discussion générale** [29 novembre 1978] (p. 8518) : augmentation injustifiée du prix de l'eau ; souhaite que la concurrence joue pleinement dans le domaine de l'affermage de l'eau ; (p. 8519) : regrette le dépôt par la commission d'un amendement supprimant la limitation à 8 % de l'augmentation du prix de l'eau en 1979 ; (p. 8520) : s'étonne de voir le parti socialiste défendre les monopoles capitalistes contre les consommateurs ; (p. 8523) : inutilité de la nationalisation de l'eau ; écarts de prix inévitables entre les zones rurales et les zones urbaines ; nécessité de réviser les contrats à long terme conclus en matière de distribution d'eau.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **709**). **Lettres rectificatives** (n°[s] **735 et 749**). **Première lecture. Discussion générale** [7 décembre 1978] (p. 8960) : légitimité d'une prise de position du Parlement sur la compatibilité du droit de vote double conféré aux actions acquises par l'Etat avec la législation sur les sociétés ; modalités de la cession de diverses créances publiques à M. Dassault en règlement de la cession immédiate qu'il fait à l'Etat d'un peu plus de 20 % du capital de sa société ; valeur croissante des actifs de la société Dassault rendant nécessaire de réaliser rapidement la prise de participation de l'Etat ; association des représentants de la profession agricole à l'accord conclu entre l'Etat et le Crédit agricole ; élargissement des compétences du crédit agricole : financement du secteur agro-alimentaire ; (p. 8961) : des collectivités locales, de la population et des PME des villes de moins de 12.000 habitants ; décide de donner satisfaction aux demandes en matière de prêt aux jeunes agriculteurs et de prêts spéciaux d'élevage.

— **Projet de loi modifiant la loi n° 78-13 du 4 janvier 1978 relative aux procédures d'intervention de la caisse nationale des marchés de l'Etat dans le paiement de certaines créances de petites ou moyennes entreprises** (n° **1035**). **Première lecture. Discussion générale** [5 juin 1979] (p. 4645) : projet étendant aux fournisseurs du secteur public local les dispositions de la loi du 4 janvier 1978 instituant en faveur de la caisse nationale des marchés de l'Etat une procédure simplifiée de cession de créances ; rôle essentiel des PME et action du Gouvernement en leur faveur ; nécessité de faire disparaître le retard des paiements publics ; (p. 4646) : amélioration de la situation à cet égard en ce qui concerne les marchés de l'Etat ; problème des commandes hors marché ; (p 4648) : ne s'oppose pas à ce que le texte prenne en compte les établissements publics à caractère industriel et commercial de l'Etat. **Discussion de l'article unique** [5 juin 1979]. **Article unique** (p. 4649) : caisse nationale des marchés de l'Etat n'ayant pas vocation à se substituer totalement aux entreprises ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 1 de M. Hamel.

— **Projet de loi relatif à l'information et à la protection des emprunteurs dans le domaine immobilier** (n° **386**). **Première lecture. Discussion générale** [7 juin 1979] (p. 4779) : texte poursuivant les mêmes objectifs que la loi du 10 janvier 1978 adoptée en matière de crédits sur les biens de consommation ; réglementation de la publicité ; problème de l'évaluation du coût des crédits ; préférence du Gouvernement pour la méthode actuarielle ; délai de réflexion pour l'emprunteur ; projet facilitant les remboursements de prêts immobiliers par anticipation ; liaison entre l'acte d'acquisition du bien immobilier et le recours au crédit ; (p. 4780) : aspiration des Français à l'accession à la propriété ; (p. 4783) : son hostilité à la proposition de M. Aurillac qui aboutirait à exempter des obligations du crédit à la consommation la moitié des logements construits. **Discussion des articles** [7 juin 1979]. **Article 3** (p. 4786) : s'oppose à l'amendement n° 56 de M. Maurice Ligot ; nécessité de soumettre tous les prêteurs aux mêmes contraintes. **Article 5** (p. 4787) : précise que la méthode retenue pour le calcul du taux effectif global sera la méthode actuarielle. **Après l'Article 6** (p. 4789) : propose un sous-amendement à l'amendement n° 54 de la commission : suppression des dispositions qui prévoient que l'emprunteur peut se prévaloir dans ses relations avec le prêteur de toutes les clauses et stipulations du contrat d'assurance et que l'emprunteur est déchargé de ses obligations à l'égard du prêteur lorsque du fait du sous-

cripteur la garantie de l'assureur est refusé ; adopté. **Article 12** (p. 4792) : hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 59 de M. Jean-Marie Daillet ; suppression des possibilités d'indemnité risquant d'aboutir à un amendement du Gouvernement : amendement de coordination ; adopté.

— **Projet de loi portant approbation du rapport sur les principales options du VIII^e Plan (n° 1055). Première lecture. Discussion générale** [13 juin 1979] (p. 5008) : acquisition par la France de son indépendance dans le domaine nucléaire ; faiblesse de la croissance économique aux Etats-Unis ; (p. 5014) : responsabilité de la retransmission télévisée des débats parlementaires n'incombant pas au Gouvernement ; (p. 5037) : estime anormal d'entendre des députés contester les statistiques des communautés européennes ; augmentation du pouvoir d'achat en France ; (p. 5107) : absence de propositions constructives de la part de l'opposition ; possibilité d'introduire de nouvelles options dans le VIII^e Plan ; protectionnisme du parti communiste ; (p. 5108) : pas de contradiction entre le profit des entreprises et la qualité de vie des travailleurs ; nécessité d'une monnaie forte ; efforts déjà accomplis en matière de lutte contre les inégalités ; réussite économique de la Suisse et de l'Allemagne ; problèmes techniques difficiles soulevés par les énergies nouvelles ; poursuite du programme électronucléaire et développement de la production de charbon ; accroissement des économies d'énergie ; (p. 5109) : problème de la rentabilité du recyclage des déchets ; nécessité de développer une industrie automobile plus moderne prenant en compte l'exigence d'économie d'énergie ; enquête de l'OCDE prouvant qu'il coûte très cher à la collectivité de vouloir sauver ou maintenir un emploi non concurrentiel ; développement de la recherche, base de la compétitivité française au cours des prochaines années ; réforme du système bancaire ; souhaite que tous les agents économiques, y compris l'Etat, fassent preuve de plus de rigueur dans leurs dépenses de fonctionnement ; nécessité du redéploiement industriel ; (p. 5110) : importance du tourisme ; développement simultané de la coopération agricole et du secteur privé ; affirme que le VIII^e Plan, dans sa rédaction définitive, consacrera plus de place aux problèmes de la mer ; irréalité de l'hypothèse de 3.700.000 demandeurs d'emploi en 1985 ; faillite de la France en cas de réduction brutale de la durée du travail à trente-cinq heures avec maintien du pouvoir d'achat ; intérêt de l'apprentissage ; (p. 5111) : problème du travail féminin ; risque de changement de société au-delà d'un certain pourcentage de prélèvement obligatoire ; nécessité d'une plus grande efficacité des dépenses sociales ; possibilité de fixer une norme chiffrée en matière de réhabilitation de logements ; (p. 5112) : volonté du Gouvernement de rechercher le meilleur taux de croissance possible qui soit compatible avec une politique monétaire rigoureuse ; position moyenne de la France en matière d'inflation ; poids de la facture pétrolière ; (p. 5121) : aménagement du territoire constituant toujours l'une des priorités de l'action gouvernementale ; nécessité d'un effort financier plus important de la part des régions si celles-ci veulent avoir plus de pouvoirs ; (p. 5122) : souhait du Gouvernement d'engager des négociations avec les régions au sujet du financement des grandes liaisons fluviales interrégionales ; accord définitif de la Communauté européenne sur le GATT ; subordonné à celui des Etats-Unis ; importance de la mer dans la stratégie future de la France ; intention du Gouvernement de demander l'application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution pour l'adoption du projet et de présenter une lettre rectificative reprenant une grande partie des amendements déposés. **Discussion de l'article unique** [14 juin 1979]. **Article unique** (p. 5123) : sur l'amendement n° 3 de la commission des finances; confirme qu'un débat aura lieu à la session d'automne 1979 sur l'exécution de la loi de programmation militaire ; (p. 5124) : hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 13 de M. Pierre Weisenhorn qui contredit toute la philosophie du rapport sur les options du Plan ; accepte dans l'amendement n° 18 de M. Julien Schvartz les dispositions qui concernent le taux de fécondité et l'effort nécessaire en vue de faciliter l'accueil du troisième enfant ; (p. 5126) : s'oppose à l'amendement n° 29 de M. Guy Guermeur mais confirme que la mer sera au centre des préoccupations du VIII^e Plan ; (p. 5127) : hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 5 de la commission des finances ; impossibilité d'estimer globalement le coût d'un salaire minimum pour la mère de trois enfants ; (p. 5128) : s'oppose à l'amendement n° 22 de M. Jean Royer ; incompétence du Parlement, pour définir les structures ministérielles ; (p. 5129) : hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 23 de M. Jean Royer ; (p. 5130) : approuve l'amendement n° 28 corrigé de M. Emmanuel Hamel ; mise à la disposition des artisans de prêts bonifiés par l'intermédiaire des banques populaires et du crédit agricole ; (p. 5132) : hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 16 de M. René de Branche qui introduit sous la contrainte une disparité de traitement entre les Français ; réaffirme la nécessité d'une revalorisation du travail manuel et des salaires des catégories les plus vulnérables ; (p. 5133) : annonce un grand débat sur l'enseignement alterné à la session d'automne de 1979 ; (p. 5134) : estime inutile l'amendement n° 32

de M. Guy Guermeur dans la mesure où le pluralisme des écoles existe déjà ; (p. 5135) : hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 17 de M. René de Branche ; (p. 5135) : propose de modifier la lettre rectificative pour tenir compte de l'importance des problèmes de la mer ; (p. 5136) : acceptation de dix-sept amendements de l'Assemblée nationale par le Gouvernement ; soutient l'amendement du Gouvernement : problème des pêches maritimes ; réservé ; repris dans la lettre rectificative n° 1132, adopté.

— **Projet de loi relatif aux fonds communs de placement** (n° **379**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [25 juin 1979] (p. 5624) ; projet attendu avec une grande impatience par les institutions financières et les épargnants. **Discussion des articles** [25 juin 1979]. **Article 4** (p. 5624, 5625) : s'oppose à l'amendement n° 2 de la commission qui entraînerait un accroissement important des frais de fonctionnement des fonds communs de placement. **Article 7** *quinquies* (p. 5627) : s'oppose à l'amendement n° 10 de la commission qui est du domaine réglementaire et qui attribue au tribunal de grande instance une compétence qui appartient au tribunal de commerce.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [19 octobre 1979]. **Article 5** (p. 8511) : sa volonté de dialogue à propos du crédit mutuel ; dénonce les pressions corporatives qui s'exercent sur le Parlement ; politique du Gouvernement à l'égard du crédit mutuel s'inscrivant dans la réforme d'ensemble des circuits financiers ; son attachement au mutualisme ; (p. 8512) : réforme menée à l'égard du crédit agricole devant aller de pair avec la fiscalisation du crédit mutuel ; réforme libérale du crédit à la consommation ; doublement du capital des sociétés de développement régional ; mise à l'étude de la création d'une caisse d'équipement des PME ; concertation menée avec les dirigeants du crédit mutuel et avec les parlementaires ; (p. 8513) : rappelle que la moitié de la collecte du crédit mutuel est totalement désencadrée et souhaite que l'évolution de cette collecte se situe au niveau de la moyenne nationale ; réforme ne remettant pas en cause la possibilité pour le crédit mutuel de prêter aux collectivités locales ; dénonce le « coup de poignard » porté aux caisses d'épargne par l'adoption de l'amendement n° 101 limitant l'exonération d'impôts des intérêts du livret A ; (p. 8514) : ne souhaite pas qu'un ou deux organismes seulement drainent l'ensemble de l'épargne liquide ; impossibilité de refuser d'accorder aux caisses d'épargne les mêmes règles de fonctionnement qu'au crédit mutuel si le niveau des plafonds des livrets est identique ; (p. 8515) : importance très relative de la fixation à 41.000 F du plafond du livret bleu ; pas d'effet rétroactif des dispositions interdisant le cumul des livrets ; régime plus avantageux pour le crédit mutuel que pour les caisses d'épargne ; (p. 8516) : progression de la collecte des caisses d'épargne moins rapide que celle du crédit mutuel ; (p. 8517) : impossibilité de fixer un seul plafond sans donner les mêmes avantages aux caisses d'épargne et au crédit mutuel. **Après l'article 5** (p. 8526) : les amendements n° 22 de la commission et n° 50 de M. Germain Sprauer posent un problème juridique en raison du caractère réglementaire du régime des plafonds des livrets des caisses d'épargne ; en outre, ces amendements sont des cavaliers budgétaires et doivent donc être déclarés irrecevables au titre de l'article 42 de la loi organique.

Economie et budget. — II. **Section commune.** — III. **Economie.** — IV. **Budget. Discussion générale** [12 novembre 1979] (p. 9825) : rigueur de l'évolution des dépenses du ministère du budget et de l'économie ; problème de la direction des relations extérieures ; bon résultat de la politique de libération des prix ; exemple de l'hôtellerie de luxe dont les prix ont été libérés et qui a connu une véritable explosion de l'investisement ; nécessité de mettre les structures de la direction de la concurrence et de la consommation en accord avec la philosophie économique libérale du Gouvernement ; développement du rôle de la commission de la concurrence ; augmentation des subventions accordées aux associations de consommateurs ; mutation d'emplois à la direction de la concurrence et de la consommation ; (p. 9826) : rôle d'éducation de l'institut national de la consommation ; négociations menées avec les directeurs de chaînes de télévision pour obtenir le maximum de temps d'antenne.

Economie et budget. — II. **Section commune. Examen des crédits** [12 novembre 1979]. **Etat B - Titre III** (p. 9828) : s'oppose à l'amendement n° 451 de M. Alain Richard : réduction des crédits correspondant à la rémunération des agents de la direction générale de la concurrence et de la consommation en signe de protestation contre la diminution des effectifs ; pas d'accélération du rythme de la hausse des prix ; (p. 9829) : caractère définitif de la politique de liberté des prix.

Economie et budget. — III. **Economie. Examen des crédits** [12 novembre 1979]. **Etat B - Titre IV** (p. 9830) : s'oppose à l'amendement n° 433 de la commission de la production : nécessité de faire prendre conscience de leurs responsabilités aux organisations de consommateurs. **Avant l'Article 74** (p. 9830) : s'oppose à l'amendement n° 435

de la commission de la production : législation en vigueur permettant d'infliger des amendes aux sociétés de portefeuilles ; (p. 9831) : propose un sous-amendement du Gouvernement à l'amendement n° 436 de la commission de la production : portant à 200.000 F le montant maximum des sanctions pécuniaires que le ministre de l'économie peut infliger aux entreprises ayant enfreint les règles relatives à la répression des ententes illicites ; adopté ; soutient l'amendement n° 455 rectifié du Gouvernement : exécution des décisions du ministre de l'économie infligeant des sanctions pécuniaires suivant les règles prévues pour les amendes et autres condamnations pécuniaires ; adopté.

Comptes spéciaux du Trésor. Discussion générale [14 novembre 1979] (p. 10018) : distingue deux types de rapports : les documents à usage interne qui ne peuvent être publiés et les autres ; intervention de l'Etat dans deux directions : aménagement du territoire, soutien des secteurs de pointe ; rôle du CIASI (comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles), du FSAI (fonds spécial d'adaptation industrielle) ; création du CIDISE pour trois ans spécialisé dans les régions où existent les points noirs ; création des prêts participatifs ; (p. 10019) : structures à créer dans le secteur agro-alimentaire ; communication aux président et rapporteurs de l'Assemblée d'un document précisant la ventilation des aides publiques à l'industrie ; aide au commerce extérieur et aux pays en voie de développement ; consolidation des dettes des pays en voie de développement ; (p. 10019) : progrès réalisés dans la présentation des prêts du Trésor ; (p. 10020) : utilité de la CAPA (caisse d'amortissement pour l'acier).

Budget annexe des monnaies et médailles. Discussion générale [14 novembre 1979] (p. 10023) : hausse rapide du cours de l'argent obligeant à interrompre la fabrication de la pièce de 50 F ; la non-exécution du programme de 1980 pose le problème d'un déficit d'exploitation ; réalisation du hall ouest de Pessac ; décentralisation de la frappe des médailles ; (p. 10024) : amélioration de la gestion comptable des comptes spéciaux du Trésor ; problème de la mensualisation des personnels ouvriers.

— **Projet de loi relatif au contrat d'assurance et aux opérations de capitalisation** (n° 1026). **Première lecture. Discussion générale** [2 octobre 1980] (p. 2519) : protection des consommateurs dans le domaine de l'assurance vie et de la capitalisation ; procédure de renonciation instituée au profit du souscripteur d'assurance vie ; participation des porteurs de titres aux bénéfices des entreprises de capitalisation ; coassurance communautaire ; défense du consommateur. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2527) : sous-amendement n° 57 du Gouvernement à l'amendement n° 4 de la commission : maintien de la dualité des contrats de placement et des contrats d'assurance ; rejeté. **Article 2** (p. 2530) : effet de la subrogation sur le coût de l'assurance. **Article 13** (p. 2532) : amendement n° 52 du Gouvernement : permettant à l'assuré de choisir entre la réduction traditionnelle des garanties et la nouvelle formule d'imputation des primes sur la réserve mathématique ; adopté. **Article 14** (p. 2539) : reprend au nom du **Gouvernement** le sous-amendement n° 44 de M. Barbier à l'amendement n° 10 de la commission : obligation pour l'assureur de préciser la signification de l'opération de réduction lors de la communication à l'assuré du règlement général ; adopté ; caractère non obligatoire de la délivrance d'une quittance ; (p. 2540) : reprend au nom du Gouvernement le sous-amendement n° 46 de M. Barbier à l'amendement n° 12 de la commission : sous-amendement de conséquence ; adopté. **Article 15 *bis*** : reprend au nom du Gouvernement l'amendement n° 47 de M. François d'Aubert : délai d'entrée en vigueur des articles 14 et 15 ; adopté. **Après l'Article 20** (p. 2545) : défense du consommateur ; régime du démarchage à domicile. **Après l'Article 27 *bis*** (p. 2550) : sous-amendement n° 53 du Gouvernement à l'amendement n° 29 de la commission : champ d'application de la coassurance communautaire ; adopté ; sous-amendement n° 54 du Gouvernement à l'amendement n° 29 de la commission : notion d'apériteur ; adopté. **Explications de vote** (p. 2551) : divergence entre socialistes et communistes ; défense du consommateur par la majorité. **Deuxième lecture. Discussion générale** [20 novembre 1980] (p. 4224) : complexité du texte ; protection du consommateur. **Discussion des articles. Article 16** (p. 4226) : s'oppose à l'amendement **n° 5** de la commission. **Article 27 *bis* A** (p. 4231) : contrôle des opérations d'assistance. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [10 décembre 1980] (p. 4808) : demande à l'Assemblée de voter le texte de la commission mixte paritaire.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° 1933). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Economie et budget. — I. **Charges communes. Discussion générale** [3 novembre 1980] (p. 3420) : importance du secteur public dans l'économie française ; pas de dénationalisation ; investissement dans les entreprises publiques ; information des rapporteurs ; nécessité de distinguer les entreprises

qui appartiennent au système concurrentiel et les autres ; vérité des tarifs publics ; (p. 3421) : avantage de la participation du capital privé aux entreprises publiques ; nécessité de stabiliser en volume les investissements des entreprises publiques ; multiplication des filiales d'entreprises publiques et nationalisation silencieuse ; caisse centrale de coopération ; (p. 3464) : balance des paiements et choc pétrolier ; déficit commercial ; libération des prix des services ; maintien de la parité du franc ; système monétaire européen. **Examen des crédits** [3 novembre 1980]. **Economie et budget.** — III. **Economie : Titre III** (p. 3465) : s'oppose à l'amendement n° 126 de M. Claude Martin ; refuse le transfert des compétences de la direction de la concurrence et de la consommation à la commission de la concurrence.

Comptes spéciaux du Trésor. Discussion générale [3 novembre 1980] (p. 3472) : information du Parlement et secret des affaires ; augmentation des prêts du FDES à l'artisanat et stabilisation des prêts aux entreprises nationales ; diminution de la dotation du FDES ; formule des prêts participatifs ; suppression du fonds spécial d'investissement routier ; difficultés de paiement des pays en voie de développement ; (p. 3473) : niveau modéré des emprunts à l'extérieur. **Examen des crédits** [3 novembre 1980]. **Avant l'Article 20** (p. 3473) : amendement n° 95 du Gouvernement : clôture du compte « fonds spécial d'investissement routier » ; adopté. **Article 20** : amendement n° 96 du Gouvernement : conséquence de la suppression du FSIR ; adopté. **Article 21** (p. 3474) : amendement n° 97 du Gouvernement : conséquence de la suppression du FSIR ; adopté.

Budget annexe des monnaies et médailles. Discussion générale [3 novembre 1980] (p. 3469) : fluctuation des besoins en monnaie métallique ; variation du cours des métaux ; arrêt de la fabrication de la pièce de 50 F ; refuse de lancer un programme de frappe de pièces de 200 F ; recherche de nouveaux débouchés extérieurs ; expansion du secteur de la médaille ; crédits relatifs aux investissements ; amélioration des conditions de travail des ouvriers.

Economie et budget. — II. **Section commune.** — III. **Economie.** — IV. **Budget. Discussion générale** [3 novembre 1980] (p. 3461) : promotion d'une économie libre et responsable ; développement de la concurrence ; évolution de la direction générale de la concurrence et de la consommation ; commission de la concurrence ; augmentation des crédits de l'institut national de la consommation ; soutien au développement des associations de consommateurs ; (p. 3462) : son hostilité au boycott ; dialogue entre les producteurs, les intermédiaires et les consommateurs ; incitations fiscales à l'investissement ; succès du fonds spécial d'adaptation industrielle et du comité interministériel pour le développement des investissements et le soutien à l'emploi ; actions du comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles ; accroissement des prérogatives des comités départementaux d'examen des problèmes de financement des entreprises ; soutien à l'exportation ; accroissement du pouvoir des sociétés de développement régional ; succès de la loi sur l'orientation de l'épargne ; (p. 3463) : développement du marché obligataire ; crédit mutuel et caisses d'épargne ; encadrement du crédit ; poursuite de l'aide aux pays en voie de développement.

— **Discussion des conclusions du rapport** (n° 2030) **de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Jean Foyer, portant modernisation et simplification du régime des valeurs mobilières** (n° **1651**). **Première lecture. Discussion générale** [20 novembre 1980] (p. 4208) : modernisation de l'économie française ; importance de cette réforme sur le plan économique ; distribution d'actions aux salariés. **Discussion des articles. Article premier** (p. 4209) : s'oppose à l'amendement n° 16 de M. Thomas ; rapport Mayoud sur la simplification et la concurrence financière. **Article 9** (p. 4212) : amendement de forme n° 1 du Gouvernement : référence à l'article 194-2 ; adopté ; amendement n° 2 du Gouvernement : article 194-7 de la loi du 24 juillet 1966 deuxième alinéa : conditions dans lesquelles statue l'assemblée générale de la société absorbée ; adopté ; amendement **n° 3** du Gouvernement : rédactionnel ; adopté. **Après l'Article 9** (p. 4212) : amendement n° 4 du Gouvernement : article 197 de la loi du 24 juillet 1966 troisième alinéa : conditions dans lesquelles statue l'assemblée générale de la société absorbée ; adopté. **Article 18** (p. 4213) : modification de l'article 263 de la loi du 24 juillet 1966 relative à la forme des valeurs mobilières ; amendement n° 5 du Gouvernement : de forme ; adopté. **Après l'Article 18** (p. 4214) : amendement de coordination n° 6 du Gouvernement : modification de l'article 265 de la loi du 24 juillet 1966 : transmission du titre au porteur ; adopté. **Après l'Article 19** (p. 4214) : amendement de coordination n° 7 du Gouvernement : modification de l'article 433-1 de la loi du 24 juillet 1966 ; adopté. **Article 22** (p. 4214) : amendement de forme n° 8 du Gouvernement : remplacer le mot « agréé » par le mot « habilité » ; adopté ; amendement n° 9 du Gouvernement : suppression de la

dernière phrase du second alinéa de cet article ; adopté ; intervention d'un décret en Conseil d'Etat pour l'application des dispositions des articles 22 à 27. **Article 25** (p. 4216) : amendement n° 10 du Gouvernement : tendant à lever une ambiguïté relative aux titres nominatifs ; adopté ; amendement n° 11 du Gouvernement : suppression du second alinéa de l'article 25 explicitant les exceptions à la règle du secret ; adopté. **Article 26** (p. 4216) : amendement n° 12 du Gouvernement ; nantissement des titres inscrits en compte, attestation de nantissement, fongibilité des titres dématérialisés ; adopté ; ouverture à la SICOVAM d'un compte de nantissement symétrique au compte de nantissement du banquier. **Article 27** (p. 4217) : publication prochaine des décrets d'application nécessaires à la mise en œuvre de l'extension de l'actionnariat des salariés ; amendement rédactionnel n° 13 du Gouvernement ; adopté. **Article 28** (p. 4217) : amendement n° 14 du Gouvernement : tendant à éviter une double cotation d'actions d'une même catégorie ; adopté ; amendement n° 15 du Gouvernement : inscription en compte dès leur cotation des obligations émises à partir du septième mois suivant la publication du décret précité ; adopté. **Explications de vote** (p. 4218) : résultat positif du travail commun de la commission Pérouse et de l'Assemblée.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant extension aux départements d'outre-mer des dispositions du décret du 30 juillet 1935 relatives à la protection des appellations d'origine et de la loi du 17 décembre 1941 fixant les modalités de circulation d'eaux-de-vie réglementées** (n° **2016**). **Première lecture. Discussion générale** [20 novembre 1980] (p. 4235) : protection et promotion des rhums produits dans les DOM ; (p. 4236) : appellation d'origine « rhum agricole », « rhum industriel » ; définition du rhum au niveau européen. **Discussion des articles. Après l'Article unique** (p. 4237, 4238) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Joseph Franceschi ; consultation des députés des DOM, des syndicats professionnels et de l'institut national des appellations d'origine contrôlées.

MONTAGNE (Rémy)

Député de l'Eure
(3e circonscription)
(UDF).

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale.

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1099).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

Contestation de son élection [3 avril 1978] (p. 1103).

Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [*J.O.* du 16 juillet 1978] (p. 2841, 2842).

NOMINATIONS

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale (troisième Gouvernement de M. Raymond Barre). Décret du 2 octobre 1980. [*J.O.* du 3 octobre 1980] (p. 2295).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation de son mandat de député [*J.O.* du 4 novembre 1980] (p. 2568).

Fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de sécurité sociale (troisième Gouvernement de M. Raymond Barre). Décret du 13 mai 1981 [*J.O.* du 14 mai 1981] (p. 1379).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 8 octobre 1980] (p. 2348).

Membre du comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics [23 mai 1978] (p. 1958).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'imposition des gains nets en capital réalisés à l'occasion de cessions à titre onéreux de valeurs mobilières et de droits sociaux [23 juin 1978] (p. 3431).

Membre suppléant du comité directeur du Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer [2 octobre 1978] (p. 5450).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1979 [11 décembre 1978] (p. 9239).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1978 [19 décembre 1978] (p. 9713).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1980 [*J.O.* du 12 décembre 1979] (p. 3132).

Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques [*J.O.* du 10 avril 1980] (p. 906).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le **projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). — Budgets civils. **Annexe** n° **20 : Environnement et cadre de vie - Urbanisme** (n° **570**) [5 octobre 1978].

QUESTIONS

En qualité de député :

• *question au Gouvernement :*

— **Caractère particulier d'une épreuve de Français du CAP** [27 juin 1979] (p. 5726) : curieux choix d'un texte dénonçant l'exploitation des apprentis par les patrons au moment où l'on développe l'apprentissage pour remédier à la crise de l'emploi et à l'inadaptation entre l'offre et la demande.

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale.

• *Réponses aux questions orales sans débat de :*

— **M. Emmuanel Hamel** (n° **39091**) : **Maîtres d'œuvre en architecture** [28 novembre 1980] (p. 4510, 4511) : rôle des commissions régionales ; reconnaissance de qualification par le ministre de l'environnement ; possibilité de recours.

— **M. Pierre Lagourgue** (n° **39092**) : **Habitat rural dans le département de la Réunion** [28 novembre 1980] (p. 4514) : prise en charge du surcoût des logements réalisés dans les Hauts.

— **M. Lucien Richard** (n° **37592**) : **Commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel des handicapés** [28 novembre 1980] (p. 4514, 4515) : augmentation du personnel et des crédits de développement des COTOREP ; simplification de la législation en faveur des personnes handicapées ; développement des capacités d'accueil des centres de rééducation professionnelle et des foyers pour handicapés.

— **M. André Delehedde** (n° **39101**) : **Frais d'hospitalisation de longue durée pour les personnes âgées** [28 novembre 1980] (p. 4516) : priorité donnée au maintien à domicile ; renforcement des services de soins à domicile ; prise en charge du forfait soins ; aide sociale.

— **M. Gabriel Peronnet** (n° **40261**) : **Emissions de télévision destinées aux sourds et aux malentendants** [19 décembre 1980] (p. 5101) : poursuite de l'effort des sociétés de télévision en faveur des sourds et des malentendants.

— **Mme Paulette Fost** (n° **40217**) : **Politique en faveur des femmes** [19 décembre 1980] (p. 5102) : examen par le dernier comité interministériel d'action pour les femmes des moyens d'amélioration des dispositions déjà existantes ; composition du comité du travail féminin ; projet de loi portant réforme des régimes matrimoniaux ; amélioration et développement de l'accès des femmes à l'emploi.

INTERVENTIONS

En qualité de député :

— **Projet de loi relatif à l'imposition des produits de cession à titre onéreux de valeurs mobilières et de droits sociaux** (n° **255**). **Première lecture. Discussion des articles** [14 juin 1978]. **Article 2** (p. 2891) : sa préférence pour le critère de révision choisi par la commission. **Article 5** (p. 2901) : son amendement n° 13 : imposition des produits de cessions supérieurs à 20.000 F ; risque d'inégalités dues aux gains en capital faibles qui peuvent résulter de cessions occasionnelles. **Article 6** (p. 2906) : s'interroge sur les variations parallèles de la première et de la 7e tranche de l'impôt sur le revenu annoncées par le Gouvernement. **Article 8** (p. 2908) : existence de plus-values fictives ; nécessité de tenir compte de l'érosion monétaire pour des raisons psychologiques et économiques. **Article 10** (p. 2911) : soutient l'amendement n° 34 de la commission : possibilité de retenir le cours au comptant le plus élevé de l'année 1985 à partir de 1986 ; nécessité d'un doublement de la valeur nominale d'origine pour faire intervenir la taxation ; retire l'amendement n° 34 accepté par la commission et ses sous-amendements n°s 58 et 79 : modification des dates prévues à l'amendement n° 34 et répétition de l'opération prévue par cet amendement tous les cinq ans (p. 2911).

— **Projet de loi relatif à l'orientation de l'épargne vers le financement des entreprises** (n° **320 rectifié**). **Première lecture. Discussion des articles** [22 juin 1978]. **Article 28** (p. 3324) : approuve les dispositions tendant

à intéresser les Français à la vie des entreprises ; encouragement aux investissements, base saine de la relance économique ; (p. 3325) : problème de la conciliation de la mobilité nécessaire des effectifs des entreprises.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° 560). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Environnement et cadre de vie. — I. Environnement, rapporteur spécial de la commission des finances, pour l'urbanisme. **Discussion générale** [25 octobre 1978] (p. 6607) : progrès dans la coordination des actions de l'Etat pour l'environnement, l'architecture et l'urbanisme ; (p. 6608) : redéfinition d'une politique qualitative du cadre de vie ; simplification des règles d'urbanisme et décentralisation effective de la prise des décisions ; diminution des crédits consacrés aux actions foncières en raison de la diminution des interventions de l'Etat et de la conjoncture démographique ; (p. 6609) : crédits d'aménagement du tissu urbain ; crédits relatifs aux villes nouvelles ; importance des espaces verts; priorité à doner aux villes moyennes ; amélioration du fonctionnement des sociétés d'économie mixte d'aménagement ; problème de l'amortissement des équipements des villes nouvelles.

Commerce et artisanat. Examen des crédits [17 novembre 1978]. **Après l'Article 73** (p. 7923) : son amendement n° 5 rectifié soutenu par M. Roger Fenech portant de 140 F à 168 F le montant de la taxe maximum pour frais des chambres de métiers ; adopté.

— **Projet de loi portant approbation d'un rapport sur l'adaptation du VII^e^ Plan** (n° 655). **Première lecture. Discussion générale** [29 novembre 1978] (p. 8492) : aggiornamento de la notion de plan ; (p. 8493) : démenti apporté aux prévisions par la réalité; nécessité de repenser la notion de plan en fonction de la mutation économique de la dépendance vis-à-vis du commerce extérieur, du désordre monétaire ; nécessité d'une spécialisation croissante dans les productions ; encourager les missions d'exportateurs pour faciliter la recherche des marchés ; (p. 8494) : influence des charges cntreprises sur leur compétitivité ; insuffisance des sociétés de commerce internationales françaises ; nécessité de réexaminer la productivité des équipement industriels ; disparité des frais financiers des entreprises ; importance des tâches d'information que peuvent remplir les instances du plan : information économique, élaboration de scénarios comparés ; nécessité de la prévision pour l'opinion publique ; (p. 8495) : modalité de l'intervention étatique : examen et contrôle des investissements, action de l'Etat pour l'organisation des marchés intérieurs.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° 1290). **Première lecture. Discussion générale** [16 octobre 1979] (p. 8277) : deuxième choc pétrolier ; augmentation du prix du pétrole de 58 % en 1979 ; augmentation des prix des autres matières premières importées ; le chômage s'explique en partie par la structure démographique française ; amélioration plus juste. **Discussion des articles** [1^er^ juin de la situation de l'emploi ; restauration des fonds propres des entreprises ; (p. 8278) : budget réaliste et raisonnable ; déficit budgétaire nécessaire ; insuffisante relance de l'investissement productif ; mauvais système d'aide à la création d'entreprises ; s'élève contre la suppression des avantages fiscaux aux planteurs de chênes prévue par l'article 13 du budget.

Première partie :

Discussion des articles [20 octobre 1979]. **Article 13** (p. 8629) : dispositions de l'article 13 mettant gravement en cause l'avenir de la forêt française ; quatorze millions d'hectares d'espaces forestiers en France dont un tiers appartient à l'Etat ; atteinte portée par l'article 13 à la forêt privée ; déficit de la filière bois en France de sept milliards de francs ; (p. 8634) : son amendement n° 228 : maintien de l'exonération pour les GFA et les groupements forestiers ; adopté ; (p. 8634) : soutient l'amendement n° 283 de M. André-Georges Voisin : délai minimum de détention des parts de groupements forestiers ; devient sans objet ; (p. 8638) : insuffisante prise en compte de l'inflation dans l'imposition des plus-values sur les ventes de terrains à bâtir. **Article 20** (p. 8655) : **Rappel au règlement :** il semble que les groupements forestiers soient soumis à l'application de l'article 13 contrairement à la volonté exprimée lors de la discussion de cet article.

Intérieur. Discussion générale [13 novembre 1979] (p. 9930) : présence nécessaire des commissaires du Gouvernement au moment de l'examen des affaires devant les juridictions administratives.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique familiale** (n° 1408). **Discussion** [21 novembre 1979] (p. 10439) : crise de la civilisation ; (p. 10440) : atteinte portée à la cellule familiale ; refus de l'enfant ; peur de l'avenir ; situation d'infériorité de la famille ; dégradation de la situation des familles par rapport à celle des travailleurs célibataires ; culpabilisation de la maternité ; (p. 10441) : souhaite le développement de la formule de parrainage ; nécessité d'une véritable présence éducative des parents ; néces-

sité d'établir un statut social de la mère de famille comprenant une rémunération garantie des mères au foyer et de réserver à la mère de famille une priorité d'accès à la formation professionnelle ; collaboration des parents dans l'éducation scolaire.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1328**). **Première lecture. Discussion générale** [28 novembre 1979] (p. 10843) : l'avortement est la mise à mort d'un être vivant ; (p. 10844) : nécessité d'un immense effort d'éducation de la population ; propagande faite sur les antennes pour l'union libre et l'avortement ; annonce qu'il votera contre le projet de loi. **Discussion des articles** [29 novembre 1979]. **Après l'Article premier** (p. 10920) : inutilité de la référence à une situation de détresse.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [10 avril 1980]. **Seconde délibération du projet de loi. Article 26** *bis* (p. 288) : son amendement n° 3 : non-application du statut du fermage aux terrains situés à proximité de la résidence principale ou secondaire du bailleur et en constituant l'accessoire ; adopté.

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses** (n° **1608**). **Première lecture. Discussion des articles** [14 mai 1980]. **Article 10** (p. 1068) : niveau de vie des familles ; (p. 1069) : problème démographique.

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale :

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice des professions médicales** (n° **1776**). **Première lecture. Discussion générale** [9 octobre 1980] (p. 2632) : directives européennes du 25 juillet 1978 en matière dentaire ; naissance de l'Europe blanche ; reconnaissance des diplômes.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Santé et sécurité sociale. — Travail et santé. — I. Section commune. — III. Santé et sécurité sociale. Discussion générale [17 novembre 1980] (p. 4050) : crédits consacrés à l'action sociale ; ralentissement de la croissance de la participation de l'Etat au financement des dépenses d'aides sociales des collectivités locales ; (p. 4051) : diminution des crédits d'investissement affectés aux équipements sociaux ; transformation des hospices ; maintien à domicile des personnes âgées ; augmentation du nombre des bénéficiaires de l'aide ménagère ; amélioration de la situation des handicapés ; allocation d'adulte handicapé ; année internationale des handicapés ; effort consacré à la réalisation de maisons d'accueil spécialisées ; formation des travailleurs sociaux ; soutien donné à la vie associative ; problème de la reconduction automatique de subventions d'une année sur l'autre.

Répond à la question :

— **de M. Claude Wilquin** (p. 4055) : fonctionnement des COTOREP ; maisons d'accueil spécialisées ; problème de la création d'un centre d'aide par le travail à Berck.

— **de Mme Edwige Avice** (p. 4056) : résultats obtenus en matière de maintien à domicile ; amélioration de l'habitat ; développement de l'aide ménagère.

— **de M. Jean Laurain** (p. 4063) : augmentation du pouvoir d'achat des allocations servies aux adultes handicapés et du minimum **vieillesse.**

— **de M. Sébastien Couepel** (p. 4069) : problème des handicapés dans les Côtes-du-Nord.

— **de M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset** (p. 4069) : projet de réalisation d'une maison d'accueil spécialisée pour handicapés à Loroux-Bottereau en Loire-Atlantique.

— **de M. André Bord** (p. 4071) : statut des aides ménagères ; conventions collectives dans le secteur associatif ; évolution des salaires des aides ménagères ; plafond d'octroi de l'aide ménagère au titre de l'aide sociale.

MONTDARGENT (Robert)

Député du Val-d'Oise
(3e *circonscription*)
(C).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1103).

S'inscrit au goupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

Contestation de son élection [3 avril 1978] (p. 1103).

Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [25 mai 1978] (p. 2072, 2073).

NOMINATIONS

Memble de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales [*J.O.* du 15 novembre 1978] (p. 3854).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 157) autorisant l'approbation de **l'avenant à la convention générale** entre la **France** et le **Portugal** sur la **sécurité sociale,** signé à Lisbonne le 7 février 1977 (n° **316**) [1er juin 1978].

— **Proposition de loi** tendant à garantir les **droits et les libertés des travailleurs immigrés** (n° **554**) [1er juillet 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 590) autorisant l'approbation de **l'échange de lettres** du 19 janvier 1978 entre le **Gouvernement de la République française** et le **Gouvernement de l'Etat espagnol** sur les **questions fiscales** concernant les locaux de l'Etat français en Espagne et ceux de l'Etat espagnol en France (n° **743**) [30 novembre 1978].

— **Proposition de loi** tendant à promouvoir une **politique sociale du logement des travailleurs migrants,** une gestion démocratique des foyers et un statut des résidents (n° **837**) [20 décembre 1978].

— **Proposition de loi** instituant des **mesures sociales en faveur des travailleurs** antillais, guyanais et réunionnais **immigrés en France** (n° **873**) [20 décembre 1978].

— **Proposition de loi** tendant à la **restructuration, au développement et à la nationalisation de l'industrie aérospatiale** (n° **1169**) [19 juin 1979].

— **Proposition de loi** tendant à combattre la **faim dans le monde** (n° **2233**) [20 décembre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Politique aéronautique de la France** [24 mai 1978] (p. 1981-1982) : problèmes de l'Airbus, de l'A 200 et de l'Airbus B 10.

— **Situation de l'office interdépartemental d'HLM de la région parisienne** [8 novembre 1978] (p. 7225) : demande la publication du rapport de la Cour des comptes ; proteste contre les poursuites engagées contre les locataires refusant de payer des charges indues.

— **Hausse des tarifs des transports parisiens** [30 mai 1979] (p. 4359) : hausse après les élections européennes des prix des transports publics, incitation à utiliser les automobiles et offensive contre le pouvoir d'achat des salariés.

— **Respect des engagements des Etats-Unis à l'égard du Vietnam et politique française en faveur des réfugiés** [27 juin 1979] (p. 5728, 5729) : l'opération « SOS Indochine » sur les ondes officielles ; croisade anticommuniste et antivietnamienne ; l'attitude du Gouvernement vis-à-vis des réfugiés palestiniens et des travailleurs immigrés ; accueil des réfugiés par les maires communistes ; contraindre les USA à respecter leurs engagements concernant la reconstruction du Vietnam.

— **Intervention militaire en Centrafrique** [3 octobre 1979] (p. 7721) : soutien du Gouvernement apporté à Bokassa pendant treize ans en Centrafrique ; nécessité de retirer les troupes françaises de Centrafrique.

— **Reconnaissance du Gouvernement cambodgien** [28 novembre 1979] (p. 10815, 10816) : le cauchemar dans lequel le régime Pol pot a plongé le Cambodge ; le rôle du Vietnam ; nécessité de conseiller à M. Sihanouk de faire preuve de pudeur et de dignité, d'apporter l'aide humanitaire nécessaire au Cambodge et de reconnaître la République populaire du Kampuchéa.

— **Prix de la carte orange et des transports en région parisienne** [17 juin 1980] (p. 1894).

— **Représentation du Cambodge à l'ONU** [15 octobre 1980] (p. 2727) : représentation de Pol Pot à l'ONU ; non-reconnaissance de la République populaire du Kampuchéa.

— **Interventions en faveur de M. Kim Dae Jung (chef de l'opposition sud-coréenne)** [5 novembre 1980] (p. 3570) : critique le voyage du ministre du commerce extérieur en Corée du Sud pour négocier des contrats ; défense des droits de l'homme.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **234**). **Première lecture. Discussion des articles** [1er juin 1978]. **Article 3** (p. 2377) : augmentation du nombre et de la durée du chômage dans la région Midi-

Pyrénées ; situation du textile dans le Tarn ; abandon des exploitations du charbon à Carmaux.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère** (n° **372**). **Discussion** [8 juin 1978] (p. 2707) : nécessité pour la France d'une coopération large et équilibrée avec tous les Etats africains et avec ceux de l'océan Indien ; effort de développement entrepris par les nations d'Afrique et de l'océan Indien ; politique gouvernementale faisant de la coopération un support du redéploiement des sociétés multinationales à base française ; absence d'accord de coopération ratifié par le Parlement permettant l'action militaire de la France en Mauritanie, au Sahara occidental et au Zaïre ; nécessité d'éliminer dans les accords de coopération toutes dispositions permettant l'implantation de bases militaires françaises dans les pays africains ; agressivité de la politique gouvernementale en Afrique prolongeant l'existence de régimes corrompus et faibles et poussant nos compatriotes à rester sur place ; (p. 2708) : nécessité d'arracher l'approvisionnement de la France en matière première des mains des sociétés multinationales ; attitude ambiguë du Gouvernement français à l'égard du Sud-Liban.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Transports. — III. **Aviation civile et météorologie. Discussion générale** [9 novembre 1978] (p. 7352) : prépondérance accordée aux études et fabrications militaires au détriment du secteur aéronautique civil ; recherche scientifique sacrifiée dans le domaine de l'industrie aérospatiale ; arrêt définitif de la chaîne de production de Concorde montrant que le Gouvernement a cédé au chantage américain ; succès commercial de Airbus ; nécessité de la constitution d'une gamme complète d'Airbus ; problème de la participation de la Grande-Bretagne ; situation de l'emploi à la SNIAS et à la SNECMA ; (p. 7353) : nécessité de lancer le programme A 200 assurant un débouché commercial au moteur CFM 56 ; insuffisance de notre industrie d'équipements aéronautiques ; problème posé par le remplacement des Caravelles au sein de la compagnie Air France et par le pilotage à trois des Boeing 737 ; croissance de l'endettement d'Air France ; (p. 7354) : insuffisance des compagnies françaises de charters ; gravité de la situation sociale dans le secteur de la navigation aérienne ; insuffisance du budget d'équipement de la navigation aérienne ; problème de la formation des contrôleurs aériens ; nécessité d'un partage de l'espace aérien donnant la priorité au trafic civil ; vote hostile du groupe communiste sur le budget de l'aviation civile. **Examen des crédits** [9 novembre 1978]. **Etat B - Titre IV** (p. 7369) : groupe communiste favorable à l'amendement n° 318 : réduction des crédits affectés à Air France.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **709**). **Lettres rectificatives** (n^{os} **735 et 749**). **Première lecture. Discussion générale** [7 décembre 1978] (p. 8953) : incompatibilité entre le mandat parlementaire de M. Dassault et ses fonctions à la tête de la société des avions Marcel Dassault ; insuffisante information du Parlement sur la prise de participation de l'Etat dans le capital de la société des avions Marcel Dassault ; importance des avances publiques à la société Marcel Dassault ; (p. 8954) : demande la nationalisation du groupe Dassault.

— **Proposition de loi tendant à modifier les dispositions de la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relatives au droit de grève au sein du service public de la radiodiffusion-télévision française** (n° **941**). **Première lecture. Discussion générale** [26 avril 1979] (p. 3180) : dénonce la volonté de M. Bonhomme de voir discuter rapidement une législation d'ensemble sur la grève dans les services publics ; projet de loi n° 187 sur les collectivités locales permettant au Gouvernement de porter atteinte au statut des personnels communaux ; (p. 3181) : volonté du Gouvernement de resserrer son contrôle sur les cadres supérieurs de l'administration communale ; mise en place de passerelles entre la fonction publique d'Etat et la fonction publique communale.

— **Projet de loi relatif aux études médicales** (n° **1033**). **Première lecture. Discussion générale** [22 mai 1979] (p. 4093) : suppression de postes d'internes en chirurgie et de lits d'hôpitaux ; (p. 4094) : expérience du budget global portant atteinte à l'autonomie financière des hôpitaux : exemple de l'hôpital d'Argenteuil.

— **Proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires pour les communautés européennes** (n° **838**). **Première lecture. Discussion générale** [31 mai 1979] (p. 4500) : regrette que ne soit pas discutée la proposition communiste de résolution tendant à instituer des conditions démocratiques de contrôle des décisions prises par les représentants gouvernementaux français dans les organes de la Communauté européenne ; proposition Foyer n'ayant pas pour objet d'instaurer un contrôle de l'action gouvernementale au niveau communautaire ; contenu d'un contrôle démocratique ; procédures existant dans les autres Etats membres ; abstention du groupe communiste. **Explications de vote** [31 mai 1979] (p. 4511) : abstention du groupe communiste.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Transports. Discussion générale [23 octobre 1979] (p. 8820) : stagnation du budget de la construction civile aéronautique ; absence de crédit pour la préparation d'un supersonique de la deuxième génération ; nécessité de développer de nouvelles versions de l'Airbus ; (p. 8821) : demande que les Airbus A 310 soient équipés de moteurs SNECMA ; problème de l'approvisionnement en éponge de titane ; nécessité d'investir et d'embaucher pour faire face au succès commercial de l'Airbus ; problème des contrôleurs aériens.

Territoires d'outre-mer. Discussion générale [31 octobre 1979] (p. 9242) : stagnation des subventions d'équilibre aux budgets locaux ; insuffisante progression des dotations budgétaires ; (p. 9243) : accumulation des déficits successifs en Nouvelle-Calédonie ; refus d'accorder à la Nouvelle-Calédonie un véritable statut d'autonomie ; atteinte grave aux libertés publiques et démocratiques du territoire ; événement de Nouméa ; droit à l'autodétermination des populations des TOM.

Budget annexe des postes et télécommunications. Discussion générale [9 novembre 1979] (p. 9782) : dégradation du service postal du fait de l'insuffisance des effectifs ; multiplication des attaques contre le monopole des PTT et mise en place de réseaux parallèles.

Coopération. Examen des crédits [12 novembre 1979]. **Etat B - Titre IV** (p. 9880) : soutient l'amendement n° 341 de M. Bernard Deschamps : suppression des crédits affectés à l'aide militaire au Zaïre, au Tchad et à la République centrafricaine ; rejeté par scrutin public.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère** (n° **1642**). **Discussion** [17 avril 1980] (p. 483) : rôle du Parlement national ; Assemblée européenne ; position commune des Neuf, alignée sur celle de l'Alliance atlantique ; politique d'injonction des USA ; sommets franco-allemands ; abandon de souveraineté ; fusées Pershing II ; standardisation des armements ; alignement de la politique militaire française sur l'OTAN ; (p. 484) : détente ; désarmement ; traité franco-soviétique de sécurité mutuelle ; autodétermination du peuple palestinien ; conditions de la paix au Moyen-Orient ; accords de Camp David ; Iran ; Cambodge ; rôle de la France en Afrique ; (p. 485) : Tchad ; flotte française en Méditerranée ; ventes d'armes françaises au Moyen-Orient ; revendications des pays en voie de développement ; négociations de Lomé II ; négociations trilatérales de Tokyo ; coopération franco-algérienne ; faim dans le monde ; droits de l'homme dans le monde ; (p. 486) : Bokassa ; comité pour la défense des libertés fondé par le parti communiste français ; dictature de Somoza ; assassinat de Mgr Romero ; Zimbabwe ; nouvel ordre international. **Rappel au règlement** (p. 509) : sort des treize condamnés de Gafsa.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Chili sur l'exonération réciproque des revenus des compagnies de navigation aérienne, signé à Santiago le 2 décembre 1977, ensemble l'échange de lettres rectificatif des 20 janvier et 23 juin 1978** (n° **931**). **Première lecture. Explications de vote** [21 mai 1980] (p. 1164) : solidarité à l'égard du peuple chilien ; exilés chiliens ; vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention franco-allemande additionnelle à la convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959** (n° **588**). **Première lecture. Discussion générale** [21 mai 1980] (p. 1165) : **soulève une exception d'irrecevabilité ;** convention additionnelle franco-allemande contraire à la convention européenne d'entraide judiciaire ; espace judiciaire européen ; commissions rogatoires ; délai de prescription ; (p. 1167) : exception d'irrecevabilité rejetée par scrutin public.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** (n° **1681**). **Première lecture. Discussion des articles** [21 juin 1980]. **Article 45** (p. 2098) : son amendement n° 14 : suppression de l'article 45 ; rejeté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Industrie. Discussion générale [13 novembre 1980] (p. 3828) : crise de l'industrie automobile ; sacrifice du marché national ; (p. 3829) : sacrifice de l'outil de production dans la région parisienne ; assujettissement à l'étranger ; accords passés par Renault avec les Etats-Unis ; dépendance de l'industrie des composants électroniques et de l'informatique vis-à-vis de l'étranger ; insuffisance des crédits du programme Airbus ; développement des emplois précaires dans l'industrie aéronautique ; industrie des avions militaires ; retard du Mirage 2000 et problème de son radar.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'échange de lettres franco-algérien relatif au retour en Algérie de travailleurs algériens et de leur famille ainsi**

que la convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire sur la sécurité sociale (n° **2032**). **Première lecture. Discussion générale** [21 novembre 1980] (p. 4267) : politique giscardienne de répression des immigrés rendus responsables du chômage ; recul imposé au Gouvernement par la solidarité des travailleurs français et immigrés ; renouvellement automatique des titres de séjour prévus par l'accord franco-algérien ; garantie des droits sociaux acquis pendant les années de travail en France ; coopération en matière d'immigration et de formation professionnelle ; absence dans l'accord de références précises sur les moyens de financement des mesures de coopération ; vote favorable du groupe communiste.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Indonésie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune** (n° **1922**). **Première lecture. Discussion générale** [21 novembre 1980] (p. 4272) : occupation illégale de Timor par l'Indonésie ; (p. 4273) : fourniture de matériel de guerre français à l'Indonésie ; vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative au concours en personnel apporté par la République française au fonctionnement des services publics de la République fédérale islamique des Comores, ensemble quatre annexes et deux protocoles, signée à Paris le 10 novembre 1978** (n° **1578**) ; **projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération en matière économique, monétaire et financière, de l'accord de coopération monétaire et de la convention relative aux conditions du concours militaire technique français, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale islamique des Comores** (n° **1737**). **Première lecture. Discussion générale commune** [9 décembre 1980] (p. 4763-4764) : les accords dits de coopération signés avec les Comores depuis le retour au pouvoir de M. Ahmed Abdallah ; accords de type colonial ; non-ratification de l'accord de défense du 10 novembre 1978 ; son inquiétude au sujet des conventions de coopération militaire malgré les clauses sur les non-engagement des militaires français dans les opérations de maintien de l'ordre ; vote négatif du groupe communiste.

— **Projet de loi autorisant l'adhésion de la République française à la Banque africaine de développement** (n° **2023**). **Première lecture. Discussion générale** [12 décembre 1980] (p. 4867) : ouverture du capital de la Banque africaine de développement aux capitaux des pays capitalistes développés consacrant la perte de son autonomie ; domination des métropoles impérialistes sur l'économie africaine; abstention du groupe communiste.

MOREAU (Gisèle)

Député de Paris
(13e circonscription)
(C).

Elue le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1981 : imprimerie nationale (n° 1976-48) [9 octobre 1980] (p. 2651).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à instituer, dans le secteur privé, une **contribution patronale obligatoire** à titre de participation au financement de la **construction et du fonctionnement** de crèches (n° **93**) [18 avril 1978].

— **Proposition de loi** tendant à instaurer pour la **femme** la promotion, l'égalité, la liberté dans le travail, la famille, la société (n° **228**) [11 mai 1978].

— **Proposition de loi** tendant à la sauvegarde de la **haute couture** (n° **342**) [7 juin 1978].

— **Proposition de loi** tendant à ouvrir la possibilité de la **retraite à cinquante-cinq ans** à toutes les catégories des **PTT** (n° **358**) [7 juin 1978].

— **Proposition de loi** relative à la protection des victimes d'agressions sexuelles et notamment de **viol** (n° **441**) [22 juin 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du

plan, sur le projet de **loi de finances pour 1979** (n° 560). — Budgets annexes. — **Annexe n° 46 : imprimerie nationale** (n° **570**) [5 octobre 1978].

— **Proposition de loi** tendant à réaliser des travaux de couverture sur le **boulevard périphérique de Paris** (n° **621**) [17 octobre 1978].

— **Proposition de loi** tendant à aligner les **taux des contingents d'aide sociale versés par l'Etat à la ville de Paris** sur ceux appliqués aux départements les moins favorisés après Paris (n° **645**) [26 octobre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1290). — I. Budgets civils. — B) Budgets annexes. — **Annexe n° 46 : Imprimerie nationale** (n° **1292**) [2 octobre 1979].

— **Proposition de loi** tendant à **instituer l'égalité fiscale de la femme** (n° **1316**) [3 octobre 1979].

— **Proposition de loi sur le respect de l'application du principe de l'égalité des sexes** (n° **1538**) [20 décembre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° 1933). **Annexe n° 48 : budget annexe de l'Imprimerie nationale** (n° **1976**) [9 octobre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Saisies et expulsions** [18 avril 1978] (p. 1148, 1149) : nécessité de les interdire lorsqu'elles frappent des chômeurs ou des victimes de la crise économique.

— **Participation de l'Etat aux dépenses de police de la ville de Paris** [7 juin 1978] (p. 2599, 2600) : les charges indues réclamées par l'Etat à la ville de Paris au titre des dépenses de police.

— **Charges imposées par l'Etat à la ville de Paris** [5 octobre 1978] (p. 5609) : aggravation du transfert des charges sur la collectivité parisienne ; mesures envisagées par l'Etat.

— **Effectifs des services de l'Assistance publique** [10 octobre 1978] (p. 5865) : suppression prévue de mille emplois à l'Assistance publique malgré son insuffisance en personnel.

— **Repos dominical** [3 octobre 1979] (p. 7721) : remise en cause ; mise à l'étude par le conseil des ministres sur la loi UDF tendant à supprimer toutes les dispositions du code du travail relatives au repos du dimanche ; protestation des salariés.

• *question orale sans débat :*

— (n° **22908**) : **Association ouvrière en instruments de précision** [30 novembre 1979] (p. 11052, 11053) : disparition de milliers d'emplois entraînée par la décision gouvernementale du passage au tout électronique en matière de téléphonie ; difficultés de l'AOIP qu'un démantèlement au profit de la CGE et Thomson ne résoudra pas ; nécessité de prendre des mesures pour préserver l'AOIP et ses salariés ; sagesse réclamée à des personnels dont l'emploi et les avantages sociaux sont en cause ; licenciements inadmissibles dans une branche de la téléphonie dont le marché demeure important ; gravité contestable des difficultés financières de cette société.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **234**). **Première lecture. Discussion générale** [31 mai 1978] (p. 2311) : aggravation des conditions de vie des familles ; statistiques de l'OCDE prouvant que la France est un des pays les plus inégalitaires d'Europe ; hausse des tarifs publics frappant les plus modestes ; endettement des familles ; recrudescence prévisible des coupures de gaz ou d'électricité et des saisies ou expulsions ; enquête de la caisse d'allocations familiales faite en Seine-et-Marne dans des familles modestes : faible niveau de culture, déqualification, vulnérabilité au chômage, santé déficiente ; enquête réalisée par Alternative 114 parmi les jeunes des cités de transit ; cumul des inégalités ; (p. 2312) : enquête émanant du ministère de la jeunesse et des sports sur les vacances ; propositions : SMIC à 2.400 F, prime de 500 F par enfant pour les familles modestes, augmentation de 25 % des allocations familiales, négociations entre le Gouvernement et les syndicats en faveur d'un indice des prix plus juste. **Discussion des articles** [1er juin 1978]. **Avant l'Article premier** (p. 2365) : son amendement n° 21 soutenu par Mme Marie-Thérèse Goutmann : augmentation de l'impôt sur les revenus des personnes physiques des hauts revenus et suppression de l'avoir fiscal ; rejeté par scrutin public (p. 2365).

— **Demande de constitution d'une commission spéciale pour l'examen de la proposition de loi tendant à instaurer pour la femme la promotion, l'égalité, la liberté dans le travail, la famille, la société** (n° **228**) [8 juin 1978] (p. 2689) : inapplication des lois existantes ;

anachronisme de la condition féminine en France ; image donnée de la femme ; (p. 2690) : proposition communiste en faveur des femmes ; demande un scrutin public sur la constitution de la commission spéciale ; rejeté (p. 2690).

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture. Discussion générale** [11 octobre 1978] (p. 5965) : pas de mesures en faveur de l'égalité des sexes dans le budget ; politique de bas salaire, de hausse des prix et de chômage frappant surtout les femmes ; insuffisance des moyens de l'aide médicale à la contraception et à l'interruption volontaire de grossesse.

Première partie :

Discussion des articles [13 octobre 1978] **Article 2** (*suite*) (p. 6074) : soutient l'amendement n° 34 de M. Alain Léger : attribuant une demi-part supplémentaire aux grands infirmes ; régime fiscal des dirigeants de sociétés ; rejeté ; (p. 6076) : soutient son amendement n° 162 : extension du bénéfice de la déduction pour frais de garde à toutes les mères de famille ayant une activité professionnelle ; rejeté.

Deuxième partie :

Environnement et cadre de vie. — II. Cadre de vie et logement. Discussion générale [25 octobre 1978] (p. 6667) : grave problème du logement ; politique du logement ségrégative ; urbanisme spéculatif à Paris ; (p. 6668) : 65.000 mal logés à Paris ; problème du logement des catégories modestes ; pratique des expulsions ; inaccessibilité des logements du secteur privé aux mal logés ; hausse du prix des loyers due à la réhabilitation de l'habitat ancien ; spéculation engendrée par la libération des loyers ; inadaptation de la loi Barrot et de l'APL ; (p. 6669) : nécessité du blocage des loyers et de l'allégement des charges. **Examen des crédits** [25 octobre 1978]. **Etat C - Titre VI** (p. 6682) : soutient l'amendement n° 257 de M. Henry Canacos : annulation des crédits destinés à l'indemnisation des sociétés civiles immobilières dont les permis de construire ont été annulés ; rejeté.

— **Budget annexe de l'Imprimerie nationale,** rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [17 novembre 1978] (p. 7965) : progression du budget annexe pour l'Imprimerie nationale plus lente que celle des dernières années ; (p. 7966) : recettes provenant pour l'essentiel des impressions exécutées pour le compte des ministères et des administrations publiques ; problème des modifications qui pourraient être apportées à la confection et à la périodicité des annuaires téléphoniques ; nécessaire diversification des productions de l'Imprimerie nationale ; souhaite la prise en charge des frais de transports des personnels de l'Imprimerie nationale originaires des départements d'outre-mer dans des conditions analogues à celles dont bénéficient les personnels de la santé et des PTT ; baisse constante des effectifs ouvriers de l'usine de Paris ; avis favorable de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le budget annexe de l'Imprimerie nationale ; (p. 7968) : rappelle le problème posé par un changement de périodicité dans la parution de l'annuaire téléphonique.

Articles et articles additionnels non rattachés [17 novembre 1978]. **Article 73** (p. 8013) : transfert de la gestion du patrimoine national à des sociétés privées par l'article 73, contraire au principe d'inaliénabilité du domaine public ; réalisation d'un transfert de responsabilité sans contrôle du Parlement ; problème du statut des personnels concernés par cette cession de gestion.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **709**). **Lettres rectificatives** (n°s **735 et 749**). **Première lecture. Discussion des articles** [7 décembre 1978]. **Article 2** (p. 8962) : soutient l'amendement n° 13 de Mme Jacqueline Chonavel : égalité fiscale de l'homme et de la femme ; rejeté. **Après l'Article 2** (p. 8963) : son amendement n° 14 : demandant au Gouvernement de soumettre au Parlement la réforme de l'impôt sur le revenu reconnaissant l'égalité effective de la femme mariée et reposant sur la possibilité d'imposition séparée, la suppression du quotient familial, la création d'un crédit d'impôt pour frais de garde ; déclaré irrecevable en vertu de l'article 41 de la Constitution ; (p. 8966) : vote favorable du groupe communiste sur l'amendement n° 31 de M. Laurent Fabius.

— **Projet de loi relatif à l'aide aux travailleurs privés d'emploi** (n° **795**). **Première lecture. Discussion des articles** [21 décembre 1978]. **Article L 351-6 du code du travail** (p. 9853) : sur l'amendement n° 106 du Gouvernement ; insuffisance de la mesure prévue en faveur des femmes seules par le Gouvernement en raison du délai de deux ans prévu par l'amendement et l'obligation d'avoir suivi un stage de formation professionnelle ; son sous-amendement n° 109 : suppression de la condition de deux ans ; et son sous-amendement n° 110 : suppression de l'obligation d'avoir suivi un stage de formation professionnelle ; adoptés. **Article L 351-12** (p. 9858) : son hostilité à l'amendement n° 96 de M. Michel Delprat qui conduirait à réduire le niveau de vie des fonctionnaires. **Article 4** (p. 9861) :

soutient l'amendement n° 83 de suppression de M. Marcel Tassy ; rejeté. **Article 5** (p. 9861) : son amendement n° 84 : amendement de cohérence, rejeté.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Education. Discussion générale [22 octobre 1979] (p. 8723) : nombre excessif des jeunes sortant du système éducatif sans formation ; régression du budget de l'éducation nationale ; progression rapide des effectifs des classes parallèles qui recueillent les enfants rejetés du trajet scolaire normal ; pas de gratuité scolaire pour les familles ; diminution des crédits affectés aux bourses ; stagnation des crédits affectés aux transports scolaires ; pas d'hérédité génétique de l'échec scolaire ; fermeture de classes en milieu rural ; nécessité d'abaisser l'effectif maximum à trente élèves par classe ; orientation mise en œuvre dans l'enseignement technique et pofessionnel inspirée par le grand patronat et l'OCDE ; (p. 8724) : nécessité d'un enseignement réellement ouvert sur la vie et exigeant un développement nouveau de la fonction sociale des enseignants ; dénonce la non-application par le Gouvernement de la loi Roustan ; atteinte aux libertés des enseignants.

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1979] (p. 9194) : inégalité d'accès au logement ; nombre important de mal logés ; diminution du nombre de logements HLM ou ILN mis en chantier chaque année ; spéculation sur les terrains ; nécessité de bloquer les loyers et de réduire les charges.

Budget annexe de l'Imprimerie nationale, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [12 novembre 1979] (p. 9865) : évolution du budget inférieure à la hausse des prix ; réduction massive des crédits d'investissements ; diminution du tirage de l'annuaire du téléphone ; (p. 9866) : passage à l'annuaire électronique mettant en cause l'avenir de l'Imprimerie nationale ; nécessité d'envisager la diversification de ses travaux ; demande l'impression par l'Imprimerie nationale d'une partie des livres scolaires ; revendications du personnel de l'Imprimerie nationale ; réduction des effectifs de l'usine de Paris.

Articles et articles additionnels non rattachés [17 novembre 1979]. **Article 72** (p. 10280) : son amendement n° 197 soutenu par Mme Hélène Constans : établissement de l'impôt sur le revenu par foyer fiscal dont le représentant peut être dans un couple marié, le mari ou la femme ; rejeté par scrutin public.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1328**). **Première lecture. Discussion générale** [27 novembre 1979]. **Rappel au règlement** (p. 10722) : proteste contre l'absence de la télévision lors de l'intervention des députés communistes et la discrimination qui en résulte à l'égard du groupe communiste ; (p. 10727) : caractère fondamental du droit de donner la vie ; l'avortement n'est pas une méthode de contraception ; difficultés de vie des Français ; situation démographique résultant de la politique du Gouvernement ; totale inefficacité des lois répressives de 1920 ; (p. 10728) : inexistence de l'éducation sexuelle ; caractère trop limité de la contraception ; insuffisance criante de la loi de 1975 : non-remboursement par la sécurité sociale ; procédure longue et culpabilisante ; propositions communistes ; développement de l'éducation sexuelle et de la contraception, impulsion à la recherche sur la contraception féminine et masculine ; prise en charge à 100 % par la sécurité sociale de l'avortement, assouplissement des formalités ; suppression des restrictions concernant les étrangères et les mineures ; extension de la possibilité de pratiquer l'IVG jusqu'à la douzième semaine. **Discussion des articles** [29 novembre 1979]. **Avant l'Article premier** (p. 10902) : soutient son amendement n° 6 : développement des centres de contraception ; rejeté. **Après l'Article premier** (p. 10929) : son amendement n° 17 soutenu par M. Georges Hage : suppression de l'obligation de produire un certificat de consultation ; rejeté ; (p. 10934) : soutient son amendement n° 18 : caractère facultatif du délai de réflexion ; rejeté ; (p. 10935) : soutient l'amendement n° 57 de Mme Jeanine Porte : amendement de coordination ; rejeté ; (p. 10942) : soutient l'amendement n° 50 de la commission : obligation pour les centres hospitaliers publics non spécialisés de mettre à la disposition des médecins pratiquant l'IVG les moyens nécessaires à la réalisation de ces interventions ; rejeté par scrutin public. **Article 2** (p. 10951) : demande l'abrogation de la loi de 1920 et l'adoption du texte à titre définitif.

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses** (n° **1608**). **Première lecture. Discussion générale** [6 mai 1980] (p. 886) : crise économique ; chômage ; multiplication des divorces et des abandons de famille ; baisse de la natalité ; existence de 17 millions de pauvres en France ; bas salaires, ; baisse du pouvoir d'achat ; complément familial ; ressources des familles ; (p. 887) : pénalisation des familles ; quotient familial ; insuffisance des allocations familiales ; logement ; équipements sociaux ; profit des grandes sociétés ;

comptes en Suisse ; inégalités ; champ d'application de l'augmentation de l'allocation postnatale et du congé de maternité ; accès des enfants de familles nombreuses aux équipements ; (p. 888) : droit au travail des femmes ; revenu familial minimum garanti ; proposition du groupe communiste ; retard des prestations familiales ; fiscalité ; allocations aux veuves et aux femmes isolées ; droit des femmes au foyer ; développement des autres PMI et de la médecine scolaire ; transfert de charges sur les collectivités locales. **Discussion des articles** [7 mai 1980] : **Article premier** (p. 953) : nécessité d'un congé de maternité de six mois ; [14 mai 1980] : **Avant l'Article 10** (p. 1067) : soutient l'amendement n° 184 de Mme Myriam Barbera : rejeté. **Article 10** (p. 1067) : insuffisance du SMIC et des allocations familiales ; insuffisance du revenu minimum.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture. Discussion générale** [14 octobre 1980] (p. 2705) : augmentation du chômage et des prix ; (p. 2706) : baisse du pouvoir d'achat ouvrier ; insuffisance des allocations familiales et des bourses scolaires ; barème de l'impôt sur le revenu ; place prépondérante de la fiscalité indirecte ; problème du logement et du manque d'équipements sociaux ; régression de la consommation ; inégalités frappant les femmes.

Première partie :

Discussion des articles [15 octobre 1980] : **Avant l'Article 2** (p. 2756) : son amendement n° 91 : prélèvement exceptionnel sur les grandes fortunes ; rejeté ; [16 octobre 1980] : **Avant l'Article 2** (*suite*) (p. 2777) : son amendement n° 93 : taxe de 7 % sur le chiffre d'affaires hors taxes 1980 des groupes Hachette et Presses de la Cité ; rejeté ; (p. 2783) : son amendement n° 90 rectifié : surtaxe frappant les gros revenus ; rejeté.

Deuxième partie :

Budget annexe de l'Imprimerie nationale, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [3 novembre 1980] (p. 3428) : augmentation inférieure à l'inflation ; (p. 3429) : diminution des effectifs de l'établissement parisien ; diminution des dépenses d'investissement ; nécessité d'une diversification des productions de l'Imprimerie nationale ; impression des livres scolaires ; nécessité de maintenir à l'Imprimerie nationale l'impression de l'annuaire téléphonique ; baisse du tirage de l'annuaire.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au travail à temps partiel** (n° **2033**). **Première lecture. Discussion générale** [25 novembre 1980] (p. 4326) : projet visant à faire des salariés à temps partiel des salariés payés au rabais exclus des avantages sociaux acquis ; remise en cause de la législation de 1936 sur la durée du travail ; revendication de la réduction du temps de travail à 35 heures hebdomadaires ; insuffisance des salaires en France ; article 2 du projet autorisant tout employeur à transformer des emplois à temps complet en emplois à temps partiel après simple information du comité d'entreprise; (p. 4327) : risque de voir les employeus demander aux travailleurs à temps partiel un rendement supérieur ; absence de garanties pour les salariés ; révision par décret des seuils d'effectifs afin de réduire les versements patronaux obligatoires ; insuffisance de la couverture sociale des salariés à temps partiel ; propositions communistes en matière d'emploi ; revendication de la réduction du temps de travail. **Discussion des articles** [25 novembre 1980] : **Avant l'Article premier** (p. 4342) : son amendement n° 3 : réduction de la durée hebdomadaire maximum du travail ; récupération des heures supplémentaires ; déclaré irrecevable en application de l'article 98, alinéa 5 du Règlement. **Article 2 : Article L 212-4-2 du Code du travail** (p. 4348) : son amendement n° 58 : droits des travailleurs à temps partiel en matière de promotion, de salaires et de repos hebdomadaire ; rejeté ; son amendement n° 10 rectifié : interdisant que, lors de la création d'une entreprise, le nombre total des salariés travaillant à temps partiel soit supérieur à 10 % de l'effectif total de l'entreprise ; rejeté ; (p. 4350) : son amendement n° 12 : prise en compte identique des années de travail à temps partiel et des années de travail à temps complet en matière d'âge ouvrant droit à la retraite ; rejeté; [26 novembre 1980] : **Article L 212-4-3 du Code du travail** (p. 4360) : son amendement n° 13 corrigé : suppression du texte proposé pour l'article L 212-4-3 du Code du travail ; rejeté ; son amendement n° 14 : faisant du contrat de travail des salariés à temps partiel un contrat de travail de droit commun ; rejeté par scrutin public. **Article L 212-4-5 du Code du travail** (p. 4367) : son amendement n° 17 : droit du salarié à l'attribution de l'emploi qu'il souhaite ; rejeté par scrutin public.

MOREAU (Louise)

Député des Alpes-Maritimes
(5e circonscription)
(UDF).

Elue le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1098).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la délégation parlementaire pour la radiodiffusion-télévision française [27 avril 1978] (p. 1404).

Membre de la délégation parlementaire pour la radiodiffusion-télévision française [26 avril 1978] (p. 1386), [27 avril 1978] (p. 1404).

Vice-président de la délégation parlementaire pour la radiodiffusion-télévision française [*J.O.* du 20 novembre 1980] (p. 2700).

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de l'information publique [*J.O.* du 16 mars 1979] (p. 610).

Vice-président de la délégation parlementaire pour la radiodiffusion-télévision française [*J.O.* du 22 novembre 1979] (p. 2893).

Membre de la commission d'enquête sur les incendies de forêts dans la région méditerranéenne [*J.O.* du 3 janvier 1980] (p. 30).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant **à** compléter les dispositions de l'article 15 de la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relative à la radiodiffusion et à la télévision en vue d'assurer la réalisation et à la diffusion d'**émissions** à l'intention des **sourds** et des malentendants (n° **2005**) [23 octobre 1980].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Commerce extérieur. Discussion générale [19 octobre 1978] (p. 6374) : redressement du commerce extérieur français en 1978 ; 25 % de l'activité économique de la France orientés vers le commerce extérieur ; nécessité de choisir une stratégie industrielle fondée sur la technologie la plus avancée ; reconquête du marché intérieur ; rôle des activités de service dans l'équilibre du commerce extérieur.

Radiodiffusion et télévision. Discussion générale [26 octobre 1978] (p. 6724, 6725) : échec de la réforme de 1974 cumulant les inconvénients de la gestion privée et du monopole d'Etat en matière de radio-télévision ; souhaite l'établissement d'une charge des rapports entre le public et les mass media et entre l'Etat et les mass media ; problème des missions et des moyens techniques de Radio-France international.

Affaires étrangères. Discussion générale [2 novembre 1978] (p. 6920) : diminution du rôle de la France sur la scène internationale depuis le XVIII[e] siècle ; relèvement de la France depuis 1945 ; ouverture de la France sur le monde ; (p. 6921) : nécessité d'éviter un éventuel troisième conflit mondial ; insuffisante information des parlementaires sur la politique étrangère.

Jeunesse, sports et loisirs. — II. Tourisme. Discussion générale [15 novembre 1978] (p. 7648) : effort à accomplir en faveur de la petite hôtellerie ; existence de détournements de fonds publics à l'occasion du versement des primes spéciales d'équipement hôtelier ; éclosion des campings sauvages sur le littoral méditerranéen ; nécessité de créer de nouveaux terrains de camping-caravaning et d'unifier les normes d'occupation des campings.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Radio-télévision. Discussion générale [26 octobre 1979] (p. 9044) : insuffisance des moyens des télévisions régionales ; approuve l'accord signé avec l'Allemagne et prévoyant la réalisation en 1984 du premier satellite européen de diffusion directe ; problème du mode d'exploitation et du contenu de la télévision par satellite ; (p. 9045) : souhaite que le ministre intervienne pour que la maîtrise d'œuvre des nouveaux satellites revienne à la France.

Commerce extérieur. Discussion générale [16 novembre 1979] (p. 10184) : problème non résolu de l'approvisionnement, des économies d'énergie et de matières premières ; (p. 10185) : développement des exportations au cours du second semestre de 1979 ; succès des ventes de services ; souhaite que les délégations françaises à l'étranger comportent systématiquement une représentation d'entreprises moyennes ; disproportion considérable dans l'effort d'exportation des différentes régions ; souhaite que soit entreprise une étude d'ensemble tendant à prévoir les demandes des marchés mondiaux pour les prochaines années.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1328**). **Première lecture. Discussion générale** [27 novembre 1979] (p.

10734) : s'oppose à l'abrogation de la loi de 1975 qui conduirait à rejeter dans la clandestinité et l'illégalité toutes les femmes déterminées à interrompre leur grossesse ; excès constatés dans l'application de la loi de 1975 rendant nécessaire sa modification ; s'oppose aux suggestions tendant à soumettre l'interruption volontaire de grossesse à autorisation ; nécessité d'une politique active d'accueil à l'enfant pour combattre l'avortement.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° 1933). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Commerce extérieur. Discussion générale [31 octobre 1980] (p. 3402) : déficit extérieur français en 1979 ; excédent des exportations de services ; pénétration du marché intérieur par les produits étrangers ; (p. 3403) : commerce extérieur et emploi ; information des petites et moyennes entreprises sur le commerce extérieur ; problème de financement des PME s'orientant vers l'exportation.

Radio-télévision. Discussion générale [4 novembre 1980] (p. 3534) : nécessité d'une décision positive pour le passage au stade opérationnel du programme de satellites de télévision directe ; concurrence japonaise sur le marché des équipements de réception ; problème des zones d'ombres ; situation des sourds et des malentendants.

MORELLON (Jean)

Député du Puy-de-Dôme
(2e circonscription)
(UDF).
Questeur de l'Assemblée nationale.

Elu le 12 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Est nommé questeur de l'Assemblée nationale [*J.O.* du 5 avril 1978] (p. 1109, 1111), [*J.O.* du 2 avril 1979] (p. 2166).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Rapporteur du projet de loi relatif à la formation professionnelle dans le secteur des métiers (n° 2110) [11 décembre 1980] (p. 4859).

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Affectation des fonctionnaires chargés de famille** [13 décembre 1978] (p. 9363) : nécessité de faciliter le rapprochement des conjoints séparés.

• *question orale sans débat :*

— (n° 39093) : **Compétence des bureaux de poste ruraux** [28 novembre 1980] (p. 4509, 4510) : généralisation des services polyvalents : information, délivrance de documents administratifs ; « SVP Service public ».

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° 1290). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Industrie. Discussion générale [5 novembre 1979] (p. 9376) : potentialité du bassin charbonnier de l'Aumance ; la mine de Messeix ; gravité de la situation des mines en Auvergne ; (p. 9377) : nécessité d'assurer la reconversion des mineurs en créant sur place des emplois.

Santé et sécurité sociale. Travail et santé. — I. Section commune. — III. Santé et sécurité sociale. Discussion générale [15 novembre 1979] (p. 10116) : état critique de la médecine scolaire ; nécessité d'instituer une véritable prévention par une éducation sanitaire appropriée dès le plus jeune âge ; abus de certains médicaments par les jeunes.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° 1933). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — VI. Industrie agricoles et alimentaires. Discussion générale [29 octobre 1980] (p. 3249) : politique budgétaire à l'égard du Massif central ; moyens financiers du secrétariat d'Etat.

Santé et sécurité sociale. Travail et santé. — I. Section commune. — III. Santé et sécurité sociale. Discussion générale [17 novembre 1980] (p. 4032) : crise du thermalisme ; insuffisance du thermalisme préventif ; (p. 4033) : nocivité de nombreux médicaments ; nécessité d'associer le thermalisme et des traitements médicaux ; création de la mission d'information sur le thermalisme.

Industrie. Discussion générale [13 novembre 1980] (p 3855) : plan de développement du Massif central ; recherche géothermique et avenir du thermalisme.

MOULLE (Henri)

Député du Cher
(1re circonscription)
(App. RPR).

En remplacement, le 6 mai 1978, de M. Jean-François Deniau, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 mai 1978] (p. 1485, 1513).

Apparenté au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 20 juillet 1978] (p. 2890).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 11 mai 1978] (p. 2052), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à compléter la loi n° 74-1044 du 9 décembre 1974 donnant vocation à la qualité de **combattant** aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en **Afrique du Nord** entre le 1er janvier 1952 et le 2 juillet 1962 (n° **1958**) [8 octobre 1980].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1328**). **Première lecture. Discussion générale** [28 novembre 1979] (p. 10809) : difficultés d'application de la loi de 1920 et gravité des accidents à l'occasion d'avortements clandestins ; application insuffisante de la loi sur la contraception ; nécessité d'appliquer une politique familiale globale avant d'autoriser l'avortement qui doit rester un dernier recours ; interprétation laxiste de la loi de 1975 portant atteinte à la démographie ; (p. 10810) : laxisme conduisant à utiliser l'avortement à des fins contraceptives.

MOUROT (Jean-Paul)

Député de l'Indre
(3e circonscription)
(App. RPR).

Secrétaire d'Etat auprès du garde des sceaux, ministre de la justice (troisième Gouvernement de M. Raymond Barre).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1099).

S'apparente au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du garde des Sceaux, ministre de la justice (troisième Gouvernement de M. Raymond Barre), décret du 11 septembre 1978 [*J.O.* du 12 septembre 1978] (p. 3250).

Fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du garde des Sceaux, ministre de la justice (troisième Gouvernement de M. Raymond Barre), décret du 13 mai 1981 [*J.O.* du 14 mai 1981] (p. 1379).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 7 avril 1978] (p. 1589).

A donné sa démission de vice-président de cette commission [*J.O.* du 19 septembre 1978] (p. 3339).

Membre du conseil permanent du service militaire [24 mai 1978] (p. 2025).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation de son mandat de député [12 octobre 1978] (p. 5977).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** relative à l'**accumulation artificielle des eaux** en dehors des cours d'eau (n° **343**) [7 juin 1978].

QUESTIONS

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du garde des sceaux, ministre de la justice.

• *Réponses aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Robert Vizet : Conditions d'exécution des saisies** [22 novembre 1978] (p. 8154) : réforme de l'ensemble des voies d'exécution actuellement poursuivie par le ministre de la justice.

— **M. Hubert Voilquin : Compétence des tribunaux en matière de liquidation judiciaire** [2 mai 1979] (p. 3331) : les avantages d'une décision rendue par le tribunal du lieu d'implantation n'apparaîtraient que dans l'hypothèse très rare d'une société à un seul établissement non situé près de son siège social.

— **M. François Massot : Conseils de prud'hommes** [30 avril 1980] (p. 851) : décret d'application de la loi du 18 janvier 1979.

— **M. Jacques Brunhes : Saisies et expulsions** [30 avril 1980] (p. 854).

— **M. Henri Emmanuelli : Affaire Delpey** [15 octobre 1980] (p. 2730) : respect des droits de la défense et des règles de la procédure pénale.

— **M. Claude Wilquin : Affaire Delpey** [5 novembre 1980] (p. 3567) : respect de la justice ; il est paradoxal de protester à la fois contre la saisine de la Cour de sûreté de l'Etat et contre la transmission des documents à une juridiction de droit commun.

— **M. Charles Millon : Clauses de réserve de propriété dans les contrats de vente** [5 novembre 1980] (p. 3568) : loi du 12 mai 1980.

• *Réponses aux questions orales sans débat de :*

— **M. François Autain** (n° **15481**) : **Suites judiciaires des manifestations du 23 mars** [27 avril 1979] (p. 3270) : sur quarante-huit personnes déférées au parquet, sept remises en liberté, neuf renvoyées devant le juge d'instruction, trente-deux soumises à la procédure de flagrant délit ; sanctions prononcées normalement par le tribunal correctionnel dans le cadre d'un débat public et contradictoire et appel interjeté par le Parquet conformément aux attributions qu'il exerce.

— **M. Abel Thomas** (n° **15485**) : **Commerçants du quartier des Halles** [27 avril 1979] (p. 3271) : impossibilité d'accorder des dérogations aux restrictions de stationnement au profit de certaines professions ; instructions données aux agents de constatation de faire preuve de bienveillance dans certains cas ; après procès-verbal, possibilité pour le contrevenant de présenter une réclamation auprès du ministère public ; délai de paiement peut être accordé par l'autorité judiciaire.

— **Mme Florence d'Harcourt** (n° **16741**) : **Diffusion de certains sondages d'opinion** [1er juin 1979] (p. 4602) : pas de poursuite du parquet à la suite du sondage de « France-Soir » car publication d'une mise au point dans ce quotidien sur demande de la commission des sondages et pas d'intention frauduleuse de la part de l'institut de sondage ; propositions faites par la commission des sondages pour une déontologie des instituts de sondage qui doit faire l'objet d'un décret en Conseil d'Etat et examinées par la Chancellerie.

Suppléant de M. Yvon Bourges, ministre de la défense :

— **M. Rodolphe Pesce** (n° **16818**) : **Octroi du statut d'objecteur de conscience** [1er juin 1979] (p. 4603, 4604) : possibilités reconnues par la loi du 21 décembre 1963 pour les jeunes gens opposés à l'usage personnel des armes d'accomplir un service national selon des modalités particulières ; leurs demandes doivent être motivées et soumises à une commission juridictionnelle qui est indépendante et ne peut agréer toutes les demandes stéréotypées.

— **M. Jean-Pierre Chevènement** (n° **17073**) : **Agissements de certains notaires** [8 juin 1979] (p. 4884) : prescription faite par la Chancellerie au Parquet de faire effectuer une enquête pour apprécier la bonne foi des victimes ; il sera veillé à ce que la garantie professionnelle des notaires assure le dédommagement des créanciers, mais la plupart des agissements fautifs de Me Clerc ne sont pas liés à son activité notariale ; renforcement du contrôle des offices.

— **M. Georges Tranchant** (n° **29567**) : **Emissions pirates de radio** [25 avril 1980] (p. 734) : émissions pirates de radio à l'initiative des élus de la commune de Gennevilliers ; infraction au monopole de radiodiffusion ; expériences de radio décentralisée réalisées par Radio-France.

— **M. Henry Canacos** (n° **32238**) : **Conditions de vie des familles françaises** [27 juin 1980] (p. 2395) : protection des débiteurs en difficulté ; diminution des expulsions de locataires ; mise en place d'organismes d'information des locataires et de conciliation entre locataires et propriétaires ; conciliateurs créés par le décret du 20 mars 1978 ; saisie immobilière ; réévaluation des tranches de salaires insaisissables ; coupures de gaz et d'électricité.

— **Mme Nicole de Hauteclocque** (n° **31284**) : **Indemnisation des dommages matériels dus à des attentats** [27 juin 1980] (p. 2397) : possibilité de créer un mécanisme public d'indemnisation.

— **M. Claude Martin** (n° **32706**) : **Paiement à l'Etat de pas-de-porte pour ses immeubles donnés en location à des artisans** [27 juin 1980] (p. 2398) : cité Beauharnais à Paris.

— **M. René Visse** (n° **32552**) : **Politique de libération des prix** [27 juin 1980] (p. 2399) : prix du pétrole ; augmentation du pouvoir d'achat.

— **M. Jean Auroux** (n° **38725**) : **Inculpation d'un maire** [21 novembre 1980] (p. 4247) : indépendance de l'autorité judiciaire ; application de l'article 314 du code pénal ; application de la loi anti-casseurs.

— **M. Jean-Pierre Chevènement** (n° **38727**) : **Affaire Delpey** [21 novembre 1980] (p. 4248, 4249) : régularité de la procédure utilisée ; demande de restitution des scellés présentés par la défense ; enquête classée sans suite ; remise de la copie intégrale du dossier et des scellés à un avocat de M. Delpey.

INTERVENTIONS

En qualité de député :

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique de défense** (n° **388**). **Discussion** [15 juin 1978] (p. 2979) : maintien de la division du monde en deux blocs ; déplacement des luttes des deux grands d'Extrême-Orient vers l'Afrique noire ; (p. 2980) : nécessité pour la France d'aider l'Afrique à se stabiliser et à se développer ; accord SALT aboutissant à une limitation quantitative et à une concurrence qualitative d'une ampleur jamais vue ; deux principes de l'intervention du président de la République aux Nations unies sur le désarmement ; désarmement concernant tous les pays, droit égal de tous à la sécurité ; baisse très sensible après 1968 de la part du PNB affectée au budget militaire se traduisant par un ralentissement dans l'équipement des forces conventionnelles et un retard dans l'amélioration de la condition des militaires ; loi de programme de 1976 et renforcement des forces conventionnelles ; redéploiement des unités débouchant sur une grande polyvalence ; ses doutes sur la possibilité de consacrer 20 % du budget de l'Etat à la défense ; (p. 2981) : problème du nombre et de la modernisation des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins ; nécessité de doter l'armée de l'air d'avions gros porteurs rapides.

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du garde des sceaux, ministre de la justice :

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'institution d'un régime complémentaire d'assurance vieillesse et survivant pour les avocats** (n° **647**). **Première lecture. Discussion générale** [22 novembre 1978] (p. 8178) : existence d'une retraite de base forfaitaire et égale pour tous les avocats ; prise en charge du recouvrement de droit de plaidoirie par les avocats ; contribution des avocats calculée par référence aux droits de plaidoirie ; (p. 8179) : possibilité d'exonérer les avocats ne pouvant plaider du versement de leurs cotisations ; création par le projet de loi d'une allocation liée à l'importance de l'effort personnel de chacun et s'ajoutant à la retraite de base ; déductibilité fiscale des cotisations ; maîtrise de la profession sur l'institution du régime complémentaire ; problème des retraités volontaires ; impossibilité d'autoriser les résiliations de contrats relatifs au régime volontaire. **Discussion des articles** [22 novembre 1978]. **Après l'Article 2** (p. 8182) : s'oppose à l'amendement n° 1 de la commission des lois et au sous-amendement n° 11 de M. Alain Hautecœur qui aboutiraient à faire supporter, par des régimes volontaires regroupant des membres de professions libérales diverses, les conséquences démographiques et financières du départ des avocats ; (p. 8183) : justifie le retrait de l'amendement n° 10 du Gouvernement. **Deuxième lecture. Discussion générale** [19 décembre 1978] (p. 9686) : situation des avocats ayant antérieurement souscrit des contrats d'assurance vieillesse volontaire ; problème de la fixation du montant des pensions de réversion ; s'oppose à ce que soit retenue la faculté de résilier des contrats d'assurance volontaire figurant dans le texte voté par l'Assemblée ; (p. 9687) : possibilité d'exonération de cotisations pour le régime obligatoire réservé à ceux pour lesquels le paiement de trois cotisations constitue une charge insupportable. **Discussion des articles** [19 décembre 1978]. **Article 2** *bis* (p. 9689) : soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement : possibilité pour la caisse nationale des barreaux français d'accorder sur décision individuelle une exonération de cotisation à certains avocats ayant souscrit des conventions instituant un régime supplémentaire de retraite ; s'oppose aux amendements n° 3 de M. Hautecœur et n° 2 de M. Krieg et demande un scrutin public ; retire la demande de scrutin public sur l'amendement n° 1 du Gouvernement ; amendement n° 1 rejeté. **Article 4** *bis* (p. 9690) : s'oppose à l'amendement n° 4 de M. François Massot : fixation du taux de la pension de réversion ressortissant au domaine réglementaire.

— **Projet de loi relatif aux droits grevant les lots d'un immeuble soumis au statut de la copropriété** (n° **139**). **Première lecture. Discussion générale** [22 novembre 1978] (p. 8190) : problème posé par l'application aux lots de copropriété des règles de la publicité foncière ; élaboration d'un projet de loi améliorant l'application de la loi du 10 juillet

1965 en vue de faciliter la gestion des copropriétés et d'adapter la législation aux plus grandes d'entre elles ; application des règles de publicité foncière à des fractions de lots constitués par des quotes-parts de parties communes ; fait obstacle à toute mutation dès qu'il y a un changement dans la répartition des parties communes ; (p. 8191) : simplification des formalités de publicité foncière concernant les parties communes.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la Cour de cassation** (n° **323**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [19 décembre 1978] (p. 9691) : déplore la modification par le Sénat des dispositions fixant les conditions dans lesquelles les formations restreintes de chaque chambre de la Cour de cassation peuvent écarter certains pourvois. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [20 décembre 1978] (p. 9768) : avis favorable du Gouvernement sur le texte de la commission mixte paritaire.

— **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 modifiée portant loi organique relative au statut de la magistrature** (n° **687**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [20 décembre 1978] (p. 9758) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur les dispositions du projet restant en discussion. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [20 décembre 1978] (p. 9769) : avis favorable du Gouvernement sur le texte de la commission mixte paritaire.

— **Projet de loi relatif à l'obligation de faire connaître les motifs des actes administratifs** (n° **766**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [27 juin 1979] (p. 5744) : souci du Gouvernement d'éviter qu'une obligation de motiver trop vaste ne conduise à une paralysie de l'administration ; (p. 5745) : estime illusoire l'extension de l'obligation de motiver aux organismes de sécurité sociale et aux ASSEDIC ; modification prématurée par le Sénat du titre consacré par la loi du 17 juillet 1978 à la liberté d'accès aux documents administratifs ; hostilité du Gouvernement à l'adoption d'un droit à la communication totale et absolue des dossiers nominatifs. **Discussion des articles** [27 juin 1979]. **Article premier** (p. 5746) : soutient le sous-amendement n° 8 du Gouvernement à l'amendement n° 1 de la commission : supprimant l'obligation de motiver les mesures de police qui ne restreignent pas les libertés publiques ; rejeté. **Article 4** (p. 5747) : soutient l'amendement n° 9 du Gouvernement : limitant aux seules décisions concernant des prestations obligatoires l'obligation de motivation imposée aux organismes de sécurité sociale et aux ASSEDIC ; adopté. **Article 7** (p. 5749) : soutient l'amendement n° 11 du Gouvernement : interdisant aux administrations d'opposer aux personnes qui demandent communication de leur dossier nominatif un motif de refus tiré du secret de la vie privée, des dossiers personnels et médicaux ou du secret en matière commerciale et industrielle ; communication des informations à caractère médical par l'intermédiaire d'un médecin désigné à cet effet par l'intéressé ; adopté à la suite d'un vote par division ; (p. 5750) : nécessité d'assurer la cohérence de la présente loi avec la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ; droit des fonctionnaires à obtenir communication de leur dossier. **Article 8** (p. 5752) : hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 7 de M. Alain Richard, étranger au domaine de la motivation des actes administratifs ; volonté du Gouvernement de voir adopter rapidement le texte sur les astreintes ; reproche à l'amendement n° 7 de donner au juge un pouvoir exorbitant d'injonction à l'égard de l'administration ; (p. 5753) : action de la commission d'accès aux documents administratifs en faveur de l'application de la loi du 17 juillet 1978. **Troisième lecture. Discussion générale** [30 juin 1979] (p. 5923) : souhaite que l'Assemblée s'en tienne au texte adopté par le Sénat ; propose une modification rédactionnelle pour l'article 7.

— **Proposition de loi tendant à compléter l'article 410 du code pénal relatif aux jeux de hasard** (n° **758**). **Première lecture. Discussion des articles** [27 juin 1979]. **Article premier** (p. 5755) : soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement : punissant d'un emprisonnement de trois mois au plus et d'une amende de 360 F à 10.000 F ceux qui auront établi ou tenu sur la voie publique ou ses dépendances ainsi que dans les lieux publics ou ouverts au public des jeux de hasard non autorisés par la loi dont l'enjeu est en argent ; privation des personnes condamnées, en application de l'alinéa premier, des droits mentionnés à l'article 42 du code pénal ; adopté à la suite d'un vote par division ; nécessité de maintenir une distinction entre les jeux de hasard tenus occasionnellement sur la voie publique et l'organisation de jeux dans une maison clandestine ; texte ne s'appliquant pas aux jeux de hasard organisés sur la voie publique à l'occasion de fêtes locales consacrées par l'usage ou la coutume.

— **Sur le rappel au règlement de M. Paul Quilès** [29 juin 1979] (p. 5876, 5877) : considère que le commentaire du président n'avait pas sa place ici ; l'émission de radio « pirate » organisée par les dirigeants socialistes constitue une infraction au monopole légal de la radiodiffusion ; les membres de l'opposition ont la possibilité de s'exprimer

librement ; la loi de la République est la même pour tous ; le respect de la loi est un devoir sacré pour les élus du peuple.

— **Proposition de loi prorogeant en matière de postulation dans la région parisienne les délais prévus par l'article 1er-III de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971** (n° **851**). **Deuxième lecture. Discussion de l'article unique** [29 juin 1979]. **Article unique** (p. 5880) : affirme que le projet de loi a pour objet de fixer un dernier délai en matière de multi-postulation.

— **Projet de loi modifiant le taux des amendes pénales en matière de contraventions de police** (n° **1300**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [19 décembre 1979] (p. 12281) : se réjouit de l'accord intervenu entre l'Assemblée et le Sénat. **Discussion des articles** [19 décembre 1979]. **Article 2** *quater* (p. 12281) : s'oppose à l'amendement n° 1 de la commission.

— **Proposition de loi relative à la détermination du ressort de certains conseils de prud'hommes** (n° **1222**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [19 décembre 1979] (p. 12282) : satisfaction du Gouvernement devant le succès des élections prud'homales du 12 décembre 1979 ; (p. 12283) : nécessité d'étaler jusqu'au 15 juillet 1980 l'installation définitive des conseils de prud'hommes ; problème du financement des dépenses des conseils de prud'hommes d'Alsace et de Moselle.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier certaines dispositions du code de la construction et de l'habitation** (n° **1480**). **Première lecture. Discussion générale** [19 décembre 1979] (p. 12286) : avis favorable du Gouvernement sur les propositions de loi.

— **Projet de loi relatif à l'automatisation du casier judiciaire** (n° **1369**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [20 décembre 1979] (p. 12434) : accord du Gouvernement sur toutes les propositions de la CMP.

— **Propositions de loi relatives au viol et aux attentats à la pudeur** (nos **474, 271, 273 rectifié, 441 et 1233** (rapport n° 1400). **Première lecture. Discussion des articles** [11 avril 1980]. **Article premier** (p. 338) : amendement n° 29 du Gouvernement : pluralité de coupables, port d'armes, circonstance aggravante ; adopté ; amendement n° 30 du Gouvernement : amendement de coordination ; adopté avec modifications ; (p. 342) : amendement n° 31 du Gouvernement : amendement d'harmonisation ; adopté.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier les articles 65 et 66 de la loi n° 67-563 du 13 juillet 1967 sur le règlement judiciaire, la liquidation de biens, la faillite personnelle et les banqueroutes (n° 1481). Première lecture. Discussion générale** [18 avril 1980] (p. 570) : jurisprudence de la cour de cassation ; droits des vendeurs et des fournisseurs ; développement du paiement au comptant ; abus du crédit inter-entreprises ; (p. 571) : répercussion sur le plan fiscal de la généralisation des clauses de réserve de propriété ; amendement du Gouvernement relatif au paiement de la TVA. **Discussion des articles** [18 avril 1980]. **Article premier** (p. 571) : soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement : définition de la clause de réserve ; garantie des créanciers de l'acheteur déclaré en règlement judiciaire ou en liquidation de biens ; adopté. **Après l'Article premier** (p. 571) : soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement : délai d'exercice de l'action en revendication ; adopté ; (p. 572) : soutient l'amendement n° 3 du Gouvernement : fiscalité applicable aux biens vendus avec une clause de réserve de propriété ; adopté. **Titre** (p. 573) : soutient l'amendement n° 4 du Gouvernement : modification du titre ; adopté.

— **Projet de loi rendant applicables le code pénal et certaines dispositions législatives dans les territoires d'outre-mer** (n° **1141**). **Première lecture. Discussion générale** [25 avril 1980] (p. 768) : Conseil constitutionnel. **Discussion des articles** [25 avril 1980]. **Article 4** (p. 773) : amendement n° 59 du Gouvernement : désignation du défenseur par le bâtonnier de l'ordre des avocats ; adopté ; (p. 774) : amendement n° 60 du Gouvernement : choix du conseil de la partie civile ; adopté. **Article 6** (p. 777) : juge unique ou tribunal collégial en matière correctionnelle. **Après l'Article 13** (p. 779) : compétence de la cour de sûreté de l'Etat. **Article 16** (p. 781) : amendement n° 33 du Gouvernement : confiant au chef du territoire les attributions dévolues au ministre de la justice en cas de libération conditionnelle ; adopté. **Seconde délibération** [25 avril 1980]. **Article 5** (p. 783) : amendement n° 1 du Gouvernement : nombre minimum de jurés requis pour l'établissement de la liste du jury criminel non exigé dans les territoires d'outre-mer ; adopté ; (p. 784) : amendement n° 2 du Gouvernement : composition de la liste spéciale des jurés suppléants ; adopté ; amendement n° 3 du Gouvernement : choix ou désignation de l'avocat ; adopté. **Article 6** : amendement n° 4 du Gouvernement : choix du défenseur en matière correctionnelle ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [27 juin 1980] (p. 2424) : nécessité d'adapter le code de procédure pénale aux TOM. **Discussion des articles. Article 3** (p. 2427) : impossibilité d'appliquer dans certaines îles le régime de la garde à vue.

Article 13 *bis* (p. 2430) : compétence de la cour de sûreté de l'Etat dans les TOM.

— **Projet de loi tendant à instituer des mesures de prévention des difficultés dans les entreprises** (n° **974**). **Première lecture. Discussion générale** [24 avril 1980] (p. 687) : entreprises en difficulté ; rapport Sudreau ; sociétés à gestion participative ; sociétés de travailleurs associés ; bilan de la réforme de l'entreprise ; nécessité de sauvegarder l'emploi ; prévention des difficultés des entreprises. **Discussion des articles** [24 avril 1980] : **Avant l'Article premier** (p. 689) : statut des gérants de SARL. **Article premier** (p. 691) : soutient l'amendement n° 56 deuxième correction du Gouvernement : seuil d'application du projet ; adopté ; référence au critère de l'effectif des salariés. **Après l'Article 2** (p. 695) : soutient l'amendement n° 57 du Gouvernement : documents fournis par les sociétés dont les actions sont inscrites à la cote officielle des bourses de valeurs ; adopté. **Article 4** (p. 697) : nécessité de l'intervention d'un commissaire aux comptes dans les sociétés de personnes. **Article 17-1 de la loi du 24 juillet 1966** (p. 699) : soutient l'amendement n° 58 du Gouvernement : critères numériques fixés par décret pour les sociétés de personnes ; adopté. **Après l'Article 5** (p. 704) : soutient l'amendement n° 59 du Gouvernement : droit, pour les actionnaires minoritaires, de présenter des candidats aux conseils d'administration ou aux conseils de surveillance ; adopté ; (p. 705) : soutient l'amendement n° 60 du Gouvernement : accès des commissaires aux comptes à l'exercice de leur profession en sociétés ; devenu sans objet ; (p. 708) : propose une modification à l'amendement n° 138 de M. Arthur Dehaine : limitation de cet amendement aux filiales ; adopté ; (p. 709) : soutient le sous-amendement n° 61 à l'amendement n° 16 de la commission : suppression des dispositions transitoires ; adopté. **Article 6 : Article 225 de la loi du 24 juillet 1966** (p. 710) : soutient le sous-amendement n° 62 du Gouvernement à l'amendement n° 19 de la commission : conséquences de la récusation du commissaire aux comptes ; adopté. **Article 230-1 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966** (p. 717) : soutient le sous-amendement n° 63 du Gouvernement à l'amendement n° 28 de la commission : intervention systématique du commissaire aux comptes dans chaque cas prévu à l'amendement n° 28 ; adopté ; soutient le sous-amendement n° 64 du Gouvernement à l'amendement n° 28 de la commission : possibilité pour le commissaire aux comptes de poser des questions par écrit au président du conseil d'administration ou au directoire ; rejeté au scrutin public ; soutient le sous-amendement n° 65 du Gouvernement à l'amendement n° 28 de la commission : conditions d'établissement du rapport spécial prévu au dernier alinéa de l'amendement n° 28 ; rejeté ; intervention du commissaire aux comptes dans la procédure d'alerte. **Après l'Article 9** (p. 722) : soutient le sous-amendement n° 66 rectifié du Gouvernement à l'amendement n° 30 de la commission : rémunération des commissaires aux comptes ; adopté ; répartition des dispositions législatives et réglementaires ; (p. 723) : soutient le sous-amendement n° 155 du Gouvernement à l'amendement n° 30 de la commission ; modalités de la rémunération des commissaires aux comptes ; adopté. **Après l'Article 10** (p. 724) : soutient l'amendement n° 67 du Gouvernement : possibilité de lever le secret des enquêtes ou de l'information judiciaire au bénéfice du président du tribunal de commerce, du commissaire aux comptes ou de la commission des opérations de bourse ; rejeté ; [13 mai 1980] : **Après l'Article 13** (p. 1023) : amendement n° 68 du Gouvernement : amendement de conséquence ; adopté ; amendement n° 69 du Gouvernement : amendement de coordination ; adopté avec une rectification ; (p. 1024) : sous-amendement n° 70 du Gouvernement à l'amendement n° 37 de la commission : sous-amendement de conséquence ; adopté ; amendement n° 71 du Gouvernement : amendement de coordination ; adopté ; amendement n° 72 du Gouvernement : répression de l'utilisation frauduleuse d'informations privilégiées ; adopté ; (p. 1025) : amendement n° 73 du Gouvernement : changement de références ; adopté ; amendement n° 74 du Gouvernement : interdisant aux personnes contre lesquelles a été prononcée la faillite personnelle d'exercer des professions commerciales : adopté. **Avant l'Article premier** (p. 1026) : sous-amendement n° 53 rectifié du Gouvernement à l'amendement n° 1 rectifié de la commission : capital social des SA ; retiré ; (p. 1027) : prévision périodique du capital des sociétés au niveau communautaire ; (p. 1028) : statut du gérant majoritaire ; amendement n° 54 du Gouvernement : libération du capital des SARL ; retiré ; amendement n° 55 du Gouvernement : suppression du caractère obligatoire de l'évaluation des apports en nature aux SARL lorsque ceux-ci sont d'une valeur relativement faible ; adopté. **Avant l'Article 14** (p. 1029) : sous-amendements n°s 158 et 159 du Gouvernement à l'amendement n° 38 de la commission : délai de cinq ans pour les seules SARL ; retiré ; amendement n° 75 du Gouvernement : amendement de coordination ; adopté. **Article 14** (p. 1030) : amendement n° 76 rectifié du Gouvernement ; devient sans objet. **Après l'Article 14** : retire les amendements n°s 77, 78, 79, 80, 81, 82, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 91, 93, 94, 95 et 98 du Gouvernement : statut des dirigeants de société ;

(p. 1031) : sous-amendement n° 83 du Gouvernement à l'amendement n° 46 de la commission : application de l'amendement n° 46 aux sociétés dont le capital est supérieur à celui requis aux sociétés faisant publiquement appel à l'épargne ; adopté ; pouvoir de contrôle du conseil de surveillance ; révocation du directoire : exemple allemand ; (p. 1032) : amendement n° 90 du Gouvernement : nomination du conseil de surveillance en cas de fusion ; adopté ; amendement n° 92 du Gouvernement : autorisant le conseil d'administration à présenter un résumé de son rapport de gestion à l'assemblée générale ; rejeté ; amendement n° 96 du Gouvernement : clause d'agrément pour la cession d'actions dans les sociétés ne faisant pas publiquement appel à l'épargne : adopté ; (p. 1033) : recours à des entreprises de domiciliation ; (p. 1034) : amendement n° 160 du Gouvernement : dispositions transitoires relatives aux actuelles sociétés commerciales inscrites sur la liste des commissaires aux comptes et ne remplissant pas les nouvelles conditions requises et aux commissions occupant un emploi salarié ; rectifié et adopté avec modification ; (p. 1035) : sociétés de commissaires aux comptes. **Article 15** : amendement n° 97 du Gouvernement : amendement de coordination ; adopté. **Après l'Article 15** : amendement n° 99 du Gouvernement : aménagement des statuts des sociétés en fonction de la nouvelle loi ; adopté. **Titre** (p. 1036) : amendement n° 100 du Gouvernement : nouvelle rédaction du titre : projet de loi tendant à instituer des mesures de prévention des difficultés des entreprises et à améliorer le fonctionnement des sociétés commerciales ; devient sans objet. **Article 9 (seconde délibération)** (p. 1037) : amendement n° 2 du Gouvernement : rétablissant l'article 9 : devoir d'alerte des commissaires aux comptes ; adopté avec modification par scrutin public ; (p. 1038) : procédure d'alerte externe ; possibilité pour le commissaire aux comptes d'alerter le président du tribunal de commerce ; (p. 1041) : déroulement de la procédure d'alerte réforme des tribunaux de commerce. **Article 7 précédemment réservé** (n° 1042) : amendement n° 1 du Gouvernement : intervention des actionnaires ; adopté. **Article 10** : amendement n° 3 du Gouvernement : intervention du comité d'entreprise ; adopté avec modification.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la preuve des actes juridiques** (n° **1073**). **Première lecture. Discussion générale** [24 juin 1980] (p. 2189) : valeur juridique des nouveaux supports d'information ; (p. 2190) : exemple du chèque. **Discussion des articles** [24 juin 1980]. **Article 9** (p. 2193) : sous-amendement n° 19 du Gouvernement à l'amendement n° 12 rectifié de la commission : exception à la règle de l'écrit pour les obligations qui naissent des quasi-contrats des délits et des quasi-délits ; adopté ; sous-amendements n° 20 rectifié et n° 21 rectifié du Gouvernement ; retirés. **Article 11** (p. 2194) : amendement n° 22 du Gouvernement : preuve testimoniale du mandat ; adopté.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme de la procédure pénale relative à la prescription et au jury d'assises** (n° **1124**). **Première lecture. Discussion générale** [8 octobre 1980] (p. 2610) : délai de prescription de l'action civile ; règles de formation du jury criminel. **Discussion des articles. Article 2** (p. 2611) : pouvoirs de la commission chargée d'examiner les recours en dispense présentés par des personnes tirées au sort ; (p. 2612) : amendement n° 3 du Gouvernement : effectif des listes de jurés ; adopté.

— **Discussion des conclusions du rapport** (n° 1938) **sur la proposition de loi tendant à permettre la révision des conditions et charges apposées à certaines libéralités** (n° **951**). **Première lecture. Discussion générale** [8 octobre 1980] (p. 2612) : avis favorable du Gouvernement sur la proposition de loi.

— **Proposition de loi portant réforme de la procédure pénale relative à la prescription et au jury d'assises** (n° **2008**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [25 novembre 1980] (p. 4282) : dépôt par le Gouvernement de deux sous-amendements de cohérence avec le projet sécurité et liberté. **Discussion des articles. Article 2** (p. 4283) : sous-amendements n° 2 et n° 3 du Gouvernement : sous-amendements de cohérence avec le projet sécurité et liberté ; adoptés.

— **Projet de loi rendant applicables le code de procédure pénale et certaines dispositions législatives dans les territoires d'outre-mer** (n° **1985**). **Première lecture. Discussion générale** [25 novembre 1980] (p. 4288) : s'oppose à l'exception d'irrecevabilité de M. Jacques Brunhes. **Discussion des articles. Article 2** (p. 4291) : s'oppose aux amendements n° 2 de M. Joseph Franceschi et n° 35 de M. Jacques Brunhes ; consultation des assemblées territoriales. **Article 4** (p. 4294) : amendement n° 40 du Gouvernement : rédactionnel ; adopté. **Article 8** (p. 4298) : s'oppose à l'amendement n° 28 de M. Joseph Franceschi qui supprime une disposition demandée par l'assemblée territoriale de Polynésie. **Article 27** (p. 4301) : possibilité pour le Gouvernement de prendre, pour la loi, un décret de publication en Conseil d'Etat.

— **Projet de loi rendant applicables des dispositions du code pénal et la législation relative à l'enfance délinquante dans les territoires d'outre-mer** (n° **1280**). **Première lecture. Discussion générale** [25 novembre 1980] (p. 4302) : projet visant à achever la modernisation de la législation pénale dans les TOM. **Discussion des articles. Article premier** (p. 4304) : s'oppose au sous-amendement n° 12 de M. Joseph Franceschi qui n'est qu'un biais pour supprimer la peine de mort. **Après l'Article premier** (p. 4306) : sous-amendement n° 29 du Gouvernement à l'amendement n° 2 de la commission : restreignant le champ d'application de l'article 88 du code pénal aux actes de violence ; adopté. **Article 4** (p. 4313) : s'oppose à l'amendement n° 22 de M. Jacques Brunhes ; non-extension aux juridictions des TOM des dispositions relatives à l'appel en matière de protection de l'enfance pour des raisons purement pratiques ; (p. 4314) : compétences territoriales en matière d'organisation pénitentiaire ; s'oppose aux amendements n° 16 de M. Joseph Franceschi et n° 24 de M. Jacques Brunhes ; effort de recrutement de magistrats. **Article 5** (p. 4315) : accepte les amendements n° 8 de la commission, n° 17 de M. Joseph Franceschi et n° 26 de M. Jacques Brunhes ; (p. 4316) : s'oppose à l'amendement n° 27 de M. Jacques Brunhes dont l'adoption impliquerait des effectifs de magistrats plus nombreux ; mode de désignation du juge des enfants ; **Après l'Article 8** (p. 4317) : s'oppose à l'amendement n° 19 de M. Joseph Franceschi ; possibilité, pour la Cour de sûreté de l'Etat, de se réunir en tout lieu situé sur le territoire de la République ; (p. 4318) : s'oppose à l'amendement n° 20 de M. Joseph Franceschi ; problèmes juridiques du statut des TOM.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux billets de banque contrefaits ou falsifiés et aux monnaies métalliques contrefaites ou altérées** (n° **2018**). **Première lecture. Discussion générale** [25 novembre 1980] (p. 4284) : développement préoccupant du faux monnayage ; projet prévoyant la confiscation des billets et du matériel de fabrication et leur remise à la Banque de France ou à l'administration des monnaies et médailles ; obligation pour toute personne détenant de la fausse monnaie de la remettre à l'administration ou à la Banque de France ; situation des collectionneurs de faux billets ou de fausses pièces.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'action civile en matière de crimes de guerre ou contre l'humanité, et d'apologie de crimes de guerre ou de crimes ou délits de collaboration avec l'ennemi** (n° **981**) **et propositions de loi tendant à modifier la loi du 29 juillet 1881 de manière à permettre aux associations de résistants et déportés de se porter partie civile contre les diffamateurs de la Résistance et contre les apologistes de la trahison, de la collaboration et des crimes nazis** (n° **643 rectifié**) **et relative à l'action civile en matière d'apologie de crimes de guerre ou de crimes et de délits de collaboration avec l'ennemi** (n° **1157**). **Première lecture. Discussion générale** [9 décembre 1980] (p. 4779) : instructions données à la Chancellerie ; poursuites du ministère public ; hommage du Gouvernement à l'action des associations de résistants et de déportés ; agrément du Gouvernement à la présente proposition. **Discussion de l'Article unique** (p. 4780) : inconvénients des amendements n° 3 de la commission et n° 1 de M. Guy Ducoloné ; risque d'interprétation restrictive concernant l'action civile des associations.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à faciliter le crédit à court terme aux entreprises** (n° **1893**). **Première lecture. Discussion générale** [11 décembre 1980] (p. 4845) : proposition de loi tendant à faciliter le crédit aux entreprises et sa mobilisation en simplifiant la cession et le nantissement des créances commerciales faites au profit des banques ; avis favorable du Gouvernement ; nécessité d'éviter que les simplifications proposées ne favorisent certaines fraudes au préjudice du Trésor ; (p. 4846) : problème de la compatibilité de la proposition de loi avec la loi de 1975 sur la sous-traitance. **Discussion des articles** [11 décembre 1980]. **Article premier** (p. 4847) : sous-amendement n° 22 du Gouvernement à l'amendement n° 7 de la commission : mention sur le bordereau des droits et actions accessoires de la créance cédée ; rejeté ; (p. 4848) : amendement n° 23 du Gouvernement : amendement de coordination ; devient sans objet. **Article 2** : amendement n° 24 du Gouvernement : apposition de la date par le cessionnaire selon un procédé technique inviolable assurant une chronologie irréversible ; adopté avec une rectification. **Article 5** (p. 4851) : approuve l'amendement n° 29 de M. Jean Foyer. **Après l'Article 6** (p. 4852) : amendement n° 25 du Gouvernement : rapprochant la situation des sous-traitants qui exercent l'action directe de celle qui leur est faite quand ils sont bénéficiaires d'un paiement direct et que le marché public a fait l'objet d'un nantissement ; adopté. **Après l'Article 8** (p. 4853) : amendement n° 26 du Gouvernement : extension de la loi aux opérations de crédit ayant pour support l'émission de titres appelés « papier financier » ; adopté. **Article 9** (p. 4854) : amendement n° 27 du Gouvernement : amendement de coordination ; adopté. **Arti-**

cle 10 : amendement n° 28 corrigé du Gouvernement : rédactionnel ; adopté. **Explications de vote** [11 décembre 1980] (p. 4855) : propos méprisants de M. Henri Emmanuelli.

— **Sur le fait personnel de M. Henri Emmanuelli** [11 décembre 1980] (p. 4856) : prérogative du Président de la République consistant à nommer les membres du Gouvernement.

MOUSTACHE (José)

Député de la Guadeloupe
(1re circonscription)
(RPR).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1103).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

Contestation de son élection [3 avril 1978] (p. 1103).

Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [29 juin 1978] (p. 3650).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Frais de voyage des fonctionnaires exerçant leurs fonctions dans un département d'outre-mer** [31 mai 1978] (p. 2286, 2287) : prise en charge à 50 % seulement des frais de voyages de congés bonifiés pour les fonctionnaires originaires des départements d'outre-mer.

INTERVENTIONS

— **Loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Départements d'outre-mer. Discussion générale [15 novembre 1978] (p. 7684) : problèmes posés par l'hydraulique agricole ; nécessité du développement de la pêche aux Antilles ; souhaite la diminution des tarifs du fret aérien ; lourdeur des procédures administratives d'aide à l'installation des nouvelles entreprises.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Départements d'outre-mer. Discussion générale [31 octobre 1979] (p. 9277) : augmentation significative des crédits du Fidom ; insuffisance du texte en faveur des travailleurs privés d'emploi ; son hostilité aux mesures tendant à réduire l'indemnité de vie chère allouée aux fonctionnaires outre-mer ; nécessité d'aides financières publiques pour l'agriculture, l'industrie sucrière, la pêche et l'aquaculture ; efficacité de l'action menée en faveur des populations des Antilles après les deux cyclones. **Examen des crédits** [31 octobre 1979]. **Etat B - Titre III** (p. 9289) : sa satisfaction devant la volonté du Gouvernement de prendre en considération l'avis des conseils généraux avant de prendre des mesures concernant l'indemnité de vie chère des fonctionnaires.

Santé et sécurité sociale. — Travail et santé. — I. Section commune. — III. Santé et sécurité sociale. Discussion générale [15 novembre 1979] (p. 10109) : mise en œuvre insuffisante dans les DOM du programme d'action prioritaire relatif aux personnes âgées ; refus des prestations familiales aux handicapés chefs de famille dans les DOM ; nécessité de faire bénéficier les travailleurs non salariés des DOM d'un régime d'assurance maladie obligatoire ; problème du dépistage de la drépanocytose, affection du sang frappant une partie importante de la population des DOM ; absence d'équipement pour les enfants inadaptés.

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses** (n° **1608**). **Première lecture. Discussion générale** [7 mai 1980] (p. 923) : projet excluant les familles des départements d'outre-mer ; prestations familiales dans les DOM ; fonds d'action sociale obligatoire ; (p. 924) : non-application de la tutelle des allocations familiales et du revenu minimum familial dans les DOM.

— **Déclaration du Gouvernement sur les départements et territoires d'outre-mer et débat sur cette déclaration** (n° **1783**). **Discussion** [10 juin 1980] (p. 1708) : chômage et déficit extérieur ; problème de la production sucrière aux Antilles ; (p. 1709) : fermeture des usines Blanchet et Darboussier et suppression d'emplois ; prestations familiales et sociales ; absence de couverture sociale des

exploitants agricoles en cas d'accident du travail ; allocation aux mères de famille.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Départements et territoires d'outre-mer. — II. **Départements d'outre-mer. Discussion générale** [28 octobre 1980] (p. 3227) : rôle du secrétaire d'Etat aux DOM ; suppression de 150 postes d'officiers du service militaire adapté ; stagnation des dotations du FIDOM ; réforme foncière ; diversification agricole ; développement touristique ; problème de la Guadeloupe en matière d'énergie ; insuffisance des crédits mis à la disposition des postes et télécommunications.

Agriculture. — **BAPSA. Discussion générale** [6 novembre 1980] (p. 3685) : agriculture dans les départements d'outre-mer ; réforme foncière ; nécessité d'accélérer les travaux d'hydraulique agricole ; absence de couverture des risques d'accidents du travail et de maladies professionnelles des agriculteurs ; pénalisation des agriculteurs les plus dynamiques dans les DOM par la taxe sur le défrichement.

MULLER (Emile)

Député du Haut-Rhin
(4e circonscription)
(App. UDF).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'apparente au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Représentant à l'Assemblée parlementaire des communautés européennes [18 mai 1978] (p. 1805-1844).

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification des protocoles additionnels n° 2 et n° 3 à la convention révisée pour la navigation du Rhin et du protocole de signature au protocole additionnel n° 2 (n° 1787) [19 juin 1980] (p. 1947).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 156) autorisant la ratification de l'**accord** entre la République française et la **République fédérale d'Allemagne** relatif à la construction d'un **pont routier sur le Rhin** entre Huningue et Weil am Rhein, signé à Paris le 17 novembre 1977 (n° **626**) [18 octobre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 155) autorisant la ratification de l'**accord** entre la République française et la **République fédérale d'Allemagne** relatif à la construction d'un **pont autoroutier sur le Rhin** entre Ottmarsheim et Steinenstadt, signé à Paris le 17 novembre 1977 (n° **627**) [18 octobre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1787) autorisant la ratification des protocoles additionnels n° 2 et n° 3 à la **Convention révisée pour la navigation du Rhin** et du protocole de signature au protocole additionnel n° 2 (n° **2065**) [13 novembre 1980].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative à la protection du Rhin contre la pollution par les chlorures, ensemble deux annexes, signée à Bonn le 3 décembre 1976** (n° **12**). **Première lecture. Discussion générale** [18 mai 1978] (p. 1804) : le retard avec lequel le projet de loi vient en discussion devant l'Assemblée nationale ; le manque d'information de la population ; l'absence d'autres solutions valables au problème de l'élimination des saumures ; son vote favorable au projet.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Universités. Discussion générale [9 novembre 1979] (p. 9758) : progrès accomplis dans les relations entre le monde universitaire et industriel ; progression des crédits de personnel pour le CNRS ; problème du développement de l'université de Haute-Alsace ; (p. 9759) : demande la publication rapide des décrets d'application de la loi relative à l'intégration dans la fonction publique des personnels des écoles d'ingénieurs de Mulhouse.

N

NARQUIN (Jean)

Député du Maine-et-Loire
(1re circonscription)
(RPR).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1100).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de l'information publique [*J.O.* du 16 mars 1979] (p. 610).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Robert-André Vivien tendant à assurer la continuité du service public à EDF par l'instauration d'un service minimum prioritaire (n° 1842) [2 octobre 1980] (p. 2555).

Rapporteur de la proposition de loi de MM. Roger Chinaud et Fernand Icart tendant à assurer un service minimum de production et de distribution d'électricité (n° 1899) [2 octobre 1980] (p. 2555).

DÉPOTS

Proposition de loi sur les **donations-partages** à effet différé (n° **1591**) [27 février 1980].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Fermeture de l'usine Braud d'Angers** [5 novembre 1980] (p. 3572) : liquidation du machinisme agricole ; aggravation du chômage.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Education. Discussion générale [13 novembre 1978] (p. 7505) : multiplication des « bavures » à la rentrée et exaspération des parents ; exemple de la création effective dans le Maine-et-Loire de la moitié des postes prévus par les techniciens des services de l'éducation ; (p. 7506) : problème du remplacement des maîtres malades et de la formation continue des instituteurs ; mise en faillite des chambres des métiers chargées de la formation des apprentis dans les pays de Loire.

Services du Premier ministre. — V. **Commissariat général du Plan. Discussion générale** [16 novembre 1978] (p. 7785) : non-réalisation des objectifs du Plan sur le développement, l'aménagement de l'Ouest et le désenclavement de l'Ouest ; problème de l'Ouest-Atlantique ayant un faible potentiel industriel et connaissant une forte poussée démographique ; ses propositions : priorité donnée au désenclavement, à la réalisation des programmes industriels entre les mains

de la puissance publique ; développement du secteur tertiaire industriel, contrôle des investissements des grands groupes industriels.

Services du Premier ministre. — I. Services généraux. Information. Discussion générale [16 novembre 1978] (p. 7798) : organisation du droit de réponse à la télévision ; mise en doute de l'indépendance de l'information radiotélévisée ; scepticisme du public sur cette indépendance.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — I. Services généraux. Information. Discussion générale [26 octobre 1979] (p. 9059) : utilité des travaux de la commission parlementaire d'enquête sur l'information ; (p. 9060) : nécessité de reposer le problème du monopole de la radiotélévision ; abstention des membres RPR de la commission d'enquête dans le vote sur les crédits de l'information.

Aménagement du territoire. Discussion générale [13 novembre 1979] (p. 9964) : reconnaissance de la région des pays de Loire comme une région pilote de l'aménagement du territoire ; record du chômage dans cette région ; détérioration de l'avenir de l'Ouest ; pulvérisation des interventions ; nécessité d'accroître le pouvoir des régions.

— **Projet de loi tendant à instituer des mesures de prévention des difficultés dans les entreprises** (n° **974**). **Première lecture. Discussion générale** [18 avril 1980] (p. 589) : problèmes de trésorerie et d'investissement des entreprises ; nécessité de mettre en place un organisme d'intervention financière à l'échelon national ; (p. 590) : marchés publics ; caisse des marchés de l'Etat ; avantages accordés aux firmes importantes dans la signature des marchés.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1981**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Education : Discussion générale [24 octobre 1980] (p. 3117) : situation en Anjou ; augmentation des effectifs scolaires ; diminution du taux d'encadrement pédadogique.

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1980] (p. 3357) : problème du logement et crise du bâtiment dans la région des pays de Loire ; nécessité de redéfinir les opérations groupées bénéficiant de financement prioritaire.

Industrie. Discussion générale [13 novembre 1980] (p. 3813) : ravages provoqués par la restructuration des grandes entreprises dans la région « Pays de Loire » ; difficultés des PME ; (p. 3814) : nécessité de moraliser les pratiques industrielles ; trafics d'influences et pots-de-vin.

NEUWIRTH (Lucien)

Député de la Loire
(2e circonscription)
(RPR).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1100).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi adopté par le Sénat réglementant la publicité extérieure et les enseignes [26 octobre 1978] (p. 6773).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1979 [11 décembre 1978] (p. 9239).

Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques [*J.O.* du 10 avril 1980] (p. 906).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1981 (éducation : constructions scolaires) [9 octobre 1980] (p. 2650).

Membre de la commission d'enquête sur l'industrie textile [*J.O.* du 18 décembre 1980] (p. 2982).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à l'abrogation de l'**ordonnance n° 45-1483** du 30 juin 1945 relative **aux prix,** de **l'ordonnance n° 45-1484** du 30 juin 1945 relative à la constation, la poursuite et la **répression des infractions à la législation économique** (n° **200**).

— **Proposition de loi** tendant à la **reconnaissance des droits de l'époux travaillant avec son conjoint** dans l'entreprise familiale, artisanale, commerciale ou de prestations de service (n° **516**) [1er juillet 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour**

1979 (n° 560). — Budgets civils. — **Annexe n° 17 : Education - Constructions scolaires** (n° **570**) [5 octobre 1978].

— **Proposition de loi** tendant à étendre le bénéfice de la **loi n° 51-1124** du 26 septembre 1951 aux **agents des services nationalisés** et concédés des régies, des administrations et établissements publics à caractère industriel et commercial (n° **764**) [6 décembre 1978].

— **Proposition de loi organique** tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 modifiée, portant loi organique relative aux lois de finances en vue **d'instaurer un contrôle parlementaire sur le budget des organismes de sécurité sociale** (n° **936**) [5 avril 1979]. Erratum [5 avril 1979].

— **Proposition de loi** relative **à l'aide aux entreprises en difficulté** (n° **1010**) [24 avril 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° **1290**). — **I. Budgets civils.** — A. Budget général. — **Annexe 17 : Education - Constructions scolaires** (n° **1292**) [2 octobre 1979].

— **Proposition de loi** tendant à modifier **l'article 6 de la loi n° 80-10** du 10 janvier 1980 portant aménagement de la **fiscalité directe locale** afin d'attribuer une fraction de la taxe professionnelle versée par les établissements produisant de l'énergie et traitant des combustibles, aux communes sur le territoire desquelles sont stockés des **déchets radioactifs** (n° **1615**) [10 avril 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° **1933**). — **Annexe n° 19 : Education - Constructions scolaires** (n° **1976**) [9 octobre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Fonctionnement de la délégation à l'aménagement du territoire** [31 mai 1978] (p. 2286) : mission de la délégation à l'aménagement du territoire.

— **Comités départementaux pour le financement** [18 octobre 1978] (p. 6239) : nécessité de donner aux CODEFI les moyens d'intervenir avant les dépôts de bilan pour sauver des entreprises et préserver des emplois existants.

— **Crise dans les industries situées en aval de la sidérurgie** [29 novembre 1978] (p. 8474) : situation alarmante de Manufrance et d'autres entreprises de la Loire, département économique sinistré ; crise des industries en aval de la sidérurgie, face au dumping et à la concurrence étrangère sauvage.

— **Situation de Manufrance** [25 avril 1979] (p. 3036) : le Gouvernement est-il prêt à apporter d'urgence une aide à Manufrance, vu la gravité de la situation.

— **Taxe professionnelle** [5 décembre 1979] (p. 11261) : insuffisance des mesures envisagées pour remédier au problème de l'augmentation de la taxe professionnelle ; chacun devrait payer au 15 décembre une somme égale à celle versée l'année précédente augmentée d'un coefficient correspondant à la variation de la taxe d'imposition entre 1978 et 1979 et au pourcentage d'augmentation des impôts locaux.

• *question orale sans débat :*

— (n° **40215**) : **Indemnisation des entreprises victimes des inondations de la Loire** [19 décembre 1980] (p. 5085, 5086) : non-application, fin décembre, des mesures annoncées en septembre ; difficultés financières de nombreuses entreprises ; incapacité de certains services publics ; problèmes concernant les banques.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **234**). **Première lecture. Discussion des articles** [1er juin 1978]. **Article 6** (p. 2406) : favorable à l'amendement n° 17 de la commission : diminution de 20 millions de francs des crédits du titre III concernant les services du Premier ministre ; caractère exorbitant de la somme proposée pour le financement d'actions d'information en faveur de l'insertion professionnelle des jeunes.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [13 octobre 1978] : **Article 2** (*suite*) (p. 6077) : son amendement n° 160 soutenu par M. Jacques Marette : suppression de la perception de l'impôt sur le revenu pendant la durée du service national gagée par une augmentation du taux de la taxe sur les conventions d'assurance ; adopté après modification. **Après l'Article 2** (p. 6082) : son amendement n° 133 soutenu par M. Jacques Marette : augmentation des déductions pour les dons aux organismes d'intérêt public gagée par une limitation de la déduction supplémentaire pour frais profes-

sionnels ; rejeté ; [17 octobre 1978 : **Avant l'Article 14** (p. 6130) : demande la déduction de la provision pour congés payés. **Avant l'Article 14** (p. 6142) : favorable à l'amendement n° 16 de la commission : obligation pour le Gouvernement de déposer un rapport d'exécution de l'article 3 de la loi du 13 septembre 1975 relative à l'aménagement des charges sociales ; nécessité de modifier l'assiette de cotisations sociales. **Article 7** (*suite*) (p. 6181) : favorable à l'amendement n° 8 de la commission : portant à la valeur annuelle du SMIC la limite de déduction du salaire du conjoint de l'exploitant ; augmentation de la taxe sur les véhicules des sociétés ; ignorance par la loi des épouses d'exploitants ; nécessité d'harmoniser leur situation à l'égard du fisc et à l'égard de la sécurité sociale.

Deuxième partie :

Industrie. Discussion générale [20 octobre 1978] (p. 6449) : situation économique du département de la Loire ; problèmes des industries se trouvant en aval de la sidérurgie : boulonnerie et tréfilerie ; dumping pratiqué par les entreprises sidérurgiques italiennes ; problèmes de l'assiette de la sécurité sociale ; souhaite que soit libérée la concurrence entre les banques ; importance du chômage d'inadaptation témoignant de l'échec du système éducatif.

Coopération. Examen des crédits [3 novembre 1978] (p. 7070). **Etat B - Titre IV :** sur l'amendement n° 244 de M. Jean Fontaine ; possibilité pour le Gouvernement de suspendre son effort de coopération ; nécessité de réagir contre les propos tenus par les chefs d'Etats étrangers vis-à-vis de la Réunion ; incompétence du Parlement pour diriger la politique étrangère de la France.

Education, rapporteur spécial de la commission des finances de l'économie générale et du plan, pour les constructions scolaires. **Discussion générale** [13 novembre 1978] (p. 7476) : diminution de 55 % en cinq ans des crédits consacrés aux constructions scolaires ; effondrement des crédits pour le premier degré ; disparités régionales ; baisse des crédits pour l'enseignement élémentaire malgré l'accroissement du nombre des élèves ; faible diminution des crédits pour le second degré ; volonté d'accélérer la mise en place des ateliers technologiques ; diminution des dotations au second cycle long des lycées ; augmentation de la dotation de l'action sociale ; (p. 7477) : diminution des crédits à l'enseignement spécial ; suppression des crédits accordés dans le budget de 1978 par un arrêté ministériel du 1er août 1978 ; insuffisance des dotations budgétaires pour résorber les classes vétustes ; nécessité de définir une politique d'entretien programmé des établissements du second degré ; effort fait pour la sécurité ; rejet par la commission des finances du budget des constructions scolaires. **Examen des crédits** [13 décembre 1978] (p. 7525). **Etat C - Titre V :** soutient l'amendement n° 167 de la commission des finances annulation des autorisations de programme et des crédits de paiement du titre V en signe de protestation contre l'insuffisance du budget d'équipement de l'éducation ; (p. 7526) : proteste contre l'annulation des crédits du budget d'équipement de l'éducation pour 1978 par un arrêté ministériel du 1er août 1978 ; souhaite que soit abandonnée la pratique consistant à gager les dépenses supplémentaires des collectifs budgétaires par des annulations de crédits en cours; (p. 7527) : amendement n° 167; rejeté. **Etat C - Titre VI :** soutient l'amendement n° 171 de la commission des finances : annulation des autorisations de programme et des crédits de paiement du titre VI en signe de protestation contre l'insuffisance du budget d'équipement de l'éducation ; rejeté.

Jeunesse, sports et loisirs. — I. Jeunesse et sports. Discussion générale [14 novembre 1978] (p. 7590) : place insuffisante faite au sport dans l'enseignement français ; problème de l'avenir des jeunes engagés dans les UER d'éducation physique et sportive ; nécessité de créer un nouveau statut permettant aux professeurs d'exercer leur métier auprès d'organismes et de collectivités variées ; nécessité d'utiliser à plein temps les installations sportives ; rejet par le RPR des crédits jugés insuffisants ; son amendement tendant à créer un centime sportif, contribution de 0,01 F par litre de carburant pour alimenter un fonds national d'aide aux sports.

Economie et budget. — II. Section commune. — III. Economie. — IV. Budget. Examen des crédits [17 novembre 1978]. **Après l'Article 77** (p. 7965) : approuve l'amendement n° 353 de la commission de la production et des échanges.

Taxes parafiscales. Examen des crédits [17 novembre 1978]. **Etat E - Ligne 61** (p. 7985) : sur l'amendement n° 289 de M. Maurice Pourchon : souhaite que l'ONIBEV (office national interprofessionnel du bétail et des viandes) joue son rôle de régulation du cours des peaux brutes et de surveillance des importations.

Articles et articles additionnels non rattachés [17 novembre 1978]. **Après l'Ar-**

ticle 73 (p. 8014) : soutient l'amendement n° 237 de M. Robert Poujade : abrogation de l'article 486 *bis* du code général des impôts relatif aux marchés en gros de boissons et créant une déclaration annuelle des stocks en magasin déposée le 30 septembre de chaque année ; (p. 8015) : soutient l'amendement n° 27 de M. Vincent Ansquer : augmentation du plafond des ressources des régions.

Jeunesse, sports et loisirs. — I. **Jeunesse et sports. Examen des crédits** [17 novembre 1978]. **Etat B - Titre III** (p. 8023) : évolution de la position du RPR qui accorde son soutien pour le vote de ce budget. **Etat B - Titre IV** (p. 8025) : nécessité d'orienter la formation olympique vers « l'après Moscou ». **Après l'Article 79** (p. 8026) : son amendement n° 340 soutenu par M. Antoine Gissinger : organisation de concours de pronostics sur les compétitions sportives et prélèvement de 20 % sur le montant des mises engagées ; rejeté au scrutin public ; (p. 8027) ; son amendement n° 341 soutenu par M. Philippe Séguin : relèvement de 14,5 % à 17 % des taux maxima légaux dans la limite desquels sont définis les prélèvements effectués par l'Etat sur les sommes engagées au pari mutuel ; rejeté ; (p. 8028) : son amendement n° 347 rectifié : institution d'une contribution de 0,01 F par litre du supercarburant pour le comité du fonds national d'aide au sport ; déclaré irrecevable.

Deuxième délibération [17 novembre 1978]. **Après l'Article 30** (p. 8036) : son sous-amendement n° 20 à l'amendement n° 5 du Gouvernement : administration du fonds national d'aide au sport par le comité mixte paritaire créé en application de la loi du 29 octobre 1975 sur le développement de l'éducation physique et sportive ; souhaite que le ministre s'engage à déposer un projet de loi tendant à la mise en place définitive du fonds national d'aide au sport ; retire son sous-amendement n° 20.

— **Rappel au règlement** [17 octobre 1978] (p. 6139) : proteste contre l'organisation de la discussion budgétaire ; insuffisance du temps de parole.

— **Rappel au règlement** [9 novembre 1978] (p. 7314) : critique l'organisation de la discussion budgétaire ; discussion du budget des transports.

— **Projet de loi relatif aux entreprises de travail temporaire** (n° **705**). **Première lecture. Discussion des articles** [5 décembre 1978]. **Après l'Article premier** (p. 8858) : son sous-amendement n° 15 à l'amendement n° 2 de la commission : réintroduction des compagnies d'assurance dans l'énumération de l'amendement n° 2 ; adopté ; (p. 8859) : son sous-amendement n° 14 : garanties financières calculées en pourcentage du chiffre d'affaires annuel et réparties également pour couvrir la part des salariés et celle des organismes de sécurité sociale ; retiré.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **709**). **Lettres rectificatives** (n°s **735** et **749**). **Première lecture. Discussion des articles** [7 décembre 1978]. **Après l'Article 2** (p. 8964) : son amendement n° 29 : possibilité d'imposition distincte pour la femme ; rejeté au scrutin public n° 134. **Après l'Article 4** (p. 8973) : se déclare favorable à l'amendement n° 47 du Gouvernement. **Seconde lettre rectificative. Article additionnel premier** (p. 8995) : système français de TVA comportant des dispositions uniques en Europe : décalage d'un mois et règle du butoir ; harmonisation de la TVA menaçant la compétitivité des entreprises françaises.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage** (n° **900**). **Discussion générale** [15 mars 1979] (p. 1687) : problèmes de l'emploi mettant en cause le système de formation et le système bancaire ; (p. 1688) : charges excessives pesant sur les PME ; problème de Manufrance ; nécessité d'un désengagement de la municipalité de Saint-Etienne ; nécessité d'une simultanéité entre les plans de restructuration et les plans sociaux et d'une coordination départementale des actions en faveur de l'emploi.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [18 octobre 1979] : **Article 2** (p. 8379) : échec de l'impôt sur les plus-values immobilières qui a bloqué le marché immobilier, entravé l'investissement et aggravé les difficultés de la construction. **Après l'Article 2** (p. 8398) : son amendement n° 180 rectifié défendu par M. Louis Sallé : déduction des frais de garde des enfants gagée par une augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée ; rejeté ; (p. 8400) : l'amendement n° 180 rectifié a pour objet de venir en aide aux femmes salariées qui souhaitent avoir des enfants et qui sont confrontées à l'alternative de travailler ou d'élever leurs enfants ; (p. 8404) : demande que son amendement n° 181 rectifié soit discuté après l'article 3 et non après l'article 2. **Après l'Article 3** (p. 8422) : son amendement n° 181 deuxième correction : augmentation à 2.500 F de la limite de déduction fiscale autorisée du salaire du conjoint pour les adhérents des centres et associations de gestion agréés gagée par une diminution de

la déduction forfaitaire de 20 % applicable aux revenus bruts des propriétés urbaines ; rejeté ; [20 octobre 1979] : **Article 11** (p. 8606) : son hostilité à l'instauration d'une vignette moto ; (p. 8608) : soutient l'amendement n° 1 de M. Didier Julia : suppression de la taxation des véhicules de plus de 16 chevaux ; rejeté ; risque de mesures de rétorsion de la part des pays étrangers fabriquant des voitures de plus de 16 chevaux ; (p. 8611) : confusion du débat s'expliquant par l'imprécision des critères de taxation des motos et des automobiles ; [22 octobre 1979] : **Article 25** (p. 8705) : refus du groupe RPR d'approuver la première partie de la loi de finances.

Deuxième partie :

Education, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan pour les constructions scolaires. **Discussion générale** [22 octobre 1979] (p. 8716) : budget d'équipement n'ayant plus qu'une importance résiduelle dans la masse des crédits de l'éducation ; arrêt en 1980 de la réduction continue de l'effort de l'Etat en faveur des constructions scolaires ; effort particulier en faveur des départements des Antilles et de la Guyane ; baisse des crédits destinés au premier degré ; vétusté du parc immobilier de l'enseignement élémentaire ; fermeture de classes rurales à faible effectif ; (p. 8717) : augmentation des crédits d'équipement en faveur du second degré ; effort consenti en faveur des ateliers complémentaires des établissements privés ; dégradation du rapport entre le nombre de places créées et l'évolution des effectifs dans le second cycle ; augmentation des crédits affectés aux internats à l'enseignement spécial et aux équipements administratifs ; insuffisance des crédits d'entretien des bâtiments scolaires ; stagnation des crédits de mise en sécurité ; insuffisante résorption des classes vétustes et des classes mobiles.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1328**). **Première lecture. Discussion générale** [28 novembre 1979] (p. 10858) : possibilité d'une efficace planification des naissances ; sabotage de la loi de 1967 ; nécessité d'assurer l'éducation sexuelle dès la plus jeune enfance ; l'avortement, échec pour le couple pour la femme et surtout pour la collectivité ; conflit entre les points de vue du couple et ceux de l'Etat qui considère l'enfant avant tout dans sa fonction économique ; (p. 10859) : absence de politique d'accueil de l'enfant ; l'avortement met en lumière les contradictions de notre société ; solitude de la femme face à la maternité ; le problème posé par l'évolution de la démographie ; les conditions sociologiques d'une relance de la natalité. **Discussion des articles** [29 novembre 1979]. **Avant l'Article premier** (p. 10895) : soutient son amendement n° 113 : intégrant à la formation des médecins et du personnel paramédical un enseignement sur la contraception ; adopté ; (p. 10898) : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Jacques Brunhes qui tend à transformer le projet en une loi cadre et à donner un monopole de l'éducation sexuelle au secteur public ; (p. 10900) : approuve l'amendement n° 40 de la commission ; utilisation insuffisante des moyens audio-visuels pour l'information sur la régulation des naissances ; nécessité de ne pas limiter à l'école l'éducation sexuelle. (p. 10948) : problème posé par l'aide médicale gratuite : non-respect de l'anonymat.

— **Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux en 1981** (n° **2104**). **Première lecture. Discussion de l'article unique** [11 décembre 1980]. **Article unique** (p. 4841) : son amendement n° 3 : fixation à 2,45 du coefficient de majoration plafond du loyer des baux renouvelés en 1981 ; adopté.

NILÈS (Maurice)

Député de la Seine-Saint-Denis
(4e circonscription)
(C).

Elu le 12 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Lucien Villa et plusieurs de ses collègues, tendant à l'interprétation de **l'article 4 de la loi n° 64-1139** du 26 décembre 1964 portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite (partie législative) **(n° 338)** [17 avril 1980] (p. 545).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'article 35 de la **loi du 29 juillet 1881** de manière à ce que la **vérité des faits diffamatoires** puisse être prouvée même s'ils remontent à plus de dix ans, nonobstant l'amnistie, lorsqu'il s'agit de **crimes de guerre,** de faits de collaboration avec l'ennemi et de faits ayant pu donner lieu à des sanctions au titre de l'épuration (n° **642**) [26 octobre 1978].

— **Proposition de loi** portant **statut démocratique de l'immigration** (n° **125**) [28 juin 1979].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Célébration du 8 mai** [4 avril 1979] (p. 2219) : réclamation par le groupe communiste de l'inscription à l'ordre du jour de la proposition de loi tendant à faire célébrer le 8 mai comme fête nationale.

— **Politique de l'emploi** [15 octobre 1980] (p. 2727) : difficultés de différents secteurs industriels au nom du redéploiement ; suppression de 4.000 emplois en Seine-Saint-Denis ; Manufrance.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **1**) : **Célébration du 8 mai** [21 avril 1978] (p. 1306, 1307) : la signification attachée au 8 mai, victoire sur la tyranie fasciste, hitlérienne.

— (n° **40216**) : **Remplacement des maîtres** [19 décembre 1980] (p. 5093, 5094) : situation dans le département de la Seine-Saint-Denis ; féminisation du corps enseignant ; nécessité de prévoir un taux de remplacement au moins égal à 10 % des effectifs.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Anciens combattants. Discussion générale [24 octobre 1978] (p. 6502) : projet de budget ne répondant pas aux revendications des anciens combattants ; situation des victimes de la déportation du travail ; problèmes des pensions des prisonniers de guerre ; revendications des anciens d'Afrique du Nord (p. 6503) : souhaite la commémoration solennelle du 8 mai ; vote hostile du groupe communiste.

Travail et santé. — II. Travail et participation - Formation professionnelle. Examen des crédits [27 octobre 1978] (p. 6835). **Etat B - Titre IV** : son amendement n° 119 soutenu par M. Joseph Legrand : réduction des crédits du titre IV ; répartition des travailleurs immigrés entre les communes ; répression à l'égard des travailleurs immigrés ; négociation avec les comités de résidents pour régler les conflits existant dans les foyers ; rejeté.

— **Projet de loi relatif à l'aide aux travailleurs privés d'emploi** (n° **795**). **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [5 janvier 1979] (p. 170) : résistance des travailleurs à la politique du Gouvernement (p. 171) : chômage causant des situations insoutenables ; violation du droit de négociation des organisations syndicales ; incertitude de la nouvelle définition du demandeur d'emploi ; dégressivité trimestrielle de l'allocation supplémentaire d'attente ; refus du Gouvernement de fixer un plafond à la nouvelle ASA ; suppression de toute indemnité pour les bénéficiaires de la seule aide publique ; système aboutissant à un nouveau transfert de charges sur les collectivités locales ; vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers et portant création de l'office national d'immigration** (n° **922**). **Première lecture. Discussion générale** [29 mai 1979] (p. 4242) : condition des immigrés caractérisée par l'insécurité dans le travail et dans le séjour ; conditions restrictives du regroupement familial ; projet cherchant à remettre en cause la jurisprudence du Conseil d'Etat ; estime illusoire de penser que le refoulement des immigrés permettra de résorber le chômage ; (p. 4243) : droit des immigrés à rester en France même en cas de perte de leur emploi ; proposition de loi du groupe communiste tendant à garantir les droits et les libertés des immigrés ; vote hostile du groupe communiste. **Discussion des articles** [29 mai 1979]. **Article 6** (p. 4260) : son amendement n° 2 : autorisation des expulsions par la juridiction ; rejeté. **Deuxième lecture. Explications de vote** [28 juin 1979] (p. 5799) : vote hostile du groupe communiste ; rejet du texte par le Sénat ; position prise par le parti communiste en faveur de l'arrêt de l'immigration. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [6 décembre 1979] (p. 11342) : texte contraire aux libertés les plus élémentaires créant les moyens légaux d'un refoulement massif des immigrés ; volonté du Gouvernement de faire venir en France les immigrés les plus dociles ; inté-

rêts communs des travailleurs français et des travailleurs immigrés ; estime que la commission mixte paritaire ne constituait qu'un comité restreint du fait de sa composition favorable à la majorité ; projet généralisant l'expulsion et légalisant l'internement administratif.

— **Discussion commune des motions de censure sur la deuxième partie de la loi de finances pour 1980 (nouveau projet) déposées, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par M. François Mitterrand et 59 de ses collègues et par M. Maurice Andrieux et 85 de ses collègues** [11 janvier 1980] (p. 35) : reprise par le Gouvernement d'un budget des anciens combattants déjà rejeté par les deux Assemblées ; souhaite que le 8 mai redevienne un jour férié.

— **Projet de loi portant modification du statut de la société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA)** (n° **1731**). **Première lecture. Discussion des articles** [5 juin 1980]. **Article premier** (p. 1607) : utilisation abusive de l'article 98 du règlement contre un amendement communiste créant une commission supérieure tabac-santé.

— **Déclaration du Gouvernement sur les départements et territoires d'outre-mer et débat sur cette déclaration** (n° **1783**). **Discussion** [11 juin 1980] (p. 1724) : rôle néfaste du BUMIDOM ; difficultés des Antillais émigrant en métropole ; discrimination raciale ; proposition de loi communiste demandant l'institution de mesures sociales en faveur des travailleurs des DOM.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Articles et articles additionnels non rattachés [18 novembre 1980]. **Article 35** (p. 4110) : diminution des crédits affectés aux transports en Ile-de-France ; extension du métro jusqu'à Bobigny.

NOIR (Michel)

Député du Rhône
(3e *circonscription*)
(*RPR*).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi concernant les comités professionnels de développement économique [18 mai 1978] (p. 1845).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant et complétant la **loi n° 68-1 du** 2 janvier 1968 tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des brevets d'invention [15 juin 1978] (p. 3007).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales [*J.O.* du 16 novembre 1978] (p. 3861).

Membre de la commission de contrôle sur la gestion de la sécurité sociale [*J.O.* du 21 décembre 1978] (p. 4225).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage [*J.O.* du 17 mars 1979] (p. 621).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1981 (n° **1933**) (postes et télécommunications) [9 octobre 1980] (p. 2651).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Louis Masson tendant à autoriser l'utilisation d'émetteurs radio-électriques utilisant la bande de fréquence de 27 mégahertz (n° **1967**) [23 octobre 1980] (p. 3073).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à compléter **l'article 4 de la loi n° 74-908 du 29 octobre 1974 relative aux économies d'énergie** (n° **943**) [10 avril 1979].

— **Proposition de loi organique** modifiant **l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances** (n° **1279**) [2 octobre 1979].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° **1290**). — **Tome XXIII : Postes et télécommunications** (n° **1297**) [2 octobre 1979].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges **sur le projet de loi de finances pour 1980** (n° 1560). — **Tome XXIII : Postes et télécommunications** (n° **1567**) [9 janvier 1980].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° **1933**). — **Tome XXIV : Postes et télécommunications** (n° **1981**) [9 octobre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Rapports entre l'information et les télécommunications** [7 juin 1978] (p. 2603) : rapport Nora-Minc sur l'informatique.

— **Indemnisation du chômage** [6 décembre 1978] (p. 8887) : intentions du Gouvernement en matière d'indemnisation du chômage.

— **Emission d'un emprunt d'Etat** [28 mai 1980] (p. 1336) : caisses d'épargne.

— **Approvisionnement pétrolier de la France** [19 novembre 1980] (p. 4158).

• *questions orales sans débat :*

— (n° **465**) : **Accroissement des effectifs de police dans les grandes agglomérations** [21 avril 1978] (p. 1294) : insuffisance des effectifs de police surtout à Lyon ; nécessité de réouvrir certains commissariats de quartiers à forte densité urbaine.

— (n° **1789**) : **Politique de rénovation urbaine** [9 juin 1978] (p. 2775, 2776) : loi du 3 janvier 1977 mal appliquée ; décisions très centralisées et ne tenant pas compte des actions d'accompagnement : interventions pour la voie publique, les espaces verts, l'emploi.

— (n° **6846**) : **Enseignants d'éducation physique et sportive** [6 juin 1978] (p. 5764) : mise en place trop tardive du plan de relance de l'éducation physique.

— (n° **15651**) : **Evolution des industries téléphoniques** [4 mai 1979] (p. 3511, 3512) : reconversion nécessaire de l'appareil productif des industries téléphoniques : risque d'une crise de l'emploi en raison du passage de la commutation mécanique à la commutation électronique ; inconvénient de la double filière choisie par la France : commutation spatiale et temporelle ; absence d'une politique commune européenne.

— (n° **20664**) : **Rapport sur l'aide de l'Etat aux entreprises** [12 octobre 1979] (p. 8207, 8208) : rôle d'impulsion que peuvent jouer les pouvoirs publics dans le cadre de la politique de redéploiement industriel en facilitant par des aides financières la reconversion des secteurs les plus touchés par la crise ; méfaits du secret couvrant certains points d'un rapport aux conclusions publiées par la presse ; concentration et efficacité de l'aide de l'Etat.

— (n° **31592**) : **Renforcement de la police à Lyon** [6 juin 1980] (p. 1646) : développement de la petite et moyenne délinquance dans la ville de Lyon ; stagnation des effectifs de la police ; (p. 1647) : travail des îlotiers ; ouverture du commissariat de police du premier arrondissement.

— (n° **38409**) : **Taux d'intérêt des livrets de caisse d'épargne** [21 novembre 1980] (p. 4253) : diminution des dépôts sur les livrets de caisse d'épargne et sur les livrets d'épargne logement ; choix du Gouvernement de transformer l'épargne à court terme en placement à moyen et long terme ; progression du marché obligataire et du marché financier ; reconduction du taux de rémunération de 7,5 % au-delà du 1er janvier 1981 ; maintien du pouvoir d'achat de l'épargne ; conception de l'orthodoxie monétaire du Gouvernement ; inflation.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'emploi des jeunes** (n° **249**). **Première lecture. Discussion générale** [6 juin 1978] (p. 2519) : risque de troubles sociaux dus à l'augmentation du chômage ; appui du RPR au projet ; caractère incitatif et préventif des mesures prévues par le pacte pour l'emploi ; insuffisantes dimensions de ces mesures ; prise en compte de la nature du marché du travail des jeunes ; décentralisation nécessaire des décisions prises ; application du pacte pour l'emploi aux DOM-TOM ; nécessité d'un allègement administratif et de l'aménagement du rôle de l'inspection du travail ; le plan pour l'emploi du RPR : plan pour l'apprentissage, l'enseignement technique et la formation professionnelle des adultes ; modification de la structure de l'apprentissage ; (p. 2520) : institution d'un secrétariat d'état autonome rattaché au ministère du travail pour l'enseignement technique ; exemple de désordre dû aux structures donné par les stages de la FPA ; proposition de loi du RPR : insertion des jeunes et création de bourses régionales de l'emploi ; mesures concernant l'artisanat prévues dans le plan du RPR : l'emploi à temps partiel ; plans d'actions sectorielles de relance (secteur du bâtiment travaux publics) ; nécessité d'une politique

globale pour l'emploi basée sur l'entreprise et la mise en place d'une politique de protection douanière sélective à l'échelle européenne.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — VI. Recherche. Discussion générale [18 octobre 1978] (p. 6252) : ralentissement inquiétant de l'effort global de recherche ; (p. 6253) : réalisation imparfaite des objectifs du programme d'action prioritaire n° 25 ; supériorité du budget allemand de la recherche ; approuve la liaison établie entre la recherche et l'industrie ; insuffisance de l'effort en matière de recherche spatiale ; approuve les nouvelles orientations de la CII.

Commerce extérieur. Discussion générale [19 octobre 1978] (p. 6375) : faiblesse inquiétante de nos échanges à l'égard des pays riches résultant surtout de l'importation de biens d'équipement à haute technologie ; insuffisante productivité des vendeurs français à l'étranger défavorisant les PME ; (p. 6376) : insuffisant développement des sociétés commerciales internationales ; politique d'achat du secteur public ; nécessité d'une position plus ferme dans les négociations internationales.

Environnement et cadre de vie. — II. Cadre de vie et logement. Discussion générale [25 octobre 1978] (p. 6671) : nécessité d'un allégement des procédures en matières de réhabilitation du patrimoine ancien ; problème du maintien des populations et des activités ; modalités d'intervention de l'agence nationale pour l'amélioration de l'habitat, conditions d'intervention des offices de HLM dans la réhabilitation de l'ancien ; aide à la surcharge foncière.

Travail et santé. — II. Travail et participation - Formation professionnelle. Discussion générale [26 octobre 1978] (p. 6756) : accroissement du chômage ; (p. 6757) : s'interroge sur la durée d'un taux de chômage de 5 à 6 % ; causes structurelles du chômage : lourdeur des charges sociales, système d'assistance aux travailleurs privés d'emploi ; développement du travail noir ; limite de la capacité financière d'indemnisation du chômage atteinte ; création d'emplois et redéploiement de l'économie nationale ; développement des fonctions sociales de solidarité avec le troisième âge ; plan de développement des emplois dans le tertiaire ; généralisation du système des stages pratiques et des contrats emploi-formation à tous les jeunes de moins de 25 ans sans emploi ; possibilité d'affecter les cadres âgés au chômage à des cellules d'exportation ; nécessité de développer l'apprentissage et la formation professionnelle par la simplification des procédures, la prise en charge des charges sociales de l'artisanat ; accentuation de l'effort de formation professionnelle ; (p. 6758) : insuffisante dotation de l'AFPA ; nécessité de la réforme de l'AFPA.

Budget annexe des postes et télécommunications. Discussion générale [14 novembre 1978] (p. 7565) : problème de l'indépendance de la France dans le domaine des circuits intégrés et des satellites de télécommunications ; faiblesse des positions commerciales françaises et insuffisance des exportations dans le domaine des matériels électroniques de télécommunication ; (p. 7566) : les personnes âgées.

— **Projet de loi prorogeant les dispositions de l'article premier de la loi n° 77-1410 du 23 décembre 1977 relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région d'Ile-de-France** (n° **566**). **Première lecture,** rapporteur suppléant de M. Jean Valleix, rapporteur de la commission de la production et des échanges. **Discussion générale** [22 novembre 1978] (p. 8163) : projet tendant à proroger d'un an l'organisation actuelle des transports dans la région parisienne en attendant la mise au point des modalités d'application de l'article 6 de la loi du 6 mai 1976 fixant les pouvoirs de la région Ile-de-France en matière de transport de voyageurs ; invite le ministre au nom de la commission de la production et des échanges à déposer un texte au cours de la prochaine session ; avis favorable de la commission sur le projet.

— **Projet de loi portant approbation d'un rapport sur l'adaptation du VII^e^ Plan** (n° **655**). **Première lecture. Discussion générale** [28 novembre 1978] (p. 8435) : primauté de la politique industrielle axée sur la sélectivité des secteurs porteurs d'avenir et sur la conversion des secteurs sensibles ; résultats satisfaisants de la politique gouvernementale en matière de commerce extérieur, de taux d'inflation et de croissance ; lacunes du rapport d'adaptation du VII^e^ Plan : politique démographique, politique des revenus, politique fiscale, méthodes de la politique industrielle, protectionnisme offensif des Etats-Unis et de l'Allemagne ; budget social de la nation laissé de côté dans le rapport.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage** (n° **900**). **Discussion générale** [16 mars 1979] (p. 1791) : guerre économique ; existence de mesures protectionnistes dans les autres pays; (p. 1792) : absence de plan ; insuffisance des dépenses de formation et des dépenses faites dans les secteurs de pointe

tels l'informatique et le secteur spatial ; nécessité de développer de nouvelles consommations et de nouvelles demandes collectives ; augmentation du nombre des primo-demandeurs d'emplois en raison de l'augmentation du coût du travail par les mesures sociales, de l'amélioration de l'indemnisation du chômage, de l'évolution de l'attitude à l'égard du travail ; possibilité de séparer la couverture sociale de la qualité de demandeur d'emploi ; nouvelle définition du critère de rationalité économique et de la notion de prix de revient ; (p. 1793) : nécessité d'étudier le rapport entre la dimension des outils de production et l'évolution de la situation de l'emploi. **Discussion de l'article unique** [16 mars 1979]. **Article unique** (p. 1803) : proteste contre le procédé qui consiste à résumer dans un scrutin public l'opinion de chaque groupe sur la durée du travail. **Explications de vote** [16 mars 1979] (p. 1806) : vote favorable du groupe RPR sur la création d'une commission d'enquête dont le domaine d'investigation ne comporte aucune limite.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture. Discussion générale** [17 octobre 1979] (p. 8350) : conjoncture de guerre économique ; l'amendement du RPR tendant à réduire de 2 milliards de francs les dépenses de l'Etat repose sur la nécessité de revoir la croissance des services votés ; nécessité de lois-cadres sur l'investissement, sur les industries de pointe, pour le système éducatif et en matière familiale et démographique.

Deuxième partie :

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1979] (p. 9215) : complexité des normes et des textes liés au fonctionnement de l'ANAH ; possibilité d'aider les commerçants et les artisans obligés de rester dans des immeubles réhabilités ; difficulté de mise en place d'opérations programmées d'amélioration de l'habitat ; (p. 9218) : résultats des expériences pour le conventionnement volontaire. **Examen des crédits** [30 octobre 1979]. **Etat C - Titre VI** (p. 9221) : son amendement n° 275 : diminution de la dotation budgétaire relative à la surtaxe foncière ; retiré.

Budget annexe des postes et télécommunications, rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges. **Discussion générale** [9 novembre 1979] (p. 9773) : mutations techniques liées à l'avènement de la télématique ; rattrapage du retard de la France en matière de téléphone ; (p. 9774) : exportation, moyen de maintenir l'emploi dans l'industrie des télécommunications ; expériences en matière de télématique ; importance de la recherche pour l'indépendance nationale dans le secteur des télécommunications ; rôle du CNET (centre national d'études des télécommunications) ; lancement du programme télécom I ; problème du personnel de la poste ; décret du 19 octobre 1979 transformant les bureaux de poste ruraux en véritables maisons de service public ; problème de la tarification appliquée aux imprimés de presse. **Discussion des articles** [9 novembre 1979]. **Article 33** (p. 9791) : soutient l'amendement n° 421 de la commission de la production : réduction de crédits en signe d'inquiétude quant à l'évolution des fonds affectés à la recherche à travers le CNET ; rejeté.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** (n° **1681**). **Première lecture. Discussion générale** [12 juin 1980] (p. 1818) : sentiment d'insécurité ; élaboration d'un droit pénal de nécessité en fonction de l'opinion publique ; rapport du comité d'études sur la violence ; projet ne concernant que les délits graves ; lenteur de la justice due à l'absence de moyens ; (p. 1819) : remise en cause de principes du droit pénal : distinction entre les fonctions de juge et d'accusateur, individualisation des sanctions, séparation de la poursuite et de l'instruction ; inefficacité du projet ; risque d'augmentation des erreurs judiciaires ; absence de moyens de la justice.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture. Discussion générale** [14 octobre 1980] (p. 2704) : relance par l'offre ou par la demande ; recherche et industries de pointe ; aide à l'emploi ; stabilité de l'impôt ; limitation des dépenses publiques ; souhaite une plus grande sélectivité du soutien du taux de croissance ; (p. 2705) : nouvelles causes de l'inflation ; anticipations inflationnistes ; mécanique monétaire ; endettement des agents économiques ou création de monnaie d'Etat ; endettement des collectivités locales ; politique de déficit budgétaire en RFA.

Deuxième partie :

Industrie. Discussion générale [13 novembre 1980] (p. 3862) : filière électronique ; (p. 3863) : dépendance en matière de machines d'équipement pour la fabrication des circuits intégrés ; concurrence japonaise.

Budget annexe des postes et télécommunications, rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges. **Discussion générale** [14 novembre 1980] (p. 3876) : situation financière de la poste ; faiblesse de son budget ; formation des personnels ; dépenses de maintenance ; (p. 3877) : télécommunicipations ; importance de la recherche - développement ; problème de la télématique ; ses dangers sociaux et culturels ; décret

d'octobre 1979 sur la polyvalence des bureaux de poste. **Examen des crédits. Crédits ouverts à l'Article 18 au titre des services votés** (p. 3891) : amendement n° 189 de la commission de la production : réduction de crédits ; tarification du trafic presse ; rejeté. **Crédits ouverts à l'Article 19, au titre des mesures nouvelles** (p. 3893) : son amendement n° 98 et l'amendement n° 182 de la commission de la production : réduction des crédits affectés à la télématique ; retirés ; mise au point d'un code de déontologie, d'un cahier des charges et d'une loi de base en matière télématique ; (p. 3904) : son amendement n° 121 : réduction de crédits ; création de tours hertziennes ; adopté ; amendement n° 181 de la commission de la production : réduction des autorisations de programme ouvertes au paragraphe I et des crédits ouverts au paragraphe II ; rejeté.

Transports. Discussion générale [15 novembre 1980] (p. 3996) : construction de la ligne C du métro de Lyon.

NOTEBART (Arthur)

Député du Nord
(5e *circonscription*)
(*S*).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1100).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Intérieur. Examen des crédits [28 octobre 1980]. **Après l'Article 45** (p. 3205) : son amendement n° 30 corrigé : regroupement dans un chapitre unique ouvert au titre VI du budget du ministère de l'Intérieur des autorisations de programme et crédits de paiement afférents à la majoration spéciale des subventions de l'Etat allouées aux communautés urbaines ; rejeté.

NUCCI (Christian)

Vice-président de l'Assemblée nationale
Député de l'Isère
(6e *circonscription*)
(*S*).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1099).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Vice-président de l'Assemblée nationale [2 avril 1981] (p. 3).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la modération du prix de l'eau [*J.O.* du 16 novembre 1978] (p. 3861).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation agricole [*J.O.* du 12 mai 1979] (p. 1126).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1981 (n° **1933**) : Economie - Budget : Entreprises nationales [9 octobre 1980] (p. 2650).

Membre de la commission d'enquête sur l'industrie textile [*J.O.* du 18 décembre 1980] (p. 2982).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1979** (n° **560**). — Budgets annexes. — **Annexe n° 47 : légion d'honneur - ordre de la libération** (n° **570**) [5 octobre 1978].

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une **commission parlementaire** sur les raisons justifiant l'extension du **camp militaire du Larzac** et ses conséquences économiques régionales (n° **707**) [17 novembre 1978].

— **Proposition de loi** relative à la situation juridique des **conjoints d'exploitants agricoles** (n° **887**) [21 décembre 1978].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° **1290**). — **Tome VII : Economie et budget - Entreprises nationales** (n° **1297**) [2 octobre 1979].

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une **commission d'enquête sur les défauts de fabrication constatés sur les centrales nucléaires PWR et leurs conséquences sur la politique nucléaire et énergétique du Gouvernement** (n° **1327**) [4 octobre 1979].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1560). **Tome VII : Economie et budget - Entreprises nationales** (n° **1567**) [9 janvier 1980].

— **Proposition de loi** tendant à fixer au 1er octobre 1980 la **date limite des délibérations** que les collectivités locales sont habilitées à prendre en matière d'**impôts locaux directs** en vertu de l'article 32 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 (n° **1845**) [25 juin 1980].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° **1933**). — **Tome VIII : Economie et budget - Entreprises nationales** (n° **1981**) [9 octobre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Maintien de l'emploi à l'usine Rhône-Poulenc textile de Péage-de-Roussillon** [8 novembre 1978] (p. 7224) : menaces de licenciement ; redressement possible grâce au plan élaboré par les organisations syndicales.

— **Directives en matière d'éducation** [20 décembre 1978] (p. 9746) : application éventuelle de la circulaire gouvernementale du 1er décembre dernier relative à la prochaine rentrée scolaire entraînant de nombreuses fermetures de classes maternelles et d'écoles rurales.

— **Difficultés dans l'entreprise laitière Marlieu à Viricu dans l'Isère** [4 juin 1980] (p. 1533).

— **Suppression d'emplois à l'usine Rhône-Poulenc de Roussillon dans l'Isère** [17 juin 1980] (p. 1899).

• *questions orales sans débat :*

— (n° **6859**) : **Camp du Larzac** [6 octobre 1978] (p. 5766) : nécessité de prendre des mesures pour permettre aux exploitants agricoles du Larzac de rester sur leurs terres.

— (n° **23833**) : **Aide ménagère à domicile** [14 décembre 1979] (p. 11899, 11900) : assistance ménagère, droit ouvert à toutes les personnes âgées mais financement insuffisant ; politique du troisième âge.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'imposition des produits de cession à titre onéreux de valeurs mobilières et de droits sociaux** (n° **255**). **Première lecture. Discussion générale** [13 juin 1978] (p. 2813) : injustice de la pénalisation des revenus du travail par rapport à ceux du capital ; étapes du « tango des plus-values » ; (p. 2814) : faiblesse du nombre de Français concernés par le projet ; anomalies du projet : système différenciant trois catégories d'assujettis, trois seuils d'exonération et trois seuils d'imposition, injustice constituée par les seuils d'exonérations, absence de prise en compte de l'érosion monétaire, imposition inversement proportionnelle à la richesse du contribuable. **Discussion des articles** [14 juin 1978] (p. 2896). **Article 4 :** soutient l'amendement de suppression n° 66 de M. Laurent Fabius.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Intérieur. Discussion générale [19 octobre 1978] (p. 6357) : engagement pris par le Gouvernement de renforcer les effectifs des personnels d'Etat dans les préfectures ; (p. 6361) : nécessité de modifier les pouvoirs des tribunaux administratifs statuant en référé et de donner un caractère suspensif aux recours présentés devant eux dans certaines matières.

Budgets annexes de la légion d'honneur et de l'ordre de la libération, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [24 octobre 1978] (p. 6524) : majoration modeste du budget de la légion d'honneur ; non-modification du produit des rentes ; recettes supplémentaires retirées des pensions des élèves des maisons d'éducation ; (p. 6525 : diminution des effectifs des membres de la légion d'honneur et augmentation des titulaires de la médaille de l'ordre national du mérite ; mauvaises conditions matérielles existant tant à la maison des Loges qu'à celle de Saint-Denis ; nécessité d'augmenter les traitements versés aux légionnaires et aux médaillés militaires ; subventions du budget général pour le budget annexe de l'ordre de la Libération fixées à 1 milliard 730.238 F.

Transports. — V. **Routes, ports et voies navigables. Discussion générale** [9 novembre

1978] (p. 7318) : conditions de vie des riverains des boulevards périphériques de la région parisienne ; ralentissement du programme autoroutier ; concentration du trafic autoroutier de la région Rhône-Alpes dans la vallée du Rhône ; (p. 7319) : déséquilibre géographique du réseau autoroutier français favorisant la moitié est.

Education. Discussion générale [13 novembre 1978] (p. 7506) : difficulté des enfants scolarisés en milieu rural ; effet désastreux de l'exode rural sur le système scolaire ; participation insuffisante du Gouvernement aux transports scolaires ; école maternelle, facteur aggravant la situation d'infériorité des jeunes ruraux ; fermeture d'écoles, cause de désertification dans le monde rural ; (p. 7507) : souhaite savoir si le Gouvernement est prêt à abaisser les seuils d'ouverture et de fermeture des écoles en milieu rural ; (p. 7522) : problème posé par la construction d'un collège rural dans sa circonscription.

Budget annexe des postes et télécommunications. Discussion générale [14 novembre 1978] (p. 7566) : problème de l'avenir du service public des PTT et risque de privatisation ; conclusions des rapports Nora et Ripert; multiplication des fermetures d'établissement en milieu rural ; conteste la mise en place des boîtes postales CIDEX en milieu rural.

— **Projet de loi relatif à la modération du prix de l'eau** (n° **661**). **Première lecture. Discussion des articles** [29 novembre 1978]. **Après l'article unique** (p. 8524) : son amendement n° 2 soutenu par M. André Cellard : interdisant aux communes de conclure avec des sociétés privées des contrats de concession en matière de distribution d'eau ; rejeté.

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique agricole et débat sur cette déclaration** (n° **790**). **Discussion** [14 décembre 1978] (p. 9453) : nécessité d'une réforme du régime social agricole aboutissant à la parité avec le régime général ; (p. 9454) : souhaite que soit entreprise une politique volontariste d'installation des jeunes agriculteurs ; pas d'harmonisation en matière de prestations sociales sauf pour les prestations familiales et les prestations maladie ; inégalité criante entre le régime général et le régime agricole dans le domaine des prestations vieillesse ; disparition de la valeur incitative de l'indemnité viagère de départ ; exode rural frappant les salariés agricoles plus gravement encore que les exploitants.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Education. Discussion générale [22 octobre 1979] (p. 8726) : problèmes non réglés un mois après la rentrée scolaire ; (p. 8727) : exemple du département de l'Isère ; véritable intention du Gouvernement, la disparition du grand service public qu'est l'éducation ; rôle essentiel de l'école maternelle ; nombre excessif d'élèves par classe maternelle ; problème des transports scolaires des élèves internes ; souhaite la suppression de la grille Guichard pour assurer le maintien de l'école au village ; demande la création d'un fonds de lutte contre la désertification scolaire.

Jeunesse, sports et loisirs. — **1. Jeunesse et sports. Examen des crédits** [29 octobre 1979]. **Etat B - Titre III** (p. 9132) : son amendement n° 276 : suppression des crédits relatifs au financement des heures supplémentaires ; rejeté ; (p. 9134) : son amendement n° 278 corrigé : réduction des crédits prévus pour le fonctionnement du musée du sport ; rejeté ; propose de transférer les crédits prévus pour le musée du sport à la formation des cadres et animateurs des fédérations sportives.

Agriculture. — **BAPSA. Examen des crédits** [8 novembre 1979]. **Etat C - Titre VI** (p. 9669) : son amendement n° 427 : diminution des crédits pour le stockage, le conditionnement et les mises en marché de la transformation et de la commercialisation ; rejeté ; amendement ayant pour objet d'obtenir des éclaircissements sur l'affectation des crédits inscrits au chapitre 61-60 ; intérêt des socialistes pour les associations d'aide à domicile en milieu rural.

Budget annexe des postes et télécommunications. Discussion générale [9 novembre 1979] (p. 9783) : administration des PTT, élément essentiel d'une véritable politique d'aménagement rural ; intérêt économique des créations d'emplois dans les PTT ; (p. 9784) : difficultés entraînées pour le personnel par la diversification des services rendus en milieu rural par les bureaux de poste ; problème des receveurs distributeurs ; insuffisance de l'équipement téléphonique en milieu rural.

Economie et budget. — **I. Charges communes,** rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges, pour les entreprises nationales. **Discussion générale** [12 novembre 1979] (p. 9836) : régression des dotations en capital et stagnation des prêts du FDES aux entreprises publiques ; augmentation de la contribution de l'Etat aux charges de service public ; augmentation massive de l'endettement des entreprises nationales ; engagement trop marqué et trop rapide d'EDF dans la voie du nucléaire ; nécessité d'une relance de la production charbonnière.

Intérieur. Discussion générale [13 novembre 1979] (p. 9932) : transfert inadmissible des charges de l'Etat vers les départements qui prennent en charge un grand nombre des

agents rémunérés du département ; nécessité d'augmenter le régime indemnitaire des personnels de préfecture.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique familiale** (n° **1408**). **Discussion** [22 novembre 1979] (p. 10543) : difficultés rencontrées par les parents isolés en matière de revenus ; femmes, chefs de famille, occupant le plus souvent des emplois peu qualifiés ; mise en place du complément familial désavantageant les femmes chefs de famille ; non-généralisation de l'allocation de parents isolés ; situation d'isolement social des familles mono-parentales ; (p. 10544) : proposition de loi socialiste en matière d'aide aux familles mono-parentales.

— **Projet de loi relatif à la Compagnie nationale du Rhône** (n° **1276**). **Première lecture. Discussion générale** [10 décembre 1979] (p. 11524) : problème de la participation financière des établissements publics régionaux ; nécessité de prévoir des compensations pour les dommages écologiques causés aux exploitations agricoles riveraines du canal ; nécessité d'éviter que la réalisation du canal ne se fasse au détriment des régions qui ne sont pas concernées ; souhaite un financement hors budget ; nécessité d'élaborer un plan pluriannuel d'équipement fluvial et de prévoir les liaisons Seine-est et Seine-nord ; critique le plan du grand Sud-Ouest et compare ses crédits au coût de la liaison Rhin-Rhône ; (p. 11525) : lien indispensable entre la planification et l'aménagement du territoire.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la Convention sur la limitation de la responsabilité en matière de créances maritimes faite à Londres le 19 novembre 1979** (n° **932**). **Première lecture. Discussion générale** [10 décembre 1979] (p. 11555) : s'interroge sur l'existence d'un plafond de limitation des responsabilités des transporteurs et des chargeurs ; (p. 11556) : risques liés au transport maritime des produits dangereux ; création d'une jurisprudence internationale par les procédures civiles engagées par la France à la suite du naufrage de l'*Amoco-Cadiz* ; nécessité de conserver le principe d'un plafond de limitation de responsabilité comme une réponse à l'apparition d'une catégorie de risques d'un ordre de grandeur supérieur à la valeur du navire et de sa cargaison ; critique la dégressivité du plafond en fonction du tonnage et la mise en jeu trop exceptionnelle de la responsabilité personnelle de l'armateur ; mise en jeu trop fréquente de la responsabilité du capitaine du navire ; abstention du groupe socialiste.

— **Projet de loi autorisant la ratification de la Convention entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les successions et sur les donations, signée à Washington le 24 novembre 1977** (n° **1334**). **Première lecture. Explications de vote** [10 décembre 1979] (p. 11559) : abstention du groupe socialiste sur un texte qui n'apporte pas de garantie suffisante en matière de lutte contre l'évasion fiscale.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion générale** [11 décembre 1979]. **Rappel au règlement** (p. 11595) : proteste contre le départ de la télévision à partir de l'intervention de M. Claude Michel ; [12 décembre 1979] (p. 11690) : imprécision du projet quant aux industries agro-alimentaires ; pénétration des industries agro-alimentaires françaises par les investissements étrangers et essor insuffisant de ces industries ; (p. 11691) : estime inadmissible de laisser aux coopératives les secteurs les moins rentables de l'agro-alimentaire. **Discussion des articles** [13 décembre 1979]. **Article premier** (p. 11761) : nécessité de dégager des moyens de soutien et de développement pour maintenir le plus grand nombre de personnes possible à la terre dans les régions défavorisées et d'entreprendre de grands travaux afin de développer les voies de communication et d'assurer la protection de la nature ; nécessité de créer des petites et moyennes entreprises dans les zones d'accès difficile. **Article 2** (p. 11783) : nécessité du maintien de la représentation des salariés agricoles dans le Conseil supérieur d'orientation. **Après l'Article 2** (p. 11793) : son sous-amendement n° 703 à l'amendement n° 12 de la commission : établissement d'un système de plafonnement dans la réservation des aides ; rejeté au scrutin public. **Article 3** (p. 11801) : nécessité de préciser qui assurera la gestion du fonds de promotion, quels seront les moyens de contrôle sur la gestion de ces fonds ; (p. 11803) : nécessité de rendre l'action de la Sopexa opérationnelle et offensive dans le domaine de la promotion ; [15 décembre 1979] : **Avant l'Article 22** (*suite*) (p. 12067) : soutient le sous-amendement n° 440 de M. Claude Michel à l'amendement n° 60 de la commission : délai pour la désignation d'un nouvel exploitant ; soutient le sous-amendement n° 441 de M. Claude Michel à l'amendement n° 60 de la commission : possibilité d'appel devant le tribunal administratif. **Article 30** (p. 12105) : faiblesse des crédits consacrés au remembrement ; son opposition à l'article 30 qui complique la procédure du remembrement. **Après l'Article 31** (p. 12108) : soutient l'amendement n° 460 de M. Claude Michel : zonage en zone de montagne. **Deuxième lecture.**

Discussion générale [8 avril 1980] (p. 133) : aménagement de l'espace rural ; statut du fermage ; législation des cumuls ; (p. 134) : rôle des SCPI dans les GFA ; SAFER ; aides familiales en milieu rural. **Discussion des articles** [9 avril 1980] : **Article 2** *ter* (p. 167) : soutient le sous-amendement n° 308 de M. Claude Michel à l'amendement n° 12 de la commission : **Article 5** *bis* (p. 185) : soutient l'amendement n° 207 de M. Claude Michel. **Article 7** (p. 190) : conditions d'affiliation au régime de protection sociale agricole ; risques d'élimination de 150.000 actifs par le nouveau seuil d'affiliation de la demi-SMI ; [10 avril 1980] **Article 22 B** (p. 237) : soutient le sous-amendement n° 237 de M. Louis Besson à l'amendement n° 76 de la commission. **Avant l'Article 29** (p. 277) : son amendement n° 237 : intitulé du titre IV : aménagement de l'espace rural ; rejeté ; (p. 278) : organisation et structuration de l'espace rural ; désertification. **Article 29** (p. 279) : soutient le sous-amendement n° 335 de M. Claude Michel à l'amendement n° 98 de la commission ; (p. 280) : son sous-amendement n° 337 à l'amendement n° 98 de la commission : politique globale d'aménagement de l'espace agricole ; rejeté ; objectifs d'une politique d'aménagement rural ; établissement de la carte des terres agricoles. **Article 30** *bis* (p. 283) : soutient l'amendement n° 241 de M. Claude Michel ; (p. 284) : soutient l'amendement n° 242 de M. Claude Michel. **Article 31** *ter* (p. 284) : soutient l'amendement n° 243 de M. Claude Michel ; (p. 285) : fonds régional d'aménagement et d'expansion de la montagne ; classement des terres incultes ; diversification des activités, polyvalence des services en montagne ; maîtrise et mise en valeur des ressources hydroélectriques.

— **Rappel au règlement** [12 novembre 1980] (p. 3766) : présence de la télévision le mercredi après-midi lors des questions d'actualité.

— **Projet de loi portant modification du statut de la société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes, SEITA** (n° **1731**). **Première lecture. Discussion générale** [4 juin 1980] (p. 1544) : soulève une exception d'irrecevabilité ; projet transformant le SEITA en société d'économie mixte ; participation de capitaux privés ; dénationalisation ; statut du personnel ; planteurs de tabac ; prix du tabac ; production de tabac protéine ; préambule de la Constitution de 1946 ; (p. 1545) : opposition de M. Chirac au projet ; exception d'irrecevabilité rejetée par scrutin public. **Discussion des articles** [5 juin 1980]. **Article premier** (p. 1602) : **Rappel au règlement** : droit d'expression de l'opposition ; (p. 1607) : soutient l'amendement n° 19 de Mme Marie Jacq ; devient sans objet. **Article 3** (p. 1611) : soutient l'amendement n° 15 de Mme Jacq ; devient sans objet. **Après l'Article 3** (p. 1612) : objectifs de la loi d'orientation agricole ; difficultés des tabaculteurs. **Deuxième lecture. Discussion générale** [27 juin 1980] (p. 2378) : oppose la question préalable ; introduction de capitaux privés dans le capital de la SEITA ; statut des personnels ; rapport entre les planteurs et la SEITA ; mutilation du monopole ; (p. 2379) : multinationales ; rejet de la question préalable par scrutin public. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2382) : son amendement n° 1 : suppression de l'article premier : réservé puis non adopté en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; statut du personnel ; diminution de la production de tabac ; démantèlement de service public ; (p. 2383) : son amendement n° 2 : détention de la totalité du capital de la SEITA par l'Etat, ses établissements publics et ses entreprises nationales ; réservé puis non adopté en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; son amendement n° 3 : participation au capital de la SEITA du personnel, des planteurs de tabac et des débitants de tabac ; réservé puis non adopté en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; (p. 2384) : son amendement n° 13 : référence à l'évolution du marché des produits finis ; réservé puis non adopté en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; son amendement n° 4 : rétablissement de l'accord de 1974 entre le SEITA et les planteurs de tabac ; réservé puis non adopté en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; revenu des planteurs de tabac ; (p. 2385) : son amendement n° 5 : représentation du ministère de la santé et de la sécurité sociale au conseil d'administration de la SEITA ; réservé puis non adopté en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; son amendement n° 6 : attribution à la SEITA d'une surface de publicité proportionnelle à sa part de marché ; réservé puis non adopté en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution. **Article 3** (p. 2386) : son amendement n° 7 : statut du personnel de la SEITA ; réservé puis non adopté en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; son amendement n° 8 : suppression du second alinéa de l'article 3 ; retiré. **Explications de vote** (p. 2387) : difficultés des planteurs ; aménagement du territoire.

— **Rappel au règlement** [5 juin 1980] (p. 1614) : report du débat sur les départements et territoires d'outre-mer.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Intérieur. Discussion générale [28 octobre 1980] (p. 3198) : organisation et fonctionnement des conseils généraux ; équilibre des pouvoirs entre l'Etat et le département.

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1980] (p. 3350) : situation de l'architecture en France depuis 1974 ; aménagement de La Villette et de la gare d'Orsay ; interventions du Président de la République ; maîtres d'œuvre en bâtiment ; offensive du pouvoir contre l'enseignement de l'architecture.

Economie et budget. — I. Charges communes, rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges pour les entreprises nationales. **Discussion générale** [3 novembre 1980] (p. 3414) : insuffisante information du Rapporteur sur les entreprises publiques ; ouverture aux actionnaires privés du capital des sociétés nationales ; multiplication des liens entre les entreprises nationales et le secteur privé ; (p. 3415) : dilution de la caisse nationale des marchés de l'Etat au sein d'une société d'économie mixte : crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises ; dénationalisation silencieuse ; situation financière des entreprises nationales ; rôle de leurs investissements dans le soutien de la demande ; réduction de l'autofinancement et montée de l'endettement des entreprises nationales ; contrats d'entreprises.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [6 novembre 1980] (p. 3642) : pauvreté des communes de montagne soulignée par le discours de Vallouise du Président de la République ; (p. 3647) : insuffisance des crédits affectés à l'équipement et à l'aménagement du milieu rural ; régression du budget du FIDAR ; désengagement de l'Etat au détriment des collectivités locales ; (p. 3648) : électoralisme d'une politique d'aide directe aux revenus ; désengagement de l'Etat en matière d'infrastructures et de services publics en milieu rural ; projet de directive nationale d'aménagement rural.

Jeunesse, sports et loisirs. — III. Tourisme. Discussion générale [7 novembre 1980] (p. 3705) : tourisme social ; institution d'un système d'aide personnelle sous forme de chèques-vacances. **Examen des crédits. Etat B - Titre IV** (p. 3706) : son amendement n° 166 tendant à réduire les crédits du chapitre 44-01 affectés à l'association « France-Information-Loisirs » ; contrôle de l'utilisation des fonds publics ; rejeté.

Jeunesse, sports et loisirs. — I. Section commune. — II. Jeunesse et sports. Discussion générale [7 novembre 1980] (p. 3733) : substitution des crédits extra-budgétaires aux crédits budgétaires non utilisés.

Budget annexe des postes et télécommunications. Examen des crédits [14 novembre 1980]. **Article 19** (p. 3908) : son amendement n° 204 : réduction de crédits ; rejeté.

Transports. Discussion générale [15 novembre 1980] (p. 3998) : pose une question au nom de M. Jacques Huyghues des Etages : aménagement de la nationale 7 dans la traversée du Val-de-Loire. **Examen des crédits. Article 36** (p. 4009) : désengagement de l'Etat au détriment des collectivités locales en matière d'investissements routiers. **Après l'Article 46** (p. 4010) : son amendement n° 212 : présentation par le Gouvernement d'un rapport analysant la situation actuelle des aéroports français de deuxième niveau ; retiré.

Santé et sécurité sociale. — Travail et santé — I. Section commune. — III. Santé et sécurité sociale. Examen des crédits [17 novembre 1980]. **Après l'Article 46** (p. 4079) : son amendement n° 222 : présentation par le Gouvernement d'un rapport sur l'intervention financière de l'Etat pour humaniser les maisons de retraite ; rejeté ; problème de la transformation des hospices en établissements sociaux ; transformation de lits de médecine en lits de moyen séjour dans les hôpitaux ruraux.

Articles et articles additionnels non rattachés [18 novembre 1980]. **Article 43** (p. 4118) : tendant à reconduire sans analyse critique des mesures incitatives qui devront être modifiées après l'approbation du VIII[e] Plan ; absence de toute politique cohérente d'aménagement des structures industrielles ; date du débat sur le VIII[e] Plan ; mesures fiscales ne concernant que les entreprises faisant des bénéfices ; diminution des investissements ; augmentation des faillites ; pertes réalisées par de nombreuses entreprises du secteur productif ; (p. 4120) : pas d'information du Parlement sur les résultats des aides à l'industrie ; regrette que le VIII[e] Plan n'ait pas été soumis au Parlement avant l'examen de la loi de finances.

— Discussion des conclusions du rapport (n° 2027) de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les problèmes de l'industrie textile et les moyens à mettre en œuvre pour les résoudre (n° 1935). Discussion générale [16 décembre 1980] (p. 4901) : fermeture de l'usine Rhône-Poulenc au Péage-de-Roussillon dans l'Isère ; plan textile du Gouvernement ; concurrence des pays de la communauté européenne et des Etats-Unis ; diminution des

investissements ; difficultés de l'industrie de production des fibres chimiques ; propose la création de sociétés de commerce.

— **Rappel au règlement** [3 avril 1981] (p. 14) : politique agricole ; décisions du Conseil des ministres de la CEE.

NUNGESSER (Roland)

Député du Val-de-Marne
(6e circonscription)
(RPR).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission nationale pour l'éducation, la science et la culture [15 juin 1978] (p. 3006), [16 juin 1978] (p. 3080).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner :

1° le projet de loi, adopté par le Sénat, portant aménagement de la fiscalité directe locale (n° **689**).

2° le projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements (n° **706**) [*J.O.* du 25 novembre 1978] (p. 3949).

Cesse d'appartenir à la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par le Sénat, portant aménagement de la fiscalité directe locale [*J.O.* du 24 janvier 1979] (p. 246).

DÉPOTS

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une commission d'enquête **sur la fraude électorale** (n° **1694**) [12 mai 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Désarmement** [20 décembre 1978] (p. 9750) : suite donnée aux propositions en faveur du désarmement formulées par le Président de la République devant l'ONU au printemps dernier.

— **Entretien de « La Boisserie »** [25 avril 1979] (p. 3037) : mise en vente des objets ayant appartenu au général de Gaulle ; il serait logique que l'Etat prenne en charge les frais d'entretien et de gardiennage de « La Boisserie », dont la gestion pourrait être confiée à l'Institut Charles-de-Gaulle.

— **Anniversaires du 18 juin 1940, du 8 mai 1945 et de la mort du général de Gaulle** [14 mai 1980] (p. 1052).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Environnement et cadre de vie. — I. **Environnement. Discussion générale** [25 octobre 1978] (p. 6639) : problème du bruit émis par les véhicules et par les grandes infrastructures routières ou ferroviaires ; souhaite la création d'une banque nationale de l'environnement drainant une partie de l'épargne au profit d'investissements à caractère écologique ; souhaite l'institutionnalisation des plans verts qui seraient obligatoirement annexés aux plans d'occupation des sols ; (p. 6640) : s'inquiète de l'absorption de l'administration de l'environnement par celle de l'équipement et du logement.

Affaires étrangères. Discussion générale [2 novembre 1978] (p. 6931) : insuffisance des moyens alloués aux services diplomatiques ; (p. 6932) : nécessité d'améliorer l'information des représentants de la France à l'étranger.

Transports. — V. **Routes, ports et voies navigables. Examen des crédits** [9 novembre 1978]. **Etat C - Titre V** (p. 7327) : son avis favorable sur l'amendement n° 306 de la commission de la production et des échanges ; insuffisance des crédits affectés aux voies navigables ; nécessité d'adopter le schéma directeur des voies navigables.

Universités. Discussion générale [16 novembre 1978] (p. 7743) : problème du transfert de l'université de Vincennes et de la consultation des communes susceptibles de l'ac-

cueillir ; (p. 7748) : éclatement de l'université de Vincennes contenu dans les propositions communistes.

Articles et articles additionnels non rattachés [17 novembre 1978]. **Article 65** (p. 8001) : son sous-amendement n° 371 à l'amendement n° 303 rectifié de M. Henri Ginoux : application de l'amendement n° 303 aux journalistes ; rejeté.

— **Projet de loi relatif aux matières nucléaires** (n° 897). **Première lecture. Discussion des articles** [26 avril 1979]. **Article 2** (p. 3143) : soutient son amendement n° 1 : consultation du Conseil supérieur de la sûreté nucléaire ; adopté. **Après l'Article 7** (n° 3149) : son amendement n° 3 : présentation par le Gouvernement d'un rapport annuel sur l'application des articles 2, 4, 5 et 6 de la loi ; adopté.

— **Proposition de loi prorogeant en matière de postulation dans la région parisienne les délais prévus par l'article premier-III de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971** (n° 851). **Première lecture. Discussion de l'article unique** [30 mai 1979]. **Article unique** (p. 4435) : soutient son amendement n° 5 : suppression de l'article unique ; rejeté ; capacité des barreaux de Bobigny, Nanterre et Créteil d'assurer les charges qui leur incombent. **Deuxième lecture. Discussion générale** [29 juin 1979] (p. 5879) : souhaite que le Gouvernement s'engage à ne pas demander au Parlement une nouvelle prorogation de la période transitoire où la multipostulation est autorisée dans la région parisienne.

— **Projet de loi portant approbation du rapport sur les principales options du VIII^e Plan** (n° 1055). **Première lecture. Discussion générale** [14 juin 1979] (p. 5106) : nécessité d'achever la liaison fluviale région parisienne-Nord-Pas-de-Calais.

— **Déclaration du Gouvernement sur l'échelle des peines criminelles et débat de réflexion et d'orientation sur cette déclaration** (n° 1191). **Discussion** [26 juin 1979] (p. 5688) : déphasage très net entre l'offensive des abolitionnistes et la réserve de la grande majorité de la population ; caractère insignifiant du nombre des condamnés à mort en regard de celui des victimes des accidents de la route ou du travail ; (p. 5689) : reproche aux abolitionnistes d'oublier trop souvent les victimes au profit des criminels ; problème de la peine de remplacement ; caractère inhumain d'une trop longue détention ; caractère plus ou moins dissuasif de la peine de mort selon les catégories de criminels ; (p. 5690) : nécessité de restreindre le nombre des crimes passibles de la peine de mort sans abolir totalement celle-ci ; problème du mode d'exécution.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° 1290). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [19 octobre 1979]. **Article 9** (p. 8569) : soutient son amendement n° 288 : diminuant l'augmentation prévue par l'article 9 pour les tarifs du droit de francisation et de navigation sur les bateaux de plaisance ; rejeté ; estime que la navigation de plaisance est devenue un sport très démocratique ; rôle économique important des industries nautiques.

Deuxième partie :

Transports. Discussion générale [23 octobre 1979] (p. 8786) : budget des voies navigables en recul par rapport à celui de 1979 ; effort français représentant à peine la moitié de celui des Allemands et des Belges ; effort budgétaire insuffisant portant atteinte à la rentabilité des investissements déjà accomplis ; nécessité de financer la liaison Rhin-Rhône en faisant appel aux crédits de l'aménagement du territoire.

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1979] (p. 9188) : évolution de l'urbanisme en France ; réalisation de 4.000 POS par an ; nécessité d'accélérer le rythme de réalisation des POS ; souhaite l'insertion obligatoire d'un véritable plan vert en annexe aux POS ; les études d'impact, tournant fondamental dans les relations entre l'administration et les usagers ; nécessité d'assurer une bonne publicité aux études d'impact et de rendre ces études accessibles au public ; (p. 9189) : diffusion de la maison individuelle ; maintien de la qualité du patrimoine existant ; utilité du conservatoire du littoral, exemple du cap Camarat ; nécessité de compléter la charte de l'animal.

— **Rappel au règlement** [14 mai 1980] (p. 1056) : procédure d'examen de sa proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les fraudes électorales ; (p. 1057) : élections au conseil général du Val-de-Marne.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° 1933). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1980] (p. 3319) : aspect qualitatif du problème du logement ; préférence des Français pour l'accession à la propriété et pour la maison individuelle ; (p. 3320) : retard du nombre de prêts aidés à l'accession à la propriété ; prêts conventionnés ; personnalisation des logements et

conceptions architecturales ; logement et environnement ; procédure des études d'impact ; réserves naturelles ; lutte contre le bruit.

Justice. Examen des crédits [5 novembre 1980]. **Titre III** (p. 3605) : sollicitude des abolitionnistes envers les assassins et non envers les victimes d'accidents de la route ou du travail ; campagne abolitionniste entraînant un laxisme dangereux pour toute la société ; problème du mode d'exécution.

Transports. Discussion générale [15 novembre 1980] (p. 3992) : insuffisance des crédits des voies navigables ; problème de la réalisation de la liaison à grand gabarit Seine-nord.

O

ODRU (Louis)

Député de la Seine-Saint-Denis
(7e circonscription)
(C).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission spéciale élue pour l'examen de la proposition de résolution n° **1641** portant mise en accusation, devant la Haute Cour de justice, de M. Michel Poniatowski, ministre de l'intérieur du 28 mai 1974 au 30 mars 1977 [*J.O.* du 24 avril 1980] (p. 1023).

Rapporteur du projet de loi adopté par le Sénat autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relative au transport par la Société nationale des chemins de fer algériens de certains pensionnés au titre des lois françaises (n° 2031) [6 novembre 1980] (p. 3690).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi n° 134, autorisant l'approbation de l'**accord de coopération culturelle, scientifique, technique et économique** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République de Guinée-Bissau,** signé à Paris le 12 avril 1976 (n° **247**) [18 mai 1978].

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire** sur les conditions de l'**intervention militaire française au Sahara occidental, au Tchad et au Zaïre** (n° **308**) [31 mai 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° **152**) autorisant l'approbation de l'**accord maritime** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République arabe libyenne,** signé à Tripoli le 22 mars 1976 (n° **317**) [1er juin 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1337) **autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Chine sur l'exonération réciproque des impôts et taxes dus par les entreprises de navigation aérienne,** signé à Paris, le 23 janvier 1979 (n° **1395**) [8 novembre 1979].

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur les responsabilités de tous ceux qui ont côtoyé, cautionné et bénéficié des **crimes de Bokassa** (n° **1603**) [2 avril 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° **1475**) autorisant l'approbation de l'avenant à la **convention** générale sur la **sécurité sociale** du 17 décembre 1965 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République tunisienne,** signé à Paris, le 1er février 1978 (n° **1716**) [14 mai 1980].

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une **commission d'enquête sur l'évasion en Suisse des capitaux français** (n° **1729**) [22 mai 1980].

— **Proposition de loi** relative à la transparence de l'**activité** des **hommes politiques** durant la Seconde Guerre mondiale et les guerres coloniales (n° **1853**) [25 juin 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° **2031**) autorisant l'approbation de la **convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire** relative au **transport** par la Société nationale des chemins de fer algériens **de certains pensionnés au titre des lois françaises** (n° **2062**) [13 novembre 1980].

— **Proposition de loi** tendant à interdire les **internements administratifs** (n° **2209**) [18 décembre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Situation au Liban** [18 octobre 1978] (p. 6237) : nécessité de parvenir à un règlement d'ensemble du conflit du Moyen-Orient et de reconnaître les droits nationaux des Palestiniens.

— **Nécessité d'écarter toute épreuve de force dans l'approvisionnement pétrolier** [27 juin 1979] (p. 5730) : utilisation du drame des réfugiés indochinois par le Gouvernement pour alimenter une campagne de haine à l'égard du Vietnam ; discrétion sur la réorganisation des forces de l'armée française dans le souci de préserver l'approvisionnement en énergie ; faire cesser le cliquetis d'armes franco-américano-germanique ; les problèmes de l'énergie se résoudront dans la concertation.

— **Situation sociale à la Martinique** [9 avril 1980] (p. 151) : forces de répression en Martinique.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **23421**) : **Politique du Gouvernement à l'égard de l'Iran** [7 décembre 1979] (p. 11479, 11480) : les forfaits du Shah ; nécessité pour la France d'avoir une politique indépendante de celle des Etats-Unis ; solidarité avec le peuple iranien en lutte pour son indépendance.

— (n° **23831**) : **Extradition des criminels de guerre** [14 décembre 1979] (p. 11911, 11912) : éviter que le procès de Cologne ne se termine comme celui de Düsseldorf ; exiger l'extradiction de Klaus Barbie de la Bolivie.

— (n° **36094**) : **Entreprise Dufour de Montreuil** [3 octobre 1980] (p. 2568, 2569) : préjudice porté à l'emploi en Seine-Saint-Denis et à l'industrie nationale de la machine-outil ; avance technologique de l'entreprise (fraiseuse T 7000) ; dossiers déposés par Vernier et Profel.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant l'augmentation de la quote-part de la France au Fonds monétaire international** (n° 7). **Première lecture. Discussion générale** [18 avril 1978] (p. 1158) : **oppose une exception d'irrecevabilité ;** les accords de la Jamaïque ; l'impossibilité de séparer la réforme des statuts du Fonds monétaire international et l'augmentation des quotes-parts ; la domination du dollar ; la surveillance accrue du Fonds monétaire international sur les politiques internes des Etats membres ; l'inconstitutionnalité de la procédure choisie par le Gouvernement ; la demande d'un scrutin public ; rejet de son exception d'irrecevabilité par scrutin public (p. 1179).

— **Rappel au règlement** [9 mai 1978] (p. 1500) : fixation de l'ordre du jour ; nécessité d'un débat, suivi d'un vote, sur la politique du Gouvernement : intervention française au Sahara occidental et au Tchad.

— **Projet de loi tendant à modifier les articles 62, 63, 64, 75 et 77 du code de procédure pénale** (n° **165**). **Deuxième lecture. Explications de vote** [1er juin 1978] (p. 2413) : le vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération militaire technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République togolaise, ensemble un échange de lettres, signé à Lomé le 23 mars 1976** (n° **125**). **Première lecture. Discussion générale** [29 juin 1978] (p. 3541) : caractère tardif de la soumission au Parlement de l'accord de coopération franco-togolais ; nécessité pour le Gouvernement de préciser son interprétation des critères constitutionnels de saisine du Parlement en matière d'accords internationaux ; vote défavorable du groupe communiste sur ce texte. **Discussion des articles** [29 juin 1978] (p. 3542) : vote hostile du groupe communiste sur l'accord de coopération militaire technique avec le Togo.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération en matière d'informa-**

tion entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République togolaise, signé à Lomé le 23 mars 1976 (n° **126**). **Première lecture. Discussion des articles** [29 juin 1978] (p. 3542) : vote hostile du groupe communiste sur l'accord de coopération en matière d'information avec le Togo.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Intérieur. Discussion générale [19 octobre 1978] (p. 6358) : nécessité de créer un treizième mois de salaire statutaire pour les personnels communaux ; (p. 6362) : état de l'instruction de l'affaire de Broglie.

Affaires étrangères. Discussion générale [2 novembre 1978] (p. 6912) : solidarité des communistes français avec les peuples espagnol, portugais et grec. **Examen des crédits** [2 novembre 1978]. **Etat B - Titre III** (p. 6937) : son amendement n° 275 : réduction de la participation de la France aux dépenses internationales ; volonté de réduire les crédits prévus pour l'Union de l'Europe occidentale et le Conseil de l'Europe en vue de protester contre le contrat passé entre la CEE et l'agence Havas pour la propagande électorale lors des élections à l'assemblée européenne ; rejeté au scrutin public. **Explications de vote** (p. 6939) : vote hostile du groupe communiste sur les crédits du budget des affaires étrangères.

Services du Premier ministre. — I. Services généraux. — II. Journaux officiels. — III. Secrétariat général de la défense nationale. — IV. Conseil économique et social. Examen des crédits [3 novembre 1978] (p. 7048) : vote hostile du groupe communiste sur les autorisations de programme du budget annexe des journaux officiels ; vote hostile du groupe communiste sur les crédits du secrétariat général de la défense nationale (p. 7049) : vote hostile du groupe communiste sur les crédits du Conseil économique et social.

Coopération. Examen des crédits [3 novembre 1978] (p. 7070). **Etat B - Titre IV** sur l'amendement n° 244 de M. Jean Fontaine ; droit à l'autodétermination des peuples d'outre-mer ; option du parti communiste réunionais pour un statut d'autonomie. **Explications de vote :** (p. 7070) : vote hostile du groupe communiste.

Budget annexe des postes et télécommunications. Explications de vote [14 novembre 1978] (p. 7577) : vote hostile du groupe communiste sur les crédits du budget annexe des postes et télécommunications.

Articles et articles additionnels non rattachés [17 novembre 1978]. **Article 60** (p. 7994) : problèmes posés par le prolongement de la ligne de métro n° 9 de la mairie de Montreuil à Rosny.

— **Projet de loi, autorisant la ratification de l'accord entre la Communauté économique européenne (CEE) et la Belgique, le Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la France, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas et le Royaume-Uni, Etats membres de cette communauté (Etats membres), d'une part, et l'Association internationale de développement (association), d'autre part, signé à Bruxelles le 2 mai 1978** (n° **649**). **Première lecture. Discussion générale** [22 novembre 1978] (p. 8160) : demande des explications sur la politique du Gouvernement concernant la remise des dettes des pays en voie de développement.

— **Projet de loi, autorisant l'approbation d'un accord général de coopération militaire technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Zaïre, signé à Kinshasa le 22 mai 1974** (n° **131**). **Première lecture. Discussion générale** [22 novembre 1978] (p. 8163) : souhaite connaître les effectifs des troupes étrangères stationnées au Zaïre. **Discussion de l'article unique** [22 novembre 1978] (p. 8163) : vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi portant adaptation de la législation relative à la taxe sur la valeur ajoutée à la sixième directive du Conseil des communautés européennes du 17 mai 1977** (n° **599**). **Première lecture. Discussion générale** [30 novembre 1978] (p. 8575) : projet constituant une atteinte à l'indépendance nationale et aux droits du Parlement2; vote favorable du groupe communiste sur l'exception d'irrecevabilité de M. Jean Foyer.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **709**). **Lettres rectificatives** (n^{os} **735** et **749**). **Première lecture. Discussion générale** [6 décembre 1978] (p. 8896) : **soulève une exception d'irrecevabilité** en application de l'article 91 alinéa 4 du règlement : astuce procédurière du Gouvernement tenant à faire adopter par la loi de finances rectificative une mesure rejetée la semaine précédente ; étude insuffisante des conséquences du texte d'application de la sixième directive européenne ; vote hostile du groupe communiste sur la décision du 21 avril 1970 tendant à doter le conseil des communautés de ressources propres ; refus de la perte de souveraineté du législateur français ; exception d'irrecevabilité rejetée au scrutin public ; divorce existant entre les déclarations des lea-

ders du RPR et les votes des parlementaires de ce groupe ; (p. 8897) : retire la question préalable de M. Jacques Chaminade.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération en matière économique et financière, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Djibouti, signé à Djibouti le 27 juin 1977, ensemble l'échange de lettres en date du 26 janvier 1978** (n° **579**).

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative au concours en personnel apporté par le Gouvernement de la République française au fonctionnement des services publics de la République de Djibouti, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Djibouti, ensemble cinq annexes et un échange de lettres, signés à Djibouti le 28 avril 1978** (n° **577**).

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Djibouti relative au transfert du privilège de l'émission monétaire à la République de Djibouti faite à Djibouti le 27 juin 1977** (n° **578**).

— **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole provisoire fixant les conditions de stationnement des forces françaises sur le territoire de la République de Djibouti après l'indépendance et les principes de la coopération militaire entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Djibouti, signé à Djibouti, le 27 juin 1977** (n° **580**). **Première lecture. Discussion générale commune** [18 décembre 1978] (p. 9630) : vote favorable du groupe communiste sur les trois projets d'accord d'ordre économique et financier entre la France et Djibouti et vote hostile sur le projet relatif à la coopération militaire. **Explications de vote** (p. 9632) : vote hostile du groupe communiste sur l'accord de coopération militaire entre la France et Djibouti.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Corée sur l'encouragement et la rpotection des investissements, signé à Paris le 28 décembre 1977** (n° **650**). **Première lecture. Discussion générale** [18 décembre 1978] (p. 9634) : s'oppose à l'accord franco-coréen visant à accélérer l'exportation de capitaux français ; problème des importations sauvages ruinant les entreprises textiles françaises ; vote hostile du groupe communiste.

— **Demande de constitution d'une commission spéciale pour l'examen de la proposition de M. Robert Ballanger et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier le règlement de l'Assemblée nationale afin d'instituer des conditions démocratiques de contrôle des décisions que les représentants gouvernementaux français prennent dans les organes de la Communauté économique européenne** (n° **777**). **Discussion générale** [18 décembre 1978] (p. 9641) : nécessité d'instituer au niveau de l'Assemblée nationale des conditions démocratiques de contrôle des décisions prises par les ministres français dans les instances européennes, propose qu'à chaque session ordinaire du Parlement ait lieu un débat public suivi d'un vote sur la politique européenne du Gouvernement.

— **Rappel au règlement** [4 avril 1979] (p. 2214) : demande l'inscription à l'ordre du jour du Sénat de la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale contre le financement étranger de la campagne pour les élections européennes.

— **Projet de loi relatif aux matières nucléaires** (n° **897**). **Première lecture. Discussion des articles** [26 avril 1979]. **Avant l'Article 2** (p. 3142) : son intention de reprendre l'amendement n° 25 rectifié de M. Robert Wagner s'il est retiré. **Article 2** (p. 3143) : souhaite voir préciser si l'Euratom est visé par les dispositions contenues dans le sous-amendement n° 29 du Gouvernement ; (p. 3145) : avis favorable du groupe communiste sur le sous-amendement n° 30 de M. Michel Debré à l'amendement n° 5 de M. Jean Foyer ; demande un scrutin public sur le sous-amendement n° 30.

— **Rappel au règlement** [26 avril 1979] (p. 3149) : demande que l'examen de la proposition de loi de M. Robert-André Vivien sur le droit de grève à la RTF ne débute pas en séance de nuit, la plupart des députés étant absents.

— **Proposition de loi tendant à modifier les dispositions de la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relatives au droit de grève au sein du service public de la radio diffusion-télévision française** (n° **941**). **Première lecture. Discussion générale** [26 avril 1979] (p. 3177) : tentative d'harmonisation de la législation française avec les législations les plus rétrogrades des pays de la Communauté économique européenne ; échanges de hauts fonctionnaires entre la France et la RFA constituant un abandon de la souveraineté nationale.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration** (n° **1036**). **Discussion** [3 mai 1979] (p. 3379). **Rappel au règlement** : pas d'information du Parlement sur le voyage en URSS du Président de la République et du ministre des affaires étrangères.

— **Projet de loi autorisant la ratification de l'avenant à la convention entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune du 28 juillet 1967, modifiée par l'avenant du 14 octobre 1970 ensemble un échange de lettres, signé à Washington le 24 novembre 1978** (n° 894). **Première lecture. Discussion générale** [6 juin 1979] (p. 4697) : **oppose la question préalable ;** deux problèmes non réglés par l'avenant : avoir fiscal pour les sociétés américaines et modalités d'imposition des entreprises françaises exerçant une activité aux Etats-Unis ; s'indigne de l'accueil réservé à Washington à M. François-Poncet ; demande un scrutin public sur sa question préalable ; rejetée par scrutin public ; (p. 4698) : vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération en matière économique et financière entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Niger, ensemble un échange de lettres, signés à Niamey le 19 février 1977** (n° 964).

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération en matière de personnel entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Niger, ensemble un protocole annexe et quatre échanges de lettres, signés à Niamey le 19 février 1977, ainsi que l'échange de lettres en date du 4 mars 1978 relatif au protocole annexe** (n° 966).

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention de coopération en matière judiciaire entre la République française et la République du Niger, signée à Niamey le 19 février 1977** (n° 965).

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération militaire technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Niger, ensemble deux annexes signés à Niamey le 19 février 1977** (n° 963). **Première lecture. Discussion générale commune** [6 juin 1979] (p. 4702) : avis favorable du groupe communiste sur l'accord de coopération en matière économique et financière, l'accord de coopération en matière de personnel et l'accord de coopération en matière judiciaire ; vote hostile du groupe communiste sur l'accord de coopération militaire technique.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération militaire technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Niger, ensemble deux annexes signés à Niamey le 19 février 1977** (n° 963). **Première lecture. Explications de vote** [6 juin 1979] (p. 4703) : vote hostile du groupe communiste.

— **Rappel au règlement** [25 juin 1979] (p. 5614, 5615) : proteste contre la levée de la séance à 18 heures et sa reprise à 21 h 30, malgré le nombre peu élevé de députés de séance.

— **Projet de loi relatif aux fonds communs de placement** (n° 379). **Deuxième lecture. Explications de vote** [25 juin 1979] (p. 5633) : vote hostile du groupe communiste.

— **Proposition de loi prorogeant en matière de postulation dans la région parisienne les délais prévus par l'article premier-III de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971** (n° 851). **Deuxième lecture. Discussion générale** [29 juin 1979] (p. 5878) : nécessité de ne pas prolonger au-delà du 1er janvier 1982 la période transitoire où la multipostulation est autorisée dans la région parisienne ; (p. 5879) : souhaite le développement dans les départements périphériques de barreaux en nombre suffisant. **Discussion de l'article unique** [29 juin 1979]. **Article unique** (p. 5879) : son amendement n° 1 soutenu par M. Guy Ducoloné : prolongeant au 1er janvier 1982 la période transitoire où la multipostulation est autorisée ; rejeté.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° 1290). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [20 octobre 1979] : **Article 13** (p. 8620) : nécessité d'un débat sur les conclusions du rapport Ventejol-Méraud sur les fortunes ; la France, pays des inégalités ; vote favorable du groupe communiste sur l'article 13. **Article 20** (p. 8656) : proteste contre la façon dont le Gouvernement traite l'Assemblée à propos de l'ordre du jour ; [22 octobre 1979] : **Article 25** (p. 8707) : s'oppose à l'amendement n° 88 de la commission qui tend à accroître l'austérité pesant sur le budget de l'Etat.

Deuxième partie :

Affaires étrangères. Examen des crédits [7 novembre 1979]. **Etat B - Titre IV** (p. 9579) : soutient son amendement n° 342 : suppression des crédits affectés à l'aide militaire au Maroc ; rejeté par scrutin public ; (p. 9580) : estime que l'Algérie et la Libye n'interviennent pas au Sahara occidental.

Articles et articles additionnels non rattachés [17 novembre 1979]. **Article 48** (p. 10242) : accord de la Jamaïque ayant

conduit à une hiérarchisation des puissances capitalistes et renforcé le pillage des ressources des pays en voie de développement ; dégradation des termes de l'échange entre pays capitalistes et pays en voie de développement; nécessité d'une réforme profonde du système monétaire international axée sur la réduction de la part des droits de tirage spéciaux par rapport aux droits de tirage ordinaires.

— **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'adhésion de la République hellénique à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique** (n° **1339**). **Première lecture. Discussion générale** [5 décembre 1979] (p. 11273) : son exception d'irrecevabilité soutenue par M. Maxime Gremetz; (p. 11276) : rejetée par scrutin public.

— **Discussion commune des motions de censure déposées, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par M. François Mitterrand et 52 de ses collègues et par M. Louis Odru et 85 de ses collègues (loi de finances pour 1980)** (n° **1290**) [17 décembre 1979] (p. 12138) : obligation pour l'opposition de déposer des motions de censure ; (p. 12139) : usage répétitif de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution permettant au Gouvernement et au Président de la République de s'arroger le pouvoir législatif ; rappelle que le parti communiste a été le seul à s'opposer à la Constitution de 1958 ; aggravation de la crise par la politique inscrite dans le projet de budget ; accord total entre toutes les composantes de la majorité ; manœuvres politiciennes du RPR ; intégration européenne portant atteinte à l'indépendance nationale.

— **Rappel au règlement** [29 avril 1980] (p. 810) : ordre du jour de l'Assemblée ; célébration du 8 mai.

— **Projet de loi autorisant l'adhésion de la République française au pacte international relatif aux droits civils et politiques ouvert à la signature le 19 décembre 1966** (n° **1470**). **Première lecture. Discussion des articles** [22 mai 1980] (p. 1189) : **Explications de vote** : retards dans la ratification du pacte ; réserves et déclarations interprétatives ; vote favorable du groupe communiste.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [17 octobre 1980] : **Article 4** (*suite*) (p. 2832) : s'oppose au sous-amendement n° 223 de M. Beix qui aggrave la fiscalité applicable aux apéritifs anisés ; (p. 2834) : explications de vote sur l'article 4 : vote hostile du groupe communiste ; acceptation du diktat de la Communauté européenne. **Avant l'Article 3, amendements précédemment réservés** (p. 2864) : sur l'amendement n° 99 de M. Brunhes : gratuité des transports scolaires et gratuité de la carte orange pour les scolaires et les étudiants ; [21 octobre 1980] (p. 2881) : soutient l'amendement n° 74 de M. Combrisson : sanction fiscale frappant le refus des entreprises de constituer une cinquième équipe de travail.

Deuxième partie :

Economie et budget. — II. Section commune. — III. Economie. — IV. Budget. Discussion générale [3 novembre 1980] (p. 3458) : démantèlement de la direction de la concurrence et de la consommation ; libération des prix ; insuffisance des effectifs de la direction générale des impôts et de la direction générale des douanes. **Examen des crédits. Economie et budget. — IV. Budget - Titre III** (p. 3467) : son amendement n° 82 : suppression de la dotation concernant la comptabilité des engagements de dépenses des établissements hospitaliers en vue d'augmenter les crédits de la mensualisation des pensions ; rejeté par scrutin public ; son amendement n° 83 : réduction de crédits en vue d'empêcher le démantèlement de la direction de la concurrence et de la consommation ; rejeté ; insuffisance des effectifs de la direction générale des impôts et de la direction générale des douanes.

Jeunesse, sports et loisirs. — I. Section commune. — II. Jeunesse et sports. Examen des crédits [7 novembre 1980). **Titre IV** (p. 3739) : vote du budget par la majorité.

Industrie. Discussion générale [13 novembre 1980] (p. 3840) : difficultés de l'usine de machines-outils Dufour de Montreuil.

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'établissement et d'une convention relative à la circulation des personnes, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Mali** (n° **1924**). **Première lecture. Discussion générale** [21 novembre 1980] (p. 4271) : interprétation abusive de la notion d'ordre public pour justifier une politique répressive à l'égard des immigrés ; expulsion de Moussa Konaté et Mody Konaté ; problème de la régularisation de la situation des travailleurs maliens établis en France depuis 1975 ; conditions de logement et de formation professionnelle des immigrés.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **1600**). **Lettre rectificative** (n° **2098**). **Première lecture. Discussion des articles** [4 décembre 1980]. **Avant l'Article 17** (p. 4668) : hostilité du groupe communiste aux sociétés de travail temporaire.

ORNANO (Michel d')

Député du Calvados
(3e circonscription)
(UDF).

Ministre de l'environnement et du cadre de vie.

Chargé d'exercer les fonctions du ministre de la culture et de la communication.

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1098).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Ministre de l'environnement et du cadre de vie (troisième Gouvernement de M. Raymond Barre). Décret du 5 avril 1978 [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1539).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 5 mai 1978, de son mandat de député [9 mai 1978] (p. 1484, 1512).

Chargé d'exercer les fonctions du ministre de la culture et de la communication. Décret du 4 mars 1981 [*J.O.* du 5 mars 1981] (p. 694).

Fin de ses fonctions de ministre de l'environnement et du cadre de vie (troisième Gouvernement de M. Raymond Barre). Décret du 13 mai 1981 [*J.O.* du 14 mai 1981] (p. 1379).

DÉPOTS

En qualité de ministre de l'environnement et du cadre de vie :

— **Projet de loi** relatif au régime des **loyers** en 1979 (**n° 662**) [7 novembre 1978].

— **Projet de loi** instituant **l'agence de l'atmosphère et modifiant la loi n° 61-842 du 2 août 1961 relative à la lutte contre les pollutions atmosphériques et les odeurs** (n° **1039**) [4 mai 1979]. Erratum [9 mai 1979].

— **Projet de loi** relatif **aux économies d'énergie réglant les rapports entre propriétaires et locataires ou occupants de locaux de toute nature** (n° **1122**) (12 juin 1979].

— **Projet de loi** portant **création d'un contrat de résidence** (n° **1304**) [2 octobre 1979].

— **Projet de loi** relatif aux conditions de **location** des logements à usage exclusif **d'habitation** et aux rapports entre propriétaires et locataires (n° **1932**) [2 octobre 1980].

En qualité de ministre de la culture et de la communication :

— **Projet de loi** relatif à l'**enseignement de la danse** et aux conditions d'exploitation des établissements où est délivré cet enseignement (n° **2306**) [12 mai 1981].

QUESTIONS

En qualité de ministre de l'environnement et du cadre de vie :

Réponses aux questions au Gouvernement de :

— **M. François Grussenmeyer : Définition de la surface de plancher hors œuvre dans la construction** [26 avril 1978] (p. 1365) : étude approfondie de ce problème technique ; des solutions dans le sens de la simplification doivent rapidement intervenir.

— **M. Guy Bêche : Difficultés dans l'industrie du bâtiment** [26 avril 1978] (p. 1370) : le manque de crédits pour les équipements collectifs ; la pauvreté des budgets d'investissements des collectivités locales ; nécessité de modifier le mode de financement des charges sociales des entreprises de main-d'œuvre.

— **Mme Marie-Thérèse Goutmann : Difficultés rencontrées par les usagers du « tout-électrique »** [31 mai 1978] (p. 2290, 2291) : limitation du développement du « tout-électrique » ; amélioration des conditions d'isolation des habitations.

— **M. Claude Michel : Application de la réforme du financement du logement** [31 mai 1978] (p. 2291) : date confirmée pour généraliser la réforme du financement du logement.

— **M. Pascal Clément : Délivrance des permis de construire en zone rurale** [14 juin 1978] (p. 2875, 2876) : absence de lien entre les difficultés de l'industrie du bâtiment et la circulaire Fourcade ; effets bénéfiques de cette circulaire.

— **M. Robert Montdargent : Situation de l'office interdépartemental d'HLM de la région parisienne** [8 novembre 1978] (p. 7225) : redressement de la situation de l'office grâce aux mesures prises par l'admi-

nistrateur provisoire ; révision des charges et remboursement de trop-perçus aux locataires ; communication du rapport de la Cour des comptes à la commission des finances de l'Assemblée et au conseil d'administration de l'office.

— **M. Jacques Richomme : Application de la loi sur l'assurance construction** [22 novembre 1978] (p. 8157) : entrée en vigueur de la loi dans les délais prévus ; textes d'application préparés en concertation avec les intéressés ; décrets pris en temps voulu.

— **M. Emmanuel Aubert : Parc du Mercantour** [13 décembre 1978] (p. 9365) : le parc du Mercantour n'est pas encore créé ; la demande de permis de recherche est donc normale et la procédure suit le cours habituel.

— **M. François Leizour : Fermetures de gares et de lignes par la SNCF** [20 décembre 1978] (p. 9749) : aucun transfert de service de voyageurs sur route depuis 1974 ; transformation de certaines gares en points d'arrêt non gérés.

— **M. Jean Bernard : Autoroute A 26** [20 décembre 1978] (p. 9750) : l'autoroute A 26 répond à l'objectif du Gouvernement : créer des liaisons transversales ouvertes sur l'Europe, éloignées de la région parisienne.

— **M. Henry Canacos : Hausse des loyers** [30 mai 1979] (p. 4359) : pas question de bloquer les loyers au 1er juillet ; les trois systèmes de loyers appliqués en France : HLM, loyers soumis à la loi du 1er septembre 1948, logements à loyers libres ; les associations de propriétaires et de gestionnaires d'immeubles s'engageront certainement à ne pas demander des hausses supérieures aux clauses du bail.

— **M. Maurice Ligot : Assurance construction** [20 juin 1979] (p. 5341) : les différents textes relatifs à l'application de la loi du 4 janvier 1978 ; la politique d'information entreprise par le Gouvernement ; impossibilité pour une commission administrative d'interpréter la loi.

— **M. Bernard Stasi : Loyers du secteur libre** [20 juin 1979] (p. 5341, 5342) : non-augmentation des loyers HLM ; loyers soumis à la loi de 1948 : augmentation en juillet selon les textes en cours de parution ; rentrée dans le droit commun des loyers libres jusqu'en 1976 : discussion libre en cas de changement de locataire ; accords passés avec les associations de propriétaires relatifs au taux des augmentations en cas de renouvellement de bail ; protection des locataires ; possibilité en cas d'excès d'adresser une requête au préfet.

— **M. Pierre Jagoret : Pollution de la rivière du Guic** [17 octobre 1979] (p. 8323) : construction d'une station d'épuration par jour au cours des dix dernières années ; examen du fonctionnement de la station d'épuration incriminée ; recherche des améliorations à y apporter ; doubler la capacité d'épuration d'ici à 1990.

— **M. Jean-Louis Goasduff : Conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement** [24 octobre 1979] (p. 8865, 8866) : financement de ces conseils par une taxe additionnelle à la taxe locale d'équipement, sur lequel se prononcent les conseils généraux ; représentation dans les commissions départementales du permis de construire par le président du CAUE ou un membre du conseil d'administration siégeant avec les mêmes droits que les autres membres de cette commission.

— **M. Henry Canacos : Difficultés des locataires et des accédants à la propriété** [16 avril 1980] (p. 425) : libération des loyers.

— **M. Joseph Vidal : Difficultés financières des offices publics de HLM** [21 mai 1980] (p. 1131) : politique du logement ; (p. 1132) : accession à la propriété ; taux des emprunts pour les HLM ; aide personnalisée au logement.

— **M. Bernard Derosier : Cité de relogement André-Doucet à Nanterre** [4 juin 1980] (p. 1534).

— **M. Antoine Gissinger : Attribution des prêts résultant de la participation des employeurs à l'effort de construction** [4 juin 1980] (p. 1539) : décret du 5 mars 1980 instituant un plafond de ressources.

— **M. Daniel Boulay : Politique à l'égard des locataires** [11 juin 1980] (p. 1739) : relèvement du forfait des charges de l'aide personnalisée au logement et de l'allocation logement.

— **M. Maurice Dousset : Conditions d'attribution des prêts d'accession à la propriété** [8 octobre 1980] (p. 2605) : difficultés rencontrées par certaines caisses régionales de crédit agricole ; 140.000 familles ont pu bénéficier de prêts bonifiés à un taux très intéressant.

— **M. Marcel Rigout : Licenciements dans le bâtiment** [22 octobre 1980] (p. 2957) : 140.000 familles ont bénéficié du prêt d'accession à la propriété ; encadrement du crédit ; augmentation des effectifs salariés du bâtiment.

— **M. Vincent Ansquer : Situation du bâtiment en Vendée** [12 novembre 1980]

(p. 3762) : dotation pour 1981 ; préprogrammation de 80 % des crédits régionalisés notamment en prêts pour l'accession à la propriété.

— **M. Pierre Bas** [26 novembre 1980] (p. 4381) : commission des sites, résultat de l'enquête publique et riverains favorables à ce classement.

— **M. Jacques Santrot : Situation financière des offices d'HLM** [26 novembre 1980] (p. 4383) : allocations de logement, aide personnalisée au logement et augmentation par le Gouvernement de la partie « chauffage » du « forfait-charges » pour les revenus modestes.

— **M. Pierre Goldberg : Problèmes de logement** [26 novembre 1980] (p. 4386) : mesures prises en faveur des occupants d'immeubles conventionnés.

— **M. Paul Granet : Loyers des HLM et allocation de logement** [10 décembre 1980] (p. 4800) : augmentation des loyers HLM de 10 % maximum par semestre ; revalorisation de l'allocation logement une fois par an.

— **M. André Durr : Déblocage des crédits destinés au logement et inscrits au fonds d'action conjoncturelle** [10 décembre 1980] (p. 4802) : « préprogrammation » des crédits du logement ; prêts « accession à la propriété ».

— **M. Alain Chénard : Charges de chauffage** [17 décembre 1980] (p. 4967, 4968) : revalorisation annuelle de l'allocation logement et de l'aide personnalisée au logement ; effort particulier pour logements sociaux.

Réponses aux questions orales sans débat de :

— **M. Parfait Jans** (n° **1370**) : **Démocratisation des offices d'HLM** [19 mai 1978] (p. 1907, 1908, 1909) : le décret du 16 février 1978 a institué l'égalité dans les conseils d'administration, entre les membres élus et les administrateurs nommés.

— **M. Pierre Mauger** (n° **1240**) : **Profession de maître d'œuvre** [16 juin 1978] (p. 3080, 3081, 3082) : disposition fondamentale de la loi du 3 janvier 1977 sur l'architecture ; instituer un domaine réservé aux architectes ; application de l'article 37 relatif à la situation d'agréé en architecture, présentation d'un dossier de références professionnelles des maîtres d'œuvre devant une commission régionale.

— **M. Alain Richard** (n° **3134**) : **Problèmes financiers des villes nouvelles** [16 juin 1978] (p. 3082, 3083) : aide de l'Etat aux collectivités locales concernées par les villes nouvelles : « le différé d'amortissement » les subventions exceptionnelles ; prise en charge de 80 % des annuités d'emprunt des syndicats communautaires d'aménagement de Cergy-Pontoise et de Saint-Quentin-en-Yvelines en conformité avec le programme d'action prioritaire n° 21.

Suppléé par M. Jacques Barrot (ministre du commerce et de l'artisanat) :

— **M. François Grussenmeyer** (n° **15341**) : **Recours obligatoire aux architectes** [27 avril 1979] (p. 3263).

Supplée par M. Lionel Stoléru (secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation, travailleurs manuels et immigrés) :

— **M. Sébastien Couepel** (n° **16309**) : **Agrément des maîtres d'œuvre en architecture** [18 mai 1979] (p. 4021).

Suppléé par M. Daniel Hoeffel (secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la famille) :

— **M. Claude Dhinnin** (n° **16742**) : **Application des mesures relatives aux économies d'énergie dans les habitations** [5 octobre 1979] (p. 7888, 7889).

INTERVENTIONS

En qualité de ministre de l'environnement et du cadre de vie :

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Environnement et cadre de vie. — I. Environnement. Discussion générale [25 octobre 1978] (p. 6619) : rassemblement en un seul ministère des missions d'aménagement, de protection, d'architecture et de construction réparties jusqu'alors en trois ministères différents ; création de la délégation à la construction et à l'architecture, d'une nouvelle direction de l'urbanisme et des paysages ; direction des affaires économiques et internationales ; maintien des structures des services de l'environnement et des directions départementales de l'équipement ; renforcement des moyens des services départementaux de l'architecture ; (p. 6620) : difficulté de la présentation du budget en raison des changements de structures du ministère ; objectifs de l'aménagement : mise en valeur des quartiers anciens des villes, défense des paysages français urbains et ruraux, mise en œuvre d'opérations de lotissement et construction de bâtiments de qualité, décentralisation des responsabilités ; campagne lancée en faveur de la qua-

lité architecturale ; nécessité d'autoriser les conseils généraux à voter une ressource supplémentaire sous forme d'une taxe additionnelle à la taxe locale d'équipement pour contribuer au financement des conseils d'architecture ; report de cinq ans de l'obligation de recours aux conseils d'architecture ; décentralisation nécessaire de la délivrance des permis de construire ; crédits consacrés aux espaces verts ; succès des contrats de villes moyennes et d'aménagement urbain ; (p. 6621) : effort accompli en matière de réserves foncières ; indemnités allouées à certains constructeurs en fonction de décisions de justice ; assainissement des eaux et fonctionnement de l'agence pour les déchets ; agence de l'air ; augmentation des crédits correspondant aux études d'impact ; lutte contre la pollution marine ; actions menées contre le bruit ; installation d'une commission interministérielle des comptes du patrimoine ; développement du cadre européen ; révision du cahier des charges des sociétés d'économie mixte ; (p. 6633) : plan communiste reprenant les principes de la politique gouvernementale en matière de protection de la mer ; (p. 6647) : rémunérations et champ d'activité des sociétés d'économie mixte ; fonctionnement des commissions régionales prévues par la loi sur l'architecture ; volonté du Gouvernement d'accorder une priorité aux dossiers des petites communes ; priorité donnée à l'amélioration des immeubles existants ; annonce le dépôt d'une loi-cadre apportant des améliorations à la lutte contre le bruit ; problème du Mont Saint-Michel ; volonté du Gouvernement de mettre en œuvre les mécanismes de protection nécessaires à une lutte efficace contre la pollution des mers.

II. **Cadre de vie et logement. Discussion générale** [25 octobre 1978] (p. 6677) : budget marqué par la réforme de l'aide au logement effectuée en 1977 ; maintien en valeur de l'aide à la pierre et forte croissance de l'aide à la personne ; nécessité d'améliorer le confort et la qualité architecturale des logements ; priorité donnée à l'amélioration de l'habitat existant ; résultats insuffisants de la procédure du conventionnement ; priorité donnée à l'accession à la propriété ; (p. 6678) : attrait exercé par la maison individuelle ; montant et champ d'application de l'aide personnalisée au logement ; politique gouvernementale de soutien du secteur du bâtiment-travaux publics ; répond à l'intervention de M. Albert Denvers sur le logement social : pas de diminution des crédits consacrés aux logements du secteur locatif ; crédit de surcharges foncières incomplètement consommé en 1978 ; problème de l'accession à la propriété pour les couches les plus modestes ; (p. 6679) : mécanisme permettant d'aider la constitution de l'apport personnel ; doublement des crédits pour la réhabilitation des HLM en 1979 ; problème de l'application du conventionnement ; (p. 6680) : pas de bouleversement prévisible du taux des prêts à l'accession à la propriété ; nécessité d'un effort d'assainissement en matière de publicité pour la maison individuelle ; problème de la connaissance de la demande de logements ; mode de calcul de l'APL ; (p. 6681) : importance de l'effort accompli par la France en matière de logement. **Examen des crédits** [25 octobre 1978] (p. 6683) : s'oppose à l'amendement n° 257 de M. Henry Canacos ; annulations de permis de construire ne représentant qu'un infime pourcentage des 600.000 permis délivrés chaque année ; (p. 6684) : soutient le sous-amendement n° 264 du Gouvernement : rédactionnel à l'amendement n° 175 de la commission ; adopté. **Après l'Article 78** (p. 6685) : soutient l'amendement n° 218 du Gouvernement : possibilité pour les départements d'établir une taxe additionnelle à la taxe locale d'équipement permettant de financer l'installation des conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement ; adopté. **Après la ligne II : Cadre de vie et environnement** (p. 6686) : soutient les amendements n[os] 224, 225, 226 et 227 du Gouvernement : tendant à rattacher au ministère de l'environnement et du cadre de vie les crédits de l'architecture ; adoptés.

— **Projet de loi relatif au régime des loyers en 1979** (n° **662**). **Première lecture. Discussion générale** [23 novembre 1978] (p. 8232) : projet visant à fixer pour 1979 le régime des loyers pour les logements qui ne sont pas réglementés par une législation spécifique ; dernière phase du retour au jeu normal du marché ; inconvénient du blocage des loyers qui entraîne une pénurie sur le marché locatif, dégradation de l'habitat ; interdiction du rattrapage ; limitation des hausses pour les nouvelles locations ; création d'une durée minimale d'un an pour les baux conclus au cours du premier semestre de 1979. **Discussion des articles** [23 novembre 1978]. **Article premier** (p. 8237) : retire le sous-amendement n° 58 du Gouvernement à l'amendement n° 8 de la commission des lois : inapplication des clauses consistant à prévoir dans les baux conclus en 1978 un loyer en valeur absolue en forte hausse au 1[er] janvier 1979. **Article 3** (p. 8241) : engagement du Gouvernement de prendre des mesures réglementaires de normalisation des rapports entre propriétaires et locataires et de déposer un projet de loi à ce sujet après les conclusions des travaux de la commission d'étude de M. Delmon ; (p. 8243) : soutient le sous-amendement n° 59 du Gouvernement à l'amendement n° 12 de la commission des

lois : précisant que l'amendement n° 12 n'est applicable qu'aux immeubles vacants ; (p. 8244) : son opposition à l'amendement n° 3 de M. Louis Maisonnat en raison des travaux en cours de la commission Delmon ; (p. 8245) : sous-amendement n° 59 adopté. **Après l'Article 6** (p. 8248) : irrecevabilité de l'amendement n° 7 de M. Julien Schvartz en raison de son caractère réglementaire. **Avant l'Article 7** (p. 8253) : souhaite le retrait des amendements n° 30 et n° 31 de la commission de la production et n° 53 et n° 54 de M. Jean Auroux ; accepte l'amendement n° 46 de la commission des lois. **Après l'Article 7** (p. 8254) : sur le rappel au règlement de M. Henry Canacos : discussion par l'Assemblée de l'amendement n° 37 qui se trouvait dans le même cas que les amendements n° 35 et n° 36 de la commission de la production ; ouverture d'esprit du Gouvernement qui a accepté la discussion de deux amendements n'ayant rien à voir avec le texte en discussion ; accepte le débat au fond sur les amendements n° 35 et n° 36 de la commission de la production ; (p. 8256) : sur l'amendement n° 35 de la commission de la production, difficulté de l'application des procédures de conventionnement aux HLM ; accepte l'amendement n° 35 de la commission de la production. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [20 décembre 1978] (p. 9735) : acceptation par le Gouvernement du texte élaboré par la CMP.

— **Projet de loi reportant la date de consultation obligatoire des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement** (n° **681**). **Première lecture. Discussion générale** [4 décembre 1978] (p. 8759) : missions des conseils d'architecture et état de la création de ces conseils ; (p. 8760) : impossibilité pour les conseils d'architecture de fonctionner à la date fixée par la loi ; financement des conseils répondant à un souci de décentralisation ; possibilité pour chaque département de moduler la taxe ; plafond de la taxe fixé à 0,3 % de la valeur de l'ensemble immobilier soumis à la taxe locale d'équipement ; fourniture par l'Etat de moyens financiers et de personnels aux conseils d'architecture ; justification du délai supplémentaire demandé par le projet en raison des risques de retard dans la délivrance des permis de construire que risque d'entraîner l'application de la loi de décembre 1976 ; risque d'atteinte à la crédibilité des conseils d'architecture ; nécessité d'une campagne d'information du public et d'une implantation des conseils d'architecture dans les mairies. **Discussion de l'article unique** [4 décembre 1978] (p. 8764) : sur les amendements n[os] 1 de la commission, 4 de M. Guy Guermeur et 2 rectifié de M. Adrien Zeller, nécessité d'un délai de cinq ans pour dégager les fonds des conseils d'architecture ; (p. 8765) : possibilité de faire le point chaque année lors de la discussion de la loi de finances sur l'activité des conseils d'architecture. **Deuxième lecture. Discussion générale** [20 décembre 1978] (p. 9738) : attachement du Gouvernement à la mise en place et au fonctionnement des conseils d'architecture ; (p. 9739) : nécessité d'un délai pour doter les conseils d'architecture de moyens financiers et en personnel ; indépendance des conseils d'architecture vis-à-vis de l'administration ; (p. 9740) : nécessité d'une tentative de réconciliation entre protecteurs de l'environnement et aménageurs ; (p. 9741) : impossibilité d'accorder une priorité d'examen aux demandes de permis de construire qui auront été soumises aux conseils d'architecture ; son intention de présenter un rapport sur le fonctionnement des conseils d'architecture à la fin de 1979 ou au début de 1980 ; conseils d'architecture à la fin de 1979 ou au début de 1980 ; conseils d'architecture créés pour aider les ménages modestes qui n'ont pas la possibilité de recourir aux services d'un architecte ; (p. 9742) : conseils d'architecture, moyen de préserver la liberté des candidats à la construction.

— **Projet de loi réglementant la publicité extérieure et les enseignes** (n° **582**). **Première lecture. Discussion générale** [17 avril 1979] (p. 2647) : inapplicabilité de la loi du 12 avril 1943 ; accroissement considérable des emplacements publicitaires et des infractions à la loi de 1943 ; existence dans le projet d'un délai de mise en conformité de trois ans ; volonté de lutter contre l'affichage sauvage ; mise en cause des bénéficiaires de l'affichage atténuée dans le cas de publicité de caractère électoral ; (p. 2648) : création de panneaux réservés sur le domaine public ou privé communal destinés à l'affichage d'opinion ; volonté de mieux définir la place de la publicité extérieure dans la ville ; nécessité d'un effort de création esthétique en matière de publicité lumineuse ou d'enseignes ; problème de l'autorité compétente pour établir les zones de réglementation spéciales de la publicité ; problèmes des concessions de voirie pour l'exploitation d'emplacements publicitaires sur le domaine public ; rôle respectif des sanctions administratives et des sanctions pénales ; (p. 2650) : sur l'exception d'irrecevabilité de M. Pierre Juquin, absence d'interdiction dans le texte concernant le contenu de l'affiche ; (p. 2666) : désuétude de la loi de 1943 ; inquiétude injustifiée des professionnels de la publicité et des enseignes ; projet ne portant pas atteinte à la liberté de diffusion et d'expression des idées et des opinions ; (p. 2667) : incohé-

rence du texte adopté par le Sénat prévoyant la fixation par décret en Conseil d'Etat d'un règlement national d'affichage et permettant aux collectivités locales d'y déroger au nom de l'Etat sans la participation de celui-ci. **Discussion des articles** [18 avril 1979]. **Avant l'Article premier** (p. 2726) : projet ne portant aucune atteinte à la liberté d'opinion et visant seulement les lieux d'affichage ; s'oppose à l'amendement n° 81 de M. Roger Gouhier tendant à autoriser l'affichage d'opinion n'importe où ; caractère inapplicable du système de détermination de la surface des panneaux d'accès libre prévu par l'amendement n° 102 de M. Jacques Santrot ; acceptation par le groupe socialiste du Sénat de dispositions proposées par le Gouvernement pour la détermination de la surface des panneaux d'accès libre réservés à l'affichage d'opinion ; (p. 2727) : amendements de M. Jacques Santrot risquant d'aboutir à une suspension de l'application de la loi s'il n'y a pas de panneaux réservés à l'affichage d'opinion (p. 2727) : amendements de M. Jacques Santrot risquant d'aboutir à une suspension de l'application de la loi s'il n'y a pas de panneaux réservés à l'affichage d'opinion. **Article 3** (p. 2730) : s'oppose à l'amendement n° 83 de M. Henry Canacos. **Avant l'Article 7** (p. 2732) : soutient le sous-amendement n° 124 du Gouvernement à l'amendement n° 17 de la commission : possibilité d'interdire la publicité à moins de cent mètres et dans le champ de visibilité des immeubles classés ou inscrits ; adopté ; soutient le sous-amendement n° 125 du Gouvernement à l'amendement n° 17 de la commission : possibilité de déroger à titre exceptionnel à l'interdiction d'affichage au voisinage d'un immeuble ou d'un site classé par l'institution d'une zone de publicité élargie dans des conditions définies en Conseil d'Etat ; adopté avec une rectification précisant que la dérogation est possible lorsque la publicité est un élément déterminant de l'animation des lieux considérés ; (p. 2733) : souci du Gouvernement de limiter les abus inesthétiques et anti-commerciaux de la publicité et non de paralyser l'activité économique. **Article 7** (p. 2734) : s'oppose à l'amendement n° 132 de M. André Petit ; complications introduites dans le texte par l'exigence d'un permis de construire pour les panneaux publicitaires ; (p. 2735) : affirme que le règlement national de publicité prévoira des normes se référant au plan d'occupation des sols de la zone considérée ; (p. 2736) : projet permettant aux maires de procéder à l'enlèvement des panneaux publicitaires posés illégalement ; demande le rejet de l'amendement n° 132 de M. André Petit ; [19 avril 1979] : **Après l'Article 11** (p. 2779) : existence d'un règlement national des publicités extérieures applicable à toutes les communes de France et modifiable hors agglomération et en zone urbaine ; problème de l'autorité devant décider de ces dérogations ; nécessité de l'accord du Gouvernement pour déroger à un règlement établi par lui ; accord du Gouvernement sur l'amendement n° 139 de M. Henri Colombier ; demande une modification formelle de cet amendement ; modification adoptée. **Article 12** (p. 2783) : s'engage à tenir compte de la répartition des compétences pour accorder les autorisations que prévoit l'amendement n° 115 de M. Jacques Santrot. **Article 14** (p. 2784) : s'engage en réponse à M. Jean Foyer à faire élaborer des décrets d'application libéraux en ce qui concerne les enseignes ; (p. 2785) : propose une modification de l'amendement n° 36 de la commission : détermination par décret de la procédure d'autorisation pour l'installation des enseignes ; nécessité d'harmoniser la législation relative aux enseignes avec celle qui concerne les monuments historiques et sites classés ; modifications adoptées. **Avant l'Article 19** (p. 2789) : soutient le sous-amendement n° 126 du Gouvernement à l'amendement n° 48 de la commission : détermination par décret des modalités d'intervention des maires et des préfets ; rejeté ; (p. 2790) : retire l'amendement n° 127 du Gouvernement : détermination par décret des modalités d'intervention des maires et des préfets pour les interventions des propriétaires victimes d'agissements publicitaires illicites ; (p. 2791) : soutient le sous-amendement n° 128 du Gouvernement à l'amendement n° 52 de la commission : pouvoir de l'autorité judiciaire de se prononcer sur la mainlevée ou le maintien de la mise en demeure ; rejeté. **Article 20** (p. 2792) : dénonce la naïveté du sous-amendement n° 142 de M. Jacques Santrot. **Article 24** (p. 2795) : s'oppose à l'amendement n° 136 de M. Edgar Faure supprimant le caractère continu des infractions réprimées par l'article 19. **Article 26** (p. 2796) : soutient l'amendement n° 129 du Gouvernement : rédactionnel ; adopté avec une rectification formelle. **Article 27** (p. 2797) : annonce une application libérale de la nouvelle loi et notamment de ses dispositions répressives. **Article 28** *ter* (p. 2798) : soutient l'amendement n° 137 du Gouvernement : versement au comité des finances locales du produit de la majoration de l'amende pénale ; adopté avec modification ; problèmes de comptabilité et de personnel posés par le versement direct à la commune sur le territoire de laquelle l'infraction a été commise ; (p. 2799) : rappelle que la majoration de 50 % des amendes n'a pas été instituée à l'initiative du Gouvernement mais par le Sénat et contre son avis ; approuve l'amendement n° 71 de la commission et le

sous-amendement n° 145 de M. Robert-André Vivien. **Article 30** (p. 2802) : soutient le sous-amendement n° 130 du Gouvernement à l'amendement n° 75 de la commission : détermination par décret en Conseil d'Etat des conditions d'application des dispositions relatives à la publicité figurant dans le règlement annexé à un plan de sauvegarde et de mise en valeur rendu public ou approuvé ; adopté. **Explications de vote** (p. 2805) : texte ne portant en rien atteinte à la liberté d'expression ; projet destiné à protéger l'environnement et préservant les activités commerciales et artisanales ; son caractère décentralisateur ; vote contradictoire des groupes socialistes du Sénat et de l'Assemblée nationale. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [10 octobre 1979]. **Article 7 A** (p. 8037) : approuve l'amendement n° 5 de la commission : suppression de la possibilité de déroger à l'interdiction de la publicité lorsqu'elle signale la proximité des monuments historiques ou l'annonce de manifestations culturelles. **Article 7** (p. 8038) : hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 39 qui aurait pour conséquence d'exclure le mobilier urbain servant de support publicitaire du champ d'application du décret fixant le régime général de la publicité en agglomération ; son intention de limiter le contenu du décret prévu par l'article 7 à la définition pour les panneaux publicitaires des règles d'emplacement de surface de hauteur et d'entretien. **Article 8** *ter* (p. 8039) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 8 de la commission : supprimant la possibilité pour le maire d'autoriser exceptionnellement l'installation de dispositifs non conformes aux normes édictées par arrêté ; pas de permanence du groupe de travail chargé d'élaborer le régime de chaque zone de publicité élargie. **Article 11** (p. 8040) : s'oppose à l'amendement n° 54 de M. Jacques Santrot : réaffirmant la liberté du contenu du message de l'affichage d'opinion ; estime que l'article premier A de la loi assure de façon claire le respect de la liberté d'opinion ; (p. 8041) : estime que le projet de loi a pour objet d'assurer la liberté d'expression et d'opinion ; accepte l'amendement n° 10 de la commission : fixation par décret de la surface minimale que chaque catégorie de commune doit réserver à l'affichage d'opinion ; demande le rejet de l'amendement n° 40 de M. Lucien Villa : fixation par décret de la surface minimale que chaque commune doit réserver à l'affichage d'opinion ; (p. 8042) : estime que le critère démographique sera à la base de la répartition des communes dans les catégories visées par l'amendement n° 10 de la commission. **Article 11** *bis* (p. 8043) : se déclare hostile à l'amendement n° 41 de M. Roger Gouhier : maîtrise du conseil municipal sur la procédure de délimitation des zones de publicité autorisée ou élargie ; s'oppose à l'amendement n° 11 de la commission : participation des représentants des organisations syndicales des salariés des professions de la publicité au groupe de travail qui rend encore plus complexe la procédure de création des zones de réglementation spéciale ; (p. 8044) : demande le retrait de l'amendement n° 56 de M. Alain Madelin : consultation des professionnels sur les travaux du groupe de travail participant à la création des zones de réglementation spéciale ; retiré ; (p. 8045) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 51 rectifié de la commission : création de groupes de travail multicommunaux ; pas de remise en cause du principe de la parité entre les représentants des communes et ceux de l'Etat ; estime que les conseillers généraux n'ont pas à participer aux groupes de travail multicommunaux. **Article 14** (p. 8046) : s'oppose à l'amendement n° 57 de M. Alain Madelin : suppression des dispositions selon lesquelles les actes instituant des zones de publicité autorisée, des zones de publicité restreinte et des zones de publicité élargie peuvent prévoir des prescriptions relatives aux enseignes. **Article 15** *bis* (p. 8047) : soutient le sous-amendement n° 45 du Gouvernement à l'amendement n° 15 de la commission : signalisation des monuments historiques ouverts au public ; adopté. **Article 16** : soutient le sous-amendement n° 46 du Gouvernement à l'amendement n° 16 de la commission : portant à quatre mois le délai prévu par l'article 16 pour les autorisations relatives aux installations d'enseignes sur un immeuble classé monument historique ou inscrit à l'inventaire supplémentaire ou bien dans un site classé ; adopté. **Article 19 A** (p. 8048) : s'oppose à l'amendement n° 42 de M. Henry Canacos : suppression de l'article 19 A. **Article 19 B** (p. 8049) : s'oppose à l'amendement n° 58 de M. Alain Madelin : laissant à l'annonceur le pouvoir de reporter l'astreinte sur le responsable de l'infraction et diminuant le montant de l'astreinte ; rappel que le texte ne prévoit pas d'infliger d'astreinte dans le cas d'affichage d'opinion ; (p. 8050) : s'oppose à l'amendement n° 60 de M. Philippe Malaud : possibilité pour le président du tribunal administratif de se prononcer à tout moment sur la main levée de la mise en demeure prévue par l'article 19 A. **Article 19 C** (p. 8052) : rappelle que l'apposition de graffiti est réprimée par le code pénal en cas de flagrant délit. **Article 20** (p. 8053) : se déclare très favorable à l'amendement n° 22 de la commission : rétablissement d'une présomption de complicité. **Article 20** *bis* (p. 8055) : caractère continu des

infractions sanctionnées par l'article 19 ; demande le rejet de l'amendement n° 25 de la commission. **Article 28** *quater* (p. 8057) : demande le retrait de l'amendement n° 61 de M. Philippe Malaud : supprimant le pouvoir du juge de prononcer la résiliation du contrat de location. **Article 29** (p. 8058) : soutient l'amendement n° 47 du Gouvernement : formel ; adopté. **Explications de vote** [10 octobre 1979] (p. 8060) : estime que le projet favorise la liberté d'opinion, décentralise et protège le cadre de vie. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [12 décembre 1979] (p. 11666) : présentation par le Gouvernement d'un amendement rédactionnel à l'article 25 ; précise que l'article 30 n'ouvre que la possibilité de demander la résiliation du contrat à l'échéance de la sixième année ; avis favorable du Gouvernement sur le texte de la CMP. **Discussion des articles** [12 décembre 1979]. **Article 25** (p. 11668) : soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement : rédactionnel ; adopté avec une rectification formelle ; annonce la sortie rapide de décrets d'application élaborés dans un esprit libéral.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [19 octobre 1979]. **Article 7** (p. 8544) : effort considérable accompli par le Gouvernement dans le secteur du logement neuf, dans le secteur de l'amélioration de l'habitat et pour l'aide à la personne ; effort fait pour maintenir le taux des prêts à un niveau aussi bas que possible ; (p. 8546) : l'article 7 ne fait qu'opérer un transfert en prenant des avantages qui bénéficient à tous pour les reporter sur des opérations sociales ; (p. 8548) : son opposition aux amendements n° 236 de M. Albert Denvers et n° 200 rectifié de M. Augustin Chauvet qui provoqueraient une diminution de la recette attendue de l'article 7 ; (p. 8549) : les amendements n° 24 de la commission et n° 237 de M. Arthur Dehaine aboutissent à la suppression de l'article 7.

Deuxième partie :

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1979] (p. 9200) : le budget de l'environnement doit être l'instrument d'une véritable politique économique ; utilisation plus rapide des crédits votés par le Parlement pour le logement ; diminution du nombre de chômeurs dans le secteur du bâtiment ; mise en œuvre d'actions de soutien à l'activité du bâtiment et des travaux publics ; exigence de qualité dans le domaine du logement ; accroissement des responsabilités locales ; projet de loi tendant à décentraliser le permis de construire ; (p. 9201) : association des collectivités locales à la conduite et au développement de la politique du logement ; élimination des chapitres réservoirs grâce à la nouvelle nomenclature budgétaire ; réorientation des personnels du ministère vers des missions prioritaires : urbanisme, habitat, environnement, architecture et assistance aux collectivités locales ; développement du programme locatif pour le logement neuf ; mise en œuvre de la réforme des prêts à l'accession à la propriété et des prêts conventionnés ; le secteur rural ; augmentation de 25 % des crédits pour l'amélioration de l'habitat ; augmentation des dotations pour l'aide à la personne ; aide à la constitution de l'apport personnel ; effort accru pour les familles ; nécessité d'accroître l'offre de terrains constructibles ; mise en place d'un groupe de travail sur ce sujet ; (p. 9202) : mise en œuvre d'une nouvelle politique relative à la procédure dite de « surcharge foncière » destinée à faciliter l'implantation de logements sociaux dans les zones à forte densité ; les prêts conventionnés ; la fiscalité du logement ; reconduction de l'exonération de la taxe foncière dont bénéficient les organismes sociaux ; hausse très faible des taux d'intérêt des prêts à l'accession à la propriété ; possibilité d'accorder des prêts à l'accession à la propriété dans des zones rurales ; aspiration des Français à la propriété individuelle ; mise en œuvre de la réforme du logement neuf ; (p. 9203) : problème du conventionnement ; (p. 9206) : priorité dans la politique d'urbanisme à l'accélération de l'élaboration des documents d'urbanisme ; augmentation de 25 % des crédits pour les espaces verts ; réservation des sites et action du fonds d'aménagement urbain ; (p. 9207) : existence de vingt-huit agences d'urbanisme ; rôle important des sociétés d'économie mixte dans les opérations de construction et d'aménagement décidées par les collectivités locales ; publication du nouveau contrat type en ce qui concerne l'aménagement ; priorité de financement des projets élaborés par les villes nouvelles ; organisation et mission de la direction de l'architecture ; diminution de 40 % de la pollution des eaux rejetées ; priorité à la poursuite de l'action d'amélioration de la qualité des milieux ; effort considérable pour la Méditerranée ; contrôle de l'environnement industriel ; relance de la politique des déchets ; annonce le dépôt d'un projet de loi relatif à la création de l'agence pour l'atmosphère ; mise en place de la loi sur la protection de la nature ; parution de la liste des espèces protégées ; étude d'impact ; (p. 9208) : enquête publique ; constitution de nouveaux hauts comités de l'environnement ; mise en place de chargés de mission de l'environnement ; absence de désengagement de l'Etat pour les parcs naturels régionaux ; projet de loi sur le bruit ; politique globale de l'eau.

— **Répond à la question de M. Michel Sainte-Marie** (p. 9209) : amélioration notable déjà apportée au projet de rocade de Bordeaux.

— **Répond à la question de M. Jean Auroux** : mesures en cours d'élaboration pour garantir le pouvoir d'achat des locataires.

— **Répond à la question de M. Henry Canacos** (p. 9210) : abaissement du seuil à partir duquel peut être utilisée la procédure des surcharges foncières.

— **Répond à la question de M. Alain Gérard** (p. 9211) : responsabilité de la collectivité publique pour les risques civils survenant sur les sentiers des douaniers ; compétence du ministre des transports pour les dégâts subis par les communes du littoral breton.

— **Répond à la question de M. Michel Barnier** (p. 9212) : efficacité du comité des « unités touristiques nouvelles ».

— **Répond à la question de M. Claude Biwer** (p. 9213) : non-remise en cause du seuil de recours à l'architecte.

— **Répond à la question de M. Jean-Marie Caro** (p. 9214) : possibilité de faire appel au fonds d'aménagement urbain pour remettre en état la structure d'une ville ; tracé routier relevant du ministère des transports.

— **Répond à la question de M. Alain Gérard** (p. 9215) : possibilité de classement des tourbières.

— **Répond à la question de M. Bernard Marie** (p. 9216) : pouvoirs des architectes départementaux fixés par la loi ; concertation réalisée grâce aux délégués régionaux à l'architecture et à l'environnement.

— **Répond à la question de M. Claude Biwer** (p. 9217) : risque de disparition progressive des terres agricoles ; solution apportée par le projet de loi relatif aux cartes communales.

— **Répond à la question de M. Claude Coulais** (p. 9218) : le rapport Rigaud ; rôle de l'architecte des bâtiments de France ; impossibilité de créer une instance locale d'arbitrage.

— **Répond à la question de M. Francisque Perrut** (p. 9219) : augmentation de 40 % des crédits pour la réalisation des POS ; institution d'une carte communale pour les collectivités locales de moins de 2.000 habitants.

— **Répond à la question de M. Gilbert Gantier** : les transports en région parisienne ; existence du conventionnement en cas de travaux dans les logements anciens.

— **Répond à la question de M. Jean-Paul Fuchs** (p. 9220) : caractère prématuré d'un bilan de l'application de la loi ayant créé le plafond légal de densité ; propose l'allongement des délais de paiement.

Examen des crédits [30 octobre 1979]. **Etat C - Titre VI** (p. 9221) : l'amendement n° 275 de M. Michel Noir reviendrait à supprimer la possibilité pour les organismes sociaux d'acheter des terrains à un prix supérieur au plafond qu'ils ne peuvent pas dépasser. **Article 53** (p. 9222) : s'oppose à l'amendement n° 366 de M. Pierre Mauger : contingent de prêts locatifs aidés réservé à la construction de logements pour les gendarmes. **Article 54** (p. 9223) : sur l'amendement n° 376 de M. Henry Canacos : politique antisociale prônée par le parti communiste.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur** (n° **15**). **Commission mixte paritaire. Discussion des articles** [25 juin 1980]. **Article 15** *ter* (p. 2280) : amendement n° 1 du Gouvernement : suppression de la disposition concernant le conventionnement ; adopté par scrutin public en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; (p 2281) : remplacement de l'aide à la pierre par l'aide à la personne.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1980] (p. 3324] : financement de l'aide personnalisée au logement ; (p. 3340) : composition et engagement du fonds d'action conjoncturelle ; (p. 3341) : augmentation des crédits de l'aide à la pierre et de l'aide à la personne ; absence de créations d'emplois ; priorité à l'accession à la propriété ; nécessité de l'encadrement du crédit au logement ; priorité accordée à la recherche et à l'innovation ; mise en œuvre de programmes pour améliorer la qualité de la vie dans les banlieues ; aménagement de la Garonne et de la Loire ; protection du littoral et de la montagne ; (p. 3342) : préprogrammation des crédits de la construction ; économies d'énergie dans le logement ; utilisation insuffisante de la prime à l'amélioration de l'habitat ; procédure de l'agence nationale pour l'amélioration de l'habitat ; succès du système de la surcharge foncière ; rémunération des personnels de l'enseignement de l'architecture ; progrès réalisés par le conventionnement : exemple d'une simulation réalisée au grand ensemble Bagatelle de Toulouse ; (p. 3343) : actualisation de l'aide personnalisée au logement ; problème de la qualité de la construction ; (p. 3344) : problème foncier ; nécessité d'accélérer l'élaboration des documents d'urbanisme ; lutte contre le « mitage » et développement de la création de lotissements ;

servitudes d'aspect ; caractère pamphlétaire du rapport de M. Canacos ; demandes d'indemnité présentées par les promoteurs ; (p. 3345) : crédits alloués aux espaces verts ; affaire de la tour Apogée ; centre de recherches sur l'urbanisme ; défense de l'accession à la propriété par le parti communiste ; lutte contre le bruit ; réserves naturelles ; (p. 3346) : procédure des études d'impact ; moyens de l'inspection des établissements classés ; récupération et valorisation des déchets ; programme d'assainissement pour les grandes agglomérations ; stations d'épuration du littoral ; pollution agricole ; problème du Mont Saint-Michel ; problème de la chasse ; aide au logement à la Réunion ; (p. 3347) : progrès réalisé par le conventionnement ; publication du code de l'environnement ; (p. 3348) : construction de la centrale nucléaire de Golfech.

• *Réponses aux questions :*

— **Répond à la question de M. François Grussenmeyer** (p. 3348) : difficultés de la politique du logement en Alsace.

— **Répond à la question de M. Jean-Louis Goasduff** (p. 3348) : financement des conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement.

— **Répond à la question de M. Roland Huguet** (p. 3350) : utilisation du 1 % patronal consacré au logement.

— **Répond à la question de M. Nucci, posée par M. Claude Wilquin** (p. 3350) : aménagement de La Villette et de la gare d'Orsay ; réforme de l'enseignement de l'architecture ; (p. 3351) : maîtres d'œuvre en bâtiment.

— **Répond à la question de M. Alain Richard** (p. 3351) : augmentation des crédits du fonds d'aménagement urbain.

— **Répond à la question de M. Francisque Perrut** (p. 3354) : possibilité pour les maîtres d'œuvre de devenir agréés en architecture ; procédures prévues par la loi du 3 janvier 1977.

— **Répond à la question de M. Claude Biwer** (p. 3354) : problème du mitage ; procédure de concertation pour la délivrance du permis de construire.

— **Répond à la question de M. Roger Gouhier** (p. 3355) : diminution du nombre des décisions de justice pour expulsion ; instance de conciliation entre propriétaires et locataires ; aide personnalisée au logement ; conventionnement.

— **Répond à la question de M. Michel Couillet** (p. 3355) : utilisation du 0,9 % versé par les employeurs pour l'effort de construction.

— **Répond à la question de M. Robert Vizet** (p. 3356) : immobilisation de terrains par des municipalités de l'opposition ; programmes de construction dans l'Essonne ; possibilité pour une société d'économie mixte d'une municipalité de réaliser des programmes pour le compte d'une commune voisine.

— **Répond à la question de M. Serge Charles** (p. 3356) : nouvelles structures du ministère de l'environnement ; (p. 3357) : rôle et missions des délégués régionaux à l'architecture et à l'environnement ; rôle des chargés de mission à l'environnement.

— **Répond à la question de M. Emmanuel Aubert** (p. 3357) : origine législative des pouvoirs des architectes des bâtiments de France.

— **Répond à la question de M. Jean Narquin** (p. 3357) : développement des lotissements.

— **Répond à la question de M. Claude Wilquin** (p. 3358) : pas de dérogation à la directive du 25 août 1979 sur la protection du littoral ; non-applcation de cette directive aux zones urbaines ; doublement en 1980 des crédits du conservatoire de l'espace littoral.

— **Répond à la question de Mme Edwige Avice, posée par M. Jean Auroux** (p. 3358) : nécessité d'une redistribution des emplois et des logements dans la région parisienne ; programmes sociaux en cours à Paris ; évolution des loyers ; (p. 3359) : projet de loi sur les rapports entre locataires et propriétaires.

— **Répond à la question de M. Jean Proriol** (p. 3360) : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale ; financement des opérations de réhabilitation ; champ d'application de la taxe foncière sur les propriétés bâties ; logement de gendarmes.

— **Répond à la question de M. Alain Madelin** (p. 3360) : accession à la propriété ; possibilité d'augmenter la progressivité des remboursements d'emprunt.

— **Répond à la question de M. Serge Charles** (p. 3361) : intervention du ministère de l'environnement en ce qui concerne les installations nucléaires ; activités du haut comité de l'environnement.

— **Répond à la question de M. François Grussenmeyer** (p. 3361) : délai d'instruction des demandes de permis de construire ; décentralisation du permis de construire.

— **Répond à la question de M. Jean-Louis Goasduff, posée par M. Alain Gérard** (p. 3362) : directives relatives à la protection

du littoral ; commission départementale des sites.

— **Répond à la question de M. Guy Bêche, posée par Mme Marie Jacq** (p. 3362) : logement des jeunes ; aide personnalisée au logement.

— **Répond à la question de M. Jean Briane** (p. 3362) : son hostilité à des mesures fiscales pour lutter contre la spéculation foncière ; mise sur le marché de nouveaux terrains ; (p. 3363) : lancement d'une opération de lotissements témoins.

— **Répond à la question de M. Charles Fèvre** (p. 3363) : modulation des prêts à l'accession à la propriété suivant les ressources de la famille ; délivrance des permis de construire ; rôle des conseils d'architecture et d'environnement ; problème des architectes des collectivités locales.

— **Répond à la question de M. Gilbert Gantier** (p. 3364) : possibilité pour un propriétaire de conclure un bail échappant à la loi de 1948 ; projet de loi sur les rapports entre locataires et propriétaires.

— **Répond à la question de M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset** (p. 3364) : allongement du délai de validité du certificat d'urbanisme.

— **Répond à la question de M. Maurice Ligot** (p. 3365) : nécessité d'une réforme des sociétés d'économie mixte ; problème des fonds propres et des sociétés d'économie mixte de construction.

— **Sur le rappel au règlement de M. Henry Canacos** (p. 3365) : contre vérités contenues dans le rapport de M. Canacos.

Examen des crédits. Titre III (p. 3366) : amendement n° 118 du Gouvernement : majoration des crédits de fonctionnement des réserves naturelles ; adopté. **Titre VI** (p. 3367) : s'oppose à l'amendement n° 109 rectifié de M. Roland Beix ; crédits permettant d'aménager les bâtiments et le site de l'Institut Auguste-Comte ; création d'un espace vert ouvert au public ; justifie la création de l'Institut Auguste-Comte ; (p. 3368) : amendement n° 119 du Gouvernement : majoration des crédits investissement des réserves naturelles ; adopté. **Après l'Article 43** (p. 3368) : s'oppose à l'amendement n° 48 rectifié de M. Alain Gérard ; impossibilité d'appliquer les taxes perçues au profit de l'agence nationale pour l'amélioration de l'habitat à des habitations nouvelles ; possibilité de fraudes.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **1600**). **Lettre rectificative** (n° **2098**). **Première lecture. Discussion des articles** [5 décembre 1980]. **Après l'Article 45** (p. 4744) : s'oppose aux amendements n° 86 corrigé de la commission des finances, n° 113 de M. Dominique Pervenche et n° 106 de M. Lucien Dutard ; objectifs de la loi sur l'architecture ; procédure permettant aux maîtres d'œuvre de devenir des agréés en architecture et institution de commissions régionales chargées de donner leur avis ; multiplication des demandes d'agrément peu sérieuses et des avis défavorables des commissions ; impossibilité de donner l'équivalent d'un diplôme d'architecte à des personnes qui n'ont pas de qualification ; (p. 4745) : s'engage à examiner personnellement tous les dossiers de maîtres d'œuvre en bâtiment.

— **Discussion des conclusions du rapport** (n° 2179) **de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi relative au logement des fonctionnaires de la police nationale** (n° **959**). **Première lecture. Discussion générale** [19 décembre 1980] (p. 5107) : s'engage à faire inscrire la proposition de loi à l'ordre du jour de la prochaine session ; accepte de retirer la proposition de loi de l'ordre du jour ; **sur le rappel au règlement de M. Guy Ducoloné** (p. 5108) : acceptation par le Gouvernement de la discussion de la proposition de loi sur le logement des fonctionnaires de police ; demande de la commission des lois visant à une nouvelle étude de la proposition.

P

PAECHT (Arthur)

Député du Var
(4e circonscription)
(UDF).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 7 avril 1978] (p. 1589), [*J.O.* du 4 avril 1979] (p. 771), [*J.O.* du 4 avril 1980] (p. 857), [*J.O.* du 5 avril 1981] (p. 961).

Membre de la commission d'enquête créée à la suite du naufrage d'un navire pétrolier sur les côtes de Bretagne, le 16 mars 1978 [16 mai 1978] (p. 1692), [*J.O.* du 13 mai 1978] (p. 2085).

Vice-président de cette commission [17 mai 1978] (p. 1775).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à rétablir le **mérite combattant** (n° **275**) [25 mai 1978].

— **Rapport d'information** déposé en application de l'article 145 du règlement **par la commission de la défense nationale sur l'exécution et l'actualisation de la programmation militaire pour les années 1977-1982** (n° **1298**) [2 octobre 1979].

— **Proposition de loi tendant à créer un corps de chirurgiens-dentistes d'active des armées** (n° **1324**) [3 octobre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la défense nationale, sur la proposition de loi (n° 509) tendant à la **dissolution de la légion étrangère** (n° **1427**) [22 novembre 1979].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Validation de périodes d'activités salariées exercées en Algérie** [20 décembre 1978] (p. 9752) : décret du 22 mai 1974 ; suppression ou prorogation du délai de forclusion.

INTERVENTIONS

— **Propositions de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur les conditions de navigation des pétroliers et d'une commission d'enquête parlementaire chargée de rassembler les informations sur les conditions de contrôle de la navigation dans les parages dangereux, sur les mesures de prévention des accidents de navires pétroliers et sur les moyens de lutte contre la pollution marine accidentelle ou volontaire et de proposer un ensemble de mesures en vue de protéger les côtes françaises** (nos **5, 10**). **Discussion générale** [11 mai 1978] (p. 1610) : la création d'un corps de garde-côtes.

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes actuels de la sécurité sociale** (n° **252**). **Discussion** [23 mai 1978]

(p. 1951) : nécessité d'améliorer les services de gériatrie ; non-respect de la répartition des compétences en matière de fixation des prix de journée ; avenir des services d'hospices publics ; (p. 1952) : nécessité de réformer le contrôle médical ; insuffisance des moyens de médicalisation des services d'hébergement des personnes âgées ; demande de mise en place d'une carte sanitaire du moyen et long séjour.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique de défense** (n° **388**). **Discussion** [15 juin 1978] (p. 2977) : problèmes de la marine ; importance et coût de ses interventions non militaires (sauvetages, police de la navigation, lutte antipollution) ; 16 % seulement des crédits militaires réservés à la marine ; faiblesse du tonnage et renouvellement insuffisant de la flotte française ; (p. 2978) : importance des retombées économiques de la marine pour certaines régions.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Intérieur. Discussion générale [19 octobre 1978] (p. 6356) : augmentation de la criminalité sur la côte méditerranéenne ; nécessité d'augmenter les effectifs sédentaires de police dans cette région.

Crédits militaires. Budget annexe du service des essences. Discussion générale [7 novembre 1978] (p. 7118) : insuffisance de la flotte ; nécessité pour la France d'avoir l'ambition de devenir la première puissance maritime du continent européen ; demande des informations sur l'état de réalisation du plan naval militaire annoncé par le Président de la République ; (p. 7119) : vieillissement des bateaux de la marine nationale ; sous-emploi des arsenaux, exemple de l'arsenal de Toulon ; nécessité, lors de la révision de la loi de programmation, d'accorder la priorité à la marine et de déterminer un calendrier de mises en chantier ; importance des nouvelles missions de la marine nationale : réglementation, prévention des accidents en mer, lutte contre les pollutions et surveillance des côtes ; insuffisance de l'équipement en remorqueurs de haute mer ; nécessité d'un plan de construction de navires, d'avions et d'hélicoptères approprié aux missions nouvelles de la marine ; (p. 7120) : nécessité de modifier la répartition des crédits du budget de la défense lors de la révision de la loi de programmation pour donner la priorité à la marine nationale. **Examen des crédits** [7 novembre 1978]. **Article 38** (p. 7142) : soutient l'amendement n° 297 de la commission de la défense nationale et des forces armées : réduction de crédits dégageant les moyens de financer la création de cent postes de secrétaires administratifs en chef des services extérieurs ; rejeté.

— **Déclaration du Gouvernement sur l'exécution et l'actualisation de la loi de programmation militaire et débat sur cette déclaration** (n° **1305**). **Discussion** [2 octobre 1979] (p. 7630) : progrès réalisés par la loi de programmation de 1976 par rapport aux précédentes ; la loi de 1976 manifeste la volonté politique du Gouvernement d'augmenter les dépenses militaires ; (p. 7631) : exécution satisfaisante de la loi en ce qui concerne les matériels dits majeurs au détriment des programmes non majeurs qui ne figurent pas dans la loi, ce qui rend difficile le contrôle par le Parlement de l'exécution de la loi ; incertitude sur l'évolution du tonnage de la marine nationale ; (p. 7632) : décroissance en pourcentage des dépenses nucléaires ; (p. 7633) : les chiffres fournis par le ministre sont exagérément gonflés car ils incluent des dépenses de fonctionnement dans les dépenses nucléaires proprement dites ; (p. 7634) : nécessité d'adapter et d'actualiser la loi de programmation de 1976 ; la référence au PIBm est une meilleure garantie d'augmentation du pouvoir d'achat des armées mais a pour inconvénient de ne pas permettre une corrélation avec l'ancien critère de référence (le budget de l'Etat) ; la détérioration du rapport des forces est-ouest justifie la croissance et la modernisation de notre force de dissuasion : (p. 7635) : nécessité de mettre en œuvre la prochaine loi de programmation.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1328**). **Première lecture. Discussion générale** [28 novembre 1979] (p. 10840) : les avortements clandestins ; la médicalisation de l'avortement garantit la sécurité des femmes et supprime les discriminations par l'argent ; nécessité de réserver la pratique de l'avortement à des spécialistes ; (p. 10841) : votera la reconduction de la loi.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences. Discussion générale [23 octobre 1980] (p. 3048) : rôle capital de la marine nationale ; missions de service public ; (p. 3049) : activités des forces et hausses des prix des carburants ; nécessité d'un effort supplémentaire pour la marine ; problème de ses effectifs ; sous-encadrement.

Industrie. Discussion générale [13 novembre 1980] (p. 3840) : effort de l'Etat en faveur des énergies nouvelles ; programme nucléaire ; (p. 3841) : ressources minières sous-marines.

PAILLER (René)

Député de la Sarthe
(4e circonscription)
(RPR).

En remplacement, le 6 mai 1978, de M. Joël Le Theule, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 mai 1978] (p. 1485, 1513).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 11 mai 1978] (p. 2052).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 20 mai 1978] (p. 2146), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° 1933). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Santé et sécurité sociale. Travail et santé. — I. Section commune. — III. Santé et sécurité sociale. Discussion générale [17 novembre 1980] (p. 4074) : difficultés de l'hospitalisation privée ; classement des cliniques ; carte sanitaire ; complémentarité entre secteur public et secteur privé ; projet de création d'un service de neurochirurgie au Mans.

Universités. Discussion générale [18 novembre 1980] (p. 4098) : création de l'internat qualifiant et problèmes des étudiants arrivés au terme de la préparation du certificat d'études spéciales ; (p. 4099) : exemple de l'oto-rhino-laryngologie.

PAPET (Marcel)

Député des Hautes-Alpes
(2e circonscription)
(UDF).

En remplacement, le 7 mai 1978, de M. Paul Dijoud, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 mai 1978] (p. 1485, 1513).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 12 mai 1978] (p. 2060).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 17 mai 1978] (p. 2107), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° 1290). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1979] (p. 9653) : objectifs assignés à la politique de la montagne ; nécessité d'un statut fiscal et social de la pluriactivité ; financement des dépenses de déneigement.

PAPON (Maurice)

Député du Cher
(3e circonscription)
(RPR).
Ministre du budget.

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1099).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Ministre du budget (troisième Gouvernement de M. Raymond Barre). Décret du 5 avril 1978 [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1539).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 5 mai 1978, de son mandat de député [9 mai 1978] (p. 1485, 1512).

Fin de ses fonctions de ministre du budget (3e Gouvernement de M. Raymond Barre). Décret du 13 mai 1981 [*J.O.* du 14 mai 1981] (p. 1379).

DÉPOTS

— **Projet de loi** portant **règlement définitif du budget de 1976** (n° 17) [18 avril 1978].

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° 234) [11 mai 1978].

— **Projet de loi** relatif à l'**imposition** des produits de cession à titre onéreux de **valeurs mobilières et de droits sociaux** (n° **255**) [24 mai 1978].

— **Projet de loi** portant adaptation de la législation relative à la **taxe sur la valeur ajoutée** à la sixième directive du Conseil des communautés européennes du 17 mai 1977 (n° **559**) [2 octobre 1978].

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**) [2 octobre 1978].

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **709**) [21 novembre 1978].

— **Projet de loi** portant **règlement définitif du budget de 1977** (n° **782**) [11 décembre 1978].

— **Projet de loi** relatif aux **hautes rémunérations** (n° **930**) [4 avril 1979].

— **Projet de loi** relatif **au soutien de l'investissement productif industriel** (n° **983**) [17 avril 1979].

— **Projet de loi** modifiant **la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements et aménageant le régime des impôts directs locaux pour 1979** (n° **987**) [18 avril 1979].

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**) [2 octobre 1979].

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1979** (n° **1397**) [12 novembre 1979].

— **Projet de loi** portant **règlement définitif du budget de 1978** (n° **1491**) [17 décembre 1979].

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à continuer à percevoir en 1980 les impôts et taxes existants** (n° **1559**) [27 décembre 1979].

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1560**) [27 décembre 1979].

— **Projet de loi** portant **diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **1600**) [2 avril 1980].

— **Projet de loi** portant modification du **statut de la société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA)** (n° **1731**) [22 mai 1980].

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**) [2 octobre 1980].

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1980** (n° **2053**) [12 novembre 1980].

— **Lettre rectificative au projet de loi** portant **diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° 1600) (n° **2098**) [21 novembre 1980].

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1980** (n° **2141**) [10 décembre 1980].

— **Projet de loi** portant **règlement définitif du budget de 1979** (n° **2180**) [18 décembre 1980].

QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement de :

— **M. Edouard Frédéric-Dupont : Chauffeurs de taxi** [13 décembre 1978] (p. 9365) : négociations en cours pour une révision des tarifs en 1979 ; examen par les services compétents des conditions de sécurité dans l'utilisation du gaz liquéfié.

— **M. Roger Corrèze : Taxe professionnelle** [20 décembre 1978] (p. 9751) : correction par des mesures transitoires des transferts de charge résultant de la réforme de 1975 ; disposition contenue dans le projet de loi devant être soumis au Parlement instituant un mécanisme de sortie du plafonnement ; désir du Gouvernement de supprimer la disparité entre anciennes et nouvelles entreprises.

— **M. Louis Le Pensec : Suites judiciaires du naufrage de l' « Amoco-Cadiz »** [2 mai 1979] (p. 3333, 3334) : demande par l'Etat français de dommages et intérêts à la société américaine, propriétaire réel du navire ; sa responsabilité sera appréciée selon le droit commun et non maritime, ce qui est favorable pour la France ; la multiplicité des actions entreprises pourrait compromettre l'efficacité de l'intervention de l'Etat.

— **M. Mariani Maximin : Fiscalité sur les punchs** [30 mai 1979] (p. 4355) : instruction prise en application d'une loi appliquée dans certains départements d'outre-mer et pas dans d'autres ; aucune remise en question des avantages fiscaux du punch par rapport à d'autres apéritifs ; attention du Gouvernement pour l'économie du rhum.

Suppléé par M. René Monory, ministre de l'économie :

— **M. Michel Barnier : Fermeture de l'unique entreprise d'une commune** [6 juin 1979] (p. 4693) : possibilité pour les communes se trouvant dans des difficultés de cet ordre de solliciter l'aide exceptionnelle de l'Etat accordée après examen des finances de

la commune par une commission de représentants de l'administration et de la commune ; Moûtiers pourra demander à bénéficier de cette procédure.

— **M. Maurice Druon : Déficit budgétaire** [13 juin 1979] (p. 4998) : prévisions budgétaires exactes en ce qui concerne les recettes, les dépenses sont dominées par des facteurs dont le Gouvernement n'a pas la maîtrise, pas de collectif de printemps pour la première fois depuis 1974.

— **M. Marcel Rigout : Absence d'un collectif budgétaire [20 juin 1979]** (p. 5338, 5339) : les ressources provenant de la TVA sont légèrement supérieures aux prévisions ; la consommation des crédits par les administrations est plus lente qu'en 1978 ; les corrections nécessaires figureront dans la loi de finances rectificative de fin d'année.

— **M. Jean Poperen : Hausse des loyers** [27 juin 1979] (p. 5731) : accélération de l'inflation, phénomène mondial ; la libération des prix industriels n'a entraîné aucun dérapage ; la hausse du prix de l'énergie ne remet pas en cause la politique du Gouvernement.

— **M. Christian Pierret : Situation du franc dans le système monétaire européen** [27 juin 1979] (p. 5733) : délit d'atteinte au crédit de la monnaie adopté du temps du Président Léon Blum ; objectif du système monétaire européen a été réalisé ; deux pays ayant franchi le seuil de divergence ont pris des mesures correctives ; le franc se situe au-delà de sa parité ; les circonstances actuelles et la facture pétrolière justifient la rigueur du Gouvernement.

— **M. Jean Poperen : Report d'échéance d'impôt** [10 octobre 1979] (p. 8008) : les avertissements interviennent cette année aux échéances légales, grâce à l'informatisation ; consignes permanentes données aux comptables du Trésor pour accorder délais supplémentaires et remise gracieuse de la majoration de 10 %.

— **M. Paul Quilès : Statut des personnels des caisses de crédit agricole** [10 octobre 1979] (p. 8008) : unification des statuts de l'ensemble du personnel de la caisse nationale de crédit agricole pour faciliter la mobilité du personnel entre caisses régionales et nationale ; amélioration des rémunérations et maintien des droits acquis du personnel en place ; pour ceux qui sont fonctionnaires choix entre le nouveau statut ou celui de la fonction publique.

Suppléé par M. René Monory, ministre de l'économie :

— **M. Jean-Claude Pasty : Contrôle des entreprises ayant reçu des fonds du FEOGA** [31 octobre 1979] (p. 9263).

Suppléé par M. René Monory, ministre de l'économie :

— **M. Michel Delprat : Taxe professionnelle** [21 novembre 1979] (p. 10462).

— **M. Raymond Forni : Déclaration en douane dans l'affaire des diamants** [28 novembre 1979] (p. 10814) : n'a rien à ajouter à la déclaration du Président de la République.

— **M. Paul Alduy : Taxe professionnelle** [5 décembre 1979] (p. 11261) : hausses très importantes concernant 1,5 % des contribuables ; les redevables concernés par celles-ci bénéficieront automatiquement de délais de paiement avec remise des majorations s'ils respectent l'échéancier ; mesure prévue en second rang : dégrèvement définitif sur demande des entreprises connaissant un fléchissement de leur activité ; inconvénients de l'assiette actuelle de la taxe professionnelle : la seule issue est l'adoption de la valeur ajoutée pour asseoir cette taxe.

— **M. Lucien Neuwirth : Taxe professionnelle** [5 décembre 1979] (p. 11262) : les entreprises pourront bénéficier de délais de paiement, mais aussi de dégrèvement en cas de trop forte hausse de la taxe professionnelle ; l'application de tout autre système d'intervention ne pourrait pas être généralisée aux cas anormaux et intervenir assez vite pour éviter de placer les entreprises en difficulté ; mesure qui sera complétée par une disposition tendant à abaisser de 8 à 6 % le plafonnement fondé sur la valeur ajoutée et ce rétroactivement pour 1979.

— **M. Daniel Goulet : Taxe professionnelle** [12 décembre 1979] (p. 11662) : but de la loi du 3 janvier 1979 ; volonté du Gouvernement de corriger certaines hausses trop importantes et mise en place d'un dispositif immédiatement opérationnel ; possibilité de dégrèvement définitif et de délais de paiement avec remise de la majoration de 10 % ; report du délai de paiement au 18 décembre.

— **M. Jean-Pierre Chevènement : Arrestation en Suisse de deux douaniers français** [30 avril 1980] (p. 850).

— **M. Jean-Pierre Chevènement : Contrôle des changes** [14 mai 1980] (p. 1055).

— **M. Pierre Chantelat : Collecte des caisses d'épargne en 1980** [4 juin 1980] (p. 1536) : taux d'épargne des ménages ; financement des collectivités locales et des organismes d'HLM.

— **M. Louis Maisonnat : Prise de participation étrangère dans l'entreprise Eurotungstène** [4 juin 1980] (p. 1538).

— **M. Robert Wagner : Indexation de certains contrats de prêts portant à la fois sur le capital et les intérêts** [4 juin 1980] (p. 1539) : loi du 28 décembre 1966 relative à l'usure et aux prêts d'argent.

— **M. Gilbert Sénès : Difficultés des petites et moyennes entreprises** [5 novembre 1980] (p. 3568) : modalités de calcul de la taxe professionnelle ; examen des demandes d'allégement des entreprises en difficulté.

— **M. Gérard Chasseguet : Fermeture de l'usine du Mans de la SEITA** [10 décembre 1980] (p. 4803) : plan de restructuration ; statut du personnel de la SEITA.

Réponses aux questions orales sans débat de :

— **M. Jean Briane** (n° **3113**) : **Relations entre les contribuables et le fisc** [16 juin 1978] (p. 3097, 3098, 3099, 3100) : la loi du 29 décembre 1977 accordant des garanties de procédures aux contribuables en matière fiscale ; mise à jour de la « charte du contribuable » ; rôle des centres de gestion agréés et de la direction générale pour les relations avec le public.

Suppléé par M. Norbert Segard, secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications :

— **M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset** : (n° **12376**) : **Répartition de la redevance minière entre les communes** [4 mai 1979] (p. 3510, 3511).

— **M. Michel Barnier** (n° **16856**) : **Moniteurs de ski** [15 juin 1979] (p. 5202, 5203) : plus de déductions fiscales forfaitaires pour les professions libérales depuis 1971, mais régime d'évaluation administrative ; possibilité pour les moniteurs d'adhérer à un centre agréé de gestion pour obtenir 20 % d'abattement sur leurs bénéfices ; en matière de TVA, distinction selon la nature des écoles de ski ; loi du 2 janvier 1978 prévoyant qu'aucun groupe professionnel ne pouvait se soustraire à l'affiliation à l'un des régimes d'assurance vieillesse ; dispositions actuellement étudiées pour faciliter l'accès aux différents diplômes.

— **M. Pierre Lagorce** (n° **16613**) : **Imposition des cercles ruraux** [22 juin 1979] (p. 5561) : les cercles ruraux ne sont soumis à l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés que si les actes payants qu'ils accomplissent dépassent les quatre manifestations annuelles et la rétribution des services à caractère social, éducatif, culturel ou sportif rendus à leurs membres et si des bénéfices sont réalisés.

— **M. Vincent Porelli** (n° **17970**) : **Usine Job-Bastos de Bastia** [29 juin 1979] (p. 5867) : l'importance attachée par le Gouvernement au développement économique de la Corse ; maintien de l'activité de Job-Bastos, prise de participation du SEITA ; restructuration financière de l'entreprise, modernisation de son équipement ; réduction du niveau des prix par des mesures fiscales ; plan décennal tendant à rééquilibrer l'exploitation du SEITA.

— **M. François d'Harcourt** (n° **17994**) : **Imposition des indemnités de reconstitution du cheptel** [29 juin 1979] (p. 5868) : aucun effet fâcheux sur la situation des exploitants indemnisés : aussi bien pour ceux soumis au forfait agricole que pour ceux imposés sur les bénéfices réels ; effet comptable étant fiscalemet neutre, exonération proposée par M. d'Harcourt risquerait d'entraîner des distorsions inacceptables entre agriculteurs.

Suppléé par M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur, chargé des départements et territoires d'outre-mer :

— **M. Daniel Le Meur** (n° **20987**) : **Projet de vignette sur les motos et situation de l'industrie du motocycle** [12 octobre 1979] (p. 8198, 8199).

Suppléé par M. Maurice Plantier, secrétaire d'Etat aux anciens combattants :

— **M. Antoine Gissinger** (n° **22460**) : **Contrôle douanier de l'autoroute A 36** [23 novembre 1979] (p. 10678).

Suppléé par M. Joël Le Theule, ministre des transports :

— **M. Lucien Richard** (n° **22520**) : **Mensualisation des pensions de retraite** [30 novembre 1979] (p. 11062).

— **M. Jean-Jacques Barthe** (n° **32156**) : **Chômeurs non indemnisés** [13 juin 1980] (p. 1853) : progrès réalisé par la loi du 16 janvier 1979 pour les chômeurs âgés ; aide sociale.

— **M. Gilbert Gantier** (n° **32155**) : **TVA sur la collecte des ordures ménagères** [13 juin 1980] (p. 1854) : financement du service d'enlèvement et de traitement des ordures ménagères ; taux de TVA applicable aux opérations d'enlèvement ; existence d'un taux réduit pour les transports de voyageurs et le service public de l'eau.

— **M. Pierre-Bernard Cousté** (n° **35883**) : **Souscriptions d'obligations par les non-résidents** [3 octobre 1980] (p. 2564) : négociation de conventions internationales ; suppression du prélèvement libératoire de manière unilatérale n'est pas envisagée.

— **M. Guy Guermeur** (n° **39789**) : **Enseignement privé** [12 décembre 1980] (p. 4874, 4875) : charges communales identiques pour les écoles privées sous contrat d'association ou par les écoles publiques ; possibilité d'une aide exceptionnelle de l'Etat aux communes en difficulté.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1976** (n° **17**). **Première lecture. Discussion générale** [30 mai 1978] (p. 2157): importance de la loi de règlement du budget et de son dépôt dans le délai fixé par l'ordonnance organique du 2 janvier 1959 ; diminution du déficit budgétaire de 1975 à 1976 provenant des opérations à caractère définitif et des opérations à caractère temporaire ; augmentation des recettes d'impôts directs à la suite des reports d'échéance de 1975 à 1976 et d'impositions supplémentaires ; stabilisation relative des dépenses ; excédent des opérations à caractère temporaire exécutées dans le cadre des comptes spéciaux du Trésor ; gestion administrative des crédits budgétaires: respect des autorisations contenues dans les lois de finances, amélioration du délai de réalisation des opérations de répartition des crédits de personnel, efforts de la comptabilité publique pour améliorer la description et le suivi de l'emploi des autorisations de programme, poursuite de la préparation de la réforme améliorant la procédure des fonds de concours et des rétablissements de crédit ; (p. 2158) : efforts des administrations financières pour améliorer la qualité de leurs relations avec les citoyens ; meilleure information du public, simplification des procédures, exemple de la loi du 29 décembre 1977 accordant des garanties de procédure aux contribuables en matière fiscale et douanière ; efforts d'amélioration des relations des services administratifs avec leurs fournisseurs et avec les collectivités locales : règlement plus rapide des dettes de l'Etat, poursuite de l'effort de déconcentration administrative et de décentralisation, développement de la concertation avec les responsables des différents secteurs économiques ; efficacité de la collaboration de la Cour des comptes et du Parlement ; (p. 2164) : maintien en 1975 et croissance en 1976 de la production de la France ; ralentissement en 1976 du taux de croissance de la masse monétaire ; étude par le ministère du budget d'un allégement de la procédure concernant le rattachement des fonds de concours ; défense de l'emploi, principal objectif de l'aide financière accordée aux entreprises. **Discussion des articles. Après l'Article 19** (p. 2224) : sur les amendements n°s 1 de la commission et 5 de M. Pierre Joxe ; le caractère exceptionnel de la non-publication des textes réglementaires d'application des lois de finances ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée pour l'adoption de ces amendements ; l'inutilité de l'amendement n° 2 de M. Pierre Joxe ; les précisions apportées par le décret du 1er septembre 1977 sur les modalités du contrôle de la Cour des comptes en matière de recettes ; (p. 2225) : s'oppose à l'adoption de l'amendement n° 3 de M. Pierre Joxe ; réduction de délais de rattachement des fonds de concours ; mise en œuvre d'un projet de réforme par l'utilisation de moyens d'informatique ; (p. 2226) : demande le rejet de l'amendement n° 4 de M. Pierre Joxe ; le caractère des recettes affectées par la loi des prélèvements opérés au profit des collectivités locales, de la communauté économique européenne ou du régime général de la sécurité sociale ; (p. 2227) : s'oppose à l'adoption de l'amendement n° 6 de M. Pierre Joxe ; l'équipement de l'administration des finances en moyens informatiques permettant d'assurer le suivi de la comptabilité spéciale des investissements de l'Etat ; mise à la disposition du Parlement de ces renseignements ; (p. 2228) : s'oppose à l'adoption de l'amendement n° 7 de M. Pierre Joxe ; risques de paralysie de l'Etat ; inconvénients de cet amendement pour la Cour des comptes ; (p. 2228) : limitation des déplacements des crédits limitatifs à vingt millions de francs.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **234**). **Première lecture. Discussion générale** [31 mai 1978] (p. 2283) : fermeté de la croissance de la demande des ménages : 3 à 4 % par an ; le chômage : 1.160.000 demandes fin septembre ; résultats du pacte national pour l'emploi ; (p. 2284) : objectifs économiques : maîtrise des rémunérations, croissance modérée de la masse monétaire, libération des prix, renforcement de la concurrence, définition de contrats de programme ; déficit budgétaire dû à un taux de croissance de 3,5 % au lieu des 4,5 % prévus initialement ; orientation de la politique budgétaire : maîtrise de la dépense publique, recettes complémentaires ; projet de loi de finances rectificative en équilibre ; objectif principal : l'emploi des jeunes ; (p. 2285) : sept cent soixante-cinq millions de francs consacrés au financement du programme de Blois ; maintien de six mille vacataires ; une dépense ne concerne pas l'emploi : financement des charges résultat du naufrage de

l'*Amoco-Cadiz ;* total des dépenses du collectif : quatre mille six cent quatre-vingts millions de francs ; financement : annulation de dépenses (diminution de la subvention versée à l'ORGANIC-CANCAVA, annulation d'un milliard de francs d'autorisation de programme) ; recettes supplémentaires (loto) ; augmentation de la contribution des entreprises à la formation continue ; relèvement de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (deux mille trois cent quatre-vingts millions de ressources supplémentaires). **Sur la question préalable** (p. 2296) : croissance du pouvoir d'achat du salaire horaire en 1977 de 3,1 % ; approbation de la politique du Gouvernement révélée par les élections ; [1er juin 1978] (p. 2361) : diminution de 20.000 à 12.000 du nombre des vacataires ; accroissement de la durée d'embauche et de la durée d'exonération prévue dans le collectif ; situation des départements d'outre-mer : aide de cinq millions aux chantiers de chômage, études en cours sur l'industrie sucrière, problème de la hausse des prix des produits pétroliers ; règle budgétaire de la non-affectation des recettes aux dépenses ; cohérence de la majoration du prix de l'essence avec la politique d'économie d'énergie et le relèvement des tarifs publics ; (p. 2362) : régime fiscal des compagnies pétrolières ; caractère déficitaire de l'activité de raffinage ; signification du collectif : souci de rigueur budgétaire ; amélioration du solde de la balance commerciale ; impossibilité d'une relance de la consommation ; nécessité d'une politique à moyen terme pour résoudre les problèmes de l'emploi ; mise en place d'un prélèvement exceptionnel sur les banques en 1978 ; revalorisation des bas salaires ; réduction de l'éventail des salaires ; réunion d'un comité interministériel pour résoudre les difficultés du secteur du bâtiment et des travaux publics ; volonté d'améliorer la situation financière des entreprises : projet sur l'investissement de l'épargne populaire dans les actions ; plan de développement des responsabilités locales et programme d'aménagement des impôts locaux ; respect de l'engagement de rembourser d'ici à 1981 le montant de la TVA payée par les collectivités locales ; s'engage au règlement rapide des avances sur indemnisation pour l'*Amoco-Cadiz ;* confiance du Gouvernement dans les entreprises françaises. **Discussion des articles** [1er juin 1978]. **Avant l'Article premier** (p. 2363) : opposition du Gouvernement à l'amendement n° 19 de M. Roger Combrisson ; ambiguïté de la notion de chômage partiel ; demande le rejet de l'amendement n° 20 de M. Robert Vizet ; (p. 2364) :l'abattement de cinq mille francs : perte de recettes de neuf cents millions de francs pour le budget de 1978 ; coût de la mesure proposée : huit cents millions de francs ; relèvement récent de la taxation des hauts revenus ; (p. 2365) : opposition du Gouvernement à l'amendement n° 21 de Mme Gisèle Moreau ; les mesures prises par la majorité en faveur des plus défavorisés ; (p. 2366) : demande le rejet de l'amendement n° 23 de M. Roger Combrisson ; bien-fondé du financement budgétaire des mesures pour l'emploi ; conséquences néfastes sur l'emploi d'un amendement créant des recettes basées sur les effectifs des entreprises ; (p. 2367) : opposition du Gouvernement à l'amendement n° 40 de M. Louis Le Pensec ; mesures prises à la suite du drame de l'*Amoco-Cadiz ;* situation difficile de l'industrie française de raffinage. **Article premier** (p. 2368) : demande le rejet de l'amendement n° 3 de M. Laurent Fabius ; augmentation de 98 % du prix du super-carburant entre décembre 1973 et juin 1978 due pour 44 % à la hausse des prix du pétrole brut ; maintien du prix du super-carburant en francs constants ; cohérence de la hausse des prix du super-carburant et des hausses des services publics ; déséquilibre du collectif en cas d'adoption de l'amendement de M. Le Pensec ; (p. 2369) : demande le rejet de l'amendement n° 24 de M. Georges Gosnat ; caractère discriminatoire de la mesure proposée à l'égard des sociétés pétrolières étrangères exerçant leurs activités en France ; violation des conventions internationales ; diminution du montant des provisions pour reconstitution de gisements dans la loi de finances pour 1976 ; (p. 2369) : opposition du Gouvernement au sous-amendement proposé par M. Christian Pierret ; (p. 2370) : demande à M. Guy Guermeur de retirer son amendement n° 43 ; impossibilité juridique de ramener le prix du super-carburant à trente cinq francs l'hectolitre par réduction de la taxe puisque le prix hors taxe est supérieur à cinquante francs ; existence d'une aide aux carburants financée sur le budget de la marine marchande ; diminution des dépenses de carburants dans les charges d'exploitation des pêches ; mesures prises pour soutenir les pêches maritimes : développement de l'aide à l'investissement ; création d'une subvention d'allégement des charges d'exploitation des navires de pêche industrielle ; (p. 2371) : opposition du Gouvernement à l'amendement proposé par M. Georges Gosnat ; hausse supplémentaire du carburant due à l'amendement n° 43 de M. Guy Guermeur ; demande le retrait de l'amendement de M. Guy Guermeur. **Article 2** (p. 2372) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée pour l'adoption de l'amendement n° 9 de la commission ; impossibilité pour le Gouvernement de présenter le rapport d'exécution de la loi du 5 juillet 1977 ; accepte l'amendement n° 10 de la commission ; son amendement tendant à fixer à

8 % la majoration forfaitaire du montant des salaires retenus pour l'assiette de la taxe pour 1978 ; respect par le Gouvernement de l'usage consistant à se référer aux comptes associés à la loi de finances initiale pour 1978 ; adopté ; (p. 2373) : demande à M. Laurent Fabius le retrait de son amendement n° 4 en raison de l'exonération des entreprises de moins de dix salariés du paiement de la contribution patronale à l'effort de construction et de la majoration de la participation au financement de la formation professionnelle ; nécessité d'étudier la proposition contenue dans l'amendement n° 42 de M. René de Branche ; demande le retrait de cet amendement ; (p. 2374) : non-application aux entreprises de moins de dix salariés du transfert à la formation professionnelle du 0,1 % enlevé au taux de la contribution à la construction. **Article 3** (p. 2379) : demande le rejet des amendements identiques n° 5 de M. Laurent Fabius et n° 25 de M. Dominique Frelaut ; taux de participation effective des entreprises à la formation professionnelle : 1,61 % ; essor de la formule des fonds d'assurance-formation auprès des PME ; caractère prématuré de la fixation d'un taux obligatoire de 2 % ; nécessité d'accorder la fixation du taux de participation aux circonstances économiques ; (p. 2379) : importance des compétences accordées aux comités d'entreprise en matière de congés de formation ; (p. 2380) : acceptation par le Gouvernement de l'amendement n° 12 de la commission ; acceptation par le Gouvernement de l'amendement n° 13 de la commission ; son amendement : fixation à 8 % de la majoration forfaitaire du montant des salaires retenu pour l'assiette de 0,2 % ; opposition du Gouvernement à l'amendement n° 6 de M. Laurent Fabius. **Article 4** (p. 2383) : sollicitude du Gouvernement français à l'égard des travailleurs émigrés ; maintien de l'effort fait en faveur du logement des émigrés ; respect de la convention entre l'Etat et l'UNIL ; étude par le Gouvernement de la situation des entreprises du bâtiment et des travaux publics. **Après l'Article 4** (p. 2393) : opposition du Gouvernement à l'amendement n° 31 rectifié de M. Dominique Frelaut ; demande un scrutin public sur cet amendement ; (p. 2394) : opposition du Gouvernement à l'amendement n° 32 de M. Dominique Frelaut en raison de la différence de nature des indemnités de chômage et des traitements et salaires ; s'oppose à la suppression de l'avoir fiscal qui porterait un coup mortel au marché financier ; projet de directive de la communauté européenne recommandant la généralisation de la technique de l'avoir fiscal dans les Etats membres ; (p. 2395) : opposition du Gouvernement à l'amendement n° 44 de M. Dominique Frelaut ; (p. 2396) : annonce une majoration très importante des crédits inscrits au titre du FECL dans le budget de 1979. **Article 5** (p. 2398) : ampleur exceptionnelle des calamités naturelles en 1977-1978 ; incompétence du FSIR pour financer les dépenses exceptionnelles ou accidentelles ; augmentation de 25 % des dotations consacrées aux collectivités locales sur les ressources du FSIR ; nécessité de préserver l'équilibre financier du collectif budgétaire menacé par les amendements n^{os} 34, 15 et 8 ; (p. 2399) : intérêt du Gouvernement pour la situation du bâtiment et des travaux publics ; opposition du Gouvernement aux amendements n^{os} 34, 15 et 8 et demande de scrutins publics sur ces trois amendements. **Après l'Article 5** (p. 2400) : opposition du Gouvernement à l'amendement n° 16 de la commission réintroduisant dans le mode de calcul de la taxe sur l'électricité une discrimination entre les gros et les petits consommateurs d'électricité aux dépens des petits consommateurs ; progression rapide des ressources procurées aux collectivités locales par la taxe sur l'électricité ; (p. 2402) : opposition du Gouvernement à l'amendement n° 37 rectifié de M. Roger Combrisson ; opposition du Gouvernement à l'amendement n° 38 de Mme Colette Privat ; (p. 2403) : opposition du Gouvernement à l'amendement n° 39 de M. Jack Ralite ; poursuite des études relatives à l'abaissement de la TVA sur le cinéma. **Après l'Article 6** (p. 2407) : avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Maurice Cornette ; (p. 2408) : demande un scrutin public sur l'ensemble du projet. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [20 juin 1978] (p. 3153) : refuse de répondre à la question préalable de M. Maurice Andrieux ; absence de conséquences de l'application des dispositions de l'article 4 sur l'effort fait en faveur du logement social ; volonté du Gouvernement d'améliorer la situation de l'emploi.

— **Projet de loi relatif à l'imposition des produits de cession à titre onéreux de valeurs mobilières et de droits sociaux** (n° **255**). **Première lecture. Discussion générale** [13 juin 1978] (p. 2804) : loi de 1976 sur la taxation des plus-values ; entrée en vigueur de l'article 92 du code des impôts ; craintes suscitées par le texte ; report de l'application de la loi pour les plus-values mobilières préconisé par le comité consultatif des plus-values ; abrogation par le projet des dispositions de la loi de 1976 relative aux valeurs mobilières ; nécessité de taxer les bénéfices tirés des opérations de bourse ; mise en place d'une taxation sélective ; définition des opérations habituelles : opérations faisant appel au crédit ; (p. 2805) : taux de rotation du portefeuille ; critères d'appréciation de cette notion : rejet de la référence à la part des cessions par

rapport au montant du portefeuille, nécessité d'un montant global d'opérations d'achat et de vente excédant une fois et demie la valeur du portefeuille au 31 décembre précédent ; articulation du dispositif d'imposition par rapport à l'article 92 du CGI ; fixation du seuil de cession à cent mille francs ; maintien du régime institué par l'article 160 du CGI sur la taxation des gains réalisés sur la cession de leurs droits sociaux par les associés de sociétés ; volonté du Gouvernement « d'épargner l'épargne » ; exonération de 95 % des porteurs de valeurs mobilières ; raison du caractère forfaitaire de la taxation : prise en compte de la nature des opérations, du rythme opératoire (court terme ou long terme) ; (p. 2806) : taxation des gains réalisés dans le cadre d'opérations habituelles au taux de l'IRPP lorsqu'ils sont la ressource essentielle des opérateurs ; taxation des gains réalisés dans le cadre d'opérations habituelles au taux de 30 % s'ils sont inférieurs à l'ensemble des autre revenus des opérateurs ; taxation forfaitaire de 15 % pour les gains réalisés dans le cadre de cessions importantes : impossibilité de prendre en compte la durée de détention des titres ; déduction des moins-values sur les cessions réalisées ; problèmes relatifs à la valeur d'acquisition des titres retenus ; équité du texte ; compatibilité avec l'objectif de l'orientation de l'épargne vers l'investissement. **Question préalable de M. Laurent Fabius** (p. 2810) : critique les arguments de M. Laurent Fabius : taxation du montant des cessions ou taxation des plus-values, risque de voir l'épargne se détourner de l'investissement en actions, fiscalité des salariés plus défavorable que celle des possesseurs de capital ; opposition du Gouvernement à la question préalable ; (p. 2831) : raisons de l'inapplicabilité de l'article 92 du code général des impôts ; absence de critères objectifs ; texte inspiré par la jurisprudence du Conseil d'Etat; (p. 2832) : son engagement de déposer un rapport sur l'application de la loi de 1976 ; objectifs du texte : taxer les gros opérateurs ; absence de taxation des gains réalisés lors de la cession des titres des sociétés non cotées; impossibilité d'étendre le seuil des cent mille francs dans le cadre de l'article 160 du code général des impôts ; refus d'exonérer les plus-values réinvesties par les entreprises ; taxation des gains de change ; compatibilité entre la taxation des plus-values et l'effort de reconstitution des fonds propres des entreprises ; compensation possible de la non prise en compte de l'érosion monétaire ; taxation des plus-values de cessions de parts de SICAV ; (p. 2833) : influence limitée de la fiscalité sur la situation du marché financier ; exemple des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne ; nécessité de fixer les conditions d'application de la loi par règlement d'administration publique ; application du texte aux obligations ; possibilité d'atténuer les effets de la non-prise en compte de l'érosion monétaire ; simplicité administrative du texte ; volonté du Gouvernement d'orienter l'épargne vers la bourse ; souhaite l'introduction d'un délai au-delà duquel l'intention spéculative ne sera pas retenue ; exonération des plus-values réalisées en cas de fusion d'entreprises ; son opposition au doublement des seuils proposé par la commission des finances ; appui du Gouvernement à l'exonération des titres cédés dans les contrats d'épargne à long terme ou des titres acquis dans le cadre de la participation des travailleurs ; (p. 2834) : sa préoccupation d'assumer la comptabilité du projet avec celui destiné à orienter l'épargne vers l'investissement. **Discussion des articles** [14 juin 1978] **Avant l'Article premier** (p. 2882) : demande la réserve du vote sur l'amendement n° 16 de la commission jusqu'au vote de l'ensemble du projet. **Article premier** (p. 2883) : accepte de substituer dans tous les articles la notion de « gains en capital » à celle de « produits de cession », demande à M. Jacques Marette de retirer son amendement n° 44. **Après l'Article premier** (p. 2885) : complexité du système du remploi des gains en capital ; approuve le souci de la commission de ne taxer les gains de bourse qu'en cas de désinvestissement ; accepte au nom du Gouvernement de revenir sur la suppression des contrats d'épargne à long terme ; souhaite le retrait de l'amendement n° 17 de la commission ; (p. 2886) : nécessité de rétablir un contrôle des changes très contraignant pour rendre l'amendement n° 62 applicable ; opposition du Gouvernement à l'amendement n° 62 de M. Laurent Fabius ; (p. 2887) : opposition du Gouvernement à l'amendement n° 76 de M. Dominique Frelaut. **Article 2** (p. 2888) : avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 43 de M. Fernand Icart ; (p. 2889) : estime le coût des contrats d'épargne à long terme à cent soixante-dix millions de francs pour le Trésor ; estime que le coefficient 2 pour la rotation du portefeuille est trop élevé ; dépose au nom du Gouvernement un amendement relevant à cent mille francs le seuil d'exonération et portant à 1,6 le coefficient de rotation ; recettes ou pertes de recettes au titre de l'article 2 déterminées par le volume des plus-values et l'activité de la bourse ; amendement du Gouvernement adopté ; (p. 2890) : hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 19 de la commission dont l'adoption conduirait à une majoration du portefeuille de référence qui enlèverait au coefficient de rotation une part de sa signification ; non-application de la loi au cas de ventes réalisées au cours d'une

succession ; (p. 2890) : demande le retrait de l'amendement n° 21 de la commission ; (p. 2891) : acceptation par le Gouvernement du principe d'une correction des seuils par indexation ; rigidité excessive d'une indexation sur l'indice annuel des prix à la consommation ; demande le rejet du sous-amendement n° 68 à l'amendement n° 22 ; soutient le sous-amendement n° 80 à l'amendement n° 22 : révision annuelle du seuil d'imposition dans la même proportion que la dixième tranche du barème de l'impôt sur le revenu ; (p. 2892) : accepte de modifier le sous-amendement n° 80 en prenant pour référence la septième tranche du barème de l'impôt sur le revenu ; sous-amendement n° 80 rectifié ; adopté ; opposition du Gouvernement à l'amendement n° 4 de M. Gilbert Gantier tendant à réintroduire des critères subjectifs pour l'application de l'article 2. **Article 3** (p. 2894) : opposition du Gouvernement à l'amendement n° 39 de M. Roger Combrisson ; opposition du Gouvernement aux sous-amendement n° 63 et n° 64 de M. Laurent Fabius à l'amendement n° 39 ; (p. 2895) : demande à M. René de Branche de retirer son amendement n° 8. **Article 4** (p. 2896) : considère comme sans objet l'amendement n° 40 de M. Roger Combrisson et l'amendement n° 66 de M. Laurent Fabius ; (p. 2896) : avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 24 de la commission ; (p. 2897) : opposition du Gouvernement à l'amendement n° 71 de M. Arthur Dehaine. **Article 5** (p. 2897) : demande à M. Henri Ginoux de retirer son amendement n° 12 ; avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 27 de la commission ; (p. 2901) : sur les amendements n° 28 de la commission et n° 2 de M. Augustin Chauvet, rejet par le Gouvernement du seuil de deux cent mille francs ; propose de porter le seuil à cent cinquante mille francs ; amendement du Gouvernement augmentant le seuil jusqu'à cent cinquante mille francs ; adopté ; sur l'amendement n° 29 de la commission : les remboursements d'obligations ne constituent pas de cessions ; (p. 2902) : institution par l'amendement n° 13 d'un dispositif à double détente ; insuffisance du nombre de contribuables visés par le texte en cas d'adoption de l'amendement n° 13 ; ressauts créés par un tel abattement à la base ; sous-amendement n° 81 du Gouvernement : révision du seuil dans la même proportion que la dixième tranche du barème de l'impôt sur le revenu ; adopté ; (p. 2903) : avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 31 de la commission et le sous-amendement n° 74 de M. René de Branche ; nécessité d'assurer la neutralité fiscale des opérations ; imprécision de l'amendement n° 4 de M. Gilbert Gantier ; inconstitutionnalité de la détermination du caractère exceptionnel des événements par le pouvoir réglementaire en raison de la compétence du Parlement pour la détermination de l'assiette, du taux et des modalités de recouvrement de l'impôt ; son accord sur l'amendement n° 73 de M. Henri Ginoux ; (p. 2904) : demande le retrait de l'amendement n° 4 de de M. Gilbert Gantier ; s'oppose à la modification rédactionnelle de l'amendement n° 73 de M. Henri Ginoux proposée par M. André-Georges Voisin ; caractère d'événement accidentel d'un décès. **Article 6** (p. 2905) : demande le rejet des amendements n° 41 de M. Roger Combrisson et n° 67 de M. Laurent Fabius ; avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 59 de M. Arthur Dehaine ; différence de philosophie entre la loi de 1976 et le texte actuel ; caractère modéré du taux d'imposition à 15 % ; (p. 2906) : s'oppose à l'adoption de l'amendement n° 57 de M. Gilbert Gantier en raison de la référence à la septième tranche du barème de l'impôt sur le revenu dans les autres articles du texte. **Article 7** (p. 2907) : pénalisation des PME par l'amendement n° 54 de M. Roger Combrisson ; opposition du Gouvernement à l'amendement n° 51 de M. Jacques Marette. **Article 8** (p. 2909) : existence dans le texte de dispositions de nature à atténuer les effets de l'érosion monétaire. **Article 10** (p. 2910) : s'oppose à l'amendement n° 33 de la commission ; soutient les deux premiers alinéas de l'amendement n° 82 du Gouvernement : fixation de la valeur d'acquisition pour les valeurs à revenu fixe et les valeurs étrangères d'une part et pour l'ensemble des valeurs françaises à revenu variable d'autre part ; sur les sous-amendements n^{os} 70 et 81 de M. Laurent Fabius : sa préférence pour l'indice de la compagnie des agents de change en raison des délais de publication de l'indice de l'INSEE ; (p. 2911) : publication quotidienne de l'indice de la compagnie des agents de change ; triple option offerte aux contribuables par l'amendement n° 82 du Gouvernement ; impossibilité de retenir l'indice 100 dans l'amendement n° 82 ; existence dans le texte de moyens pour lutter contre l'érosion monétaire : taux forfaitaire modéré, indexation des seuils, dispositions de l'article 10 ; (p. 2912) : prévisions relatives à l'augmentation des cours de la bourse d'ici à la fin de l'année ; suppression du risque de création de cycles à la Bourse par l'amendement n° 82 en raison de la maîtrise probable de l'inflation ; amendement n° 82 du Gouvernement ; adopté. **Après l'Article 11** (p. 2913) : acceptation par le Gouvernement de l'amendement n° 36 de la commission ; son sous-amendement n° 83 à l'amendement n° 36 : taxation au taux forfaitaire de 30 % des gains réalisés

dans le cadre d'un engagement d'épargne à long terme lorsque les conditions fixées par le contrat n'ont pas été respectées ; demande à M. Bernard Marie le retrait de son amendement n° 72 ; avantages donnés par cet amendement aux investisseurs institutionnels au détriment des porteurs individuels ; sous-amendement n° 83 adopté. **Après l'Article 12** (p. 2914) : demande à M. Henri Ginoux de retirer son amendement n° 77 en raison du contrôle excessif qu'il implique et de la prise en compte de l'érosion monétaire par d'autres dispositions ; changement de philosophie du projet introduit par le critère de la durée de détention des titres ; (p. 2915) : déclare l'amendement n° 60 de M. Augustin Chauvet sans objet en raison des dispositions de l'article 5 qui vise les opérations de fusion ; (p. 2915) : avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 37 de la commission ; contexte différent de la loi de 1976 ; (p. 2916) : avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 38 de la commission ; opposition du Gouvernement à l'amendement n° 42 de M. Roger Combrisson. **Article premier** (seconde délibération) (p. 2917) : amendement n° 1 du Gouvernement : modification rédactionnelle ; adopté. **Article 2** (seconde délibération) : amendement n° 2 du Gouvernement : modification rédactionnelle ; adopté. **Article 3** (seconde délibération) (p. 2918) : amendement n° 3 du Gouvernement : modification rédactionnelle ; adopté. **Article 4** (seconde délibération) (p. 2918) : amendement n° 4 du Gouvernement : modification rédactionnelle ; adopté. **Article 5** (seconde délibération) (p. 2918) : amendement n° 5 du Gouvernement : modification rédactionnelle ; adopté. **Article 6** (seconde délibération) : amendement n° 6 du Gouvernement : modification rédactionnelle ; adopté. **Article 8** (seconde délibération) : amendement n° 7 du Gouvernement : modification rédactionnelle ; adopté. **Article 13** (seconde délibération) : amendement n° 8 du Gouvernement : modification rédactionnelle ; adopté. **Explications de vote** (p. 2919) : dialogue entre l'Assemblée et le Parlement ; remercie la majorité ; (p. 2920) : caractère équitable et moralisateur de ce texte. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [28 juin 1978] (p. 3603) : dispositions restant en discussion ; désaccord entre les deux assemblées sur le mode de détermination du prix d'acquisition des titres cédés et sur l'institution d'une taxe forfaitaire de 2 % applicable aux cessions de titres non cotés ; proposition du Gouvernement sur l'article 10 : choix du contribuable entre trois possibilités pour évaluer la valeur de l'ensemble du portefeuille d'actions françaises : prix réel, cours au comptant le plus élevé de l'année 1978, cours moyen de cotation au comptant de ces titres pendant l'année 1972 ; caractère arbitraire de la référence de cours moyens de cotation au comptant pendant l'année 1972 ; amendement du Gouvernement sur l'institution d'un coefficient global de correction du dernier cours au comptant de l'année 1978 et la référence à la moyenne quotidienne la plus élevée des cours de l'année 1976 ; prise en compte du prix réel d'acquisition pour les titres non cotés après leur introduction en bourse ; calcul de la moyenne quotidienne la plus élevée des cours sur un panier de valeurs ; acceptation par le Gouvernement d'une référence à une moyenne déterminée titre par titre. **Discussion des articles** [28 juin 1978] (p. 3606) : amendement n° 1 du Gouvernement : possibilité de retenir le dernier cours au comptant de l'année 1978 corrigé du rapport entre la moyenne quotidienne la plus élevée des cours de l'année 1976 et la moyenne des cours du mois de décembre 1978 ; rejeté.

— **Projet de loi de finances pour 1979 (n° 560). Première lecture. Discussion générale** [11 octobre 1978] (p. 5937) : crise du pétrole ; dérèglement monétaire international ; croissance économique prévue : 3,7 % ; balance du commerce extérieur positive ; redressement du franc ; hausse élevée des prix : 7,9 % prévue pour 1979 ; dégradation de la situation de l'emploi ; accroissement des transferts sociaux ; déficit supérieur aux prévisions en 1978 ; (p. 5938) : objectif de défense de l'emploi par des mesures immédiates, pactes nationaux pour l'emploi, et par l'encouragement aux investissements créateurs d'emplois (fonds spécial d'adaptation industrielle et FDES) ; libération des prix industriels, véritable révolution dans l'économie française ; limitation de la hausse des rémunérations ; limitation de la progression des dépenses de fonctionnement ; réduction du concours de l'Etat aux entreprises nationales ; modération des dépenses de santé ; croissance des exportations permettant de relever le déficit budgétaire de 1979 ; impossibilité de dépasser quinze milliards de déficit budgétaire sans risque d'inflation supplémentaire ; (p. 5939) : priorité donnée aux investissements des entreprises publiques et aux investissements militaires ; accroissement de trente à quarante milliards de francs des crédits destinés à l'investissement ; application de la loi de programmation militaire ; encouragement aux énergies nouvelles ; accroissement des crédits de la police ; quatorze milliards de francs pour les actions sociales pour l'emploi ; accroissement des concours de l'Etat aux collectivités locales ; allégement de la charge des contribuables modestes ; plafonnement à quarante mille francs de la déduction supplémentaire de 10 % pour frais professionnels ;

accentuation de la lutte contre la fraude fiscale ; institution des centres de gestion agréés ; garantie apportée aux contribuables ; (p. 5940) : priorité donnée à la répression de la fraude organisée et au contrôle des professions non salariées ; engagement du Gouvernement de présenter un rapport sur le bilan de la lutte contre la fraude fiscale ; [12 octobre 1978] (p. 5994) : répond aux orateurs de la discussion générale ; problème de la fiscalité des bons anonymes, de l'évasion fiscale, de l'impôt sur la fortune ; pas de majoration du taux des trois grands impôts ; nécessité d'une réforme globale du barème de l'impôt sur les revenus ; (p. 5995) : problème de la réévaluation des bilans et du décalage d'un mois de la TVA ; politique industrielle favorisant le développement des industries de pointe ; investissements à l'étranger, moyen de développer les exportations ; 10 % seulement des entreprises françaises contrôlées par l'étranger ; politique gouvernementale de renforcement des fonds propres des entreprises par mise en place de prêts participatifs, par libération des prix, par augmentation des primes de développement régional ; (p. 5996) : effort accompli par le Gouvernement en faveur des femmes ; augmentation de 9,2 milliards des concours de l'Etat aux collectivités locales ; déficit budgétaire de vingt-sept à trente milliards pour 1978 ; exécution des programmes d'action prioritaire conforme aux prévisions ; possibilités d'amélioration du commerce extérieur par réduction de notre dépendance énergétique et par amélioration du solde agro-alimentaire ; (p. 5997) : bilan des deux pactes nationaux pour l'emploi ; augmentation de 3,6 % en 1978 de la consommation des ménages ; pas de croissance négative ni de baisse du pouvoir d'achat en France ; financement non inflationniste du déficit budgétaire de 1978 ; critique le programme du parti socialiste tendant à la réduction de la durée du travail ; (p. 5998) : réfute la qualification de budget de classe donnée à la loi de finances pour 1979.

Première partie :

Discussion des articles [12 octobre 1978] : **Article premier** (p. 6000) : rappelle les dispositions légales à la publicité des arrêtés d'annulation de crédits. **Avant l'Article 2** (p. 6002) : sur les amendements n° 30 de M. Roger Combrisson et n° 86 de M. Laurent Fabius s'oppose à un impôt sur le capital qui reviendrait à taxer l'investissement ; rappelle la création par le Gouvernement d'une commission d'études sur les grosses fortunes. **Article 2** (p. 6009) : sur l'amendement n° 191 de M. Fernand Icart ; souhaite que la solution du problème de la situation fiscale des salariés célibataires soit insérée dans la réforme de l'ensemble concernant les personnes âgées, les personnes à revenu modeste, les célibataires, les familles ; (p. 6010) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 191 de M. Fernand Icart ; [13 octobre 1978] : **Article 2** (*suite*) (p. 6079) : sur le sous-amendement n° 195 de M. Laurent Fabius à l'amendement n° 135 de M. Joseph Franceschi : gage proposé par ce sous-amendement reposant sur une assiette inexistante. **Après l'Article 2** (p. 6080) : sur l'amendement n° 37 de M. René Rieubon : aménagement existant pour le paiement de l'impôt par les chômeurs en vertu d'une circulaire du 23 septembre 1975. **Article 5** (p. 6087) : sur l'amendement n° 125 de M. Gilbert Gantier : risques de création de distorsions entre les locations de locaux à usage d'habitation et celles de locaux à usage industriel et commercial. **Article 7** (p. 6089) : demande la réserve de l'article 7 : article 7 réservé. **Article 9** (p. 6090) : large utilisation du régime de déduction en vigueur ; [17 octobre 1978] : **Article 10** (p. 6116) : soutient l'amendement n° 202 du Gouvernement : relèvement des limites de chiffre d'affaires ou de recettes prévues pour l'octroi des allégements fiscaux accordés aux adhérents des centres de gestion agréés ; adopté. **Article 11** (p. 6120) : soutient les amendements n° 143 : maintien des exonérations de timbres prévus par les effets de commerce et de quittance ; et n° 144 du Gouvernement : cas d'exonération de la taxe sur les encours ; fractions taxables en 1979 fixées à 15 % des encours ; nécessité de n'assujettir à la taxe que les crédits nouveaux en matière de crédits à moyen et long terme ; amendement n° 143 ; adopté ; amendement n° 144 ; adopté ; (p. 6121) : soutient l'amendement n° 145 du Gouvernement : maintien d'une exonération existante sous le régime de la taxe spéciale sur les activités financières ; adopté. **Article 12** (p. 6125) : impossibilité de généraliser la réduction de la TVA à toutes les activités culturelles. **Article 13** (p. 6128) : objectif du Gouvernement : assurer la gestion d'un réseau public de transmissions de données informatiques. **Avant l'Article 14** (p. 6130) : demande le retrait de l'amendement n° 14 de la commission irrecevable au titre de l'article 41 de la Constitution ; (p. 6131) : coût excessif de la déduction de la provision pour congés payés ; (p. 6132) : sur les amendements n° 15 de M. Laurent Fabius et n° 45 de M. Roger Combrisson ; nécessité de ne pas surestimer l'avantage représenté pour les entreprises par l'amortissement dégressif ; caractère inapplicable d'une fixation par décret des taux d'amortissement. **Avant l'Article 14** (p. 6141) : sur les amendements n° 72 de M. Jacques Jouve, n°s 99, 100 et

101 de M. Laurent Fabius ; existence d'un contrôle rigoureux des dépenses admises comme frais généraux. **Après l'Article 16** (p. 6145) : sur l'amendement n° 49 de M. Ducoloné ; surtaxation spécifique existant sur les entreprises travaillant dans le secteur d'armement et de la défense. **Article 17** (p. 6149) : sur l'amendement n° 18 de la commission ; réécriture complète du code général des impôts en cours ; dispositions de l'article 17 justifiées par un avis motivé des instances de la CEE ; soutient l'amendement n° 207 du Gouvernement : application des dispositions en cause seulement à partir du 1er juillet 1979; adopté; (p. 6150) : impossibilité pour le Gouvernement de laisser la France exposée à une instance devant la Cour de justice ; (p. 6152) : sur l'amendement n° 200 de M. Paul Quilès ; existence d'un régime fiscal particulier applicable aux chauffeurs de taxi. **Après l'Article 17** (p. 6153) : contradiction entre la fixation des prix planchers pour le fuel et la libération générale des prix ; rigidité créée par cet amendement ; (p. 6154) : sur l'amendement n° 161 de M. Guy Guermeur : actions du Gouvernement contre la pollution. **Avant l'Article 18** (p. 6157) : augmentation de la production d'alcool pur en cas de rétablissement du privilège de bouilleurs de crus : 190.000 hl par an ; 70.000 décès dûs chaque année à l'alcoolisme ; 4 millions d'alcooliques en France coûtant 70 milliards de francs ; demande la réserve du vote sur les amendements nos 115, 52 et le sous-amendement n° 228 et le vote bloqué avec le vote sur l'article 34. **Article 18** (p. 6159) : impossibilité de maintenir la taxe préférentielle au taux de consommation pour les vins de liqueur et les eaux-de-vie d'appellation d'origine en raison d'une instance judiciaire engagée devant la Cour de justice de Luxembourg ; risques d'affaiblissement de la position française. **Article 19** (p. 6161) : volonté du Gouvernement d'harmoniser par l'article 19 le régime fiscal des cigarettes et le régime économique des tabacs manufacturés avec les dispositions communautaires ; assouplissement des dispositions relatives à l'exercice de l'activité financière en gros des tabacs manufacturés. **Article 21** (p. 6162) : sous-amendement n° 208 du Gouvernement à l'amendement n° 20 de la commission : augmentation du taux de 2,33 % à 2,60 % ; adopté. **Après l'Article 23** (p. 6163) : soutient l'amendement n° 209 du Gouvernement : relèvement des taux du droit fixe d'enregistrement et de la taxe fixe de publicité foncière ; adopté. **Article 24** : soutient l'amendement n° 210 du Gouvernement : soumission à la taxe différentielle sur les véhicules à moteur du locataire d'un véhicule faisant l'objet soit d'un contrat de crédit-bail soit d'un contrat de location de deux ans ou plus. **Après l'Article 25** (p. 6166) : s'oppose à l'amendement n° 77 de Mme Chantal Leblanc ; concertation avec les organisations professionnelles agricoles pour apporter un statut à la femme d'exploitant ; (p. 6167) : oppose l'irrecevabilité tirée de l'article 41 de la Constitution à l'amendement n° 106 de M. Laurent Fabius. **Article 27** (p. 6168) : soutient l'amendement n° 211 du Gouvernement : portant à 12,16 % le taux du prélèvement effectué sur le produit de la taxe intérieure sur les produits pétroliers au profit du fonds spécial d'investissement routier ; adopté. **Article 29** (p. 6169) : son intention d'examiner le problème de la situation de la colonie italienne de la ville de Modane ; (p. 6170) : s'oppose à l'amendement n° 107 de M. Laurent Fabius; indexation sur la TVA du montant du prélèvement prévu à l'article 29 permettant à celui-ci de suivre au plus près l'évolution de la richesse nationale. **Article 33** (p. 6177) : s'oppose à l'amendement nos 23 de la commission et 108 de M. Joseph Franceschi ; majoration des rentes viagères suivant exactement l'évolution des prix depuis 1974 ; importance des crédits consacrés à la revalorisation des rentes viagères ; propose d'instituer un plafond de ressources pour bénéficier d'une nouvelle majoration légale des rentes viagères. **Avant l'Article 4** (*suite*) (p. 6179) : soutient l'amendement n° 206 rectifié du Gouvernement : fixant à 6.000 F le plafond de l'abattement de 10 % institué en faveur des titulaires de pensions de retraite et de rentes viagères à titre gratuit ; l'adoption de l'amendement n° 207 de M. Joseph Franceschi favoriserait les titulaires des retraites les plus élevées ; amendement n° 206 adopté. **Article 7** (*suite*) (p. 6182) : s'oppose aux amendements n° 39 de M. Jean Bardol et n° 95 de M. Laurent Fabius ; sur l'amendement n° 8 de la commission ; situation des salaires du conjoint d'un exploitant difficilement vérifiable par les services fiscaux ; soutient l'amendement n° 205 du Gouvernement : portant à 13.500 F la limite de déduction du salaire du conjoint de l'exploitant ; adopté. **Article 34** (p. 6193) : défend l'interprétation gouvernementale de l'article 44 de la Constitution ; soutient l'amendement n° 230 du Gouvernement : modifiant l'état A pour tenir compte des nouvelles dispositions adoptées par l'Assemblée ; demande un scrutin public sur l'article 34 modifié par l'amendement n° 230 ; (p. 6194) : accepte de reprendre en deuxième lecture l'article 33 du projet.

Deuxième partie :

Economie et budget. — I. **Charges communes. Discussion générale** [17 novembre 1978] (p. 7942) : diminution de la part du

budget des charges communes dans la loi de finances ; problème du financement du déficit budgétaire de 1978 et 1979 et de la concurrence sur le marché financier de l'Etat et des entreprises ; sélectivité accrue du nouveau régime de garantie pour risques économiques ; maintien du pouvoir d'achat des agents publics et augmentation des rémunérations les plus basses ; impossibilité actuelle d'augmenter le taux de la pension de réversion des veuves de fonctionnaires ; effort accompli en matière de mensualisation du paiement des pensions ; relèvement accéléré du minimum vieillesse ; (p. 7943) : effort représenté par la loi de 1978 sur l'indemnisation des rapatriés ; problème non réglé de la cessibilité des titres de l'indemnisation et de la situation des rapatriés du Maroc et de Tunisie ; rôle moteur des entreprises publiques au plan économique et social. **Examen des crédits** [17 novembre 1978]. **Etat B - Titre IV** (p. 7945) : soutient l'amendement n° 357 du Gouvernement : réduction de crédits traduisant l'incidence sur le budget des charges communes du rejet de l'article 33 du projet de loi de finances consacré à la majoration des rentes viagères ; adopté. **Après l'Article 76** (p. 7947) : sur l'amendement n° 364 de M. Gérard Bapt, s'engage à faire connaître chaque année à l'Assemblée le nombre de dossiers faisant l'objet d'une indemnisation et le nombre de dossiers en instance de liquidation ; doublement du taux de l'avoir fiscal en République fédérale d'Allemagne ; demande le rejet de l'amendement n° 364.

II. **Section commune.** — III. **Economie.** — IV. **Budget. Discussion générale** [17 novembre 1978] (p. 7958) : structures du ministère du budget ; efforts d'amélioration de la gestion quotidienne de l'impôt justifiés par l'accroissement et la mutation des tâches de l'administration fiscale ; (p. 7959) : accroissement des effectifs de l'administration limité par les contraintes budgétaires ; réorganisation des services de base de la direction générale des impôts ; recours plus systématique à l'informatique pour les directions des impôts, de la comptabilité publique et des douanes ; problème des garanties accordées aux contribuables en matière de contrôle fiscal ; renforcement des centres de gestion et des associations agréés ; poursuite de l'effort de lutte contre la fraude fiscale ; (p. 7960) : contrôle fiscal concernant surtout les grandes entreprises ; succès du service des douanes en matière de lutte contre la drogue ; bilan positif de l'action de la direction générale des relations avec le public ; problème de la sécurité des personnels des administrations fiscales. **Examen des crédits** [17 novembre 1978]. IV. **Budget. Etat B - Titre III** (p. 7964) : sur l'amendement n° 335 de M. Joseph Franceschi, coût de la mensualisation des pensions de l'Etat ; demande le rejet de l'amendement s'il n'est pas retiré par son auteur.

Budget annexe de l'Imprimerie nationale. Discussion générale [17 novembre 1978] (p. 7967) : relatif plafonnement de la demande administrative d'imprimerie traditionnelle et forte progression de l'activité relative à l'annuaire téléphonique ; effort d'investissement destiné surtout à l'établissement de Douai ; (p. 7968) : effort de diversification des activités de l'Imprimerie nationale ; problème de diversification des activités de l'Imprimerie nationale ; problème de l'avenir de l'annuaire téléphonique ; promet d'interroger le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications sur ses intentions en matière de périodicité de la parution de l'annuaire téléphonique ; délai prévu : dix à vingt ans.

Taxes parafiscales. Discussion générale [17 novembre 1978] (p. 7970) : évolution modérée de la croissance du produit global des quatre-vingts taxes parafiscales ; amélioration de l'information du Parlement ; préparation d'un projet de décret général sur les taxes parafiscales ; nécessité d'éviter la permanence des taxes parafiscales ; renforcement du contrôle de l'emploi du produit des taxes parafiscales ; situation des centres techniques industriels au regard de la TVA. **Examen des crédits** [17 novembre 1978]. **Etat E - Ligne 61** (p. 7985) : sur l'amendement n° 289 de M. Maurice Pourchon : rappelle l'élargissement par le décret de mars 1978 de l'assiette de la taxe perçue au profit du conseil national du cuir et du centre technique du cuir ; efficacité de cette taxe ; demande le rejet de l'amendement n° 289 ; (p. 7986) : affirme que l'ONIBEV joue son rôle de soutien des cours du cuir. **Etat E - Ligne 67** (p. 7987) : sur l'amendement n° 84 de M. Adrien Zeller : efficacité de la taxe parafiscale actuellement mise à la charge des entreprises productrices de granulats ; demande à M. Zeller de retirer son amendement n° 84.

Articles et articles additionnels non rattachés [17 novembre 1978]. **Article 60** (p. 7994) : compétence du ministre des transports pour répondre aux orateurs inscrits sur l'article 60 ; réalisation de la prolongation de la ligne de métro n° 7. **Article 63** (p. 7997) : soutient l'amendement n° 366 du Gouvernement : non-application de l'article 63 lorsque le revenu net global du foyer n'excède pas la limite supérieure de la deuxième tranche du barème ; adopté. **Après l'Article 66** (p. 8003) : sur l'amendement n° 344 de M. Jacques Marette, application de la loi sur l'épargne par les petits et moyens porteurs ne

se livrant pas aux opérations redoutées par M. Marette ; possibilité de poursuivre les faux épargnants par la théorie de l'abus de droit. **Après l'Article 67** (p. 8005) : sur l'amendement n° 304 de M. Henri Ginoux, perte de recettes résultant de l'adoption de l'amendement n° 304 évaluée à 34 milliards de francs. **Article 70** (p. 8007) : soutient l'amendement n° 377 du Gouvernement : substituant la notion de réception complète ou partielle à celle de réception provisoire ; impossibilité de donner à l'article 70 un caractère rétroactif ; (p. 8008) : amendement n° 377 adopté. **Avant l'Article 71** (p. 8009) : sur l'amendement n° 284, deuxième rectification de M. Jacques Marette, volonté du Gouvernement de procéder par incitations plutôt que par interdictions ; pénalisation des bons de caisse pour le prélèvement libératoire ; mesures favorables aux placements non anonymes. **Article 71** (p. 8010) : s'oppose à l'amendement n° 285 de M. Jacques Marette en raison d'une procédure de révision des conditions d'adhésion à la convention de Genève de 1931 ; inconvénient de supprimer le principe de la gratuité des chéquiers ; (p. 8011) : soutient le sous-amendement n° 362 du Gouvernement à l'amendement n° 182 de la commission des finances : possibilité d'endossement au profit d'une banque ou d'une caisse d'épargne ; adopté ; soutient le sous-amendement n° 367 du Gouvernement à l'amendement n° 182 de la commission des finances : perception d'un droit de timbre sur les formules de chèques non barrées, non prébarrées et endossables ; adopté ; (p. 8012) : soutient l'amendement n° 363 du Gouvernement : modalités applicables aux chèques postaux ; adopté. **Après l'Article 73** (p. 8016) : sur les amendements n° 196 de M. Daniel Goulet, n° 343 de M. François d'Harcourt et n° 27 de M. Vincent Ansquer, triplement des ressources des régions depuis 1972 ; risque d'aggravation de la pression fiscale en cas de suppression des limites de la fiscalité régionale. **Après l'Article 80** (p. 8020) : oppose l'irrecevabilité en vertu de l'article 41 de la Constitution à l'amendement n° 255 de M. Jean-Pierre Cot.

Jeunesse, sports et loisirs. — I. Jeunesse et sports. Examen des crédits [17 novembre 1978]. **Après l'Article 79** (p. 8027) : s'oppose aux amendements n° 340 de M. Lucien Neuwirth et n° 338 de M. Roger Corrèze ; institution par un amendement d'un prélèvement de 1,5 % sur les enjeux du loto au bénéfice du sport de masse ; (p. 8029) : invoque l'irrecevabilité de l'amendement n° 347 de M. Lucien Neuwirth qui comporte une affectation de recette à une dépense, et crée une recette dans le cadre de la discussion de la deuxième partie de la loi de finances et est ainsi contraire à l'article 18 de l'ordonnance du 2 janvier 1959.

Deuxième délibération [17 novembre 1978]. **Article 2** (p. 8031) : soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement : accordant aux célibataires à revenu modeste un abattement de 2.000 F sur leur revenu imposable ; adopté ; soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement : institution d'un droit de timbre sur les chèques non prébarrés et endossables ; adopté. **Article 5 :** soutient l'amendement n° 3 du Gouvernement : déduction forfaitaire applicable aux revenus fonciers des immeubles à usage industriel ou commercial ; adopté. **Article 17** (p. 8033) : sur l'amendement n° 22 de M. Julien Schvartz, rappelle que le Gouvernement s'est engagé auprès de la commission européenne à supprimer la discrimination entre les huiles de régénération nationales et les huiles importées ; demande le rejet par scrutin public de l'amendement n° 22 (p. 8034) : sur les amendements n^{os} 24 et 25 de M. Edouard Frédéric-Dupont, nécessité d'étudier avec le ministre de l'industrie le problème de l'emploi du gaz liquéfié posé par les amendements n^{os} 24 et 25 ; demande la réserve des votes sur tous les amendements jusqu'au vote sur l'ensemble ; (p. 8035) : sur l'amendement n° 23 de M. Guy Guermeur : augmentation sensible des crédits de fonctionnement des équipements consacrés à la lutte contre la pollution marine ; s'oppose à l'institution d'une nouvelle taxe sur l'énergie dont le rendement serait vraisemblablement disproportionné par rapport aux besoins réels. **Article 18** (p. 8031) : soutient l'amendement n° 4 du Gouvernement : régime préférentiel des cognacs et des eaux-de-vie à appellation d'origine contrôlée ; vote réservé. **Après l'Article 31** (p. 8036) : soutient l'amendement n° 6 du Gouvernement : harmonisation du régime du prélèvement supplémentaire progressif et des gains du PMU ; vote réservé. **Article 33** (p. 8038) : soutient l'amendement n° 7 du Gouvernement : conditions de majoration des rentes viagères ; augmentation considérable du montant des crédits ouverts pour les majorations de rente viagère ; inexactitude de l'affirmation sur laquelle l'Etat tirerait profit de la souscription des contrats de rente ; vote de l'amendement n° 7 réservé. **Article 34** (p. 8041) : soutient l'amendement n° 21 du Gouvernement : amendement d'équilibre de caractère technique ; vote réservé. **Articles 36 et 37** (p. 8042) : soutient les amendements n^{os} 8 et 9 du Gouvernement : majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant l'agriculture ; importance attachée par le Gouvernement aux équipements de l'enseignement agricole et aux investissements contribuant à renforcer l'ap-

pareil de production agricole ; vote sur les amendements nos 8 et 9 réservé ; soutient l'amendement n° 10 du Gouvernement : majoration des crédits du titre IV de l'état B ; anciens combattants ; vote de l'amendement n° 10 réservé ; soutient l'amendement n° 11 du Gouvernement : majoration des crédits du titre IV, état B, charges communes ; vote réservé ; soutient l'amendement n° 12 du Gouvernement : réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement du titre V de l'état C, éducation ; vote réservé ; soutient l'amendement n° 13 du Gouvernement : majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement du titre VI de l'état C, éducation ; vote réservé ; soutient l'amendement n° 14 du Gouvernement : majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement du titre VI de l'Etat C, territoires d'outre-mer ; amendement n° 14 traduisant une action en faveur des producteurs de coprah de Polynésie française ; vote réservé ; soutient l'amendement n° 15 du Gouvernement : rétablissement des crédits du titre IV, état B, concernant les transports : IV. marine marchande ; vote réservé. **Après l'Article 43** (p. 8043) : soutient l'amendement n° 16 du Gouvernement : régime du fonds national d'aide au sport ; vote réservé. **Article 44** : soutient l'amendement n° 17 du Gouvernement : majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement ouverts au titre des mesures nouvelles des opérations définitives des dépenses civiles en capital des comptes d'affectation spéciale ; vote réservé. **Après l'Article 76** : soutient l'amendement n° 18 du Gouvernement : substitution de l'indice 460-5 à l'indice 457-5 dans l'article L 50 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre ; vote réservé ; soutient l'amendement n° 19 du Gouvernement : attribution d'une pension de veuve de guerre aux veuves de déportés de la résistance et de déportés politiques morts au cours de leur déportation ; vote réservé ; amendements nos 4 à 19 du Gouvernement adoptés au scrutin public, en application de la procédure de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 8047) : remercie de leur travail les parlementaires et les fonctionnaires de l'Assemblée ; budget difficile, marqué par deux lignes de force : emploi justifiant l'ampleur du déficit, lutte contre l'inflation conduisant à le limiter ; demande, en application de l'article 44 de la Constitution, que l'Assemblée se prononce par un vote unique sur l'ensemble du projet en rejetant les amendements nos 23, 24 et 25 et en adoptant les amendements nos 4 à 19 et 21 ; demande un scrutin public.

Commission mixte paritaire. Discussion générale [14 décembre 1978] (p. 9400) : acceptation du texte de la commission mixte paritaire par le Gouvernement ; amendement du Gouvernement prévoyant l'ouverture de 170,5 millions de francs d'autorisations de programme et 102 millions de francs de crédits de paiement supplémentaires pour ajuster les dotations des différents budgets et comptes spéciaux ; dispositions gagées par une majoration des droits de timbre ; importance des modifications de la masse budgétaire résultant des dispositions votées ; (p. 9402) : application des dispositions relatives au plafond des ressources des rentiers viagers aux nouveaux contrats souscrits à compter du 1er janvier 1979. **Discussion des articles** [14 décembre 1978] (p. 9410) : soutient les amendements du Gouvernement : n° 1 : majoration du droit de timbre pour 119 millions de francs ; adopté ; n° 2 : majoration des crédits du secrétariat d'Etat aux anciens combattants de 4.400.000 F ; adopté ; n° 5 : majoration des crédits du ministère de la culture et de la communication de 2 millions de francs ; adopté ; n° 6 : majoration de 500.000 F de la subvention du ministère de l'économie et du budget à l'institut national de la consommation ; adopté ; n° 7 : majoration de 2 millions de francs des crédits pour les actions concertées en matière de consommation et pour l'aide aux organisations de consommateurs ; adopté ; n° 8 : majoration de 500.000 F des crédits de subvention pour les interventions concernant la protection de la nature et de l'environnement ; adopté ; n° 9 : majoration de 5 millions de francs des crédits de la jeunesse et des sports pour alléger la charge des collectivités locales relative au franc élève ; adopté ; n° 10 : majoration de 200.000 F des crédits des services généraux pour les actions d'information et à caractère interministériel ; adopté ; n° 11 : majoration de 500.000 F de la dotation du chapitre 43-01 « fonds d'aide à l'expansion de la presse française à l'étranger » ; adopté ; n° 13 : majoration de 400.000 F des crédits du ministère du travail pour financer les études sur les problèmes de la natalité en France ; adopté ; n° 14 : majoration de 1,10 million de francs des crédits du chapitre 47-22 pour permettre le relèvement du plafond des rentes mutualistes des anciens combattants qui bénéficient d'une majoration accordée par l'Etat ; adopté ; n° 15 : augmentation d'un million de francs des crédits inscrits au budget des universités ; adopté ; n° 16 : majoration d'un million de francs d'autorisations de programme et de crédits de paiement pour le chapitre 56-20 du ministère des affaires étrangères servant à l'entretien des équipements d'enseignement français à l'étranger ; adopté ;

n° 17 : augmentation du budget du ministère de l'agriculture pour accroître le programme d'électrification rurale et aider les communes à intensifier leur politique de conversion des taillis et taillis-sous-futaie en forêts de production ; adopté ; n° 18 : majoration des crédits du budget de l'éducation pour relever le montant des subventions aux collectivités locales pour les reconstructions d'établissements scolaires du second degré ; adopté ; n° 19 : majoration des crédits du budget de l'environnement et du cadre de vie pour les équipements des parcs naturels régionaux et des zones périphériques des parcs nationaux ; adopté ; n° 20 : majoration du chapitre 65-43 « aménagement du cadre de vie urbain pour subventionner la création et l'aménagement d'espaces verts » ; adopté ; n° 21 : majoration des crédits du secrétariat général de la défense nationale au titre du programme civil de défense ; adopté ; n° 22 : majoration du taux de prélèvement sur la taxe intérieure sur les produits pétroliers en faveur du fonds spécial d'investissement routier (FSIR) ; majoration du prélèvement sur les mises du loto et modification du barème de la taxe spéciale sur les prix des places de cinéma ; adopté ; n° 23 : modification de la législation relative à l'indemnisation des accidents causés par les engins de guerre ; adopté ; n° 24 : majoration de 205 à 207 points et de 105 à 105,5 points des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre ; adopté ; n° 25 : amendement d'équilibre du budget destiné à tenir compte des différentes dispositions ; adopté.

— **Projet de loi portant adaptation de la législation relative à la taxe sur la valeur ajoutée à la sixième directive du Conseil des Communautés européennes du 17 mai 1977** (n° **559**). **Première lecture. Discussion générale** [30 novembre 1978] (p. 8569, 8570) : projet de loi d'ordre fiscal permettant la mise en place des modalités de financement du budget des communautés européennes ; substitution d'une ressource propre à la contribution de chaque Etat marquant une évolution des responsabilités communautaires, une meilleure prise en compte des réalités économiques, une meilleure adaptation de la participation des collectivités nationales à leur niveau de richesse, un progrès dans la maîtrise de la charge financière supportée par le budget de l'Etat ; rééquilibrage de la situation de la France ; plafonnement des ressources à 1 % de l'assiette de la TVA ; nécessité de l'unanimité du Conseil pour l'application définitive d'une règle uniforme ; deux types de dispositions : obligatoires et facultatives ; extension de la TVA à toutes les activités économiques exercées à titre indépendant ; (p. 8571) : application de la taxe aux activités libérales ; exonération des activités médicales et para-médicales ; application de la taxe aux architectes, bureaux d'études et conseils ; aménagements apportés aux règles de localisation de l'imposition pour les prestations de services ; régime des déductions ; (p. 8573) : **sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean Foyer** : régularité de la procédure mise en œuvre au regard de la Constitution et du traité de Rome ; compétence communautaire incontestable en matière de TVA ; s'appuie sur l'article 100 du traité de Rome pour justifier l'emploi de la directive ; procédure de la directive laissant au Parlement français de substantiels pouvoirs d'amendement ; donne des exemples d'utilisation de la procédure de la directive en matière fiscale ; (p. 8574) : souplesse de la sixième directive contenant un tronc commun de dispositions obligatoires et une série de dispositions facultatives que les Etats membres peuvent ou non introduire dans leur droit interne.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **709**). **Lettres rectificatives** (n^{os} **735 et 749**). **Première lecture. Discussion générale** [7 décembre 1978] (p. 8958) : nécessité de réviser les services votés ; déficit budgétaire résultant du financement des actions décidées par le Gouvernement pour lutter contre la crise économique ; coût de la catastrophe de l'*Amoco-Cadiz ;* multitude des facteurs déterminant le déficit d'exécution ; caractère non inflationniste du déficit et de son mode de financement ; (p. 8959) : augmentation des dépenses de sécurité sociale deux fois plus rapide que la croissance du produit intérieur brut ; importance des crédits affectés au BAPSA ; rapide extension aux départements d'outre-mer des dispositions sociales en vigueur en métropole ; problème de l'annulation des crédits prévus pour la prise en charge par l'Etat de la rémunération des maîtres de l'enseignement s'occupant d'enfants handicapés ; problème des calamités agricoles ; pas de dessaisissement du Parlement français aux dépens des institutions européennes ; suppression des montants compensatoires monétaires ; confirme que les ventes à consommer sur place demeureront soumises au régime des prestations de services en matière de TVA ; rend hommage à M. Marcel Dassault. **Discussion des articles** [7 décembre 1978]. **Article 2** (p. 8962) : sur l'amendement n° 13 de Mme Jacqueline Chonavel, soutenu par Mme Gisèle Moreau, différence de la notion de chef de famille dans le code général des impôts et dans le code civil ; nécessité pour le fisc de définir un interlocuteur unique. **Après l'Article 2** (p. 8964) : mise en œuvre d'une réforme de l'ensemble du système de l'impôt sur le

revenu ; (p. 8965) : remise en cause du quotient familial par l'amendement n° 2 de M. Laurent Fabius ; (p. 8966) : caractère exceptionnel de parts supplémentaires accordées aux handicapés ; la raison d'être du quotient familial étant la prise en compte des charges de famille. **Après l'Article 3** (p. 8968) : sur l'amendement n° 10 de M. Parfait Jans, suppression par la loi du 16 juillet 1971 de l'exonération de la taxe foncière pour tous les logements achevés après le 31 décembre 1972. **Après l'Article 4** (p. 8973) : soutient l'amendement n° 47 du Gouvernement : actualisation des tranches du barème de l'impôt sur les spectacles affectant les plafonds de chaque tranche de recettes mensuelles du coefficient 3 pour les réunions sportives ; adopté. **Article 12** (p. 8984) : exemple concluant de la prise de participation de l'Etat dans CII-Honeywell-Bull constituant un bon précédent pour la mesure envisagée dans l'article 12 ; mesure de rationalisation excluant des idées de nationalisation. **Article 14** (p. 8989) : s'oppose à l'amendement n° 41 de M. Louis Mexandeau ; décision de transfert de Paris VIII prise pour libérer les terrains occupés à Vincennes conformément aux engagements pris par l'Etat vis-à-vis de la ville de Paris. **Après l'Article 17** (p. 8991) : demande le retrait de l'amendement n° 48 de la commission des affaires culturelles ; opération d'apurement de la compensation démographique n'entraînant aucune charge pour le régime général ; impossibilité pratique de gager l'amendement n° 48 de la commission des affaires culturelles. **Première lettre rectificative. Article additionnel** (p. 8993) : sur l'amendement n° 20 de M. Jacques Jouve, réforme du crédit agricole visant seulement à mieux l'associer au développement du monde rural et de l'industrie agro-alimentaire ; demande le rejet de l'amendement n° 20 ; (p. 8994) : soutient l'amendement n° 23 du Gouvernement : tendant à attribuer la qualité d'établissement public à caractère industriel et commercial à la caisse nationale de crédit agricole ; adopté ; soutient l'amendement n° 24 du Gouvernement : détermination par décret en Conseil d'Etat des conditions dans lesquelles certaines catégories de bénéficiaires de prêts et d'engagements de cautions de la part des caisses de crédit agricole mutuel peuvent ne pas avoir la qualité de sociétaires ; adopté ; (p. 8995) : demande le retrait de l'amendement n° 33 de M. Guy Guermeur comportant une injonction au Gouvernement. **Seconde lettre rectificative. Article additionnel premier** : suppression du butoir depuis le 1er janvier 1972 ; coût élevé de la suppression du décalage d'un mois ; (p. 8996) : sur l'amendement n° 36 de M. Jacques Chaminade, situation disparate des professions libérales à l'égard de la TVA ; (p. 8997) : amendement n° 42 de M. Laurent Fabius dépourvu de toute portée juridique et donc inapplicable. **Article additionnel 5** (p. 8998) : sur l'amendement n° 43 de M. Laurent Fabius, article 259 du code général des impôts donnant satisfaction aux préoccupations de M. Laurent Fabius. **Article additionnel 8** (p. 8999) : sur l'amendement n° 52 de M. Paul Chapel, confirme que les établissements de formation des maîtres seront exonérés de TVA ; s'oppose aux dispositions trop restrictives de l'amendement n° 49 de M. Louis Mexandeau ; (p. 9000) : sur l'amendement n° 53 de M. Paul Chapel, exonération de TVA pour les organismes à but culturel déjà prévue par l'article 261 du code général des impôts. **Article additionnel 10** (p. 9001) : problèmes posés par l'amendement n° 46 de M. Jean-Pierre Delalande déjà résolus par l'article 11 de la loi de finances. **Article additionnel 14** (p. 9002) : s'oppose à l'amendement n° 38 de M. Fernand Marin contraire à l'harmonisation européenne. **Article additionnel 26** (p. 9004) : demande le rejet des amendements n° 40 de M. Roger Combrisson et n° 45 de M. Laurent Fabius, contraires aux engagements de la France vis-à-vis des pays membres de la CEE. **Explications de vote** (p. 9005, 9006) : demande un scrutin public sur l'adoption de l'ensemble du projet de loi. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [20 décembre 1978] (p. 9756) : acceptation par le Gouvernement des conclusions de la commission mixte paritaire.

— **Projet de loi modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** (n° **706**). **Première lecture. Discussion des articles** [12 décembre 1978]. **Avant l'Article premier** (p. 9270) : avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 111 de la commission ; caractère superflu de l'amendement n° 149 de M. Hubert Dubedout ; (p. 9272) : avis favorable du Gouvernement sur le principe de l'amendement n° 112 de la commission ; soutient le sous-amendement n° 164 du Gouvernement à l'amendement n° 112 de la commission : tendant à atténuer le rythme de la réduction des bases de taxe professionnelle ; soutient le sous-amendement n° 165 du Gouvernement à l'amendement n° 112 de la commission : révision du plafond des cotisations de taxe professionnelle proportionnelle à la variation des bases d'imposition du contribuable entre 1975 et 1978 ; (p. 9273) : diminution d'un tiers en 1979 de la réduction des bases de la taxe profes-

sionnelle et suppression de cette réduction en 1980 ou 1981 ; plafonnement des cotisations de taxe professionnelle tenant compte de la seule augmentation de la pression fiscale ; sous-amendement n° 164 adopté ; sous-amendement n° 165 adopté ; (p. 9274) : soutient le sous-amendement n° 166 du Gouvernement à l'amendement n° 113 de la commission : obligeant les conseils de communautés urbaines à décider avant le 31 mars 1979 de la réduction de la différence existant entre le taux moyen de la taxe d'habitation perçue par la communauté urbaine et les taux appliqués au profit de celle-ci dans chaque commune membre ; (p. 9275) : sous-amendement n° 166 adopté ; soutient l'amendement n° 46, deuxième rectification, du Gouvernement : incorporation dans les rôles des impôts directs locaux de l'actualisation des valeurs locatives achevée en 1979 et appliquée en 1980 ; adopté ; soutient l'amendement n° 47, deuxième rectification, du Gouvernement : application aux départements d'outre-mer de la réforme de la fiscalité locale de 1975 ; adopté ; (p. 9276) : estime que l'amendement n° 2 de M. Jean-Louis Masson aurait plutôt sa place dans le projet de loi sur la fiscalité locale devant être soumis au Parlement au printemps 1979 ; (p. 9277) : demande le retrait de l'amendement n° 151 de M. Jacques-Antoine Gau ; mensualisation de la taxe d'habitation impossible avant 1982 pour des raisons techniques ; refuse de s'engager à appliquer immédiatement un paiement fractionné de la taxe d'habitation. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [19 décembre 1978]. **Article premier A** (p. 9698) : nécessité d'entendre par bases de 1975 et de 1977 celles qui ont servi de base aux impositions de la taxe professionnelle de 1976 et de 1978 ; (p. 9699) : caractère inapplicable de l'amendement n° 1 de M. Augustin Chauvet ; (p. 9700) : nécessité de corriger la clé de répartition des impôts locaux en fonction de l'évolution de la matière imposable ; approuve l'amendement n° 3 de la commission tendant à supprimer la disposition relative à la compensation des pertes de base d'imposition.

— **Projet de loi modifiant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements et aménageant le régime des impôts directs locaux pour 1979** (n° 987). **Première lecture. Discussion générale** [25 avril 1979] (p. 3046) : projet se limitant à modifier pour 1979 les dispositions concernant un élément de l'assiette de la taxe professionnelle et de la taxe d'habitation ; simulations ayant révélé la nécessité de cette adaptation ; projet sans conséquence sur les ressources des collectivités locales ; (p. 3047) : nécessité de revenir sur la réduction d'un tiers de l'écrêtement des bases de taxe professionnelle ; nécessité d'abroger la disposition substituant à la valeur locative nette la valeur locative semi-brute pour le calcul de la part de taxe d'habitation revenant aux départements, aux communautés urbaines et aux districts ; accepte de procéder avant l'application de la réforme de la fiscalité locale discutée au mois de mai 1979 à des simulations en grandeur réelle ; (p. 3048) : nécessité de délais pour effectuer des simulations.

— **Projet de loi relatif aux hautes rémunérations** (n° 930). **Première lecture. Discussion générale** [2 mai 1979] (p. 3339) : action de freinage de la progression des rémunérations mise en place depuis 1976 ; application satisfaisante des règles d'écrêtement ; résultats appréciables obtenus en matière de décélération des revenus et de resserrement de l'éventail des salaires ; ralentissement de l'augmentation des rémunérations ; assouplissement du dispositif d'écrêtement en 1978 ; projet de loi ayant pour objet d'organiser la sortie du déplafonnement et d'éviter tout rattrapage ; (p. 3340) : maintien de l'effort pour la décélération des prix et des revenus.

— **Sur le rappel au règlement de M. Louis Mexandeau** [10 mai 1979] (p. 3684) : le Président de la République est partout chez lui en France.

— **Projet de loi relatif au soutien de l'investissement productif industriel** (n° 983). **Première lecture. Discussion générale** [10 mai 1979] (p. 3686) : amélioration de la situation financière des entreprises en 1978 ; impact réel de la politique de renforcement des fonds propres ; nécessité d'une intervention de l'Etat pour que les entreprises concrétisent leurs intentions d'investir ; (p. 3687) : pas de relance globale qui irait à l'encontre de la lutte contre l'inflation ; projet n'aidant que le supplément d'investissement d'une année sur l'autre et constituant le premier effet fiscal donné à la réévaluation des bilans ; institution d'un suramortissement des biens acquis à l'aide de certaines primes ; projet favorisant l'investissement des PME dans le domaine de la recherche ; (p. 3697) : répond aux orateurs de la discussion générale ; problème de la définition de la notion d'investissement industriel ; possibilité de déduction au titre de l'aide pour les entreprises déficitaires ; (p. 3698) : effort du Gouvernement pour améliorer l'information des PME ; projet écartant les investissements financés par crédit-bail ; exonération de taxe professionnelle relevant de la responsabilité des élus locaux ; complexité de l'estimation

des charges pour l'Etat ; nie le caractère déflationniste de la politique économique du Gouvernement ; rappelle que le projet ne prend pas en compte les investissements des entreprises françaises à l'étranger. **Discussion des articles** [10 mai 1979]. **Article premier** (p. 3702) : soutient l'amendement n° 23 du Gouvernement : au cas où la fraction de la provision rapportable au résultat comptable au titre de chacun des exercices, après réévaluation du bilan, est inférieure au montant de la déduction autorisée, possibilité pour l'entreprise de déduire la différence du bénéfice imposable de ces mêmes exercices ; adopté ; s'oppose à l'amendement n° 4 de M. René de Branche dont l'adoption rendrait la détermination de la base de calcul beaucoup plus complexe pour les entreprises et le contrôle beaucoup plus difficile pour l'administration ; (p. 3703) : s'oppose aux amendements n° 15 de M. Henri Emmanuelli et n° 3 de M. René de Branche ; nécessité de laisser aux entreprises la possibilité de disposer librement de leurs bénéfices ; (p. 3704) : s'oppose à l'amendement n° 16 de M. Henri Emmanuelli ; estime plus utile d'aider les entreprises dont les effectifs ont diminué précisément parce que leurs investissements ont été insuffisants. **Deuxième lecture. Discussion générale** [27 juin 1979] (p. 5738) : importance d'un texte qui est la première conséquence fiscale de la réévaluation des bilans ; problème des entreprises de crédit-bail.

— **Projet de loi portant aménagement de la fiscalité directe locale** (n° **689**). **Première lecture. Discussion générale** [17 mai 1979] (p. 3934) : estime inutile de rouvrir le débat sur l'assiette de la taxe professionnelle ; passage à une assiette valeur ajoutée se traduisant par des transferts de charges très importants au détriment des petits commerçants et des artisans ; risque analogue de l'institution d'un impôt départemental sur le revenu ; (p. 3935) : son intention de déposer un amendement permettant d'effectuer des simulations approfondies ; coût administratif exorbitant d'une émission à blanc de tous les rôles établis selon la valeur ajoutée ; (p. 3936) : accepte d'effectuer une simulation sur près de 12 % des redevables de taxe professionnelle ; impossibilité de laisser se prolonger les incertitudes présentes ; contenu du projet ; vote direct des taux des impôts locaux par les conseils élus : nécessité d'un lien entre les taux des diverses taxes et d'une évolution comparable de leur base, solidarité intercommunale établie grâce à une péréquation nationale ; (p. 3937) : limitation et étalement dans le temps des transferts de charges ; (p. 3938) : accepte de retirer le projet de l'ordre du jour prioritaire ; [3 octobre 1979] (p. 7731) : le choix de la valeur ajoutée comme assiette de la taxe professionnelle risque d'entraîner les transferts de charge ; accord du Gouvernement sur cette nouvelle assiette à la condition qu'une expérimentation préalable soit réalisée, que la date et les conditions d'entrée en vigueur de la nouvelle assiette fassent l'objet d'une nouvelle loi, qu'un calendrier d'application soit prévu ; nécessité de geler la situation au niveau de l'année 1979 ; réduction du plafonnement ; problème du champ d'application de la taxe professionnelle ; nécessité de faire preuve de circonspection dans la suppression des exonérations ; (p. 7732) : refus par le Gouvernement de l'impôt départemental sur le revenu ; problème de la péréquation ; difficulté dûe à la disparité des abattements votés par les communes pour la part départementale de la taxe d'habitation ; opposition du Gouvernement à la création d'un impôt déclaratif assis sur la valeur vénale des biens qui servirait d'assiette aux taxes foncières ; volonté du Gouvernement d'améliorer la taxation des terrains à bâtir ; (p. 7735) : artifice de procédure que constitue l'exception d'irrecevabilité ; conformité du texte à la Constitution ; constitutionnalité de la péréquation ; (p. 7739) : sur la question préalable de M. André Duroméa ; l'adoption de la question préalable aurait pour conséquence de créer un vide juridique, de reporter à nouveau un projet en discussion depuis un an dont l'application est subordonnée au résultat de simulations ; l'utilisation de la question préalable comme artifice de procédure ; (p. 7784) : la loi sur les responsabilités locales pose le principe qu'aucun transfert de charges ne peut être réalisé s'il n'est accompagné d'un transfert de ressources ; création d'un impôt de quotité ; rôle des collectivités locales dans le soutien de l'économie ; (p. 7785) : accroissement des ressources des collectivités locales par une augmentation de 16 % de la dotation globale de fonctionnement et de 56 % du fonds de compensation de la TVA en 1980 ; souhaite une auto-censure des communes dans l'évolution de leurs dépenses ; opposition du Gouvernement à toute péréquation départementale des ressources ; maintien de l'exonération temporaire de taxe professionnelle pour les entreprises nouvelles lorsqu'elle existe ; amendement du Gouvernement tendant à exonérer les établissements nouveaux pour l'année de leur création ; approuve le plafonnement des taux excessifs ; (p. 7786) : problème des loueurs en meublé ; l'unification de la taxe d'habitation des communautés urbaines ne s'applique qu'à la part de taxe qui revient à la communauté ; opposition du Gouvernement au renvoi en commission

demandé par M. Hubert Dubedout en raison du vide juridique que créerait le report du débat. **Discussion des articles** [4 octobre 1979] : **Article 6** *bis* (p. 7788) : soutient l'amendement n° 247 du Gouvernement : introduction de la valeur ajoutée comme base de la taxe professionnelle et définition de la valeur ajoutée ; adopté ; le Gouvernement accepte de faire procéder à de larges simulations ; définition de la valeur ajoutée retenue dans l'amendement n° 247 résulte de l'application du nouveau plan comptable ; propose une réduction forfaitaire de 20 % de la production retenue pour les contribuables imposés au forfait ; problème de la localisation de la valeur ajoutée ; système proposé consistant à localiser directement les frais de personnel et les amortissements et à ne faire jouer une clé de répartition que pour les autres éléments de l'assiette ; (p. 7789) : réduction des bases en faveur des petits et moyens redevables par un abattement consistant en une décote dégressive en fonction de la valeur ajoutée elle-même, ce qui permet d'éviter les effets de seuil ; (p. 7791) : prend l'engagement de soumettre les résultats de la simulation au Parlement. **Aprsè l'Article 6** *bis* (p. 7792) : soutient l'amendement n° 248 du Gouvernement : institution d'une décote dégressive portant sur la valeur ajoutée ; (p. 7794) : se rallie aux propositions de M. Jacques Boyon dans son sous-amendement n° 328 et accepte d'augmenter le plancher et le plafond de valeur ajoutée donnant lieu à décote ; (p. 7795) : soutient l'amendement n° 249 du Gouvernement : répartition entre les établissements d'une même entreprise de la valeur ajoutée servant de base à la taxe professionnelle ; adopté. **Après l'Article 7** (p. 7799) : soutient les sous-amendements n° 250 : modifiant l'amendement n° 46 pour tenir compte de la fixation par une loi ultérieure de la date d'entrée en vigueur de la réforme de l'assiette ; et n° 251 du Gouvernement : rédactionnel ; adoptés. **Avant le Titre premier** (p. 7802) : caractère consultatif des compétences de la commission communale. **Avant l'Article premier précédemment réservé** (p. 7803) : souhaite que l'élément de répartition de la taxe professionnelle soit corrigé en fonction des seules créations et fermetures d'établissements ; soutient le sous-amendement n° 231 du Gouvernement : maintien de la répartition du produit de la taxe professionnelle sous réserve de l'évolution de la matière imposable ; et le sous-amendement n° 232 du Gouvernement : maintien du produit des trois autres taxes. **Avant l'Article 2** (p. 7809) : soutient le sous-amendement n° 233 du Gouvernement à l'amendement n° 11 de la commission : suppression du caractère expérimental de l'amendement n° 113 ; adopté ; soutient le sous-amendement n° 234 du Gouvernement à l'amendement n° 11 de la commission : établissant l'unité du régime entre toutes les collectivités locales ; adopté ; (p. 7810) : son opposition au sous-amendement n° 68 de M. Augustin Chauvet qui est difficile à appliquer ; (p. 7811) : soutient le sous-amendement n° 235 du Gouvernement à l'amendement n° 11 de la commission : possibilité de majoration pour les communes et les départements lorsque le taux de la taxe professionnelle est inférieur à la moyenne ; (p. 7812) : retire le sous-amendement n° 235 du Gouvernement au profit du sous-amendement n° 317 de M. Augustin Chauvet ; le sous-amendement n° 170 de M. Jean Desanlis est inutile car la liberté de diminuer les taux reste entière ; [9 octobre 1979] : **Article 3** (p. 7908) : problèmes que peut poser l'amendement n° 273 de M. André-Georges Voisin aux communes dont les taux sont élevés en raison de la faiblesse de leur potentiel fiscal. **Avant l'Article 3** *bis* (p. 7910) : préférence du Gouvernement pour un forfait national pour éviter les disparités entre régions ; rapport de la cotisation minimum : 360 millions de francs ; (p. 7911) : soutient le sous-amendement n° 236 du Gouvernement à l'amendement n° 14 de la commission : précisant le lieu d'imposition pour les entreprises exerçant dans plusieurs communes ; adopté ; (p. 7912) : s'oppose à l'argument de M. Hubert Dubedout selon lequel l'amendement n° 14 aboutirait à faire fixer par décret un impôt, il n'a pour conséquence que de permettre la révision du montant de l'imposition en fonction d'éléments déterminés par la loi ; (p. 7914) : demande la réserve du sous-amendement n° 237 du Gouvernement jusqu'à la discussion du sous-amendement n° 272 ; le sous-amendement n° 237 est réservé, devient sans objet ; sous-amendement n° 238 à l'amendement n° 14 de la commission devient sans objet. **Article 4** (p. 7917) : s'oppose à l'amendement n° 143 de M. Parfais Jans qui supprimerait la responsabilité des communes par la fixation de la pression fiscale reposant sur leurs entreprises. **Article 3 précédemment réservé** (p. 7922) : soutient l'amendement n° 239 du Gouvernement : établissement d'un système de péréquation au niveau départemental ; cet amendement précise que les ressources prélevées dans la commune au titre de 1980 en application du présent amendement ne se cumuleront pas avec les reversements qui auraient dû être effectués au titre de 1979 en application du régime en vigueur ; (p. 7924) : opposition du Gouvernement à l'institution d'un seuil de péréquation ; le sous-amendement n° 299 aboutirait à placer les communes sous la tutelle des conseils

généraux et le seuil de péréquation varierait dans de fortes proportions ; (p. 7925) : s'oppose au caractère facultatif donné à la péréquation départementale dans l'amendement n° 300 de M. Hubert Dubedout ; cela risque d'engendrer des inégalités supplémentaires entre les entreprises ; (p. 7927) : opposition du Gouvernement au sous-amendement n° 303 de M. Hubert Dubedout parce que la faiblesse des taux de taxe professionnelle n'est pas un indice de la richesse fiscale, parce que ce sous-amendement place les communes sous la tutelle du conseil général, parce que la péréquation serait financée par les entreprises et que certaines communes seraient incitées à relever leur taux de taxe professionnelle pour bénéficier d'un supplément d'imposition. **Article 3** (*suite*) (p. 7930) : soutient l'amendement n° 240 du Gouvernement : tendant à permettre l'application de l'article 3 *ter* ; adopté avec modifications. **Après l'Article 4** (p. 7932) : l'amendement n° 25 provoquerait un accroissement très important des charges d'exploitation des ports ; (p. 7933) : soutient le sous-amendement n° 241 du Gouvernement à l'amendement n° 26 de la commission : suppression de la possibilité des conseils municipaux et des conseils généraux d'exonérer de l'imposition forfaitaire les personnes visées à l'amendement ; devenu sans objet ; (p. 7935) : soutient le sous-amendement n° 242 du Gouvernement à l'amendement n° 27 de la commission : coordination des dates d'effet de la réforme ; adopté ; (p. 7936) : la contrepartie des avantages fiscaux accordés aux sociétés mutualistes est l'application de tarifs inférieurs à ceux qui sont pratiqués dans le secteur privé à but lucratif ; (p. 7938) : s'oppose à l'amendement n° 30 de la commission qui détruirait l'un des instruments essentiels de la politique d'aménagement du territoire et porterait un préjudice à la politique de l'emploi, supprimerait la possibilité pour les collectivités locales de participer à la politique d'aménagement du territoire ; soutient l'amendement n° 282 du Gouvernement : distinction entre création d'entreprise, extension et transfert d'activité d'une part, et reconversion d'activités, reprise d'établissement en difficulté d'autre part ; suppression de la procédure d'agrément remplacée par une délibération de la collectivité locale ; adopté avec modifications ; (p. 7940) : limitation des exonérations au secteur industriel ; propose de modifier son amendement pour supprimer l'expression « ministre du budget » ; nécessité de la décentralisation ; existence de pourparlers avec le ministre de l'industrie pour réviser les taxes de la redevance des houillères. **Article 5** (p. 7942) : soutient l'amendement n° 243 du Gouvernement : maintien de l'écrêtement en valeur absolue ; adopté ; (p. 7944) : soutient l'amendement n° 244 du Gouvernement : maintien en vigueur de l'exonération de la part départementale de la taxe professionnelle dont bénéficient les petits commerçants et artisans jusqu'à 1980 ; propose de sous-amender l'amendement n° 167 de M. Jean Royer pour limiter son application dans le temps ; réservé. **Article 6** (p. 7946) : soutient l'amendement n° 245 rédactionnel du Gouvernement ; adopté ; soutient l'amendement n° 246 du Gouvernement : correction de l'écrêtement et du plafonnement applicable aux contribuables concernés par la modification des bases de taxe professionnelle prévue pour les membres des professions libérales ; adoptés. **Article 7** (*suite*) (p. 7955) : soutient l'amendement n° 326 du Gouvernement : exonérant de la taxe professionnelle toute entreprise nouvelle pour l'année de sa création ; adopté ; précise que l'amendement n° 326 concerne toute entreprise assujettie normalement à la taxe professionnelle ; (p. 7956) : soutient l'amendement n° 336 du Gouvernement : calcul de la base d'imposition à la taxe professionnelle en cas de création d'établissement ; adopté avec modifications ; (p. 7957) : soutient l'amendement n° 337 du Gouvernement : formel ; adopté ; soutient l'amendement n° 338 du Gouvernement : déclaration provisoire en cas de création d'établissement permettant de mettre à jour les éléments de répartition de la taxe professionnelle en fonction des bases de cette même taxe ; adopté ; soutient l'amendement n° 339 du Gouvernement : rédactionnel ; adopté ; soutient l'amendement n° 340 du Gouvernement : régime des apports, des scissions, des fusions de sociétés ou des cessions d'établissement ; adopté. **Avant l'Article 8** (p. 7958) : s'oppose à l'amendement n° 90 de M. Hubert Dubedout : faisant de la valeur vénale des locaux imposables la base d'imposition à la taxe d'habitation. **Article 8** (p. 7959) : soutient l'amendement n° 252 du Gouvernement : portant de 10 % à 15 % le taux de l'abattement facultatif à la base en matière de taxe d'habitation ; devient sans objet ; (p. 7960) : soutient l'amendement n° 253 du Gouvernement : rédactionnel ; adopté ; soutient l'amendement n° 254 du Gouvernement : ramenant au niveau de droit commun les abattements supérieurs à ce niveau par parts égales sur cinq ans ; adopté. **Article 5** (*suite*) (p. 7961) : soutient le sous-amendement n° 343 du Gouvernement à l'amendement n° 167 de M. Jean Royer : précisant que l'article 1636 A 2° du code général des impôts est maintenu en vigueur jusqu'à l'entrée en

application de la cotisation minimum prévue à l'article 3 *bis* A de la présente loi ; adopté. **Article 9** (p. 7963) : nécessité de supprimer les écarts de taux de la taxe d'habitation dans les communautés urbaines ; hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 158 de M. Marcel Houel ; soutient l'amendement n° 255 du Gouvernement : suppression en cinq ans des écarts de taux de taxes d'habitation perçues au profit des communautés urbaines et des groupements de communes ; adopté ; s'oppose à l'amendement n° 287 de M. Michel Sainte-Marie : possibilité d'étaler sur dix ans la suppression des écarts de taux des taxes d'habitation perçues au profit des communautés urbaines et des groupements de communes ; (p. 7964) : soutient l'amendement n° 256 du Gouvernement : abattements sur les bases de la taxe d'habitation ; adopté. **Après l'Article 9** (p. 7967) : souligne que, en 1979, la taxe d'habitation a crû moins vite que la patente ; son intention d'entreprendre une étude pour améliorer les critères de classement des locaux en matière de taxe d'habitation ; son hostilité à la substitution d'un impôt départemental sur le revenu à la part départementale de la taxe d'habitation ; demande le rejet des amendements n° 53 et n° 269 qui vont dans ce sens. **Avant l'Article 10** (p. 7969) : s'oppose à l'amendement n° 94 de M. Hubert Dubedout : institution d'un impôt foncier établi sur la valeur vénale déclarée par le contribuable ; (p. 7970) : soutient l'amendement n° 257 du Gouvernement : correction des abattements visés à l'article 1411-II du code général des impôts en fonction de la variation des bases résultant de la première actualisation des valeurs locatives foncières ; adopté. **Article 10** : hostilité à l'amendement n° 112 de M. Hubert Dubedout : intervention des commissions communales des impôts directs pour l'actualisation forfaitaire des valeurs locatives des propriétés non bâties ; sa décision consistant à soumettre à la taxe foncière les terrains non bâtis productifs des revenus appartenant à l'Etat ; impossibilité de faire des différents locaux l'objet d'un avertissement unique. **Après l'Article 10** (p. 7972) : soutient le sous-amendement n° 258 du Gouvernement à l'amendement n° 56 de la commission : supprimant la référence à un plan d'occupation des sols rendu public ; adopté ; soutient le sous-amendement n° 259 du Gouvernement à l'amendement n° 56 de la commission : inapplication de l'amendement n° 56 aux terrains déjà classés dans la catégorie fiscale des terrains à bâtir et aux terrains non constructibles au regard du plan d'occupation des sols ; adopté ; (p. 7973) : son hostilité au sous-amendement n° 321 de M. Charles Millon à l'amendement n° 56 de la commission ; paiement différé de la taxe foncière risquant de priver les communes de recettes non négligeables ; (p. 7974) : soutient le sous-amendement n° 260 du Gouvernement à l'amendement n° 57 de la commission : imposition des terrains vendus, en vue de la construction, à la taxe foncière sur les propriétés non bâties en tant que terrain à bâtir, au titre de l'année de la cession et des deux années précédentes ; adopté ; [10 octobre 1979] : **Après l'Article 10** *(suite)* (p. 8010) : opposition du Gouvernement à l'amendement de la commission tendant à créer un impôt foncier sur la valeur vénale, en raison de la difficulté de mise en place d'un tel impôt qui suppose un dispositif de contrôle des déclarations et qui entraînerait des transferts de charges ; s'oppose également au sous-amendement n° 161 de M. Louis Maisonnat maintenant la valeur cadastrale pour les terrains agricoles, en raison de la distorsion qui en résulterait au profit des agriculteurs ; (p. 8012) : soutient le sous-amendement n° 261 du Gouvernement à l'amendement n° 59 de la commission : indexation de l'imposition forfaitaire uniforme pour tout le territoire national ; adopté. **Avant l'Article 11** (p. 8013) : soutient l'amendement n° 262 corrigé du Gouvernement : paiement mensuel de la taxe d'habitation et possibilité d'acquitter cet impôt en deux versements ; adopté ; (p. 8014) : s'oppose à l'amendement créant une taxe sur les chiens qui a été supprimée en 1973 parce qu'elle n'était pas gérable. **Article 11** (p. 8015) : soutient l'amendement n° 263 du Gouvernement : formel ; adopté ; soutient l'amendement n° 264 du Gouvernement : coordination ; adopté. **Après l'Article 12** (p. 8016) : soutient l'amendement n° 265 rectifié du Gouvernement : réalisation de simulations ; adopté ; (p. 8017) : se déclare favorable au sous-amendement n° 345 de M. Guy Guermeur proposant de déposer le rapport au 1er juin 1981. **Après l'Article 13** (p. 8020) : risque de voir les contribuables s'engager dans une action collective de refus de l'impôt. **Article 3** *(suite)* (p. 8024) : opposition du Gouvernement à l'amendement n° 166, troisième rectification, de M. Gilbert Gantier : plafonnant le taux de la taxe professionnelle. **Article 2 A, deuxième délibération** (p. 8026) : soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement : précisant que la marge maximale d'augmentation du taux de la taxe professionnelle est fixée à 5 % de la moyenne nationale des taux ; adopté. **Article 6** *ter*, **deuxième délibération** (p. 8027) : soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement : réduction du seuil à 120.000 F ; adopté ; (p. 8030) : innovation décisive consistant dans le choix de la valeur ajoutée comme assiette de la taxe professionnelle ; nécessité des simulations. **Deuxième lecture. Discussion générale** [17 décembre

1979] (p. 12149) : hausses importantes de taxe professionnelle subies par une minorité de redevables ; (p. 12150) : propose de différer l'incorporation dans les rôles de taxe professionnelle de l'actualisation des valeurs locatives foncières ; problème de la date d'entrée en vigueur du vote des taux ; justifie le plafonnement des taux ; nécessité d'aider les communes par la voie de la péréquation dans le cadre de la dotation globale de fonctionnement ; problème de la part départementale de la taxe d'habitation et de celle qui revient aux communautés urbaines ; problème de la taxe foncière sur les priopriétés non bâties ; abaissement de 8 à 6 % du plafonnement de taxe professionnelle fondé sur la valeur ajoutée ; dégrèvement définitif pour les entreprises dont la cotisation de taxe professionnelle aurait augmentée en 1979 alors que leur activité aurait fléchi. **Discussion des articles** [17 décembre 1979] : **Article premier A** (p. 12157) : accepte l'amendement n° 15 de la commission et s'oppose à l'amendement n° 92 de M. Parfait Jans ; (p. 12158) : soutient le sous-amendement n° 105 du Gouvernement à l'amendement n° 15 de la commission : date d'incorporation des résultats de la première actualisation des valeurs locatives foncières dans le rôle de la taxe professionnelle ; adopté par scrutin public. **Article 2 A** (p. 12163) : soutient le sous-amendement n° 106 du Gouvernement à l'amendement n° 17 de la commission : prise en compte de l'évolution de la matière imposable entre l'année d'imposition des anciennes bases et celle de l'entrée en vigueur du nouveau régime ; réservé puis adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution. **Article 3** (p. 12167) : soutient le sous-amendement n° 110 du Gouvernement à l'amendement n° 19 de la commission : financement de la compensation du plafonnement par une cotisation additionnelle au système de prélèvement ; adopté ; [18 décembre 1979] : **Article 3** *bis* **A** (p. 12179) : soutient l'amendement n° 72 du Gouvernement : rédactionnel ; adopté ; (p. 12183) : soutient l'amendement n° 73 du Gouvernement : limitation de l'assiette du prélèvement pour les établissements créés avant le 1er janvier 1976 ; adopté ; (p. 12185) : soutient l'amendement n° 74 du Gouvernement : conditions de la répartition entre les quatre taxes directes locales prévues à l'article premier A dans les communes soumises à un prélèvement au profit du fonds départemental de la taxe professionnelle ; adopté ; (p. 12187) : soutient l'amendement n° 75 du Gouvernement : redistribution des ressources du fonds de péréquation au profit des communes dont le potentiel fiscal est inférieur à la moitié de la moyenne nationale ; adopté. **Article 4** *bis* (p. 12188) : s'oppose au rétablissement de l'article 4 *bis* ; menace sur les ports maritimes du fait de la concurrence des ports européens. **Article 4** *quinquies* (p. 12192) : s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Hubert Dubedout qui aboutirait à priver les collectivités locales d'un moyen d'intervenir dans le domaine économique ; (p. 12194) : soutient l'amendement n° 77 du Gouvernement : limitation de l'exonération aux transferts qui correspondent à une décentralisation ; adopté ; soutient l'amendement n° 76 du Gouvernement : excluant les prestataires de services du bénéfice de l'exonération de taxe professionnelle ; adopté ; (p. 12195) : implantation automatique de prestataires de services là où s'implantent les industries ; soutient l'amendement n° 78 du Gouvernement : excluant le cumul de deux périodes d'exonération ; adopté. **Article 4** *sexies* (p. 12197) : retire les amendements n° 80 et n° 81 du Gouvernement : application de l'article 4 *sexies* aux communautés urbaines. **Article 5** (p. 12203) : soutient l'amendement n° 82 du Gouvernement : application rétroactive en 1979 du plafonnement de la taxe professionnelle au taux de 6 % de la valeur ajoutée ; adopté ; rappelle la charge énorme que représente pour l'Etat la gestion des impôts locaux ; (p. 12204) : accepte de ramener de 7,5 à 7 % le taux de la cotisation nationale de taxe professionnelle ; indique le montant des dégrèvements et mises en non-valeur correspondant aux impôts locaux ; soutient le sous-amendement n° 149 du Gouvernement à l'amendement n° 126 de M. André-Georges Voisin : réduisant de 7,5 à 7 % le taux de la cotisation nationale de taxe professionnelle pour 1980 et 1981 ; adopté. **Article 6** *bis* (p. 12205) : problème de l'assujettissement à la taxe professionnelle des établissements d'enseignement privé hors contrat ; soutient l'amendement n° 102 du Gouvernement : suppression des dispositions particulières adoptées par le Sénat en ce qui concerne la prise en compte des biens loués pour une longue durée ou faisant l'objet d'un contrat de crédit-bail dans la définition de la valeur ajoutée ; adopté ; (p. 12206) : texte du Sénat aboutissant à exonérer de taxe professionnelle des entreprises de location et de crédit-bail ; (p. 12207) : propose d'imposer les matériels achetés en crédit-bail là où ils sont utilisés ; amendements n° 103 et n° 104 rectifiés du Gouvernement, deviennent sans objet. **Article 6** *quinquies* (p. 12209) : soutient l'amendement n° 138 du Gouvernement : amendement de coordination ; adopté. **Article 7** (p. 12210) : soutient l'amendement n° 83 du Gouvernement : suppression de l'assimilation du changement d'exploitant en cours d'année à une fermeture d'établissement suivie d'une création ; adopté ; soutient

l'amendement n° 84 du Gouvernement : conséquence de l'amendement n° 83 ; adopté. **Article 7** *bis* (p. 12211) : soutient l'amendement n° 85 du Gouvernement : étalement dans le temps des transferts de charges qui pourraient résulter du changement d'assiette ; adopté. **Article 10** *ter* (p. 12216) : soutient l'amendement n° 86 du Gouvernement : majoration de 200 % de la valeur locative actuelle ; adopté par scrutin public ; (p. 12217) : admet qu'il faut mettre de l'ordre dans la législation foncière ; (p. 12218) : s'oppose à l'augmentation excessive de taux proposée par le sous-amendement n° 150 de M. Hubert Dubedout à l'amendement n° 86 du Gouvernement. **Article 10** *quater* (p. 12226) : ses réserves sur l'amendement n° 51 de la commission : inconvénients de taxer le terrain au moment de sa vente, ce qui provoque un renchérissement et difficulté d'administrer une taxation rétroactive. **Article 10** *quinquies* (p. 12226) : soutient l'amendement n° 87 du Gouvernement : régime juridique de la taxation sur les pylones à haute tension du point de vue du service fiscal chargé de l'établir et du point de vue contentieux ; adopté ; (p. 12227) : possibilité de mettre en œuvre l'article 10 *quinquies* dès 1980. **Article 10** *sexies* (p. 12227) : soutient l'amendement n° 88 du Gouvernement : suppression de l'article 10 *sexies* ; adopté. **Article 11 B** (p. 12229) : accepte l'amendement n° 3 de M. Augustin Chauvet si celui-ci renonce à ramener de 750 F à 500 F le seuil au-dessus duquel on peut demander le fractionnement ; information des contribuables par les moyens habituels sur les possibilités de paiement fractionné de la taxe d'habitation. **Explications de vote** (p. 12231) : rend hommage à la contribution du Parlement à la loi. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [20 décembre 1979] (p. 12400) : les amendements du Gouvernement ; (p. 12401) : stabilisation du système actuel de répartition ; retour aux dispositions proposées par le Gouvernement en matière de crédit-bail ; amendements de coordination. **Discussion des articles** [20 décembre 1979]. **Article premier A** (p. 12045) : soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement : stabilisation du système actuel de répartition ; adopté. **Article 6** *bis* : soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement : dispositions relatives au crédit-bail ; adopté. **Article 6** *quinquies* (p. 12406) : soutient l'amendement n° 3 du Gouvernement : coordination ; adopté. **Article 10** *sexies* (p. 12407) : soutient l'amendement n° 4 : coordination ; adopté ; nécessité de localiser la valeur ajoutée au niveau de l'utilisateur pour le crédit-bail.

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1977** (n° **782**). **Première lecture. Discussion générale** [23 mai 1979] (p. 4235) : application, en 1977, du plan de lutte contre l'inflation de septembre 1976 ; financement non inflationniste du déficit budgétaire ; amélioration de la gestion budgétaire ; écart entre les prévisions et la réalité imputable à l'évolution de la conjoncture économique ; amélioration du rapport au Parlement sur les fonds publics attribués à titre d'aides aux entreprises industrielles ; (p. 4136) : progression de la part des impôts directs dans le système fiscal français ; (p. 4137) : demande un scrutin public sur la question préalable de M. Guy Ducoloné ; (p. 4143) : contrat d'entreprise entre l'Etat et la SNCF permettant de développer et renforcer l'entreprise nationale ; effort de la Ve République en faveur des personnes âgées ; politique budgétaire du Gouvernement consistant en 1977 à soutenir l'activité sans développer l'inflation ; (p. 4144) : augmentation du pouvoir d'achat de 3,3 % en 1977. **Discussion des articles** [30 mai 1979]. **Après l'Article 18** (p. 4426) : demande que l'application de l'amendement n° 2 de M. Maurice Pourchon soit reportée à 1981 ; son hostilité à l'amendement n° 4 de M. Christian Pierret faisant allusion aux événements de Bangui ; (p. 4427) : amendement n'ayant pas sa place dans le cadre de la loi de règlement.

— **Projet de loi relatif aux fonds communs de placement** (n° **379**). **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [27 juin 1979] (p. 5739) : approbation par le Gouvernement du texte de la commission mixte paritaire.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture. Discussion générale** [16 octobre 1979] (p. 8258) : amélioration de la situation économique française en 1978 et 1979 : retour à l'équilibre extérieur ; stabilité du franc ; croissance économique ; maintien du pouvoir d'achat ; renforcement des entreprises et adaptation aux nouvelles données mondiales ; difficultés : situation de l'emploi, sécurité sociale ; (p. 8259) : hausse des prix, nouveau relèvement des prix du pétrole ; soutien à l'économie par un déficit budgétaire volontairement important ; (p. 8260) : augmentation des dépenses d'intervention sociale et économique et des dépenses d'investissement ; nécessité d'un déficit en rapport avec les capacités de financement de l'économie ; stabilité de la pression fiscale globale de l'Etat ; utilité d'un débat parlementaire sur le budget social de la nation ; progression des concours de l'Etat aux collectivités locales ; progression de l'investissement productif en France en 1978 et 1979 ; (p. 8261) : augmentation des investissements des administrations et des entreprises publiques ; aides aux investisse-

ments créateurs d'emplois ; crédits d'intervention sociale ; augmentation de la fiscalité frappant les gros revenus, les grosses fortunes et les consommations de luxe ; (p. 8262) : allégement de la charge fiscale des revenus modestes ; renforcement de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale ; poursuite de l'effort en faveur de la défense nationale, du nucléaire, de l'espace, de l'informatique, de l'aéronautique, des télécommunications et des économies d'énergie ; (p. 8263) : action spécifique en faveur de la sécurité des Français, de la justice, de la coopération et de l'action culturelle ; nécessité de faire des économies sur des dépenses ordinaires de l'Etat ; limitation des concours de l'Etat aux entreprises nationales ; rigidité de la dépense publique ; (p. 8266) : dépôt du rapport de la commission des sages devant les commissions des finances de l'Assemblée et du Sénat dans les délais prévus ; [17 octobre 1979] (p. 8352) : la diminution des dépenses d'équipement en francs constants se justifie par l'importance des équipements déjà réalisés ; (p. 8353) : l'augmentation des crédits consacrés à l'aide publique au chômage résulte de l'accroissement de la participation de l'Etat au financement des prestations servies par l'UNEDIC ; maîtrise de la croissance des rémunérations ; stabilisation du franc ; maîtrise de la progression de la masse monétaire ; difficultés du problème de la révision des services votés ; évolution des ressources de la Communauté économique européenne ; augmentation de 20 % des crédits affectés au logement ; nécessité de modérer l'augmentation des dépenses hospitalières ; augmentation des prestations familiales ; la forêt ; (p. 8354) : caractère non inflationniste du déficit budgétaire ; impôt sur le capital ; respect du principe de la non-rétroactivité des lois par les mesures supprimant certains avantages fiscaux accordés dans le passé ; rééquilibrage entre impôt direct et impôt indireet entrepris depuis trois ans ; réflexion entreprise sur la place de l'impôt ; se déclare favorable aux mesures d'incitation fiscale ; (p. 8355) : réévaluation des bilans ; succès de la loi relative à l'épargne investie en actions ; problème du Crédit mutuel ; fiscalité pétrolière ; danger de la politique d'argent bon marché prônée par M. Jacques Chirac ; évolution favorable de l'épargne brute des sociétés ; nécessité de réorganiser les circuits financiers ; croissance de la dotation du FSIR (fonds spécial d'investissement routier) ; actions entreprises pour renforcer la compétitivité des entreprises ; importance des crédits consacrés à l'emploi ; répond à M. Jacques Chirac ; (p. 8356) : projet d'emprunt de la CEE ; liberté des journalistes ; absence de politique de rechange.

Première partie :

Discussion des articles [18 octobre 1979] : **Avant l'Article 2** (p. 8372) : hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 115 de M. Jean Bardol et n° 51 corrigé de M. Laurent Fabius : impôt sur la fortune des personnes physiques ; (p. 8373) : s'oppose aux amendements n° 113 de M. Jean Bardol et n° 52 de M. Laurent Fabius : impôt sur le capital des sociétés privées et publiques ; (p. 8375) : s'oppose à l'amendement n° 110 de M. Gilbert Millet : suppression des dispositions autorisant la détaxation du revenu investi en actions ; s'oppose à l'amendement n° 111 de M. Gilbert Millet : suppression de l'avoir fiscal ; (p. 8376) : s'oppose à l'amendement n° 117 de M. Jean Bardol : suppression en cas de fusion de sociétés ou de scission de l'exonération de l'impôt sur le revenu accordée pour les distributions d'actions gratuites ; (p. 8377) : hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 112 de M. Jean Bardol : prélèvement exceptionnel sur le montant des investissements bruts réalisés en 1978 et 1979 à l'étranger par les sociétés françaises ; (p. 8378) : s'oppose à l'amendement n° 114 de M. Robert Vizet : création d'une surtaxe à l'impôt sur le revenu destinée à financer une prime exceptionnelle de 600 F pour les familles. **Article 2** (p. 8381) : en cas d'adoption de l'amendement n° 15 de la commission, maintien en vigueur du barème applicable au revenu de 1978 et gain de six milliards de francs pour le budget ; demande le rejet de l'amendement n° 15 de la commission ; (p. 8382) : accepte les amendements n° 102 et n° 103 de M. Robert-André Vivien et Fernand Icart : relèvement supplémentaire des trois premières tranches du barème de l'impôt sur le revenu ; nouveau barème de l'impôt sur le revenu frappant les gros contribuables beaucoup plus que les petits ; (p. 8383) : refuse de s'engager à faire de nouvelles propositions en matière d'impôt sur le revenu. **Après l'Article 2** (p. 8386) : demande le retrait de tous les amendements déposés après l'article 2 ; organisation les 20 et 21 novembre 1979 d'un débat sur la politique familiale à l'Assemblée ; caractère inacceptable du gage proposé par l'amendement n° 16 de la commission : augmentation du taux majoré de la TVA ; complexité extrême d'un plafonnement de l'effet du quotient familial ; (p. 8387) : confusion de la discussion ; nécessité d'attendre le débat sur la politique familiale pour prendre des mesures concrètes ; (p. 8399) : son opposition aux amendements n° 121 de M. Parfait Jans : extension de l'abattement d'impôt sur le revenu accordé aux personnes seules, aux mères travailleuses mariées qui ont des enfants en garde

gagée par la suppression de l'avoir fiscal ; n° 56 de M. Laurent Fabius : établissement d'un système de crédit d'impôt par enfant remplaçant le quotient familial ; ainsi qu'aux amendements n° 33 de M. Adrien Zeller ; déduction des frais de garde gagée par un abaissement de la déduction forfaitaire pour les revenus fonciers ; et n° 180 rectifié par M. Lucien Neuwirth ; déduction des frais de garde des enfants gagée par une augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée ; (p. 8401) : inapplicabilité de l'amendement n° 57 de M. Laurent Fabius ; sur l'amendement n° 124 rectifié de M. René Rieubon, le rôle du quotient familial est de tenir compte des charges de famille ; le problème des handicapés doit se régler par des abattements spécifiques ; (p. 8403) : l'amendement n° 129 de M. Robert Vizet prévoyant la limitation de l'imposition des assistantes maternelles est contraire au principe de l'égalité devant l'impôt ; s'engage au nom du Gouvernement à déposer lors du prochain collectif budgétaire des mesures en ce sens ; (p. 8404) : nécessité de choisir entre les centres de gestion et la voie du salariat ; (p. 8405) : s'oppose à l'amendement n° 131 de M. Jean Bardol proposant d'exonérer les chèques vacances de l'impôt sur le revenu car c'est un élément de la rémunération. **Article 3** (p. 8406) : accepte l'amendement n° 17 de la commission : augmentation des limites des chiffres d'affaires ou de recettes prévues dans le paragraphe premier de l'article 3 ; (p. 8407) : enquête en cours pour établir le bilan du fonctionnement des centres de gestion agréés ; problème des délais d'inscription aux centres de gestion agréés. **Après l'Article 3** (p. 8408) : s'engage à supprimer les dispenses d'application des déclarations réalisées par l'administration ce qui satisfait l'amendement n° 205 de M. Etienne Pinte ; (p. 8409) : s'oppose à l'amendement n° 62 de M. Laurent Fabius : établissement d'un crédit d'impôt de 2.000 F pour chaque foyer fiscal pour les travaux de ravalement ou visant aux économies d'énergie ; doublement de ce crédit d'impôt pour les travaux permettant d'utiliser les énergies nouvelles ; le système du crédit d'impôt bouleverse la fiscalité française et peut aboutir à l'impôt négatif ; l'amendement n° 62 pose des problèmes de vérification des travaux ; (p. 8410) : s'oppose à l'amendement n° 217 corrigé de M. François d'Aubert tendant à limiter certaines charges déductibles des revenues fonciers urbains provenant des immeubles et appartements donnés en location qui aurait pour effet de créer une discrimination entre les bailleurs d'immeubles et les autres catégories de contribuables ; (p. 8417) : s'oppose au doublement du plafond qui résulterait de l'application du plafond pour retraite lorsqu'il y a deux retraites dans un même foyer ; (p. 8419) : l'amendement n° 11 de M. Michel Cointat risque de pénaliser les agriculteurs ; (p. 8420) : sur l'amendement n° 133 de M. Jean Bardol : extension de l'abattement de 20 % aux artisans et commerçants non adhérents aux centres de gestions agréés ; lien établi par la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat entre le rapprochement des conditions d'imposition et l'amélioration de la connaissance des revenus ; (p. 8421) : son opposition à l'amendement n° 204 de M. Etienne Pinte : actualisation des limites et abattements relatifs aux plus-values gagée par une augmentation des droits sur l'alcool et les vins ; (p. 8422) : l'amendement n° 181 2e correction de M. Lucien Neuwirth aurait pour effet de permettre aux adhérents des centres de gestion agréés de tourner les règles relatives au plafonnement des bénéfices auxquels s'applique l'abattement. **Avant l'Article 4** (p. 8424) : s'oppose à l'amendement n° 182 de M. Julien Schvartz : taxation des bénéfices des compagnies pétrolières au profit des communes et des départements. **Article 4** (p. 8427) : s'oppose à l'amendement n° 134 de M. Georges Gosnat qui tend à imposer le bénéfice brut et non le bénéfice net ; soutient l'amendement n° 290 du Gouvernement : institution d'un prélèvement exceptionnel sur les recettes réalisées par les entreprises de recherche et d'exploitation pétrolière en raison de l'augmentation du prix du pétrole intervenue en 1979 ; s'oppose à la deuxième phrase du sous-amendement n° 303 de la commission qui se heurte au principe de non-affectation des recettes ; amendement n° 290 du Gouvernement ; adopté. **Après l'Article 4** (p. 8429) : opposition du Gouvernement à l'amendement n° 135 de M. Georges Gosnat : création d'une taxe de 7% sur le chiffre d'affaires hors taxe des compagnies pétrolières étrangères exerçant leurs activités en France ; [19 octobre 1979] (p. 8500) : s'oppose à l'amendement n° 299 de M. Roger Combrisson : exonération partielle des collectivités publiques du paiement de la taxe intérieure sur le fuel domestique ; (p. 8501) : s'oppose à l'amendement n° 136 de M. Georges Gosnat : réintégration de provisions dans le bénéfice imposable ; (p. 8502) : s'oppose à l'amendement n° 142 de M. Dominique Frelaut : abrogation de la loi du 27 juin 1979 relative au soutien de l'investissement productif ; s'oppose à l'amendement n° 143 de M. Jacques Jouve : création d'un impôt sur la valeur des biens agricoles détenus par les sociétés françaises et étrangères de caractère industriel, commercial ou bancaire ; (p. 8503) : s'oppose à l'amendement n° 144 de M. Jacques Jouve : taxe assise sur la

valeur des terres achetées par des sociétés ; s'oppose à l'amendement n° 145 de M. Jacques Jouve : augmentation du taux de la taxe de publicité foncière ou du droit d'enregistrement ; (p. 8505) : s'oppose à l'amendement n° 146 de M. Jacques Jouve : surtaxation des terres faisant l'objet d'une chasse privée ; s'oppose à l'amendement n° 219 de M. Henry Canacos dont l'adoption conduirait à pénaliser les entreprises les plus compétitives. **Article 5** (p. 8524) : accepte la modification de l'organisation de la fin de la discussion de la première partie de la loi de finances. **Article 6** (p. 8528) : oppose l'article 40 à l'amendement n° 23 de la commission : l'exonération de la TVA existe déjà pour les associations sportives qui ne sont pas tenues de remplir une déclaration trimestrielle. **Après l'Article 6** (p. 8530) : action du Gouvernement en faveur de l'emploi par la voie budgétaire ; (p. 8531) : effort important demandé aux titulaires de hauts revenus et notamment aux dirigeants salariés de sociétés ; s'oppose à l'amendement n° 64 rectifié de M. Laurent Fabius : limitation de la déduction des bénéfices des sociétés ; (p. 8532) : inutilité des amendements n° 66 rectifié de M. Laurent Fabius et n° 138 de M. Robert Vizet car les frais généraux admis en déduction des résultats de l'entreprise doivent être engagés dans l'intérêt de l'entreprise ; (p. 8535) : le régime du bénéfice mondial ou consolidé favorise la conquête des marchés extérieurs par nos entreprises ; (p. 8536) : son opposition à l'amendement n° 69 rectifié de M. Laurent Fabius : tendant à faire bénéficier les associations du remboursement de la TVA sur leurs travaux d'équipement non subventionnés par des tiers ; gagé par une contribution exceptionnelle à la charge des institutions financières ; qui comporte un danger de généralisation ; (p. 8537) : sur l'amendement n° 71 de M. Laurent Fabius, allégement sensible des charges des organismes sans but lucratif réalisé lors du relèvement des limites du barème de la taxe sur les salaires ; danger de surtaxer le secteur bancaire qui est essentiel à l'économie ; (p. 8538) : mise en œuvre d'une réforme de la taxe sur les salaires ; demande l'application de l'article 40 à l'amendement n° 216 en raison de l'absence de gage de cet amendement ; (p. 8540) : oppose l'article 40 à l'amendement n° 206 de M. Etienne Pinte ; (p. 8541) : sur les amendements n° 74 de M. Laurent Fabius et n° 37 corrigé de M. Parfait Jans : existence d'une taxe spécifique des entreprises travaillant dans le secteur de l'armement et de la défense nationale ; (p. 8542) : le prélèvement spécial réalisé à l'occasion de la création d'une force de dissuasion s'élève à 6 millions de francs pour 1980 ; perte de recettes de 10 milliards, représentée par la provision pour congés payés ; s'oppose au gage proposé par l'amendement n° 234 de M. Henri Ginoux : déductibilité des provisions pour congés payés constituées par les entreprises du bénéfice imposable gagée par une majoration à due concurrence du taux normal de la TVA ; (p. 8543) : impossibilité, en raison de la situation économique et de la situation budgétaire, de supprimer le décalage d'un mois pour le paiement de la TVA, ce qui est proposé par l'amendement n° 235 de M. Henri Ginoux. **Après l'Article 7** (p. 8556) : s'oppose aux amendements n° 153 de M. René Rieubon et n° 232 de M. Laurent Fabius, contraires à la sixième directive du Conseil des Communautés européennes qui proscrit l'usage du taux zéro de la TVA ; (p. 8558) : son hostilité aux amendements n° 270 rectifié de M. Henry Canacos et n° 77 de M. Laurent Fabius : perception au taux zéro de la TVA sur les énergies servant au chauffage des locaux d'habitation ; demande le retrait de l'amendement n° 38 de M. Adrien Zeller : application du taux majoré de la TVA aux climatiseurs, tondeuses à moteurs et piscines ; application du taux réduit aux appareils de chauffage utilisant l'énergie solaire et aux pompes à chaleur destinées au chauffage ; s'oppose à l'amendement n° 268 rectifié de M. Jean Bardol : perception au taux zéro de la TVA sur les véhicules achetés par les handicapés ; (p. 8559) : s'oppose à l'amendement n° 152 de M. Dominique Frelaut : remboursement de la TVA payée par les collectivités locales sur leurs travaux. **Article 8** (p. 8560) : s'oppose à l'amendement n° 154 de M. Jacques Jouve : rétablissement du privilège des bouilleurs de cru ; instauration et tarifs d'un droit de consommation sur les alcools ; (p. 8561) : demande le retrait de l'amendement n° 230 de M. Francis Hardy : instauration d'un droit indirect unique de consommation sur les alcools ; problème de l'harmonisation européenne de la fiscalité des alcools ; (p. 8563) : s'oppose à l'amendement n° 46 de M. Francis Hardy : imposition atténuée pour les eaux-de-vie et vins de liqueur d'appellation d'origine contrôlée ; s'oppose à l'amendement n° 207 de M. Jacques Féron : suppression de l'augmentation des droits sur les alcools pour les produits de parfumerie. **Après l'Article 8** (p. 8564) : s'oppose à l'amendement n° 155 de M. Jacques Jouve : taxe exigible de tout producteur de vin d'appellation d'origine contrôlée ; (p. 8566) : s'oppose aux amendements n° 156 de M. Jacques Jouve, n° 220 et n° 221 de M. François Grussenmeyer : rétablissement du privilège des bouilleurs de cru ; estime

à trois milliards de francs le coût de l'alcoolisme ; (p. 8568) : oppose l'article 40 de la Constitution aux amendements n° 156 de M. Jacques Jouve, n^os 220 et 221 de M. François Grussenmeyer ; impossibilité de gager ces amendements par une majoration des droits sur les alcools contraire à un vote déjà intervenu ; demande la réserve des amendements n^os 156, 220 et 221. **Article 9** (p. 8570) : s'oppose à l'amendement n° 288 de M. Roland Nungesser : tarifs du droit de francisation et de navigation sur les bateaux de plaisance ; approuve l'amendement n° 26 de la commission et soutient un sous-amendement du Gouvernement tendant à limiter l'exonération prévue par l'amendement n° 26 aux aéronefs d'une puissance inférieure à 200 chevaux ; sous-amendement ; adopté. **Après l'Article 10** (p. 8573) : hostilité du Gouvernement aux amendements n° 199 de M. Laurent Fabius, n° 107 de M. Edouard Frédéric-Dupont et n° 158 de M. Parfait Jans : détaxation du carburant des taxis ; risque de fraudes ; régime fiscal favorable des chauffeurs de taxi ; estime inacceptable les gages proposés par les amendements n^os 199, 107 et 158 ; (p. 8575) : s'oppose à l'amendement n° 157 de M. Jean Bardol ; estime que la proposition de détaxation du carburant utilisé pour les navires de pêche est déjà en vigueur ; [20 octobre 1979] : **Article 11** (p. 8607) : s'oppose à l'amendement n° 160 de M. Parfait Jans : suppression des dispositions augmentant la vignette auto ; oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 40 de M. Adrien Zeller et au sous-amendement n° 316 de M. Henri de Gastines dont le gage a déjà été adopté par l'Assemblée ; (p. 8608) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Didier Julia : suppression de la taxation des véhicules de plus de 16 chevaux ; (p. 8609) : calcul de la puissance fiscale des motos tenant compte de leurs performances ; (p. 8610) : tarif d'imposition prévu pour les motos moins élevé que celui qui est applicable aux voitures ; estime que les motos coûtent proportionnellement plus cher que les voitures au budget de la nation ; s'oppose aux amendements n° 161 corrigé de M. Parfait Jans et n° 79 rectifié de M. Laurent Fabius : suppression de la vignette moto ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 27 de la commission : suppression de la vignette imposée aux motos de six et sept chevaux ; (p. 8611) : problème de l'assujettissement au taux majoré de la TVA des accessoires de sécurité des motos. **Après l'Article 11** (p. 8612) : demande le retrait de l'amendement n° 42 de M. Maurice Arreckx ; revalorisation des arrérages des rentes viagères ; rappelle que le projet de loi de finances prévoit déjà une majoration de 9 % de ces arrérages ; (p. 8614) : s'oppose à l'amendement n° 175 corrigé de M. Robert Vizet : application de l'article 40 de la loi de finances pour 1979 ; dont l'adoption ajouterait un troisième système de taxation de la publicité par affiche aux deux qui existent déjà ; reconnaît que le projet en discussion relatif à l'affichage et aux enseignes ne comporte pas de disposition fiscale mais affirme l'intention du Gouvernement d'en tirer toutes les conséquences fiscales par le dépôt d'un nouveau texte ; confirme donc son opposition à l'amendement n° 175 corrigé de M. Robert Vizet : application de l'article 40 de la loi de finances pour 1979, dont l'adoption ajouterait un troisième système de taxation de la publicité par affiche aux deux qui existent déjà ; reconnaît que le projet en discussion relatif à l'affichage et aux enseignes ne comporte pas de disposition fiscale mais affirme l'intention du Gouvernement d'en tirer toutes les conséquences fiscales par le dépôt d'un nouveau texte ; confirme donc son opposition à l'amendement n° 175 corrigé de M. Robert Vizet. **Article 12** (p. 8615) : sous-amendements n^os 311 et 312 du Gouvernement à l'amendement n° 208 de M. Didier Julia non soutenu ; deviennent sans objet. **Article 13** (p. 8631) : la loi a pour objet de modifier les situations acquises ; le rapport Ventejol-Blot-Méraud suggère une réforme du régime actuel des mutations à titre gratuit ; l'existence de nombreuses exonérations sur les droits de mutations liées à la nature des biens favorise l'évasion fiscale ; l'article 13 ne vise que les patrimoines importants et correspond à un souci de justice fiscale ; (p. 8632) : les amendements proposés par le Gouvernement : plafonnement des exonérations variant en fonction de l'importance de la famille ; plafond appliqué à la succession d'une seule personne ; exclusion des groupements fonciers agricoles du plafonnement ; maintien de l'exonération pour la première transmission à titre gratuit pour les bois et forêts ; report de l'application du texte au 1^er janvier 1980 ; nécessité de subordonner le droit à l'exonération à une certaine durée de détention de biens ; problèmes des ventes suivies de remploi ; (p. 8635) : propose un sous-amendement à l'amendement n° 315 rectifié de M. René de Branche : doublement du délai prévu à l'amendement n° 315 rectifié ; adopté ; soutient l'amendement n° 292 du Gouvernement : absence de plafonnement de l'exonération pour la première mutation portant sur les groupements forestiers et les bois et forêts ; devenu sans objet ; (p. 8636) : soutient l'amendement n° 294 du Gouvernement : limitation de l'exonération pour les GFA à une superficie égale à une fois et demie la surface minimum d'installation ; délai de détention de quatre ans pour les parts des

GFA acquises à titre onéreux ; adopté ; (p. 8637) : refuse l'indexation proposée par l'amendement n° 238 de M. Arthur Dehaine ; (p. 8638) : soutient l'amendement n° 291 du Gouvernement : prise en compte de la situation familiale pour majorer le plafonnement d'exonération ; adopté ; (p. 8637) : sur l'amendement n° 240 de M. Georges Mesmin : l'absence d'effet rétroactif pour l'exonération ou la suppression de l'exonération des biens ; (p. 8640) : soutient l'amendement n° 313 du Gouvernement : application du texte aux successions ouvertes à compter du 1er janvier 1980 ; adopté. **Explications de vote :** les ressources procurées par l'article 13 estimées initialement à 200 millions de francs seront réduites à 110 millions par les amendements adoptés. **Article 14** (p. 8642) : acceptation par le Gouvernement du décalage de cinq ans des âges inscrits dans l'article 14 ; avantages dont bénéficient les donations-partages ; se rallie à la date d'entrée en vigueur proposée ; propose un sous-amendement à l'amendement de la commission : entrée en vigueur du texte au 5 septembre 1979 ; adopté. **Article 21** (p. 8657) : institution du prélèvement sur les mises du loto national au profit du fonds national pour le développement du sport en 1979 ; l'adoption de l'article 21 portera à 162 millions de francs le montant des ressources du fonds national pour le développement du sport. **Article 22** (p. 8658) : avantages dont bénéficient les agriculteurs en matière de carburant : contingent d'essence partiellement détaxé ; possibilité d'utiliser du fuel domestique moins taxé que le gazole. **Article 24** (p. 8661) : revalorisation des rentes viagères pratiquement identique à celle du coût de la vie durant les dernières années ; [22 octobre 1979] : **Après l'Article premier** (p. 8692) : demande que l'amendement n° 14 de la commission : vote du Parlement sur le budget social de la nation, soit déclaré irrecevable conformément à l'article 127, alinéa 4, du règlement de l'Assemblée nationale ; (p. 8693) : pas d'existence institutionnelle du budget social de la nation ; pouvoir de contrôle appartenant actuellement au Parlement sur les différentes composantes de ce budget ; attachement des partenaires sociaux à la gestion paritaire des institutions de sécurité sociale que le contrôle parlementaire ne doit pas remettre en cause ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 317 de M. Claude Labbé ; (p. 8706) : difficulté technique du problème de la révision des services votés ; (p. 8707) : possibilité pour le Gouvernement de faire des économies par voie réglementaire ou par voie législative au cours de l'examen de la deuxième partie du projet de loi de finances ; nécessité d'affecter les économies éventuellement réalisées à la réduction du déficit budgétaire ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 88 de la commission : imposant au Gouvernement de faire 2 milliards d'économie sur les dépenses de fonctionnement de l'Etat ; (p. 8708) : modification de la structure du budget par une nouvelle répartition de l'effort d'équipement depuis 1957 ; extension des attributions de l'Etat depuis vingt ans ; augmentation du niveau de vie général ; (p. 8709) : danger des opérations d'économie qui portent, pour l'essentiel, sur les crédits d'équipement ; évoque l'irrecevabilité au regard de l'article 41 de la Constitution de l'amendement n° 89 de la commission : dépôt par le Gouvernement d'un projet de loi de finances rectificative portant répartition des économies prévues par l'amendement n° 88 en vue d'éventuelles affectations à des nouveaux investissements ; accepte l'amendement n° 90 de la commission : obligeant le Gouvernement à retracer dans le fascicule « voies et moyens » annexé au projet de loi de finances l'évolution des dépenses fiscales.

Deuxième partie :

Economie et budget. — II. Section commune. — III. Economie. — IV. Budget. Discussion générale [12 novembre 1979] (p. 9826) : effort sévère d'économie dans le fonctionnement des services du ministère du budget ; effort de réorganisation dans le sens de l'allègement des procédures et des tâches ; extension des actions d'amélioration des relations avec le public ; 4 priorités : recours aux techniques modernes et notamment à l'informatique, recherche des économies d'énergie, sécurité des agents, renforcement de la lutte contre la fraude fiscale ; (p. 9827) : nouvelle orientation du contrôle fiscal privilégiant le contrôle sur pièces ; nécessité d'un renforcement de la lutte contre la fraude sur les alcools.

Economie et budget. — IV. Budget. Examen des crédits [12 novembre 1979]. **Etat B - Titre III** (p. 9833) : s'oppose à l'amendement n° 456 de M. Joseph Franceschi dont l'adoption empêcherait toute extension de la mensualisation des pensions en 1980.

Economie et budget. — I. Charges communes. Discussion générale [12 novembre 1979] (p. 9841) : endettement de l'Etat restant dans des limites raisonnables ; maintien du pouvoir d'achat et amélioration de la situation des retraités de la fonction publique ; réalisation des engagements pris à l'égard des rapatriés ; politique de relèvement accéléré du minimum vieillesse ; création du fonds spécial d'adaptation industrielle et accroissement des dotations des primes de développement régional ; nécessité pour les entreprises

publiques d'un arbitrage constant entre les ressources qui peuvent venir du relèvement des tarifs et celles qui proviennent de l'Etat ; impossibilité de regrouper au budget des charges communes les dépenses relatives au financement du parc de la Villette ; possibilité de regrouper ces crédits en 1981 dans le budget de l'environnement et du cadre de vie. **Examen des crédits** [12 novembre 1979]. **Etat C - Titre V** (p. 9843) : s'oppose à l'amendement n° 446 de M. Alain Richard ; impossibilité de rattacher à un seul ministère les dotations affectées aux entreprises publiques; (p. 9844) : s'oppose à l'amendement n° 243 de la commission des finances : réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement. **Etat C - Titre VI** (p. 9844) : s'oppose à l'amendement n° 447 de M. Alain Richard ; estime que toute politique interministérielle relève des charges communes. **Après l'Article 77** (p. 9845) : s'oppose à l'amendement n° 449 de M. Alain Richard : amélioration de l'information du Parlement sur les bénéficiaires des aides publiques aux entreprises.

Taxes parafiscales. Discussion générale [12 novembre 1979] (p. 9846) : mise en place en 1980 d'une nouvelle réglementation traduisant la clarification du système et le renforcement des contrôles sur les taxes parafiscales ; diminution du nombre des taxes parafiscales ; une seule taxe nouvelle en 1980 : taxe sur les huiles minérales et synthétiques. **Examen des crédits. Etat E - Ligne 54** (p. 9860) : demande le retrait de l'amendement n° 319 de M. Pierre Mauger ; intention du Gouvernement de modifier les procédures et d'aménager la répartition de la taxe payée par les entreprises ressortissant aux centres de recherche en mécanique.

Budget annexe de l'Imprimerie nationale. Discussion générale [12 novembre 1979] (p. 9867) : stabilisation du volume des impressions nécessaires aux administrations ; estime que l'Imprimerie nationale devra continuer encore longtemps à assurer le service public de confection de l'annuaire téléphonique ; nécessité d'une diversification de ses travaux et d'une adaptation aux technologies nouvelles ; (p. 9868) : préoccupation des personnels de l'Imprimerie nationale ; passage à un régime de salaire mensualisé. **Examen des crédits. Article 33,** paragraphe II (p. 9869) : s'oppose à l'amendement n° 448 de M. Georges Hage : réduction de crédits d'investissement du budget de l'Imprimerie nationale ; évolution possible de l'annuaire téléphonique incitant à la prudence en ce qui concerne l'extension de l'usine de Douai.

Articles et articles additionnels non rattachés [17 novembre 1979]. **Après l'Article 54** (p. 10248) : soutient l'amendement n° 486 du Gouvernement : prorogation du système actuel d'exonération de la taxe foncière pour les logements neufs pendant deux ans ; adopté. **Avant l'Article 58** (p. 10251) : existence d'autres possibilités de placement anonymes que les bons du trésor ; estime inopportun de supprimer les possibilités légales d'anonymat ; le financement du déficit budgétaire ; volonté du Gouvernement de procéder par d'autres moyens que par une interdiction générale : pénalisation des placements anonymes en bons de caisse et titres analogues et avantages accordés aux autres placements. **Article 58** (p. 10255) : article 58 ayant pour objet de mettre fin aux contrats abusifs ; s'oppose à l'amendement n° 322 de M. Robert-André Vivien : limitation de l'application des droits de mutation prévus à l'article 58. **Article 59** (p. 10257) : s'oppose à l'amendement n° 250 de la commission : exclusion du champ d'application de l'article 59 du cas des habitations principales ; pacte tontinier nocif pour la structure familiale. **Article 60** (p. 10254) : soutient l'amendement n° 484 du Gouvernement : précisant que les dispositions de l'article 60 ne s'appliqueront pas lorsque l'entreprise établit que les opérations de sa filiale à l'étranger n'ont pas pour principal effet de faire échapper les bénéfices à l'impôt français ; adopté avec modification. **Article 61** (p. 10261) : article 61 visant uniquement les montages à finalité fiscale. **Article 64** : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Edmond Alphandery : nécessité d'une condamnation devant la juridiction pénale pour constater l'existence de manœuvres frauduleuses. **Article 65** (p. 10267) : s'oppose à l'amendement n° 365 de M. Jean-Marie Caro : suppression de l'article 65 ; article 65 visant surtout à faciliter les opérations de contrôle fiscal et ne pénalisant pas les petits épargnants. **Article 67** (p. 10268) : accepte l'amendement n° 344 de M. Arthur Dehaine : limitant les pouvoirs d'investigation de l'administration aux documents comptables ; sous réserve d'une modification formelle. **Article 69** (p. 10271) : s'oppose aux amendements n° 253 de la commission des finances, n° 104 de M. Edmond Alphandery et n° 370 de la commission de la production : suppression du paragraphe 1 de l'article 69 concernant l'impôt sur le revenu ; article 69 ne concernant qu'un nombre très faible de contribuables ayant un revenu supérieur à 300.000 F ; (p. 10272) : soutient le sous-amendement n° 483 du Gouvernement à l'amendement n° 473 de M. Philippe Séguin : indexation sur la limite supérieure de la dixième tranche du barème de l'impôt sur le revenu ; adopté ; (p. 10274) : soutient l'amendement n° 485 du Gouvernement : fiscalité des entreprises dans les DOM ; adopté

avec modifications ; (p. 10275) : existence des clauses de sauvegarde dans la convention de Lomé II ; délai trop long auquel est subordonné l'octroi sur agrément de certains avantages destinés à favoriser les investissements et la création d'emplois ; retire le paragraphe 2 de l'amendement n° 485 de accepte donc le sous-amendement n° 488 de M. Philippe Séguin. **Article 71** (p. 10277) : s'oppose à l'amendement n° 195 de M. Roger Combrisson ; ardente obligation que les entreprises françaises ont de s'installer à l'étranger ; approuve les observations de M. Gilbert Gantier sur la législation en matière d'aide à l'expansion des entreprises à l'étranger. **Après l'Article 71** (p. 10278) : s'oppose à l'amendement n° 196 de M. Jacques Jouve : incluant dans le rapport annuel au Parlement sur les fonds publics attribués aux entreprises le recensement des marchés publics, des aides fiscales et de toute cession de l'Etat susceptibles d'entraîner des rentes de situation en faveur des entreprises ; rejeté. **Article 72** (p. 10280) : s'oppose à l'amendement n° 97 de Mme Gisèle Moreau ; risque de confusion si le représentant du foyer fiscal pouvait varier chaque année. **Après l'Article 72** (p. 10281) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 259 de la commission des finances : possibilité pour les contribuables assujettis au régime des bénéfices non commerciaux d'arrêter leur exercice comptable en cours d'année civile ; (p. 10282) : s'oppose à l'amendement n° 327 rectifié de M. Alain Hautecœur ; rappelle que la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat a subordonné le rapprochement des conditions d'imposition des salariés et des non-salariés à l'amélioration de la connaissance des revenus non salariaux. **Après l'Article 72** (p. 10283) : s'oppose à l'amendement n° 332 rectifié de M. Laurent Fabius ; création du titre-vacances conduisant à de graves discriminations au sein du secteur privé ; estime inopportun de revenir sur le taux de la taxe sur les encours ; (p. 10284) : s'oppose à l'amendement n° 333 de M. Laurent Fabius et à son gage, le rétablissement de la taxe sur les éléments du train de vie ; projet de réforme du Gouvernement visant à substituer le taux proportionnel au taux progressif pour l'ensemble du dispositif de la taxe sur les salaires et prévoyant le taux réduit pour les associations à but non lucratif. **Article 73** (p. 10285) : s'oppose à l'amendement n° 214 et au sous-amendement n° 487 de M. Robert Vizet : taxe additionnelle au droit de bail affectée à certains travaux touchant l'énergie permettant de générer des économies sur les charges locatives ; exonération de cette taxe pour les logements sociaux ; (p. 10286) : s'oppose à l'amendement n° 44 rectifié de M. Alain Gérard : incluant dans le champ d'application de la taxe additionnelle au droit de bail et admettant au bénéfice de l'aide de l'agence nationale pour l'amélioration de l'habitat des locaux non destinés initialement à l'habitation et transformés en locaux habitables. **Après l'Article 73** (p. 10291) : progression du plafond des ressources des régions supérieure à l'érosion monétaire ; compétence d'attribution des EPR. **Avant l'Article 74** (p. 10296) : atteinte portée par l'amendement n° 184 au crédit de l'Etat ; (p. 10297) : propose un sous-amendement à l'amendement n° 12 corrigé de Mme Hélène Constans : report d'application de l'amendement n° 12 au 1er janvier 1982 ; adopté. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [13 décembre 1979] (p. 11746) : confirme que les engagements du Gouvernement à l'égard des anciens combattants seront tenus ; augmentation brutale de taxe professionnelle ne concernant qu'un petit nombre de redevables ; report au 18 décembre de la date limite de paiement des impôts locaux ; discussion de près de 500 amendements lors de la discussion budgétaire.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1979** (n° **1397**). **Première lecture. Discussion générale** [3 décembre 1979] (p. 11126) : objet de la loi de finances rectificative : ratification de deux décrets d'avances, l'un relatif au soutien de l'activité du bâtiment et des travaux publics, l'autre à finalité sociale ; découvert budgétaire de 34,8 milliards de francs traduisant la réduction des ajustements de dépenses à caractère définitif ; limitation du déficit à 1,7 % du produit intérieur brut ; 11 milliards de francs affectés à l'action sociale et à l'action économique ; augmentation des cotisations des agriculteurs au BAPSA ; politique d'aide à la famille ; inscription d'un milliard de francs de prêts pour le fonds spécial d'adaptation industrielle ; (p. 11127) : succès de la formule des prêts participatifs ; action de l'Etat en faveur de la sidérurgie ; montant des aides déterminé en fonction des investissements réalisés par les entreprises sidérurgiques ; justifie l'utilisation de prêts pour le financement de la sidérurgie ; la participation des actionnaires ; ouverture complémentaire de crédits dans le domaine social, dans le domaine économique ; aide indirecte à Renault-Véhicules industriels, la compagnie maritime Delmas-Vieljeux ; les actions internationales ; (p. 11128) : effort accompli par le Gouvernement pour financer par des ressources d'épargne la plus grande partie possible du déficit budgétaire. **Discussion des articles** [3 décembre 1979]. **Article premier** (p. 11131) : s'oppose aux amendements nos 45 et 46 de M. Robert Vizet qui établissent une discrimination entre les différentes catégories d'assistantes maternelles ;

(p. 11132) : s'oppose à l'amendement n° 28 de M. Parfait Jans ; abrogation de la fiscalisation des indemnités journalières versées par les organismes de la sécurité et de la mutualité sociale agricole ; suppression de l'avoir fiscal. **Article 2** (p. 11132) : demande le retrait de l'amendement n° 26 de M. Alain Devaquet ; soutient le sous-amendement du Gouvernement : portant à neuf ans la durée de déductibilité du revenu global des déficits subis par les inventeurs ; adopté. **Article 3** (p. 11132) : soutient l'amendement n° 24 du Gouvernement : soumission aux articles 150 A à 150 S du code général des impôts des plus-values réalisées lors de la cession d'immeubles pour des loueurs en meublés qui ne retirent pas de cette activité l'essentiel de leurs revenus ; adopté ; (p. 11133) : demande le retrait de l'amendement n° 20 de M. Julien Schvartz contraire à l'article 127 du règlement qui interdit d'introduire un amendement de nature organique à l'occasion d'un projet de loi de finances. **Article 4** (p. 11134) : accepte que les litiges en cours relatifs à la déduction des intérêts d'emprunts soient réglés en fonction de l'article 4 ; refuse d'admettre la déductibilité fiscale des cotisations facultatives au système de garantie sociale des chefs d'entreprises. **Avant l'Article 5** (p. 11134) : s'oppose à l'amendement n° 30 de M. Parfait Jans : dépôt par le Gouvernement d'un rapport sur la fraude fiscale à laquelle recourent les sociétés et sur l'évasion fiscale ; rejeté. **Après l'Article 5** (p. 11135) : soutient l'amendement n° 25 du Gouvernement : autorisant les sociétés agréées pour le financement des télécommunications à concourir au financement d'installations ou de matériels destinés à économiser l'énergie ou à développer l'utilisation des énergies nouvelles ; rejeté ; (p. 11136) : s'oppose à l'amendement n° 12 de M. Louis Besson ; nécessité de revoir l'ensemble des modalités d'imposition de la publicité ; (p. 11137) : accepte que soit porté à trois ans le délai fixé à l'administration pour donner assignation à fin de condamnation en matière de contribution indirecte et propose de sous-amender en ce sens l'amendement n° 19 rectifié de M. René de Branche. **Article 6** (p. 11138) : s'oppose à l'amendement n° 13 de M. Henri Emmanuelli ; nécessité de maintenir l'article 6 qui tend à favoriser la décentralisation des opérations de bourse. **Article 7** (p. 11139) : volonté du Gouvernement de maintenir la vocation hôtelière de l'hôtel Martinez de Cannes ; s'oppose à l'amendement n° 14 de M. Henri Emmanuelli: faisant dépendre la dévolution des biens de l'Etat aux collectivités locales de Saint-Pierre-et-Miquelon de l'avis conforme du Conseil général ; estime qu'il n'existe pas de précédent d'un décret soumis à l'avis conforme d'un conseil municipal ou d'un conseil régional. **Après l'Article 7** (p. 11140) : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Edgar Faure : élevant le plafond des ressources fiscales des régions de 55 à 60 F par habitant ; nécessité de ne pas faire de la région un échelon supplémentaire entre les administrés et l'Etat ; augmentation de 250 % en quatre ans des ressources fiscales des régions. **Article 13 :** demande le retrait de l'amendement n° 10 de M. René de Branche : suppression de l'article 13. **Après l'Article 13** (p. 11144) : s'oppose à l'amendement n° 21 de M. Julien Schvartz : réforme des bases de l'indemnisation des anciens propriétaires des centrales et des réseaux de distribution électrique touchés par la nationalisation du gaz et de l'électricité ; (p. 11145) : s'oppose à l'amendement n° 31 de M. Roger Combrisson : paiement par les entreprises françaises réalisant des investissements non commerciaux susceptibles de se traduire par une détérioration de la balance des paiements d'un prélèvement de 2 % assis sur la valeur brute de ces investissements ; soutient l'amendement n° 42 du Gouvernement : prorogation jusqu'au 31 décembre 1981 de l'article premier de la loi du 23 décembre 1977 relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région de l'Ile-de-France ; adopté ; (p. 11146) : s'oppose au sous-amendement n° 47 de M. Jacques Brunhes qui tombe sous le coup de l'article 41 de la Constitution dans la mesure où il constitue une injonction au Gouvernement. **Commerce et artisanat. Titre IV** (p. 11148) : s'oppose à l'amendement n° 15 de M. Emmanuelli. **Education. — Titre III** (p. 11148) : s'oppose à l'amendement n° 7 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales ; (p. 11150) : s'oppose à l'amendement n° 33 de M. Roger Combrisson.**Article 15 : Economie et budget. — I. Charges communes** (p. 11153) : s'oppose aux amendements n° 4 rectifié de la commission des finances, n° 8 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales et n° 36 rectifié de M. Hubert Voilquin qui compromettraient le redressement en cours de la SFP. **Après l'Article 15** (p. 11155) : s'oppose à l'amendement n° 39 de M. Henri Emmanuelli. **Article 16** (p. 11155) : s'oppose à l'amendement n° 16 de M. Henri Emmanuelli. **Article 17** (p. 11156) : s'oppose à l'amendement n° 17 de M. Henri Emmanuelli. **Article 19** (p. 11157) : demande le retrait de l'amendement n° 22 de M. Julien Schvartz et s'oppose aux amendements n° 35 de M. Antoine Porcu, n° 38 2e rectification de M. Billardon; choix du Gouvernement en faveur du prêt aux entreprises sidérurgiques répondant au souci de rendre plus responsables leurs dirigeants. **Article 20** (p. 11158) : s'oppose à l'amendement n° 18 de M. Henri Emmanuelli; (p. 11159) : envisage de mettre en place un

dispositif d'urgence pour limiter les augmentations insupportables de taxe professionnelle. **Article 11 2e délibération** (p. 11160) : soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement : rétablissement de l'article 11 ; adopté. **Article 12 2e délibération** (p. 11160) : soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement : rétablissement de l'article 12 ; adopté ; (p. 11160) : nécessité d'une situation exceptionnelle pour que la caisse des dépôts et consignations accorde un prêt au régime général de sécurité sociale. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [20 décembre 1979] (p. 12409) : caractère non permanent de l'exonération des plus values de droits sociaux en cas de fusion prévue à l'article 3 *bis* introduit par le Sénat ; portée immédiate du paragraphe 2 de l'article 11.

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à continuer à percevoir en 1980 les impôts et taxes existants** (n° **1559**). **Première lecture. Discussion générale** [27 décembre 1979] (p. 12545) : annulation de la loi de finances pour 1980 par le Conseil constitutionnel pour des raisons de procédure qui n'affectent pas le fond du projet ; présentation par le Gouvernement d'un nouveau projet de loi de finances pour 1980 sur la base du texte adopté par la CMP ; nécessité du vote d'un projet permettant en 1980 le recouvrement des impôts et taxes existants ; (p. 12550) : décision du Conseil constitutionnel rappelant qu'il y a contradiction entre l'article 40 de l'ordonnance organique et l'article 101 du règlement de l'Assemblée ; décision du Conseil constitutionnel, illustration du bon fonctionnement de nos institutions.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1560**). **Première lecture. Discussion générale** [7 janvier 1980] (p. 2) : nouveau projet de loi de finances reprenant celui qu'avait élaboré la commission mixte paritaire en décembre 1979 avec trois modifications de détail ; (p. 5) : décision du Conseil constitutionnel du 24 décembre 1979 ne portant que sur la procédure ; estime inopportun d'entreprendre une correction hâtive et incomplète du projet de loi de finances ; possibilité de déposer un projet de loi de finances rectificative ; demande le rejet de la question préalable.

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1978** (n° **1491**). **Première lecture. Discussion générale** [28 mai 1980] (p. 1344) : déficit budgétaire ; ouverture de crédits complémentaires ; « casse des usines » ; libération des prix ; stabilité du prélèvement fiscal ; missions et moyens de la Cour des comptes ; (p. 1346) : dépassement de crédits ; virements, transferts et reports de crédits ; fonds de concours ; recours par l'Etat aux associations de la loi de 1901 ; catastrophe de l'*Amoco-Cadiz* ; frais de prélèvement de la redevance TV ; accord de consolidation avec les gouvernements étrangers ; Zaïre ; modification éventuelle de la loi organique relative aux lois de finances. **Discussion des articles. Article 16** (p. 1411) : remise de dettes accordée aux pays sous-développés. **Après l'Article 16** (p. 1412) : moyens et missions de la Cour des comptes ; (p. 1413) : moyens de la Cour des comptes.

— **Projet de loi portant modification du statut de la société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA)** (n° **1731**). **Première lecture. Discussion générale** [4 juin 1980] (p. 1542) : évolution juridique du monopole des tabacs ; transformation du SEITA en société commerciale ; concurrence étrangère ; campagne anti-tabac ; évolution du goût du public en faveur du tabac blond ; (p. 1543) : prix du tabac ; gestion du SEITA et de la nouvelle société ; maintien des avantages acquis ; débitants et planteurs de tabac ; (p. 1545) : contre l'exception d'irrecevabilité de M. Christian Nucci ; préambule de la Constitution de 1946 ; (p. 1548) : contre la question préalable de M. Jouve ; projet faisant du SEITA une société nationale ; [5 juin 1980] (p. 1596) : maintien du statut du personnel ; conséquences des fermetures d'usines ; inquiétude des planteurs ; préférence nationale ; réduction des importations de tabac ; politique agricole commune du tabac ; reconversion vers le tabac blond de Virginie ; aide aux programmes expérimentaux ; (p. 1597) : relations avec les planteurs ; maintien du régime de fixation annuelle des prix et des surfaces ; maintien du service de la culture et de l'institut de recherche de Bergerac ; changement de statut du SEITA ; objectif de la réforme ; (p. 1598) : composition du capital ; participation des planteurs, des débitants et des personnels au conseil d'administration de la société nationale ; dynamisme commercial de la nouvelle société ; diversification des activités du SEITA ; contrat d'entreprise ; revenu des planteurs ; application de l'accord européen sur la fiscalité. **Discussion des articles. Article premier** (p. 1606) ; surface de publicité accordée au SEITA. **Deuxième lecture. Discussion générale** [27 juin 1980] (p. 2378) : accepte le texte adopté par le Sénat ; (p. 2379) : détention d'un tiers du capital de la SEITA par des personnes physiques ou morales de nationalité française ; problème des planteurs. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2382) : pas de mission de service public du SEITA.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture. Discussion générale** [14 octobre 1980] (p. 2688) : crise éner-

gétique ; (p. 2689) : objectifs du VIII[e] Plan ; conséquences du deuxième choc pétrolier de 1979 ; déficit commercial ; solidité du franc ; assainissement des finances publiques ; renforcement de la compétitivité des entreprises ; développement des exportations ; hausse des prix ; augmentation du nombre des chômeurs ; (p. 2690) : évolution positive du pouvoir d'achat des ménages ; taux de croissance pour 1981 ; impossibilité d'une relance globale ; politique de développement de l'offre ; actions en faveur de l'emploi ; mise en place d'un fonds d'action conjoncturelle ; incitation fiscale à l'investissement ; aide à l'embauche ; (p. 2691) : stabilité de la pression fiscale ; relèvement des droits sur les boissons alcoolisées et le tabac ; aménagement de la fiscalité pétrolière ; incitations à l'investissement ; aide budgétaire à la recherche scientifique et technique ; aides aux petites et moyennes entreprises et à l'artisanat ; (p. 2692) : aide à l'investissement agricole ; plan quinquennal de l'élevage ; mesures en faveur de la famille ; attribution d'une demi-part supplémentaire de quotient familial aux familles de trois enfants et plus ; augmentation de la part du budget de la défense ; limitation du rôle de l'Etat dans la vie économique ; réduction du déficit budgétaire ; poids de la dette publique ; compression des dépenses publiques ; (p. 2693) : rigidité du budget ; réforme administrative ; révision des services votés ; limitation des créations d'emplois publics ; blocage des crédits de fonctionnement des administrations ; réduction des concours aux entreprises publiques et des aides à l'industrie ; priorité accordée à la sécurité des personnes et des biens ; (p. 2707) : objectifs économiques du VII[e] Plan fixés avant le choc pétrolier de 1979 ; [15 octobre 1980] (p. 2748) : lutte contre l'inflation ; intérêt de l'analyse faite par M. Noir des causes de l'inflation ; politique gouvernementale de désinflation et non de déflation ; (p. 2749) : maintien du pouvoir d'achat ; croissance ; chômage ; conséquences de l'incitation fiscale sur les investissements, les prix, la demande ; (p. 2750) : horticulture ; deuxième choc pétrolier ; investissements publics ; aides à l'emploi ; octroi aux familles de trois enfants et plus d'une demi-part supplémentaire de quotient familial ; vote du Parlement sur l'effort social de la nation ; nécessité d'une réforme de l'impôt sur le revenu ; réforme de la fiscalité pétrolière ; (p. 2751) : financement du déficit budgétaire ; effort en faveur des collectivités locales ; respect du statut des entreprises publiques ; propos inquiétants de M. Georges Marchais sur la nouvelle division internationale du travail ; données du VII[e] Plan ; correspondance entre le budget et le VIII[e] Plan ; (p. 2752) : soutien de la majorité des Français au Gouvernement.

Première partie :

Discussion des articles [15 octobre 1980]. **Avant l'Article 2** (p. 2755) : hostilité du Gouvernement aux amendements n° 69 de M. Jacques Jouve et n° 7 de M. Laurent Fabius ; discussion des conclusions du rapport de MM. Blot, Méraud et Ventejol relatif à l'impôt sur le capital ; (p. 2757) : s'interroge sur l'application de l'amendement n° 85 de M. Jacques Chaminade aux patrimoines agricoles ; (p. 2759) : s'oppose aux amendement n° 8 de M. Laurent Fabius et n° 125 de M. Georges Gosnat ; impossibilité de revenir sur la loi sur l'orientation de l'épargne vers le financement des entreprises ; (p. 2760) : s'oppose aux amendements n° 9 de M. Laurent Fabius et n° 70 de M. Jean Bardol ; (p. 2763) : sur l'amendement n° 106 de M. Théo Vial-Massat : conditions d'octroi d'une aide de 150 millions à Manufrance ; s'oppose à l'amendement n° 107 de M. Jacques Brunhes ; faciliter la disparition des sociétés inactives fréquemment véhicules de la fraude fiscale ; (p. 2764) : s'oppose à l'amendement n° 95 de Mme Marie-Thérèse Goutmann ; (p. 2766) : s'oppose à l'amendement n° 78 de M. Georges Gosnat ; système tendant à démanteler l'économie française et à créer le chômage ; (p. 2767) : amendement n° 100 de M. Jacques Brunhes contraire à l'article 34 de la Constitution ; pénalisation des installations réalisées à l'étranger ; exemple : Renault aux Etats-Unis ; (p. 2768) : hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 82 de M. Robert Vizet ; [16 octobre 1980] : **Avant l'Article 2** (*suite*) (p. 2774) : caisse de financement pour les PME ; (p. 2775) : amendement n° 83 contraire au principe de l'égalité des citoyens devant l'impôt et au traité de Rome ; (p. 2776) : hostilité à toute augmentation de l'impôt sur les bénéfices des sociétés ; (p. 2777) : inconstitutionnalité de l'amendement n° 92 de M. Jacques Brunhes ; (p. 2778) : amendement n° 93 contraire au principe de l'égalité devant l'impôt ; inconstitutionnalité de l'amendement n° 96 ; (p. 2780) : assujettissement du crédit mutuel à l'impôt sur les sociétés ; mise à l'étude du problème des chômeurs qui ont épuisé toutes leurs possibilités d'indemnisation ; réussite de la loi Monory autorisant une déduction fiscale relative à l'achat d'actions ; (p. 2782) : justifie la vignette imposée aux grosses motos ; (p. 2783) : augmentation de la charge fiscale des hauts revenus ; nombre des bénéficiaires de rentes viagères constituées avant le 1[er] août 1914. **Article 2** (p. 2788) : nécessité d'une réforme de l'impôt sur le revenu faisant disparaître les effets de seuil de chaque tranche et fondée sur un système de taux moyen par tranche ; caractère nocif des taux trop élevés de l'impôt sur le revenu ; problème de la répercussion du

taux d'inflation ; diminution de la part des impôts indirects dans les recettes de l'Etat ; (p. 2789) : stabilisation de l'impôt en 1981 ; (p. 2791) : amendements nos 1 et 178 de M. Pierre Bas contraires à la politique fiscale de réduction des inégalités ; augmentation de la part des impôts directs dans les recettes de l'Etat ; refuse un transfert massif de la part de l'impôt sur le revenu vers la TVA ; (p. 2793) : amendement n° 218 du Gouvernement : augmentation d'une part du quotient familial pour les contribuables mariés invalides ; adopté ; situation difficile des ménages d'invalides ; refuse une augmentation du taux de la taxe sur les métaux précieux ; (p. 2794) : impossibilité financière d'accorder deux parts et demie aux ménages dont l'un des époux est invalide ; (p. 2795) : fiscalité des célibataires ; caractère excessif de l'abattement prévu par les amendements nos 50 de la commission et 161 de M. Laurent Fabius ; pénalisation des entreprises en cas de suppression de la possibilité d'étaler l'imposition des plus values à court terme ; (p. 2798) : volonté du Gouvernement de supprimer tout seuil d'adhésion aux centres de gestion agréés ; sous-amendement n° 219 du Gouvernement à l'amendement n° 51 de la commission : majoration des tarifs du droit de timbre sur les cartes d'entrée dans les casinos ; adopté ; (p. 2799) : sous-amendement n° 220 du Gouvernement à l'amendement n° 52 de la commission : augmentation du droit de timbre sur les formules de chèque ne répondant pas aux caractéristiques de barrement d'avance et de non-transmissibilité par voie d'endossement ; adopté. **Article 2** *(suite)* (p. 2807) : rapprochement des conditions d'imposition des salariés et des non salariés lié à l'amélioration de la connaissance des revenus non salariaux ; fidélité de l'Assemblée au quotient familial ; (p. 2808) : déduction forfaitaire supplémentaire pour frais professionnels applicable aux représentants de commerce ; (p. 2809) : mise à l'étude du problème des pensions alimentaires ; réalisation de la déductibilité de la revalorisation des pensions ; problème de la déduction des pensions alimentaires versées par un parent divorcé à un enfant majeur. **Après l'Article 2** (p. 2811) : sous amendement n° 172 du Gouvernement à l'amendement n° 53 de la commission : suppression de l'augmentation du taux du droit de consommation sur les tabacs ; réservé ; sous-amendement n° 173 du Gouvernement à l'amendement n° 53 de la commission : modalités de versement des surtaxes exceptionnelles au droit de consommation sur les alcools prévues par l'amendement n° 53 ; réservé ; [17 octobre 1980] : **Article 4** *(suite)* (p. 2823) : application par le Gouvernement de l'arrêt de la cour de justice des communautés européennes du 27 février 1980 ; condamnation de toute discrimination entre les spiritueux à base d'alcool ; incidence sur le prix à la bouteille du relèvement des droits sur les eaux de vie et les liqueurs ; pas d'augmentation des taxes sur le whisky ; (p. 2824) : son hostilité à l'amendement de M. Hardy qui aboutit à donner un avantage considérable au whisky et au porto ; nécessité d'un accord européen sur l'harmonisation des accises sur les alcools pour sauvegarder les taux réduits en faveur du rhum des départements d'outer-mer et des vins doux naturels des Pyrénées-Orientales ; possibilité d'aide aux petits producteurs de cognac et d'armagnac ; [17 octobre 1980] : **Article 4** *(suite)* (p. 2826) : s'oppose à la suppression de l'article 4 qui conduirait à une perte de recettes d'un milliard, au maintien d'un système discriminatoire condamné par la cour de Luxembourg et à l'allègement de la charge fiscale pesant sur le whisky ; (p. 2829) : arrêt de la Cour européenne écartant toute discrimination entre les différents spiritueux à base d'alcool ; (p. 2832) : s'oppose au sous-amendement n° 233 de M. Beix qui accentue la discrimination à l'encontre des boissons anisées ; (p. 2834) : s'oppose à l'amendement n° 67 de M. César ; nécessité d'augmenter les droits de circulation sur les vins. **Après l'Article 2** *(suite)* (p. 2837) : approuve l'application dès 1981 de l'attribution d'une demi-part supplémentaire de quotient familial aux familles de trois enfants et plus ; politique familiale ; (p. 2838) : s'oppose à toute surtaxe à l'impôt sur le revenu ; sous-amendement n° 172 du Gouvernement à l'amendement n° 53 de la commission précédemment réservé; adopté ; compétence réglementaire pour la fixation du prix du tabac ; sous-amendement n° 173 du Gouvernement à l'amendement n° 53 de la commission précédemment réservé; adopté. **Après l'Article 2 précédemment réservé** (p. 2846) : amendements n° 116 de M. Parfait Jans et n° 20 de M. Laurent Fabius ; le droit fiscal n'admet comme crédit d'impôt que le montant des sommes déjà versées au trésor ; fixer les modalités de calcul du crédit d'impôt relève du domaine législatif ; (p. 2847) : amendement n° 14 de M. Pierre Jagoret ; inopportunité du gage proposé ; la suppression des abattements sur les revenus d'actions et d'obligations aurait un effet défavorable au niveau de l'emploi ; (p. 2848) : s'oppose à l'amendement n° 171 de M. Roger Combrisson ; remises gracieuses accordées aux chômeurs par les services fiscaux ; s'oppose à l'amendement n° 104 de M. Robert Vizet ; (p. 2848) : imposition de l'indemnité journalière de sécurité sociale ; exonération des indemnités de longue maladie et en faveur des victimes d'accidents du travail ; (p. 2850) : s'oppose aux amendements n° 75 rectifié et n° 198 de M. Dominique Frelaut ; accepte l'amendement n° 66 de

M. Roger Chinaud : dégrèvement de la taxe d'habitation pour les personnes âgées dont l'impôt sur le revenu n'est pas supérieur à 185 F ; sous-amendement n° 221 du Gouvernement ; gageant l'amendement n° 66 de M. Roger Chinaud par l'augmentation du droit de timbre sur les contrats de transport ; adopté ; (p. 2853) : amendement n° 54 de la commission ; problèmes des plus-values ; risques du relèvement du taux de la taxe sur les conventions d'assurances ; répercussion sur l'industrie automobile ; la législation fiscale sur les plus-values repose sur la notion de revenu différé ; (p. 2854) : se méfier de l'aventurisme en matière fiscale ; obstacles à une réduction de la valeur de la plus-value en fonction de la durée de détention ; (p. 2856) : s'oppose à l'amendement n° 40 de M. Laurent Fabius : modification de l'impôt sur les successions ; organisation d'un débat sur la modification des droits de succession et la réforme de l'impôt sur les plus-values ; (p. 2857) : amendement n° 2 de M. Georges Gorse : relèvement du seuil à partir duquel les employeurs sont tenus de déclarer les rémunérations de toutes natures et remboursement de frais versés à des tiers ; lutte contre la fraude fiscale ; le gage proposé risque d'affecter l'industrie automobile ; (p. 2858) : s'oppose à l'amendement n° 124 de M. Georges Gosnat : cumul du livret A des caisses d'épargne et du livre bleu du crédit mutuel ; dangers d'évasion fiscale ; s'oppose à l'amendement n° 202 de M. Etienne Pinte : actualisation des limites d'exonération et des abattements prévus par la loi sur les plus-values gagée par la majoration des droits indirects sur l'alcool ; (p. 2860) : amendement n° 203 de M. Etienne Pinte ; cas des employés de maison ; existence d'un fichier-employeurs ; droit de communication dont dispose l'administration fiscale ; (p. 2861) : amendement n° 204 de M. Etienne Pinte ; les intérêts des emprunts contractés pour l'acquisition d'un terrain destiné à la construction d'habitation principale sont déjà déductibles dans la législation en vigueur ; (p. 2862) : s'oppose à l'amendement n° 205 de M. Etienne Pinte ; inopportunité d'augmenter les aides fiscales à l'épargne. **Avant l'Article 3 précédemment réservé** (p. 2863) : amendement n° 210 de M. Pierre Mauger ; amendement n° 135 rectifié de M. Georges Gosnat ; existence du régime du bénéfice mondial et du bénéfice consolidé dans les grands pays industrialisés ; s'oppose à l'amendement n° 102 de M. René Visse : suppression de l'avoir fiscal ; le service militaire est régi par un système démocratique ; (p. 2866) : s'oppose aux amendements n[os] 132 de M. Combrisson, 26 de M. Laurent Fabius et 109 de M. Raymond Maillet ; (p. 2867) : s'oppose à l'amendement n° 23 de M. Pierret : aide nécessaire à l'implantation d'entreprises industrielles à l'étranger ; facteur indirect d'exportation ; (p. 2868) : s'oppose à l'amendement n° 27 de M. Laurent Fabius : l'amortissement dégressif est adapté à la période d'inflation ; [21 octobre 1980] : **Avant l'Article 3** (p. 2880) : s'oppose aux amendements n° 25 de M. Laurent Fabius et n° 130 de M. Jacques Jouve : déductions fiscales accordées aux sociétés ; s'oppose à l'amendement n° 129 de M. Goldberg ; article 216 du code général des impôts permettant d'éviter une double imposition du bénéfice ; (p. 2881) : pouvoir dans l'entreprise ; (p. 2882) : amendement n° 64 rectifié du Gouvernement : incitation fiscale à l'investissement productif des entreprises industrielles, commerciales ou artisanales ; adopté par scrutin public avec modification en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; (p. 2887) : remède au chômage résidant dans l'investissement ; institution d'une incitation fiscale durable s'étendant sur tout le VIII[e] plan ; participation de l'Etat à l'effort de développement des entreprises ; (p. 2888) : compétitivité des entreprises françaises ; effort consenti en faveur de la recherche ; exclusion des professions libérales qui ne sont pas confrontées à la compétition internationale ; exclusion de l'agriculture ; existence d'aides spécifiques pour l'agriculture ; minorité d'agriculteurs imposés au bénéfice réel ; programme d'investissement dans les secteurs de l'hydraulique, du drainage et de la forêt ; plan élevage ; comité d'études de la fiscalité agricole ; exclusion des entreprises déficitaires ; (p. 2889) : problème du cumul de la déduction avec les autres aides à l'investissement ; accepte le sous-amendement n° 177 de la commission et le sous-amendement n° 237 de M. Delalande relatif à la participation ; demande à l'Assemblée de se prononcer par un vote unique en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution sur l'amendement n° 64 rectifié modifié par les sous-amendements n[os] 177 et 237. **Article 3 précédemment réservé** (p. 2892) : approvisionnement de la France en pétrole et intérêt de la recherche pétrolière ; augmentation de la redevance minière constituant la reprise d'une rente de situation ; s'oppose à l'amendement n° 56 de la commission ; délai d'emploi de la provision pour la reconstitution de gisements ; (p. 2893) : délai d'octroi des permis de recherche ; (p. 2894) : s'oppose à l'amendement n° 57 de la commission : nécessité de mettre fin à la double déduction fiscale de la provision pour reconstitution de gisements et de l'amortissement des investissements financés avec les mêmes provisions ; (p. 2901) : s'oppose à l'amendement n° 30 de M. Laurent Fabius ; (p. 2903) : s'oppose à l'amendement n° 134 rectifié de M. Georges Gosnat ; augmentation de la redevance minière ; prélèvement sur les profits risquant de compromettre

la sécurité des approvisionnements ; importance des stocks pétroliers. **Après l'Article 3** (p. 2904) : s'oppose à l'amendement n° 165 de M. Julien Schvartz ; difficultés des charbonnages de France ; (p. 2906) : approuve l'amendement n° 59 de la commission ; sous-amendement n° 192 du Gouvernement à l'amendement n° 59 de la commission : facilitant la transmission à titre gratuit des entreprises individuelles ; adopté ; sous-amendement n° 190 du Gouvernement à l'amendement n° 59 de la commission : taux du droit de mutation afférent à la prise en charge du passif dont sont grevés les apports ; adopté ; sous-amendement n° 191 du Gouvernement à l'amendement n° 59 de la commission : sous-amendement de conséquence ; adopté ; sous-amendement n° 222 du Gouvernement à l'amendement n° 59 de la commission : augmentation du droit de timbre applicable aux cartes de séjour des étrangers ; adopté ; (p. 2908) : s'oppose à l'amendement n° 33 de M. Christian Pierret ; danger d'un crédit d'impôt remboursable pour les entreprises ; (p. 2909) : s'oppose à l'amendement n° 138 de M. Guy Ducoloné ; (p. 2910) : s'oppose à l'amendement n° 32 de M. Laurent Fabius et à l'amendement n° 133 de M. Jean Bardol ; fiscalité des associations ; (p. 2911) : souhaite le retrait de l'amendement n° 216 de M. Jean Bonhomme ; état des recherches en matière de biomasse ; filière méthanol et filière éthanol ; son hostilité à l'attribution d'aides fiscales à des activités encore non rentables ; étude des modalités d'ouverture du dispositif technique et fiscal relatif aux carburants en vue de favoriser la substitution de carburants d'origine biomasse au pétrole ; (p. 2912) : s'oppose aux amendements n° 37 rectifié de M. Laurent Fabius et n° 140 rectifié de M. Pierre Golberg ; **Avant l'Article 4** (p. 2913) : s'oppose à l'amendement n° 73 de M. Roger Combrisson contraire aux engagements européens de la France ; (p. 2914) : s'oppose à l'amendement n° 156 de M. Adrien Zeller ; (p. 2915) : s'oppose aux amendements n° 163 de M. Henri Emmanuelli, n° 230 de M. Pierre Golberg et n° 231 de M. Robert Vizet ; politique menée en faveur des handicapés. **Après l'Article 4** (p. 2916) : s'oppose à l'amendement n° 227 de M. Jack Ralite ; système d'aides accordées au cinéma d'art et d'essai ; (p. 2917) : caractère réglementaire de la fixation du plafond d'indemnisation des victimes de dommages corporels résultant d'une infraction ; (p. 2918) : s'oppose aux amendements n° 34 rectifié de M. Laurent Fabius et n° 147 de M. Parfait Jans ; taux de participation réelle des entreprises au financement de la formation professionnelle continue ; amendement n° 223 du gouvernement : augmentation des tarifs du droit de timbre de dimension ; adopté. **Article 6** (p. 2919) : irrecevabilité financière de la majoration des crédits du FSIR ; demande l'application aux amendements n^{os} 149 de M. René Rieubon, 41 de M. Jacques Lavédrine et n° 62 de la commission, de l'article 40 de la Constitution et des articles 18 et 42 de la loi organique relative aux lois de finances ; (p. 2920) : s'engage à présenter des amendements visant à clore le compte d'affectation spéciale du FSIR et à répartir ses crédits dans le budget du ministère de l'intérieur et dans le budget des transports ; problème des compléments des crédits demandés pour le réseau routier national déclassé. **Article 7** (p. 2921) : s'oppose à l'amendement n° 150 de M. Michel Couillet contraire aux engagements internationaux de la France ; éventualité de la création d'une taxe communautaire sur les huiles. **Article 8** (p. 2922) : s'oppose à l'amendement n° 185 de M. Hubert Voilquin ; aide à l'agriculture de montagne ; consultation de la commission nationale des carburants agricoles sur la répartition du contingent d'essence détaxée. **Après l'Article 8** (p. 2924) : s'oppose à l'amendement n° 42 de M. Christian Pierret : rapport du docteur Jean Bernard sur l'alcoolisme préconisant la suppression de toutes les taxes spécifiques sur les boissons non alcoolisées ; s'oppose aux amendements n° 44 de M. Laurent Fabius et n° 152 de M. Parfait Jans ; (p. 2925) : amendement n° 154 de M. Jean Bardol ; (p. 2927) : s'oppose aux amendements n^{os} 45 de M. Laurent Fabius, 131 de M. Parfait Jans, 127 de M. Pierre Goldberg et 46 de M. Louis Darinot. **Article 10** (p. 2930) : s'oppose à l'amendement n° 180 de M. Joseph Franceschi tendant à la suppression de cet article ; effort sans précédent accompli cette année par le gouvernement en faveur des rentiers-viagers. **Article 11 - Etat A** (p. 2931) : amendement n° 238 du Gouvernement : modification des chiffres récapitulatifs figurant à l'article 11 pour tenir compte des votes précédemment intervenus ; adopté. **Explications de vote** (p. 2942) : budget conforme à l'intérêt de la France ; abaissement du déficit ; croissance de l'économie ; sauvegarde de l'emploi ; indépendance de la France grâce au budget de la défense ; diminution de la pression fiscale. **Seconde délibération. Article 2 A** (p. 2943) : amendement n° 1 de suppression du gouvernement : taxe forfaitaire sur les banques ayant consenti un crédit à des entreprises procédant à des licenciements économiques ; réservé puis adopté par scrutin public en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution. **Article 2** *quater* : amendement n° 2 du gouvernement : financement de la majoration de la réduction des droits de succession accordé aux héritiers ayant trois enfants et plus ; réservé puis adopté par scrutin public en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution. **Article 8** *bis* : amendement n° 3 du gouvernement : suppression

de l'article 8 *bis* concernant la détaxe de carburant pour les taxis ; réservé puis adopté par scrutin public en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution.

Deuxième partie :

Economie et budget. — I. Charges communes. Discussion générale [3 novembre 1980] (p. 3421) : rend hommage à M. Chauvet ; stabilisation de la part du budget des charges communes dans le budget général ; évolution de la dette publique ; financement du déficit de 1980 par des emprunts à long terme ; (p. 3422) : remboursement des intérêts de l'emprunt libératoire de 1976 dit « impôt sécheresse » ; politique de concertation dans la fonction publique ; effort particulier en faveur des retraités ; mise en place de la mensualisation des pensions ; revalorisation des rentes viagères ; augmentation du pouvoir d'achat du minimum vieillesse ; action en faveur des rapatriés.

Répond à la question de M. Frédéric-Dupont (p. 3424) : mensualisation des pensions et rentes viagères dans la région parisienne.

Examen des crédits. — Titre IV (p. 3427) : s'oppose à l'amendement n° 102 de M. Pierre Lagourgue sans rapport avec les rapatriés ; situation de la société professionnelle agricole de la Sakay à Madagascar.

Budget annexe de l'Imprimerie nationale. Discussion générale [3 novembre 1980] (p. 3430) ; stabilité des dépenses courantes d'impression des administrations ; plafonnement de la commande d'annuaires téléphoniques ; renouvellement et modernisation des équipements ; pas d'investissements nouveaux pour l'impression de l'annuaire ; expérience d'annuaire électronique ; télématique ; (p. 3431) : impression des livres scolaires ; utilisation de papiers recyclés pour l'annuaire.

Répond à la question de M. Georges Hage (p. 3431) : effectifs de l'Imprimerie nationale.

Taxes parafiscales. Discussion générale [3 novembre 1980] (p. 3434) : diminution du nombre total des taxes parafiscales ; décret du 30 octobre 1980 réformant la parafiscalité ; réforme du comité de coordination des centres de recherche en mécanique ; taxe sur les granulats ; taxe de nuisance des aéroports. **Examen des crédits. Etat E - Ligne 22** (p. 3449) : s'oppose à l'amendement n° 12 de M. Aimé Kerguéris privant de toute ressource le comité interprofessionnel de la conchyliculture ; étude de la parafiscalisation des cotisations professionnelles versées aux sections régionales. **Ligne 43** : sur l'amendement n° 116 de M. Gérard César, propose une majoration limitée de la taxe parafiscale affectée aux conseils, comités ou unions interprofessionnelles des vins.

Economie et budget. — II. Section commune. — III Economie. — IV. Budget. Discussion générale [3 novembre 1980] (p. 3459) : effort de compression des dépenses publiques ; pas de création d'emplois ; (p. 3460) : recours aux techniques modernes de gestion ; paiement mensuel des pensions ; création de centres régionaux d'information et de relations avec le public ; nouveaux livres des procédures fiscales ; renforcement de la sécurité des agents et des bâtiments des administrations budgétaires ; lutte contre la fraude fiscale et douanière ; (p. 3461) : renforcement de la lutte contre les fraudes sur l'alcool. **Examen des crédits. Economie et budget. — IV. Budget. — Titre III** (p. 3466) : s'oppose à l'amendement n° 43 de M. Joseph Franceschi ; coût élevé de la mensualisation immédiate de toutes les pensions ; (p. 3467) : s'oppose à l'amendement n° 82 de M. Louis Odru ; comptabilité des dépenses engagées permettant une meilleure gestion des hôpitaux ; (p. 3468) : s'oppose à l'amendement n° 83 de M. Louis Odru ; réorganisation de la direction de la concurrence et de la consommation.

Articles de récapitulation [18 novembre 1980]. **Article 12** (p. 4134) : amendement n° 94 du Gouvernement : transfert des crédits du FSIR au budget du ministère des transports et de l'intérieur ; adopté ; (p. 4135) : demande une deuxième délibération du projet de loi de finances.

Articles et articles additionnels non rattachés [18 novembre 1980] : **Article 38** (p. 4111) : article 38 prorogeant d'un an le régime de l'électrification rurale ; études entreprises par les commissions du VIII[e] Plan. **Article 39** (p. 4112) : amendement n° 3 du Gouvernement : suppression de l'article 39 ; adopté. **Après l'Article 40** (p. 4112) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 85 de M. Marette supprimant la serisette. **Article 42** (p. 4114) : nécessité d'une évolution parallèle des bases des quatre impôts locaux ; dynamique propre à la taxe professionnelle s'oppose à l'amendement n° 25 de la commission des finances ; (p. 4115) : s'oppose au sous-amendement n° 200 de M. Dubedout à l'amendement n° 25 de la commission des finances ; refus du Gouvernement de surcharger les redevables de la taxe professionnelle. **Après l'Article 42** (p. 4117) : s'oppose aux amendements n° 50 de la commission des finances et n° 51 de M. Vizet contraires aux engagements communautaires de la France prévoyant que la seule taxe sur le chiffre d'affaires est la TVA ; amendement n° 136 du Gouvernement : institution d'une taxe annuelle sur la superficie affichable des emplacements publici-

taires ; adopté ; (p. 4118) : estime inapplicable le sous-amendement n° 184 de M. Vizet à l'amendement n° 136 du Gouvernement ; s'oppose aux sous-amendements n° 168 de M. Schneiter et n° 185 corrigé de M. Vizet à l'amendement n° 136 du Gouvernement : nécessité de maintenir l'exonération des abribus ; s'oppose au sous-amendement n° 186 de M. Vizet à l'amendement n° 136 du Gouvernement : nécessité de maintenir le seuil de 100.000 habitants qui est celui qui existe déjà pour la taxe facultative sur la publicité ; (p. 4120) : nécessité de dresser dans le cadre du VIII[e] plan un bilan de l'efficacité de l'ensemble des mesures d'aide à l'industrie. **Après l'Article 43** (p. 4121) : amendement n° 33 du Gouvernement : évolution du montant maximal par habitant des ressources fiscales de chaque région aligné sur l'évolution de la formation brute de capital fixe des administrations publiques ; adopté avec modification ; (p. 4125) : s'oppose à l'amendement n° 42 de M. Fabius mettant en cause le fonctionnement de l'Etat et ignorant le principe de la séparation des pouvoirs. **Après l'Article 46** (p. 4133) : difficultés de calendrier pour l'impression des « bleus » budgétaires. **Deuxième délibération** [18 novembre 1980] (p. 4137) : présente les 25 amendements déposés par le Gouvernement pour la deuxième délibération du projet. **Article 13** (p. 4138) : amendement n° 1 du Gouvernement : majoration des crédits du titre III de l'état B concernant l'agriculture ; réservé puis adopté par scrutin public en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; amendement n° 2 du Gouvernement : rétablissement des crédits du titre III de l'état B concernant les anciens combattants ; réservé puis adopté par scrutin public en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; amendement n° 3 du Gouvernement : rétablissement du titre IV de l'état B concernant les anciens combattants ; réservé puis adopté en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution, par scrutin public ; amendement n° 4 du Gouvernement : majoration des crédits du titre IV de l'état B concernant les anciens combattants ; réservé puis adopté par scrutin public en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; amendement n° 5 du Gouvernement : maporation des crédits du titre III de l'état B concernant l'intérieur ; réservé puis adopté par scrutin public, en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; amendement n° 6 du Gouvernement : majoration des crédits du titre III de l'état B concernant la jeunesse, les sports et les loisirs. — II. Jeunesse et sports ; réservé, puis adopté par scrutin public en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; amendement n° 7 du Gouvernement : majoration des crédits du titre IV de l'état B concernant les transports ; réservé puis adopté par scrutin public en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; amendement n° 8 du Gouvernement : majoration des crédits du titre IV de l'état B concernant les transports ; réservé puis adopté en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; (p. 4139) : amendement n° 9 du Gouvernement : majoration des crédits du titre IV de l'état B concernant le travail et la santé. — III. Santé et sécurité sociale ; réservé puis adopté par scrutin public en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; amendement n° 10 du Gouvernement : majoration des crédits du titre IV de l'état B concernant les universités ; réservé puis adopté par scrutin public en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution. **Article 14** (p. 4141) : amendement n° 11 du Gouvernement : majoration des crédits du titre VI de l'état C concernant la culture et la communication ; réservé puis adopté par scrutin public en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; amendement n° 12 du Gouvernement : majoration des crédits du titre VI de l'état C concernant les DOM-TOM. — II. Section départements d'outre-mer réservé puis adopté par scrutin public en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; amendement n° 13 du Gouvernement : majoration des crédits du titre VI de l'état C concernant les DOM-TOM. — III. Section territoires d'outre-mer ; réservé puis adopté par scrutin public en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; amendement n° 14 du Gouvernement : majoration des crédits du titre VI de l'état C concernant l'éducation ; réservé puis adopté par scrutin public en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; amendement n° 15 du Gouvernement : majoration des crédits du titre VI de l'état C concernant l'intérieur ; réservé puis adopté par scrutin public en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; amendement n° 16 du Gouvernement : majoration des crédits du titre V de l'état C concernant la justice ; réservé puis adopté par scrutin public en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; amendement n° 17 du Gouvernement : majoration des crédits du titre V de l'état C concernant les transports ; réservé puis adopté par scrutin public en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution. **Article 36** : amendement n° 18 du Gouvernement : augmentation de la subvention aux collectivités locales pour la prise en charge du réseau routier national déclassé ; réservé puis adopté par scrutin public en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution. **Après l'Article 43** : amendement n° 19 du Gouvernement : majoration des salaires forfaitaires correspondant aux

cinq premières catégories et servant de base au calcul des pensions d'ancienneté proportionnelles ou spéciales des marins ; réservé puis adopté par scrutin public en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution. **Avant l'Article 44** (p. 4142) : revalorisation des pensions militaires d'invalidité ; augmentation des crédits des anciens combattants ; amendement n° 20 du Gouvernement : modification des indices des pensions d'invalidité au taux du soldat ; réservé puis adopté par scrutin public en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; amendement n° 21 du Gouvernement : modification des articles L 30 et L 215 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre ; réservé puis adopté par scrutin public en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; amendement n° 22 corrigé du Gouvernement : augmentation de l'indice de l'allocation spéciale aux grands invalides attribuée aux aveugles de guerre et de l'indice de la majoration spéciale en faveur des aveugles qui se sont engagés dans la Résistance ; réservé puis adopté par scrutin public en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; (p. 4143) : amendement n° 23 du Gouvernement : augmentation du taux de la pension de veuve de combattant ; réservé puis adopté par scrutin public en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; amendement n° 24 du Gouvernement : augmentation des indices des pensions d'ascendant des Morts pour la France ; réservé puis adopté par scrutin public en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution. **Article 11 et Etat A** (p. 4146) : amendement n° 25 du Gouvernement : modification de l'article d'équilibre en fonction des amendements acceptés par le Gouvernement ou présentés par lui en deuxième délibération ; réservé puis adopté par scrutin public en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; augmentation des crédits de la société nationale de sauvetage en mer en 1981 par redéploiement ; augmentation des crédits des prêts d'honneur aux étudiants. **Explications de vote** (p. 4149) : concours constant des groupes de la majorité au Gouvernement ; mérites du budget. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [16 décembre 1980] (p. 4904) : acceptation, par le Gouvernement, du texte de la CMP sous réserve d'un amendement à l'article 42 relatif à l'actualisation des valeurs locatives foncières par l'intermédiaire de coefficients forfaitaires ; (p. 4905) : caractère sérieux et approfondi du débat budgétaire ; hommage rendu à la commission des finances ; (p. 4909) : pas de carence de la défense française devant la Cour de justice des communautés européennes ; (p. 4917) : texte proposé par la CMP pour l'article 4 reprenant le texte adopté par la commission des finances du Sénat ; possibilités d'aide du FORMA aux petits producteurs mis en difficulté par l'augmentation des droits sur les alcools. **Discussion des articles. Article 42** (p. 4926) : amendement n° 1 du Gouvernement : conditions de majoration des abattements de la taxe d'habitation fixés en valeur absolue ; adopté.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1980** (n° **2053**). **Première lecture. Discussion générale** [27 novembre 1980] (p. 4444) : respect des prévisions de déficit budgétaire ; projet comportant un article d'équilibre ; ratification de deux décrets d'avances correspondant à des situations d'urgence ; problème de la prévision en matière de crédits militaires de carburants ; crédits relatifs aux conséquences du naufrage du *Tanio ;* (p. 4445) : problème de l'évaluation et de la compensation de la baisse du revenu agricole ; transformation des prêts du FDES à EDF en dotations en capital ; financement du programme électronucléaire ; information du Parlement sur le FDES ; aide à la sidérurgie et au textile ; possibilités données aux caisses d'allocations familiales d'avancer aux femmes divorcées une partie du montant de la pension alimentaire destinée à leurs enfants en permettant ensuite au Trésor public de procéder au recouvrement de ces avances auprès des mauvais payeurs ; (p. 4446) : nécessité de supprimer la possibilité donnée aux conseils généraux et aux organes délibérants des communautés urbaines et des districts de fixer eux-mêmes le taux des abattements de la taxe d'habitation ; modalités d'assujettissement à la taxe professionnelle des chantiers de travaux publics ; affectation aux dépenses de chauffage des universités du solde disponible pour les bourses ; dotation en capital des sociétés de programmes de télévision ; création d'un centre d'information sur le travail manuel ; (p. 4455) : baisse du revenu agricole ; croissance de la dette publique ; maintien de la parité du franc ; endettement extérieur modéré ; problème de l'épargne logement ; politique du Gouvernement à l'égard des banques nationalisées et mise en œuvre du rapport Mayou ; projet visant à modifier le statut de l'association française des banques ; études engagées sur les conditions de rémunération des dotations en capital accordées par l'Etat aux entreprises publiques. **Discussion des articles. Article 2 et Etat B. — Economie et budget. — I. Charges communes : Titre premier** (p. 4460) : estime légitime que soient imputées sur l'enveloppe routière nationale toutes les opérations financières concernant les routes nationales ou les autoroutes. **Affaires étrangères : Titre III** (p. 4461) : souhaite le retrait de l'amende-

ment n° 29 de M. René de Branche : nécessité d'une présence française au Vanuatu. **Commerce et artisanat : Titre IV** (p. 4464) : nécessité de régler la créance présentée par la société d'investissements financiers industriels et commerciaux à la suite de l'affaire du sucre de 1974. **Economie et budget.** — I. **Charges communes : Titre IV** (p. 4465) : amendement n° 45 du Gouvernement : inscription au budget des charges communes du crédit destiné à permettre le remboursement à la société d'investissements financiers industriels et commerciaux des frais engagés à l'occasion du rachat des actions de la caisse de liquidation des affaires de marchandises ; rejeté. **Travail et santé. — Travail et participation : Titre IV** (p. 4466) : souhaite le retrait de l'amendement n° 19 de la commission des affaires culturelles ; politique d'information du secrétariat d'Etat chargé du travail manuel ; financement de l'association nationale pour la revalorisation du travail manuel ; nécessité de crédits supplémentaires ; (p. 4468) : situation au Vanuatu. **Article 3 et Etat C. — Economie et budget. — Charges communes : Titre V** (p. 4471) : justifie le versement d'une dotation en capital aux sociétés de programmes en vue de financer l'accroissement du coût de leurs stocks de programmes. **Industrie : Titre VI** (p. 4472) : souhaite le retrait de l'amendement n° 26 de la commission de la production ; risque de retard dans la consommation des crédits en cas de changement d'imputation. **Avant l'Article 11** (p. 4473) : s'oppose à l'amendement n° 5 de la commission des finances n'apportant rien aux textes actuels encourageant les économies d'énergie. **Seconde délibération. Article premier** (p. 4488) : amendement n° 1 du Gouvernement : amendement de coordination prenant en compte les amendements votés par l'Assemblée en première délibération ; adopté ; (p. 4490) : coûts pour l'Etat résultant de la fiscalité directe locale. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [17 décembre 1980] (p. 4984) : acceptation par le Gouvernement du texte de la commission mixte paritaire ; (p. 4985) : rétablissement du crédit destiné à apurer la dette de la France à l'égard du gouvernement vietnamien au titre de l'entretien des sépultures des soldats français morts au Vietnam ; rapatriement du corps de ces soldats.

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1978** (n° **1491**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [16 décembre 1980] (p. 4902) : deux articles additionnels adoptés par le Sénat ; publication en annexe au projet de loi de règlement de toutes indications sur les actions financées dans le cadre des attributions de comités spécialisés d'aide ou de soutien aux activités ou aux politiques industrielles ; CIASI, CIDISE, CODIS ; publication en annexe au projet de loi de finances d'un rapport sur la gestion des autorisations de programme au cours de l'avant-dernier exercice précédant celui auquel s'applique le projet de loi de finances.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1980** (n° **2141**). **Première lecture. Discussion générale** [16 décembre 1980] (p. 4930) : progression des charges de l'agriculture consécutive à l'augmentation du prix du pétrole et baisse du revenu agricole ; aide attribuée en fonction du chiffre d'affaires de 1980 ; prise en charge du remboursement des intérêts de certains prêts ; actions destinées à renforcer les structures productives dans les secteurs des productions végétales, des céréales, des zones sèches, montagneuses et méditerranéennes, de la prophylaxie animale et de l'élevage ; aide versée aux exploitants à la retraite en 1981 et donnant leurs terres à bail à un agriculteur qui s'installe ; augmentation du déficit budgétaire ; (p. 4931) : financement du collectif par appel à l'épargne et sans recours à la création monétaire. **Discussion des articles** [17 décembre 1980]. **Avant l'Article premier** (p. 4973) s'oppose à l'amendement n° 11 de M. Jacques Chaminade relatif à la participation française au fonds européen de développement ; (p. 4974) : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Jacques Chaminade qui aboutirait à diminuer la capacité d'investissement des entreprises fournissant des biens à l'agriculture ou utilisant des produits agricoles ; nécessité de développer l'industrie agro-alimentaire ; (p. 4975) : s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Henri Emmanuelli : instauration d'un impôt annuel progressif sur les fortunes ; (p. 4976) : étude de l'impôt sur la fortune liée à l'exploitation des travaux du rapport Ventejol ; gros agriculteurs écartés du bénéfice des aides proposées par le projet. **Après l'Article 2** (p. 4979) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Georges Mesmin qui n'a pas sa place dans le collectif agricole ; aide fiscale à l'investissement prévue par la loi de finances pour 1981 ; loi relative aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur autorisant la constitution de sociétés ayant pour objet le financement par crédit-bail des matériels destinés à promouvoir les utilisations du charbon ; politique énergétique du Gouvernement visant à orienter la consommation par le biais des prix relatifs des différentes sources d'énergie ; s'oppose à la taxation des fuels lourds industriels ; (p. 4980) : s'oppose à l'amendement n° 4 de la commission de la production ; estime suffisantes les sanctions prévues par l'article 2020 A du code général des impôts ; (p. 4981) : oppose l'irrecevabilité tirée de l'article 41 de la Constitution à l'amendement n° 12 de M. André Cellard.

PASQUIER (Nicole)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation (emploi féminin).

NOMINATIONS

Secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la partieipation (emploi féminin) (troisième Gouvernement Barre). Décret du 6 avril 1978 [*J.O.* du 7 avril 1978] (p. 1751).

Fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation (emploi féminin) (troisième Gouvernement Barre). Décret du 13 mai 1981 [*J.O.* du 14 mai 1981] (p. 1379).

QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement de :

— **M. André Lajoinie : Reclassement des travailleurs de l'entreprise Amisol de Clermont-Ferrand** [31 mai 1978] (p. 2289, 2290) : indemnisation dans les conditions les plus favorables des employés licenciés de l'entreprise Amisol.

— **M. Maurice Andrieux : Licenciement d'un délégué syndical** [9 mai 1979] (p. 3543) : multiples incidents provoqués par ce délégué syndical ; respect par le ministre du travail du jugement du tribunal administratif.

— **Mme Edwige Avice : Egalité des salaires entre hommes et femmes** [19 novembre 1980] (p. 4159) : action judiciaire engagée par les ouvrières de l'entreprise Essilor de Châlons-sur-Marne ; discussion prochaine d'un projet de loi sur l'égalité professionnelle entre hommes et femmes.

— **M. François Autain : Licenciements en Loire-Atlantique** [19 novembre 1980] (p. 4160) : amélioration de la situation de l'emploi en Loire-Atlantique ; politique du Gouvernement en faveur de la création d'emplois.

— **M. Georges Delfosse : Allocation de garantie de ressources** [10 décembre 1980] (p. 4800) : renégociation d'un accord semblable à celui du 13 juin 1977 octroyant le bénéfice de l'allocation de garantie de ressources aux salariés démissionnaires.

Réponses aux questions orales sans débat de :

— **M. Louis Mermaz** (n° **5420**) : **Situation de l'emploi à Bourgoin-Jallieu** [24 novembre 1978] (p. 8356) : taux de chômage dans l'Isère inférieur à la moyenne nationale ; création d'emplois dans la ville nouvelle de l'Isle-d'Abeau.

— **M. Adrien Zeller** (n° **9062**) : **Aménagement du temps de travail** [24 novembre 1978] (p. 8358) : risques excessifs pour la santé des salariés et la sécurité du travail d'une semaine de plus de quarante heures.

— **M. Jean-Pierre Delalande** (n° **9001**) : **Travail clandestin** [24 novembre 1978] (p. 8359) : loi du 11 juillet 1972 instituant un système de sanctions ; corps de contrôleurs de l'ANPE vérifiant l'inactivité des bénéficiaires d'allocations de chômage ; commissions départementales de lutte contre le travail clandestin.

— **M. Pierre Zarka** (n° **9004**) : **Chômage des jeunes** [24 novembre 1978] (p. 8361) : embauche de 550.000 jeunes grâce au pacte pour l'emploi ; aide publique aux jeunes à la recherche d'un emploi ; intervention de plusieurs organismes d'Etat pour aider à l'adaptation de l'industrie française.

— **M. Pierre Lagourgue** (n° **9378**) : **Allocations de chômage dans les départements d'outre-mer** [1er décembre 1978] (p. 8670) : régime métropolitain d'aide aux chômeurs inadapté à la situation des départements d'outre-mer ; augmentation des crédits des chantiers de développement.

— **M. Alain Richard** (n° **15811**) : **Emploi en Loire-Atlantique** [11 mai 1979] (p. 3818) : bassin de Saint-Nazaire très touché par le chômage en raison de la simultanéité de la crise de construction navale et du programme Airbus : pour la construction navale, réduction ordonnée d'effectifs grâce aux mises en préretraite ; succès actuel d'Airbus ; intervention du fonds spécial d'adaptation industrielle.

Suppléant Mme Simone Veil (ministre de la santé et de la famille) :

— **M. Jean Fontaine** (n° **15430**) : **Politique familiale et sociale à l'égard des départements d'outre-mer** [11 mai 1979] (p. 3820) : depuis 1974 effort d'harmonisation de la politique sociale et familiale entre les DOM et la métropole ; croissance des sommes affectées aux DOM au titre des prestations familiales et augmentation du nombre des allocations deux fois plus importante qu'en métropole.

— **M. Claude Wilquin** (n° **17997**) : **Entreprise Pilote SA** [29 juin 1979] (p. 5871) : recherche avec les responsables de moyens de sauvegarder l'emploi de 110 personnes dont les deux tiers sont handicapés ; incitation à la création d'un atelier protégé.

Suppléant M. Christian Bonnet (ministre de l'intérieur) :

— **M. Jean-Pierre Delalande** (n° **17811**) : **Augmentation des effectifs de certains corps**

de police [29 juin 1979] (p. 5872) : rapprochement progressif de l'effectif budgétaire des inspecteurs et de l'effectif réel ; les inspecteurs en service sont en surnombre par rapport à l'effectif budgétaire ; 223 créations d'emplois d'inspecteur ; résorption de ce surnombre en 1980.

— **M. Pierre Joxe** (n° **29584**) : **Aggravation du chômage** [18 avril 1980] (p. 552) : création d'emplois ; perspectives pour l'année 1980 ; formation des jeunes ; adaptation des formations de l'AFPA.

— **M. Dominique Frelaut** (n° **29669**) : **Situation des chômeurs privés d'indemnisation** [18 avril 1980] (p. 554) : amélioration du système d'indemnisation par la loi de 1979 ; mise en place d'un groupe de travail sur le reclassement des chômeurs arrivés en fin de droits.

— **M. Jean-Pierre Delalande** (n° **39658**) : **Gérants de succursales des magasins d'alimentation** [12 décembre 1980] (p. 4885) : droit des gérants de conserver une rémunération mensuelle au moins égale au SMIC ; examen prochain de l'ensemble de la situation de cette catégorie professionnelle.

— **M. Pierre Zarka** (n° **39936**) : **Politique de l'emploi** [12 décembre 1980] (p. 4886, 4887) : emploi à durée déterminée préférable au chômage ; effectif peu important des travailleurs intérimaires ; maintien nécessaire de l'activité des entreprises de travail temporaire ; mesures prises pour l'assainissement de cette profession et l'amélioration de la situation des travailleurs intérimaires.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Travail et santé. — II. Travail et participation. Formation professionnelle. Discussion générale [27 octobre 1978] (p. 6829) : application aux femmes du principe de la liberté du travail ; concentration des femmes dans quelques secteurs professionnels ; (p. 6830) : action entreprise par le Gouvernement pour ouvrir tous les métiers aux femmes ; création d'un fonds expérimental ; orientation des femmes vers l'artisanat ; nécessité d'améliorer la formation professionnelle des femmes ; création des centres « retravailler » ; existence de l'allocation de parent isolé ; nécessité du travail à temps partiel ; élaboration d'un rapport sur les discriminations subies par les femmes dans le travail.

— **Projet de loi relatif au contrat de travail à durée déterminée** (n° **704**). **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [20 décembre 1978] (p. 9760) : avis favorable du Gouvernement sur le texte de la commission mixte paritaire.

— **Projet de loi portant diverses mesures en faveur des salariés privés d'emploi qui créent une entreprise** (n° **702**). **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [20 décembre 1978] (p. 9759) : avis favorable du Gouvernement sur le texte de la commission mixte paritaire.

— **Projet de loi relatif à la durée maximale hebdomadaire du travail** (n° **703**). **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [20 décembre 1978] (p. 9761) : avis favorable du Gouvernement sur le texte de la commission mixte paritaire.

— **Projet de loi portant diverses mesures en faveur de l'emploi** (n° **1109**). **Première lecture. Examen des articles** [20 juin 1979]. **Article premier** (p. 5345) : mesures prises en faveur des femmes chefs de familles.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Travail et participation. — Formation professionnelle. Discussion générale [25 octobre 1979] (p. 8962) : les femmes représentent 40 % de la population active et 54,5 % des demandeurs d'emploi ; le cloisonnement du marché du travail justifie une politique de diversification des métiers féminins ; discrimination subie par les femmes dans l'accès au travail ; déséquilibre des formations initiales ; nécessité de compléter les filières de formation par des prêts-formation pour les femmes qui veulent retravailler ; nécessité de modifier les conditions de travail et d'aménager les horaires ; protection sociale accrue de la femme enceinte au travail.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Travail et participation. Discussion générale [27 octobre 1980] (p. 3156) : accès croissant des femmes à l'activité professionnelle ; chômage des femmes ; diminution de l'écart de salaires globaux entre les hommes et les femmes ; politique de diversification des formations professionnelles des femmes ; pactes nationaux pour l'emploi ; augmentation de la proportion de femmes parmi les stagiaires de la formation professionnelle ; (p. 3157) : nécessité d'accorder la maternité avec le milieu de travail ; protection sociale accrue de la femme enceinte au travail ; aménagement du temps de travail ; développement des horaires flexibles et du travail à temps partiel.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au travail à temps partiel** (n° **2033**). **Première**

lecture. **Discussion générale** [25 novembre 1980] (p. 4323) : travail à temps partiel concernant surtout les femmes ; répercussions du travail à temps partiel sur les salaires et les retraites ; travail à temps partiel permettant à de nombreuses femmes de ne pas s'arrêter totalement de travailler.

PASQUINI (Pierre)

Député de la Haute-Corse (2e circonscription) (RPR).

Vice-président de l'Assemblée nationale.

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1099) :

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

Contestation de son élection [3 avril 1978] (p. 1103).

Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [15 juin 1978] (p. 3005, 3006).

NOMINATIONS

Vice-président de l'Assemblée nationale [2 avril 1979] (p. 2166).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à compléter l'article 2 de la loi n° 64-650 du 2 juillet 1964 relative à certains personnels de la navigation aérienne (n° **1456**) [10 avril 1980] (p. 296).

Membre de la commission d'enquête sur les incendies de forêts dans la région méditerranéenne [*J.O.* du 20 décembre 1979] (p. 3204).

Président de cette commission [*J.O.* du 21 décembre 1979] (p. 3218).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à réglementer l'exercice du **droit de grève** par des personnels des **compagnies de navigation** assurant des liaisons régulières avec les parties non continentales du territoire métropolitain et avec les départements et territoires d'outre-mer (n° **640**) [26 octobre 1978].

— **Proposition de loi** tendant **à compléter l'article 2 de la loi n° 64-650 du 2 juillet 1964 relative à certains personnels de la navigation aérienne** (n° **1456**) [5 décembre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° **1124**) portant **réforme de la procédure pénale relative à la prescription et au jury d'assises** (n° **1939**) [2 octobre 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° **2008**) portant **réforme de la procédure pénale relative à la prescription et au jury d'assises** (n° **2060**) [13 novembre 1980].

— **Proposition de loi** tendant à assurer **l'indemnisation des dommages subis par les victimes d'attentats** (n° **2200**) [18 décembre 1980].

— **Proposition de loi tendant** à compléter l'article **55-1** du **code pénal** (n° **2275**) [3 avril 1981].

— **Proposition de loi** tendant à interdire les mises à mort d'animaux dans les **chasses à courre** (n° **2279**) [3 avril 1981].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Conséquences de certaines grèves sur les transports maritimes vers la Corse** [25 octobre 1978] (p. 6624, 6625) : recherche d'une solution aux difficultés dont souffre la Corse soit par une réglementation des grèves touchant l'île, soit par un aménagement du monopole.

— **Plasticages en Corse** [23 mai 1979] (p. 4130) : conséquences injustes pour les victimes des plasticages en Corse, les compagnies d'assurances, ni l'Etat n'acceptant de les dédommager ; nécessité pour le Gouvernement d'instituer une caisse de garantie pour couvrir ces risques.

— **Suppression d'emplois dans les PTT en Corse** [12 décembre 1979] (p. 11662, 11663) : automatisation du réseau téléphonique achevée en Corse d'où des suppressions d'emplois ; manifestation à Corte ; insuffisance des reclassements ; regrette l'absence de concertation avec les élus.

— **Problème corse** [14 mai 1980] (p. 1052) : attentats.

• *question orale sans débat :*

Suppléé par M. Pierre Giacomi :

— (n° **39051**) : **Assurance des victimes d'attentats en Corse** [5 décembre 1980] (p. 4710, 4711).

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président :

— **Répond au rappel au règlement de M. Guy Ducoloné** [18 avril 1979] (p. 2700) : transmettra cette déclaration au président de l'Assemblée nationale et à la prochaine conférence des présidents.

— **Répond au rappel au règlement de M. Emmanuel Hamel** [18 avril 1979] (p. 2710) : la séance sera levée avant 20 h 30.

— **Répond au rappel au règlement de M. Louis Mexandeau** [10 mai 1979] (p. 3684) : cette déclaration n'est pas un rappel au règlement, mais sera rapportée à la conférence des présidents.

— **Répond au rappel au règlement de M. Charles Revet** [10 mai 1979] (p. 3684) : cette demande sera transmise au secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement.

— **Hommage de bienvenue** à une délégation de la Chambre des représentants du Maroc, conduite par M. le président et M. le rapporteur général de la commission des lois de cette Chambre [13 mai 1979] (p. 4495).

— **Répond au rappel au règlement de M. Louis Mexandeau** [20 juin 1979] (p. 5357) : ne sait pas dans quelle mesure le rappel sur la privation d'un siège européen concerne réellement l'Assemblée, mais en prend acte.

— **Annonce** la remise au président de l'Assemblée nationale du **rapport de la commission de contrôle sur la gestion de la sécurité sociale** (n° **1179**) [20 juin 1979] (p. 5358).

— **Annonce** la remise au président de l'Assemblée nationale du **rapport de la commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage** (n° **1180**) [21 juin 1979] (p. 5405).

— **Répond au rappel au règlement de M. Guy Ducoloné** [3 octobre 1979] (p. 7728) : conditions défectueuses dans lesquelles commission des finances et Assemblée doivent siéger simultanément ; évoquera la question auprès du président de l'Assemblée nationale.

— **Répond au rappel au règlement de M. Alain Hautecœur** [3 octobre 1979] (p. 7728) : transmettra l'appel humanitaire sur la situation au Cambodge au bureau de l'Assemblée.

— **Répond au rappel au règlement de M. Alain Vivien** [3 octobre 1979] (p. 7728) : décision du Conseil constitutionnel du 21 janvier 1964 ; le Gouvernement est représenté pour la réponse aux questions par celui de ses membres que le Premier ministre a désigné à cet effet.

— **Répond au rappel au règlement de M. Gérard Houteer** [4 octobre 1979] (p. 7772) : le président de l'Assemblée nationale a déjà saisi le Premier ministre du problème de la publication du rapport du conseil des impôts.

— **Répond au rappel au règlement de M. Gilbert Faure** [5 octobre 1979] (p. 7876) : (art. 40 du règlement) : sous réserve des règles fixées par la Constitution, les lois organiques et le présent règlement, chaque commission est maîtresse de ses travaux, mais l'observation sur le droit de parole des commissaires sera rapportée à chaque président de commission.

— **Informe l'Assemblée** de la nouvelle organisation de la séance consacrée aux questions orales sans débat [5 octobre 1979] (p. 7877).

— **Rend hommage à la mémoire de M. Albert Lalle, ancien député** [25 octobre 1979] (p. 8943).

— **Répond au rappel au règlement de M. Emmanuel Hamel** [25 octobre 1979] (p. 8943, 8944) : lettres adressées à ce sujet par le président de l'Assemblée nationale aux présidents du Conseil et de la commission des Communautés européennes.

— **Répond au rappel au règlement de M. Hector Riviérez** [5 novembre 1979] (p. 9354) : l'observation reproduite au *Journal officiel* vaudra rectification.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Industrie. Discussion générale [5 novembre 1979]. **Répond au rappel au règlement de M. Yvon Tondon** (p. 9374) : s'engage à faire étudier le problème de la communication de rapports ou de documents de l'exécutif à l'Assemblée nationale.

Anciens combattants. Discussion générale [14 novembre 1979]. **Répond aux rappels au règlement de M. Bernard Madrelle**

(p. 10024) : refuse de mettre en discussion l'amendement de M. Michel Sainte-Marie car l'examen du budget des monnaies et médailles est terminé ; de **M. André Tourné :** justifie l'organisation des débats ; de **M. Guy Ducoloné** : retard pour des raisons matérielles de M. Ginoux, rapporteur de la commission des finances pour les anciens combattants ; possibilité de procéder à la discussion du budget car le rapport a été imprimé et distribué.

Santé et sécurité sociale. — Travail et santé. — I. Section commune. — III. Santé et sécurité sociale. Discussion générale [15 novembre 1979] (p. 10072) : **Répond au rappel au règlement de M. Antoine Gissinger** : nécessité d'appeler l'attention du bureau de l'Assemblée sur le problème de la présentation des rapports par des rapporteurs d'opposition.

— **Répond au rappel au règlement de M. Robert Ballanger** [13 novembre 1979] (p. 9930) : ce n'est pas un rappel au règlement ; le président du groupe communiste peut demander une suspension de séance.

— **Répond au rappel au règlement de M. Emmanuel Hamel** [23 novembre 1979] (p. 9944) : le secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement acceptera peut-être de prévoir un temps plus long pour l'examen du budget de la justice.

— **Répond au rappel au règlement de M. Pierre Joxe** [14 novembre 1979] (p. 10015) : le ministre de l'intérieur a pu estimer avoir répondu à la question au Gouvernement de M. Derosier au cours de l'examen du budget de l'intérieur.

— **Répond au rappel au règlement de M. Joseph Comiti** [15 novembre 1979] (p. 10069) : les autres paroles de M. Fabius ne figureront pas au procès-verbal.

— **Répond au rappel au règlement de M. Michel Debré** [21 novembre 1979] (p. 10462, 10463) : dépôt des motions de censure non prévu lors de la fixation par la conférence des présidents de la date du débat sur la politique familiale.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1328**). **Première lecture. Discussion générale** [28 novembre 1979]. **Répond au rappel au règlement de M. Louis Mexandeau** (p. 10828) : incompétence du président de l'Assemblée nationale en matière de sûreté extérieure du Palais-Bourbon. **Discussion des articles** [29 novembre 1979]. **Répond aux rappels au règlement de M. Pierre-Charles Krieg** (p. 10894) : irrecevabilité tirée de l'article 98, paragraphe 5, du règlement opposable à un amendement avant que sa discussion soit engagée ; de **M. Jean Fontaine** (p. 10897) : possibilité, pour le président, de décider d'un scrutin public ; de **M. Jean-Pierre Delalande** (p. 10901) : doute sur la recevabilité de l'amendement n° 81 ; il appartient à l'Assemblée de trancher ce cas litigieux ; application stricte du règlement.

— **Répond au rappel au règlement de M. Gaston Defferre** [28 novembre 1979] (p. 10831, 10832) : affaire intérieure à la commission de la production et des échanges.

— **Répond au rappel au règlement de M. Albert Liogier** [29 novembre 1979] (p. 10884) : M. Liogier aurait dû demander un temps de parole supérieur.

— **Répond au rappel au règlement de M. René de Branche** [29 novembre 1979] (p. 10884) : l'honneur du parlementaire est de résister à toutes les pressions.

— **Répond au rappel au règlement de M. Jacques Richomme** [29 novembre 1979] (p. 10889) : projet de loi sur l'interruption volontaire de grossesse, n° 1328 ; demande la communication de cette lettre à la présidence.

— **Rend hommage à la mémoire de M. François de Clermont-Tonnerre, ancien député** [10 décembre 1979] (p. 11512).

— **Projet de loi relatif à la compagnie nationale du Rhône (n° 1276). Première lecture. Discussion des articles** [10 décembre 1979]. **Article 6** (p. 11534). **Répond au rappel au règlement de M. Gaston Defferre :** irrecevabilité opposée par la commission des finances à l'amendement déposé avant l'article premier.

— **Répond au rappel au règlement de M. Louis Mexandeau** [12 décembre 1979] (p. 11665) : dans les cas litigieux, un député ou un groupe peut poser la question de la recevabilité des amendements avant leur discussion ; le règlement a été correctement appliqué.

En qualité de député :

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Intérieur. Discussion générale [19 octobre 1978] (p. 6345) : la Corse, terre d'exode, nombre élevés d'attentats en Corse ; racisme révélé par ces attentats ; (p. 6346) : nécessité d'une indemnisation pécuniaire des victimes d'attentats.

Justice. Examen des crédits [24 octobre 1978] (p. 6566) : **Etat B - Titre III :** son opposition à la peine de mort mais aussi à une simple suppression des crédits affectés au bourreau.

Radiodiffusion et télévision. Discussion générale [26 octobre 1978] (p. 6731) : déplore les attentats commis en Corse frappant particulièrement les émetteurs de radio et de télévision ; destruction du centre régional de FR 3 ; souhaite que FR 3 Corse assure un journal télévisé quotidien produit en Corse ; émissions corses contribuant à l'apaisement des esprits et à l'affirmation de la personnalité insulaire.

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences. Discussion générale [7 novembre 1978] (p. 7110) : concensus existant sur l'armement atomique ; solution apportée aux problèmes de la construction du sixième SNLE souhaitée par toutes les tendances de l'Assemblée ; se déclare satisfait du budget de la défense ; lenteur des fabrications et des livraisons ; problème politique créé par les désertions au sein de la légion étrangère ; (p. 7111) : mise en cause de la sécurité des Corses ; nécessité d'assouplir les contraintes militaires auxquelles sont soumis les légionnaires pour éviter les désertions ; effort fait en faveur des études de recherches ; approuve la priorité donnée aux armements nucléaires.

Transports. — III. Aviation civile et météorologie. Discussion générale [9 novembre 1978] (p. 7350) : problème maritime et aérien de la région corse ; problème du maintien de la continuité territoriale en cas de grève ; son vote hostile au budget de l'aviation civile ; (p. 7351) : nécessité d'un développement économique rendant la Corse moins dépendante ; problème des frais de transports qui pénalisent les produits corses exportés ; nécessité d'une réglementation du droit de grève prévoyant un service minimum entre la Corse et le continent et un préavis de 30 jours ; horaires aériens non satisfaisants, exemple de la desserte de la Balagne.

— **Déclaration du Gouvernement sur l'échelle des peines criminelles et débats de réflexion et d'orientation sur cette déclaration** (n° **1191**). **Discussion** [26 juin 1979] (p. 5672) : vanité du débat ; caractère irréparable de la peine de mort ; (p. 5673) : se réfère à Jaurès et à la doctrine chrétienne de la possibilité du rachat ; déphasage entre l'état de l'opinion de l'Assemblée et l'état de l'opinion publique ; problème de savoir si le parlementaire doit conduire l'opinion ou respecter sa volonté ; l'attitude anti-abolitionniste des Français a pour cause l'escalade de la violence et la libéralisation de l'exécution des peines.

— **Proposition de loi tendant à augmenter l'effectif du conseil régional de la Corse** (n° **760**). **Première lecture. Discussion de l'article unique** [30 novembre 1979]. **Article unique** (p. 11045) : son amendement n° 3 : élection au suffrage universel et au scrutin proportionnel des conseillers régionaux de la Corse ; rejeté.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** (n° **1681**). **Première lecture. Discussion des articles** [20 juin 1980]. **Après l'Article 10** (*suite*) (p. 2029) : son amendement n° 181 : possibilité pour le juge de prononcer l'interdiction de séjour des personnes condamnées en application de l'article 335 du code pénal ; non soutenu.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme de la procédure pénale relative à la prescription et au jury d'assises** (n° **1124**). **Première lecture,** rapporteur de la commissions des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [8 octobre 1980] (p. 2610) : délai de prescription de l'action civile ; règles de la formation du jury criminel. **Discussion des articles. Article premier** : amendement n° 1 de la commission : rédactionnel ; adopté. **Article 2** (p. 2612) : amendement n° 2 de la commission : effectif des listes de jurés ; retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Intérieur. Discussion générale [28 octobre 1980] (p. 3190) : multiplication des attentats en Corse ; racisme des autonomistes corses.

PASTY (Jean-Claude)

Député de la Creuse
(1re circonscription)
(RPR).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1099).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre suppléant du haut-conseil de l'audio-visuel [8 juin 1978] (p. 2729).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'emploi des jeunes [22 juin 1978] (p. 3345).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les dispositions de l'article 7 de la loi n° 60-791 du 2 août 1960 relative à l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles [23 juin 1978] (p. 3430).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relative à la radiodiffusion et à la télévision [26 juin 1978] (p. 3488).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation agricole [*J.O.* du 12 mai 1979] (p. 1126).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'orientation agricole [*J.O.* du 29 mai 1980] (p. 1326).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1981 (n° **1933**). (Services du Premier ministre : recherche) (n° **1977 - XIV**) [9 octobre 1980] (p. 2651).

DÉPOTS

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1979** (n° **560**). — **Tome XIV : Services du Premier ministre recherche** (n° **571**) [5 octobre 1978].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances rectificative pour 1978** (n° **709**) (n° **750**) [6 décembre 1978].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° **1290**). — **Tome XIV : Services du Premier ministre - Recherche** (n° **1293**) [2 octobre 1979].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° **1560**). — **Tome XIV : Services du Premier ministre - Recherche** (n° **1562**) [28 décembre 1979].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1981 (n° **1933**). — **Tome XIV : Services du Premier ministre - Recherche** (n° **1977**) [9 octobre 1980].

— **Proposition de loi** tendant à compléter l'article 47-1 de la loi n° 72-662 du 13 juillet 1972 portant statut général des **militaires** (n° **2294**) [3 avril 1981].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Développement du département de la Creuse** [17 mai 1978] (p. 1761) : révision de la politique d'aménagement du territoire et nécessité de concentrer les efforts au profit des départements les plus défavorisés.

— **Ligne SNCF Ussel-Felletin** [23 mai 1979] (p. 4130) : intention de la SNCF sur le maintien de la ligne Ussel-Felletin ; schéma régional des transports de la région limousine.

— **Contrôle des entreprises ayant reçu des fonds du FEOGA** [31 décembre 1979] (p. 9262) : en application d'une directive du conseil des communautés européennes, nécessité pour les Etats membres de contrôler les documents commerciaux des entreprises ayant reçu des fonds du FEOGA ; ce contrôle sera-t-il exercé par le corps des douanes ? sera-t-il « communautarisé » ?

— **Situation des éleveurs de veaux** [8 octobre 1980] (p. 2609) : conséquences catastrophiques de la consigne de boycottage, lancée par une organisation de consommateurs.

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes actuels de la sécurité sociale** (n° **252**). **Discussion** [24 mai 1978] (p. 1991) : aspect positif du bilan de la sécurité sociale : réalisation d'une plus grande solidarité entre les Français ; (p. 1992) : progrès rendus possibles par l'expansion économique ; financement des prestations sociales menacé par tout ralentissement de la croissance économique ; nécessité pour les régimes sociaux de disposer de réserves financières investies dans l'économie ; augmentation rapide et inévitable des prestations familiales et vieillesse ; possibilité de maîtriser la croissance des dépenses de l'assurance maladie par trois types d'action : politique de prévention, action sur les structures de soins, transformation du comportement des participants au système de santé ; développement de l'éducation sanitaire et de la médecine scolaire ; lutte contre les grands fléaux sociaux ; médecine de qualité et médecine de prestige ;

généralisation bénéfique des conventions entre la sécurité sociale et les professions de santé ; inquiétude devant l'augmentation massive du nombre des médecins ; abandon du système du prix de journée et nouvelles responsabilités des gestionnaires des hôpitaux ; nécessité d'un contrôle parlementaire sur le budget de la sécurité sociale ; (p. 1993) : mention de la totalité du salaire indirect sur le bulletin de salaire ; institution pour les soins courants d'un ticket modérateur d'ordre public ; redéfinition du rôle des mutuelles complémentaires ; développement du système du tiers payant.

— **Projet de loi relatif à l'emploi des jeunes** (n° 249). **Première lecture. Discussion des articles** [6 juin 1978]. **Article 2** (p. 2546) : importance de l'artisanat pour l'emploi ; demande le rétablissement de la prise en charge des cotisations sociales des apprentis dans les mêmes conditions que celles du premier pacte pour l'emploi ; possibilités d'adopter les mesures créant des emplois au niveau des collectivités locales ; subordonne son vote à l'adoption de ses propositions sur l'article 2. **Article 3** (p. 2551) : caractère réglementaire des dispositions de l'amendement n° 32 ; ne soutient plus cet amendement.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° 560). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — VI. **Recherche,** rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. **Discussion générale** [18 octobre 1978] (p. 6244) : taux de progression du budget de la recherche inférieur au taux de progression du budget de l'Etat ; effort de recherche déterminant le rang à venir de la France parmi les autres nations ; relâchement de l'effort budgétaire depuis 1968 ; (p. 6245) : inflexion du budget en faveur de quelques axes prioritaires : énergie et recherche biomédicale ; effort de recherche, condition de l'indépendance nationale future ; nécessité d'un rôle moteur de la recherche publique ; souhaite l'adoption de mesures fiscales incitant les entreprises privées à la recherche ; rajeunissement et mobilité accrue du corps des chercheurs ; recommande la création d'un ministère de la science ; avis favorable à l'adoption des crédits de la commission des affaires culturelles.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1978] (p. 7214) : endettement excessif de l'agriculture et insuffisance de l'autofinancement ; renchérissement du prix des produits nécessaires à l'agriculture ; évolution défavorable du revenu agricole depuis 1974 ; aggravation des disparités régionales ; crise institutionnelle de la politique agricole commune ; conséquence des désordres monétaires internationaux ; non-respect de l'esprit du traité de Rome et du principe fondamental de la préférence communautaire ; (p. 7215) : nécessité de rendre sa prééminence au conseil des ministres ; restrictions apportées au financement de la modernisation des exploitations et de l'environnement rural ; quasi-stagnation des crédits d'équipement et de la dotation consacrée aux bâtiments d'élevage ainsi que des crédits pour le stockage ; diminution des crédits d'électrification rurale ; proposition du RPR : politique agricole expansionniste s'appuyant sur l'exploitation familiale à responsabilité personnelle ; renforcement de la politique d'installation des jeunes agriculteurs ; allégement des contraintes foncières ; promotion d'un financement adapté à la modernisation ; impulsion nouvelle donnée à la recherche agronomique.

Budget annexe des postes et télécommunications. Discussion générale [14 novembre 1978] (p. 7558) : explosion de la demande d'installation de lignes téléphoniques ; problèmes particuliers du service postal en milieu rural ; nécessité de limiter les fermetures de bureaux de poste et de développer leur polyvalence en milieu rural ; généralisation des boîtes postales Cidex en zone rurale mettant en cause le rôle social du facteur rural ; crise d'adaptation de la poste liée à la croissance du trafic et à la mise en œuvre de nouvelles techniques d'automatisation.

Services du Premier ministre. — I. Services généraux. Aménagement du territoire. Discussion générale [16 novembre 1978] (p. 7769) : impuissance de la politique de l'aménagement à empêcher l'effondrement démographique et économique de certaines zones rurales ; diminution de 6 % de la population de la Creuse entre 1968 et 1975 ; non-réalisation des aides pour la création d'emplois en zone rurale ; conditions d'attribution des aides spéciales rurales ; caractère tardif du « plan Massif central » ; nécessité d'un plan de sauvetage des zones d'effondrement démographique et d'une politique d'installation des jeunes agriculteurs ; (p. 7770) : possibilité d'implanter en zone rurale des services publics décentralisés créateurs d'emplois.

Commerce et artisanat. Discussion générale [17 novembre 1978] (p. 7904) : complexité de la procédure des primes de développement artisanal ; attente très longue pour les primes d'installation ; (p. 7905) : souhaite la mise en place d'un statut du commerce non sédentaire ; problème du statut des conjointes de commerçants et d'artisans ; nécessité de leur offrir le choix entre statut de collaboratrices salariées et statut de cogestionnaires.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° 709). **Lettres rectificatives**

(nos **735 et 749**). **Première lecture,** rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. **Discussion générale** [6 décembre 1978] (p. 8894) : lenteur de l'Etat employeur dans la liquidation des prestations familiales, grévant la trésorerie du régime général ; amendement maintenant pour moitié au régime général le montant du solde positif pour l'Etat de l'apurement des comptes 1977 de la compensation démographique ; gonflement des crédits alloués au titre de la compensation pour minorer le montant des subventions au BAPSA ; crédits supplémentaires de l'aide sociale représentant 9,2 % des crédits initiaux ; faiblesse des prévisions pour le fonctionnement des services départementaux et des commissions d'aide sociale ; prévisions initiales insuffisantes pour les crédits des COTOREP (commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel) ; (p. 8895) : mesures en faveur de l'emploi ; création de 5.000 emplois d'utilité collective ; recrutement de 150 cadres contractuels dans la fonction publique ; réalisation d'actions expérimentales pour l'adaptation de l'emploi féminin ; problème des chantiers de chômage des départements d'outre-mer ; s'élève contre les annulations de crédits, notamment des crédits prévus pour la prise en charge financière de 2.800 maîtres dans les établissements pour enfants handicapés ; annulation de crédits de bourse. **Discussion des articles** [7 décembre 1978]. **Article 4** (p. 8969) : problème du financement du fonds de garantie contre les calamités agricoles ; emballement des dépenses d'indemnisation ; décentralisation des procédures aboutissant à un échec financier ; institution d'une taxe de 7 % sur les contrats d'assurance relatifs aux véhicules et engins terrestres des exploitants agricoles proposée par le Gouvernement pour financer le fonds de garantie contre les calamités agricoles ; caractère inéquitable de cette mesure en raison de la charge de motorisation proportionnellement plus lourde pesant sur les petits exploitants ; nécessité d'une réforme du fonds de garantie contre les calamités agricoles ; (p. 8972) : soutient l'amendement n° 34 de M. Gérard César : taxe additonnelle de 5 % applicable au 1er janvier 1980 ; son sous-amendement n° 54 à l'amendement n° 34 ; caractère exceptionnel de la taxe ; adopté. **Après l'Article 17** (p. 8990) : soutient l'amendement n° 48 de la commission des affaires culturelles : maintenant au régime général la moitié de huit cent vingt millions que représente le solde de l'apurement de la compensation démographique au titre de 1977 en ce qui concerne le prélèvement sur les recettes de l'Etat ; contribution exceptionnelle sur les alcools ; retard avec lequel l'Etat employeur verse ses cotisations de sécurité sociale ; nécessité de prendre rapidement des mesures pour reconstituer la trésorerie du régime général ; estime anormal que les fonds placés par l'ACOSS à la caisse des dépôts et consignations soient rémunérés au taux de 1 % ; amendement n° 48 rejeté.

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique agricole et débat sur cette déclaration (n° 790). Discussion** [14 décembre 1978] (p. 9443) : rôle de correcteur des inégalités joué par le BAPSA ; lien très direct entre la politique des structures et la politique sociale ; (p. 9444) : réalisation de la parité supposant la mise en œuvre de cinq actions : amélioration des retraites, revalorisation des pensions d'invalidité, institution d'une aide de remplacement de l'agriculteur indisponible, développement des prestations de service en faveur des familles et des personnes âgées, mise en œuvre d'un statut social de la conjointe d'exploitant ; problème du financement du régime de protection sociale agricole ; (p. 9445) : nécessité de poursuivre les efforts entamés pour corriger le revenu cadastral par le revenu brut d'exploitation.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — V. **Recherche,** rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. **Discussion générale** [24 octobre 1979] (p. 8896) : insuffisante progression du budget par rapport à l'objectif de développement de la recherche fixé par le Gouvernement ; le programme décennal de la recherche doit s'accompagner d'une programmation globale des moyens financiers ; souhaite que le programme décennal soit soumis à l'examen et au vote du Parlement ; nécessité de mettre en œuvre une formule de participation des salariés aux résultats de l'innovation ; nécessité d'améliorer le statut des chercheurs et d'appliquer le taux d'augmentation de 3 % du personnel aux ingénieurs techniciens et administratifs ; la réforme du CNRS ; problème de liaison entre l'université et les autres centres de recherches ; (p. 8897) : insuffisance de certaines structures de recherche notamment en matière d'océanologie et dans le secteur de la nutrition humaine ; rapport recherche appliquée-recherche fondamentale.

Agriculture. — **BAPSA. Discussion générale** [8 novembre 1979] (p. 9607) : réduction des dépenses du FEOGA décidée par l'Assemblée européenne ; nécessité d'un débat sur le devenir de la politique agricole commune ; deux conceptions au sein de l'Europe: celle des Etats maritimes et celle des pays continentaux ; relance offensive de la politique commune doit s'appuyer sur la place de l'agriculture au sein de l'économie de la communauté, sur le rétablissement des conditions de concurrence normale à l'intérieur de la

Communauté et sur une meilleure orientation de la politique agricole commune ; insuffisante priorité donnée à l'agriculture dans les choix budgétaires du Gouvernement ; (p. 9608) : effort consenti en faveur de l'hydraulique, du remembrement et de la forêt ; revalorisation de l'idemnité viagère de départ non complément de retraite ; déplore que la loi d'orientation ne soit pas accompagnée d'une loi de programme ; absence de réajustement de la dotation d'installation ; absence de priorité pour la politique d'élevage ; insuffisances dans la formation des hommes ; effort excessif demandé à la profession pour le financement du BAPSA ; risque d'accentuation des déséquilibres entre régions agricoles prospères et régions agricoles fragiles ; importance des équipements publics ruraux pour le maintien des populations ; non revalorisation des aides correctrices aux revenus ; absence d'amélioration des retraites agricoles et des droits personnels des conjointes d'exploitants ; insuffisante progression des crédits du FIDAR ; démembrement inquiétant des attributions du ministère de l'agriculture par le rattachement du FIDAR et des industries agricoles et alimentaires au Premier ministre ; rôle essentiel joué par l'agriculture depuis 20 ans pour soutenir la croissance française ; évolution préoccupante du revenu agricole depuis 1974 ; difficultés de trésorerie des exploitants ; (p. 9634) : caractère tardif de l'augmentation des fonds pour l'électrification rurale. **Examen des crédits** [8 novembre 1979] : **Etat C - Titre VI** (p. 9670) : nécessité d'améliorer les moyens de financement des prestations de service en milieu rural ; son amendement déclaré irrecevable, visant à introduire dans le BAPSA la prestation créée pour le remplacement des agricultrices en cas de maternité et à permettre à la mutualité sociale agricole de constituer un fonds annexe d'action sanitaire et sociale avec les cotisations qu'elle prélève actuellement pour financer cette prestation. **Après l'Article 74** (p. 9672) : son amendement n° 343 rectifié : réintroduction des terres en friches dans l'assiette des cotisations cadastrales servant à l'établissement des cotisations par la mutualité sociale agricole ; retiré ; justifie le dépôt de cet amendement par sa volonté de voir la mesure entrer en application dès 1980 ; son opposition à une taxation au profit des collectivités locales ; (p. 9673) : son amendement n° 415 corrigé : majoration du produit de la taxe sur les corps gras alimentaires pour diminuer à due concurrence le produit de la cotisation cadastrale ; réservé ; [17 novembre 1979] : **Après l'Article 74** (*suite*) (p. 10301) : son amendement n° 415 corrigé précédemment réservé soutenu par M. Augustin Chauvet : majoration du produit de la taxe sur les corps gras alimentaires et réduction du produit des cotisations cadastrales versées par les agriculteurs au titre de l'assurance vieillesse ; rejeté.

Anciens combattants. Discussion générale [14 novembre 1979] (p. 10038) : détérioration du climat entre le gouvernement et les associations du monde combattant ; le problème du rapport constant ; la publication des listes des unités combattantes des anciens d'Afrique du Nord ; les veuves de guerre ; approuve l'abaissement à 40 ans du bénéfice de la pension à l'indice 500 aux veuves de guerre ; s'étonne que cette mesure ne figure pas dans le document budgétaire.

— **Rappel au règlement** [8 novembre 1979] (p. 9616) : vote par l'Assemblée européenne de la réduction des dépenses du FEOGA et de l'institution d'une taxe de coresponsabilité frappant les producteurs de lait ; demande du RPR au Gouvernement français de déclarer ce vote nul et de refuser de cautionner une évolution des institutions européennes contraire à la volonté des Français.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion générale** [11 décembre 1979] (p. 11597) : déplore l'absence de programmation des moyens financiers ; rôle déterminant de l'agriculture dans l'économie pour les années à venir en raison de l'aggravation de la situation alimentaire ; rejette les thèses malthusiennes de certains partenaires de la Communauté ; déplore l'attitude britannique ; (p. 11598) : propositions de la commission relatives au futur règlement ovin inacceptables ; critiques injustifiées faites à la politique agricole communautaire ; nécessité d'une relance offensive par la France de la politique agricole commune ; impossibilité de troisième négociation des conditions d'adhésion avec la Grande-Bretagne ; problème posé par l'élargissement de la Communauté ; volonté des Britanniques de transformer le Marché commun en zone de libre-échange ; politique agricole des vingt prochaines années devant être expansionniste, et orientée vers l'exploitation familiale à responsabilité personnelle ; actions prioritaires : la politique des prix agricoles ; nécessité d'une nouvelle hiérarchie des prix plus favorables aux productions animales ; (p. 11599) : le développement de la filière agro-alimentaire ; renforcement de la politique d'installation des jeunes par la réforme de l'IVD ; la revalorisation des retraites et de la DJA ; allégement du foncier par le développement des GFA lors des successions ; le nantissement des parts de GFA ; le maintien du développement du fermage ; nécessité d'une fiscalité adaptée aux exploitations agricoles ; (p. 11600) : nécessité d'une relance de la

recherche agronomique et de la formation des hommes ; lacune du projet sur ce point ; souhaite l'instauration d'une politique globale d'aménagement de l'espace rural tendant à favoriser une utilisation des terres conformes à leur vocation ; la forêt ; les services publics en milieu rural ; nécessité de réduire les inégalités en agriculture par la possibilité de prendre en considération les revenus extra-agricoles des ménages ; (p. 11601) : insuffisance des dispositions relatives à l'amélioration du statut des conjoints d'exploitants. **Discussion des articles** [13 décembre 1979] : **Article premier** (p. 11761) : possibilité de développer une agriculture compétitive dans les région de montagne comme le démontrent les expériences menées en Autriche et en Suisse ; (p. 11762) : soutient l'amendement n° 391 de M. Jacques Boyon : nécessité de régionaliser la politique agricole. **Après l'Article 2** (p. 11787) : soutient le sous-amendement n° 392 de M. Jacques Boyon à l'amendement n° 11 de la commission : prise en compte des handicaps de nature démographique dans les plans d'orientation régionaux ; soutient le sous-amendement n° 393 de M. Jacques Boyon : place particulière faite aux productions de qualité par les programmes régionaux d'orientation. **Article 3** (p. 11803) : soutient le sous-amendement n° 579 de M. Jacques Boyon à l'amendement n° 14 de la commission : mission du fonds d'accroître le dynamisme de la prospection et de la vente ; [14 décembre 1979] : **Article 4** (p. 11917) : son sous-amendement n° 395 à l'amendement n° 17 corrigé de la commission : extension des possibilités de la conciliation et de l'arbitrage ; adopté. **Article 5** (p. 11922) : son amendement n° 396 : rétroactivité de l'extension à la date de la conclusion des accords entre les familles interprofessionnelles intéressées ; retiré ; (p. 11923) : son amendement n° 397 : conditions et délai de l'extension ; adopté après rectification. **Article 6** (p. 11924) : son sous-amendement n° 398 corrigé à l'amendement n° 21 de la commission : institution de procédures de recouvrement des cotisations en faveur des organisations interprofessionnelles ; adopté. **Article 7** (p. 11929) : son amendement n° 270 : cotisation minimale fixée par décret ; retiré ; (p. 11930) : son amendement n° 272 : suppression de la possibilité de créer des cotisations sans prestations prévue au paragraphe IV de l'article 7 ; rejeté ; (p. 11932) : favorable à l'amendement n° 23 de la commission : modalité d'entrée en vigueur du texte. **Après l'Article 7** (p. 11933) : approuve l'amendement n° 24 corrigé de la commission. **Article 9** (p. 11938) : favorable à l'amendement n° 27 de la commission : rédactionnel. **Après l'Article 13** (p. 11953) : son sous-amendement n° 710 à l'amendement n° 40 de la commission : fixation par décret des conditions d'application de l'amendement n° 40 ; adopté ; [15 décembre 1979] : **Après l'Article 21** (p. 12020) : approuve le sous-amendement n° 634 du Gouvernement à l'amendement n° 51 de la commission ; (p. 12024) : son amendement n° 420 corrigé : obligation pour le GAEC d'être constitué de personnes physiques, majeures ou éventuellement mineures émancipées ; adopté ; son amendement n° 421 corrigé : obligation pour le GAEC de réunir au plus dix associés ou au moins deux ménages ; adopté ; son amendement n° 422 corrigé : obligation pour les associés en GAEC d'assurer effectivement et personnellement différentes tâches de l'exploitation ; adopté. **Article 13 précédemment réservé :** insuffisance des dispositions du projet relatives à la femme d'agriculteur ; absence de dispositions sur les droits sociaux des conjointes d'exploitants ; son amendement relatif aux pensions d'invalidité des conjointes d'exploitants déclaré irrecevable ; (p. 12030) : ses sous-amendement n^{os} 712 et 713 à l'amendement n° 657 de M. Jean Foyer : éligibilité au conseil d'administration des organismes de crédit agricole, de mutualité, de coopération de l'un ou de l'autre des époux exploitants ; adopté. **Explications de vote** (p. 12113) : la création du fonds de promotion des produits agricoles ; le volet foncier du projet de loi ; sauvegarde de l'égalité des partages dans les successions ; regrette que la loi ne soit pas accompagnée d'un engagement financier plus important. **Deuxième lecture. Discussion générale** [8 avril 1980] (p. 111) : revenu agricole ; endettement des agriculteurs ; élevages bovin et ovin ; aide au troupeau allaitant ; éleveurs d'animaux de service dans le Massif central ; (p. 112) : politique agricole commune ; montants compensatoires monétaires ; politique de la Grande-Bretagne ; article 15 du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier et fiscalité des SAFER ; salaire minimum familial ; fiscalité agricole ; charte de cinq ans entre la profession agricole et l'Etat. **Discussion des articles** [9 avril 1980] : **Article 5** *bis* (p. 185) : son sous amendement n° 309 à l'amendement n° 179 du Gouvernement : modalités de recouvrement des cotisations sur les produits importés ; adopté : **Article 7** (p. 193) : son amendement n° 44 : suppression de la notion de valeur moyenne des cotisations ; adopté. **Article 9** (p. 197) : soutient l'amendement n° 182 de M. Michel Cointat ; [10 avril 1980] : **Article 14** *bis* **B** (p. 215) : soutient l'amendement n° 132 de M. Michel Cointat. **Article 22 E** (p. 259) : son amendement n° 187 : prise en compte des productions hors sols dans l'application de l'article 188-2 du code rural ; adopté. **Article 26** *octies* **A** (p. 274) : soutient l'amendement n° 298 de

M. Gérard César. **Article 33** (p. 286) : nécessité d'appliquer la loi d'orientation agricole aux départements d'outre-mer dans les délais prévus à l'article 33. **Explications de vote** (p. 291) : politique européenne ; moyens financiers et budgétaires d'application de la loi.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [17 octobre 1980] : **Avant l'Article 3 précédemment réservé** (p. 2862) : soutient l'amendement n° 210 de M. Pierre Mauger : extension aux TOM et à la collectivité territoriale de Mayotte des dispositions inscrites dans la loi de finances pour 1981 en faveur des DOM ; extension des mesures fiscales adoptées en 1979 aux opérations de constructions immobilières ; [21 octobre 1980] (p. 2882) : exclusion des entreprises agricoles du bénéfice de l'incitation fiscale à l'investissement ; discrimination selon les secteurs d'activité.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — V. **Recherche,** rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles familiales et sociales. **Discussion générale** [22 octobre 1980] (p. 2966) : budget de la recherche en forte croissance ; priorité accordée à la recherche par le VIII[e] plan ; (p. 2967) : augmentation de l'enveloppe-recherche ; retard de la France sur ses concurrents industriels ; nécessité d'une planification à long terme des grands équipements de la recherche ; nécessité d'un effort accru de la part des entreprises privées ; création de postes de chercheurs ; statut des ingénieurs techniciens et administratifs ; effort de recherche en faveur des DOM-TOM ; gazéification du charbon ; (p. 2968) : effort de recherche et place de la France dans le monde.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [6 novembre 1980] (p. 3631) : budget ne reflétant pas la politique agricole du Gouvernement ; (p. 3632) : importance des décisions prises au niveau communautaire ; diminution du revenu agricole malgré le niveau élevé de la production et l'excédent extérieur; déficiences de fonctionnement de la politique agricole commune ; injustice d'une politique d'aides directes compensatrices de perte de revenu ; problème de respect de la préférence communautaire ; son hostilité à la généralisation du système du quota ; (p. 3633) : souhaite la mise en œuvre d'une politique dynamique d'exportation et d'aides alimentaires au niveau de la communauté ; problème financier du FEOGA ; budget de 1981 et loi d'orientation ; revalorisation des aides à l'installation des jeunes agriculteurs ; effort accompli en matière de formation ; (p. 3634) : faible progression des crédits d'équipement ; nécessité d'un effort supplémentaire de deux milliards par an en faveur de l'investissement agricole ; modernisation de la fiscalité agricole.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **1600**). **Lettre rectificative** (n° **2098**). **Première lecture. Discussion des articles** [4 décembre 1980] : **Article 4** (p. 4646) : estime dangereuse la suppression des dégrèvements de taxe foncière ; problèmes du financement du fonds national de garantie contre les calamités agricoles ; [5 décembre 1980] : **Article 44** (p. 4740) : son amendement n° 11 : suppression de l'article 44 ; rejeté par scrutin public.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1980** (n° **2141**). **Première lecture. Discussion générale** [16 décembre 1980] (p. 4931) : conférence annuelle agricole et déclin du rôle du parlement ; nécessité de compenser la perte de revenu subie en 1980 (p. 4931) : conférence annuelle agricole et déclin du rôle du parlement ; nécessité de compenser la perte de revenu subie en 1980 par les agriculteurs qui pouvait être évitée ; augmentation des prix à la production inférieure à celle des prix des produits et services nécessaires à l'agriculture ; mauvais fonctionnement de la politique agricole commune et échec de la lutte contre l'inflation ; (p. 4932) : arbitraire dans le choix des secteurs retenus pour l'aide au revenu ; aide accordée au secteur porcin plus importante que celle qui est accordée aux secteurs bovin et ovin ; problème de l'incompatibilité du recours à l'emprunt public pour financer des aides au revenu avec les objectifs de la lutte contre l'inflation ; augmentation du déficit budgétaire de 1981.

PELLETIER (Jacques)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation.

NOMINATIONS

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation (troisième Gouvernement Barre). Décret du 6 avril 1978 [*J.O.* du 7 avril 1978] (p. 1571).

Elu sénateur le 28 septembre 1980. Donne sa démission de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation [*J.O.* du 3 octobre 1980] (p. 2295).

QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement de :

— **M. Hubert Voilquin : Maintien des classes primaires rurales** [17 mai 1978] (p. 1758, 1759) : maintien de l'école élémentaire à classe unique pour un minimum de neuf élèves ; fermeture de telles classes jamais automatique ; prise en considération des possibilités d'accueil dans une autre école et des conditions climatiques et géographiques ; expérience des regroupements intercommunaux.

— **M. Jacques Brunhes : Rentrée scolaire** [5 octobre 1978] (p. 5608) : les créations de postes ont permis de réduire les effectifs par classe dans la majorité des cas.

— **M. Antoine Gissinger : Enseignement des langues étrangères** [2 mai 1979] (p. 3329) : propositions concernant une réforme de l'enseignement des langues étrangères étudiées en concertation avec les syndicats d'enseignants, les associations de parents et les commissions du Parlement.

— **M. René Visse : Atteintes aux libertés syndicales** [20 juin 1979] (p. 5338) : respect des libertés syndicales et du droit de grève ; le cas de la sous-directrice d'un CES de Reims.

— **M. Jean Auroux : Emploi des maîtres auxiliaires de l'éducation** [27 juin 1979] (p. 5732) : effort important de titularisation entrepris depuis 1975 ; impossibilité d'envisager la diminution du nombre des postes offerts aux concours de recrutement ; recherche d'une solution progressive.

— **M. Jean Royer : Financement des centres de formation d'apprentis de la métallurgie** [27 juin 1979] (p. 5734) : la circulaire du 3 avril 1979 n'a pas introduit la notion de budget théorique déjà définie dans les arrêtés de 1972 et 1975 ; cette circulaire n'interdit pas de dépasser le plancher des 360 heures de formation ; application de l'arrêté du 18 mars 1975 ; extension de la politique contractuelle.

— **M. Robert Wagner : Reconstruction des collèges de type Binder** [28 novembre 1979] (p. 10820) : les constructions de type Binder sont entièrement métalliques ; l'effort de restructuration des bâtiments vétustes.

— **M. Jacques Brunhes : Grève des enseignants du second degré** [12 décembre 1979] (p. 11660) : grève venant d'avoir lieu n'a pas eu plus de succès qu'une grève de routine ; atteinte portée au bon renom de l'école publique et de l'enseignement du second degré ; poursuite de la politique de concertation.

— **M. Robert-Félix Fabre : Grève de personnels enseignants** [12 décembre 1979] (p. 11664) : les établissements publics doivent accueillir élèves et étudiants, assurer la liberté des cours, le service des repas ; surveillance et sécurité des élèves assurées dans les collèges et lycées, mais pas de personnels spécialisés pour le écoles ; discussion prochaine sur ce problème avec les partenaires sociaux.

— **M. Pierre Goldberg : Fermetures de classes** [11 juin 1980] (p. 1739) : maintien de l'activité des services publics en milieu rural.

Réponses aux questions orales sans débat de :

— **M. Jean-Paul Fuchs** (n° **810**) : **Remplacement de professeurs de CES** [28 avril 1978] (p. 1454, 1455) : difficultés rencontrées dans l'académie de Strasbourg ; recherche par les services de l'éducation de solutions applicables sur un plan général.

— **M. Jacques Brunhes** (n° **3135**) : **Gratuité de l'enseignement** [16 juin 1978] (p. 3087, 3088, 3089) : gratuité des manuels ; augmentation du taux de la participation de l'Etat aux transports scolaires ; transports des handicapés ; bourses ; octroi d'une aide de plus en plus sélective aux familles.

— **M. Daniel Goulet** (n° **3753**) : **Enseignement préscolaire en zone rurale** [30 juin 1978] (p. 3741, 3742) : progression de la préscolarisation en France grâce aux efforts de l'Etat et des collectivités locales.

— **M. Jacques Baumel** (n° **14518**) : **Remplacement des institutrices dans les Hauts-de-Seine** [6 avril 1979] (p. 2421, 2422) : interruption du recrutement d'instituteurs suppléants dans le cadre du plan de résorption des auxiliaires ; nouvelles modalités des remplacements d'enseignants à l'étude.

— **M. Pierre Ribes** (n° **14631**) : **Fermeture de classes dans les Yvelines** [6 avril 1979] (p. 2422) : créations et fermetures de classes en fonction de l'évolution annuelle des effectifs ; pour la prochaine rentrée scolaire dans les Yvelines, le nombre des classes ouvertes sera supérieur à celui des classes fermées.

— **M. Jean-Marie Daillet** (n° **14641**) : **Construction de collèges** [6 avril 1979] (p. 2423, 2424) : la construction de collèges ruraux reste une des premières préoccupations du ministère ; il sera davantage tenu compte dans la répartition régionale des crédits, même en cas d'effectifs en déclin.

— **M. Adrien Zeller** (n° **17368**) : **Education manuelle et technique** [15 juin 1979] (p. 5208, 5209) : crédits accordés aux régions

pour la création d'ateliers d'éducation manuelle et technique ; à la rentrée de 1979, 1.200 collèges seront équipés d'un atelier et 6.000 maîtres auront été formés ; délai de cinq ans pour construire l'ensemble des ateliers.

— **M. Guy Hermier** (n° **20962**) : **Maîtres auxiliaires** [12 octobre 1979] (p. 8200, 8201) : diminution du recrutement des maîtres auxiliaires en raison de la titularisation d'un grand nombre d'entre eux et de l'évolution démographique ; lettre du ministre de l'éducation à la FEN confirmant que les maîtres auxiliaires engagés l'an dernier et non reçus à des concours seraient réengagés entre le 15 septembre et fin octobre, donc inquiétude prématurée à leur sujet.

— **M. Emmanuel Hamel** (n° **23053**) : **Crédits du ministère de l'éducation dans la région Rhône-Alpes** [30 novembre 1979] (p. 11050) : effort considérable accompli dans la région Rhône-Alpes dans le domaine des équipements scolaires ; mode de répartition des crédits d'investissement et des emplois d'enseignants entre les régions ; région Rhône-Alpes non défavorisée par rapport aux autres ; les services de l'éducation ont tenu compte des transferts de population très importants pour cette région depuis dix ans ; affinage des prévisions de mutation en 1980.

— **Suppléant M. Christian Beullac (ministre de l'éducation), M. Louis Mexandeau** (n° **22775**) : **Enseignement de l'histoire et de la géographie** [30 novembre 1979] (p. 11051) : soupçon inacceptable sur la compétence et la conscience des maîtres chargés de ces enseignements ; pas question de supprimer ou d'amputer l'enseignement de ces disciplines, mais de l'élargir.

— **M. Jean Royer** (n° **25162**) : **Répression de l'affichage sauvage** [23 mai 1980] (p 1252) : nouvelle loi réglementant la publicité et les enseignes.

— **M. Alain Vivien** (n° **30397**) : **Postes d'instituteurs dans les villes nouvelles** [23 mai 1980] (p. 1254) : régulation des attributions de logements dans les villes nouvelles.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Education. Discussion générale [13 novembre 1978] (p. 7481) : mise en œuvre de mesures de décentralisation et de déconcentration pour le premier degré ; expérience de décentralisation des crédits du deuxième degré dans quatre régions ; augmentation des crédits d'équipements régionalisés en 1979 ; baisse des effectifs au niveau de l'enseignement du premier degré ; augmentation des crédits pour les travaux de sécurité ; développement des ateliers ; scolarisation des enfants français à l'étranger ; (p. 7482) : augmentation des crédits pour les écoles françaises ; (p. 7493) : sur le rappel au règlement de M. Joseph Franceschi : assure qu'un compte rendu fidèle des déclarations sera présenté au ministre de l'éducation ; (p. 7520) : accepte la régionalisation des crédits de décoration de 1 % ; problème des places d'internat ; mise en place progressive d'un nouveau système de gestion technique des bâtiments ; (p. 7521) : diminution des effectifs et des moyens de l'enseignement primaire ; importance des charges communales provenant des classes maternelles ; difficulté du transport scolaire des enfants des écoles maternelles ; problème des dotations allouées à l'enseignement du second degré ; difficultés particulières de la région parisienne en raison des importants transferts de population qu'elle connaît ; progression importante des crédits affectés au DOM-TOM ; problème du lycée hôtelier de l'Illkirch-Graffenstaden ; augmentation des crédits consacrés à la sécurité dans les établissements scolaires ; nécessité d'une définition plus précise des rôles respectifs de l'Etat et des collectivités locales ; (p. 7522) : augmentation des crédits des écoles françaises à l'étranger ; souhaite laisser une large initiative aux établissements avec la participation des élèves, des parents, des enseignants et des élus.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Education. Discussion générale [22 octobre 1979] (p. 8747) : déconcentration et décentralisation ; renforcement du rôle du recteur ; accroissement de l'autonomie des établissements ; meilleure adaptation de la carte scolaire aux réalités locales ; développement de la situation des écoles françaises de l'étranger ; amélioration de l'enseignement donné par l'inspection et le contrôle pédagogique ; création d'emplois d'instituteurs ; régularisation de la situation des instituteurs issus de l'école normale de Polynésie française ; (p. 8748) : accroissement de la dotation prévisionnelle pour les constructions du second degré dans les DOM-TOM ; développement de l'apprentissage des langues étrangères ; souhaite l'ouverture des établissements scolaires à la formation linguistique des adultes ; priorité donnée à la maintenance du patrimoine ; augmentation sensible du budget d'équipement ; problème de la diminution du montant des crédits de paiement ; maîtrise d'ouvrage pour les constructions du deuxième

degré laissée à la collectivité locale ; importance de l'enseignement technique ; effort particulier fait pour la région Ile-de-France ; augmentation de la dotation prévisionnelle allouée à la région Midi-Pyrénées.

PELLETIER (Monique)

Secrétaire d'Etat auprès du garde des sceaux, ministre de la justice, puis ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la condition féminine.

NOMINATIONS

Secrétaire d'Etat auprès du garde des sceaux, ministre de la justice (troisième Gouvernement Barre). Décret du 6 avril 1978 [*J.O.* du 7 avril 1978] (p. 1571).

Fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du garde des sceaux, ministre de la justice (troisième Gouvernement Barre). Décret du 11 septembre 1978 [*J.O.* du 12 septembre 1978] (p. 3250).

Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la condition féminine (troisième Gouvernement Barre). Décret du 11 septembre 1978 [*J.O.* du 12 septembre 1978] (p. 3250).

Fin de ses fonctions de ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la condition féminine (troisième Gouvernement Barre). Décret du 4 mars 1981 [*J.O.* du 5 mars 1981] (p. 694).

DÉPOTS

— **Projet de loi** portant **suppression des limites d'âge d'accès aux emplois de la fonction publique pour certaines catégories de femmes** (n° **988**) [18 avril 1979].

— **Projet de loi** modifiant **certaines dispositions du code électoral en vue de favoriser la participation des femmes aux élections municipales** (n° **1142**) [19 juin 1979].

— **Projet de loi** relatif à l'**interruption volontaire de grossesse** (n° **1328**) [9 octobre 1979].

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique familiale** (n° **1408**) [21 novembre 1979].

— **Projet de loi étendant aux femmes qui se sont consacrées à l'éducation de leurs enfants, les facilités d'accès aux universités ouvertes par la loi du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur** (n° **1576**) [25 février 1980].

— **Projet de loi** portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des **familles nombreuses** (n° **1608**) [9 avril 1980].

QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement de :

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du garde des sceaux, ministre de la justice :

— **M. Jean Brocard : Lutte contre la drogue** [14 juin 1978] (p. 2874, 2875) : actions de prévention et de réinsertion ; protection des pharmaciens ; limitation des prescriptions abusives de médicaments psychotropes.

En qualité de ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la condition féminine :

— **M. Jacques Brunhes : Sécurité dans les bureaux de poste** [22 novembre 1978] (p. 8153) : équipement des bureaux de poste en matière de sécurité ; renforcement prévu des effectifs de gendarmerie dans les zones à haut risque.

— **M. Roch Pidjot : Drogue en Nouvelle-Calédonie** [13 décembre 1978] (p. 9368) : coopération entre police judiciaire, services de douane, police de l'air et des frontières et office de stupéfiants pour démanteler le réseau en provenance d'Australie ; information des chefs d'établissements scolaires ; la conférence de la commission du Pacifique Sud se préoccupe du problème de la drogue.

— **Mme Florence d'Harcourt : Loi sur l'avortement et politique de la famille** [10 octobre 1979] (p. 8009) : le Gouvernement mène une politique familiale ; mission du ministre chargé de la condition familiale ; nécessité d'un débat d'orientation dans lequel le Gouvernement fera connaître son programme d'action en fonction des possibilités financières et des aspirations des familles.

— **M. Gabriel Péronnet : Lutte contre la toxicomanie** [31 octobre 1979] (p. 9262) : la France moins touchée que ses voisins par la drogue ; actions permanentes menées contre le trafic, pour l'information des magistrats, du personnel de police et des enseignants ; augmentation des services de police dans le Val-de-Marne et les Alpes-Maritimes; commission interministérielle des stupéfiants.

— **M. Jean Fontaine : Exclusion des départements d'outre-mer du champ d'applica-**

tion du projet de loi instituant un revenu minimum familial [30 avril 1980] (p. 855) : prestations familiales dans les DOM.

— **Mme Myriam Barbera : Jugements des tribunaux sur les inégalités sociales entre femmes et hommes** [22 octobre 1980] (p. 2958) : décision prud'homale en faveur des vendeuses des Galeries Lafayettes de Montpellier ; indépendance du pouvoir judiciaire.

— **M. Auguste Cazalet : Lutte contre la drogue** [5 novembre 1980] (p. 3573-3574) : répression du trafic ; prévention.

Réponses aux questions orales sans débat de :

En qualité de ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la condition féminine :

— **Mme Hélène Constans** (n° **6411**) : **Condition féminine** [6 octobre 1978] (p. 5760) : volonté du ministre d'agir pour les femmes : égalité juridique ; pensions alimentaires ; aménagement des horaires.

— **Mme Hélène Constans** (n° **16611**) : **Egalité des hommes et des femmes dans le travail** [1er juin 1979] (p. 4604, 4605) : plainte devant les tribunaux en cas de violation des lois instituant l'égalité des rémunérations entre hommes et femmes ; possibilité pour les associations féminines de se porter partie civile actuellement en cours d'examen ; inégalité des salaires due à l'inégalité de qualifications à laquelle le Gouvernement essaie de remédier.

— **M. Loïc Bouvard** (n° **31720**) : **Femmes chargées de famille** [13 juin 1980] (p. 1856) : condition d'attribution de la pension de réversion ; allocation de parent isolé ; moyen d'hébergement pour les femmes célibataires ; mesures en faveur des femmes chefs de famille ; lancement d'une campagne nationale d'information ; recouvrement des pensions alimentaires pour les femmes divorcées.

— **M. Adrien Zeller** (n° **31877**) : **Lutte contre la drogue** [13 juin 1980] (p. 1857) : développement des clubs « Vie et Santé » ; utilisation des moyens audiovisuels ; création d'un institut national de l'enseignement de la recherche et de l'information sur les toxicomanies ; rapport sur les problèmes posés par la drogue.

— **Mme Colette Goeuriot** (n° **32362**) : **Action en faveur des femmes** [20 juin 1980] (p. 2012) : décennie de la femme ; législation en faveur des femmes ; convention sur l'élimination de toute discrimination à l'égard des femmes adoptée par l'ONU.

— **M. Lucien Villa** (n° **30507**) : **Théâtre de l'Est parisien** [20 juin 1980] (p. 2013) : coût des travaux de reconstruction.

INTERVENTIONS

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du garde des sceaux, ministre de la justice :

— **Projet de loi modifiant la loi n° 67-523 du 3 juillet 1967 relative à la cour de cassation** (n° **18**). **Première lecture. Discussion générale** [10 mai 1978] (p. 1566) : le rôle des conseillers référendaires ; la loi de 1967 ; l'absence d'incidence financière du projet de loi.

— **Projet de loi portant réforme de la procédure pénale sur la police judiciaire et le jury d'assises** (n° **165**). **Quatrième lecture. Discussion générale** [1er juillet 1978] (p. 3782) : désaccord entre l'Assemblée nationale et le Sénat sur l'article 31 du projet : compétence du juge de l'application des peines pour les transferts des détenus d'un établissement pénitentiaire à l'autre dans le texte du Sénat ; inapplicabilité de cette disposition ; demande à l'Assemblée de revenir au texte voté en première lecture prévoyant l'avis du juge de l'application des peines et la compétence de l'administration pénitentiaire pour la décision finale.

En qualité de ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la condition féminine :

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1978] (p. 7237) : création d'une indemnité compensatrice pour les conjoints d'exploitants agricoles bénéficiant de l'indemnité viagère de départ ; rappelle les mesures déjà prises en matière de retraite, de formation professionnelle et de congé maternité pour les femmes d'exploitants ; annonce la discussion au Sénat en décembre 1978 d'un projet de loi permettant aux femmes d'exploitants agricoles de bénéficier d'un statut de coexploitantes.

— **Projet de loi portant suppression des limites d'âge d'accès aux emplois de la fonction publique pour certaines catégories de femmes** (n° **988**). **Première lecture. Discussion générale** [5 juin 1979] (p. 4654) : projet s'inscrivant dans le cadre général des actions engagées par les pouvoirs publics pour venir en aide aux femmes seules ; projet prévoyant que les limites d'âge pour l'accès aux emplois publics ne seront plus opposables à ces femmes ; problème de la notion de séparation de fait. **Discussion de l'article unique** [5 juin 1979]. **Article unique** (p. 4657) : opposition du Gouvernement à l'amendement n° 1 de la commission ; difficulté d'apporter la preuve de la séparation de fait ; amendement por-

tant atteinte au principe de l'égalité des chances à concourir. **Après l'Article unique** (p. 4658) : soutient le sous-amendement n° 4 du Gouvernement à l'amendement n° 3 de M. Michel Aurillac : refusant d'assimiler aux emplois publics pour l'application de la présente loi les emplois offerts par les organismes privés chargés d'un service public et les établissements placés sous le contrôle de la caisse des dépôts et consignations ; rejeté ; accepte que les caisses d'épargne soient concernées par le texte. **Deuxième lecture. Discussion générale** [29 juin 1979] (p. 5881) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement de M. Michel Aurillac qui tend à introduire dans le champ d'application de la loi les caisses d'épargne ordinaires.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique familiale** (n° **1408**). **Discussion** [21 novembre 1979] (p. 10435) : trois principes guident l'action du Gouvernement : priorité nationale accordée à la famille, respect de la liberté et de la responsabilité des familles, adaptation de la politique familiale à son temps ; évolution du mode de vie des familles françaises et de la condition féminine ; problèmes posés par le troisième enfant ; situation démographique de la France ; (p. 10436): 100 milliards de francs de dépenses engagées en faveur des familles ; accroissement annuel de 1,5 % du pouvoir d'achat des prestations familiales ; création du comité interministériel de la famille ; protection de la maternité; institution du complément familial qui représente 12 milliards de francs chaque année ; (p. 10437) : la politique du logement : APL et prêts d'accession à la propriété ; aspiration des mères de famille à l'aménagement de leur temps ; problèmes posés par la garde des jeunes enfants ; mise en place d'un statut social de la mère de famille ; (p. 10483) : s'étonne que les contrats obligés, dénoncés par Mme Jeanine Porte, puissent être conclus; [22 novembre 1979] (p. 10558) : évolution du pouvoir d'achat des prestations familiales; allocations familiales représentant actuellement moins du tiers de l'effort social en faveur des familles ; problème des excédents de la branche famille ; institution d'une prestation familiale unique et modulée selon l'âge ou le rang des familles, selon le handicap et selon la situation propre de chaque famille constituant une fausse simplification ; amélioration de la situation des femmes seules chefs de famille ; attachement des Français au quotient familial; (p. 10559) : versement de prestations sous plafond ne constituant pas une assistance ; émet des réserves quant à l'utilité d'une loi-cadre ; échec des expériences de politique purement nataliste ; intention du Gouvernement d'organiser au printemps 1980 un colloque scientifique sur la démographie française ; (p. 10560) : liberté des responsables des chaînes de télévision ; problème du salaire maternel et du statut social de la mère de famille ; estime irréaliste, dans le contexte économique actuel, d'instituer un salaire maternel ; existence d'un statut social global de la mère de famille comportant quatre volets : protection de la mère de famille en cas d'isolement, garantie contre le risque maladie, protection contre la vieillesse, réinsertion professionnelle des mères de famille ; (p. 10561) : annonce les mesures prises en faveur des familles par le Gouvernement : progression de 1,5 % par an du pouvoir d'achat des prestations familiales, multiplication par dix des bénéficaires de l'aide personnalisée au logement, mise en œuvre d'un système d'incitation financière pour que les nouveaux programmes de logements sociaux comportent des logements adaptés aux familles, encouragement du travail à temps partiel, prise en charge par les caisses d'allocations familiales des cotisations sociales dues par les parents qui font appel à une assistante maternelle, revenu minimum garanti de 3.500 F par mois pour les familles nombreuses, assurance veuvage, progression du pouvoir d'achat des prestations familiales d'au moins 3 % pour les familles nombreuses, maintien des réductions de transports SNCF ; (p. 10562) : augmentation à 10.000 F des allocations versées à l'occasion de la naissance d'un troisième enfant, augmentation à six mois de la durée du congé de maternité à partir du troisième enfant, prise en compte par l'assurance-vieillesse des années consacrées à l'éducation des enfants par les mères de famille de trois enfants et plus, priorité absolue dans les organismes HLM pour les familles de trois enfants et plus, système de prêts permettant aux familles nombreuses d'accéder à la propriété sans fournir d'apport personnel.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1328**). **Première lecture. Discussion générale** [27 novembre 1979] (p. 10705) : inefficacité de la loi de 1924 ; conséquences tragiques de la clandestinité ; avortement clandestin constituant une des principales causes de mortalité des femmes en âge d'avoir des enfants ; reconduction à titre définitif de la loi du 17 janvier 1975 demandée par le Gouvernement ; bilan de la loi de 1975 : stabilité du nombre d'interruptions volontaires de grossesse, subsistance de pratiques condamnables, disparition des complications consécutives aux avortements clandestins ; 250.000 avortements environ par an ; enquêtes systématiques de l'inspection générale des affaires sociales dans sept départements ; (p. 10706) : absence d'incidences de la législation sur l'avortement sur la baisse de la fécondité ; possibilité d'appliquer la loi

dans les conditions voulues par le législateur ; la loi de 1975 est une loi de responsabilité individuelle pour la femme et pour le médecin ; importance de la procédure préalable ; les garanties médicales ; sanctions contraventionnelles au défaut d'établissement des bulletins statistiques par les médecins ; (p. 10707) : action en faveur des personnels chargés de l'entretien préalable ; diffusion de l'information sur la contraception ; diffusion obligatoire des listes des établissements d'information et des centres de planification familiale ; généralisation des clubs de santé scolaire ; intégration dans les études médicales d'une formation à la contraception ; (p. 10711) : **contre l'exception d'irrecevabilité de Mme Florence d'Harcourt** : constitutionnalité de la loi de 1975 : artifices de procédure utilisés par les adversaires de l'avortement ; (p. 10721) : **contre la question préalable de M. Michel Debré** : résistance passionnelle opposée à l'appication de la loi de 1975 ; large information du Parlement ; valeur des statistiques officielles ; l'avortement n'est jamais un acte anodin ; (p. 10722) : la politique familiale du Gouvernement ; incidence des interruptions de grossesse sur la démographie ; retour à l'ancienne législation si le projet n'est pas discuté et voté ; (p. 10750) : estime que sa qualité de mère de famille et sa fonction de ministre sont en parfait accord quand elle défend le projet ; [28 novembre 1979] (p. 10833) : caractère subjectif de la notion de détresse ; (p. 10850) : proteste contre l'expression de « dossiers falsifiés » employée par M. Guy Guermeur ; les statistiques de l'avortement : 300.000 avortements clandestins avant 1975, 150.000 avortements recensés par an depuis le vote de la loi ; (p. 10859) : affirme sa solidarité avec le Gouvernement en place lors du vote de la loi de 1975 ; [29 novembre 1979] (p. 10885) : estime possible de marginaliser la pratique de l'avortement par une politique d'information et de prévention ; nécessité de refuser de banaliser l'avortement ; estime déraisonnable de faire croire que l'avortement est devenu banal et de lui imputer la crise de la démographie et la dégradation des mœurs ; (p. 10886) : s'engage à faire appliquer la loi de manière stricte et précise ; démarches du Gouvernement tendant à encadrer par une loi la pratique de l'avortement approuvées par la plupart des grandes associations familiales et féminines et par le corps médical ; (p. 10892) : s'oppose à la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Beaumont. **Discussion des articles** [29 novembre 1979]. **Avant l'Article premier** (p. 10893) : approuve l'amendement n° 33 rectifié de M. Jean Foyer ; (p. 10895) : s'oppose à l'amendement n° 59 de M. Adrien Zeller ; (p. 10896) : approuve l'amendement n° 113 de M. Lucien Neuwirth ; s'oppose aux amendements n° 80 de Mme Marie Jacq, n° 39 de la commission et n° 9 de Mme Adrienne Horvath ; (p. 10897) : s'oppose à l'amendement n° 125 de M. Michel Debré ; (p. 10899) : opposition du Gouvernement à une éducation sexuelle obligatoire et systématique qui doit relever de la responsabilité première et essentielle des familles ; généralisation par le ministre de l'éducation des clubs de santé ; s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Jacques Brunhes ; (p. 10900) : s'oppose aux amendements n° 8 de Mme Adrienne Horvath et n° 40 de la commission ; (p. 10902) : s'oppose à l'amendement n° 29 de Mme Colette Privat ; s'oppose à l'amendement n° 6 de Mme Gisèle Moreau ; (p. 10903) : s'oppose à l'amendement n° 7 de Mme Jacqueline Chonavel ; oppose l'irrecevabilité tirée de l'article 41 de la Constitution aux amendements n° 41 de la commission et n° 10 de Mme Colette Privat. **Après l'Article premier** (p. 10905) : s'oppose à l'amendement n° 11 de M. Alain Léger et à l'amendement n° 84 de Mme Marie Jacq ; nécessité de maintenir dans la loi une référence à la notion de détresse ; — **sur le rappel au règlement de M. Pierre-Charles Krieg** [29 novembre 1979] (p. 10917) : la discussion en cours doit être menée jusqu'à son terme ; (p. 10919) : s'oppose à l'amendement n° 42 de la commission ; impossibilité d'invoquer l'état de nécessité en cas d'interruption de grossesse ; (p. 10920) : s'oppose aux amendements n° 31 rectifié et n° 32 de M. Jean Foyer ; son hostilité à la formule d'une commission qui apprécierait la situation de détresse où se trouve la femme ; laxisme de la législation des pays où ces commissions existent ; (p. 10921) : extrême rareté des avortements de convenance ; (p. 10922) : s'oppose à l'amendement n° 32 de M. Jean Foyer qui édicte une interdiction sans déterminer de sanction ; (p. 10924) : s'oppose aux amendements n° 68 de M. Maurice Tissandier, n° 85 de M. François Autain et n° 12 rectifié de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis ; souhaite le maintien du délai de 10 semaines ; s'oppose à l'amendement n° 37 de M. Alexandre Bolo ; (p. 10925) : s'oppose aux amendements n° 122 de M. Pierre-Alexandre Bourson et n° 74 de M. Gilbert Gantier ; qualité de la formation dispensée aux médecins leur donnant à tous la compétence nécessaire pour pratiquer des interruptions volontaires de grossesse ; (p. 10927) : s'oppose à l'amendement n° 14 de Mme Colette Privat ; (p. 10928) : s'oppose aux amendements n° 89 de M. François Autain et n° 15 de Mme Colette Gœuriot ; (p. 10929) : s'oppose aux amendements n° 90 de M. François Autain, n° 16 de Mme Myriam Barbera et n° 17 de Mme Gisèle Moreau ; (p. 10930) : s'oppose aux amendements n° 91 de M. François Autain : précisant qu'au cours

de l'entretien aucune pression ne doit pouvoir être exercée à l'encontre de la décision de la femme, et n° 55 de la commission : entretien préalable assurant l'information de la femme en vue notamment de permettre à celle-ci de garder son enfant ; (p. 10931) : s'oppose à l'amendement n° 60 de M. Adrien Zeller : précisant que l'entretien ne doit pas avoir lieu en milieu hospitalier ; (p. 10932) : s'oppose à l'amendement n° 92 de M. François Autain : suppression de la référence à la participation du couple à la décision à prendre ; s'oppose à l'amendement n° 38 de M. Alexandre Bolo : interdisant de donner suite à la demande d'interruption volontaire de grossesse si le père qui fait oppsition à cette demande prend par écrit l'engagement d'élever l'enfant ; (p. 10933) : approuve le principe de l'amendement n° 61 de M. Adrien Zeller ; s'engage à procéder à une étude en vue de proposer une structure utile à la future mère ; (p. 10934) : s'oppose à l'amendement n° 93 de M. François Autain ; nécessité de la semaine de réflexion ; (p. 10935) : s'oppose à l'amendement n° 18 de Mme Jacqueline Chonavel ; nécessité de maintenir la semaine de réflexion ; (p. 10936) : s'oppose à l'amendement n° 3 corrigé de M. Michel Debré ; (p. 10938) : s'oppose à l'amendement n° 95 de Mme Marie Jacq et l'amendement n° 19 de Mme Jacqueline Chonavel ; possibilité pour les femmes mineures célibataires d'avoir recours au juge des enfants ; nécessité de permettre aux parents d'assurer dans les meilleures conditions les responsabilités parentales ; — **sur le rappel au règlement de M. Emmanuel Aubert** [29 novembre 1979] (p. 10938) : le renvoi de la suite de la discussion à une date ultérieure poserait des problèmes en raison de l'ordre du jour chargé ; (p. 10939) : s'oppose à l'amendement n° 48 de la commission ; (p. 10940) : s'oppose à l'amendement n° 96 de M. François Autain et à l'amendement n° 49 de la commission ; (p. 10945) : projet de décret en préparation étendant la possibilité de subir l'IVG aux femmes réfugiées politiques ; inopportunité de l'extension de la loi aux femmes étrangères ; (p. 10946) : s'oppose à l'amendement n° 53 de la commission : droit de citation directe et de constitution de partie civile en matière d'infraction à la loi sur l'avortement pour certaines associations ; (p. 10948) : opposition du Gouvernement au remboursement de l'IVG par la sécurité sociale ; prise en charge de 12 % des interruptions volontaires de grossesse au titre de l'aide médicale gratuite ; (p. 10949) : respect de l'anonymat dans la procédure de l'aide médicale gratuite. **Sur le rappel au règlement de M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset** (p. 10950) : nécessité de poursuivre la discussion jusqu'à son terme. **Après l'Article 2** (p. 10952) : s'oppose à l'amendement n° 107 de M. Gérard Bapt démédicalisant la contraception qui doit rester un acte médical. **Article premier précédemment réservé** (p. 10954) : s'oppose à l'amendement n° 4 de Mme Chantal Leblanc tendant à dépénaliser totalement la pratique de l'IVG ; (p. 10956) : impossibilité de bien appliquer une loi provisoire ; volonté du Gouvernement de voir adopter une loi à titre définitif ; (p. 10959) : sur l'amendement n° 66 corrigé de Mme Hélène Missoffe : imprécision de la définition des professions paramédicales. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [19 décembre 1979] (p. 12289) : avis favorable du Gouvernement sur le texte de la CMP ; (p. 12291) : rend hommage au courage dont les parlementaires ont fait preuve face aux pressions qui se sont exercées sur eux.

— **Propositions de loi relatives au viol et aux attentats à la pudeur** n[os] **474, 271, 273 rectifié, 441 et 1233**) (rapport n° 1400). **Première lecture. Discussion générale** [11 avril 1980] (p. 326) : définition du viol ; huis clos ; droit de recours des associations ; prévention ; accueil des victimes par la police et par la justice. **Discussion des articles. Article premier** (p. 334) : amendement n° 28 du Gouvernement : définition du viol ; devient sans objet. **Article 3** (p. 343) : levée du secret médical. **Après l'Article 3** (p. 344) : accueil des victimes d'agressions sexuelles. **Article 4** (p. 346) : droit des associations de se constituer partie civile ; (p. 347) : amendement n° 32 du Gouvernement : objet des associations pouvant se porter partie civile ; adopté par scrutin public ; (p. 348) : amendement n° 33 du Gouvernement : limitant le droit des associations à se constituer partie civile au seul cas de viol et d'attentat à la pudeur commis avec violence ; adopté ; amendement n° 36 corrigé du Gouvernement : amendement de conséquence ; adopté. **Article 5** (p. 349) : amendement n° 34 du Gouvernement : régime du huis clos à la demande de la victime ; adopté. **Après l'Article 5** : amendement n° 35 du Gouvernement : sanction de la publication d'informations relatives aux affaires de viol ; devient sans objet ; (p. 350) : cas des mineurs. **Deuxième lecture. Discussion générale** [24 juin 1980] (p. 2220) : délit d'acte impudique ou contre nature commis avec un mineur du même sexe ; répression pénale de l'homosexualité. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2221) : sous-amendement n° 9 du Gouvernement à l'amendement n° 1 de la commission : suppression de toute référence à la notion de tentative ; adopté ; sous-amendement n° 10 du Gouvernement à l'amendement n° 1 de la commission : suppression de l'incrimination criminelle du viol ; retiré. **Article 3** *bis* (p 2227) : accueil hospitalier

des victimes. **Troisième lecture. Discussion générale** [19 novembre 1980] (p. 4171) : son désir de voir adopter cette proposition de loi à l'unanimité.

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses** (n° **1608**). **Première lecture. Discussion générale** [6 mai 1980] (p. 878) : politique globale de la famille ; amélioration des prêts aux jeunes ménages ; augmentation des allocations familiales ; (p. 879) : accès des mères de famille aux universités ; taux d'activité des femmes ; notion d'enfants à charge ; regroupement des allocations postnatales ; surveillance médicale des enfants ; droits des mères au foyer ; (p. 880) : revenu minimum familial ; impôt négatif ; famille inactive ; allocation différentielle ; revenu garanti variable en fonction du nombre d'enfants à charge ; allocation forfaitaire ; coût des mesures prévues par le projet ; absence d'excédent des caisses d'allocations familiales ; [7 mai 1980] (p. 946) : évolution du pouvoir d'achat des prestations familiales ; excédent des caisses d'allocations familiales ; politique familiale dans les DOM ; fonds d'action sociale obligatoire ; institution du revenu familial dans les DOM ; logement des familles ; allongement du congé de maternité ; agricultrices ; (p. 947) : modalités d'attribution du revenu minimum familial garanti ; allocation de parent isolé ; situation démographique ; liberté des familles ; existence d'une politique familiale globale ; statut social de la mère de famille ; (p. 948) : environnement moral de la famille. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 950) : soutient l'amendement n° 156 du Gouvernement : alignement de la durée du congé d'adoption en cas d'adoptions multiples sur la durée du congé postnatal ; adopté. **Article premier** (p. 951) : soutient l'amendement n° 157 du Gouvernement : extension du bénéfice de l'allongement du congé de maternité au cas de troisième maternité biologique ; adopté ; soutient l'amendement n° 179 du Gouvernement : répartition du congé de maternité entre période pré et postnatale ; adopté ; (p. 952) : soutient l'amendement n° 158 du Gouvernement : amendement de conséquence ; adopté ; fractionnement du congé de maternité ; rapport « maternité et travail ». **Avant l'Article 3** (p. 953) : protection de la femme salariée pendant sa grossesse ; (p. 955) : rapport « maternité et travail ». **Article 4** (p. 959) : soutient l'amendement n° 159 du Gouvernement : extension à la troisième maternité biologique de l'allongement du congé de maternité ; adopté ; soutient l'amendement n° 180 du Gouvernement : période de suspension du contrat de travail ; devenu sans objet ; (p. 960) : soutient les amendements n[os] 160 et 161 du Gouvernement : prise en compte des naissances biologiques ; devenus sans objet ; (p. 961) : soutient l'amendement n° 162 du Gouvernement : durée du congé d'adoption en cas d'adoptions multiples ; adopté ; [14 mai 1980] : **Article 6** (p. 1058) : harmonisation de la politique familiale entre les départements d'outre-mer et la métropole ; soutient l'amendement n° 190 du Gouvernement : possibilité de verser une allocation postnatale en cas d'adoption ; adopté ; (p. 1059) : soutient l'amendement n° 191 du Gouvernement : conséquence de l'amendement n° 190 ; adopté. **Article 8** (p. 1061) : droit à allocation fondé sur la date de naissance. **Article 9** (p. 1063) : reconnaissance aux familles nombreuses d'une équivalence de droit dans l'accès aux équipements collectifs avec les familles dont les deux parents travaillent ; (p. 1064) : capacité d'accueil des crèches collectives ; (p. 1065) : accès aux cantines scolaires ; crèches ; haltes-garderies. **Avant l'Article 10** : soutient l'amendement n° 188 du Gouvernement : nouvel intitulé ; adopté ; [27 mai 1980] : **Article 10** (*suite*) (p. 1285) : connaissance des revenus ; allocations forfaitaires ; (p. 1289) : opposition du Gouvernement à l'amendement n° 164 de M. Emmanuel Aubert ; études en cours sur la réforme du régime fiscal applicable aux agriculteurs. **Article 20** (p. 1296) : soutient l'amendement n° 136 du Gouvernement : amendement de conséquence ; adopté. **Article 21** (p. 1298) : soutient l'amendement n° 137 du Gouvernement : amendement de conséquence ; adopté. **Après l'Article 21** (p. 1307) : soutient l'amendement n° 189 du Gouvernement : formel ; adopté ; soutient l'amendement n° 139 du Gouvernement : dispositions applicables aux DOM ; adopté ; (p. 1308) : soutient l'amendement n° 140 du Gouvernement : modalités d'application des dispositions générales introduites par l'amendement n° 139 ; adopté ; (p. 1309) : soutient l'amendement n° 141 du Gouvernement : supplément familial servi par les organismes débiteurs des prestations familiales ; adopté ; soutient l'amendement n° 142 du Gouvernement : date d'entrée en vigueur du supplément de revenu familial dans les départements d'outre-mer ; adopté. **Seconde délibération du projet de loi. Article 4** (p. 1310) : soutient les amendements n[os] 1 et 2 du Gouvernement : répartition du congé de maternité entre la période pré et postnatale ; réservés puis adoptés en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; soutient l'amendement n° 3 du Gouvernement : période de suspension du contrat de travail ; réservé puis adopté en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; soutient l'amendement n° 4 du Gouvernement : amendement de conséquence ; réservé puis adopté en appli-

cation de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution. **Avant l'Article 10** (p. 1311) : soutient l'amendement n° 14 du Gouvernement : rétablissement de l'intitulé du titre IV ; réservé puis adopté en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution. **Article 10** (p. 1311) : soutient l'amendement n° 5 du Gouvernement : rétablissement de l'article 10 ; réservé puis adopté en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution. **Article 11** (p. 1312) : soutient l'amendement n° 6 du Gouvernement : rétablissement de l'article 11 ; réservé puis adopté en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution. **Article 12** (p. 1312) : soutient l'amendement n° 7 du Gouvernement : rétablissement de l'article 12 ; réservé puis adopté en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution. **Article 13** (p. 1312) : soutient l'amendement n° 8 du Gouvernement : rétablissement de l'article 13 ; réservé puis adopté en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution. **Article 14** : soutient l'amendement n° 9 du Gouvernement : rétablissement de l'article 14 ; réservé puis adopté en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution. **Article 15** (p. 1313) : soutient l'amendement n° 10 du Gouvernement : rétablissement de la référence à l'article 14 dans l'article 15 ; réservé puis adopté en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution. **Article 16** : soutient l'amendement n° 11 du Gouvernement : rétablissement de l'article 16 ; réservé puis adopté en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution. **Article 18** : soutient l'amendement n° 12 du Gouvernement : rétablissement de l'article 18 — contentieux ; réservé puis adopté en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution. **Article 20** : soutient l'amendement n° 13 du Gouvernement : rétablissement de l'article 20 dans sa rédaction initiale ; réservé puis adopté en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution. **Explications de vote** (p. 1315) : effort supplémentaire de deux milliards et demi consenti pour les familles nombreuses. **Deuxième lecture. Discussion générale** [26 juin 1980] (p. 2310) : congé de maternité ; allocations forfaitaires ; (p. 2311) : fractionnement des allocations postnatales ; champ d'application de l'allocation différentielle du revenu minimum familial. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2311) : règles de répartition du congé de maternité ; durée du congé prénatal. **Article 2** (p. 2312) : amendement n° 1 du Gouvernement : formel ; adopté. **Après l'Article 2** : amendement n° 2 du Gouvernement : formel ; adopté. **Article 3** : amendement n° 3 du Gouvernement : suppression de l'allongement de la période d'interdiction de licenciement de quatre semaines au-delà du congé de maternité ; réservé et rejeté par scrutin public en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; (p. 2313) : protection contre le licenciement des mères de famille. **Article 6** (p. 2314) : amendement n° 4 du Gouvernement : versement de l'allocation postnatale ; retiré ; (p. 2315) : familles du quart-monde ; protection maternelle et infantile. **Article 9** (p. 2316) : accès aux équipements collectifs pour les enfants de plus de trois ans ; insuffisance des crèches. **Article 14** (p. 2318) : mauvaise connaissance des revenus des familles du quart-monde ; s'oppose à la création d'une allocation forfaitaire générale ; complexité d'un système d'allocation différentielle ; amendement n° 8 du Gouvernement : supplément forfaitaire de revenu familial, suppression de l'allocation différentielle ; réservé puis rejeté par scrutin public en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution. **Article 11 précédemment réservé** (p. 2320) : amendement n° 5 du Gouvernement : suppression de l'extension du revenu minimum garanti aux personnes indemnisées au titre de la maladie ; réservé puis rejeté par scrutin public en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution. **Article 11** *bis* : amendement n° 6 du Gouvernement : suppression de l'article 11 *bis* ; réservé puis rejeté par scrutin public en application de l'article 44 alinéa 13 de la Constitution ; suppression de l'extension du bénéfice de l'allocation différentielle aux chômeurs, aux invalides et aux accidentés du travail, aux handicapés et aux veufs. **Article 13 précédemment réservé** : amendement n° 7 du Gouvernement : amendement de conséquence ; réservé puis rejeté par scrutin public en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution. **Article 15** (p. 2322) : amendement n° 29 du Gouvernement : amendement de conséquence ; réservé puis rejeté par scrutin public en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution. **Article 22** : amendement n° 26 du Gouvernement : amendement de précision ; réservé puis rejeté par scrutin public en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution. **Article 23** : amendement n° 9 du Gouvernement : fixation par décret des modalités d'application du revenu minimum familial dans les départements d'outre-mer ; réservé puis rejeté par scrutin public en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution. **Après l'Article 25** : amendement n° 10 du Gouvernement : insertion d'un titre V « Dispositions diverses » ; adopté. **Article 26** (p. 2326) : représentation des familles nombreuses aux conseils d'administration de l'UNAF et des UDAF.

— **Conclusions du rapport de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi** (n° 864) **tendant à modifier l'article 8 du code de la famille et de l'aide sociale relatif aux conseils d'administration des unions d'associations**

familiales (n° 973). **Première lecture. Discussion générale** [13 mai 1980] (p. 1003) : rôle de l'UNAF et des UDAF.

— **Projet de loi étendant aux femmes qui se sont consacrées à l'éducation de leurs enfants les facilités d'accès aux universités ouvertes par la loi du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur (n° 1576). Première lecture. Discussion générale** [13 mai 1980] (p. 1008) : retrait de l'amendement Chauvin en 1971 au Sénat ; assimilation des mères de familles aux personnes engagées dans la vie professionnelle. **Discussion de l'article unique. Article unique** (p. 1014) : handicapés. **Après l'Article unique** (p. 1016) : stages de formation adaptés aux mères de famille ; dérogation en faveur des mères de trois enfants pour les concours des collectivités locales. **Deuxième lecture. Discussion générale** [24 juin 1980] (p. 2228) : délai d'application de la loi.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à instituer une assurance veuvage en faveur des conjoints survivants ayant ou ayant eu des charges de famille (n° 1734). Première lecture. Discussion générale** [23 juin 1980] (p. 2146) : assurance veuvage ; action exemplaire de la fédération des associations de veuves, chefs de famille (FAVEC) ; nombre des veuves ; amélioration des droits à pension des veuves ; conditions d'attribution de la pension de réversion ; création de l'allocation de parent isolé ; augmentation de l'allocation orphelin ; rente temporaire et dégressive ; liquidation rapide des droits ; gestion confiée aux caisses d'assurance vieillesse ; financement par une cotisation spécifique à la charge du salarié ; problème du régime des non-salariés ; droits propres des mères de famille à pension de retraite ; aide à la réinsertion professionnelle et à la protection contre le chômage ; (p. 2147) : renforcement de la protection sociale en cas d'isolement ; risque de maladie ; statut de la mère de famille ; reconnaissance du rôle de la fonction maternelle ; droit à l'assurance veuvage lié au fait d'avoir élevé des enfants ; référence au mariage ; (p. 2157) : éléments retenus pour le calcul du plafond de revenu ; capitaux de décès d'origine privée ; manque d'information des femmes seules ; plafonnement des cotisations ; opposition du Gouvernement à l'extension des dispositions aux concubins. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 2158) : possibilité pour les services du Trésor d'accorder des délais de paiement. **Article L 364-1 du code de la sécurité sociale** (p. 2162) : effets de seuil ; difficultés de gestion qu'entraînerait l'institution d'un système différentiel pour l'allocation veuvage ; (p. 2164) : soutient l'amendement n° 115 du Gouvernement : exclusion de l'aide personnalisée au logement du calcul des ressources prises en compte pour l'attribution de l'allocation veuvage ; adopté. **Article L 364-2 du code de la sécurité sociale** (p. 2165) : insertion de l'assurance veuvage dans le système d'assurance sociale ; bien-fondé du rattachement de cette allocation aux caisses d'assurance vieillesse. **Article L 364-6 du code de la sécurité sociale** (p. 2166) : suppression de l'assurance veuvage en cas de concubinage ultérieur au veuvage ; valeur du mariage. **Article 46-1 de l'ordonnance du 21 août 1967** (p. 2169) : absence de surplus de recette pour le financement de l'allocation veuvage. **Article 11** (p. 2172) : propose un sous-amendement rédactionnel à l'amendement n° 43 de la commission ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [30 juin 1980] (p. 2463) : application du texte aux Français de l'étranger. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2464) : position de la fédération des veuves civiles ; effets de seuil ; (p. 2465) : complexité de l'allocation de parents isolés.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral en vue de favoriser la participation des femmes aux élections municipales** (n° **1142**). **Première lecture. Discussion générale** [19 novembre 1980] (p. 4174) : bien-fondé et opportunité de ce texte ; évolution de la situation des femmes dans la société française ; droit à la décision des femmes avec et à côté des hommes ; principe de l'égalité entre les hommes et les femmes ; problème des quotas ; incitation à un meilleur équilibre entre les deux sexes dans la participation à la gestion des affaires communales, dans les départements et les régions ; gestion municipale : formation à la vie publique ; [20 novembre 1980] (p. 4195) : dépôt de ce projet sur le bureau dès juin 1979 ; insertion de ce projet dans une politique globale en faveur des femmes ; égalité des chances et de traitements ; volonté des femmes de participer à la vie politique ; blocages empêchant les femmes d'être suffisamment nombreuses sur les listes électorales ; caractère réaliste, dynamique et entraînant de ce texte ; association des conseillères municipales du Rhône. **Discussion des articles** [20 novembre 1980]. **Avant l'Article premier** (p. 4196) : s'oppose à l'amendement n° 8 de Mme Hélène Constans tendant à insérer dans le code électoral un article L 52-2 ; possibilité pour les candidats salariés de prendre un congé d'un mois avant le scrutin. **Article premier** (p. 4197) : contrôle de la régularité des listes dans les communes de moins de 30.000 habitants par le bureau de dépouillement et éventuellement par la juridiction administrative ; non-application de la loi aux élections partielles ; droit au panachage ; (p. 4198) : amendement n° 2 de la commission tendant à abaisser de 9.000 à

2.500 habitants le seuil d'application de la loi ; ne s'opposera pas à l'extension du champ d'application de la loi ; (p. 4199) : préfère que le seuil de participation reste fixé au taux de 20 %. **Article 2** (p. 4200, 4201) : s'oppose à l'amendement n° 15 de Mme Marie-Madeleine Dienesch ; remplacement du scrutin de liste bloqué par un scrutin plurinominal ; accepterait l'amendement n° 3 de la commission modifié par le sous-amendement n° 17 de M. Pierre-Charles Krieg : application de la proportion de 80 % à l'ensemble de la liste à Paris, Marseille, Lyon, Toulouse et Nice. **Après l'Article 4** (p. 4204) : s'oppose aux amendements n° 5 de Mme Hélène Constans et n° 12 de Mme Edwige Avice concernant le statut des élus. **Titre** (p. 4205) : demande une seconde délibération de l'article premier du projet de loi. **Seconde délibération du projet de loi. Article premier** (p. 4205) : amendement n° 1 du Gouvernement : tendant à porter de 70 à 80 % la proportion maximale de candidats du même sexe figurant sur une même liste ; adopté par scrutin public. **Explications de vote** (p. 4207) : importance de l'étape présentée par ce projet de loi pour l'insertion de la femme dans notre société.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au travail à temps partiel dans la fonction publique** (n° **2020**). **Première lecture. Discussion générale** [3 décembre 1980] (p. 4588) : texte relevant de la politique familiale élaborée par le Gouvernement.

PÉNICAUT (Jean-Pierre)

Député des Landes
(2e circonscription)
(S).

En remplacement de M. Henri Lavielle, décédé le 27 octobre 1980 [*J.O.* du 28 octobre 1980] (p. 2504).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 7 novembre 1980] (p. 2603).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 7 novembre 1980] (p. 2604), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

QUESTIONS

• *question orale sans débat :*

— (n° **39787**) : **Centrale nucléaire dans les bassins des Gaves et de l'Adour** [12 décembre 1980] (p. 4887, 4888) : avancement des projets de construction de centrales nucléaires dans les bassins des Gaves et de l'Adour ; relations avec le tracé coûteux et dangereux de l'autoroute A 64.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Santé et sécurité sociale. — Travail et santé. — I. Section commune. — III. Santé et sécurité sociale. Discussion générale [17 novembre 1980] (p. 4075) : difficultés des associations d'aides familiales.

— **Projet de loi rendant applicables des dispositions du code pénal et la législation relative à l'enfance délinquante dans les territoires d'outre-mer** (n° **1280**). **Première lectuer. Discussion des articles** [25 novembre 1980]. **Article 5** (p. 4316) : soutient l'amendement n° 18 de M. Joseph Franceschi : suppression des dispositions tendant à supprimer l'existence d'un juge des enfants.

PERBET (Régis)

Député de l'Ardèche
(2e circonscription)
(RPR).

Elu le 30 novembre 1980.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 décembre 1980] (p. 4519).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 5 décembre 1980] (p. 2862).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission d'enquête sur l'industrie textile [*J.O.* du 18 décembre 1980] (p. 2982).

PÉRICARD (Michel)

Député des Yvelines
(2e circonscription)
(RPR).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 7 avril 1978] (p. 1589), [*J.O.* du 24 octobre 1980] (p. 2477), [*J.O.* du 5 avril 1981] (p. 961).

Membre titulaire du haut conseil de l'audiovisuel [8 juin 1978] (p. 2729).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relative à la radiodiffusion et à la télévision [26 juin 1978] (p. 3488).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du livre IX du code du travail relatives à la promotion individuelle, au congé de formation et à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle [29 juin 1978] (p. 3652).

Membre du conseil d'orientation du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou [5 octobre 1978] (p. 5693).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi adopté par le Sénat réglementant la publicité extérieure et les enseignes [26 octobre 1978] (p. 6773).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi réglementant la publicité extérieure et les enseignes [*J.O.* du 16 novembre 1979] (p. 2851).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1981 (n° **1933**). Environnement et cadre de vie : Environnement [9 octobre 1980] (p. 2650).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° **250**) complétant la **loi n° 74-696 du 7 août 1974 relative à la radiodiffusion et à la télévision** (n° **315**) [1er juin 1978].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1979** (n° **560**). — **Tome IX : Environnement et cadre de vie - Environnement** (n° **571**) [5 octobre 1978].

— **Proposition de loi** tendant à compléter et à modifier le **code de l'urbanisme afin d'assurer une meilleure protection de certains édifices communaux** (n° **1221**) [28 juin 1979].

— Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° **1290**). — **Tome IX : Environnement et cadre de vie. — Environnement** (n° **1293**) [2 octobre 1979].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1290). — **Tome IX : Environnement et cadre de vie - Environnement** (n° **1562**) [28 décembre 1979].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° **1933**). — **Tome IX : Environnement et cadre de vie - Environnement** (n° **1977**) [9 octobre 1980].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Situation de l'industrie automobile et difficultés de la société Talbot à Poissy** [22 octobre 1980] (p. 2958) : suppression d'emplois dans l'industrie automobile.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi complétant la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relative à la radiodiffusion et à la télévision** (n° **250**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. **Discussion générale** [7 juin 1978] (p. 2605) : objet du projet : préciser les sanctions encourues par ceux qui violeraient la loi du 7 août 1974 en actualisant le taux des amendes prévues à l'article 39 du code des télécommunications ; élargissement inévitable du débat aux problèmes du monopole ; évolution du régime de la radiodiffusion en France depuis 1919 ; reconnaissance de l'origine de la radiodiffusion comme un service public ; (p. 2606) :

pas d'organisation unifiée des stations de radio contrôlées par l'Etat avant la guerre ; création à la fin de l'entre-deux-guerres d'une administration de la radiodiffusion nationale placée sous l'autorité du président du Conseil ; existence, à côté des postes d'Etat, de nombreux postes privés autorisés par le Gouvernement ; loi du 7 août 1942 permettant à la radio d'Etat de prendre des participations dans les postes privés et plaçant ceux-ci sous la tutelle de l'Etat ; monopole établi le 23 mars 1945 et confirmé par toutes les lois ultérieures en matière de radiodiffusion ; affaire de radio Fil bleu et contestation du monopole ; situation à l'étranger ; foisonnement des radios libres en Italie ; aux Etats-Unis, chaînes privées titulaires de licences d'exploitation délivrées par l'Etat ; en Suède, système de monopole ; système français de monopole de diffusion ; monopole et liberté d'expression ; assimilation abusive de la radio-télévision à la presse écrite ; limites de l'occupation de l'espace hertzien ; (p. 2607) : risque de substituer au monopole de l'Etat le monopole des puissances d'argent ou des partis politiques ; radios locales, exigences nouvelles de notre temps ; (p. 2611) : dénonce l'inexactitude des propos de M. Georges Fillioud concernant le cas de M. Michel Lemerle ; (p. 2613) : intervention sur l'exception d'irrecevabilité opposée par M. Georges Fillioud ; tradition constitutionnelle française reconnaissant à la loi le droit d'aménager les libertés et d'en réglementer l'exercice ; opposition de la commission à l'exception d'irrecevabilité de M. Georges Fillioud ; (p. 2615) : opposition de la commission à la question préalable de M. Jack Ralite. **Discussion de l'article unique. Avant l'Article unique** (p. 2640) : amendement n° 3 de la commission : compétence de l'établissement public de diffusion créé par la loi d'août 1974 pour assurer l'exploitation et l'entretien de la totalité des réseaux et installations de télévision situés sur le territoire français ; soutenu par M. Joël Le Tac ; appui de la commission à l'amendement n° 1 de M. Joël Le Tac ; amendements nos 1 et 3 identiques ; rejetés au scrutin public. **Article unique** (p. 2641) : avis favorable de la commission sur l'amendement n° 5 de M. Jack Ralite. **Après l'Article unique** (p. 2642) : soutient l'amendement n° 4 de la commission : obligation pour le Gouvernement de soumettre au Parlement un rapport relatif à la satisfaction des besoins locaux en matière de radiodiffusion et de télévision ; (p. 2643) : absence d'examen par la commission du sous-amendement n° 10 de M. Dominique Taddei à l'amendement n° 4 de la commission ; amendement n° 4 rejeté ; (p. 2644) : avis favorable de la commission sur l'amendement n° 7 de M. Marcel Tassy ; avis favorable de la commission sur l'amendement n° 9 de M. Jack Ralite ; (p. 2645) : opposition de la commission à la présence exclusive des personnels au sein de la commission d'études que M. Jack Ralite veut créer. **Commission mixte paritaire**, rapporteur de la commission mixte paritaire. **Discussion générale** [27 juin 1978] (p. 3554) : adjonction par le Sénat d'un article additionnel portant amnistie des infractions à l'article L 39 du code des télécommunications ; avis favorable de la commission sur cet article additionnel.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Environnement et cadre de vie. — 1. Environnement, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales pour l'environnement. **Discussion générale** [25 octobre 1978] (p. 6609) : problèmes posés par les nouvelles structures ministérielles ; revalorisation des dépenses ordinaires et des subventions de fonctionnement ; développement d'actions nouvelles dans le cadre de la charte de la qualité de la vie ; absence de présentation détaillée des dépenses d'équipement ; possibilité d'instituer une taxe au profit de l'agence pour la récupération des déchets ; (p. 6610) : succès de la politique menée contre la pollution atmosphérique ; insuffisance de l'équipement des villes du littoral en stations d'épuration des eaux usées ; insuffisance des moyens de lutte contre la pollution accidentelle, le bruit ; fiscalité orientée vers les biens économiques plutôt que les biens d'environnement ; souhaits de la commission d'une meilleure présentation des documents budgétaires, d'un renforcement des moyens en personnel des services de l'environnement et des moyens de prévention contre les accidents maritimes, d'un recensement des dispositions répressives dans le domaine de l'environnement.

Radiodiffusion et télévision. Discussion générale [26 octobre 1978] (p. 6722) : approuve les principes de la réforme de 1974 ; pointillisme excessif des cahiers des charges des sociétés de programme ; problème des modalités pratiques d'exercice du droit de réponse ; problème de l'appartenance politique des journalistes ; nécessité d'effacer les zones d'ombre en matière de réception de la radio et de la télévision ; évolution technique et nouvelles formes des communications audiovisuelles.

— **Proposition de loi tendant à modifier les dispositions de la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relatives au droit de grève au sein du service public de la radiodiffusion-télévision française** (n° **941**). **Première lecture. Discussion générale** [26 avril 1979] (p. 3173) : son amendement modifiant l'intitulé de la propo-

sition ; (p. 3174) : la télévision est un service public ; s'indigne du paiement des grévistes à la télévision ; maintien de la possibilité de faire grève dans le cadre de la proposition.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Culture et communication. Discussion générale [26 octobre 1979] (p. 9022) : effort accompli en matière de conservation du patrimoine ; dégradation de l'Arc de Triomphe et de la Sainte Chapelle ; mauvais état des églises rurales ; action importante de la nouvelle direction du patrimoine ; rémunération insuffisante des personnels des monuments historiques et des musées ; souhaite savoir comment la subvention accordée aux musées classés et contrôlés est répartie ; (p. 9023) : approuve la généralisation du 1 % culturel à l'ensemble des bâtiments d'Etat ; nécessité d'un projet de loi sur l'enseignement de la danse ; souhaite que l'initiation à la musique et à tous les arts commence à l'école élémentaire ; existence d'une tentation du terrorisme esthétique et culturel dans les partis de gauche ; qualité remarquable de la création audiovisuelle française.

Radio-télévision. Discussion générale [16 octobre 1979] (p. 9045) : souligne la probité des journalistes de télévision mise en doute par M. Georges Fillioud.

Environnement et cadre de vie, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales pour l'environnement. **Discussion générale** [30 octobre 1979] (p. 9169) : croissance faible du budget de l'environnement ; budget sélectif ; développement des moyens de lutte contre le bruit ; nécessité d'organiser le développement plus rapide des technologies propres ; augmentation des moyens de l'agence pour la récupération des déchets ; nécessité de mieux organiser la collecte du papier ; insuffisance des crédits pour l'invention et l'expérimentation d'unités de séparation des ordures ménagères ; maladie de certaines essences forestières ; ravage de la forêt méditerranéenne par les incendies ; ampleur des réalisations de l'agence des espaces verts de la région Ile-de-France ; souhaite la création d'agences du même type dans certaines régions très urbanisées ; (p. 9170) : les pollutions transnationales du Rhin et de la Méditerranée ; enfouissement des chlorures dans le sous-sol alsacien ; les insuffisances d'équipement en stations d'épuration sur le littoral de Marseille à la frontière italienne.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Environnement et cadre de vie, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales pour l'environnement. **Discussion générale** [30 octobre 1980] (p. 3316) : accroissement des dépenses en capital de l'environnement dû exclusivement au développement des barrages de régularisation ; effectifs de l'inspection des établissements classés ; direction de l'architecture ; mise en place des conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement ; (p. 3317) : délégation à la qualité de la vie ; procédure des études d'impact ; mise en œuvre de la charte de la qualité de la vie ; récupération des déchets ; problème des marchés de déchets ; lutte contre le bruit ; effort engagé dans le domaine de l'assainissement ; problème du Mont-Saint-Michel.

Culture et communication. Discussion générale [4 novembre 1980] (p. 3492) : diminution du budget de la culture ; (p. 3493) : politique du Gouvernement à l'égard des maisons de la culture et des centres d'animation culturelle ; caractère inacceptable des crédits de la lecture publique ; évolution inquiétante des conditions de la commercialisation du livre ; danger que font peser sur les professions artistiques les moyens modernes de reproduction ; souhaite l'institutino d'une taxe sur les cassettes vierges ; propose la création d'une grande école nationale de musique ; succès de l'année du patrimoine ; refuse que l'Etat finance seul la culture.

PERNIN (Paul)

Député de Paris
(11e circonscription)
(App. UDF).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'apparente au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la modération du prix de l'eau [*J.O.* du 16 novembre 1978] (p. 3861).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet

de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur (n° **15**) [*J.O.* du 26 juin 1980] (p. 1585).

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Aide ménagère à domicile dans la région parisienne** [31 octobre 1979] (p. 9262) : suppression définitive de l'aide ménagère à domicile pour les retraités de la fonction publique par la caisse primaire centrale d'assurance maladie de la région parisienne ; nécessité de remédier à cette situation.

— **Titres de films incitant à la violence** [12 novembre 1980] (p. 3758).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la modération du prix de l'eau** (n° **661**). **Première lecture. Discussion générale** [29 novembre 1978] (p. 8519) : rejet par la majorité de la commission de la production et des échanges de la question préalable.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Culture et communication. Discussion générale [4 novembre 1980] (p. 3507) : conditions de l'extension du 1 % au titre de la décoration à toutes les constructions de l'Etat ; politique de soutien des métiers d'art par les commandes publiques.

Anciens combattants. Discussion générale [14 novembre 1980] (p. 3928) : reconstruction des services du secrétariat d'Etat aux anciens combattants, rue de Bercy.

PÉRONNET (Gabriel)

Député de l'Allier
(4e circonscription)
(App. UDF).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1098).

S'apparente au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 7 avril 1978] (p. 1589), [*J.O.* du 5 avril 1979] (p. 786), [*J.O.* du 9 avril 1980] (p. 893), [*J.O.* du 5 avril 1981] (p. 961).

Représentant titulaire à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [17 mai 1978] (p. 1775).

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de l'information publique [*J.O.* du 16 mars 1979] (p. 610).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** organique relative à l'élection des députés représentant les **Français établis hors de France** et tendant à modifier la loi n° 76-97 du 31 janvier 1976 sur le vote des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République (n° **2252**) [2 avril 1981].

— **Proposition de loi** relative à l'élection des députés représentant les **Français établis hors de France** à l'Assemblée nationale (n° **2288**) [3 avril 1981].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Actes de violence contre les maîtres de l'enseignement** [23 mai 1979] (p. 4131) : progression du nombre et de la gravité des agressions contre les instituteurs ou professeurs.

— **Lutte contre la toxicomanie** [31 octobre 1979] (p. 9262) : augmentation inquiétante de la toxicomanie chez les jeunes ; quelles mesures compte prendre le Gouvernement pour assurer l'information, la prévention et la répression ; nécessité de créer un organisme interministériel spécialisé dans la lutte contre la drogue.

— **Sécurité des Français vivant en Iran** [28 novembre 1979] (p. 10819) : situation des 1.138 citoyens français vivant en Iran.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **32815**) : **Thermalisme français** [27 juin 1980] (p. 2411) : effort des pays européens en faveur du thermalisme ; stagnation du thermalisme français ; mission de réflexion sur le développement du thermalisme français.

— (n° **40261**) : **Emissions de télévision destinées aux sourds et aux malentendants** [19 décembre 1980] (p. 5100, 5101) : développement de ces émissions.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Culture et communication. Discussion générale [18 octobre 1978] (p. 6275) : application du taux réduit de la TVA aux recettes cinématographiques ; nécessité d'harmoniser les rapports entre cinéma et télévision ; distorsion entre les sommes versées aux producteurs par la télévision et celles versées par les salles de cinéma ; insuffisance de l'aide apportée au cinéma par la télévision ; nécessité de réaliser l'Europe du film par des formules de coproduction et de codistribution à l'échelle européenne ; (p. 6276) : grave crise du cirque français.

Services du Premier ministre. — I. Services généraux. Fonction publique. Discussion générale [3 novembre 1978] (p. 7034) : importance économique de la fonction publique ; se félicite que le secrétaire d'Etat à la fonction publique ait renoué avec la politique contractuelle ; inadaptation du classement hiérarchique des fonctionnaires contenu dans le statut aux fonctions techniques, ouvrières ou artisanales ; (p. 7035) : accord salarial de 1978 prévoyant un réaménagement de la grille indiciaire ; nécessité d'une définition d'un éventail des traitements prenant en compte l'amplitude de la carrière des fonctionnaires ; résorption incomplète de l'auxiliariat.

Transports. — V. Routes, ports et voies navigables. Discussion générale [9 novembre 1978] (p. 7319) : crise de l'industrie routière ; nécessité d'une grande politique routière conforme aux objectifs de la nouvelle croissance et d'aménagement du territoire ; souhaite l'accélération de la réalisation de la route Centre Europe-Atlantique ; souhaite l'abandon, en matière de travaux routiers, de la règle de l'annualité budgétaire.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — I. Services généraux. Fonction publique. Discussion générale [5 novembre 1980] (p. 3557) : humanisation et simplification des rapports de l'administration avec le public ; mensualisation du versement des pensions.

PERRUT (Francisque)

Député du Rhône
(10e circonscription)
(UDF).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre suppléant du haut conseil de l'audiovisuel [8 juin 1978] (p. 2729).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les dispositions de l'article 7 de la loi n° 60-791 du 2 août 1960 relative à l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles [23 juin 1978] (p. 3430).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relative à la radiodiffusion et à la télévision [26 juin 1978] (p. 3488).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du livre IX du code du travail relatives à la promotion individuelle, au congé de formation et à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle [29 juin 1978] (p. 3652).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant réforme de la loi n° 68-978 du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur et relative aux études en pharmacie et au statut des personnels enseignants des unités d'enseignement et de recherche pharmaceutiques [15 novembre 1978] (p. 7711).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures en faveur des salariés privés d'emploi qui créent une entreprise [20 décembre 1978] (p. 9773).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'apprentissage [20 décembre 1978] (p. 9773).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur

les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la durée maximale hebdomadaire du travail [20 décembre 1978] (p. 9774).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au contrat de travail à durée déterminée [20 décembre 1978] (p. 9774).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'aide aux travailleurs privés d'emploi [*J.O.* du 5 janvier 1979] (p. 49).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au maintien des droits en matière de sécurité sociale de certaines catégories d'assurés [*J.O.* du 15 décembre 1979] (p. 3171).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures de financement de la sécurité sociale [*J.O.* du 20 décembre 1979] (p. 3206).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels (n° **1121**) [*J.O.* du 14 juin 1980] (p. 1474).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 20 juin 1980] (p. 1524).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses (n° **1608**) [*J.O.* du 1er juillet 1980] (p. 1639).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi instituant une assurance veuvage (n° **1734**) [*J.O.* du 1er juillet 1980] (p. 1639).

Rapporteur de la proposition de loi de M. François d'Aubert relative au contrat de travail à durée déterminée dans les professions du spectacle et de l'audiovisuel (n° **1969**) [20 novembre 1980] (p. 4241).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au travail à temps partiel [*J.O.* du 5 décembre 1980] (p. 2868).

Rapporteur de la proposition de loi de Mme Louise Moreau tendant à compléter les dispositions de l'article 15 de la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relative à la radiodiffusion et à la télévision en vue d'assurer la réalisation et la diffusion d'émissions à l'intention des sourds et des malentendants (n° **2005**) [11 décembre 1980] (p. 4859).

Rapporteur de la proposition de loi de M. René Benoit et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture (n° **2083**) [18 décembre 1980] (p. 5062).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle [*J.O.* du 20 décembre 1980] (p. 3007).

DÉPOTS

— **Avis**, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances rectificative pour 1978** (n° 234) (n° **254**) [24 mai 1978].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° **941**) **tendant à modifier les dispositions de la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relatives au droit de grève au sein du service public de la radiodiffusion-télévision française** (n° **990**) [19 avril 1979].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi modifiée par le Sénat (n° 1187) **tendant à modifier les dispositions de la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relatives au droit de grève au sein du service public de la radiodiffusion-télévision française** (n° **1188**) [25 juin 1979].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° **1121**) **relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels** (n° **1658**) [24 avril 1980].

— **Rapport**, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux **formations professionnelles alternées** organisées en concertation avec les milieux professionnels (n° **1812**) [19 juin 1980].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° **614**) tendant à modifier l'article L 751-12 du code du travail relatif à la **périodicité du paiement des com-**

missions dues aux voyageurs, représentants, placiers (n° **1815**) [19 juin 1980].

— **Proposition de loi** tendant à adapter certaines dispositions fiscales et juridiques du **métayage** et du **fermage viticole** (n° **1839**) [25 juin 1980].

— **Proposition de loi** tendant à lever les obstacles à l'**embauche dans les petites entreprises** (n° **2088**) [20 novembre 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° **1969**) relative au **contrat de travail à durée déterminée** dans les professions du spectacle et de l'audiovisuel (n° **2112**) [3 décembre 1980].

— **Proposition de loi** tendant à l'instauration d'une amende pénale en cas de non-paiement des **pensions alimentaires** (n° **2189**) [18 décembre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Aide aux sociétés sportives** [25 avril 1979] (p. 3037) : à quelles sociétés le Gouvernement attribuera-t-il les 2 % prélevés sur les recettes du loto ?

— **Charges sociales des maîtres de l'enseignement privé** [30 mai 1979] (p. 4356) : selon un arrêt du Conseil d'Etat, prise en charge par l'Etat du paiement de la totalité des charges sociales afférentes aux traitements des maîtres de l'enseignement privé sous contrat simple ; absence de remboursement aux associations gestionnaires des sommes avancées pour l'Etat depuis 1975.

— **Annulation d'épreuves du CAPES d'éducation musicale** [17 octobre 1979] (p. 8327) : préjudice subi par trois étudiants admis le 6 juillet et refusés au deuxième concours.

— **Plans d'épargne logement** [30 avril 1980] (p. 852) : encadrement du crédit.

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes actuels de la sécurité sociale** (n° **252**). **Discussion** [24 mai 1978] (p. 2006) : pensions de retraite et de réversion; (p. 2007) : possibilité d'utiliser le système de calcul par points pour les pensions de vieillesse ; injustice du système de réversion de la retraite pour les veuves actives ; gratuité, source de gaspillage : exemple des médicaments, des frais d'hospitalisation, des cas sociaux dans les hôpitaux, de l'indemnisation des journées de maladie due à l'absentéisme ; nécessité d'un contrôle accru.

— **Projet de loi modifiant les dispositions de l'article 7 de la loi n° 60-791 du 2 août 1960 relative à l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles** (n° **147**). **Première lecture. Discussion générale** [25 mai 1978] (p. 2059) : reconnaissance de l'existence des établissements privés de formation agricole par le projet ; complémentarité du secteur privé de l'enseignement ; rôle novateur du secteur privé de l'enseignement; (p. 2060) : liberté de choix du type d'enseignement par la famille.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **234**). **Première lecture,** rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. **Discussion générale** [31 mai 1978] (p. 2282) : bilan des mesures prises au cours de l'année 1977 pour l'emploi : 328.200 embauches avec exonération des cotisations patronales, 140.000 places de stages pratiques en entreprises, 68.652 stages de formation, 27.000 bénéficiaires de la préretraite, 15.000 bénéficiaires de l'aide au retour pour les travailleurs immigrés ; (p. 2283) : dispositions du texte : reconduction de la cotisation complémentaire à la taxe d'apprentissage, augmentation du financement de la formation professionnelle continue par les employeurs, mais diminution de la participation à l'effort de construction, réduction des crédits destinés à la prise en charge des cotisations sociales patronales limitée à 50 % et aux petites entreprises, trois cent vingt-cinq millions de francs pour le financement des stages de formation, efforts en faveur des contrats emploi-formation.

— **Projet de loi relatif à l'emploi des jeunes** (n° **249**). **Première lecture. Discussion générale** [6 juin 1978] (p. 2532) : succès particulier des dispositions du premier pacte national pour l'emploi concernant l'apprentissage ; absence d'un effort de même ampleur dans le nouveau pacte national ; problèmes de l'adéquation de la formation initiale des jeunes et des exigences des employeurs ; cas des employeurs ne trouvant pas d'apprentis ; (p. 2533) : nécessité d'une orientation plus précoce de l'école et d'une préparation plus directe à la vie active de certains jeunes par l'apprentissage dès avant 16 ans ; revalorisation du travail manuel.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Culture et communication. Discussion générale [18 octobre 1978] (p. 6277) : importance de la diffusion et de la décentralisation de l'animation culturelle vers les villes petites et

moyennes ; nécessité d'aide au fonctionnement des écoles de musique et à la création des bibliothèques ; soutien aux organismes et associations ayant pour objet d'animer leur région ; (p. 6278) : insuffisance des crédits pour la province.

Travail et santé. — 1. **Section commune.** — III. **Santé et famille. Discussion générale** [27 octobre 1978] (p. 6846) : soutien du groupe UDF ; problème de la mère au foyer ; (p. 6847) : souhaite la reconnaissance économique de la profession de mère au foyer et la définition d'un statut social de la mère de famille ; nécessité de définir une politique familiale dépassant des actions ponctuelles.

Education. Discussion générale [13 novembre 1978] (p. 7507) : « bavures » de la dernière rentrée scolaire ; insuffisance du nombre d sepostes créés ; problème de l'orientation scolaire ; liens étroits entre l'éducation et l'emploi ; insuffisance des effectifs des centres d'information et d'orientation ; nécessité d'une revalorisation de l'enseignement professionnel ; problème posé par la surveillance des éleèves et nombre insuffisant des postes de conseillers d'éducation ; problème des fermetures d'écoles en milieu rural.

— **Proposition de loi tendant à modifier les dispositions de la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relatives au droit de grève au sein du service public de la radiodiffusion-télévision française** (n° **941**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. **Discussion générale** [26 avril 1979] (p. 3158) : absence d'atteinte à l'exercice du droit de grève ; volonté de lutter contre les abus de l'exercice de ce droit ; droit des Français à la radio et à la télévision ; (p. 3159) : fondement du droit à la radio-télévision dans le paiement de la redevance ; reconnaissance juridique du droit à la télévision ; abus du droit de grève à la radio-télévision ; détournement de la loi du 31 juillet 1963 par le dépôt quotidien d'un préavis de grève ; (p. 3160) : paiement des grévistes requis pour assurer le service minimum ; disproportion entre le nombre de personnes en grève et les millions de Français subissant les conséquences de la grève ; perte de recettes tirées de la publicité due aux grèves ; insuffisance de la réglementation actuelle ; arrêt Dehaene consacrant la légalité des circulaires réglementant le droit de grève ; origine du service minimum : la loi du 3 juillet 1972 ; création du pouvoir de réquisition des présidents des quatre sociétés de programme pour assurer en tout temps le fonctionnement des organes chargés de la création des signaux de radio et de télévision ; suppression de la connexion automatique entre dépôt du préavis de grève et service minimum ; (p. 3165) : rejet de l'exception d'irrecevabilité par la commission car la Constitution n'interdit pas d'introduire des aménagements à l'exercice du droit de grève ; (p. 3187) : sur la motion de renvoi en commission de Mme Hélène Constans : conditions d'examen en commission de la proposition Vivien ; (p. 3188) : demande le rejet de la motion de renvoi en commission. **Discussion de l'article unique** [26 avril 1979]. **Titre** (p. 3189) : s'oppose à une mise aux voix distincte du titre de l'article unique adopté par la commission. **Deuxième lecture,** rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. **Discussion générale** [26 juin 1979] (p. 5656) : complexité des trois systèmes de réglementation du droit de grève présentés au Sénat par MM. Caillavet, Schwint et Cluzel ; nécessité de rompre l'automaticité du déclenchement du service minimum en cas de grève ; systèmes retenus par le Sénat : interdiction des préavis glissants, nécessité pour les personnels d'informer leur direction, avant l'expiration du préavis, de leur intention de faire grève ou non, déclenchement du service minimum par décision du président de chaque société, réduction du salaire des grévistes par trentième indivisible ; propositions de la commission : réformer les restrictions apportées au dépôt de nouveaux préavis ; (p. 5657) : suppression de l'obligation pour les membres du personnel de faire connaître aux directions des sociétés leur intention de faire grève ou non, suppression du principe d'un vote majoritaire en faveur de la grève, suppression de la définition du service minimum qui porte atteinte aux responsabilités des présidents de société ; (p. 5659) : hostilité de la commission à la question préalable. **Discussion de l'article unique** [26 juin 1979]. **Article unique** (p. 5662) : soutient l'amendement n° 1 de la commission : régime du dépôt des préavis de grève, respect du pluralisme syndical ; adopté ; soutient l'amendement n° 2 de la commission : suppression de la disposition obligeant les personnels de la radio-télévision à faire connaître aux présidents des sociétés leur décision de faire grève ou non ; adopté ; soutient l'amendement n° 3 de la commission : détermination par décret en Conseil d'Etat des services ou catégories de personnels strictement indispensables à l'exécution de la mission de service public que les présidents des sociétés de programme et de l'établissement public de diffusion peuvent requérir ; adopté ; soutient l'amendement n° 5 de la commission : possibilité pour le président de chaque société nationale de programme de requérir les catégories de personnels ou les agents qui doivent demeurer en fonction pour assurer la continuité du service public ; retiré ; soutient les amendements n^{os} 6, 7 et 8 de la commission : supprimant les trois

paragraphes qui définissent le programme minimum dans le texte proposé par le Sénat ; adoptés. **Titre** (p. 5663) : soutient l'amendement nw 9 de la commission : nouvelle rédaction du titre : proposition de loi tendant à modifier les dispositions de la loi du 7 août 1974 relatives à la continuité du service public de la radio et de la télévision en cas de cessation concertée du travail ; adopté.

— **Projet de loi portant diverses mesures en faveur de l'emploi** (n° **1109**). **Première lecture. Discussion générale** [19 juin 1979] (p. 5302) : difficultés rencontrées par les jeunes au moment où ils postulent pour leur premier emploi ; nécessité de préparer les jeunes, au cours de leur vie scolaire, à aborder la vie professionnelle ; insuffisance de l'information et de l'orientation dans le système scolaire ; nécessité de détruire les préjugés défavorables au travail manuel ; souhaite le développement de l'apprentissage et de la formation en alternance. **Discussion des articles** [20 juin 1979]. **Article 5** (p. 5355) : effet dissuasif sur l'emploi dans les petites entreprises de l'existence du seuil de dix salariés ; regrette qu'ait été déclaré irrecevable en vertu de l'article 40 de la Constitution son amendement proposant d'étaler le poids des charges nouvelles progressivement du dixième au quinzième salarié. **Explications de vote** (p. 5365) : vote favorable du groupe UDF.

— **Projet de loi relatif aux équipements sanitaires et modifiant certaines dispositions de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière** (n° **995**). **Première lecture. Discussion générale** [21 juin 1979] (p. 5408) : demande le rejet de l'exception d'irrecevabilité de M. Gilbert Millet ; égalité des Français devant la maladie et devant les soins ; excès de dépenses de la sécurité sociale.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Education. Discussion générale [22 octobre 1979] (p. 8740) : difficultés pratiques du redéploiement des crédits ; insuffisance du nombre de professeurs des cours spéciaux ; nécessité d'accroître l'efficacité des sections spécialisées.

Commerce et artisanat. Discussion générale [24 octobre 1979] (p. 8886) : avantages de l'artisanat et de la petite entreprise pour l'emploi et l'animation rurale ; nécessité d'accroître les montants et d'octroyer primes et prêts avec plus de souplesse ; rigidité administrative ; la formation de la main-d'œuvre ; (p. 8887) : rôle du « bistrot » en milieu rural.

Jeunesse, sports et loisirs. — I. **Jeunesse et sports. Discussion générale** [29 octobre 1979] (p. 9124) : défend les intérêts des clubs et associations qui constituent l'étape intermédiaire entre le sport scolaire et le sport de haute compétition ; rend hommage aux animateurs bénévoles de ces clubs ; problème de la répartition des aides financées par le fonds national d'aide au sport.

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1979] (p. 9219) : difficultés des conseils municipaux dans l'élaboration des plans d'occupation des sols.

Agriculture. — **BAPSA. Discussion générale** [8 novembre 1979] (p. 9637) : règlement sur les vins ne respectant pas le caractère spécifique de chaque région vinicole ; problème de l'enrichissement et du financement de la dégustation obligatoire ; délimitation géographique arbitraire des vignobles.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique familiale** (n° **1408**). **Discussion** [21 novembre 1979] (p. 10465) : intervient à la place de M. Alain Madelin ; demande que, pour aider la famille, on revienne aux vieux principes de la morale ; nécessité de redonner leur vraie place à la mère et à l'enfant dans le foyer sans revenir sur le principe du travail de la femme ; demande qu'une allocation soit octroyée à la mère qui élève ses enfants chez elle ; problèmes des mères célibataires, des veuves chef de famille et des mères d'enfants handicapés ; (p. 10466) : insiste sur l'importance de l'organisation des loisirs dans le cadre d'une politique familiale.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1328**). **Première lecture. Discussion générale** [28 novembre 1979] (p. 10829) : risque de décadence des valeurs morales par la légalisation de l'avortement ; la politique familiale ; (p. 10830) : nécessité d'une politique d'aide à la naissance et à l'accueil de l'enfant ; la loi doit faire de l'avortement une exception ; son amendement tendant à proroger la législation actuelle d'un an.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion générale** [12 décembre 1979] (p. 11648) : nécessité de maintenir les jeunes ruraux à la terre par une formation professionnelle adaptée, par une protection des terres agricoles et par une révision des règles relatives à l'héritage ; nécessité de revaloriser la retraite et d'offrir de meilleures conditions de travail aux salariés ; problème de la défense des vins d'appellation d'origine contrôlée.

— **Projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels** (n° **1121**),

rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. **Première lecture. Discussion générale** [29 avril 1980] (p. 790) : déséquilibre du marché du travail ; difficultés de l'insertion professionnelle des jeunes et inadaptation du système éducatif ; formation professionnelle ; échecs scolaires ; (p. 791) : pactes nationaux pour l'emploi ; contrat emploi-formation ; stages de formation professionnelle ; apprentissage ; stages pratiques en entreprise ; difficultés de l'enseignement technique et professionnel ; (p. 792) : dialogue entre les milieux professionnels, l'Etat et le système scolaire ; valeur pédagogique de l'alternance ; champ d'application du projet ; (p. 793) : problème de la qualité des formations professionnelles ; maisons familiales rurales ; apprentissage ; instauration d'un quota-alternance venant en supplément de la taxe d'apprentissage ; propositions de loi de M. Revet et de M. Labbé sur l'alternance. **Discussion des articles. Article premier** (p. 828) : soutient l'amendement n° 51 de la commission : contenu de l'enseignement alterné, obligation pour les entreprises de disposer de responsables de formation ; adopté ; (p. 829) : soutient l'amendement n° 52 de la commission : définition des programmes de formation ; adopté ; [30 avril 1980] : **Article 2** (p. 835) : soutient l'amendement n° 54 de la commission : amendement de conséquence ; adopté. **Après l'Article 2** (p. 836) : soutient l'amendement n° 55 de la commission : qualité de l'enseignement dispensé ; adopté. **Article 3** (p. 837) : soutient l'amendement n° 56 de la commission : rédactionnel ; adopté ; soutient l'amendement n° 57 de la commission : composition de la commission des relations avec les professions ; adopté ; soutient l'amendement n° 58 de la commission : compétences de la commission des relations avec les professions ; adopté ; (p. 838) : soutient l'amendement n° 59 de la commission : formel ; adopté. **Article 4** (p. 838) : soutient l'amendement n° 60 de la commission : consultation du conseil national de la formation professionnelle ; adopté. **Article 5** (p. 839) : soutient l'amendement n° 61 de la commission : compétence du ministre chargé de la formation professionnelle ; adopté ; (p. 839) : soutient l'amendement n° 62 de la commission : compétence des représentants des salariés ; adopté ; soutient l'amendement n° 63 de la commission : compétence des représentants des salariés vis-à-vis des formations alternées ; adopté. **Article 7** (p. 840) : soutient l'amendement n° 64 de la commission : rédactionnel ; rejeté. **Article 8** (p. 840) : soutient l'amendement n° 65 de la commission : procédure d'habilitation ; rejeté ; (p. 842) : soutient l'amendement n° 66 de la commission : critères susceptibles de fonder l'octroi de l'habilitation ; rejeté ; soutient l'amendement n° 67 de la commission : champ d'application des dispositions concernant l'accueil des stagiaires dans les entreprises, exclusions des entreprises de travail temporaire ; adopté. **Article 9** (p. 843) : son amendement n° 68 : coordination ; adopté ; soutient l'amendement n° 69 de la commission : nouvelle rédaction du troisième alinéa de l'article 9 ; adopté ; soutient l'amendement n° 70 de la commission : conditions de surveillance médicale des stagiaires ; rejeté. **Article 12** (p. 844) : soutient l'amendement n° 72 de la commission : rédactionnel ; adopté. **Article 13** (p. 844) : soutient l'amendement n° 73 de la commission : rédactionnel ; adopté. **Article 15** (p. 858) : soutient l'amendement n° 77 de la commission : rédactionnel ; adopté. **Après l'Article 15** (p. 858) : soutient l'amendement n° 78 de la commission : contrat de formation alternée ; adopté. **Article 16** (p. 859) : soutient l'amendement de suppression de l'article 16 n° 79 de la commission ; devenu sans objet. **Après l'Article 16** (p. 860) : soutient l'amendement n° 80 de la commission : établissement par le préfet de la liste des établissements chargés de la formation ; adopté. **Article 18** (p. 861) : soutient l'amendement n° 80 de la commission : limitation du quota ; retiré. **Après l'Article 18** (p. 862) ; soutient l'amendement n° 82 de la commission : conditions d'application des nouvelles dispositions financières aux départements d'Alsace et de Moselle ; adopté. **Article 19** (p. 862) : soutient l'amendement n° 83 de la commission : conditions dans lesquelles les redevables peuvent se libérer de l'obligation mentionnée à l'article 18 ; rejeté ; problème du versement au Trésor ; (p. 863) : son sous-amendement n° 98 à l'amendement n° 83 de la commission : rédactionnel ; retiré.

Commission mixte paritaire, rapporteur. **Discussion générale** [25 juin 1980] (p. 2282) : ouverture de l'enseignement supérieur à l'alternance ; procédure d'homologation *a posteriori* de certains diplômes ; problème du financement des formations alternées ; moyens financiers de la formation professionnelle.

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses** (n° **1608**). **Première lecture. Discussion générale** [7 mai 1980] (p. 913) : environnement moral de la famille (p. 914) : revenu minimum familial ; statut de la mère de famille.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre *(suite).* — **I. Services généraux. Formation professionnelle.**

Discussion générale [22 octobre 1980] (p. 3001) : nécessité de la formation professionnelle en période de crise économique ; variété excessive des formes de formation professionnelle ; résultat positif des pactes pour l'emploi ; succès de l'apprentissage ; mise en place des formations professionnelles alternées ; difficultés de l'AFPA ; (p. 3002) : insuffisance des moyens de la formation professionnelle en agriculture ; maisons familiales rurales.

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1980] (p. 3353) : conditions d'application de la loi du 3 janvier 1977 sur l'architecture et conséquences pour les maîtres d'œuvre.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [6 novembre 1980] (p. 3673) : réglementation trop stricte et trop contraignante des appellations d'origine ; concurrence de l'Allemagne et de l'Italie.

— **Discussion des conclusions du rapport** (n° **2112**) **de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi relative au contrat de travail à durée déterminée dans les professions du spectacle et de l'audiovisuel** (n° **1969**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. **Discussion générale** [9 décembre 1980] (p. 4768) : situation avant la loi du 3 janvier 1979 ; définition législative du régime des contrats à durée déterminée ; (p. 4769) : aménagement nécessaire de la loi du 3 janvier 1979 aux problèmes spécifiques du spectacle ; interprétation des articles L 122-1 et L 122-3 nouveaux du code du travail ; création d'une présomption de contrat de travail à durée déterminée dans les professions du spectacle ; (p. 4770) : délimitation du champ d'application de la proposition ; conditions de résiliation du contrat ; période d'essai ; respect d'un délai de prévenance à expiration du contrat.

PERVENCHE (Dominique)

Député de la Loire-Atlantique
(1re circonscription)
(RPR).

Secrétaire d'âge à l'Assemblée nationale.

En remplacement de M. Alexandre Bolo, décédé le 17 juillet 1980 [*J.O.* du 19 juillet 1980] (p. 1837).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 19 juillet 1980] (p. 1837).

NOMINATIONS

Secrétaire d'âge de l'Assemblée nationale [2 avril 1981] (p. 2).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 8 octobre 1980] (p. 2348), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Rapporteur de la proposition de loi de MM. Labbé, Bolo et plusieurs de leurs collègues, d'orientation de l'enseignement de l'architecture (n° **57**) [23 octobre 1980] (p. 3073).

Membre de la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à la jeunesse [*J.O.* du 24 octobre 1980] (p. 2476).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Michel Debré tendant à l'établissement de l'enseignement obligatoire de l'histoire nationale dans les écoles, collèges et lycées (n° **1955**) [20 novembre 1980] (p. 4241).

Membre de la commission d'enquête sur la langue française [*J.O.* du 12 décembre 1980] (p. 2929).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle [*J.O.* du 20 décembre 1980] (p. 3007).

DÉPOTS

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° **2032**) autorisant l'approbation de l'**échange de lettres franco-algérien relatif au retour en Algérie de travailleurs algériens et de leur famille** ainsi que de la convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire sur la **sécurité sociale** (n° **2067**) [13 novembre 1980].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Education. — Discussion générale [24 octobre 1980] (p. 3115) : participation des communes aux dépenses de l'enseignement privé sous contrat d'association ; répartition des dépenses entre la commune d'implantation et les communes dont les élèves sont originaires ; (p. 3120) : augmentation des crédits alloués à l'enseignement privé.

Culture et communication. Discussion générale [4 novembre 1980] (p. 3504) : difficultés des orchestres régionaux ; exemple de l'orchestre philharmonique des pays de Loire ; souhaite la création de chœurs associés aux orchestres régionaux ; (p. 3509) : dotation de la maison de la culture de Nantes.

Universités. Discussion générale [18 novembre 1980] (p. 4098) : souhaite que les femmes ayant des enfants et entendant poursuivre leurs études puissent bénéficier de la prolongation des formations mises en place à l'intention des étudiants salariés ; axes de développement de l'enseignement technologique supérieur.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'échange de lettres franco-algérien relatif au retour en Algérie de travailleurs algériens et de leur famille ainsi que de la convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire sur la sécurité sociale** (n° **2032**). **Première lecture,** rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. **Discussion générale** [21 novembre 1980] (p. 4266) : évolution de l'immigration algérienne en France depuis 1962 ; identité de vues entre la France et l'Algérie sur la politique du retour des Algériens dans leur pays ; incitation aux libres retours ; indemnité forfaitaire de voyage ; action de formation-réinsertion ; aide à la création de petites entreprises en Algérie ; institution d'un dossier retour ; évaluation des moyens nécessaires à la mise en œuvre de l'accord ; incertitude de ses perspectives d'application.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **1600**) ; **lettre rectificative** (n° **2098**).

Première lecture. Discussion des articles [5 décembre 1980]. **Après l'Article 23** (p. 4718) : soutient l'amendement n° 138 de M. Delalande (modalités de conclusion d'accords de participation dérogatoires dans les sociétés employant moins de 50 salariés appartenant à un groupe). **Article 44** (p. 4740) : soutient l'amendement n° 11 de M. Jean-Claude Pasty (suppression de l'article 44) ; résultats satisfaisants des contrôles effectués par les inspecteurs du FORMA ou de l'ONIBEV ; inutilité d'un recours à l'administration des douanes. **Après l'Article 45** (p. 4743) : son amendement n° 113 (droits acquis des maîtres d'œuvre en bâtiment) : rejeté ; (p. 4745) : possibilité de remettre en cause les décisions du ministre en faveur des maîtres d'œuvre en bâtiment. **Après l'Article 46** (p. 4747) : soutient l'amendement n° 162 rectifié de M. Guy Guermeur (publication en annexe à la loi de finances d'un barème national annuel concernant le forfait d'externat relatif aux écoles primaires privées) ; soutient l'amendement n° 161 rectifié de M. Guy Guermeur (répartition des dépenses obligatoires d'enseignement primaire entre les communes d'accueil et les communes du domicile des élèves) ; (p. 4748) : son sous-amendement n° 189 à l'amendement n° 175 de M. Etienne Pinte (extension du champ d'application de l'amendement n° 175 ; cas des élèves que la distance ou l'absence de transport scolaire conduisent à fréquenter l'école publique ou privée sous contrat d'association d'une commune autre que celle de leur domicile) : retiré.

PESCE (Rodolphe)

Député de la Drôme
(1re circonscription)
(S).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1099).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842).

Démissionne de cette commission [*J.O.* du 24 mai 1980] (p. 1298).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 24 mai 1980] (p. 1298), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1981 (n° **1933**). — Culture et communication : culture [9 octobre 1980] (p. 2650).

Membre de la commission d'enquête sur la langue française [*J.O.* du 12 décembre 1980] (p. 2929).

DÉPOTS

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° **1933**). — **Tome IV : Culture et communication - Culture** (n° **1977**) [9 octobre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Séjour des réfugiés libanais en France** [10 octobre 1978] (p. 5867) : difficultés faites par le ministère de l'intérieur pour donner aux Libanais le statut d'exilé politique ou un permis de séjour.

Suppléant M. Henri Michel :

— **Usine atomique de Tricastin** [31 octobre 1979] (p. 9258) : le chargement de la centrale de Tricastin va-t-il commencer malgré les protestations des syndicats et des scientifiques, compte tenu des défauts importants et notamment des fissures découvertes sur les centrales PWR ?

— **Société française de munitions** [16 avril 1980] (p. 429) : groupe Gévelot ; problème de l'emploi.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **16818**) : **Octroi du statut d'objecteur de conscience** [1er juin 1979] (p. 4603, 4604) : refus opposés à des demandes d'obtention du statut d'objecteur de conscience faites sur le même modèle ; nécessité de réformer la loi du 10 juin 1971 et le décret d'août 1972 ; dépôt d'une proposition de loi dans ce sens par le groupe socialiste dans les prochains mois.

— (n° **23834**) : **Retraites des rapatriés** [14 décembre 1979] (p. 11901, 11902) : ouverture d'un nouveau délai pour la validation et le rachat des cotisations de l'assurance vieillesse ; situation des étrangers rapatriés en France et qui ont cotisé en Algérie ; problème des retraites complémentaires ; information des rapatriés.

— (n° **31570**) : **Bibliothèques et prix des livres** [30 mai 1980] (p. 1471) : transformation sans son autorisation de sa question au ministre de la culture et de la communication en une question au ministre de l'économie ; projet de loi de programme sur les bibliothèques ; arrêté du 23 février 1979 supprimant le prix conseillé du livre ; risque de concentration de l'édition et de la librairie ; (p. 1472) : projet de loi sur la lecture publique ; augmentation du prix des livres ; politique des grandes surfaces ; (p. 1473) : avenir de la création littéraire.

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes actuels de la sécurité sociale** (n° **252**). **Discussion** [23 mai 1978] (p. 1955) : nécessité de développer une politique de maintien à domicile pour éviter l'hospitalisation des personnes âgées ; insuffisances de l'aide ménagère ; (p. 1956) : inégalités dans le bénéfice de l'aide ménagère dues à la multiplicité des organismes de prise en charge ; demande du parti socialiste d'un statut légal de la profession d'aide-ménagère ; insuffisance des forfaits de soins à domicile ; imprécision du rôle dévolu à l'hospitalisation à domicile ; demande au Gouvernement d'expliquer sa position sur les centres de jour et de donner des informations sur le bloc 45 à Nanterre et les équipements V 120, V 240 et V 360.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique de défense** (n° **388**). **Discussion** [15 juin 1978] (p. 2988) : service national et rôle du contingent ; exemption d'un tiers de chaque classe remettant en cause le principe de l'égalité des Français devant la loi ; (p. 2989) : problème de l'information sur les possibilités offertes par la loi aux objecteurs de conscience ; entraînement et instruction insuffisants des appelés ; impossibilité de résoudre par des sanctions le malaise des appelés ; urgence du choix d'un nouveau système de recrutement de l'armée ; propositions : réduction du temps du service national accompagnée d'une véritable préparation militaire et de l'accomplissement de périodes de réserve, développement de la liberté d'expression, droit à la représentation des soldats et des cadres, suppression des tribunaux permanents des forces armées, de la Cour de sûreté de l'Etat, institution d'un médiateur militaire.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences. Discussion générale [6 novembre 1979] (p. 9486) : problème des retraites des anciens militaires et des veuves.

Santé et sécurité sociale. — Travail et santé. — I. Section commune. — III. Santé et sécurité sociale. Discussion générale [15 novembre 1979] (p. 10097) : non-réalisation du programme d'action prioritaire consacré au maintien à domicile des personnes âgées ; insuffisance des aides-ménagères ; problème des moyens financiers de fonctionnement des centres de jour ; problèmes de la médicalisation d'une partie des lits des foyers-logements ; blocage de la part de la sécurité sociale en matière d'hospitalisation à domicile ; souhaite la mise en place d'une politique de soins à domicile moins coûteuse.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique familiale** (n° **1408**). **Discussion** [21 novembre 1979] (p. 10489) : problème du logement ; (p. 10490) : ralentissement de

la construction de logements ; diminution du nombre de logements sociaux locatifs ; nécessité de résoudre le problème foncier ; l'APL ; diminution du pouvoir d'achat des allocations familiales ; priorité à donner à la réhabilitation de l'habitat rural ; aides aux femmes seules ; médiocre qualité du logement ; retard considérable en matière de superficie de logement ; la réhabilitation des immeubles anciens ; (p. 10491) : nécessité de faire participer les associations familiales.

— **Projet de loi relatif à la protection des collections publiques contre les actes de malveillance** (n° **1763**). **Explications de vote** [25 juin 1980] (p. 2268) : parité dans le financement des maisons de la culture ; insuffisance des crédits destinés à l'achat d'œuvres d'art ; élargissement de la notion de patrimoine ; abstention du groupe socialiste.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Intérieur. Discussion générale [28 octobre 1980] (p. 3199) : information des rapatriés dans les préfectures.

Culture et communication, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, pour la culture. **Discussion générale** [4 novembre 1980] (p. 3483) : budget progressant moins vite que le coût de la vie ; accélération du désengagement de l'Etat ; transfert de charges sur les collectivités locales ; déséquilibre entre la région parisienne et la province ; diminution des crédits pour les sibliothèques ; (p. 3484) : sacrifice de l'action culturelle ; priorité accordée à l'enseignement musical ; croissance des crédits du théâtre ; insuffisance des subventions en faveur des théâtres et compagnies dramatiques autres que les théâtres nationaux ; mise en œuvre correcte de la loi de programme sur les musées ; année du patrimoine ; coût final du musée d'Orsay ; problèmes de l'avenir des artistes interprètes ; (p. 3485) : développement des vidéo-cassettes ; grève des artistes aux Etats-Unis ; conséquence du développement de la télématique pour la culture. **Examen des crédits. Titre III** (p. 3512) : amendement n° 133 de la commission des affaires culturelles ; suppression des crédits de fonctionnement de la lecture publique ; rejeté. **Titre V** (p. 3517) : amendement n° 134 de de la commission des affaires culturelles : réduction des crédits d'investissement de la lecture publique ; rejeté. **Titre VI** : amendement n° 135 de la commission des affaires culturelles ; réduction des subventions d'investissement de la lecture publique ; rejeté.

Budget annexe des postes et télécommunications. Discussion générale [14 novembre 1980] (p. 3882) : télématique ; nécessité d'un grand débat sur ce problème impliquant un choix de société ; ses conséquences pour la presse, l'emploi, la formation des élèves, la culture ; rôle des banques de données ; notre retard sur les Etats-Unis ; (p. 3883) : création d'une commission spéciale sur la télématique ; ouverture d'un grand débat avec vote d'une loi de programme. **Examen des crédits. Crédits ouverts à l'article 19, au titre des mesures nouvelles** (p. 3895) : amendement n° 195 de M. Jacques Jouve ; composition de la commission chargée de suivre les expériences de télématique (expérience de Vélizy) ; organisation d'un débat sur la télématique.

— **Discussion des conclusions du rapport** (n° **2112**) **de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi relative au contrat de travail à durée déterminée dans les professions du spectacle et de l'audiovisuel** (n° **1969**). **Première lecture. Discussion générale** [9 décembre 1980] (p. 4775) : précipitation avec laquelle le texte est soumis à l'Assemblée ; critique de la loi du 3 janvier 1979 ; régression des droits acquis ; (p. 4776) : modifications apportées au profit des sociétés de télévision ; problème de la SFP ; assimilation des techniciens aux artistes interprètes ; précarité de l'emploi ; charge de la preuve ; sa motion de renvoi en commission : fragilité de la position des salariés du spectacle et de l'audiovisuel face à l'employeur ; consultation nécessaire des organisations syndicales ; ratification de la Convention de Rome de 1961 relative aux droits des artistes interprètes ; (p. 4777) : motion de renvoi en commission ; adopté.

PETIT (André)

Député du Val-d'Oise
(4e circonscription)
(UDF).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean Fonteneau tendant à réglementer les manifestations donnant lieu à vente ou échange d'objets anciens ou d'occasion (n° **1569**) [10 avril 1980] (p. 298).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Nicolas About tendant à modifier l'article L 251.3 du code de l'aviation civile relatif à l'extension de la compétence de l'Aéroport de Paris de 50 à 100 km (n° **1954**) [23 octobre 1980] (p. 3073).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** relative à **la répartition entre communes des dépenses de construction des lycées d'enseignement professionnel** (n° **1450**) [5 décembre 1979].

— **Proposition de loi d'orientation** de **l'agriculture biologique** (n° **2227**) [18 décembre 1980].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Liaison ferroviaire Ermont-Invalides** [29 octobre 1980] (p. 3260).

• *questions orales sans débat :*

— (n° **17655**) : **Hôpitaux de l'Ile-de-France** [22 juin 1979] (p. 5558, 5559) : circulaire du 15 septembre 1978 supprimant des postes d'internes en chirurgie des centres hospitaliers régionaux, mise en application de façon unilatérale par l'Assistance publique de Paris sans consultation avec les représentants des hôpitaux ; segrégation des hôpitaux d'Ile-de-France ; pénalisation des habitants de la « grande couronne ».

— (n° **20699**) : **Développement de l'instruction civique** [5 octobre 1979] (p. 7886, 7887, 7888) : insuffisance de l'instruction civique en France ; nécessité de l'enseigner dès l'école primaire et dans les trois mois précédant les élections de faire des émissions d'information ; crise actuelle du civisme illustrée par l'abstention des jeunes aux élections européennes.

— (n° **23505**) : **Situation financière des bureaux d'aide sociale** [7 décembre 1979] (p. 11476, 11477) : admission des bureaux d'aide sociale au bénéfice des fonds de compensation pour la TVA ; refus des artifices.

— (n° **29290**) : **Bureaux auxiliaires de poste dans la région parisienne** [11 avril 1980] (p. 319).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :* **Services du Premier ministre. — I. Services généraux. Aménagement du territoire. Discussion générale** [16 novembre 1978] (p. 7771) : sort défavorable réservé aux quatre départements périphériques de la région Ile-de-France ; désindustrialisation de la région parisienne ; pénalisation des habitants de la grande couronne du point de vue des liaisons entre l'habitat et l'emploi, du point de vue des transports, au titre des impôts locaux, en matière de création d'emplois ; (p. 7772) : déséquilibre existant en Ile-de-France ; échec des villes nouvelles ; nécessité de mieux assurer les liaisons entre l'habitat et le lieu de travail, de mettre fin à la disparité des coûts de transport, de réformer les finances locales en prévoyant une péréquation de la taxe professionnelle ; révision du schéma directeur de l'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France.

— **Projet de loi réglementant la publicité extérieure et les enseignes** (n° **582**). **Première lecture. Discussion des articles** [18 avril 1979] : **Article 7** (p. 2734) : soutient son amendement n° 132 : obligeant les supports portatifs de panneaux publicitaires à respecter les droits des tiers inscrits dans les règlements d'urbanisme et les assimilant à une construction soumise à permis de construire ; rejeté ; (p. 2735) : nécessité de traiter les panneaux publicitaires comme les autres constructions du point de vue du permis de construire ; difficulté d'obtenir la destruction a posteriori de constructions irrégulièrement réalisées ; [19 avril 1979] : **Article 30** (p. 2803) : regrette que les dispositifs publicitaires ne soient pas soumis au permis de construire ; s'oppose au 1er alinéa de l'amendement n° 75 de la commission et en demande le vote par division ; vote par division refusé.

— **Projet de loi relatif à l'organisation du contrôle des matières fertilisantes et des supports de culture** (n° **137**). **Première lecture. Discussion des articles** [24 avril 1979]. **Article 2** (p. 2986) : son amendement n° 35 : inapplication de l'homologation aux produits organiques et aux supports de culture d'origine naturelle ; adopté ; projet risquant d'entraver le développement de l'agriculture biologique ; (p. 2988) : exemption de l'homologation pour les produits minéraux d'origine naturelle ; rejeté. **Après l'Article 3** (p. 2989) :

son amendement n° 37 : institution de deux commissions de matières fertilisantes et de supports de culture pour la procédure d'homologation ; retiré. **Deuxième lecture. Discussion générale** [25 juin 1979] (p. 5598) : projet allant trop loin dans la mesure où il englobe les produits organiques d'origine naturelle qui ont fait preuve depuis longtemps de leur efficacité et de leur innocuité ; (p. 5599) : nécessité de ne pas gêner l'activité des agriculteurs biologistes ; son amendement proposant l'exclusion du champ d'application de la loi des produits organiques d'origine naturelle obtenus sans traitement chimique. **Discussion des articles** [25 juin 1979]. **Article 2** (p. 5600) : favorable à l'amendement n° 1 de la commission : excluant du champ d'application de la loi les produits organiques d'origine naturelle obtenus sans traitement chimique ; favorable à l'amendement n° 2 de la commission : exemption des produits organiques constituant des sous-produits d'une activité agricole ou provenant directement de la végétation terrestre ou marine.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Education. Discussion générale [22 octobre 1979] (p. 8737) : difficultés en Ile-de-France en raison de l'expansion démographique ; transfert des habitants du centre de Paris vers la périphérie à un rythme supérieur à 100.000 par an ; féminisation du corps enseignant dans cette région ; problème des remplacements ; insuffisante réalisation d'établissements dans le secondaire ; (p. 8738) : souhaite que la répartition annuelle des charges d'emprunt se fasse proportionnellement au nombre d'élèves venant de chaque commune dans les groupements de communes ; insuffisance des crédits de la sécurité ; problème du statut des directeurs d'écoles primaires et maternelles ; nécessité de développer les cours de morale et d'instruction civique.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [8 avril 1980] (p. 137) : agriculture biologique. **Discussion des articles** [9 avril 1980]. **Article premier** *bis* (p. 159) : son amendement n° 161 : consultation régulière des organisations agricoles et de consommateurs sur l'élaboration de la politique agricole ; rejeté ; (p. 159) : son amendement n° 162 : objectif de maintien du potentiel de production agricole ; rejeté ; (p. 161) : son amendement n° 164 : agriculture biologique ; rejeté. **Article 2** (p. 164) : son amendement n° 165 : participation de l'institut pour la recherche et l'application en agriculture biologique à la définition de la politique nationale d'orientation des productions ; retiré. **Article 2** *bis* (p. 165) : son amendement n° 166 : réglementation par le conseil des conditions de production, de transformation et de commercialisation des produits de l'agriculture biologique ; rejeté. **Article 2** *ter* (p. 168) : son amendement n° 167 : prise en compte des nouvelles techniques de l'agriculture biologique par la politique du crédit ; rejeté. **Article 2** *quater* (p. 169) : son amendement n° 169 : non-application des obligations prévues aux alinéas 1, 2 et 3 de l'article 2 *quater* aux producteurs agro-biologistes ; rejeté. **Article 4** (*suite*) (p. 182) : soutient l'amendement n° 192 de M. Mesmin ; (p. 183) : son amendement n° 170 : existence de filières alimentaires interprofessionnelles distinctes pour les agrobiologistes ; rejeté ; son amendement n° 171 : agriculture biologique ; rejeté.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** (n° **1681**). **Première lecture. Discussion générale** [12 juin 1980] (p. 1821) : sentiment d'insécurité ; autodéfense ; détention provisoire ; lenteur de la justice ; remise de peine ; obligation de travail manuel pour les condamnés ; (p. 1822) : indemnisation des victimes. **Discussion des articles** [21 juin 1980]. **Avant l'Article 18** (p. 2062) : son amendement n° 35 : travail manuel des détenus pendant l'incarcération ; retiré ; (p. 2063) : son amendement n° 36 : travail manuel durant la détention ; retiré. **Article 48** (p. 2109) : son amendement n° 33 : addition des sommes exposées par la partie civile non comprises dans les frais et dépens à l'indemnité fondée sur la réparation du préjudice subi pour un montant déterminé par le juge ; rejeté. **Article 53** (p. 2111) : son amendement n° 34 : réduction du maximum légal de la peine encourue si le prévenu s'engage à indemniser les victimes ; devient sans objet. **Article 54** (p. 2112) : son amendement n° 189 : amendement de coordination ; sans objet.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1981**). **Première lecture** : *Deuxième partie :*

Education. Discussion générale [24 octobre 1980] (p. 3112) : assouplir l'application de la grille Guichard ; réouverture des classes ; statut des directeurs d'écoles primaires ; discussion de la proposition de loi n° 60 portant création d'un grade de directeur d'école.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** (n° **2095**). **Première lecture. Discussion des articles** [2 décembre 1980]. **Après l'Article 8** *ter* (p. 4562) : insuffisance des amendements

n° 15 de la commission des lois et n° 37 du Gouvernement qui ne prennent pas en compte l'ensemble des équipements dont l'intérêt dépasse le cadre de la commune ; (p. 4564) : s'oppose à l'amendement n° 25 de M. Louis Besson ; occupation de nombreux logements HLM par des familles qui ne sont pas des cas sociaux.

PETIT (Camille)

Député de la Martinique
(1re circonscription)
(RPR).

Elu le 12 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1103).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

Contestation de son élection [3 avril 1978] (p. 1103), rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [*J.O.* du 11 juillet 1978] (p. 2767, 2768).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre du comité directeur du fonds d'aide et de coopération [27 avril 1978] (p. 1430), [28 avril 1978] (p. 1444).

Représentant titulaire à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [17 mai 1978] (p. 1775).

Membre du comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer [*J.O.* du 18 octobre 1979] (p. 2616).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Emile Bizet relative à l'emploi des anabolisants pour l'élevage (n° **1846**) [9 octobre 1980] (p. 2649).

Rapporteur du projet de loi modifiant et complétant diverses dispositions du code rural relatives à la lutte contre les maladies des animaux et à leur protection (n° **1937**) [9 octobre 1980] (p. 2649).

Membre de la commission d'enquête sur la langue française [*J.O.* du 12 décembre 1980] (p. 2929).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à rendre obligatoire la **mise sur ordinateur des listes électorales** des villes de plus de 30.000 habitants (n° **289**) [25 mai 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° **1937**) modifiant ou complétant diverses dispositions du code rural relatives à la **lutte contre les maladies des animaux** et à leur protection (n° **2080**) [20 novembre 1980].

— **Projet de loi** relatif à la **Cour de cassation** (n° **2308**) [11 mai 1981].

QUESTIONS

Intervention sur la question orale avec débat de :

— **M. Michel Debré** (n° **148**) : **Développement des départements et territoires d'outre-mer** [12 mai 1978] (p. 1672) : situation de la Martinique ; développement d'une véritable économie de production ; lutte contre le chômage ; encouragement à l'agriculture et à l'artisanat ; aide aux petites et moyennes entreprises ; alignement de la législation sociale sur celle de la métropole ; regrette le décret du 20 mars 1978 relatif aux comptes en métropole.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Départements d'outre-mer. Discussion générale [15 novembre 1978] (p. 7679) : décentralisation des structures du FIDOM ; montée du chômage aux Antilles ; lourdeur des mécanismes administratifs et d'application des mesures fiscales et budgétaires en faveur de la création d'entreprises nouvelles ; insuffisante protection sociale des agriculteurs et des artisans ; problème de la canne à sucre, du rhum, de la banane et de l'ananas ; (p. 7680) : problème de la migration des travailleurs originaires des DOM.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Départements d'outre-mer. Discussion générale [31 octobre 1979] (p. 9279) : angoisse des Martiniquais devant l'extension du chômage ; non-application de la législation sociale dans les départements d'outre-mer ; (p. 9280) : incohérence de la politique gouvernementale marquée par la suppression de la

prime de vie chère des fonctionnaires et du régime favorable des investissements ; solidarité nationale manifestée à la suite du cyclone David ; situation dramatique du monde paysan ; attachement des Martiniquais à leur économie sucrière et rhumière ; problème du régime social des artisans martiniquais ; nécessité de créer aux Antilles un institut de vulcanologie.

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses** (n° **1608**). **Première lecture. Discussion générale** [7 mai 1980] (p. 939) : conditions d'application de la législation familiale dans les DOM ; (p. 940) : non-application du revenu familial minimum dans les DOM ; départementalisation sociale.

— **Déclaration du Gouvernement sur les départements et territoires d'outre-mer et débat sur cette déclaration** (n° **1783**). **Discussion** [11 juin 1980] (p. 1714) : situation économique de la Martinique ; problèmes du sucre, de la banane et du rhum ; confiance et développement économique ; chômage ; structures foncières ; (p. 1715) : artisanat ; mesures d'incitation à la création d'entreprises industrielles ; résultats du premier pacte pour l'emploi à la Martinique ; décentralisation administrative ; mouvement séparatiste ; notion de départementalisation.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Départements et territoires d'outre-mer. — II. **Départements d'outre-mer. Discussion générale** [28 octobre 1980] (p. 3220) : chômage à la Martinique ; situation tragique des planteurs de bananes ; nécessité d'étendre aux DOM l'action du fonds interministériel d'aménagement rural ; poursuite de l'extension de la législation sociale ; (p. 3221) : aggravation du sous-emploi résultant en partie de l'action des autonomistes.

— **Projet de loi modifiant et complétant diverses dispositions du code rural relatives à la lutte contre les maladies des animaux et à leur protection** (n° **1937**), rapporteur de la commission de la production et des échanges. **Première lecture. Discussion générale** [10 décembre 1980] (p. 4821, 4822) : compétences des techniciens des services vétérinaires ; augmentation des pouvoirs des vétérinaires inspecteurs et de leurs subordonnés en matière de protection des animaux ; respect du droit de propriété ; article 276 du code rural relatif à la protection des animaux ; décret du 1er octobre 1980 fixant les modalités relatives à l'élevage, au transport et à l'abattage. **Discussion des articles. Après l'Article premier** (p. 4824) : amendement n° 1 de la commission : visites de nuit des véhicules servant au transport des animaux en présence d'un officier ou agent de police judiciare ; adopté. **Article 3** : amendement n° 2 de la commission : interdiction des contrôles dans les pièces à usage d'habitation et dans leurs dépendances ; rejeté ; (p. 4825) : amendement n° 3 de la commission : contrôle des véhicules de toute nature sauf s'ils ne sont pas utilisés à des fins professionnelles au moment du contrôle ; adopté.

PEYREFITTE (Alain)

Député de la Seine-et-Marne (4e circonscription) (RPR).

Garde des sceaux, ministre de la justice.

Elu le 12 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Garde des sceaux, ministre de la justice (troisième Gouvernement Barre). Décret du 5 avril 1978 [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1539).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 5 mai 1978, de son mandat de député [9 mai 1978] (p. 1485, 1512).

Fin de ses fonctions de garde des sceaux, ministre de la justice (troisième Gouvernement Barre) [*J.O.* du 14 mai 1981] (p. 1379).

DÉPOTS

— **Projet de loi** modifiant la **loi n° 67-523** du 3 juillet 1967 relative à la **Cour de cassation** (n° **18**) [18 avril 1978].

— **Projet de loi** relatif aux droits grevant les lots d'un immeuble soumis au statut de la **copropriété** (n° **139**) [25 avril 1978].

— **Projet de loi** tendant à améliorer le fonctionnement des **sociétés commerciales**, à protéger les actionnaires et à défendre l'épargne (n° **236**) [17 mai 1978].

— **Projet de loi** modifiant certaines dispositions relatives à la **Cour de cassation** (n° **323**) [6 juin 1978].

— **Projet de loi** modifiant certaines dispositions du code de procédure pénale en matière d'**exécution des peines privatives de liberté** (n° **562**) [2 octobre 1978].

— **Projet de loi** relatif aux **syndics et administrateurs judiciaires** (n° **928**) [2 avril 1979].

— **Projet de loi** tendant à **instituer des mesures de prévention des difficultés dans les entreprises** (n° **974**) [17 avril 1979].

— **Projet de loi** relatif au **traitement des difficultés des entreprises** (n° **975**) [17 avril 1979].

— **Projet de loi** rendant **applicables le code de procédure pénale** et **certaines dispositions législatives** dans les **territoires d'outre-mer** (n° **1141**) [19 juin 1979].

— **Déclaration du Gouvernement sur l'échelle des peines criminelles** (n° **1191**) [26 juin 1979].

— **Projet de loi** rendant **applicables des dispositions du code pénal et la législation relative à l'enfance délinquante dans les territoires d'outre-mer** (n° **1280**) [2 octobre 1979].

— **Projet de loi** modifiant le **taux des amendes pénales en matière de contraventions de police** (n° **1300**) [2 octobre 1979].

— **Projet de loi organique** relatif **au statut de la magistrature** (n° **1301**) [2 octobre 1979].

— **Projet de loi** relatif **à l'automatisation du casier judiciaire** (n° **1369**) [31 octobre 1979].

— **Projet de loi** renforçant la **sécurité** et protégeant la **liberté des personnes** (n° **1681**) [6 mai 1980].

— **Projet de loi** complétant le code de **l'organisation judiciaire** (partie législative) et donnant force loi à cette partie du code (n° **1926**) [2 octobre 1980].

— **Projet de loi** rendant **applicables le code de procédure pénale** et **certaines dispositions législatives** dans les **territoires d'outre-mer** (n° **1985**) [14 octobre 1980].

— **Projet de loi** portant modification de la **législation sur les sociétés** (n° **2245**) [20 décembre 1980].

QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement de :

— **Mme Gisèle Moreau : Saisies et expulsions** [18 avril 1978] (p. 1149) : réforme en cours ; révision de la liste des objets non saisissables ; mesures tenant compte de la bonne foi des débiteurs ; mise en place d'organismes de conciliation pour faciliter les solutions à l'amiable ; information des locataires.

— **M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset : Rémunération des secrétaires des conseils de prud'hommes** [26 avril 1978] (p. 1367) : problème consécutif à l'application de la loi sur la gratuité des actes de justice ; mise au point d'un statut des secrétaires des conseils de prud'hommes qui sera soumis aux représentants de la profession ;

— **M. Yves Lancien : Evasions de criminels** [10 mai 1978] (p. 1561, 1562) : évasion de Mesrine ; le Gouvernement tirera toutes les conséquences de ce qui sera apparu au cours de l'enquête sur le triple plan de la discipline, du droit pénal et de l'organisation générale des services.

— **M. Alexandre Bolo : Désignation d'un représentant du médiateur dans chaque département** [31 mai 1978] (p. 2287) : installation d'un délégué du médiateur dans chaque département.

— **M. Maurice Sergheraert : Vacataires du ministère de la justice** [7 juin 1978] (p. 2604) : inexactitude de l'information concernant le licenciement de 1.100 vacataires ; recrutement par voie de concours ; 500 emplois temporaires sont prévus dans le collectif ; le syndicat autonome des fonctionnaires des cours et tribunaux a décidé de rapporter le mot d'ordre de grève.

— **Mme Florence d'Harcourt : Détention provisoire des mineurs** [6 décembre 1978] (p. 8887) : difficulté du rôle de la justice qui doit faire preuve d'humanité, notamment à l'égard des jeunes, mais non de laxisme.

— **M. Jean-Marie Caro : Délais de réalisation de l'actif par le syndic en cas de liquidation judiciaire** [4 avril 1979] (p. 2217) : complexité du métier de syndic ; projets de loi sur les mandataires de justice et sur les entreprises en difficultés déposés incessamment.

— **M. Henri Emmanuelli : Débat sur la peine de mort** [11 avril 1979] (p. 2527) : position inchangée du Gouvernement : il reste à la disposition de l'Assemblée pour un débat sur la peine de mort dès que la conférence des présidents le souhaitera.

— **M. Philippe Marchand : Recrutement des magistrats** [23 mai 1979] nombre de magistrats recrutés par voie de concours inchangé, mais divisé en deux concours annuels ; pas de recrutement au tour extérieur, mais recrutement latéral.

— **M. Pierre Joxe : Magistrats syndiqués** [13 juin 1979] (p. 5001) : le libre exercice du syndicalisme dans la magistrature n'est pas remis en cause, mais ne doit pas être contraire aux obligations fondamentales des magistrats, en particulier, à leur obligation de réserve.

— **Mme Colette Privat : Libertés syndicales** [10 octobre 1979] (p. 8006) : violence contre un policier par un manifestant syndicaliste le 2 octobre à Rouen ; condamnation de l'intéressé ; pas de privilèges ni immunités.

— **M. Pierre-Charles Krieg : Réforme du certificat d'aptitude à la profession d'avocat** [5 décembre 1979] (p. 11262) : cette réforme est bonne ; souhait des avocats pour qu'elle entre rapidement en vigueur car due à leur initiative ; en principe, elle interviendra cette année, mais des mesures transitoires seront prises.

— **M. Jean-Pierre Cot : Condamnation de syndicalistes** [9 avril 1980] (p. 147) : séparation des pouvoirs.

— **M. Henri Emmanuelli : Affaire de Broglie** [9 avril 1980] (p. 147, 148) : secret de l'instruction.

— **M. Raymond Forni : Projet de loi sur la sécurité des Français** [14 mai 1980] (p. 1055).

— **M. Jean-Louis Beaumont : Election cantonale de Vincennes - Fontenay - sous - Bois** [14 mai 1980] (p. 1056) : action judiciaire en cours.

— **M. Louis Maisonnat : Désignation des jurés** [21 mai 1980] (p. 1128) : pas de mise en fiche des citoyens tirés au sort pour constituer des jurés d'assises.

— **M. Guy Ducoloné : Projet de loi « sécurité et liberté »** [28 mai 1980] (p. 1340) : campagne menée contre le projet ; (p. 1341) : approbation du projet par les chefs de cours.

— **M. Philippe Marchand : Poursuites engagées par M. le ministre de la justice contre le journal « Le Monde »** [12 novembre 1980] (p. 3763) : article 226 du code ; campagne de dénigrement portant atteinte à l'autorité judiciaire et à l'indépendance de la justice.

— **M. André Lajoinie : Condamnation du journal de la section communiste de l'entreprise Michelin** [19 novembre 1980] (p. 4156) : les voix de recours offertes par la loi ; liberté de la presse.

— **M. François Massot : Défense des libertés** [19 novembre 1980] (p. 4160) écoutes téléphoniques.

— **M. Vincent Porelli : Grève de la faim menée par des détenus corses** [10 décembre 1980] (p. 4801) : déroulement normal de la procédure ; impossibilité de constituer une commission d'enquête lorsque la justice est saisie d'une affaire.

— **M. André Delehedde : Mutation à la commission informatique et libertés** [10 décembre 1980] (p. 4805) : nomination de M. Alain Joinet en qualité de substitut du procureur de la République de Paris ; inamovibilité : garantie d'indépendance donnée aux magistrats du siège et non aux magistrats du parquet ou aux magistrats affectés à l'administration centrale.

Réponses aux questions orales sans débat de :

— **M. Roland Leroy** (n° **17188**) **: Jeunes condamnés à la suite des manifestations du 23 mars** [15 juin 1979] (p. 5217) : une procédure légale et régulière a été suivie ; le Gouvernement n'envisage pas un projet de loi d'amnistie qui ne serait en rien justifié ; nécessité de respecter l'indépendance de la justice ; possibilité légale de libération conditionnelle et de réduction de peine.

— **M. Claude Martin** (n° **30618**) **: Vérifications d'identité** [12 mai 1980] (p. 984) : jurisprudence de la Cour de cassation sur les contrôles effectués à titre préventif ; gendarmerie et police ; amendement au projet relatif au renforcement de la sécurité et à la protection de la liberté des personnes.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi tendant à modifier les articles 62, 63, 64, 75 et 77 du code de procédure pénale** (n° **165**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [1er juin 1978] (p. 2410) : attribution aux agents de police en tenue d'une compétence d'officier ou d'agent de police judiciaire uniquement destinée à leur permettre de constater les infractions à la circulation routière ; souhaite l'adoption de l'article 31 du projet : abrogation de l'article 722 du code de procédure pénale contraire au décret du 23 mai 1975 : nécessité d'éviter l'apparition d'un vide juridique en cas d'annulation du décret du 23 mai 1975. **Discussion des articles. Article 10** (p. 2410) : avis défavorable du Gouvernement sur l'amendement n° 4 de M. Lucien Villa. **Article 29** (p. 2412) : avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de la commission. **Article 30** (p. 2412) : avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 3 de la commission ; danger d'une remise en cause de la réforme pénitentiaire de 1975 si l'amen-

dement n° 3 de la commission est rejeté. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [20 juin 1978] (p. 3127) : modification de l'organisation pénitentiaire par le décret de 1975 ; différenciation des établissements pénitentiaires pour l'application du régime progressif aux détenus ; harmonisation nécessaire de la loi et du décret ; sauvegarde du contrôle exercé par le Conseil d'Etat sur le décret de 1975 ; risque de vide juridique en cas de non-adoption du texte ; (p. 3128) : caractère d'autorité administrative du juge de l'application des peines, contrôle du juge administratif du juge sur ses décisions. **Discussion des articles** [20 juin 1978]. **Article 31** (p. 3129) : amendement n° 1 du Gouvernement : rétablissement de l'article 31 : suppression de la compétence du juge de l'application des peines pour l'admission aux différentes phases du régime progressif ; demande un scrutin public sur son amendement n° 1 ; adopté par scrutin public.

— **Projet de loi portant réforme de la procédure pénale sur la police judiciaire et le jury d'assises. Troisième lecture. Discussion générale** [29 juin 1978] (p. 3637) : son avis favorable sur l'amendement proposé par la commission.

— **Proposition de loi tendant à prévenir la conduite d'un véhicule sous l'empire d'un état alcoolique** (n° **305**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [20 juin 1978] (p. 3131) : 45 % environ des accidents mortels imputables à l'ivresse ; hostilité du Gouvernement au principe de l'organisation de contrôles à la sortie des débits de boissons ; nécessité de dépistages préventils en tous points du réseau routier sous le contrôle du parquet ; (p. 3132) : nécessité d'une sanction pénale réelle pour les infractions décelées par contrôle préventif ; souhaite le recours à des alcootests très perfectionnés ; possibilité pour tout conducteur de demander une contre-expertise sous forme de prise de sang. **Discussion des articles** [20 juin 1978]. **Article premier A** (p. 3133) : dépistage facilité par les analyseurs d'haleine ; conclut au rejet de l'amendement n° 1 de la commission ; (p. 3134) : possibilité de fabriquer en France des analyseurs d'haleine ; liberté d'appréciation du juge en cas de divergence entre le dépistage par analyseur d'haleine et la prise de sang ; inscription des crédits nécessaires à l'équipement d'analyseurs d'haleine au budget de 1977. **Article premier B** (p. 3137) : avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de la commission et le sous-amendement n° 6 de la commission ; son opposition au sous-amendement n° 4 de M. Alain Hautecœur. **Article premier** (p. 3138) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'adoption de l'amendement n° 3 de la commission ; importance des pouvoirs conférés au juge en cas d'annulation automatique du permis de conduire ; (p. 3140) : avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 7 de coordination de M. Pierre-Alexandre Bourson. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [30 juin 1978] (p. 3753) : accord du Gouvernement sur le texte ; importance de l'alcoolisme comme cause des accidents sur la route.

— **Projet de loi modifiant la loi n° 67-523 du 3 juillet 1967 relative à la Cour de cassation** (n° **396**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [30 juin 1978] (p. 3751) : objet de la discussion en deuxième lecture : un problème de modifications formelles ; accord du Gouvernement sur la rédaction proposée par la commission.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code de procédure pénale en matière d'exécution des peines privatives de liberté** (n° **562**). **Première lecture. Discussion générale** [3 octobre 1978] : **sur le rappel au règlement de M. Robert Fabre** (p. 5465, 5466) : nécessité d'une modification rapide du régime pénitentiaire ; (p. 5469) : **Exception d'irrecevabilité de M. Raymond Forni ;** réfute les arguments de M. Forni et affirme la constitutionnalité des textes prévus pour les articles 720-4, 722 et 733-1 du code de procédure pénale ; caractère administratif des décisions du juge de l'application des peines ; projet fondé sur les conclusions du comité d'étude sur la violence et de la commission de réforme du code pénal ; (p. 5477) : justification de la procédure d'urgence ; circulaire du 6 septembre demandant aux parquets et aux chefs d'établissement de refuser les demandes de permissions de sortir pour les criminels les plus dangereux ; approbation du texte par les organisations professionnelles ; modification apportée au texte à la suite des observations de l'union syndicale des magistrats ; (p. 5478) : rôle de la presse dans le sentiment d'insécurité ressenti par les Français ; nécessité de lutter contre le réflexe de l'autodéfense ; absence de précipitation dans la préparation du texte ; insuffisance du décret du 25 novembre 1977 tendant à « collégialiser » la décision du juge de l'application des peines ; attribution d'une voix délibérative au parquet et au chef d'établissement pénitentiaire au sein de la commission d'application des peines ; utilité des permissions de sortir pour la réinsertion sociale des condamnés ; (p. 5479) : institution d'un régime de sûreté obligatoire pour les grands criminels subissant une peine privative de liberté au moins égale à dix ans et facultatif pour les peines supérieures à trois ans ; approbation du principe du régime de sûreté par les

juridictions françaises ; absence de modification des conditions matérielles de détention des personnes soumises au régime de sûreté ; (p. 5480) : possibilité d'assouplissement du régime de sûreté ; modification du régime des permissions de sortir ; compétence de la commission d'application des peines pour l'octroi des permissions de sortir ; possibilité de recours contre les décisions de la commission de l'application des peines ; caractère administratif des décisions concernant les décisions de sortir ; utilité de l'institution du juge de l'application des peines ; indépendance de la commission d'application des peines vis-à-vis du pouvoir ; (p. 5481) : mise en œuvre d'une refonte du code pénal. **Discussion des articles. Article premier** (p. 5487) : son opposition à l'amendement n° 13 de M. Raymond Forni en raison du caractère largement judiciaire du régime de sûreté ; (p. 5488) : nécessité de la conjonction de deux conditions pour la mise en œuvre du régime de sûreté : existence d'un crime odieux et condamnation à plus de dix ans. **Article 720-4 du code de procédure pénale** (p. 5489) : caractère exceptionnel de l'application de l'article 720-4 du code de procédure pénale relatif à la suppression ou à la réduction de la durée du régime de sûreté. **Article 2 : Article 722 du code de procédure pénale** (p. 5490) : accepte l'amendement n° 14 rectifié de M. Raymond Forni sur la fixation d'un délai pour l'intervention de l'avis de la commission d'application des peines ; (p. 5491) : nécessité pour un gouvernement démocratique de tenir compte de l'opinion publique ; indépendance des procureurs de la République ; (p. 5492) : caractère réglementaire des dispositions sur la composition de la commission d'application des peines ; inexistence du principe de l'intervention de l'autorité judiciaire en matière d'exécution des peines ; impossibilité matérielle d'assurer une composition purement juridictionnelle de la commission d'application des peines. **Article 4 : Article 723-4 du code de procédure pénale** (p. 5495) : suppression par l'amendement n° 6 de la commission du caractère collégial de la décision d'octroi des permissions de sortir ; caractère réglementaire de l'amendement. **Article 723-5 du code de procédure pénale** (p. 5498) : engagement de la responsabilité de l'Etat pour les délits ou infractions commis par les permissionnaires. **Article 5 : Article 723-6 du code de procédure pénale** (p. 5498) : autorité du juge d'instruction durant la période de l'instruction et par conséquent pour les décisions relatives aux détenus provisoires ; (p. 5499) : absence de liberté pour les détenus provisoires lors des autorisations de sortir sous escorte. **Article 8** (p. 5500) : sur l'amendement n° 11 de la commission : volonté du Gouvernement d'attribuer un caractère rétroactif aux dispositions applicables aux condamnés à perpétuité. **Explications de vote** (p. 5501) : limitation de l'application des règles relatives au régime de sûreté aux faits commis postérieurement à l'entrée en vigueur de la loi ; application immédiate des règles relatives aux permissions de sortir. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [25 octobre 1978] (p. 6654) : échec consécutif aux permissions de sortir ; « judiciarisation » du prononcé de la peine ; renforcement des pouvoirs de la juridiction de jugement ; caractère administratif de la décision prise par le juge de l'application des peines en matière d'exécution des peines ; (p. 6655) : existence de pressions sur les jurés ; texte de la CMP ; transformation du régime de sûreté en « période de sûreté » ; modification des conditions du prononcé de la période de sûreté ; possibilité pour la cour d'assises ou le tribunal d'augmenter ou de réduire la durée de la période de sûreté ; modification de pure forme adoptée en ce qui concerne les permissions de sortir. **Discussion des aricles** [25 octobre 1978]. **Article premier : Article 720-2 du code de procédure pénale** (p. 6657) : soutient l'amendement n° 1 de coordination du Gouvernement ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° 560). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Budgets annexes de la Légion d'honneur et de l'Ordre de la libération. Discussion générale [24 octobre 1978] (p. 6526) : souligne la qualité de l'enseignement dispensé dans les maisons d'éducation de la Légion d'honneur ; modernisation des locaux prévue ; (p. 6527) : rénovation des bâtiments du musée national de la Légion d'honneur ; volonté de revaloriser la Légion d'honneur par une diminution du nombre de ses titulaires depuis 1958 ; progression du budget de l'Ordre de la libération de 13 %.

Justice. Discussion générale [24 octobre 1978] (p. 6531) : s'étonne d'entendre un rapporteur budgétaire exprimer une opinion sur un autre projet de loi en discussion ; (p. 6558) : taux de progression du budget de la justice : 21 %, 1 % du budget de l'Etat ; accroissement considérable du budget d'équipement ; création d'emplois ; absence de pression de l'exécutif sur la justice ; (p. 6559) : création de postes de greffes des juridictions ; prise en charge par l'Etat du personnel des secrétariats-greffes des conseils de prud'hommes ; augmentation du montant global des subventions de l'Etat aux collectivités locales ; généralisation de l'expérience des conciliateurs ; importance des vacances d'emplois dans les corps des magis-

trats ; généralisation des possibilités de recrutement latéral des magistrats ; augmentation de 58 % de l'effort d'équipement dans le domaine de l'administration pénitentiaire ; (p. 6560) : augmentation du budget de fonctionnement de l'éducation surveillée pour 1979 ; augmentation des dotations affectées aux frais de déplacements des éducateurs ; inopportunité de traiter du problème de la peine de mort dans le cadre du débat budgétaire ; possibilité d'inscrire la question de la peine de mort à l'ordre du jour complémentaire ; (p. 6561) : possibilité d'un débat sur la peine de mort à la session de printemps de 1979 ; volonté de simplifier et d'accélérer le cours de la justice en déchargeant le juge pénal d'affaires peu importantes en relevant le plafond de la compétence en dernier ressort des tribunaux d'instance, en accélérant les délais d'examen des pourvois en cassation ; adaptation du système répressif à l'évolution de la société en distinguant le traitement de la grande criminalité et celui de la petite délinquance, en élargissant l'éventail des peines de substitution ; adaptation du corps judiciaire par l'élargissement de l'éventail des diplômes requis pour se présenter à l'école nationale de la magistrature. **Examen des crédits** [24 octobre 1978] (p. 6562). **Etat B - Titre III** : soutient l'amendement n° 217 du Gouvernement : ventilation entre les différents chapitres de la provision de dix-sept millions de francs destinée à permettre la prise en charge par l'Etat des secrétaires et secrétaires adjoints des conseils de prud'hommes ; (p. 6564) : sur les amendements n° 1 de M. Pierre Bas et n° 233 de M. Raymond Forni ; absence de possibilités d'expression données aux abolitionnistes dans ce débat ; situation juridique inextricable qui résulterait de l'adoption de l'amendement n° 1 et l'amendement n° 233 ; possibilité de prononcer la peine de mort sans pouvoir l'exécuter ; (p. 6567) : demande à l'Assemblée de se prononcer par un seul vote sur les états B et C ; amendement n° 217 adopté en application de la procédure de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la Cour de cassation** (n° 323). **Première lecture. Discussion générale** [22 novembre 1978] (p. 8185) : texte constituant une nouvelle étape des travaux de rénovation de la procédure civile ; (p. 8186) : volonté de donner à la Cour de cassation les moyens de parvenir à une unification du droit plus rapidement ; possibilité pour l'Assemblée plénière de statuer sur une question de principe dès le premier pourvoi ; faculté de mettre fin directement aux litiges sans renvoyer l'affaire devant une autre juridiction. **Discussion des articles** [22 novembre 1978]. **Article 6** (p. 8189) : sur l'amendement n° 10 de M. Jean Foyer ; caractère réglementaire de cet amendement.

— **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 modifiée portant loi organique relative au statut de la magistrature** (n° 687). **Première lecture. Discussion générale** [11 décembre 1978] (p. 9221) : projet de loi prévoyant un élargissement des conditions d'accès aux concours externe et interne de l'école nationale de la magistrature ; réforme des études tendant à alléger les promotions ; nécessité de permettre aux magistrats de demeurer en fonction jusqu'au 30 juin ou 31 décembre suivant la date normale de leur mise à la retraite pour faire coïncider leur départ avec l'arrivée de chacune des deux promotions de l'école nationale de la magistrature. **Discussion des articles** [11 décembre 1978]. **Avant l'Article premier** (p. 9222) : soutient l'amendement n° 4 du Gouvernement : responsabilité des magistrats du corps judiciaire limitée à leurs fautes personnelles ; possibilité d'action récursoire de l'Etat metttant en cause leur responsabilité pour faute personnelle non détachable de l'exercice de leurs fonctions ; adopté. **Article 3** : s'oppose à l'amendement n° 2 de la commission ; ses doutes sur la recevabilité de l'amendement n° 2 au regard de l'article 40 de la Constitution ; (p. 9223) : soutient l'amendement n° 7 du Gouvernement : inapplication de l'article 3 aux magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation ; adopté. **Après l'Article 4** (p. 9224) : soutient l'amendement n° 5 du Gouvernement : impossibilité pour un magistrat d'être nommé ou d'exercer ses fonctions dans une juridiction dans le ressort de laquelle se trouve tout ou partie du département dont son conjoint est député ou sénateur ; adopté ; soutient l'amendement n° 6 du Gouvernement : alignant le régime disciplinaire des magistrats du cadre de l'administration centrale sur celui des magistrats du parquet ; adopté.

— **Projet de loi relatif à l'obligation de faire connaître les motifs des actes administratifs** (n° 766). **Première lecture. Discussion générale** [25 avril 1979] (p. 3055) : projet faisant du secret administratif l'exception et non plus la règle ; réalisation des engagements contenus dans le programme de Blois ; conséquences de l'obligation de motivation : connaissance des décisions prises à son égard par l'administré et diminution consécutive des recours ; (p. 3056) : plus grande efficacité du contrôle juridictionnel ; exemple de motivation de décisions administratives dans le domaine des libertés publiques, des décisions portant sanction, des décisions faisant appli-

cation de dérogations aux règles générales ; exceptions à l'obligation de motivation : secret touchant à la défense nationale, à la sécurité publique et à la sûreté de l'Etat, actes réglementaires ; son hostilité à une obligation générale et absolue de motivation des décisions individuelles ; existence de décisions qui par leur nature n'ont pas à être motivées ; exception en cas d'urgence et de décisions implicites. **Discussion des articles** [25 avril 1979]. **Article premier** (p. 3057) : son opposition à l'amendement n° 1 de la commission étendant l'obligation de motivation en raison de la nécessité de limiter le champ d'application du texte ; (p. 3058) : absence de contrôle de l'opportunité des décisions administratives ; inefficacité de l'amendement n° 1 qui aboutirait à motiver les décisions par des clauses de style ; (p. 3060) : problèmes que risque d'entraîner l'amendement n° 1 pour les collectivités locales ; (p. 3061) : se rallie à la position soutenue par M. Michel Aurillac en commission tendant à prévoir la possibilité de prendre des décrets d'application ; garantit la publication des décrets dans les délais de promulgation de la loi ; soutient l'amendement n 7 du Gouvernement : possibilité de décrets en Conseil d'Etat pour l'application de la loi ; adopté. **Article 2** (p. 3062) : absence de sanction prévue par l'amendement n° 3 de la commission le rendant inefficace.

— **Proposition de loi prorogeant en matière de postulation dans la région parisienne les délais prévus par l'article premier-III de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 (n° 851). Première lecture. Discussion générale** [30 mai 1979] (p. 4434) : impossibilité d'une réforme du tarif de la postulation au moment de la fusion des professions judiciaires ; principe de la territorialité de la postulation ; développement encore insuffisant des barreaux périphériques ; (p. 4435) : accepte une prorogation de la période provisoire. **Discussion de l'article unique** [30 mai 1979]. **Article unique** (p. 4437) : estime au nom du Gouvernement que la présente loi fixe la dernière prorogation possible pour la période transitoire ; amendement n° 1 de Mme Florence d'Harcourt allant à l'encontre des principes de la loi de 1971 ; soutient l'amendement n° 4 du Gouvernement : sort des avocats installés avant le 16 septembre 1972 ; adopté avec une modification formelle.

— **Déclaration du Gouvernement sur l'échelle des peines criminelles et débat de réflexion et d'orientation sur cette déclaration (n° 1191). Sur le rappel au règlement de M. Alain Richard** [26 juin 1979] (p. 5668, 5669) : la peine de mort sera au centre des débats, mais il ne faut pas l'isoler de l'ensemble des peines ; le Gouvernement n'avait pris que l'engagement de ne pas s'opposer à l'instauration d'un débat sur la peine de mort dans le courant du printemps. **Discussion** [26 juin 1979] (p. 5669) : rappelle les débats précédents sur la peine de mort ; abolition de la peine de mort dans les autres pays d'Europe occidentale ; paradoxe de la France où le discours abolitionniste dominant reste sans effet ; c'est pourquoi le Gouvernement relie la question de la peine de mort à l'examen de l'échelle des peines ; débats au Sénat et à l'Assemblée ayant pour rôle d'éclairer le Gouvernement sur la préparation d'un texte ; (p. 5670) : nécessité de préparer l'opinion publique, l'abolition de la peine contre l'opinion publique aurait pour conséquence le développement de l'autodéfense ; faible nombre d'exécutions capitales ; absence de corrélation entre abolition et degré de civilisation d'un pays ; (p. 5671) : instabilité de l'opinion publique vis-à-vis de la peine de mort ; nécessité d'une peine de remplacement ; nécessité d'une introduction progressive de l'abolition de la peine de mort pour l'élimination en premier lieu des catégories de crimes pour lesquelles elle n'est plus appliquée et en prévoyant des exceptions à l'abolition pour la criminalité de guerre et en instituant une période expérimentale ; (p. 5672) : la peine de substitution ; l'institution d'une peine de sûreté avec un minimum incompressible risque d'accroître la répression ; (p. 5675) : constance de la position du Gouvernement sur l'organisation de ce débat ; indépendance de la conférence des présidents vis-à-vis du Gouvernement ; respect de ses engagements par le Gouvernement ; (p. 5706) : caractère instructif du débat ; irréalisme d'une opposition de principe à la peine de mort ; évolution des mentalités depuis les débats du passé ; demande au parti socialiste de laisser la liberté de vote à ses membres ; maintien de la peine de mort dans les pays socialistes ; (p. 5707) : stabilité de l'opinion publique en faveur de la peine de mort depuis 1971 ; affaire Ranucci ; procédure criminelle rendant très faible le risque d'erreur judiciaire ; intérêt de l'idée d'une libération conditionnelle après la période de sûreté décidée par la cour d'assises ; (p. 5708) : son scepticisme sur la proposition de peine de remplacement faite par M. Michel Aurillac ; intérêt du débat sur la peine de mort sans rapport avec le nombre des exécutions en France ; impossibilité de revenir à l'application fréquente de la peine qui la rendrait plus dissuasive ; hostilité à une peine de détention à vie qui serait plus dure que la peine de mort ; peu de récidives après vingt-cinq ans de détention ; institution par

la loi de janvier 1977 d'une commission d'indemnisation des victimes ; modification du régime des permissions de sortir par la loi du 22 novembre 1978 ; caractère secondaire du problème du mode d'exécution ; (p. 5709) : distingue trois types de crimes : ceux pour lesquels la peine de mort n'est plus jamais appliquée et pour lesquels il faut l'abolir, ceux pour lesquels il est possible de la maintenir jusqu'à nouvel ordre, ceux pour lesquels on peut envisager de suspendre la peine de mort et d'instituer une peine de substitution pour une période probatoire de cinq ans ; organisation d'un débat d'orientation au Sénat à la session d'automne 1979 ; intention du Gouvernement d'élaborer avec la majorité un projet de loi ; son hostilité à l'abolitionnisme sentimental.

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature** (n° **1031**). **Première lecture. Discussion générale** [11 octobre 1979] (p. 8101) : sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Guy Ducoloné ; magistrats remplaçants placés auprès des premiers présidents des cours d'appel pour assurer la continuité du service public ; réforme demandée par les chefs de juridiction qui n'a pas pour objet de recréer les juges suppléants ; réalisation d'une large concertation avec les associations de professionnels qui ont conduit le Gouvernement à énumérer limitativement les cas dans lesquels les remplacements pourraient avoir lieu et à limiter l'affectation sur un emploi budgétairement vacant à quatre mois ; (p. 8105) : problème posé par la structure démographique de la magistrature française ; politique de générosité menée par le Gouvernement à l'égard des justiciables ; encombrement des chambres sociales des cours de justice ; (p. 8106) : place centrale de l'ENM dans la justice française ; nécessité de recruter des magistrats entre 35 et 50 ans ; création de trois possibilités de recrutement : l'intégration directe, le recrutement direct sur titre à l'école nationale de la magistrature et les concours exceptionnels en 1980, 1981 et 1982 ; projet élaboré dans la concertation. **Discussion des articles** [11 octobre 1979]. **Article 9** (p. 8110) : sévérité de la commission d'avancement, une garantie de l'objectivité du recrutement hors concours ; anonymat des épreuves du recrutement hors concours. **Avant l'Article 10** (p. 8115) : impossibilité d'intégrer les assistants à la magistrature car ils ne sont pas titulaires dans la fonction publique. **Article 11** (p. 8116) : s'oppose à la diminution de la durée de service requise pour l'intégration d'un greffier en chef non licencié en droit. **Article 14** (p. 8117) : impossibilité d'adopter l'amendement n° 25 de la commission qui maintient le système actuel de désignation des membres de la commision d'avancement car le Gouvernement a pris l'engagement devant les organisations professionnelles des magistrats de faire nommer à la commission d'avancement les magistrats les mieux élus en contrepartie de l'acceptation par ces organisations professionnelles de l'élargissement du recrutement latéral et de l'organisation de concours exceptionnels. **Article 13** (p. 8120) : s'oppose à la disposition relative au tirage au sort contenue dans l'amendement n° 24 de la commission ; propose un sous-amendement n° 52 à l'amendement n° 24 de la commission : supprimant le tirage au sort et prévoyant d'autres modalités de désignation ; adopté. **Avant l'Article 21** (p. 8122) : opposition du Gouvernement à l'amendement n° 31 de la commission : incluant les membres de la Cour de cassation dans le statut de la magistrature ; nécessité de maintenir une parité entre les trois corps de l'Etat ; Cour de cassation, Cour des comptes et Conseil d'Etat. **Article 24** (p. 8123) : soutient l'amendement n° 12 du Gouvernement : existence d'épreuves anonymes dans les concours exceptionnels ; adopté ; caractère pratique des épreuves de ces concours ; (p. 8124) : soutient l'amendement n° 51 du Gouvernement : tendant à permettre aux assistants de passer les concours exceptionnels s'ils justifient de 8 ans de fonction ; adopté. **Après l'Article 34** (p. 8127) : soutient l'amendement n° 13 du Gouvernement : inapplication de l'article 8 au concours prévu pour le premier semestre de 1980) ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [16 avril 1980] (p. 432) : pyramide des âges de la magistrature ; magistrats remplaçants. **Discussion des articles** (p. 436) : vacances d'emplois dans la magistrature ; (p. 437) : inamovibilité des juges. **Article 4** *bis* (p. 440) : amendement n° 55 du gouvernement : suppression de la possibilité de nomination directe de magistrats dans une administration centrale de l'Etat des services extérieurs ou des établissements publics de l'Etat ; rejeté ; détachement temporaire des magistrats ; (p. 441) : amendement n° 56 du gouvernement : détachement temporaire des magistrats dans l'administration ; rejeté. **Article 13** *ter* (p. 446) : nomination des juges d'instruction ; problème des décrets reconduisant les juges d'instruction dans leurs fonctions. **Article 14** (p. 447) : caractère paritaire de la commission d'avancement ; (p. 448) : élection ou désignation des membres de la commission d'avancement. **Article 10** précédemment réservé (p. 451) : étendue des pouvoirs de la commission d'avancement ; fonctionnement satisfaisant du système actuel d'intégration ; (p. 452) : concours exceptionnels. **Article 13 précédemment réservé** (p. 457) : indépendance de la magistrature

vis-à-vis du pouvoir législatif. **Article 17** *bis* (p. 458) : amendement n° 44 du gouvernement : suppression de l'Article 17 *bis* ; adopté ; avertissement ne constituant pas une sanction disciplinaire. **Article 21** *bis* (p. 460) : modalités de la participation des auditeurs de justice à l'activité des barreaux. **Article 24** (p. 463) : déroulement des concours exceptionnels ; (p. 465) : effectifs de la magistrature et gestion du corps judiciaire. **Troisième lecture. Discussion des articles** [24 juin 1980]. **Article 14** (p. 2199) : rôle du directeur des affaires criminelles et des grâces. **Article 21** *bis* (p. 2203) : conditions dans lesquelles les auditeurs de justice pourront exercer la profession d'avocat à titre de stage. **Explications de vote** (p. 2207) : concours exceptionnels ; école nationale de la magistrature.

— **Projet de loi modifiant le taux des amendes pénales en matière de contraventions de police** (n° **1300). Première lecture. Discussion générale** [11 octobre 1979] (p. 8094) : projet tendant à mettre à jour des amendes contraventionnelles et à rattraper le taux des amendes pénales qui s'est déprécié depuis 1958 ; le projet propose de porter le plafond des amendes contraventionnelles à 6.000 F et le plancher à 50 F ; inadaptation de la procédure de modification du taux des amendes contraventionnelles ; objectif de la réévaluation ; dissuader de commettre des infractions et punir ceux qui les ont commises ; la gravité des contraventions de 5e classe justifie un plafond élevé. **Discussion des articles** [11 octobre 1979]. **Article premier** (p. 8095) : opposition du Gouvernement à l'amendement n° 1 de la commission tendant à abaisser le plafond et le plancher des amendes contraventionnelles ; accepte l'abaissement du plancher à 20 F proposé par l'amendement n° 1 de la commission ; (p. 8096) : précise que le taux maximum de 6.000 F ne sera appliqué qu'en cas de récidive. **Après l'Article 2** (p. 8096) : soutient l'amendement n° 10 du Gouvernement : amendement d'harmonisation ; adopté ; soutient l'amendement n° 11 du Gouvernement : fixant le taux maximum des amendes de 4e classe à 1.600 F ; devient sans objet ; (p. 8097) : soutient l'amendement n° 12 du Gouvernement : fixant à 600 F le taux maximum des amendes de la 4e classe ; devient sans objet ; ce taux fixe le seuil à partir duquel le recours à la cour d'appel est possible ; la diminution du taux aurait pour conséquence d'accroître l'encombrement des cours d'appel ; l'amendement n° 13 du Gouvernement devient sans objet ; (p. 8098) : s'oppose à l'amendement n° 8 de M. Philippe Séguin modifiant la procédure de révision des taux des amendes contraventionnelles en raison de la rigidité de la notion d'indexation ; soutient l'amendement n° 14 du Gouvernement : permettant au Gouvernement de faire un rapport au Parlement sur l'évolution des amendes contraventionnelles en tenant compte de la situation économique ; adopté ; (p. 8099) : l'amendement n° 9 de M. Alain Richard proposant d'affecter les recettes supplémentaires aux collectivités locales est contraire à la règle budgétaire traditionnelle de la non affectation des recettes.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290). Première lecture.** *Deuxième partie :*

Budgets annexes de la légion d'honneur et de l'ordre de la libération. Discussion générale [16 novembre 1979] (p. 10195) : poursuite des travaux de rénovation du musée national de la légion d'honneur et des maisons d'éducation ; inopportunité de l'augmentation du contingent triennal de 1.500 croix de chevalier de la légion d'honneur ; (p. 10196) : légion d'honneur mêlant indissolublement les civils et les militaires ; contingent de 1500 croix prévu en faveur des anciens combattants de 1914-1918 ; crédits du budget de l'ordre de la libération en progression de 4,7 % en 1980.

Justice. Discussion générale [16 novembre 1979] (p. 10213) : augmentation du budget de la justice des trois quarts en trois ans ; augmentation très forte de l'aide judiciaire et instauration de la gratuité des actes de justice ; priorité réservée au ministère de la justice dans les créations d'emplois ; augmentation considérable du nombre de fonctionnaires des greffes ; explosion judiciaire ; problème de l'organisation judiciaire ; le transfert de charges des constructions de tribunaux de grande instance et de tribunaux d'instance ; (p. 10214) : illégalité de la grève du 6 novembre ; création de la cour d'appel de Polynésie envisagée ; inutilité de créer un tribunal de grande instance à Calais ; indemnisation des victimes des dommages corporels ; les commissions administratives ; acceptation par le Gouvernement d'une discussion sur le projet relatif à la suspension provisoire des poursuites ; (p. 10215) : le cas Bidalou ; l'effort pour la rénovation des prisons ; actions pour l'éducation surveillée ; projet de loi du Gouvernement en préparation sur la révision de l'échelle des peines ; la répression de la récidive ; l'indemnisation des victimes ; l'affaire du 23 mars ; l'extradition de M. Piperno ; absence d'affaire Boulin ; (p. 10216) : le travail des magistrats. **Examen des crédits** [16 novembre 1979]. **Etat B - Titre III** (p. 10219) : les crédits visés par l'amendement n° 480 ne sont pas destinés aux juges volants mais au renforcement des juridictions ; (p. 10220) : le Gouvernement a tenu ses engagements vis-à-vis de l'Assemblée à propos de

la peine de mort ; (p. 10222) : respect par le Gouvernement de ses engagements ; s'oppose à l'amendement n° 481 de M. Alain Hautecœur qui vise des crédits qui ne sont pas destinés à la formation des avocats, mais à l'octroi de subventions aux associations effectuant des recherches juridiques.

— **Projet de loi relatif à l'automatisation du casier judiciaire** (n° **1369**). **Première lecture. Discussion générale** [7 décembre 1979] (p. 11462) : automatisation des tâches judiciaires de gestion ; adoption, par le Parlement, de la loi portant création d'une commission nationale de l'informatique et des libertés ; (p. 11463) : difficultés de la gestion manuelle du casier judiciaire ; problème des détensions provisoires ; pas de modification de la procédure du flagrant délit par l'automatisation du casier judiciaire ; avantages de l'automatisation ; pas de changement dans la nature du casier judiciaire ni dans le mode de délivrance des bulletins avec visa préalable d'un magistrat ; amélioration des conditions d'accès des citoyens à leur casier judiciaire ; avis favorable de la commission nationale de l'informatique et des ibertés. **Discussion des articles** [7 décembre 1979]. **Article premier** (p. 11465) : s'oppose au sous-amendement n° 20 de M. Alain Hautecœur à l'amendement n° 2 de la commission et à l'amendement n° 10 de M. Alain Hautecœur. **Avant l'Article 5** (p. 11467) : soutient le sous-amendement n° 7 du Gouvernement à l'amendement n° 4 de la commission ; suppression de la référence à la direction des affaires criminelles et des grâces ; adopté. **Après l'Article 6** (p. 11468) : s'oppose à l'amendement n° 17 de M. Guy Ducoloné et accepte l'amendement n° 6 de la commisson. **Troisième lecture. Discussion générale** [20 décembre 1979] (p. 12440) : acceptation par le Gouvernement de l'article 8 (nouveau) du Sénat.

— **Projet de loi tendant à instaurer des mesures de prévention des difficultés dans les entreprises** (n° **974**). **Première lecture. Discussion générale** [18 avril 1980] (p. 575) : situation de guerre économique ; nombre des défaillances d'entreprises ; nombre des créations d'entreprises ; licenciements collectifs ; licenciements pour cause économique ; procédure d'aide spécifique pour les entreprises en difficulté ; plan de reconversion industrielle ; (p. 576) : réforme de 1967 sur le règlement judiciaire et la liquidation de biens ; projet de loi sur les mesures pour prévenir les difficultés dans les entreprises, sur les procédures collectives de redressement des entreprises, sur la réorganisation et la dissociation des professions de syndic et d'administrateur judiciaire, sur le fonctionnement des sociétés commerciales et sur les tribunaux de commerce ; droit de la faillite axé sur l'égalité des créanciers ; sous-capitalisation des entreprises en France ; dépistage des difficultés et crédit des entreprises ; obligation d'établir une comptabilité intérimaire et prévisionnelle ; procédure de reconstitution obligatoire des fonds popres ; (p. 577) : élargissement de la mission de commissaires aux comptes ; procédure d'alerte ; droit des salariés et des actionnaires minoritaires ; (p. 578) : raison de la scission du projet d'origine en plusieurs textes ; (p. 580) : droits et interventions du comité d'entreprise ; bilan des mesures d'application du rapport Sudreau ; (p. 584) : fonction des commissaires aux comptes ; rapport Vasseur.

— **Projet de loi rendant applicables le code pénal et certaines dispositions législatives dans les territoires d'outre-mer** (n° **1141**). **Première lecture. Discussion générale** [25 avril 1980] (p. 760) : procédure pénale ; délai de citation et de signification ; garde à vue ; contrôle judiciaire et détention provisoire ; cour d'assises ; sursis avec mise à l'épreuve ; juge de l'application des peines ; (p. 763) : Conseil constitutionnel ; collégialité des tribunaux ; conditions particulières des territoires d'outre-mer ; consultation ; séparation des fonctions de poursuite, d'instruction et de jugement ; (p. 764) : création de la cour d'appel de Papeete.

— **Sur le rappel au règlement de M. Guy Ducoloné** [23 mai 1980] (p. 1275) : subvention de fonctionnement attribuée à l'association de magistrats, « amicale des magistrats résistants ».

— **Projet de loi relatif aux astreintes prononcées en matière administrative et à l'exécution des jugements par les personnes morales de droit public** (n° **309**). **Troisième lecture. Discussion générale** [23 mai 1980] (p. 1276) : paiement des dettes des condamnations prononcées contre l'administration. **Discussion des articles. Article premier A** (p. 1277) : amendement n° 5 du Gouvernement : système de paiement par le comptable sans ordonnancement préalable en cas de défaillance de l'ordonnateur ; adopté.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** (n° **1681**). **Première lecture. Discussion générale** [11 juin 1980] (p. 1748) : opposition au texte ; montée de la violence ; affaiblissement des peines effectivement exécutées ; récidive ; (p. 1749) : amendements de la commission ; liens entre liberté et sécurité ; mobilité de l'opinion ; (p. 1750) : érosion des peines ; dénaturation du sursis ; excès de la détention provisoire ; longueur de l'instruction ; (p. 1751) : instruction facultative en matière

correctionnelle; procédure de saisine directe ; création d'une voie longue et d'une voie courte en matière criminelle ; libertés nouvelles reconnues par le texte ; droits des victimes ; indemnisation par l'Etat des victimes les moins fortunées de vol, d'escroquerie ou d'abus de confiance ; (p. 1752) : principes de l'égalité des délits et des peines ; égalité des citoyens devant la loi ; (p. 1759) : possibilité de recours devant le conseil constitutionnel ; travaux de la commission de révision du code pénal ; (p. 1760) : indépendance des juges d'instruction ; montée de la violence ; compétence en matière de libération conditionnelle ; signature des libérations conditionnelles par le directeur des affaires criminelles ; [12 juin 1980] (p. 1787) : mise en cause personnelle faite par M. Raymond Forni ; (p. 1788) : développement de l'autodéfense ; (p. 1803) : responsabilité des juges ; politique d'application des peines ; (p. 1805) : application des peines ; (p. 1818) : vengeance et justice ; [13 juin 1980] (p. 1834) : système de l'information en matière correctionnelle ; (p. 1836) : délinquance financière ; (p. 1840) : répression des mouvements sociaux [16 juin 1980] (p. 1880) : contre la motion de renvoi en commission n° 1 corrigé de M. Lucien Villa ; lien entre sécurité et liberté ; prévention ; (p. 1881) : application des mesures préconisées par le comité d'études sur la violence ; recommandation n° 84 sur l'information, sur le fonctionnement de l'institution judiciaire ; ouverture d'un nouveau bureau bureau d'accueil pour les victimes et les témoins à Paris ; répression de la délinquance en col blanc ; (p. 1882) : institution de juges spécialisés en matière économique et financière ; loi sur l'organisation frauduleuse de l'insolvabilité ; méthode d'élaboration du texte ; commission de réforme du code pénal ; accord des organisations professionnelles et syndicales concernées sur le projet ; (p. 1883) : rapport Arpaillange ; rapport de l'union fédérale des magistrats ; position du professeur Léauté ; cohérence des décisions de justice ; diminution de la durée des détentions provisoires ; imperfections du système judiciaire ; répression syndicale ; absence d'incriminations nouvelles, moyens en personnel de la justice ; (p. 1884) : augmentation des crédits budgétaires ; reconnaissance de libertés nouvelles ; défense des libertés individuelles ; individualisation de la peine ; réinsertion sociale du condamné ; nécessité de la répression ; (p. 1885) : évolution de la législation pénale aux Etats-Unis et dans les pays scandinaves ; nécessité d'une justice indépendante, rapide et certaine ; (p. 1886) : rétablissement de la responsabilité individuelle. **Discussion des articles** [17 juin 1980] : **Article premier** (p. 1891) : insertion dans le code pénal et le code de la procédure pénale ; [19 juin 1980] : **Article 2** (p. 1911) : retire l'article 2. **Article 7** (p. 1912) : volonté du Gouvernement d'aller jusqu'au bout du débat ; (p. 1914) : archaïsme du code pénal ; répression des mouvements sociaux ; répression du racket ; (p. 1915) : notion de tentative de menace ; répression du racket ; (p. 1916) : pouvoir d'appréciation du juge ; (p. 1917) : avant-projet de révision du code pénal ; (p. 1919) : répression du racket. **Article 7** *(suite)* (p. 1930) : soutient l'amendement n° 217 du Gouvernement : dimunition de la peine ; adopté ; soutient l'amendement n° 218 du Gouvernement : indissociabilité de la peine de prison et de l'amende ; adopté. **Article 9** (p. 1939) : simplification des incriminations ; [20 juin 1980] : **Article 9 : Article 309 du code pénal** (p. 1964) : risques de paralysie de la justice en cas de monopole de la délivrance des certificats médicaux par les médecins experts ; (p. 1971) : définition du terme « réunion » ; soutient le sous-amendement n° 219 du Gouvernement à l'amendement n° 67 de la commission : rédactionnel ; adopté ; (p. 1978) : **sur les rappels au règlement de MM. Hamel, Forni et Ducoloné** : travaux de la commission des lois ; (p. 1979) ; obstruction pratiquée par le groupe socialiste ; article 44, alinéa 3, de la Constitution. **Article 9 : Article 309 du code pénal** (*suite*) (p. 2017) : obstruction parlementaire. **Article 310 du code pénal** (p. 2018) : sanctions des coups et blessures ayant entraîné une lésion grave ; (p. 2019) : soutient le sous-amendement n° 220 du Gouvernement à l'amendement n° 76 de la commission : qualité de coauteur ou de complice ; adopté. **Article 311 du code pénal** (p. 2021) : soutient le sous-amendement n° 221 du Gouvernement à l'amendement n° 82 de la commission : rédactionnel ; adopté. **Article 10** : soutient l'amendement n° 222 du Gouvernement : caractère cumulatif de la peine et de l'amende ; adopté ; soutient l'amendement n° 478 du Gouvernement : nature des lésions visées à l'article 10 ; adopté. **Après l'Article 10** (p. 2022) : répression de l'outrage public à la pudeur ; proxénétisme ; (p. 2023) : article 335 2e du code pénal. **Article 11** (p. 2031) : archaïsme des textes réprimant le vol ; notion d'intrusion dans un lieu d'habitation ou de travail. **Article 381 du code pénal** (p. 2032) : amendement n° 223 du Gouvernement : rédactionnel ; adopté. **Article 382 du code pénal** (p. 2033) : amendement n° 224 du Gouvernement : faisant disparaître la notion d'intrusion et substituant à celle de lieu de travail celle de local où se conservent des fonds, valeurs, marchandises ou matériel ; faisant un délit du vol avec violence ayant entraîné un arrêt de travail infé-

rieur à huit jours ; adopté ; amendement à huit jours un délit ; adopté ; amendement n° 225 du Gouvernement : addition des peines d'amendes et de prison prévues par l'article 382 du code pénal ; adopté ; amendement n° 226 du Gouvernement : rédactionnel ; adopté ; amendement n° 227 du Gouvernement : diminution de la peine prévue par l'article 382 du code pénal ; adopté. **Article 384 du code pénal** (p. 2034) : sous-amendement n° 228 du Gouvernement à l'amendement n° 91 de la commission : sanction du vol aggravé par des violences faites aux personnes ou par la menace de l'usage d'une arme par destination ou en bande organisée ; adopté. **Article 385 du code pénal** (p. 2035) : amendement n° 229 du Gouvernement : notion de bande organisée ; adopté. **Article 12** : sous-amendement n° 230 du Gouvernement : rétablissant la tentative d'extorsion ; adopté. **Après l'Article 12** (p. 2036) : sous-amendement n° 231 du Gouvernement à l'amendement n° 95 de la commission : de coordination ; adopté. **Article 13** (p. 2037) : maintien des incriminations en vigueur ; répression sociale. **Article 434 du code pénal** (p. 2038) : sous-amendements n°s 233 et 234 du Gouvernement à l'amendement n° 98 de la commission : sous-amendements de coordination ; adopté. **Article 435 du code pénal** (p. 2039) : amendement n° 235 du Gouvernement : formel ; adopté ; amendement n° 236 du Gouvernement : amendement de coordination ; adopté ; sous-amendement n° 237 du Gouvernement à l'amendement n° 100 de la commission : de coordination ; adopté. **Après l'Article 435 du code pénal** (p. 2040) : amendement n° 238 du Gouvernement : peine encourue par la personne ayant détruit ou détérioré un bien lui appartenant en créant un danger pour la sécurité des personnes ; adopté avec modification. **Après l'Article 13** (p. 2041) : cruauté envers les animaux ; tir aux pigeons vivants. **Article 14** (p. 2042) : affaire Poniatowski. **Article 16** (p. 2043) : sous-amendement n° 239 du Gouvernement à l'amendement n° 106 de la commission : incrimination criminelle des actes de nature à faire dérailler les véhicules ou à provoquer leur collision ; adopté. **Article 17** : droit de grève des cheminots ; (p. 2044) : alignement du régime des voies ferrées sur celui des voies ouvertes à la circulation publique. **Article 3 précédemment réservé** (p. 2045) : régime de la récidive correctionnelle ; (p. 2046) : sous-amendement n° 208 du Gouvernement à l'amendement n° 48 de la commission : formel ; retiré ; (p. 2047) : amendement n° 207 du Gouvernement : rectification d'erreurs matérielles ; adopté. **Article 463-1 du code pénal** (p. 2048) : amendement n° 209 du Gouvernement : rectification d'erreurs matérielles ; adopté. **Article 463-2 du code pénal** (p. 2049) : sous-amendement n° 211 du Gouvernement à l'amendement n° 52 de la commission : rectification d'erreurs matérielles ; adopté ; notion de réitération ; [21 juin 1980] : **Article 747-1 du code de procédure pénale** (p. 2058) : soutient l'amendement n° 212 du Gouvernement : rédactionnel ; adopté ; signification du sursis. **Article 747-3 du code de procédure pénale** (p. 2059) : soutient le sous-amendement n° 216 du Gouvernement à l'amendement n° 56 de la commission : non-imputation du temps passé en détention sur la durée durant laquelle l'octroi du sursis est impossible ; adopté. **Avant l'Article 18** (p. 2062) : nature réglementaire des dispositions de l'amendement n° 35 de M. André Petit. **Article 18** (p. 2063) : soutient l'amendement n° 240 du Gouvernement : rectification d'une erreur matérielle ; adopté ; problème des remises de peines ; absence de droit acquis du criminel. **Article 19** (p. 2065) : position des syndicats de l'administration pénitentiaire en matière d'application des penes ; notion de juge de l'application des peines ; caractère administratif des décisions du juge de l'application des peines ; (p. 2066) : soutient le sous-amendement n° 320 du Gouvernement à l'amendement n° 109 de la commission : décision susceptible de recours ; adopté. **Article 20** : soutient l'amendement n° 321 du Gouvernement : abrogation de l'article 723-4 du code de procédure pénale ; adopté. **Après l'Article 20** (p. 2067) : modernisation des prisons ; plan décennal de construction d'établissements pénitentiaires ; (p. 2068) : réunion d'une commission de réflexion sur la surveillance psychiatrique. **Article 22** (p. 2070) : simplification des formalités imposées au juge d'instruction. **Après l'Article 25** (p. 2072) : soutient l'amendement n° 322 du Gouvernement : autorité compétente pour la répartition du nombre des audiences correctionnelles ; adopté. **Après l'Article 26** (p. 2073) : soutient l'amendement n° 323 du Gouvernement : fixation des audiences correctionnelles du tribunal ; adopté. **Article 27** (p. 2074) : retire l'article 27. **Après l'Article 28** (p. 2076) : construction d'établissements pénitentiaires nouveaux à Mazac, Saint-Martin-de-Crau, Moulins, Yzeure et Draguignan. **Article 32** (p. 2081) : droits de la défense ; (p. 2085) : sous-amendement n° 242 du Gouvernement à l'amendement n° 126 de la commission : interdisant au juge qui a délivré le mandat de dépôt de faire partie de la juridiction de jugement ; devenu sans objet. **Article 36** (p. 2090) : nouvelle procédure criminelle ; rôle du juge d'instruction. **Avant l'Article 38** (p. 2093) : amendement n° 243 du Gouvernement : dispensant des

fonctions de juré les personnes âgées de plus de 70 ans n'ayant pas leur résidence principale dans le département où siège la cour d'appel ; adopté ; amendement n° 144 du Gouvernement : réduction à 100 du nombre minimum des jurés figurant sur les listes annuelles ; adopté avec modification ; amendement n° 245 du Gouvernement : pour la constitution de la liste préparatoire des jurés, non-prise en compte des personnes n'ayant pas 23 ans ; adopté ; amendement n° 246 du Gouvernement : rectification d'erreurs matérielles ; adopté ; amendements n°s 247 et 248 du Gouvernement : rédactionnels ; adoptés ; **Article 39** (p. 2094) : amendement n° 249 du Gouvernement : modalités d'ouverture des scellés et de transcription de la bande sonore ; adopté. **Article 45** (p. 2098) : garanties des libertés individuelles des étrangers en voie d'expulsion ; *habeas corpus*. **Article 47** (p. 2100) : internement psychiatrique. **Après l'article 47** (p. 2103) : contrôles d'identité et prévention de la criminalité. **Avant l'Article 7** (p. 2108) : problème de la peine de mort ; aggravation de la violence. **Après l'Article 48** (p. 2109) : amendement n° 497 du Gouvernement : de coordination ; adopté. **Après l'Article 60** (p. 2115) : amendement n° 250 rectifié du Gouvernement : système d'indemnisation directe par l'Etat des victimes d'infraction ; adopté. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [18 décembre 1980] (p. 5015) : souhaite que soit réduite la durée de suspension de séance demandée par M. Raymond Forni ; (p. 5019) : s'oppose à l'exception d'irrecevabilité de M. Robert Ballanger ; (p. 5020) : dépôt par le Gouvernement de deux amendements au texte de la commission mixte paritaire (p. 5035) : déroulement du débat parlementaire ; seconde lecture réalisée en fait devant la commission mixte paritaire ; rend hommage à la mémoire de M. Jacques Piot ; accord entre le Parlement et le Gouvernement sur le sursis, la récidive, la peine-plancher, la définition des incriminations, l'exécution des peines, la saisine directe, la procédure criminelle et le contrôle d'identité ; (p. 5036) : deux amendements du Gouvernement au texte de la commission mixte paritaire. **Discussion des articles. Article 21 B** (p. 5045) : amendement n° 1 rectifié du Gouvernement : régime de la garde à vue ; paragraphe 1 adopté ; paragraphes 2, 3, 4 et 5 adoptés ; s'oppose au texte de la commission mixte paritaire qui retire au procureur de la République le pouvoir de porter la garde à vue de 24 à 48 heures ; acceptation par le Gouvernement d'une prolongation de 24 heures seulement après 48 heures ; (p. 5048) : prolongation de la garde à vue au-delà de 48 heures ne s'appliquant qu'à des suspects de prise d'otages ou à des suspects de hold-up ; nécessité de prolonger la garde à vue pour tenir compte de la difficulté des enquêtes policières en fin de semaine ; loi de 1970 prolongeant la garde à vue pour les trafiquants de drogue et non pour les toxicomanes ; conditions de l'intervention du médecin pendant la garde à vue. **Article 32 : Article 397 du code de procédure pénale** (p. 5049) : amendement n° 2 du Gouvernement : procédure de la saisine directe ; possibilité pour le tribunal de décerner un mandat de dépôt chaque fois que l'incarcération est nécessaire ; adopté ; nombre excessif des détentions provisoires en France ; saisine directe destinée à diminuer le nombre des détenus provisoires.

— **Sur le rappel au règlement de M. Raymond Forni** [17 juin 1980] (p. 1902) : conditions de réunion de la commission des lois ; règle de quorum.

— **Sur le rappel au règlement de M. Gaston Defferre** [25 juin 1980] (p. 2260) : obstruction pratiquée par le groupe socialiste ; séparation des pouvoirs ; contrôles d'identité.

— **Déclaration du Gouvernement sur l'attentat de la rue Copernic et débat sur cette déclaration** (n° **1946**) [8 octobre 1980] (p. 2601) : saisine de la Cour de sûreté de l'Etat ; incompétence de la juridiction de droit commun pour le crime de la rue Copernic ; massacre du Bar du Téléphone ; (p. 2602) : efficacité de la Cour de sûreté de l'Etat ; juridiction spécialisée et non juridiction d'exception ; lutte contre le terrorisme en Grande-Bretagne ; menaces pesant sur les jurés d'assises ; décret de 1956 signé par M. Mitterrand dessaisissant les juridictions de droit commun au profit des juridictions militaires.

— **Projet de loi complétant le code de l'organisation judiciaire (partie législative) et donnant force de loi à cette partie du code** (n° **1926**). **Première lecture. Discussion générale** [9 octobre 1980] (p. 2637) : codification des textes relatifs à l'organisation judiciaire ; projet de réforme des tribunaux de commerce ; modification du régime des tribunaux paritaires des baux ruraux ; (p. 2638) : incompétence de la commission permanente chargée de donner un avis sur les problèmes concernant le statut des magistrats de l'ordre judiciaire et en matière d'organisation judiciaire. **Discussion des articles. Après l'Article 12** (p. 2641) : amendement n° 1 du Gouvernement : compétence territoriale provisoire de la cour d'appel de Versailles ; adopté ; (p. 2642) : attributions juridictionnelles des suppléants de juge d'instance ; sa volonté de consulter les organisations

professionnelles ; (p. 2644) : conflit de la jurisprudence entre la Cour de cassation et le Conseil d'Etat sur la valeur respective des lois et des traités internationaux ; imprécision de l'amendement n° 8 de la commission.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Budgets annexes de la légion d'honneur et de l'ordre de la libération. Discussion générale [5 novembre 1980] (p. 3575) : progression de 16,3 % du budget de la légion d'honneur par rapport à l'an dernier ; construction de l'ensemble scolaire de Saint-Denis et d'un gymnase ; travaux d'entretien et d'embellissement du musée national de la légion d'honneur ; augmentation éventuelle du contingent exceptionnel de croix de chevalier de la légion d'honneur en faveur des anciens combattants de 1914-1918 ; textes relatifs à la possibilité pour les légionnaires et médaillés militaires d'affecter leurs traitements à des œuvres sociales ; (p. 3576) : progression de 24 % des crédits du budget de l'ordre de la libération par rapport à 1980 ; remise en état des bâtiments abritant l'ordre et son musée.

Justice. Discussion générale [5 novembre 1980] (p. 3590) : effort budgétaire accompli pendant quatre ans en faveur de la justice ; hommage rendu aux magistrats ; progression du budget de la justice ; croissance des dotations d'équipement ; création d'emplois ; cinquante emplois supplémentaires de magistrats ; création de la cour d'appel de Papeete ; création d'emplois dans l'administration pénitentiaire et dans l'éducation surveillée ; (p. 3591) : rénovation immobilière des juridictions ; subvention aux collectivités locales ; extension du patrimoine immobilier de l'administration pénitentiaire ; construction de la nouvelle maison d'arrêt de Strasbourg ; crédits de l'éducation surveillée ; réévaluation des plafonds de ressources concernant l'aide judiciaire ; relèvement du plafond de l'indemnité forfaitaire versée à l'avocat en cas d'aide judiciaire ; participation de l'Etat aux dépenses de fonctionnement des centres de formation professionnelle d'avocats ; rémunération des avocats commis d'office ; indemnité des greffiers ; indemnisation des victimes de dommages corporels résultant d'actes de violence ; (p. 3592) : succès des conciliateurs ; mise en œuvre de la réforme des conseils de prud'hommes ; application de la loi organique relative au statut de la magistrature ; mise en service du casier judiciaire national de Nantes ; information dans les juridictions ; forte progression des contentieux.

Répond à la question de M. Emmanuel Hamel (p. 3594) : proportions infimes de crimes par rapport aux permissions de sortir ; loi du 22 novembre 1978 restreignant l'octroi des permissions de sortir ; nécessité de ne pas remettre en cause le principe des permissions de sortir. **Répond à la question de M. Jean Briane** (p. 3594) : encombrement des juridictions ; mesures prises pour accélérer le cours de la justice. **Répond à la question de M. Claude Martin** (p. 3595) : programmes immobiliers des juridictions ; vétusté des locaux ; enchevêtrement des compétences ; projet de loi sur le développement des responsabilités des collectivités locales faisant dépendre de l'Etat les bâtiments de la justice ; indemnisation des conciliateurs. **Répond à la question de M. Serge Charles** (p. 3596) : progrès de l'informatique de gestion ; casier judiciaire ; implantation de micro-ordinateurs dans les greffes des juridictions de province. **Répond à la question de M. Charles Millon** (p. 3596) : modalités d'organisation des concours exceptionnels de recrutement de magistrats. **Répond à la question de M. Gilbert Gantier** (p. 3597) : répression de la détention illégale d'explosifs ; projet « sécurité et liberté ».

Examen des crédits. Titre III (p. 3598) : s'oppose à l'amendement n° 111 de M. Raymond Forni ; justifie la suppression des vacations de l'école nationale de la magistrature (p. 3599) : composition du gouvernement dépendant du Président de la République et non du Parlement ; utilité du secrétaire d'Etat auprès du garde des sceaux ; (p. 3600) : s'oppose à l'amendement n° 112 de M. Alain Hautecœur ; réévaluation des plafonds de ressources de l'aide judiciaire et de l'indemnité servie aux avocats ; impossibilité d'appliquer immédiatement le principe de la rémunération des avocats commis d'office ; effort accompli en matière de formation des avocats ; (p. 3602) : s'oppose aux amendements n° 110 de M. Marchand et n° 146 de M. Ducoloné ; compétences et procédures de la cour de sûreté de l'Etat ; menaces pouvant influencer les jurés d'assises ; constitution de partie civile devant la cour de sûreté de l'Etat ; affaire Delpey (p. 3604) : refuse de traiter le maintien ou la suppression de la peine de mort par le biais misérable d'un amendement budgétaire ; impossibilité de discuter de la peine de mort avant que la population ait retrouvé sa sécurité. **Article 46** (p. 3607) : s'oppose à l'amendement n° 27 de M. Pinte constituant un « cavalier budgétaire » ; (p. 3608) : nature de l'indemnité versée aux avocats en matière judiciaire. **Après l'Article 46** (p. 3609) : possibilité de consacrer une partie de l'annexe « formation professionnele » à la formation professionnelle des avocats.

— **Projet de loi rendant applicables le code de procédure pénale et certaines dispositions législatives dans les territoires d'outre-mer (n° 1985). Première lecture. Discussion générale** [25 novembre 1980] (p. 4286) : décision du conseil constitutionnel déclarant que le projet rendant applicable le code de procédure pénale dans les TOM avait été adopté selon une procédure non conforme à la Constitution en raison de l'absence de consultation préalable des assemblées territoriales ; modifications introduites dans le projet après la consultation des assemblées territoriales ; présente le projet rendant applicables les dispositions du code pénal et la législation relatives à l'enfance délinquante dans les TOM ; réforme du régime général des peines.

PHILIBERT (Louis)

Député des Bouches-du-Rhône
(9e circonscription)
(S).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1098).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

Contestation de son élection [3 avril 1978] (p. 1103).

Rejet de la requête, décision du conseil constitutionnel [18 mai 1978] (p. 1847-1848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842).

Membre de la commission des afffaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission d'enquête sur les incendies de forêts dans la région méditerranéenne [*J.O.* du 20 décembre 1979] (p. 3204).

QUESTIONS

Intervention sur la question orale avec débat de :

— **M. Guy Hermier** (n° **2279**) : **Construction navale** [2 juin 1978] (p. 2474) : situation du groupe Terrin à Marseille ; crise de la construction et de la réparation navales dans la région marseillaise ; nécessité d'une véritable politique de la mer ; lutte contre les pavillons de complaisance : obliger les armateurs français à faire construire et réparer en France.

PIANTA (Georges)

Député de la Haute-Savoie
(2e circonscription)
(UDF).

Elu le 12 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Représentant à l'Assemblée parlementaire des Communautés européennes [18 mai 1978] (p. 1805, 1844).

PIDJOT (Roch)

Député de la Nouvelle-Calédonie
(1re circonscription)
(NI).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1103).

N'appartient à aucun groupe [5 avril 1978] (p. 1111).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre suppléant du comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer [2 octobre 1978] (p. 5450).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** relative à la constitution du collège électoral chargé d'élire l'**assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie** et **dépendances** (n° **622**) [17 octobre 1978].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Drogue en Nouvelle-Calédonie** [13 décembre 1978] (p. 9368) : morts par « overdose », cambriolages de pharmacie et plantations clandestines de haschich en Nouvelle-Calédonie ; mesures envisagées par le Gouvernement.

— **Présence militaire en Nouvelle-Calédonie** [5 décembre 1979] (p. 11266) : renforcement militaire français inquiétant en Nouvelle-Calédonie ; dépenses militaires alors que l'Etat fait des difficultés pour aider les populations calédoniennes ; ces démonstrations visent-elles à intimider les Canaques indépendantistes ? ; volonté d'indépendance des Calédoniens par la paix et sans drame ; le Gouvernement échauffe les esprits et favorise les provocations de certains colons contre les Canaques.

• *Intervention sur la question orale avec débat de :*

— **M. Michel Debré** (n° **148**) : **Développement des départements et territoires d'outre-mer** [12 mai 1978] (p. 1669, 1670) : la volonté des électeurs de Polynésie et de Nouvelle-Calédonie est faussée par le découpage électoral ; les réformes nécessaires ; défense des cultures locales ; mise en place d'une économie rurale et touristique ; révision de la loi Billotte ; refonte du système foncier ; mise en œuvre d'un véritable statut d'autonomie interne.

• *question orale sans débat :*

— (n° **326**) : **Mutations de fonctionnaires en Nouvelle-Calédonie** [21 avril 1978] (p. 1308, 1309) : protection des fonctionnaires mélanésiens ; mise en œuvre en Nouvelle-Calédonie de la politique de « décrispation » annoncée par le Président de la République ; l'affaire de l'inspecteur Gau.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :* **Territoires d'outre-mer. Discussion générale** [15 novembre 1978] (p. 7700) : crise économique de la Nouvelle-Calédonie en raison de la mono-production du nickel ; importance des déficits cumulés de ce territoire ; crise politique de la Nouvelle-Calédonie ; refus de la départementalisation par la population calédonienne ; (p. 7701) : crise d'identité culturelle en Nouvelle-Calédonie ; nécessité d'une réforme foncière assurant une meilleure participation des Mélanésiens, permettant la mise en place d'une économie agricole, une régulation de l'élevage et un reboisement intensif ; nécessité de mettre en place une charte culturelle mélanésienne ; accroissement de l'aide aux communes par le FIDES ; nécessité d'aider les communes à effectuer le ramassage scolaire.

— **Projet de loi modifiant les modes d'élection de l'assemblée territoriale et du conseil de gouvernement du territoire de la Nouvele-Calédonie et dépendances** (n° **925**). **Première lecture. Discussion générale** [18 avril 1979] (p. 2703) : **soulève une exception d'irrecevabilité** ; s'élève contre les motifs invoqués pour la suspension du conseil de gouvernement ; exception d'irrecevabilité rejetée ; (p. 2706) : s'élève contre la sanction du conseil de Gouvernement par l'Assemblée nationale ; législation répressive élaborée depuis quinze ans conduisant à l'indépendance ; nécessité d'accorder à la Nouvelle-Calédonie une plus large autonomie ; son vote hostile sur le texte. **Discussion des articles** [18 avril 1979]. **Avant l'Article premier** (p. 2711) : son opposition à l'amendement n° 5 de la commission : augmentant de 16 à 19 le nombre des élus de la circonscription sud qui avantage une circonscription en train de se dépeupler. **Article 3** (p. 2713) : son amendement n° 12 : renforcement des pouvoirs du conseil de gouvernement et élection du président du conseil de gouvernement par l'assemblée territoriale ; rejeté. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [2 mai 1979] (p. 3351) : dissolution de l'assemblée territoriale rejetée par le Sénat ; son opposition au projet de loi ; impossibilité pour l'Assemblée nationale de sanctionner l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie ; condamnation de la France pour sa tentative électoraliste et son néocolonialisme par les Etats du Pacifique ; projet provoquant l'éviction et la frustration des populations ; non-satisfaction des aspirations des Mélanésiens ; (p. 3355) : son hostilité à la dissolution de l'assemblée territoriale. **Deuxième lecture. Discussion générale** [9 mai 1979] (p. 3549) : projet visant plus à régler une querelle politique entre groupes de la majorité qu'à dé-

fendre les intérêts de la Nouvelle-Calédonie ; mépris du Gouvernement pour l'assemblée territoriale ; son vote hostile sur le projet. **Troisième lecture. Discussion générale** [10 mai 1979] (p. 3708) : estime condamnable et dictatoriale la dissolution de l'assemblée territoriale ; (p. 3709) : son vote hostile sur le projet ; (p. 3713) : se déclare favorable au système du scrutin majoritaire pour l'élection des conseillers de Gouvernement ; problème du sort de la minorité mélanésienne en Nouvelle-Calédonie. **Discussion des articles** [10 mai 1979]. **Article 6** (p. 3715) : demande que l'Assemblée soit consultée sur sa dissolution.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Territoires d'outre-mer. Discussion générale [31 octobre 1979] (p. 9244) : régression de 9 % du budget des TOM ; maintien des bas salaires ; absence de gratuité dans l'enseignement privé ; mise en péril des moyens des communes ; maintien d'un code du travail périmé ; aggravation du chômage ; accentuation de la répression ; existence d'une majorité de Canaques favorables à l'indépendance ; (p. 9249) : place des Canaques en Nouvelle-Calédonie ; renforcement de la présence militaire française dans ce territore.

— **Discussion commune des motions de censure sur le projet de loi de finances pour 1980 (deuxième partie) déposées, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par M. François Mitterrand et 59 de ses collègues et par M. Maurice Andrieux et 95 de ses collègues** [11 janvier 1980] (p. 34) : son intention de voter la motion de censure pour protester contre la politique gouvernementale en Nouvelle-Calédonie ; soutient les siens ; exclusion de l'opposition calédonienne des institutions politiques ; (p. 35) : développement de la répression policière. **Explications de vote** [11 janvier 1980] (p. 36) : répression policière s'exerçant sur les Mélanésiens.

— **Projet de loi rendant applicables le code pénal et certaines dispositions législatives dans les territoires d'outre-mer** (n° **1141**). **Première lecture. Discussion générale** [25 avril 1980] (p. 764) : justice pour Européens et pour Mélanésiens en Nouvelle-Calédonie ; séparation des fonctions de poursuite, d'instruction et de jugement ; conseil constitutionnel ; assignation à résidence.

— **Déclaration du Gouvernement sur les départements et territoires d'outre-mer et débat sur cette déclaration** (n° **1738**). **Discussion** [11 juin 1980] (p. 1721) : évolution historique du statut de la Nouvelle-Calédonie ; départementalisation de fait ; revendications du peuple canaque ; réserves de nickel ; (p. 1722) : droit à l'autodétermination ; revendications foncières des Canaques ; statut des métis, politique d'immigration des Wallisiens et des Futuniens ; institutions Canaques et rôle des chefs coutumiers.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième Partie :*

Départements et territoires d'outre-mer. — I. Section commune. — III. Territoires d'outre-mer. Discussion générale [29 octobre 1980] (p. 3299) : budget de récession et non de relance économique ; dénonce le processus de départementalisation ; situation de la Nouvelle-Calédonie : chômage et développement de la colonisation de peuplement ; immigration wallisienne et installation de réfugiés du Vanuatu et du Vietnam afin de fausser toute consultation démocratique ; (p. 3300) : progression du front pour l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie au cours de la législature.

— **Discussion des conclusions du rapport** (n° **2153**) **de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi tendant à compléter les institutions territoriales de la Nouvelle-Calédonie et dépendances par la création d'un comité économique et social** (n° **1413**). **Première lecture. Discussion générale** [19 décembre 1980] (p. 5069) : conditions d'inscription à l'ordre du jour de la proposition de loi ; compétences du conseil de gouvernement pour créer un comité économique et social ; difficultés de la production de nickel et augmentation du chômage. **Discussion des articles. Article premier : Article 59** *ter* **de la loi du 28 décembre 1976** (p. 5070) : son amendement n° 1 rectifié : représentation des organisations coutumières mélanésiennes ; rejeté. **Article 59** *quater* **de la loi du 28 décembre 1976** (p. 5071) : son amendement n° 2 : ramenant à vingt et un ans l'âge des membres du comité économique et social ; rejeté. **Article 59** *quinquies* **de la loi du 28 décembre 1976** (p. 5072) : son amendement n° 3 : possibilité pour les maires et les adjoints aux maires d'être nommés membres du comité économique et social ; rejeté.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'aménagement foncier et à l'établissement rural dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° **2159**). **Première lecture. Discussion générale** [19 décembre 1980] (p. 5075) : projet politique et non juridique ; revendications des Mélanésiens en matière foncière ; maintien de la colonisation ; projet se limitant à un aménagement rural pour le développement agricole ; (p. 5076) : statut coutumier ne constituant pas un obstacle au

développement économique ; étapes historiques de la spoliation des Mélanésiens depuis 1853 ; arrêté Feuillet de 1897 ; politique gouvernementale encourageant l'immigration ; indépendance inéluctable de la Nouvelle-Calédonie ; caractère sacré de la relation des Mélanésiens avec leurs terres ; demande la mise en marche d'un processus d'indépendance. **Discussion des articles. Après l'Article 12** (p. 5119) : s'oppose à l'amendement n° 31 de M. Foyer perpétuant la politique colonialiste ; (p. 5120) : projet organisant une nouvelle colonisation ; marche de la Nouvelle-Calédonie vers l'indépendance ; non-reconnaissance par les Mélanésiens de la spoliation foncière. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [20 décembre 1980] (p. 5134) : son vote hostile au projet.

PIERRE-BLOCH (Jean-Pierre)

Député de Paris
(27e circonscription)
(UDF).

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Secrétaire de l'Assemblée nationale [5 avril 1978] (p. 1110-1111), [2 avril 1979] (p. 2166), [2 avril 1980] (p. 88), [2 avril 1981] (p. 3).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1110, 1111), [*J.O.* du 2 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939),

Membre de la commission supérieure chargée d'étudier la codification et la simplification des textes législatifs et réglementaires [25 mai 1978] (p. 2072).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la procédure pénale sur la police judiciaire et le jury d'assises [8 juin 1978] (p. 2729).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à prévenir la conduite d'un véhicule sous l'empire d'un état alcoolique [30 juin 1978] (p. 3765).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal [1er juillet 1978] (p. 3803).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de la loi n° 64-1331 du 26 décembre 1964 sur la pollution de la mer par les hydrocarbures [11 décembre 1978] (p. 9239).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à certaines infractions en matière de circulation maritime et complétant la loi du 17 décembre 1926 portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande [11 décembre 1978] (p. 9239).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux sociétés d'investissement à capital variable [11 décembre 1978] (p. 9239).

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de l'information publique [*J.O.* du 16 mars 1979] (p. 610).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les modes d'élection de l'assemblée territoriale et du conseil de gouvernement du territoire de la Nouvelle-Calédonie en dépendances [*J.O.* du 3 mai 1979] (p. 1043).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indemnité des représentants à l'Assemblée des communautés européennes [28 juin 1979] (p. 1547).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux fonds communs de placement [28 juin 1979] (p. 1547).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Marie Caro tendant à interdire la

fabrication, l'importation et la vente de jouets guerriers (n° **1522**) [10 avril 1980] (p. 297).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organique relatif au statut de la magistrature (n° **1301**) [*J.O.* du 9 mai 1980] (p. 1172).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Théo Vial-Massat et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier la loi du 29 juillet 1881 de manière à permettre aux associations de résistants et déportés de se porter partie civile contre les diffamateurs de la résistance et contre les apologistes de la trahison, de la collaboration et des crimes nazis (n° **643** rectifié) [4 décembre 1980. (p. 4675).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes [*J.O.* du 10 décembre 1980] (p. 2911).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à compléter l'**article 410 du code pénal** relatif aux **jeux de hasard** (n° **758**) [6 décembre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° **926**) tendant **à la création d'une commission d'enquête sur l'origine des provocations qui visent à mettre en cause l'exercice du droit de manifestation** (n° **1021**) [26 avril 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° **758**) tendant **à compléter l'article 410 du code pénal relatif aux jeux de hasard** (n° **1125**) [13 juin 1979].

— **Proposition de loi** tendant à aménager **les modalités du repos hebdomadaire du dimanche** (n° **1228**) [28 juin 1979].

— **Proposition de loi** modifiant les **dispositions des articles 5, 6 et 33 du décret du 30 septembre 1953 relatif au statut des baux commerciaux** (n° **1318**) [3 octobre 1979].

— **Poposition de loi** tendant à un renforcement accru de la concurrence par l'**harmonisation de notre législation commerciale** avec celle de nos **partenaires de la communauté européenne** (n° **1650**) [23 avril 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur :

1. la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 981), relative à l'**action civile en matière de crimes de guerre** contre l'humanité, et d'apologie de crimes de guerre ou de crimes ou délits de collaboration avec l'ennemi ;

2. la proposition de loi (n° **643** rectifié) tendant à modifier la loi du 29 juillet 1881 de manière à permettre aux **associations de résistants et déportés** de se porter **partie civile contre les diffamateurs de la résistance** et contre les apologistes de la trahison, de la collaboration et des crimes nazis ;

3. la proposition de loi (n° **1157**) relative à l'**action civile en matière d'apologie de crimes de guerre** ou de crimes et de délits de collaboration avec l'ennemi (n° **2119**) [4 décembre 1980].

QUESTIONS

• *question orale sans débat :*

— (n° **29291**) : **Relations avec l'OLP** [11 avril 1980] (p. 317) : prise en otages d'enfants dans le kibboutz de Misgav Am ; accord de Camp David entre l'Egypte et Israël.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant modification des dispositions du titre premier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes** (n° **321**). **Première lecture. Discussion des articles** [5 octobre 1978]. **Article premier : Article L 512-4 du code du travail** (p. 5618) : son sous-amendement n° 94 à l'amendement n° 50 de la commission : précisant les différentes formations pour les réunions des prud'hommes ; adopté. **Article premier : Article L 513-1 du code du travail** (p. 5628) : son sous-amendement n° 95 à l'amendement n° 97 de la commission : modifications de la définition de l'employeur ; non soutenu. **Article premier : Article L 515-1 du code du travail** (p. 5666) : son amendement n° 96 soutenu par M. Maurice Charretier : création dans les conseils de prud'hommes d'un bureau de référés ; adopté ; son amendement n° 97 soutenu par M. Maurice Charretier à l'article L 512-2 du code du travail : composition paritaire du bureau de conciliation et du bureau de référés ; adopté.

— **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers et portant création de l'office national d'immigration** (n° **922**). **Première lecture. Discussion générale** [29 mai 1979] (p. 4255) : projet ne concernant que les étrangers en situation irrégulière qui vivent en France dans des conditions inadmissibles ;

(p. 4256) : souhaite que le ministre prenne des engagements pour que le projet ne puisse servir à porter atteinte aux droits de l'homme.

— **Proposition de loi tendant à compléter l'article 410 du code pénal relatif aux jeux de hasard** (n° **758**). **Première lecture.** Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [27 juin 1979] (p. 5754) : proposition tendant à punir de peines correctionnelles l'établissement ou la tenue d'un jeu de hasard sur la voie publique ; adoption par la commission d'un amendement tendant à autoriser l'admission des femmes dans les cercles où sont pratiqués les jeux de hasard ; proposition visant surtout à protéger les travailleurs immigrés des escrocs qui organisent des jeux sur la voie publique ; reproche à M. Raymond Forni de faire un amalgame entre sa proposition de loi et les projets de loi relatifs aux étrangers. **Discussion des articles** [27 juin 1979]. **Article premier** (p. 5756) : demande le vote par division de l'amendement n° 1 du Gouvernement.

— **Sur le rappel au règlement de M. Paul Quilès** [29 juin 1979] (p. 5876, 5877) : regrette les violences subies par les parlementaires socialistes mais ils n'ont pas respecté la loi en organisant une émission pirate.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Intérieur. Discussion générale [13 novembre 1979] (p. 9913) : nécessité d'un effort de formation des policiers ; insuffisance de l'équipement, notamment immobilier, de la police.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère** (n° **1642**). **Discussion** [17 avril 1980] (p. 539) : événements du Proche-Orient ; accords de Camp David ; reconnaissance de l'OLP ; autonomie des Palestiniens.

— **Son rappel au règlement** [22 avril 1980] (p. 596) : accès à l'Assemblée nationale ; présence de personnes armées accompagnant le représentant de l'OLP au restaurant des parlementaires.

— **Son rappel au règlement** [19 juin 1980] (p. 1922) : diffusion à Antenne 2 d'un film tiré d'un roman de Robert Brasillach.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** (n° **1681**). **Première lecture. Discussion des articles** [20 juin 1980]. **Après l'Article 10** (p. 2022) : son amendement n° 183 : aggravation des peines pour proxénétisme ; adopté ; son amendement n° 184 : renforcement des pénalités pour bris de scellés apposés par l'autorité judiciaire ou administrative sur des locaux utilisés en vue de la prostitution ; rejeté ; (p. 2023) : son amendement n° 185 : renforcement des peines accessoires prévues par la loi en matière de proxénétisme ; retiré ; prostitution en studio ; son amendement n° 186 : création d'une nouvelle sanction complémentaire en matière de proxénétisme : la confiscation du local utilisé en vue de la prostitution ; retiré ; (p. 2024) : son amendement n° 187 : application de la procédure de confiscation du fonds de commerce aux locaux immobiliers ; retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième Partie :*

Intérieur. Discussion générale [28 octobre 1980] (p. 3175) : rend hommage à la police ; propose la création d'une université de la police ; armement des policiers ; vétusté des gilets pare-balles ; équipements automobiles ; sa proposition de loi sur le logement des fonctionnaires de police dans les grandes villes.

Affaires étrangères. Discussion générale [12 novembre 1980] (p. 3786) : conférence de Madrid ; défense des droits de l'homme ; sondage réalisé en Pologne ; propos scandaleux de M. Maxime Gremetz sur le Cambodge et l'Afghanistan ; (p. 3787) : sort des juifs d'URSS ; problèmes du Moyen-Orient.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'action civile en matière de crimes de guerre ou contre l'humanité, et d'apologie de crimes de guerre ou de crimes ou délits de collaboration avec l'ennemi** (n° 981) **et propositions de loi tendant à modifier la loi du 29 juillet 1881 de manière à permettre aux associations de résistants et déportés de se porter partie civile contre les diffamateurs de la résistance et contre les apologistes de la trahison, de la collaboration et des crimes nazis** (n° **643** rectifié) **et relative à l'action civile en matière d'apologie de crimes de guerre ou de crimes et de délits de collaboration avec l'ennemi** (n° **1157**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [9 décembre 1980] (p. 4778) : possibilité pour des associations de se porter partie civile contre des faits constituant des crimes de guerre ou contre des personnes civiles ou morales ayant fait l'apologie de crimes de guerre ; déclarations de Darquier de Pellepoix niant l'existence des camps de la mort ; ancienneté requise des associations ; défense des intérêts de la résistance et de la déportation. **Discussion de l'Article unique** (p. 4779) : amendement n° 2 de la commis-

sion : défense des intérêts moraux et de l'honneur de la résistance ; adopté ; (p. 4780) : amendement n° 3 de la commission : élargissement du champ d'application de la loi ; adopté.

PIERRET (Christian)

Député des Vosges
(2e circonscription)
(S).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1107).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre titulaire du conseil national de la statistique [15 juin 1978] (p. 3007), [16 juin 1978] (p. 3080).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales [*J.O.* du 15 novembre 1978] (p. 3854).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1981 : commerce extérieur [9 octobre 1980] (p. 2650).

Membre de la commission d'enquête sur l'industrie textile [*J.O.* du 18 décembre 1980] (p. 2982).

Vice-président de cette commission (*J.O.* du 19 décembre 1980] (p. 2995).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1979** (n° **560**). — Budgets civils. — **Annexe n° 8 : Commerce extérieur - Crédits de l'économie et du budget** (n° **570**) [5 octobre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° **1290**). — I. Budgets civils. — A. Budget général. — **Annexe** n° **8 : Commerce extérieur. Fascicule budgétaire : Economie et budget** (n° **1292**) [2 octobre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° **1933**). — **Annexe n° 8 : Commerce extérieur** (n° **1976**) [9 octobre 1980].

— **Proposition de loi** tendant à encourager le **développement du petit commerce rural** (n° **2129**) [4 décembre 1980].

— **Proposition de loi** portant **nationalisation du tunnel routier de Sainte-Marie-aux-Mines** (n° **2137**) [4 décembre 1980].

— **Proposition de loi** portant création d'un **office de développement du textile et de l'habillement** (n° **2223**) [18 décembre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Mesures de sauvegarde en faveur de l'industrie textile** [31 mai 1978] (p. 2291, 2292) : mesures envisagées par le Gouvernement pour lutter contre les licenciements après la mise en règlement judiciaire du groupe Boussac.

— **Mines de potasse d'Alsace** [15 novembre 1978] (p. 7677) : conflit social dans les mines de potasse ; crainte de licenciements.

— **Situation du franc dans le système monétaire européen** [27 juin 1979] (p. 5732) : sa crainte de voir les évolutions contradictoires du deutsche mark et du dollar conduire à une dévaluation du franc ; le système monétaire européen n'est qu'un serpent monétaire à peine modifié et n'offre aucune garantie sérieuse.

— **Situation de l'emploi dans les entreprises Montefibre-France et Boussac-Saint Frères** [31 octobre 1979] (p. 9259) : aggravation de la situation de l'emploi malgré le « plan Vosges » ; mesures envisagées pour éviter les licenciements à la société Montefibre-France et dans les établissements Boussac-Saint Frères.

• *question orale sans débat :*

— (n° **464**) : **Economie vosgienne** [21 avril 1978] (p. 1305-1306) : organiser un développement cohérent du département des Vosges et de la Lorraine ; aide aux industries du bois et à l'industrie textile ; désenclavement des vallées vosgiennes.

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale** (n° **118**). **Discussion**

[19 avril 1978] (p. 1247) : l'aggravation de la crise économique ; le chômage des jeunes ; l'insuffisance du budget de la culture et du budget de la jeunesse et des sports ; (p. 1248) : la « misère » des associations ; la précarité des postes créés par le pacte national pour l'emploi ; l'aggravation des inégalités sociales ; les dangers de la division internationale du travail ; la mainmise des multinationales sur l'économie ; le démantèlement des industries nationales ; l'insuffisance des encouragements à la création d'entreprises, notamment le livret d'épargne manuelle ; (p. 1249) : la nécessité d'une réforme démocratique de l'entreprise ; l'inapplication du rapport Sudreau.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **234**). **Première lecture. Discussion des articles** [1er juin 1978]. **Article premier** (p. 2367) : soutient l'amendement de suppression n° 3 de M. Laurent Fabius ; atteinte au pouvoir d'achat des Français grevé par le relèvement des prix et des tarifs publics ; (p. 2368) : libération des prix industriels ; injustice des impôts indirects ; renchérissement du coût d'exploitation dans le secteur du transport par la hausse de l'essence ; insuffisance des résultats obtenus par de telles mesures en matière d'économie d'énergie ; propose l'instauration d'un impôt sur les grandes fortunes ; (p. 2369) : propose un sous-amendement tendant à limiter la taxe de 7 % sur les chiffres d'affaires à l'exercice actuel ; rejeté.

— **Projet de loi relatif à l'imposition des produits de cession à titre onéreux de valeurs mobilières et de droits sociaux** (n° **255**). **Première lecture. Discussion des articles** [14 juin 1978]. **Après l'Article premier** (p. 2885) : soutient l'amendement n° 62 de M. Laurent Fabius : taxation à l'impôt sur le revenu des plus-values réalisées à l'occasion d'opérations de change manuel de devises étrangères ; (p. 2886) : nécessité de distinguer les opérations de change manuel effectuées par les touristes et celles qui sont réalisées à des fins spéculatives. **Article 2** (p. 2888) : s'étonne que M. Fernand Icart éprouve le besoin de mieux définir la notion d'habitude déjà définie dans le projet ; (p. 2891) : soutient le sous-amendement n° 68 de M. Laurent Fabius à l'amendement n° 22 : révision annuelle du seuil d'imposition au plus égale au taux de révision appliqué aux trois plus hautes tranches du barème de l'impôt sur le revenu ; imprécision de la formulation de l'amendement n° 22 de la commission ; **Article 3** (p. 2894) : soutient le sous-amendement n° 63 de M. Laurent Fabius à l'amendement n° 39 : fixation d'un montant minimum et maximum pour l'atténuation de l'impôt sur le revenu résultant de la prise en compte des enfants à charge ; système actuel du quotient familial accroissant les injustices par l'avantage qu'il accorde aux bénéficiaires de très hauts revenus ; soutient le sous-amendement n° 64 de M. Laurent Fabius à l'amendement n° 39 : remplacement de la déduction pour frais de garde par un crédit d'impôt calculé par enfant ; soutient l'amendement n° 65 de M. Laurent Fabius : soumission à l'impôt sur le revenu des produits nets visés à l'article 2.

— **Projet de loi relatif à l'orientation de l'épargne vers le financement des entreprises** (n° **320 rectifié**). **Première lecture. Discussion générale** [21 juin 1978] (p. 3236) : incompatibilité du texte avec la volonté d'encourager l'accession à la propriété privée des logements ; politique antisociale du Gouvernement ; volonté de restauration des profits ; impossibilité pour l'épargne populaire de s'investir dans un capitalisme populaire en raison de la stagnation du pouvoir d'achat et des inégalités dans la détention des valeurs mobilières ; 0,8 % des porteurs possèdent 35 % de la valeur des portefeuilles ; (p. 3237) : institution de rapports nouveaux au sein des assemblées générales d'actionnaires des entreprises par la création d'actions à dividende prioritaire ; conséquences de la perte du droit de regard sur la gestion des affaires de l'entreprise par le détenteur d'actions à dividende prioritaire ; « enchaînement » des Français à leur entreprise ; inefficacité du texte basé sur une théorie exclusivement micro-économique ; insuffisance de la demande ; diminution des revenus des ménages ; diminution des dépenses en francs-constants des administrations ; déficit du commerce extérieur ; absence de politique budgétaire stimulante ; diminution du taux d'épargne ; marasme du marché boursier ; (p. 3238) : évolution de la capitalisation immobilière ; complexité excessive des régimes fiscaux en faveur de l'épargne ; motivation des épargnants : sécurité, rentabilité ; nécessité de modifier la répartition des pouvoirs dans l'entreprise ; risque de fraude fiscale créé par la loi ; conséquences de la création d'actions à dividende prioritaire : risque de réduction des dividendes versés aux actions normales, influence de l'arbitrage entre incorporation ou distribution des bénéfices au détriment de l'autofinancement ; (p. 3239) : responsabilité des institutions financières qui refusent de prendre les risques du capitalisme ; injustice fiscale du texte en raison de sa complexité ; atteinte portée à la progessivité de l'impôt sur le revenu : avantages proportionnels au taux d'imposition du revenu de l'épargnant ; risques de fraude ; possibilité de la création d'un marché noir en raison de l'application du relèvement à 40 % du taux de prélèvement

libératoire sur les valeurs émises à compter du 1er juillet 1978 ; vote hostile du groupe socialiste ; [22 juin 1978] (p. 3287) : baisse de l'indice des valeurs boursières depuis 1961. **Discussion des articles** [22 juin 1978]. **Avant l'Article premier** (p. 3291) : son amendement n° 64 : institution et modalités d'un impôt annuel et progressif sur le capital des sociétés appartenant au secteur privé et au secteur public ; prolifération de la « société écran » ; taux modéré de l'impôt sur le capital proposé : repoussé par scrutin public. **Article premier** (p. 3293) : son amendement n° 65 : limitation de la déduction prévue à l'article premier à 30 % des achats de valeurs françaises effectués entre le 1er juin 1978 et le 31 décembre 1981 ; injustice de l'article premier : avantage fiscal inégal suivant les tranches d'imposition auxquelles le contribuable est soumis ; repoussé. **Article 22** (p. 3317) : son amendement n° 66 soutenu par M. Dominique Taddei : autorisant les sociétés et mutuelles d'assurances à consentir des prêts participatifs, adopté ; son amendement n° 67 rectifié soutenu par M. Dominique Taddei : élargissement du champ d'application des prêts participatifs aux entreprises artisanales, agricoles et maritimes ; repoussé. **Après l'Article 23** (p. 3319) : son amendement n° 69 soutenu par M. Dominique Taddei : subordination de l'octroi d'un prêt participatif à la présentation par l'entreprise d'un plan de maintien et de création d'emplois ; disparition du caractère participatif du prêt pour les entreprises réduisant leurs effectifs ; repoussé. **Après l'Article 29** (p. 3332) : son amendement n° 70 : insertion d'un nouveau titre « indexation de l'épargne populaire » ; devient sans objet.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture. Discussion générale** [11 octobre 1978] (p. 5951) : échec de la croissance économique ; impossibilité d'atteindre les 3,7 % prévus pour 1979, 1,3 million de chômeurs ; 10 % de hausse des prix ; quarante milliards de francs de déficit cumulé du commerce extérieur depuis 1974 ; augmentation de la pression fiscale sur les ménages et la consommation ; stagnation des dotations budgétaires affectées aux programmes d'actions prioritaires ; déficit de quinze milliards de francs du budget pour 1979 ; déficit budgétaire cumulé depuis 1974 : cent milliards de francs ; (p. 5952) : insuffisance des créations d'emplois publics ; absence de véritable politique industrielle et de soutien aux secteurs essentiels à l'indépendance nationale ; le plan Vosges ; petites et moyennes entreprises négligées par le Gouvernement ; abandon de certaines régions ; transformation de certains groupes industriels en représentants de l'aménagement du territoire ; impuissance de « l'Etat régulateur » prôné par M. Papon ; vote hostile du groupe socialiste sur le budget.

Deuxième partie :

Commerce extérieur, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [19 octobre 1978] (p. 6368) : excédent du commerce extérieur s'élevant à plus d'un milliard pour le mois de septembre 1978 ; rétablissement progressif de l'équilibre depuis 1977 ; (p. 6369) : meilleur résultat dû au maintien de la croissance faible de l'économie et à la chute du dollar ; fragilité de la politique commerciale du Gouvernement ; absence de calcul de rentabilité des aides à l'exportation ; pénétration du marché intérieur français par les exportateurs industriels ; adaptation de la France à la nouvelle division internationale du travail menaçant des secteurs entiers de notre industrie ; s'interroge sur les conditions de détermination des créneaux porteurs en matière d'exportation ; liaison insuffisante entre la politique du commerce extérieur et la politique industrielle ; (p. 6370) : regrette qu'aucune étude n'ait été entreprise sur les conséquences de l'éventuelle entrée dans la CEE de trois nouveaux pays ; souhaite l'organisation d'un débat d'ensemble au Parlement sur ce problème ; nouvelles contraintes pesant sur la France du fait de la création de la future zone de stabilité monétaire européenne ; nécessité d'une position très ferme du Gouvernement français dans les négociations du Tokyo Round ; commission des finances favorable à l'adoption des crédits du commerce extérieur.

Industrie. Discussion générale [20 octobre 1978] (p. 6454) : situation de l'industrie textile ; licenciements massifs de 1974 à 1977 ; s'interroge sur la stratégie industrielle des grands groupes textiles ; (p. 6455) : politiques salariale et sociale retardataires du secteur textile ; importations excessives ; exemple de la reprise du groupe Boussac par le groupe Agache-Willot ; s'étonne que l'existence d'un groupe de 11.500 salariés dépende d'une décision du tribunal de commerce ; souhaite la réunion d'une conférence nationale textile regroupant les industriels, les représentants de l'Etat, des travailleurs et des consommateurs ; (p. 6456) : propositions socialistes pour le développement du textile.

Services du Premier ministre. — V. **Commissariat général du plan. Discussion générale** [16 novembre 1978] (p. 7786) : échec de la planification remplacée par une politique conjoncturelle de limitation de l'évolution des salaires et de restauration des profits des entreprises capitalistes ; non-réalisation des priorités du plan : « les Français chez eux »,

« la vie des Français », « les Français sur leur territoire » ; retard d'exécution des programmes d'action prioritaire ; (p. 7787) : taux d'exécution de 44 % des PAPIR (programmes d'action prioritaire d'initiative régionale) ; nécessité de restaurer la planification.

Articles et articles additionnels non rattachés [17 novembre 1978]. **Après l'Article 80** (p. 8019) : son amendement n° 251 soutenu par M. Maurice Pourchon : dépôt par le Gouvernement d'un rapport sur les aides attribuées par le fonds spécial d'adaptation industrielle ; rejeté.

— **Projet de loi portant approbation d'un rapport sur l'adaptation du VII[e] Plan** (n° **655**). **Première lecture. Discussion générale** [28 novembre 1978] (p. 8436) : problème de la démocratie en matière de planification ; contradiction entre planification et politique économique libérale du Gouvernement ; conception socialiste de la planification reposant sur la participation plus large des travailleurs et des collectivités locales.

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1977** (n° **782**). **Première lecture. Discussion générale** [23 mai 1979] (p. 4138) : abstention du groupe socialiste dans le vote de la question préalable de M. Guy Ducoloné ; déficit cumulé des finances publiques atteignant 110 milliards de francs entre 1975 et 1978 ; diminution des investissements de l'Etat de 1976 à 1977 ; inefficacité de l'abaissement de la TVA à 17,6 % en 1977 ; ralentissement de la progression des salaires ; (p. 4139) : largesses accordées aux entreprises sans effet sur le volume de l'investissement ; vote hostile du groupe socialiste. **Discussion des articles** [30 mai 1979]. **Après l'Article 18** (p. 4426) : son amendement n° 4 soutenu par M. Maurice Pourchon : refusant d'approuver les opérations exécutées par l'Etat en 1977 concernant l'aide consentie à l'Empire Centrafricain ; rejeté.

— **Projet de loi portant approbation du rapport sur les principales options du VIII[e] Plan** (n° **1055**). **Première lecture. Discussion générale** [14 juin 1979] (p. 5104) : pas de priorité au retour rapide au plein emploi dans le VIII[e] Plan ; options du VIII[e] Plan méconnaissant les aspirations du monde du travail ; (p. 5105) : régression de l'emploi industriel ; dégradation des conditions de travail ; nécessité de réduire la durée du travail ; insuffisance des options du VIII[e] Plan en matière de formation professionnelle.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture. Discussion générale** [16 octobre 1979] (p. 8282) : le chômage à préexisté à la crise ; politique tendant à revenir sur les acquis sociaux et l'emploi pour garantir l'équilibre financier des entreprises ; montée inéluctable du chômage avec une croissance de 3,5 % ; croissance faible et sauvage ; nécessité d'une relance de la croissance de la consommation populaire canalisée vers les biens fournis par le marché national ; concentration excessive des aides publiques sur six groupes industriels ; le développement doit se fonder sur l'industrie et non sur le tertiaire ; (p. 8283) : propose la réduction de la durée du travail avec la semaine de 35 heures, une meilleure organisation du travail et une politique de formation professionnelle : mesures budgétaires pour résorber le chômage : création d'un impôt sur le capital des grandes sociétés, d'un impôt progressif jusqu'à 8 % sur les fortunes et d'un prélèvement exceptionnel de solidarité en faveur de l'emploi.

Première partie :

Discussion des articles [19 octobre 1979]. **Après l'Article 6** (p. 8530) : son amendement n° 227 rectifié : institution d'un prélèvement de solidarité pour l'emploi pour financer un crédit impôt aux entreprises en cas d'embauche ; rejeté.

Deuxième partie :

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1979] (p. 9653) : nécessité d'établir un zonage des terres de montagne et de prendre en compte des critères économiques dans ce zonage ; moyens des communes pour exercer un contrôle sur l'utilisation de leurs sols.

Commerce extérieur, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [16 novembre 1979] (p. 10180) : cinq milliards et demi de déficit commercial de janvier à septembre 1979 ; diminution de l'excédent des paiements courants ; aggravation du déficit en matière d'échanges de brevets ; hausse de prix du pétrole en juillet 1979 se limitant à combler le retard pris par les prix du brut du fait de l'inflation occidentale ; diminution de la valeur du franc par rapport au Mark, à la livre et au florin ; caractère circonstanciel du rétablissement de la balance commerciale en 1978 ; déficit chronique dû à la faiblesse de l'industrie et du secteur de recherche-développement ; déficit de 22 milliards en 1978 avec les USA, la RFA et le Japon ; politique gouvernementale du « tout exportation » se traduisant par une insertion passive de la France dans la division internationale du travail ; (p. 10181) : pénétration du marché français dans les secteurs de la construction électronique et électrique et de la mécanique ; pas d'amélioration de l'emploi malgré le développement de l'exportation. **Sur le**

rappel au règlement de M. Jean-Louis Schneiter : estime que son intervention en séance découle directement des observations adoptées par la commission des finances ; (p. 10189) : demande au ministre de répondre aux six observations de la commission des finances ; (p. 10190) : problème posé par l'importation à 100 % de certains biens de consommation ou de semi-équipement. **Examen des crédits** [16 novembre 1979]. **Etat B - Titre IV** (p. 10190) : s'oppose à l'amendement n° 444 de M. Georges Gosnat : réduction des crédits du centre français du commerce extérieur ; (p. 10191) : s'oppose à l'amendement n° 443 de M. Georges Gosnat : réduction des crédits de l'agence pour la coopération technique, industrielle et économique. **Articles et articles additionnels non rattachés** [17 novembre 1979]. **Après l'Article 77** (p. 10298) : son amendement n° 337 : rapport du Gouvernement sur le coût et l'impact des procédures publiques d'intervention en matière de commerce extérieur ; retiré ; son amendement n° 338 : obligation du Gouvernement de présenter un rapport sur les conséquences pour l'économie française des investissements directs publics ou privés à l'étranger ; retiré.

— **Projet de loi relatif au contrat d'assurance et aux opérations de capitalisation** (n° **1026**). **Première lecture. Discussion générale** [2 octobre 1980] (p. 2523) : importance économique du secteur de l'assurance ; problème du montant de l'épargne collectée par l'assurance ; risque d'une remise en cause du régime de sécurié sociale par un développement de l'assurance vie et de la capitalisation ; place de l'immobilier dans le portefeuille des sociétés d'assurances.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture. Discussion générale** [14 octobre 1980] (p. 2702) : inconvénients de la situation forte du franc ; déficit commercial vis-à-vis des pays industrialiés ; problème du textile ; difficultés des PME pour accéder aux marchés extérieurs ; budget déflationniste étouffant l'investissement ; (p. 2703) : choix d'une croissance fondée sur l'offre et non sur la demande ; maintien de la consommation grâce à une baisse du taux d'épargne ; reconquête du marché intérieur ; nécessité d'une politique de déficit budgétaire dynamique et d'un endettement extérieur plus net.

Première partie :

Discussion des articles [17 octobre 1980] : **Avant l'Article 3** : amendements précédemment réservés (p. 2867) : son amendement n° 23 : abrogation de la provision pour implantations d'entreprises industrielles à l'étranger en franchise d'impôt ; [21 octobre 1980] (p. 2880) : soutient l'amendement n° 25 de M. Laurent Fabius : suppression de certaines déductions fiscales pour les sociétés ; (p. 2881) : soutient l'amendement n° 28 de M. Fabius : incitation fiscale en faveur de l'investissement productif des entreprises industrielles, commerciales ou artisanales ; transfert dans la première partie du projet de loi de finances des dispositions de l'article 39 ; (p. 2883) : lien entre le profit, l'investissement et l'emploi ; aide à l'investissement allant uniquement aux entreprises les plus fortes. **Après l'Article 3** (p. 2907) : son amendement n° 33 : crédit d'impôt accordé aux entreprises industrielles qui augmentent l'effectif de leurs salariés munis d'un contrat de travail à durée indéterminée ; impôt sur la fortune des personnes physiques ; rejeté. **Avant l'Article 4** (p. 2912) : son amendement n° 36 : augmentation du taux de la TVA portant sur la publicité des produits sensibles importés de pays extérieurs à la communauté européenne ; rejeté. **Après l'Article 8** (p. 2923) : son amendement n° 42 : revalosation du montant de la surtaxe perçue par les communes sur les eaux minérales ; rejeté.

Deuxième partie :

Education. Discussion générale [24 octobre 1980] (p. 3109) : problème de l'enseignement primaire en zone rurale et particulièrement en zone de montagne ; application de la « grille Guichard » ; fermeture des classes inférieures à six élèves en zone de montagne.

Commerce et artisanat. Discussion générale [31 octobre 1980] (p. 3379) : problème du petit commerce rural menacé par les grandes surfaces ; (p. 3380) : proposition de loi socialiste relative à la mise en œuvre d'un régime d'aide pour le petit commerce indépendant financé par une contribution sur le chiffre d'affaires des grandes surfaces ; amélioration des conditions de travail.

Commerce extérieur, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [31 octobre 1980] (p. 3396) : déficit de la balance commerciale non imputable à la seule facture pétrolière ; incapacité de l'industrie française à répondre à une demande de biens d'équipement et de biens de consommation essentiels ; (p. 3397) : déficit vis-à-vis des pays industrialisés supérieur à celui enregistré vis-à-vis des pays de l'OPEP ; incidences régionales, exemple de la Lorraine ; ralentissement de la croissance des crédits affectés au commerce extérieur ; stagnation des crédits des services de l'expansion économique à l'étranger ; poids des procédures d'aide à l'exportation ; pénétration du marché français par les pro-

duits étrangers ; procédures d'aides coûteuses profitant surtout aux grandes groupes industriels ; parité artificielle du franc ; incapacité de la France à s'assurer une place dans le recyclage des pétrodollars ; notion trop étroitement financière de la compétitivité ; politique industrielle et commerce extérieur ; abandon de l'industrie textile en France et redressement aux Etats-Unis ; (p. 3398) : menace japonaise ; (p. 3405) : dégradation du marché intérieur français ; augmentation de la part des échanges extérieurs dans la production industrielle brute.

Jeunesse, sports et loisirs. — III. **Tourisme. Discussion générale** [7 novembre 1980] (p. 3702) : développement du thermalisme. — I. **Section commune.** — II. **Jeunesse et sports. Examen des crédits** [7 novembre 1980]. **Titre IV** (p. 3737) : ses amendements nos 177 et 178 : réduction des crédits des centres de documentation et d'information de la jeunesse ; problèmes du FONJEP ; refus de tout transfert de charges fait au détriment des collectivités locales ; entretien des installations sportives scolaires, d'animation et d'enseignement ; rejetés.

Industrie. Discussion générale [13 novembre 1980] (p. 3843) : crise de l'industrie textile ; mesures gouvernementales ne visant que le moyen terme et les industries performantes, mutisme sur leur dimension sociale ; exemple du secteur textile-habillement.

Budget annexe des postes et télécommunications. Examen des crédits [14 novembre 1980]. **Article 19** (p. 3907) : son amendement n° 203 : réduction de crédits ; dépenses publicitaires des télécommunications ; problème du personnel ; programmation de 40.000 emplois nécessaires ; rejeté ; distribution ; receveurs-distributeurs ; cas des lauréats de concours officiels attendant leur nomination ; (p. 3908) : son amendement n° 205 : réduction des crédits consacrés à l'institut Auguste-Comte ; rejeté ; création d'un bureau de réglementation des autorisations d'utilisation de la « citizen-band ».

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1980** (n° **2053**) : **Première lecture. Discussion générale** [27 novembre 1980] (p. 4450) : alourdissement de la charge de la dette publique et de la pression fiscale pesant sur les ménages ; poids du chômage sur les finances publiques ; perspectives du VIIIe Plan en matière de dette publique ; politique de réduction des dépenses publiques et conception libérale de l'intervention de l'Etat ; soutien artificiel du franc par une politique de taux d'intérêt élevés et d'emprunts sur le marché intérieur ; stratégie d'endettement à l'extérieur pour financer le déficit commercial.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au travail à temps partiel dans la fonction publique** (n° **2020**). **Première lecture. Discussion générale** [3 décembre 1980] (p. 4596) : projet expérimental applicable pour deux ans à certaines administrations ; mise en cause du statut de la fonction publique : mensualisation, retraite, droits sociaux ; marginalisation du travail féminin ; occupation par les forces de gendarmerie de l'usine Lin-Vosges à Gérardmer ; révision générale de la durée du travail.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **1600**). **Lettre rectificative** (n° **2098**). **Première lecture. Discussion des articles** [4 décembre 1980]. **Article 16** (p. 4559) : son amendement n° 123 ; suppression de l'article 16 ; rejeté.

— **Discussion des conclusions du rapport** (n° **2027**) **de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les problèmes de l'industrie textile et les moyens à mettre en œuvre pour les résoudre** (n° **1935**). **Discussion générale** [16 décembre 1980] (p. 4897) : textile français considéré comme un secteur en déclin ; fermeture d'entreprises par les grands groupes financiers ; (p. 4898) : mesures du Gouvernement négligeant les entreprises en difficulté et ne visant que le moyen terme ; augmentation des importations ; accroissement du déficit commercial textile ; concurrence des pays développés ; nécessité de reconquérir le marché intérieur ; industrie des machines textiles ; nécessité d'une relance des investissements à tous les stades de la filière habillement ; situation sociale dans le textile ; propose la création d'une conférence nationale du textile chargée de mettre au point un plan social ; (p. 4899) : insuffisance des mesures gouvernementales destinées aux entreprises fortes.

PIGNION (Lucien)

Député du Pas-de-Calais
(3e *circonscription*)
(*S*).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Représentant titulaire à l'assemblée consultative du Conseil de l'Europe [17 mai 1978] (p. 1775).

QUESTIONS

• *question orale sans débat :*

(n° **40002**) : **Effectifs des personnels de l'éducation dans l'académie de Lille** (p. 5089) : comparaison des dotations en personnels d'encadrement dans les établissements scolaires du second degré des différentes académies ; sous-administration ; création d'emplois de qualité ; nécessité de prévoir des mesures incitatives d'ordre financier pour pourvoir les postes vacants.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1978] (p. 7219) : insuffisances de l'industrie alimentaire française ; crise de l'élevage porcin en Bretagne et dans le Nord-Pas-de-Calais ; taux d'endettement excessif des exploitants agricoles ; (p. 7220) : craintes dues à l'élargissement de la CEE ; diminution du nombre des agriculteurs ; excès des charges dues à la modernisation des exploitations pesant sur les agriculteurs ; problème des « doubles actifs » en agriculture ; augmentation du prix du sol et de la concentration foncière ; régression des actions d'investissement financées par le budget ; insuffisance des crédits pour le stockage-conditionnement, la transformation et la commercialisation, les aménagements fonciers ; effort réalisé pour l'enseignement privé ; insuffisance des crédits consacrés à l'INRA (institut national de la recherche agronomique) ; (p. 7221) : propositions socialistes : politique foncière interdisant les cumuls d'exploitation ; revalorisation des revenus agricoles et relance de la coopération ; rénovation de l'agronomie ; négociation sur l'organisation des marchés mondiaux.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1979] (p. 9654) : relance du marché du porc dans la région Nord - Pas-de-Calais ; demande les modalités de l'aide obtenue par la Bretagne et l'Auvergne en matière de production porcine.

Anciens combattants. Examen des crédits [14 novembre 1979]. **Etat B - Titre IV** (p. 10044) : son amendement n° 463, soutenu par M. Alain Hautecœur : suppression des crédits prévus en 1980 pour la majoration de la retraite du combattant ; déclaré irrecevable en application de l'article 4 de la loi organique.

— **Projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales** (n° **663**). **Première lecture. Discussion générale** [15 avril 1980] (p. 382) : contenu de la notion de participation ; actionnariat facultatif ; (p. 383) : rapport Sudreau ; financement du projet par les salariés et l'Etat ; droit des représentants syndicaux.

— **Projet de loi relatif aux formations profesionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels** (n° **1121**). **Première lecture. Discussion des articles** [30 avril 1980]. **Article 2** (p. 835) : diminution des classes préparatoires à l'apprentissage dans le Pas-de-Calais.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Education. Discussion générale [24 octobre 1980] (p. 3116) : enseignement primaire ; formation continue des enseignants ; augmenter la proportion du personnel de remplacement ; création d'emplois d'encadrement.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [6 novembre 1980] (p. 3672) : mise en place d'un contrôle de la qualité des produits alimentaires agricoles ; lutte contre les épizooties ; diminution des crédits consacrés à la promotion et au contrôle de la qualité ; (p. 3673) : insuffisance des créations d'emplois au service de la répression des fraudes et du contrôle de la qualité ; clubs « cent quintaux » implantés dans le département du Pas-de-Calais.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au travail à temps partiel** (n° **2033**). **Première lecture. Discussion générale** [25 novembre 1980] (p. 4324) : pas de nécessité du travail à temps partiel ; projet plus favorable aux intérêts des employeurs qu'à ceux des salariés ; diminution du nombre des personnes ayant émis le désir de travailler à temps partiel ; projet visant surtout à diminuer le pourcentage des travailleurs privés d'emploi ; répartition du travail à temps partiel selon les secteurs

économiques ; risque de discrimination à l'encontre de l'activité de la femme ; projet rendant caduques les négociations menées par les syndicats et relatives à la réduction de la durée du travail ; possibilité pour les employeurs d'imposer à l'ensemble des travailleurs à temps complet les rythmes de travail des travailleurs à temps partiel ; (p. 4325) : amendement de M. Chérioux adopté par le Sénat sur les seuils sociaux ; risque de marginalisation du travail à temps partiel ; nécessité de garanties en matière de protection sociale ; problème de la proportion des heures supplémentaires rémunérées.

PINEAU (Jean)

Député des Deux-Sèvres (2e circonscription) (UDF).

En remplacement, le 7 mai 1978, de M. Jacques Fouchier, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 mai 1978] (p. 1485, 1513).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 23 mai 1978] (p. 2166).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 10 mai 1978] (p. 2027), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à permettre l'adhésion des preneurs de baux à terme à des sociétés d'exploitation agricole [*J.O.* du 28 novembre 1979] (p. 2973).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset tendant à organiser la lutte contre les termites (n° **186**) [4 décembre 1980] (p. 4675).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à compléter l'article L. 468 du code de la sécurité sociale, relatif à la **faute inexcusable** de **l'employeur** (n° **1964**) [8 octobre 1980].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant aménagement de la fiscalité directe locale** (n° **689**). **Première lecture. Discussion des articles** [10 octobre 1979]. **Après l'Article 10** (p. 8010) : soutient le sous-amendement n° 315 de M. René Benoit : limitation de l'impôt foncier à 1 % de la valeur vénale moyenne départementale.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1979] (p. 9652) : demande une modification des modalités de financement de l'action sanitaire et sociale dans le régime agricole.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion des articles** [13 décembre 1979]. **Après l'Article 2** (p. 11798) : soutient le sous-amendement n° 361 de M. René Benoit à l'amendement n° 13 de la commission : représentation des propriétaires au sein du comité d'études sur la fiscalité ; [15 décembre 1979]. **Avant l'Article 22** (p. 12035) : soutient le sous-amendement n° 231 de M. René Benoit à l'amendement n° 53 de la commission : régime applicable aux actifs ruraux non agricoles ; (p. 12062) : soutient le sous-amendement n° 236 de M. René Benoit à l'amendement n° 58 corrigé de la commission : caractère obligatoire de la motivation des avis. **Après l'Article 29** (p. 12103) : soutient le sous-amendement n° 242 rectifié de M. René Benoit : préparation du schéma directeur départemental des structures par une commission composée des organisations professionnelles agricoles, de conseillers généraux et de l'administration, et présidée par le préfet. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [10 avril 1980]. **Article 22 C** (*suite*) (p. 255) : soutient le sous-amendement n° 296 à l'amendement n° 78 de la commission de M. Antoine Lepeltier.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [6 novembre 1980] (p. 3674) : avenir de l'élevage caprin ; accroissement de la part de la région Poitou-Charentes dans la production nationale ; importance du stock de lait caillé ; difficultés des producteurs de froma-

ges de chèvre ; (p. 3678) : accord d'autolimitation des importations de viande ovine ; insuffisance de la protection communautaire ; importance des importations de moutons britanniques.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **1600**). **Lettre rectificative** (n° **2098**). **Première lecture. Discussion des articles** [5 décembre 1980]. **Article 19** *bis* (p. 4681) : son amendement n° 159 : extension de l'article 19 *bis* aux organismes de la mutualité sociale agricole ; rejeté.

PINTE (Etienne)

Député des Yvelines
(5e circonscription)
(RPR).

Secrétaire de l'Assemblée nationale .

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

Contestation de son élection [3 avril 1978] (p. 1103).

Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [11 mai 1978] (p. 1627, 1628).

NOMINATIONS

Secrétaire de l'Assemblée nationale [22 juin 1978] (p. 3285, 3345).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission nationale pour l'éducation, la science et la culture [15 juin 1978] (p. 3006), [16 juin 1978] (p. 3080).

Chargé d'une mission temporaire conjointement auprès du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre des transports [*J.O.* du 19 octobre 1979] (p. 2623).

Fin de cette mission le 18 avril 1980 [22 avril 1980] (p. 595).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au maintien des droits en matière de sécurité sociale de certaines catégories d'assurés [*J.O.* du 15 décembre 1979] (p. 3171).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures de financement de la sécurité sociale [*J.O.* du 20 décembre 1979] (p. 3206).

Membre de la délégation parlementaire pour les problmes démographiques [*J.O.* du 10 avril 1980] (p. 906).

Rapporteur du projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses (n° **1608**) [17 avril 1980] (p. 545).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses (n° **1608**) [*J.O.* du 1er juillet 1980] (p. 1639).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi instituant une assurance veuvage (n° **1734**) [*J.O.* du 1er juillet 1980] (p. 1639).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1981 (n° **1933**) : Education [9 octobre 1980] (p. 2650).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à préciser les modalités de financement des établissements privés sous contrat d'association (n° **2006**) [27 novembre 1980] (p. 4493).

DÉPOTS

— **Avis**, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1979** (n° **560**). — **Tome VIII : Education** (n° **571**) [5 octobre 1978].

— **Proposition de loi** sur la **famille** (n° **870**) [20 décembre 1978].

— **Proposition de loi** tendant **à créer une médaille de la famille** (n° **1145**) [19 juin 1979].

— **Proposition de loi** relative **aux reculs de limites d'âge pour charges de famille des agents non titulaires de l'Etat** (n° **1168**) [19 juin 1979].

— **Avis**, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1980**

(n° **1290**). — **Tome VIII : Education** (n° **1293**) [2 octobre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi (n°s **1266 et 1370**) **portant diverses mesures de financement de la sécurité sociale** (n° **1401**) [14 novembre 1979].

— **Proposition de loi** tendant à modifier la loi du 30 décembre 1921 rapprochant les **fonctionnaires qui, étrangers au département, sont unis par le mariage soit à des fonctionnaires du département, soit à des personnes qui y ont fixé leur résidence** (n° **1425**) [22 novembre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission mixte paritaire, chargée de proposer un texte **sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures de financement de la sécurité sociale** (n° **1500**) [18 décembre 1979].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° **1560**). — **Tome VIII : Education** (n° **1562**) [28 décembre 1979].

— **Proposition de loi constitutionnelle** tendant à **compléter l'article 61 de la Constitution** (n° **1579**) [25 février 1980].

— **Proposition de loi organique** tendant à **modifier l'article 40 de l'ordonnance n° 59-2** du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux **lois de finances** (n° **1580**) [25 février 1980].

— **Proposition de loi** tendant à **compléter l'article L 239 du code électoral** en ce qui concerne un **cas particulier d'incompatibilité** (n° **1584**) [27 février 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur lep rojet de loi (n° **1608**) **portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses** (n° **1674**) [30 avril 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi modifié par le Sénat (n° **1823**), portant diverses dispositions en vue **d'améliorer la situation des familles nombreuses** (n° **1830**) [25 juin 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission mixte paritaire, chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en vue **d'améliorer la situation des familles nombreuses** (n° **1895**) [30 juin 1980].

— **Proposition de loi** tendant à garantir la **liberté de parole de l'avocat** (n° **1950**) [8 octobre 1980].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° **1933**). — **Tome VIII : Education** (n° **1977**) [9 octobre 1980].

— **Proposition de loi** tendant à préciser les modalités de financement des **établissements privés sous contrat d'association** (n° **2006**) [23 octobre 1980].

— **Proposition de loi** tendant à **modifier l'article L 531 du code de la sécurité sociale** relatif à la **majoration des allocations familiales** (n° **2303**) [3 avril 1981].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Attentat contre le château de Versailles** [28 juin 1978] (p. 3593, 3594) : nécessité d'assurer la sécurité des visiteurs et des gardiens ; mesures financières envisagées pour la restauration du château.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de programme sur les musées** (n° **119**). **Première lecture. Discussion générale** [18 mai 1978] (p. 1826) : les incertitudes relatives au musée d'Orsay ; la dotation prévue pour le musée de Versailles ; la réfection de la salle du Jeu de paume à Versailles ; son utilisation ; (p. 1827) : l'augmentation nécessaire du budget de la culture. **Discussion de l'article unique. Après l'Article unique** (p. 1840) : son amendement n° 15 : prévision de lois de programme ultérieures et inscription prioritaire dans ces lois des opérations qui ne seraient pas terminées en 1982 ; retiré.

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes actuels de la sécurité sociale** (n° **252**). **Discussion** [24 mai 1978] (p. 1986) : premier déficit du régime général de sécurité sociale en 1976 ; Français de moins en moins concernés par la gestion de la sécurité sociale ; comment personnaliser le risque et la cotisation : par fiscalisation des cotisations, par création d'une feuille de paye vérité avec indication des cotisations patronales, par l'institution d'un bilan annuel du budget santé de chaque affilié, par contrôle du budget de la sécurité sociale par le Parlement ; répercussions néfastes de l'assiette des cotisations des entreprises sur l'emploi, les prix, les exporta-

tions ; (p. 1987) : propositions ; cotisations assises sur le chiffre d'affaires allégeant la charge des entreprises de main-d'œuvre et ayant moins de répercussion sur les prix, transfert progressif de la charge de la politique familiale de la sécurité sociale sur l'Etat, vote annuel d'un budget familial ; s'inquiète de la progression des dépenses de l'assurance-maladie ; nécessité de préserver le système mutualiste, mais de moduler la couverture des soins en fonction de la nature des risques ; rapport de la commission Grégoire ; nécessité de retirer au régime général la charge de l'allocation des handicapés adultes, de l'allocation logement, de l'aide personnalisée au logement ; rémunération insuffisante par la caisse des dépôts et consignations des fonds que lui confie la sécurité sociale ; dettes de l'Etat envers les URSSAF; propose de créer un fonds de garantie mutuelle interentreprises destiné à aider les entreprises défaillantes et de faire financer les fléaux nationaux par ceux qui en sont responsables.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Culture et communication. Discussion générale [18 octobre 1978] (p. 6278) : nécessité d'assurer la sécurité des édifices les plus célèbres ; réparation de Versailles ; grande misère des conservatoires nationaux de région ; non-création du prix national de musique prévu par le règlement pédagogique à l'usage des conservatoires ; coordination entre ministère de l'éducation et ministère de la culture en matière musicale ; modicité de l'aide à caractère culturelle pour les constructions scolaires.

Environnement et cadre de vie. — II. **Cadre de vie et logement. Discussion générale** [25 octobre 1978] (p. 6675) : insuffisance de la construction de logements locatifs sociaux ; système de conventionnement prévu par la loi de 1977 risquant de remettre en cause la politique de réhabilitation ; développement insuffisant de l'accession à la propriété.

Travail et santé. — **I. Section commune.** — III. **Santé et famille. Discussion générale** [27 octobre 1978] (p. 6848) : la famille, image la plus parfaite du bonheur individuel et collectif ; (p. 6849) : nécessité de répondre en priorité aux besoins des familles nombreuses ; diminution du nombre des naissances en 1978 ; ses propositions en matière de politique familiale et d'amélioration du complément familial ; souhaite une meilleure information du Parlement et des salariés sur les dépenses de la sécurité sociale ; propose la budgétisation progressive des cotisations familiales.

Education, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, pour l'éducation. **Discussion générale** [13 novembre 1978] (p. 7477) : insuffisance des créations de postes ; (p. 7478) : existence de classes surchargées ; non-réalisation des objectifs du VII[e] Plan et de la gratuité scolaire ; insuffisante prise en charge par l'Etat des transports scolaires ; saupoudrage des bourses ; diminution des crédits d'investissement et d'équipement ; les sept recommandations de la commission ; rejet du budget d'investissement par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. **Examen des crédits** [13 novembre 1978]. **Etat C - Titre IV** (p. 7526) : soutient l'amendement n° 327 de la commission des affaires culturelles : annulation des autorisations de programme et crédits de paiement du titre V en signe de protestation contre l'insuffisance du budget d'équipement de l'éducation ; rejeté. **Etat C - Titre VI** (p. 7527) : soutient l'amendement n° 328 de la commission des affaires culturelles : annulation des autorisations de programme et crédits de paiement du titre VI en signe de protestation contre l'insuffisance du budget d'équipement de l'éducation ; rejeté.

— **Projet de loi portant approbation d'un rapport sur l'adaptation du VII[e] Plan** (n° **655**). **Première lecture. Discussion de l'article unique** [29 novembre 1978]. **Article unique** (p. 8514) : sur l'amendement n° 1 de M. Julien Schvartz ; urgence d'une politique en faveur de la natalité ; (p. 8515) : soutient son amendement n° 2 : demandant le réexamen du programme d'action prioritaire n° 13 : assurer l'égalité des chances par l'éducation et la culture ; retards accumulés dans les domaines de la préscolarité, de l'enseignement technologique et de l'animation socio-culturelle ; amendement n° 2 rejeté.

— **Proposition de loi prorogeant en matière de postulation dans la région parisienne les délais prévus par l'article premier-III de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971** (n° **851**). **Première lecture. Discussion de l'article unique** [30 mai 1979]. **Article unique** (p. 4437) ; accepte le délai de prorogation de deux ans proposé par la commission des lois ; (p. 4438) : soutient son amendement n° 6 : interdisant toute nouvelle prorogation de la période transitoire où la multipostulation est possible ; retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [18 octobre 1979] : **Après l'Article 3** (p. 8408) : son amendement

n° 205 : organisation des dispositions relatives à la déclaration annuelle des revenus versés aux salariés faite par les employeurs ; retiré ; (p. 8421) : son amendement n° 204 : actualisation des limites et des abattements relatifs aux plus-values gagée par une augmentation des droits sur l'alcool et les vins ; adopté ; [19 octobre 1979] : **Après l'Article 6** (p. 8540) : son amendement n° 206 : relèvement de la limite prévue pour l'amortissement fiscal de l'ensemble des véhicules automobiles immatriculés dans la catégorie des voitures particulières ; déclaré irrecevable en application de l'article 40 de la Constitution.

Deuxième partie :

Education, rapporteur pour avis de la commisison des affaires culturelles, familiales et sociales pour l'éducation. **Discussion générale** [22 octobre 1979] (p. 8718) : progression du budget de l'éducation très inférieure à celle des années précédentes ; points positifs du budget : titularisation des instituteurs remplacés, création de postes dans l'enseignement spécialisé et dans les lycées classiques et professionnels, réforme de la formation des maîtres du premier degré et éducation concertée des élèves de l'enseignement technique ; points négatifs : pas de création d'emplois dans le premier degré, stagnation de la politique d'aide sociale, résorption incomplète de l'auxiliariat, suppression de 2.200 postes de surveillants en deux ans, augmentation insuffisante des frais de fonctionnement des établissements du second degré, résorption trop lente des établissements fonctionnant dans les classes mobiles, réalisation trop lente des mises aux normes de sécurité, retard des constructions d'ateliers ; (p. 8719) : propositions : résorption des maîtres auxiliaires, amélioration des bourses, réforme de la demi-pension, élaboration de deux lois de programme de cinq ans pour les investissements. **Examen des crédits** [22 octobre 1979]. **Etat B - Titre III** (p. 8752) : répartition du financement des classes à horaires aménagés entre le ministère de l'éducation et le ministère de la culture ; amendement n° 295 de la commission : réduction des crédits en raison des suppressions de postes de surveillants pour accroître le nombre des emplois des personnels de service ou d'intendance ; rejeté. **Etat C - Titre V** : amendement n° 296 de la commission : diminution des autorisations de programmes et des crédits de paiement pour favoriser l'éducation manuelle et technique ; rejeté.

Culture et communication. Discussion générale [26 octobre 1979] (p. 9029) : trois points positifs : loi de programme sur les musées, programme d'action prioritaire pour les monuments historiques, enseignement musical ; nécessité d'améliorer les services annexes offerts dans les musées et de développer les expositions itinérantes ; problème de la répartition des charges pour les cours à horaires aménagés ; extension du 1 % culturel à l'ensemble des administrations françaises.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique familiale** (n° **1408**). **Discussion** [22 novembre 1979] (p. 10537) : hésitation du Gouvernement sur la définition d'une politique familiale ; sa proposition de loi d'orientation déposée avec M. Michel Debré et dont le thème central est la famille de trois enfants ; la famille, image la plus parfaite du bonheur individuel et collectif ; pas de différence entre la politique familiale et la politique de la démographie ; (p. 10538) : propose : revalorisation du complément familial, suppression du plafond de ressources pour la catégorie des familles de trois enfants, création d'une allocation parentale, extension de la notion de « personne à charge » ; (p. 10539) : extension des réductions tarifaires en faveur des familles nombreuses, amélioration des conditions de logement, statut de la mère de famille, adaptation des conditions de travail.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1328**). **Première lecture. Discussion générale** [28 novembre 1979] (p. 10841) : non-respect de l'esprit de la loi de 1975 ; absence de mesures pour la famille ; évolution de l'idée de droit à l'avortement ; caractère non dissuasif de la loi de 1975.

— **Projet de loi portant diverses mesures de financement de la sécurité sociale** (n° **1266**). **Lettre rectificative** (n° **1370**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. **Discussion générale** [4 décembre 1979] (p. 11204) : déficit de la sécurité sociale dû à une progression annuelle de 20 % des dépenses de l'assurance maladie alors que celle des cotisations n'est que de 12 % ; mesures prises par les décrets du 13 décembre 1978 et du 25 juillet 1979 ; projet proposant d'instituer une cotisation d'assurance maladie sur les retraites du régime général dans un souci d'équité et un souci d'harmonisation des divers régimes de retraite ; (p. 11205) : mesures permanentes prévues par le projet : versement de la part ouvrière des cotisations d'assurance vieillesse par les salariés, déplafonnement intégral des cotisations d'assurance maladie à la charge des salariés, exclusion de l'assiette des cotisations sociales d'une partie des contributions des employeurs à des régimes complémentaires, modification de la répartition des cotisations cadastrales, prestations familiales des exploitants agricoles ; institution d'une contribution exceptionnelle à

la charge des pharmaciens et des industries pharmaceutiques ; création d'un système de remises conventionnelles effectuées par les pharmaciens, les entreprises pharmaceutiques et les laboratoires en faveur de l'assurance maladie du régime général ; (p. 11206) : renforcement du contrôle médical par l'accroisement des pouvoirs des médecins contrôleurs de la sécurité sociale qui pourront saisir directement les juridictions ordinales en cas d'abus ; amendements de la commission : relèvement du plafond d'exonération des cotisations d'assurance maladie sur les retraites, exonération de cotisation d'assurance maladie sur majorations de retraite pour enfant, exonération de cotisation d'assurance maladie pour les retraites complémentaires des travailleurs non salariés ; cotisations pour les travailleurs non salariés qui exercent plusieurs professions ou pour les retraités actifs qui en sont actuellement exonérés, harmonisation en cinq ans des cotisations et prestations des régimes spéciaux sur le régime général ; avis favorable de la commission sur le projet ; (p. 11209) : s'**oppose à la question préalable de M. Roland Renard** : nécessité de prendre des mesures sous peine de mettre l'assurance maladie en état de cessation de paiements ; approuve le choix gouvernemental d'une action sur l'offre en matière de santé. **Commission mixte paritaire,** rapporteur de la commission mixte paritaire. **Discussion générale** [20 décembre 1979] (p. 12412) : modification apportée au texte par le Sénat et acceptée par le Gouvernement proposée sous forme d'amendements par la commission des affaires culturelles en première lecture ; le texte adopté par la CMP ; déplore que le projet de loi rectifié n'ait pas tenu compte de l'engagement pris par le Premier ministre d'exonérer les retraités et préretraités non imposables à l'IRPP ; exclusion par la CMP de l'assiette des cotisations de toutes les majorations pour enfants servies par l'ensemble des régimes de base et des régimes complémentaires ; remise des biologistes assise non plus sur le chiffre d'affaires mais sur le revenu.

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses** (n° **1608**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. **Discussion générale** [6 mai 1980] (p. 874) : attitude des jeunes devant le mariage ; sensibilisation progressive de l'opinion publique à la dénatalité ; (p. 875) : allongement du congé de maternité ; notion de naissance biologique ; regroupement et augmentation des allocations postnatales ; application aux départements d'outre-mer ; accès des enfants de familles nombreuses aux équipements collectifs ; (p. 876) : accès à temps partiel des équipements destinés à la petite enfance ; création du revenu familial minimum garanti ; limitation du revenu minimum aux salariés ; allocation forfaitaire pour les non-salariés ; (p. 877) : allocation différentielle ; propositions de la commission. **Discussion des articles** [7 mai 1980] : **Article premier** (p. 952) : soutient l'amendement n° 78 de la commission : possibilité du report du congé en cas d'hospitalisation de l'enfant ; rejeté ; soutient l'amendement n° 79 de la commission : possibilité pour la mère de famille de demander le report ou le fractionnement de la période d'indemnisation excédent les dix premières semaines pendant une période de quinze mois ; rejeté. **Avant l'Article 3** (p. 955) : dispositions du code du travail relatives aux mutations de poste en cours de grossesse. **Article 3** (p. 957) : son amendement n° 124 : rétablissement des droits acquis des mères de famille de un ou deux enfants en matière de licenciement ; adopté. **Après l'Article 3** (p. 958) : soutient l'amendement n° 80 de la commission : allongement du délai de contestation de licenciement par la femme enceinte ; adopté. **Article 4** (p. 959) : soutient l'amendement n° 81 de la commission : prise en compte des naissances biologiques ; retiré ; (p. 960) : soutient l'amendement n° 82 de la commission : prolongation du congé de maternité en cas de naissances multiples ; adopté ; soutient l'amendement n° 83 de la commission : naissances biologiques ; adopté ; (p. 961) : soutient l'amendement n° 84 de la commission : congé d'adoption en cas d'adoptions multiples ; devenu sans objet ; soutient l'amendement n° 85 de la commission : conséquences de l'amendement précédent ; devenu sans objet. **Article 5** (p. 962) : soutient l'amendement n° 86 de la commission : formel ; adopté ; entrée en vigueur des nouvelles dispositions ; [14 mai 1980] : **Article 6** (p. 1059) : soutient l'amendement n° 87 de la commission : majoration de l'allocation postnatale en cas d'adoptions multiples ; adopté ; son amendement n °125 : majoration de l'allocation postnatale en cas d'adoptions multiples ; adopté. **Après l'Article 7** (p. 1059) : soutient l'amendement n° 89 de la commission : possibilité de suspension des prestations familiales ; son sous-amendement n° 177 : possibilité pour la caisse nationale d'allocations familiales de recours sur le versement des prestations suivantes ; rejeté ; son sous-amendement n° 178 : suppression des dispositions relatives à la durée d'une éventuelle suspension des prestations familiales ; rejeté ; familles du quart-monde ; amendement n° 89 de la commission ; rejeté. **Article 8** (p. 1061) : soutient l'amendement n° 91 de la commission : application de la loi aux enfants adoptés ; adopté. **Article 9** (p. 1064) : soutient l'amendement n° 92 de la commission : notion d'enfants à charge ; adopté ; soutient l'amendement n° 93

de la commission : rédactionnel ; adopté ; soutient l'amendement n° 94 de la commission : suppression de la condition relative à l'âge des enfants ; adopté ; [27 mai 1980] : **Article 11** (p. 1291) : son amendement n° 127 : suppression de l'article 11 ; adopté. **Article 15** (p. 1292) : soutient l'amendement n° 106 de la commission : suppression de l'article 15 ; rejeté. **Après l'Article 16** (p. 1293) : soutient l'amendement n° 108 de la commission : contestation du montant des ressources déclarées ; retiré. **Article 17** (p. 1294) : soutient l'amendement n° 120 de la commission : dispositions applicables au revenu différentiel familial ; retiré. **Article 19** (p. 1294) : soutient l'amendement n° 111 de la commission : suppression de l'article 19 ; retiré. **Article 20** (p. 1296) : son amendement n° 133 rectifié : amendement de conséquence ; adopté ; soutient l'amendement n° 112 de la commission : rédactionnel ; adopté. **Article 21** (p. 1298) : soutient l'amendement n° 116 de la commission : formel ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [26 juin 1980] (p. 2309) : procédure de discussion des textes législatifs ; contrôle de la recevabilité financière au Sénat ; procédure de la seconde délibération au Sénat ; proposition de résolution de M. Boulloche relative aux modalités d'examen de la recevabilité des amendements ; proposition du Sénat : uniformisation des règles de protection contre le licenciement applicables aux familles d'un ou deux enfants et aux familles nombreuses ; maintien des allocations postnatales ; (p. 2310) : accès aux équipements collectifs ; extension de l'allocation différentielle aux détenteurs de revenus non salariaux ; suppression des effets de seuil pour les bénéficiaires de l'allocation forfaitaire. **Discussion des articles. Article 3** (p. 2313) : protection contre le licenciement des mères de famille. **Article 6** (p. 2314) : amendement n° 11 de la commission : versement de l'allocation postnatale ; réservé puis rejeté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; (p. 2315) : son amendement n° 15 corrigé : suspension du versement des allocations familiales et du complément familial ; réservé puis non adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; protection maternelle et infantile ; familles du quart-monde. **Article 9** (p. 2316) : amendement n° 12 de la commission : accès aux équipements collectifs destinés à la petite enfance ouverts à tous les enfants quel que soit leur âge ; adopté avec une rectification ; insuffisance des crèches. **Article 14** (p. 2319) : extension de l'allocation forfaitaire ; système d'allocation différentielle adopté par le Sénat. **Article 11 précédemment réservé** (p. 2321) : suppression de l'extension du revenu minimum garanti aux personnes indemnisées au titre de la maladie. **Article 11** *bis* (p. 2321) : champ d'application de l'allocation différentielle. **Article 26** (p. 2326) : représentation des familles nombreuses au conseil d'administration de l'UNAF et des UDAF. **Commission mixte paritaire,** rapporteur. **Discussion générale** [30 juin 1980] (p. 2503) : texte adopté par la CMP.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [17 octobre 1980]. **Après l'Article 2 amendements précédemment réservés** (p. 2854) : amendement n° 54 de la commission ; organisation d'un débat d'orientation sur la fiscalité ; (p. 2859) : son amendement n° 202 : actualisation des limites d'exonération et des abattements prévus par la loi sur les plus-values gagée par la majoration des droits indirects sur l'alcool ; rejeté ; incitation à l'épargne familiale ; son amendement n° 203 : mettre fin aux dispenses de droit ou de fait que certains employeurs ont de déclarer les rémunérations payées à leurs salariés ; rejeté ; son amendement n° 204 : extension à l'acquisition des terrains des déductions d'intérêts des emprunts applicables à la construction elle-même ; création d'une nouvelle tranche du barème de l'impôt sur le revenu imposable à 65 % ; retiré ; cas des maisons individuelles à usage familial ; (p. 2861) : son amendement n° 205 : actualisation des abattements opérés sur le montant des revenus imposables provenant des valeurs mobilières à revenu fixe ; retiré.

Deuxième partie :

Education, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. **Discussion générale** [24 octobre 1980] (p. 3078) : réorientation des objectifs de notre politique éducative ; égalité des chances ; égalité des formations ; formation initiale et formation continue ; formation des maîtres spécialisés ; éducation concertée : liaison entre le monde de l'école et celui du travail ; stages en entreprises pour enseignants ; séquences éducatives en entreprises pour les élèves en enseignement technique ; (p. 3079) : décentralisation : carte scolaire ; maîtrise de l'ouvrage confié aux collectivités locales ; organisation des vacances scolaires ; problèmes des maîtres auxiliaires ; création d'un corps de remplaçants ; collectif budgétaire pour les dépenses de chauffage ; diminution de la dotation des bourses ; (p. 3080) : diminution du budget d'équipement. **Examen des crédits** [24 octobre 1980]. **Etat B - Titre III** (p. 3121) : amendement n° 80 de M. Jack Ralite : enseignement de la musique ;

prise en charge des frais de personnel des classes à horaires aménagés : amendement n° 71 de la commission des affaires culturelles : réduction des crédits, plan de réduction de l'auxiliariat ; rejeté. **Etat B - Titre IV** (p. 3122) : amendement n° 72 de la commission des affaires culturelles : réduction des crédits, amélioration de la politique des bourses ; rejeté. **Etat C - Titre V** (p. 3124) : amendement n° 73 corrigé de la commission : réduction des autorisations de programme et des crédits ; insuffisance des crédits d'équipement ; octroi d'une dotation supplémentaire ; rejeté.

Justice. Examen des crédits [5 novembre 1980]. **Article 46** (p. 3607) : son amendement n° 27 : formel ; rejeté ; problème de l'aide judiciaire ; lien entre l'aide judiciaire accordée aux justiciables et l'indemnité versée à l'avocat ; insuffisante actualisation de cette indemnité ; longueur des délais de versement ; enquête sociale préalable au bénéfice de l'aide judiciaire.

— **Discussion des conclusions du rapport** (n° **2026**) **de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi tendant à compléter l'article L 238 du code électoral en ce qui concerne un cas particulier d'incompatibilité** (n° **1584**). **Première lecture. Discussion générale** [3 décembre 1980] (p. 4585) : inadaptation des dispositions de la loi de 1855 ; réduction des incompatibilités dans les conseils municipaux des communes de plus de 500 habitants à la cellule familiale ; suppression de toute référence aux alliés. **Deuxième lecture. Discussion générale** [18 décembre 1980] (p. 5056) : se rallie aux modifications apportées par le Sénat à sa proposition de loi.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **1600**). **Lettre rectificative** (n° **2098**). **Première lecture. Discussion des articles** [4 décembre 1980] : **Après l'Article 16** (p. 4665) : son amendement n° 149 : possibilité pour les villes de moins de 100.000 habitants d'instituer un tarif progressif pour les licences des débits de boissons ; adopté ; [5 décembre 1980]. **Après l'Article 46** (p. 4746) : son amendement n° 176 : contribution forfaitaire d'externat versée aux établissements d'enseignement privé sous contrat d'association mise à la charge des communes pour les écoles maternelles et élémentaires et de l'Etat pour les collèges et lycées ; adopté par scrutin public ; (p. 4748) : son amendement n° 175 : répartition des dépenses obligatoires d'enseignement primaire entre les communes d'accueil et les communes du domicile des élèves ; rejeté par scrutin public.

PIOT (Jacques)

Député de l'Yonne
(3e circonscription)
(RPR).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

Décédé le 2 septembre 1980 [*J.O.* du 4 septembre 1980] (p. 2095).

Son éloge funèbre est prononcé le 2 octobre 1980 (p. 2514).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 7 avril 1978] (p. 1589), [*J.O.* du 4 avril 1979] (p. 772), [*J.O.* du 4 avril 1980] (p. 857).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la procédure pénale sur la police judiciaire et le jury d'assises [8 juin 1978] (p. 2729).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'état civil des Français par acquisition [15 juin 1978] (p. 3007).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à prévenir la conduite d'un véhicule sous l'empire d'un état alcoolique [30 juin 1978] (p. 3765).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal [1er juillet 1978] (p. 3803).

Chargé de mission auprès du garde des sceaux, ministre de la justice [*J.O.* du 19 octobre 1978] (p. 3615).

Fin de cette mission le 19 avril 1979 [20 avril 1979] (p. 2914).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code de procédure pénale en matière d'exécution des peines privatives de liberté [24 octobre 1978] (p. 6547).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant les dispositions du code des communes en vue d'instituer des comités d'hygiène et de sécurité [3 novembre 1978] (p. 7071).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la modération du prix de l'eau [*J.O.* du 16 novembre 1978] (p. 3861).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de la loi n° 64-1331 du 26 décembre 1964 sur la pollution de la mer par les hydrocarbures [11 décembre 1978] (p. 9239).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à certaines infractions en matière de circulation maritime et complétant la loi du 17 décembre 1926 portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande [11 décembre 1978] (p. 9239).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux sociétés d'investissement à capital variable [11 décembre 1978] (p. 9239).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification des dispositions du titre premier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes [14 décembre 1978] (p. 9476).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la cour de cassation [20 décembre 1978] (p. 9773).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relative au statut de la magistrature [20 décembre 1978] (p. 9773).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les modes d'élection de l'assemblée territoriale et du conseil de gouvernement du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [*J.O.* du 3 mai 1979] (p. 1043).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indemnité des représentants à l'Assemblée des communautés européennes [28 juin 1979] (p. 1547).

Vice-président de cette commission [28 juin 1979] (p. 1547).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux fonds communs de placement [28 juin 1979] (p. 1547).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers et portant création de l'office national d'immigration [*J.O.* du 16 novembre 1979] (p. 2850).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pascal Clément tendant à modifier l'article 25 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971, portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques (n° **1620**) [24 avril 1980] (p. 729).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organique relatif au statut de la magistrature [*J.O.* du 9 mai 1980] (p. 1172).

Président de cette commission [*J.O.* du 14 mai 1980] (p. 1215).

Rapporteur de la proposition de loi de MM. Pierre-Charles Krieg, Edouard Frédéric-Dupont, Pierre Pasquini tendant à modifier le premier alinéa de l'article 25 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques (n° **1618**) [14 mai 1980] (p. 1071).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Raymond Forni et plusieurs de ses collègues tendant à modifier certaines dispositions du statut des avocats (n° **1649**) [14 mai 1980] (p. 1071).

Rapporteur de la proposition de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes (n° **1681**) [14 mai 1980] (p. 1071).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° **163**) modifiant les articles 4 et 12 de la **loi n° 64-814** du 29 juillet 1961 conférant aux îles **Wallis-et-Futuna** le statut de territoire d'outre-mer (n° **310**) [1er juin 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° **562**) modifiant certaines dispositions du code de procédure pénale en matière d'**exécution des peines privatives de liberté** (n° **567**) [2 octobre 1978].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de **loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Tome V : Territoires d'outre-mer** (n° **574**) [5 octobre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code de procédure en matière d'**exécution des peines privatives de liberté** (n° **632**) [25 octobre 1978].

— **Proposition de loi** prorogeant en matière de **postulation dans la région parisienne** les délais prévus par l'article premier-III de la **loi n° 71-1130** du 31 décembre 1971 (n° **851**) [20 décembre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° **925**) **modifiant les modes d'élection de l'assemblée territoriale et du conseil de gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° **984**) [17 avril 1979].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de **proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les modes d'élection de l'assemblée territoriale et du conseil de gouvernement du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° **1030**) [2 mai 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° **1025**), **modifiant les modes d'élection de l'Assemblée territoriale et du conseil de gouvernement du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et définissant les règles générales de l'aide technique et financière contractuelle de l'Etat** (n° **1044**) [9 mai 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi modifié par le Sénat en deuxième lecture en vue de la lecture définitive, **modifiant les modes d'élection de l'assemblée territoriale et du conseil de gouvernement du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et définissant les règles générales de l'aide technique et financière contractuelle de l'Etat** (n° **1053**) [10 mai 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° **923**) **complétant la loi n° 77-744 du 8 juillet 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° **1062**) [16 mai 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi organique adoptée par le Sénat (n° 1027) **tendant à compléter l'article LO 296 du code électoral** (n° **1127**) [13 juin 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° **1116**) étendant **à l'ensemble de l'hôtellerie les dispositions de la loi n° 64-645 du 1er juillet 1964 modifiant les rapports entre bailleurs et locataires des immeubles affectés à l'hôtellerie** (n° **1176**) [20 juin 1979].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des Lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° **1290**). — **Tome V : Territoires d'outre-mer** (n° **1296**) [2 octobre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° **1371**) **autorisant le Gouvernement à prendre par ordonnances les mesures rendues nécessaires par la déclaration de l'indépendance des**

Nouvelles-Hébrides (n° **1439**) [29 novembre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur **le projet de loi** (n° **1141**) **rendant applicables le code de procédure pénale et certaines dispositions législatives dans les territoires d'outre-mer** (n° **1504**) [18 décembre 1979].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, **sur le projet de loi de finances pour 1980** (n° **1560**). — **Tome V : Territoire d'outre-mer** (n° **1565**) [7 janvier 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le **projet de loi** (n° **1681**) **renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** (n° **1785**) [10 juin 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 1873) rendant applicable le **code de procédure pénale** et certaines dispositions législatives dans les **territoires d'outre-mer** (n° **1874**) [27 juin 1980].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Prix agricoles** [7 mai 1980] (p. 932) : négociations européennes.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public** (n° 9). **Première lecture. Discussion des articles** [26 avril 1978] **Article 22** (p. 1373) : l'absence de discussion au sein de la commission sur l'application de la règle selon laquelle on ne peut retirer un amendement voté par la commission à la simple demande de l'un de ses membres.

— **Demande de constitution d'une commission spéciale pour l'examen du projet de loi portant modification des dispositions du titre premier du livre V du code du travail relatives au conseils de prud'hommes** (n° **321**). [9 juin 1978] (p. 2781) : opposition de la commission des lois à la demande de constitution d'une commission spéciale pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation des conseils de prud'hommes ; compétence incontestable de la commission des lois ; constitution d'une commission spéciale de nature à empêcher la discussion du texte au cours de la présente session.

— **Projet de loi modifiant les articles 4 et 12 de la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 conférant aux îles Wallis-et-Futuna le statut de territoire d'outre-mer** (n° **163**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [26 juin 1978] (p. 3468) : portée modeste du projet : abrogation de l'article 4 de la loi du 29 juillet 1961 faisant déterminer par décret le régime domanial et foncier des îles Wallis-et-Futuna, autorisation du cumul de l'indemnité de fonction versée aux conseillers territoriaux avec l'indemnité de chef de village ou de chef coutumier ; avis favorable de la commission sur l'adoption de l'ensemble du projet de loi.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code de procédure pénale en matière d'exécution des peines privatives de liberté** (n° **562**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [3 octobre 1978] (p. 5466) : besoin de sécurité s'exprimant dans la population : contenu du projet : régime de sécurité, pouvoir du juge de l'application des peines en matières de permission de sortir, assouplissement des conditions d'octroi de la libération conditionnelle aux condamnés à perpétuité, possibilité de recours pour violation de la loi contre les décisions du juge de l'application des peines ; conditions d'application, contenu et durée du régime de sûreté ; (p. 5467) : limites prévues au régime de sûreté ; suppression par la commission de la collégialité en matière de décision d'octroi de permission de sortir ; compétences et composition de la commission de l'application des peines ; avis favorable de la commission sur le projet. **Discussion des articles. Article premier : Article 720-2 du code de procédure pénale** (p. 5488) : soutient l'amendement n° 1 de la commission : suppression des dispositions applicables aux condamnations supérieures à trois ans ; adopté ; soutient l'amendement n° 2 de la commission : suppression de la durée minimale du régime de sûreté pour les condamnations comprises entre trois et dix ans ; adopté. **Article 720-4 du code de procédure pénale** (p. 5489) : soutient l'amendement rédactionnel n° 3 de la commission ; repoussé. **Article 2 : Article 722 du code de procédure pénale** (p. 5491) : soutient

l'amendement n° 4 de la commission : modification de la composition de la commission d'application des peines ; retiré. **Article 3** (p. 5493) : reprise des dispositions de l'amendement n° 16 de M. Raymond Forni dans l'article 723-3 du code de procédure pénale. **Article 4 : Après l'Article 723-4 du code de procédure pénale** (p. 5496) : soutient l'amendement n° 7 de la commission : interdiction des permissions de sortir pour les personnes condamnées pour séquestration ou prise d'otage ayant entraîné la mort de la victime ; possibilité d'application des dispositions de réduction ou de suppression du régime de sûreté aux cas visés par l'amendement n° 7 ; repoussé. **Article 723-5 du code de procédure pénale** (p. 5498) : soutient l'amendement n° 8 de la commission : maintien du bénéfice des réductions de peine en cas de simple délit ; adopté. **Article 7 : Article 733-1 du code procédure pénale** (p. 5499) : soutient l'amendement rédactionnel n° 9 de la commission ; adopté. **Article 8** (p. 5500) : soutient l'amendement formel n° 10 de la commission ; adopté ; soutient l'amendement n° 11 de la commission : suppression du caractère rétroactif des réductions éventuelles du temps d'épreuve pour la libération conditionnelle prévue par l'article 729-2 du code de procédure pénale pour le condamné à perpétuité ; retiré. **Commission mixte paritaire,** rapporteur de la commission mixte paritaire. **Discussion générale** [25 octobre 1978] (p. 6652) : adoption par la CMP d'un automatisme de principe : période de sûreté d'une durée égale à la moitié de la peine, avec possibilité pour la cour d'assises ou le tribunal de décider d'augmenter ou de réduire cette durée.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Territoires d'outre-mer, rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [15 novembre 1978] (p. 7696) : réforme institutionnelle réalisée par la loi du 28 décembre 1976 pour la Nouvelle-Calédonie ; crise politique liée à l'absence de majorité stable au sein de l'assemblée territoriale à la suite de son renouvellement ; nécessité de préparer l'institution des Nouvelles-Hébrides indépendantes ; stabilisation institutionnelle de la Polynésie française.

— **Projet de loi modifiant les modes d'élection de l'assemblée territoriale et du conseil de gouvernement du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° **925**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [18 avril 1979] (p. 2700) : fragilité des institutions actuelles de Nouvelle-Calédonie ; fractionnement de l'assemblée territoriale en de très nombreuses tendances politiques aboutissant à un blocage institutionnel ; modifications du mode d'élection de l'assemblée territoriale prévues dans le projet : représentation proportionnelle en raison du caractère multiracial du territoire, incitation au regroupement des listes par l'élimination des listes n'ayant pas recueilli 10 % des suffrages exprimés ; (p. 2701) : problème de la fixation du pourcentage par rapport au nombre des inscrits ou par rapport à celui des suffrages exprimés ; proposition de l'assemblée territoriale tendant à fixer la barre à 7,5 % des électeurs inscrits ; modification du mode d'élection du conseil de gouvernement ; incidences de la réforme sur le fonctionnement actuel des organes territoriaux ; article 6 du projet laissant à l'assemblée nationale le pouvoir de décider de mettre fin ou non aux fonctions du conseil de gouvernement. **Discussion des articles** [18 avril 1979]. **Article premier** (p. 2712) : soutient l'amendement n° 6 de la commission : obtenir 7,5 % des inscrits pour qu'une liste participe à la répartition des sièges ; rejeté. **Article 2** (p. 2713) : soutient l'amendement n° 7 de la commission : abaissement des chiffres du minimum requis pour la restitution du dépôt de cautionnement et pour le remboursement des dépenses de propagande de 10 % à 5 % des suffrages exprimés ; adopté. **Article 3** (p. 2715) : soutient l'amendement n° 8 de la commission : suppression de l'élection de la liste dont les candidats ont la moyenne d'âge la plus élevée en cas d'égalité des suffrages au troisième tour de scrutin ; adopté. **Article 4** : soutient l'amendement n° 9 de la commission : même objet que l'amendement n° 8 ; adopté. **Article 6** (p. 2716) : soutient l'amendement n° 11 de la commission : élections renouvellant l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie dans les 60 jours suivant la promulgation de la présente loi ; adopté avec modifications. **Commission mixte paritaire,** rapporteur de la commission paritaire. **Discussion générale** [2 mai 1979] (p. 3350) : adoption par la CMP de l'article 2 *bis* prévoyant la possibilité de conventions entre le territoire et le Gouvernement ; son opposition personnelle à cet article ; rétablissement du privilège de l'âge en cas d'égalité de suffrages à des élections ; règle de l'âge applicable également à l'élection d'un seul membre du conseil de gouvernement ; rétablissement de la possibilité pour les conseillers territoriaux et les membres du con-

seil de gouvernement de retrouver leurs sièges en cas de cessation de leurs fonctions ; rétablissement de l'article 6 mettant fin au mandat de l'assemblée territoriale ; (p. 3352) : absence des membres de l'opposition lors de la désignation des membres de la commission mixte paritaire. **Deuxième lecture,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [9 mai 1979] (p. 3548) : refus par le Sénat de la dissolution de l'assemblée territoriale et de l'élection d'un nouveau conseil de gouvernement ; (p. 3549) : adoption par la commission des lois du texte tel qu'il avait été voté par la commission mixte paritaire. **Discussion des articles** [9 mai 1979]. **Article 2** *bis* (p. 3551) : soutient l'amendement n° 1 de la commission : publication des conventions prévues à l'article 2 *bis* au journal officiel du territoire ; adopté. **Article 6** (p. 3552) : soutient l'amendement n° 2 de la commission : prévoyant que les élections renouvellant l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie auront lieu dans les soixante jours suivant la promulgation de la loi et mettant fin aux fonctions des conseillers de gouvernement de Nouvelle-Calédonie à compter de cette date ; adopté. **Troisième lecture,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [10 mai 1979] (p. 3707) : adoption par la commission des lois du texte voté en deuxième lecture par l'Assemblée, modifié par un amendement voté par le Sénat ; désaccord entre l'Assemblée nationale et le Sénat sur l'article 6 ; (p. 3708) : adoption par la commission des lois de l'amendement du Sénat permettant au Gouvernement de dissoudre l'assemblée territoriale et le conseil de gouvernement en cas de circonstances graves ; refus de l'amendement du Sénat tendant à instituer une motion de censure par session à l'assemblée territoriale. **Discussion des articles** [10 mai 1979]. **Article 6** (p 3714) : soutient l'amendement n° 1 de la commission : possibilité pour le ministre chargé des territoires d'outre-mer de suspendre les conseillers de gouvernement par mesure individuelle ou collective ; possibilité de dissolution de l'assemblée territoriale et du conseil de gouvernement par décret en Conseil des ministres ; adopté ; amendement permettant d'adopter simultanément les propositions de l'Assemblée nationale et celles du Sénat.

— **Projet de loi complétant la loi n° 77-744 du 8 juillet 1977, modifiant le régime communal dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° **923**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [30 mai 1979] (p. 4452) : projet tendant à aligner l'administration communale en Nouvelle-Calédonie sur le régime métropolitain à la demande des maires calédoniens. **Discussion des articles** [30 mai 1979]. **Article premier** (p. 4453) : soutient l'amendement n° 1 de la commission : rédactionnel ; adopté. **Article 2** : soutient l'amendement n° 2 de la commission : rédactionnel ; adopté ; soutient l'amendement n° 3 corrigé de la commission : extension complète de la procédure de classement ; adopté. **Article 3** : soutient l'amendement n° 4 de la commission : suppression de l'article 3 ; adopté. **Article 6** (p. 4454) : soutient l'amendement n° 5 de la commission : permettant aux communes d'acquérir, moyennant le paiement de rentes viagères, des immeubles pour les opérations d'aménagement ; adopté ; soutient les amendements n^{os} 6 et 7 de la commission : rédactionnels ; adoptés. **Article 7** (p. 4454) : soutient l'amendement n° 8 de la commission : rendant applicable la totalité du chapitre sur les concessions et affermages en Nouvelle-Calédonie ; adopté. **Après l'Article 7** (p. 4455) : soutient l'amendement n° 9 de la commission : extension à la Nouvelle-Calédonie du titre III du code des communes, relatif à la voierie ; adopté. **Article 8** : soutient l'amendement n° 10 de la commission : suppression de l'article 8 ; adopté. **Article 10** (p. 4456) : soutient les amendements n^{os} 11 et 12 de la commission : rédactionnels ; adoptés ; soutient l'amendement n° 13 de la commission : application en Nouvelle-Calédonie des dispositions concernant les réseaux d'assainissement ; adopté ; soutient les amendements n^{os} 14, 15, 16, 17 et 18 de la commission : rédactionnels ; adoptés.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, réprimant le défaut de déclaration de la disparition de produits explosifs** (n° **1056**). **Première lecture,** rapporteur suppléant M. Pierre Raynal, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [25 juin 1979] (p. 5595) : importance des vols d'explosifs ; projet tendant à faire peser l'obligation de déclarer la disparition des produits explosifs sur le détenteur de l'autorisation de fabriquer, d'acquérir, de transporter ou de conserver ces produits mais aussi sur le préposé qui en aura reçu la garde ; aggravation des sanctions ; avis favorable de la commission.

— **Proposition de loi organique tendant à compléter l'article LO 296 du code électoral** (n° **1027**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [25 juin 1979] (p. 5596) : proposition tendant à modi-

fier la législation actuelle qui interdit au suppléant d'un sénateur devenu ministre de se présenter sur la même liste que lui à l'élection suivante ; avis favorable de la commission sur l'adoption du texte sans modification.

— **Projet de loi étendant à l'ensemble de l'hôtellerie les dispositions de la loi n° 64-645 du 1er juillet 1964, modifiant les rapports entre bailleurs et locataires des immeubles affectés à l'hôtellerie** (n° **1116**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [27 juin 1979] (p. 5737) : projet tendant à élargir à tous les hôtels le champ d'application de la loi du 1er juillet 1964 modifiant les obligations entre bailleurs et locataires des immeubles loués, exploités en tant qu'hôtels de tourisme ; avis favorable de la commission sur l'adoption sans modification du projet.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Territoires d'outre-mer, rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [31 octobre 1979] (p. 9238) : réorganisation des services de secrétariat d'Etat aux TOM ; approuve la réforme institutionnelle en Nouvelle-Calédonie ; indépendance du condominium des Nouvelles-Hébrides ; stabilisation de la situation politique en Polynésie française ; le colloque de la mer à Nouméa ; (p. 9239) : colloque sur le tourisme ; approuve le plan de développement à long terme de la Nouvelle-Calédonie.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1979] (p. 9651) : situation des petites sucreries excentrées.

Justice. Discussion générale [16 novembre 1979] (p. 10204) : progrès important du budget du ministère de la justice ; évolution de la criminalité et de la délinquance ; renforcement du code pénal par la création d'une période de sûreté ; 40.000 détenus en 1980 ; déficit de l'administration pénitentiaire de 12.000 places ; nécessité de répondre aux problèmes de l'équipement des établissements pénitentiaires ; insuffisance des effectifs de l'administration pénitentiaire ; le travail pénal.

— **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers et portant création de l'office national d'immigration** (n° **922**). **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [6 décembre 1979] (p. 11342) : s'interroge sur l'expression de comité restreint, employée par M. Maurice Nilès pour qualifier la commission mixte paritaire.

— **Projet de loi relatif à Mayotte** (n° **1434**). **Première lecture. Discussion générale** [6 décembre 1979] (p. 11361) : volonté des Mahorais de rester français ; mauvaise application de la loi de 1976 ; impossibilité de faire de Mayotte un département ; nécessité d'utiliser le nouveau délai prévu par le projet pour préparer par ordonnances l'accession de Mayotte à un statut définitif.

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre par ordonnances les mesures rendues nécessaires par la déclaration de l'indépendance des Nouvelles-Hébrides** (n° **1371**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [7 décembre 1979] (p. 11450) : projet de loi tendant à autoriser le Gouvernement, en application de l'article 38 de la Constitution, à prendre par ordonnances les mesures rendues nécessaires par la déclaration de l'indépendance des Nouvelles-Hébrides ; exercice, par la France et la Grande-Bretagne, d'une autorité conjointe sur les Nouvelles-Hébrides depuis 1887 ; (p. 11451) : estime que l'accession à l'indépendance des Nouvelles-Hébrides n'a pas à être approuvée par le Parlement en application de l'article 53 de la Constitution ; problème du sort des ressortissants français. **Discussion de l'article unique** [7 décembre 1979]. **Avant l'Article unique** (p. 11454) : soutient l'amendement n° 1 de la commission : invitant le Gouvernement à mettre fin, par voie de convention, à l'exercice des responsabilités de la France aux Nouvelles-Hébrides ; retiré. **Article unique** (p. 11455) : s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Maxime Kalinsky ; (p. 11456) : soutient l'amendement n° 2 de la commission : énumérant limitativement les mesures de nature législative que le Gouvernement envisage de prendre par ordonnances ; retiré.

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature** (n° **1301**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [16 avril 1980]. **Article 25** (p. 465) : son amendement n° 72 : supprimant les dispositions limitant le nombre de nominations prononcées au titre de recrutement exceptionnel à la moitié de postes de magistrats créés ; adopté.

— **Projet de loi rendant applicables le code pénal et certaines dispositions législatives dans les territoires d'outre-mer** (n° **1141**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Discussion générale [25 avril 1980] (p. 759) : garde à vue ; détention provisoire ; cour d'assises ; tutelle pénale ; sursis avec mise à l'épreuve ; juge de l'application des peines ; régime pénitentiaire ; libération conditionnelle ; frais de justice ; collégialité des juridictions ; mélanésiens ; (p. 762) : contre l'exception d'irrecevabilité de M. Maxime Kalinsky ; consultation de l'assemblée territoriale et article 74 de la Constitution ; conditions particulières des territoires d'outre-mer. **Discussion des articles** [25 avril 1980]. **Article 2** (p. 769) : amendement n° 1 de la commission : rédactionnel ; adopté ; amendement n° 2 de la commission : rédactionnel ; adopté ; (p. 770) : amendement n° 3 de la commission : possibilité pour les juges de juger les affaires qu'ils auraient instruites par dérogation à l'article 49 du code de procédure pénale ; adopté. **Article 3** (p. 771) : amendement n° 4 de la commission : rédactionnel ; adopté. **Article 4** (p. 773) : amendement n° 5 rectifié de la commission : choix du conseil par l'inculpé ou désignation par le magistrat parmi les avocats ; devient sans objet ; (p. 774) : amendement n° 6 rectifié de la commission : choix du conseil de la partie civile ; retiré ; amendement n° 7 de la commission : rédactionnel ; adopté ; amendements n^os^ 8 et 9 de la commission : appel par le ministère public des ordonnances de mise en liberté du juge forain ou du juge de section ; adoptés ; amendement n° 10 de la commission : compétences de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Nouméa ; adopté ; amendement n° 11 de la commission : prise en compte de la création d'un deuxième poste de vice-président du tribunal supérieur d'appel de Polynésie ; adopté ; amendement n° 12 de la commission : rédactionnel ; adopté. **Article 5** : (p. 775) : amendement n° 14 de la commission : remplacement du président de la cour d'assises par le vice-président du tribunal supérieur d'appel qui n'aura pas présidé la chambre d'accusation ; adopté ; amendement n° 53 de la commission : nombre minimum de jurés requis pour l'établissement de la liste du jury criminel non exigé dans les territoires d'outre-mer ; rejeté ; (p. 776) : amendement n° 54 de la commission : amendement de conséquence ; retiré ; amendement n° 15 de la commission ; non soutenu. **Article 6** (p. 777) : amendement n° 55 de la commission : possibilité pour le prévenu de demander son renvoi à une formation collégiale ; retiré ; amendement n° 56 de la commission : conditions de dispense de l'obligation pour le prévenu de comparaître en première instance ; adopté ; (p. 778) : amendement n° 16 de la commission : choix ou désignation du défenseur en matière correctionnelle ; devient sans objet ; amendement n° 17 de la commission : possibilité de faire assurer la défense par la personne qui a assisté l'inculpé au cours de l'instruction ; adopté ; amendement n° 18 de la commission : rédactionnel ; adopté ; amendement n° 19 de la commission : composition de la chambre des appels en Polynésie ; adopté. **Article 11** (p. 779) : amendement n° 20 de la commission : rédactionnel ; adopté. **Article 16** (p. 780) : amendement n° 57 de la commission : libération conditionnelle ; adopté. **Article 17** (p. 781) : amendement n° 21 de la commission : rédactionnel ; adopté ; amendement n° 22 de la commission : rédactionnel ; adopté ; amendement n° 23 de la commission : régime de la contrainte par corps, compétence des autorités locales ; adopté. **Article 18** : amendement n° 24 de la commission : rédactionnel ; adopté. **Article 19** : amendement n° 25 de la commission : harmonisation de la loi avec les dispositions relatives à l'automatisation du casier judiciaire ; adopté. **Article 22** (p. 782) : amendement n° 26 de la commission : modalités d'application dans les territoires d'outre-mer de la loi du 17 juillet 1970 sur la garantie des droits individuels des citoyens ; adopté ; amendement n° 27 de la commission : extension aux territoires d'outre-mer des modifications apportées à la loi de 1881 sur la liberté de la presse depuis sa promulgation ; adopté. **Article 24** : amendement n° 28 de la commission : rédactionnel ; adopté. **Après l'Article 26** (p. 783) : amendement n° 58 de la commission : publication du texte du code de procédure pénale applicable dans les territoires d'outre-mer au journal officiel de ces territoires ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [27 juin 1980] (p. 2423) : non-application du système du juge forain en Nouvelle-Calédonie et à Wallis-et-Futuna ; problème de l'extension aux territoires d'outre-mer des articles du code de procédure pénale relatifs à la Cour de sûreté de l'Etat. **Discussion des articles. Article 2** (p. 2425) : amendement n° 1 de la commission : possibilité pour le ministère public de ne pas être représenté à Wallis-et-Futuna ; adopté. **Article 6** (p. 2430) : pratique du juge unique en Polynésie. **Article 13** *bis* (p. 2431) : amendement n° 2 de la commission : suppression de l'article 13 *bis* relatif à la Cour de sûreté de l'Etat ; adopté par scrutin public.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** (n° **1681**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [11 juin 1980] (p. 1745) : durée excessive des détentions préventives ; loi du 17 juillet 1970 ; opposition soulevée par le projet ; sentiment d'insécurité face à la violence ; compte rendu des feuilletons de la

police judiciaire de Paris ; sanctions prononcées par les tribunaux ; lenteur de la justice ; (p. 1746) : modification des dispositions pénales ; notion de réitération ; infractions de grande violence ; élargissement des règles de la récidive pour les délits ; conditions d'octroi du sursis ; modification de la procédure pénale ; exécution des peines ; extension de la période de sûreté ; multiplication des détentions provisoires ; flagrant délit ; réquisition de placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire ; saisine directe de la chambre d'accusation pour les « crimes élucidés » ; protection de la victime ; fonctionnement de la justice ; (p. 1747) : détention des étrangers en instance d'expulsion ; suppression de la tutelle pénale ; modifications apportées au texte par la commission ; cas de la récidive en matière correctionnelle ; sursis ; définition des incriminations ; exécution des peines ; procédure pénale ; procédure dite de « saisine directe » ; tribunal ; dispositions de procédure criminelle ; protection de la victime ; suppression des articles 53 et 58 relatifs à la réduction de la peine en cas d'indemnisation de la victime par le délinquant ; [12 juin 1980] (p. 1787] : rejet de la question préalable ; attaque lancée contre M. Philippe Séguin ; déroulement des travaux de la commission ; [16 juin 1980] (p. 1880) : opposition de la commission des lois à la motion de renvoi en commission n° 1 corrigé de M. Lucien Villa. **Discussion des articles** [19 juin 1980] : **Article 2** (p. 1911) : amendement n° 46 de la commission : suppression de l'article 2 ; devient sans objet. **Article 7** (p. 1915) : amendement n° 58 de la commission : suppression de l'incrimination de tentative de menace ; adopté par scrutin public ; (p. 1919) : répression du racket. **Article 8** (p. 1936) : amendement n° 59 de la commission : qualification de la menace ; adopté. **Article 9** (p. 1938) : dispositions de l'article 309 du code pénal ; amendement n° 60 de la commission : rédactionnel ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 62 de la commission prévoyant que le certificat médical constatant la maladie ou l'incapacité de travail pourra être délivré par un médecin inscrit sur la liste des médecins experts ; nouvelle rédaction de l'article 309 alinéa 1 : circonstances aggravantes ; (p. 1939) : amendement n° 70 de la commission : de coordination. **Article 309 du code pénal** (p. 1940) : amendement n° 60 de la commission : rédactionnel ; rejeté au scrutin public ; [20 juin 1980] : **Article 9 : Article 309 du code pénal** (p. 1963) : soutient l'amendement n° 61 de la commission : réduction des peines ; adopté ; soutient l'amendement n° 62 de la commission : personnes qualifiées pour délivrer le certificat médical constatant la maladie ou la durée de l'incapacité totale de travail ; adopté ; (p. 1965) : son sous-amendement n° 480 à l'amendement n° 62 de la commission : extension à tous les médecins de la possibilité de délivrer des certificats médicaux ; adopté ; (p. 1966) : soutient l'amendement n° 63 de la commission : conséquences des circonstances aggravantes pour les coups et blessures ; adopté ; (p. 1967) : soutient l'amendement n° 64 de la commission : violence sur enfants âgés de moins de quinze ans ; adopté ; (p. 1969) : soutient l'amendement n° 65 de la commission ; circonstances aggravantes et liens d'adoption ; adopté ; soutient l'amendement n° 66 de la commission : aggravation de la peine lorsque les victimes sont des avocats ; adopté ; (p. 1971) : soutient l'amendement n° 67 de la commission : infraction commise en réunion ; adopté ; (p. 1972) : soutient l'amendement n° 68 de la commission ; agression de nuit constitutive d'une circonstance aggravante ; rejeté ; (p. 1974) : soutient l'amendement n° 69 de la commission : doublement des peines dans le cas où les coups et violences auront entraîné une maladie ou une incapacité de travail de plus de huit jours ; adopté. **Article 9 : Article 309 du code pénal** (*suite*) (p. 2016) : soutient l'amendement n° 70 de la commission : coordination ; réservé puis adopté ; soutient l'amendement n° 71 de la commission : diminution de la période pendant laquelle la privation de droit mentionnée à l'article 40 du code pénal pourra être prononcée ; réservé puis adopté. **Article 310 du code pénal** (p. 2018) : soutient les amendements n^{os} 72 : rédactionnel, 73, 74 et 75 de coordination, 76 : rédactionnel, 77 : de coordination de la commission ; amendements n^{os} 72 à 76 ; adoptés ; amendement n° 77 : retiré ; (p. 2019) : violence à enfant. **Article 311 du code pénal** (p. 2020) : soutient l'amendement n° 78 de la commission : amendement de coordination ; adopté ; soutient l'amendement n° 79 de la commission : coordination ; adopté ; soutient l'amendement n° 80 de la commission : rédactionnel ; adopté ; soutient l'amendement n° 81 de la commission : coordination ; adopté ; (p. 2021) : soutient l'amendement n° 82 de la commission : de coordination ; adopté ; soutient l'amendement n° 83 de la commission : suppression de la circonstance aggravante résultant de la commission de l'infraction de nuit ; retiré. **Après l'Article 10** (p. 2023) : soutient l'amendement n° 84 de la commission : répression des délits de proxénétisme et de proxénétisme aggravé ; adopté. **Article 11 : Article 381 du code pénal** (p. 2031) : amendement n° 85 de la commission : diminution des amendes sanction-

nant le vol simple ; adopté ; (p. 2032) : amendement n° 86 de la commission : rédactionnel ; retiré ; amendement n° 87 de la commission : substitution du mot « prise » au mot « appréhension » ; adopté. **Article 382 du code pénal** (p. 2033) : amendement n° 88 de la commission : faisant disparaître la notion d'intrusion ; devient sans objet ; amendement n° 90 de la commission : diminution de la peine prévue par l'article 382 du code pénal ; adopté. **Article 384 du code pénal** (p. 2034) : amendement n° 91 de la commission : sanction du vol aggravé par des violences faites aux personnes ou par la menace de l'usage d'une arme par destination ou par le port d'une arme par nature ,ou par l'usage d'une arme par destination ; adopté avec modification ; amendement n° 92 de la commission : suppression de la disposition punissant de la réclusion criminelle à perpétuité et non plus de la peine de mort le vol accompagné d'actes de barbarie ; adopté. **Article 12** (p. 2035) : amendement n° 93 de la commission : reprenant l'incrimination d'extorsion de fonds par force, violence ou contrainte en excluant la menace ; adopté avec modification ; amendement n° 94 de la commission : amendement de coordination ; adopté. **Après l'Article 12** (p. 2036) : amendement n° 95 de la commission : augmentation des peines sanctionnant la banqueroute ; adopté avec modification. **Article 434 du code pénal** (p. 2038) : amendement n° 96 de la commission : supprimant l'incrimination de dégradation ; adopté ; amendement n° 97 de la commission : abaissant le minimum de la peine d'amende prévue à l'article 434 du code pénal ; adopté ; amendement n° 98 de la commission : diminuant les peines prévues en cas de destruction ou de détérioration commise par plusieurs personnes ; adopté avec modification. **Article 435 du code pénal** (p. 2039) : amendement n° 99 de la commission : amendement de coordination ; adopté ; amendement n° 100 de la commission : amendement de coordination ; adopté avec modification. **Après l'Article 435 du code pénal** (p. 2040) : sous-amendement n° 479 de la commission à l'amendement n° 238 du gouvernement : rédactionnel ; adopté. **Article 436 du code pénal** : amendement n° 101 de la commission : excluant du champ d'application de l'article 436 les actes prévus à l'article 434, alinéa premier du code pénal ; adopté ; amendement n° 102 de la commission : amendement de coordination ; adopté. **Article 437 du code pénal** : amendement n° 103 de la commission : amendement de coordination ; adopté. **Article 14** (p. 2042) : amendement n° 104 de la commission : maintien de l'article 439 du code pénal relatif à la dissimulation de documents ; adopté. **Article 15** : amendement n° 105 de la commission : suppression de l'article 15 ; adopté. **Article 16** : amendement n° 106 de la commission : limitant l'incrimination criminelle aux actes commis volontairement aux fins de faire dérailler les véhicules ou de provoquer leur collision ; adopté avec modification. **Article 18-1 de la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer** (p. 2044) : amendement n° 107 de la commission : diminution des amendes prévues par l'article 18-1 de la loi du 15 juillet 1845 ; adopté. **Article 18-2 de la loi du 15 juillet 1845** (p. 2045) : amendement n° 108 de la commission : diminution du montant des amendes prévues par l'article 18-2 ; adopté. **Article 3 précédemment réservé** (p. 2046) : amendement n° 47 de la commission : abrogation du quatrième alinéa de l'article 58 du code pénal qui assimile du point de vue de la récidive les délits de vagabondage et de mendicité ; adopté ; amendement n° 48 de la commission : limitant la portée de l'article 3 aux seuls actes impliquant une violence physique à l'égard des personnes physiques ; rejeté. **Article 5 précédemment réservé** (p. 2048) : amendement n° 49 de la commission ; réservé. **Article 463-1 du code pénal** : soutient l'amendement n° 17 de M. Pierre Bas ; amendement n° 50 de la commission : rédactionnel ; adopté ; amendement n° 51 de la commission : rédactionnel ; adopté. **Article 463-2 du code pénal** (p. 2049) : amendement n° 52 de la commission : aggravation de la peine au cas où une infraction de violence a été commise par un condamné en semi-liberté ou par un bénéficiaire de la libération conditionnelle ou d'une permission de sortir ; adopté avec modification ; notion de réitération. **Article 463-3 du code pénal** : amendement n° 53 de la commission : suppression de l'article 463-3 du code pénal ; retiré. **Après l'Article 463-3 du code pénal** : amendement n° 54 de la commission : non-application aux mineurs des dispositions des articles 463-1 et 463-2 ; adopté ; amendement n° 49 de la commission : précédemment réservé ; amendement de coordination ; adopté ; [21 juin 1980] : **Après l'Article 5 précédemment réservé** (p. 2057) : soutient l'amendement n° 494 de la commission : suppression de la possibilité pour un tribunal de prononcer des peines de substitution aux peines d'emprisonnement prévues aux articles 43-1 et 43-6 du code pénal ; adopté ; amendement n° 495 de la commission : suppression de la possibilité de substitution ; adopté. **Article 747-2 du code de procédure pénale** (p. 2059) : amendement n° 55 de la commission : augmentation de la durée maximale de la peine pouvant être assortie du sursis simple ; adopté. **Article 747-3 du code de procédure pénale** : soutient l'amendement n° 56 de la commis-

sion : délai pendant lequel le prévenu déjà condamné à une peine d'emprisonnement ferme ou avec sursis simple ne pourra pas bénéficier du sursis avec mise à l'épreuve s'il commet une nouvelle infraction ; adopté. **Après l'Article 747-4 du code de procédure pénale** (p. 2060) : amendement n° 57 de la commission : on application des règles dérogatoires du droit commun aux mineurs ; adopté. **Article 19** (p. 2066) : soutient l'amendement n° 109 de la commission : recours du procureur de la République contre les décisions prises par le juge de l'application des peines ; adopté avec modification. **Article 20 :** soutient l'amendement n° 110 de la commission : abrogation de l'article 723-4 du code de procédure pénale ; retiré. **Après l'Article 20** (p. 2066) : caractère réglementaire de l'amendement n° 159 de M. Pierre Bas. **Article 22** (p. 2069) : soutient l'amendement n° 112 de la commission : suppression de l'article 22 ; adopté ; règles applicables en matière de détention provisoire ; loi du 17 juillet 1970. **Article 23** (p. 2070) : soutient l'amendement n° 113 de la commission : suppression de l'article 23 ; adopté. **Après l'Article 23** (p. 2071) : soutient l'amendement n° 114 de la commission : cas où la détention provisoire peut être ordonnée ou maintenue ; adopté ; soutient l'amendement n° 115 de la commission : conditions dans lesquelles sont délivrées les ordonnances de placement en détention provisoire ; motivation de ces ordonnances ; rejeté. **Article 24** (p. 2072) : soutient l'amendement n° 116 de la commission : suppression de l'article 24 ; adopté. **Après l'Article 25** (p. 2072) : soutient l'amendement n° 117 de la commission : paiement des dépens ; adopté. **Article 27** (p. 2073) : soutient l'amendement n° 120 de la commission : délai d'examen des pourvois en cassation contre un arrêt rendu en matière de détention provisoire ; devient sans objet. **Article 28** (p. 2074) : soutient l'amendement n° 122 de la commission : protection de l'identité des témoins ; adopté avec modification ; (p. 2075) : soutient l'amendement n° 123 de la commission : suppression des peines d'emprisonnement prévues en cas de récidive ; adopté. **Article 32** (p. 2082) : amendement n° 126 de la commission : nouvelle procédure correctionnelle ; adopté avec modification. **Avant l'Article 31** (p. 2086) : amendement n° 124 de la commission : formel ; adopté. **Article 31** : amendement n° 125 de la commission : formel ; adopté. **Article 36** (p. 2088) : amendement n° 129 de la commission : nouvelle procédure criminelle ; adopté. **Article 21 précédemment réservé** (p. 2091) : amendement n° 111 de la commission : suppression de l'article 21 ; devient sans objet. **Article 34 précédemment réservé** (p. 2091) : amendement n° 127 de la commission : suppression de l'article 34 ; devient sans objet. **Article 35 précédemment réservé** : amendement n° 128 de la commission : suppression de l'article 35 ; devient sans objet. **Après l'Article 36** (p. 2091) : amendement n° 130 de la commission : précision quant à la procédure de l'article 197 du code de procédure pénale ; retiré. **Après l'Article 37** (p. 2092) : amendement n° 131 de la commission : permettant au premier président de procéder à la distribution des dossiers entre les différentes chambres d'accusation d'une même cour d'appel ; adopté ; amendement n° 132 de la commission : contrôle du président de la chambre d'accusation sur le bon fonctionnement des cabinets d'instruction du ressort de la cour d'appel ; retiré ; amendement n° 133 de la commission : rapport spécial sur les affaires dans lesquelles sont inculpés des mineurs détenus provisoirement ; retiré. **Avant l'Article 38** (p. 2093) : sous-amendement n° 493 de la commission à l'amendement n° 244 du Gouvernement : réduction à 200 du nombre minimum des jurés figurant sur les listes annuelles ; adopté. **Article 38** : amendement n° 134 de la commission : communication du domicile des jurés au conseil de chacun des accusés ; adopté ; (p. 2094) : amendement n° 135 rectifié de la commission : utilisation des enregistrements par la chambre criminelle de la Cour de cassation pour appuyer un pourvoi en cassation ; devient sans objet. **Article 40** (p. 2096) : amendement n° 136 de la commission : suppression de l'article 40 ; devient sans objet. **Article 44** (p. 2097) : amendement n° 137 de la commission : suppression de toute référence à la tutelle pénale ; adopté. **Article 45** (p. 2099) : amendement n° 138 de la commission : renouvellement de l'autorisation judiciaire pour toute prolongation de la détention au-delà de cinq jours ; adopté ; amendement n° 139 de la commission : rectification d'erreurs matérielles ; adopté. **Article 47** (p. 2101) : amendement n° 140 de la commission : formel ; adopté. **Après l'Article 47** : amendement n° 141 de la commission : surveillance judiciaire des prévenus en état de démence ; retiré ; (p. 2103) : amendement n° 496 de la commission : autorisant les contrôles d'identité au cours d'opérations de police judiciaire ; devient sans objet. **Article 50** (p. 2110) : amendement n° 143 de la commission : étendant la présomption de désistement au cas où la partie civile aurait eu connaissance de manière avérée de la citation à comparaître ; adopté. **Article 51 : Article 426-1 du code de procédure pénale** (p. 2110) : amendement n° 144 de la commission : amendement de précision ; adopté. **Article 426-2 du code de**

procédure pénale : amendement n° 145 de la commission : amendement rédactionnel ; adopté. **Article 52** (p. 2111) : amendement n° 146 de la commission : obligation d'un avertissement écrit pour contraindre une personne étrangère au procès pénal à comparaître ; adopté. **Article 53** : amendement n° 147 de la commission : suppression de l'article 53 ; rejeté. **Article 55** (p. 2112) : amendement n° 148 de la commission : rédactionnel ; adopté. **Article 58** (p. 2113) : amendement n° 149 de la commission : suppression de l'article 58 ; adopté. **Article 60** : amendement n° 150 de la commission : suppression de l'article 60 ; adopté.

PISTRE (Charles)

Député du Tarn
(*3e circonscription*)
(*S*).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 16 octobre 1980] (p. 2405).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 16 octobre 1980] (p. 2405), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'emploi des jeunes [22 juin 1978] (p. 3345).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à garantir le droit au travail et à empêcher les cumuls abusifs entre une pension de retraite et une activité rémunérée (n° **1545**) [10 avril 1980] (p. 296).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à garantir le droit au travail et à empêcher les cumuls abusifs entre une pension de retraite et une activité rémunérée (n° **1667**) [29 mai 1980] (p. 1463).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Michel Rocard tendant à instituer des bourses de voyage au bénéfice des familles non sédentaires (n° **1832**) [2 octobre 1980] (p. 2555).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à garantir **le droit au travail et à empêcher les cumuls abusifs entre une pension de retraite et une activité rémunérée** (n° **1545**) [20 décembre 1979].

— **Proposition de loi** tendant à garantir **le droit au travail et à empêcher les cumuls abusifs entre une pension de retraite et une activité rémunérée** (n° **1667**) [25 avril 1980].

QUESTIONS

• *questions orales sans débat :*

— (n° **3121**) : **Gestion des bibliothèques et de leur personnel** (p. 3425, 3426, 3427) : depuis l'éclatement de la direction des bibliothèques et de la lecture publique en deux services, inquiétudes quant à la gestion commune des personnels, la politique d'ensemble des bibliothèques, la consultation des organismes paritiaires.

— **de M. Claude Wilquin** (n° **3533**) : **Subventions de l'Etat aux collectivités locales** [23 juin 1978] (p. 3413, 3414) : en qualité de suppléant : difficultés de trésorerie des collectivités locales dues aux retards dans la notification des arrêtés de subventions ; aucune régularisation du VRTS en 1978 au titre de 1977.

— (n° **21022**) : **Industrie du verre** [12 octobre 1979] (p. 8202, 8203) : problème posé par la création par un groupe italien d'une usine de verrerie à Toulon grâce à l'aide des pouvoirs publics alors que les entreprises de verrerie ont été contraintes de baisser leur programme de développement à la suite de la décision gouvernementale de faire régresser l'utilisation du verre pour le conditionnement des liquides alimentaires ; le Gouvernement aidera-t-il les industriels français et particulièrement la verrerie ouvrière d'Albi ; concurrence directe faite par cette nouvelle entreprise à l'usine BSN de Marseille, d'où risque de licenciements.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'emploi des jeunes** (n° **249**). **Première lecture. Discussion des articles** [6 juin 1978]. **Article premier** (p. 2542) : soutient l'amendement n° 9 de M. André Delehedde identique à l'amendement n° 25 de la commission : nécessité d'une augmentation du niveau moyen de l'effectif employé au cours de la période de référence pour bénéficier de la prise en charge des cotisations ; (p. 2544) : soutient l'amendement n° 10 de M. André Delehedde : caractère de contrat à durée indéterminée des contrats de travail conclus avec les salariés embauchés dans les conditions de l'article premier. **Après l'Article 3** (p. 2553) : soutient l'amendement n° 20 de M. André Delehedde : prise en compte pour la classification du salarié de la qualification obtenue dans les stages de formation professionnelle.

— **Projet de loi sur les archives** (n° **306**). **Première lecture. Discussion générale** [4 décembre 1978] (p. 8770) : nouvelle définition des archives par le texte ; extension de la notion d'archives aux documents audiovisuels ; homogénéisation des délais de communication ; protection du patrimoine assurée par la réglementation des exportations et la protection des archives privées ; nécessité de nouveaux moyens matériels pour les archives et d'une prise en charge du personnel départemental par l'Etat ; problème de l'utilisation de l'informatique ; (p. 8771) : nécessité du pré-archivage. **Discussion des articles** [5 décembre 1978]. **Article premier** (p. 8801) : soutient l'amendement n° 2 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales : élargissement de l'objet de la loi ; retiré. **Article 7** (p. 8809) : son amendement n° 51 : précisant que la mention de patrimoine artistique s'explique par référence à la loi du 31 décembre 1968 ; adopté. **Article 13** (p. 8814) : son sous-amendement n° 72 : exercice du droit de préemption par la bibliothèque nationale dans le cadre de la mission qui lui est propre ; repoussé.

— **Projet de loi portant approbation du rapport sur les principales options du VIII^e Plan** (n° **1055**). **Première lecture. Discussion générale** [13 juin 1979] (p. 5043) : réflexion des socialistes sur les problèmes de la démographie française ; crise économique et crainte de l'avenir expliquant la dénatalité ; (p. 5044) : ralentissement de la diminution de la mortalité ; pas de relation directe entre la baisse de la natalité, la contraception et l'interruption de grossesse ; inégalité des Français en matière d'espérance de vie ; propose la création d'une allocation familiale unique versée dès le premier enfant sans condition de ressources ; (p. 5045) : nécessité d'équipements améliorant l'accueil de l'enfant ; souhaite que soit laissée au couple la possibilité de choisir d'avoir ou non un enfant.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Transports. Discussion générale [23 octobre 1979] (p. 8822) : problème des transports routiers et ferroviaires en rapport avec le plan sud-ouest ; chute brutale des crédits consacrés aux renforcements coordonnés ; diminution en francs constants des subventions accordées aux départements pour la prise en charge du réseau national déclassé ; problème de la voirie communale et rurale ; problème du chargement des colis SNCF.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1979] (p. 9622) : la mise en œuvre du plan décennal pour le Grand Sud-Ouest ; exode rural dans ces régions ; nécessité d'une enveloppe spécifique du plan sud-ouest pour l'installation des jeunes ; importance de l'aménagement hydraulique dans le Sud-Ouest ; (p. 9623) : les crédits des SAFER dans le Sud-Ouest ; faible importance des surfaces remembrés dans le Grand Sud-Ouest par rapport à la moyenne nationale ; 20 millions de crédits supplémentaires sont nécessaires pour la reconstitution et le développement des troupeaux bovins et ovins d'Aquitaine et Midi-Pyrénées ; la viticulture, les fruits et légumes, la forêt. **Examen des crédits** [8 novembre 1979]. **Etat C. - Titre VI** (p. 9670) : soutient l'amendement n° 428 de M. Claude Michel : diminution des crédits du chapitre 61-82, fonds d'action rurale ; insuffisance des dotations relatives à la prophylaxie dans le budget de 1979 ; retard pris par la France dans le domaine sanitaire par rapport à ses partenaires européens ; conséquences de cette situation sur le développement de la production et des exportations.

Budget annexe des postes et télécommunications. Examen des crédits [9 novembre 1979]. **Article 33** (p. 9793) : soutient son amendement n° 439 : réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement au profit de crédits supplémentaires ouverts pour aider au renforcement du service public des PTT en milieu rural ; rejeté ; développement des nouvelles techniques de communications mettant en danger le rôle social de la poste ; dégradation de la qualité du service public surtout en milieu rural.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique familiale** (n° **1408**). **Discussion** [21 novembre 1979] (p. 10503) : problème des aides à domicile dans le monde rural ;

nombre insuffisant des travailleuses familiales ; le retard de l'aide à domicile aux personnes âgées provoque une augmentation sensible des dépenses de santé ; difficultés des associations ayant pour objet des aides à domicile ; difficultés professionnelles des aides ménagères et des travailleuses familiales ; (p. 10504) : nécessité d'accroître la participation de la caisse nationale d'allocations familiales au financement des caisses départementales ; absence de droit à la formation pour les aides ménagères ; problème de leur mensualisation ; nécessité d'accorder des avantages fiscaux aux associations sans but lucratif.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [8 avril 1980] (p. 115) : conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire ; FORMA ; interprofessions ; fonds de promotion des produits agricoles et alimentaires ; offices par produits. **Discussion des articles** [9 avril 1980]. **Article 4** (*suite*) (p. 181) : soutient l'amendement n° 206 de M. Claude Michel.

— **Projet de loi relatif aux matières nucléaires** (n° **897**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [22 mai 1980]. **Article 4** (p. 1194) : remise en cause du droit de grève dans les installations nucléaires ; (p. 1195) : irrecevabilité de l'amendement n° 11 du Gouvernement en vertu de l'article 98, alinéa 5, du règlement. **Explications de vote** (p. 1197) : contrôle par la puissance publique de l'ensemble du cycle nucléaire ; vote hostile du groupe socialiste sur le projet de loi.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur** (n° **15**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [22 mai 1980] (p. 1203) : production nationale de charbon ; plans adoptés à l'étranger ; subventions versées aux Charbonnages de France et recherche de nouveaux gisements ; (p. 1204) : avenir des gisements du Centre-Midi.

— **Projet de loi portant modification du statut de la société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA)** (n° **1731**). **Première lecture. Discussion générale** [5 juin 1980] (p. 1592) : progression des marques étrangères en France ; politique agricole commune du tabac ; évolution des prix du tabac ; dégradation de la préférence communautaire ; insuffisance de l'augmentation du prix d'objectif et de la prime pour 1980 ; entrée de capitaux étrangers au SEITA ; possibilité d'augmenter le prix des paquets de cigarettes de tabac noir ; encouragement à la production de tabac blond ; (p. 1593) : égalité de traitement dans le domaine publicitaire entre le SEITA et les firmes étrangères ; volonté de privatisation. **Discussion des articles. Article 3** (p. 1608) : soutient l'amendement n° 13 de Mme Marie Jacq ; (p. 1609) : personnel des poudreries du ministère de la défense et de la Régie Renault ; (p. 1610) : soutient l'amendement n° 14 rectifié de Mme Marie Jacq.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [6 novembre 1980] (p. 3644) : volet foncier de la loi d'orientation agricole ; hausse des prix de la terre ; endettement des agriculteurs ; rapport du conseil économique et social ; nécessité de développer l'action des SAFER ; baisse des sommes destinées à la modernisation de l'appareil de production ; (p. 3645) : insuffisance des moyens des SAFER ; nécessité de créer des offices fonciers.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1980** (n° **2141**). **Première lecture. Discussion générale** [17 décembre 1980] (p. 4943) : injustice des aides directes au revenu qui profitent aux plus riches ; exemple dans le Tarn ; objectifs électoraux du projet.

PLANTEGENEST (Marc)

Député de Saint-Pierre-et-Miquelon (NI).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1103).

N'appartient à aucun groupe [5 avril 1978] (p. 1111).

Contestation de son élection [3 avril 1978] (p. 1103).

Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [15 juin 1978] (p. 3004, 3005).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Allocations pré et postnatales aux fonctionnaires de Saint-Pierre-et-Miquelon** [12 novembre 1980] (p. 3765) : décret du 10 mars 1978 ; rétablissement nécessaire de ces allocations.

• *question orale sans débat :*

— (n° **3837**) : **Saint-Pierre-et-Miquelon** [30 juin 1978] (p. 3734, 3735, 3736) : les inconvénients de la départementalisation et de l'intégration au marché commun ; mise en œuvre d'un plan de développement ; adoption d'un statut spécifique à Saint-Pierre-et-Miquelon.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Transports. — IV. **Marine marchande. Discussion générale** [9 novembre 1978] (p. 7383): problème de la délimitation de la zone économique de Saint-Pierre-et-Miquelon et des négociations engagées avec le Canada ; inconvénient du statut départemental de Saint-Pierre-et-Miquelon qui limite le développement de la pêche en intégrant ce territoire à la CEE ; intérêt des travaux du laboratoire de l'institut scientifique et technique des pêches maritimes implanté à Saint-Pierre.

Départements d'outre-mer. Discussion générale [15 novembre 1978] (p. 7682) : son abstention sur le budget des DOM ; affirme son hostilité envers la départementalisation de Saint-Pierre-et-Miquelon ; économie de Saint-Pierre-et-Miquelon reposant sur la pêche et les activités portuaires ; conséquences néfastes du rattachement de Saint-Pierre-et-Miquelon à la communauté européenne ; (p. 7683) : attachement indéfectible de Saint-Pierre-et-Miquelon à la France ; mise en tutelle des budgets communaux et du budget du département de Saint-Pierre-et-Miquelon.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Transports. Discussion générale [23 octobre 1979] (p. 8799) : demande l'augmentation des quotas de pêche alloués aux pêcheurs de Saint-Pierre-et-Miquelon ; intérêt des missions de recherches organisées par l'ISTPM (institut scientifique et technique des pêches maritimes) et le CNEXO.

Départements d'outre-mer. Discussion générale [31 octobre 1979] (p. 9279) : difficultés économiques de Saint-Pierre-et-Miquelon ; nécessité de la mise au point d'un plan de développement ; rappelle les promesses du Gouvernement relatives à la construction d'une piste d'atterrissage et d'un quai en eau profonde.

— **Déclaration du Gouvernement sur les départements et territoires d'outre-mer et débat sur cette déclaration** (n° **1783**). **Discussion** [10 juin 1980] (p. 1670) : crise des relations entre les DOM et la métropole ; montée du chômage ; centralisation excessive ; départementalisation à Saint-Pierre-et-Miquelon ; (p. 1671) : place de Saint-Pierre-et-Miquelon dans la zone économique canadienne ; accord de 1972 sur la pêche dans le golfe du Saint-Laurent ; désenclavement des îles ; escalade salaires-prix à Saint-Pierre-et-Miquelon ; mission de l'INSEE à Saint-Pierre ; différence du coût de la vie en métropole et à Saint-Pierre-et-Miquelon ; expérience de pêche à la ligne de fonds ; situation d'inter-pêche ; implantation à Saint-Pierre d'une nouvelle entreprise pratiquant la salaison du poisson ; artisanat de production.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Départements et territoires d'outre-mer. — II. **Départements d'outre-mer. Discussion générale** [28 octobre 1980] (p. 3227) : problème des institutions de Saint-Pierre-et-Miquelon ; (p. 3228) : négociations avec le Canada sur la délimitation de la zone économique ; relations avec la CEE ; diminution de la dotation du FIDOM ; problème de la pêche ; exploitation des richesses sous-marines ; orientation du VIII[e] Plan ; énergie éolienne ; aquaculture.

Transports. Discussion générale [15 novembre 1980] (p. 3973) : négociations avec le Canada sur les zones de pêche ; rôle de Saint-Pierre-et-Miquelon dans le domaine de la pêche.

PLANTIER (Maurice)

Député des Pyrénées-Atlantiques (2[e] circonscription) (RPR).

Secrétaire d'Etat aux anciens combattants.

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Secrétaire d'Etat aux anciens combattants (troisième Gouvernement Barre). Décret du 5 avril 1978 [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1539).

Le Président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 5 mai 1978, de son mandat de député [9 mai 1978] (p. 1485, 1512).

Fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat aux anciens combattants (troisième Gouvernement Barre). Décret du 13 mai 1981 [*J.O.* du 14 mai 1981] (p. 1379).

QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement de :

— **M. Roland Nungesser : Anniversaires du 18 juin 1940, du 8 mai 1945 et de la mort du général de Gaulle** [14 mai 1980] (p. 1052).

— **M. Emmanuel Hamel : Pouvoir d'achat des pensions militaires d'invalidité** [16 avril 1980] (p. 423) : représentativité de l'indice de l'INSEE ; (p. 424) : rapport constant.

— **M. Roger Corrèze : Célébration du 8 mai** [9 avril 1980] (p. 152) : institution dans chaque département d'une commission composée de représentants d'anciens combattants pour informer la jeunesse.

— **M. Maurice Nilès : Commémoration du 8 mai** [4 avril 1979] (p. 2219) : caractère réglementaire des décisions concernant les jours chômés et fériés.

— **Mme Nicole de Hauteclocque : Commémoration du 8 mai** [9 mai 1979] (p. 3546) : gêne pour l'économie d'un jour férié entraînant un week-end prolongé supplémentaire ; organisation par les communes et associations d'anciens combattants des cérémonies le 8 mai ; sensibilisation de la jeunese au souvenir.

Réponses aux questions orales sans débat de :

— **M. Maurice Nilès** (n° **1**) **: Célébration du 8 mai** [21 juin 1978] (p. 1306) : la célébration du 8 mai par les associations et les municipalités ; la commémoration du soixantième anniversaire de 1918 fera une large part au souvenir des combattants de 1939-1945.

— **M. André Tourné** (n° **3466**) **: Contentieux entre les victimes de guerre et le Gouvernement** [30 juin 1978] (p. 3728, 3729, 3730) : travail de la commission tripartite ; les nombreuses mesures catégorielles prises en faveur des anciens combattants : suppression des forclusions, parité de la retraite du combattant, attribution de la carte du combattant aux anciens d'AFN.

— **M. Pierre Forgues** (n° **3927**) **: Salaires des personnels des arsenaux** [30 juin 1978] (p. 3730, 3731) : mesures prises dans le cadre du plan de lutte contre l'inflation ; maintien du pouvoir d'achat des ouvriers de la défense.

— **M. André Tourné** (n° **14582**) **: Situation des anciens combattants** [6 avril 1979] (p. 2425) : stricte application du rapport constant et de la loi de 1919 sur la pension des veuves des anciens combattants ; le Gouvernement n'a pas l'intention de fiscaliser les pensions des anciens combattants, ni d'interdire leur cumul avec un salaire ou un autre revenu du travail, ni de remettre en cause le droit de réparation.

— **M. Yves Lancien** (n° **14632**) **: Action d'officiers français au Tchad** [6 avril 1979] (p. 2426) : information d'un quotidien parisien, concernant une intervention, à l'insu de leur chef, de militaires français dans un récent conflit du Tchad, sans fondement et démentie officiellement.

Suppléé par M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre :

— **M. Loïc Bouvard** (n° **15484**) **: Préoccupation des anciens combattants** (p. 3267, 3268).

— **M. Jean-Louis Masson** (n° **22506**) **: Indemnisation des réfractaires et des patriotes résistants à l'occupation** [23 novembre 1979] (p. 10677) : les patriotes réfractaires à l'annexion de fait comme les PRO sont des victimes de guerre indemnisées conformément à notre code des pensions militaires d'invalidité; droits particuliers leur ayant été ouverts ; proposition faite pour que leur soit appliqué le régime de la loi du 12 juillet 1977 prise en faveur des déportés et internés.

Suppléant M. Maurice Papon, ministre du budget :

— **M. Antoine Gissinger** (n° **22460**) **: Contrôle douanier de l'autoroute A 36** [23 novembre 1979] (p. 10678) : réalisation des installations d'Ottmarsheim ; opération complexe dont la préparation s'étale sur plusieurs années et dépend des aléas de la programmation routière ; installations de contrôle non achevées à la date d'ouverture du nouveau point de passage, mais proposition par le département du budget à ses partenaires allemands de dispositions transitoires.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Anciens combattants. Discussion générale [24 octobre 1978] (p. 6498) : attribution de la carte du combattant à la majorité des titulaires de citations personnelles ; (p. 6501) : mise au point d'un projet de décret modifiant la composition du conseil d'administration de l'office national des anciens combattants ; (p. 6503) : hostilité de l'ensemble des déportés à l'octroi d'un titre aux anciens du service du travail obligatoire ; hostilité du Gouvernement à la célébration du 19 mars comme anniversaire de la signature des accords d'Evian ; (p. 6504) : suppression de la condition de ressources commandant l'attribution à un taux exceptionnel d'une pension aux veuves de déportés non rentrés ; (p. 6506) : problème de la proportionnalité des pensions ; (p. 6507) : élaboration d'un nouveau carnet de soins gratuits traités par les moyens de l'informatique ; augmentation jusqu'à 18 mois du délai de présomption d'origine ; (p. 6508) : son intervention auprès du ministère de la santé à propos du dispensaire de la fédération nationale des déportés ; (p. 6511) : impossibilité de par la loi d'octroyer la carte de combattant aux militaires internés en Suisse ; possibilité de recours gracieux ; (p. 6512) : projet de statut pour les évadés non retenu par le Gouvernement ; études des problèmes de la Corse par le Gouvernement ; (p. 6513) : établissement des listes des unités ayant combattu en Algérie par le ministère de la défense ; (p. 6514) : possibilité de recours gracieux en ce qui concerne le problème de l'armée des Alpes ; attribution de la croix de la Légion d'honneur fixée par le ministère de la défense ; (p. 6518) : rapport constant ; indice de référence retenu en 1948 : le 8e échelon des huissiers, indice 170 ; (p. 6519) : suppression des forclusions et du butoir dans l'attribution des pensions aux anciens combattants ; augmentation consécutive du montant des pensions ; maintien du pouvoir d'achat des pensionnés ; augmentation de vingt points de la majoration spéciale accordée aux veuves des plus grands invalides ; problèmes des orphelins infirmes ; (p. 6520) : problèmes posés par les combattants et victimes de guerre des départements du Rhin et de la Moselle ; problèmes des patriotes résistants à l'occupation et du camp de Tambow ; attribution de la carte de combattant aux anciens d'Algérie ; adoption d'un paramètre de rattrapage et désignation d'une commission chargée de préciser les conditions d'attribution ; attribution de la carte de combattant aux titulaires d'une citation personnelle présentant un recours gracieux. **Examen des crédits** [24 octobre 1978] (p. 6523). **Etat B - Titre IV :** sur les amendements n° 254 de M. André Tourné et n° 252 de M. Gilbert Faure ; aide accrue apportée aux veuves par l'Etat.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Anciens combattants. Discussion générale [14 novembre 1979] ; **sur le rappel au règlement de M. André Tourné** (p. 10024) : annonce qu'il répondra en détail à la fin du débat aux rapporteurs des deux commissions et aux orateurs ; (p. 10029) : révision des pensions supérieures à 100 % tous les trois ans sauf pour les invalides qui ont atteint 100 % dès la première infirmité ; le caractère forfaitaire de la majoration pour l'aide d'une tierce personne ; les anciens d'Afrique du Nord ; (p. 10039) : considération due par la France aux anciens combattants ; problème des pensions ; absence de projet de loi sur les pensions ; les nominations et les promotions à l'ordre national de la Légion d'honneur ; récompenses de titres militaires relevant du ministère de la défense ; les incorporés de force ; indemnisation des malgré nous ; accession à la protection de l'office national des anciens combattants pour l'ensemble des patriotes résistants ; (p. 10040) : possibilité d'une retraite anticipée à cinquante-cinq ans pour les patriotes résistants ; attribution de la carte de combattant au titre de l'Afrique du Nord ; le précédent de la commission de bonification Lherminier ; création d'une commission de bonification présidée par le général Bigeard permettant de satisfaire 88 à 89 % des demandes de carte du combattant des anciens d'Afrique du Nord ; (p. 10041) : inconvénient de la procédure exceptionnelle ; commémoration du 8 mai ; proposition de loi sur le 8 mai de la confédération nationale des combattants volontaires de la résistance tendant à faire commémorer cette date dans les établissements scolaires ; (p. 10042) : les origines du rapport constant ; nécessité de procéder à l'indexation par rapport à un indice et non par rapport au traitement de telle ou telle catégorie de fonctionnaires ; la constitution d'une commission tripartite ; les avantages spécifiques accordés aux pensionnés ; intégration dans le traitement des fonctionnaires de l'indemnité de résidence, mesures catégorielles, suppression du butoir, évolution des pensions ; (p. 10043) : les pensionnés sont en légère avance sur la situation qui serait la leur à la suite de l'application stricte du rapport constant si l'on prend en compte tous les avantages accordés respectivement aux fonctionnaires et aux pensionnés, contenu du prérapport établi par les parlementaires ; action du Gouvernement pour les anciens combattants. **Examen des crédits** [14 novembre 1979].

Etat B - Titre IV (p. 10044) : oppose l'irrecevabilité au titre de l'article 42 de la loi organique à l'amendement n° 463 de M. Lucien Pignion ; (p. 10045) : déclare que l'amendement n° 464 de M. Alain Hautecœur est irrecevable en raison de son caractère indicatif.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Anciens combattants. Discussion générale [14 novembre 1980] (p. 3919, 3920) : application du rapport constant ; travaux de la commission tripartite ; maintien du pouvoir d'achat des pensionnés ; mesures catégorielles prises d'année en année en faveur des anciens combattants ; (p. 3921) : sa proposition de loi faite en 1969-1970 tendant à modifier l'indice de référence du rapport constant ; budget des anciens combattants, septième budget de l'Etat ; programme d'augmentation des petites pensions de 10 à 80 % ; taux de reversion ; (p. 3922) : célébration du 11 novembre et du 8 mai.

— **Répond à la question de M. Alain Gérard** (p. 3924) : carte de combattants volontaire de la résistance et carte de combattant.

— **Répond à la question de M. Alain Gérard** (p. 3924) : prise en compte de l'amibiase et autres maladies tropicales.

— **Répond à la question de M. André Bord** (p. 3924) : indemnisation par la République fédérale d'Allemagne des anciens incorporés de force dans l'armée allemande ; absence de tout lien entre cette affaire d'indemnisation et des affaires territoriales comme celles de la forêt de Mundat.

— **Répond à la question de M. Emile Koehl** (p. 3925) : indemnisation des alsaciens-lorrains incorporés de force dans l'armée allemande ; statut de la fondation de droit local ; situation des anciens incorporés de force ayant séjourné dans des camps de prisonniers situés en Union soviétique (camp de Tambow).

— **Répond à la question de M. Charles Revet** (p. 3925, 3926) : attribution de la Légion d'honneur à titre militaire aux anciens combattants de 1914-1918 ; fonctionnement du service historique des armées.

— **Répond à la question de M. Gilbert Mathieu** (p. 3926) : conditions d'attribution du titre d'interné résistant aux évadés de France internés en Espagne ; situation des patriotes résistants à l'occupation ; attribution de la carte de combattant aux anciens d'Afrique du Nord ; procédure de la commission Bigeard ; application de l'article R 227 du code des pensions à tous les titulaires d'une citation personnelle.

— **Répond à la question de M. Jean-Eric Bousch** (p. 3927) : indemnisation du dommage moral subi par les patriotes résistants à l'occupation (PRO).

— **Répond à la question de M. Roger Corrèze** (p. 3928) : situation des victimes du service du travail obligatoire.

— **Répond à la question de M. Paul Pernin** (p. 3928) : reconstruction des services du secrétariat d'Etat aux anciens combattants, rue de Bercy.

— **Répond à la question de M. Aimé Kerguéris** (p. 3928, 3929) : appareillage des mutilés.

— **Répond à la question de M. Philippe Séguin** (p. 3929) : titre de pension des anciens d'Afrique du Nord.

Examen des crédits [14 novembre 1980]. **Titre IV** (p. 3930) : s'oppose à l'amendement n° 198 de M. André Delehedde ; amendement n° 5 du Gouvernement : majoration des crédits de 98 millions de francs ; mesures nouvelles favorables aux anciens combattants ; adopté. **Avant l'Article 44** (p. 3931) : amendements n^{os} 6 à 10 du Gouvernement : modification du code des pensions ; retirés. **Après l'Article 46** (p. 3933) : s'oppose à l'amendement n° 192 de M. Jean Laurain : inscription au budget de l'Etat des fonds versés par l'Allemagne pour l'indemnisation des Français originaires d'Alsace et de Moselle incorporés de force dans l'armée allemande pendant la Seconde Guerre mondiale ; impossibilité pour le Parlement français de contrôler des sommes votées par le parlement de la République fédérale d'Allemagne.

PONS (Bernard)

Député de l'Essonne
(2^{e} circonscription)
(RPR).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril

1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1978 [16 juin 1978] (p. 3101) :

Membre du Conseil supérieur du pétrole [18 mai 1979] (p. 1845), [19 mai 1978] (p. 1892).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1979 [11 décembre 1978] (p. 9239).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1978 [19 décembre 1978] (p. 9713).

Membre de la commission de contrôle sur la gestion de la sécurité sociale [*J.O.* du 21 décembre 1978] (p. 4225).

Président de cette commission [*J.O.* du 22 décembre 1978] (p. 4241).

Membre du Conseil supérieur du pétrole [*J.O.* du 13 avril 1979] (p. 862).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1981 (santé et sécurité sociale : santé et assurance maladie) [9 octobre 1980] (p. 2651).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'**article L 487 du code de la santé publique : profession de masseur-kinésithérapeute** (n° **95**) [18 avril 1978].

— **Proposition de loi** tendant à créer un **livret de caisse d'épargne d'un montant plafonné revalorisé en fonction de la variation de l'indice des prix à la consommation** (n° **96**) [18 avril 1978].

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'article 56-III de la **loi n° 70-1318** du 31 décembre 1970 portant **réforme hospitalière,** modifié par la **loi n° 73-3 du 2 janvier 1973** (n° **97**) [18 avril 1978].

— **Proposition de loi** tendant à assurer la **réorganisation des urgences médico-chirurgicales** en complétant la **loi n° 70-1318** du 31 décembre 1970 portant **réforme hospitalière** (n° **423**) [22 juin 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1979** (n° **560**). Budgets civils. — **Annexe 29 : Santé et famille. — Travail et santé.** — I. **Section commune - Santé et assurance maladie** (n° **570**) [5 octobre 1978].

— **Proposition de loi** tendant à modifier les **articles 4, 6, 8 du titre I, 25 du titre II et 38, 40 du titre III de l'ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967 relative à l'organisation administrative et financière de la sécurité sociale** (n° **1092**) [22 mai 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° **1290**). — Budgets civils. — **Annexe 29 : Santé et sécurité sociale - Santé et assurance maladie** (fascicule budgétaire 2 : travail et santé) (n° **1292**) [2 octobre 1979].

— **Proposition de loi** tendant à la **suppression du tarif d'autorité** (n° **1307**) [3 octobre 1979].

— **Proposition de loi d'orientation** sur l'**enseignement de l'histoire** (n° **1858**) [25 juin 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° **1933**). — **Annexe 31 : Santé et sécurité sociale - Santé et assurance maladie** (n° **1976**) [9 octobre 1980].

— **Proposition de loi** tendant à créer un fonds de garantie destiné à indemniser les victimes d'**accidents corporels** occasionnés par une activité **médicale** (n° **2038**) [6 novembre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Représentativité de l'organisation nationale des syndicats d'infirmiers libéraux** [10 octobre 1978] (p. 5865) : mise en doute par le ministre de la santé de la représentativité de l'organisation nationale des infirmiers libéraux.

— **Equipement hospitalier** [30 mai 1979] (p. 4354) : épidémie grave à la maternité de Baudelocque dont la fermeture a été impossible en raison de la surcharge des hôpitaux de la région parisienne ; contradiction des faits avec l'exposé des motifs du projet de loi n° 995 sur les équipements sanitaires.

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes actuels de la sécurité sociale** (n° **252**). **Discussion** [23 mai 1978] (p. 1936) : climat de suspicion régnant autour du système de santé ; (p. 1937) : suppression du déficit de douze milliards de la sécurité sociale ; nécessité d'un contrôle parlementaire accru ; projet d'amendement du groupe RPR demandant un débat annuel sur un rapport public de la Cour des comptes ; problème de compatibilité entre croissance des dépenses sociales et croissance du revenu national ; choix entre système libéral et système nationalisé pour la médecine ; industrie pharmaceutique ; nécessité de la liberté des prix ; industrie ophtalmalogique ; crise de l'hospitalisation privée ; institution d'une convention nationale type ; (p. 1938) : protocole sur une méthode de tarification ; dossiers de regroupement des cliniques ; organisation d'une concurrence entre secteur public et secteur privé ; moyens de la prise de conscience de chaque citoyen en matière de sécurité sociale ; effort à faire en matière de gestion des hôpitaux.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Travail et santé. — I. **Section commune.** — III. **Santé et famille,** rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, pour la section commune, le travail et la santé. **Discussion générale** [27 octobre 1978] (p. 6837) : augmentation de 18 % par rapport à 1978 du budget de la santé et de la famille ; difficultés de trésorerie de la sécurité sociale ; croissance rapide des dépenses de pharmacie et d'examens biologiques ; souhaite une utilisation plus souple du système du profil médical ; (p. 6838) : souhaite que la Cour des comptes reçoive une dotation supplémentaire en personnel pour pouvoir exercer un contrôle réel sur les comptes de la sécurité sociale ; ralentissement de la progression des dépenses d'hospitalisation ; réorientation du programme d'action prioritaire n° 19 vers la modernisation et l'amélioration des plateaux techniques ; difficultés subsistant en matière de recrutement des personnels infirmiers ; regrette le retard intervenu dans la réforme des tarifs de l'hospitalisation privée ; souhaite une réforme du mode de financement des dépenses d'aide sociale ; approuve l'institution d'une redevance pour financer le contrôle de la qualité des analyses biologiques médicales ; (p. 6846) : son inquiétude devant la nationalisation silencieuse de la médecine ; son attachement à un système médical intermédiaire entre la nationalisation et le système libéral.

— **Projet de loi relatif aux études médicales** (n° **1033**). **Première lecture. Discussion générale** [22 mai 1979] (p. 4078) : attitude réservée du RPR à l'égard du projet ; manque de concertation dans l'élaboration du projet ; manque d'internes dans les hôpitaux généraux ; projet instituant une sélection par l'échec pour le recrutement des médecins généralistes ; nécessité d'exiger de tous les membres de la CEE le même effort de sélection des étudiants en médecine ; (p. 4079) : pas de possibilité de reconversion pour les généralistes ; souhaite une réforme des études médicales instituant un tronc commun de deux ans avec, à son terme, une orientation vers la médecine praticienne, ou vers la médecine scientifique ou vers la médecine administrative ; caractère rachitique du projet. **Discussion des articles** [22 mai 1979]. **Article premier** (p. 4104) : sur l'amendement n° 13 de la commission, danger d'une sélection excessive.

— **Projet de loi portant approbation du rapport sur les principales options du VIII^e^ Plan** (n° **1055**). **Première lecture. Discussion de l'article unique** [14 juin 1979]. **Article unique** (p. 5135) : son amendement n° 15 soutenu par M. Robert-André Vivien : espaces verts publics ou semi-publics ; réservé ; repris dans la lettre rectificative n° 1132 ; adopté.

— **Projet de loi relatif aux équipements sanitaires et modifiant certaines dispositions de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière** (n° **995**). **Première lecture. Discussion des articles** [21 juin 1979]. **Avant l'Article 2** (p. 5432) : soutient son amendement n° 36 : soumettant aux commissions de l'équipement sanitaire l'examen de tous les projets de création d'établissements d'hospitalisation publique ; adopté. **Après l'Article 7** (p. 5440) : soutient son amendement n° 35 : autorisation des programmes des travaux des établissements hospitaliers publics après avis des commissions de l'équipement sanitaire ; rejeté par scrutin public.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Santé et sécurité sociale : Travail et santé. — I. **Section commune.** — III. **Santé et sécurité sociale,** rapporteur spécial de la commission des finances pour la santé et l'assurance maladie. **Discussion générale** [15 novembre 1979] (p. 10066) : budget s'élevant à 29 milliards de francs ; croissance des dépenses ordinaires plus rapides que celles des dépenses en capital ; stagnation des dépenses d'équipement sanitaire et d'équipement social ; augmentation des dépenses d'action sociale malgré la généralisation de la sécurité sociale ; réalisation insuffisante des program-

mes d'action prioritaire concernant le maintien à domicile des personnes âgées et la nouvelle politique de la famille ; progression des cotisations d'assurance maladie du régime général ; augmentation rapide des dépenses d'hospitalisation, d'honoraires et de prescriptions ; dispositions de sauvegarde prises en décembre 1978 et juillet 1979 ; nécessité de réformes plus profondes touchant davantage aux structures ; (p. 10067) : sévérité des mesures de maîtrise de la croissance des dépenses hospitalières ; caractère dépassé de la formule du prix de journée ; accélération de la progression des dépenses correspondant à la médecine de ville ; principe de l'enveloppe globale qui consiste à limiter l'évolution de la masse des soins à la progression du PIB difficilement compatible avec la liberté individuelle de prescription ; insuffisante revalorisation des prix des spécialités pharmaceutiques ; demandes l'harmonisation européenne des procédures d'autorisation de mise des médicaments sur le marché.

— **Déclaration du Gouvernement sur les départements et territoires d'outre-mer et débat sur cette déclaration** (n° **1783**). **Discussion** [10 juin 1980] (p. 1679) : œuvre de la Ve République ; non parution des décrets d'application de la loi du 2 janvier 1977 portant réforme de l'aide au logement ; régime des prestations familiales dans les départements d'outre-mer ; plan Antilles ; agitation en Martinique ; émigration des Antillais ; (p. 1680) : exploitation du nickel en Nouvelle-Calédonie ; développement et aménagement du territoire ; notion d'assistance.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Santé et sécurité sociale : Travail et santé. — I. Section commune. — III. Santé et sécurité sociale, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, pour la santé et l'assurance maladie. **Discussion générale** [17 novembre 1980] (p. 4014) : mesures adoptées par le Gouvernement en juillet 1979 pour remédier au déséquilibre de la sécurité sociale ; perspectives inquiétantes du VIIIe Plan ; prévisions favorables pour les résultats d'ensemble de l'assurance maladie pour 1980 du fait de mesures provisoires ; contributions exceptionnelles des salariés et des professions de santé ; nécessité d'évolutions structurelles et d'une politique générale de croissance plus élevée ; décélération des dépenses d'assurance maladie et nécessité d'économies nouvelles ; (p. 4015) : mission de l'hôpital public mal définie ; nécessité de renforcer l'appareil statistique ; responsabilités économiques des médecins ; gestion des caisses d'assurance maladie ; renforcement du contrôle médical ; rôle primordial de la prévention ; problème de l'organisation de la maîtrise concertée des dépenses relatives à la médecine libérale ; danger du système de l'enveloppe globale ; nouvelle convention médicale ; renforcement du contrôle du bien fondé des prescriptions et utilisation des tableaux statistiques ; tarification médicale ; (p. 4016) : rôle des médecins conseils ; action menée pour mieux maîtriser les dépenses d'aide sociale ; augmentation des dépenses concernant les personnes âgées et des subventions aux régimes sociaux déficitaires.

PONTET (Philippe)

Député de l'Eure
(3e *circonscription*)
(*UDF*).

En remplacement, le 3 novembre 1980, de M. Rémy Montagne, nommé membre du Gouvernement [*J.O.* du 4 novembre 1980] (p. 2568).

S'inscrit au groupe union pour la démocratie française [*J.O.* du 5 novembre 1980] (p. 2579).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 novembre 1980] (p. 2592), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à modifier le statut de l'**ensemble urbain du Vaudreuil** (n° **2298**) [3 avril 1981].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Groupement européen de la cellulose** [3 décembre 1980] (p. 4579) : importance du GEC dans l'économie française ; approvionnement de l'industrie papetière nationale ; perspectives de la SICA d'Alizay.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral en vue de favoriser**

la participation des femmes aux élections municipales (n° **1142**). **Première lecture. Discussion générale** [20 novembre 1980] (p. 4192) : politique engagée en faveur des femmes ; modification des limites d'âges pour l'accès à la fonction publique ; formation professionnelle ; mesures en faveur des mères, des divorcées et des veuves ; système des quotas ; nécessité de codifier pour accélérer l'évolution des mœurs ; prendre des mesures aidant les femmes à participer à la vie publique ; suppression des discriminations sociales dont souffrent les femmes (égalité de rémunération, emplois, structures d'accueil pour les enfants) ; (p. 4193) : rôle incitatif de ce texte.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1980** (n° **2141**). **Première lecture. Explications de vote** [17 décembre 1980] (p. 4983) : mesures de justice et de solidarité à l'égard des agriculteurs ; baisse du revenu agricole en 1980 ; contribution de l'agriculture à l'activité nationale ; conférence annuelle agricole et rôle du Parlement ; approuve le financement par l'emprunt ; vote favorable du groupe UDF.

POPEREN (Jean)

Député du Rhône
(13e circonscription)
(S).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

Contestation de son élection [3 avril 1978] (p. 1103).

Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [11 mai 1978] (p. 1627).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Rapporteur de la proposition de loi organique de M. François Mitterrand et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance n° 58-998 du 24 octobre 1958 relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires (n° **1553**) [10 avril 1980] (p. 297).

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Menace de suppression d'emplois à l'usine Rhône-Poulenc de Vaulx-en-Velin** [14 juin 1978] (p. 2880, 2881) : licenciements annoncés par la direction de Rhône-Poulenc ; urgence d'une étude du plan présenté par le comité d'établissement.

— **Hausse des loyers** [27 juin 1979] (p. 5731) : politique de désengagement du Gouvernement à l'égard du logement social ; ses intentions pour éviter les hausses abusives de loyers ; augmentation de l'indice des prix ; bilan de la politique de Gouvernement : inflation et chômage ; protestation des socialistes contre cette politique.

— **Report d'échéance d'impôts** [10 octobre 1979] (p. 8008) : les avertissements fiscaux étant arrivés deux mois plus tôt que les années précédentes, nécessité de reporter d'un mois les échéances et de faire accorder par les services du Trésor, sans pénalité, les délais supplémentaires qui leur sont demandés.

— **Evolution du pouvoir d'achat** [10 décembre 1980] (p. 4804).

PORCU (Antoine)

Député de la Meurthe-et-Moselle
(7e circonscription)
(C).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1100).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 9 avril 1980] (p. 893), [*J.O.* du 5 avril 1981] (p. 961).

Représentant à l'Assemblée parlementaire des communautés européennes [18 mai 1978] (p. 1805-1844).

Membre de la délégation parlementaire pour les communautés européennes [*J.O.* du 11 octobre 1979] (p. 2545).

Membre du bureau provisoire [*J.O.* du 18 octobre 1979] (p. 2617).

Vice-président du bureau [*J.O.* du 1er novembre 1979] (p. 2725).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à assurer l'activité des mines de fer de Lorraine dans l'intérêt national (n° **1910**) [2 octobre 1980] (p. 2556).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1981 (n° **1933**) : Services du Premier ministre - Recherche [9 octobre 1980] (p. 2651).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de suspension des poursuites engagées contre huit membres de l'Assemblée (n° **1991**) [*J.O.* du 17 octobre 1980] (p. 2420).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de suspension des poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée (n° **1994**) [*J.O.* du 21 octobre 1980] (p. 2451).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de suspension des poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée (n° **2265**) [*J.O.* du 5 avril 1981] (p. 961).

DÉPOTS

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire** sur les pratiques des grandes **sociétés sidérurgiques** et l'utilisation des fonds publics qui leur sont accordés (n° **405**) [20 juin 1978].

— **Proposition de loi** tendant à établir un **statut des travailleurs frontaliers** (n° **507**) [1er juillet 1978]. Retrait de cette proposition [2 novembre 1978] (p. 6940).

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1979** (n° **560**). — **Tome XV : Services du Premier ministre - Recherche** (n° **575**) [5 octobre 1978].

— **Proposition de loi** tendant à établir un **statut des travailleurs frontaliers** (n° **835**) [20 décembre 1978].

— **Proposition de loi** tendant **à garantir l'activité et le développement de la sidérurgie française** (n° **1166**) [19 juin 1979].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° **1290**). — **Tome XVI : Services du Premier ministre - Recherche** (n° **1297**) [2 octobre 1979].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° **1560**). **Tome XVI : Services du Premier ministre - Recherche** (n° **1567**) [9 janvier 1980].

— **Proposition de loi** tendant à assurer l'activité des **mines de fer de Lorraine** dans l'intérêt national (n° **1910**) [30 juin 1980].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° **1933**). — **Tome XVII : Services du Premier ministre - Recherche** (n° **1981**) [9 octobre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Production sidérurgique et politique industrielle de la France** [28 juin 1978] (p. 3598, 3599) : sacrifices imposés aux membres de la CEE ; menaces pour l'indépendance nationale.

— **Utilisation du minerai de fer français** [8 novembre 1978] (p. 7225) : abandon du bassin ferrifère lorrain, malgré la compétitivité de son minerai ; nécessité d'utiliser le minerai français et de faire respecter leurs engagements aux pays membres de la CECA.

— **Rapport de la commission régionale Sarre-Loraine-Luxembourg** [31 octobre 1979] (p. 9261) : publication d'un document intitulé « Commission Sarre - Lorraine - Luxembourg - Rhénanie - Palatinat » montrant qu'une région supranationale est en voie de constitution ; remise en cause de la souveraineté nationale ; jamais les Lorrains, jamais les Français ne l'accepteront ; nécessité pour le Gouvernement de condamner les conclusions de cette étude.

— **Accord du GATT** [7 novembre 1979] (p. 9541) : approbation de la commission des communautés européennes à l'accord du GATT déterminant l'avenir de notre commerce extérieur ; nécessité que le texte en soit porté à la connaissance du Parlement et débattu par lui avant signature et que chaque état partie signe personnellement cet accord.

— **Situation de la sidérurgie à Longwy** [19 décembre 1979] (p. 12312) : défense de la France au sein du marché commun ; refus du plan Davignon ; maintien des capacités de production de fonte et d'acier à Denain ; construction d'une acierie à oxygène à Herverange ; doter la France d'une grande industrie sidérugique intégrée par des industries de transformation consommatrices d'acier.

— **Interventions à l'Assemblée européenne en vue de protéger l'approvisionnement pétrolier** [21 mai 1980] (p. 1128) : création d'une flotte de guerre européenne ; communauté européenne de défense.

— **Emploi dans la sidérurgie** [17 juin 1980] (p. 1895).

— **Création d'emplois à Beuvillers (Meurthe-et-Moselle** [15 octobre 1980] (p. 2726).

— **Nouveau plan sidérurgique européen** [29 octobre 1980] (p. 3262) : application de l'article 58 du traité de la CECA ; demande un débat sanctionné par un vote sur la politique industrielle de la France.

— **Crédits du fond européen de développement régional** [5 novembre 1980] (p. 3571, 3572) : utilisation et répartition directe par la France des crédits affectés au fonds européen de développement régional ; tutelle supranationale de la CEE.

— **Revendications des mineurs des houillères de Lorraine** [12 novembre 1980] (p. 3760).

• *question orale avec débat :*

— (n° **549**) : **Sidérurgie française** [28 avril 1978] (p. 1444, 1445) : la restructuration de l'industrie sidérurgique favorise les grands trusts et les investissements à l'étranger ; regrette les conséquences du plan communautaire sur les capacités de production française ; marasme en Lorraine malgré la richesse en matières premières et en main-d'œuvre ; revendications des travailleurs de la sidérurgie à propos des conditions de travail, de l'indemnisation du chômage et de la défense de leur outil de travail ; le « plan acier » élaboré par les communistes permettait d'augmenter la production et de créer des emplois ; nécessité d'humaniser le travail ; relance de la sidérurgie en Lorraine.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **32158**) : **Sidérurgie lorraine** [13 juin 1980] (p. 1859) : Longwy ; (p. 1860) : usine de fabrication de rails à Villerupt ; politique d'Usinor ; prise de participation majoritaire de l'Etat.

— (n° **36479**) : **Industrie sidérurgique :** [10 octobre 1980] (p. 2675, 2676) : choix désastreux fait par le Président de la République et le Gouvernement ; déficit de notre balance commerciale avec nos partenaires de la CECA ; suppression par Sacilor d'unités en Lorraine et participation financière à des investissements en République fédérale d'Allemagne ; Longwy ; protéger le marché français des importations ; relancer la production sur des bases nationales ; développer les industries en aval de la sidérurgie.

— (n° **39502**) : **Concurrence industrielle de la République fédérale d'Allemagne** [5 décembre 1980] (p. 4703) : progression des importations allemandes par rapport à nos exportations particulièrement pour le fer et l'acier ; défense de l'industrie française et de l'emploi ; critique de la politique inflationniste monétaire et sélective du Gouvernement ; déficit de notre balance commerciale ; (p. 4704) : effondrement des échanges agricoles ; plan communiste de lutte contre la crise.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi concernant les comités professionnels de développement économique** (n° **40**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [10 mai 1978] (p. 1567) : la mainmise du patronat sur les comités professionnels de développement économique ; l'absence de représentation des partenaires sociaux ; (p. 1568) : la procédure de nomination au conseil d'administration de ces fonds. **Discussion des articles. Article 3** (p. 1568) : son amendement n° 3 : représentation des partenaires sociaux et d'élus dans les comités professionnels de développement économique ; adopté. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [6 juin 1978] (p. 2511) : politique gouvernementale aboutissant à la liquidation de secteurs entiers de l'industrie nationale et à des milliers de suppressions d'emplois ; composition des comités professionnels de développement économique faisant de ceux-ci une chasse gardée du patronat.

— **Projet de loi relatif à l'orientation de l'épargne vers le financement des entreprises** (n° **320 rectifié**). **Première lecture. Discussion générale** [21 juin 1978] (p. 3256) : division internationale du travail dans le monde capitaliste aboutissant à la liquidation de pans entiers de nos industries ; exemple de la sidérurgie ; (p. 3257) : cadeaux de l'Etat aux entreprises sidérurgiques employés à la diminution des capacités de production ; accidents du travail dans la sidérurgie ; déficit de nos échanges extérieurs d'acier. **Fait personnel :**

comparaison entre les méfaits de la politique gouvernementale sur la sidérurgie lorraine et les dégâts du militarisme allemand ; déformation de ses propos par le ministre de l'industrie [10 octobre 1978] (p. 5907).

— **Discussion de la motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par soixante députés du groupe socialiste le 2 octobre 1978.** [4 octobre 1978] (p. 5566) : causes de la crise : les déséquilibres du système capitaliste ; problème de la sidérurgie ; le déséquilibre de nos échanges d'acier vis-à-vis des partenaires européens ; résultat de la politique d'intégration européenne menée par la CECA ; liquidation du bassin ferrifère lorrain entreprise par le Gouvernement ; (p. 5567) : crise en Lorraine ; suppressions d'emplois prévues par le plan Davignon ; scandale de l'aciérie de Neuves-Maisons ; mesures à prendre pour développer l'emploi en Lorraine.

— **Projet de loi relatif aux opérations de la caisse d'amortissement pour l'acier (n° 563) et projet de loi de finances rectificative pour 1978 (n° 564). Première lecture. Discussion générale** [9 octobre 1978] (p. 5808) : contradiction entre les propos du Premier ministre et ceux du ministre de l'industrie sur le montant de la production d'acier ; (p. 5812) : responsabilité du patronat dans la crise de la sidérurgie : convention de 1966 ; (p. 5813) : prêt du FDES pour la création de Fos ; diminution de la part de la France dans la production mondiale : 4,1 % en 1967 à 3,4 % en 1977 ; faible consommation d'acier par la France ; endettement massif des entreprises sidérurgiques ; capacité de production utilisée à 66 % ; faiblesse des coûts salariaux horaires ; augmentation de la productivité des salariés ; augmentation du travail posté ; nécessité d'instaurer la cinquième équipe ; augmentation des taux d'accidents du travail ; suppression d'emplois envisagée dans la sidérurgie ; (p. 5814) : politique européenne néfaste pour la France ; absence de contrôle du Parlement sur les institutions financières envisagées ; existence de débouchés pour la production d'acier française ; (p. 5915) : gravité de la situation en Lorraine ; **sa motion de renvoi en commission,** soutenue par M. Vincent Porelli ; rejetée par scrutin public.

— **Projet de loi portant modification des dispositions du titre premier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 321). Première lecture. Discussion des articles** [5 octobre 1978]. **Article premier : Article L 514-1 du code du travail** (p. 5659) : soutient l'amendement n° 18 de M. Georges Bustin : rédactionnel ; rejeté. **Article L 514-2 du code du travail** (p. 5661) : soutient l'amendement n° 153 de Mme Hélène Constans : formation des conseillers prud'hommes salariés assurée par les instituts du travail constitués en UER auprès des universités.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — VI. **Recherche,** rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges. **Discussion générale** [18 octobre 1978] (p. 6246) : insuffisance du volume global de la recherche française ; diminution de la part de la recherche publique ; orientation excessive de la recherche vers des applications marchandes ; part très importante des recherches militaires ; (p. 6259) : désapprouve le désengagement financier et politique de l'Etat vis-à-vis de la recherche.

— **Rappel au règlement** [21 novembre 1978] (p. 8092) : demande l'organisation d'un débat sur l'élargissement des compétences de l'Assemblée européenne ; les déclarations de MM. Raymond Barre, Jean-Pierre Fourcade et Jean Lecanuet rejoignent les leaders ouest-allemands dans la voie de la supranationalité et de l'Alliance atlantique.

— **Projet de loi portant approbation d'un rapport sur l'adaptation du VII^e^ Plan** (n° **665**). **Première lecture. Discussion générale** [29 novembre 1978] (p. 8492) : l'industrie de la machine-outil est le meilleur atout de la compétitivité de l'industrie française ; aggravation de la dépendance en matière de machines-outils de haute technologie ; déficit de nos échanges avec la République fédérale d'Allemagne ; dépendance à l'égard de la technologie étrangère ; nécessité d'inciter les industriels à accorder la priorité aux matériels français ; possibilité de développer l'emploi qualifié en diversifiant la production.

— **Déclaration du Gouvernement sur l'élargissement de la communauté économique européenne et débat sur cette déclaration** (n° **800**). **Discussion** [15 décembre 1978] (p. 9586) : lourdes conséquences économiques et industrielles résultant de l'élargissement du marché commun ; bilan négatif du marché commun ; politique industrielle de la communauté aboutissant au gaspillage organisé ; au chômage massif et à l'abaissement de la France ; accentuation des difficultés de l'industrie française à la suite de l'adhésion de l'Espagne et en raison de la concentration des points forts industriels des pays candidats sur les secteurs fragiles de l'économie française ; destruction de la sidérurgie française ; conséquences de la politique d'intégration européenne ; capacité exportatrice d'acier de l'Espa-

gne ; (p. 9887) : activités de Renault, Peugeot-Citroën, et du groupe Chrysler en Espagne ; capacité de production de l'Espagne dans le secteur de la chimie et de la construction navale ; volonté supranationale du Gouvernement ; élargissement, moyen pour les groupes multinationaux de trouver un champ d'action plus vaste.

— **Projet de loi relatif à l'aide aux travailleurs privés d'emploi** (n° **795**). **Première lecture. Discussion générale** [21 décembre 1978] (p. 9819) : existence d'un plan de liquidation de la sidérurgie du pays haut et du bassin de Longwy depuis 1974 : (p. 9821) : responsabilité du RPR dans le drame lorrain ; proteste contre l'intervention de M. Jean-Louis Masson ; mythe des faux chômeurs ; (p. 9822) : souhaite la construction d'une aciérie à Longwy.

— **Discussion commune des motions de censure sur la politique économique et sociale déposées, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par 86 députés du groupe communiste, et 64 députés du groupe socialiste** [14 mars 1979] (p. 1567) : salue la lutte exemplaire des travailleurs des mines de fer et de la sidérurgie de Lorraine et du Nord ; résultats désastreux de la CECA ; dépendance croissante de l'économie française vis-à-vis de l'Allemagne fédérale ; lutte des communistes contre l'application du plan Davignon ; (p. 1568) : proteste contre la régression constante de la consommation intérieure d'acier français ; atouts naturels de la Lorraine ; difficulté d'une reconversion économique et humaine de la Lorraine ; (p. 1569) : liquidation de pans entiers de l'industrie française visant à intégrer la France dans un conglomérat ouest-européen ; marche sur Paris organisée le 23 mars 1979 par la CGT.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage** (n° **900**). **Discussion de l'article unique** [16 mars 1979]. **Article unique** (p. 1803) : sur l'amendement n° 7 de M. Alain Hautecœur estime indispensable que la revendication de la semaine de 35 heures soit discutée et satisfaite par des négociations entre syndicats, patronat et Gouvernement français et non par une action de la communauté européenne.

— **Rappel au règlement** [2 avril 1979] (p. 2166) : provocation du Gouvernement lors de la manifestation du 23 mars à Paris.

— **Projet de loi portant règlement du budget de 1977** (n° **782**). **Première lecture. Explications de vote** [30 mai 1979] (p. 4427) : aide accordée à la sidérurgie n'aboutissant qu'à son démantèlement ; compétitivité de l'acier français ; vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi portant approbation du rapport sur les principales options du VIII^e Plan** (n° **1055**). **Première lecture. Discussion générale** [12 juin 1979] (p. 4940) : politique gouvernementale de désintégration du potentiel industriel français pour le soumettre à l'intégration européenne ; exemple de la sidérurgie ; diminution des investissements en France des grands groupes monopolistes ; conséquences financières et économiques de leur politique systématique d'investissement à l'étranger ; (p. 4941) : politique gouvernementale incitant au redéploiement des capitaux français à l'étranger et à l'expatriation des Français.

— **Projet de loi relatif aux équipements sanitaires et modifiant certaines dispositions de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière** (n° **995**). **Première lecture. Discussion générale** [21 juin 1979] (p. 5417) : misère médicale et hospitalière du bassin de Longwy ; dureté des conditions de vie et de travail des sidérurgistes.

— **Proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires pour les communautés européennes** (n° **838**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [28 juin 1979] (p. 5789) : texte proposant des mécanismes insuffisants pour permettre un contrôle réel par l'Assemblée nationale de l'ensemble des orientations communautaires.

— **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers et portant création de l'office national d'immigration** (n° **922**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [28 juin 1979] (p. 5792) : **oppose la question préalable** ; difficulté pour le Gouvernement de faire admettre sa politique à l'égard des étrangers ; vote de la question préalable au Sénat ; dénonce l'exploitation des immigrés avant la crise et la multiplication actuelle des expulsions et des actes de racisme qui redonnent à la France le visage des années 1940 ; son intention de saisir le Conseil constitutionnel ; (p. 5793) : multiplication dans la loi des cas d'expulsion sans aucune garantie ; (p. 5794) : attitude patriotique du parti communiste français pendant la guerre ; question préalable rejetée par scrutin public.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — V. **Recherche,** rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges. **Discussion générale** [24 octobre 1979] (p. 8897) : diminution de la part de la recherche civile en France au profit de la part des crédits militaires de recherche ; non-réalisation des objectifs prioritaires pour la recherche contenus dans le VII[e] Plan ; insuffisance croissante du nombre des chercheurs ; (p. 8898) : financement de la recherche par et pour le secteur privé par l'Etat ; volume des transferts de l'Etat aux entreprises au titre de la recherche-développement de l'ordre de 7 milliards de francs en 1978 ; recherche fondamentale sacrifiée au profit de la recherche appliquée ; insuffisante contribution de l'Etat au budget de l'institut de recherche de la sidérurgie ; insuffisant effort de recherche pour l'énergie solaire.

Industrie. Discussion générale [5 novembre 1979] (p. 9364) : accroissement de la concentration des aides de l'Etat sur six groupes révélé par le rapport Hannoun ; inconvénients dus à l'accélération du processus d'intégration de l'économie française dans le marché mondial ; l'exemple de la sidérurgie ; (p. 9365) : augmentation verticale des marchés internationaux par des firmes multinationales ; investissement des profits en France remis en cause par le redéploiement à l'étranger ; diminution des investissements en France ; les prévisions de l'INSEE ; importance de l'acier pour l'économie ; possibilités de maintenir et de développer une grande sidérurgie française ; la bataille de l'exportation se gagne sur le marché intérieur ; les nationalisations. **Examen des crédits** [5 novembre 1979]. **Etat C - Titre VI** (p. 9400) : le charbon, source d'énergie de l'avenir ; s'oppose à la réduction des crédits du commissariat à l'énergie atomique, de nature à limiter les contrôles de sécurité ; (p. 9401) : soutient l'amendement n° 225 de M. Roger Combrisson : diminution des crédits et des aides publiques aux entreprises ; selon le rapport Hannoun, six groupes industriels se partagent la moitié des aides publiques à l'industrie ; politique d'adaptation des structures industrielles conduisant la France au déclin : exemple de la sidérurgie.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1979** (n° **1397**). **Première lecture. Discussion des articles** [3 décembre 1979]. **Après l'Article 7** (p. 11140) : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Edgar Faure qui aboutit à alourdir la fiscalité locale. **Affaires étrangères. — Titre IV** (p. 11147) : soutient son amendement n° 32 : suppression de la contribution supplémentaire au budget de la CECA ; rejeté ; demande l'affectation de ces crédits au financement de la recherche en France pour la gazéification du charbon. **Article 19** (p. 11156) : soutient son amendement n° 35 : suppression des crédits destinés au financement des nouvelles sociétés sidérurgiques ; rejeté par scrutin public ; (p. 11157) : politique de déclin de la sidérurgie accroissant l'écart entre la France et la République fédérale d'Allemagne.

— **Projet de loi relatif à la compagnie nationale du Rhône** (n° **1276**). **Première lecture. Discussion générale** [10 décembre 1979] (p. 11514) : **oppose la question préalable :** absence de débat sur la priorité à accorder à la liaison Rhin-Rhône ; intérêt du canal pour l'industrie allemande ; proteste contre le financement européen, moyen d'ingérence dans les décisions françaises concernant les voies navigables ; risques d'une intégration plus étroite de l'Alsace à la sphère d'influence économique de l'Allemagne ; délimitation du tracé ignorant la Lorraine ; canal Rhin-Rhône s'inscrivant dans une politique de déclin de la région parisienne ; refus de toute opération visant à faire payer les régions ou les collectivités locales ; (p. 11516) : rappelle que l'annonce effective de la construction du canal a été faite après une rencontre entre M. Giscard d'Estaing et M. Helmut Schmidt ; utilité du canal pour les trusts ouest-allemands ; nécessité d'un débat sur l'ensemble des voies navigables ; question préalable rejetée par scrutin public. **Discussion des articles** [10 décembre 1979]. **Article premier** (p. 11531) : soutient l'amendement n° 8 de M. Vincent Porelli : nouvelles missions de la compagnie nationale du Rhône dans l'hypothèse d'une option Rhin-Rhône retenue au terme d'un débat démocratique.

— **Discussion commune des motions de censure relatives à la politique économique du Gouvernement déposée en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution par M. Georges Marchais et 85 de ses collègues et par M. François Mitterrand et 50 de ses collègues** [27 février 1980] (p. 72) : dégradation de la situation économique et sociale de la France ; amputation du pouvoir d'achat des salariés ; importance des bénéfices des compagnies pétrolières ; (p. 73) : commerce extérieur de la France ; diminution du poids de la facture pétrolière ; dépendance économique de la France pour certaines matières premières ; abandon de la production du charbon français au bénéfice de la production des partenaires européens ; (p. 74) : organisation par l'AIE (agence internationale de l'énergie) des débouchés européens pour les productions charbon-

nières excédentaires des USA ; la réduction des capacités de production de la sidérurgie française ; Longwy.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère** (n° **1642**). **Discussion** [17 avril 1980] (p. 497) : élargissement de la CEE ; développement de la supranationalité ; renforcement de l'OTAN ; conséquences de l'élargissement sur l'agriculture, l'industrie ; rapport économique agricole commune ; conséquences de l'élargissement pour la Grèce, l'Espagne et le Portugal ; (p. 499) : effet néfaste de l'élargissement dans le secteur industriel ; conséquences de l'adhésion de l'Espagne sur la sidérurgie.

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention signée à Lomé le 31 octobre 1979 entre les Etats membres de la communauté économique européenne et la communauté économique européenne, d'une part, des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'autre part, ainsi que l'approbation des deux accords internes afférents à cette convention, conclus à Bruxelles le 20 novembre 1979** (n° **1476**). **Première lecture. Discussion générale** [21 mai 1980] (p. 1154) : nouvel ordre économique international ; (p. 1155) : système Sysmin ; néo-colonialisme ; instabilité des coûts des matières premières ; mode de développement imposé aux pays ACP privilégiant les multinationales ; (p. 1156) : endettement des pays ACP ; course aux armements ; propositions communistes pour un nouvel ordre économique international ; problème de la faim ; groupe des « 77 ».

— **Déclaration du Gouvernement sur la recherche et débat sur cette déclaration** (n° **1767**). **Discussion** [29 mai 1980] (p. 1452) : crédits destinés aux personnels de recherche ; progression de la recherche finalisée et du développement technologique ; groupement d'intérêts scientifiques ; création de la société mixte Ariane Espace : CNES ; télématique ; télécommunications aérospatiales ; échec du lancement de la fusée Ariane ; recherche fondamentale et recherche appliquée ; minerai de fer lorrain.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [16 octobre 1980]. **Avant l'Article 2** (*suite*) (p. 2778) : son amendement n° 71 : prélèvement exceptionnel sur les actifs bruts des sociétés sidérurgiques si elles ne réalisent pas, en 1981, une production supérieure de 10 % à leur production de 1979 et 1980 ; rejeté par scrutin public ; état de crise manifeste de la sidérurgie proclamé par la commission de la communauté européenne ; (p. 2779) : dépendance de la sidérurgie française vis-à-vis de l'Allemagne ; diminution des capacités de production en France.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — V. **Recherche,** rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges. **Discussion générale** [22 octobre 1980] (p. 2968) : redressement du budget de la recherche ; insuffisance des créations d'emplois ; insuffisance de la part de la recherche financée par les entreprises privées ; transfert de fonds publics vers les entreprises privées ; choix des programmes prioritaires inspirés par des options de politique industrielle ; abandon de la recherche dans les industries de base : diminution de l'aide publique à l'IRSID (institut de recherche de la sidérurgie) ; (p. 2969) : nécessité de préserver la recherche fondamentale libre.

Industrie. Discussion générale [13 novembre 1980] (p. 3816) : inversion du rapport des forces au niveau mondial ; diminution de l'emploi industriel ; perte de compétitivité du potentiel productif français ; (p. 3817) : regression de l'investissement ; chute de la production française de machines-outils ; bilan catastrophique de la sidérurgie ; aggravation de la dépendance de la France vis-à-vis de l'Allemagne, des USA et du Japon ; augmentation de la pénétration des importations sur le marché intérieur ; industrie des composants électroniques. **Examen des crédits. Titre VI** (p. 3866) : diminution de la consommation d'acier et accroissement des importations ; importance de l'IRSID ; recul de l'industrie sidérurgique française et progrès de l'industrie allemande ; (p. 3867) : nécessité d'un inventaire complet des réserves françaises en charbon, en lignite et en schistes bitumineux. **Après l'Article 45** (p. 3869) : nécessité de doter l'institut de protection et de sureté nucléaires de moyens suffisants autrement que par l'augmentation des redevances ; intervention de sociétés privées dans le domaine nucléaire et problème de la sécurité ; approuve le développement continu du programme nucléaire y compris les surrégénérateurs.

PORELLI (Vincent)

Député des Bouches-du-Rhône
(11e circonscription)
(C).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1098).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission d'enquête créée à la suite du naufrage d'un navire pétrolier sur les côtes de Bretagne, le 16 mars 1978 [13 mai 1978] (p. 1692), [*J.O.* du 16 mai 1978] (p. 2085).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant et complétant la loi n° 68-1 du 2 janvier 1968 tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des brevets d'invention [15 juin 1978] (p. 3007).

Membre du conseil supérieur du pétrole [12 octobre 1978] (p. 6015), [13 avril 1979] (p. 862).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la Compagnie nationale du Rhône [*J.O.* du 21 décembre 1979] (p. 3220).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à assurer la sauvegarde et le développement des pêches maritimes en Méditerranée (n° **1459**) [10 avril 1980] (p. 298).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° **763**) **tendant à la défense de la culture familiale de la lavande et du lavandin** (n° **1433**) [28 novembre 1979].

— **Proposition de loi** tendant **à assurer la sauvegarde et le développement des pêches maritmes en Méditerranée** (n° **1459**) [5 décembre 1979].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Cessation du travail à la Solmer** [16 mai 1979] (p. 3853) : demande au Gouvernement de recevoir une délégation de l'intersyndicale CGT-CFDT-CFTC de la Solmer pour étudier une reprise éventuelle du travail.

— **Ticket modérateur d'ordre public** [16 avril 1980] (p. 424) : mutualité ; décret du 15 janvier 1980.

— **Situation de la société de constructions métallurgiques de Provence** [22 octobre 1980] (p. 2956).

— **Grève de la faim menée par des détenus corses** [10 décembre 1980] (p. 4801) : nécessité d'accorder la liberté provisoire aux huit détenus autonomistes corses ; création d'une commission parlementaire d'enquête sur la violence en France.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **3467**) : **Pollution du Rhône** [23 juin 1978] (p. 3416, 3417) : rappelle le plan en cinq ans envisagé par les deux associations de défense de l'environnement de la vallée du Rhône et leur désir de rencontrer un représentant du Gouvernement ;

— (n° **8842**) : **Chômage conjoncturel de l'entreprise sidérurgique Solmer** [24 novembre 1978] (p. 8350) : chômage conjoncturel à l'entreprise Solmer de Fos-sur-Mer et menace de lock-out ; mesures injustifiées, car l'entreprise est compétitive ; lutte efficace des travailleurs ; remèdes proposés par les communistes à la crise de la sidérurgie ; accroissement possible de la consommation intérieure et opposition aux restructurations supranationales.

— (n° **15185**) : **Sidérurgie française** [20 avril 1979] (p. 2926, 2927) : influence désastreuse du plan Davignon brisant notre sidérurgie au profit de celle de l'Allemagne de l'Ouest ; disparition des unités sidérurgiques de Longwy et Denain ; intensification de l'exploitation des salariés de Solmer à Fos-sur-Mer et Usinor-Dunkerque.

— (n° **17970**) : **Usine Job-Bastos de Bastia** [29 juin 1979] (p. 5866, 5867) : difficultés de cette entreprise contrainte à pratiquer un prix de vente inférieur au prix de revient ; la prise de participation du SEITA dans la manufacture Job-Bastos n'a pas permis de redresser la situation ; politique visant à démanteler le secteur national de production de tabacs ; concentrations envisagées ; loi Veil interdisant la publicité aux entreprises françaises et l'autorisant aux entreprises étrangères (Camel-Filters).

INTERVENTIONS

— **Proposition de loi modifiant et complétant la loi n° 68-1 du 2 janvier 1968 tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des brevets d'invention** (n° **117**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [16 mai 1978]. **Article premier A** (p. 1693) : soutient l'amendement n° 1 de M. Roger Gouhier : renforçant les droits de l'inventeur

salarié en lui assurant la propriété de l'invention ; l'insuffisance de la jurisprudence codifiée par le texte adopté par le Sénat.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° 234). **Première lecture. Discussion des articles** [1er juin 1978]. **Article 3** (p. 2374) : situation de l'emploi dans la région de Nice ; appui du groupe communiste aux propositions émises par les travailleurs.

— **Projet de loi relatif aux opérations de la caisse d'amortissement pour l'acier** (n° 563) **et projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° 564). **Première lecture. Discussion générale commune** [9 octobre 1978] (p. 5834) : problème de Solmer ; importance des concours publics accordés sans contrôle à la construction des complexes de Fos ; (p. 5835) : productivité élevée de Fos dûe à la progression des cadences de travail ; proposition communiste pour l'avenir de Fos ; [10 octobre 1978] (p. 5889) : **soutient la motion de renvoi en commission de M. Antoine Porcu** : insuffisance des éléments d'information fournis aux commissions ; (p. 5890) : connaissance imprécise de l'endettement des sociétés sidérurgiques ; complexité du schéma de contrôle de ces sociétés ; souhaite la constitution d'une commission d'enquête parlementaire sur les sociétés sidérurgiques ; volonté du Gouvernement d'escamoter les débats ; complicité du Gouvernement, de la majorité et des maîtres de forges ; sort des petits actionnaires.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° 560). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Transports. — V. Routes, ports et voies navigables. Discussion générale [9 novembre 1978] (p. 7319) : dégradation constante du réseau routier français ; (p. 7320) : retard dans la réalisation de la liaison mer du Nord - Méditerranée ; difficultés financières du port de Marseille ; autoritarisme de la politique gouvernementale des transports, exemple des ports autonomes ; vote hostile du groupe communiste.

Jeunesse, sports et loisirs. — II. Tourisme. Discussion générale [15 novembre 1978] (p. 7645) : accentuation des inégalités pour l'accès aux vacances ; diminution de la durée moyenne des vacances ; 49 % de Français ne prennent pas de vacances ; proportion minime des crédits touristiques pour l'ensemble des dépenses de l'Etat ; (p. 7646) : non-application du rapport Blanc ; souhaite l'institution du chèque vacances ; rejet du budget par le groupe communiste ; (p. 7651) : absence de réponse du ministre à ses questions. **Examen des crédits** [15 novembre 1978] (p. 7652) : Etat B - **Titre III. Explication de vote** : vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi relatif à certaines infractions en matière de circulation maritime et complétant la loi du 17 décembre 1926 portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande** (n° 682) **et projet de loi portant modification de la loi n° 64-1331 du 26 décembre 1964 sur la pollution de la mer par les hydrocarbures** (n° 683). **Première lecture. Discussion générale commune** [4 décembre 1978] (p. 8736) : commission d'enquête de l'Assemblée nationale créée à la suite de la catastrophe de l'*Amoco-Cadiz* admettant la responsabilité des armateurs et des états côtiers ; problème des pavillons de complaisance ; nécessité de renforcer le dispositif de prévention, de surveillance et d'intervention ; nécessité d'étendre au-delà de la limite des douze milles le droit pour les Etats d'exercer des pouvoirs de police ; s'élève contre l'autorisation accordée à Elf-Aquitaine d'effectuer un forage d'exploration près de la Camargue ; indemnisation insuffisante des victimes de l'*Amoco-Cadiz*.

— **Projet de loi relatif à certaines infractions en matière de circulation maritime et complétant la loi du 17 décembre 1926 portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande** (n° 682). **Première lecture. Discussion des articles** [4 décembre 1978]. **Article 2** (p. 8742) : retire l'amendement n° 9 de M. Maxime Kalinsky : extension des amendes particulières prévues pour les navires transportant des hydrocarbures aux navires transportant des substances dangereuses ; soutient l'amendement n° 1 de M. Maxime Kalinsky : augmentation du montant minimum de l'amende en cas d'infraction aux règles de la circulation maritime. **Article 3** (p. 8744) : soutient son amendement n° 12 : extension aux navires transportant des substances dangereuses du régime particulier appliqué aux navires transportant des hydrocarbures ; retiré. **Après l'Article 3** (p. 8746) : soutient son amendement n° 8 : immobilisation du navire pollueur pendant au moins quarante-huit heures ; accepte de supprimer dans son amendement n° 8 la référence d'une durée minimum d'immobilisation ; amendement n° 8 adopté avec modification.

— **Projet de loi portant modification de la loi n° 64-1331 du 26 décembre 1964 sur la pollution de la mer par les hydrocarbures** (n° 683). **Première lecture. Explications de vote** [4 décembre 1978] (p. 8755) : projet n'apportant pas de solutions au problème de la prévention en mer ; vote favorable du groupe communiste.

— **Projet de loi portant approbation du rapport sur les principales options du VIII[e] Plan** (n° **1055**). **Première lecture. Discussion générale** [14 juin 1979] (p. 5095) : cause nationale de la faillite de la sidérurgie française ; restructuration de la sidérurgie européenne en faveur de l'Allemagne.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Jeunesse, sports et loisirs. — II. Tourisme. Discussion générale [29 octobre 1979] (p. 9091) : dégradation constante que subissent les vacances et aggravation des inégalités ; diminution des autorisations de programme destinées au tourisme social ; conclusions du rapport Blanc ; augmentation des crédits du tourisme de luxe ; importance économique du tourisme ; demande l'institution du chèque-vacances.

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1979] (p. 9189) : insuffisance du budget consacré à la prévention des pollutions et à la protection de la nature ; exemple de pollution de l'air : l'usine de Tarascon dans les Bouches-du-Rhône « la cellulose du Rhône » et l'usine de l'Ardoise du groupe Ugine-Aciers dans le Gard ; plan de cinq ans pour sauver le Rhône proposé par les associations de défense de l'environnement ; (p. 9190) : pollution de la Méditerranée ; difficultés des parcs naturels régionaux ; désengagement de l'Etat ; licenciement du personnel au parc naturel régional de Camargue.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1979** (n° **1397**). **Première lecture. Discussion générale** [3 décembre 1979] (p. 11121) : l'arsenal de Toulon ; les chantiers navals de la Seyne ; nécessité d'obliger la compagnie de navigation Vieljeux-Delmas à utiliser des bateaux construits en France ; situation de l'emploi très difficile dans le Var ; (p. 11122) : diminution de l'extraction du minerai du bassin de bauxite du Centre-Var ; difficultés de l'agriculture varoise, notamment dans le domaine foncier. **Discussion des articles** [3 décembre 1979]. **Après l'Article 7** (p. 11139) : dénonce la volonté du Gouvernement de privatiser l'hôtel Martinez de Cannes.

— **Projet de loi relatif à la compagnie nationale du Rhône** (n° **1276**). **Première lecture. Discussion générale** [10 décembre 1979] (p. 11519) : pas de schéma directeur des voies navigables qui justifierait la priorité absolue accordée à la liaison Rhin-Rhône ; (p. 11520) : projet constituant un pas de plus vers l'intégration européenne des monopoles ; tracé retenu autoritairement laissant la Lorraine à l'écart ; intégration de l'Alsace à l'espace économique allemand ; s'oppose au projet de financement européen des travaux de construction ; (p. 11524) : compare l'enthousiasme de la majorité pour la liaison Rhin-Rhône à celui qu'avait inspiré le projet de Fos. **Discussion des articles** [10 décembre 1979]. **Article premier** (p. 11531) : son amendement n° 8 soutenu par M. Antoine Porcu : nouvelles missions de la compagnie nationale du Rhône dans l'hypothèse d'une option Rhin-Rhône retenue au terme d'un débat démocratique ; rejeté. **Article 2** (p. 11532) : soutient son amendement n° 9 : financement budgétaire des travaux de construction grâce à une augmentation de l'impôt sur les bénéfices des sociétés intéressées par le canal ; rejeté. **Article 5** (p. 11533) : soutient son amendement n° 10 : suppression de l'article 5 ; rejeté. **Article 6** : soutient l'amendement n° 11 : portant de 26 à 30 le nombre des membres du conseil d'administration de la compagnie nationale du Rhône ; adopté ; souhait du groupe communiste d'y voir figurer des représentants du Parlement ; (p. 11534) : soutient son amendement n° 12 : présence de représentants du Parlement au conseil d'administration de la compagnie nationale du Rhône ; rapport présenté par ces représentants sur l'usage des fonds publics mis à la disposition de la compagnie ; rejeté.

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1978** (n° **1491**). **Première lecture. Discussion générale** [28 mai 1980] (p. 1331) : rapport sur les aides publiques à l'industrie ; rapport Hannoun et concentration des aides publiques ; redéploiement industriel ; (p. 1332) : libération des prix ; réorientation de l'épargne des ménages.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Jeunesse, sports et loisirs. — III. Tourisme. Discussion générale [7 novembre 1980] (p. 3696) : pourcentage des Français ne partant pas en vacances ; budget d'austérité favorisant le redéploiement de quelques grands trusts visant à faire de la France du sud une zone de loisirs de l'espace européen ; (p. 3697) : priorité à donner au tourisme social et familial ; sous-consommation des crédits d'équipement ; détérioration des rapports entre habitants et estivants ; concentration des professionnels du tourisme commercial ; actions de « France-Information-Loisirs » ; pétition signée à l'initiative de « Tourisme et Travail » ; institution de chèques-vacances, financés à 50 % par le patronat ; suppression des péages autoroutiers pour les trajets de va-

cances ; octroi de crédits massifs au tourisme social.

— **Rappel au règlement** [2 décembre 1980] (p. 4548) : ordre du jour de l'Assemblée ; refus du Gouvernement d'inscrire le débat sur le VIII[e] Plan à l'ordre du jour prioritaire.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° 1600). **Lettre rectificative** (n° 2098). **Première lecture. Discussion générale** [4 décembre 1980] (p. 4637) : non-paiement par le port autonome de Marseille de la taxe foncière sur les propriétés non bâties et de la taxe professionnelle.

PORTE (Jeannine)

Député des Bouches-du-Rhône
(7[e] circonscription)
(C).

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

Elue le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1098).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Secrétaire de l'Assemblée nationale [5 avril 1978] (p. 1110-1111).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

DÉPOTS

— **Proposition de loi tendant à la majoration des rentes viagères en fonction de la variation constatée de l'indice des prix à la consommation** (n° 1264) [29 juin 1979].

QUESTIONS

Intervention sur la question orale avec débat de :

— **M. Guy Hermier** (n° 2279) : **Construction navale** [2 juin 1978] (p. 2470) : les licenciements demandés par le groupe Terrin à Marseille ; le démantèlement de la réparation et de la construction navales ; lutte contre les pavillons de complaisance : la vente de navires envisagée par diverses compagnies ; la situation de la société nationales Corse-Méditerranée chargée d'assurer la continuité territoriale avec la Corse.

INTERVENTIONS

— **Discussion de la motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par soixante députés du groupe socialiste le 2 octobre 1978.** [4 octobre 1978] (p. 5568) : insuffisance de la flotte française ; difficultés des ports français ; aide de l'Etat aux armateurs ; démantèlement du groupe Terrin ; chômage dans la construction navale ; intégration de la France dans une Europe allemande ; plan Davignon ; son opposition à l'élargissement du marché commun à l'Espagne, à la Grèce et au Portugal.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° 560). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Transports. — IV. **Marine marchande. Discussion générale** [9 novembre 1978] (p. 7374) : budget d'austérité ; embauche croissante de marins du Tiers-Monde ; développement des pavillons de complaisance ; conséquences désastreuses de l'élargissement de la communauté pour la flotte française ; gaspillage des subventions accordées à la construction navale ; (p. 7375) : proposition du groupe communiste tendant à la création d'une commission d'enquête sur la construction et la réparation navales ; réduction de moitié de l'appareil productif naval de la communauté proposée par le plan Davignon ; démantèlement du groupe Terrin ; refus de l'élargissement de la communauté.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° 1290). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Transports. Discussion générale [23 octobre 1979] (p. 8786) : augmentation de 13 % seulement du budget de la marine marchande mettant en cause le pouvoir d'achat des marins ; démantèlement de la flotte française au profit des pavillons de complaisance ; (p. 8787) : embarquement sur trois paquebots français de marins du Tiers-Monde surexploités ; suppression d'emplois dans la marine marchande ; dénonce le plan de la communauté européenne en matière de construction navale favorable aux armateurs et aux multinationales ; (p. 8788) : nécessité de doter la France d'une flotte capable d'assurer 50 % de nos échanges ; problèmes des chantiers marseillais de réparation navale.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique familiale** (n° 1408). **Discussion** [21 novembre 1979] (p. 10481) : culpabilisation des jeunes couples ; (p. 10482) :

courbe démographique de la France ; les expulsions de locataires ; le travail, besoin vital des femmes ; discrimination dont sont victimes les femmes enceintes ; pratique du contrat obligé indiquant qu'en cas de maternité la femme ne pourra plus faire partie du personnel ; les problèmes de l'éducation scolaire ; souhaite une augmentation de 25 % des allocations familiales et la reconnaissance, par l'Etat, de la maternité comme une fonction sociale prioritaire ; (p. 10483) : nécessité d'assurer la garantie de retrouver son emploi à la femme qui élève ses enfants et de crér un réseau d'accueil des jeunes enfants ; ralentissement de la construction des crèches.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse (n° 1328). Première lecture. Discussion des articles** [29 novembre 1979]. **Après l'Article premier** (p. 10935) : son amendement n° 57 soutenu par Mme Gisèle Moreau : amendement de coordination ; rejeté.

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses (n° 1608). Première lecture. Discussion générale** [6 mai 1980] (p. 889) : baisse du niveau de vie des familles ; financement de la sécurité sociale ; misère des familles marseillaises ; bas salaires ; retards dans le paiement des loyers et des charges ; saisies sur les salaires ; (p. 890) : accidents du travail ; proposition communiste ; santé.

— **Projet de loi de finances pour 1981 (n° 1933). Première lecture.** *Deuxième partie :*

Transports. Discussion générale [15 novembre 1980] (p. 3953) : budget en régression pour la marine marchande ; démantèlement de la réparation navale à Marseille ; constitution de transports maritimes européens et insuffisance de la flotte française ; pavillons de complaisance ; suspension des liaisons entre la Corse et l'Italie ; (p. 3954) : retraites des marins et subvention à l'établissement national des invalides de la marine ; propositions communistes pour la marine marchande.

POUJADE (Robert)

Député de la Côte-d'Or
(1re circonscription)
(RPR).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1099).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

Contestation de son élection [3 avril 1978] (p. 1103).

Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [18 mai 1978] (p. 1848).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 18 mai 1978] (p. 2119).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 18 mai 1978] (p. 2119), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre titulaire du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres [27 avril 1978] (p. 1430), [28 avril 1978] (p. 1444).

Membre du conseil d'administration de la Bibliothèque nationale [29 juin 1978] (p. 3652).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979 (n° 560). Première lecture.** *Deuxième partie :*

Articles et articles additionnels non rattachés [17 novembre 1978]. **Après l'Article 73** (p. 8014) : son amendement n° 237 soutenu par M. Lucien Neuwirth : abrogation de l'article 486 *bis* du code général des impôts relatif aux marchés en gros de boissons et créant une déclaration annuelle des stocks en magasin déposée le 30 septembre de chaque année ; adopté.

— **Projet de loi modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements (n° 706). Première lecture. Discussion des articles** [12 décembre 1978] : **Avant l'Article premier** (p. 9268) : risques présentés par le rattachement à la T.V.A. de la dotation globale de fonctionnement des collectivités locales ; ses doutes sur les résultats des travaux de simulation effectués ; souhait des communes d'obtenir des garanties supplémentaires quant à l'évolution de la dotation globale ; [13 décembre 1978] : **Article premier : Après l'Article L 234-16 du code des communes** (p. 9348) : approuve l'amendement

n° 93 de la commission ; problème du financement des équipements collectifs des communes centres utilisés surtout par les habitants des communes périphériques.

— **Projet de loi réglementant la publicité extérieure et les enseignes** (n° **582**). **Première lecture. Discussion des articles** [18 avril 1979]. **Article 3** (p. 2730) : soutient son amendement n° 99 : interdisant l'apposition de publicité sur les arbres ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Intérieur. Discussion générale [13 novembre 1979] (p. 9937) : souhaite l'élaboration de contrats entre les communes et l'Etat pour la création des secteurs sauvegardés.

Services du Premier ministre. — I. Services généraux : Aménagement du territoire. Discussion générale [13 novembre 1979] (p. 9956) : modification des données de l'aménagement du territoire par la crise ; nécessité de faire une application plus large des possibilités de dérogation au régime général d'attribution des aides ; succès de la politique de rééquilibrage de la DATAR ; échec des métropoles d'équilibre ; situation préoccupante en milieu rural de la Bourgogne aux Pyrénées ; rôle de la DATAR dans la poursuite d'une politique de qualité de la vie ; actions pour la protection du littoral ; réalisation de 10.000 hectares d'acquisitions par le conservatoire du littoral ; nécessité d'améliorer la réglementation des ZAD.

— **Projet de loi instituant l'agence de l'atmosphère et modifiant la loi n° 61-842 du 2 août 1961 relative à la lutte contre les pollutions atmoshériques et les odeurs** (n° **1039**). **Première lecture. Discussion de l'article unique** [18 décembre 1979]. **Article unique** (p. 12244) : rend hommage au rôle joué par l'association pour la prévention de la pollution atmosphérique.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences. Discussion générale [23 octobre 1980] (p. 3051) : priorité accordée à la force de dissuasion ; (p. 3052) : critère de choix des matériels nouveaux ; logement des gendarmes ; défense civile.

Services du Premier ministre. — I. Services généraux : Aménagement du territoire. Discussion générale [29 octobre 1980] (p. 3268) : continuité de la politique d'aménagement du territoire ; rend hommage à la DATAR ; organisation des aides régionales ; fonds spécial d'adaptation industrielle ; déconcentration des procédures d'aides ; nécessité de revoir la carte des aides ; rôle de la DATAR en matière d'urbanisme ; aménagement de l'espace ; politique des métropoles d'équilibre ; contrats de pays ; problème de l'évolution urbaine ; (p. 3269) : actions en milieu rural ; relâchement excessif de l'effort en faveur des liaisons routières et autoroutières ; problème de la Bourgogne ; décentralisation des services publics ; succès du conservatoire du littoral ; (p. 3277) : problème des crédits de paiement et des moyens de contrôle du conservatoire du littoral.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** (n° **2095**). **Première lecture. Discussion des articles** [2 décembre 1980]. **Après l'Article 4** (p. 4555) : « clochardisation » des grandes villes et des banlieues.

POURCHON (Maurice)

Député du Puy-de-Dôme
(1re circonscription)
(S).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

Contestation de son élection [3 avril 1978] (p. 1103).

Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [18 mai 1978] (p. 1846-1847).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignation [27 avril 1978] (p. 1430), [*J.O.* du 4 avril 1981] (p. 952).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1979 (n° **560**).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1980 (n° **1290**).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage [*J.O.* du 17 mars 1979] (p. 621).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1981 (n° **1933**) : Jeunesse, sports et loisirs : Tourisme [9 octobre 1980] (p. 2650).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission de finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1979** (n° **560**). — Budgets civils : Services du Premier ministre. — **Annexe n° 34 : II. Journaux officiels.** — IV. **Conseil économique et social** (n° **570**) [5 octobre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° **1290**). — I. Budgets civils : B. Budgets annexes. — **Annexe n° 47 : Journaux officiels** (n° **1292**) [2 octobre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° **1290**). — I. Budgets civils : A. Budget général. — **Annexe n° 34 : Services du Premier ministre - Conseil économique et social** (n° **1292**) [2 octobre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le **projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Annexe n° 28 : Jeunesse, sports et loisirs : Tourisme** (n° **1976**) [9 octobre 1980].

— **Proposition** de loi relative au régime de **retraite des enseignants** des écoles dites « anciennes **écoles Michelin** » (n° **2236**) [20 décembre 1980].

— **Proposition de loi** portant réforme de l'**organisation régionale du tourisme** (n° **2238**) [20 décembre 1980].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Licenciements aux Tanneries françaises réunies** [7 juin 1978] (p. 2598) : motifs des licenciements prévus pour le 12 juin.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Intérieur. Discussion générale [19 octobre 1978] (p. 6364) : problème des établissements publics régionaux ; relève deux erreurs manifestes dans le rapport de M. Michel Aurillac : effectifs du conseil régional d'Auvergne et de l'agence d'urbanisme de l'agglomération marseillaise ; (p. 6365) : souhaite connaître la charge réelle que représente l'administration préfectorale pour les conseils généraux ; demande la position du Gouvernement sur le transfert aux régions de la gestion des aides au développement régional ; (p. 6366) : souhaite que les établissements publics régionaux aient une plus grande latitude pour recruter du personnel ; souhaite l'institution d'exécutifs régionaux ne relevant que d'assemblées régionales élues au suffrage universel ; souhaite connaître les intentions du Gouvernement quant à la composition des comités économiques et sociaux des régions.

Services du Premier ministre. — I. **Services généraux.** — II. **Journaux officiels.** — III. **Secrétariat général de la défense nationale.** — IV. **Conseil économique et social,** rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, pour les journaux officiels et le Conseil économique et social. **Discussion générale** [3 novembre 1978] (p. 7042) : activités en continuelle expansion de la direction des journaux officiels ; souhaite une augmentation du tarif des journaux officiels ; problèmes posés par le comité d'entreprise et le comité social du *Journal officiel* ; souhaite que siègent au Conseil économique et social des représentants des travailleurs intellectuels, des retraités et des anciens combattants.

Taxes parafiscales. Examen des crédits [17 novembre 1978]. **Etat E - Ligne 61** (p. 7985) : son amendement n° 289 : suppression de la taxe parafiscale instituée au profit du conseil national du cuir et du centre technique du cuir ; rejeté (p. 7986) : crise des industries du cuir ; demande la création d'un office du cuir.

Articles et articles additionnels non rattachés [17 novembre 1978]. **Après l'Article 33** (p. 8015) : sur l'amendement n° 196 de M. Daniel Goulet, nécessité de prévoir des freins à la fiscalité régionale. **Après l'Article 80** (p. 8019) : soutient l'amendement n° 251 de M. Christian Pierret : dépôt par le Gouvernement d'un rapport sur les aides attribuées par le fonds spécial d'adaptation industrielle.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage** (n° **900**). **Discussion générale** [16 mars 1979] (p. 1796) : dépopulation rurale et faiblesse du tissu industriel dans la région d'Auvergne ; échec du programme spécifique Massif central ; inefficacité des primes au développement régional ; politique désastreuse d'aménagement du territoire ; (p. 1797) : son scep-

ticisme sur l'efficacité de la commission d'enquête. **Discussion de l'article unique** [16 mars 1979]. **Article unique** (p. 1801) : soutient son amendement n° 6 : confiant à la commission d'enquête le soin de recueillir des informations sur l'utilisation des fonds publics versés aux entreprises privées pour le maintien ou la création d'emplois ; rejeté.

— **Projet de loi modifiant les modes d'élection de l'assemblée territoriale et du conseil de gouvernement du territoire de la Nouvelle-Calédonie** (n° **925**). **Troisième lecture. Discussion des articles** [10 mai 1979]. **Article 6 : rappel au règlement** (p. 3717) : propos intolérables de M. Paul Dijoud.

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1977** (n° **782**). **Première lecture. Discussion des articles** [30 mai 1979]. **Après l'Article 18** (p. 4425) : soutient son amendement n° 2 : exigeant du Gouvernement qu'il fournisse le chiffre exact des recettes de l'impôt sur le revenu ; adopté avec modification ; (p. 4426) : soutient l'amendement n° 4 de M. Christian Pierret : refusant d'approuver les opérations exécutées par l'Etat en 1977 et concernant l'aide consentie à l'Empire centrafricain ; (p. 4427) : non-remboursement par l'Empire centrafricain de ses dettes envers la France.

— **Projet de loi portant approbation du rapport sur les principales options du VIII^e^ Plan** (n° **1055**). **Première lecture. Discussion générale** [14 juin 1979] (p. 5114) : silence inquiétant du rapport sur les problèmes de l'aménagement du territoire ; désertification de l'Auvergne ; danger que constitue pour l'économie auvergnate la trop forte prédominance de Michelin ; (p. 5115) : nécessité d'un accroissement des compétences des régions sans alourdissement de la charge fiscale régionale. **Discussion de l'article unique** [14 juin 1979]. **Article unique** (p. 5123) : caractère inamendable du rapport sur les options du VIII^e^ Plan. **Explications de vote** (p. 5137) : absence d'intérêt des députés pour le débat ; rapport ne constituant pas un texte de planification ; vote hostile du groupe socialiste.

— **Rappel au règlement** [28 juin 1979] (p. 5804) : articles 140 et suivants du règlement ; rapport de la commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage précédé d'un avant-propos du président de la commission d'enquête ; demande le retrait du rapport ainsi publié et l'impression du rapport sans avant-propos.

— **Rappel au règlement** [28 juin 1979] (p. 5804) : article 10, troisième alinéa, de loi du 22 juin 1967 ; communication aux membres de la commission des finances du texte intégral du rapport de la Cour des comptes sur l'utilisation des crédits des calamités agricoles ; exercice collectif du pouvoir de contrôle.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [20 octobre 1979]. **Article 19** (p. 8651) : son amendement n° **84** soutenu par M. Jacques Lavédrine : portant à 12,47 % le taux de prélèvement sur la taxe sur les produits pétroliers ; rejeté.

Jeunesse, sports et loisirs. — II. Tourisme. Examen des crédits [29 octobre 1979] **Etat B - Titre IV** (p. 9098) : son amendement n° 378 soutenu par M. Pierre Forgues : réduction de 1 million de francs des crédits destinés à la création de l'association « France Informations Loisirs » ; rejeté par scrutin public ; (p. 9099) : son amendement n° 379 soutenu par M. Alain Richard : réduction de 2 millions et demi de francs des crédits destinés au groupement d'intérêt économique « Bienvenue en France » ; rejeté.

Services du Premier ministre. — I. Services généraux : Services divers. — II. Secrétariat général de la défense nationale. — III. Conseil économique et social : Budget annexe des journaux officiels, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, pour le Conseil économique et social et les journaux officiels. **Discussion générale** [7 novembre 1979] (p. 9524) : augmentation des ressources du *Journal officiel* et progrès de la sous-traitance ; diminution de la subvention d'exploitation versée par l'Etat ; pas de suppression d'emplois lors de l'implantation de la photocomposition ; qualité des études produites par le Conseil économique et social ; problème des moyens mis à la disposition des membres du Conseil ; (p. 9525) : statut des personnels du Conseil économique et social. **Examen des crédits** [7 novembre 1979] **Etat B - Titre III : Services du Premier ministre. — III. Conseil économique et social** (p. 9531) : problème du statut des personnels du Conseil économique et social ; rappelle que la mission de service public des journaux officiels doit avoir priorité sur les aspects plus commerciaux de leur activité.

Services du Premier ministre. — IV. Commissariat général du plan, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, suppléant M. Michel Rocard. **Discussion générale** [13 novembre 1979] (p. 9942) : disparition du sens du contrôle de l'exécution du Plan ; décalage de la situation des organismes de planification ; seuls progressent les crédits destinés aux tâches immédiates de planification ; dissolution de la notion de plan ; (p. 9943) : insuf-

fisance des moyens mis à la disposition du commissariat général du plan ; situation du CREDOC ; déplore le caractère tardif de la communication du rapport annuel d'exécution du VII[e] Plan ; déshérence de la notion de planification en France ; insuffisance des données sur l'exécution des programmes d'action prioritaire.

Articles et articles additionnels non rattachés [17 novembre 1979]. **Après l'Article 73** (p. 10292) : inadaptation des recettes des régions ; le déplafonnement est une mauvaise solution qui risque d'aggraver les déséquilibres régionaux ; (p. 10293) : son opposition à la formule de régionalisation du projet de 1969. **Après l'Article 77** (p. 10299) : son amendement n° 363 rectifié : étendant les possibilités d'action des établissements publics régionaux ; rejeté ; nécessité de valider les opérations lancées par les établissements publics régionaux dont la légalité a été mise en cause dans le rapport de la Cour des comptes ; absence d'extension des compétences des établissements publics régionaux par son amendement.

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à continuer à percevoir en 1980 les impôts et taxes existants** (n° **1559**). **Première lecture. Discussion de l'article unique** [27 décembre 1979]. **Après l'Article unique** (p. 12553) : soutient l'amendement n° 10 de M. Laurent Fabius : impôt annuel sur le capital des sociétés privées et nationalisées.

— **Déclaration du Gouvernement sur l'attentat de la rue Copernic et débat sur cette déclaration** (n° **1946**). **Discussion** [8 octobre 1980] (p. 2601) : compétences respectives de la Cour de sûreté de l'Etat et de la juridiction de droit commun ; exemple du massacre du *Bar du Téléphone.*

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième Partie :*

Jeunesse, sports et loisirs. — III. **Tourisme,** rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [7 novembre 1980] (p. 3692) : importance des ressources procurées à l'économie nationale par le tourisme ; budget en régression ; indigence des crédits affectés aux délégations régionales ; augmentation des crédits des bureaux à l'étranger ; destination des crédits d'études ; crédits de « France Informations Loisirs » ; (p. 3693) : observations de la Cour des comptes ; promotion à l'étranger par « Bienvenue en France » ; réduction des subventions aux organismes à vocation touristique ; critique de l'association française d'action touristique ; dépenses d'équipement ; création d'un fonds interministériel pour les loisirs ; politique touristique ; tourisme social ; promotion du thermalisme ; (p. 3701) : regroupement des crédits d'études au chapitre 34-13 ; demande des précisions sur le chapitre 56-02, titre V : dépenses d'équipement.

— **Rappel au règlement** (p. 3702) : article 56, alinéa premier ; droit de parole des rapporteurs.

Examen des crédits [7 novembre 1980]. **Etat B - Titre III** (p. 3706) : amendement n° 165 de M. Pierre Forgues. **Titre IV :** amendement n° 166 de M. Christian Nucci ; création d'un office national du tourisme ; (p. 3707) : s'associe à l'amendement n° 167 de M. Alain Hautecœur ; observations de la Cour des comptes sur l'association française d'actions touristiques (AFAT).

Articles et articles additionnels non rattachés [18 novembre 1980]. **Après l'Article 43** (p. 4121) : son sous-amendement n° 87 à l'amendement n° 26 de la commission des finances : fixant à 65 F par habitant en 1981 le montant maximum des ressources fiscales de chaque région et faisant évoluer ce montant maximum dans la même proportion que l'indice des prix à la consommation ; devient sans objet ; (p. 4122) : s'oppose au sous-amendement n° 161 de M. de Branche à l'amendement n° 33 du Gouvernement ; estime qu'il est vexant pour les assemblées régionales de leur imposer un taux maximum de progression de leur fiscalité directe ; s'oppose au sous-amendement n° 150 de M. de Branche à l'amendement n° 33 du Gouvernement ; difficultés d'une répartition entre les sept impôts régionaux à raison d'un maximum de 35 % pour chacun d'eux ; son sous-amendement n° 225 à l'amendement n° 33 du Gouvernement : évolution du montant maximum par habitant des ressources fiscales de chaque région aligné sur celle de l'indice des prix à la consommation ; rejeté.

PRÉAUMONT (Jean de)

Député de Paris
(23[e] circonscription)
(RPR).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

Contestation de son élection [3 avril 1978] (p. 1103).

Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [18 mai 1978] (p. 1846).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relative à la radiodiffusion et à la télévision [26 juin 1978] (p. 3488).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1979 (n° **560**) : culture et communication - radio-télévision [6 octobre 1978] (p. 5689).

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de l'information publique [*J.O.* du 16 mars 1979] (p. 610).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Joël Le Tac tendant à confier à l'établissement public de diffusion l'exploitation de l'ensemble des réseaux de diffusion des programmes de radiodiffusion et de télévision (n° **1616**) [24 avril 1980] (p. 729).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1979 (n° **1290**) : culture et communication - radio-télévision [2 octobre 1979] (p. 7664).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1981 (n° **1933**) : Culture et communication - Radio-télévision [9 octobre 1980] (p. 2650).

DÉPOTS

— **Avis,** présenté ou nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1979** (n° **560**). — **Tome VII : Culture et communication - Radio-télévision** (n° **571**) [5 octobre 1978].

— Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° **1290**). — **Tome VII : Culture et communication - Radio-télévision** (n° **1293**) [2 octobre 1979].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° **1560**). — **Tome VII : Culture et communication - Radio-télévision** (n° **1562**) [28 décembre 1979].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° **1933**). — **Tome VII : Culture et communication - Radio-télévision** (n° **1977**) [9 octobre 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° **209**) visant à étendre au corps des **porteurs des services municipaux des pompes funèbres** le bénéfice des dispositions de la **loi n° 50-238 du 17 mars 1950** accordant aux agents des réseaux souterrains des égouts des avantages spéciaux pour l'ouverture des **droits à pension** (n° **2113**) [3 décembre 1980].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Radiodiffusion et télévision, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. **Discussion générale** [26 octobre 1978] (p. 6712) : ambiguïté des rapports des sociétés de programme et de la SFP ; nécessité d'un engagement pluriannuel des sociétés de programme vis-à-vis de la SFP ; difficultés de la SFP provenant d'une sous-estimation de la capacité de production des professionnels ; avis favorable de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur l'adoption de l'article 62 de la loi de finances relatif à la répartition de la redevance télévision.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Radio-télévision, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. **Discussion générale** [26 octobre 1979] (p. 9039) : pas de lien obligatoire entre l'existence d'une radio-télévision de service public et l'affirmation d'un monopole de production, de programmation ou de diffusion ; (p. 9040) : nécessité de dérogations au monopole commandées par les évolutions techniques ; caractère dépassé de la séparation des télécommunications, de l'audiovisuel et de l'informatique ; multiplication des sources d'émissions télévisées rendant illusoire le monopole de programmation ; rôle de l'INA ; (p. 9041) : souhaite que l'intervention de l'Etat se limite à favoriser l'expression égale de tous les courants de pensée et à remplir la mission d'attribution des fréquences ; demande un grand débat sur la communication ; (p. 9047) : affirme

ne pas vouloir revenir au système des stations privées avec concession d'exploitation.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Radio-télévision, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. **Discussion générale** [4 novembre 1980] (p. 3520) : monopole de programmation dépassé par les progrès scientifiques et techniques ; comportement nouveau du téléspectateur et problème de l'insertion du service public dans la concurrence ; (p. 3521) : nécessité de donner un cadre juridique à l'audiovisuel et de constituer une puissante industrie française de la communication ; demande qu'un débat sur la communication soit organisé à l'Assemblée.

PRINGALLE (Claude)

Député du Nord
(16e circonscription)
(RPR).

En remplacement, le 7 mai 1978, de M. Jacques Legendre, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 mai 1978] (p. 1485, 1513).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 18 mai 1978] (p. 2118).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 20 mai 1978] (p. 2146), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 18 octobre 1980] (p. 2437).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 18 octobre 1980] (p. 2437), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Sidérurgie du Hainaut-Cambrésis** [28 juin 1978] (p. 3594, 3595) : menaces de suppression d'emplois.

— **Licenciements dans le Hainaut-Cambrésis** [13 décembre 1978] (p. 9364) : fermeture de l'aciérie de Denain ; importance du chômage dans le Hainaut-Cambrésis.

— **Travailleurs d'Usinor-Denain** [7 novembre 1979] (p. 9538) : inquiétude des travailleurs d'Usinor-Denain que la direction veut muter à Dunkerque ; nécessité pour eux d'avoir des réponses concrètes à leurs revendications ; le projet d'unité de recherche sidérurgique européenne à Denain sera-t-il mis à l'étude ?

— **Production d'endives du Nord-Pas-de-Calais** [30 avril 1980] (p. 849).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux opérations de la caisse d'amortissement pour l'acier** (n° **563**) **et projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **564**). **Première lecture. Discussion générale commune** [9 octobre 1978] (p. 5830) : vanité de la recherche des responsables de la crise sidérurgique ; angoisse de tous les travailleurs du Hainaut-Cambrésis ; (p. 5831) : dimension humaine du problème sidérurgique ; possibilité de moderniser le complexe de Denain ; possibilités économiques du Hainaut.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Transports. — V. **Routes, ports et voies navigables. Discussion générale** [9 novembre 1978] (p. 7325) : retard pris dans la réalisation de l'autoroute A 26 Calais-Dijon.

Education. Discussion générale [13 novembre 1978] (p. 7519) : situation difficile des personnels d'intendance ; insuffisance du nombre et des rémunérations des inspecteurs départementaux de l'éducation nationale ; souhaite le versement de l'indemnité de responsabilité de direction pour les chefs d'établissement du second degré et leurs adjoints.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Education. Discussion générale [22 octobre 1979] (p. 8746) : suppression de postes des personnels de service et d'intendance ; difficultés de la région Nord-Pas-de-Calais. **Examen des crédits** [22 octobre 1979]. **Etat B - Titre III** (p. 8752) : soutient l'amendement n° 295 de la commission des affaires culturelles : réduction des crédits en raison des suppressions de postes de surveillants pour accroître le nombre des emplois de personnels de service ou d'intendance ; rejeté.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1979] (p. 9661) : problème du conditionnement et de la transformation des produits agricoles de la région Nord-Pas-de-Calais ; nécessité d'implanter une usine agro-alimentaire à Caudry ; création d'un nouveau marché au cadran dans la région de Cambrai ; mise en valeur locale de la production de la pomme de terre ; (p. 9665) : augmentation des crédits affectés au remembrement mais insuffisance de la dotation pour le Nord-Pas-de-Calais ; problème des travaux connexes.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Education. Discussion générale [24 octobre 1980] (p. 3118) : situation dans l'académie de Lille ; réduction des effectifs des personnels non enseignants ; recrutement de contractuels.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [6 novembre 1980] (p. 3684) : situation dramatique de l'horticulture française ; augmentation des produits énergétiques ; situation ambiguë de l'entreprise horticole entre le secteur industriel et le secteur agricole ; concurrence hollandaise ; (p. 3685) : exclusion de l'horticulture de l'aide fiscale à l'investissement.

Santé et sécurité sociale. — Travail et santé. — I. Section commune. — III. Santé et sécurité sociale. Discussion générale [17 novembre 1980] (p. 4073) : perspectives financières de la sécurité sociale et majoration des cotisations ; problème des établissements psychiatriques dans le Nord.

PRIVAT (Colette)

Député de la Seine-Maritime
(4e circonscription)
(C).

Vice-président de l'Assemblée nationale.

Elue le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Vice-président de l'Assemblée nationale [2 avril 1981] (p. 3).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Libertés syndicales** [10 octobre 1979] (p. 8006) : violences policières exercées contre des salariés exprimant leur volonté de préserver leur droit au travail à Rouen au cours d'une manifestation des ouvriers de la CFEM licenciés ; arrestation d'un maire adjoint maintenu en prison.

— **Emploi dans une entreprise de matériel électrique de Montville (Seine-Maritime)** [5 décembre 1979] (p. 11263) : 180 premiers licenciements annoncés par l'usine Vidéon à Montville près de Rouen, sans aucun impératif économique ; nécessité pour le Premier ministre de faire reporter ces licenciements.

• *question orale sans débat :*

— (n° **6813**) : **Enseignement supérieur** [6 octobre 1978] (p. 5758) : danger pour l'université du décret du 20 septembre 1978.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **234**). **Première lecture. Discussion des articles** [1er juin 1978]. **Article 3** (p. 2377) : situation de l'emploi dans la Seine-Maritime ; augmentation des licenciements dans l'industrie textile ; nécessité de mesures de relance de l'activité. **Après l'Article 5** (p. 2402) : son amendement n° 38 : suppression du régime spécial de taxation des profits de construction ; absence d'une ligne budgétaire concernant les universités dans le collectif budgétaire ; situation difficile de l'université de Haute-Normandie ; rejeté.

— **Projet de loi relatif à l'emploi des jeunes** (n° **249**). **Première lecture. Discussion générale** [6 juin 1978] (p. 2528) : sort des femmes travailleuses ; propositions de loi communiste instituant un minimum de revenus garantis, une formation professionnelle privilégiée et un droit à une embauche prioritaire ; 62 % des femmes parmi les demandeurs d'emplois en 1977 ; dégradation de l'emploi féminin ; exemple du textile dans les Vosges et en Seine-Maritime ; critique les solutions gouvernementales aux problèmes de l'emploi féminin : travail à temps partiel et extension des contrats emploi-formation ; situation inférieure

de la main-d'œuvre féminine : bas salaires, contenu de travail appauvri, formation professionnelle insuffisante ; objectif réel du Gouvernement : maintenir le plus grand nombre de femmes possible hors de la vie active.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Education. Discussion générale [13 novembre 1978] (p. 7500) : politique scolaire visant à adapter davantage l'éducation nationale aux besoins du grand capital ; nouvelles menaces pesant sur les conditions de travail et d'emploi de tous les personnels ; retard constant des rémunérations ; multiplication des suppressions de postes dans toutes les catégories de personnel de l'éducation ; (p. 7501) : problème de la formation des maîtres ; menace pesant sur l'existence des écoles normales ; diminution brutale des postes offerts au concours de recrutement ; vote hostile du groupe communiste.

— **Rappel au règlement** [30 octobre 1979] (p. 9206) : le Gouvernement doit ouvrir des négociations et permettre une issue au conflit opposant travailleurs et patron d'Alsthom.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Universités. Discussion générale [9 novembre 1979] (p. 9759) : problème des débouchés pour les diplômés des IUT et même pour ceux des grandes écoles ; exemple de l'IUT de Rouen ; soutien ministériel insuffisant pour les maîtrises de sciences et techniques ; (p. 9760) : exemple des difficultés des établissements universitaires de Nancy.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1328**). **Première lecture. Discussion générale** [28 novembre 1979] (p. 10850) : demande au ministre quelle est sa position sur la proposition de renouvellement du caractère provisoire de la loi de 1975 ; nécessité de créer des services d'IVG dans tous les établissements publics hospitaliers ; (p. 10851) : un tiers seulement des établissements publics pratiquent l'IVG, ce qui encourage la poursuite de la pratique des avortements clandestins ; la création de services d'IVG dans tous les hôpitaux publics permettra l'égalité des femmes devant la loi. **Discussion des articles** [29 novembre 1979]. **Avant l'Article premier** (p. 10902) : soutient son amendement n° 29 : obligeant le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour développer l'information sur la régulation des naissances et pour diffuser l'adresse des centres de contraception ; **rejeté par scrutin public** ; (p. 10903) : son amendement n° 10 : développement de la recherche en contraception féminine et masculine ; réservé, puis déclaré irrecevable en application de l'article 41 de la Constitution ; (p. 10927) : soutient son amendement n° 14 : mise en place, dans les services d'établissements hospitaliers publics pratiquant des interruptions volontaires de grossesse, d'une structure d'accueil permettant d'intervenir au plan médical, social et psychologique auprès des femmes ; rejeté. **Après l'Article premier** (p. 10937) : s'oppose à l'amendement n° 70 de M. Henri Colombier ; (p. 10940) : son amendement n° 40 soutenu par M. Gilbert Millet : obligeant le médecin qui invoque la clause de conscience à adresser la femme à un autre médecin ou établissement pouvant répondre à sa demande ; devient sans objet. **Article premier précédemment réservé** (p. 10957) : s'oppose à la reconduction du caractère provisoire de la loi.

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses** (n° **1608**). **Première lecture. Discussion générale** [7 mai 1980] (p. 922) : femmes seules mères de familles ; revenu familial minimum ; hôtel maternel.

— **Discussion des conclusions du rapport** (n° 1817) **de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi portant validation d'actes administratifs** (n° **1790**). **Première lecture. Discussion générale** [24 juin 1980] (p. 2213) : oppose la question préalable ; proposition de loi tendant à valider les décrets pris après consultation d'un comité technique paritaire illégal ; (p. 2214) : réforme régressive des carrières universitaires ; démantèlement de l'université et mainmise du grand capital ; (p. 2215) : question préalable rejetée au scrutin public.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Education. Discussion générale [24 octobre 1980] (p. 3097) : finalités des réformes mises en œuvre : adapter l'enseignement à la crise, le mettre sous la coupe du patronat ; guerre idéologique ; discours du ministre à Sélestat le 29 août ; critique de différents manuels des éditions Hachette, « Les Chemins de l'information » ; manuel d'histoire de troisième édité chez Belin ; recherche d'une école pluraliste et ouverte.

Universités. Discussion générale [18 novembre 1980] (p. 4089) : adaptation de l'université française aux impératifs des multinationales ; choix de créneaux, d'enseignement et de recherche rentables ; pas de création de postes et insuffisance des transformations d'emploi ; régression des dépenses de fonctionnement ; difficultés des bibliothèques universitaires ; diminution des

bourses ; décision sur les habilitations et protestations des universitaires ; délivrance des diplômes de docteur ingénieur ; (p. 4090) : entreprise de dévalorisation des diplômes ; « loi Sauvage » et composition des conseils d'université ; propositions communistes pour l'université.

PRORIOL (Jean)

Député de la Haute-Loire (2e circonscription) (UDF).

Elu le 12 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1100).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 7 avril 1978] (p. 1589), [*J.O.* du 4 avril 1979] (p. 772), [*J.O.* du 4 avril 1980] (p. 857), [*J.O.* du 5 avril 1981] (p. 962).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 7 avril 1978] (p. 1589), [*J.O.* du 5 avril 1979] (p. 786), [*J.O.* du 9 avril 1980] (p. 893), [*J.O.* du 5 avril 1981] (p. 961).

Membre suppléant de la commission nationale d'urbanisme commercial [27 avril 1978] (p. 1430), [28 avril 1978] (p. 1444).

Membre du comité de gestion du fonds de soutien aux hydrocarbures [18 mai 1978] (p. 1845), [19 mai 1978] (p. 1892).

Chargé de mission auprès du ministre de l'agriculture [*J.O.* du 15 novembre 1978] (p. 3851).

Fin, le 14 mai 1979, de cette mission temporaire auprès du ministre de l'agriculture [16 mai 1979] (p. 3857).

Membre de la commission d'enquête sur les incendies de forêts dans la région méditerranéenne [*J.O.* du 3 janvier 1980] (p. 30).

Membre suppléant de la commission nationale d'urbanisme commercial [*J.O.* du 27 juin 1980] (p. 1597).

Rapporteur du projet de loi relatif à la mise en valeur et à la protection de la forêt française (n° **1925**) [9 octobre 1980] (p. 2649).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif au régime des loyers en 1979** (n° **662**). **Première lecture. Discussion des articles** [23 novembre 1978]. **Après l'Article 6** (p. 8251) : soutient l'amendement n° 6 de M. Jean Briane précédemment réservé : limitation à 2,35 du conventionnement prévu par le décret du 30 septembre 1953 servant de base au calcul de l'augmentation du loyer.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Santé et sécurité sociale : Travail et santé. — I. **Section commune.** — III. **Santé et sécurité sociale. Discussion générale** [15 novembre 1979] (p. 10112) : intervient au nom de M. Pierre Micaux ; estime indispensable d'améliorer le niveau du complément familial pour s'orienter vers une allocation compensatrice de revenu ou un salaire de la mère au foyer ; problème du congé de représentation des militants familiaux.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [9 avril 1980]. **Article 3 A** (p. 173) : son sous-amendement n° 307 à l'amendement n° 15 de la commission : suppression des dispositions fiscales relatives à la floriculture ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [15 octobre 1980]. **Avant l'Article 2** (p. 2762) : sur l'amendement n° 79 de M. Parfait Jans : situation des offices d'HLM.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — V. **Recherche. Discussion générale** [22 octobre 1980] (p. 2982) : insuffisance de la recherche forestière.

Travail et participation. Discussion générale [27 octobre 1980] (p. 3160) : blocages à l'embauche dans les PME ; effets pervers de certaines mesures sociales.

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1980] (p. 3359) : complexité du circuit de financement des opérations de réhabilitation ; primes à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale ; (p. 3360) : fiscalité des opérations d'acquisition et de rénovation ; financement du logement des gendarmes.

Commerce et artisanat. Discussion générale [31 octobre 1980] (p. 3386) : distorsion entre les retraites de commerçants et d'artisans et celles des autres régimes.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [6 novembre 1980] (p. 3681) : problème de la forêt ; insuffisance des ressources de l'école supérieure du bois.

Santé et sécurité sociale : Travail et santé. — I. Section commune. — III. Santé et sécurité sociale. Discussion générale [17 novembre 1980] (p. 4065) : calcul du prix de journée dans les maisons de retraite ou dans les loyers de personnes âgées ; augmentation des dépenses d'énergie et de personnel ; (p. 4066) : évolution des revenus des résidents en maison de retraite ou des personnes âgées.

Articles et articles additionnels non rattachés [18 novembre 1980]. **Article 38** (p. 4111) : nécessité de reconduire pour toute la durée du VIII[e] Plan les mesures régissant le fonds d'amortissement des charges d'électrification.

PROUTEAU (Jean-Pierre)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, petite et moyenne industrie.

NOMINATIONS

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, petite et moyenne industrie (troisième Gouvernement Barre), décret du 6 avril 1978 [*J.O.* du 7 avril 1978] (p. 1571).

Fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, petite et moyenne industrie (décret du 13 mai 1981) (troisième cabinet Barre) [*J.O.* du 14 mai 1981] (p. 1379).

QUESTIONS

Réponses aux questions au gouvernement de :

— **M. Louis Mexandeau : Situation de l'industrie textile à Flers-de-l'Orne** [14 juin 1978] (p. 2880) : l'industrie textile est une préoccupation permanente du Gouvernement.

— **M. Jean Poperen : Menace de suppression d'emplois à l'usine Rhône-Poulenc de Vaulx-en-Velin** [14 juin 1978] (p. 2880, 2881) : réajustement européen des capacités de tous les Etats membres ; les fermetures d'usines n'interviendront qu'en fonction des possibilités de reclassement dans le groupe Rhône-Poulenc et à l'extérieur.

— **M. Roland Huguet : Limitation de la production d'acier dans la CEE** [14 juin 1978] (p. 2811) : remise en ordre des prix au niveau européen ; renforcement de la compétitivité pour diminuer les prix de revient ; maintien des équilibres régionaux.

— **M. Claude Pringalle : Sidérurgie du Hainaut-Cambrésis** [28 juin 1978] (p. 3594), 3595) : crise mondiale ; nécessité de régulariser le marché européen et les échanges avec les pays tiers ; effort de modernisation pour une plus grande compétitivité ; convention sociale prévoyant offres de mutation et mesures d'encouragement au départ volontaire.

— **M. Antoine Porcu : Production sidérurgique et politique industrielle de la France** [28 juin 1978] (p. 3598, 3599) : remise en ordre du marché européen ; à l'intérieur de la CEE, adoption de prix minima et de prix d'orientation ; contrôles et sanctions accrus.

— **M. Joseph Franceschi : Approvisionnement en pétrole et fourniture d'électricité** [20 novembre 1978] (p. 9747) : panne d'électricité du 19 décembre 1978 due à la vague de froid et à une indisponibilité temporaire de deux groupes électriques ; effort du Gouvernement en faveur de l'EDF.

— **M. Jean-Michel Baylet : Centrale nucléaire en Tarn-et-Garonne** [20 décembre 1978] (p. 9748) : aucune décision définitive concernant la construction d'une centrale nucléaire dans le Tarn-et-Garonne ; les consultations nécessaires seront effectuées.

— **M. André Lajoinie : Politique énergétique du Gouvernement** [20 décembre 1978] (p. 9748) : le groupe communiste a refusé de voter le budget et notamment une dotation supplémentaire en capital pour l'EDF.

— **M. Claude Biwer : Suppression d'Usinor à Longwy** [20 décembre 1978] (p. 9751) : efforts faits sur le plan international pour

maintenir le dispositif de régulation des marchés ; reconduction du plan Davignon pour 1979 ; situation de Longwy ; rôle du fonds spécial d'adaptation industrielle (FSAI).

— **M. Maurice Dousset : Difficultés dans l'industrie de la machine-outil** [27 juin 1979] (p. 5727) : le comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles a été saisi de la situation des usines de Courbevoie et de Chateaudun appartenant à l'entreprise GSP ; le Gouvernement apportera son soutien au montage d'un schéma industriel viable.

— **M. Yvon Tondon : Aciers spéciaux** [27 juin 1979] (p. 5732) : la situation des aciéries de Pompey ; les organisations syndicales seront reçues le 14 juillet prochain.

— **Mme Chantal Leblanc : Emploi dans les entreprises Willot** [24 octobre 1979] (p. 8869) : 21.000 emplois dans le groupe Agache-Willot ; pas de licenciements mais reclassement dans d'autres établissements.

— **M. César Depietri : Effondrements miniers à Ottange (Moselle)** [28 novembre 1979] (p. 10816) : les règles d'exploitations en vigueur dans le passé ne garantissaient pas suffisamment la sécurité ; le code minier prévoit les conditions dans lesquelles sont réglées les différends entre le propriétaire du sol et les titulaires de titre miniers ; les règlements d'urbanisme dépendent des collectivités locales.

— **M. Roger Gouhier : Revendication des électriciens et gaziers** [16 avril 1980] (p. 424).

— **M. Robert Vizet : Restructuration du du commissariat à l'énergie atomique** [16 avril 1980] (p. 426).

— **M. Michel Aurillac : Licenciements chez Agache-Willot et situation de l'industrie de la confection** [8 octobre 1980] (p. 2608) : respect des quotas prévus par l'accord multifibres ; plan social accompagnant l'éventuelle réduction d'effectifs chez Agache-Willot.

— **M. Antoine Porcu : Nouveau plan sidérurgique européen** [29 octobre 1980] (p. 3262) : application de l'article 58 du traité de la CECA ; concertation entre les pays européens.

Réponses aux questions orales sans débat de :

— **M. Alain Bocquet** (n° **2280**) : **Situation du secteur HLM** [2 juin 1978] (p. 2483, 2484, 2485) : parallèlement à la liberté des loyers, actualisation du barème de l'aide personnalisée au logement, révision annuelle de l'allocation logement ; mesures prises pour aider les organismes d'HLM à remplir leur mission.

— **M. Louis Mexandeau** (n° **2363**) : **Situation de l'Industrie du véhicule industriel** [2 juin 1978] (p. 2485) : regroupement des sociétés Saviem et Berliet dans la société Renault-Véhicules Industriels facilité par le Gouvernement ; plan de développement adopté pour rendre ce groupe compétitif malgré les difficultés conjoncturelles.

— **M. Jean-Pierre Chevènement** (n° **1787**) : **Entreprise Alsthom-Atlantique** [2 juin 1978] (p. 2486) : situation de l'emploi dans le secteur des turbo-alternateurs liée à la restructuration et aussi à l'évolution des marchés ; effort de recherche et développement technique.

— **M. Jack Ralite** (n° **1277**) : **Réforme de l'enseignement de l'archicture** [2 juin 1978] (p. 2487, 2488, 2489) : mesures prévues, dans les décrets de mars 1978, pour garantir le niveau de compétence des diplômés et faire correspondre le nombre des diplômes à celui des débouchés offerts ; qualité du recrutement des professeurs ; amélioration de leurs carrières ; statut des écoles d'architecture.

— **M. René de Branche** (n° **3868**). **Structures administratives d'électricité de France** [30 juin 1978] (p. 3742, 3743) : maintien des services publics dans les zones rurales ; adaptation des structures d'EDF en tenant compte des situations locales ; concertation entre EDF, la population et les élus.

— **M. Claude Michel** (n° **3928**) : **Industrie des cuirs et peaux** [30 juin 1978] (p. 3928) : renforcement des structures industrielles ; amélioration de la qualité des matières premières mises à la disposition des tanneurs ; lutte contre l'hypodermose ; assainissement du marché des cuirs bruts.

— **M. Vincent Porelli** (n° **8842**) : **Chômage conjoncturel à l'entreprise sidérurgique Solmer** [24 novembre 1978] (p. 8350) : réduction de la production, donc des horaires, imposée par la surcapacité sidérurgique et l'accroissement des stocks ; chômage conjoncturel décidé à la suite des grèves tournantes ; aménagement de la reprise du travail.

— **M. Michel Rocard** (n° **8938**) : **Ouverture d'une carrière dans les Yvelines** [24 novembre 1978] (p. 8351, 8352) : jugement du tribunal administratif de Versailles, le 29 décembre 1976, reconnaissant les droits acquis de la société Lafarge et l'autorisant à étendre l'exploitation d'une carrière ; recours de la commune de Limay contre cette décision pas encore jugé ; recherche d'une solution conciliant les intérêts de l'exploitation et ceux de la commune.

— **M. André Delelis** (n° **8939**) : **Restructuration du bassin minier Nord-Pas-de-Calais** [24 novembre 1978] (p. 8352) : progression depuis 1972, des crédits affectés à la rénovation et la restructuration des bassins miniers, notamment du Nord-Pas-de-Calais ; création d'un chapitre budgétaire spécial.

— **M. Michel Aurillac** (n° **8961**) : **Développement de l'énergie solaire** [24 novembre 1978] (p. 8353) : aide financière réservée aux capteurs solaires agréés après examen technique ; soutien initial pour stimuler l'industrialisation et permettre l'abaissement des coûts de fabrication ; création du commissariat à l'énergie solaire ; information des professionnels et des utilisateurs.

— **M. Dominique Frelaut** (n° **9532**) : **Fermeture de l'entreprise SKF à Bois-Colombes** [8 décembre 1978] (p. 9118, 9119) : perspectives défavorables de l'industrie française des roulements à bille ; la concurrence japonaise ; application du programme de rationalisation de la société SKF entraînant des licenciements mais évitant des mesures plus lourdes pour l'emploi.

— **M. André Delelis** (n° **9781**) : **Aide au bassin minier du Nord-Pas-de-Calais** [8 décembre 1978] (p. 9120) : intérêt porté par le Gouvernement au bassin minier ; régime d'aides le plus favorable ; orientation des grandes implantations industrielles vers cette région ; le fonds spécial d'adaptation industrielle a été créé pour répondre à la crise spécifique frappant la sidérurgie et la construction navale.

— **M. Louis Mexandeau** (n° **9782**) : **Situation industrielle en Basse-Normandie** [8 décembre [8 décembre 1978] (p. 9121, 9122) : études en cours sur la Société métallurgique de Normandie ; programme de rationalisation des activité du groupe Renault Véhicules industriels ; transfert de certaines activités dans la région lyonnaise ; négociations avec le groupe américain Mack.

— **M. Jean Bonhomme** (n° **14729**) : **Information du public en matière nucléaire** [20 avril 1979] (p. 2924, 2925) : débats organisés à l'Assemblée nationale et au Sénat ; consultation des élus locaux sur les sites d'implantation des centrales nucléaires ; information des populations, par la procédure de déclaration d'utilité publique ; multiplication par EDF des débats et communiqués à la presse ; création du conseil de l'information sur l'énergie électronucléaire.

— **M. Jean Castagnou** (n° **14730**) : **Commercialisation des produits énergétiques** [20 avril 1979] (p. 2925) : problème pour les petits consommateurs de propane à usage domestique ; demande par le Gouvernement au comité professionnel des butanes et propanes d'améliorer les solutions de stockage.

— **M. Vincent Porelli** (n° **15183**) : **Sidérurgie française** [20 avril 1979] (p. 2926, 2927) : élaboration en cours d'un plan de réorganisation industrielle et d'un plan social pour les travailleurs de la sidérurgie licenciés dans le Nord et en Lorraine ; objet exact du plan Davignon ; ne pas l'assimiler aux « objectifs généraux acier » qui ne sont que des prévisions de consommation et de production ; grâce aux réunions de concertation avec les organisations syndicales de la sidérurgie, limitation des effets des réductions d'effectifs.

— **M. Dominique Frelaut** (n° **15429**) : **Industrie du roulement à billes** [4 mai 1979] (p. 3523, 3524) : difficultés de cette industrie due à la conjoncture économique difficile, à l'évolution technologique et à une surcapacité mondiale de production ; dumping du Japon et des pays de l'Est : plainte déposée à Bruxelle.

— **M. Edouard Frédéric-Dupont** (n° **15167**) : **Mesures d'aide aux taxis** [4 mai 1979] (p. 3524, 3525) : avantages fiscaux des chauffeurs de taxis ; impossibilité de détaxer le carburant ; autorisation d'utiliser le gaz de pétrole liquidifié par un arrêté du 22 décembre 1978, mais rareté des stations de distribution.

Suppléant M. Yvon Bourges (ministre de la défense).

— **M. Raymond Maillet** (n° **15311**) : **Bordereaux de salaires des techniciens à statut ouvrier du ministère de la défense** [4 mai 1979] (p. 3525, 3526) : situation satisfaisante des personnels de la défense dans la conjoncture actuelle ; sécurité d'emploi assurée car le plan de charge des arsenaux est assuré ; indexation de leurs rémunérations.

— **M. André Tourné** (n° **16641**) : **Energies nouvelles** [8 juin 1979] (p. 4881) : communiqué à la suite du conseil des ministres du 14 février 1979 précisant que les applications solaires constituaient un secteur industriel d'avenir ; premier rang de l'industrie française qu'il faut conserver ; croissance du budget solaire national ; orientation vers une politique permettant de faire face à 5 % des besoins énergétiques.

— **M. Alain Bocquet** (n° **17041**) : **Mines de charbon** [8 juin 1979] (p. 4882) : élaboration par les houillères du Nord et du Pas-de-Calais d'un plan de fermeture des derniers sièges du bassin en 1985 en raison

de l'épuisement de leurs ressources ; déficit de l'exploitation ; pas de licenciements à la suite de la fermeture de la mine de Sabatier ; les décisions intéressant les houillères nationales sont prises par les Charbonnages de France et non par la commission des communautés européennes.

— **M. Paul Balmigère** (n° **17307**) : **Usine Carnaud-SFBI de Béziers** [29 juin 1979] (p. 5862, 5863) : débouchés insuffisants pour l'usine de Béziers ; aucun licenciement n'est prévu actuellement ; contrôle des pouvoirs publics sur les investissements français à l'étranger ; le groupe Carnaud de Wendel SFBI possède six établissements en Espagne.

— **M. Roger Gouhier** (n° **17993**) : **Approvisionnement énergétique de la France** [29 juin 1979] (p. 5863, 5864) : diversification de notre approvisionnement ; maintien de la concurrence entre les compagnies françaises et étrangères ; recours à des pays fournisseurs très divers ; notre politique de concertation à l'égard des pays producteurs.

— **M. Pierre Forgues** (n° **17998**) : **Usine SMF Creusot-Loire de Tarbes** [29 juin 1979] (p. 5865, 5866) : la mise en filiale de cette entreprise sera soumise à l'approbation des pouvoirs publics ; l'objectif serait de permettre une ouverture du marché américain et de préserver l'emploi.

— **M. Gilbert Gantier** (n° **20683**) : **Approvisionnement en fuel d'un établissement public d'enseignement à Paris** [5 octobre 1979] (p. 7891) : possibilité pour le préfet d'accorder une allocation exceptionnelle de produit ; non-obligation pour le consommateur de fractionner les livraisons.

— **M. Emmanuel Hamel** (n° **22774**) : **Industrie du poids lourd** [23 novembre 1979] (p. 10682, 10683) : mesures importantes prises par la direction de RVI en vue d'améliorer la compétitivité de l'entreprise (fusion Berliet-Saviem, unification de la gamme de leurs produits, unification des réseaux commerciaux, adaptation du niveau de l'emploi aux nouvelles structures) ; perte de production entraînée par les grèves, mais redressement des positions de RVI ; nouvelle unité créée en Lorraine en 1980.

— **M. Pierre Joxe** (n° **22654**) : **Emploi en Bourgogne** [23 novembre 1979] (p. 10683, 10684) : préoccupation du Gouvernement pour la situation en Bourgogne ; intervention de la DATAR depuis plusieurs années ; primes de développement régional accordées dans les zones les plus touchées ; aide spéciale rurale ayant permis des créations d'emplois ; institution récente du FIDAR permettant de mener une action plus cohérente et sélective ; réunion de travail du délégué général à l'aménagement du territoire le 30 novembre.

— **M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset** (n° **23055**) : **Redevances communales et départementales des mines** [30 novembre 1979] (p. 11053) : augmentation en 1980 des redevances communales et départementales ; pour l'uranium majoration très substantielle ; le Gouvernement soumettra au Parlement en 1980 un projet de loi destiné à assurer une meilleure répartition du produit de la redevance.

Suppléant M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (territoires et départements d'outre-mer) :

— **M. Jean Fontaine** (n° **23034**) : **Départements d'outre-mer** [30 novembre 1979] (p. 11055) : le caractère français des départements d'outre-mer ne saurait être remis en cause ; conséquences de la crise mondiale subies par les départements d'outre-mer : chômage des jeunes ; solidarité nationale ; effort de justice poursuivi outre-mer avec les élus et les responsables socio-économiques, meilleur témoignage que les DOM font partie intégrante de la nation.

— **M. Adrien Zeller** (n° **29663**) : **Economies d'énergie et énergies nouvelles** [18 avril 1980] (p. 563) : contrat entre l'agence pour les économies d'énergie et les maîtres d'ouvrage ; campagne « diagnostic » ; énergie solaire.

— **M. Louis Mexandeau** (n° **29667**) : **Emploi à l'usine Renault Véhicules industriels de Blainville-sur-Orne** [18 avril 1980] (p. 565) : industrie française du poids lourd ; construction de véhicules militaires à Blainville.

— **M. César Depietri** (n° **30142**) : **Difficultés de la sidérurgie fine** [30 mai 1980] (p. 1470) : société des aciers fins de l'Est.

— **M. Louis Mermaz** (n° **32153**) : **Industrie de la machine-outil** [13 juin 1980] (p. 1859) : biennale de la machine-outil ; établissement du programme d'actions sectorielles du 16 janvier 1976 ; politique de produit de pointe ; aide à la promotion des machines-outils à commandes numériques ; procédure MECA ; machines et équipements de conception avancée ; solde des échanges ; pénétration du marché français par les importations.

— **M. Antoine Porcu** (n° **32158**) : **Sidérurgie lorraine** [13 juin 1980] (p. 1860) : société des laminoirs de Villerupt.

— **M. Jean Briane** (n° **32514**) : **Langues régionales** [13 juin 1980] (p. 1881) : cahier des charges de la société FR 3 ; émissions en langues régionales ; provençal ; (p. 1862) : action du ministère de l'éducation.

— **M. François Massot** (n° **32152**) : **Fermeture de la ligne de chemin de fer Digne-Grenoble** [13 juin 1980] (p. 1863) : maintien de la liaison expresse Digne-Veynes pour le service d'été.

— **M. Jean Bardol** (n° **32157**) : **Pêches maritimes** [13 juin 1980] (p. 1864) : politique communautaire des pêches ; (p. 1865) : problème relatif au coût du carburant.

— **Mme Jacqueline Fraysse - Cazalis** (n° **32361**) : **Usines Citroën de la région parisienne** [20 juin 1980] (p. 1996) : industries automobiles françaises ; crise de l'énergie ; transfert d'unités Citroën de la région parisienne.

— **M. Emmanuel Hamel** (n° **32452**) : **Dépendance française en matière de papier** [20 juin 1980] (p. 1997) : politique forestière ; filière bois ; problème de l'approvisionnement de la presse en papier journal ; création d'une usine dans le Nord-Est.

— **M. Philippe Séguin** (n° **32562**) : **Résultat du plan Vosges** [27 juin 1980] (p. 2402) : renforcement des infrastructures routières ; subvention pour l'aménagement de zones industrielles ; modernisation du secteur textile ; filière bois ; artisanat ; tourisme ; formation professionnelle ; création d'activités nouvelles.

— **M. Maurice Masquère** (n° **32711**) : **Industrie des pâtes à papier** [27 juin 1980] (p. 2404) : difficultés du groupement européen de la cellulose ; mauvaise conjoncture du marché des pâtes à papier ; usine de la Cellulose d'Aquitaine à Saint-Gaudens ; recyclage des vieux papiers.

— **M. Martin Malvy** (n° **32816**) : **Marché de la viande ovine** [27 juin 1980] (p. 2405) : projet de réglementation européenne du marché de la viande ovine ; plan de soutien à l'élevage ovin.

— **M. Guy Bêche** (n° **32033**) : **Primes au départ volontaire** [27 juin 1980] (p. 2407) : diversité des procédures ; droit des salariés à la démission ; (p. 2408) : jurisprudence de la Cour de cassation.

— **Mme Marie - Thérèse Goutmann** (n° **32798**) : **Augmentation du chômage** [27 juin 1980] (p. 2409) : décélération du rythme d'accroissement du nombre des demandeurs d'emploi ; situation du marché de l'emploi féminin ; accroissement de la population active ; (p. 2410) : pacte pour l'emploi.

— **M. André Rossinot** (n° **36029**) : **Industrie sidérurgique** [3 octobre 1980] (p. 2568) : difficultés de la sidérurgie européenne pour le second semestre 1980 ; rejet par les sidérurgistes de la proposition réaliste de la commission des communautés demandant une réduction de 10 % de la production ; chute de prix ; rééquilibrage de l'emploi envisagé en Lorraine ; industrie de remplacement : industrie automobile.

— **M. Louis Odru** (n° **36094**) : **Entreprise Dufour de Montreuil** [3 octobre 1980] (p. 2569) : détérioration de la situation financière du groupe depuis cinq ans ; solution de reprise par les sociétés Vernier et Profel.

— **M. Louis Mermaz** (n° **36118**) : **Industrie des papiers et cartons** [3 octobre 1980] (p. 2570) : effort global de réorganisation dans ce secteur ; concurrence internationale ; application des clauses des traités permettant de freiner les importations trop agressives.

— **M. Jean Royer** (n° **38721**) : **Production d'éthanol** [21 novembre 1980] (p. 4251, 4252) : étude des différentes filières possibles de production d'un carburant national (filière éthanol, filière méthanol et filière acétano-butylique) ; présentation d'un programme de carburants non pétroliers début 1981.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi concernant les comités professionnels de développement économique** (n° **40**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [10 mai 1978] (p. 1567) : l'approbation par le Gouvernement de la position du Sénat. **Discussion des articles** [10 mai 1978]. **Article premier** (p. 1568) : son opposition à l'amendement n° 1 de M. Jean Foyer : suppression des dispositions de l'article premier B relatives à la forme de la déclaration permettant à l'indiviseur de se substituer à l'acquéreur en cas de vente des biens indivis par licitation ; l'inutilité de prévoir obligatoirement la consultation des organisations professionnelles intéressées. **Article 3** (p. 1569) : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Antoine Porcu : représentation des partenaires sociaux et d'élus dans les comités professionnels de développement économique.

— **Proposition de loi modifiant et complétant la loi n° 68-1 du 2 janvier 1968 tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des brevets d'invention. Commission mixte paritaire. Discussion générale** [26 juin 1978] (p. 3465) : acceptation par le Gouvernement des conclusions de la commission mixte paritaire sous réserve de l'adoption de l'amendement du Gouvernement à l'article 38. **Discussion des articles** [26 juin 1978]. **Article premier A** (p. 3465) : approuve l'amendement n° 2 de M. René de Branche. **Article 38** (p. 3466) : soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement : détermination par décret pris

sur le rapport du garde des sceaux des tribunaux de grande instance appelés à connaître des actions en matière de brevets ; nécessité de juges spécialisés en matière de brevets ; opposition du Gouvernement à l'amendement du Sénat prévoyant que le nombre des tribunaux compétents en matière de brevets ne devrait pas être inférieur à dix ; s'engage au nom du Gouvernement à confier au moins à cinq tribunaux la compétence en matière de brevets ; amendement n° 1 adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° 560). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Industrie. Discussion générale [20 octobre 1978] (p. 6464) : institution de l'agence en faveur de la création d'entreprises ; renforcement de l'action des régions en matière de développement économique des PME ; rôle des chambres de commerce ; inadaptation du droit des sociétés aux moyennes entreprises ; étude d'une nouvelle forme de société, l'entreprise personnelle à responsabilité limitée ; nécessité d'une politique régionale ; désindustrialisation de Paris et de l'Ile-de-France ; institution d'un plan d'épargne « création d'entreprises » à l'étude ; importance des PME dans la production industrielle ; (p. 6465) : institution d'un fonds de garantie pour la création d'entreprises et exonération pour les trois premières années d'exploitation des bénéfices réinvestis dans l'entreprise ; politique financère d'appui aux fonds propres et d'assouplissement de la distribution des crédits ; bataille de l'exportation nécessitée par le mondialisme des échanges ; diminution de la durée de vie des produits industriels.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° 1290). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Industrie. Discussion générale [5 novembre 1979] (p. 9361) : aide de l'Etat à la PMI égale à une somme de 700 à 900 millions de francs ; action en faveur de la création de la petite entreprise industrielle ; objectif de mise en place de l'agence nationale pour la création d'entreprises ; mise en place du fonds de garantie des prêts aux entreprises industrielles nouvelles et des guichets uniques d'accueil dans les chambres de commerce et d'industrie ; (p. 9362) : action en faveur de la promotion de l'innovation dans le secteur des PMI ; effort pour promouvoir les exportations des petites et moyennes industries ; programme d'actions régionales ; études en cours ; projet de loi relatif à la prévention et au traitement des entreprises en difficulté ; appui au financement et meilleur accès des petites et moyennes entreprises aux sources de financement ; politique régionalisée d'assistance technique et industrielle à la PMI ; souhaite la nomination de responsables de la sous-traitance aux PMI dans les grands groupes industriels ; nécessité de créer un environnement socio-économique adapté aux petites industries ; (p. 9363) : et d'élaborer une législation adaptée aux spécificités des entreprises à capital familial ; (p. 9390) : importance des moyennes industries qui représentent 40 % de l'activité industrielle française ; la proportion importation-exportation ; importance du secteur privé qui représente les trois quarts de l'activité économique ; nécessité de simplifier les aides à la petite et moyenne industrie ; insuffisance des fonds propres des petites entreprises ; absence de désindustrialisation en Ile-de-France ; le quart du tissu PMI français se trouve en Ile-de-France ; (p. 9391) : activité de sous-traitance ; effort pour développer l'exportation des PMI ; élaboration d'un statut spécifique des entreprises à capitaux familiaux ; proposition de la commission nationale de la sous-traitance ; projet relatif à la réserve de propriété.

— **Projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels (n° 1121). Première lecture. Discussion générale** [29 avril 1980] (p. 824) : formation alternée en industrie ; mutations technologiques ; manque de main-d'œuvre qualifiée.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° 1933). **Première lecture.** *Deuxième Partie :*

Industrie. Discussion générale [13 novembre 1980] (p 3837) : importance économique des PMI ; amélioration du fonctionnement des procédures d'assistance technique aux PMI ; partage des responsabilités entre le pouvoir central, les pouvoirs locaux et les organisations professionnelles ; appui spécialisé à l'innovation ; accès des PMI aux marchés extérieurs ; problème de la main-d'œuvre qualifiée ; réforme de la transmission d'entreprise ; (p. 3838) : création du crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises ; coopération entre l'agence nationale pour la création d'entreprises et les chambres de commerce ; préparation des futurs dirigeants d'entreprise ; crédit global d'exploitation ; réforme du crédit à court terme ; étude d'une réforme du crédit à moyen terme mobilisable ; réaménagement du cautionnement mutuel ; (p. 3839) : équilibre entre les petites et moyennes entreprises ; aménagement des règles du jeu de la sous-traitance ; marchés publics.

Répond à la question de M. Gérard Longuet, posée par M. Emmanuel Hamel (p. 3847): décret permettant à toutes les compagnies d'assurances de placer en action non cotées une partie des fonds qu'elles doivent mettre en réserve de façon obligatoire. **Répond à la question de M. Pierre Monfrais** (p. 3858) : complexité et délai d'instruction des dossiers des aides à l'industrie ; rôle des établissements publics régionaux ; fonds national de garantie

pour la création d'entreprises ; primes de développement régional ; instauration de fonds spéciaux de garantie relais. **Répond à la question de M. Auguste Cazalet** (p. 3859) : politique générale de la PMI ; innovation ; développement des exportations ; financement des investissements ; fonds de garantie.

PROUVOST (Pierre)

Député du Nord
(*7e circonscription*)
(*S*).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1100).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission d'enquête sur l'industrie textile [*J.O.* du 18 décembre 1980] (p. 2982).

QUESTIONS

• *question orale sans débat :*

— (n° **2601**) **: Industrie textile** [23 juin 1978] (p. 3419, 3420, 3421) : dégradation de ce secteur ; suppressions d'emplois et dépôts de bilan.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle** (n° **2021**). **Commission mixte paritaire. Explications de vote** [19 décembre 1980] (p. 5106) : projet n'apportant rien à la sécurité du travail ; exclusion des victimes d'accident de trajet du champ d'application de la loi ; vote hostile du groupe socialiste.

Q

QUESTIAUX (Nicole)

Ministre d'Etat, ministre de la solidarité nationale.

NOMINATIONS

Ministre d'Etat, ministre de la solidarité nationale (1er Gouvernement Mauroy). Décret du 22 mai 1981 [*J.O.* du 23 mai 1981] (p. 1630).

Fin de ses fonctions de ministre d'Etat, ministre de la solidarité nationale (1er Gouvernement Mauroy). Décret du 22 juin 1981 [*J.O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

QUILÈS (Paul)

Député de Paris
(14e circonscription)
(S).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre du comité consultatif de l'utilisation de l'énergie [18 mai 1978] (p. 1845) [19 mai 1978 (p. 1892).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses propositions relatives aux loyers et aux sociétés immobilières conventionnées et modifiant le code de la construction et de l'habitation [18 décembre 1978] (p. 9642).

Rapporteur de sa proposition de loi relative aux transports de voyageurs dans la région d'Ile-de-France (n° **1558**) [10 avril 1980] (p. 298).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur (n° **15**) [*J.O.* du 26 juin 1980] (p. 1585).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à améliorer l'**information** en matière **nucléaire** (n° **592**) [17 octobre 1978].

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une commission d'enquête sur la politique française de **retraitement des combustibles irradiés** (n° **1596**) [2 avril 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Intervention française au Tchad** [26 avril 1978] (p. 1369) : demande à l'Assemblée nationale un débat sur ce sujet.

— **Statut de la ville de Paris et réforme des finances des collectivités locales** [21 juin 1978] (p. 3214) : augmentation des impôts à Paris pour couvrir une dépense de police ; intentions

du Gouvernement quant à la réforme du système financier et fiscal des collectivités locales.

— **Difficultés actuelles de la société française de production** [25 octobre 1978] (p. 6629) : augmentation du déficit de la SFP en raison de la loi de 1974 ; faire une obligation suffisante aux chaînes de télévision de s'adresser à la SFP ; garantir la sécurité de l'emploi au personnel de la SFP.

— **Incident au centre nucléaire de Cadarache** [6 juin 1979] (p. 4688) : présence du ministre de la santé qui n'est pas venu répondre à la question orale concernant le conseil de l'information sur l'énergie électronucléaire ; accident dans la centrale nucléaire de Cadarache ; pourquoi le Gouvernement refuse-t-il d'utiliser le système français de générateur Trépaud ? quand acceptera-t-il la commission d'enquête proposée par les socialistes ?

— **Statut des personnels des caisses de crédit agricole** [10 octobre 1979] (p. 8008) : grève des personnels de la caisse nationale de crédit agricole, menacés d'un décret modifiant leur statut qui assujettira les nouveaux agents à des règles de droit privé ; mouvement actuel de privatisation des établissements publics.

— **Association des ouvriers en instruments de précision (AOIP)** [12 décembre 1979] (p. 11659) : nécessité pour le secrétaire d'Etat aux PTT de se porter garant auprès des banques pour qu'elles acceptent le report de la date de l'assemblée générale des sociétaires de l'AOIP et de répondre à la demande de réunion tripartite : conseil d'administration, syndicats et pouvoirs publics.

— **Nettoyage du métro de Paris** [16 avril 1980] (p. 428).

— **Evénements survenus à l'université de Paris-Jussieu** [14 mai 1980] (p. 1054) : liens entre les autonomes et la police.

Interventions sur les questions orales avec débat de :

— **M. François Mitterrand** (n° **1041**) **: Salaire minimum interprofessionnel de croissance** [19 mai 1978] (p. 1901) : regrette l'abandon de toute planification et le retour à un « libéralisme pur et dur » ; impossibilité de concilier libre marché de l'emploi et chômage croissant ; libre marché des biens et des services et existence des grands monopoles ; non-respect de l'intérêt national par les industriels ; profit exclusif des entreprises ; abandon de la défense du pouvoir d'achat des salariés et détérioration de la situation de l'emploi.

— **M. Loïc Bouvard** (n° **1897**) **: Situation de l'artisanat** [28 mai 1978] (p. 2130, 2131) : situation des femmes d'artisans ; proposition de loi socialiste définissant le statut des femmes d'artisans et de commerçants ; amélioration du régime de protection sociale des artisans et commerçants.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **1884**) **: Déménagement de l'université de Paris VIII** [26 mai 1978] (p. 2141, 2142) : impossibilité d'improviser le transfert de cette université et de porter atteinte à l'expérience unique que constitue Vincennes : formation des salariés non bacheliers.

— (n° **16012**) **: Rachat de la société Claude** [11 mai 1979] (p. 3812) : rachat de la société Claude, filiale d'ITT par une autre multinationale américaine GTE-Sylvania ; contrôle des entreprises multinationales au niveau européen.

— (n° **16819**) **: Conseil de l'information sur l'énergie électronucléaire** [1er juin 1979] (p. 4606) : protestation contre l'absence du ministre de la santé, ministre de tutelle du service central pour la protection contre les rayonnements ionisants (SCPRI) et président du conseil de l'information sur l'énergie électronucléaire ; aucun travail effectué par ce conseil ; aucune réponse à la demande d'entrevue adressée en mars dernier à Mme Veil par les organisations syndicales et politiques ; refus d'engager une discussion en l'absence du ministre de la santé, candidate aux élections européennes.

INTERVENTIONS

— **Economies d'énergie et utilisation de la chaleur pour le chauffage des locaux. Commission élargie** [10 mai 1978] (p. 1576) : sa demande de précisions sur le profit tiré d'un large développement de la production combinée de chaleur et d'électricité.

— **Projet de loi portant modification des dispositions du titre premier du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes** (n° **321**)**. Première lecture. Discussion générale** [2 octobre 1978] (p. 5439) : s'oppose à l'institution d'un collège de cadres ; danger de l'existence de deux définitions différentes de la notion de cadres dans le code du travail ; dénonce la tentative du Gouvernement de couper les cadres des autres salariés ; (p. 5440) : manque d'homogénéité de la catégorie des cadres. **Discussion des articles** [5 octobre 1978]. **Article premier : Article 512-8 du code du travail** (p. 5621) : son amendement n° 191 soutenu par M. Alain Richard : présence obligatoire de deux cadres lorsque le différend soumis à la juridiction prud'homale porte sur un cadre ; (p. 5622) : retiré. **Article premier : Article L 513-1 du code du travail :** son amendement n° 195 soutenu par M. Alain Richard :

suppression du collège des cadres ; (p. 5626) : rejeté. **Article premier : Article L 513-4 du code du travail** (p. 5648) : son sous-amendement n° 205 à l'amendement n° 66 de la commission, soutenu par M. Claude Evin : proportionnalité entre le nombre d'élus cadres et d'électeurs cadres dans les conseils de prud'hommes ; devient sans objet. **Article premier . Article L 518-1 du code du travail** (p. 5670) : déclare devenu sans objet son amendement n° 233 : motifs de récusation des conseillers prud'hommes.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [17 octobre 1978]. **Article 17** (p. 6150) : soutient l'amendement n° 103 de M. Laurent Fabius ; modification du barème de la taxe intérieure sur le mélange du butane-propane ; (p. 6151) : son amendement n° 200 : réduction de la taxe intérieure sur les produits pétroliers utilisés par les chauffeurs de taxi gagée par une augmentation de l'impôt forfaitaire annuel sur les sociétés ; (p. 6152) : rejeté au scrutin public n° 98.

Deuxième partie :

Industrie. Discusion générale [20 octobre 1978] (p. 6450) : fait le bilan de la politique énergétique du Gouvernement ; abandon de la loi du 30 mars 1928 conduisant à une mainmise des sociétés multinationales et au démantèlement de l'industrie du raffinage en France ; résultat décevant obtenu en matière d'économie d'énergie ; énergies nouvelles trop négligées ; (p. 6451) : rapport démesuré entre les sommes consacrées au nucléaire et aux autres énergies dans le projet de budget ; dénonce la politique de secret entourant tout ce qui concerne le nucléaire. **Examen des crédits** [20 octobre 1978]. **Etat C - Titre VI** (p. 6465) : son amendement n° 234 : suppression du crédit de deux cents millions de francs destiné au financement du surcoût de Superphénnix ; proteste contre la politique nucléaire française ; absence de débat public sérieux sur ce sujet ; rejeté (p. 6466).

Environnement et cadre de vie. — II. Cadre de vie et logement. Discussion générale [25 octobre 1978] (p. 6676) : « rénovation bulldozer » à Paris aboutissant à la ségrégation urbaine et au refoulement des habitants modestes vers la périphérie ; insuffisance de la politique de réhabilitation ; délabrement des HLM anciennes ; complexité des modalités de financement de la réhabilitation.

Budget annexe de l'Imprimerie nationale. Discussion générale [17 novembre 1978] (p. 7966) : activité de l'Imprimerie nationale largement tributaire du développement de l'annuaire téléphonique ; pas de planification à long terme de l'activité de l'Imprimerie nationale ; (p. 7968) : les systèmes de renseignements à base d'informatique seront-ils opérationnels dans douze ou dans vingt ans ?

Articles et articles additionnels non rattachés [17 novembre 1978]. **Article 60** (p. 7992) : financement de la couverture du boulevard périphérique de Paris ; (p. 7993) : prolongation de ligne de métro n° 7 de la porte d'Italie à Villejuif.

— **Projet de loi prorogeant les dispositions de l'article premier de la loi n° 77-1410 du 23 décembre 1977 relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région d'Ile-de-France** (n° **566**). **Première lecture. Discussion générale** [22 novembre 1978] (p. 8166) : surprise du groupe socialiste devant la lenteur de la concertation entre l'Etat et la région d'Ile-de-France. **Discussion des articles** [22 novembre 1978]. **Après l'Article unique** (p. 8169) : soutient son amendement n° 1 : faisant obligation au ministre des transports de présenter aux assemblées de la région d'Ile-de-France un rapport faisant état des résultats de la concertation entre l'Etat et la région ; (p. 8169) : rejeté.

— **Projet de loi relatif au régime des loyers en 1979** (n° **662**). **Première lecture. Discussion générale** [23 novembre 1978] (p. 8236) : échec de la concertation entreprise par le Gouvernement avec les investisseurs et les propriétaires bailleurs pour la modération des hausses des loyers ; privilège exorbitant des sociétés immobilières conventionnées ; garanties financières accordées aux sociétés immobilières conventionnées contre les conséquences des mesures législatives et réglementaires pouvant les priver du droit de percevoir l'intégralité des loyers ; nécessité de défendre les locataires. **Discusion des articles** [23 novembre 1978]. **Avant l'Article premier** (p. 8237) : soutient son amendement n° 47 : modification de l'intitulé ; réservé. **Article premier** (p. 8238) : son amendement n° 48 soutenu par M. Jean Auroux : impossibilité d'augmenter le loyer moins d'un an après la date d'entrée dans les lieux du locataire ; retiré. **Article 2 :** ses amendements n° 49 : modification du critère de l'augmentation des loyers ; et n° 50 : limitation de l'augmentation à 80 % de la variation de l'indice national du coût de la construction ; devenus sans objet. **Article 3** (p. 8239) : son sous-amedement n° 61 soutenu par M. Alain Richard à l'amendement n° 10 rectifié de la commission des lois : caractère permanent des dispositions de l'amendement n° 10 rectifié de la commission des lois ; (p. 8240) : sous-amendement n° 61 rejeté ; son sous-amendement n° 62 à l'amendement n° 10 rectifié de la commission des lois : durée minimum des baux conclus fixée à six ans ; (p. 8241) : rejeté ; défend le sous-

amendement n° 42 de M. André Rossinot à l'amendement n° 10 rectifié de la commission des lois. **Après l'Article 6** (p. 8249) : reprend, avec M. Jean Auroux, l'amendement n° 7 de M. Julien Schvartz : répartition entre propriétaire et locataire des diminutions de factures de chauffage résultant de la réalisation d'investissements économisant l'énergie ; rejeté. **Avant l'Article 7** (p. 8252) : soutient les amendements n^os^ 53 et 54 de M. Jean Auroux : abrogation de l'article 4 de l'ordonnance du 24 septembre 1958 relative aux sociétés immobilières conventionnées et inapplication de l'ordonnance du 24 septembre 1958 à des sociétés immobilières créées après la date de promulgation de la présente loi ; (p. 8253) : amendements n^os^ 53 et 54 rejetés. **Avant l'Article premier** (*suite*) (p. 8257) : son amendement n° 47, précédemment réservé : rejeté.

— **Rappel au règlement** [28 novembre 1978] (p. 8402, 8403) : interdiction de la manifestation des paysans du Larzac dans la capitale.

— **Rappel au règlement** [19 décembre 1978] (p. 9676) : article 139 du règlement ; inobservation des délais de réponse aux questions écrites ; demande des statistiques précises sur le nombre de questions écrites posées par chaque groupe parlementaire depuis le début de la législature et les délais de réponse de chaque ministère.

— **Projet de loi relatif aux travailleurs privés d'emploi** (n° 795). **Discussion générale** [21 décembre 1978] (p. 9829) : cadres de plus en plus durement touchés par le chômage ; recul des droits des travailleurs privés d'emploi ; problème de l'indemnisation des cadres âgés.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage** (n° 900). **Discussion générale** [16 mars 1979] (p. 1790) : chômage touchant l'ensemble du corps social ; problèmes des cadres ; difficultés de réemploi des cadres âgés ; (p. 1791) : prime d'incitation à l'embauche des cadres âgés limitée aux régions particulièrement touchées par le chômage ; nécessité d'une politique de rééquilibrage régional et d'une politique de création d'emplois ; organisation d'une campagne d'antiparlementarisme.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur** (n° 15). **Première lecture. Discussion générale** [4 avril 1979] (p. 2230) : **soulève une exception d'irrecevabilité** ; opposition au projet venant du personnel d'EDF ; projet de loi inconstitutionnel dans la mesure où il laisse au secteur privé la possibilité d'exploiter la production et la distribution de la chaleur ; nécessité de confier au secteur public la responsabilité de l'ensemble du cycle du nucléaire ; (p. 2231) : possibilité d'accident nucléaire en France et nécessité de tirer les leçons de l'accident survenu aux Etats-Unis ; (p. 2232) : rappelle les demandes du groupe socialiste visant à la constitution d'une commission d'enquête et d'une mission d'information sur l'accident nucléaire survenu aux Etats-Unis ; exception d'irrecevabilité rejetée par scrutin public ; (p. 2245) : problèmes de l'énergie nucléaire ; nécessité d'une pause dans la réalisation du programme nucléaire français en raison des incertitudes graves qu'il contient ; insuffisante utilisation du potentiel hydraulique ; fermeture des centres d'extraction charbonnière ; insuffisance de l'effort dans le domaine du gaz et du développement des énergies nouvelles ; (p. 2246) : faible intérêt manifesté pour l'énergie solaire ; insuffisante progression des économies d'énergie en raison de l'incapacité du Gouvernement à proumouvoir une politique du logement ; volonté de développer le « tout électrique » ; accent mis sur les moyens de transports individuels routiers ; résultats obtenus dans le secteur industriel dû au ralentissement de l'activité économique ; insuffisance des subventions accordées par l'agence pour les économies d'énergie ; s'interroge sur le rôle que les pouvoirs publics veulent attribuer à l'agence pour les économies d'énergie ; (p. 2247) : atteinte portée par le projet aux prérogatives du secteur public en matière énergétique ; absence de dispositions sur l'organisation de la producteur de chaleur. **Discussion des articles** [10 avril 1979] : **Avant le Titre premier** (p. 2451) : son amendement n° 99 : institution d'une taxe sur les rejets thermiques des établissements industriels ; rejeté ; (p. 2452) : son amendement n° 100 : déduction du montant des investissements destinés à recycler les rejets de la taxe instituée par l'amendement n° 99 ; rejeté. **Article premier** (p. 2459) : ses amendements n^os^ 101 et 102 devenus sans objet ; son sous-amendement n° 103 rectifié à l'amendement n° 133 de la commission : possibilité pour les collectivités publiques de demander la fixation du prix de cession de la chaleur résiduelle par l'administration ; devenu sans objet ; son sous-amendement n° 122 à l'amendement n° 133 de la commission : élargissement des dispositions que peuvent contenir les arrêtés de l'administration visés à l'amendement n° 133 ; devenu sans objet. **Après l'Article premier** (p. 2461) : son sous-amendement n° 134 à l'amendement n° 41 de la commission : suppression de l'obligation pour EDF de combiner la production d'électricité et de chaleur dans les nouvelles centrales ; adopté ; (p. 2465) : son sous-amendement n° 123 à l'amendement n° 42 corrigé de la commission : limitation des possibilités de dérogation au monopole d'EDF au seul réseau classé ; rejeté ; (p. 2466) : son sous-amendement n° 124 à l'amendement n° 42

corrigé de la commission : gestion des centrales électrocalogènes par des régies intéressées confiées à EDF et aux Charbonnages de France ; rejeté ; son sous-amendement n° 125 à l'amendement n° 42 corrigé de la commission : précisant la liste des établissements publics nationaux habilités à commercialiser les produits énergétiques ; rejeté ; (p. 2467) : vote hostile du groupe socialiste sur l'amendement n° 116 corrigé du Gouvernement. **Article 2** (p. 2476) : son amendement n° 105 : consultation des associations représentatives des usagers concernés lors de l'enquête publique préalable au décret de classement ; déclaré irrecevable en vertu de l'article 41 de la Constitution. **Article 5** (p. 2480) : son amendement n° 106 : suppression de l'article 5 ; adopté. **Article 6** : retire son amendement n° 107 : suppression de l'article 6. **Après l'Article 7** (p. 2481) : son amendement n° 109 : définition par le décret de classement de la zone géographique dans laquelle il est fait obligation aux producteurs de livrer leur production de chaleur résiduelle dans les conditions de prix de revient fixées par l'administration ; rejeté ; (p. 2482) : son amendement n° 110 : obligeant les collectivités locales à assurer la distribution de la chaleur en régie ou par l'intermédiaire d'un établissement public ; rejeté ; [11 avril 1979] : **Après l'Article 15** (p. 2539) : son amendement n° 98 soutenu par M. Jean Auroux : modification de la composition du conseil d'administration de l'agence pour les économies d'énergie ; déclaré irrecevable. **Deuxième lecture. Discusion générale** [22 mai 1980] (p. 1199) : plan énergétique du Gouvernement ; accélération du programme nucléaire ; prévisions gouvernementales d'augmentation de la consommation d'électricité ; (p. 1200) : environnement ; retraitement des déchets ; économies d'énergie ; refus de toute taxation des consommations d'énergie de l'industrie ; production nationale de charbon ; coût du charbon importé ; gazéification ; énergies nouvelles ; pétrole ; (p. 1201) : implantation des centrales nucléaires et réforme des procédures d'enquête publique ; rôle des collectivités locales ; loi de programme sur l'énergie. **Discussion des articles. Article 15** *ter* (p. 1221) : son sous-amendement n° 31 à l'amendement n° 9 corrigé de la commission : champ d'application de l'amendement ; adopté ; nécessité de dissocier la possibilité de subventions pour les travaux d'économies d'énergie et l'obligation du conventionnement. **Article 15** *septies* (p. 1225) : son amendement n° 36 : suppression de l'article 15 *septies* ; rejeté. **Article premier A et Titre premier A** (p. 1235) : son sous-amendement n° 35 à l'amendement n° 2 de la commission : rôle des groupes parlementaires dans la désignation des membres du comité d'évaluation des choix énergétiques ; non adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution et de l'article 96 du règlement ; renforcement des pouvoirs des commissions permanentes et du Parlement. **Explications de vote** (p. 1238) : procédure du vote bloqué ; statut d'Electricité de France ; collectivités locales ; relèvement du seuil admis pour la procédure d'autorisation en faveur des producteurs autonomes d'énergie hydraulique ; vote hostile du groupe socialiste. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [25 juin 1980] (p. 2278) : économies d'énergie dans le secteur du logement social ; problème du conventionnement. **Discussion des articles** [25 juin 1980]. **Article 15** *ter* (p. 2280) : problème du conventionnement ; aide personnalisée au logement ; hausse des loyers des logements conventionnés ; (p. 2281) : fiscalité du logement.

— **Projet de loi portant approbation du rapport sur les principales options du VIII[e] Plan** (n° **1055**). **Première lecture. Discussion générale** [14 juin 1979] (p. 5097) : effort insuffisant en matière d'économies d'énergie et de développement d'énergies nouvelles ; confirmation inacceptable de la politique du « tout nucléaire » ; risque de pénurie d'uranium à la fin du siècle ; problèmes techniques posés par Superphénix ; coût du programme électronucléaire ; (p. 5098) : nécessité de développer l'énergie solaire.

— **Rappel au règlement** [29 juin 1979] (p. 5876, 5877) : protestation vigoureuse du groupe socialiste contre l'attitude des forces de police qui ont pénétré, sans mandat de perquisition, dans l'annexe du parti socialiste, cité Malesherbes, et ont molesté trois parlementaires ; appelle l'attention de M. le président de l'Assemblée nationale sur cette violation des libertés politiques garanties par la Constitution.

— **Sur rappel au règlement de M. Gaston Defferre** [2 octobre 1979] (p. 7620) : refus de la conférence des présidents d'inscrire un débat demandé par le groupe socialiste sur l'énergie nucléaire et notamment sur les défauts affectant les centrales PWR ; demande une déclaration du Gouvernement.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Industrie. Discussion générale [5 novembre 1979] (p. 9377) : 72 % du total des ouvertures de crédits pour l'énergie sont consacrés au CEA ; augmentation de la consommation d'énergie ; mauvaise utilisation des différentes sources d'énergie ; objectif des quarante-cinq millions de tonnes d'équivalent pétrole d'économies d'énergie, à l'horizon de 1985 ; abandonné ; absurdité de la politique du « tout électrique » ; économie d'énergie possible dans le secteur du logement ; forcing permanent réalisé sur le programme PWR ;

problème posé par la surrégénération. **Examen des crédits** [5 novembre 1979]. **Etat C - Titre VI** (p. 9399) : son amendement n° 403 : diminution des subventions au commissariat à l'énergie atomique ; rejeté ; politique de l'énergie axée essentiellement sur le développement de l'énergie nucléaire ; disproportion entre les crédits publics affectés au nucléaire et ceux consacrés aux énergies nouvelles ; rentabilité du chauffage d'eau à usage sanitaire par l'énergie solaire ; absence d'encouragement au développement de ce type d'installation dans l'habitat.

Budget annexe des postes et télécommunications [9 novembre 1979]. **Article 33** (p. 9791) : soutient l'amendemeent n° 441 de M. Claude Michel : réduction des crédits relatifs à l'institut Auguste Comte ; rejeté ; inutilité de l'institut Auguste Comte ; (p. 9794) : soutient son amendement n° 440 : réduction de cinq millions de francs des crédits d'équipement des télécommunications et affectation de cette somme à une étude relative aux conséquences de l'introduction de nouvelles techniques de communication ; rejeté ; absence de planification du développement des nouvelles techniques de communication ; difficultés de l'AOIP (association des ouvriers en instruments de précision) et démantèlement de cette coopérative au profit des groupes Thomson et CGE.

Budget annexe de l'Imprimerie nationale. Discussion générale [12 novembre 1979] (p. 9866) : risques de disparition à terme de l'annuaire téléphonique imprimé mettant en cause l'avenir de l'Imprimerie nationale ; problème du coût du système vidéotex ; (p. 9867) : nécessité de diversifier la production de l'Imprimerie nationale ; souhaite que l'Imprimerie nationale imprime les livres scolaires ; stagnation des effectifs à l'usine de Paris.

— **Discussion, après déclaration d'urgence, des conclusions du rapport** (n° **1640**) **de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et la gestion des entreprises** (n° **1167**). **Première lecture. Discussion générale** [23 avril 1980] (p. 647) : participation des salariés à la gestion des entreprises ; multiplicité de statuts à l'intérieur des conseils d'administration et des conseils de surveillance ; remise en cause du monopole syndical ; (p. 648) : chômage des cadres ; développement du rôle du comité d'entreprise ; comités de groupe.

— **Rappel au règlement** [29 mai 1980] (p. 1442) : réception d'un représentant de la junte argentine par le Président de la République.

— **Déclaration du Gouvernement sur les départements et territoires d'outre-mer et débat sur cette déclaration** (n° **1783**). **Discussion** [11 juin 1980] (p. 1733) : situation des Antilles ; dépendance économique dans le domaine de l'agriculture, de l'industrie et de l'énergie ; sous-développement social ; identité culturelle des Antillais ; difficultés de l'enseignement ; événements de Martinique ; propos injurieux du Président de la République et du secrétaire d'Etat sur les DOM ; (p. 1734) : décentralisation administrative.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième Partie :*

Travail et participation. Discussion générale [27 octobre 1980] (p. 3163) : chômage des cadres ; bilan des mesures prises pour l'enrayer ; promesse d'un pacte pour l'emploi des cadres âgés.

Budget annexe de l'Imprimerie nationale. Discussion générale [3 novembre 1980] (p. 3429) : régression des investissements ; diminution de la production d'annuaires téléphoniques ; utilisation de papiers recyclés ; progrès de la télématique et système vidéotex ; (p. 3430) : nécessité de préparer la reconversion de l'Imprimerie nationale ; impression des livres scolaires.

Industrie. Discussion générale [13 novembre 1980] (p. 3818) : politique énergétique du Gouvernement appliquée sans vote du Parlement ; (p. 3819) : refus du Gouvernement de créer auprès du Parlement un comité d'évaluation des options techniques ; plan énergétique de dix ans ; programme nucléaire ; rentabilité des investissements d'économies d'énergie ; nécessité d'une aide publique aux économies d'énergie dans le logement ; pas de réforme profonde dans le secteur des transports ; politique charbonnière ; problème de l'absorption de la production électrique supplémentaire du fait du programme nucléaire ; (p. 3820) : refus de la logique du « tout nucléaire » ; danger du développement des surrégénérateurs ; (p. 3833) : programme du parti socialiste en matière énergétique.

QUILLIOT (Roger)

Ministre du logement.

NOMINATIONS

Ministre du logement (premier Gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 22 mai 1981 [*J.O.* du 23 mai 1981] (p. 1630).

Fin de ses fonctions de ministre du logement (premier Gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 22 juin 1981 [*J.O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

R

RALITE (Jack)

Député de la Seine-Saint-Denis
(3e circonscription)
(C).

Elu le 12 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la délégation parlementaire pour la radiodiffusion-télévision française [26 avril 1978] (p. 1386).

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de l'information publique [*J.O.* du 16 mars 1979] (p. 610).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Georges Marchais et plusieurs de ses collègues tendant à donner des droits nouveaux aux salariés et à leurs représentants et à favoriser leur intervention dans la marche des entreprises (n° 1743) [26 juin 1980] (p. 2362).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1981 (n° 1933) : Culture et communication - cinéma (n° 1977-V) [9 octobre 1980] (p. 2650).

Vice-président de la délégation parlementaire pour la radiodifusion-télévision française [*J.O.* du 20 novembre 1980] (p. 2700).

Membre de la commission d'enquête sur la langue française [*J.O.* du 12 décembre 1980] (p. 2929).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à mettre en place des **radios locales** dans le cadre du service public (n° **421**) [22 juin 1978].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le **projet de loi de finances pour 1979** (n° 560). **Tome V : Culture et communication - Cinéma** (n° **571**) [5 octobre 1978].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1290). — **Tome V : Culture et communication - Cinéma** (n° **1293**) [2 octobre 1979].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1560). — **Tome V : Culture et communication - Cinéma** (n° **1562**) [28 décembre 1979].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° 1933). — **Tome V : Culture et communication - Cinéma** (n° **1977**) [9 octobre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Taux de la TVA applicable au cinéma** [24 mai 1978] (p. 1982) : nécessité d'appliquer la TVA à taux réduit pour le cinéma.

— **Ecole des beaux-arts** [21 juin 1978] (p. 3215) : crédits insuffisants pour l'enseignement artistique ; fermeture de l'école des beaux-arts de Metz.

— **Licenciements chez ITT-Sonolor à La Courneuve** [18 avril 1979] (p. 2696, 2697) : licenciement de 455 femmes auxquelles l'aide publique est refusée.

— **Respect du droit de grève** [25 avril 1979] (p. 3034) : mise en cause du droit de grève à la radio et à la télévision ; notion nouvelle de « service vital » ; penchant gouvernemental pour le totalitarisme.

— **Licenciements à l'usine Sonolor de La Courneuve** [6 juin 1979] (p. 4690, 4691) : nécessité de secouer la tutelle étrangère supranationale d'ITT, de refuser les licenciements et de faire payer les salaires des ouvrières de Sonolor à La Courneuve.

— **Revendications des travailleurs du groupe Alsthom** [21 novembre 1979] (p. 10458) : explosion détruisant une partie du TGV, saccage des bureaux d'études du département des activités de pointe, arsenal découvert dans l'usine d'Alsthom à Belfort, provocations visant à isoler les 7.000 grévistes ; nécessité pour le Gouvernement d'obliger la CGEE à négocier.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **1277**) : **Réforme de l'enseignement de l'architecture** [2 juin 1978] (p. 2487, 2488, 2489) : critique les décrets des 8 et 10 mars 1978 ; souhaite la concertation avec les intéressés ; propose d'intégrer l'enseignement de l'architecture dans des unités d'enseignement et de recherche placées sous tutelle du ministère de l'éducation.

— (n° **17306**) : **Conservatoires et écoles de musique municipaux** [15 juin 1979] (p. 5222, 5223, 5224) : situation de plus en plus difficile des conservatoires et écoles de musique municipaux dont la charge est supportée presque intégralement par les finances communales ; quelles mesures compte prendre le Gouvernement dans le budget de 1980 pour relever les subventions et prendre en charge le coût des classes à horaires aménagés en les développant ? nécessité de reconnaître la fonction sociale de la musique et de la danse ; difficultés financières des communes.

— (n° **29668**) : **Politique de l'éducation** [18 avril 1980] (p. 557) : fermeture de classes ; nécessité d'un collectif budgétaire ; (p. 558) : ségrégation scolaire ; exemples de la Seine-Saint-Denis, de la Meurthe-et-Moselle ; « grille Guichard ».

— (n° **30019**) : **Convention entre les médecins et la sécurité sociale** [25 avril 1980] (p. 735) : enveloppe globale ; (p. 736) : non-satisfaction des besoins de santé ; proposition de loi Berger sur la réforme de la sécurité sociale.

— (n° **31879**) : **Prix du livre** [6 juin 1980] (p. 1637) : libération du prix des livres ; absence de M. Jean-Philippe Lecat ; sa conférence de presse sur la politique culturelle.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public** (n° **9**). **Première lecture. Discusion des articles** [26 avril 1978]. **Après l'Article 26** (p. 1377) : la modification de la répartition des postes par Mme Alice Saunier-Seïté ; les recours engagés devant le Conseil d'Etat ; la volonté de légaliser une illégalité par ce texte ; la possibilité d'opposer l'irrecevabilité en vertu de l'alinéa 5 de l'article 98 du règlement. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [27 juin 1978]. **Article 28** *bis* (p. 3533) : hostilité du groupe communiste à la légalisation des modifications arbitraires de la répartition des emplois entre les universités ; soutient l'amendement n° 2 de Mme Hélène Constans : nécessité de l'avis des établissements concernés pour la modification de la répartition des emplois entre les universités ; rejeté par scrutin public ; organisation du licenciement progressif des vacataires en fonction dans les universités par la circulaire du 20 février 1976 annulée par le Conseil d'Etat. **Article 28** *ter* (p. 3535) : soutient l'amendement n° 3 de Mme Hélène Constans : suppression de l'article 28 *ter ;* rejeté par scrutin public ; (p. 3537) : vote favorable du groupe communiste sur l'amendement n° 52 de M. Louis Mexandeau ; vote défavorable du groupe communiste sur l'article 28 *ter.*

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du livre IX du code du travail relatives à la promotion individuelle, au congé de formation et à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle** (n° **11**). **Première lecture. Discussion générale** [27 avril 1978] (p. 1412) : la formation initiale et permanente, exigence de notre temps ; la formation professionnelle, élément de la politique économique visant à l'adaptation étroite de la force de travail aux objectifs du profit ; le bilan de la formation professionnelle continue ; l'utilisation dévoyée de la loi de 1971 ; l'avis d'octobre 1976 du

Conseil économique et social ; (p. 1413) : l'inégalité devant la formation professionnelle ; l'insuffisante représentation des travailleurs aux organismes de formation professionnelle ; la portée limitée du texte, légalisation d'un accord partiel ; (p. 1414) ; les propositions communistes en matière de formation professionnelle ; la garantie de la qualité des stages. **Discussion des articles** [27 avril 1978] : **Après l'Article premier** (p. 1424) : la suppression par le Gouvernement des limites d'âge pour les stages de préformation, marque de l'ampleur du chômage des jeunes ; [9 mai 1978] : **Article 2 : Article L 930-1 à 930-1-1 du code du travail** (p. 1487) : les raisons militant pour l'adoption de l'amendement n° 22 de M. Antoine Gissinger : élargissement à la branche professionnelle des conditions de l'ancienneté exigées dans l'article 2 ; les contraintes imposées par le redéploiement industriel ; l'incohérence de la politique gouvernementale. **Article 4 : Article L 930-1-7 du code du travail** (p. 1489) : soutient le sous-amendement n° 3 rectifié de M. Pierre Juquin : interdiction de mettre les frais de formation à la charge du salarié, à l'amendement n° 23 de M. Antoine Gissinger : nouvelle rédaction de l'article L 930-1-7, conditions du maintien de la rémunération ; rejeté. **Après l'Article 6** (p. 1494) : sur l'amendement n° 29 de M. Antoine Gissinger : imputation des dépenses faites pour les divers congés de formation sur le 1 % fixé par la loi de finances pour 1978 ; volonté d'abandonner la limite de 1 % fixé par la loi de finances de 1978. **Article 9 : Article L 960-3 du code du travail** (p. 1495) : sur l'amendement n° 9 de M. Pierre Juquin : agrément automatique de l'Etat lorsqu'il y a congé de formation rémunéré ; le refus du Gouvernement de légiférer en fonction d'accords paritaires ouverts. **Après l'Article 9** (p. 1503) : la contradiction existant entre les déclarations des représentants du Gouvernement et l'amendement n° 54 : procédure des autorisations d'absences accordées par l'employeur aux salariés s'occupant de formation professionnelle ; qualifié de « guimauve » ; la limitation par cet amendement des libertés des membres des comités d'entreprise ; (p. 1506) : soutient l'amendement n° 16 de M. Pierre Juquin : conclusion des stages pratiques en entreprise par des contrats d'embauche définitive ; l'échéance des stages de jeunes ; les quinze millions de pauvres ; sa demande d'un scrutin public sur l'amendement n° 16 ; repoussé par scrutin public ; (p. 1507) : son amendement n° 17 soutenu par M. Raymond Maillet : prise en compte de la formation acquise par le salarié pour sa clarification et son salaire ; repoussé. **Explications de vote** (p. 1509) : le rôle de la commission et sa remise en cause par le Gouvernement ; l'attitude négative du Gouvernement et de la majorité à l'égard des améliorations du projet proposées par les communistes ; (p. 1510) : l'insuffisance du contenu concret du projet ; la responsabilité du Gouvernement dans les difficultés des petites et moyennes entreprises ; le vote défavorable du groupe communiste.

— **Rappel au règlement** [18 mai 1978] (p. 1815) : intervention militaire française au Zaïre ; nécessité d'un débat.

— **Projet de loi de programme sur les musées (n° 119). Première lecture. Discussion générale** [18 mai 1978] (p. 1823) : l'illégalité de l'intervention militaire au Zaïre ; le maintien de l'austérité par les dispositions financières contenues dans le projet ; (p. 1824) : l'ignorance par le projet de la ségrégation sociale dans la fréquentation des musées ; l'absence de disposition sur la place de l'enseignement artistique à l'école ; la stagnation des taux de subvention à l'Etat pour les musées ; le caractère dérisoire des achats de musées ; (p. 1825) : la non-publication du rapport Cahen-Salvador ; les achats d'objets d'art français par les pays étrangers ; les innovations muséales ; (p. 1826) ; l'utilité du musée d'Orsay. **Discussion des articles. Après l'Article unique** (p. 1839) : son amendement n° 12 : création d'une commission quadripartite chargée de recenser les besoins d'équipement et de fonctionnement des musées de province ; (p. 1839) : rejeté. **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1841): la non-participation du groupe communiste à ce vote, l'ignorance des problèmes réels pour le projet, l'abstention du groupe communiste. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [27 juin 1978]. **Explications de vote** (p. 3553) : proteste contre l'interprétation de la position du parti communiste à l'égard de l'attentat de Versailles ; non-participation du groupe communiste au vote sur le projet de loi de programme ; nécessité de débloquer des crédits spéciaux pour Versailles.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978 (n° 234). Première lecture. Discussion des articles** [1er juin 1978]. **Après l'Article 5** (p. 2402) : son amendement n° 39 : fixation à 7 % du taux de la TVA sur le spectacle cinématographique, suppression de l'avoir fiscal ; abattement de la TVA sur le cinéma déjà inscrit dans la loi de finances de 1971 ; (p. 2403) : s'indigne de la longueur des études relatives à cet abaissement de la TVA ; demande un scrutin public sur son amendement au nom du groupe communiste ; rejeté par scrutin public.

— **Rappel au règlement** [2 juin 1978] (p. 2476) : protestation contre l'action de

l'armée française au Tchad ; demande un scrutin public sur une suspension de séance pour permettre au Gouvernement de s'expliquer devant l'Assemblée nationale sur cette intervention au Tchad.

— **Projet de loi complétant la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relative à la radiodiffusion et à la télévision** (n° **250**). **Première lecture. Discussion générale** [7 juin 1978] (p. 2613) : sa question préalable soutenue par M. Roland Leroy ; (p. 2619) : promesse des leaders de la majorité : une radio-télévision libre, indépendante, pluraliste, créatrice ; (p. 2620) : ses déclarations devant le tribunal de Bobigny lors du procès intenté à Radio 93 : fragilité des radios libres même si elles témoignent d'une aspiration à la liberté, détournement du service public en monopole gouvernemental sur les images et les sons, politique gouvernementale visant à empêcher que la radio se transforme d'appareil de distribution en appareil de communication ; recettes publicitaires représentant 61 % du budget de TF1 et 50 % de celui d'Antenne 2 ; dénonce le système actuel aboutissant à une télévision commerciale d'Etat et à la tyrannie des sondages ; changement d'attitude du Gouvernement à l'égard des radios libres avant et après les élections ; (p. 2621) : s'indigne de la manière dont radio et télévision parlent de la classe ouvrière et du parti communiste ; propositions : rendre possible la création ; (p. 2622) : assurer à la société française de production un niveau correct de commandes, développer le département recherche de l'institut national de l'audiovisuel, programmer moins de feuilletons américains ; dénonce la rareté d'interventions d'intellectuels communistes à la radio ou à la télévision ; dépôt par le groupe communiste de deux amendements tendant à réintroduire la SFP dans le service public et à supprimer l'équation dite « de la qualité » ; amendement du groupe communiste portant sur le pluralisme de recrutement des journalistes ; regrette que les comités régionaux consultatifs de l'audiovisuel prévus par la loi de 1974 ne soient pas encore en place ; abandon de la télédistribution par le Gouvernement. **Discussion des articles** [7 juin 1978]. **Article unique** (p. 2641) : son amendement n° 5 de suppression soutenu par M. Marcel Tassy ; rejeté. **Après l'Article unique** (p. 2643) : son opposition à l'amendement n° 4 de la commission ; (p. 2644) : soutient l'amendement n° 7 de M. Marcel Tassy : modification de la loi du 7 août, garantie du pluralisme de l'information ; statut des journalistes ; nécessité de signer une convention collective entre leurs syndicats et les directeurs de chaîne ; rejeté ; son amendement **n° 9** : modification des critères de répartition des crédits aux sociétés nationales de radios et de télévision ; les conclusions du haut conseil de l'audiovisuel sur les mécanismes de répartition ; proposition de création d'une commission paritaire contenue dans son amendement ; (p. 2645) : situation de la SFP ; insuffisance des commandes ; rejeté. **Explications de vote** (p. 2645) : le vote hostile du groupe communiste. **Commission mixte paritaire. Discussion des articles** [27 juin 1978]. **Explications de vote** : approuve l'amendement portant amnistie présenté par les sénateurs ; refus du Gouvernement et de la majorité de prendre en compte la revendication pour l'instauration de radios locales ; opposition du groupe communiste au projet de loi (p. 3554).

— **Rappel au règlement** [12 octobre 1978] (p. 5999) : proteste contre la charge des forces de police contre les manifestants de la Société française de production.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [12 octobre 1978] : **Article premier** (p. 6000) : proteste contre les annulations des crédits destinés à l'éducation et inscrits dans la loi de finances de 1978 ; [7 octobre 1978] : **Article 12** (p. 6123) : sa satisfaction devant la réduction du taux de la TVA appliquée au cinéma ; regrette qu'elle n'entre en vigueur que le 1er novembre 1979 ; ses réserves sur la taxation des spectacles pornographiques ; problème de l'utilisation par la profession cinématographique des sommes récupérées grâce à la baisse de la TVA ; (p. 6124) : son amendement n° 41 : application à compter du 1er janvier 1979 des dispositions de l'article 12 ; son amendement n° 151 : réduisant à 2,1 % le taux de la TVA sur les séances cinématographiques dans les salles d'art et d'essai ; régime fiscal de fusions ou scissions des sociétés ; (p. 6125) : proteste contre la discrimination dont les parlementaires communistes sont victimes en matière de concertation avec la profession cinématographique ; (p. 6126) : demande un vote par division sur l'article 12 : ses amendements nos 41 et 151 ; rejetés. **Article 30** (p. 6171) : souhaite que l'Etat consente lui-même un effort pour son budget en faveur du cinéma ; exige que la baisse de la TVA soit répercutée sur le prix de base du cinéma ; cinéma d'art et d'essai et petites exploitations frappés par l'augmentation de la taxe spéciale additionnelle ; nécessité d'utiliser au bénéfice de la création les fonds dégagés par l'augmentation de la taxe spéciale additionnelle ; (p. 6173) : problème du prix des places pour les spectateurs, non abordé par le ministre ; désapprouve les appréciations de M. Robert-André Vivien sur la qualité du cinéma français ; souhaite la réforme et la décentralisation de la commission d'avances sur recettes ;

(p. 6174) : son amendement n° 156 : exonération de la taxe spéciale additionnelle pour tout billet dont le prix est inférieur ou égal à 10 F ; fixation à 5.000 F de l'imposition forfaitaire annuelle par les personnes morales imposables à l'impôt sur les sociétés ; rejeté ; son amendement n° 158 : non-répercussion sur le prix des places de l'augmentation de la taxe spéciale additionnelle prévue à l'article 30 ; scepticisme sur la modulation des prix des places du cinéma ; rejeté.

Deuxième partie :

Culture et communication, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, pour le cinéma. **Discussion générale** [18 octobre 1978] (p. 6265) : son exclusion de la délégation parlementaire instituée par le ministre de la culture ; insuffisance de la part du budget affectée à l'industrie cinématographique ; règne du profit dans ce secteur ; utilisation du nouvel apport de la TSA au fonds de soutien ; utilité de l'avance sur recettes ; nécessité de lui consacrer plus de crédits ; (p. 6266) : nécessité d'une aide automatique à la diffusion et d'une modulation des places de cinéma pour les bas salaires ; nécessité d'une politique nationale et non pas européenne du cinéma. **Examen des crédits** [18 octobre 1978]. **Etat B - Titre IV** (p. 6284) : sur l'amendement n° 232 de M. Gaston Defferre : vote hostile des communistes sur le projet de budget ; abstention sur le vote de l'amendement n° 232.

Radiodiffusion et télévision. Discussion générale [26 octobre 1978] (p. 6732) : problème de l'information passé sous silence par les orateurs de la majorité ; souhaite que soit mis fin aux interdits professionnels ne permettant pas aux journalistes communistes de parler à la radio-télévision ; crise de la SFP et de la création télévisuelle inscrite dans la loi de 1974 ; s'indigne de la campagne calomniatrice de la presse contre la SFP ; politique gouvernementale de démantèlement en douceur de la SFP ; (p. 6733) : information insuffisante du Parlement sur les problèmes de la SFP ; demande une suspension de séance afin de permettre à la commission des affaires culturelles de s'informer complètement sur le problème de la SFP ; demande un scrutin public sur sa demande de suspension de séance ; demande rejetée par scrutin public n° 106 ; liste des votants (p. 6733, 6749, 6750). **Examen des crédits** [26 octobre 1978]. **Avant l'Article 70** (p. 6736) : risque d'une étatisation des images et des sons renforcée par la transformation de la redevance en taxe fiscale ; son hostilité à l'amendement n° 259 de M. Georges Fillioud.

Education. Discussion générale [13 novembre 1978] (p. 7482) : s'élève contre la suppression de 187 millions de francs de crédits d'équipement par arrêté ministériel du 1er août 1978. **Rappel au règlement** (p. 7490) : refus du ministre de répondre aux questions posées par les parlementaires communistes. **Discussion générale** (*suite*) (p. 7503) : attitude discourtoise du ministre à l'égard des députés communistes ; (p. 7504) : proteste contre l'annulation de crédits d'équipement de l'éducation réalisée par un arrêté ministériel du 5 août 1978 ; désinvolture autoritaire avec laquelle le ministère de l'éducation traite les collectivités locales ; mécontentement des parents d'élèves devant les fermetures de classes ; mise en place du conseil d'établissement et de parents, sans moyens d'action ; souhaite la création de conseils régionaux et locaux d'éducation à côté d'assemblée régionale élue au suffrage universel ; (p. 7505) : publication par le parti communiste d'un avant-projet pour la formation des maîtres. **Examen des crédits** [13 novembre 1978] (p. 7526). **Etat C - Titre V :** soutient son amendement n° 333 : annulation des autorisations de programme et crédits de paiement du titre V en signe de protestation contre l'insuffisance du budget d'équipement de l'éducation ; demande de scrutin public sur son amendement n° 333 ; caractère dérisoire des nouvelles positions du Gouvernement en ce qui concerne le budget d'équipement de l'éducation (p. 7527) : rejeté par scrutin public n° 114 ; liste des votants (p. 7529).

Universités. Examen des crédits [16 novembre 1978] (p. 7759). **Etat B - Titre III :** soutient son amendement n° 355 : réduction des crédits du titre III de 71.185 F en signe de protestation contre le décret du 20 septembre 1978 organisant les licenciements d'universitaires ; condition du transfert de l'université de Vincennes et de celle de Villetaneuse ; demande un scrutin public sur son amendement n° 355 ; (p. 7760) : refus du Gouvernement d'accepter le débat sur l'avenir des universités ; amendement n° 355 rejeté par scrutin public.

Services du Premier ministre. — I. Services généraux. Information. Formation professionnelle. Fonction publique. Services divers et aménagement du territoire. Examen des crédits [16 novembre 1978]. **Etat B - Titre III** (p. 7801) : inapplication de l'ordonnance du 26 août 1944 faisant obligation aux propriétaires ou actionnaires d'un journal d'être de nationalité française, obligeant les détenteurs de la majorité des fonds à être directeurs, et interdisant d'être directeur de plus d'un quotidien ; l'empire Hersant ; lien entre la concentration de la presse et la campagne de réhabilitation du nazisme et de l'antisémitisme flanquée d'anticommunisme ; ; (p. 7802) : demande un scrutin public. **Etat B - Titre IV ;** vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi relatif à l'aide aux travailleurs privés d'emploi** (n° **795**). **Première lecture. Discussion générale** [21 décembre 1978] (p. 9833) : problème de l'application des décisions de justice relatives aux licenciements abusifs ; (p. 9834) : duplicitié des députés de la majorité ; crise dans la région parisienne ; exemple de l'usine Babcock et Rateau à La Courneuve ; accord de la CFDT et de la CGT sur le rejet du texte. **Discussion des articles** [21 décembre 1978]. **Article L 351-1 du code du travail** (p. 9842) : soutient l'amendement n° 47 de M. Jacques-Antoine Gau : indemnisation subordonnée à l'inscription à l'ANPE ; rejeté. **Article L 351-2 du code du travail** (p. 9844) : soutient l'amendement n° 66 de M. Daniel Boulay : suppression de la fonction des aides publiques et des aides conventionnelles ; rejeté. **Article L 351-5 du code du travail** (p. 9849) : complexité de l'article L 351-5 ; son opposition à la dégressivité de l'ASA. **Article L 351-1 du code du travail** (p. 9856) : soutient l'amendement n° 74 de M. Renard ; devenu sans objet. **Après l'Article L 351-8 du code du travail** (p. 9856) : soutient l'amendement n° 73 de M. Le Meur : régime d'aide publique ; devenu sans objet. **Article L 351-9 du code du travail** (p. 9856) : soutient l'amendement n° 75 de suppression ; de M. Daniel Boulay ; rejeté. **Article L 351-10 du code du travail** (p. 9856) : soutient l'amendement n° 76 de suppression ; de M. Renard ; rejeté. **Article L 351-11 du code du travail** (p. 9857) : soutient l'amendement n° 77 de suppression de M. Renard ; rejeté. **Article L 351-12 du code du travail** (p. 9857) : soutient l'amendement n° 78 de suppression de M. Marcel Tassy ; rejeté. **Article L 351-13** (p. 9858) : soutient l'amendement n° 79 de suppression de M. Marcel Tassy ; devenu sans objet. **Explications de vote** (p. 9865) : projet de loi antidémocratique et antisocial ; vote hostile du groupe communiste sur le texte. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [5 janvier 1979] (p. 173) : vague de froid frappant particulièrement les plus démunis et engendrant une spéculation sur les fruits et légumes ; lettre du vice-président du groupe parlementaire communiste à M. Raymond Barre.

— **Rappel au règlement** [19 avril 1979] (p. 2774) : expulsion la nuit précédente par les CRS des femmes occupant l'usine Sonolor ; contradiction entre les actes du ministre du travail et la réponse qu'il faisait à la question au Gouvernement la veille.

— **Proposition de loi tendant à modifier les dispositions de la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relatives au droit de grève au sein du service public de la radiodiffusion-télévision française** (n° **941**). **Première lecture. Discussion générale** [26 avril 1979] (p. 3161) : **son exception d'irrecevabilité** ; texte « scélérat » portant atteinte au droit de grève ; (p. 3162) : reconnaissance du droit de grève par la Constitution ; suppression du droit de grève reconnu par le préambule de 1946 pour des catégories de plus en plus nombreuses de personnels ; loi de 1963, extension de la notion d'ordre public ; texte anticonstitutionnel ; l'héritage de 1789 ; (p. 3163) : succès des grévistes de Sonolor à La Courneuve ; accord du Perreux de 1943 fondant la reconnaissance du droit de grève contenu dans le préambule de 1946 ; indépendance du fonctionnaire français reconnue par le statut général de la fonction publique ; volonté de mettre l'administration française à l'heure de la supranationalité européenne ; non-respect des citoyens en tant que travailleurs et en tant que téléspectateurs ; (p. 3164) : grève de la télévision justifiée par des suppressions d'emplois ; prend position pour l'autogestion ; cite MM. Aydalot, Braunschweig, Dalle, Monseigneur Etchegaray, Georges Séguy, Jean Bernard, André Malraux ; (p. 3165) : évoque divers conflits sociaux ; attitude des travailleurs de Manufrance ; exception d'irrecevabilité rejetée par scrutin public. **Discussion de l'article unique** [26 avril 1979]. **Article unique** (p. 3188) : soutient son amendement n° 1 corrigé : reconnaissance sans restriction du droit de grève dans les sociétés nationales de programme et à l'établissement public de diffusion ; rejeté par scrutin public. **Deuxième lecture. Discussion générale** [26 juin 1979] (p. 5659) : critique le rapport Cluzel consacré par une commission sénatoriale aux problèmes de la radio-télévision ; aggravation des dispositions du texte par le Sénat ; procédure contraignante en matière de préavis ; (p. 5660) : organisation de la consultation à bulletins secrets sur la grève par le président de chaîne, droit de réquisition des présidents de chaîne, élargissement du programme minimum ; remise en cause du droit de grève dans tous les services publics ; vote hostile du groupe communsite contre un texte totalitaire. **Discussion de l'article unique** [26 juin 1979]. **Article unique** (p. 5663) : dénonce l'élargissement clandestin du programme minimum ; s'oppose à l'amendement n° 9 de la commission ; nécessité de maintenir le titre adopté par le Sénat qui a le mérite de la franchise et de la clarté.

— **Projet de loi relatif aux études médicales** (n° **1033**). **Première lecture. Discussion générale** [22 mai 1979] (p. 4095) : application à la santé de la politique d'austérité ; citations du professeur Jean Bernard ; crise économique et augmentation des besoins de santé ; (p. 4096) : orientations d'une politique communiste de la santé ; inégalités sociales devant la maladie.

— **Rappel au règlement** [6 juin 1979] (p. 4695) : inexactitude de la réponse faite par le ministre du travail à sa question au Gouvernement sur ITT-Sonolor.

— **Projet de loi portant approbation du rapport sur les principales options du VIII[e] Plan** (n° 1055). **Première lecture. Discussion générale** [14 juin 1979] (p. 5115) : politique culturelle du VIII[e] Plan marquée par l'intégration européenne, l'austérité, l'autoritarisme, la liberté pour les industries culturelles et la remise en cause de la responsabilité publique ; exemple de la politique culturelle menée à Lyon.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage** (n° 900). **Discussion générale** [15 mars 1979] (p. 1703) : lourd bilan de la politique gouvernementale dans le domaine culturel ; aspiration des travailleurs des régions en crise à rencontrer la culture ; (p. 1704) : campagne menée contre la création, l'invention, la novation dans le domaine culturel ; démantèlement de la SFP, outil de production nationale public ; tentative du Gouvernement d'éliminer la culture française et de la remplacer par une culture européenne ; nécessité d'une politique nationale de la science et de la culture.

— **Projet de loi relatif aux équipements sanitaires et modifant certaines dispositions de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière** (n° 995). **Première lecture. Discussion générale** [21 juin 1979] (p. 5424) : dénonce l'abandon du projet de centre hospitalier universitaire d'Aubervilliers ; impossibilité d'appliquer à toute la France une norme unique en matière de besoins de santé ; exemple des caractères particuliers de la population de la Seine-Saint-Denis ; secteur privé incapable de maintenir des services non rentables.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° 1290). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Education. Examen des crédits [22 octobre 1979]. **Etat B - Titre III** (p. 8751) : son amendement n° 264 : diminution des crédits pour favoriser l'enseignement musical ; rejeté au scrutin public ; insuffisance des effectifs des professeurs d'éducation musicale ; le bac musical F 11 est un bac payant ; insuffisante participation du ministère de l'éducation au coût de fonctionnement des classes à horaires aménagés. **Etat C - Titre V** (p. 8754) : s'élève contre l'attaque dissimulée portée contre le droit de grève du corps enseignant contenue dans l'amendement n° 296 de la commission des affaires culturelles.

Culture et communication, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, pour le cinéma. **Discussion générale** [26 octobre 1979] (p. 9018) : dénonce le règne du profit dans la culture ; abus de leur position dominante par les grandes sociétés du cinéma et caractère dérisoire du code de bonne conduite que le Gouvernement veut leur imposer ; (p. 9019) : proteste contre sa mise à l'écart de la table ronde sur les nouvelles données techniques organisées lors du CISCO : salon des matériels et techniques nouvelles de l'équipement cinématographique ; « dossiers secrets » du ministre : TVA appliquée au cinéma, déclaration de M. Davignon sur la notion de films de nationalité française, avis du conseil économique et social appelant à la concentration de l'industrie du cinéma ; politique des prix en matière de cinéma, rapports cinéma-télévision, nouvelles techniques, rapport de la commission de la concurrence ; (p. 9020) : politique gouvernementale trop favorable aux grandes compagnies cinématographiques américaines ; existence de nombreux talents dans le cinéma français ; (p. 9021) : gravité de la mise à l'écart des communistes de certaines manifestations culturelles ; (p. 9030) : dénonce la politique gouvernementale hostile à la décentralisation culturelle ; difficultés de la création artistique en province : exemple de la Bretagne, de Lyon, de Lille, de Grenoble, de Nantes, de la Lorraine, de Saint-Etienne.

Radio-télévision. Examen des crédits [26 octobre 1979]. **Article 57** (p. 9052) : soutient son amendement n° 359 : suppression de la TVA sur la redevance télévision ; rejeté ; soutient son amendement n° 360 : réduction du taux de la TVA sur la redevance télévision ; rejeté ; collaboration entre la télévision et le cinéma et attribution de la carte de producteur à TF1 et Antenne 2 ; problème de la SFP.

Universités. Discussion générale [9 novembre 1979] (p. 9754) : cite une lettre adressée à M. Barre par 2.000 chercheurs scientifiques critiquant la politique de recherche du Gouvernement ; budget de déclin pour les dépenses de fonctionnement, les créations de postes, les crédits d'action sociale, le budget d'équipement ; recul imposé au ministre par les universitaires en ce qui concerne les transformations d'emplois ; (p. 9755) : redéploiement de l'enseignement supérieur en filières de pointe formant des cadres de haut niveau et en une masse d'universités parkings ; dénonce la politique de recherche du Gouvernement qui est celle d'une nation moyenne ; insuffisant renouvellement des enseignants chercheurs en mathématiques préparant un avenir sombre pour la recherche mathématique ; destruction des structures démocratiques mises en place à la Libération au CNRS ; accentuation de la ségrégation sociale à l'université ; luttes

des enseignants, chercheurs et étudiants ; avenir incertain de l'école normale supérieure de Saint-Cloud ; (p. 9756) : demande des mesures sociales en faveur des étudiants et des personnels de l'enseignement supérieur ; critique un article d'Alain Touraine relatif à la politique de la recherche ; dénonce l'invasion de la langue anglaise et le laxisme du Gouvernement en la matière.

— **Proposition de loi tendant à modifier l'article 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 relatif aux conditions d'éligibilité aux fonctions de président d'université** (n° 367). **Première lecture. Discussion générale** [10 décembre 1979] (p. 11548) : atteintes portées à la loi d'orientation sur l'enseignement supérieur ; suppression de la non-rééligibilité des présidents sortants risquant de conduire à l'exercice ininterrompu de la fonction présidentielle et à la coupure durable de toute activité de recherche et d'enseignement ; (p. 11549) : vote hostile du groupe communiste ; situation difficile de l'université de Franche-Comté à Besançon ; rôle social de cette université ; succès des luttes ; (p. 11550) : revendication communiste pour l'université de Franche-Comté ; problème du centre de linguistique appliquée. **Discussion de l'article unique** [10 décembre 1979] (p. 11553) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Antoine Rufenacht ; (p. 11554) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Antoine Rufenacht.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1979** (n° 1397). **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [20 décembre 1979] (p. 12410) : problème de la rémunération des professeurs de l'IUT de l'université Sabatier à Toulouse.

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à continuer à percevoir en 1980 les impôts et taxes existants** (n° 1559). **Première lecture. Discussion de l'article unique** [27 décembre 1979]. **Après l'Article unique** (p. 12551) : soutient son amendement n° 2 : barème de l'impôt sur le revenu ; rejeté.

— **Discussion commune des motions de censure sur la première partie de la loi de finances pour 1980 (nouveau projet) déposées, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par M. Maurice Andrieux et quatre-vingt-trois de ses collègues et par M. François Mitterrand et cinquante-deux de ses collègues** [9 janvier 1980] (p. 21) : proteste contre les modifications apportées à la gestion de Télédiffusion de France.

— **Discussion commune des motions de censure sur la deuxième partie de la loi de finances pour 1980 (nouveau projet) déposées, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par M. François Mitterrand et cinquante-neuf de ses collègues et par M. Maurice Andrieux et quatre-vingt-cinq de ses collègues** [11 janvier 1980] (p. 31) : sixième recours du pouvoir à l'article 49, alinéa 3, de la Constitution depuis novembre 1979 ; développement des luttes chez les ouvriers, les paysans et les intellectuels ; mouvements des hospitaliers ; manifestations des conservatoires de la région parisienne ; lutte de l'université ; conflit Alsthom ; lutte contre les projets de travail dominical ; (p. 32) : succès de la CGT aux élections prud'homales ; augmentation de l'audience du parti communiste français ; échec de l'impérialisme dans le monde et succès des forces progressistes ; Georges Marchais, messager de la paix ; (p. 33) : déformation de la réalité par les grands moyens d'information); exemple du génocide de Timor ; événements de Corse ; difficultés d'Aubervilliers et des communes ouvrières ; (p. 34) : dénonce la campagne anticommuniste.

— **Discussion, après déclaration d'urgence, des conclusions du rapport** (n° 1640) **de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et la gestion des entreprises** (n° 1167). **Première lecture. Discussion générale** [23 avril 1980] (p. 639) : licenciements dans l'entreprise Moyse à La Courneuve ; poursuite disciplinaire engagée contre M. Ruddy Sanchez, animateur de l'ANPE à Stains ; absence de dispositions sur l'amélioration des conditions de travail ; (p. 640) : conditions de travail en France, exemple des cimenteries ; revendications pour la création de conseils d'atelier ; horoscope du journal *Elle ;* entreprise Ducellier ; journée du 24 avril.

— **Déclaration du Gouvernement sur la recherche et débat sur cette déclaration** (n° 1767). **Discussion** [29 mai 1980] (p. 1453) : déficit de la balance des brevets ; domination de la recherche par l'industrie ; carrière des chercheurs ; réforme du statut des chercheurs ; CNRS ; CORDES ; avenir du département des études économiques de l'INSEE ; recherche artistique (p. 1454) : PIRDES (programme interdisciplinaire de recherche pour le développement de l'énergie solaire) ; plan décennal de la recherche : recherche et rentabilité.

— **Rappel au règlement** [6 juin 1980] (p. 1636) : absence des ministres concernés par les questions.

— **Projet de loi relatif à la protection des collections publiques contre les actes de malveillance** (n° 1763). **Explications de vote** [25 juin 1980] (p. 2269) : abstention du groupe communiste.

— **Discussion des conclusions du rapport** (n° 1824) **de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 relatif aux conditions d'éligibilité aux fonctions de président d'université** (n° 367). **Deuxième lecture. Discussion générale** [26 juin 1980] (p. 2343) : question préalable de M. Guy Hermier ; agression contre les libertés et la démocratie à l'université ; amendements Rufenacht ; sur représentation des professeurs dans les conseils d'université ; agression contre la loi d'orientation ; politique universitaire d'austérité du Gouvernement ; recherche universitaire ; (p. 2344) : représentation des assistants et des personnels non enseignants ; rôle des conseils d'universités ; (p. 2345) : austérité et mainmise du patronat ; lutte des universitaires ; démocratie à l'université ; (p. 2346) : rejet de la question préalable par scrutin public. **Discussion des articles** [26 juin 1980]. **Article premier A** (p. 2348) son amendement n° 26 : présence facultative de personnalités extérieures aux conseils d'UER ; rejeté ; (p. 2349) : son amendement n° 28 : répartition des représentants des différentes catégories de membres ; rejeté par scrutin public ; (p. 2350) : son amendement n° 29 : représentation des vacataires ; rejeté ; (p. 2351) : son amendement n° 30 : supprimant la disposition attribuant en tout état de cause 50 % des sièges aux professeurs ; rejeté ; (p. 2352) : son amendement n° 31 : détermination des programmes de recherche par les conseils d'université ; rejeté (p. 2353) : son sous-amendement n° 27 à l'amendement n° 12 de M. Louis Mexandeau : élection au suffrage direct et proportionnel des membres élus des conseils d'université ; rejeté. **Article premier B** : son amendement n° 37 : supprimant l'institution du quorum pour les élections estudiantines ; rejeté. **Article premier** (p. 2354) : son amendement n° 22 : ramenant à trois ans la durée du mandat des présidents d'université ; rejeté ; (p. 2355) : son amendement n° 23 : permettant l'élection d'un membre non enseignant à la présidence d'un conseil d'université ; rejeté ; (p. 2356) : son amendement n° 24 : élection des directeurs d'UER ; rejeté ; son amendement n° 34 : supprimant une disposition impliquant que les directeurs d'UER comprenant un troisième cycle devront être nécessairement des professeurs titulaires ou des maîtres de conférences ; rejeté. **Article 2** : son amendement n° 35 : suppression de l'article 2 ; rejeté. **Article 3** (p. 2357) : son amendement n° 36 : suppression de l'article 3 ; rejeté ; difficultés de la bibliothèque nationale ; (p. 2358) : abstention du groupe communiste sur la loi d'orientation de 1968. **Explications de vote** (p. 2359) : amendements de MM. Rufenacht et Sauvage ; difficultés de l'université ; vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° 1933). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [21 octobre 1980]. **Avant l'Article 3** (p. 2878) : son amendement n° 201 : réintégration dans le bénéfice imposable à l'impôt sur les sociétés des provisions pratiquées par les banques pour financer les ventes à l'étranger, en vue de dégager des crédits destinés au service des archives du film de Bois-d'Arcy et à la lecture publique ; rejeté par scrutin public ; incendie à la Cinémathèque ; difficultés des bibliothèques. **Avant l'Article 4** (p. 2915) : son amendement n° 227 : perception au taux de 2,5 % de la TVA sur le droit d'entrée dans les salles de cinéma d'art et d'essai ; rejeté par scrutin public.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — V. Recherche. Discussion générale [22 octobre 1980] (p. 2791) : enjeu de la science ; abandon de la recherche pendant dix ans ; augmentation du budget résultant des luttes engagées par les chercheurs ; volonté du Gouvernement de plier la recherche aux choix des multinationales ; recherche fondamentale ; abandon des recherches concernant la sidérurgie et le textile ; insuffisance des créations d'emplois ; problème des ingénieurs, techniciens et administratifs ; (p. 2972) : livre blanc de la recherche ; importance du développement des réacteurs surrégénérateurs et action du groupe Empain ; gazéification du charbon.

Education. Discussion générale [24 octobre 1980] (p. 3092) : coupure de l'école avec la vie, son éloignement du monde du travail ; ses contenus ségrégatifs ; redéfinition de la formation professionnelle et de l'enseignement technique ; état de l'enseignement technique dans la Seine-Saint-Denis ; entreprise Dufour à Montreuil ; (p. 3093) : liaisons avec l'entreprise, les travailleurs et leur lutte ; décloisonner les LEP et les lycées techniques. **Examen des crédits** [24 octobre 1980]. **Etat B - Titre III** (p. 3120, 3121) : son amendement n° 80 : réduction des crédits - enseignement de la musique ; rejeté.

Culture et communication, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, pour le cinéma. **Discussion générale** [4 novembre 1980] (p. 3485) : insuffisance de l'information du rapporteur du budget du cinéma ; exemple du rapport

Seydoux ; procès opposant M. Cometti, propriétaire d'une salle de cinéma à Livry-Gargan aux grandes compagnies de distribution ; (p. 3486) : organisation de l'exploitation des films ; risques de naissance d'une culture européenne ; désengagement de l'Etat à l'égard du cinéma ; service des archives du film de Bois-d'Arcy ; volonté de créer un vaste ensemble dominé par Gaumont ; diminution du fonds de soutien au cinéma ; (p. 3487) : difficultés du cinéma d'art et d'essai ; (p. 3501) : élimination des communistes de la concertation en cours entre les artistes-interprètes et les représentants de l'industrie du phonogramme. **Examen des crédits** [4 novembre 1980]. **Titre III** (p. 3513) : son amendement n° 128 : diminution des subventions de fonctionnement au théâtre ; rejeté ; engagement du ministre de reconstruire le théâtre de l'Est parisien ; théâtre de la Criée de Marseille ; maison de la culture de Chambéry ; stockage des films à Bois-d'Arcy ; (p. 3514) : liste des engagements non tenus du ministre de la culture ; soutient l'amendement n° 129 de M. Guy Hermier : réduction des subventions de fonctionnement du théâtre ; rejeté par scrutin public ; problèmes des droits des artistes interprètes ; revendications des artistes ; exemple de Rufus ; problème des droits d'auteur face aux nouvelles techniques de reproduction ; (p. 3515) : sécurité sociale des écrivains ; agence pour l'emploi des artistes. **Titre IV** : son amendement n° 130 : réduction des crédits destinés à l'enseignement musical ; rejeté ; problèmes des conservatoires non aidés ; ségrégation sociale dans l'enseignement musical ; (p. 3516) : insuffisance des crédits de la musique ; effort des collectivités locales non soutenu par l'Etat ; son amendement n° 131 : réduction de crédits en vue d'attirer l'attention sur les difficultés des danseurs et chorégraphes ; rejeté ; (p. 3517) : enseignement de la danse. **Titre VI** (p. 3518) : son amendement n° 132 : réduction des subventions de fonctionnement de la lecture publique ; rejeté par scrutin public.

Radio-télévision. Examen des crédits [4 novembre 1980]. **Après l'Article 37** (p. 3540) : absence de tout contrôle parlementaire sur la Sofirad.

Jeunesse, sports et loisirs. — I. Section commune. — II. Jeunesse et sports. Discussion générale [7 novembre 1980] (p. 3716) : achat par la ville d'Aubervilliers d'un terrain destiné au sport sans aucune aide de l'Etat.

— **Discussion des conclusions du rapport** (n° 2112) **de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi relative au contrat de travail à durée déterminée dans les professions du spectacle et de l'audiovisuel** (n° **1969**). **Première lecture. Discussion générale** [9 décembre 1980] (p. 4770) : oppose la question préalable : conditions antidémocratiques d'élaboration de cette proposition ; revendications des personnels du spectacle ; remise en cause des acquis sociaux et syndicaux des professionnels du spectacle ; position de MM. d'Aubert et Perrut au sujet de l'ORTF ; (p. 4771) : substitution de compétences ; texte relevant des relations contractuelles ; critique de la loi du 3 janvier 1979 ; ratification de la convention de Rome en 1961 relative aux droits des artistes interprètes ; (p. 4772) : rapport du conseil économique relatif à la mise en place de troupes permanentes dans les théâtres lyriques ; machine de guerre contre les personnels des sociétés issues de l'ORTF ; remise en cause des statuts des personnels permanents des institutions culturelles ; aggravation de la précarité de ces personnels ; (p. 4773) : manifestations de la SFP, de l'Opéra et de nombreux théâtres contre ce texte ; (p. 4774) : question préalable rejetée par scrutin.

— **Discussion des conclusions du rapport** (n° 2058) **de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la langue française** (n^{os} **1916, 1920, 1993**). **Première lecture. Discussion générale** [10 décembre 1980] (p. 4814) : loi du 31 décembre 1975 ; politique gouvernementale entravant l'édition française et favorisant une sous-culture américaine ; (p. 4815) : déclaration du Président de la République sur la langue française ; recul du français dans les relations internationales et les domaines scientifiques et artistiques ; déclin de la diffusion du livre français ; conséquences de la fusion Matra-Hachette ; (p. 4816) : l'anglais, langue imposée à l'agence spatiale européenne ; développement de notre culture nationale et de notre potentiel économique et scientifique ; (p. 4817) : amélioration de l'enseignement ; nécessité de dégager le livre, le disque, le film de la tutelle des multinationales ; politique d'indépendance et de coopération. **Discussion de l'Article unique** (p. 4820) : son amendement n° 1 : analyse des causes économiques et politiques des difficultés que connaît la langue française ; rejeté par scrutin public ; son amendement n° 2 : mesures contribuant à instituer une véritable politique de la langue française : éducation nationale, enseignement du français à l'étranger, accueil des étudiants étrangers et informations scientifiques et techniques ; rejeté.

RAVASSARD (Noël)

Député de l'Ain
(3e circonscription)
(S).

Elu le 30 novembre 1980.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 décembre 1980] (p. 4519).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 décembre 1980] (p. 2839).

NOMINATIONS

Membre de la commsision des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 décembre 1980] (p. 2839), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Revenu agricole** [3 décembre 1980] (p. 4576) : risque de liquidation des petites exploitations familiales.

RAYMOND (Alex)

Député de la Haute-Garonne
(4e circonscription)
(S).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1099) .

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi adopté par le Sénat réglementant la publicité extérieure et les enseignes [26 octobre 1978] (p. 6773).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner :

1° le projet de loi, adopté par le Sénat, portant aménagement de la fiscalité directe locale (n° 689).

2° le projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements (n° 706) [*J.O.* du 23 novembre 1978] (p. 3932).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1981 (n° 1933) : Environnement et cadre de vie : Environnement (n° 1981 - IX) [9 octobre 1980] (p. 2650).

Membre de la commission d'enquête sur l'industrie textile [*J.O.* du 18 décembre 1980] (p. 2982).

DÉPOTS

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de **loi de finances pour 1979** (n° 560). — **Tome VII : Environnement et cadre de vie - Environnement** (n° **575**) [5 octobre 1978].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1290). — **Tome VIII : Environnement et cadre de vie - Environnement** (n° **1297**) [2 octobre 1979].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1560). — **Tome VIII : Environnement et cadre de vie - Environnement** (n° **1567**) [9 janvier 1980].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° 1933). — **Tome IX : Environnement et cadre de vie - Environnement** (n° **1981**) [9 octobre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Fermeture de gares et suppression d'emplois à la SNCF** [17 mai 1978] (p. 1763) : revoir la procédure des questions d'actualité ; orientation générale du nouveau plan d'entreprise concernant la SNCF.

— **Grève des contrôleurs aériens et choix du moteur de l'A 310** [21 novembre 1979] (p. 10460) : de réelles négociations doivent être engagées d'urgence avec les contrôleurs

aériens ; quel sera le choix du moteur devant équiper l'Airbus A 310 d'Air France ?

• *question orale sans débat :*

— n° **31875 : Convention Eurocontrol** [6 juin 1980] (p. 1633) : couverture radar de la partie est de la France ; utilisation du centre de Karlsruhe.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° 560). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Environnement et cadre de vie. — I. Environnement, rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges, pour l'environnement. **Discussion générale** [25 octobre 1978] (p. 6610) : création d'un grand ministère de l'environnement et du cadre de vie ; bilan des actions de l'ancien ministre de l'environnement ; (p. 6611) : mauvaise présentation budgétaire des crédits ; transformation du FIANE en fonds d'intervention pour la qualité de la vie ; existence de chapitres « réservoirs » ne permettant aucun contrôle ; problème des zones périphériques des parcs nationaux ; nécessité de les doter d'une autorité de coordination autonome ; problème de l'eau ; insuffisante protection de la mer ; création d'une agence de l'air ; faiblesse des moyens financiers de l'agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets ; (p. 6630) : problème de la liberté et de la réglementation en matière d'urbanisme ; rôle de l'élu et de l'administration ; conjonction du pouvoir local et de l'administration au travers des sociétés d'économie mixte ; (p. 6631) : souhaite que soient donnés des moyens d'action supplémentaires aux sociétés d'économie mixte.

Transports. — III. Aviation civile et météorologie. Discussion générale [9 novembre 1978] (p. 7348) : diminution en volume des dépenses d'investissement du budget de l'aviation civile ; problème de la commercialisation des cinq Concorde restant invendus ; problème des débouchés commerciaux du moteur CMF 56 issu de la collaboration franco-américaine ; augmentation des crédits affectés à l'Airbus ; problème de la participation britannique au programme Airbus ; (p. 7349) : problème des capacités de production d'Airbus ; vieillissement du service de la météorologie nationale ; problème de la prise en charge par l'Etat du coût pour les compagnies aériennes du mouvement des contrôleurs aériens ; souhaite que le droit de grève soit accordé aux contrôleurs aériens ; difficulté des compagnies aériennes régionales ; nuisances subies par les riverains des aéroports ; vote hostile du groupe socialiste ; (p. 7365) : suggère la tenue d'un débat annuel sur les questions aéronautiques. **Examen des crédits** [9 novembre 1978]. **Etat B - Titre IV** (p. 7366) : soutient l'amendement n° 318 de M. Alain Richard : réduction des crédits affectés à Air France ; volonté de réduire les tarifs pratiqués sur les liaisons avec la Réunion ; insuffisance de l'aide de l'Etat prévue pour 1979 ; (p. 7369) : adopté au scrutin public.

— **Rappel au règlement** [11 décembre 1978] (p. 9238) : omission de son nom sur la page de garde du rapport n° 778.

— **Projet de loi modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** (n° 706). **Première lecture. Discussion générale** [12 décembre 1978] (p. 9260) : texte n'apportant pas de recettes supplémentaires aux communes ; historique de la coopération communale ; réussite des SIVOM (syndicats intercommunaux à vocations multiples) en raison de la souplesse de cette institution ; pression financière au regroupement communal ; réforme faite par des gestionnaires sans connaissance des réalités locales ; (p. 9261) : absence de débat sur les moyens financiers des groupements communaux ; propose d'attribuer à tous les organismes de coopération intercommunaux l'aide au démarrage ; nécessité de préserver la multiplicité des cellules de base de la démocratie et d'assurer les moyens financiers indispensables pour promouvoir la coopération communale ; nécessité de la coopération communale, seule voie permettant d'éviter la mainmise d'une nouvelle technocratie au niveau intercommunal ; motion votée par le congrès des maires de France ; nécessité d'une prise en charge par l'Etat des dépenses qui lui incombent.

— **Projet de loi portant aménagement de la fiscalité directe locale** (n° 689). **Première lecture. Discussion générale** [4 octobre 1979] (p. 7772) : s'étonne que le problème des finances locales soit abordé avant celui de la répartition des responsabilités entre les collectivités locales et l'Etat ; pauvreté des communes, réduction des concours financiers de l'Etat et accroissement des dépenses nouvelles ; (p. 7773) : augmentation des pressions fiscales ; la part des ressources fiscales nationales revenant aux communes doit être augmentée de moitié ; déplore le rejet des amendements socialistes ; report à 1985 de la création d'un impôt foncier ; nécessité de réaliser une simulation en vraie grandeur avant toute nouvelle modification ; les bases de la fiscalité locale doivent être évolutives et fiables ; nécessité d'augmenter les ressources

des communes. **Discussion des articles** [9 octobre 1979]. **Avant l'Article 3** *bis* (p. 7915) ; son amendement n° 166 : possibilité pour les groupements de communes de percevoir la taxe professionnelle sur les établissements créés en utilisant les équipements mis en place par l'organisme de coopération intercommunal intéressé ; retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Transports. Discussion générale [23 octobre 1979] (p. 8797) : estime inexistants les crédits nécessaires aux études de la deuxième génération de l'avion supersonique ; nécessité d'investir pour confirmer le succès commercial de l'Airbus ; (p. 8798) : souhaite le lancement d'une nouvelle version A 200 ; nécessité de s'assurer le contrôle de certains éléments clés, exemple de l'industrie du titane ; problème du choix du moteur pour l'Airbus 310 ; politique gouvernementale aggravant la situation de l'aviation générale ; (p. 8799) : météorologie nationale sacrifiée dans le budget de 1980 ; revendications des contrôleurs aériens.

Environnement et cadre de vie, rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges, pour l'environnement. **Discussion générale** [30 octobre 1979] (p. 9170) : insuffisance des effectifs du ministère de l'environnement ; affaiblissement des moyens consacrés à la protection de l'environnement naturel et insuffisance des moyens au niveau départemental ; effectifs insuffisants de l'inspection des établissements classés ; (p. 9171) : les dotations dans le domaine de l'eau sont absorbées en majeure partie par le financement des barrages de Naussac et de Villerest ; problème posé par la mise en place de périmètres de protection des eaux souterraines ; la protection des nappes profondes d'eau pure ; importance des pollutions de la mer d'origine continentale ; projet de loi-cadre sur le bruit ; ralentissement du rythme de création des parcs nationaux ; problème de l'aménagement des zones périphériques des parcs ; non-réalisation du nombre de réserves naturelles prévues pour 1980 ; effort insuffisant de protection de la nature dans les DOM-TOM ; souhaite la désignation d'un délégué à l'environnement dans chaque département et la création au sein de chaque direction départementale de l'équipement d'une cellule composée de spécialistes de l'écologie.

Intérieur. Discussion générale [13 novembre 1979] (p. 9932) : demande la création d'un commissariat à Colomiers en Haute-Garonne.

— **Discussion des conclusions du rapport** (n° **1174**) **de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi sur la protection des candidats à la construction de maisons individuelles** (n° **211**). **Première lecture. Discussion des articles** [20 mai 1980]. **Article L 231-2 du code de la construction et de l'habitation** (p. 1110) : son amendement n° 36 : suppression du paragraphe III de l'article L 231-2 ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Transports. Discussion générale [15 novembre 1980] (p. 3962) : suppression de la subvention versée à l'institut du transport aérien ; crédits des centres régionaux de la navigation aérienne ; extension de l'aéroport de Nice ; crise des transports aériens ; instauration d'une concurrence sauvage et obligations de service public des compagnies françaises ; convention entre l'Etat et Air Inter ; insuffisance de la capacité du système de contrôle français ; avenir d'Eurocontrol ; augmentation artificielle des crédits de la météorologie du fait de l'inscription des fonds alloués au satellite Meteosat ; (p. 3963) : budget acceptable pour les programmes spatiaux ; construction aéronautique ; Airbus ; programme d'avion de transport régional ; insuffisance des crédits de développement des petites turbines pour hélicoptères ; insuffisance de la part réservée à l'aviation légère ; problème du travail intérimaire et de la sous-traitance dans l'aéronautique.

Environnement et cadre de vie, rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges pour l'environnement. **Discussion générale** [30 octobre 1980] (p. 3318) : développement de l'écologie ; écologie et progrès technique ; diminution des crédits de la protection de la nature et de la délégation à la qualité de la vie ; crédits de la direction de la prévention des pollutions gonflés artificiellement par l'augmentation des crédits destinés à la construction de grands barrages ; (p. 3319) : pas de création d'emplois dans l'administration de l'environnement ; stagnation de la politique des parcs nationaux ; lenteur de la création de réserves naturelles ; lutte contre le bruit ; protection et utilisation des eaux souterraines ; récupération des déchets ; réduction des moyens de la délégation à la qualité de la vie ; procédure des études d'impact. **Examen des crédits. Titre III** (p. 3366) : inscription injustifiée dans les crédits consacrés à la protection de l'environnement de dépenses effectuées pour la construction de grands barrages-réservoirs ;

insuffisance des crédits des réserves naturelles ; nécessité de les majorer grâce à des économies réalisées sur les crédits des barrages. **Titre VI** (p. 3368) : amendement n° 81 rectifié de la commission de la production : réalisant un million de francs d'économies sur les crédits destinés aux grands barrages inscrits au titre VI ; adopté.

RAYNAL (Pierre)

Député du Cantal
(2e circonscription)
(RPR).

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

Elu le 12 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1098).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Secrétaire de l'Assemblée nationale [5 avril 1978] (p. 1110, 1111).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 11 mai 1978] (p. 2052).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 11 mai 1978] (p. 2052), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à prévenir la conduite d'un véhicule sous l'empire d'un état alcoolique [30 juin 1978] (p. 3765).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal [1er juillet 1978] (p. 3803).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code de procédure pénale en matière d'exécution des peines privatives de liberté [*J.O.* du 26 octobre 1978] (p. 3682).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de la loi n° 64-1331 du 26 décembre 1964 sur la pollution de la mer par les hydrocarbures [11 décembre 1978] (p. 9239).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à certaines infractions en matière de circulation maritime et complétant la loi du 17 décembre 1926 portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande [11 décembre 1978] (p. 9239).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux sociétés d'investissement à capital variable [11 décembre 1978] (p. 9239).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de dispositions du titre premier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes [14 décembre 1978].

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives aux loyers et aux sociétés immobilières conventionnées et modifiant le code de la construction et de l'habitation [18 décembre 1978] (p. 9642).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature [20 décembre 1978] (p. 9773).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la Cour de cassation [20 décembre 1978] (p. 9773).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les

dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les modes d'élection de l'assemblée territoriale et du conseil de gouvernement du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [*J.O.* du 3 mai 1979] (p. 1043).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation agricole [*J.O.* du 12 mai 1979] (p. 1126).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indemnité des représentants à l'assemblée des communautés européennes [28 juin 1979] (p. 1547).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux fonds communs de placement [28 juin 1979] (p. 1547).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers et portant création de l'office national d'immigration [*J.O.* du 16 novembre 1979] (p. 2850).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre Joxe relative à l'élection des commissions syndicales constituées dans les sections de communes ou à l'occasion de modifications aux limites territoriales des communes (n° 1531) [10 avril 1980] (p. 297).

Rapporteur pour avis de la proposition de loi de M. Jean-Pierre Delalande et plusieurs de ses collègues relative au droit du conjoint divorcé à une pension de réversion (n° 1542) [10 avril 1980] (p. 297).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Pierre Bechter portant réforme de la prise en charge des prestations maladie servies par les organismes de sécurité sociale consécutivement aux accidents de la circulation (n° 1703) [12 juin 1980] (p. 1827).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Robert Fabre tendant à modifier les dispositions du code des communes relatives à la classification des stations thermales et climatiques (n° 1744) [19 juin 1980] (p. 1947).

Rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à permettre aux régions dans les départements d'outre-mer de s'assurer un complément de ressources au titre de leur participation à leur propre développement (n° 34) [9 octobre 1980] (p. 2648).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1981 (n° 1933) : Départements et territoires d'outre-mer : Territoires d'outre-mer [9 octobre 1980] (p. 2650).

Rapporteur du projet de loi adopté par le Sénat relatif au travail à temps partiel dans la fonction publique (n° 2020) [6 novembre 1980] (p. 3689).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Louis Masson tendant à créer des conseils d'arrondissement (n° 1996) [27 novembre 1980] (p. 4493).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au temps partiel dans la fonction publique [*J.O.* du 12 décembre 1980] (p. 2934).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 17 décembre 1980] (p. 2975).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements [*J.O.* du 18 décembre 1980] (p. 2984).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'aménagement foncier et à l'établissement rural dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [*J.O.* du 20 décembre 1980] (p. 3007).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 21 décembre 1980] (p. 3015).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 927) modifiant l'article premier - 1° de la loi n° 891 du 28 septembre 1942 réglementant l'exercice de la profession de directeur et de gérant d'**agences privées de recherches** (n° **1048**) [10 mai 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 988) portant suppression des **limites d'âge** d'accès aux emplois de la **fonction publique** pour certaines catégories de **femmes** (n° **1049**) [10 mai 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation

et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1007) **tendant à compléter l'article 25 de la loi du 10 août 1871 relative aux conseils généraux** (n° **1072**) [17 mai 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, **sur le projet de loi réprimant le défaut de déclaration de la disparition de produits explosifs** (n° **1128**) [13 juin 1979].

— **Rapport,** présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 1194), **portant suppression des limites d'âge d'accès aux emplois publics pour certaines catégories de femmes** (n° **1211**) [28 juin 1979].

— **Avis,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le **projet de loi de finances pour 1981** (n° 1933). — **Tome V : Départements et territoires d'outre-mer - Territoires d'outre-mer** (n° **1980**) [9 octobre 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2011) modifiant la loi n° 891 du 28 septembre 1942 réglementant **l'exercice de la profession de directeur et de gérant d'agences privées de recherches** (n° **2061**) [13 novembre 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au **travail à temps partiel dans la fonction publique** (n° **2106**) [27 novembre 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 223) tendant à supprimer l'article L 62 du code des débits de boissons relatif à la **fermeture administrative des débits de boissons et des restaurants** (n° **2124**) [4 décembre 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au **travail à temps partiel dans la fonction publique** (n° **2164**) [16 décembre 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2159) relatif à l'**aménagement foncier et à l'établissement rural dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° **2174**) [18 décembre 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'**aménagement foncier et à l'établissement rural dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° **2231**) [20 décembre 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale en première lecture (n° 2246) relatif à l'**aménagement foncier et à l'établissement rural dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° **2247**) [20 décembre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Application du décret concernant l'indemnité spéciale de montagne** [14 juin 1978] (p. 2876, 2877) : les dispositions du décret favorisent l'exploitation extensive provoquant ainsi l'exode rural.

— **Plan routier du Massif central** [19 novembre 1980] (p. 4158) : routes nationales 122 et 126 ; réalisations des deux projets de créneaux de dépassement entre Murat et Aurillac.

• *question orale sans débat :*

— (n° **40196**) : **Entreprise Lafargue d'Aurillac** [19 décembre 1980] (p. 5094) : situation de l'emploi dans le Cantal ; création de nouveaux emplois.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1979] (p. 7270) : approuve l'orientation générale de la politique agricole ; nécessité d'accorder une priorité à l'agriculture de montagne ; non-revalorisation de l'indemnité spéciale dans les zones de montagne ; stagnation des crédits affectés à la rénovation rurale ; insuffisance des crédits affectés aux maisons familiales et aux instituts ruraux ; son vote favorable sur le budget de l'agriculture.

Transports. — I. **Section commune.** — II. **Transports terrestres. Discussion générale** [9 novembre 1978] (p. 7337) : avenir du Massif central dépendant de l'amélioration des transports routiers ferroviaires ou aériens ; désenclavement ferroviaire n'allant pas au-delà de Clermont-Ferrand ; problème de l'autoroute Paris-Clermont et du plan routier Massif central ; (p. 7338) : son vote favorable.

Jeunesse, sports et loisirs. — II. **Tourisme. Discussion générale** [15 novembre 1978] (p. 7648) : conditions favorables au développement du tourisme en Auvergne ; tourisme concourant au maintien d'un tissu rural vivant ; importance de l'aide à apporter aux établissements classés ; nécessité d'un effort particulier en faveur de la petite hôtellerie rurale ; développement de la politique de soutien aux hébergements sociaux de plein air ; possibilité d'encourager l'hébergement à domicile ; nécessité de coordonner les actions du ministère chargée du tourisme et du ministère de la santé pour les stations thermales.

— **Projet de loi modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** (n° **706**). **Première lecture. Discussion des articles** [12 décembre 1978] : **Article premier : Article L 234-12 du code des communes** (p. 9299) : son amendement n° 54 : prise en compte du nombre d'élèves scolarisés et du montant des annuités de la dette pour la répartition de la dotation ; retiré. **Article L 234-13 du code des communes** (p. 9303) : son amendement n° 157 : modification des critères de répartition de la dotation supplémentaire en faveur des communes touristiques ; adopté ; [15 décembre 1978] : **Article premier** (*suite*) : **Après l'Article L 234-16 du code des communes** (p. 9352) : soutient le sous-amendement n° 133 de M. Augustin Chauvet à l'amendement n° 93 de la commission : faisant bénéficier toutes les communes centres quelle que soit leur population de la dotation particulière prévue par l'amendement n° 93 ; retiré.

— **Proposition de loi tendant à compléter l'article 25 de la loi du 10 août 1871 relative aux conseils généraux** (n° **1072**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [30 mai 1979] (p. 4458) : proposition de loi tendant à définir les modalités d'élection des bureaux des conseils généraux ; étapes de l'acquisition, par les conseils généraux, de leur autonomie de fonctionnement ; règlement intérieur des conseils généraux prévoyant le plus souvent une élection au bénéfice de l'âge en cas d'égalité des suffrages au troisième tour de scrutin.

— **Projet de loi modifiant l'article premier-1° de la loi n° 891 du 28 septembre 1942 réglementant l'exercice de la profession, de directeur ou de gérant d'agences privées de recherches** (n° **927**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [5 juin 1979] (p. 4651) : projet tendant à modifier la loi du 28 septembre 1942 régissant la profession de directeur d'agence de recherches en vue de la mettre en conformité avec les directives communautaires ; soumission des détectives privés européens au même régime que leurs homologues français ; avis favorable de la commission des lois.

— **Projet de loi portant suppression des limites d'âge d'accès aux emplois de la fonction publique pour certaines catégories de femmes** (n° **988**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [5 juin 1979] (p. 4653) : projet s'inscrivant dans un ensemble de mesures destinées à favoriser l'insertion des femmes dans la vie professionnelle ; possibilité pour les veuves non remariées, les femmes divorcées et non remariées, les femmes séparées judiciairement, les femmes célibataires ayant au moins un enfant à charge de concourir pour un emploi de la fonction publique sans que les limites d'âge en vigueur puissent leur être opposées ; catégories de femmes non concernées : femmes séparées de fait, femmes dont le mari se trouve privé d'emploi ou dans l'incapacité de travailler par suite d'invalidité permanente ; souhait de la commission d'étendre le bénéfice du projet à toutes les femmes séparées ; suppression de la condition selon laquelle la femme doit se trouver dans l'obligation de travailler ; (p. 4654) : projet ne portant pas atteinte au principe de l'égalité des citoyens devant la loi. **Discussion de l'article unique** [5 juin 1979]. **Article unique** (p. 4657) : soutient le sous-amendement n° 5 de la commission à l'amendement n° 2 de M. Michel Aurillac : extension du champ d'application de la loi aux mères de trois enfants et plus ; adopté ; soutient l'amendement n° 1 de la commission : extension du champ d'application de la loi à toutes les femmes séparées ; rejeté. **Deuxième lecture,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [29 juin 1979] (p. 5881) : souhaite l'adoption du projet dans le texte du Sénat sous le bénéfice de l'adoption de l'amende-

ment de M. Michel Aurillac qui tend à introduire dans le champ d'application de la loi les caisses d'épargne ordinaires. **Discussion des articles** [29 juin 1979] : **Article premier** (p. 5881) : soutient l'amendement n° 1 de la commission incluant dans le champ d'application de la loi les caisses d'épargne ordinaires ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Agriculture. — BAPSA. Discusion générale [8 novembre 1979] (p. 9643) : stagnation de l'indemnité spéciale de montagne (ISM) ; (p. 9662) : détérioration du revenu agricole ; élargissement du crédit nécessaire dans les région du Massif central.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion générale** [11 décembre 1979] (p. 11607) : place trop faible faite à la politique de la montagne dans le projet de loi qui nécessite une revalorisation substantielle de l'IVD et de la prime d'installation, la revalorisation des dispositions en faveur des éleveurs et le desserrement du crédit ; l'installation des jeunes ; (p. 11608) : souhaite le réexamen du problème de l'invalidité des épouses d'agriculteurs ; nécessité de doter la femme d'agriculteur d'un véritable statut ; caractère prioritaire donné au secteur de l'agro-alimentaire ; nécessité d'encourager la production fromagère. **Discussion des articles** [13 décembre 1979]. **Article premier** (p. 11759) : soutient l'amendement n° 9 de la commission ; lacune du projet en matière de politique de la montagne et des zones défavorisées ; existence de grands écarts régionaux ; son sous-amendement n° 586 à l'amendement n° 9 de la commission : développement de la pluriactivité ; rejeté. **Après l'Article 2** (p. 11794) : soutient le sous-amendement n° 584 de M. Jean Brocard à l'amendement n° 12 de la commission : prise en compte des handicaps naturels dans le niveau des aides ; retiré ; [14 décembre 1979] : **Article 8** (p. 11936) : son amendement n° 262 : maintien des adhérents actuels au régime agricole ; adopté ; [15 décembre 1979] : **Avant l'Article 22** (*suite*) (p. 12056) : son sous-amendement n° 609 à l'amendement n° 56 de la commission : dispositions applicables aux zones de montagne ; retiré. **Deuxième lecture. Discussion générale** [8 avril 1980] (p. 135) : agriculture de montagne ; (p. 136) : pluriactivité ; forêts ; tourisme ; indemnité spéciale de montagne ; schémas de massifs.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Départements et territoires d'outre-mer. — I. Section commune. — III. Territoire d'outre-mer, rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [29 octobre 1980] (p. 3294) : augmentation des crédits du budget des TOM et des ministères techniques confondus ; stabilisation des situations politiques et institutionnelles des TOM en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie et à Wallis-et-Futuna ; indépendance de l'ancien condominium des Nouvelles-Hébrides ; situation de la communauté francophone ; action de développement économique et social dans les TOM ; nécessité d'une réforme fiscale et foncière en Nouvelle-Calédonie ; (p. 3295) : suppression des crédits relatifs au territoire des Nouvelles-Hébrides ayant accédé à l'indépendance. **Examen des crédits. Etat C - Titre IV :** soutient l'amendement n° 86 rectifié de la commission des lois : réduction du crédit prévu à l'article 12 du chapitre 41-91 concernant la subvention au budget spécial des Nouvelles-Hébrides ; ce territoire ayant accédé à l'indépendance ; adopté ; (p. 3305) : rétablissement de ce crédit au fascicule des affaires étrangères ; indemnisation de nos compatriotes.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [6 novembre 1980] (p. 3665) : problème de l'électrification rurale dans les régions de montagne ; diminution des crédits d'électrification rurale ; mesures visant à améliorer les conditions d'installation des jeunes agriculteurs ; problème foncier ; rôle des SAFER ; mesures sociales permettant de favoriser la libération des terres.

— **Projet de loi modifiant l'article premier de la loi n° 891 du 28 septembre 1942 réglementant l'exercice de la profession de directeur et de gérant d'agence privée de recherches** (n° **927**), rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Deuxième lecture. Discussion générale [19 novembre 1980] (p. 4164) : mise en conformité de la loi du 28 septembre 1942 avec les directives communautaires ; réglementation plus stricte de l'exercice de cette profession ; application du texte aux DOM.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au travail à temps partiel dans la fonction publique** (n° **2020**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [3 décembre 1980] (p. 4586) : deuxième étape d'une expérience commencée par la loi du 19 juin 1970 : mi-temps : caractère provisoire et portée limitée du texte en discussion ; (p. 4587) : obligation pour le Gouvernement, de soumettre les textes d'appli-

cation au Conseil supérieur de la fonction publique et aux comités techniques paritaires ; expérience similaire dans les administrations locales ; possibilité, pour les bénéficiaires, en cas de rejet de leur demande, de saisir la commission administrative paritaire compétente ; suppression des distinctions entre titulaires et non-titulaires ; légalisation de la règle du *prorata temporis ;* dérogation à cette règle en matière de retraite ; (p. 4588) : correctifs apportés par la commission ; maintien du bénéfice du supplément familial de traitement au taux plein ; suppression des dispositions prévues à l'article 6 pour l'ouverture des droits à une retraite anticipée. **Discussion des articles** [3 décembre 1980]. **Article premier** (p. 4599) : amendement n° 10 de la commission : laissant au seul Gouvernement le soin de déterminer ceux de ses membres ayant à signer les décrets d'application ; adopté. **Article 2** (p. 4599) : s'oppose à l'amendement n° 25 de M. Bernard Derosier : faculté d'apprécier si les besoins du service permettent d'octroyer le bénéfice du travail à temps partiel ; (p. 4600) : amendement n° 11 de la commission : conditions de réintégration dans un emploi à temps plein à la fin de l'autorisation d'un an ; devient sans objet ; (p. 4601) : amendement n° 12 de la commission : remplacement du temps de travail perdu dans chaque service ; rejeté par scrutin. **Après l'Article 3** (p. 4602) : son amendement n° 38 : assimilation des services à temps partiel à des services à temps plein pour la détermination des droits à avancement et à promotion ; devient sans objet ; amendement n° 13 de la commission : assimilation des services à temps partiel à des services à temps plein pour la détermination des droits à avancement et à promotion ; retiré. **Article 6** (p. 4607) : amendement de suppression n° 14 de la commission : prise en compte des services comptés à temps partiel au titre des services actifs ouvrant droit à la retraite anticipée ; adopté par scrutin. **Article 7** (p. 4609) : amendement n° 15 de la commission : modalités de calcul des rémunérations de fonctionnaires à temps partiel ; application de la règle du *prorata temporis* aux traitements, à l'indemnité de résidence et aux primes et indemnités de toute nature ; adopté par scrutin ; (p. 4610) : son amendement n° 39 : perception au taux plein de la prime de transport et des indemnités de frais de déplacement ; adopté. **Article 8** (p. 4611) : amendement n° 17 de la commission : décret d'application ; consultation du Conseil supérieur de la fonction publique ou du comité technique paritaire de l'administration concernée ; adopté. **Article 9** (p. 4611) : s'oppose à l'amendement n° 23 de suppression de Mme Colette Goeuriot ; extension aux personnels des collectivités locales ; (p. 4613) : sous-amendement n° 36 de la commission tendant à supprimer le dernier alinéa de l'amendement n° 35 : principe de la libre administration des collectivités locales posé par l'article 72 de la Constitution ; adopté. **Seconde délibération** [3 décembre 1980]. **Article 2** (p. 4613) : sous-amendement n° 4 de la commission : durée de l'autorisation ; conditions de réintégration ; réservé puis non adopté ; sous-amendement n° 5 de la commission : remplacement des fonctionnaires ayant demandé à accomplir un service à temps partiel ; réservé puis non adopté.

Commission mixte paritaire, rapporteur. **Discussion générale** [17 décembre 1980] (p. 4995) : rejet du texte en première lecture du fait de l'absence de volonté de dialogue du Gouvernement ; principe de la réintégration automatique dans l'emploi antérieur ou dans des fonctions équivalentes ; remplacement du temps perdu par le service du fait des autorisations de travail à temps partiel ; principe du *prorata temporis* pour le calcul de la rémunération ; cas du supplément familial de traitement ; droit à avancement, formation ou promotion ; ouverture des droits à une retraite anticipée ; application de la loi aux collectivités locales et à leurs établissements publics ; (p. 4996) : nécessité d'un projet de loi définitif permettant de fusionner la loi de 1970 sur le travail à mi-temps et la présente loi.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'aménagement foncier et à l'établissement rural dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° **2159**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [19 décembre 1980] (p. 5073) : élaboration de la réforme foncière depuis 1975 ; nature technique et politique du projet ; concertation avec les responsables politiques locaux et avis préalable de l'assemblée territoriale ; répartition des sols très inégalitaire en Nouvelle-Calédonie ; caractère sacré de la relation des Mélanaisiens avec leurs terres ; nécessité d'une diversification agricole ; (p. 5074) : acquisition de terres en vue de constituer des exploitations agricoles rentables ; redistribution de ces terres à des exploitants de toute ethnie ; réalisation de la réforme par les autorités territoriales ; réforme foncière constituant une action de réconciliation nationale ; modifications apportées au projet par la commission des lois. **Discussion des articles. Article premier** (p. 5109) : s'oppose à l'amendement n° 30 de M. Brunhes qui aboutirait à fixer pour seul but à la réforme foncière la redistribution des terres aux tribus mélanésiennes en négligeant les objectifs économiques ;

(p. 5110) : amendement n° 10 de la commission des lois ; formel ; adopté ; amendement n° 2 de la commission des lois : suppression de la notion de terre récupérable : adopté ; amendement n° 3 de la commission des lois : possibilité de céder des terres faisant partie du domaine privé territorial ; adopté ; (p. 5111) : amendement n° 4 de la commission des lois : précisant que les transferts de propriété au profit de groupements coutumiers de droit local devront être liés à la préservation de leur mode de vie traditionnel ; adopté. **Article 2** (p. 5112) : amendement n° 5 de la commission des lois : définition par le territoire des programmes d'opérations d'aménagement foncier et d'établissement rural auxquels l'Etat apporte son concours technique et financier ; adopté. **Article 3** : amendement n° 6 de la commission des lois : formel ; adopté. **Article 4** (p. 5113) : amendement n° 7 de la commission des lois : supprimant l'exclusion selon laquelle l'allocation ne pourrait être attribuée aux exploitants expropriés ; rejeté. **Article 5** (p. 5114) : amendement n° 8 de la commission des lois : suppression de la référence aux terrains ayant vocation à certaines cultures spécialisées ; adopté. **Article 6** : amendement n° 9 de la commission des lois : rédactionnel : adopté. **Article 9** (p. 5115) : amendement n° 10 de la commission des lois : représentation de l'Etat et du territoire au sein de la commission prévue par l'article 9 ; adopté ; (p. 5116) : amendement n° 11 de la commission des lois : voix prépondérante du président de la commission en cas de partage égal des voix ; adopté ; amendement n° 12 de la commission des lois : condition de nomination des membres de la commission qui ne représentent ni l'Etat ni le territoire ; adopté ; amendement n° 13 de la commission des lois : cas où la commission est appelée à statuer sur un terrain dont un de ses membres est totalement ou partiellement propriétaire ; adopté ; amendement n° 14 de la commission des lois : précisant que l'application des dispositions de l'article 9 ne peut aboutir à démembrer une exploitation au point de la rendre non viable ; adopté. **Article 10** (p. 5117) : amendement n° 15 de la commission des lois ; formel ; adopté ; amendement n° 16 de la commission des lois : rendant obligatoire la mise en valeur d'une terre ayant fait l'objet d'une expropriation par les personnes ou groupements qui en seront désignés comme attributaires ; rejeté ; amendement n° 17 de la commission des lois : précisant que la procédure d'expropriation ne pourra être utilisée qu'une seule fois envers une même personne ou ses ayants-droit à l'égard de terres appartenant à une même exploitation ; adopté. **Article 11** : (p. 5118) : amendement n° 18 de la commission des lois : amendement de conséquence ; retiré. **Après l'Article 12** (p. 5119) : s'oppose à l'amendement n° 31 corrigé de M. Foyer : restreignant excessivement les conditions d'attribution des terres aux Mélanaisiens ; (p. 5121) : amendement n° 19 de la commission des lois : situation des opérations d'acquisition et de rétrocession en cours au terme du délai de dix ans prévu pour l'application de la loi ; adopté. **Commission mixte paritaire,** rapporteur. **Discussion générale** [20 décembre 1980] (p. 5134) : dispositions adoptées par la commission mixte paritaire. **Deuxième lecture,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [20 décembre 1980] (p. 5142) : rejet par le Sénat du texte de la commission mixte paritaire ; nouvelle rédaction de l'article 10 relatif à l'expropriation. **Discussion des articles. Article premier** (p. 5143) : amendement n° 1 de la commission des lois : rétablissement du texte de la CMP ; adopté ; amendement n° 2 de la commission des lois : rétablissement du texte de la CMP ; adopté. **Article 3** (p. 5144) : amendement n° 3 de la commission des lois : rétablissement du texte de la CMP ; adopté. **Article 5** : amendement n° 4 de la commission des lois : reprenant le texte de la CMP : adopté. **Article 9** (p. 5145) : amendement n° 5 de la commission des lois : reprenant le texte de la CMP ; adopté ; amendement n° 6 de la commission des lois : reprenant le texte de la CMP ; adopté ; (p. 5146) : amendement n° 7 de la commission des lois : reprenant le texte de la CMP ; adopté. **Article 10** : amendement n° 8 de la commission des lois : précisant que, lorsqu'une propriété a fait l'objet d'une ou plusieurs expropriations portant au total sur la moitié de sa superficie exploitée, il ne pourra plus être procédé sur cette propriété à d'autres expropriations de terres exploitables ; adopté par scrutin public. **Article 11** (p. 5147) : amendement n° 9 de la commission des lois : rétablissement du texte de la CMP : adopté. **Article 14** : amendement n° 10 de la commission des lois : reprenant le texte de la CMP ; adopté.

RENARD (Roland)

Député de l'Aisne
(4e circonscription)
(C).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1098).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales [*J.O.* du 15 novembre 1978] (p. 3854).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Couillet et plusieurs de ses collègues, tendant à fixer à soixante ans pour les hommes et à cinquante-cinq ans pour les femmes et les travailleurs des métiers pénibles et insalubres l'âge auquel ils pourront bénéficier de la retraite à taux plein (n° 68) [17 avril 1980] (p. 544).

Rapporteur de sa proposition de loi relative à la retraite des anciens combattants en Algérie, Maroc et Tunisie (n° 1647) [22 mai 1980] (p. 1242).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jacques Jouve tendant à élever à 75 % le taux de la pension de réversion accordée au conjoint survivant des agents de la fonction publique en application du code des pensions civiles et militaires de retraite (n° 1757) [2 octobre 1980] (p. 2555).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** visant à inclure les **établissements forestiers et agricoles** de toutes natures dans le champ d'application du code du travail et à affilier leurs salariés au régime général de la **sécurité sociale** (n° **72**) [18 avril 1978].

— **Proposition de loi** tendant à modifier la **loi n° 74-1044** du 9 décembre 1974 donnant vocation à la **qualité de combattant** aux personnes ayant participé aux opérations effectuées entre le 1er janvier 1952 et le 2 juillet 1962 (n° **519**) [1er juillet 1978].

— **Proposition de loi** tendant à assurer la **titularisation des agents non titulaires de l'Etat** (n° **636**) [26 octobre 1978].

— **Proposition de loi** relative à la **retraite des anciens combattants en Algérie, Maroc et Tunisie** (n° **1647**) [23 avril 1980].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du livre IX du code du travail relatives à la promotion individuelle, au congé de formation et à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle** (n° **11**). **Première lecture. Discussion générale** [27 avril 1978] (p. 1418) : l'absence des fonctionnaires dans le projet ; les décrets des 27 juin 1973 et 26 mars 1975 organisant la formation professionnelle dans la fonction publique ; (p. 1419) : assimilation des formations initiales et continues par le Gouvernement, moyen de masquer la faiblesse de la formation continue ; les objectifs et les moyens de la formation professionnelle continue dans la fonction publique.

— **Projet de loi portant modification des dispositions du titre premier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes** (n° **321**). **Première lecture. Discussion des articles** [5 octobre 1978]. **Article premier : Article L 511-1 du code du travail** (p. 5614) : soutient l'amendement n° 237 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales : simplification de la procédure de création des conseils de prud'hommes ; nécessité d'accorder un droit de proposition et d'avis aux organisations syndicales et professionnelles les plus représentatives ; retiré ; soutient l'amendement n° 115 de M. Lucien Villa : possibilité pour le conseil général de saisir l'administration de toutes modifications de garde des conseils ; rejeté. **Article L 511-4 du code du travail** (p. 5615) : son amendement n° 4 : suppression de l'article L 511-4 du code de travail relatif aux audiences foraines ; adopté. **Article 512-8 du code du travail** (p. 5621) : soutient l'amendement n° 120 de M. Lucien Villa : détermination du nombre de chambres et leur organisation par règlement intérieur ; rejeté. **Article 513-1 du code du travail** (p. 5624) : soutient l'amendement n° 125 de M. Georges Bustin : référence aux conventions collectives pour définir les cadres ; suppression du collège des cadres ; rejeté au scrutin public. **Article L 514-1 du code du travail** (p. 5660) : soutient l'amendement n° 20 de M. Maxime Kalinsky : autorisation de l'inspecteur du travail pour tout licenciement d'un ancien conseiller prud'homme ou d'un candidat aux élections prud'homales ; rejeté. **Article 2** (p. 5677) : soutient l'amendement n° 31 de M. Georges Bustin : consultation par les préfets des organisations syndicales les plus représentatives ; rejeté. **Explications de vote** (p. 5685) : volonté du Gouvernement de mettre l'institution prud'homale au service du patronat ; réintroduction du vote censitaire par le vote plural ; vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — I. Services généraux. Fonction publique. Discussion générale [3 novembre 1978] (p. 7035) : politique contractuelle cachant mal l'intention du Gouvernement de saborder une négociation réelle dans la fonction publique ; insuffisance des rémunérations et aggravation des conditions de travail dans la fonction publique ; (p. 7036) : insuffisance scandaleuse des services sociaux ; politique contractuelle vidée de son sens et portant sur des masses budgétaires prédéterminées ; critique l'indice des prix de l'INSEE ; nécessité d'une refonte de la grille indiciaire et d'une réforme des primes et rémunérations accessoires ; insuffisance du plan de titularisation proposé par le Gouvernement ; grave problème social des veuves dont la pension de réversion reste bloquée au taux de 50 % ; (p. 7037) : volonté du Gouvernement d'aller à terme vers le démantèlement de la fonction publique ; vote hostile du groupe communiste.

Services du Premier ministre. — I. Services généraux. Services divers. — II. Journaux officiels. — II. Secrétariat général de la défense nationale. — IV. Conseil économique et social. Examen des crédits [3 novembre 1978] ; budget annexe des journaux officiels ; **crédits ouverts au paragraphe II de l'article 42** ; (p. 7048) : vote hostile du groupe communiste.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1978] (p. 7255) : 700.000 salariés agricoles permanents ; dégradation de leurs conditions de travail ; diminution du nombre des salariés d'exploitation notamment dans la coopération agricole ; sous-rémunération des salariés agricoles ; nécessité de négociations salariales ; souhaite l'unicité du régime de sécurité sociale entre salariés et salariés agricoles.

— **Projet de loi relatif aux entreprises de travail temporaire** (n° **705**). **Première lecture. Discussion générale** [5 décembre 1978] (p. 8855) : développement du travail temporaire ; stratégie permettant d'accroître l'exploitation des travailleurs ; travailleurs temporaires assimilables aux serfs d'hier ; détournement de la loi du 3 février 1972 sur le travail temporaire de la position du CNPF ; contestation de l'intérim comme forme d'emploi ; activité des entreprises de travail temporaire devant être prise en charge par l'ANPE. **Discussion des articles** [5 décembre 1978]. **Article premier** (p. 8857) : son amendement n° 13 : compétence de l'organisme chargé de garantir les créances des salariés pour délivrer les attestations nécessaires à l'attribution ou à l'ouverture d'un droit en matière de sécurité sociale ou du chômage ; rejeté.

— **Projet de loi relatif à l'aide aux travailleurs privés d'emploi** (n° **795**). **Première lecture. Discussion des articles** [21 décembre 1978]. **Article L 351-8 du code du travail** (p. 9856) : son amendement n° 74 soutenu par M. Jack Ralite : emploi de l'expression « demandeur d'emploi » dans l'article L 351-8 ; devenu sans objet. **Article L 351-10 du code du travail** (p. 9856) : son amendement n° 76 de suppression soutenu par M. Jack Ralite ; rejeté. **Article L 351-11 du code du travail** (p. 9857) : son amendement n° 77 de suppression soutenu par M. Jack Ralite ; rejeté.

— **Projet de loi portant diverses mesures en faveur de l'emploi** (n° **1109**). **Première lecture. Discussion des articles** [20 juin 1979]. **Article 5** (p. 5354) : craint une remise en cause des participations des employeurs à la formation professionnelle au logement et au transport ; crise du logement en France ; (p. 5355) : non-respect de l'engagement pris en 1971 de porter à 2 % l'effort des entreprises en faveur de la formation professionnelle.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — I. Services généraux. Aménagement du territoire. Discussion générale [13 novembre 1979] (p. 9965) : plan de développement du Massif central ; problème du maintien de la population dans le Massif central ; nécessité de poursuivre la politique en faveur de l'agriculture de montagne, de réduire les surcoûts économiques, de développer les communications, de développer les aides spéciales à l'installation des PMI et à l'artisanat, de maintenir et décentraliser les services publics et para-publics ; le programme de modernisation des stations thermales d'Auvergne et du Limousin ; défauts de la procédure des contrats de pays ; (p. 9966) : nécessité d'accroître la lutte contre l'isolement hivernal ; lenteur de la suppression des zones d'ombre gênant la réception des émissions de télévision ; problème des biens sectionnaires.

Services du Premier ministre. — I - Services généraux. Fonction publique. Discussion générale [14 novembre 1979] (p. 9996) : contrainte que représente pour l'Etat le statut de la fonction publique ; (p. 9997) : plan de « rentabilisation » des services publics ; réformes du CNRS et de l'INRA ; démantèlement de la direction de la concurrence et des prix ; menace pesant sur centres d'études techniques ; attaque contre

l'office national des forêts, le crédit agricole, l'ANPE ; 11.800 emplois seulement prévus pour 1980 ; le recours aux non-titulaires ; sort des agents non-titulaires de l'ANIFOM ; caractère nuisible de la politique suivie en matière de salaires et de négociations ; progression des rémunérations de 8,5 % ; demande l'intégration totale de l'indemnité de résidence ; le retour à la parité entre le minimum garanti de pension pour vingt-cinq ans de service et le minimum de rémunération ; insuffisance des mesures prévues par le Gouvernement en matière de mensualisation des pensions ; souhaite le relèvement de 10 à 15 % du taux de la déduction plafonnée ; (p. 9998) : remise en ordre de la grille indiciaire ; droit de grève des agents de l'Etat.

— **Projet de loi relatif au maintien des droits, en matière de sécurité sociale, de certaines catégories d'assurés** (n° **1348**). **Première lecture. Discussion des articles** [23 novembre 1979]. **Article premier** (p. 10654) : soutient l'amendement de suppression n° 9 de M. Daniel Boulay, rejeté. **Article 6** (p. 10660) : soutient l'amendement n° 13 de M. Maurice Andrieux : suppression de l'article 6 ; rejeté.

— **Projet de loi portant diverses mesures de financement de la sécurité sociale** (n° **1266**). **Lettre rectificative** (n° **1370**). **Première lecture. Discussion générale** [4 décembre 1979] (p. 11209) : sa **question préalable** soutenue par M. Maurice Andrieux ; (p. 11210) : rejetée par scrutin public ; (p. 11212) : dénonce la volonté du Gouvernement de passer du régime de répartition au régime de capitalisation en matière d'assurance-vieillesse ; volonté du Gouvernement de transférer une partie des dépenses sociales sur les budgets des ménages afin de drainer le maximum de capitaux au profit du redéploiement des monopoles ; difficultés financières des personnes âgées ; déficit du régime général dû aux charges indues ; situation démographique encore favorable aux retraités ; rapport entre les cotisants et les retraités dégradé en raison de l'existence de 1.800.000 chômeurs ; s'oppose au maintien du paiement de l'obligation alimentaire et du ticket modérateur ; (p. 11213) : besoin de soins plus élevé pour les personnes âgées que pour les autres catégories de la population ; situation alarmante de l'aide ménagère ; insuffisance des efforts entrepris pour le maintien à domicile des personnes âgées ; nécessité de revaloriser la profession d'aide ménagère compte tenu d'une véritable politique sociale en faveur des personnes âgées.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion des articles** [14 décembre 1979]. **Article 10** (p. 11944) : son amendement n° 136 : suppression de la notion de spécificité du secteur agricole ; rejeté. **Article 12** (p. 11951) : son sous-amendement n° 138 à l'amendement n° 37 de la commission : rétablissement du caractère paritaire des commissions d'hygiène et de sécurité ; soutenu par M. André Soury, retiré.

— **Projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels.** (n° **1121**). **Première lecture. Discussion générale** [29 avril 1980] (p. 817) : apprentissage mis au service des grandes entreprises et non plus de l'artisanat. **Discussion des articles** [30 avril 1980]. **Article 6** [p. 839) : soutient l'amendement n° 32 de M. Maurice Andrieux ; rejeté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [6 novembre 1980] (p. 3670) : diminution du personnel du ministère de l'agriculture ; importance des personnels sans statut et hors budget ; insuffisance des titularisations.

Anciens combattants. Discussion générale [14 novembre 1980] (p. 3917) : problème des déportés du travail ; proposition de loi communiste à ce sujet ; les « malgré-nous » alsaciens-lorrains incorporés de force dans la Wehrmacht ; carte du combattant des anciens d'Afrique du Nord ; modification de la loi du 9 décembre 1974 ; (p. 3918) : commémoration du 19 mars ; égalité des droits entre les trois générations du feu.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au travail à temps partiel dans la fonction publique** (n° **2020**). **Première lecture. Discussion générale** [3 décembre 1980] (p. 4590) : critique du projet ; absence de création d'emplois ; aggravation des conditions de travail des fonctionnaires ; marginalisation du travail des femmes ; atteinte portée au principe de la mensualisation par l'application de la règle du *prorata temporis ;* (p. 4591) : exclusion de la loi des agents exécutant des travaux pénibles ; campagne menée contre la fonction publique par le Premier ministre et le CNPF ; plan de lutte de M. Marchais. **Discussion des articles** [3 décembre 1980]. **Article premier** (p. 4598) : soutient l'amendement n° 1 de Mme Colette Goeuriot : consultation des comités techniques paritaires sur les décrets d'application de la loi ; réservé ; (p. 4611) : devenu sans objet.

REVET (Charles)

Député de la Seine-Maritime
(5e circonscription)
(UDF).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi concernant les comités professionnels de développement économique [18 mai 1978] (p. 1845).

Membre titulaire du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles [25 mai 1978] (p. 2072).

Membre de la commission supérieure du crédit maritime mutuel [15 juin 1978] (p. 3006).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation agricole [*J.O.* du 12 mai 1979] (p. 1126).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à permettre l'adhésion des preneurs de baux à terme à des sociétés d'exploitation agricole [*J.O.* du 28 novembre 1979] (p. 2973).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la Compagnie nationale du Rhône [*J.O.* du 21 décembre 1979] (p. 3220).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour les communautés européennes [*J.O.* du 8 mai 1980] (p. 1155).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** relative **aux formations professionnelles alternées** (n° **1464**) [5 décembre 1979].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Utilisation de l'alcool comme source d'énergie** [23 mai 1979] (p. 4131) : crise de l'énergie devant nous ; nécessité d'accentuer l'effort français de recherche d'énergies nouvelles ; possibilité d'utilisation de l'alcool à partir de différentes productions agricoles comme source d'énergie.

— **Raccordements téléphoniques en Seine-Maritime** [26 novembre 1980] (p. 4384) : importance des délais exigés.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [17 octobre 1978]. **Après l'Article 25** (p. 6166) : s'oppose à l'amendement n° 77 de Mme Chantal Leblanc risquant de détourner les capitaux extérieurs à l'agriculture des investissements français.

Deuxième partie :

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1978] (p. 7266) : rapport démographique défavorable du régime agricole ; (p. 7267) : insuffisante formation des agriculteurs.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **709**). **Lettres rectificatives** (nos **735 et 749**). **Première lecture. Discussion des articles** [7 décembre 1978]. **Article 4** (p. 8971) : s'interroge sur la nature des véhicules auxquels s'applique la taxe ; (p. 8972) : critère des véhicules à usage agricole.

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique agricole et débat sur cette déclaration** (n° **790**). **Première lecture. Discussion** [14 décembre 1978] (p. 9452) : pénalisation de l'agriculture par le phénomène des montants compensatoires monétaires ; (p. 9453) : trois priorités de la loi-cadre dans le domaine de l'élevage : prophylaxie, génétique et équipement ; nécessité d'une meilleure organisation des productions.

— **Rappel au règlement** [10 mai 1979] (p. 3684) : demande que la conférence des présidents se réunisse pour décider le report de la discussion du projet de loi n° 689 portant aménagement de la fiscalité locale.

— **Projet de loi portant aménagement de la fiscalité directe locale** (n° **689**). **Première lecture. Discussion générale** [4 octobre 1979] (p. 7781) : nécessité de mieux répartir les charges pesant sur les contribuables ; modé-

ration nécessaire de l'évolution de la taxe professionnelle ; (p. 7782) : son hostilité à la variation des taux des différentes taxes et à l'institution d'une taxe professionnelle minimale de 600 F ; son amendement prévoyant un plafonnement de l'impôt foncier non bâti à 1 % de la valeur vénale moyenne départementale ; le mouvement de population défavorise les communes d'habitat d'où son amendement tendant à reverser à la commune d'habitat la part que représentent les salaires dans le calcul de la taxe professionnelle. **Discussion des articles** [4 octobre 1979] : **Avant l'Article 2** (p. 7809) : danger de laisser la possibilité aux collectivités locales de faire évoluer les taux ; [9 octobre 1979] : **Avant l'Article 3** *bis* (p. 7910) : se déclare hostile à l'institution d'une cotisation minimum pour les assujettis à la taxe professionnelle. **Article 5** *ter* **précédemment réservé** (p. 7920) : soutient l'amendement n° 309 de M. René Benoit ; rejeté ; (p. 7922) : déplore l'insuffisance de la diminution du coefficient de prélèvement. **Après l'Article 3** *ter* (p. 7931) : soutient l'amendement n° 310 de M. René Benoit : reversement de la part de la taxe professionnelle correspondant aux salaires aux communes d'habitat ; retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1979] (p. 9625) : accent mis par le budget sur certains types d'investissements ; augmentation des cotisations au BAPSA de 22 % ; rôle positif des maisons familiales ; la fiscalité agricole doit s'envisager globalement et inclure l'impôt foncier non bâti qui frappe lourdement les agriculteurs ; complexité de la comptabilité agricole. **Examen des crédits** [8 novembre 1979]. **Après l'Article 74** (p. 9674) : soutient les amendements n° 423 : subordination de l'attribution de l'allocation du fonds national de solidarité à la cessation d'activité, et n° 422 : conditions d'attribution de l'allocation du fonds national de solidarité, de M. Eugène Berest ; retirés ; nécessité d'inciter à la cessation d'activité les agriculteurs arrivés à l'âge de la retraite.

Santé et sécurité sociale. Travail et santé. — I. Section commune. — III. Santé et sécurité sociale. Discussion générale [15 novembre 1979] (p. 10107) : difficultés des handicapés adultes ; développement de l'aide à domicile des personnes âgées ; souhaite le développement d'un système de foyers-logements ; nécessité de profiter de l'arrivée de nombreux jeunes médecins pour améliorer la médecine scolaire et la prévention ; problème de la place future des établissements hospitaliers de moyenne dimension.

Commerce extérieur. Discussion générale [16 novembre 1979] (p. 10186) : nécessité de déterminer les moyens de limiter certaines importations ; exemple de la pêche ; nécessité d'études plus poussées sur les besoins de nos clients potentiels ; souhaite une diversification de nos sources d'approvisionnement.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique familiale** (n° **1408**). **Discussion** [22 novembre 1979] (p. 10542) : vie moderne constituant un frein au développement de la vie familiale ; (p. 10543) : demande l'institution d'un salaire maternel donnant à la mère de famille la possibilité de choisir entre travailler à l'extérieur et rester au foyer ; souhaite que les charges d'éducation deviennent déductibles dans les déclarations d'impôts ; problème du logement.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1328**). **Première lecture. Discussion générale** [28 novembre 1979] (p. 10842) : nécessité de mener une action dans le domaine de la prévention de l'avortement ; détresse physique et morale provoquée par les interruptions de grossesse pour raison thérapeutique ; nécessité de faciliter l'adoption ; les raisons conduisant à l'avortement ; nécessité de mettre en œuvre une politique réduisant le plus possible les cas d'avortement ; s'oppose à une pure et simple reconduction de la loi Veil. **Discussion des articles** [29 novembre 1979]. **Avant l'Article premier** (p. 10894) : soutient son sous-amendement n° 133 à l'amendement n° 36 corrigé de M. Adrien Zeller : cours hebdomadaires d'information sexuelle et de contraception à partir de la 4e dans les établissements scolaires ; devient sans objet. **Après l'Article premier** (p. 10948) : retire l'amendement n° 129 de M. Benoit ; (p. 10951) : son amendement n° 131 : obligation pour le Gouvernement de déposer un rapport sur les conditions d'application de la loi ; retiré.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion générale** [12 décembre 1979] (p. 11674) : défend le libéralisme en matière de politique agricole ; (p. 11675) : nécessité de connaître à l'avance le volume de productions agricoles ; souhaite une réforme du système du revenu cadastral ; nécessité de renforcer la politique de l'élevage ; problème de la formation des agriculteurs. **Discussion des articles** [13 décembre 1979] : **Article premier** (p. 11750) : soutient l'amendement n° 246 de M. René Benoit : nécessité d'assurer à l'agriculture française la possibilité d'assumer le plus rapidement possible l'ensemble de ses charges ; rejeté. **Après l'Article 2**

(p. 11791) : incertitude de la notion de « producteur organisé ». **Article 3** (p. 11805) : soutient le sous-amendement n° 581 de M. René Benoit à l'amendement n° 14 de la commission : modalités de gestion du fonds de promotion ; rejeté ; [14 décembre 1979] : **Article 8** (p. 11936) : retire l'amendement n° 250 de M. René Benoit : abrogation du 1° du paragraphe II de l'article 1106-7 du code rural. **Après l'Article 9** (p. 11942) : soutient l'amendement n° 370 de M. Eugène Berest : alignement des conditions d'attribution du FNS sur celles de l'IVD ; retiré ; (p. 11943) : retire l'amendement n° 371 de M. Eugène Berest : conditions d'attribution du FNS. **Article 14** (p. 11954) : soutient l'amendement n° 251 de M. René Benoit : suppression de l'article ; retiré ; incertitude relative à la mise en place du répertoire ; demande l'établissement d'un tableau de classification unique pour l'ensemble de la France ; (p. 11960) : s'oppose à l'accroissement du pouvoir des SAFER qui remet en cause tout le système de la propriété privée. **Article 21** (p. 11975) : soutient l'amendement de suppression n° 256 de M. René Benoit ; rejeté ; [15 décembre 1979] : **Avant l'Article 22** (*suite*) (p. 12060) : soutient le sous-amendement n° 365 de M. René Benoit : avis de la commission nationale des structures ; tombe ; (p. 12064) : soutient le sous-amendement n° 367 de M. René Benoit : délai pour la décision du tribunal ; retiré. **Après l'Article 26** (*suite*) (p. 12086) : soutient le sous-amendement n° 368 de M. René Benoit à l'amendement n° 71 de la commission : modalités du bail de carrière ; retiré ; danger que risque d'entraîner la liberté totale dans la fixation du prix des baux de carrière ; (p. 12087) : reprend le sous-amendement n° 496 de M. Maurice Dousset à l'amendement n° 71 de la commission : fixation d'un prix plafond pour le bail de carrière ; retiré. **Explications de vote** (p. 12113) : évoque les différents volets du projet de loi ; travail constructif réalisé entre le Gouvernement et l'Assemblée. **Deuxième lecture. Discussion générale** [8 avril 1980] (p. 114) : fonds de promotion des produits agricoles et alimentaires ; fiscalité agricole ; statut du conjoint d'exploitant ; répertoire des terres ; (p. 115) : formation des agriculteurs. **Discussion des articles** [9 avril 1980] : **Article 2** *ter* (p. 167) : son amendement n° 245 : progressivité de l'application de l'article 2 *ter* et plafonnement des subventions ; retiré. **Article 2** *quater* (p. 169) : soutient l'amendement n° 246 de M. Antoine Lepeltier : intervention des chambres d'agriculture pour l'extension des règles ; rejeté. **Article 14** (p. 199) : son amendement n° 249 : notion de potentialité agronomique ; retiré ; (p. 200) : son amendement n° 267 : utilisation des données du répertoire de la valeur des terres : devenu sans objet ; son amendement n° 268 : suppression de l'alinéa relatif à la commission communale ; adopté ; [10 avril 1980] : **Article 14** *bis* B (p. 216) : son amendement n° 262 corrigé : initiative de la révision de prix ; rejeté au scrutin public.

— **Projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels** (n° **1121**). **Première lecture. Discussion générale** [29 avril 1980] (p. 811) : maisons familiales rurales ; sa proposition de loi sur l'enseignement alterné ; échecs scolaires ; égalité des chances. **Discussion des articles** [30 avril 1980]. **Article 2** (p. 835) : son amendement n° 92 : formation en alternance dès l'âge de quatorze ans ; adopté. **Article 8** (p. 840) : son amendement n° 93 : notion d'autorité administrative ; retiré. **Après l'Article 16** (p. 860) : son sous-amendement n° 101 à l'amendement n° 80 de la commission : conditions de fonctionnement des établissements définis par décret ; retiré ; son amendement n° 94 : conditions de fonctionnement des établissements assurant les formations alternées ; retiré. **Article 19** (p. 864) : son amendement n° 96 : concours financier aux centres de formation des enseignants ; retiré.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** (n° **1681**). **Première lecture. Discussion générale** [12 juin 1980] (p. 1806) : autodéfense ; réaction au projet de loi ; inquiétude des Français ; petite délinquance ; prévention ; indemnisation des victimes. **Discussion des articles** [21 juin 1980]. **Après l'Article 57** (p. 2113) : son amendement n° 171 : sanctionnant les agissements de quinconque tente d'abuser du système d'indemnisation des victimes d'infraction ; retiré. **Après l'Article 60** (p. 2115) : son amendement n° 260 : création d'un fonds d'indemnisation des victimes ; retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [17 octobre 1980]. **Article 4** (*suite*) (p. 2826) : son hostilité à l'application à l'ensemble des eaux-de-vie de fruits et des liqueurs des taxes les plus élevées frappant le whisky et les anisés ; (p. 2830) : approuve l'amendement n° 4 de M. Hardy ; eaux-de-vie de fruits et liqueurs n'ayant pas de responsabilité dans le développement de l'alcoolisme. **Après l'Article 2** (*suite*) (p. 2837) : son vote favorable sur l'amendement n° 53 de la commission qui va dans le sens d'une meilleure politique familiale ; demande d'étudier la possibilité pour les familles de déduire les frais de scolarité

de leur déclaration de revenus ; plafond trop bas pour l'attribution des allocations scolaires.

Education. Examen des crédits [24 octobre 1980]. **Etat C - Titre V** (p. 3124) : sur l'amendement n° 73 corrigé de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales : diminution relative des crédits d'équipement ; problème des constructions scolaires et de l'entretien ; situation en Seine-Maritime.

Commerce et artisanat. Discussion générale [3 novembre 1980] (p. 3378) : importance du commerce et de l'artisanat dans la nation ; amélioration de la formation, gestion ; adaptation des contrats d'apprentissage ; révision du régime d'imposition des plus-values sur les cessions des fonds de commerce.

Coopération. Discussion générale [7 novembre 1980] (p. 3751) : volonté de la France de renforcer la coopération ; aggravation de l'écart entre pays industrialisés et pays en voie de développement ; nécessité d'augmenter le nombre des coopérants.

Anciens combattants. Discussion générale [14 novembre 1980] (p. 3925) : célébration du 8 mai ; dégagement d'un contingent exceptionnel de croix de la Légion d'honneur pour les anciens combattants de 1914-1918 ; attribution de la carte de combattant aux anciens d'Afrique du Nord ; personnel du service historique des armées et des offices départementaux.

RIBES (Pierre)

Député des Yvelines
(7e circonscription)
(RPR).

Secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion.

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

Contestation de son élection [3 avril 1978] (p. 1103).

Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [28 avril 1978] (p. 1468).

Secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion. Décret du 5 novembre 1980 [*J.O.* du 6 novembre 1980] (p. 2582). Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation de son mandat de député [*J.O.* du 7 décembre 1980] (p. 2893).

Fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion (3e gouvernement de M. Raymond Barre). Décret du 13 mai 1981 [*J.O.* du 14 mai 1981] (p. 1379).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 7 avril 1978] (p. 1589).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 4 avril 1979] (p. 772).

Membre de la commission supérieure des caisses d'épargne [15 juin 1978] (p. 3006) [16 juin 1978] (p. 3080).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1978 [16 juin 1978] (p. 3101).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'imposition des gains nets en capital réalisés à l'occasion de cession à titre onéreux de valeurs mobilières et de droits sociaux [23 juin 1978] (p. 3431).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la modération du prix de l'eau [*J.O.* du 16 novembre 1978] (p. 3861).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1979 [11 décembre 1978] (p. 9239).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificatives pour 1978 [19 décembre 1978] (p. 9713).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1980 [*J.O.* du 12 décembre 1979] (p. 3132) .

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1979 [*J.O.* du 20 décembre 1979] (p. 3207).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1981 (n° 1933) : Postes et télécommunications [9 octobre 1980] (p. 2651).

DÉPOTS

En qualité de député :

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1979** (n° **570**). Budgets annexes. — **Annexe n° 49 : Postes et télécommunications** (n° **570**) [5 octobre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 661) relatif à la **modération du prix de l'eau** (n° **728**) [23 novembre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1290). — I. Budgets civils. — B. Budgets annexes. — **Annexe n° 50 : Postes et télécommunications** (n° **1292**) [2 octobre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Annexe n° 52.** — Budgets annexes **des Postes et télécommunications** (n° **1976**) [9 octobre 1980].

QUESTIONS

En qualité de député :

• *question orale sans débat :*

— (N° **14631**) : **Fermeture de classes dans les Yvelines** [6 avril 1979] (p. 2422) : conséquences de la réforme de la carte scolaire prévoyant la fermeture de certaines classes dans les Yvelines.

En qualité de secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion.

• *Réponses aux questions au gouvernement de :*

— **M. Charles Revet : Raccordements téléphoniques en Seine-Maritime** [26 novembre 1980] (p. 4384) : délai exigé en diminution.

— **Mme Florence d'Harcourt : Service du courrier dans le département des Hauts-de-Seine** [10 décembre 1980] (p. 4807) : organisation des services d'acheminement du courrier ; développement du Cedex.

• *Réponses aux questions orales sans débat de :*

— **M. Jacques Baumel** (n° **39050**) : **« Citizen Band »** [28 novembre 1980] (p. 4508, 4509) : libéralisation du domaine « Citizen Band » en réglementant la normalisation des postes émetteurs ; radios-amateurs.

— **M. Jean Morellon** (n° **39093**) : **Compétence des bureaux de poste ruraux** [28 novembre 1980] (p. 4509, 4510) : décret n° 79-889 du 16 octobre 1979 relatif à l'organisation administrative en milieu rural et à la création de services postaux polyvalents ; élaboration d'une convention SNCF-PTT.

INTERVENTIONS

En qualité de député :

— **Projet de loi relatif à l'orientation de l'épargne vers le financement des entreprises** (n° **320 rectifié**). **Première lecture. Discussion des articles** [22 juin 1978]. **Article 2** (p. 3293) : soutient l'amendement n° 25 rectifié de la commission des finances : suppression de certaines sanctions prévues à l'article 2 et diminution compensatoire de la déduction autorisée ; excès des sanctions prévues à l'article 2 ; devenu sans objet. **Article 7** (p. 3297) : risque de dévalorisation d'une somme fixée dans la loi ; demande au Gouvernement l'insertion d'un dispositif d'évolution des limites fixées.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [17 octobre 1978]. **Article 13** (p. 6129) : souhaite l'adoption de l'article 13.

Deuxième partie :

Budget annexe des postes et télécommunications, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [14 novembre 1978] (p. 7554) : régression en valeur absolue des engagements d'investissement ; diminution du rythme de créations d'emplois dans les postes et télécommunications ; efforts financiers et mutations technologiques accomplis depuis 1969 ; déficit d'acheminement de la presse et déficit des chèques postaux ; croissance de l'endettement des PTT ; ampleur des ambitions affichées en matière de télécommunication ; longueur excessive des délais de raccordement aux réseaux téléphoniques ; (p. 7555) : avenir inquiétant de l'industrie du téléphone et nécessité de développer les exportations ; problème de la sécurité des

agents des postes ; diminution des investissements des PTT se traduisant surtout au niveau des bureaux de poste ; nécessité d'une décentralisation et d'un changement de mentalité dans l'administration des PTT ; corporatisme des revendications des personnels des PTT ; (p. 7556) : avis favorable de la commission des finances sur le budget annexe des PTT.

— **Projet de loi relatif à la modération du prix de l'eau** (n° **661**), rapporteur de la commission spéciale. **Première lecture. Discussion générale** [29 novembre 1978] (p. 8516) : accélération du rythme de progression du prix de l'eau à partir de 1974 ; prix de l'eau variant en fonction des conditions de distribution et des modalités de gestions du service ; (p. 8517) : détermination du prix de l'eau devant tenir compte de la nécessité de mener une politique à long terme permettant l'investissement et la lutte contre le gaspillage ; projet gouvernemental ne visant que le prix de l'eau des services non gérés en régie et ne concernant que le quart des factures d'eau ; caractère trop rigide de la limitation à 8 % de la progression du prix de l'eau pour 1979 ; (p. 8118) : problème de la cohérence du projet avec l'ensemble de la politique gouvernementale en matière de prix ; acceptation par la commission des dispositions du projet évitant les hausses de rattrapage ; souhaite qu'un grand débat sur les problèmes de l'eau soit organisé à la prochaine session de printemps ; (p. 8520) : rejet par la commission spéciale de la question préalable ; inconvénients du retour à la liberté totale des prix dans le domaine de l'eau. **Discussion de l'article unique** [29 novembre 1978]. **Article unique** (p. 8523) : soutient l'amendement n° 5 de la commission : supprimant la limitation à 8 % de la hausse résultat des formules de variation contenues dans les contrats de distribution d'eau pour 1979 ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Budget annexe des postes et télécommunications, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [9 novembre 1979] (p. 9772) : 5.500 créations d'emplois ; poursuite du programme de modernisation des centres de tri postaux ; diminution en francs constants de l'effort d'équipement des télécommunications ; croissance rapide des produits de la caisse nationale d'épargne ; augmentation de la rémunération des fonds mis par les chèques postaux à la disposition du Trésor ; forte augmentation des dépenses correspondant aux charges de personnel ; amélioration de la présentation du budget ; augmentations tarifaires justifiées ; risque d'un fléchissement de l'activité des industries d'équipement téléphonique ; (p. 9773) : problème du déficit de la poste dû à l'acheminement de la presse ; inquiétude grandissante à propos de l'avenir du service postal ; décret du 16 octobre 1979 relatif à la diversification des services rendus par la poste en zone rurale ; innovations de la poste. **Examen des crédits** [9 novembre 1979]. **Article 33** (p. 9791) : s'oppose à l'amendement n° 421 de la commission de la production qui conduirait à prélever sur la poste une somme importante pour la virer au CNET qui ne se trouve pas dans une situation financière défavorable ; (p. 9792) : soutient l'amendement n° 246 de la commission des finances : réduction de crédits dans le but d'obtenir du Gouvernement une décision sur la prise en charge par le budget général des pertes de recettes consécutives à l'acheminement de la presse ; rejeté.

— **Projet de loi tendant à instituer des mesures de prévention des difficultés dans les entreprises** (n° **974**). **Première lecture. Discussion des articles** [24 avril 1980] : **Après l'Article 5** (p. 707) : soutient les sous-amendements n^{os} 136 et 137 de M. Arthur Dehaine à l'amendement n° 14 de la commission : amendement n° 136 ; adopté ; amendement n° 137 ; retiré ; cession du mandat de commissaire aux comptes ; notion de patrimoine ; [13 mai 1980] : **Avant l'Article premier** (p. 1026) : soutient le sous-amendement n° 130 rectifié de M. Arthur Dehaine à l'amendement n° 1 rectifié de la commission ; adopté ; soutient le sous-amendement n° 131 rectifié de M. Arthur Dehaine à l'amendement n° 1 rectifié de la commission ; adopté ; (p. 1027) : révision périodique du capital des sociétés ; statut du gérant majoritaire. **Après l'Article 14** (p. 1035) : sociétés de commissaires aux comptes.

En qualité de secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion :

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Budget annexe des postes et télécommunications. Discussion générale [14 novembre 1980] (p. 3884) : hommage à l'œuvre de Norbert Ségard ; priorité accordée par le Gouvernement aux postes et télécommunications ; limitation des créations d'emplois de titulaires ; augmentation des crédits d'heures d'auxiliaires ; (p. 3885) : amélioration et extension des services rendus aux usagers ; amélioration du service postal ; plan d'automatisation du tri ; polyvalence administrative des bureaux de poste en zone rurale ; entretien et renouvellement des bureaux de poste ; amélioration du service public du téléphone ;

réduction du délai de raccordement ; développement du téléphone dans les campagnes ; équipement des personnes âgées ; introduction des autocommutateurs électroniques permettant la facturation détaillée ; (p. 3886) : baisse du prix du téléphone ; télématique ; transformation des positions technologiques en force de frappe industrielle ; nos positions fortes en commutation temporelle, transmission numérique et satellite ; l'annuaire électronique ; expérience de l'Ille-et-Vilaine ; organisation d'un débat devant le Parlement sur l'adaptation du cadre juridique ; expérience de Vélizy ; application de la législation relative à l'édition et de la loi « informatique et libertés » ; concertation avec la presse ; contrôle du Parlement ; mutation technologique entreprise par l'industrie française ; problème d'emplois ; matériel de commutation temporelle ; (p. 3887) : avances technologiques de l'industrie française ; augmentation sensible du budget de recherche et de développement ; harmonisation concernant les services et les équipements au sein de la CEE ; modernisation de la poste ; informatisation du traitement des opérations financières courantes sur les chèques postaux et la caisse nationale d'épargne ; expérience relative à la monnaie électronique ; affranchissement automatique ; téléconsultation ; télé-impression ; télécopie postale ; transfert de la tutelle de TDF au secrétariat d'Etat aux P et T ; réalisation du satellite de télédiffusion TDF 1 ; expérimentation du service de télétexte Antiope ; mise au point de la télévision cryptée ; (p. 3888) : améliorer et développer le service de l'usager ; 3.000 emplois supplémentaires pour répondre à l'accroissement du trafic ; création de 56.000 emplois en cinq ans ; situation statutaire des personnels ; indemnités en faveur des receveurs-distributeurs et des agents de guichets ; renforcement de la sécurité des agents ; politique sociale des P et T conduite en concertation étroite avec les organisations professionnelles ; amélioration de l'équilibre global du budget annexe ; déficit d'exploitation enregistré sur le transport de la presse.

Répond à la question de M. Alain Madelin (p. 3889) : utilisation de la « Citizen Band ».

Répond à la question de M. Gilbert Gantier (p. 3889) : facturation des communications téléphoniques.

Répond à la question de M. Claude Biwer (p. 3890) : polyvalence des bureaux de poste ; maintien des bureaux de poste dans les milieux ruraux.

Répond à la question de M. Aimé Kergueris (p. 3890) : formation continue et recrutement des personnels.

Répond à la question de M. René Benoit (p. 3890) : distribution et acheminement du courrier ; développement du réseau télécommunication en Bretagne.

Répond à la question de M. Auguste Cazalet (p. 3891) : difficultés représentées par la rénovation et la construction des bureaux de poste en certaines régions.

Répond à la question de M. Auguste Cazalet (p. 3891) : installation des lignes longues.

Examen des crédits. Crédits ouverts à l'article 18, au titre des services votés (p. 3892) : s'oppose à l'amendement n° 189 de la commission de la production ; plan de hausse tarifaire ; plan relatif à la presse administrative. **Crédits ouverts à l'article 19, au titre des mesures nouvelles** (p. 3892) : amendement n° 194 de M. Jean Jarosz ; distribution rurale du courrier ; crédits permettant d'ajouter 1.200 cyclomoteurs aux moyens de la distribution ; (p. 3893) : sur les amendements n° 98 de M. Michel Noir, 182 de la commission de la production et 195 de M. Jacques Jouve ; (p. 3894) : création d'une commission composée de députés et de sénateurs chargée de suivre les expériences de télématique (expérience de Vélizy) ; fixation de règles déontologiques ; concertation avec la presse écrite ; (p. 3895) : organisation d'un débat sur la télématique ; (p. 3904) : amendement n° 121 de M. Michel Noir ; implantation de la tour hertzienne de Lyon Lacassagne ; demande le retrait de l'amendement n° 181 de la commission de la production ; mise en place d'un réseau d'agences commerciales et de télécommunications ; (p. 3905) : demande le retrait de l'amendement n° 156 de M. Daniel Goulet ; (p. 3906) : demande le retrait de l'amendement n° 196 de M. André Duroméa ; (p. 3907) : demande le retrait de l'amendement n° 202 de M. Marcel Garrouste ; maintien des crédits relatifs à la publicité des P et T ; (p. 3908) : repousse l'amendement n° 205 de M. Christian Pierret ; Institut Auguste Comte.

RICHARD (Alain)

Député du Val-d'Oise
(1re circonscription)
(S).

Vice-président de l'Assemblée nationale.

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1103).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Vice-président de l'Assemblée nationale [2 avril 1981] (p. 3).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Juge titulaire de la Haute Cour de justice [17 mai 1978] (p. 1759, 1775) ; prête serment le 31 mai 1978 (p. 2293).

Membre de la commission supérieure chargée d'étudier la codification et la simplification des textes législatifs et réglementaires [25 mai 1978] (p. 2072).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la procédure pénale sur la police judiciaire et le jury d'assises [8 juin 1978] (p. 2729).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'état civil des Français par acquisition [15 juin 1978] (p. 3007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à prévenir la conduite d'un véhicule sous l'empire d'un état alcoolique [30 juin 1978] (p. 3765).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal [1er juillet 1978] (p. 3803).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi adopté par le Sénat réglementant la publicité extérieure et les enseignes [26 octobre 1978] (p. 6773).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant les dispositions du code des communes en vue d'instituer des comités d'hygiène et de sécurité [3 novembre 1978] (p. 7071).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la modération du prix de l'eau [*J.O.* du 16 novembre 1978] (p. 3861). Vice-président de cette commission [*J.O.* du 17 novembre 1978] (p. 3869).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification des dispositions du titre premier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes [14 décembre 1978] (p. 9476).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives aux loyers et aux sociétés immobilières conventionnées et modifiant le code de la construction et de l'habitation [18 décembre 1978] (p. 9642).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature [20 décembre 1978] (p. 9773).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la Cour de cassation [20 décembre 1978] (p. 9773).

Membre de la commission de contrôle sur la gestion de la sécurité sociale [*J.O.* du 21 décembre 1978] (p. 4225).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par le Sénat, portant aménagement de la fiscalité directe locale [*J.O.* du 6 avril 1979] (p. 795).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux fonds communs de placement [28 juin 1979] (p. 1547).

Membre suppléant de la commission d'accès aux documents administratifs [*J.O.* du 20 octobre 1979] (p. 2636).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi réglementant la publicité extérieure et les enseignes [*J.O.* du 16 novembre 1979] (p. 2851).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Bernard Derosier et plusieurs de ses collègues tendant à assurer la titularisation des agents non titulaires de l'Etat (n° 1547) [10 avril 1980] (p. 297).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Laurent Fabius et plusieurs de ses collègues tendant à modifier et à compléter le Règlement de l'Assemblée nationale en ce qui concerne les modalités d'examen de la recevabilité des amendements au regard des dispositions de l'article 40 de la Constitution et de la loi organique sur les lois de finances (n° 1680) [29 mai 1980] (p. 1463).

Rapporteur de la proposition de loi organique de M. Laurent Fabius et plusieurs de ses collègues tendant à modifier, préciser et compléter les dispositions de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances (n° 1718) [29 mai 1980] (p. 1463).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Michel Rocard et plusieurs de ses collègues relative à la création d'un service départemental des pompes funèbres (n° 1905) [9 octobre 1980] (p. 2649).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Lucien Richard tendant à modifier l'article L. 332-1 du code de l'urbanisme relatif aux conditions de détermination de la participation des constructeurs en cas de dépassement du coefficient d'occupation du sol (n° 2034) [27 novembre 1980] (p. 4493).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au contrat d'assurance et aux opérations de capitalisation [*J.O.* du 28 novembre 1980] (p. 2783).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes [*J.O.* du 10 décembre 1980] (p. 2911).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements [*J.O.* du 18 décembre 1980] (p. 2984).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'aménagement foncier et à l'établissement rural dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [*J.O.* du 20 décembre 1980] (p. 3007).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de suspension des poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée (n° 2265) [*J.O.* du 5 avril 1981] (p. 961).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 8 avril 1981] (p. 981).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 934) tendant à la **création d'une commission d'enquête sur les conditions de sécurité et d'information dans le développement de l'utilisation de l'énergie nucléaire en France** (n° **1050**) [10 mai 1979].

— **Proposition de résolution** tendant à la création **d'une commission de contrôle sur les conséquences de la nouvelle orientation de la politique de la concurrence et des prix sur l'activité de la direction générale de la concurrence et de la consommation du ministère de l'économie** (n° **1201**) [27 juin 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 1031) **tendant à créer une commission de contrôle chargée d'étudier les conditions dans lesquelles sont organisés et fonctionnent les services administratifs chargés du contrôle de la sécurité nucléaire** (n° **1213**) [28 juin 1979].

— **Proposition de loi** tendant à permettre, **en cas de maladie pendant la période de congés payés le report de tout ou partie de ceux-ci** (n° **1258**) [28 juin 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 1202) **tendant à la création d'une commission de contrôle sur les conséquences de la nouvelle orientation de la politique de la concurrence et des prix sur l'activité de la direction générale de la concurrence et de la consommation du ministère de l'économie** (n° **1347**) [18 octobre 1979].

— **Proposition de loi relative à la révision des procès pénaux** (n° **1532**) [20 décembre 1979].

— **Proposition de loi** portant nationalisation de l'**Ecole supérieure de sciences économiques et commerciales** (n° **1850**) [25 juin 1980].

QUESTIONS

• *questions orales sans débat :*

— (n° **811**) : **Conséquences de l'éclatement du ministère de la culture** [28 avril 1978] (p. 1464, 1465) : rattachement de la direction de l'architecture à l'équipement et de la sous-direction des maisons de la culture à la jeu-

nesse ; absence de concertation avec les syndicats sur cette réorganisation.

— (n° **3134**) : **Problèmes financiers des villes nouvelles** [16 juin 1978] (p. 3082, 3083) : le poids financier représenté par le développement des villes nouvelles pour les collectivités locales ; la décision du Gouvernement de réduire à 80 % la prise en charge du différé d'amortissement ; situation de Villeneuve-d'Ascq, de Saint-Quentin-en-Yvelines et de Cergy-Pontoise.

— (N° **14635**) : **Liaison ferroviaire Paris-Pontoise** [6 avril 1979] (p. 2415, 2416, 2417) : suppression de la moitié des rames sur la liaison Paris-Nord-Pontoise et absence d'information et de concertation sur cette décision.

Suppléant de M. Jacques Santrot (n° **14643**) : **Fiscalité locale** [6 avril 1979] (p. 2417, 2418) : transmission tardive aux responsables locaux des montants précis de la dotation globale de fonctionnement ; interprétation exacte de l'article premier, alinéa 2 de la loi du 3 janvier 1979, relatif à l'actualisation des bases d'imposition de la taxe professionnelle.

— (N° **15811**) : **Emploi en Loire-Atlantique** [11 mai 1979] (p. 3817, 3818, 3819) : situation de l'emploi particulièrement catastrophique dans le département de la Loire-Atlantique.

— (N° **17652**) : **Lignes électriques à très haute tension** [22 juin 1979] (p. 5544) : inquiétude provoquée en Ile-de-France et en Picardie par le projet de nouvelle ligne à très haute tension complétant l'interconnexion du réseau de transport d'électricité français ; quelles prévisions de production nécessite l'implantation de cette ligne, quel impact peut-elle avoir sur la santé des riverains ? Saturation incertaine du réseau électrique actuel.

— (N° **30626**) : **Création d'une ZAC à Cergy-Pontoise** [12 mai 1980] (p. 987) : ZAC imposée par décret en Conseil d'Etat ; rôle des élus locaux dans le développement des villes nouvelles ; normalisation des villes nouvelles.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public** (n° **9**). **Première lecture. Discussion générale** [25 avril 1978] (p. 1327) : les améliorations de pure forme apportées par le texte ; l'absence de réformes profondes ; l'exemple de l'instruction des permis de construire et de la décentralisation des procédures de réalisation des équipements publics ; les difficultés d'obtention des prestations sociales légales ; l'encombrement des tribunaux administratifs ; les facilités de trésorerie accordées aux entreprises par le versement des indemnités de licenciement ; la nécessaire « transparence » de l'administration. **Discussion des articles** [26 avril 1978]. **Article 21** (*suite*) (p. 1372) : son amendement n° 37 : suppression de certaines formalités obligatoires pour les chefs d'entreprise ; retiré. **Article 22** (p. 1373) : les mauvaises conditions de travail de la commission des lois ; le progrès réalisé par l'étalement fiscal des accessoires de rémunération qu'apporte l'amendement de la commission ; son amendement n° 39 : obligation pour l'employeur de verser les sommes du délai-congé en une seule fois ; adopté ; (p. 1374) : son amendement n° 40 : suppression de la faculté pour l'employeur d'échelonner le versement ; retiré ; son amendement n° 41 : étalement fiscal de l'indemnité du délai-congé ; retiré ; l'inopposabilité de l'article 40 de la Constitution aux amendements n°s 40 et 41 ; la limitation à deux années de la possibilité d'étaler la charge fiscale relative à l'indemnité dans l'amendement n° 32 rectifié du Gouvernement. **Article 24** (p. 1375) : son amendement de suppression n° 42 ; adopté ; déplore l'atténuation de l'arsenal juridique à l'encontre des dirigeants d'entreprises reconnus coupables de fraude fiscale ; la réalité de la fraude fiscale en France ; la méfiance du Gouvernement à l'égard du pouvoir judiciaire. **Article 25** (p. 1377) : son amendement de suppression n° 43 soutenu par M. Alain Hautecœur ; adopté. **Après l'Article 26** (p. 1378) : son sous-amendement n° 44 : consultation obligatoire du Conseil national de l'enseignement supérieur ; à l'amendement n° 24 de M. Michel Aurillac ; adopté ; la nécessité de respecter le parallélisme des formes ; la tentative du Gouvernement de contrarier le rôle du juge de l'excès de pouvoir et de « dévoyer » le pouvoir législatif ; la nécessité de prévoir par un texte législatif les modifications de la répartition des crédits par le ministre. **Avant le titre premier** (*suite*) (p. 1380) : le rejet par la commission de la motivation obligatoire des actes administratifs portant rejet de la demande d'un citoyen ; (p. 1381) : la nécessaire consécration législative du principe de motivation ; (p. 1382) : son sous-amendement n° 57 : motivation de toutes les décisions administratives de rejet ; à l'amendement n° 50 de M. Michel Aurillac : notification obligatoire de toute décision administrative individuelle ; rejeté par scrutin public ; (p. 1383) : l'inutilité du sous-amendement n° 56 de M .Alexan-

dre Bolo confiant à la commission Ordonneau le soin de fixer les modalités d'exercice du droit d'accès des citoyens aux documents administratifs. **Article 20 *bis* : seconde délibération** (p. 1384) : son amendement n° 1 : suppression de toute référence à la notion de faute dans l'article 20 *bis* ; soutenu par M. Alain Hautecœur ; repoussé. **Explications de vote** (p. 1384) : la nécessité de remédier plus énergiquement à la crise des relations entre l'administration et le public ; l'amélioration du projet par l'introduction d'articles réduisant la portée du principe secret administratif ; l'abstention du groupe socialiste. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [27 juin 1978] **Article premier A** (p. 3515) : interprétation de l'amendement n° 43 du Gouvernement ; exclusion de la communication des seuls passages portant une appréciation personnelle ; opposition du groupe socialiste à l'amendement n° 6 de la commission ; difficulté de délimiter les avis par rapport aux autres documents administratifs. **Article premier E** (p. 3516) : son amendement n° 47 : suppression de l'alinéa relatif à la protection des intérêts économiques et financiers de l'Etat et des collectivités publiques ; retiré ; (p. 3517) : propose un amendement n° 59 : non-communication des documents portant atteinte à la recherche par des services compétents des infractions fiscales et douanières ; adopté ; (p. 3518). **Article premier F** (p. 3519) : en tant que cosignataire de l'amendement n° 13 de la commission, demande le maintien du deuxième alinéa de cet amendement. **Article premier G** (p. 3519) : domaine réglementaire des dispositions de l'article premier G. **Article premier H** (p. 3520) : son accord sur la rédaction proposée par le Président. **Article 7 A** (p. 3523) : suggère au Gouvernement de déposer un sous-amendement à l'amendement n° 20 de la commission subordonnant l'application de l'amendement à celle de la loi Roustan du 30 décembre 1921 ; obligation de moyen créée par l'amendement n° 20. **Article 13 *bis*** (p. 3525) : soutient l'amendement n° 48 de M. Jacques-Antoine Gau : résiliation de plein droit des contrats d'assurance en cas d'application de l'article 13 *bis* ; rejeté. **Article 20 *ter*** (p. 3528) : inopportunité de l'amendement n° 25 de la commission ; retard important existant en raison des commissions d'orientation ; nécessité de simplifier le système des commissions d'orientation. **Article 22** (p. 3531) : possibilité de maintenir le contrat de travail même en cas de paiement pour solde de tout compte en une seule fois au moment du licenciement ; demande la suppression de la faculté pour le salarié de demander l'échelonnement du versement de l'indemnité compensatrice. **Article 26 *bis*** (p. 3532) : nécessité de reconnaître la compétence des tribunaux administratifs pour accorder le sursis en matière d'ordre public. **Article 28 *ter*** (p. 3536) : demande au nom du groupe socialiste un scrutin public sur l'amendement n° 52 de M. Louis Mexandeau. **Rappel au règlement** [26 avril 1978] (p. 1383) : projet de loi relatif à l'amélioration des relations entre l'administration et le public (n° **9**) ; droit d'explication de vote. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [1er juillet 1978] (p. 3796) : opposition du groupe socialiste à la suppression de l'article 26 *bis* accordant aux tribunaux administratifs la possibilité de prononcer les sursis à exécution. **Discussion des articles** [1er juillet 1978] (p. 3798) : abstention du groupe socialiste sur l'ensemble du projet de loi.

— Propositions de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur les conditions de navigation des pétroliers et d'une commission d'enquête parlementaire chargée de rassembler les informations sur les conditions de contrôle de la navigation dans les parages dangereux, sur les mesures de prévention des accidents de navires pétroliers et sur les moyens de lutte contre la pollution marine accidentelle ou volontaire et de proposer un ensemble de mesures en vue de protéger les côtes françaises (nos **5, 10**). **Première lecture. Discussion de l'article unique** [11 mai 1978]. **Article unique** (p. 1612) : l'intérêt de préciser dans un amendement le problème des pavillons de complaisance.

— Projet de loi complétant les dispositions du code des communes en vue d'instituer des comités d'hygiène et de sécurité (n° **138**). **Première lecture. Discussion générale** [30 mai 1978] (p. 2230) : retard dans la protection sociale des agents communaux ; malaise social du personnel communal dû à la disparité des rémunérations avec celles de l'Etat, à la mauvaise organisation des carrières ; lacune du texte : création d'une institution sans moyens ; possibilité d'améliorer le texte quant à son champ d'application : seuil de 50 salariés quant aux conditions d'élection du comité d'hygiène et de sécurité : mode électoral, quant aux attributions des comités : alignement sur le code du travail ; nécessité d'affirmer le principe d'une médecine du travail obligatoire pour les collectivités locales ; (p. 2231) : possibilité d'instaurer un mécanisme de péréquation et d'aide financière pour les communes en difficulté. **Discussion des articles. Article 3 : Article L 417-18 du code des communes** (p. 2236) : son amendement n° 3 : substitution du seuil de 50 salariés à celui de 100 salariés pour l'application du texte ; adopté ; son amendement

n° 4 : inclusion dans le seuil des agents travaillant à temps partiel ; retiré. **Après l'Article L 417-18 du code des communes** (p. 2237) : son amendement n° 5 : caractère obligatoire des services de médecine du travail pour les communes disposant d'un comité d'hygiène et de sécurité ; rejeté. **Article L 417-19 du code des communes** (p. 2238): son sous-amendement n° 19 : représentation des organisations syndicales représentatives au plan national dans les comités d'hygiène et de sécurité ; nécessité d'organiser la représentation des organisations minoritaires pour permettre aux comités d'avoir un pouvoir de négociation accru ; rejeté ; son amendement n° 22 : présence du médecin du travail dans le comité d'hygiène et de sécurité ; rejeté ; son sous-amendement n° 20 à l'amendement n° 1 de la commission : secrétariat général du comité confié à un représentant du personnel ; rejeté ; son sous-amendement n° 27 : élection des représentants du personnel au suffrage direct et à la représentation proportionnelle ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 6 : conséquences de l'amendement n° 15 : devient sans objet. **Article L 417-20 du code des communes** (p. 2242) : son sous-amendement n° 21 à l'amendement n° 2 de la commission : réunions du comité d'hygiène et de sécurité à la demande d'un tiers de ses membres ; repoussé ; retire son amendement n° 7 : même objet que son sous-amendement n° 21 : son amendement n° 10 : missions des comités d'hygiène et de sécurité ; référence à l'inspecteur du travail ; repoussé. **Après l'Article L 417-20 du code des communes** (p. 2246) : son amendement n° 11 : institution de comités d'hygiène et de sécurité par les syndicats de communes pour le personnel communal visé aux articles L. 411-26 et suivants du code des communes ; composition et pouvoirs de ces comités ; nécessité de faire bénéficier tous les agents communaux de comités d'hygiène et de sécurité ; repoussé. **Après l'Article 5** (p. 2247) : son amendement n° 12 : obligation pour le Gouvernement de publier dans un délai de six mois les décrets d'application de la loi ; retiré ; son amendement n° 13 : application de la loi à Mayotte et aux territoires d'outre-mer ; adopté avec modification. **Explications de vote** (p. 2249) : déplore le rejet par la majorité de toute amélioration au projet de loi au nom du principe de la libre administration des collectivités locales ; timidité, mais caractère évolutif du projet ; vote favorable du groupe socialiste. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [30 juin 1978]. **Article 3 : Article L 417-18 du code des communes** (p. 3757) : son amendement n° 5 : prise en compte des agents à temps non complet pour le calcul du seuil d'application de la loi ; retiré. **Article L 417-19 du code des communes** (p. 3758) : son amendement n° 6 : élection des représentants du personnel au comité d'hygiène et de sécurité au suffrage direct et à la représentation proportionnelle ; rejeté ; son amendement n° 7 : participation du médecin du travail avec voix consultative au comité d'hygiène et de sécurité ; rejeté ; son amendement n° 8 : secrétariat du comité d'hygiène et de sécurité confié à un représentant du personnel ; retiré. **Article 417-19 *bis* du code des communes** ; son amendement n° 9 : suppression de l'attribution d'une voix prépondérante au président du comité d'hygiène et de sécurité ; rejeté. **Article 417-10 du code des communes** (p. 3760) : son amendement n° 10 : réunion du comité d'hygiène et de sécurité à la demande d'un tiers de ses membres ; rejeté ; son amendement n° 11 : suppression des dispositions votées par le Sénat limitant la compétence du comité d'hygiène et de sécurité aux locaux utilisés exclusivement par les agents ; adopté ; son amendement n° 12 : liste des attributions des comités d'hygiène et de sécurité ; rejeté. **Article 417-21 du code des communes** (p. 3762) : propose une rédaction plus précise de l'amendement n° 3 de la commission. **Article 5** (p. 3763) : son amendement n° 13 : détermination par décret des conditions d'application de la loi à la ville de Paris ; rejeté. **Article 6** (p. 3763) : son amendement n° 14 : rendant la loi applicable à Mayotte et aux territoires d'outremer ; rejeté. **Article 7** (p. 3764) : vote hostile du groupe socialiste.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **234**). **Première lecture. Discussion générale** [31 mai 1978] (p. 2318) : absence dans le collectif budgétaire de dispositions relatives à l'enseignement ; (p. 2319) : problèmes des effectifs : pénurie d'enseignants entraînant un alourdissement des effectifs des classes et un risque de crise scolaire ; remplacement des maîtres mal assuré : conséquences pédagogiques désastreuses et les difficultés qu'il entraîne pour la formation permanente et le perfectionnement des maîtres ; problème de l'enseignement spécialisé et des services communs : création de plus en plus anarchique de sections dans l'enseignement technique, carence de la médecine scolaire ; insuffisance des crédits de chauffage et d'entretien dans les établissements scolaires récemment nationalisés ; problème des constructions scolaires : baisse de la participation de l'Etat au coût réel des investissements ; stagnation des crédits d'investissement par rapport aux années passées.

— **Projet de loi tendant à modifier les articles 62, 63, 64, 75 et 77 du code de la procédure pénale** (n° **165**). **Deuxième lecture.**

Discussion des articles [1er juin 1978] **Article 9** (p. 2410) : vote hostile du groupe socialiste. **Article 31** (p. 2412) : s'oppose à l'amendement n° 3 de la commission tendant à faire valider par l'Assemblée un décret en cours d'annulation devant la juridiction administrative ; regrette l'absence d'un débat sur la politique pénitentiaire. **Explications de vote** (p. 2413) : le vote hostile du groupe socialiste. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [20 juin 1978] (p. 3127) : raison de la suppression de l'article 31 par le Sénat ; (p. 3128) : responsabilité du juge de l'application des peines dans l'affectation des détenus ; l'article 31 attribue à l'administration pénitentiaire l'appréciation de la dangerosité des détenus ; incertitude sur l'efficacité des quartier de haute sécurité ; nécessité d'un débat d'ensemble sur l'institution pénitentiaire ; (p. 3128) : indépendance du juge de l'application des peines en tant qu'auteur de décision administrative ; disparition de la garantie d'indépendance du juge dans le système de l'article 31.

Quatrième lecture. Discussion générale [1er juillet 1978] (p. 3783) : possibilité de laisser la compétence sur le transfert des détenus d'un établissement pénitentiaire à l'autre au juge de l'application des peines après avis de l'administration ; garantie présentée par l'indépendance du juge en tant que magistrat ; refuse la rédaction adoptée en troisième lecture par l'Assemblée. **Discussion des articles** [1er juillet 1978]. **Article 31** (p. 3783) : vote hostile du groupe socialiste.

— **Demande de constitution d'une commission spéciale pour l'examen du projet de loi portant modification des dispositions du titre premier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 321). Discussion** [9 juin 1978] (p. 2781) : absence de vote de la commission des lois sur la constitution de la commission spéciale ; texte sur l'organisation des conseils de prud'hommes touchant à trois matières : organisation judiciaire, droit du travail, aspects financiers ; demande rejetée par scrutin public (p. 2781).

— **Projet de loi modifiant la loi du 16 mai 1941 relative à l'organisation de la Cour des comptes (n° 167). Deuxième lecture. Discussion de l'article unique** [27 juin 1978]. **Article unique** (p. 3549) : soutient l'amendement n° 7 de M. Pierre Joxe : nécessité de l'avis d'une commission interministérielle pour la nomination au tour extérieur des conseillers référendaires de deuxième classe ; (p. 3550) : rejeté.

— **Rappel au règlement** [28 juin 1978] (p. 3592) : mécontentement du groupe socialiste devant le retrait de l'ordre du jour du projet de loi portant réforme des conseils de prud'hommes.

— **Projet de loi portant modification des dispositions du titre premier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes (n° 321). Première lecture. Discussion générale** [2 octobre 1978] (p. 5432) : fragilité du droit du travail dans un contexte de crise économique ; (p. 5433) : inégalité entre les travailleurs pour l'accès aux conseils de prud'hommes ; conseils de prud'hommes, conquête ouvrière et expérience de participation des citoyens à la justice ; étapes du développement des conseils de prud'hommes ; spécificité et inégalitarisme nécessaire du droit du travail ; nécessité d'étendre la compétence des prud'hommes aux conflits collectifs du travail et de rendre plus efficace le système des référés prud'homaux ; (p. 5434) : son hostilité à la création d'un collège des cadres ; souhaite l'application aux conseils de prud'hommes du principe de la présentation des candidats aux élections par les organisations syndicales représentatives. **Discussion des articles** [3 octobre 1978] : **Article premier : Article L 511-1 du code du travail** (p. 5511) : sur les amendements n° 37 de M. Lucien Villa et n° 234 de la commission saisie pour avis : souhaite que les conseils de prud'hommes reçoivent progressivement plénitude de juridiction sur les questions de droit du travail ; rappelle le projet Fontanet tendant à créer une juridiction sociale de compétence générale ; (p. 5513) : son amendement n° 174 : extension de la compétence des conseils de prud'hommes aux litiges d'ordre judiciaire individuels ou collectifs ; (p. 5514) : rejeté par scrutin public ; soutient l'amendement n° 175 de M. Raymond Forni : extension de la compétence des conseils de prud'hommes à l'ensemble des salariés de droit privé ; rejeté ; (p. 5517) : soutient l'amendement n° 179 de M. Pierre Joxe : effet suspensif de la saisine du conseil de prud'hommes à l'égard des mesures de licenciement ; moyen de résoudre le problème de la réintégration d'un salarié dont le licenciement est irrégulier ; adopté. **Article L 511-3 du code du travail** (p. 5519) : sur l'amendement n° 256 du Gouvernement, souhaite que le Gouvernement précise que le siège du conseil des prud'hommes sera le même que celui du tribunal de grande instance dans le ressort duquel il sera créé ; [5 octobre 1978] (p. 5613) : son amendement n° 181 soutenu par M. Pierre Joxe : pouvoir d'initiative des organisations syndicales pour la création des conseils de prud'hommes ; rejeté ; soutient l'amendement n° 182 de M. François Massot : impossibilité de créer plusieurs circonscriptions de conseils de prud'hommes à Paris ; retiré.

Article L 511-4 du code du travail (p. 5616) : son opposition à l'amendement n° 46 de la commission en raison des difficultés de fonctionnement du contentieux de délimitation. **Article L 512-4 du code du travail** (p. 5618) : son amendement n° 187 : rééligibilité limitée en une fois ; rejeté. **Article L. 512-5 du code du travail** (p. 5619) : son amendement n° 188 : élection par élément au sein des conseils de prud'hommes ; retiré. **Article L 512-7 du code du travail** (p. 5619) : son amendement n° 189 : limitation à deux fois de la rééligibilité ; retiré. **Article L 512-8 du code du travail** (p. 5620) : sur l'amendement n° 51 de la commission ; nécessité de prévoir un nombre minimum de membres pour chaque chambre ; dépose à ce sujet un sous-amendement ; adopté ; soutient l'amendement n° 190 de M. Raymond Forni : possibilité pour les chambres de désigner des conseillers-rapporteurs spécialisés en dehors de leurs chambres ; nécessité d'une disposition légale ; rejeté ; soutient l'amendement n° 191 de M. Paul Quilès : présence obligatoire de deux cadres lorsque le différend soumis à la juridiction prud'homale porte sur un cadre ; retiré. **Article L 513-1 du code du travail** (p. 5623) ; son amendement n° 192 : abaissement à seize ans de l'âge de l'éligibilité ; retiré ; soutient l'amendement n° 193 de M. Raymond Forni : suppression des conditions d'ancienneté pour avoir la capacité électorale ; rejeté ; soutient l'amendement n° 194 de M. Raymond Forni : capacité électorale des chômeurs qui se sont régulièrement soumis au contrôle exercé par l'agence nationale pour l'emploi ; rejeté ; soutient l'amendement n° 195 de M. Paul Quilès : suppression d'un collège des cadres ; rejeté ; soutient l'amendement n° 196 de M. Paul Quilès : collège unique de salariés ; rejeté ; sur les amendements n° 56 de la commission et n° 259 de la commission pour avis : ambiguïté de la notion de cadres ; risques d'incohérence pratique ; absence de frontières entre les différentes catégories de salariés. **Article L 513-3 du code du travail** (p. 5632) : son amendement n° 201 : suppression de l'exigence d'un an de résidence dans le ressort du conseil pour être éligible ; adopté ; sur l'amendement n° 12 de M. Claude Wargnies : nécessité de prévoir l'ouverture de l'éligibilité à des personnes non inscrites à titre définitif et non transitoire. **Après l'Article L 513-3 du code du travail** (p. 5635) : sur l'amendement n° 64 de la commission : nécessité d'inscrire automatiquement les salariés pour permettre une représentativité étendue des prud'hommes. **Art. L 513-2 du code du travail, précédemment réservé** : son amendement n° 199 : limitation à deux du nombre des procurations que peut recevoir un mandataire ; devenu sans objet. **Article L 513-5 du code du travail** (p. 5649) : son amendement n° 206 soutenu par M. Pierre Joxe : élection des conseillers prud'hommes à la représentation proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne ; rejeté. **Article L 514-1 du code du travail** (p. 5659) : son amendement n° 211 soutenu par M. Claude Evin : fixation à soixante jours du montant maximum d'autorisations d'absences accordées aux conseillers prud'hommes pendant leur mandat ; rejeté. **Après l'Article L 514-1 du code du travail** (p. 5660) : son amendement n° 213 soutenu par M. François Massot : sanctions infligées aux employeurs qui auront entravé le libre exercice des fonctions de conseiller prud'homme ; rejeté. **Article L 514-3 du code du travail** (p. 5662) : son amendement n° 215 soutenu par M. François Massot : en cas de non-fonctionnement d'un conseil de prud'hommes, désignation par la cour d'appel d'un autre conseil de prud'hommes ; devient sans objet. **Article L 514-13 du code du travail** son amendement n° 220 soutenu par M. François Massot : procédure juridictionnelle en cas de refus de service par un conseiller prud'homme ; devient sans objet (p. 5666) : **Article L 515-1 du code du travail** son amendement n° 221 soutenu par M. Pierre Joxe : création d'un bureau de référés dans les conseils de prud'hommes ; (p. 5667) : adopté. **Après l'Article L 512-2 du code du travail** (p. 5668) : son amendement n° 222 soutenu par M. Pierre Joxe : création d'une formation de référés dans chaque conseil de prud'hommes ; rejeté. **Article L 51-10-1 du code du travail** (p. 5670) : son amendement n° 224 soutenu par M. François Massot : supprimant l'obligation pour la commune où est installé un conseil de prud'hommes de fournir un local ; rejeté. **Article 7** (p. 5679) : son amendement n° 321 soutenu par M. Pierre Joxe : conditions d'intégration des anciens secrétaires et secrétaires adjoints des conseils de prud'hommes ; retiré. **Commission mixte paritaire. Discussion des articles** [19 décembre 1978]. **Article premier** (p. 9685) : utilisation abusive de la procédure de la commission mixte paritaire restreignant le droit d'amendement des parlementaires ; vote hostile du groupe socialiste.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code de procédure pénale en matière d'exécution des peines privatives de liberté** (n° **562**). **Première lecture. Discussion des articles** [3 octobre 1978]. **Article 2 : Article 722 du code de procédure pénale** (p. 5492) : aggravation de la tendance hiérarchique au sein de la commission d'application des peines. **Article 4 : Article 723-4 du code de procédure pénale** (p. 5494) : efficacité de la politique de libération conditionnelle

pour la réinsertion sociale des détenus ; conséquence de l'amendement n° 6 : complexité et retard dans la procédure de libération conditionnelle ; (p. 5495) : vote hostile du groupe socialiste sur l'article 723-4 du code de procédure pénale. **Article 5 : Article 723-6 du code de procédure pénale** (p. 5498) : position différente du Gouvernement sur les autorisations accordées aux détenus provisoires : compétence du juge d'instruction et celles accordées aux détenus ordinaires. **Discussion générale** [25 octobre 1978]. **Rappel au règlement** (p. 6652) : impossibilité pour les membres de l'opposition de participer au débat de la CMP ; automatisme du texte de la CMP contraire à la politique de personnalisation des peines ; (p. 6653) : demande au ministre des éclaircissements sur les pressions exercées sur les magistrats par le milieu dont M. Hamel a fait état ; transfert à la formation de jugement de la décision relative au choix du régime pénitentiaire ; principe contraire à la « juridiciarisation » de l'application des peines ; (p. 6655) : position contradictoire du Gouvernement qui reconnaît l'existence de pressions sur les jurés et renforce leurs pouvoirs sur l'exécution des peines des grands criminels ; abandon de la personnalisation de la peine et des tentatives de resocialisation ; nouvelles directives sur l'octroi des permissions de sortir contenues dans une circulaire du 20 octobre 1978. **Explications de vote** [25 octobre 1978] (p. 6657) : vote hostile du groupe socialiste.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Intérieur. Discussion générale [19 octobre 1978] (p. 6361) : nécessité de revoir la législation applicable aux villes nouvelles.

Justice. Examen des crédits [24 octobre 1978]. **Etat B - Titre III** (p. 6566) : atteinte portée par le garde des sceaux à la Constitution par l'interprétation donnée des décisions de grâce prise par le Président de la République.

Environnement et cadre de vie. — I. Environnement. Discussion générale [25 octobre 1978] (p. 6614) : nuisances aéroportuaires ; s'interroge sur l'application du programme de décollage à bruit minimum ; activités croissantes des aéroports de la région d'Ile-de-France ; protection des sites devant l'extension des lignes de transport d'électricité ; retard dans la protection des nappes phréatiques et des cours d'eau souterrains ; (p. 6615) : absence de coordination de la politique des bases de loisir ; insuffisance de la politique de « dédensification » urbaine ; débat sur la répartition des compétences en matière de politique de l'environnement ; rôle de la région dans l'environnement.

Travail et santé. — I. Sections communes. — III. Santé et famille. Discussion générale [27 octobre 1978] (p. 6866) : effet antiemploi du maintien des bases de financement de la sécurité sociale ; foisonnement des taxes affectées ; nécessité du déplafonnement des cotisations et de la fiscalisation et du calcul de l'assiette des cotisations sur la marge brute d'autofinancement des entreprises ; hésitation du Gouvernement à propos des dépenses d'enseignement, de la couverture du déficit du fonds national de solidarité, de l'allocation aux handicapés adultes et du déficit de l'assurance volontaire ; insuffisance du système du profil médical mis en place ; (p. 6867) : nécessité d'une organisation volontariste du système de soins ; développement du système électif dans la gestion de la sécurité sociale. **Examen des crédits** [27 octobre 1978] (p. 6873). **Article 80 :** soutient l'amendement n° 265 de M. Jacques-Antoine Gau donnant à la redevance frappant les analyses de biologie médicale la nature d'un impôt ; rejeté.

Transports. — III. Aviation civile et météorologie. Examen des crédits [9 novembre 1978]. **Etat B - Titre IV** (p. 7366) : son amendement n° 318 soutenu par M. Alex Raymond : réduction des crédits affectés à Air France ; (p. 7369) : adopté au scrutin public.

— **Projet de loi relatif au régime des loyers en 1979** (n° **662**). **Première lecture. Discussion générale** [23 novembre 1978] (p. 8235) : déséquilibre de puissance économique entre locataire et bailleur ; inconvénient de la législation sur les loyers pour le patrimoine immobilier ; risque de détournement et de fraude ; application de la réglementation souvent défectueuse ; propositions socialistes ; organisation de véritables négociations paritaires entre les groupements de locataires et de propriétaires, institution d'une juridiction spécialisée composée à parité de représentants élus des locataires et des propriétaires ; (p. 8236) : son amendement tendant à mettre en place dans le domaine du logement un mécanisme de passation de conventions collectives ; propose la création d'une juridiction spécialisée similaire à la juridiction prud'homale. **Discussion des articles** [23 novembre 1978]. **Article 2** (p. 8238) : sur les amendements n°s 49 et 50 de M. Paul Quilès : erreur de présentation des amendements imputable à la présidence ; obstruction de procédure. **Article 3** (p. 8239) : soutient le sous-amendement n° 61 de M. Paul Quilès à l'amendement n° 10 rectifié de la commission des lois : caractère permanent des dis-

positions de l'amendement n° 10 rectifié de la commission des lois ; (p. 8240) : utilisation de l'indice du prix de la construction pour l'évaluation des loyers compensant le ralentissement relatif de la hausse des loyers de référence ; sous-amendement n° 61 rejeté ; (p. 8291) : soutient le sous-amendement n° 42 de M. André Rossinot à l'amendement n° 10 rectifié de la commission des lois. **Après l'Article 3** (p. 8245) : soutient l'amendement n° 52 de M. Jean Auroux : montant et remboursement des dépôts de garantie ; (p. 8246) : amendement n° 52 rejeté. **Après l'Article 6** (p. 8249) : recevabilité de l'amendement n° 7 de M. Julien Schvartz repris par MM. Paul Quilès et Jean Auroux ; soutient l'amendement n° 55 de M. Jean Auroux : introduction de la notion de convention collective dans la législation applicable aux loyers et aux charges collectives ; rejeté ; (p. 8250) : amendement n° 57 : attribution du pouvoir juridictionnel aux conseils départementaux de prévention et de conciliation ; (p. 8251) : amendement n° 57 rejeté.

— **Projet de loi relatif à la modération du prix de l'eau** (n° **661**). **Première lecture. Discussion des articles** [29 novembre 1978]. **Après l'Article unique** (p. 8524) : son amendement n° 4 soutenu par M. Claude Michel : autorisant les départements à instituer une taxe sur l'eau ; rejeté.

— **Propositions de loi portant interdiction de recevoir des subsides d'origine française ou étrangère pour les élections de l'Assemblée des communautés européennes** (n° **638**), **tendant à interdire l'ingérence d'une institution étrangère dans l'élection des représentants français à l'Assemblée des communautés européennes** (n° **669**). **Première lecture. Discussion générale** [11 décembre 1978] (p. 9180) : approuve l'institution d'un financement public des partis politiques y compris dans le cadre européen ; problème de la répartition des crédits entre les différentes organisations politiques et de l'existence d'un contrôle du Parlement français sur l'affectation de ces sommes ; commission européenne incompétente pour organiser les campagnes d'information risquant de fausser la compétition démocratique lors des élections européennes ; (p. 9181) : atteintes portées à l'indépendance de l'information par les gouvernements français depuis vingt ans ; abstention du groupe socialiste en cas de rejet de son amendement sur le financement public des partis politiques. **Discussion des articles** [11 décembre 1978]. **Article premier** (p. 9184) : son amendement n° 4 soutenu par M. François Mitterrand : contrôle du Parlement français sur la répartition entre les formations politiques des fonds attribués par la Communauté européenne et destinés au financement de la campagne pour l'élection du Parlement européen au suffrage universel ; rejeté ; demande au Gouvernement français de s'engager à prendre avant les élections européennes des dispositions concernant le financement public de la campagne électorale ; (p. 9186) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Roger Chinaud ne prévoyant qu'une précaution de pure forme.

— **Projet de loi relatif à l'aide aux travailleurs privés d'emploi** (n° **795**). **Commission mixte paritaire. Première lecture. Explications de vote** [5 janvier 1979] (p. 178) : critique la méthode législative imposée au Parlement et l'utilisation de la procédure d'urgence ; texte dérogatoire aux règles sur la négociation entre les partenaires sociaux ; insuffisance de la contribution de l'Etat ; caractère provisoire de la solution apportée aux difficultés financières du régime de l'assurance chômage ; régression sociale du projet ; réforme de l'agence nationale pour l'emploi envisagée ; (p. 179) : dégradation de la situation de l'emploi ; vote hostile du groupe socialiste sur le texte.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur** (n° **15**). **Première lecture. Discussion générale** [5 avril 1979] (p. 2316) : projet conférant un rôle nouveau et difficile à assumer aux collectivités locales en matière de fourniture et de transport d'énergie ; incapacité technique des collectivités locales pour assurer le pilotage d'un système énergétique nouveau ; coût élevé des investissements pour les réseaux de transport de chaleur ; municipalisation théorique conduisant à une privatisation de la production de l'énergie ; observations de la Cour des comptes dans son rapport de 1978 ; (p. 2317) : souhaite que la région devienne le lieu de délibération démocratique en matière d'énergie et collabore avec les grandes entreprises publiques de production ; souhaite que la politique des réseaux de chaleur ne soit confiée aux collectivités locales qu'après une phase expérimentale conduite par l'Etat.

— **Projet de loi réglementant la publicité extérieure et les enseignes** (n° **582**). **Première lecture. Discussion générale** [17 avril 1979] (p. 2662) : projet portant atteinte à la liberté d'expression ; accroissement du chiffre d'affaires de la publicité supérieur à celui de la production intérieure brute ; multiplication des contrats de longue durée en ce qui concerne l'affichage extérieur dans les villes ; (p. 2663) : rôle fondamental des élus locaux dans le domaine du cadre de vie ; complexité excessive du système de décision administratif prévu par le projet ; recours

excessif au mécanisme de l'astreinte. **Discussion des articles** [18 avril 1979] : **Après l'Article 5** (p. 2731) : approuve l'amendement n° 15 de la commission. **Avant l'Article 7** (p. 2732) : laxisme du sous-amendement n° 125 du Gouvernement à l'amendement n° 17 de la commission, prévoyant qu'il peut être dérogé à titre exceptionnel à l'interdiction d'affichage au voisinage d'un immeuble ou d'un site classé par l'institution d'une zone de publicité élargie dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat ; n'accepte pas que soit confié au pouvoir réglementaire le soin de définir directement les dérogations ; (p. 2733) : atteintes portées aux villes par l'excès de publicité. **Article 7** (p. 2734) : approuve l'amendement n° 132 de M. André Petit ; nécessité d'aligner le régime des panneaux publicitaires sur celui de l'ensemble des constructions assujetties à la réglementation du permis de construire ; [19 avril 1979] : **Article 11** (p. 2774) : son amendement n° 114 retiré. **Après l'Article 11** (p. 2776) : son amendement n° 3 : pouvoir de décision sur la délimitation des zones de publicité revenant au conseil municipal ; retiré ; (p. 2777) : position de la commission spéciale favorable au mécanisme donnant le dernier mot au conseil municipal ; risque de paralysie des groupes de travail si la présence des représentants de l'Etat y est obligatoire ; (p. 2778) : son sous-amendement n° 80 corrigé à l'amendement n° 30 de la commission : représentation des salariés et employeurs des professions intéressées par l'affichage au sein du groupe de travail ; rejeté ; soutient également le sous-amendement n° 141 de M. Jacques Santrot à l'amendement n° 30 de la commission : représentation des salariés, employeurs et professions intéressées par l'affichage au sein du groupe de travail ; rejeté ; (p. 2780) : sur l'amendement n° 139 de M. Henri Colombier : absence de volonté politique de décentralisation ; problème de l'avis défavorable partiel de la commission des sites non envisagé dans l'amendement n° 139 ; amendement aboutissant à une remise sous tutelle des collectivités locales dans un domaine qui ne concerne que leur cadre de vie sur leur territoire. **Article 12** (p. 2783) : soutient l'amendement n° 113 de M. Jacques Santrot : autorités chargées d'accorder les autorisations ; interdiction de l'utilisation de véhicules terrestres à des fins uniquement publicitaires ; retiré. **Article 14** (p. 2785) : s'élève contre l'argumentation développée par le ministre pour justifier son sous-amendement à l'amendement n° 36 de la commission : possibilité de modifier, en ce qui concerne l'implantation des enseignes, la législation relative aux monuments historiques et aux sites classés ; **Article 16** *ter* (p. 2787) : son opposition à la limitation de l'obligation d'information mise à la charge de la commune aux seuls textes particuliers qui régissent la publicité sur son territoire. **Avant l'Article 19** (p. 2789) : arbitraire du sous-amendement n° 126 du Gouvernement à l'amendement n° 47 de la commission qui permettrait de ne pas déclencher la procédure de mise en demeure ; (p. 2790) : propose une rectification de l'amendement n° 51 de la commission ; rectification adoptée. **Article 20** (p. 2792) : soutient le sous-amendement n° 142 de M. Jacques Santrot à l'amendement n° 56 de la commission : régime particulier en matière de publicité à caractère électoral ; rejeté. **Article 21** (p. 2793) : retire l'amendement n° 116 de M. Jacques Santrot : suppression du deuxième alinéa de l'article 21 ; amendement n° 116 satisfait par une disposition adoptée dans le cas où les emplacements d'affichage d'opinion prévus par l'article 11 ne sont pas déterminés. **Article 24** (p. 2795) : caractère de délit continu déjà inscrit dans d'autres dispositions adoptées par l'Assemblée nationale conduisant à l'application du droit commun des délits continus. **Article 27** (p. 2797) : son amendement n° 117 : caducité des procédures pénales engagées si les agents habilités pour constater les infractions ne transmettent pas leurs procès-verbaux de constatation au procureur de la République, aux maires et aux préfets ; rejeté. **Article 28** *ter* (p. 2798) : s'oppose à l'amendement n° 137 du Gouvernement et à la perte qu'il fait subir aux collectivités locales. **Explications de vote** (p. 2805) : vote hostile du groupe socialiste ; texte incompatible avec la préservation de la liberté d'expression par voie d'affiche ; complication des procédures administratives instituées ; maintien d'un climat de méfiance à l'égard des collectivités locales et des associations. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [10 octobre 1979]. **Article premier** (p. 8036) : approuve l'amendement n° 2 de la commission : non-application de la loi à la publicité, aux enseignes et aux pré-enseignes situées à l'intérieur d'un local sauf si l'utilisation de celui-ci est principalement celle d'un support de publicité. **Article 7** (p. 8038) : nécessité de limiter le contenu du décret prévu par l'article 7 à la définition pour les panneaux publicitaires des règles d'emplacement de surface, de hauteur et d'entretien ; nécessité de préserver la liberté de négociation des collectivités locales. **Article 11** (p. 8041) : reprise par les amendements n° 10 de la commission et n° 40 de M. Lucien Villa du système proposé par le groupe socialiste et rejeté en première lecture ; (p. 8042) : demande que les catégories de communes mentionnées par l'amendement n° 10 ne soient déterminées qu'en fonction du nombre d'habitants.

Article 11 *bis* (p. 8044) : approuve l'amendement n° 11 de la commission et s'étonne de l'hostilité du ministre à la présence dans les groupes de travail participant à la création de zones de réglementation spéciale de représentants des syndicats des professions de la publicité ; (p. 8045) : approuve l'amendement n° 51 de la commission : création de groupes de travail multi communaux ; nécessité de ne pas porter atteinte à l'intérieur de ce groupe au principe de la parité entre les représentants des assemblées locales et les représentants de l'Etat. **Article 16** (p. 8047) : sur l'amendement n° 16 de la commission et le sous-amendement n° 46 du Gouvernement : nécessité d'envisager avec prudence les procédures d'autorisation implicites ; estime excessif le délai de quatre mois prévu par le sous-amendement n° 46 du Gouvernement ; (p. 8048) : demande un vote par division sur le sous-amendement n° 46. **Article 19 B** (p. 8049) : s'oppose à l'amendement n° 58 de M. Alain Madelin : laissant à l'annonceur le pouvoir de reporter l'astreinte sur le responsable de l'infraction et diminuant le montant de l'astreinte ; (p. 8050) : demande une modification de l'amendement n° 52 rectifié de M. Jean Foyer en vue de porter à vingt jours le délai de jugement du président du tribunal administratif. **Article 20** (p. 8053) : reproche à l'amendement n° 22 de la commission d'introduire dans un texte pénal un système de présomption de complicité.

— **Projet de loi modifiant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements et aménageant le régime des impôts directs locaux pour 1979** (n° **987**). **Première lecture. Discussion générale** [25 avril 1979] (p. 3045) : dénonce la précipitation imposée au Parlement pour voter des projets essentiels et l'abus de la procédure des commissions mixtes paritaires ; base d'imposition choisie pour la taxe professionnelle ne correspondant pas aux impératifs de l'efficacité économique ni à ceux de la justice ; mauvais coup porté aux finances locales par l'institution de la dotation globale de fonctionnement sans transfert de ressources de la part de l'Etat ; incertitude de l'évolution future de la taxe professionnelle ; nécessité de maintenir un déblocage progressif des bases d'impositions de cette taxe. **Rappel au règlement** (p. 3048) : article 54, alinéa premier, du règlement : conditions de présentation d'une demande d'interruption d'un orateur. **Discussion des articles** [25 avril 1979] (p. 3048) : abstention du groupe socialiste sur l'article premier ; vote favorable sur l'article 2.

— **Projet de loi relatif à l'obligation de faire connaître les motifs des actes administratifs** (n° **766**). **Première lecture. Discussion générale** [25 avril 1979] (p. 3053) : la décentralisation, seule réponse au malaise existant entre l'administration et l'administré : difficultés d'application des dispositions de la loi du 17 juillet 1978 portant amélioration des relations entre l'administration et le public ; (p. 3054) : insuffisante communication des documents administratifs aux usagers notamment dans le domaine de la protection de la nature et du cadre de vie ; utilité de l'instauration d'un principe de motivation des actes administratifs à vocation réglementaire ; mécanisme de motivation permettant l'instauration d'une phase préventive du contentieux. **Discussion des articles** [25 avril 1979]. **Article premier** (p. 3058) : soutient l'amendement n° 1 de la commission : obligation de motivation étendue aux décisions portant refus d'un avantage aux personnes qui le demandent et qui ont légalement la capacité de l'obtenir ; rejeté ; projet trop limité s'il se borne à motiver les décisions refusant un droit de l'administré ; nécessité de connaître les motifs de l'administration lorsqu'elle dispose d'une possibilité d'appréciation ; (p. 3059) : son amendement n° 1 ne change rien à l'étendue du contrôle du juge mais modifie seulement le moment où la motivation intervient : au moment de la décision et non plus après ; (p. 3060) : droit de l'administré à une objectivité de l'administration dans l'usage de son pouvoir d'appréciation ; (p. 3061) : vote hostile du groupe socialiste sur l'amendement n° 7 du Gouvernement prévoyant des décrets d'application. **Article 3** (p. 3063) : soutient l'amendement n° 5 de la commission : pouvoirs du juge et droits du justiciable en cas de litige relatif à une décision implicite de rejet ; rejeté. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [27 juin 1979]. **Article 4** (p. 5748) : son hostilité à l'amendement n° 9 du Gouvernement qui exclut du champ de l'obligation de motiver les décisions pour lesquelles les organismes de sécurité sociale disposent d'un pouvoir d'appréciation et pour lesquelles la motivation serait la plus nécessaire. **Article 7** (p. 5751) : problème de principe de la communication directe ou par l'intermédiaire d'un médecin des informations médicales ; souhaite le vote par division sur l'amendement n° 11 du Gouvernement. **Article 8** : soutient son amendement n° 7 : possibilité pour tout intéressé auquel l'administration aurait omis ou refusé de communiquer des documents à la consultation desquels il a droit d'adresser des injonctions à l'administration ou d'ordonner la communication des documents sous astreinte ; rejeté ; (p. 5752) : application insuffisante de la loi

du 17 juillet 1978 sur l'amélioration des relations entre l'administration et le public ; (p. 5753) : inertie administrative couverte par les autorités politiques et aboutissant à l'inapplication de la loi du 17 juillet 1978 ; (p. 5754) : abstention du groupe socialiste sur l'ensemble du projet. **Troisième lecture. Discussion générale** [30 juin 1979] (p. 5923) : propose une modification rédactionnelle pour l'article 7.

— **Projet de loi relatif au soutien de l'investissement productif industriel** (n° **983**). **Première lecture. Discussion des articles** [10 mai 1979]. **Article premier** (p. 3704) : soutient l'amendement n° 16 de M. Henri Emmanuelli : réservant le bénéfice de l'avantage fiscal aux entreprises qui auront au moins maintenu l'effectif de leurs salariés pendant la période considérée ; rejeté. **Après l'Article 3** (p. 3705) : soutient l'amendement n° 18 de M. Henri Emmanuelli : écartant du dispositif de la présente loi les sociétés cotées en bourse ; rejeté.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Décision de l'Assemblée sur une demande de constitution de commission spéciale** [10 mai 1979] (p. 3706) : demande la constitution d'une commission spéciale ; signale les inconvénients qu'entraînerait le renvoi pour avis à plusieurs commissions et la qualité du travail des commissions spéciales.

— **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers et portant création de l'office national d'immigration** (n° **922**). **Première lecture. Discussion des articles** [29 mai 1979]. **Article 6** (p. 4258) : vote défavorable sur l'article 6 ; existence d'un projet en cours d'élaboration tendant à faciliter le refus des cartes de travail ; caractère punitif et irréversible de l'expulsion ; la banalisation de cette procédure en fait un instrument de politique d'immigration ; (p. 4259) : le seul objectif du texte est de revenir sur des jurisprudences protectrices des libertés adoptées par le Conseil d'Etat ; (p. 4262) : s'oppose à l'amendement n° 18 de M. Michel Aurillac tendant à faire étendre les délégations aux préfets en raison des risques de discrimination que cela présente ; (p. 4263) : s'élève contre l'introduction par l'amendement n° 14 de la commission de cas d'internement administratif qui donnent aux fonctionnaires la possibilité d'attenter aux libertés sans aucun contrôle judiciaire. **Article 3 précédemment réservé** (p. 4265) : risque pour la liberté d'aller et de venir que fait courir la réglementation par l'article 3 des centres d'internement administratif ; demande un scrutin public sur l'article 3 ; (p. 4266) : amendement n° 26 de M. Jean Foyer constituant une tentative pour désamorcer le risque que ferait courir au projet un recours devant le Conseil constitutionnel ; (p. 4267) : détention sans garantie pendant quarante-huit heures ; décision du président du tribunal de grande instance dans une procédure administrative ne constituant pas obligatoirement une décision de caractère juridictionnel. **Explications de vote** [29 mai 1979] (p. 4269) : pas de politique globale concernant tous les aspects de la situation des travailleurs étrangers ; aptitude à l'accueil des étrangers, acquis de la civilisation française ; projet aggravant l'instabilité de la situation sociale des familles d'émigrés ; atténuation des dangers du projet par le débat ; (p. 4270) : son intention de saisir le Conseil constitutionnel. **Deuxième lecture. Discussion générale** [28 juin 1979] (p. 5794) : **rappel au règlement** : reproche au ministre d'avoir tenu des propos injurieux et de s'être livré à une dénonciation anonyme. **Discussion des articles** [28 juin 1979]. **Article 3** (p. 5796) : internement administratif contraire au principe constitutionnel de la liberté d'aller et de venir ; son intention de saisir le Conseil constitutionnel. **Après l'Article 5** *ter* (p. 5798) : sur l'amendement n° 3 de la commission : estime qu'il n'existe aucun texte de procédure précisant que l'instruction ou le jugement sont différents devant le tribunal de police selon qu'il s'agit ou non d'une contravention de 5e classe. **Explications de vote** (p. 5799) : intensification des mesures de contraintes prises à l'encontre des immigrés dans le cadre du conflit de la Sonacotra ; renonciation du Gouvernement à la discussion du texte sur les conditions de séjour et de travail des étrangers en France ; vote très majoritaire émis par le Sénat contre le texte sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers ; vote hostile du groupe socialiste.

— **Proposition de loi tendant à compléter l'article 25 de la loi du 10 août 1871 relative aux conseils généraux** (n° **1072**). **Première lecture. Discussion générale** [30 mai **1979**] (p. 4459) : intention du législateur de 1871, supprimer la règle du bénéfice de l'âge lors du scrutin de ballotage ; proposition de loi visant à régulariser la situation de plusieurs bureaux de conseil général acquis de manière contestable par la majorité ; souhaite qu'en cas d'égalité des suffrages au troisième tour de scrutin soit désigné le candidat détenant le moins grand nombre de mandats électoraux. **Discussion des articles** [30 mai 1979]. **Article premier** (p. 4460) : soutient son amendement n° 3 : élection du candidat investi du moins grand nombre de

mandats électifs en cas d'égalité des suffrages au troisième tour de scrutin ; rejeté.

— **Proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires pour les communautés européennes** (n° **838**). **Première lecture. Discussion de l'article unique** [31 mai 1979]. **Article unique** (p. 4503) : soutient son sous-amendement n° 15 à l'amendement n° 6 du Gouvernement : donnant aux délégations parlementaires les moyens de procéder aux investigations qu'elles souhaiteraient ; rejeté ; possibilité d'élargir au-delà du débat budgétaire les moyens de contrôle données aux différents rapporteurs budgétaires ; (p. 4504) : soutient le sous-amendement n° 16 de M. Jean-Pierre Cot à l'amendement n° 6 du Gouvernement : obligeant le Gouvernement à informer les délégations de l'ensemble des activités des institutions européennes et à leur rendre compte des positions qu'il compte prendre sur les sujets à venir et de celles qu'il a prises dans la période écoulée ; rejeté par scrutin public ; nécessité d'une connaissance préalable par les parlementaires des intentions du Gouvernement en vue des négociations européennes ; (p. 4505) : restriction des compétences des délégations parlementaires au fur et à mesure du débat ; (p. 4508) : reprend l'amendement n° 11 de la commission, retiré par M. Pierre-Charles Krieg : obligeant le Gouvernement à communiquer aux délégations parlementaires les projets de directive, de règlement et les autres actes communautaires portant sur des matières qui sont du domaine de la loi en vertu de la Constitution avant leur examen pour adoption au Conseil des communautés européennes ; devient sans objet ; (p. 4509) : reprend le sous-amendement n° 20 de M. Xavier Deniau à l'amendement n° 7 du Gouvernement : avis des délégations parlementaires sur les répercussions des projets de règlement ou de directive communautaires sur la législation française ; rejeté ; (p. 4510) : débat tendant à priver de sa signification politique la proposition de loi Foyer ; demande et obtient que le sous-amendement n° 14 de M. Jean-Pierre Cot à l'amendement n° 3 de M. Xavier Deniau soit transformé en sous-amendement à l'amendement n° 7 du Gouvernement : possibilité pour les délégations parlementaires de demander l'audition des représentants français à l'Assemblée des communautés européennes ; rejeté. **Deuxième lecture. Explications de vote** [28 juin 1979] (p. 5790) : confirme le vote négatif du groupe socialiste ; nécessité d'un contrôle parlementaire interne sur les orientations du Gouvernement français dans la conduite des communautés européennes ; formule de la délégation parlementaire vidée de son intérêt.

— **Projet de loi relatif aux fonds communs de placement** (n° **379**). **Deuxième lecture. Explications de vote** [25 juin 1979] (p. 5632) : vote hostile du groupe socialiste sur un projet qui crée un instrument financier qui n'aura d'utilité que pour les épargnants déjà privilégiés ; (p. 5633) : s'étonne de la multiplication des formules latines dans la numérotation des articles.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 75-1255 du 27 décembre 1975 relative aux opérations d'accession à la propriété réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré** (n° **1058**). **Première lecture. Discussion de l'article unique** [25 juin 1979]. **Article unique** (p. 5621) : soutient son amendement n° 7 : interdisant de céder les actions d'une société d'habitation à loyer modéré à un acquéreur autre qu'un office public d'habitations à loyer modéré ; rejeté ; (p. 5622) : soutient son amendement n° 8 : interdisant de céder les actions d'une société d'habitation à loyer modéré à un acquéreur autre qu'une société anonyme d'habitations à loyer modéré ; rejeté ; (p. 5623) : soutient son sous-amendement n° 6 à l'amendement n° 1 de la commission : soumettant à la limitation du droit de cession toutes les sociétés de crédit immobilier qui n'auraient pas consenti 2.000 prêts pendant une période de dix ans ; rejeté ; (p. 5624) : abstention du groupe socialiste sur l'ensemble du projet.

— **Rappel au règlement** [26 juin 1979] (p. 5668, 5669) : article 89 du règlement relatif à l'établissement de l'ordre du jour ; non respect des engagements du Gouvernement de faire inscrire à l'ordre du jour de cette session un débat suivi d'un vote sur une proposition relative à la peine de mort ; manœuvre empêchant son inscription à l'ordre du jour ; groupe socialiste n'assistera pas à la déclaration.

— **Projet de loi portant aménagement de la fiscalité directe locale** (n° **689**). **Première lecture. Discussion générale** [4 octobre 1979] (p. 7779) : nécessité de maintenir un impôt direct local sur les entreprises dont le taux est fixé par les assemblées locales ; l'impôt sur les entreprises doit procurer des recettes aussi régulières et évolutives que possible, la base d'imposition doit être neutre et toucher la réalité de la substance économique de l'entreprise ; cet impôt doit favoriser la création d'emplois ; (p. 7780) : caractère modéré du taux d'imposition actuel des entreprises sur le plan local : exemple de la RFA où la taxe commerciale est plus du double de la taxe professionnelle ; part importante que les entreprises doivent assurer dans les res-

sources locales ; proposition socialiste de prendre comme base d'imposition la marge brute d'autofinancement des entreprises ; inconvénient du choix de la valeur ajoutée comme base d'imposition : base d'imposition difficile à localiser, difficile à mettre en œuvre pour les entreprises à comptabilité simplifiée, incertitude de son effet sur la sous-traitance, rattrapage important pour les entreprises artisanales et commerciales ; demande la suppression de l'exonération pour les établissements industriels de l'Etat ; nécessité de compenser l'exception dont bénéficient les activités agricoles pour les communes rurales ; problème de la définition des activités annexes à l'agriculture ; (p. 7781) : nécessité de maintenir les exonérations en faveur de la coopération et du mouvement mutualiste ; son hostilité à l'institution d'un régime de taxe professionnelle en faveur des entreprises artisanales et des professions libérales complètement dérogatoire aux mécanismes du droit commun ; souhaite l'institution d'une cotisation minimale qui ne doit pas s'appliquer cependant aux activités artisanales rurales qui ont un caractère de service public ; propose la réduction des bases d'imposition à la taxe professionnelle lorsque la masse salariale représente plus de 70 % de la valeur ajoutée ; les centrales nucléaires doivent être incluses dans l'application des règles de péréquation. **Discussion des articles** [4 octobre 1979] : **Article 6** *bis* (p. 7790) : conteste l'ordre de la discussion des amendements et sous-amendements ; (p. 7791) : soutient le sous-amendement n° 284 de M. Hubert Dubedout à l'amendement n° 247 du Gouvernement : entrée en vigueur de la loi au 1er janvier 1982 ; absence de garantie quant à la réalisation de la réforme dans l'amendement n° 247 ; sous-amendement n° 284 rejeté ; [9 octobre 1979] : **Article 7** (*suite*) (p. 7956) : impréparation technique et manque de précision de l'amendement n° 326 du Gouvernement : exonérant de la taxe professionnelle toute entreprise nouvelle pour l'année de sa création. **Article 9** (p. 7963) : soutient l'amendement n° 287 de M. Michel Sainte-Marie : possibilité d'étaler sur dix ans une réduction des écarts des taux de taxes d'habitation perçues au profit des communautés urbaines et des groupements de communes ; rejeté ; [10 octobre 1979] : **Avant l'Article 11** (p. 8012) : les amendements nos 322 et 323 de M. Emmanuel Hamel posent le problème de la répartition des subventions ou des compléments de subventions attribués au niveau départemental ; décision relevant des conseils généraux. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [18 décembre 1979]. **Article 4** *ter* (p. 12190) : difficultés du système coopératif et nécessité de lui accorder un régime fiscal favorable.

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature** (n° **1301**). **Première lecture. Discussion générale** [11 octobre 1979] (p. 8102) : insuffisance des effectifs et des moyens de la justice ; palliatif administratif prévu par le texte ; se déclare favorable à l'élection des membres de la commission d'avancement et de la commission de discipline du parquet ; est opposé au changement de composition de ces deux commissions ; caractère prévisible de l'absentéisme des magistrats ; le déficit des couches d'âge comprises entre trente-cinq et cinquante ans pourrait se résoudre par un rajeunissement des cadres ; augmentation du nombre des instances ; projet ayant pour effet d'élargir la part du choix discrétionnaire de la hiérarchie et du pouvoir exécutif pour la nomination initiale et la promotion des magistrats ; la création des magistrats remplaçants introduit une faille dans l'unité de la catégorie des magistrats du siège ; (p. 8103) : possibilité donnée aux chefs de cour d'influencer des décisions de justice ; élargissement des possibilités de recrutement discrétionnaire ; volonté de contrarier l'arrivée aux postes de responsabilité des magistrats issus de l'ENM (école nationale de la magistrature) ; multiplication des circuits d'accès extérieurs à l'école ; nécessité de conserver une proportion stricte entre l'ensemble des recrutements latéraux et les recrutements par l'ENM ; les grands problèmes du statut de la magistrature et de la situation des magistrats demeurent ; l'indépendance des magistrats n'est pas assurée car un magistrat peut être écarté de la connaissance d'un dossier ; élargissement du recrutement réalisé sans garantie d'une formation commune. **Discussion des articles** [11 octobre 1979]. **Article 2** (p. 8107) : vote hostile du groupe socialiste sur l'amendement n° 19 de la commission : limitant à un an la durée d'exercice des fonctions des magistrats remplaçants. **Article 9** (p. 8108) : son amendement n° 47, soutenu par M. François Massot : alignement des règles de recrutement posées à l'article 9 sur celles prévues pour l'ENA ; adopté ; son amendement n° 40 : limitation du recrutement hors concours ; rejeté ; nécessité de garantir le caractère anonyme des épreuves de recrutement. **Article 23** (p. 8122) : son amendement n° 43, soutenu par M. François Massot : prorogation du recrutement latéral pour cinq ans ; rejeté. **Article 24** (p. 8124) : son amendement n° 45 soutenu par M. François Massot : suppression des épreuves sur titre et sur travaux dans les concours exceptionnels ; devenu sans objet ; son amendement

n° 48 soutenu par M. François Massot : alignement des diplômes nécessaires pour se présenter au concours exceptionnel sur les règles applicables pour l'entrée à l'ENA ; adopté.

— **Projet de loi modifiant le taux des amendes pénales en matière de contraventions de police** (n° **1300**). **Première lecture. Discussion des articles** [11 octobre 1979]. **Après l'Article 2** (p. 8098) : sur l'amendement n° 14 du Gouvernement : impossibilité de faire évoluer les taux faute d'un projet de loi ; son amendement n° 9, soutenu par M. Raymond Forni : affectation aux collectivités locales du produit de la majoration prévue par le projet de loi pour les infractions au code de la route ; rejeté.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [20 octobre 1979] **Article 19** (p. 8650) : son amendement n° 233 soutenu par M. Laurent Fabius : portant de 12,35 % à 14,83 % le taux du prélèvement relatif au FSIR ; rejeté.

Deuxième partie :

Transports. Discussion générale [23 octobre 1979] (p. 8816) : absence dans le budget de 1980 d'une orientation marquée en faveur des transports en commun urbains ; diminution des concours de l'Etat aux investissements pour les transports en commun de la région Ile-de-France ; insuffisance des crédits accordés aux métros de province ; blocage de l'extension du versement transport des employeurs ; demande l'extension de la carte orange aux zones de l'Ile-de-France qui en sont privées et la mise en place de systèmes comparables en province ; (p. 8817) : ralentissement dans l'effort d'amélioration du service rendu en matière de confort des voyageurs sur le réseau SNCF de banlieue.

Radio-télévision. Discussion générale [26 octobre 1979] (p. 9048) : problème de société posé par l'information à la radio et à la télévision ; diminution des indices de satisfaction et d'écoute traduisant une usure du pouvoir intellectuel de la télévision ; part croissante du budget des chaînes consacrée aux frais de fonctionnement ; (p. 9049) : part très faible de ces budgets réservée à la production des programmes ; centralisation excessive de la télévision même dans le cas de FR 3 ; développement très insuffisant de la télévision par câbles ; souhaite que soit développé l'accès de non-professionnels aux studios de télévision : associations, universités ; suspecte la majorité d'être favorable à une extension du secteur privé de la télévision qui ne bénéficierait qu'aux organismes disposant de moyens financiers importants ; intensification des poursuites contre les radios libres ; souhaite que les radios locales mixtes, fondées sur les pouvoirs locaux et les associations, favorisent l'interpénétration de divers acteurs de la vie locale.

Jeunesse, sports et loisirs. — II. Tourisme. Discussion générale [29 octobre 1979] (p. 9093) : tourisme social constituant un facteur de développement économique et répondant à un besoin social essentiel ; multiplication et confusion des sources de financement du tourisme social ; détournement des aides en faveur du développement de l'hôtellerie ; désordre de la création, du développement et de la rénovation des centres de vacances ; pas de politique des gîtes ruraux ; pas de politique en faveur du tourisme du troisième âge ; insuffisance de la protection du balisage des chemins de randonnée ; pas de redistribution sociale en matière de tourisme ; (p. 9094) : opérations d'aménagement rétablissant les ségrégations géographiques constatées en milieu urbain ; crise de motivation des organismes à but non lucratif de tourisme social ; (p. 9097) : s'étonne de voir transiter par une subvention à une association les crédits à l'équipement des gîtes ruraux. **Examen des crédits** [29 octobre 1979]. **Etat B - Titre IV** (p. 9099) : soutient l'amendement n° 379 de M. Maurice Pourchon : réduction de deux millions et demi de francs des crédits destinés au groupement d'intérêt économique « Bienvenue en France » ; rejeté ; (p. 9100) : aide au groupement économique « Bienvenue en France » consistant à subventionner au taux de 20 % une opération de vente à l'étranger conduite par des entreprises privées rentables.

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1979] (p. 9197) : démission du haut comité de l'environnement de M. Saint-Marc ; pratique des enquêtes publiques ; critique la fixation des listes de commissaires enquêteurs ; les études d'impact ; (p. 9198) : souhaite la mise à disposition des régions d'un crédit en réserve pour amortir la charge exceptionnelle des contre-études éventuelles ; rythme trop lent d'achèvement des POS ; effectif insuffisant des services des établissements classés.

Economie et budget. — II. Section commune. Examen des crédits [12 novembre 1979]. **Etat B - Titre III** (p. 9827) : soutient son amendement n° 451 : réduction des crédits correspondant à la rémunération des agents de la direction générale de la concurrence et de la consommation en signe de protestation contre la réduction des effectifs ; rejeté ; reproche au Gouvernement de remettre

en cause le seul instrument de contrôle économique dont dispose l'Etat auprès des entreprises sur les questions de concurrence et de consommation ; adoption par la commission des lois du principe de la constitution d'une commission de contrôle sur le fonctionnement de la direction générale de la concurrence et de la consommation.

III. **Economie. Examen des crédits** [12 novembre 1979]. **Etat B - Titre IV** (p. 9830) : s'oppose à l'amendement n° 433 de la commission de la production qui se traduit par une censure par l'argent frappant les organisations de consommateurs.

I. **Charges communes. Examen des crédits** [12 novembre 1979]. **Etat C - Titre V** (p. 9843) : soutient son amendement n° 446 : suppression des autorisations de programme et des crédits de paiement destinés à doter en capital les entreprises publiques en vue de leur rétablissement au budget du ministère de l'économie ; rejeté ; insuffisance des informations fournies au Parlement ; endettement croissant des entreprises nationales. **Etat C - Titre VI** (p. 9844) : soutient son amendement n° 447 : suppression des autorisations de programme et des crédits de paiement relatifs à l'aide à la localisation d'activités créatrices d'emplois et aux primes de développement des petites et moyennes entreprises en vue de leur rattachement au budget du Premier ministre et du ministère de l'industrie ; rejeté ; **Après l'Article 77** : soutient son amendement n° 449 : amélioration de l'information du Parlement sur les bénéficiaires des aides publiques aux entreprises ; rejeté.

Intérieur. Discussion générale [13 novembre 1979] (p. 9914) : évolution des investissements des collectivités locales ; diminution de l'ensemble des subventions de l'Etat ; progression du montant total des concours en capital de l'Etat aux collectivités locales inférieure à la progression de la production intériure brute ; diminution des investissements directement réalisés par l'Etat ; stabilité des investissements des collectivités locales par rapport à la PIB ; accroissement des besoins de financement des collectivités locales ; détérioration des rapports entre l'Etat et les collectivités locales ; obstacle posé par la circulaire Poniatowski à l'intervention directe dans la vie financière des entreprises par une politique de garantie d'emprunts ou de prise de participation.

Services du Premier ministre. — IV. **Commissariat général du Plan. Discussion générale** [13 novembre 1979] (p. 9946) : déplore que le Gouvernement soit représenté par un secrétaire d'Etat ; crise de la méthode économique de planification : la politique conjoncturelle a tué le Plan ; échec de plusieurs programmes d'action prioritaire ; crise d'un système de choix industriels, notamment de la politique énergétique ; (p. 9947) : absence de mesures pour lutter contre les conséquences sur l'emploi du développement de l'informatique dans le secteur tertiaire ; réorganisation de la recherche ; non-publication du rapport Hannoun ; insuffisance du programme d'actions prioritaires relatif à la création de petites et moyennes entreprises ; montée du chômage ; multiplication des marginalités par rapport à la vie sociale.

I. **Services généraux. Fonction publique. Discussion générale** [14 novembre 1979] (p. 10000) : limitation des avantages du statut ; résignation conservatrice du Gouvernement ; nécessité de réformer les épreuves de concours ; pas d'évolution des droits syndicaux et de la participation depuis 1970 ; esprit commercial de la politique de la fonction publique ; (p. 10001) : la politique des personnels de recherche est un exemple de la persistance de liaisons anormales entre la rémunération de l'emploi des fonctionnaires et l'activité commerciale d'un service ; renvoi à l'initiative privée de la gestion de certains services publics ; existence d'un problème social et humain de la fonction publique.

Commerce extérieur. Discussion générale [16 novembre 1979] (p. 10183) : atouts de l'économie française sur les marchés extérieurs : automobiles, armement, secteur des services ; importance de l'excédent avec les pays de la zone franc ; échec, dans le domaine de la politique de l'énergie, des industries agricoles et alimentaires et des biens de consommation courante ; nécessité de planifier et de programmer le commerce extérieur ; crénaux possibles : télématique, industries des économies d'énergie et de l'environnement, biologie et recherche agro-alimentaire ; nécessité de rendre dégressives les ressources publiques accordées aux entreprises pour le commerce extérieur.

Articles et articles additionnels non rattachés [17 novembre 1979]. **Après l'Article 73** (p. 10295) : soutient l'amendement n° 334 rectifié de M. Michel Rocard : application du taux réduit de la TVA aux journaux et publications des collectivités locales gagée par le doublement de l'imposition forfaitaire annuelle due par les personnes morales imposables à l'impôt sur les sociétés ; rejeté.

— **Projet de loi relatif au maintien des droits, en matière de sécurité sociale, de certaines catégories d'assurés** (n° **1348**). **Première lecture. Discussion des articles**

[23 novembre 1979]. **Article 2** (p. 10656) : s'oppose à l'amendement n° 24 du Gouvernement qui institue une formule de cotisations personnelles inutile. **Article 3** (p. 10658) : soutient l'amendement n° 17 rectifié de M. François Autain : suppression de l'article 3 ; rejeté ; article 3 constituant une réduction des droits que les futurs retraités pouvaient considérer comme acquis ; prise en compte des seules périodes de chômage indemnisé pour la retraite ; caractère législatif de ces mesures ; dispositions pénalisant les plus défavorisés. **Article 4** (p. 10659) : soutient l'amendement de suppression n° 18 rectifié de M. Jacques Antoine Gau, rejeté. **Article 5** (p. 10660) : soutient l'amendement de suppression n° 19 rectifié de M. François Autain ; rejeté ; inutilité de l'article 5 qui affirme la non-rétroactivité alors que ce principe est un principe général du droit. **Article 6** (p. 10660) : soutient l'amendement n° 20 rectifié de suppression de M. François Autain ; rejeté ; monopole de l'agence nationale pour l'emploi pour le placement des demandeurs d'emploi ; risque de multiplication des circuits parallèles.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse (n° 1328). Première lecture. Discussion générale** [27 novembre 1979] (p. 10747) : sa gêne devant un débat où interviennent surtout des hommes ; principe de laïcité et de neutralité du législateur ; regrette que le projet soit limité à la reconduction de la loi de 1975 ; interruption volontaire de grossesse ne constituant pas un moyen de régulation des naissances ; (p. 10748) : ralentissement du développement de la contraception en France ; persistance de risques médicaux dans le domaine de la contraception ; maintien d'inégalités sociales devant le développement de la contraception ; absence de prise en compte par la société française des problèmes de la stérilité ; souhaite une normalisation de la régulation des naissances et la reconnaissance de son sens positif qui participe à la volonté d'accueil de l'enfant ; nécessité d'une sensibilisation aux risques présentés par l'interruption de grossesse ou la contraception ; propose la création de centres d'orthogénie gratuits et gérés avec la participation des associations ; demande l'abolition du texte interdisant de parler publiquement en faveur de la contraception et de la régulation des naissances. **Discussion des articles** [29 novembre 1979]. **Sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Delalande** (p. 10901) : recevabilité de toute modification portant sur un autre texte dès l'instant qu'elle concerne l'objet du projet de loi. **Après l'Article premier** (p. 10921) : s'oppose aux amendements n° 42 de la commission, n° 31 rectifié et n° 32 de M. Jean Foyer ; refuse l'application à l'avortement de la notion de droit pénal de nécessité ; caractère juridictionnel des décisions des commissions qui seraient créées par l'amendement n° 31 rectifié ; (p. 10926) : s'oppose aux amendements n° 122 de M. Pierre-Alexandre Bourson et n° 74 de M. Gilbert Gantier ; impossibilité d'opérer une sélection parmi les médecins habilités ou non à pratiquer des interruptions volontaires de grossesse ; (p. 10933) : s'oppose à l'amendement n° 61 de M. Adrien Zeller qui conduit à instituer des commissions représentant une mise en tutelle des femmes engagées dans une procédure d'interruption volontaire de grossesse ; estime que l'article 40 de la Constitution serait opposable à cet amendement ; renforcement de la bureaucratie autour de l'interruption de grossesse ; (p. 10935) : s'oppose à l'amendement n° 62 de M. Adrien Zeller et à l'amendement n° 46 de la commission (p. 10936) : s'oppose à l'amendement n° 3 corrigé de M. Michel Debré qui tend à reconnaître aux médecins la capacité de juger de l'opportunité de la demande d'interruption volontaire de grossesse (p. 10945) : soutient l'amendement n° 100 de M. François Autain : compétences pour l'attestation d'avortement thérapeutique ; rejeté ; souhaite l'établissement d'une catégorie spéciale de médecins assermentés ayant une qualification de médecine légale mais aussi de gynécologie pour la pratique des avortements ; (p. 10946) : impossibilité de donner aux conseils de l'ordre des médecins le droit de citer leurs propres membres devant la justice de droit commun et, a fortiori, des personnes qui ne relèvent pas de leur juridiction disciplinaire ; l'extension du droit de saisine directe entraînerait une véritable perturbation du prétoire ; (p. 10947) : l'amendement n° 127 de M. Michel Debré n'est pas constitutionnel car il ne respecte pas les droits de la défense ; (p. 10950) : s'oppose à l'amendement n° 128 de M. Jean Foyer qui aboutirait à transformer profondément le droit mutualiste, droit qui suppose la possibilité pour chaque organisation mutualiste de verser des prestations facultatives. **Après l'Article 2** (p. 10952) : soutient l'amendement n° 107 de M. Gérard Bapt : démédicalisation de la contraception ; rejeté. **Article premier précédemment réservé** (p. 10957) : s'oppose au maintien du caractère provisoire de la loi sur l'IVG ; possibilité de modifier la loi ultérieurement.

— **Projet de loi instituant l'agence de l'atmosphère et modifiant la loi n° 61-842 du 2 août 1961 relative à la lutte contre les pollutions atmosphériques et les odeurs (n° 1039). Première lecture. Discussion générale** [18 décembre 1979] (p. 12239) : aspect économique des problèmes écologiques ; diminution de certaines pollutions ; modestie de la politique

préventive au stade des grands équipements productifs ; caractère lacunaire des opérations ponctuelles touchant aux questions de filtrage, de réglage et de fixation de normes ; pas de politique européenne de l'environnement ; insuffisance des contrôles et des interventions des services des installations classées ; (p. 12240) : inadaptation du système des amendes ; absence de mécanisme économique mettant en relation le coût d'une pollution et sa facturation pour celui qui en est l'auteur ; diminution de l'effort de recherche en matière de lutte contre la pollution ; sa réticence à l'égard de la formule d'établissement public administratif ; reproche au Gouvernement de développer une politique de « saupoudrage » d'organismes divers. **Discussion de l'article unique** [18 décembre 1979]. **Article unique** (p. 12244) : fragilité de la comparaison entre l'agence de l'atmosphère et les agences de bassin ; soutient son amendement n° 14 : rendant obligatoire la présentation d'un rapport annuel ; adopté ; (p. 12245) : soutient l'amendement n° 11 rectifié de M. Jean Auroux : possibilité pour l'agence d'attribuer des subventions et des prêts aux organismes HLM, sans obligation de conventionnement ; retire de l'amendement n° 11 les mots « sans obligation de conventionnement » ; amendement n° 11, ainsi modifié, adopté ; estime abusif de faire du conventionnement un préalable à l'octroi de toute subvention spécifique aux organismes HLM. **Après l'Article unique** (p. 12248) : estime que l'amendement n° 7 de la commission ne concerne pas l'agence de l'atmosphère mais la production d'énergie.

— **Propositions de loi relatives au viol et aux attentats à la pudeur** (n° **474, 271, 273 rectifié, 441 et 1233)** (rapport n° **1400**). **Première lecture. Discussion des articles** [11 avril 1980] **Article premier** (p. 334) : définition du viol : compétences juridictionnelles ; (p. 335) : échelle des peines ; évolution du système pénitentiaire ; (p. 337) : cas de la grossesse, circonstance aggravante ; (p. 340) : reprend l'amendement n° 8 de la commission : notion de contrainte ou de surprise ; adopté avec une rectification. **Article 4** (p. 348) : droit des associations à se constituer partie civile, limité au seul cas de viol et attentat à la pudeur commis avec violence. **Explications de vote** (p. 352) : vote favorable du groupe socialiste.

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature** (n° **1301**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [16 avril 1980] (p. 433) : magistrats remplaçants ; vacances d'emplois dans la magistrature ; désignation et composition de la commission d'avancement ; pyramide des âges de la magistrature ; recrutement direct des auditeurs de justice et recrutement latéral ; concours exceptionnels ; (p. 434) : rapprochement avec l'école nationale d'administration ; pouvoir du jury de l'école nationale de la magistrature. **Discussion des articles** [16 avril 1980] **Article 2** (p. 438) : risques d'arbitraire dans l'affectation des magistrats volants à chaque tribunal. **Article 4** *bis* (p. 440) : nomination ou détachement de magistrats dans l'administration. **Article 9** *bis* (p. 443) : son amendement n° 35 : suppression de l'article 9 *bis* ; rejeté. **Article 13** *ter* (p. 445) : problème des décrets reconduisant les juges d'instruction dans leurs fonctions. **Article 14** (p. 448) : élections dans la magistrature. **Article 13 précédemment réservé** (p. 457) : son amendement n° 36 : faisant figurer dans la commission d'intégration six personnalités désignées par le Parlement ; devient sans objet. **Article 17** *bis* (p. 458) : avertissement ayant la même nature qu'une sanction disciplinaire. **Article 21** *bis* (p. 459) : son amendement n° 38 rectifié : participation des auditeurs de justice à l'activité des barreaux en qualité de collaborateurs d'avocats ; adopté ; (p. 461) : statut du stagiaire. **Article 24** (p. 462) : soutient l'amendement n° 39 de M. François Massot ; (p. 463) : déroulement des concours exceptionnels ; (p. 464) : soutient l'amendement n° 40 de M. François Massot. **Article 25** : son amendement n° 41 : réduisant de moitié le nombre de postes pourvus annuellement par le recrutement ouvert à titre exceptionnel ; rejeté ; (p. 465) : son amendement n° 42 fixant le nombre des nominations prononcées au titre de recrutement exceptionnel au quart du nombre de postes de magistrats créés ; devient sans objet. **Article 36** (p. 467) : soutient l'amendement n° 43 de M. François Massot. **Explications de vote** (p. 467) : magistrats remplaçants ; effectifs de la magistrature ; commission d'avancement ; recrutements latéraux ; vote hostile du groupe socialiste. **Troisième lecture. Discussion des articles** [24 juin 1980]. **Article 2** (p. 2197) : son amendement n° 1 : suppression de l'article 2 ; rejeté. **Article 14** (p. 2200) : élection ou désignation des représentants des magistrats à la commission d'avancement ; exemple de l'élection de la commission administrative paritaire des tribunaux administratifs. **Article 6** (p. 2201) : son amendement n° 2 ; devenu sans objet. **Article 13** : son amendement n° 3 : faisant figurer dans la commission d'avancement, lorsqu'elle est appelée à connaître du recrutement, six personnalités n'appartenant pas à la magistrature ; devient sans objet. **Article 21** *bis* (p. 2203) : son amendement n° 5 : conditions dans lesquelles les auditeurs de justice pourront exercer la profession d'avocat à titre de stage ; adopté. **Article 25** (p. 2205) : ses amendements n^{os} 8 et 9 : limitant la proportion des recrutements de magistrats affectée par la formule des recrutements exceptionnels ; rejeté.

— **Discussion des conditions du rapport** (n° 1174) **de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi sur la protection des candidats à la construction de maisons individuelles** (n° **211**). **Première lecture. Discussion générale** [20 mai 1980] (p. 1086) : étendue économique et sociale des problèmes d'accession à la propriété ; (p. 1087) : organisation du débat ; déséquilibre entre l'acheteur et le vendeur de maison individuelle ; publicité en matière immobilière ; contrat de construction et extension du rôle foncier du constructeur ; spéculation sur la propriété urbaine ; entreprises artisanales du bâtiment ; absence d'acte authentique ; (p. 1088) : étendue de la garantie de bonne fin ; non-obtention du permis de construire, condition suspensive ou résolutoire du contrat d'études préalables ; non-application de la loi sur le démarchage à la vente de maisons individuelles ; pas de lien entre la proposition de loi sur la protection de l'emprunteur en matière immobilière. **Discussion des articles. Article premier** (p. **1096**) : son amendement n° 29 : protection des candidats à l'accession à la propriété : réservé puis rejeté. **Article 3 : Article L 231-1 du code de la construction et de l'habitation** (p. 1102) : son amendement n° 80 : protection de l'acheteur ; rejeté. **Article L 231-2 du code de la construction et de l'habitation** (p. 1107) : soutient l'amendement n° 32 de M. Jean Auroux ; adopté ; (p. 1109) : son amendement n° 33 : permis de construire ; devenu sans objet ; soutient l'amendemenu n° 81 de M. Jean Auroux ; rejeté ; (p. 1110) : soutient l'amendement n° 36 de M. Alex Raymond ; adopté ; soutient l'amendement n° 34 de M. Jean Auroux : modification du paragraphe III : devenu sans objet ; (p. 1111) : ses amendements n°s 83 et 84 : extension au contrat de construction des garanties en faveur de l'acquéreur existant dans le contrat de vente en l'état futur ; rejetés. **Article L 231-3 du code de la construction et de l'habitation** (p. 1114) : son amendement n° 87 ; devenu sans objet. **Après l'Article L 231-3 du code de la construction et de l'habitation** (p. 1115) : son amendement n° 38 : obligation de signer les contrats de construction dans les locaux commerciaux du constructeur ; rejeté. **Article 4** (p. 1116) : retire l'amendement n° 39 de M. Jean Auroux. **Après l'Article 9** (p. 1118) : son amendement n° 88 : preuve de la souscription d'une assurance construction ; rejeté ; loi sur l'assurance construction.

— **Discussion des conclusions du rapport** (n° 1817) **de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi portant validation d'actes administratifs** (n° **1790**). **Première lecture. Discussion générale** [24 juin 1980] (p. 2215) : annulation par le conseil d'Etat du décret créant le comité technique paritaire central des personnels enseignants de statut universitaire ; illégalité de tous les actes réglementaires pris après consultation de ce comité ; (p. 2216) : illégalité de la politique suivie par le ministère des universités ; nouveau statut des personnels de l'enseignement supérieur ; rôle du conseil d'Etat (p. 2218) : contrôle du juge administratif. **Discussion de l'article unique** [24 juin 1980]. **Article unique** (p. 2217) : son amendement n° 1 : validation des actes non réglementaires pris avant le 31 décembre 1980 sur le fondement des décrets pris après consultation du comité technique paritaire central des personnels enseignants du statut universitaire ; rejeté par scrutin public ; son amendement n° 2 : limitant à six mois les effets de la validation rejeté ; (p. 2219) : hostilité de principe des socialistes à la validation d'actes administratifs.

— **Projet de loi relatif à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et la gestion des entreprises** (n° **1167**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [30 juin 1980]. **Article 28** (p. 2495) : ignorance relative au coût des mesures proposées. **Explication de vote** (p. 2496) : opposition du groupe socialiste au texte ; absencc de redistribution sociale réalisée par le texte.

— **Rappel au règlement** [30 juin 1980] (p. 2506) : article 40 du règlement relatif aux convocations des commissions ; absence de convocation pour la dernière réunion de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** (n° **1681**). **Première lecture. Discussion générale** [16 juin 1980] (p. 1874) : campagne publicitaire faite autour du projet ; distinction entre prévention et répression ; évolution de la délinquance ; développement de la grande criminalité ; répression de la délinquance « astucieuse » ; sévérité de la justice ; augmentation des condamnations à la prison ferme ; (p. 1875) : nécessité d'organiser régulièrement un débat sur la sécurité ; définition des moyens de lutte contre la violence : prévention ; amélioration de l'urbanisme ; politique familiale ; lutte contre le chômage ; îlotage ; port et usage des armes ; autodéfense ; aide aux victimes ; aide à la partie civile ; fonctionnement de l'institution pénitentiaire ; rapport entre la police et la justice ; formation et recrutement des policiers ; rapport entre la prison et l'extérieur ; effet criminogène de la prison ; (p. 1876) :

détention préventive ; conditions de vie à l'intérieur des prisons ; moyens des tribunaux ; égal accès des citoyens à la justice. **Discussion des articles** [19 juin 1980] : **Article 7** (p. 1919) : déroulement du débat ; (p. 1920) : répression du racket ; [20 juin 1980] : **Après l'Article 10** (p. 2029) : son amendement n° 293 : abrogation de la loi anticasseurs ; non soutenu ; (p. 2030) : son amendement n° 294 : application de l'article 365 du code pénal aux moyens employés pour déterminer autrui à ne pas témoigner ; non soutenu. **Article 12** (p. 2035) : son amendement n° 302 : suppression de l'incrimination d'extorsion d'une renonciation ; non soutenu ; son amendement n° 303 : amendement de coordination ; non soutenu ; son amendement n° 304 : sanction du chantage exercé à l'occasion d'une réclamation tendant à la restitution d'un bien soustrait alors qu'il était exposé à la libre appréhension du public ; non soutenu. **Après l'Article 12** : son amendement n° 305 : augmentation des peines sanctionnant la banqueroute ; non soutenu. **Article 434 du code pénal** (p. 2038) : ses amendements n[os] 306 et 307 : précisant l'incrimination ; non soutenus ; son amendement n° 308 : diminuant les peines prévues par l'article 434 du code pénal ; non soutenu ; son amendement n° 309 : supprimant la disposition aggravant les sanctions en cas de réunion d'auteurs ou de complices ; non soutenu ; son amendement n° 313 : réduction des peines d'amende prévues par l'article 434 du code pénal ; non soutenu. **Article 435 du code pénal** (p. 2039) : son amendement n° 369 : suppression de la notion d'intrusion ; non soutenu ; son amendement n° 370 : suppression de la circonstance aggravante tirée de la commission du délit sur le lieu de travail ; non soutenu. **Article 437 du code pénal** : son amendement n° 372 : précision des éléments matériels de l'infraction ; non soutenu ; [21 juin 1980] : **Article 32** (p. 2082) : son amendement n° 415 : suppression de la procédure de flagrant délit ; non soutenu. **Article 29 précédemment réservé** (p. 2086) : son amendement n° 412 : procédure correctionnelle ; non soutenu. **Article 30 précédemment réservé** : son amendement n° 413 : saisine du tribunal correctionnel ; non soutenu. **Article 33** (p. 2086) : son amendement n° 429 : suppression de l'article 33 ; non soutenu. **Article 36** (p. 2087) : son amendement n° 439 : suppression de l'article 36 ; non soutenu. **Après l'Article 37** (p. 2092) : son amendement n° 455 : contrôle exercé par le président de la chambre d'accusation sur le bon fonctionnement des cabinets d'instruction du ressort de la cour d'appel ; non soutenu. **Article 38** (p. 2094) : son amendement n° 457 : tendant à ce qu'il ne soit fait mention que de la commune où est établie la résidence principale du juré ; non soutenu. **Après l'Article 40** (p. 2096) : son amendement n° 459 : suppression de la cour de sûreté de l'Etat ; non soutenu ; son amendement n° 458 : conséquences de l'amendement n° 459 ; non soutenu ; (p. 2097) : son amendement n° 474 : régime de la révision des procès ; non soutenu. **Après l'Article 47** (p. 2105) : son amendement n° 463 : nécessité de l'accord préalable d'un juge statuant la forme des référés avant toute mesure touchant à la liberté des personnes ; non soutenu. **Avant l'Article 7** (p. 2106) : ses amendements n[os] 330 à 345 : conséquences de l'amendement n° 329 abolissant la peine de mort ; non soutenu. **Article 48** (p. 2109) : son amendement n° 190 : suppression de l'article 48 ; non soutenu ; son amendement n° 191 : plafonnant au niveau du SMIC le montant des frais supplémentaires supporté par le condamné ; non soutenu. **Article 51 : Article 426-1 du code de procédure pénale** (p. 2110) : son amendement n° 194 : rédactionnel ; non soutenu. **Article 426-2 du code de procédure pénale** : son amendement n° 195 : rédactionnel ; non soutenu. **Article 53** (p. 2111) : son amendement n° 197 : suppression de l'article 53 ; non soutenu. **Article 54** (p. 2112) : son amendement n° 198 : suppression de l'article 54 ; non soutenu ; son amendement n° 199 : plafonnant au niveau du SMIC le montant des frais supplémentaires supportés par le condamné ; non soutenu. **Article 56** (p. 2113) : son amendement n° 202 : suppression de l'article 56 ; non soutenu ; son amendement n° 203 : examen par la cour d'appel de la recevabilité de la constitution de partie civile ; non soutenu. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [18 décembre 1980] (p. 5033) : usage abusif de la procédure d'urgence ; volonté de restreindre la marge de choix des juges et dispositions sur la récidive et l'effet des circonstances atténuantes ; liste des incriminations ; atténuation par la C.M.P. des sanctions relatives aux atteintes aux biens ; correction de la définition de l'association de malfaiteurs ; injustice du relèvement de l'échelle des peines dans le cas de coups ayant entraîné la mort sans l'intention de la donner ; réduction de la peine applicable aux mauvais traitements à enfant ayant entraîné la mort sans intention de la donner ; confusion de la nouvelle échelle des peines ; renonciation progressive aux droits de l'exécution des peines mis en place depuis 1945 ; contrôle hiérarchique sur les juges d'instruction attribué aux présidents de la chambre d'accusation ; (p. 5034) : prolongation de la garde à vue pour certains crimes ; amendement

du Gouvernement revenant sur la possibilité d'introduire dans le droit français l'*habeas corpus* ; contrôle d'identité et délit de « sale gueule » ; risque de répression des mouvements sociaux ; instauration d'un engrenage de la délinquance par la multiplication des peines automatiques ; réduction de la possibilité d'appréciation des juges ; volonté de crispation des rapports sociaux et politiques en France à la fin du septennat de M. Giscard d'Estaing. **Discussion des articles. Article 21 B** (p. 5046) : marchandage parlementaire sur le problème de la garde à vue ; nécessité d'introduire en France le principe de l'*habeas corpus* en faisant intervenir le magistrat du siège après les premières 24 heures de garde à vue.

— **Projet de loi relatif au recrutement des membres des tribunaux administratifs** (n° **1636**). **Première lecture. Discussion générale** [23 juin 1980] (p. 2128) : rôle du tribunal administratif dans la sauvegarde des libertés et des droits des Français ; suppression de l'intervention du commissaire du Gouvernement ; problème du recrutement par l'ENA ; formule du concours ; mise en place d'un recrutement autonome ; (p. 2129) : remise en fonction des retraités ; recours à un recrutement latéral ; relation entre l'effectif issu du recrutement latéral et l'effectif sorti de l'ENA. **Discussion des articles** [23 juin 1980]. **Article premier** (p. 2132) : son amendement n° 1 rectifié : rapport entre le nombre de conseillers de deuxième classe issus de l'école nationale d'administration et le nombre de postes offerts au recrutement complémentaire ; rejeté ; (p. 2133) : problème du concours ; principe de l'égal accès aux charges publiques ; (p. 2134) : son amendement n° 2 : institution d'un concours ; adopté. **Article 2** (p. 2135) : soutient le sous-amendement n° 6 rectifié de la commission ; (p. 2137) : durée de service effectif exigé dans la catégorie A ; son amendement n° 3 : modalités du concours ; retiré. **Article 3** : son amendement n° 44 : principe du concours pour les nominations à la première classe ; rejeté ; (p. 2138) : quota de candidats admis comme conseillers de première classe par rapport à ceux qui sont admis comme conseillers de deuxième classe ; réintroduction par l'amendement n° 14 du Gouvernement du principe du concours pour le recrutement de la première classe. **Article 4** : son amendement n° 5 : suppression ; rejeté ; (p. 2140) : indépendance des magistrats ; règle de l'inamovibilité. **Deuxième lecture. Discussion générale** [30 juin 1980] (p. 2460) : recrutement exceptionnel organisé sous la forme d'un concours ; abstention du groupe socialiste.

— **Projet de loi instituant l'agence de l'atmosphère et modifiant la loi n° 61-842 du 2 août 1961 relative à la lutte contre les pollutions atmosphériques et les odeurs** (n° **1039**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [24 juin 1980] (p. 2229) : prêts consentis aux collectivités locales et aux offices d'HLM ; taxes parafiscales ; vote favorable du groupe socialiste.

— **Projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales** (n° **663**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [30 juin 1980] (p. 2478) : opposition du groupe socialiste au texte ; limitation de l'actionnariat des salariés ; intervention des travailleurs dans la gestion des entreprises ; discrimination faite parmi les enreprises ; rapport de conflit existant à l'intérieur de l'entreprise. **Discussion des articles. Article 21** (p. 2485) : incertitude du produit de la taxe prévue à l'article 21. **Explications de vote** (p. 2486) : insuffisance du projet ; coût du projet de loi pris en charge par l'Etat à 65 % ; absence de réforme apportée par le texte.

— **Projet de loi relatif au contrat d'assurance et aux opérations de capitalisation** (n° **1026**). **Première lecture. Discussion générale** [2 octobre 1980] (p. 2524) : nécessité d'un débat sur la politique économique ; importance des sorties anormales de contrat en matière d'assurance vie ; (p. 2525) : inefficacité d'un accord collectif entre les associations de consommateurs et les compagnies d'assurances ; nécessité de maintenir une distinction entre l'opération d'assurance et celle de placement financier ; techniques de vente et possibilité pratique d'information et de mise en concurrence des vendeurs par le consommateur ; système actuel de rémunération des salariés plaçant les assurances fondé sur le commissionnement ; insuffisance de la formation des personnels des sociétés d'assurances ; (p. 2526) : sévérité excessive des clauses de résiliation des contrats ; situation difficile de la branche populaire. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2526) : soutient l'amendement n° 3 de la commission ; adopté ; (p. 2527) : vote favorable du groupe socialiste sur la question préalable pour manifester sa volonté de voir s'ouvrir un débat de politique économique ; (p. 2527) : son sous-amendement n° 58 à l'amendement n° 4 de la commission : maintien de la dualité des contrats de placement et des contrats d'assurance ; rejeté ; **Article 2** (p. 2530) : inconvénient de la subrogation : augmentation du contentieux. **Article 13** (p. 2532) : son hostilité à la résiliation de plein droit ; (p. 2533) : son sous-amendement à l'amendement n° 52 du Gouvernement : nécessité d'un second avis de l'assureur avant résiliation ; retiré. **Article 13 bis** (p. 2537) : son amendement n° 32 : suppres-

sion de l'article 13 *bis* ; retiré. **Article 14** (p. 2538) : son amendement n° 33 : communication de droit du règlement général à l'assuré ; devient sans objet ; (p. 2539) : nécessité de maintenir l'obligation de délivrer une quittance. **Article 15** (p. 2540) : son amendement n° 34 : amendement de conséquence ; devient sans objet. **Article 15** *bis* : son amendement n° 35 : amendement de conséquence ; retiré. **Article 16** (p. 2541) : son amendement n° 36 : obligeant l'assureur à procéder à la réduction ou au rachat dès la signature du contrat ; rejeté. **Article 18** (p. 2542) : son amendement n° 37 : caractère libératoire valable seulement pour l'assureur de bonne foi ; adopté. **Après l'article 20** (p. 2544) : son amendement n° 38 : régime du démarchage à domicile, délai de réflexion ; rejeté ; (p. 2547) : son amendement n° 39 : sanctions pénales ; rejeté. **Article 21** : son amendement n° 40 : normalisation des contrats d'assurance populaire ; adopté. **Explications de vote** (p. 2550) : confusion entre l'assurance et le placement financier ; (p. 2551) : abstention du groupe socialiste. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [20 novembre 1980]. **Article 20** *bis* (p. 4228) : son amendement n° 15 : non soutenu.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Intérieur. Discussion générale [28 octobre 1980] (p. 3180) : crédits inscrits au titre des investissements des collectivités locales ; augmentation du fonds de compensation de la TVA ; (p. 3181) : progression de la dotation globale de fonctionnement ; baisse du taux des cotisations versées à la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales ; problème des communes du fait de calamités imprévues. **Examen des crédits. Titre III** (p. 3202) : son amendement n° 89 : réduction des crédits de formation de la police ; rejeté ; nécessité d'allonger la formation initiale et d'ouvrir des postes d'enseignants à des personnels non policiers.

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1980] (p. 3347) : non-publication du code de l'environnement ; (p. 3351) : menaces pesant sur le fonds d'aménagement urbain.

Commerce et artisanat. Examen des crédits [31 octobre 1980]. **Titre IV** (p. 3395) : son amendement : réduction des crédits destinés à la formation professionnelle ; retiré.

Justice. Discussion générale [5 novembre 1980] (p. 3586) : lien entre la montée du contentieux et la crise économique ; (p. 3587) : accroissement de la population pénitentiaire ; problème des peines de substitution aux courtes peines de prison ; pas d'innovation en ce qui concerne la formation en prison ou la réinsertion professionnelle ; propension à multiplier la détention préventive ; problème du suivi de la réinsertion des prisonniers et action des associations ; problème des mineurs délinquants ; difficultés des juges des enfants ; rôle et moyen de l'éducation surveillée.

Transports. Discussion générale [15 novembre 1980] (p. 3970) : transports dans la région d'Ile-de-France ; financement des investissements ; (p. 3971) : effort des collectivités locales fondé sur des impôts locaux injustes ; diminution de la participation de l'Etat aux charges de fonctionnement ; politique d'enchérissement volontaire des tarifs ; politique des transports spécifique à la grande-couronne et à la périphérie de la région Ile-de-France ; possibilité de développer les tramways ; liaison Ermont-Invalides ; liaison routière vallée de la Seine-Picardie-Nord ; problème de l'extension de la zone de la carte orange et de la carte hebdomadaire.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral en vue de favoriser la participation des femmes aux élections municipales** (n° **1142**). **Première lecture. Discussion des articles** [20 novembre 1980]. **Article premier** (p. 4196) : problème d'application de cet article ; contrôle de la régularité des listes dans les communes de moins de 3.000 habitants ; (p. 4197) : rôle des commissions de propagande ; problème des élections partielles ; problème du panachage ; rendre le projet plus incitatif ; abaisser le seuil de population pour l'application de ce texte ; relever la proportion des femmes devant siéger au conseil municipal ; (p. 4198) : abaissement de 9.000 à 2.500 habitants du seuil d'application de la loi ; (p. 4200) : seuil de participation de 20 %. **Après l'Article premier** (p. 4200) : son amendement n° 10 : abaisser de 9.000 à 2.500 le seuil d'application de la loi ; devenu sans objet. **Article 2** (p. 4202) : s'oppose au sous-amendement n° 17 de M. Pierre-Charles Krieg relatif à l'application de la proportion de 80 % à l'ensemble de la liste dans les grandes villes. **Après l'Article 4** (p. 4203) : soutient l'amendement n° 12 de Mme Edwige Avice : tendant à assurer un droit à congé aux salariés exerçant des fonctions électives ; rejeté ; (p. 4205) : son amendement n° 14 : remboursement des frais occasionnés par les mandats ; rejeté. **Seconde délibération du projet de loi. Article premier** (p. 4206) : demande un scrutin public sur l'amendement n° 1 du Gouvernement tendant à ramener

de 70 à 80 % la proportion maximale de candidats du même sexe figurant sur une même liste.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1980** (n° 2053). **Première lecture. Discussion des articles** [27 novembre 1980]. **Article 11** (p. 4482) : son amendement n° 34 : suppression de l'article 11 ; rejeté. **Après l'Article 13** (p. 4488) : son sous-amendement n° 38 à l'amendement n° 37 de la commission des lois : incluant les taxes parafiscales dans le champ d'application de l'amendement n° 37 ; devient sans objet ; son sous-amendement n° 40 à l'amendement n° 39 de la commission des lois : état annexé à la loi de finances rendant compte de l'emploi de la cotisation nationale de 7 % sur la taxe professionnelle ; devient sans objet.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** (n° 2095). **Première lecture. Discussion générale** [2 décembre 1980] (p. 4539) : augmentation de la dotation globale de fonctionnement plus rapide que celle de l'inflation ; dotation globale de fonctionnement fondée sur une fiscalité locale injuste ; critère du potentiel fiscal restant discutable aussi longtemps que les bases d'imposition de la taxe professionnelle ne seront pas réformées ; actualisation des bases de la taxe foncière bâtie plus favorable aux locaux industriels qu'aux locaux d'habitation ; effets prévisibles du vote direct du taux des impôts locaux ; risque d'une croissance excessive de l'impôt foncier ; redistribution entre les communes trop rapide du fait de la dotation globale de fonctionnement ; (p. 4540) : étendue du jeu de la garantie de progression minimum ; mécanisme de la dotation globale de fonctionnement ne corrigeant pas les anomalies de la fiscalité locale ; projet de loi sur le développement des responsabilités locales et transferts de charges financés par la dotation globale de fonctionnement ; problème du remboursement des logements de fonction des instituteurs.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au travail à temps partiel dans la fonction publique** (n° 2020). **Première lecture. Discussion générale** [3 décembre 1980] (p. 4592) : impréparation de ce texte ; mise en cause du principe du travail à plein temps dans la fonction publique ; renvoi des problèmes d'organisation à des décrets pris en conseil d'Etat ; réduction générale de la durée du travail ; limitation de cette possibilité aux emplois d'exécution ; (p. 4593) : suppression d'emplois de fonctionnaires sans autorisation législative ; refus du Gouvernement de remplacer heure par heure le temps de travail non effectué du fait des mises à temps partiel ; rôle du secrétaire d'Etat à la fonction publique. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [17 décembre 1980] (p. 4996) : rejet du projet par l'Assemblée en première lecture ; texte de la CMP ; principe de la réintégration automatique de l'agent placé à temps partiel ; obligation générale de remplacement du temps de travail perdu du fait des mises à temps partiel ; proportionnalisation des primes et indemnités ; nécessité d'une remise en ordre des rémunérations annexes de la fonction publique ; perception intégrale du supplément familial de traitement pour les agents ayant les plus basses rémunérations ; application de la loi aux personnels des collectivités locales et de leurs établissements publics ; prise en compte des propositions des groupes de l'opposition ; vote favorable du groupe socialiste. **Discussion des articles. Article 2** (p. 4998) : compétences du législateur ; problèmes de gestion que déclenchent dans un service les échéances de réintégration des fonctionnaires placés à temps partiel. **Article 7** : s'oppose à l'amendement n° 2 du Gouvernement ; incidence financière du maintien du supplément familial de traitement.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'aménagement foncier et à l'établissement rural dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° 2159). **Deuxième lecture. Discussion générale** [20 décembre 1980] (p. 5142) : demande une suspension de séance permettant au groupe socialiste de prendre connaissance de la nouvelle rédaction de l'article 10 portant sur l'expropriation. **Discussion des articles. Article 5** (p. 5144) : problème de la définition des terrains ayant vocation à des cultures spécialisées lorsqu'ils sont incultes ; contentieux des décisions de préemption. **Article 9** (p. 5145) : son sous-amendement à l'amendement n° 6 de la commission des lois : suppression de la référence à la notion d'intérêt indirect ; rejeté. **Article 10** (p. 5146) : s'oppose à l'amendement n° 8 de la commission des lois faisant droit uniquement aux intérêts des propriétaires fonciers et pas à ceux des exploitants ; droits de l'exploitant et dtu locataire lors de l'expropriation. **Explications de vote** (p. 5147) : déséquilibre foncier pesant sur la société calédonienne et provoquant des tensions entre les communautés ; conception mélanésienne de la propriété foncière qui a des racines mystiques et religieuses ; projet limité à une simple opération de remembrement ; difficultés d'application ; difficulté de faire jouer la procédure de préemption ; (p. 5148) : procédure d'expropriation entraînant des contentieux prolongés ; vote hostile du groupe socialiste.

RICHARD (Lucien)

Député de la Loire-Atlantique
(8e circonscription)
(RPR).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1100).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures en faveur de l'emploi [*J.O.* du 1er juillet 1979] (p. 1595).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à modifier l'article L 351 du code de la sécurité sociale afin de supprimer les conditions de ressources et de durée de mariage pour l'ouverture du droit à pension de réversion (n° 1749) [26 juin 1980] (p. 2362).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à élargir les limites de possibilité de cumul d'une retraite personnelle et d'une pension de réversion au conjoint survivant (n° 1750) [26 juin 1980] (p. 2363).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** portant création d'un « **comité national de gestion des œuvres sociales du personnel des communes** et des établissements publics communaux et intercommunaux » (n° **85**) [18 avril 1978].

— **Proposition de loi** tendant à étendre à l'ensemble des **salariés agricoles le bénéfice de la loi n° 75-1279** du 30 décembre 1975 relative aux conditions d'accès à la **retraite de certains travailleurs manuels** (n° **521**) [1er juillet 1978].

— **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 61-1448 du 29 décembre 1961 accordant un congé non rémunéré** (n° **1380**) [7 novembre 1979].

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'article L. 351 du code de la sécurité sociale afin de supprimer **les conditions de ressources et de durée de mariage pour l'ouverture du droit à pension de réversion** (n° **1749**) [28 mai 1980].

— **Proposition de loi** tendant à élargir **les limites de possibilité de cumul d'une retraite personnelle et d'une pension de réversion au conjoint survivant** (n° **1750**) [28 mai 1980].

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'article L. 332-1 du Code de l'urbanisme relatif aux conditions de détermination de la participation des constructeurs en cas de dépassement du **coefficient d'occupation du sol** (n° **2034**) [6 novembre 1980].

— **Proposition de loi** tendant à instituer un système d'avances sur pensions alimentaires en faveur des **femmes divorcées** dans l'impossibilité de recouvrer leur **créance** (n° **2035**) [6 novembre 1980].

QUESTIONS

• *questions orales sans débat :*

— (n° **1731**) : **Implantation d'une centrale nucléaire en Loire-Atlantique** [9 juin 1978] (p. 2764, 2765, 2766) : problèmes soulevés par l'implantation d'une centrale nucléaire au Pellerin.

— (n° **17108**) : **travail à temps partiel** [22 juin 1979] (p. 5549) : développement insuffisant du travail à temps partiel en France malgré la forte demande potentielle des femmes pour ce genre d'activité ; nécessité de décisions favorisant la création d'un certain nombre d'emplois.

— (n° **222520**) : **mensualisation des pensions de retraite** [30 novembre 1979] (p. 11061, 11062) : loi de finances pour 1975 prévoyant une extension progressive de la mensualisation du règlement des retraites à tous les départements ; en quatre ans, application seulement à 40 départements ; mesures envisagées par le Gouvernement pour l'étendre au Val-de-Loire ; inconvénients des paiements trimestriels supportés par une partie de la population âgée.

— (n° **29672**) : **Marché du lait** [13 juin 1980] (p. 1849) : désorganisation du marché européen ; respect de la préférence communautaire en matière d'approvisionnement ; unicité des prix ; (p. 1850) : soutien aux matières grasse végétales ; politique commerciale du marché commun ; alimentation des veaux ; (p. 1851) : marché extérieur ; importation de surplus oléagineux américains.

— (n° **37592**) : **Commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel des handicapés** [28 novembre 1980] (p. 4514, 4515) : insuffisance des capacités d'accueil des centres de rééducation professionnelle ; renforcement nécessaire des effectifs des CO TOREP ; application de la loi pour l'emploi des handicapés.

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes actuels de la sécurité sociale** (n° **252**). **Discussion** [24 mai 1978] (p. 2003) : données financières ; déficit, augmentation des dépenses du régime général, alourdissement des charges sociales incombant aux entreprises de main-d'œuvre ; nécessité d'une réflexion sur le problème des cotisations sociales à la charge des entreprises allant au-delà d'un simple gel du taux des cotisations ; effets néfastes sur l'emploi du système actuel de cotisations ; (p. 2004) : propose la création d'une nouvelle cotisation assise sur la valeur ajoutée.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture. Discussion générale** [11 octobre 1978] (p. 5949) : précarité des échanges internationaux ; concurrence des pays en voie de développement ; échec du serpent monétaire européen ; « zones de stabilité monétaire » prévues à la réunion de Bonn ; (p. 5950) : taux de chômage de 5 % ; faible hausse des investissements privés productifs en 1978 ; hausse des prix de 9 % ; insuffisance des crédits consacrés à l'emploi et à l'investissement ; insuffisance des crédits alloués à l'agence nationale pour l'emploi ; incertitude sur l'utilisation concrète des fonds consacrés à la création d'entreprises ; refus du Gouvernement de s'engager dans la voie d'une véritable économie de marché ; maintien de l'encadrement du crédit dans le secteur bancaire ; report de réformes indispensables : la réévaluation des bilans et la réforme de l'assiette des charges sociales pesant sur les entreprises.

Deuxième partie :

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1978] (p. 7241) : pas de parité entre le revenu agricole et les autres catégories de revenus ; poursuite de l'exode rural ; pas de solution du problème foncier ; (p. 7242) : nécessité d'un effort en faveur des industries agro-alimentaires ; concurrence intracommunautaire faussée par le jeu des montants compensatoires ; danger de l'élargissement de la communauté européenne.

— **Projet de loi relatif à certains ouvrages reliant les voies nationales ou départementales** (n° **1075**). **Première lecture. Discussion générale** [6 juin 1979] (p. 4706) : effet négatif des péages excessifs, exemple du pont de Saint-Nazaire ; (p. 4707) : nécessité d'un tarif départemental pour ce pont. **Discussion des articles** [6 juin 1979]. **Article 3** (p. 4723) : soutient son amendement n° 19 : gratuité du passage pour les usagers dont le domicile se trouve dans le périmètre de l'ouvrage si les collectivités locales reversent une partie du montant de la taxe professionnelle perçue du fait de l'ouvrage et s'il n'existe aucun autre moyen de franchissement ; rejeté ; soutient son amendement n° 20 : institution obligatoire de tarifs privilégiés pour les usagers dont le domicile se trouve dans le périmètre de l'ouvrage si les collectivités locales reversent une partie du montant de la taxe professionnelle perçue du fait de l'ouvrage ; rejeté ; ses amendements n^{os} 1 et 2 deviennent sans objet. **Deuxième lecture. Discussion générale** [29 juin 1979] (p. 5883) : regrette que la loi ne donne pas aux conseils généraux la possibilité de décider des tarifs des péages quelle que soit la forme juridique de la société chargée de l'exploitation ; absence de garantie contre les péages abusifs, exemple de Saint-Nazaire ; son vote hostile contre le projet.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture. Discussion générale** [16 octobre 1979] (p. 8281) : mauvais résultats de la politique économique suivie en 1979 ; nécessité d'une croissance plus forte pour relancer l'investissement et créer des emplois ; affaiblissement du franc par rapport au deutschemark ; hausse des prix de 11 % ; stagnation des activités de main-d'œuvre peu tournées vers l'exportation ou l'expansion ; aide publique à l'investissement productif limitée et concentrée sur quelques groupes ; déficit de caractère inflationniste ; insuffisante action de revalorisation de notre économie.

Deuxième partie :

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1979] (p. 9635) : restructuration du vignoble ; demande l'autorisation de plantations anticipées de cépages recommandés produisant des crus de qualité.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion générale** [12 décembre 1979] (p. 11673) : bilan positif des précédentes lois d'orientation agricole ; (p. 11674) : nécessité d'améliorer la productivité de l'agriculture et de développer les industries agro-alimentaires ; approuve la

création d'un fonds de promotion des produits agro-alimentaires ; nécessité de faire des économies sur l'énergie, les engrais et les produits phytosanitaires ; souhaite l'élaboration d'un statut des femmes d'exploitants et l'amélioration des retraites des agriculteurs ; propose un système de prêts bonifiés à long terme pour l'installation des jeunes agriculteurs ; souhaite la mise en place avant 1985 d'un répertoire de la valeur des terres agricoles.

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses** (n° **1608**). **Première lecture. Discussion générale** [7 mai 1980] (p. 915) : attribution des prestations familiales sous condition de ressources et notion d'assistance ; crèches et garderies ; logement des familles nombreuses ; statut social de la mère de famille ; couverture vieillesse des mères de famille nombreuse ; revenu minimum familial.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture. Discussion générale** [14 octobre 1980] (p. 2697) : aide fiscale à l'investissement ; faillite de la détente ; effort en faveur de la recherche ; choix courageux des réductions des dépenses de l'Etat ; services publics en milieu rural.

Deuxième partie :

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [6 novembre 1980] (p. 3666) : excédents du crédit agricole ; endettement des entreprises agricoles ; fonctionnement de l'école nationale vétérinaire de Nantes ; absence de création de postes.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au travail à temps partiel** (n° **2033**). **Première lecture. Discussion générale** [25 novembre 1980] (p. 4334) : nécessité d'appliquer intégralement le droit commun du travail au travail à temps partiel ; (p. 4335) : aspiration au travail à temps partiel ; répartition selon les secteurs économiques ; nécessité de veiller à la neutralité du travail à temps partiel au regard du montant des cotisations sociales.

RICHOMME (Jacques)

Député du Calvados
(3e circonscription)
(UDF).

En remplacement, le 6 mai 1978, de M. Michel d'Ornano nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 mai 1978] (p. 1485, 1513).

S'inscrit au groupe union pour la démocratie française [10 mai 1978] (p. 1583).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelels, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 13 mai 1978] (p. 2086), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la procédure pénale sur la police judiciaire et le jury d'assises [8 juin 1978] (p. 2729).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à prévenir la conduite d'un véhicule sous l'empire d'un état alcoolique [30 juin 1978] (p. 3765).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal (1er juillet 1978] (p. 3803).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code de procédure pénale en matière d'exécution des peines privatives de liberté [24 octobre 1978] (p. 6547).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de la loi n° 64-1331 du 26 décembre 1964 sur la pollution de la mer par les hydrocarbures [11 décembre 1978] (p. 9239).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à certaines infractions en matière de circulation maritime et complétant la loi du 17 décembre 1926 portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande [11 décembre 1978] (p. 9239).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de

loi relatif aux sociétés d'investissement à capital variable [11 décembre 1978] (p. 9239).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification des dispositions du titre premier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes [14 décembre 1978] (p. 9476).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives aux loyers et aux sociétés immobilières conventionnées et modifiant le code de la construc tion et de l'habitation [18 décembre 1978] (p. 9642).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature [20 décembre 1978] (p. 9773).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la Cour de cassation [20 décembre 1978] (p. 9773).

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de l'information publique [*J.O.* du 16 mars 1979] (p. 610).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les modes d'élection de l'assemblée territoriale et du conseil de gouvernement du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [*J.O.* du 3 mai 1979] (p. 1043).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation agricole [*J.O.* du 20 juin 1979] (p. 1457).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indemnité des représentants à l'Assemblée des communautés européennes [28 juin 1979] (p. 1547).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux fonds communs de placement [28 juin 1979] (p. 1547).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers et portant création de l'office national d'immigration [*J.O.* du 16 novembre 1979] (p. 2850).

Rapporteur de la proposition de loi de M. François d'Harcourt et plusieurs de ses collègues tendant à limiter les hausses abusives des loyers du secteur libre (n° 1534) [10 avril 1980] (p. 297).

Rapporteur de la proposition de loi de MM. Michel Barnier et Henri de Gastines tendant à compléter les dispositions de l'article 3-2 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal (n° 1590) [10 avril 1980] (p. 297).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'orientation agricole [*J.O.* du 29 mai 1980] (p. 1326).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Maurice Dousset tendant à étendre le bénéfice du régime du droit commun des libéralités prévu par l'article 694 du code civil aux donations entre époux séparés de biens (n° 1634) [19 juin 1980] (p. 1947).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Maurice Dousset tendant à étendre aux bénéficiaires de la loi du 11 juillet 1975, confiant la garde de l'enfant à l'un ou à l'autre des époux en cas de divorce, les dispositions de la loi du 4 juin 1970, consacrant l'égalité des époux quant à l'exercice de leur autorité parentale sur l'enfant (n° 1635) [26 juin 1980] (p. 2363).

Rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à faciliter le crédit à court terme aux entreprises (n° 1893) [9 octobre 1980] (p. 2649).

Rapporteur du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux en 1981 (n° 2104) [27 novembre 1980] (p. 4493).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements [*J.O.* du 18 décembre 1980] (p. 2984).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à compléter les **titres premier et deuxième du livre VI du code rural** (n° **514**) [1er juillet 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi n° 386 adopté par le Sénat, relatif **à l'information et à la protection des emprunteurs dans le domaine immobilier** (n° **1015**) [25 avril 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 211) **sur la protection des candidats à la construction de maisons individuelles** (n° **1174**) [20 juin 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 1272), relatif à l'**information et à la protection des emprunteurs dans le domaine immobilier** (n° **1273**) [30 juin 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1893) tendant à faciliter le **crédit à court terme aux entreprises** (n° **2079**) [20 novembre 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2104) relatif au **renouvellement des baux commerciaux en 1981** (n° **2123**) [4 décembre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Soutien à l'industrie du poids lourd** [5 octobre 1978] (p. 5609, 5610) : chute des ventes dans l'industrie du poids lourd ; mesures prévues dans le plan de redressement.

— **Application de la loi sur l'assurance construction** [22 novembre 1978] (p. 8157) : report souhaitable de la date d'entrée en vigueur de la loi sur l'assurance construction, en raison de la parution tardive des décrets d'application.

— **Accueil des réfugiés** [13 décembre 1978] (p. 9373) : nombre de réfugiés vietnamiens accueillis en France et mesures prises pour faciliter leur insertion.

— **Rôle des CODEFI** [2 mai 1979] (p. 3330) : souhaits de plusieurs chambres régionales de commerce et d'industrie, notamment en Basse-Normandie, d'un abaissement du seuil d'intervention des comités départementaux d'examen des problèmes financiers des entreprises.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux opérations de la caisse d'amortissement pour l'acier** (n° **563**) **et projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **564**). **Discussion générale commune** (p. 5881) : avenir de la métallurgie en Normandie ; discrimination à l'égard de la métallurgie normande en cas de non-application des mesures prévues par le plan dans cette région ; rapprochement en cours entre la métallurgie normande et Sacilor ; nécessité d'investir pour développer le procédé de la coulée continue.

— **Projet de loi relatif à certaines infractions en matière de circulation maritime et complétant la loi du 17 décembre 1926 portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande** (n° **682**) **et projet de loi portant modification de la loi n° 64-1331 du 26 décembre 1964 sur la pollution de la mer par les hydrocarbures** (n° **683**). **Discussion générale commune** [4 décembre 1978] (p. 8731) : insuffisance de la répression actuelle des actes de pollution des eaux de mer par les hydrocarbures ; naufrage de l'*Amoco-Cadiz ;* nécessité d'un effort substantiel en matière de surveillance ; densité de la circulation dans la Manche ; estime anormal que le déversement accidentel soit sanctionné comme le rejet volontaire ; inégalité de traitement entre navires français et étrangers au point de vue pénal.

— **Projet de loi sur les archives** (n° **306**), rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Première lecture. Discussion des articles** [5 décembre 1978]. **Article 2** (p. 8802) : opposition de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République à l'amendement n° 3 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales qui aggrave l'obligation légale du secret. **Article 4** (p. 8803) : soutient l'amendement n° 55 de la commission des lois : obligation de transmission limitée aux cas où l'organisme détenteur d'archives cesse d'exister ; création à l'article 17 d'une nouvelle incrimination pénale de détournement d'archives publiques ; adopté. **Après l'Article 5** (p. 8806) : soutient le sous-amendement n° 46 de la com-

mission des lois : délai de 120 ans pour les dossiers de personnel ; adopté ; soutient le sous-amendement n° 47 : rédactionnel de la commission des lois ; adopté ; soutient le sous-amendement n° 48 de la commission des lois : augmentation du délai de 60 ans pour les informations mettant en cause la vie privée ; adopté. **Après l'Article 16** (p. 8817) : avis défavorable de la commission des lois sur l'amendement n° 30 de la commission des affaires culturelles. **Article 17** (p. 8818) : soutient l'amendement n° 50 rectifié de la commission des lois : répression du détournement d'archives sans intention frauduleuse ; adopté.

— **Projet de loi modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux colllectivités locales et à certains de leurs groupements** (n° **706**). **Première lecture. Discussion générale** [12 décembre 1978] (p. 9263) : un milliard de francs supplémentaire pour les communes dégagés par la réforme ; principe de la solidarité intercommunale ; levée de boucliers contre la péréquation de la taxe professionnelle ; grande diversité des situations des différentes communes ; s'oppose à l'amendement du Gouvernement tendant à réduire à 25 % la part des concours particuliers affectés aux communes touristiques ; problème des communes les plus démunies et des communes centres ; redistribution instaurée à travers la dotation de péréquation ; nécessité de la péréquation de la taxe professionnelle.

— **Projet de loi relatif à l'information et à la protection des emprunteurs dans le domaine immobilier** (n° **386**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [7 juin 1979] (p. 4778) : importance économique du crédit immobilier ; objectifs du projet ; meilleure information préalable de l'emprunteur par la réglementation du contenu de la publicité et des offres de prêts, interdépendance des contrats de prêts et du contrat principal, caractère d'ordre public des dispositions du projet, système du délai de réflexion préféré à celui du délai de rétraction ; (p. 4779) : problème du choix de la méthode de calcul du taux effectif global en matière de crédit immobilier. **Discussion des articles** [7 juin 1979]. **Article 3** soutient l'amendement n° 1 de la commission : régime du crédit d'anticipation ; adopté ; (p. 4785) : soutient l'amendement n° 2 de la commission : suppression des dispositions excluant du champ d'application de la loi certaines ventes à terme dites du régime spécial HLM, lorsqu'elles sont financées à l'aide d'un financement ancien ou à l'aide d'un prêt d'accession à la propriété ; adopté. **Article 4** (p. 4786) : soutient l'amendement n° 3 de la commission : définition de l'acquéreur mentionné au chapitre 2 ; adopté. **Article 5** (p. 4787) : soutient l'amendement n° 4 de la commission : obligeant toute publicité à mentionner le taux du prêt calculé selon une méthode déterminée par décret ; adopté. **Article 6** (p. 4788) : soutient l'amendement n° 5 de la commission : formel ; adopté ; soutient l'amendement n° 6 de la commission : précisant que l'offre de crédit devra faire état des modalités de l'indexation ; adopté ; soutient l'amendement n° 7 de la commission : rédactionnel ; adopté ; soutient l'amendement n° 8 de la commission : précisant que l'offre de crédit devra faire état des conditions requises pour un transfert éventuel du prêt à une tierce personne ; adopté. **Après l'Article 6** : soutient l'amendement n° 54 de la commission : régime des prêts assortis de l'adhésion à un contrat d'assurance collective ; adopté avec modification. **Article 8** (p. 4790) : soutient l'amendement n° 9 de la commission : validité et prise d'effet de l'autorisation de prélèvement sur compte bancaire signée par l'emprunteur subordonnée à celle du contrat de crédit ; adopté. **Article 9** : soutient l'amendement n° 10 de la commission : donnant à l'obligation conditionnellle de l'article 9 un caractère résolutoire ; adopté. **Article 11** (p. 4791) : soutient l'amendement n° 11 de la commission : prévoyant que la condition suspensive de l'octroi des autres prêts ne jouera qu'en ce qui concerne les prêts dont le montant est supérieur à 10 % du crédit total ; adopté. **Article 11** *bis* : soutient l'amendement n° 12 de la commission : rédactionnel ; adopté ; (p. 4792) : soutient l'amendement n° 13 de la commission : supprimant la possibilité ouverte aux prêteurs de retenir des frais d'étude de dossier ; adopté ; soutient l'amendement n° 14 de la commission : amendement de conséquences ; adopté. **Article 13** (p. 4793) : soutient l'amendement n° 15 de la commission : possibilité pour le prêteur en cas de défaillance de l'emprunteur de majorer dans des limites fixées par décret le taux d'intérêt que l'emprunteur aura à payer jusqu'à ce qu'il ait repris le cours normal de ses échéances contractuelles ; adopté. **Article 13** *bis* (p. 4794) : soutient l'amendement n° 16 de la commission : amendement de conséquence ; adopté. **Article 13** *ter* : soutient l'amendement n° 17 de la commission : rédactionnel ; adopté. **Article 15** (p. 4795) : soutient l'amendement n° 18 de la commission : amendement de coordination ; adopté. **Article 16** : soutient l'amendement n° 19 de la commission : inscription de la condition suspensive de l'obtention des prêts dans la promesse unilatérale de vente seulement pour autant que celle-ci a été acceptée ; adopté. **Article 17** : soutient l'amendement n° 20 de la commission : prise en compte de

la date de signature de l'acte ou exceptionnellement la date de l'enregistrement pour faire courir le délai de validité de la condition suspensive ; adopté. **Article 19** (p. 4796) : soutient son amendement n° 38 deuxième rectification : supprimant la référence à la mention manuscrite de la part de l'acquéreur ; rejeté. **Article 21 :** soutient son amendement n° 55 rectifié : cas des contrats de travaux urgents ou d'un montant incertain pour lesquels il n'est pas passé d'acte écrit ; adopté. **Après l'article 21** (p. 4797) : soutient l'amendement n° 21 de la commission : inapplication de la loi aux ventes par adjudication ; adopté. **Article 21** *octies* (p. 4798) : soutient l'amendement n° 22 de la commission : permettant au bailleur de retenir une indemnité d'immobilisation dont le montant sera limité selon un barème réglementaire ; adopté. **Après l'article 21** *octies* (p. 4799) : soutient l'amendement n° 23 de la commission : étendant au preneur la protection judiciaire renforcée prévue à l'article 13 *ter* au cas où celui-ci viendrait à connaître des difficultés de paiement par suite de circonstances économiques ; adopté. **Article 22 :** soutient l'amendement n° 24 de la commission : amendement de coordination ; adopté. **Article 23 :** soutient l'amendement n° 25 de la commission : amendement de coordination ; adopté ; soutient l'amendement n° 26 de la commission : amendement de coordination ; adopté. **Article 24 :** soutient l'amendement n° 27 de la commission : amendement de coordination ; adopté. **Article 25** (p. 4800) : soutient l'amendement n° 28 de la commission : amendement de coordination ; adopté ; soutient l'amendement n° 29 de la commission : amendement de conséquence ; adopté ; soutient l'amendement n° 30 de la commission : amendement de conséquence ; adopté. **Article 27** : soutient l'amendement n° 31 de la commission : date d'entrée en vigueur de la loi ; adopté avec modification. **Article 29** (p. 4801) : soutient l'amendement n° 32 de la commission : amendement d'harmonisation ; adopté ; soutient les amendements n^{os} 33 et 34 de la commission ; complétant les articles L 261-11 et L 261-15 du code de la construction relatifs au contrat de vente d'immeubles à construire et au contrat préliminaire ; adoptés ; soutient l'amendement n° 35 de la commission : amendement d'harmonisation ; adopté ; soutient l'amendement n° 37 de la commission : harmonisation de l'article 3 de la loi du 10 janvier 1978 ; adopté. **Deuxième lecture,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [30 juin 1979] (p. 5918) : demande l'adoption du projet sans modification dans le texte du Sénat ; souhaite obtenir l'assurance que le décret prévu à l'article 27 précisera le mode de calcul des taux d'intérêt et retiendra soit la méthode du taux équivalent soit la méthode du taux équivalent soit la méthode proportionnelle.

— **Projet de loi portant aménagement de la fiscalité directe locale** (n° **689**). **Première lecture. Discussion générale** [3 octobre 1979] (p. 7751) : nécessité de la péréquation de la taxe professionnelle ; déplore l'opposition de la commission à la création du fonds national de péréquation ; problème posé par le taux dissuasif de la taxe professionnelle appliquée aux loueurs en meublé saisonniers.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique familiale** (n° **1408**). **Discussion** [22 novembre 1979] (p. 10546) : existence d'une politique familiale ; crise démographique ; familles rurales frappées par les transformations de la vie sociale ; nécessité d'un effort particulier en faveur des femmes qui souhaitent rester chez elles pour élever leurs enfants ; souhaite l'amélioration de l'aide à l'entretien de l'habitat dans les campagnes.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1328**). **Première lecture. Discussion générale** [28 novembre 1979] (p. 10854) : la situation de 1974 ; disparition des avortements clandestins et stabilité du nombre des avortements depuis le vote de la loi ; information sexuelle et contraceptive négligée ; nécessité de diffuser le dossier-guide ; la notion de détresse ; (p. 10855) : problème de l'entretien préalable ; demande des assurances sur la prise en charge par l'aide médicale gratuite de l'IVG pour les femmes démunies ; [29 novembre 1979] (p. 10889) : **Rappel au règlement :** pressions inadmissibles exercées sur de nombreux parlementaires avant le vote sur l'IVG.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion générale** [12 décembre 1979] (p. 11705) : nécessité de mettre la politique foncière au service de l'installation des jeunes agriculteurs ; approuve la mise en place d'un répertoire de la valeur vénale et de la valeur de rendement des terrains, le renforcement des moyens des SAFER, la réforme des successions, la promotion des GFA, la création des baux de carrière ; problème des ventes d'herbes et des contrats assimilés. **Discussion des articles** [15 décembre 1979]. **Article 13 précédemment réservé** (p. 12027) : son amendement n° 465 : mandat express permanent des époux coexploitants ; retiré ; (p. 12031) : son amendement n° 466 : conséquences du n° 465 ; devient sans objet. **Après l'Article 26**

(p. 12076) : retire son sous-amendement n° 730 à l'amendement n° 68 de la commission : contrôle des ventes d'herbes. **Deuxième lecture. Discussion générale** [8 avril 1980] : (p. 126) : droit de préemption des SAFER ; procédure de révision ; SCPI et GFA ; agrandissements réalisés par des exploitants à la suite de successions ou de donations ; (p. 127) : manifetations d'agriculteurs ; prix agricoles ; élevage ; taxe de coresponsabilité ; élargissement de la communauté européenne ; exode rural ; endettement des agriculteurs ; protection sociale. **Discussion des articles** [10 avril 1980]. **Article 14** *bis* **B** (p. 218) : son sous-amendement n° 303 à l'amendement n° 59 de la commission : rédactionnel ; adopté ; son amendement n° 304 à l'amendement n° 59 de la commission : point de départ du délai de trois ans ; adopté. **Article 14** *bis* **C** (p. 222) : son amendement n° 115 : représentation du CNJA ; satisfait. **Article 18** (p. 229) : son amendement n° 116 ; non soutenu. **Article 20** (p. 230) : son amendement n° 117 : délai de cinq ans pour le paiement des soultes ; adopté.

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses (n° 1608). Première lecture. Disussion générale** [7 mai 1980] (p. 919) : allongement du congé de maternité ; protection de la femme enceinte au travail ; (p. 920) : allocation postnatale majorée pour le troisième enfant ; diminution du taux de natalité ; allocation de maternité pour les commerçants et artisans ; revenu minimum familial.

— **Discussion des conclusions du rapport (n° 1174) de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi sur la protection des candidats à la construction de maisons individuelles (n° 211). Première lecture,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [20 mai 1980] (p. 1080) : publicité en matière immobilière ; regain d'intérêt des Français pour l'habitat individuel ; difficultés et abus constatés dans le secteur de la construction de maisons individuelles ; garanties apportées par la proposition de loi ; (p. 1081) : conditions de formation et de validité du contrat de construction d'une maison individuelle ; contrat d'études préalables ; poursuite des travaux en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens du constructeur ; extension des compétences des sociétés anonymes coopératives de production d'HLM. **Discussion des articles. Article premier** (p. 1098) : son amendement n° 24 : suppression de l'obligation de produire un certificat d'urbanisme pour les ventes de terrains compris dans un lotissement autorisé depuis moins de deux ans ; rejeté. **Après l'Article 8** (p. 1117) : soutient l'amendement n° 25 de M. Jacques Douffiagues ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :* **Agriculture. — BAPSA. Discussion générale** [6 novembre 1980] (p. 3659) : installation des jeunes agriculteurs ; publication des décrets concernant le volet foncier de la loi d'orientation agricole.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à faciliter le crédit à court terme aux entreprises** (n° **1893**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [11 décembre 1980] (p. 4843) : proposition de loi du sénateur Dailly tendant à faciliter le crédit à court terme aux entreprises par la création d'une nouvelle technique de mobilisation des créances commerciales ; (p. 4844) : insatisfaction des praticiens à l'égard des modalités actuelles de transmission des créances commerciales ; utilisation insuffisante de la lettre de change-relevé ; proposition de loi inspirée du système allemand de la « Mantelzession » et de l'expérience belge de l'endossement des factures ; proposition permettant d'accorder plus facilement les crédits à l'exportation. **Discussion des articles** [11 décembre 1980]. **Avant l'Article premier** (p. 4846) : amendement n° 1 de la commission : réservé. **Article premier** : amendement n° 2 de la commission : extension du champ d'application de la loi à toutes les opérations de crédit consenties par un établissement à l'un de ses clients pour l'exercice de sa profession à condition que les créances nanties ou cédées résultent d'actes conclus à titre professionnel avec un autre professionnel ou une personne morale de droit public ; adopté ; amendement n° 3 de la commission : formel ; adopté ; amendement n° 4 de la commission : amendement de coordination ; adopté ; amendement n° 5 de la commission : amendement de coordination ; adopté ; amendement n° 6 de la commission : mention sur le bordereau de cession ou de nantissement de créance des éléments servant à déterminer le débiteur ; adopté ; (p. 4847) : amendement n° 7 de la commission : mention sur le bordereau de toutes les sûretés conventionnelles qui garantissent chaque créance ; adopté ; (p. 4848) : amendement n° 8 de la commission : amendement de coordination ; adopté. **Avant l'Article premier** : amendement n° 1 de la commission précédemment réservé : amendement de conséquence ; adopté. **Article 2** : amendement n° 9 de la commission : amendement

de coordination ; adopté ; suppression de la notion de solidarité entre les débiteurs ; (p. 4849) : s'oppose à l'amendement n° 24 du Gouvernement contraire à l'amendement n° 9 adopté par l'Assemblée. **Article 3** (p. 4850) : amendement n° 10 de la commission : amendement de coordination ; adopté. **Article 4** : amendement n° 11 de la commission : rédactionnel ; adopté ; amendement n° 12 de la commission : rédactionnel ; adopté. **Article 6** (p. 4852) : amendement n° 14 de la commission : simplifiant l'intitulé de l'écrit constatant l'acceptation éventuelle du débiteur de la créance cédée ou nantie ; adopté ; amendement n° 15 de la commission : amendement de coordination ; adopté. **Avant l'Article 8** (p. 4853) : amendement n° 16 de la commission : amendement de coordination ; adopté. **Article 8** : amendement n° 17 de la commission : rédactionnel ; adopté. **Article 9** (p. 4854) : amendement n° 18 de la commission : amendement de coordination ; adopté. **Article 10** : amendement n° 19 de la commission : amendement de coordination ; devient sans objet. **Article 11** : amendement n° 20 de la commission : amendement de coordination ; adopté. **Titre** (p. 4855) : amendement n° 21 de la commission : amendement de coordination ; adopté. **Seconde délibération** [11 décembre 1980]. **Article 2** (p. 4855) : amendement n° 1 de la commission : signature du bordereau par le cédant ; apposition de la date par le cessionnaire ; adopté.

— **Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux en 1981** (n° **2104**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [11 décembre 1980] (p. 4839) : mécanisme de plafonnement du prix des baux commerciaux soumis à renouvellement introduit par le décret du 3 juillet 1972 ; (p. 4840) : nécessité de corriger le jeu normal du coefficient de plafonnement ; projet de loi prévoyant la libre négociation du prix des baux commerciaux non encore discuté ; coefficient de 2,50 proposé par le Gouvernement. **Discussion de l'article unique** [11 décembre 1980]. **Article unique** (p. 4841) : adoption par la commission du taux de 2,50 proposé par le Gouvernement.

RIEUBON (René)

Député des Bouches-du-Rhône (10e circonscription) (C).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1098).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 839).

Membre de la commission d'enquête sur les incendies de forêts dans la région méditerranéenne [*J.O.* du 20 décembre 1979] (p. 3204).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1981 : Services du Premier ministre - Services généraux divers [9 octobre 1980] (p. 2651).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1979** (n° 560). — Budgets civils. Services du Premier ministre. — **Annexe n° 31 : I. Services généraux divers** (n° **570**) [5 octobre 1978].

— **Proposition de loi** tendant à abroger **les dispositions de la loi n° 64-650 du 2 juillet 1964 et de la loi n° 71-458 du 17 juin 1971 portant atteinte au droit de grève des personnels de la navigation aérienne** (n° **1238**) [28 juin 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1290). — I. Budgets civils. — A. Budget général. — **Annexe n° 31 : Services du Premier ministre - Services généraux divers** (n° **1292**) [2 octobre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° 1933). — **Annexe n° 33 : Services du Premier ministre - Services généraux divers** (n° **1976**) [9 octobre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Lock-out à l'usine Solmer de Fos** [22 novembre 1978] (p. 8154) : nécessité d'une intervention gouvernementale pour faire

cesser le lock-out et amener la reprise des négociations.

— **Exploitation des houillères de Provence** [25 avril 1979] (p. 3035) : nécessité, pour éviter au bassin de Gardanne une situation identique à celle de la Lorraine, de construire un cinquième groupe à la centrale thermique ; 2.000 mineurs attendent une décision du Gouvernement.

— **Fermeture de classes et grèves des enseignants** [9 avril 1980] (p. 151).

— **Journée d'action des cadres et agents de maîtrise** [15 octobre 1980] (p. 2726) : situation catastrophique de la construction navale, notamment en Méditerranée.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° 234). **Première lecture. Discussion des articles** [1er juin 1978]. **Article 5** (p. 2397) : son amendement n° 34 soutenu par M. Jacques Chaminade : portant à 25 % le taux du prélèvement sur le produit de la taxe intérieure applicable au carburant routier au profit du fonds spécial d'investissement routier ; (p. 2399) : rejeté par scrutin public.

— **Projet de loi relatif à l'orientation de l'épargne vers le financement des entreprises** (n° 320 rectifié). **Première lecture. Discussion des articles** [22 juin 1978]. **Article 10** (p. 3298, 3299) : volonté du Gouvernement de drainer vers les grandes sociétés un maximum de ressources ; augmentation du capital ; opération de Fos-sur-Mer ; sous-emploi des capacités de production de l'aciérie de Fos ; absence d'industrie de transformation dans la pétrochimie ; nécessité d'améliorer le pouvoir d'achat des salariés, d'arrêter les hausses de prix et les licenciements, de créer un fonds spécial de soutien de l'activité et de l'emploi industriel.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° 560). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [13 octobre 1978]. **Article 2** (*suite*) (p. 6078) : son amendement n° 112 soutenu par M. Robert Vizet : extension de l'abattement de 10 % à chaque retraité gagé par un relèvement de l'impôt sur les sociétés ; rejeté. **Après l'Article 2** (p. 6080) : son amendement n° 37 soutenu par M. Georges Gosnat : suspension du versement du solde de l'IRPP pour les chômeurs gagé par la suppression de l'avoir fiscal ; rejeté. **Article 27** (p. 6167) : son amendement n° 61 : suppression de l'article 27 ; diminution continue du taux du prélèvement sur le produit de la taxe intérieure sur les produits pétroliers ; réduction continue du fonds spécial d'investissement routier créant des difficultés aux collectivités locales ; rejeté ; (p. 6168) : son amendement n° 60 : portant à 25 % le taux du prélèvement effectué sur le produit de la taxe intérieure sur les produits pétroliers au profit du fonds spécial d'investissement routier ; rejeté. **Article 29** (p. 6169) : soutient l'amendement n° 63 de M. Dominique Frelaut : portant à 35 milliards de francs le montant servant de référence à la détermination pour 1979 du prélèvement prévu par l'article 29 ; création d'un impôt sur la fortune ; augmentation insuffisante du VRTS au cours des dernières années ; rejeté.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — I. Services généraux. Services divers. — II. Journaux officiels. — III. Secrétariat général de la défense nationale. — IV. Conseil économique et social, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan pour les services généraux divers. **Discussion générale** [3 novembre 1978] (p. 7040) : problème des effectifs et des locaux de la Documentation française ; (p. 7041) : succès du centre interministériel de renseignements administratifs ; action remarquable et insuffisance des moyens du haut comité d'études et d'information sur l'alcoolisme ; croissance insuffisante des crédits du Haut comité de la langue française et du Conseil supérieur de l'équitation ; insuffisance du budget accordé au ministre de la condition féminine ; bilan de l'action du Médiateur ; insuffisance des effectifs de ses services ; (p. 7042) : création d'antennes départementales des services du Médiateur : augmentation du budget du SDECE ; avis favorable de la commission sur l'adoption des crédits des services généraux relevant du Premier ministre. **Commission mixte paritaire. Discussion des articles** [14 décembre 1978] (p. 9413) : vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi portant approbation d'un rapport sur l'adaptation du VIIe Plan** (n° 655). **Première lecture. Discussion générale** [29 novembre 1978] (p. 8507) : échec de l'opération de Fos ; situation désastreuse de l'emploi dans les Bouches-du-Rhône ; (p. 8508) : problèmes de la construction navale de la pétrochimie et du bâtiment.

— **Projet de loi portant approbation du rapport sur les principales options du VIIIe Plan** (n° 1055). **Première lecture. Discussion générale** [14 juin 1979] (p. 5102) : aggravation des difficultés économiques de la région Provence - Alpes - Côte d'Azur ; danger de

l'élargissement de la Communauté européenne.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [18 octobre 1979] : **Après l'Article 2** (p. 8401) : soutient son amendement n° 124 rectifié : système du quotient familial applicable au ménage d'invalides gagé par l'imposition des présidents-directeurs généraux, directeurs généraux et administrateurs provisoirement délégués en tant que non-salariés ; rejeté ; [19 octobre 1979] : **Après l'Article 7** (p. 8556) : soutient son amendement n° 153 : assujettissement au taux zéro de la TVA des opérations concernant le pain, les produits laitiers, les fruits et légumes et les produits pharmaceutiques ; institution d'un impôt sur la fortune des personnes physiques ; rejeté ; poids de la fiscalité indirecte pesant surtout sur les consommateurs populaires ; [20 octobre 1979] : **Article 19** (p. 8650) : son amendement n° 166 soutenu par M. Marcel Rigout : portant à 25 % le taux du prélèvement sur la taxe sur les produits pétroliers ; rejeté.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — I. Services généraux. Services divers. — II. Secrétariat général de la défense nationale. — III. Conseil économique et social. Budget annexe des journaux officiels, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, pour les services généraux divers. **Discussion générale** [7 novembre 1979] (p. 9520) : multiplication d'instances administratives spéciales auprès du Premier ministre ; manque de coordination dans la mise en place de systèmes d'informatique documentaire dans l'administration ; progression de 28 % des crédits relatifs aux indemnités du Premier ministre et des membres du Gouvernement, et des secrétaires d'Etat qui y sont rattachés ; augmentation des crédits de la Documentation française ; regrette la suppression du fichier législatif des pays africains d'expression française ; fonctionnement de la BIPA (banque d'information politique et d'actualité) ; insuffisance des crédits du haut comité d'études et d'information contre l'alcoolisme ; (p. 9521) : faiblesse des crédits attribués au haut comité de la langue française ; rôle de la mission interministérielle de la mer ; souhaite la construction ou l'acquisition par l'Etat de remorqueurs de haute mer ; augmentation spectaculaire des crédits du ministère de la condition féminine ; succès de l'institution du médiateur ; progression des crédits des CIRA (centres interministériels des renseignements administratifs), du service technique central du chiffre, du comité interministériel et conseil supérieur de l'équitation ; problème des fonds spéciaux.

Intérieur. Discussion générale [13 novembre 1979] (p. 9920) : les incendies de forêts ; non-rentabilité de la forêt méditerranéenne ; efficacité des Canadair pour lutter contre le feu ; nécessité d'une augmentation substantielle du nombre de ces appareils ; manque de personnel pour la lutte contre les incendies.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [16 octobre 1980] : **Avant l'Article 2** (*suite*) (p. 2774) : soutient l'amendement n° 81 de M. Roger Combrisson : taxation forfaitaire des banques dont dépendent les entreprises de moins de 500 salariés opérant des licenciements pour motif économique ; adopté. **Article 2** (*suite*) (p. 2807) : son amendement n° 200 : plafonnement de l'atténuation d'impôt sur le revenu résultant du jeu du quotient familial ; suppression de l'avoir fiscal ; rejeté ; [21 octobre 1980] : **Avant l'Article 3** (p. 2880) : soutient l'amendement n° 130 de M. Jouve : suppression de certaines déductions fiscales pour les sociétés ; rejeté. **Article 6** (p. 2918) : son amendement n° 149 : portant à 25 % le taux du prélèvement sur le produit de la taxe intérieure sur les produits pétroliers au profit du fonds spécial d'investissement routier ; déclaré irrecevable au titre de l'article 42 de la loi organique relative aux lois de finances. **Après l'Article 8** (p. 2927) : son amendement n° 128 : suppression de l'anonymat des bons de caisse ; rejeté.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — I. Services généraux : Services divers. — II. Secrétariat général de la défense nationale. — III. Conseil économique et social. Budget annexe des journaux officiels, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan pour les services généraux divers. **Discussion générale** [22 octobre 1980] (p. 2986) : diminution, en francs constants, des crédits des services généraux divers du Premier ministre ; austérité budgétaire frappant la réforme administrative ; augmentation des crédits du secrétariat général du Gouvernement ; stagnation des crédits de la Documentation française ; programme d'informatisation ; ouverture d'un nouveau centre de la Documentation française à Strasbourg ; diminution des crédits du haut comité d'études et d'information sur l'alcoolisme ; (p. 2987) : progression insuffisante des crédits du haut comité de la langue française ; diminution des crédits de la mission interministérielle de la mer ; nécessité d'un véritable ministère de la

mer ; augmentation des crédits du ministère délégué à la condition féminine ; mise en place d'un réseau de chargés de mission sur l'ensemble du territoire ; stagnation des crédits du Médiateur et développement de son activité ; augmentation des crédits des centres interministériels des renseignements administratifs ; service technique central des chiffres ; austérité frappant les fonds spéciaux.

RIGAL (Jean)

Député de l'Aveyron
(2e circonscription)
(App. S).

Elu le 30 novembre 1980.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 décembre 1980] (p. 4520).

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 10 décembre 1980] (p. 2910).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 décembre 1980] (p. 2862).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

RIGOUT (Marcel)

Député de la Haute-Vienne
(2e circonscription)
(C).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission chargée du contrôle du fonctionnement du Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (FORMA) [17 mai 1978] (p. 1775).

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de l'information publique [*J.O.* du 16 mars 1979] (p. 610).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant au **rétablissement de la distillation en franchise de dix litres d'alcool pur par récoltant** (n° **74**) [18 avril 1978].

— **Proposition de loi** tendant à permettre le développement et la généralisation librement consentie de la **coopération au niveau de la production par la création de coopératives d'utilisation de matériel agricole et de production** (CUMAPRO) (n° **518**) [1er juillet 1978].

— **Proposition de loi** tendant **à assurer aux communes le remboursement des exonérations trentenaires** (n° **1148**) [19 avril 1979].

— **Proposition de loi** tendant à l'**abrogation de la loi** n° 70-480 du 8 juin 1970 dite loi « **anti-casseurs** » (n° **2206**) [18 décembre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Activités néo-nazies** [14 juin 1978] (p. 2879) : recrudescence du nazisme et de l'antisémitisme ; mesures envisagées par le Gouvernement.

— **Prime aux éleveurs** [2 mai 1979] (p. 3332, 3333) : nécessité d'une prime communautaire pour les éleveurs du Limousin et du Charolais pour la production de « vaches allaitantes ».

— **Interdiction de vol de l'Airbus aux Etats-Unis** [30 mai 1979] (p. 4360) : émotion à la suite de l'accident du DC 10 aux Etats-Unis ; des mesures ont-elles été prises pour assurer la sécurité des passagers d'UTA ; le Gouvernement a-t-il protesté après les attaques lancées par les Etats-Unis contre l'Airbus ?

— **Absence d'un collectif budgétaire de printemps** [20 juin 1979] (p. 5338) : insuffisance des crédits dans le domaine de l'éducation, de la santé, du logement et des collectivités locales.

— **Situation en Corée du Sud** [28 mai 1980] (p. 1341).

— **Revenu des agriculteurs** [25 juin 1980] (p. 2257) : mévente ; baisse des cours ; viande bovine ; moutons.

— **Licenciements dans le bâtiment** [22 octobre 1980] (p. 2957).

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale** (n° **118**). **Discussion** [19 avril 1978] (p. 1244) : l'importance de l'agriculture ; la baisse du revenu agricole depuis 1973, ses conséquences ; (p. 1245) : les orientations européennes en matière agricole ; la fixation des prix ; les conséquences pour les producteurs français du système des montants compensatoires ; le cas de la production de viande porcine ; la taxe de coresponsabilité laitière ; la remise en cause de la garantie des prix par l'acceptation de la limitation des interventions du FEOGA ; la menace d'importation des pays tiers ; le cas de la viande ovine ; les projets d'élargissement du Marché commun ; le problème de la viticulture ; la non-réalisation de la parité des revenus agricoles et non agricoles ; le projet d'une nouvelle loi d'orientation agricole ; la nécessité de développer le potentiel productif du territoire agricole ; (p. 1246) : les mesures proposées par les communistes en matière d'agriculture ; révision de la politique agricole européenne (réajustement du franc vert, revalorisation des prix, refus de l'élargissement du Marché commun, élimination des montants compensatoires).

— **Projet de loi relatif à l'exécution des prophylaxies collectives des maladies des animaux** (n° **8**). **Première lecture. Discussion des articles** [17 mai 1978]. **Article premier** (p. 1766) : le caractère prioritaire de la prévention ; son opposition à l'amendement n° 2 de la commission qui restreint le champ de la prévention ; sa demande de scrutin public sur cet amendement ; (p. 1768) : son opposition à l'amendement n° 2 de la commission ; (p. 1771) : son amendement n° 7 : possibilité pour l'Etat de recourir aux agents qualifiés des organisations professionnelles en cas d'épizootie ; l'expérience de l'épizootie de fièvre aphteuse en Bretagne en 1973 ; la note établie par la Confédération générale de l'élevage ; rejeté ; (p. 1772) : la limitation de l'amendement n° 7 aux cas d'épizootie. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [23 novembre 1978]. **Article premier** (p. 8269) : sur l'amendement n° 3 de la commission et les sous-amendements n° 4 de M. Soury, n° 5 de M. Leizour et n° 6 de M. Dutard ; affirme ne pas vouloir une intervention générale et permanente des services vétérinaires dans les opérations de prophylaxies obligatoires.

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes actuels de la sécurité sociale** (n° **252**). **Discussion** [24 mai 1978] (p. 2005) : aggravation des conditions de travail du personnel hospitalier ; (p. 2006) : transferts de charges réalisés dans la construction hospitalière (exemple du CHU de Limoges), dans l'humanisation des hôpitaux ; profits réalisés par les grandes sociétés.

— **Proposition de loi tendant à la modification des articles L 473 et L 476 du code de la santé publique relatifs à la profession d'infirmier ou d'infirmière et de l'article L 372 de ce code relatif à l'exercice illégal de la profession de médecin** (n°s **2795, 148**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [25 mai 1978]. **Article 3** *bis* (p. 2045) : retire l'amendement n° 1 de M. Gilbert Millet : nécessité d'une proposition de l'Académie de médecine pour le décret prévu à l'article 3 *bis*.

— **Projet de loi complétant les dispositions du code des communes en vue d'instituer des comités d'hygiène et de sécurité** (n° **138**). **Première lecture. Discussion des articles** [30 mai 1978]. **Article 3 : Article L 417-19 du code des communes** (p. 2241) : demande un scrutin public au nom du groupe communiste sur le sous-amendement n° 27 de M. Alain Richard à l'amendement n° 23 du Gouvernement.

— **Projet de loi tendant à modifier les articles 62, 63, 64, 75 et 77 du code de la procédure pénale** (n° **165**). **Commission mixte paritaire** [20 juin 1978]. **Explications de vote** (p. 3129) : vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi modifiant les dispositions de l'article 7 de la loi n° 60-791 du 2 août 1960 relative à l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles** (n° **147**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [20 juin 1978]. **Article premier** (p. 3157) : vote hostile du groupe communiste sur l'article premier. **Explications de vote** (p. 3158) : inconstitutionnalité du texte contraire aux principes de laïcité contenus dans la Constitution ; choix impossible pour les familles en raison de la prédominance de l'école privée ; vote hostile du groupe communiste sur ce texte. **Commission mixte paritaire. Discussion des articles** [28 juin 1978] (p. 3593). **Explications de vote** : vote hostile du groupe communiste.

— **Rappel au règlement** [27 juin 1978] (p. 3568) : proteste contre la réunion de « l'internationale fasciste » en France.

— **Discussion de la motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par soixante députés du groupe socialiste le 2 octobre 1978. Explications de vote** [4 octobre 1978] (p. 5580) : vote de la censure par le groupe communiste ; politique gouvernementale profitant exclusivement aux sociétés multinationales ; démantèlement du textile, de la sidérurgie et de la construction navale ; échec de la lutte contre l'inflation ; augmentation du nombre des faillites de petites ou moyennes entreprises ; tragédie du Liban ; (p. 5581) : acceptation de plus en plus fréquente des « diktats de Bruxelles » par le Gouvernement ; opposition du parti communiste à l'élargissement de la communauté européenne ; danger de l'abandon de l'application de la règle de l'unanimité au Conseil des ministres de la communauté.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [17 octobre 1978]. **Avant l'Article 18** (p. 6156) : son amendement n° 52 : rétablissement du privilège des bouilleurs de cru ; inefficacité des ordonnances de 1960 pour lutter contre l'alcoolisme ; accroissement des importations d'alcool.

Deuxième partie :

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1978] (p. 7238) : son inquiétude devant la politique gouvernementale caractérisée par la spéculation et le détournement de terres agricoles de leur destination ; avenir de l'agriculture familiale passant par un règlement du problème foncier ; (p. 7239) : difficultés d'installation des jeunes agriculteurs et poursuite de l'exode rural ; nécessité de créer des industries agro-alimentaires en priorité dans les régions agricoles ; souhaite la revalorisation des retraites vieillesse ; croissance du prix de la terre ; problème du détournement des terres agricoles ; inapplication de la législation sur les cumuls ; solution proposée par le groupe communiste pour le problème foncier ; (p. 7240) : souhaite la décentralisation et la démocratisation des SAFER. **Explication de vote** [8 novembre 1978] (p. 7240) : vote hostile du groupe communiste. **Examen des crédits** [8 novembre 1978]. **Après l'Article 74** (p. 7278) : s'oppose aux amendements n^{os} 278, 279 et 280 du Gouvernement ; insuffisance du montant des retraites agricoles, cause de la poursuite de l'exploitation de leur terre par les agriculteurs retraités ; suppression de l'allocation complémentaire du fonds national de solidarité frappant les agriculteurs les plus défavorisés.

Jeunesse, sports et loisirs. — I. Jeunesse et sports. Discussion générale [14 novembre 1978] (p. 7613). **Rappel au règlement** : s'élève contre le qualificatif de « facistes » appliqué aux députés communistes.

Territoires d'outre-mer. Examen des crédits [15 novembre 1978] (p. 7709) : **Etat B - Titre III** : vote hostile du groupe communiste sur le titre III et les autres titres.

Commerce et artisanat. Discussion générale [17 novembre 1978] (p. 7921) : usage du droit à la parole pour tout député qui en demande l'autorisation ; (p. 7922) : implantation d'une grande surface à Limoges : refus par le ministre de recevoir la délégation du conseil général à ce sujet.

— **Rappel au règlement** [15 novembre 1978] (p. 7710) : déroulement des débats budgétaires ; discussion du budget des universités.

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique agricole et débat sur cette déclaration** (n° **790**). **Discussion** [14 novembre 1978] (p. 9470) : infériorité des revenus des agriculteurs ; difficultés causées par l'élargissement de la communauté et les montants compensatoires ; (p. 9471) : réduction des débouchés intérieurs par la crise économique.

— **Rappels au règlement** [25 avril 1979] (p. 3039) : protestations contre le refus du Gouvernement et de sa majorité d'inscrire à l'ordre du jour la proposition de loi tendant à faire du 8 mai un jour férié et contre l'inscription de la proposition de loi sur la RTF de M. Robert-André Vivien mettant en cause le droit de grève ; [2 mai 1979] (p. 3350) : tout en se félicitant de la décision de la conférence des présidents, de ne pas siéger le 8 mai, regrette que le rapport tendant à faire du 8 mai une journée nationale n'ait pas été discuté.

— **Proposition de loi relative à la détermination du ressort de certains conseils de prud'hommes** (n° **1222**). **Première lecture. Discussion générale** [12 octobre 1979] (p. 8219) : **oppose la question préalable :** inscription précipitée de la proposition Foyer à l'ordre du jour constituant un coup monté pour faire reporter les élections prud'homales prévues pour le 12 décembre 1979 ; manœuvre du patronat ; demande que le texte soit retiré de l'ordre du jour ; insuffisance du nombre de conseils de prud'hommes ; (p. 8221) : question préalable rejetée par scrutin public.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [19 octobre 1979] : **Après l'Article 4** (*suite*) (p. 8503) : approuve l'amendement n° 143 de M. Jacques Jouve

susceptible de procurer des sommes intéressantes au budget pour équiper les campagnes. **Article 8** (p. 8560) : émotion soulevée par l'article 8 chez les producteurs de cognac en Charente ; soutient l'amendement n° 154 de M. Jacques Jouve : rétablissement du privilège des bouilleurs de cru ; instauration et tarifs d'un droit de consommation sur les alcools ; rejeté. **Après l'Article 8** (p. 8564) : soutient l'amendement n° 155 de M. Jacques Jouve : taxe exigible de tout producteur de vin d'appellation d'origine contrôlée ; rejeté ; (p. 8565) : soutient l'amendement n° 156 de M. Jacques Jouve : rétablissement du privilège des bouilleurs de cru ; réservé, déclaré irrecevable au titre de l'article 40 de la Constitution ; [20 octobre 1979] : **Article 19** (p. 8650) : soutient l'amendement n° 166 de M. René Rieubon : portant à 25 % le taux du prélèvement sur la taxe sur les produits pétroliers ; rejeté ; l'amendement n° 166 aurait pour résultat de doubler les crédits du fonds spécial d'investissement routier en faveur des communes et des départements ; diminution en valeur absolue des crédits du FSIR ; détournement des fonds du FSIR ; (p. 8651) : soutient qu'il y a un détournement des ressources du FSIR ; le prélèvement au profit du FSIR n'est que de 12 % au lieu de 22 % prévu par la loi. **Article 20** (p. 8655) : **rappel au règlement** : demande qu'il y ait également une seconde délibération sur l'amendement n° 101 ; (p. 8656) : interroge le Gouvernement sur le déroulement de la séance. **Article 22** (p. 8658) : soutient l'amendement n° 174 de M. Jacques Jouve : augmentation du contingent d'essence détaxée en faveur des agriculteurs et maintien de la détaxe sur le fuel domestique destiné à la production agricole gagés par une augmentation des impôts sur les bénéfices des sociétés non coopératives de plus de 100 salariés fournisseurs ou clients de l'agriculture ; rejeté. **Après l'Article 8** (p. 8663) : **rappel au règlement** : proteste contre l'absence de débat sur les bouilleurs de cru.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — I. Services généraux. — Aménagement du territoire. Discussion générale [13 novembre 1979] (p. 9957) : aggravation de distorsions régionales ; chômage massif ; banlieues-dortoirs ; politique de transport soumise à la notion de rentabilité précipitant le déclin des régions en difficulté ; diminution de la population rurale ; intégration de la population rurale ; intégration de la politique d'aménagement française à l'Europe.

— **Projet de loi d'orientation agricole (n° 1041). Première lecture. Discussion générale** [11 décembre 1979] (p. 11601) : dessaisissement du Parlement pour les aspects économiques de la loi ; exode rural ; baisse du revenu ; (p. 11602) : ralentissement de la croissance de la production ; intégration croissante de l'agriculture française dans l'Europe des multinationales ; l'Europe dominée par la RFA et les Etats-Unis ; volonté de cantonner l'agriculture française dans des secteurs jugés compétitifs sur les marchés mondiaux ; accentuation des distorsions au profit des pays à monnaie dominante ; désagrégation de la préférence communautaire ; projet d'élargissement du Marché commun ; accélération de la disparition des petits et moyens exploitants agricoles ; (p. 11603) : nécessité d'apprécier les besoins alimentaires au niveau national et international ; le Conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole ; renforcement de l'interprofession et désengagement de l'Etat ; élimination de milliers d'agriculteurs ; les propositions communistes en matière agricole : fonder l'agriculture sur l'exploitation de type familial et le développement de la coopération ; mise en place d'une meilleure protection sociale de la famille paysanne ; relèvement des prestations de vieillesse et d'invalidité ; révision de l'assiette des cotisations ; réalisation d'actions de développement rural et accélération du financement des équipements collectifs ; aide aux jeunes agriculteurs ; statut de l'agricultrice ; (p. 11604) : élimination de la spéculation par la législation sur le foncier, le renforcement des SAFER, la modification du statut du fermage ; développement de la coopération dans le secteur des industries agricoles et alimentaires ; création d'une véritable caisse des calamités agricoles ; développement de la recherche agronomique et attribution de labels. **Discussion des articles** [13 décembre 1979) : **Article premier : rappel au règlement** (p. 11751) : proteste contre le refus de la possibilité de répondre au ministre, opposé par le président de l'Assemblée ; (p. 11758) : son sous-amendement n° 110 à l'amendement n° 8 de la commission : attribution prioritaire des terres agricoles aux exploitants familiaux notamment aux jeunes ; soutenu par M. Paul Balmigère ; rejeté. **Article 4** (p. 11805) : son amendement n° 121 : création d'offices nationaux et régionaux interprofessionnels dans le cadre du FORMA ; rejeté au scrutin public ; (p. 11806) : opposition du groupe communiste à la généralisation des organisations interprofessionnelles ; (p. 11807) : soutient l'amendement n° 122 de M. Fernand Marin : extension de l'article 4 à toutes les organisations représentatives ; rejeté ; [14 décembre 1979] : **Après l'Article 13** (p. 11953) : soutient le sous-amendement n° 142 de M. Pierre Girardot à l'amendement n° 40 de la commission : alignement de la situation des époux

faisant valoir séparément sur les conditions faites aux époux co-exploitants ; rejeté ; [15 décembre 1979] : **Après l'Article 21** (*suite*) (p. 12019) : son sous-amendement n° 131 aux caisses de retraite complémentaire du régime agricole ; soutenu par M. André Soury, devient sans objet ; (p. 12021) : soutient le sous-amendement n° 149 de M. Jacques Chaminade à l'amendement n° 51 de la commission : précisant que les baux consentis par les groupements fonciers agricoles ne peuvent être qu'à long terme ; devient sans objet ; (p. 12022) : soutient le sous-amendement n° 150 de M. André Soury à l'amendement n° 52 de la commission : possibilité pour le crédit agricole d'accorder des prêts aux résidents urbains porteurs de parts de GFA ; rejeté. **Avant l'Article 22** (p. 12034) : soutient le sous-amendement n° 151 rectifié de M. Jacques Chaminade à l'amendement n° 53 de la commission : définition de la notion d'exploitation familiale et de celle d'agriculteur ou d'agricultrice ; rejeté. **Avant l'Article 22** (*suite*) (p. 12047) : affaiblissement du contrôle des structures par l'amendement n° 576 rectifié du Gouvernement ; demande l'extension du contrôle total à tous les départements ; minimum de déclenchement du contrôle des cumuls trop élevé ; (p. 12050) : retire les sous-amendements n^{os} 722 et 723 de M. André Soury ; (p. 12056) : soutient le sous-amendement n° 169 de M. Jacques Chaminade à l'amendement n° 56 de la commission : composition de la commission des structures ; tombe. **Après l'Article 26** (*suite*) (p. 12089) soutient le sous-amendement n° 228 de M. André Soury à l'amendement n° 72 de la commission : institution d'un alinéa spécial pour les bâtiments distinct de celui qui traite des terrains agricoles ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [10 avril 1980]. **Article 22 F** (p. 260) : son amendement n° 151 : prise en considération de la situation personnelle et de la capacité professionnelle pour le demandeur et le preneur en place ; rejeté.

— **Projet de loi réglementant la publicité extérieure et les enseignes** (n° **582**). **Commission mixte paritaire. Explications de vote** [12 décembre 1979] (p. 11669) : vote hostile du groupe communiste.

— **Rappel au règlement** [18 décembre 1979] (p. 12200) : (art. 15, alinéa premier) ; atteinte portée au droit du travail des employés du restaurant de l'Assemblée nationale ; nécessité pour le bureau de veiller à son respect.

— **Discussion commune des motions de censure sur le projet de loi de finances pour 1980 (première partie) (nouveau projet) déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par M. Maurice Andrieux et quatre-vingt-trois de ses collègues et par M. François Mitterrand et cinquante-deux de ses collègues** [9 janvier 1980] (p. 18) : refus par le Gouvernement et la majorité unie d'une véritable discussion budgétaire après la décision du Conseil constitutionnel du 24 décembre 1979 ; aggravation de l'inflation ; (p. 19) : crise de l'industrie ; déficit extérieur ; diminution du pouvoir d'achat ; budget fondé sur des hypothèses économiques dépassées ; spéculation sur l'or ; difficultés financières des collectivités locales ; pas d'accompagnement financier de la loi d'orientation agricole ; crise de l'élevage ; manœuvre politicienne du RPR ; (p. 20) : usage abusif de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution rabaissant les droits de l'Assemblée nationale.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** (n° **1681**). **Première lecture. Discussion des articles** [20 juin 1980] : **Après l'Article 10** (*suite*) (p. 2029) : soutient l'amendement n° 11 corrigé de M. Robert Vizet ; rejeté par scrutin public ; (p. 2030) : répression des mouvements sociaux ; [21 juin 1980] : **Avant l'Article 7** (p. 2106) : soutient l'amendement n° 8 rectifié de Mme Goeuriot : abolition de la peine de mort ; rejeté par scrutin public ; débat relatif à la peine de mort, caractère non dissuasif ; erreur judiciaire ; affaire Ranucci ; droit de grâce du Président de la République. **Explications de vote** (p. 2116) : conditions d'examen du texte ; prévention de la criminalité ; attaque contre les garanties judiciaires et les libertés ; (p. 2117) : droit de manifestation et droit de grève ; procédure de flagrant délit ; contrôles d'identité ; vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Corée, tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu signée à Paris le 19 juin 1979, et celle du protocole signé le même jour** (n° **1474**). **Première lecture. Discussion générale** [26 juin 1980] (p. 2301) : situation politique en Corée du Sud ; (p. 2302) : caution apportée par le Gouvernement français au régime faciste de Corée du Sud.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [21 octobre 1980]. **Article 11 : Explications de vote** (p. 2941) : aggravation du chômage ; augmentation du déficit commercial ; intégration européenne ; soutien aux sociétés multinationales ; proposi-

tion communiste tendant à défendre les intérêts des travailleurs et à réduire les profits des grandes sociétés ; vote hostile du groupe communiste.

Commerce et artisanat. Discussion générale [31 octobre 1980] (p. 3377) : non-association du parlement à la préparation de la charte de l'artisanat ; situation de l'artisanat dans le Massif central ; difficultés des entreprises du secteur du commerce et de l'artisanat ; (p. 3378) : proposition de loi communiste tendant à permettre au commerce et à l'artisanat de lutter contre la concentration et assurant l'égalité fiscale et la protection sociale. **Examen des crédits** [31 octobre 1980]. **Article 44** (p. 3395) : prorogation de l'aide compensatrice.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1980** (n° **2141**). **Première lecture. Discussion générale** [16 décembre 1980] (p. 4933) : projet ne maintenant pas le pouvoir d'achat des agriculteurs ; bilan agricole du septennat de M. Giscard d'Estaing ; diminution constante des revenus agricoles ; cas des producteurs de viande ; diminution de la part consacrée à l'agriculture dans le budget de la CEE ; taxes de coresponsabilité ; refus de tout système d'indexation du revenu ; nécessité d'une grande agriculture française.

— **Rappel au règlement** [2 avril 1981] (p. 4) : ordre du jour de l'Assemblée ; interruption des travaux avant les élections présidentielles.

RIVIEREZ (Hector)

Député de la Guyane (*RPR*).

Vice-président de l'Assemblée nationale.

Elu le 12 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1103).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Vice-président de l'Assemblée nationale [2 avril 1980] (p. 88).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Représentant à l'assemblée parlementaire des communautés européennes [18 mai 1978] (p. 1805, 1844).

Membre titulaire du conseil de surveillance de la caisse centrale de coopération économique [12 octobre 1978] (p. 6015).

Membre de la commission spéciale élue pour l'examen de la proposition de résolution n° 1641 portant mise en accusation, devant la Haute Cour de justice, de M. Michel Poniatowski, ministre de l'intérieur du 28 mai 1974 au 30 mars 1977 [*J.O.* du 24 avril 1980] (p. 1023).

Président de cette commission [*J.O.* du 2 mai 1980] (p. 1112).

Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de suspension des poursuites engagées contre huit membres de l'Assemblée (n° 1991) [*J.O.* du 17 octobre 1980] (p. 2420).

Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de suspension des poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée (n° 1994) [*J.O.* du 21 octobre 1980] (p. 2451).

QUESTIONS

• *question orale avec débat de :*

— **M. Michel Debré** (n° **148**) : **Développement des départements et territoires d'outre-mer** [12 mai 1978] (p. 1669) : demande au Gouvernement de revenir sur le décret du 20 mars 1978 qui réduit les droits au congé des fonctionnaires d'outre-mer ; application du plan Guyane.

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président :

— **Réponse au rappel au règlement de M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset** [23 avril 1980] (p. 658).

— **Rend hommage à la mémoire de M. Cheihk Benssedick** [30 mai 1980] (p. 1465).

— **Réponse au rappel au règlement de M. Jean Jarosz** [4 juin 1980] (p. 1540).

— **Réponses aux rappels au règlement de MM. Michel Debré et Emmanuel Hamel** [10 juin 1980] (p. 1686).

— **Réponse au rappel au règlement de M. Pierre-Charles Krieg** [12 juin 1980] (p. 1782).

— **Réponse au rappel au règlement de Mme Myriam Barbera** [23 juin 1980] (p. 2145).

— **Réponse au rappel au règlement de M. Gaston Defferre** [25 juin 1980] (p. 2260).

— **Réponse au rappel au règlement de M. Jacques Brunhes** [27 juin 1980] (p. 2415).

— **Rend hommage à la mémoire de Mme Rachel Lempereur, ancien député** [10 octobre 1980] (p. 2655).

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [17 octobre 1980]. **Après l'Article 2** (*suite*) (p. 2839) : refuse de faire procéder à un vote par division sur l'amendement n° 53 de la commission.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1980** (n° **2053**). **Première lecture. Discussion des articles** [27 novembre 1980] (p. 4481) : possibilité, pour les auteurs d'amendements recevables, de les défendre comme bon leur semble.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **1600**). **Lettre rectificative** (n° **2098**). **Première lecture. Discussion des articles** [5 décembre 1980]. **Article 41 : réponse au rappel au règlement de M. Jean-Yves Le Drian** [5 décembre 1980] (p. 4737) : article 40 de la Constitution non opposé par le président de la commission des finances aux amendements n^{os} 158, 161, 162, 175 et 176 après l'article 46. **Après l'Article 46** (p. 4746) : déclare recevables les amendements n^{os} 158, 161, 162, 175 et 176.

— **Prend acte** de la vacance de siège de député de M. René Tomasini [5 décembre 1980] (p. 4698).

En qualité de député :

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1978] (p. 7257) : programme d'action prioritaire relatif à l'agriculture guyanaise ; (p. 7258) : absence de caisse mutuelle de crédit agricole en Guyane ; demande des informations sur les dotations aux jeunes agriculteurs guyanais ; mise en place du plan vert de la Guyane.

Départements d'outre-mer. Discussion générale [15 novembre 1978] (p. 7684) : aide nécessaire aux désenclavements de Saint-Pierre-et-Miquelon ; (p. 7685) : souhaite une intervention de la DATAR et du FDES dans les DOM ; problème de l'application du plan Guyane : possibilité d'intervention du BUMI DOM en Guyane ; nécessité de rendre à la Guyane sa vocation forestière ; rappelle que quelques grands Français sont nés outre-mer.

Territoires d'outre-mer. Discussion générale [15 novembre 1978] (p. 7704) : lit le discours de M. Jacques Lafleur ; insuffisance de l'indemnisation des chômeurs en Nouvelle-Calédonie ; absence de protection sociale des travailleurs non salariés dans le secteur agricole ; (p. 7705) : problème de l'imposition des retraités de Nouvelle-Calédonie ; nécessité de mettre en œuvre la réforme foncière ; problème du statut du territoire de Nouvelle-Calédonie ; nécessité d'établir l'égalité entre les communautés de Nouvelle-Calédonie ; nécessité d'une réforme fiscale ; prise en charge du déficit budgétaire du territoire ; caractère primordial du problème institutionnel ; nécessité d'intégrer définitivement à la République la Nouvelle-Calédonie.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Départements d'outre-mer. Discussion générale [31 octobre 1979] (p. 9281) : approuve la mise en place du plan Guyane ; originalité de la Guyane par rapport aux autres DOM ; besoins de la Guyane : création d'une SAFER, réseau routier, développement agricole ; troubles provoqués par les dispositions fiscales prévues à l'article 69 et par la réduction de l'indemnité de cherté de vie des fonctionnaires ; effet négatif sur l'investissement de la remise en cause perpétuelle de l'appartenance des DOM à la France.

Santé et sécurité sociale. Travail et santé. — I. Section commune. — III. Santé et sécurité sociale. Discussion générale [15 novembre 1979] (p. 10115) : inégalité entre les prestations sociales accordées aux citoyens de métropole et celles dont bénéficient les citoyens des DOM ; exemple de la non-extension aux DOM de l'allocation de logement sociale.

Articles et articles additionnels non rattachés [17 novembre 1979]. **Article 69** (p. 10270) : système fiscal des DOM ; ayant pour but de tenir compte de leur spécificité économique ; (p. 10275) : hostilité de la plus grande partie de la majorité au paragraphe 2 de l'article 69 relatif à l'impôt sur les sociétés dans les DOM ; (p. 10276) : soutient son amendement n° 482 : application du paragraphe 5 de l'article 69 à la Guyane ; devient sans objet.

— **Rappel au règlement** [5 novembre 1979] (p. 9354) : erreur dans le compte rendu de son intervention du 31 octobre 1979.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique familiale** (n° **1408**). **Discussion** [22 novembre 1979] (p. 10541) : inégalités des droits aux prestations familiales entre les familles d'outre-mer et les familles de métropole ; (p. 10542) : identité des besoins des familles dans les DOM et en métropole ; intervient au nom de M. Gaston Flosse : nécessité d'une aide de l'Etat aux familles nombreuses en Polynésie.

— **Déclaration du Gouvernement sur les départements et territoires d'outre-mer et débat sur cette déclaration** (n° **1783**). **Discussion** [10 juin 1980] (p. 1682) : autonomie et indépendance ; programme commun ; position de la gauche vis-à-vis de la Corse ; décolonisation ; (p. 1683) : identité culturelle ; conséquences de l'indépendance (n° 1684) : avantages accordés aux familles nombreuses ; atouts économiques de la Guyane.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Départements et territoires d'outre-mer. — II. **Départements d'outre-mer. Discussion générale** [28 octobre 1980] (p. 3224) : succès du plan Guyane ; (p. 3225) : problème de l'intervention du FIDAR dans les DOM ; développement des petites entreprises et de l'artisanat ; décentralisation.

Jeunesse, sports et loisirs. — III. Tourisme. Discussion générale [7 novembre 1980] (p. 3704) : développement et promotion du tourisme en Guyane ; participation aux plans triennaux du développement du tourisme dans les départements d'outre-mer

ROCARD (Michel)

Ministre d'Etat, ministre du plan et de l'aménagement du territoire.

Député des Yvelines
(3e *circonscription*)
(*S*).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Ministre d'Etat, ministre du plan et de l'aménagement du territoire (Premier gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 22 mai 1981 [*J.O.* du 23 mai 1981] (p. 1630).

Fin de ses fonctions de ministre d'Etat, ministre du plan et de l'aménagement du territoire. (Premier Gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 22 juin 1981 [*J.O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

Membre de la commission de finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1981 : Services du Premier ministre : Commissariat général du plan [9 octobre 1980] (p. 2651).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à harmoniser et à améliorer certains **droits en matière de pension de retraite** (n° **524**) [1er juillet 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1979** (n° **560**). — Budgets civils. — **Services du Premier ministre. — Annexe n° 35 : Commissariat général du plan** (n° **570**) [5 octobre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de **finances pour 1980** (n° 1290). — I. Budgets civils. — A. Budget général. — **Annexe n° 35 : Services du Premier ministre : Commissariat général du plan** (n° **1292**) [2 octobre 1979].

— **Proposition de loi** portant **protection des usagers et des consommateurs devant les accidents de la vie quotidienne** (n° **1323**) [3 octobre 1979].

— **Proposition de loi accordant des droits aux salariés volontaires participant à des opérations de secours en cas de catastrophes naturelles** (n° **1372**) [7 novembre 1979].

— **Proposition de loi** tendant **à moraliser l'exercice de la vie politique** (n° **1453**) [5 décembre 1979].

— **Proposition de loi** portant **amélioration du statut des bateliers** par diverses mesures économiques, fiscales et sociales en faveur du transport fluvial (n° **1795**) [11 juin 1980].

— **Proposition de loi** tendant à instituer des **bourses de voyage** au bénéfice des familles non sédentaires (n° **1832**) [25 juin 1980].

— **Proposition de loi** relative à la création d'un service départemental des **pompes funèbres** (n° **1905**) [30 juin 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° 1933). — **Annexe n° 38 : Services du Premier ministre : Commissariat général du plan** (n° **1976**) [9 octobre 1980].

— **Proposition de loi** portant extension des droit des **militaires** en matière de **sécurité** (n° **1997**) [23 octobre 1980].

— **Proposition de loi** relative à l'**utilisation des excédents de biens de consommation alimentaire** (n° **2131**) [4 décembre 1980].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Situation sociale de la régie Renault** [7 juin 1978] (p. 2596, 2597) : expulsion des grévistes par la police à l'usine Renault de Flins et à l'hôpital-Sainte-Anne à Paris ; nécessité de négociations avec les ouvriers.

• *Intervention sur la question orale avec débat de :*

— **M. Loïc Bouvard** (n° **1897**) : **Situation de l'artisanat** [26 mai 1978] (p. 2127, 2128, 2129, 2130) : contribution de l'artisanat au maintien et à la création d'emplois ; (p. 2128) : amélioration de la fiscalité et des charges sociales pesant sur l'artisanat ; décentralisation et planification souple ; favoriser la création d'entreprises (crédit-bail) ; importance de la dette sociale ; (p. 2129) : caution mutuelle « mutualiser » le risque économique ; le parti socialiste suggère la création de nouvelles formes statutaires d'entreprises ; « entreprises de travailleurs associés », « sociétés de partenaires » ; groupements de services inter-entreprises ; leasing technique industrielle.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **483**) : **Situation de la sidérurgie française** [21 avril 1978] (p. 1303, 1304, 1305) : politique de réemploi ; élaboration d'un programme de développement en aval de la sidérurgie (mécanique lourde) ; réduction de la durée du travail ; politique de la recherche ; structuration de l'action commerciale à l'exportation ; nécessité pour l'Etat de prendre le contrôle de la sidérurgie (nationalisation).

— (n° **8938**) : **Ouverture d'une carrière dans les Yvelines** [24 novembre 1978] (p. 8351) : volonté des ciments Lafarge d'ouvrir une carrière à Limay (Yvelines) malgré l'opposition de la population et de la municipalité et sans attendre le verdict du tribunal administratif de Versailles, saisi de l'affaire ; inobservation du code minier de 1970 ; nécessaire protection de l'environnement de cette zone qui comporte des sources et est inscrite à l'inventaire des sites pittoresques.

— **Suppléé par M. Mellick (Jacques)** : (n° **20201**) : **Voies navigables** [12 octobre 1979 (p. 8205, 8206, 8207).

— (n° **40004**) : **Transports scolaires dans les Yvelines** [19 décembre 1980] (p. 5090) : réévaluation de la participation de l'Etat aux transports scolaires dans les Yvelines ; refus du Conseil général d'accepter tout nouveau transfert de charges et d'augmenter sa subvention ; (p. 5091) : nouvelles charges pesant sur les familles ; politique allant à l'encontre de l'égalité des chances ; projet de loi relatif au développement des responsabilités des collectivités locales ; désengagement de l'Etat « habillé » en décentralisation.

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement relative à l'intervention française au Zaïre** [18 mai 1978]. **Discussion** (p. 1821) : sécurité de non-compatriotes présents au Zaïre ; les dangers que leur fait courir l'intervention française ; les autres interventions françaises en Afrique ; l'absence d'accord militaire entre le Zaïre et la France ; la compétence du Parlement aux termes de l'article 35 de la Constitution pour décider d'un acte de guerre ; l'imprécision des informations données par le ministre ; les intérêts économiques au Shaba.

— **Projet de loi de programme sur les musées** (n° **119**). **Première lecture. Discussion générale** [18 mai 1978] (p. 1827) : son désaccord sur le musée du XIX^e^ siècle ; les musées thématiques ; l'exemple du musée de la batellerie à Conflans-Sainte-Honorine ; la nécessité de développer les musées thématiques ; critique le rattachement de ces musées à la direction des musées de France ; (p. 1828) : les insuffisances du projet.

— **Projet de loi relatif aux opérations de la caisse d'amortissement pour l'acier** (n° **563**) **et projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **564**). **Première lecture. Discussion générale commune** [9 octobre 1978] (p. 5817) : cas de l'aciérie de Neuves-Maisons ; négligence par le patronat privé de la gestion industrielle ; sidérurgie française aux mains d'une classe issue de l'ancien régime ; volonté du Gouvernement de ne pas s'engager sur les aspects sociaux de la crise ; insuffi-

sance de l'industrie française de transformation de l'acier ; politique d'exportation à des prix de « dumping » suivis pendant quatre ans ; nécessité de réunir une commission tripartite Etat-syndicats-patronat ; intervention de la caisse des dépôts, « camouflage » de l'engagement de l'Etat ; (p. 5818) : absence d'information sur l'endettement réel de la sidérurgie ; incapacité des groupements des industries sidérurgiques à faire face à ses engagements ; carence dans la protection de l'épargne publique ; quasi-nationalisation réalisée par le texte ; domination technique subie par la sidérurgie française ; exemple de l'acier moussant ; inexistence dans le projet de mesures relatives à la recherche, à l'impulsion de l'Etat ; ampleur des suppressions d'emplois en Lorraine ; (p. 5819) : possibilités de créer des emplois par la réduction de la durée du travail et la mise en œuvre de la cinquième équipe.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [17 octobre 1979]. **Avant l'Article 12** (p. 6121) : son amendement n° 141 : modification de la fiscalité applicable aux bulletins d'information des collectivités locales gagée par un accroissement de la fiscalité sur les véhicules de sociétés ; nécessité de faciliter une politique communale d'information ; absence de justification de la différence existant entre les bulletins d'information publiés par les administrations centrales et les collectivités locales ; rejeté.

Deuxième partie :

Transports. — V. **Routes, ports et voies navigables. Discussion générale** [9 novembre 1978] (p. 7323) : mécontentement des artisans armateurs et salariés du secteur du transport fluvial ; (p. 7324) : diminution en francs courants des crédits d'équipement des voies navigables ; scandale de la non-réalisation du canal Rhin-Rhône ; dégradation du réseau Freycinet ; chute massive du trafic fluvial au bénéfice du transport routier ; effort de l'Allemagne en matière de transport fluvial ; nécessité d'une aide à l'organisation de la profession batelière en ce qui concerne l'équité des conditions de répartition du trafic entre les différents transporteurs.

Services du Premier ministre. — V. **Commissariat général du plan,** rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [16 novembre 1978] (p. 7777) : s'étonne de l'absence de discussion sur l'adaptation du VII[e] Plan avant le vote des crédits du commissariat général du plan ; stagnation des effectifs du commissariat général du plan ; diminution de ceux du CREDOC (centre de recherches pour l'étude et l'observation des conditions de vie) et du CORDES (comité d'organisation des recherches appliquées sur le développement économique et social) ; augmentation des crédits du centre d'études prospective et d'informations internationales ; insuffisance des crédits de la recherche en sciences humaines ; (p. 7778) : faillite de la politique économique et sociale du Gouvernement ; non-réalisation des objectifs économiques du VII[e] Plan relatifs aux demandeurs d'emplois et à la croissance du produit intérieur brut, à l'inflation ; rétablissement de l'équilibre extérieur dû à la faiblesse des importations consécutives à la faible croissance ; endettement considérable auprès de l'étranger ; découverts des administrations publiques ; non-réalisation des programmes d'actions prioritaires, notamment des programmes d'actions prioritaires d'intérêt régional ; (p. 7779) : demande par la commission d'organisation d'un débat sur les intentions du Gouvernement à l'égard de la planification ; absence de plan remplacé par une série d'indicateurs conjoncturels ; consécration de la suprématie du marché.

— **Projet de loi portant approbation d'un rapport sur l'adaptation du VII[e] Plan** (n° **655**). **Discussion générale** [29 novembre 1978] (p. 8483) : indifférence du Premier ministre à la notion de plan ; absence de plan ; non-réalisation du VII[e] Plan ; application d'une politique contraire à celle décrite par le Plan ; (p. 8484) : taux de réalisation insuffisant des programmes d'actions prioritaires[e]; existence de problèmes non traités par le Plan : déficit des finances publiques, financement des transferts sociaux, emploi ; « théorème d'Albert » : emploi dépendant de la croissance, croissance dépendant de l'équilibre extérieur, équilibre extérieur dépendant de l'adaptation industrielle ; propositions socialistes ; priorité donnée au moyen terme et au long terme, priorité de l'économie sur le monétaire, réformes de structure ; déficit de l'économique sur le monétaire, réformes de structure ; déficit de la balance agro-alimentaire ; nécessité de développer la recherche fondamentale ou appliquée ; (p. 8495) : détermination des investissements par la demande intérieure ; nécessité d'une croissance de 4 % pour faire diminuer le chômage ; conséquences désastreuses du chômage sur la mentalité collective ; politique incohérente menée dans le secteur du bâtiment et des travaux publics ; refus de créer des emplois publics ; rôle moteur de la demande pour la relance ; (p. 8486) : problème de la durée du travail ; nécessité d'une planification accompagnée de réformes de structure notamment l'appropriation sociale élargie des moyens de production dans le secteur financier, restructuration du secteur

public et décentralisation des responsabilités ; nécessité de prévisions quantitatives chiffrées ; politique de développement industriel associée à une politique de la recherche scientifique ; définition et financement de grands projets nationaux ; (p. 8487) : limitation des mécanismes du marché et correction de ses effets ; (p. 8489) : proposition socialiste d'une réduction négociée et adaptée de la durée du travail.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° 1290). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Articles et articles additionnels non rattachés [17 novembre 1979]. **Après l'Article 73** (p. 10295) : son amendement n° 334 rectifié soutenu par M. Alain Richard : application du taux réduit de la TVA aux journaux et publications des collectivités locales gagée par le doublement de l'imposition forfaitaire annuelle due par les personnes morales imposables à l'impôt sur les sociétés ; rejeté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° 1933). **Première lecture. Discussion générale** [14 octobre 1980] (p. 2707) : rapports entre le budget et le VIII[e] Plan ; objectifs économiques du VIII Plan ; part relative du pétrole dans l'augmentation des prix ; caractère prévisible de la hausse du prix du pétrole (p. 2708) : abandon du VII[e] Plan au profit du plan Barre ; évolution du taux de croissance, des prix, du chômage, de l'investissement et de l'excédent brut d'exploitation des entreprises ; diminution des créations d'emplois publics ; qualité du service public et développement des besoins collectifs ; accroissement de la pression fiscale et des cotisations sociales ; limitation du déficit budgétaire dans la seule perspective de la défense du franc ; (p. 2709) : discussion du projet de VIII[e] Plan ; dialogue républicain ; déficit de la sécurité sociale ; soumission des retraites aux cotisations maladie ; aide fiscale à l'investissement ; budget digne de la IV[e] République.

Première partie :

Discussion des articles [16 octobre 1980] : **Article 2** (*suite*) (p. 2809) : son amendement n° 225 : modification du régime fiscal des divorcés ; rejeté ; [21 octobre 1980] : **Avant l'Article 3** (p. 2880) : son amendement n° 2 : crédit d'impôt pour les entreprises ayant instauré une cinquième équipe de travail ; non soutenu. **Après l'Article 8** (p. 2923) : son amendement n° 43 : extension au bulletin d'information publié par les collectivités locales des dispositions relatives aux publications administratives ; rejeté.

Services du Premier ministre. — IV. Commissariat général du Plan, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [29 octobre 1980] (p. 3284) : budget médiocre et déséquilibré ; baisse globale des moyens de planification ; mort lente de la planification française ; budget privilégiant les CEPII (Centre d'études prospectives et d'informations internationales) et le CORDES (Comité d'organisation des recherches appliquées sur le développement économique et social) ; demande que le coût de toutes les études engagées dans le cadre des travaux de planification apparaisse dans les fascicules budgétaires ; contrôle public des fonds affectés au CREDOC ; nécessité de communiquer à temps tous les documents et informations nécessaires à l'exercice du contrôle parlementaire ; (p. 3285) : rôle du plan ; critique de l'exécution des programmes d'actions prioritaires ; demande la discussion du VIII[e] Plan avant la fin de la session.

ROCCA SERRA (Jean-Paul de)

Député de la Corse-du-Sud
(2[e] circonscription)
(RPR).

Elu le 12 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1099).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

Contestation de son élection [3 avril 1978] (p. 1103).

Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [22 juin 1978] (p. 3342, 3343).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre du comité consultatif pour la gestion du fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales [6 juin 1978] (p. 2556).

Membres suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1979 [11 décembre 1978] (p. 9239).

Membre du comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer [*J.O.* du 21 décembre 1978] (p. 4225).

Membre du comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer [*J.O.* du 18 octobre 1979] (p. 2616).

Membre de la commission d'enquête sur les incendies de forêts dans la région méditerranéenne [*J.O.* du 20 décembre 1979] (p. 3204).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1979 [*J.O.* du 20 décembre 1979] (p. 3207).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1981 (départements et territoires d'outre-mer : départements d'outre-mer) [9 octobre 1980] (p. 2650).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de **loi de finances pour 1979** (n° **560**). — Budget civils. — **Annexe n° 13 : Départements d'outre-mer** (n° **570**) [2 octobre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1290). — 1. Budgets civils. — A. Budget général. — **Annexe 13 : Départements d'outre-mer** (n° **1292**) [2 octobre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° 1933). **Annexe n° 13** : Départements et territoires d'outre-mer - **Départements d'outre-mer** (n° **1976**) [9 octobre 1980].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Radio privée étrangère destinée à émettre vers la France** [24 octobre 1979] (p. 8864, 8865) : installation avec l'accord d'un pays membre de la CEE d'une radio privée qui pourrait diffuser en France une propagande antinationale.

• *question orale sans débat :*

— (n° **39144**) : **Agriculture de la Corse** [5 décembre 1980] (p. 4714) : régression de l'agriculture traditionnelle et de l'élevage ; charges d'exportation portant sur le revenu agricole ; gravité des problèmes d'endettement.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Transports. — III. **Aviation civile et météorologie. Examen des crédits** [9 novembre 1978]. **Etat B - Titre IV** (p. 7368) : s'interroge sur les différences de prix des liaisons avec la Réunion et l'île Maurice.

Départements d'outre-mer, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [15 novembre 1978] (p. 7652) : insuffisante progression des crédits de la direction des départements d'outre-mer ; renforcement des services de la police nationale outre-mer ; son inquiétude devant l'évolution des crédits prévus en faveur des migrations et l'évolution du marché de l'emploi dans les DOM ; (p. 7653) : décentralisation des structures du FIDOM (Fonds d'investissements des départements d'outre-mer) ; crédits d'aide à la production sucrière alourdissant inutilement le FIDOM ; budget ne représentant qu'une part résiduelle de l'action financière de l'Etat dans les DOM ; progression de l'effort du budget de l'Etat en faveur des DOM se limitant à 10,8 % ; situation délicate des grands marchés agricoles ; sucre, rhum, banane ; fléchissement du développement des activités créatrices d'emplois dans le secteur industriel et artisanal ; progression régulière du tourisme aux Antilles malgré les tarifs aériens ; (p. 7654) : augmentation du coût du fret maritime à destination des DOM ; problème des conséquences de l'appartenance des DOM à la communauté européenne ; freinage des programmes d'investissement dans les DOM ; effets encourageants du plan de développement de la Guyane en ce qui concerne l'exploitation forestière et la pêche ; avis favorable de la commission des finances pour l'adoption des crédits des DOM. **Examen des crédits** [15 novembre 1978]. **Etat B - Titre III** (p. 7690) : adoption des amendements n°s 321 et 272 présentant des risques pour les personnels de préfecture de recrutement local.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Transports. Discussion générale [23 octobre 1979] (p. 8812) : problème des liaisons entre la Corse et le continent ; augmentation de la subvention en faveur des transports maritimes ; nécessité d'éviter que les frais de transports ne pénalisent la production agricole corse au moment de l'élargissement du Marché commun ; capacité insuffisante, tarifs excessifs et horaires inadaptés des transports aériens ; son amertume devant l'intention manifestée par les grandes compagnies aériennes d'abandonner les liaisons entre la Corse, Marseille ou Nice ;

(p. 8813) : risques considérables présentés par le trafic pétrolier autour de la Corse.

Départements d'outre-mer, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [31 octobre 1979] (p. 9253) : dégâts causés par deux cyclones à la Guadeloupe et à la Martinique en 1979 ; points positifs du budget : effort d'investissement en Guyane ; augmentation des crédits de paiement du FIDOM ; insuffisance de l'ajustement des dotations affectées au BUMIDOM ; budget des DOM ne représentant environ que 6 % de l'effort financier de l'Etat en faveur de ceux-ci ; regrette que la commission des finances n'ait pu disposer à temps de l'état récapitulatif de l'effort financier global en faveur des DOM ; progression de la départementalisation entraînant une modification des missions du secrétariat d'Etat ; (p. 9254) : rejet par la commission des finances de l'article 69 du projet : aménagement du régime fiscal des départements d'outre-mer ; remise en cause des avantages accordés aux fonctionnaires en poste dans les DOM ; fragilité de la situation économique et sociale ; progrès satisfaisant des transports et du tourisme ; extension aux DOM de la dotation d'installation des jeunes agriculteurs ; préparation d'un décret adaptant aux DOM les dispositions relatives à l'aide aux travailleurs privés d'emploi ; évolution favorable de la situation des DOM au sein de la Communauté européenne ; (p. 9255) : nécessité d'une application concrète rapide des mesures prises pour réparer les dégâts causés par les cyclones. **Examen des crédits** [31 octobre 1979]. **Article 77** (p. 9293) : soutient l'amendement n° 261 de la commission des finances : suppression de l'article 77 ; adopté ; estime peu judicieux de demander un effort supplémentaire aux agriculteurs antillais peu après les cyclones qui les ont frappés.

Articles et articles additionnels non rattachés [17 novembre 1979]. **Article 69** (p. 10271) : soutient l'amendement n° 253 de la commission des finances : suppression du paragraphe 1 de l'article 69 concernant l'impôt sur le revenu ; rejeté ; (p. 10273) : soutient l'amendement n° 254 de la commission des finances : suppression du paragraphe 2 de l'article 69 instituant un relèvement progressif de 33 à 50 % de l'impôt sur les sociétés dans les DOM ; devient sans objet.

— **Proposition de loi tendant à augmenter l'effectif du conseil régional de la Corse (n° 760). Première lecture. Discussion de l'article unique** [30 novembre 1979]. **Article unique** (p. 11045) : impossibilité d'élire les membres des conseils régionaux au suffrage universel tant que les régions sont des établissements publics et non des collectivités locales ; s'oppose à l'adoption des amendements n° 1 de M. Lucien Villa et n° 3 de M. Pasquini.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1979 (n° 1397). Première lecture. Discussion des articles** [3 décembre 1979]. **Après l'Article 7** (p. 11140) : soutient l'amendement n° 5 de M. Edgar Faure : élevant le plafond des ressources fiscales des régions de 55 à 60 F par habitant ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1981 (n° 1933). Première lecture.** *Deuxième partie :*

Départements et territoires d'outre-mer. — II. Départements d'outre-mer, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [28 octobre 1980] (p. 3210) : départementalisation conduisant à transférer aux ministères techniques la majeure partie des actions qui étaient du ressort du secrétariat d'Etat ; stagnation des crédits de la section commune ; suppression de 150 emplois d'encadrement du service militaire adapté ; subvention au BUMIDOM ; bureau d'émigration pour les départements d'outre-mer ; aggravation des conditions de l'émigration des originaires des DOM en métropole ; diminution des crédits d'investissement du FIDOM ; insuffisance des documents budgétaires permettant de saisir l'ensemble des actions de l'Etat pour les DOM ; (p. 3211) : évolution favorable de la diversification des cultures et de l'élevage ; situation des producteurs de bananes après les cyclones ; rapports entre les DOM et la CEE ; création d'entreprises individuelles et artisanales ; fléchissement du tourisme ; application de certains règlements d'urbanisme ; communication entre les DOM et la métropole ; tarifs aériens ; prix des publications métropolitaines ; plan de développement de la Guyane ; négociations avec le Canada sur la délimitation des zones de pêche de Saint-Pierre-et-Miquelon ; insuffisance de la politique de développement de Mayotte.

ROGER (Émile)

Député du Nord
(14e circonscription)
(C).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

ROLLAND (Hector)

Député de l'Allier
(1re circonscription)
(RPR).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1098).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à modifier les dispositions relatives aux **élections professionnelles** afin de permettre aux électeurs de voter, dès le premier tour de scrutin pour des listes autres que celles présentées par les organisations syndicales (n° **344**) [7 juin 1978].

— **Proposition de loi** tendant à rendre applicable l'**ordonnance n° 67-693** du 17 août 1967 relative à la **participation des salariés aux fruits de l'expansion des entreprises** employant habituellement cinquante salariés ou plus (n° **345**) [7 juin 1978].)

— **Proposition de loi** tendant à faire du **8 mai** un **jour férié** (n° **346**) [7 juin 1978].

— **Proposition de loi** tendant à assurer une meilleure **protection des animaux** (n° **347**) [7 juin 1978].

— **Proposition de loi** visant à permettre de conférer l'**honorariat aux anciens conseillers généraux** ayant exercé leurs fonctions pendant au moins vingt-quatre ans dans le même département (n° **348**) [7 juin 1978].

— **Proposition de loi** tendant à **compléter le code de la famille et de l'aide sociale afin de permettre aux anciens pupilles de l'Etat,** devenus majeurs, d'obtenir **les renseignements concernant leurs origines familiales** (n° **904**) [15 mars 1979].

— **Proposition de loi** tendant à **instituer une promotion spéciale dans l'ordre national du Mérite en** faveur des **anciens combattants de la guerre 1914-1918** (n° **908**) [15 mars 1979].

— **Proposition de loi** tendant à modifier la **réglementation publicitaire des boissons alcoolisées** (n° **1314**) [3 octobre 1979].

— **Proposition de loi** tendant à faire du **8 mai un jour férié** (n° **1666**) [25 avril 1980].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Inscription universitaire des étudiants libanais** [18 octobre 1978] (p. 6240) : dérogations souhaitables pour permettre l'inscription universitaire d'étudiants libanais réfugiés en France, malgré la clôture officielle des inscriptions.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du livre IX du code du travail relatives à la promotion individuelle, au congé de formation et à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle** (n° **11**). **Première lecture. Discussion des articles** [9 mai 1978]. **Après l'Article 6** (p. 1494) : critique l'amendement n° 8 de M. Pierre Juquin : interdiction d'accroître le travail des autres salariés en raison des absences pour congé de formation. **Après l'Article 9** (p. 1506) : sur l'amendement n° 16 de M. Pierre Juquin : conclusion des stages pratiques en entreprise par des contrats d'embauche définitive ; le procès de l'entreprise fait par les représentants de la gauche ; (p. 1507) : les petits patrons. **Explications de vote** (p. 1510) : l'amélioration de la condition ouvrière depuis 1958 ; l'attitude négative de l'opposition ; le vote favorable de la majorité.

— **Projet de loi complétant les dispositions du code des communes en vue d'instituer des comités d'hygiène et de sécurité** (n° **138**). **Première lecture. Discussion des articles** [30 mai 1978]. **Article 3 : Article L 417-20 du code des communes** (p. 2242) : s'oppose à l'amendement n° 16 de M. Lucien Villa ; esprit démocratique avec lequel les maires assument leurs fonctions.

— **Mise au point au sujet de son vote** dans le scrutin n° 34 sur l'ensemble du projet de loi de finances rectificative pour 1978 [7 juin 1978] (p. 2596).

— **Projet de loi relatif à l'imposition des produits de cession à titre onéreux de valeurs mobilières et de droits sociaux** (n° **255**). **Première lecture. Discussion générale** [13 juin 1978] (p. 2823) : rappelle les réserves des parlementaires sur le projet de taxation des plus-values de 1976 et l'erreur qu'a constituée son vote ; (p. 2824) : approuve la simplicité du projet ; accueil favorable du marché financier ; regrette que ne soient pas exonérées toutes cessions dont le montant serait consacré à l'investissement ; son amendement tendant à la prise en compte de l'érosion monétaire ; déplore que soit maintenue la législation relative aux plus-values immobilières.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique de défense** (n° **388**). **Discussion** [15 juin 1978] (p. 2970) : coupure entre la nation et l'armée ; vulnérabilité du territoire français ; (p. 2971) : absence de politique de défense européenne ; gravité des menaces étrangères ; insuffisance de l'équipement militaire ; exemple de la Suisse ; modicité du budget de la défense ; non-respect des 20 % du budget global prévus par la loi de programmation pour 1982 ; effort nécessaire en faveur des matériels classiques et de la marine ; désuétude des appareils des forces aériennes ; (p. 2972) : nécessité de faire un effort en faveur de la défense devant la gravité du danger extérieur.

— **Discussion de la motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par soixante députés du groupe socialiste le 2 octobre 1978. Explications de vote** [4 octobre 1978] (p. 5583) : répond aux attaques de M. Defferre contre M. Chinaud.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture. Discussion générale** [11 octobre 1978] (p. 5961) : confirmation par les faits de son scepticisme de 1976 ; victoire miraculeuse de la majorité en mars 1978 ; signification des élections partielles ; estime indispensable d'assouplir les dispositions de la loi de 1975 sur les licenciements qui aboutissent à freiner l'embauche; disparition de la confiance dans le pays ; (p. 5962) : reproche au Gouvernement de ne pas tenir compte des avertissements des parlementaires de la majorité ; souhaite le rétablissement des avantages fiscaux des VRP et des journalistes ; souhaite des dérogations à l'obligation de scolarité jusqu'à 16 ans ; deux lois honteuses : loi sur les plus-values et loi sur la taxe professionnelle.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — VI - Recherche. Discussion générale [18 octobre 1978] (p. 6246) : pauvreté du budget de la recherche ; (p. 6247) : souhaite son rejet en première lecture.

Culture et communication. Discussion générale [18 octobre 1978] (p. 6277) : problèmes posés aux maires par l'inventaire des monuments historiques et des sites classés ; souhaite la restauration de la Grange de la Malvialle.

Crédits militaires. Budget annexe du service des essences. Discussion générale [7 novembre 1978] (p. 7116) : insuffisance des moyens financiers de l'armée ; menaces pesant sur la sécurité de la France.

Commerce et artisanat. Discussion générale [17 novembre 1978] (p. 7922) : se voit refuser la parole.

Articles et articles additionnels non rattachés [17 novembre 1978]. **Article 65** (p. 8000) : son amendement n° 121 soutenu par M. Augustin Chauvet : relèvement du seuil de l'article 65 pour les VRP et les journalistes ; rejeté.

— **Projet de loi portant approbation d'un rapport sur l'adaptation du VII^e^ Plan** (n° **655**). **Discussion générale** [28 novembre 1978] (p. 8424) : principal objectif du projet : adaptation de l'industrie française à la concurrence internationale ; poids de l'impôt sur les bénéfices et des charges sociales sur les entreprises ; problème de la concurrence des pays en voie de développement ; excès de l'absentéisme et des grèves ; (p. 8425) : législation sociale défavorable au développement des entreprises ; valeur du profit et du développement technologiques ; souhaite une politique d'encouragement de l'investissement par diminution de l'impôt sur les sociétés et augmentation des coefficients d'amortissement dégressifs ; (p. 8426) : exprime sa confiance dans le Gouvernement.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **709**). **Lettres rectificatives** (n^os^ **735** et **749**). **Discussion des articles** [7 décembre 1978]. **Article 4** (p. 8970) : son amendement n° 21 : suppression de l'article 4 ; rejeté au scrutin public n° 135.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage** (n° **900**). **Discussion générale** [16 mars 1979] (p. 1798) : cohésion nécessaire de la majorité ; son hostilité à la création d'un impôt sur le capital ; désunion de l'opposition.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur** (n° **15**). **Première lecture. Discussion générale** [5 avril 1979] (p. 2320) : risque de propagation de la révolution iranienne à l'Arabie saoudite ; utilisation de l'eau chaude pour le chauffage ; critique l'absence d'obligation de raccordement aux réseaux de chauffage urbain ; (p. 2321) : absence de dispositions sur les énergies nouvelles ; existence d'une guerre du pétrole.

— **Déclaration du Gouvernement sur l'échelle des peines criminelles et débat de réflexion et d'orientation sur cette déclaration** (n° **1191**). **Discussion** [26 juin 1979] (p. 5702) : ses attaques dirigées contre M. Bas et M. Stasi ; nécessité de penser davantage aux victimes qu'aux assassins ; reproche à la société actuelle de se laisser glisser vers un abandon néfaste des responsabilités ; 55 % des Français pour le maintien de la peine de mort ; (p. 5703) : maintien et application rigoureuse de la peine de mort dans les pays socialistes ; tendance au maintien ou au rétablissement de la peine de mort dans de nombreux pays.

— **Projet de loi portant aménagement de la fiscalité directe locale** (n° **689**). **Première lecture. Discussion générale** [4 octobre 1979] (p. 7776) : injustice de la loi de 1975 vis-à-vis des PMI, des PME et des professions libérales ; nécessité des simulations ; caractère excessif des charges sociales des entreprises ; nécessité de préserver la compétitivité de l'entreprise française ; l'article 15 du projet ne doit s'appliquer qu'après le retour du texte devant l'Assemblée nationale à la suite des simulations.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [18 octobre 1979]. **Avant l'Article 2** (p. 8377) : importance des investissements français dans les pays de l'Est ; investissements français à l'étranger permettant d'accroître le nombre d'emplois en France.

Deuxième partie :

Crédits militaires. Budget annexe du service des essences. Discussion générale [6 novembre 1979] (p. 9467) : insuffisance de la politique française de défense ; défaillance américaine face à la menace du pacte de Varsovie ; absence de moral de la troupe et du pays faisant craindre un renouvellement de la catastrophe de 1939.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1328**). **Première lecture. Discussion générale** [27 novembre 1979] (p. 10749) : estime que le projet lui rappelle la décadence romaine ; estime qu'une nation qui refuse les naissances est une nation vouée à sa perte ; loi sur l'avortement entraînant la France vers les abîmes d'une dangereuse régression démographique ; existence d'une loi sur la contraception ; avortement constituant en fait le massacre scandaleux de 300.000 enfants par an ; (p. 10750) : met en cause la position personnelle du ministre ; multiplication des avortements de convenance ; avortement conduisant au dépérissement de la France ; son amendement interdisant l'avortement tant qu'une famille ne compte pas deux enfants et quand les ressources financières atteignent quatre fois le SMIC ; (p. 10751) : pas de libération de la femme par l'avortement.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion générale** [11 décembre 1979] (p. 11618) : le département de l'Allier ; (p. 11619) : critique le nouveau seuil d'affiliation à la MSA ; le problème des exclus ; la majoration des cotisations qui résulterait de la réforme ; nécessité d'un délai de transition de cinq ans au moins.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** (n° **1681**). **Première lecture. Discussion générale** [13 juin 1980] (p. 1831) : indulgence pour les criminels ; protestation de M. Edmond maire contre le projet ; (p. 1832) : sentiment d'insécurité ; décadence de la société française.

ROSSI (André)

Député de l'Aisne
(5e *circonscription*)
(*UDF*).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1098).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Chargé de mission auprès du Premier ministre [*J.O.* du 27 juin 1978].

Fin de cette mission [5 janvier 1979] (p. 1).

Représentant à l'Assemblée parlementaire des communautés européennes [18 mai 1978] (p. 1805, 1844).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1978 [16 juin 1978] (p. 3101).

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de l'information publique [*J.O.* du 16 mars 1979] (p. 610).

Membre de la commission spéciale élue pour l'examen de la proposition de résolution n° 1641 portant mise en accusation, devant la Haute Cour de justice, de M. Michel Poniatowski, ministre de l'intérieur du 28 mai 1974 au 30 mars 1977 [*J.O.* du 24 avril 1980] (p. 1023).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1981 (Défense : Dépenses ordinaires et essences) [9 octobre 1980] (p. 2651).

DÉPOTS

— **Proposition de loi organique** tendant à modifier l'**article 7** de l'**ordonnance n° 58-1360** du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au **Conseil économique et social** en vue d'assurer la **représentation** des retraités et des **personnes du troisième âge** (n° **387**) [15 juin 1978].

— **Proposition de loi** tendant à instituer une commission spéciale chargée d'étudier dans quelles conditions les **dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite** annexe à la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964 seront **étendues aux fonctionnaires civils et militaires et à leurs ayants cause** dont les **droits se sont ouverts antérieurement au 1er décembre 1964** (n° **555**) [1er juillet 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1979** (n° **560**). — Budgets militaires. — **Annexe n° 54 : Défense - Dépenses ordinaires et essences** (n° **570**) [5 octobre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1290). — II. Budgets militaires. — **Annexe 55 : Défense - Dépenses ordinaires et essences** (n° **1292**) [2 octobre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° 1933). — **Annexe n° 57 : Défense - Dépenses ordinaires et essences** (n° **1976**) [9 octobre 1980].

— **Proposition de loi** relative aux modalités de financement des **établissements privés sous contrat d'association** (n° **2295**) [3 avril 1981].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Crédits militaires. Budget annexe du service des essences, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, pour les dépenses ordinaires et pour le budget annexe du service des essences. **Discussion générale** [7 novembre 1978] (p. 7086) : progression satisfaisante des dépenses ordinaires du budget militaire malgré le nécessaire rééquilibrage au profit des dépenses d'équipement ; confirmation des progrès réalisés sur le plan de l'instruction et de l'entraînement des unités ; diminution des effectifs moyens des appelés du contingent et renforcement de l'encadrement ; souhaite un accroissement du nombre des voyages gratuits accordés aux appelés ; amélioration des conditions de travail des personnels ouvriers ; accroissement sensible des autorisations de programme destinées aux dépenses d'infrastructure ; création d'un millier de postes dans la gendarmerie ; conditions de logement médiocres des gendarmes ; regrette l'austérité du budget en matière d'équipement de la gendarmerie ; (p. 7087) : problèmes des retraités militaires et de leur reclassement dans la vie civile ; souhaite le vote des crédits du titre III du budget de la défense et du budget annexe du service des essences.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Crédits militaires. Budget annexe du service des essences, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, pour les dépenses ordinaires et pour le budget annexe du service des essences. **Discussion générale** [6 novembre 1979] (p. 9444) : application de la loi de programmation ; nécessité de faire en sorte que le budget de la défense représente chaque année une part croissante du produit intérieur brut marchand ; augmentation du budget de la défense plus rapide que celle du budget général ; crédits militaires atteignant 3,77 % du produit intérieur brut marchand ; évolution des effectifs de l'armée de terre ; demande que soit mis à l'étude le versement d'une allocation spécifique versée au moment de leur libération aux appelés ayant accompli leurs obli-

gations de service ; (p. 9445) : faible taux d'accroissement des crédits d'entretien programmé des matériels ; condition des militaires retraités ; demande l'augmentation du nombre des gendarmes auxiliaires ; nécessité d'un effort supplémentaire pour la rénovation des casernements ; demande que soit établi un rapport sur l'ensemble des tâches d'intérêt public accomplies par les armées en 1978. **Examen des crédits** [6 novembre 1979]. **Article 29** (p. 9491) : s'oppose à l'amendement n° 404 de M. Charles Hernu : suppression des crédits consacrés à la sécurité militaire.

— **Déclaration du Gouvernement et débat sur l'accord réalisé le 30 mai au sein du Conseil des communautés européennes** (n° **1774**). **Discussion** [4 juin 1980] (p. 1531) : avenir de la politique agricole commune ; (p. 1532) : prix agricoles ; règlement ovin ; taxe de coresponsabilité ; situation des producteurs de viande bovine ; contribution britannique.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Crédits militaires, budget annexe du service des essences, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, pour les dépenses ordinaires et pour le budget annexe du service des essences. **Discussion générale** [23 octobre 1980] (p. 3014) : notion de services votés ; amélioration des conditions de vie du contingent ; crédits de rénovation des casernements ; augmentation du prêt du soldat ; augmentation des prix des produits pétroliers ; faible taux d'accroissement des crédits d'entretien des matériels ; problème des stocks de rechange et de carburant ; conditions des militaires retraités ; (p. 3015) : situation de la gendarmerie ; participation des armées à des tâches d'intérêt public ; respect de la loi de programmation.

ROSSINOT (André)

Député de la Meurthe-et-Moselle
(3e *circonscription*)
(*UDF*).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1100).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi concernant les comités professionnels de développement économique [18 mai 1978] (p 1845).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi adopté par le Sénat réglementant la publicité extérieure et les enseignes [26 octobre 1978] (p. 6773).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relative aux loyers et aux sociétés immobilières conventionnées et modifiant le code de la construction et de l'habitation [18 décembre 1978] (p. 9642).

Membre de la commission de contrôle sur la gestion de la sécurité sociale [*J.O.* du 21 décembre 1978] (p. 4225).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage [*J.O.* du 17 mars 1979] (p. 621).

Président de cette commission [*J.O.* du 21 mars 1979] (p. 635).

Démissionne de la commission de contrôle sur la gestion de la sécurité sociale [*J.O.* du 8 juin 1979] (p. 1364).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur (n° 15) [*J.O.* du 26 juin 1980] (p. 1585).

Rapporteur pour avis du projet de loi relatif aux conditions de location des logements à usage exclusif d'habitation et aux rapports entre propriétaires et locataires (n° 1932) dont l'examen au fond a été renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [9 octobre 1980] (p. 2649).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi adoptée par le Sénat (n° 239) tendant à la régularisation de la situation des

logements construits par les sociétés anonymes coopératives d'habitation à loyer modéré de location coopérative (n° **415**) [22 juin 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1058) **modifiant certaines dispositions de la loi n° 75-1255 du 27 décembre 1975 relative aux opérations d'accession à la propriété réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré** (n° **1181**) [21 juin 1979].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Grève des médecins** [24 octobre 1979] (p. 8866) : ampleur de la récente grève des médecins exprimant leur mécontentement ; nécessité pour le Gouvernement d'expliquer ses objectifs et établir le dialogue.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **30622**) : **Transports ferroviaires dans l'est de la France** [12 mai 1980] (p. 983) : plan directeur du chemin de fer européen de l'avenir ; desserte du centre et du sud de la Lorraine ; tracé de l'autoroute A 4.

— (n° **36029**) : **Industrie sidérurgique** [3 octobre 1980] (p. 2567) : évolution inquiétante du marché de l'acier ; (p. 2568) : remise en cause des créations d'emplois dans l'industrie automobile en Lorraine ; attention portée aux travaux des instances européennes.

INTERVENTIONS

— **Proposition de loi** tendant à la **régularisation de la situation des logements construits par les sociétés anonymes coopératives d'habitation à loyer modéré de location coopérative** (n° **239**), rapporteur de la commission de la production et des échanges. **Première lecture. Discussion générale** [29 juin 1978] (p. 3643) : objet de la proposition : régler les problèmes entraînés par l'annulation par le Conseil d'Etat des articles 7 et 8 du décret du 22 mars 1972 pris pour l'application de la loi du 16 juillet 1971 relative aux habitations à loyer modéré ; problèmes posés par l'annulation de ce décret ; impossibilité de la régularisation de 300 promesses de vente, nécessité d'une mesure de validation législative, objet de cette proposition de loi.

— **Projet de loi relatif aux opérations de la caisse d'amortissement pour l'acier** (n° **563**) **et projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **564**). **Première lecture. Discussion générale commune** [10 octobre 1978] (p. 5879) : complexe sidérurgique de Neuves-Maisons ; avantages de la sidérurgie sur l'eau ; (p. 5880) : présence d'industries nouvelles dans les bassins de la Lorraine sud capables d'assurer l'avenir de la région.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Environnement et cadre de vie. — II. Cadre de vie et logement. Discussion générale [25 octobre 1978] (p. 6669) : coordination des moyens grâce à la réorganisation des structures de l'administration du logement ; mise en place de la réforme du financement du logement ; progression des crédits destinés à l'amélioration du parc existant et notamment du parc social ; effort consenti en faveur de l'accession à la propriété ; incertitude sur l'appréciation des besoins réels ; nécessité de l'information du public sur la politique du logement ; accroissement du rôle des collectivités locales par la déconcentration des interventions administratives ; (p. 6670) : nécessité de faciliter le maintien à domicile des personnes âgées ; insuffisance des crédits de subvention de surcharges foncières ; désengagement de la promotion privée ; faiblesse du nombre d'APL versées ; possibilité d'une extension automatique de l'APL au patrimoine HLM existant.

Jeunesse, sports et loisirs. — II. Tourisme. Discussion générale [15 novembre 1978] (p. 7646) : approuve la suppression du secrétariat au tourisme ; crédits du tourisme social répartis entre les villages de vacances et les campings ; insuffisance des places de camping ; importance du tourisme social pour les jeunes.

— **Projet de loi relatif au régime des loyers en 1979** (n° **662**), rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges. **Première lecture. Discussion générale** [23 novembre 1978] (p. 8230) : 7.600.000 ménages locataires ; (p. 8231) : progression des loyers de 1974 à 1977 ; nécessité de faire de l'amélioration de l'habitat existant la priorité de la politique du logement ; période d'encadrement transitoire instituée par la loi du 29 décembre 1977 ; ralentissement de la hausse des loyers ; caractère spécifique du logement qui n'est pas un marché comme les autres ; information insuffisante des candidats locataires de leurs droits ; privilège exorbitant dont bénéficient les sociétés immobilières conventionnées par l'existence d'une garantie contre les conséquences des mesures législatives ou réglementaires qui les priveraient du droit de percevoir l'intégralité des loyers de référence déterminés par les conventions

signées avec l'Etat ; (p. 8232) : objectif principal ; éviter les hausses de rattrapage. **Discussion des articles** [23 novembre 1978]. **Avant l'Article premier** (p. 8237) : amendement n° 16 de la commission de la production : modification de l'intitulé ; réservé. **Article premier :** soutient l'amendement n° 17 de la commission de la production : nouvelle rédaction de l'article premier ; interdiction du jeu des clauses fixant pour le 1er janvier 1979 un loyer en valeur absolue d'un niveau tel qu'il assure le rattrapage des effets des lois de 1976 et 1977 ; retiré ; son sous-amendement n° 41 à l'amendement n° 8 de la commission des lois : inapplication des clauses prévoyant dans les baux conclus en 1978 un loyer en valeur absolue en forte hausse au 1er janvier 1979 ; adopté. **Article 2 :** soutient l'amendement n° 18 de la commission de la production : révision possible durant toute l'année 1979 ; devenu sans objet. **Article 3** (p. 8241) : son sous-amendement n° 42 à l'amendement n° 10 rectifié de la commission des lois : renforcement de la protection du preneur lorsque la nouvelle location est consentie au titulaire du dernier bail ; rejeté ; son sous-amendement n° 60 à l'amendement n° 10 rectifié de la commission des lois : caractère obligatoire d'une clause de résiliation à la volonté du preneur pour les immeubles ou locaux à usage exclusif d'habitation ; retiré ; accepte la rectification à l'amendement n° 10 rectifié proposée par M. Jean Foyer ; amendements nos 19, 20, 21, 22 et 23 de la commission de la production ; devenus sans objet. **Après l'Article 3** (p. 8246) : soutient l'amendement n° 24 de la commission de la production : montant maximum des dépôts de garantie égal à deux mois de loyers ; adopté. **Article 6** (p. 8247) : amendement n° 25 de la commission de la production : amendement de conséquence ; réservé ; soutient l'amendement n° 26 de la commission de la production : exclusion du champ d'application de la loi des loyers perçus par les sociétés d'économie mixte pour les logements sociaux dont les loyers sont réglementés ; adopté. **Après l'Article 6** (p. 8249) : soutient l'amendement n° 27 de la commission de la production : publication des décrets d'application un mois au moins avant leur entrée en vigueur ; repoussé ; (p. 8251) : amendement n° 28 de la commission de la production : caractère d'ordre public des dispositions du présent titre ; réservé. **Avant l'Article 7** (p. 8252) : amendement n° 29 de la commission de la production : insertion avant l'article 7 du nouvel intitulé du titre III : « dispositions relatives aux sociétés immobilières conventionnées » ; réservé ; soutient les amendements n° 30 et n° 31 de la commission de la production : non-prise en compte de l'effet des dispositions de la présente loi pour l'application des dispositions de l'article 4 de l'ordonnance du 24 septembre 1958 relatives aux sociétés immobilières conventionnées ; rejetés ; soutient l'amendement n° 32 de la commission de la production : renouvellement des baux conclus par les sociétés immobilières conventionnées pour une durée au moins égale à la durée initiale prévue par les contrats conclus lors de l'entrée dans les lieux ; rejeté ; amendement n° 33 de la commission de la production : insertion d'un nouvel intitulé avant l'article 7 : titre III : « dispositions modifiant le code de la construction et de l'habitation » ; réservé. **Article 7** amendement n° 34 de la commission de la production : conférant au paragraphe 1 de l'article 7 un caractère d'ordre public ; réservé. **Après l'Article 7** (p. 8255) : soutient l'amendement n° 35 de la commission de la production : application aux logements HLM du régime de conventionnement des logements prévu par la loi du 3 janvier 1977 ; difficultés rencontrées pour la mise en place du régime de conventionnement des logements prévu par la loi du 3 janvier 1977 ; lenteur ayant pour effet de priver du bénéfice de l'aide personnalisée au logement les locataires du parc de logements existant ; (p. 8256) : amendement n° 35 rejeté par scrutin public n° 128 ; (p. 8256) : soutient l'amendement n° 36 de la commission de la production : validité de la mutation d'un bien faisant l'objet d'une convention, subordonnée à l'engagement pris par le nouvel acquéreur de respecter les stipulations de cette convention ; adopté. **Article 6** (*suite*) (p. 8257) : soutient l'amendement n° 25 de la commission précédemment réservé, adopté. **Après l'Article 6** (*suite*) retire l'amendement n° 28 de la commission de la production précédemment réservé. **Article 7** (*suite*) retire l'amendement n° 34 de la commission de la production précédemment réservé. **Article 8** : soutient l'amendement n° 37 de la commission de la production : suppression de l'article 8 ; adopté. **Avant l'Article 7** (*suite*) soutient l'amendement n° 29 de la commission de la production précédemment réservé ; adopté. **Avant l'article premier** (*suite*) (p. 8257) : soutient l'amendement n° 16 de la commission de la production précédemment réservé ; adopté. **Avant l'Article 7** (*suite*) soutient l'amendement n° 3 de la commission de la production précédemment réservé : amendement de conséquence ; adopté. **Après l'Article 8 :** soutient l'amendement n° 38 de la commission de la production : amendement n° 38 de la commission de la production faisant obligation au Gouvernement de déposer avant le 31 décembre 1979 un projet de loi définissant les charges locatives récupérables par le propriétaire ; (p. 8258) : retire l'amendement n° 39. **Titre :** soutient l'amendement n° 40 de la commission de la

production : nouvelle rédaction du titre du projet : « projet de loi portant diverses dispositions relatives aux loyers et aux sociétés immobilières conventionnées et modifiant le code de la construction et de l'habitation » ; adopté.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 75-1255 du 27 décembre 1975 relative aux opérations d'accession à la propriété réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré** (n° **1058**). **Première lecture,** rapporteur de la commission de la production et des échanges. **Discussion générale** [25 juin 1979] (p. 5618) : projet visant à rendre plus efficace la loi du 27 décembre 1975 qui réglemente la cession des actions des petites sociétés HLM ; sanction de nullité frappant les opérations intervenues en méconnaissance de la loi ; réduction excessive du champ d'application de la loi par le Sénat ; (p. 5619) : avis favorable de la commission sur le projet. **Discussion de l'article unique** [25 juin 1979]. **Article unique** (p. 5622) : soutient l'amendement n° 1 de la commission : maintenant le champ d'application du dispositif de protection des petites sociétés d'HLM tel qu'il résulte de la loi du 27 décembre 1975 ; adopté ; (p. 5623) : soutient l'amendement n° 2 de la commlssion : amendement de conséquence ; soutient l'amendement n° 3 de la commission : rédactionnel ; adopté ; soutient l'amendement n° 4 de la commission : amendement de conséquence ; adopté. **Titre** : soutient l'amendement n° 5 de la commission : nouveau titre du projet de loi : « projet de loi modifiant les dispositions du chapitre III du titre II du livre IV du code de la construction et de l'habitation relatives à la cession des actions de certaines sociétés d'habitation à loyer modéré » ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Travail et participation : Formation professionnelle. Discussion générale [25 octobre 1979] (p. 8950) : nécessité d'organiser l'aménagement du temps de travail et du droit du travail ; nécessité de donner la priorité à la réduction de la durée du travail dans les secteurs où le travail manuel est pénible et répétitif ; sujet à l'élaboration d'une loi-cadre sur la durée du travail ; rapport de la commission d'enquête sur l'emploi.

Industrie. Discussion générale [5 novembre 1979] (p. 9378) : nécessité d'informer le corps social et de mettre en œuvre un effort d'adaptation ; importance de l'industrie dans les créations d'emplois ; nécessité d'améliorer l'information prospective et de renforcer le soutien de l'effort d'exportation des entreprises ; (p. 9379) : accentuation souhaitable de l'effort de recherche et d'innovation ; promotion de l'action économique régionale ; la mission d'information créée par la commission de la production sur le problème de la sidérurgie ; détresse psychologique et morale des travailleurs de la sidérurgie ; nécessité d'assainir le financement des investissements lourds et d'améliorer l'information et la concertation dans l'entreprise par la mise en place de mécanismes permanents du dialogue social et industriel.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique familiale** (n° **1408**). **Discussion** [21 novembre 1979] (p. 10483) : facteurs profonds de l'évolution démographique ; difficultés du logement dues à l'urbanisation nuisible à la famille ; (p. 10484) : nécessité de maîtriser le problème foncier et d'adapter la politique du logement aux besoins spécifiques des familles ; nécessité d'un effot complémentaire en matière de prestations familiales pour le logement ; bénéfice de l'APL lié au rythme de conventionnement.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Travail et participation. Discussion générale [27 octobre 1980] (p. 3146) : phénomènes de marginalisation et de segmentation du corps social engendrés par le chômage ; problème des chômeurs non indemnisés ; handicapés ; fonctionnement de l'ANPE ; effort d'adaptation de l'appareil de production ; situation des établissements Munch en Lorraine ; nouvelle conception de l'utilisation de l'espace et du temps ; réduction du temps de travail ; propose l'élaboration d'une loi-cadre sur l'aménagement du temps de travail.

Services du Premier ministre. — I. Services généraux : Aménagement du territoire. Discussion générale [29 octobre 1980] (p. 3281) : rôle des EPR dans le domaine de l'aménagement du territoire.

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1980] (p. 3331) : évolution de la demande de logements (p. 3332) : décentralisation nécessaire des aides au logement ; évolution du patrimoine HLM ; stagnation de l'amélioration de l'habitat existant ; procédure d'aide au financement des surcharges foncières ; effort de construction pour les personnes âgées, les handicapés.

Industrie. Discussion générale [13 novembre 1980] (p. 3821) : dialogue social et stratégie industrielle ; responsabilités sociales des grandes entreprises ; politique du pire de certaines organisations syndicales ; (p. 3822) : nécessité de supprimer les obstacles à la création d'entreprises.

ROUDY (Yvette)

Ministre délégué auprès du Premier ministre, ministre des droits de la femme.

NOMINATIONS

Ministre délégué auprès du Premier ministre, ministre des droits de la femme (1er Gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 22 mai 1981 [*J.O.* du 23 mai 1981] (p. 1630).

Fin de ses fonctions de ministre délégué auprès du Premier ministre, ministre des droits de la femme (1er Gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 22 juin 1981 [*J.O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

ROUX (Claude)

Député de Paris
(19e circonscription)
(RPR puis apparenté RPR).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

Cesse d'appartenir à ce groupe [*J.O.* du 28 avril 1978] (p. 1891).

S'apparente au groupe RPR [*J.O. du* 28 avril 1978] (p. 1891).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 28 avril 1978] (p. 1891).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 15 juin 1978] (p. 2377), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest relatif à l'établissement à Paris d'un bureau de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest et à ses privilèges et immunités sur le territoire français (ensemble une annexe), signé à Paris le 4 avril 1979 (n° 1593) [10 avril 1980] (p. 296).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 13) autorisant l'approbation de l'avenant à la **convention de coopération monétaire** entre les **Etats membres de la banque des Etats de l'Afrique centrale** (BEAC) et la République française du 23 novembre 1972, signé à Libreville le 12 avril 1975 (n° **696**) [16 novembre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1285) autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République de El Salvador** sur l'encouragement et la protection réciproques des **investissements,** ensemble deux échanges de lettres, signée à Paris le 20 septembre 1978 (n° **1432**) [28 novembre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1593) autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest relatif à l'établissement à Paris d'un bureau de la **Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest** et à ses privilèges et immunités sur le territoire française (ensemble une annexe), signé à Paris le 4 avril 1979 (n° **1715**) [14 mai 1980].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Crédits militaires, Budget annexe du service des essences. Discussion générale [23 octobre 1980] (p. 3059) : intentions du Gouvernement en ce qui concerne la bombe à neutrons et l'arme chimique binaire ; capacités de transport aérien des forces d'intervention ; idée d'un emprunt ou d'une contribution exceptionnelle pour la défense nationale.

ROYER (Jean)

Député de l'Indre-et-Loire
(1re circonscription)
(NI).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1099).

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1981 : Education - Dépenses ordinaires [9 octobre 1980] (p. 2650).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de **loi de finances pour 1979** (n° **560**). — Budgets civils. **Annexe n° 16 : Education - Dépenses ordinaires** (n° **570**) [5 octobre 1978].

— **Proposition de loi** sur le **cautionnement mutuel** (n° **1152**) [19 juin 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1980 (n° 1290). — I. Budgets civils. — A. Budget général. — **Annexe n° 16 : Education : Dépenses ordinaires** (n° **1292**) [2 octobre 1979].

— **Proposition de loi tendant à instituer la création de centres de formation et d'assistance technique, en matière de gestion et de comptabilité, pour les petites et moyennes entreprises** (n° **1571**) [11 janvier 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le **projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). — **Annexe n° 18 : Education : Dépenses ordinaires** (n° **1976**) [9 octobre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Prévention et réparation des calamités publiques** [18 avril 1978] (p. 1152, 1153) : effondrement du principal pont sur la Loire à Tours.

— **Financement des centres de formation d'apprentis de la métallurgie** [27 juin 1979] (p. 5733, 5734) : ses craintes devant la circulaire du 3 avril 1979 introduisant la notion de « budget théorique » ; souhaite que le Gouvernement pratique une politique contractuelle avec les directeurs des centres.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **13640**) : **Soutien à l'artisanat** [27 avril 1979] (p. 3260, 3262) : nécessité d'une politique audacieuse de l'artisanat complétant la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat de 1973.

— (n° **25162**) : **Répression de l'affichage sauvage** [23 mai 1980] (p. 1253) : application de la loi du 29 décembre 1979 réglementant la publicité et les enseignes .

— (n° **38721**) : **Production d'éthanol** [21 novembre 1980] (p. 4251) : production de carburants nationaux de remplacement ; création d'usines expérimentales de production d'éthanol ; mesures administratives nécessaires pour autoriser le mélange de l'alcool à l'essence ; circulation de véhicules fonctionnant à l'alcool ; adaptation de la fiscalité ; (p. 4252) : problème fondamental du redéploiement des énergies françaises.

— (n° **40202**) : **Aménagement du territoire** [19 décembre 1980] (p. 5099) : situation préoccupante des régions de la périphérie du bassin parisien ne bénéficiant d'aucune aide de la Délégation à l'aménagement du territoire ; extension des pouvoirs des collectivités régionales et locales et des interventions du comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles (CIASI) ; interventions de l'institut de développement industriel (IDI) dans le bassin parisien.

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale** (n° **118**). **Discussion** [19 avril 1978] (p. 1238) : la promotion de l'invention ; la définition d'un plan énergétique ; (p. 1239) : l'organisation d'un débat sur le plan nucléaire ; la création d'un institut de l'invention et de la recherche appliquée ; l'élaboration d'un code économique dans le cadre du libéralisme ; l'extension de la notion de contrat ; le rôle du Plan ; la mise en œuvre de lois de programme pluriannuelles ; la nécessité de faire alterner dans l'éducation enseignement théorique et enseignement pratique ; les exemples étrangers ; la réforme de la formation des maîtres à tous les degrés ; (p. 1240) : la décentralisation ; la réforme de la fiscalité locale ; les rapports entre l'administration et les hommes politiques au sein du

Gouvernement ; la collaboration entre l'Assemblée et le Gouvernement ; l'application des lois ; les conditions du travail parlementaire.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **234**). **Première lecture. Discussion générale** [31 mai 1978] (p. 2299) : nécessité de réviser le VII[e] Plan ; bilan du pacte pour l'emploi : création de 546.000 emplois pour une dépense de 4,5 milliards ; le caractère restrictif des mesures prévues dans le collectif : diminution de la durée des stages, restriction des exonérations de charges sociales, diminution de la participation financière de l'Etat au paiement des jeunes stagiaires ; risque de réactions sociales ; mesures possibles : utilisation des 4.600 millions de francs collectés grâce à l'augmentation de la taxe sur les produits pétroliers ; réalisation d'économies sur la formation continue ; création d'une taxe sur les bénéfices bancaires ; critique la libération des prix des services publics ; (p. 2300) : les risques de la concurrence intérieure et extérieure ; possibilités de mener une économie contractuelle ; nécessité d'une relance économique sélective : travaux publics, mécanique générale, électricité lourde ; le caractère inquiétant des perspectives économiques.

— **Projet de loi relatif à l'emploi des jeunes** (n° **249**). **Première lecture. Discussion générale** [6 juin 1978] (p. 2516) : inopportunité du vote du collectif budgétaire avant le projet de loi sur l'emploi des jeunes ; (p. 2517) : faillite de l'éducation française ; nécessité d'une alternance entre enseignement théorique et enseignement pratique ; exemple des systèmes socialistes ; règles de la polyvalence des chances ; nécessité d'une relance sélective ; utilité du pacte pour l'emploi : insertion dans la vie professionnelle de 550.000 jeunes ; soutien des PME ; arrivée de 700.000 jeunes sur le marché du travail ; diminution du montant de l'exonération applicable à l'artisanat ; (p. 2528) : nécessité du montant de l'exonération applicable à l'artisanat ; (p. 2518) : nécessité d'augmenter à 200.000 les bénéficiaires des stages pratiques en entreprise et d'étendre ces stages aux activités tertiaires ; insuffisance de la durée de 4 mois prévue pour ces stages ; mauvais fonctionnement des commissions départementales de la formation professionnelle ; mauvaise utilisation des heures consacrées à l'enseignement général durant les stages pratiques ; nécessité d'ouvrir les stages pratiques aux services de l'Etat, des collectivités locales et aux services publics ; possibilité de financer un plan pour 400.000 stagiaires par l'utilisation des 4.600 millions de francs de la taxe sur les produits pétroliers. **Discussion des articles. Article 3** (p. 2548) : organisation et portée des stages pratiques ; 140.000 jeunes bénéficiaires des stages pratiques dans le premier pacte ; insuffisante durée des stages ; inadaptation de la formation théorique dispensée ; critique la limitation des stages aux activités manuelles ; possibilité de développer les stages pratiques dans le cadre des services publics ; expérience menée en Indre-et-Loire ; insuffisance du second pacte pour l'emploi ; nécessité de revoir le VII[e] Plan et de dégager de nouvelles ressources.

— **Discussion de la motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par soixante députés du groupe socialiste le 2 octobre 1978** [4 octobre 1978] (p. 5569) : disproportion entre la progression du chômage et la nécessité de la lutte contre l'inflation ; nécessité de reconduire le premier acte pour l'emploi, de développer l'alternance entre enseignement théorique et enseignement pratique par des stages dans les entreprises et d'étendre le pacte national pour l'emploi aux services publics ; excès du capitalisme bancaire : crédits trop chers ; dépendance de l'économie française vis-à-vis de l'étranger ; nécessité de diminuer le poids des charges sociales ; recommande la création d'un institut national de l'invention et le développement d'une économie de contrats ; nécessité de créer un code économique ; possibilité d'améliorer le contrôle parlementaire notamment en présentant les lois avec un décret d'application.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — VI. **Recherche. Discussion générale** [18 octobre 1978] (p. 6253) : médiocrité des ambitions fixées en matière d'énergies nouvelles ; souhaite le développement de la recherche en matière de liquéfaction et de gazéification du charbon ; propose le développement de la production d'électricité à partir de l'énergie hydraulique ; (p. 6254) : souhaite la création d'un institut national de la recherche appliquée et de l'invention.

Environnement et cadre de vie. — II. **Cadre de vie et logement. Discussion générale** [25 octobre 1978] (p. 6666) : avantages de la réhabilitation de l'habitat ancien mais insuffisance des crédits avec différé d'amortissement long ; globalisation nécessaire des subventions et des prêts de l'Etat ; décentralisation des décisions du fonds d'aménagement urbain ; information nécessaire de la population.

Education, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, pour les dépenses ordinaires.

Discussion générale [13 novembre 1978] (p. 7474) : évolution inverse du nombre d'élèves suivant les niveaux d'enseignement : diminution dans les écoles maternelles et l'enseignement du second degré du premier cycle ; augmentation dans les écoles élémentaires et le second degré, deuxième cycle ; budget de l'éducation : 17,62 % du budget de l'Etat ; 2.790 postes créés ; poursuite de la politique de titularisation des remplaçants ; nécessité de limiter les effectifs dans les classes ; (p. 7475) : diminution des effectifs enseignants dans les écoles normales ; harmonisation du statut des professeurs techniques de lycées et de celui des professeurs certifiés ; problème posé par le passage des professeurs techniques adjoints au niveau des professeurs certifiés ; insuffisance de l'effort de résorption de l'auxiliariat ; chute des crédits pour les bourses ; problème de la prise en charge complète par l'Etat des transports scolaires ; suppression de 20,58 % des crédits à l'enseignement privé ; (p. 7476) : nécessité d'une réforme profonde de la formation des maîtres et d'une révision de leur condition.

Budget annexe des postes et télécommunications. Discussion générale [14 novembre 1978] (p. 7564) : contraste entre la réussite de l'administration dans le domaine du téléphone et les dangers s'accumulant dans le fonctionnement de la poste ; (p. 7565) : rémunération insuffisante des comptes de chèques postaux par l'Etat ; importance du déficit d'exploitation des PTT financé par emprunts ; problème des tarifs consentis à la presse ; endettement des PTT ; malaise des personnels de la poste ; rémunérations insuffisantes.

Services du Premier ministre. — I. Services généraux : Aménagement du territoire. Discussion générale [16 novembre 1978] (p. 7770) : échec de la politique de décentralisation industrielle ; souhaite l'organisation d'un débat sur les objectifs nouveaux de l'aménagement du territoire ; nécessité d'accorder aux petites et moyennes entreprises et aux entreprises artisanales la liberté de recrutement et de licenciement de porter à 50 le nombre des emplois que peut comporter une entreprise artisanale ; (p. 7771) : possibilité de créer des sociétés d'économie mixte de production dans les régions de fort chômage ; souhaite l'aménagement intégré de la vallée de la Loire ; lutte contre les crues, alimentation en eau potable des principales villes et électrification de la voie ferrée de Nantes à Lyon.

Commerce et artisanat. Discussion générale [17 novembre 1978] (p. 7907) : souhaite un débat à l'occasion d'une question orale avec débat sur l'application de la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat ; nécessité d'étendre la saisine de la commission départementale de l'urbanisme commercial pour des projets ayant une surface d'implantation inférieure au seuil requis ; pratique renouvelée des prix d'appel et de la vente à perte ; nécessité de combattre le travail au noir ; absence de réelle décentralisation au niveau départemental des aides à l'artisanat ; nécessité de relever le seuil servant de critère à l'entreprise artisanale à cinquante employés ; renforcement de la qualification technique de l'artisan ; difficultés des artisans au niveau du financement ; souhaite l'adoption d'une loi sur le développement des sociétés de caution mutuelle ; nécessité d'accomplir un effort de simplification en matière fiscale et de diminuer les droits de mutation; (p. 7908) : nécessité de réaliser la parité dans le domaine social et d'établir un statut de l'épouse d'artisan.

— **Projet de loi relatif au soutien de l'investissement productif industriel** (n° **983**). **Première lecture. Discussion générale** [10 mai 1979] (p. 3687) : projet tendant à encourager la réévaluation des bilans, à soutenir les investissements industriels et à renforcer les fonds propres des entreprises ; (p. 3688) : trois lacunes du projet : nature des investissements, pas de priorité pour les investissements se traduisant par des achats de matériel français, nombre excessif d'entreprises écartées du champ d'application de la loi ; nécessité d'une politique d'investissement public plus active ; souhaite que soient distingués les investissements de productivité et les investissements tendant à créer de nouveaux emplois ; nécessité d'un allégement des charges improductives pesant sur l'économie ; souhaite que soit davantage désencadré le crédit pour les investisseurs institutionnels. **Discussion des articles** [10 mai 1979]. **Article premier** (p. 3703) : approuve l'amendement n° 3 de M. René de Branche.

— **Projet de loi portant approbation du rapport sur les principales options du VIII^e Plan** (n° **1055**). **Première lecture. Discussion générale** [12 juin 1979] (p. 4944) : ambition trop large du VIII^e Plan ; problème du traitement des déchets atomiques ; nécessité d'une politique de gazéification du charbon et de décentralisation de l'hydroélectricité ; concentration insuffisante de la recherche en matière d'énergie ; nécessité d'une loi-cadre sur l'énergie ; problème de l'éducation négligé par les options du Plan ; (p. 4945) : souhaite la conduite d'une grande politique de la famille. **Discussion de l'article unique** [14 juin 1979]. **Article unique** (p. 5128) : soutient son amendement n° 22 : élaboration d'une loi-cadre et fondation d'un secrétariat d'Etat à l'énergie rattaché au

Premier ministre ; réservé, non adopté ; (p. 5129) : soutient son amendement n° 23 : étude des modes de traitement et de stockage les plus appropriés des déchets radiocatifs ; réservé, non adopté ; (p. 5129) : soutient son amendement n° 24 : développement des énergies nouvelles ; utilisation de l'alcool comme carburant ; réservé, repris avec une modification dans la lettre rectificative n° 1132, adopté ; (p. 5130) : soutient son amendement n° 25 corrigé : gazéification du charbon ; réservé, repris dans la lettre rectificative n° 1132, adopté ; (p. 5132) : soutient son amendement n° 26 : mise à l'étude de l'alternance entre l'enseignement théorique dispensé dans les établissements secondaires et l'enseignement pratique dispensé dans les entreprises ; réservé, non adopté ; cite des exemples d'enseignement alterné en URSS, à Cuba, en Grande-Bretagne, en Chine.

— **Projet de loi portant diverses mesures en faveur de l'emploi** (n° **1109**). **Première lecture. Discussion générale** [19 juin 1979] (p. 5292) : inadaptation de la formation des jeunes à la vie professionnelle ; force du troisième pacte national pour l'emploi résidant dans son financement meilleur et dans son champ d'application élargi ; diminution régulière du nombre des stages de formation ; insuffisance de stages pratiques de quatre mois ; craint une multiplication des stages plus courts que la durée normale de l'apprentissage ; souhaite que soit porté de dix à cinquante salariés le seuil au-delà duquel une entreprise artisanale devient une entreprise industrielle ; (p. 5293) : demande l'extension du système des stages dans les services publics ; nécessité d'alléger les charges improductives des entreprises et de transformer l'économie ainsi réalisée en un supplément de salaire pour les travailleurs manuels ; souhaite que le recrutement et le licenciement de travailleurs soit facilités ; nécessité de revoir complètement l'enseignement dans le sens de l'alternance entre l'enseignement théorique et l'enseignement pratique ; exemple des pays socialistes ; (p. 5294) : pas de rapport entre l'organisation capitaliste ou socialiste de l'économie et la manière dont cette économie peut accueillir les jeunes qui se présentent sur le marché du travail.

— **Projet de loi portant aménagement de la fiscalité directe locale** (n° **689**). **Première lecture. Discussion des articles** [9 octobre 1979]. **Article 5** (p. 7944) : son amendement n° 167 : maintien de l'exonération de la cotisation départementale de la taxe professionnelle pour les artisans et détaillants n'employant pas plus de deux salariés ; réservé. **Article 5** (*suite*) (p. 7960) : soutient son amendement n° 167 précédemment réservé, adopté avec modifications.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Education, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [22 octobre 1979] (p. 8714) : budget de l'éducation représentant 74 % de l'impôt sur le revenu ; croissance modeste ; crédits de personnel représentant 90 % du montant de ce budget ; modification des rapports entre l'enseignement public et l'enseignement privé ; diminution des effectifs dans l'enseignement préscolaire et dans l'enseignement du premier degré ; augmentation dans l'enseignement du second degré ; correspondance entre l'évolution des effectifs et le nombre des postes créés ; déplore la suppression de 2.200 postes de surveillants en deux ans ; titularisation de 500 maîtres auxiliaires ; peu de nouveautés en ce qui concerne l'aide aux familles ; (p. 8715) : diminution des crédits affectés aux bourses ; augmentation des crédits destinés aux transports scolaires ; nécessité de modifier la grille indiciaire des instituteurs par rapport à l'ensemble des grilles de la fonction publique et de poursuivre une nouvelle politique de perfectionnement de la formation professionnelle ainsi que de revoir le sort des professeurs techniques ; résorption incomplète de l'auxiliariat dans le secondaire ; nécessité d'améliorer la formation initiale et continue des maîtres du second degré ; (p. 8716) : nombre excessif des jeunes quittant l'enseignement sans diplôme ni formation professionnelle ; avis favorable de la commission des finances. **Examen des crédits** [22 octobre 1979]. **Etats B - Titre III** (p. 8753) : le renforcement des services administratifs et d'intendance ne doit pas se faire au détriment de la surveillance.

Industrie. Discussion générale [5 novembre 1979] (p. 9369) : génie inventif français ; nécessité de réorganiser l'ANVAR ; souhaite la création de sociétés d'économie mixte de production avec des laboratoires privés et des collectivités locales ; nécessité de développer les énergies nouvelles ; la production de sous-produits du charbon par la gazéification et la liquéfaction ; nécessité d'accroître la dotation du centre de recherches charbonnières pour ces actions ; le développement de l'agro-énergie ; (p. 9370) : la production de l'alcool éthylique.

Intérieur. Discussion générale [13 novembre 1979] (p. 9922) : demande que les préfets de département soient informés des montants des dotations globales de fonctionnement et du fonds de récupération de la TVA avant l'élaboration des budgets locaux ; restauration des locaux existants des commissariats centraux ; missions de la police ; nécessité de créer le plus grand nombre possible d'unités légères de sécurité ; problème de la coordination des polices.

Santé et sécurité sociale : Travail et santé. — I. Section commune. — III. Santé et sécurité sociale. Discussion générale [15 novembre 1979] (p. 10106) : pratique du prix de journée et limitation autoritaire des dépenses hospitalières impropres à améliorer la gestion des hôpitaux ; nécessité de distinguer les frais forfaitaires d'admission, le prix de journée d'hébergement, le prix de journée de soins et le prix des soins spécialisés ; souhaite la globalisation du budget de chaque hôpital à partir d'une étude budgétaire par service et la mobilisation dans chaque service de la responsabilité financière du corps médical ; souhaite une politique contractuelle de la gestion hospitalière.

— **Projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels** (n° **1121**). **Première lecture. Discussion générale** [29 avril 1980] (p. 820) : pactes nationaux pour l'emploi ; champ d'application du projet ; nécessité de généraliser l'alternance à tout le système scolaire ; expériences d'alternance à l'université ; écoles professionnelles ; expériences d'alternance à l'étranger ; pays socialistes ; (p. 821) : valeur pédagogique de l'alternance ; rapport entre l'éducation et l'économie des pays industrialisés ; rôle de l'éducation nationale dans l'alternance.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Education, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, pour les dépenses ordinaires. **Discussion générale** [24 octobre 1980] (p. 3076) : importance du volume de ce budget et degré de son austérité ; stagnation des crédits destinés à la construction ; crédits de fonctionnement ; nécessité d'un collectif budgétaire en cours d'année ; diminution des crédits pour les bourses ; (p. 3077) : solde négatif entre les créations et les suppressions de postes ; contraste entre le sort des instituteurs et celui des professeurs certifiés ; plan de résorption de l'auxiliariat ; formation continue des enseignants ; analyse des coefficients de réussite aux examens ; augmentation des crédits de l'enseignement privé ; revalorisation du budget des réparations ; (p. 3078) : revalorisation des traitements du corps enseignant ; amélioration du degré de réussite ; examens d'entrée en sixième et en seconde. **Examen des crédits** [24 octobre 1980]. **Etat B - Titre III** (p. 3121) : amendement n° 15 de la commission des finances : réduction des crédits ; plan de résorption de l'auxiliariat ; rejeté. **Etat B - Titre IV** (p. 3121, 3122) : amendement n° 17 de la commission des finances : réduction des crédits ; amélioration de la politique des bourses ; rejeté.

Intérieur. Discussion générale [28 octobre 1980] (p. 3182) : formation de la police ; multiplication des unités mobiles de sécurité et des patrouilles légères ; conjuguer les efforts des CRS, de la police municipale et de la police nationale dans une même agglomération ; carence de la défense civile en France ; organisation de plan d'évacuation des villes-centres ; recensement des abris antiatomiques ; constituer des réserves de vivres ; informer la population ; se déclare prêt à organiser de « grandes manœuvres de défense civile à Tours ».

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1980] (p. 3335) : actions entreprises en faveur du bassin de la Loire ; construction des barrages de Naussac et de Villerest ; perspectives d'avenir de l'aménagement de la Loire ; structures d'actions interdépartementales ; propose le lancement d'un emprunt et le recours au fonds européen de développement régional pour le financement des barrages sur la Loire.

Commerce et artisanat. Discussion générale [31 octobre 1980] (p. 3378) : application de la loi d'orientation dans les zones rurales en ce qui concerne les grandes surfaces ; (p. 3379) : soutien aux petits commerces et à l'artisanat en zone rurale ; aide à l'installation ; charte de l'artisanat ; problème de la qualification des artisans ; création de centres de formation et d'assistance technique en matière de gestion et de comptabilité ; suppression du système du réel simplifié et du forfait ; prêt aux artisans par le canal du fonds de développement économique et social (FLDES).

Jeunesse, sports et loisirs. — I. Section commune. — II. Jeunesse et sports. Discussion générale [7 novembre 1980] (p. 3718) : faciliter la formation sportive des jeunes ; les associations sportives scolaires ; aide à l'union nationale du sport scolaire ; mesures à prendre en faveur des écoles, centres de formation, écoles municipales de sport ; création d'un corps national de moniteurs de sport ; (p. 3719) : sport de haut niveau ; développement des sections sports-études ; accroître les moyens du sport à l'université ; élaboration d'un statut pour les entraîneurs et techniciens sportifs de haut niveau.

RUFENACHT (Antoine)

Député de la Seine-Maritime
(6e circonscription)
(RPR).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission d'enquête créée à la suite du naufrage d'un navire pétrolier sur les côtes de Bretagne, le 16 mars 1978 [16 mai 1978] (p. 1692) [*J.O.* du 13 mai 1978] (p. 2085).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 1075), relatif à **certains ouvrages reliant les voies nationales ou départementales** (n° **1107**) [31 mai 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 1204) relatif à **certains ouvrages reliant les voies nationales ou départementales** (n° **1260**) [28 juin 1979]

— **Proposition de loi** tendant à libéraliser la pratique de la **radio-communication de loisirs** (n° **2240**) [20 décembre 1980].

QUESTIONS

• *question orale sans débat :*

— (n° **16567**) : **Emploi en Haute-Normandie** [1er juin 1979] (p. 4598, 4599, 4560) : crise de l'emploi en Haute-Normandie et particulièrement dans la région du Havre ; action des élus en faveur des équipements publics ; acceptation en Seine-Maritime de deux centrales nucléaires ; efforts nécessaires pour améliorer la situation de l'emploi dans cette région.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à certaines infractions en matière de circulation maritime et complétant la loi du 17 décembre 1926 portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande** (n° **682**) **et projet de loi portant modification de la loi n° 64-331 du 26 décembre 1964 sur la pollution de la mer par les hydrocarbures** (n° **683**). **Première lecture. Discussion générale commune** [4 décembre 1978] (p. 8735) : ses doutes sur la légitimité de l'institution d'un délit de pollution involontaire par imprudence ; discrimination pesant sur les navires français au point de vue pénal ; intensité et danger de la circulation dans la Manche ; nécessité de recourir à des pilotes de haute mer pour les navires de transit dans la Manche ; souhaite que le transbordement en mer de produits pétroliers ait lieu au terminal d'Antifer ; demande que des mesures soient prises pour atténuer les risques de pollution dans le complexe du Havre-Antifer.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant modification de la loi n° 64-1331 du 26 décembre 1964 sur la pollution de la mer par les hydrocarbures** (n° **683**). **Première lecture. Discussion des articles** [4 décembre 1978]. **Article 2** (p. 8751) : propose d'insérer un article additionnel après l'article 2 prévoyant de ne pas appliquer à l'encontre du capitaine d'un bâtiment portant assistance les peines visées aux articles premier et 2. **Après l'article 2** (p. 8752) : soutient son amendement n° 9 : inapplication des peines visées aux articles premier et 2 au capitaine, au propriétaire ou à l'exploitant d'un bâtiment portant assistance sous réserve de leur faute intentionnelle ou inexcusable ; amendement n° 9 retiré.

— **Projet de loi relatif à certains ouvrages reliant les voies nationales ou départementales** (n° **1075**). **Première lecture,** rapporteur de la commission de la production et des échanges. **Discussion générale** [6 juin 1979] (p. 4703) : annulation par le Conseil d'État, le 16 février 1979, d'un arrêté préfectoral fixant le tarif du péage appliqué au pont d'Oléron ; projet initial prévoyant dans des cas exceptionnels l'institution d'une redevance pour l'usage de certains ouvrages et organisant la procédure d'institution de cette redevance ; compléments apportés par le Sénat au projet ; (p. 4704) : avis favorable de la commission de la production. **Discussion des articles** [6 juin 1979]. **Article premier** *ter* (p. 4718) : hostilité de la commission à l'amendement n° 17 de M. Jean Foyer ; nécessité de permettre l'affectation du péage à l'exploitation et à l'entretien des ouvrages ; (p. 4720) : son amendement n° 22 ; devient sans objet. **Article 2** : soutient son amendement n° 23 : abrogation des dispositions de la loi du 30 juillet 1880 concernant le rachat des concessions ; adopté. **Article 3** (p. 4722) : amendement n° 21 de la commission : possibilité pour les conseils généraux qui décident l'institution de tarifs réduits bénéficiant aux usagers domiciliés dans certaines communes de récupérer tout ou partie du montant de la taxe professionnelle perçue par ces communes du fait de l'ouvrage ; devient sans

objet. **Deuxième lecture. Discussion générale** [29 juin 1979] (p. 5882) : adoption conforme par la commission de la production du texte voté en première lecture par le Sénat. **Discussion des articles** [29 juin 1979]. **Article premier *ter*** (p. 5885) : hostilité de la commission à l'amendement n° 6 de M. Roland Beix qui aurait pour conséquence d'interdire toute concession.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Transports. Discussion générale [23 octobre 1979] (p. 8792) : problème du port du Havre ; action démagogique de certains syndicats dangereuse pour l'image de marque internationale des ports français ; hostilité au projet visant à assujettir les ports maritimes à la taxe professionnelle ; poids des taxes phytosanitaires pesant sur les ports français ; (p. 8793) : demande la construction d'une liaison entre l'autoroute de Normandie et l'agglomération du Havre.

Industrie. Discussion générale [5 novembre 1979] (p. 9378) : secteurs en butte à une concurrence déloyale comme le textile ou la sidérurgie fine ; industrie appelée à bénéficier des contrats de développement ; délais de mise en place de ces contrats ; sort réservé aux industries qui ne bénéficieront pas des contrats de développement.

— **Proposition de loi tendant à modifier l'article 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 relatif aux conditions d'éligibilité aux fonctions de président d'université** (n° **367**). **Première lecture. Discussion de l'article unique** [10 décembre 1979] (p. 11552) : soutient son amendement n° 1 : prévoyant que le président d'université, professeur titulaire ou maître de conférences titulaire, sera élu par le conseil en formation restreinte aux professeurs et aux maîtres de conférences ; adopté par scrutin public ; déclin de la participation des étudiants ; amendement assurant l'indépendance du président vis-à-vis des groupes de pression politiques ; nécessité de choisir le président parmi les professeurs titulaires pour améliorer le niveau de représentation des universités; (p. 11554) : soutient son amendement n° 2 : conditions d'éligibilité des directeurs d'unité d'enseignement et de recherche : adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [26 juin 1980] (p. 2346) : son amendement tendant à réserver aux professeurs le soin de choisir les présidents d'université ; participation dans les universités ; initiative parlementaire.

— **Projet de loi portant aménagement de la fiscalité directe locale** (n° **689**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [18 décembre 1979]. **Article 4 *bis*** (p. 12189) : assujettissement des ports à la taxe professionnelle risquant de porter atteinte à leur compétitivité.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° 1933). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Transports. Discussion générale [15 novembre 1980] (p. 3966) : importance stratégique et économique de la maîtrise des transports maritimes ; conditions nécessaires pour bâtir une bonne marine marchande ; relations entre l'Etat et la profession maritime ; nécessité de conclure des accords internationaux ; pavillons de complaisance ; coût de l'énergie ; avance sociale du régime des marins ; accroissement de la productivité des navires conduisant à une réduction des effectifs ; (p. 3967) : conséquences du conflit de la pêche de l'été 1980 pour les grands ports de commerce.

RUFFE (Hubert)

Député du Lot-et-Garonne
(2e circonscription)
(C).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1100).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à modifier la **loi n° 64-706** du 10 juillet 1964 organisant un **régime de garantie contre les calamités agricoles** (n° **75**) [18 avril 1978].

— **Proposition de loi** tendant à **modifier l'article L 260 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre de manière à rétablir dans leur droit à la retraite du combattant, les titulaires de la carte du combattant ayant eu une absence illégale au cours de la guerre 1914-1918, qui n'ont pas failli à l'honneur au cours du conflit de 1939-1945** (n° **1002**) [24 avril 1979].

— **Proposition de loi** tendant à charger l'**office national des forêts de la production de gemmes dans les forêts domaniales des landes de Gascogne** (n° **1086**) [22 mai 1979].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Entreprise de chaussures Imbert à Miramont-de-Guyenne (Lot-et-Garonne)** [25 juin 1980] (p. 2258) : implantation d'une usine par cette entreprise en Tunisie.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1978] (p. 7247) : problème des calamités agricoles ; insuffisance de la loi du 10 juillet 1964 créant un régime de garanties contre les calamités agricoles ; dépôt par le groupe communiste d'une proposition de loi améliorant ce régime ; conséquence de l'élargissement de la communauté européenne sur la production française de tabac.

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique agricole et débat sur cette déclaration** (n° **790**). **Discussion** [14 décembre 1978] (p. 9445) : situation inquiétante de la production de tabac ; conséquences dangereuses de l'entrée de la Grèce dans le marché commun.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1979] (p. 9641) : dégradation de la production tabacole ; multiplication par cinq des ventes de firmes multinationales anglo-saxonnes et américaines ; conséquence du projet d'élargissement du Marché commun à l'Espagne, au Portugal et à la Grèce sur la production tabacole.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion des articles** [13 décembre 1979] : **Article premier** (p. 11757) : son amendement n° 108 : suppression du onzième alinéa de l'article premier prévoyant comme objectif une politique de concurrence dans les activités de production, de transformation et de distribution, soutenu par M. Paul Balmigère ; rejeté ; [15 décembre 1979] : **Avant l'Article 22** (*suite*) (p. 12069) : son sous-amendement n° 176 : précisant que le contrevenant ne peut s'opposer à l'exercice du droit de préemption des SAFER, soutenu par Mme Adrienne Horvath ; retiré.

— **Projet de loi portant modification du statut de la société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA)** (n° **1731**). **Première lecture. Discussion générale** [4 juin 1980] (p. 1573) : marché du tabac ; centre de Bergerac ; modification du statut de la SEITA ; non-respect des engagements communautaires concernant la clause de sauvegarde ; importation de tabacs étrangers ; pénétration des tabacs grec et espagnol consécutive à l'élargissement du marché commun ; processus de privatisation de l'industrie tabacole française ; (p. 1574) : proposition de loi communiste ; politique de liquidation de la production nationale ; culture du tabac blond en France. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [27 juin 1980]. **Article premier** (p. 2382) : soutient l'amendement n° 9 : suppression de l'article premier ; réservé puis non adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; (p. 2384) : son amendement n° 11 : référence à l'évolution du marché des produits finis ; réservé puis non adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution. **Explications de vote** (p. 2387) : difficultés des planteurs ; importations de tabac ; statut du personnel ; vote bloqué ; vote hostile du groupe communiste.

S

SABLÉ (Victor)

Député de la Martinique
(3e *circonscription*)
(*App. UDF*).

Elu le 12 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1103).

S'apparente au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Juge titulaire de la haute cour de justice [17 mai 1978] (p. 1759, 1775) ; prête serment le 31 mai 1978 (p. 2293).

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Dommages occasionnés par les cyclones aux Antilles** [3 octobre 1979] (p. 7723) : nécessité de préciser les dispositions que compte prendre le Gouvernement pour assurer la coordination et l'exécution des décisions prises pour permettre la reprise des activités économiques dans les départements de la Guadeloupe et de la Martinique dévastés par les cyclones David et Frédéric.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Affaires étrangères. Discussion générale [2 novembre 1978] (p. 6924) : incidence de la convention de Lomé sur l'avenir des départements d'outre-mer ; intégration des départements d'outre-mer à la CEE ; non-application des avantages concédés aux Etats d'Afriques, des Caraïbes et du Pacifique aux départements d'outre-mer ; (p. 6925) : création par la CEE de « marchés captifs » aux Antilles et à la Réunion ; arrêt du 10 octobre 1978 de la cour de justice des communautés européennes sur l'intégration des départements d'outre-mer dans la CEE.

Départements d'outre-mer. Discussion générale [15 novembre 1978] (p. 7669) : foisonnement des emplois improductifs dans des organismes parapublics dans les DOM ; (p. 7670) : nécessité d'un soutien accru à la production de sucre ; problème de la renégociation des accords de Lomé ; problème de la production d'ananas et de bananes ; nécessaire développement de la pêche.

Articles et articles additionnels non rattachés [17 novembre 1978]. **Après l'Article 73** (p. 8014) : son amendement n° 320 rectifié : reconduction du régime de contingentement des rhums jusqu'au 31 décembre 1984 ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Départements d'outre-mer. Discussion générale [31 octobre 1979] (p. 9276) : augmentation de la part du FIDOM librement gérée par les assemblées locales ; conséquences désastreuses des cyclones sur l'agriculture des Antilles ; aide de la France et de la CEE ; son hostilité à la réforme fiscale et à la mise en cause de l'indemnité de vie chère perçue par les fonctionnaires outre-mer ; insuffisance du décret relatif aux travailleurs privés d'emploi.

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention signée à Lomé le 31 octobre 1979 entre les Etats membres de la communauté économique européenne et la communauté économique européenne, d'une part, des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'autre part, ainsi que l'approbation des deux accords internes afférents à cette convention, conclus à Bruxelles le 20 novembre 1979** (n° **1476**). **Première lecture. Discussion générale** [21 mai 1980] (p. 1144) : aide financière de la communauté ; (p. 1145) : respect des droits de l'homme ; situation des DOM ; arrêt Hansen rendu par la cour de justice de Luxembourg ; clause de sauvegarde ; protocoles sur le sucre, les bananes et le rhum ; projet d'une organisation communautaire des alcools ; concurrence des pays ACP à l'égard des DOM.

— **Déclaration du Gouvernement sur les départements et territoires d'outre-mer et débat sur cette déclaration** (n° **1783**). **Discussion** [10 juin 1980] (p. 1672) : opposition de l'opinion à l'autodétermination ; (p. 1673) : innovation réalisée au port de Fort-de-France ; distorsion entre l'élévation du train de vie due au transfert de fonds publics et l'amenuisement progressif de l'appareil productif traditionnel aux Antilles ; plan de diversification des cultures ; départementalisation ; exploitation des océans ; politique de coopération avec le Tiers-Monde.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Départements et territoires d'outre-mer. — II. **Départements d'outre-mer. Discussion générale** [28 octobre 1980] (p. 3223) : rapidité des concours apportés à la suite des cyclones qui ont frappé les DOM ; avance économique des Antilles françaises sur les pays indépendants de la région ; concours obtenu par les DOM de la communauté européenne ; adoption par le Parlement européen du principe d'une aide au développement de l'agriculture dans les DOM malgré le vote hostile des députés communistes français ; chômage.

— **Sur le fait personnel de M. Jacques Brunhes** [28 octobre 1980] (p. 3234) : refus du groupe communiste à l'Assemblée européenne de s'associer à la proposition de directive prévoyant une aide en faveur des départements d'outre-mer pour le développement de leur agriculture.

SAINT-PAUL (André)

Député de l'Ariège
(*2e circonscription*)
(*S*).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1098).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1978] (p. 1112).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant réforme de la loi n° 68-978 du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur et relative aux études en pharmacie et au statut des personnels enseignants des unités d'enseignement et de recherche pharmaceutiques [15 novembre 1978] (p. 7711).

Membre de la commission de contrôle sur la gestion de la Sécurité sociale [*J.O.* du 21 décembre 1978] (p. 4225).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 22 décembre 1978] (p. 4241).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Agriculture. — **BAPSA. Discussion générale** [8 novembre 1978] (p. 7529) : absorption de la moitié des crédits du budget de l'agriculture par le BAPSA ; dégâts causés par l'exode rural ; nécessité de la compensation démographique et de la parité entre le régime général et le régime agricole ; prestations sociales agricoles inférieures à celles du régime général ; inégalité flagrante dans le secteur des prestations vieillesse ; absence de caractère incitatif de l'IVD (indemnité viagère de départ) ; (p. 7260) : inégalité de la protection sociale au détriment des agriculteurs : absence d'indemnité journalière en matière d'assurance maladie, insuffisance de l'aide à domicile en milieu rural, faiblesse du montant des pensions d'invalidité, absence de droit à pension du conjoint de l'exploitant ; dépôt par le groupe socialiste d'une proposition de loi sur le statut du conjoint d'exploitant ; inadaptation du critère du revenu cadastral comme assiette des cotisations sociales dans l'agriculture ; nécessité de revoir le mécanisme de calcul des cotisations

AMEXA ; fixation des cotisations pour les assurances vieillesse indépendamment du revenu des intéressés.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'institution d'un régime complémentaire d'assurance vieillesse et survivant pour les avocats** (n° **647**). **Première lecture. Discussion des articles** [22 novembre 1978]. **Article 4** *bis* (p. 8183) : son amendement n° 5 : pension de reversion au minimum égale à 60 % ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Santé et sécurité sociale. — Travail et Santé. — I. Section commune. — III. Santé et Sécurité sociale. Discussion générale [17 novembre 1980] (p. 4063) : disparités entre les différents établissements psychiatriques ; (p. 4064) : mise en place de la sectorisation ; problème des personnes âgées traitées dans les centres psychiatriques.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'échange de lettres franco-algérien relatif au retour en Algérie de travailleurs algériens et de leur famille ainsi que la convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire sur la sécurité sociale** (n° **2032**). **Première lecture. Discussion générale** [21 novembre 1980] (p. 4268) : départ des immigrés constituant un volet de la politique anti-chômage du Gouvernement ; problème de la liberté d'exercice du droit au retour ; laxisme dans le calcul du nombre escompté des retours ; conditions d'application des dispositions en matière de formation professionnelle ; abstention des socialistes.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Indonésie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune** (n° **1922**). **Première lecture. Explications de vote** [21 novembre 1980] (p. 4273) : occupation de Timor par l'Indonésie.

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République argentine en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune** (n° **1931**). **Première lecture. Explications de vote** [21 novembre 1980] (p. 4276) : violation des droits de l'homme en Argentine.

SAINTE-MARIE (Michel)

Député de la Gironde
(6e circonscription)
(S).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1099).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** portant modification du statut des **sociétés de développement régional** (n° **1898**) [30 juin 1980].

— **Proposition de loi** portant suppression de la **vignette moto** et création d'une commission chargée de faire des propositions dans le sens d'une reconnaissance du phénomène « moto » dans notre société (n° **1904**) [30 juin 1980].

— **Proposition de loi** portant création d'une commission chargée de formuler des propositions sur la formation et l'exercice de la **profession d'œnologue** (n° **2217**) [18 décembre 1980].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Immigrés turcs et tunisiens** [16 avril 1980] (p. 429).

• *questions orales sans débat :*

— (n° **9414**) : **Attachés communaux** (1er décembre 1978] (p. 8666) : préjudice causé aux rédacteurs et chefs de bureau par la création de l'emploi d'attaché communal ; nécessité de prévoir un élargissement de ces mesures pour harmoniser et revaloriser les carrières.

— (n° **14581**) : **Rocade de l'agglomération bordelaise** [4 mai 1979] (p. 3513, 3514) : nuisances engendrées par la réalisation de cette rocade ; nécessité d'enterrer cette voie en tranchées couvertes pour protéger Pessac ; mise en doute de la politique gouvernementale de protection de l'environnement.

— (n° 22852) : **Entreprise des monnaies et médailles de Pessac** [30 novembre 1979] (p. 11063, 11064) : avenir de cette entreprise implantée à Pessac en Gironde et de son personnel en raison de la réduction du programme monétaire de frappe ; extension du hall ouest nécessaire car elle permettrait de compenser la baisse du secteur de fabrication monétaire par la fabrication des flancs.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° 560). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Jeunesse, sports et loisirs. — I. Jeunesse et sports. Discussion générale [14 novembre 1978] (p. 7588) : budget de la jeunesse et des sports représentant 0,69 % du budget de l'Etat ; heures supplémentaires prévues par le budget contraires à la lutte contre le chômage et à la déclaration de M. Boulin ; (p. 7589) : importance essentielle de la vie associative, école de démocratie ; le fait associatif permet la démocratisation du sport ; dépôt d'une proposition de loi en faveur de la vie associative ; plan de relance de l'éducation physique proposé par le Gouvernement ; nécessité de rattacher l'enseignement d'éducation physique au ministère de l'éducation ; compétences des professeurs d'éducation physique ; mise sur pied d'une « opération commando » pour les jeux olympiques de Moscou. **Examen des crédits** [17 novembre 1978]. **Etat B - Titre III** (p. 8024) : son amendement n° 329 soutenu par M. Claude Wilquin : suppression des crédits destinés au service d'animation sportive ; (p. 8025) : rejeté. **Etat B - Titre IV** : (p. 8025) : son amendement n° 330 soutenu par M. Claude Wilquin : suppression des crédits destinés aux services d'animation sportive dans le titre IV ; devenu sans objet ; son amendement n° 331 soutenu par M. Claude Wilquin : réduction des crédits pour la préparation olympique ; (p. 8026) : rejeté. **Après l'Article 79** (p. 8028) : son sous-amendement n° 349 à l'amendement n° 347 de M. Lucien Neuwirth : contribution par litre de supercarburant ne pouvant entraîner une augmentation du prix réclamé aux consommateurs ; devenu sans objet.

— **Projet de loi portant aménagement de la fiscalité directe locale** (n° 689). **Première lecture. Discussion des articles** [9 octobre 1979]. **Article 9** (p. 7963) : son amendement n° 287 : possibilité d'étaler sur dix ans une réduction des écarts des taux de taxes d'habitation perçues au profit des communautés urbaines et des groupements de communes ; soutenu par M. Alain Richard ; rejeté.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° 1290). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [18 octobre 1979]. **Après l'Article 2** (p. 8399) : soutient l'amendement n° 180 rectifié de M. Lucien Neuwirth : déduction des frais de garde des enfants gagée par une augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée ; rejeté. **Article 3** (p. 8406) : insuffisance du relèvement du plafond de recettes permettant de bénéficier de l'abattement de 10 % pour les adhérents des associations agréées et des centres de gestion agréés ; nécessité d'ajuster les limites de revenus au-delà desquelles l'abattement de 20 % accordé aux non-salariés est réduit à 10 % ; (p. 8407) : demande au ministre si des adhérents ayant déjà cette qualité en 1979 mais dépassant le plafond en 1980 pourront continuer à adhérer aux centres de gestion agréés.

Deuxième partie :

Jeunesse, sports et loisirs. — I. Jeunesse et sports. Discussion générale [29 octobre 1979] (p. 9110) : diminution de la part de la jeunesse et des sports dans le budget de l'Etat ; augmentation des moyens extra-budgétaires difficile à contrôler par le Parlement ; problème des personnels ; problème du traitement des élèves professeurs d'éducation physique ; (p. 9111) : diminution des crédits d'équipement et difficultés des collectivités locales ; opposition très ferme des socialistes à la volonté du ministre d'imposer des heures supplémentaires obligatoires aux enseignants d'éducation physique ; politique gouvernementale super-élitiste pour la représentation française aux jeux olympiques ; fonctionnarisation du sport de haut niveau.

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1979] (p. 9209) : insuffisante prise en compte de l'environnement dans la programmation de la future rocade de Bordeaux ; nécessité d'un effort supplémentaire pour améliorer la protection des riverains.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° 1933). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Education. Discussion générale [24 octobre 1980] (p. 3096) : budget de régression ; politique de stagnation ; efforts demandés aux collectivités locales ; ralentissement de l'effort dans le primaire ; décentralisation ; refus des crédits pour la construction du lycée de Pessac.

Intérieur. Discussion générale [28 octobre 1980] (p. 3192) : ressources des communautés urbaines ; (p. 3193) : transports en commun.

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1980] (p. 3332) : problème du bruit ; insuffisante application de la réglementation en vigueur ; transfert de

charges sur les collectivités locales ; projet de loi-cadre sur le bruit.

Jeunesse, sports et loisirs. — I. Section commune. — II. Jeunesse et sports. Discussion générale [7 novembre 1980] (p. 3713) : budget traduisant un profond désintêret pour le sport scolaire et universitaire ; désengagement budgétaire de l'Etat ; insuffisance du nombre de postes d'enseignement dans l'éducation physique et sportive ; (p. 3714) : CREPS ; sports de haut niveau ; subventions de l'INSEP ; ressources extra-budgétaires du fonds de développement du sport ; budgétisation de ses ressources ; crédits du chapitre 43-91 « sports et activités physiques de loisirs » ; organisation de certaines promotions (équitation).

SALLÉ (Louis)

Député du Loiret
(2e circonscription)
(RPR).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1100).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

Contestation de son élection [3 avril 1978] (p. 1103).

Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [18 mai 1978] (p. 1849).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Vice-président de cette commission [6 avril 1978] (p. 1119).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 4 avril 1980] (p. 857), [*J.O.* du 5 avril 1981] (p. 961).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1979 [11 décembre 1978] (p. 9239).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1978 [19 décembre 1978] (p. 9713).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1981 : Culture et communication : information (n° 1976-11) [9 octobre 1980] (p. 2650).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1290). — I. Budgets civils. — A. Budget général. — **Annexe n° 11 : Culture et communication - Information** (fascicule budgétaire. Services du Premier ministre : Services généraux) (n° **1292**) (2 octobre 1979).

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° 1933). — **Annexe n° 11 : Culture et communication - Information** (n° **1976**) [9 octobre 1980].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture. Discussion des articles** [17 octobre 1978]. **Article 10** (p. 6115) : demande au Gouvernement d'augmenter le plafond de 525.000 F fixé pour bénéficier des déductions prévues pour les adhérents aux centres de gestion agréés. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [14 décembre 1978] (p. 9402) : nécessité d'apporter une solution définitive au problème des abattements applicables aux adhérents des associations et centres de gestion agréés.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — I. Services généraux : Information, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, pour l'information. **Discussion générale** [26 octobre 1979] (p. 9054) : regrette qu'il n'existe pas de faciscule budgétaire distinct pour l'information ; faiblesse des moyens du service juridique et technique de l'information du Haut conseil de l'audiovisuel ; baisse sensible des ressources de l'agence France-Presse tirées des abonnements à l'étranger et en France ; caractère très approximatif des évaluations du coût des aides

publiques à la presse ; propose d'organiser une table ronde sur ce problème ; adoption par la commission des finances d'un amendement de suppression de l'article 70 (modalités d'application de l'article 39 *bis* du code général des impôts prévoyant un régime favorable d'aide à l'investissement des entreprises de presse ; (p. 9055) : hostilité de la commission des finances à l'institution d'une taxe parafiscale sur la publicité dans la presse et la télévision ; prospérité de la Sofirad et de ses filiales Europe 1 et radio Monte-Carlo ; difficultés de Sud-Radio et de la Société nationale des entreprises de presse. **Examen des crédits** [26 octobre 1979] : **Article 70 : reconduction et aménagement du régime spécial des provisions pour entreprises de presse ;** (p. 9061) : soutient l'amendement n° 257 de la commission des finances : suppression de l'article 70 ; rejeté ; impossibilité de réduire brutalement la provision hors impôt prélevée sur les bénéfices des entreprises de presse en vertu de l'article 39 *bis* du code général des impôts ; (p. 9062) : soutient son sous-amendement n° 375 à l'amendement n° 374 du Gouvernement : augmentation pour les non-quotidiens du pourcentage de l'investissement qui peut être financé avec les provisions prévues à l'article 39 *bis* du code général des impôts ; retiré ; demande au Gouvernement de reprendre son sous-amendement pour rendre le gage sans objet ; sous-amendement repris par le Gouvernement sans son gage et adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — I. Services généraux : Information, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, pour l'information. **Discussion générale** [4 novembre 1980] (p. 3542) : diminution des crédits du service juridique et technique de l'information ; haut conseil de l'audiovisuel ; crédits du centre de presse du Grand Palais ; plafonnement des crédits du fonds d'aide à l'expansion de la presse française à l'étranger et problème des tarifs aériens; problème de l'acheminement des journaux métropolitains dans les DOM-TOM ; aide à l'investissement des entreprises de presse ; dépendance croissante de l'AFP vis-à-vis des abonnements de l'Etat ; diversification des activités de l'AFP ; (p. 3543) : problème de développement de la télématique ; menace que fait peser sur la presse écrite l'action de la direction générale des télécommunications.

— **Radio-télévision. Examen des crédits** [4 novembre 1980]. **Après l'Article 37** (p. 3540) : activités de la SOFIRAD décrites dans le rapport de la commission des finances sur le budget de l'information.

SANTROT (Jacques)

Député de la Vienne
(1re circonscription)
(S).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1978] (p. 1112), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la modération du prix de l'eau [*J.O.* du 16 novembre 1978] (p. 3861).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par le Sénat, réglementant la publicité extérieure et les enseignes [19 décembre 1978] (p. 9713).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par le Sénat, portant aménagement de la fiscalité directe locale [*J.O.* du 12 avril 1979] (p. 854).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi réglementant la publicité extérieure et les enseignes [*J.O.* du 16 novembre 1979] (p. 2851).

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Personnels vacataires de l'enseignement supérieur** [21 juin 1978] (p. 3212, 3214) : application du décret n° 76-695 du 21 juillet 1976 et de la circulaire du 19 juillet 1977 relatifs à la protection sociale des agents non titulaires de l'Etat.

— **Situation financière des établissements hospitaliers** [3 octobre 1979] (p. 7718) : insuffisance des crédits alloués aux hôpitaux ; nécessité de revenir sur les instructions données (circulaire du 29 mars 1979).

— **Situation financière des offices d'HLM** [26 novembre 1980] (p. 4383) : augmentation des charges de chauffage des HLM ; nécessité

de supprimer la TVA sur le fuel pour le chauffage des logements.

• *question orale sans débat :*

Suppléé par M. Alain Richard :

— (n° 14643) : **Fiscalité locale** [6 avril 1979] (p. 2417, 2418).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi réglementant la publicité extérieure et les enseignes** (n° 582). **Première lecture. Discussion générale** [17 avril 1979] (p. 2651) : inapplicabilité de la loi de 1943 ; droit à l'affichage d'opinion ; nécessité de garantir la liberté d'expression par voie d'affichage ; (p. 2652) : risque pour la liberté d'opinion causé par l'assimilation entre affichage d'opinion et affichage commercial ; système proposé par les socialistes : incitation des municipalités à mettre à la disposition des partis politiques une surface de panneaux destinée à l'affichage libre d'opinion ; problème de l'autorité chargée de la réglementation de la publicité extérieure et des enseignes ; caractère trop centralisateur du projet ; nécessité d'affirmer la responsabilité des élus locaux en ce domaine. **Discussion des articles** [18 avril 1979] : **Avant l'Article premier** (p. 2765) : son amendement n° 101 : liberté du contenu du message de l'affichage d'opinion ; rejeté ; son amendement n° 102 : inapplicabilité des poursuites et amendes prévues par la présente loi aux auteurs d'affichage d'opinion sauf lorsque dans une commune existe une surface de panneaux d'accès libre exclusivement réservée à l'affichage d'opinion égale au moins à un mètre carré pour 100 habitants ; rejeté ; son amendement n° 103 : inapplicabilité des poursuites et amendes prévues par la présente loi aux auteurs d'affichage d'opinion sauf lorsque dans une commune il existe une surface de panneaux d'accès libre exclusivement réservée à l'affichage d'opinion, supérieure ou égale à une surface déterminée par décret en Conseil d'Etat et proportionnelle au nombre d'habitants ; rejeté ; nécessité de réaffirmer le préalable de la liberté de l'affichage d'opinion ; (p. 2726) : s'oppose à l'amendement n° 5 de la commission faisant référence aux dispositions pénales de la présente loi ; (p. 2728) : possibilité pour les maires d'interdire dans les faits l'affichage d'opinion. **Article 7** (p. 2735) : approuve l'amendement n° 132 de M. André Petit. **Article 9** (p. 2737) : son amendement n° 113 devenu sans objet ; [19 avril 1979] : **Après l'Article 11** (p. 2778) : son sous-amendement n° 141 soutenu par M. Alain Richard à l'amendement n° 30 de la commission : représentation des salariés et employeurs des professions intéressées par l'affichage au sein du groupe de travail ; rejeté. **Article 12** (p. 2783) : son amendement n° 113 soutenu par M. Alain Richard : autorités chargées d'accorder les autorisations ; interdiction de l'utilisation de véhicules terrestres à des fins uniquement publicitaires ; retiré. **Article 20** (p. 2792) : son sous-amendement n° 142 soutenu par M. Alain Richard à l'amendement n° 56 de la commission : régime particulier en matière de publicité à caractère électoral ; rejeté. **Article 21** (p. 2793) : son amendement n° 116 retiré par M. Alain Richard : suppression du deuxième alinéa de l'article 21. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [10 octobre 1979]. **Article 8** *ter* (p. 8039) : propose que le groupe de travail chargé d'élaborer le régime de chaque zone de publicité élargie donne son avis sur les autorisations accordées exceptionnellement par le maire pour l'installation de dispositifs non conformes aux normes édictées par arrêté. **Article 11** (p. 8040) : soutient son amendement n° 54 : réaffirmant la liberté du contenu du message de l'affichage d'opinion ; rejeté. **Article 11** *bis* (p. 8043) : approuve l'amendement n° 11 de la commission : participation des représentants des organisations syndicales des salariés des professions de la publicité au groupe de travail chargé d'élaborer le régime des zones de règlement spécial. **Article 28** *ter* (p. 8056) : soutient son amendement n° 55 : attribuant une garantie supplémentaire à l'affichage d'opinion ; adopté. **Explications de vote** (p. 8059) : nécessité de lutter contre la prolifération de certaines publicités anarchiques ; inquiétude du groupe socialiste devant l'article 19 A et devant la suppression de l'article 20 *bis* ; vote hostile du groupe socialiste. **Commission mixte paritaire. Explications de vote** [12 décembre 1979] (p. 11669) : vote hostile du groupe socialiste.

— **Projet de loi portant aménagement de la fiscalité directe locale** (n° 689). **Première lecture. Discussion générale** [3 octobre 1979] (p. 7751) : attachement des socialistes à l'autonomie communale ; transfert de charges de l'Etat aux collectivités locales et diminution des subventions ; s'étonne que la discussion sur la fiscalité locale vienne avant celle relative à la répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités locales ; (p. 7752) : nécessité de porter de 20 à 30 % la part des collectivités locales dans les ressources fiscales de la nation, d'accorder aux collectivités locales la liberté de fixation des impôts directs, de substituer à la valeur locative la valeur vénale pour les taxes sur le foncier bâti et non bâti. **Discussion des articles** [4 octobre 1979] : **Après l'Article 6** *bis* (p. 7796) : conteste le caractère purement rédactionnel du sous-amendement n° 329 de

M. Jacques Boyon à l'amendement n° 249 du Gouvernement. **Avant l'Article premier précédemment réservé** (p. 7805) : soutient l'amendement n° 76 de M. Hubert Dubedout : fixation libre des taux des quatre taxes pendant trois ans à titre expérimental ; rejeté ; (p. 7806) : procès intenté aux élus locaux qu'on soupçonne de vouloir écraser les entreprises ; [9 octobre 1979] : **Article 3 *ter* précédemment réservé** (p. 7926) : soutient le sous-amendement n° 302 de M. Hubert Dubedout : retrait des bases de la péréquation des éléments correspondant à la péréquation déjà réalisée au niveau inter-communal ; adopté. **Après l'Article 4** (p. 7939) : sur l'amendement n° 30 de la commission ; l'aménagement du territoire doit relever du plan et de la volonté du Gouvernement ; l'amendement n° 282 du Gouvernement introduit une discrimination supplémentaire entre les collectivités puisqu'il exclut toutes celles qui ne sont pas situées dans les zones qui peuvent bénéficier des aides de la DATAR ; [10 octobre 1979] : **Après l'Article 10** (p. 8011) : soutien des socialistes à l'amendement n° 58 de la commission créant un impôt foncier assis sur la valeur vénale.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Education. Discussion générale [22 octobre 1979] (p. 8737) : l'éducation est devenue une contre-priorité ; rôle essentiel des personnels non enseignants ; diminution de leurs effectifs ; mauvais entretien des établissements ; politique d'austérité touchant particulièrement le secteur de la santé scolaire.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Université. Discussion générale [18 novembre 1980] (p. 4092) : élaboration, sans concertation, de la nouvelle carte universitaire et de la réforme des habilitations ; abandon des principes d'autonomie et de participation de la loi de 1968 ; avenir inquiétant des petites universités.

SAUNIER-SEITÉ (Alice)

Ministre des universités.

NOMINATIONS

Ministre des universités (3e Gouvernement de M. Raymond Barre). Décret du 5 avril 1978 *[J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1539).

Chargée d'exercer les attributions précédemment déléguées au ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la famille et de la condition féminine. Décret du 4 mars 1981 [*J.O.* du 5 mars 1981] (p. 694).

Fin de ses fonctions de ministre des universités (3e Gouvernement de M. Raymond Barre). Décret du 13 mai 1981 [*J.O.* du 14 mai 1981] (p. 1379).

QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement de :

— **M. Pierre Goldberg : Inscription des bacheliers dans les universités** [14 juin 1978] (p. 2876) : autonomie des universités pour les modalités d'inscription ; barrages dans les universités du centre de Paris plus attractives que celles de la périphérie ; capacités d'accueil globales suffisantes.

— **M. Jacques Santrot : Personnels vacataires de l'enseignement supérieur** [21 juin 1978] (p. 3213, 3214) : les universités doivent appliquer ces textes en prélevant sur leur budget ; limitation envisagée du nombre des vacataires qui n'ont pas d'autre activité professionnelle.

— **M. Robert Vizet : Crédits de recherche scientifique** [21 juin 1978] (p. 3214) : statuts du personnel à l'étude ; examen du budget du CNRS au niveau interministériel.

— **M. Roland Beix : Situation de certains exilés d'Amérique latine** [28 juin 1978] (p. 3600) : les candidatures d'exilés de langue espagnole à des emplois du ministère de l'éducation ou du ministère des universités examinées avec bienveillance.

— **M. Georges Lemoine : Application du décret du 20 septembre 1978 dans l'université** [18 octobre 1978] (p. 6236) : politique de transformation d'emplois et possibilités de promotion accrues.

— **M. Hector Rolland : Inscription universitaire des étudiants libanais** [18 octobre 1978] (p. 6240) : instructions favorables aux étudiants réfugiés données aux recteurs ; organisation d'un examen spécial d'entrée à l'université pour ceux qui n'ont pas pu se présenter au baccalauréat dans leur pays.

— **M. Eugène Berest : Situation des assistants d'université** [8 novembre 1978] (p. 7227) : plusieurs lois de finances ont donné aux assistants des possibilités de promotions exceptionnelles ; maintien en fonction des non-chercheurs, auxquels sera demandé un service de travaux dirigés.

— **M. Robert-André Vivien : Grèves dans les universités** [6 décembre 1978] (p. 8886) : à Paris 220 grévistes sur 8.352 enseignants ; aucun gréviste à Paris VI d'où émanent les

plus vives protestations contre les projets gouvernementaux.

— **M. Emmanuel Hamel : Situation d'un professeur de l'université de Lyon** [23 mai 1979] (p. 4132) : reprise légale des cours par M. Faurisson ; suspension maximale prononcée par le président de l'université et Gouvernement non compétent pour saisir la juridiction pénale.

— **M. Maurice Andrieu : Bourses d'études des stagiaires des IUT** [24 octobre 1979] (p. 8870) : le nombre des stagiaires dans les IUT ne peut pas être considérable par rapport à celui des étudiants en formation initiale pour ne pas mettre en cause la finalité des IUT ; bourses plus nombreuses dans les IUT que dans les autres secteurs des universités.

— **Mme Fraysse-Cazalis : Difficultés financières de l'université de Paris X Nanterre** [30 avril 1980] (p. 854).

— **M. Jean Briane : Suppression d'habilitations pour les formations de troisième cycle universitaire** [8 octobre 1980] (p. 2605) : regroupement des formations ; formation préparant au diplôme d'études supérieures de psychologie clinique.

— **M. Nicolas About : Certificat d'études spéciales de médecine** [29 octobre 1980] (p. 3259, 3260) : concours national d'oto-rhino-laryngologiste ; fixation des quotas selon les spécialités à l'entrée du troisième cycle universitaire.

• *questions orales sans débat de :*

— **M. Paul Quilès** (n° **1884**) : **Déménagement de l'université de Paris VIII** [26 mai 1978] (p. 2141, 2142) : étude de projets de transfert et de reconstruction à Marne-la-Vallée ou à La Villette.

— **Mme Colette Privat** (n° **6813**) : **Enseignement supérieur** [6 octobre 1978] (p. 5758): décret du 20 septembre 1978 en préparation depuis deux ans et demi conforme à la loi, ne supprimant pas d'emplois et ne désorganisant pas l'enseignement, mais permettant promotions et recrutement de qualité à long terme.

— **M. Charles Pistre** (n° **3121**) : **Gestion des bibliothèques et de leur personnel** [23 juin 1978] (p. 3425, 3426, 3427) : la suppression de la gestion commune des personnels n'est pas envisagée ; récentes réunions des commissions administratives paritaires communes au ministère des universités et au ministère de la culture ; définition d'une politique nationale de la documentation.

— **M. Jean-Louis Masson** (n° **2602**) : **Université de Metz** [23 juin 1978] (p. 3427, 3428) : l'INREM ne fonctionne pas faute de chercheurs ; la commission pédagogique nationale s'est opposée à la création d'un département de transport et logistique ; plusieurs projets abandonnés sur avis des organismes compétents.

— **M. Jean-Jacques Barthe** (n° **39935**) : **Locaux de l'institut universitaire de technologie de Calais** [12 décembre 1980] (p. 4879) : un seul département à l'IUT de Calais, celui du génie électrique, occupé à 50 % de l'effectif normal.

— **M. Jean-Jacques Barthe** (n° **39937**) : **Institut national des techniques de la mer de Cherbourg** [12 décembre 1980] (p. 4880) : statuts ; fonctionnement de l'INTM ; représentants du personnel à la commission technique de l'institut.

— **M. Emile Koehl** (n° **39932**) : **Epargne logement pour les industriels forains** [12 décembre 1980] (p. 4881) : non-application de la loi créant le plan d'épargne-logement à l'acquisition de biens sans caractère immobilier et affecté à titre précaire à l'habitation.

— **M. Louis Mexandeau** (n° **39933**) : **Transports ferroviaires et routiers en Basse-Normandie** [12 décembre 1980] (p. 4882) : rentabilité insuffisante de la ligne SNCF Paris-Caen-Cherbourg rendant impossible l'électrification de la ligne ; desserte par turbotrain et aménagement de la RN 13.

INTERVENTIONS

— **Proposition de loi relative à l'intégration dans la fonction publique de certaines catégories de personnels en fonction auprès des écoles normales supérieures d'ingénieurs de Mulhouse** (n° **238**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [29 juin 1978] (p. 3642) : accord du Gouvernement sur cette proposition de loi.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Universités. Modification de l'ordre du jour prioritaire [15 novembre 1978] (p. 7710) : discussion du budget des universités. **Discussion générale** [16 novembre 1978) (p. 7754) : associe le Gouvernement à l'indignation exprimée par M. Sudreau devant les manifestations verbales de racisme ; stabilisation des effectifs étudiants ; 20.000 étudiants étrangers de plus en 1979 qu'en 1978 ; délivrance d'un nombre insuffisant de diplômes de haute qualification ; succès des IUT et des écoles d'ingénieurs plus ouverts sur l'extérieur que les universités ; (p. 7755) :égalité d'accès des provinciaux aux écoles d'ingénieurs ; effort considérable du Gouvernement en faveur de l'enseignement supérieur technologique ; exemple de l'institut national polytechnique

de Nancy ; problème de la désaffection à l'égard des facultés des sciences ; échanges entre l'université et le monde économique et social facilités par le décret de mars 1978 sur la mobilité du corps enseignant ; progression considérable de la formation continue ; niveau satisfaisant de l'effort financier consenti en faveur de la recherche ; dispersion et fragilité des équipes de chercheurs français ; (p. 7756) : élaboration nécessaire d'une carte des formations universitaires ; annonce la modernisation des locaux de l'université de Mulhouse ; problème du transfert de l'université de Paris VIII Vincennes ; effort consenti en faveur de l'université Paris XI ; difficultés de l'enseignement supérieur privé ; priorité accordée à l'entretien dans le budget d'équipement ; (p. 7757) : effort accompli dans le domaine des bibliothèques ; effort considérable consenti en faveur des personnels ; annonce une harmonisation de la carrière des maîtres de conférence de droit avec celle des autres maîtres de conférence ; nécessité de comparer le nombre de bourses et le nombre d'étudiants susceptibles d'en bénéficier réellement ; (p. 7758) : s'engage à consentir un effort dans le domaine des œuvres universitaires ; renforcement de la politique des prêts d'honneur ; bilan favorable de dix ans d'application de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Universités. Discussion générale [9 novembre 1979] (p. 9764) : remercie les orateurs de la majorité ; décret du 20 septembre 1978 sur le recrutement et la carrière des assistants et décret du 9 août 1979 sur le recrutement et la carrière des maîtres assistants et des professeurs ; problème des enseignants des écoles dentaires ; déblocage des carrières par les transformations d'emplois ; problème du renouvellement des corps compte tenu du faible taux des départs à la retraite ; problème des débouchés des normaliens littéraires ; multiplication des formations universitaires professionnalisées ; croissance des effectifs des IUT ; médiocrité de nombreux doctorats de troisième cycle ; progrès de la démocratisation ; (p. 9765) : modification de l'orientation des étudiants en faveur des formations débouchant sur une profession ; nomination et mission du nouveau directeur du centre national des œuvres universitaires ; politique des bourses conduisant à consommer la totalité des crédits ; accueil de nombreux étudiants étrangers en France ; augmentation considérable des crédits affectés à la maintenance ; problème des délais des opérations d'investissements ; poursuite des efforts d'amélioration de la gestion de crédits de fonctionnement ; accroissement du rôle sélectif de la mission de la recherche ; réforme du CNRS ; développement de la coopération entre la recherche universitaire et les entreprises ; (p. 9766) : restructuration de l'agence nationale pour la valorisation de la recherche (l'ANVAR) ; pénétration de la recherche dans les écoles d'ingénieurs ; prise en considération des besoins des chercheurs par les services des bibliothèques ; rôle de l'agence universitaire de documentation et d'information scientifique et technique (AUDIST). **Examen des crédits** [9 novembre 1979]. **Etat B - Titre III** (p. 9768) : sur l'amendement n° 414 de M. Xavier Deniau ; affirme n'attribuer aucune subvention pour des colloques ou congrès dans lesquels la langue française n'occupe pas la place qui lui revient ; difficultés relatives aux publications scientifiques ; loi d'orientation ne permettant pas au ministre d'intervenir dans l'organisation des colloques et des congrès par les universités.

— **Proposition de loi tendant à modifier l'article 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 relatif aux conditions d'éligibilité aux fonctions de président d'université** (n° **367**). **Première lecture. Discussion générale** [10 décembre 1979] (p. 11551) : estime souhaitable la possibilité de réélection immédiate des présidents d'université ; (p. 11552) : avis favorable du Gouvernement sur la proposition de loi. **Discussion de l'article unique** [10 décembre 1979] (p. 11553) : nécessité d'éviter que des présidents d'université soient choisis par des coalitions hétérogènes et éphémères ; approuve l'amendement n° 1 de M. Antoine Rufenacht ; unification des corps des professeurs et des maîtres de conférences par le décret du 9 août 1979 ; (p. 11554) : approuve l'amendement n° 2 de M. Antoine Rufenacht.

— **Discussion des conclusions du rapport** (n° **1817**) **de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi portant validation d'actes administratifs** (n° **1790**). **Première lecture. Discussion de l'Article unique** [24 juin 1980] (p. 2217) : sécurité des personnels universitaires dans leur carrière ; (p. 2218) : démantèlement de l'intersyndicale communiste dans les universités.

— **Discussion des conclusions du rapport** (n° **1824**) **de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 relatif aux conditions d'éligibilité aux fonctions de président d'université** (n° **367**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [26 juin 1980] (p. 2337) : présence de personnalités extérieures dans les conseils

d'UER ; renforcement de la représentation des professeurs et des maîtres assistants dans les conseils d'universités ; recherche universitaire ; (p. 2338) : diminution de la représentation des assistants, des étudiants et des personnels non enseignants ; mesures transitoires. **Discussion des articles** [26 juin 1980]. **Article premier B** (p. 2354) : règles du quorum ; participation des étudiants aux élections.

— **Proposition de loi tendant à valider plusieurs décisions concernant des nominations dans le corps des professeurs dans les centres de soins d'enseignement et de recherche dentaire** (n° **1350**). **Première lecture. Discussion générale** [27 juin 1980] (p. 2418) : arrêt du Conseil d'Etat du 30 mars 1977 portant annulation de 773 nominations d'enseignants en odontologie ; nécessité d'une validation législative.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Universités. Discussion générale [18 novembre 1980] (p. 4095) : transformation de la pyramide des emplois universitaires ; poursuite de la politique de transformation d'emplois ; intégration des personnels administratifs, techniciens, ouvriers et personnels de service ; (p. 4096) : plan de recrutement à long terme des enseignements supérieurs ; valorisation des diplômes universitaires ; réforme des habilitations ; problèmes des universités à faibles effectifs ; exemple de l'université de Perpignan ; nécessité de mesures transitoires en matière d'habilitations ; condition de délivrance du diplôme de docteur ingénieur ; mesures prises en faveur de la mobilité des étudiants ; annonce le dépôt, en deuxième délibération, d'un amendement tendant à majorer le crédit prévu pour les prêts d'honneur ; nouvelle procédure d'inscription des étudiants étrangers renforçant la progression des effectifs du troisième cycle ; (p. 4097) : crédits d'action sociale en faveur des étudiants ; évolution des bourses universitaires ; niveau modeste des droits d'inscription ; régime fiscal et protection sociale des étudiants ; développement de la recherche universitaire ; progression des crédits de la mission de la recherche ; effort de recherche dans les écoles d'ingénieurs ; budget du CNRS ; rôle et moyens de l'agence universitaire de documentation et d'information scientifique et technique (AUDIST) ; majoration de 40 millions des crédits de fonctionnement dans la loi de finances rectificative pour 1980 ; (p. 4098) : priorité accordée aux travaux de maintenance ; réalisation de six centres universitaires d'informatique ; formation continue à l'université ; problème des relations internationales et création du système des délégations.

— **Répond à la question de M. Dominique Pervenche** (p. 4098) : possibilité pour les mères de famille de bénéficier comme les étudiants engagés dans la vie professionnelle de conditions d'accueil particulières ; développement des enseignements technologiques. **Répond à la question de M. René Pailler** (p. 4099) : situation des candidats au certificat d'études spécialisées ; cas de l'oto-rhino-laryngologie. **Répond à la question de M. André Durr** (p. 4099) : situation des coopérants exerçant dans des établissements d'enseignement supérieur à l'étranger et rémunérés par le ministère des affaires étrangères ; institution du système des délégations. **Répond à la question de M. Louis Le Pensec** (p. 4100) : nombre des étudiants concernés par les compléments de bourse accordés pour compenser les transferts du lieu de résidence ; système d'aide sociale favorable pour les étudiants. **Répond à la question de M. Guy Bêche** (p. 4100) : absence de politique universitaire de l'université de Besançon. **Répond à la question de M. Jean Falala** (p. 4101) : évolution des prêts d'honneur et des bourses universitaires ; habilitations accordées à l'université de Reims. **Répond à la question de M. Antoine Gissinger** (p. 4101) : relations des universités et des grandes écoles ; commission Fréville chargée d'étudier un mode de financement globalisé renforçant l'autonomie financière des universités.

Examen des crédits [18 novembre 1980]. **Titre III** (p. 4101) : s'oppose à l'amendement n° 201 de M. Louis Mexandeau : transformation des postes de techniciens principaux en postes d'ingénieurs.

SAUVAIGO (Pierre)

Député des Alpes-Maritimes
(6e *circonscription*)
(*App. RPR*).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1098).

S'apparente au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 7 avril 1978] (p. 1589), [*J.O.* du 4 avril 1979] (p. 772), [*J.O.* du 4 avril 1980] (p. 857), [*J.O.* du 5 avril 1981] (p. 962).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant les dispositions du code des communes en vue d'instituer des comités d'hygiène et de sécurité [3 novembre 1978] (p. 7071).

Chargé d'une mission temporaire auprès du garde des sceaux, ministre de la justice [*J.O.* du 19 octobre 1979] (p. 2623).

Fin, le 18 avril 1980, de sa mission temporaire auprès du garde des sceaux, ministre de la justice [22 avril 1980] (p. 595).

Membre suppléant de la commission mixte pairtaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers et portant création de l'office national d'immigration [*J.O.* du 16 novembre 1979] (p. 2850).

Membre de la commission d'enquête sur les incendies de forêts dans la région méditerranéenne [*J.O.* du 20 décembre 1979] (p. 3204).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre Bas, tendant à compléter les dispositions de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce (n° 219) [9 octobre 1980] (p. 2648).

Rapporteur de la proposition de loi de M. François Grussenmeyer et plusieurs de ses collègues tendant à l'institution d'une taxe communale sur les chiens (n° 1836) [9 octobre 1980] (p. 2649).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au contrat d'assurance et aux opérations de capitalisation [*J.O.* du 28 novembre 1980] (p. 2783).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au temps partiel dans la fonction publique [*J.O.* du 12 décembre 1980] (p. 2934).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1369) relatif à l'**automatisation du casier judiciaire** (n° **1440**) [29 novembre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi modifié par le Sénat (n° 1517) relatif à l'**automatisation du casier judiciaire** (n° **1518**) [20 décembre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, modifié par le Sénat en deuxième lecture (n° 1554) relatif à l'**automatisation du casier judiciaire** (n° **1555**) [20 décembre 1979].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'automatisation du casier judiciaire** (n° **1369**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [7 décembre 1979] (p. 11460) : projet de loi permettant de substituer à l'organisation décentralisée du casier judiciaire tenu par le greffe de chaque tribunal de grande instance, un système centralisé dont la gestion serait automatisée ; avis favorable de la commission nationale de l'informatique et des libertés ; lourdeur et inconvénients de la gestion manuelle rendant nécessaire son automatisation ; automatisation permettant notamment le raccourcissement d'éventuelles détentions provisoires ; possibilité pour chaque citoyen d'accéder à l'intégralité de son casier judiciaire par l'intermédiaire du procureur de la République ; gestion automatisée impliquant une modification du mode de vérification de l'état civil des personnes y faisant l'objet d'une mention ; avis favorable de la commission des lois. **Discussion des articles** [7 décembre 1979]. **Article premier** (p. 11464) : soutient l'amendement n° 1 de la commission : rédactionnel ; adopté ; soutient l'amendement n° 2 de la commission : possibilité de décentraliser en province le casier judiciaire national automatisé ; adopté ; accepte l'amendement n° 10 de M. Alain Hautecœur ; s'oppose à l'amendement n° 14 de M. Guy Ducoloné. **Après l'Article 3** (p. 11466) : s'oppose à l'amendement n° 12 de M. Alain Hautecœur et à l'amendement n° 16 de M. Lucien Villa. **Article 4 :** soutient l'amendement n° 3 de la commission : rédactionnel ; adopté. **Avant l'Article 5** (p. 11467) : soutient l'amendement n° 4 de la commission : interdiction de l'interconnexion du casier judiciaire et d'autres fichiers ; adopté avec modifications. **Après l'Article 5 :**

soutient l'amendement n° 19 de la commission : rédactionnel ; adopté. **Article 5 :** soutient l'amendement n° 18 de la commission : amendement de conséquence ; adopté. **Article 6 :** soutient l'amendement n° 5 de la commission : référence à l'article 773 du code de procédure pénale permettant au greffier, jusqu'à la mise en place du casier judiciaire automatisé, de continuer à fournir des renseignements à l'INSEE ; adopté. **Après l'Article 6** (p. 11468) : soutient l'amendement n° 6 de la commission : détermination des modalités d'application de la loi après avis de la commission nationale de l'informatique et des libertés ; adopté. **Deuxième lecture,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [20 décembre 1979] (p. 12433) ; les modifications du Sénat : contrôle du casier informatisé par les magistrats ; réglementation plus stricte de la possibilité de communication du bulletin n° 1 ; volonté d'éviter la constitution de casiers parallèles ; le refus par l'Assemblée de placer le casier judiciaire sous l'autorité du premier président de la Cour de cassation ; (p. 12434) : la réglementation de la communication du bulletin n° 1 ; problèmes posés par la centralisation de la documentation relative à la circulation routière et le fichier national des conducteurs. **Discussion des articles** [20 décembre 1979] : **Article premier** (p. 12434) : soutient l'amendement n° 1 de la commission : plaçant le système informatisé sous l'autorité du ministre de la justice ; adopté. **Avant l'Article 3** *bis* (p. 12435) : soutient l'amendement n° 2 de la commission : coordination ; adopté. **Article 3** *bis* (p. 12436) : soutient l'amendement n° 3 de suppression de la commission ; adopté. **Article 4 :** soutient l'amendement n° 4 de la commission : coordination ; adopté. **Article 5 A :** soutient l'amendement n° 5 de la commission : coordination ; adopté. **Article 5** *quater* (p. 12437) : soutient l'amendement n° 6 de la commission : suppression de l'article 5 *quater* ; adopté. **Article 8 :** soutient l'amendement n° 7 de la commission : suppression de l'abrogation de la loi de 1970 relative à la constitution d'un casier des automobilistes ; adopté. **Troisième lecture,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [20 décembre 1979] (p. 12440) : adoption par le Sénat du texte voté par l'Assemblée en seconde lecture à l'exception de l'article 8 abrogeant les dispositions de la loi du 24 juin 1970 qui avaient été supprimées par l'Assemblée ; rétablissement de cet article par la commission des lois.

SAVARY (Alain)

Député de la Haute-Garonne
(1re circonscription)
(S).

Ministre de l'éducation nationale.

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1099).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Ministre de l'éducation nationale (premier Gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 22 mai 1981 [*J.O.* du 23 mai 1981] (p. 1630).

Fin de ses fonctions de ministre de l'éducation nationale (premier Gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 22 juin 1981 [*J.O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1981 (Comptes spéciaux du Trésor) (n° 1976-54) [9 octobre 1980] (p. 2651).

Membre de la commission d'enquête sur la langue française [*J.O.* du 12 décembre 1980] (p. 2929).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1979** (n° 560). — Divers. — **Annexe n° 51 : Comptes spéciaux du Trésor** (n° **570**) [5 octobre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1290). — I. Budgets civils. — C. Divers. — **Annexe n° 52 : Comptes spéciaux du Trésor** (n° **1292**) [2 octobre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° 1933). — **Annexe n° 54 : Comptes spéciaux du Trésor** (n° **1976**) [9 octobre 1980].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **709**). **Lettres rectificatives** (n°s 735 et 749). **Première lecture. Discussion générale** [6 décembre 1978] (p. 8906) : problème de la prise de participation de l'Etat dans la société des avions Marcel Dassault ; illégalité de l'octroi d'un droit de vote double aux actions nominatives acquises par l'Etat ; prise en compte des avances consenties par l'Etat pour le financement des programmes civils pour financer l'acquisition de sa participation ; (p. 8907) : dilapidation des fonds publics dans l'aéronautique ; exemple du projet Mercure ; minorité de blocage ne donnant pas à l'Etat des moyens de contrôler la politique de la société des avions Marcel Dassault ; problème de la destination des 540 millions de francs représentant le coût de la prise de participation de l'Etat ; dénonce la part de crédits publics ayant contribué à augmenter la fortune personnelle de M. Dassault ; (p. 8908) : propose la nationalisation de l'ensemble des affaires du groupe Dassault.

— **Déclaration du Gouvernement sur l'élargissement de la Communauté économique européenne et débat sur cette déclaration** (n° **800**). **Discussion** [15 décembre 1978] (p. 9587) : population du Sud-Ouest favorable sur le plan politique à l'entrée de l'Espagne dans la CEE ; position du conseil régional de Midi-Pyrénées ; détérioration des rapports économiques avec l'Espagne ; faiblesse des échanges économiques entre la France et la région Midi-Pyrénées ; région Midi-Pyrénées se trouvant dans une situation d'économie dominée à l'égard de l'Espagne ; (p. 9588) : nécessité d'entreprendre la révision des accords de 1970 ; et de réorienter la politique agricole commune pour corriger les distorsions entre les pays ; discrimination au détriment de la région Midi-Pyrénées pour l'attribution des aides du FEOGA ; impossibilité pour la région de profiter des perspectives ouvertes par l'élargissement en raison de son enclavement ; processus cumulatif d'appauvrissement des exploitations et de surendettement des coopératives ; plan de développement du Sud-Ouest proposé par le Gouvernement ; insuffisance de la politique régionale de la Communauté ; (p. 9589) : difficultés du système monétaire accentuées par l'élargissement.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Comptes spéciaux du Trésor, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [14 novembre 1979] (p. 10015) : notable effort de simplification dans la présentation des comptes ; importance économique des comptes relatifs aux opérations de l'Etat prêteur ; 7,5 milliards de francs pour l'ensemble des comptes de prêts soit une augmentation de 32,5 % ; (p. 10016) : progression notable des crédits du FDES ; importance de la part des entreprises nationales ; évolution inquiétante de la dette ; dotation de 2 milliards pour les actions de conversion ; insuffisante information de l'Assemblée sur les conditions dans lesquelles ces dotations sont utilisées ; concours exceptionnel du Trésor à la sidérurgie ; information insuffisante sur l'effort des pouvoirs publics consenti en faveur de l'emploi ; le rapport Hannoun ; défauts de la politique d'aide à l'industrie : concentration excessive et maintien d'aides devenues inutiles ; mesures nouvelles de globalisation et de simplification des aides ; recommandation de la commission tendant à la clarification des objectifs poursuivis par type de procédure et par secteur d'activité ; importance de l'augmentation du volume des prêts destinés à faciliter les exportations françaises ; (p. 10017) : nécessité de s'interroger sur l'intérêt et la valeur d'exportations financées en grande partie sur les deniers publics ; développement des prêts du Trésor aux Etats étrangers en vue de faciliter l'achat de biens d'équipement.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — I. **Services généraux : Aménagement du territoire. Discussion générale** [29 octobre 1980] (p. 3269) : problème de la péréquation interrégionale ; absence d'information sur les clés de répartition des crédits alloués par l'Etat par région ; restructuration de l'appareil productif contraire à toute grande politique d'aménagement du territoire ; (p. 3270) : VIII[e] Plan ne comportant que 12 programmes d'actions prioritaires ; renforcement de la contractualisation des rapports entre les régions et l'Etat et risque de transfert de charges vers les régions ; conditions difficiles d'information et de contrôle concernant les actions d'aménagement du territoire ; non-consultation des régions sur les actions de développement proposées au concours financier du fonds européen de développement régional ; opération concernant le canal du Midi financée en vertu d'engagements antérieurs au plan du Grand Sud-Ouest.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Comptes spéciaux du Trésor,** rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [3 novembre 1980] (p. 3470) : information insuffisante de la commission des finances ; exemple de l'annexe particulière au FDES ; effort en vue de simplifier les comptes

spéciaux du Trésor ; suppression du fonds spécial d'investissement routier (FSIR) ; (p. 3471) : débudgétisation d'une partie importante des opérations retracées par deux comptes spéciaux afférents à la consolidation des dettes commerciales avec des pays étrangers et à la consolidation des prêts spéciaux à la construction ; diminution de la dotation du FDES ; financement des entreprises nationales ; réduction des prêts du FDES à l'industrie ; développement lent des prêts participatifs privés ; problèmes du cumul entre la déduction fiscale en faveur de l'investissement et les aides publiques existantes à l'industrie ; problème de la clarification et du contrôle des conditions d'octroi des aides ; (p. 3472) : notion de secret des affaires.

SCHNEITER (Jean-Louis)

Député de la Marne
(1re circonscription)
(UDF).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1100).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1978] (p. 1112), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 8 octobre 1980] (p. 2348).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 8 octobre 1980] (p. 2348), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre suppléant de la commisison mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant réforme de la loi n° 68-978 du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur et relative aux études en pharmacie et au statut des personnels enseignants des unités d'enseignement et de recherche pharmaceutiques [15 novembre 1978] (p. 7711).

Membre de la commission de contrôle sur la gestion de la sécurité sociale [*J.O.* du 21 décembre 1978] (p. 4225).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'aide aux travailleurs privés d'emploi [*J.O.* du 5 janvier 1979] (p. 49).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes [*J.O.* du 5 juin 1980] (p. 1385).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels (n° 1121) [*J.O.* du 14 juin 1980] (p. 1474).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises (n° 1167) [26 juin 1980] (p. 1586).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi instituant une assurance veuvage (n° 1734) [*J.O.* du 1er juillet 1980] (p. 1639).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses (n° 1608) [*J.O.* du 1er juillet 1980] (p. 1639).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1980 (n° 2053) [*J.O.* du 17 décembre 1980] (p. 2974).

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Prix des carburants** [29 novembre 1978] (p. 8476) : nécessité de faire le point sur les négociations entre compagnies pétrolières et distributeurs de carburant.

— **Fournitures d'avions aux armées françaises par Reims-Aviation** [28 mai 1980] (p. 1339).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Education. Discussion générale [13 novembre 1978] (p. 7503) : problème de la coordination des constructions d'écoles maternelles en milieu rural et de la création de

postes d'enseignants ; situation difficile des inspecteurs départementaux de l'éducation nationale.

Universités. Discussion générale [16 novembre 1978] (p. 7746) : efforts d'équipement orientés vers la mise en sécurité et l'entretien des bâtiments ; politique du personnel universitaire ; sélection de fait pratiquée à l'entrée de l'université et problème des bourses ; approuve l'élaboration d'une carte universitaire mais souhaite une plus grande concertation ; insuffisance des crédits d'entretien dans le domaine universitaire ; problème des frais de fonctionnement pour le chauffage et les fournitures ; (p. 7747) : insuffisance des relations entre l'université et l'économie et problème des débouchés des diplômés ; nécessité de soutenir la recherche fondamentale par un effort accru en matière de recherche appliquée.

— **Projet de loi reportant la date de consultation obligatoire des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement** (n° **681**). **Première lecture. Discussion de l'article unique** [4 décembre 1978] (p. 8765) : son hostilité aux amendements n° 1 de la commission, n° 4 de M. Guy Guermeur et n° 2 rectifié de M. Adrien Zeller.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **709**). **Lettres rectificatives** (n°s **735** et **749**). **Première lecture. Discussion générale** [6 décembre 1978] (p. 8898) : assujettissement à l'impôt sur les sociétés des caisses de crédit agricole ; part du crédit agricole dans le développement de l'agriculture française ; appui des pouvoirs publics à l'élargissement des sources d'épargne drainées par le crédit agricole ; accord entre les parties concernées sur la redéfinition des règles de concurrence entre le crédit agricole et le secteur bancaire ; extension de compétences du crédit agricole ; (p. 8899) : nécessité de maintenir l'action du crédit agricole en faveur du logement en milieu rural et d'élargir son intervention en faveur des PMI et des PME ; nécessité de mettre toutes les ressources du crédit agricole au service du développement régional. **Discussion des articles** [7 décembre 1978]. **Première lettre rectificative : Article additionnel** (p. 8993) : s'oppose à l'amendement n° 20 de M. Jacques Jouve.

— **Projet de loi relatif à l'apprentissage artisanal** (n° **710**). **Première lecture. Discussion des articles** [11 décembre 1978]. **Après l'Article 2** (p. 9217) : soutient l'amendement n° 29 de M. Jean Morellon : autorisations du travail à partir de 4 heures du matin pour les apprentis en boulangerie et pâtisserie ; retiré ; (p. 9218) : possibilité de dérogation par décret en Conseil d'Etat pour les dispositions du code du travail relatives au travail de nuit.

— **Déclaration du Gouvernement sur l'élargissement de la Communauté économique européenne et débat sur cette déclaration** (n° **800**). **Discussion** [15 décembre 1978] (p. 9595) : élargissement permettant un rééquilibrage géographique et économique de l'Europe ; difficulté d'établir une concurrence véritable dans une CEE élargie ; (p. 9596) : approuve que les négociations soient menées séparément avec l'Espagne, la Grèce et le Portugal ; problème posé par la propriété industrielle, les brevets, les marques et les appellations ; s'indigne du procès d'intention fait au Chef de l'Etat.

— **Projet de loi instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements et aménageant le régime des impôts directs locaux pour 1979** (n° **706**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [19 décembre 1978]. **Article 11** *quater* (p. 9710) : s'oppose à toute référence aux locations saisonnières pour le calcul d'une majoration de population.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [20 octobre 1979]. **Article 11** (p. 8604) : montant excessif de la taxe spéciale sur les véhicules de plus de 16 chevaux utilisés souvent par des pères de famille ou des forains.

Deuxième partie :

Universités. Discussion générale [9 novembre 1979] (p. 9753) : reproche au rapport de M. Louis Le Pensec de ne refléter en rien l'opinion des commissaires de la majorité ; nécessité pour l'université de s'intégrer dans le monde économique ; réalisations des promesses du ministre en matière de créations de postes et de transformations d'emplois ; lente dégradation des bâtiments universitaires ; création de l'agence universitaire de documentation et d'information scientifique et technique (AUDIST) ; insuffisance des crédits d'équipement alloués aux IUT ; (p. 9754) : problème de la carte universitaire ; problème de la non-consommation de la totalité des crédits affectés aux bourses ; détournement des étudiants de certaines disciplines.

Commerce extérieur. Discussion générale [16 novembre 1979] (p. 10181). **Rappel au règlement** : intervention de M. Christian Pierret, rapporteur spécial de la commission des finances, ne reflétant pas la position de la commission des finances.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique familiale** (n° **1408**). **Discussion** [21 novembre 1979] (p. 10502) : importance de la redistribution en faveur de la famille ; nécessité de revoir le régime des allocations et d'envisager la prise en charge, par la famille et par l'Etat, des cotisations de retraite de la mère ; nécessité de faire accéder la mère, bénéficiant du congé parental, à la formation continue au même titre que les salariés ; (p. 10503) : utilité du congé parental pour les entreprises ; la vision de la famille par les médias.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1328**). **Première lecture. Discussion des articles** [29 novembre 1979]. **Article premier précédemment réservé** (p. 10956) : son amendement n° 121 : prorogation de la loi de 1975 pour cinq ans ; rejeté.

— **Projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales** (n° **663**). **Première lecture. Discussion des articles** [15 avril 1980]. **Article 21** (p. 412) : durée de la taxe sur le montant des cadeaux et frais de réception des entreprises. **Commission mixte paritaire. Discussion des articles** [27 juin 1980]. **Article 21** (p. 2438) : taxe sur le montant des dépenses rangées dans la catégorie des cadeaux et frais de réception pénalisant les entreprises. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [30 juin 1980]. **Article 21** (p. 2485) : s'oppose à l'institution d'une taxe forfaitaire ; ignorance sur le coût du projet de loi.

— **Projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels** (n° **1121**). **Première lecture. Explications de vote** [30 avril 1980] (p. 868) : vote favorable de l'UDF.

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses** (n° **1608**). **Première lecture. Discussion générale** [6 mai 1980] (p. 883) : extension du revenu minimum familial à l'ensemble des familles ; promotion de la femme ; (p. 884) : adoption ; institution d'un parrainage éducatif ; logement ; équipements collectifs ; développement du travail à temps partiel et des horaires aménagés ; nécessité d'un revenu familial garanti pour l'ensemble des familles ; nécessité de regrouper les prestations familiales en une prestation unique ; révision des tranches de l'impôt sur le revenu ; statut social de la mère de famille ; (p. 885) : contenu du projet ; allongement du congé de maternité ; allocation postnatale ; archétype de la famille française de deux enfants ; revenu minimum familial ; allocation différentielle généralisée ; preuve de la fraude en matière de prestations sociales ; son vote favorable sur le projet de loi. **Discussion des articles** [7 mai 1980] : **Article premier** (p. 951) : son amendement n° 66 : durée globale du congé de maternité ; retiré. **Avant l'Article 3** (p. 955) : accès des femmes au travail. **Article 4** (p. 959) : son amendement n° 70 rectifié : date et durée des congés de maternité ; adopté ; [14 mai 1980] : **Avant l'Article 9** (p. 1061) : son amendement n° 69 : simplification de l'intitulé du titre III ; adopté ; [27 mai 1980] : **Article 10** (*suite*) (p. 1286) : compétence du législateur pour fixer le montant du revenu familial minimum. **Explications de vote** (p. 1315) : vote favorable de l'UDF sur le projet de loi ; revenu minimum familial garanti. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [26 juin 1980]. **Article premier** (p. 2311) : son amendement n° 23 : durée du congé prénatal ; adopté ; son amendement n° 27 : amendement de conséquence ; adopté. **Article 4** (p. 2314) : son amendement n° 24 : amendement de conséquence ; adopté.

— **Projet de loi tendant à instituer des mesures de prévention des difficultés dans les entreprises** (n° **974**). **Première lecture. Discussion des articles** [13 mai 1980]. **Article 9 : seconde délibération** (p. 1038) : procédure d'alerte externe.

— **Déclaration du Gouvernement sur les départements et territoires d'outre-mer et débat sur cette déclaration** (n° **1783**). **Discussion** [10 juin 1980] (p. 1696) : intervention au nom de M. Jean Juventin : politique contractuelle engagée entre l'Etat et le territoire de la Polynésie ; réforme du régime communal ; aide aux familles modestes ; chômage ; instauration de chantiers de développement ; mise en place d'un service militaire adapté en Polynésie ; projet d'implantation d'une raffinerie de pétrole ; (p. 1697) : caractère artificiel de l'économie de la Polynésie ; problème de l'éducation ; nécessité d'un plan quinquennal territorial.

— **Projet de loi relatif à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises** (n° **1167**). **Commission mixte paritaire. Discussion des articles** [27 juin 1980]. **Article 28** (p. 2446) : pénalisation des entreprises déficitaires par l'augmentation de l'impôt forfaitaire.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Education. Discussion générale [24 octobre 1980] (p. 3107, 3108) : augmentation du nombre de demi-pensionnaires ; stagnation du nombre d'agents.

Jeunesse, sports et loisirs. — I. Section commune. — II. Jeunesse et sports. Discussion générale [7 novembre 1980] (p. 3730) : développement anarchique des actions socio-éducatives et socio-culturelles ; consacrer les subventions destinées à l'animation socio-culturelle aux traitements des animateurs.

Santé et sécurité sociale. — Travail et santé. — I. Section commune. — III. Santé et sécurité sociale. Discussion générale [17 novembre 1980] (p. 4041) : nécessité d'encourager l'aide familiale à domicile ; insuffisance du nombre des travailleuses familiales ; rentabilité économique de l'aide familiale.

Universités. Discussion générale [18 novembre 1980] (p. 4090) : présentation du rapport de M. Louis Mexandeau ne reflétant pas l'avis de la commission des affaires culturelles ; non-renouvellement de nombreuses habilitations ; (p. 4091) : disparité dans la répartition géographique des universités ; rôle des petites universités de province ; critique la répartition uniforme dans toute la France des frais de fonctionnement et d'entretien des bâtiments.

Articles et articles additionnels non rattachés [18 novembre 1980]. **Après l'Article 42** (p. 4117) : son sous-amendement n° 168 à l'amendement n° 136 du Gouvernement : suppression de l'exonération des abris-bus ; rejeté.

SCHVARTZ (Julien)

Député de la Moselle
(5e circonscription)
(RPR).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1100).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre du Conseil supérieur du pétrole [18 mai 1978] (p. 1845), [19 mai 1978] (p. 1892), [*J.O.* du 13 avril 1979] (p. 862).

Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques [*J.O.* du 10 avril 1980] (p. 906).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur (n° 15) [*J.O.* du 26 juin 1980] (p. 1585).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1981 (n° 1933) (Industrie) (n° 1981-XII) [9 octobre 1980] (p. 2650).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances rectificative (n° 2053) pour 1980 [20 novembre 1980] (p. 4242).

DÉPOTS

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de **loi de finances pour 1979** (n° 560). — **Tome X : Industrie** (n° **575**) [5 octobre 1978].

— **Proposition de loi** tendant à instaurer une **commission des commandes publiques** (n° **852**) [20 décembre 1978].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1290). — **Tome XI : Industrie** (n° **1297**) [2 octobre 1979].

— **Proposition de loi tendant à l'institution d'économies d'énergie dans le domaine de l'habitat** (n° **1382**) [7 novembre 1979].

— **Proposition de loi organique tendant à modifier l'article 4 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances** (n° **1552**) [20 décembre 1979].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1560). — **Tome XI : Industrie** (n° **1567**) [9 janvier 1980].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° 1933). — **Tome XII : Industrie** (n° **1981**) [9 octobre 1980].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances rectificative pour 1980** (n° 2053). — (n° **2102**) [26 novembre 1980].

— **Rapport d'information,** déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission de la production et des échanges, sur les conditions d'un développement des **relations économiques entre la France et l'Australie,** notamment dans le domaine de l'énergie et des approvisionnements en produits minéraux (n° **2268**) [2 avril 1981].

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale** (n° **118**). **Discussion** [19 avril 1978] (p. 1252) : la nouvelle organisation ministérielle relative à l'industrie et à l'énergie ; l'insuffisance de la coordination interministérielle ; la nomination au ministère de l'industrie de M. Giraud ; les inconvénients résultant de ses fonctions antérieures au CEA (commissariat à l'énergie atomique) ; l'éventuelle suppression de la délégation générale à l'énergie ; les orientations de la politique énergétique ; la création d'un commissariat à l'énergie solaire ; la nécessité de renforcer la politique d'économies d'énergie ; (p. 1253) : les oppositions existant dans l'administration à la politique d'économies d'énergie ; le rejet de l'amendement créant la taxe permettant d'alimenter la politique d'économies d'énergie ; le projet de loi sur les économies d'énergie et la récupération de la chaleur ; le développement prioritaire des ressources énergétiques nationales ; la politique industrielle, l'endettement de certains secteurs industriels comme la sidérurgie ; la nécessité d'instaurer une participation publique avec minorité de blocage dans le capital des sociétés mères et d'effacer les dettes de l'Etat ; les moyens artificiels de financement utilisés jusqu'alors.

— **Economies d'énergie et utilisation de la chaleur pour le chauffage des locaux. Commission élargie** [10 mai 1978] (p. 1576) : les problèmes du prix de l'eau chaude provenant d'installations thermiques ; les économies d'énergie réalisées par le développement de la production combinée de chaleur et d'électricité ; (p. 1577) : les critiques adressées aux grandes agences monopolistiques de production d'électricité telles qu'EDF ; (p. 1579) : la nécessité d'un prototype de centrale nucléaire électrocalogène en Lorraine ; (p. 1580) : la distinction entre les centrales électrocalogènes et la simple adaptation des centrales actuelles à la production de chaleur [31 mai 1978] (p. 2329) : difficulté de concilier le décloisonnement de la production d'électricité et de la production de chaleur et le monopole de la production d'électricité ; absence dans la communauté européenne d'exemples de production de chaleur et de production d'électricité combinées à partir de centrales nucléaires.

— **Projet de loi relatif aux opérations de la caisse d'amortissement pour l'acier** (n° **563**) **et projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **564**). **Première lecture,** rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges. **Discussion générale commune** [9 octobre 1978] (p. 5799) : caractère inéluctable d'une réduction du service de la dette des entreprises sidérurgiques ; rôle prépondérant du Trésor public dans l'assainissement de la sidérurgie ; (p. 5800) : allégement de la dette de 22 miliards de francs sur un total de 38 milliards ; effort considérable demandé aux contribuables ; effort modeste des banques : un milliard de francs ; perte par les anciens actionnaires du contrôle des sociétés sidérurgiques et diminution de la valeur de leurs actions ; s'interroge sur le caractère participatif ou non des prêts convertis ; nécessité de définir les dettes dont est chargée la caisse d'amortissement pour l'acier ; « réversibilité » des options prises actuellement ; incertitude quant aux titulaires réels du pouvoir au sein des sociétés sidérurgiques ; évolution de l'emploi dans la sidérurgie ; nécessité d'informer les représentants syndicaux ; (p. 5801) : insuffisance des mesures sociales prévues par le Gouvernement ; concurrence allemande ; participation inéluctable de l'Etat à la modernisation de l'outil sidérurgique ; nécessité de la conclusion d'une nouvelle convention sociale.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Industrie, rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges, pour l'industrie. **Discussion générale** [19 octobre 1978] (p. 6384) : avis favorable de la commission de la production sur l'adoption des crédits de l'industrie ; ses doutes sur la reprise spontanée de l'activité par l'investissement industriel ; importance des investissements de productivité aboutissant à une diminution des effectifs employés ; croissance attendue en 1978 fondée sur les investissements des entreprises publiques ; consommation intérieure accrue, seul moyen d'une expansion plus élevée ; son inquiétude pour l'avenir de certains secteurs : agro-alimentaire, pharmacie, chimie fine, poids lourds, téléphone ; (p. 6387) : difficultés rencontrées par CDF-Chimie et problèmes de son usine de Dunkerque ; (p. 6388) : dossier de la régénération des huiles usées ; s'étonne de la suppression des avantages fiscaux dont bénéficiait la régénération. **Examen des crédits** [20 octobre 1978]. **Etat C - Titre VI** (p. 6466) : sur l'amendement n° 172 de la commission, insuffisance de l'aide aux investissements tendant à économiser l'énergie ; (p. 6468) : soutient l'amendement n° 231 de la commission de la production et des échanges : diminution de cent millions de francs des crédits du plan-calcul ; nécessité de prévoir dans une loi de finances rectificative les crédits correspondant à une provision pour insuffisance des commandes à CII-Honeywell-Bull ; retiré.

Jeunesse, sports et loisirs. — I. Jeunesse et sports. Examen des crédits [17 novembre

1978]. **Après l'Article 79** (p. 8028) : son sous-amendement n° 375 à l'amendement n° 347 de M. Lucien Neuwirth : contribution par litre de carburant ne pouvant entraîner une augmentation du prix réclamé aux consommateurs ; devenu sans objet.

Deuxième délibération [17 novembre 1978]. **Article 17** (p. 8032) : soutient son amendement n° 22 : suppression du paragraphe II de l'article 17 qui tend à exempter de la taxe intérieure de consommation les lubrifiants et produits assimilés ; (p. 8033) : nécessité de soutenir l'industrie de la régénération des huiles ; souhaite comme le Gouvernement la suppression de la taxe intérieure sur les lubrifiants mais seulement après l'institution d'une aide à la régénération ; amendement n° 22 adopté au scrutin public. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [14 décembre 1978] (p. 9401) : problème de la suppression à compter du 1er juillet 1979 de l'avantage fiscal dont bénéficient les huiles régénérées par rapport aux huiles neuves ; déclaration inquiétante du Gouvernement sur ce sujet ; souhait des deux assemblées de développer l'industrie de la régénération ; nécessité de résoudre le problème du ramassage et de l'orientation prioritaire des huiles usées vers la régénération.

— **Projet de loi relatif au régime des loyers en 1979** (n° **662**). **Première lecture. Discussion des articles** [23 novembre 1978]. **Après l'Article 6** (p. 8248) : son amendement n° 7 soutenu par M. Robert Wagner : répartition entre propriétaires et locataires des diminutions de factures de chauffage résultant de la réalisation d'investissements économisant l'énergie ; (p. 8249) : amendement n° 7 retiré.

— **Projet de loi portant approbation d'un rapport sur l'adaptation du VIIe Plan** (n° **655**). **Première lecture. Discussion de l'Article unique** [29 novembre 1978] (p. 8514) : soutient son amendement n° 1 : faisant obligation au Gouvernement de présenter lors de la prochaine session du Parlement un ensemble cohérent de mesures visant à remédier à la crise de la natalité française ; gravité de la dénatalité actuelle ; amendement n° 1 adopté.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur** (n° **15**). **Première lecture. Discussion générale** [5 avril 1979] (p. 2308) : prix du pétrole demeurant déterminé par des considérations géopolitiques ; risques de pénurie énergétique ; ralentissement probable de l'exécution du programme nucléaire par l'accident survenu aux Etats-Unis ; politique américaine aggravant la situation des autres pays grands consommateurs d'énergie en France ; économies d'énergie, facteur important de compétitivité industrielle ; retard pris dans l'exécution du programme nucléaire ; faiblesse de la tutelle exercée sur EDF par le ministère de l'industrie ; (p. 2310) : souhaite que soient confiées aux collectivités locales des responsabilités dans la rationalisation des modes d'utilisation de l'énergie ; propose la création auprès de l'Assemblée nationale d'un office des choix énergétiques ; approuve l'article du projet permettant aux collectivités locales de construire des centrales électrocalogènes hors du monopole d'EDF ; attitude corporatiste du personnel d'EDF ; décentralisation insuffisante de la politique énergétique par le projet du Gouvernement. **Discussion des articles** [10 avril 1979] : **Avant le Titre premier** (p. 2453) : nécessité de créer une taxe permettant de financer les économies d'énergie ; [11 avril 1979] : **Après l'Article 15** (p. 2539) : retire l'amendement n° 95 de M. Xavier Hamelin : application des dispositions relatives au stockage souterrain de gaz et au stockage souterrain de vapeur ; (p. 2542) : sur l'amendement n° 23 de la commission : regrette que depuis 1977 le Gouvernement ne cesse de reporter les mesures qui permettraient de faire des économies d'énergie ; (p. 2544) : recours fréquent au brûlage des huiles usagées malgré l'illégalité de cette opération ; nécessité d'assurer la priorité de la récupération des huiles usagées par rapport à la combustion ; existence du monopole de ramassage des huiles usagées ; [9 mai 1979] : **Avant le Titre premier** *(suite)* (p. 3554) : soutient l'amendement n° 75 précédemment réservé de M. Claude Labbé : composition, saisine et pouvoirs du comité d'évaluation des options techniques institué auprès de l'Assemblée nationale ; adopté par scrutin public ; politique de l'énergie dépendant trop d'experts issus de cercles très fermés ; exemple de la commission Péon ; responsables politiques mis en face de possibilités de choix trop restreintes ; (p. 3557) : impossibilité pour les parlementaires de contester les informations fournies par les experts d'EDF ou du CEA ; soutient son sous-amendement n° 146 à l'amendement n° 75 de M. Claude Labbé : habilitant le président de l'Assemblée nationale à se faire communiquer par les administrations et les établissements publics tout document de service ; rejeté. **Explications de vote** [9 mai 1979] (p. 3569) : pusillanimité manifestée par l'exécutif dans sa politique des économies d'énergie ; faiblesse des moyens de l'agence pour les économies d'énergie ; déplore le rejet de la taxe sur les consommations d'énergie ; vote favorable du groupe RPR.

— **Projet de loi portant approbation du rapport sur les principales options du VIIIe Plan** (n° **1055**). **Première lecture. Discussion**

générale [13 juin 1979] (p. 5012) : contradiction entre la mondialisation du type de croissance occidentale et les perspectives de rareté dans les domaines de l'énergie et des matières premières ; processus actuel d'industrialisation aggravant les problèmes de l'inactivité des masses et de la malnutrition dans le Tiers-Monde ; regrette l'absence, dans le rapport, de développements consacrés aux multinationales et aux désordres monétaires internationaux ; dangers d'une spécialisation de l'industrie française sur les marchés porteurs de fortes demandes internationales ; nécessité de renforcer les industries de biens d'investissement ; (p. 5013) : ses doutes sur la possibilité d'une résorption du chômage grâce au commerce extérieur ; nécessité de mieux connaître les dépenses fiscales qui diminuent les recettes budgétaires ; action insuffisante du Gouvernement dans le domaine des économies d'énergie ; (p. 5014) : danger d'une politique privilégiant trop l'électricité. **Discussion de l'article unique** [14 juin 1979]. **Article unique** (p. 5123) : soutient l'amendement n° 20 de M. René Caille : participation des salariés à la résolution des problèmes qui les concernent dans l'entreprise et aux fruits de l'expansion ; réservé, repris dans la lettre rectificative n° 1132 ; adopté ; (p. 5124) : soutient son amendement n° 11 : conditions du maintien de la grandeur de la France ; réservé, repris avec une modification dans la lettre rectificative n° 1132 ; adopté ; soutient l'amendement n° 13 de M. Pierre Weisenhorn : établissement d'un compte de base global prenant pour hypothèse un taux de croissance annuel du PIB de 3 % pour la durée du VIII[e] Plan ; réservé ; non adopté ; (p. 5125) : soutient son amendement n° 18 : situation démographique préoccupante de la France ; actions nécessaires pour que le taux de fécondité s'élève au-dessus du niveau de remplacement des générations ; réservé, partiellement repris dans la lettre rectificative n° 1132 ; adopté ; problème de l'application de l'article 40 de la Constitution à des propositions de transferts à l'intérieur d'une enveloppe s'agissant d'options du Plan ; (p. 5126) : souhaite que des prêts spéciaux soient accordés aux couples désireux d'avoir un troisième enfant ; (p. 5128) : soutient l'amendement n° 14 de M. Pierre Weisenhorn : diversification des sources d'énergie ; effort accru d'économies ; mise en œuvre de réseaux de distribution d'eau chaude alimentés par des installations électrocalogènes ; programme électronucléaire au cours du VIII[e] Plan ; réservé, partiellement repris dans la lettre rectificative n° 1132, adopté ; (p. 5134) : retire son amendement n° 19 : mesures nécessaires pour que la France ait un taux de fécondité permettant la reprise de son expansion démographique.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture. Discussion générale** [17 octobre 1979] (p. 8344) : problème de la fiscalité de l'entreprise de recherche et d'exploitation de gisements d'hydrocarbures ; structures des compagnies pétrolières : holding ; nécessité de distinguer les filiales de raffinage et de distribution de groupes pétroliers étrangers et les deux groupes pétroliers français ; (p. 8345) : dispositions fiscales particulières applicables aux sociétés de raffinage la PFC : provision pour fluctuation des cours ; la provision pour reconstitution de gisement ; régime du bénéfice consolidé applicable aux groupes français ; absence de contribution des sociétés pétrolières de toute nature au budget de l'Etat dans le respect des dispositions légales ; limitation de la provision pour fluctuation des cours et de la provision pour reconstitution de gisements en 1976 sans résultat concret au niveau de la ponction fiscale réelle ; nécessité d'une réforme des règles globales applicables aux compagnies pétrolières ; le prélèvement de l'Etat et des collectivités locales sur les ressources en pétrole brut et en gaz naturel françaises s'élève à peine à 2 % de la valeur de la production ; (p. 8346) : la taxation prévue par l'article 4 de la loi de finances sur les dotations intervenues en 1978 au titre de la PRG est insuffisante car les profits « non industriels » seront durables ; propose un projet de réforme de la taxation de nos ressources nationales d'hydrocarbures liquides ou gazeux ; nécessité d'un prélèvement égal à 5 % assorti d'une exonération de cinq ans aux gisements mis en exploitation après le 1[er] janvier 1980.

Première partie :

Discussion des articles [18 octobre 1979]. **Après l'Article 2** (p. 8386) : reproche au Gouvernement de renvoyer en matière de politique familiale à un débat ultérieur qui ne sera suivi d'aucun vote. **Avant l'Article 4** (p. 8423) : son amendement n° 182 : taxation des bénéfices des compagnies pétrolières au profit des communes et des départements ; (p. 8424) : ses efforts pour encourager la recherche ; possibilité de revoir la taxe proposée chaque année au moment de l'examen des budgets ; amendement n° 182, adopté ; (p. 8425) : son amendement n° 183 rectifié, réservé jusqu'à l'article 4. **Article 4** (p. 8427) : s'oppose au sous-amendement n° 303 de la commission en raison de la date à laquelle s'opère l'affectation prévue. **Avant l'Article 4** *(suite)* (p. 8428) : son amendement n° 183 précédemment réservé : établissement d'une taxe au profit de l'Etat sur le pétrole brut et le gaz naturel extrait du territoire national ; retiré.

Deuxième partie :

Industrie, rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges, pour l'industrie. **Discussion générale** [5 novembre 1979] (p. 9356) : réfute le postulat selon lequel l'énergie mécanique est plus utile que l'énergie thermique ; le recours à l'électricité pour des usages thermiques est une source de gaspillage d'énergie primaire ; nécessité de mettre en œuvre une politique de l'énergie thermique ; le projet de loi relatif aux développements des réseaux de chaleur ; l'administration française ne peut agir concrètement que par l'intermédiaire de grands groupes en raison de l'état pathologique de notre système décisionnel ; (p. 9357) : souhaite la mise en place d'une mission chargée de créer et de développer une politique des réseaux de distribution d'eau chaude ; le rapport Hannoun et les résultats détaillés des aides à l'industrie ; le mépris du Gouvernement à l'égard du Parlement ; faiblesse de l'industrie française dans le secteur des biens d'équipement.

Articles et articles additionnels non rattachés [17 novembre 1979]. **Avant l'Article 74** (p. 10295) : son amendement n° 184 : écrêtement de l'augmentation annuelle des sommes perçues par les détenteurs d'obligations de la caisse nationale de l'énergie par le calcul du produit de 1 % sur les ventes réalisées en 1978 affectées de l'augmentation de la consommation d'énergies primaires ; rejeté.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique familiale** (n° **1408**). **Discussion** [21 novembre 1979] (p. 10491) : déplore l'absence de mesures concrètes à l'issue de ce débat ; absence d'explication aux comportements démographiques ; nécessité de redresser la courbe des naissances françaises ; la politique démographique doit tenir compte de la maîtrise par les couples du rythme des naissances ; le travail féminin ; la confusion entre politique des transferts sociaux et politique nataliste conduit à axer la politique familiale sur l'aide aux plus démunis ; (p. 10492) : la diminution du caractère nataliste de la politique familiale française entraîne des économies pour le Trésor par le biais du quotient familial ; nécessité d'agir pour avancer la première naissance ; écart croissant séparant la naissance du deuxième enfant de celle du premier ; refus du troisième enfant.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1979** (n° **1397**). **Première lecture. Discussion générale** [3 décembre 1979] (p. 11116) : plan de redressement de la sidérurgie lourde ; vingt-deux milliards de francs accordés par la CAPA (caisse d'amortissement pour l'acier) à Usinor et Sacilor en 1979 ; problème du remboursement des prêts de la CAPA ; mise en place des nouvelles sociétés Usinor et Sacilor ; critique le choix de Neuves-Maisons effectué au détriment de Longwy ; la convention sociale ; plan de financement pour les années à venir ; (p. 11117) : quinze milliards de besoins totaux de financement ; prêts du FDES ; insuffisance de l'effort de l'Etat en raison des besoins de financement de la sidérurgie prévus jusqu'en 1980 ; concurrence faussée par les aides accordées aux industries belge, luxembourgeoise et sarroise ; son amendement tendant à accorder une subvention de cinq milliards à Usinor et Sacilor ; absence de participation de certains actionnaires importants des firmes sidérurgiques au plan de financement des années 1979-1981 ; (p. 11118) : mise en œuvre de la participation des salariés au capital des sociétés sidérurgiques Usinor et Sacilor en octobre 1983. **Discussion des articles** [3 décembre 1979]. **Après l'Article 3** (p. 11133) : soutient son amendement n° 20 : ratification parlementaire obligatoire pour toute taxe parafiscale ; retiré. **Après l'Article 5** (p. 11135) : s'oppose à l'amendement n° 25 du Gouvernement : autorisant les sociétés agréées pour le financement des télécommunications à concourir au financement d'installations ou de matériels destinés à économiser l'énergie ou à développer l'utilisation des énergies nouvelles. **Après l'Article 13** (p. 11144) : soutient son amendement n° 21 : réforme des bases de l'indemnisation des anciens propriétaires des centrales et des réseaux de distribution électrique touchés par la nationalisation du gaz et de l'électricité ; adopté. **Education. Titre III** (p. 11150) : demande que les communes soient autorisées à recourir à l'adjudication pour se procurer leur fuel domestique en 1980. **Article 19** (p. 11156) : soutient son amendement n° 22 : suppression des crédits affectés au financement de nouvelles sociétés sidérurgiques ; retiré ; souhaite que l'aide de l'Etat à la sidérurgie soit accordée sous forme de subventions et non sous forme de prêts.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° **1328**). **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [19 décembre 1979] (p. 12291) : son vote hostile ; adresse au Gouvernement des reproches sur la façon dont a été conduit le débat sur la politique familiale ; estime trompeuses les mesures nouvelles annoncées à l'occasion de ce débat ; refus du Gouvernement de définir une politique démographique de la France.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur** (n° **15**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [22 mai 1980]. **Article premier** *bis*

(p. 1217) : son amendement n° 29 rectifié : fixation des tarifs de cession de chaleur par Electricité de France ; réservé puis adopté ; son amendement n° 30 : prix de la chaleur à la sortie des centrales d'EDF ; déclaré irrecevable en application de l'article 41 de la Constitution. **Article 16** (p. 1233) : concurrence ; consommation de références. **Article premier A et Titre premier A** (p. 1237) : rôle des experts.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** (n° **1681**). **Première lecture. Discussion des articles** [21 juin 1980]. **Avant l'Article 7, précédemment réservé** (p. 2061) : son amendement n° 188 : application de la peine de la dégradation civique aux fausses déclarations faites devant l'une ou l'autre des assemblées du Parlement ; rejeté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture. Discussion générale** [14 octobre 1980] (p. 2711) : complexité de la fiscalité pétrolière ; (p. 2712) : régime du bénéfice mondial ; dimension politique des problèmes pétroliers ; évolution des prix du pétrole ; aide fiscale passée et augmentation des profits ; augmentation des redevances départementales, communales et d'Etat perçues sur les productions d'hydrocarbures ; taxation des nouveaux gisements ; (p. 2713) : nécessité de consulter le Parlement sur les décrets d'application visant à déterminer l'assiette de l'imposition des sociétés pétrolières ; interaction entre les dispositions du régime du bénéfice mondial et la constitution de la provision pour reconstitution de gisements ; nature des prélèvements des Etats producteurs ; réformes proposées en matière de provision pour reconstitution de gisements ; son scepticisme quant aux rentrées fiscales attendues de la réforme de la fiscalité des sociétés pétrolières ; amendements votés par la commission des finances.

Première partie :

Discussion des articles [16 octobre 1980] : **Article 2** (p. 2796) : son hostilité à l'augmentation de la TVA frappant les aliments pour animaux ; risque de diminution de la production de fer blanc ; atteinte portée à la sidérurgie ; (p. 2797) : importance du marché de la boîte de conserve [21 octobre 1980] : **Article 3, précédemment réservé** (p. 2892) : s'oppose à l'amendement n° 56 de la commission : absence d'information sur le passage entre les comptes consolidés publiés par les sociétés et les comptes consolidés fiscaux ; information de certains parlementaires par les seules sociétés ; nécessité de décider la publication des comptes fiscaux des entreprises ; aide à la recherche pétrolière par le biais du fonds de soutien aux hydrocarbures et par le biais de l'institut français du pétrole ; (p. 2894) : s'oppose à l'amendement n° 57 de la commission : aisance financière des compagnies pétrolières. **Après l'Article 3** (p. 2904) : son amendement n° 165 : augmentation des taux des redevances communales et départementales des mines pour le charbon ; adopté.

Industrie, rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges pour l'industrie. **Discussion générale** [13 novembre 1980] (p. 3807) : crise économique mondiale ; absence de réforme de l'environnement de l'industrie ; recul excessif de l'idée de plan ; (p. 3808) : insuffisance de la régulation par le marché dans une économie qui comporte des monopoles ; insuffisance de la restauration de la concurrence interne ; création de liens trop privilégiés entre les administrations et les entreprises qui bénéficient de leur soutien ; reproche aux pouvoirs publics de donner un sentiment d'appuyer systématiquement le pouvoir économique ; (p. 3862) : réouverture de la mine de Sainte-Fontaine en Lorraine ; demande une participation de l'Etat au financement de l'indemnité de chauffage et de logement versée aux retraités et aux veuves de mineurs. **Examen des crédits. Titre VI** (p. 3866) : amendement n° 161 de la commission de la production et des échanges : suppression au chapitre concernant les aides au développement de la recherche d'une dotation affectée à la promotion et au développement du charbon, en vue de sa réinscription au chapitre concernant les interventions dans le domaine de l'énergie ; adopté.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1980** (n° **2053**). **Première lecture,** rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges. **Discussion générale** [27 novembre 1980] (p. 4442) : désinvolture des administrations quant au respect des règles budgétaires ; modification de crédits relevant de décisions demeurant trop longtemps confidentielles ou prises en cours d'année ; dessaisissement croissant du Parlement des problèmes agricoles ; (p. 4443) : problème du contrôle parlementaire sur les aides de l'Etat à l'industrie privée ou parapublique ; méthode de calcul du revenu agricole ; critique le principe de l'indexation du revenu agricole ; politique gouvernementale cumulant les inconvénients du soutien des cours et des subventions directes aux exploitants ; situation de la sidérurgie ; modalités de versement des aides budgétaires à la sidérurgie ; transformation de prêts du

FDES en dotations en capital pour EDF ; difficultés de financement du programme électronucléaire ; (p. 4444) : problème de la rémunération des dotations en capital des entreprises publiques. **Discussion des articles** [27 novembre 1980]. **Article 2 et Etat B : Economie et budget. — I. Charges communes : Titre I** (p. 4459) : amendement n° 27 de la commission de la production : suppression des crédits destinés à couvrir les échéances des emprunts garantis par l'Etat émis par la société de l'autoroute Paris-Est-Lorraine qui sont en fait mis à la charge du FSIR ; rejeté. **Commerce et artisanat : Titre IV** (p. 4464) : approuve les amendements n° 4 de la commission des finances et n° 8 de M. Laurent Fabius qui concernent un crédit qui a été explicitement repoussé par le Parlement lors de la loi de finances rectificative pour 1979 ; imputation irrégulière de la participation de l'Etat à des opérations financières liées à la réorganisation des marchés à terme consécutive à la crise subie par le marché du sucre ; (p. 4465) : estime que le Parlement n'est pas obligé de ratifier tous les engagements financiers du Gouvernement. **Article 3 et Etat C : Industrie : Titre VI** (p. 4472) : amendement n° 26 de la commission de la production : suppression d'une dotation destinée à la promotion et à l'utilisation du charbon en vue de son transfert au chapitre 62-91 relatif aux interventions dans le domaine de l'énergie du ministère de l'industrie ; retiré.

SEGARD (Norbert)

Député du Nord
(1re circonscription)
(App. UDF).

Secrétaire d'Etat aux postes et aux télécommunications.

Ministre délégué auprès du Premier ministre.

Elu le 12 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1100).

S'apparente au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 5 avril 1978] (p. 1534).

NOMINATIONS

Secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications (troisième Gouvernement de M. Raymond Barre). Décret du 5 avril 1978 [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1539).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 5 mai 1978, de son mandat de député [9 mai 1978] (p. 1485, 1512).

Fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications. Est nommé ministre délégué auprès du Premier ministre. Décret du 5 novembre 1980 [*J.O.* du 6 novembre 1980] (p. 2582).

Décédé le 1er février 1981.

Hommage rendu à sa mémoire [2 avril 1981] (p. 2).

QUESTIONS

Réponses aux questions en qualité de secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications :

• *questions au Gouvernement :*

— **Répond à la question de M. Henri Bayard : Téléphone rural** [24 mai 1978] rurales dans le cadre du programme global (p. 1985) : effort particulier pour les lignes de développement.

— **Répond à la question de M. Michel Noir : Rapports entre l'informatique et les télécommunications** [7 juin 1978] (p. 2603) : rapport Nora-Minc ; imbrication croissante entre l'informatique, le téléphone, la vidéotransmission et le fac-similé ; constitution de réseaux à grande capacité.

— **Répond à la question de M. Francis Geng : Grèves dans les services des postes et télécommunications** [25 octobre 1978] (p. 6625, 6626) : augmentation du volume du trafic de 4 % par an ; troubles dus aux grèves locales ou sauvages ; problème d'adaptation à des techniques nouvelles ; automatisation des centres de tri ; augmentation des effectifs de 60.000 personnes en quatre ans ; équilibre du budget des postes.

— **Répond à la question de M. Claude Michel : Effectifs des services d'exploitation des postes et télécommunications** [25 octobre 1978] (p. 6630): négociations avec les syndicats ; problèmes d'emploi et d'adaptation aux techniques nouvelles ; la « péritéléphonie » ; création de 60.000 emplois en quatre ans et de 12.000 dans le budget pour 1979.

— **Répond à la question de M. Joseph Comiti : facturations téléphoniques** [15 novembre 1978] (p. 7673) : enquête administrative en cas de contestation ; généralisation des facturations détaillées en 1979.

— **Répond à la question de M. Michel Delprat : Conséquences des grèves dans les PTT** [2 mai 1979] (p. 3335) : désir du Gouvernement de respecter le droit de grève, mais il devra assurer la continuité du service public si de nouveaux arrêts de travail intempestifs sont enregistrés.

— **Répond à la question de M. André Delehedde : Fonctionnement du service des chèques postaux** [30 mai 1979] (p. 4361, 4362) : très bon fonctionnement des centres de chèques postaux ; améliorations apportées par l'informatisation ; problème ponctuel au centre de Marseille dû à un changement des méthodes d'exploitation, mais mesures d'urgence prises pour y remédier.

Suppléé par M. André Giraud, ministre de l'industrie :

— **Répond à la question de M. Bernard Derosier : Service public des postes et télécommunications** [17 octobre 1979] (p. 8322).

Suppléé par M. André Giraud, ministre de l'industrie :

— **Répond à la question de M. Jacques Chaminade : Attribution de carburant dans les PTT** [17 octobre 1979] (p. 8324).

— **Répond à la question de M. Bernard Deschamps : Revendications des travailleurs des PTT** [24 octobre 1979] (p. 8868) : examen des revendications des travailleurs des PTT dans le cadre des règles de la fonction publique ; priorité en faveur des PTT dans le budget examiné par le Parlement ; 50 millions d'usagers ont besoin du service des postes et télécommunications.

— **Répond à la question de M. Paul Quilès : Association des ouvriers en instruments de précision (AOIP)** [12 décembre 1979] (p. 11659, 11660) : pas de solution à la situation de l'AOIP autre que celle élaborée par sa direction en liaison avec CIT-Alcatel et Thomson ; en raison de la précarité financière de l'AOIP, et pour éviter un dépôt de bilan, convocation par le conseil d'administration d'une nouvelle assemblée générale le 5 janvier ; possibilité pour le président de l'AOIP, accompagné de représentants du personnel et non de responsables de partis politiques, d'être reçu par le secrétaire d'Etat aux PTT.

— **Répond à la question de M. Pierre Pasquini : Suppression d'emplois dans les PTT en Corse** [12 décembre 1979] (p. 11663) : à Corte, trente-deux auxiliaires licenciés dont cinq nommés fonctionnaires, six réembauchés et possibilité de recrutement de trois d'entre eux par les autorités préfectorales.

• *questions orales sans débat :*

— **Répond à la question de M. Jean-Pierre Delalande (n° 3112) : Situation des postes et télécommunications dans le Val-d'Oise** [16 juin 1978] (p. 3089, 3090, 3091) : règlement des problèmes de personnel dans le Val-de-Marne ; les perturbations temporaires dues à l'extension des centraux téléphoniques ; la protection du personnel ; installation des dispositifs spécifiques dans de nombreux bureaux ; création d'emplois.

— **Répond à la question de M. Gilbert Gantier (n° 3128) : Communications téléphoniques** [16 juin 1978] (p. 3091, 3092) : facturation des communications ; système de contrôle à domicile ; possibilité pour l'abonné de demander le service restreint.

— **Répond à la question de M. Adrien Zeller (n° 2640) : Péages autoroutiers** [16 juin 1978] (p. 3092, 3093) : financement des autoroutes par l'usager ; les formules d'abonnement proposées par les sociétés concessionnaires ; autoroute A 34 de Metz-Strasbourg ; institution de tarifs réduits dans le cas de contournement d'agglomération.

Suppléant de M. Maurice Papon, ministre du budget :

— **Répond à la question de M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset (n° 12376) : Répartition de la redevance minière entre les communes** [4 mai 1979] (p. 3510, 3511) : exemplarité de l'actuel système de répartition : il est juste qu'une fraction de la redevance aille aux communes où ouvriers et employés des mines et industries annexes sont domiciliés.

— **Répond à la question de M. Michel Noir (n° 15651) : Evolution des industries téléphoniques** [4 mai 1979] (p. 3512, 3513) : pas de crise dans le secteur des télécommunications ; mutation technologique impliquée par le passage à l'électronique et entraînant une baisse d'effectifs, mais développement de la télématique nécessitant création d'emplois ; choix français pour la commutation électronique temporelle ; nécessité pour certaines réalisations de la télématique de l'échelle européenne.

— **Répond à la question de M. Charles Miossec (n° 16860) : Télécommunications en Bretagne** [8 juin 1979] (p. 4888, 4889) : problèmes d'adaptation posés par l'introduction électronique pour l'industrie téléphonique, notamment en Bretagne, mais pas d'influence sur le programme d'investissement prioritaire des télécommunications défini dans le plan d'action prioritaire ; importance des abonnés en Bretagne où les délais de raccordement sont

excessifs, mais baisseront dans les prochaines années ; volonté du Gouvernement de maintenir et développer la vocation électronique de la Bretagne.

Suppléant de M. Joël Le Theule (ministre des transports) :

— **Répond à la question de M. Jean Bernard** (n° **16857**) : **Contournement routier de Vitry-le-François et de Châlons-sur-Marne** [8 juin 1979] (p. 4890) : déviation de Vitry-le-François d'un coût élevé, mais des crédits d'étude lui ont été consacrés ; contacts pris entre le ministre des transports et le président de l'établissement public régional, M. Sourdille, pour rechercher la possibilité d'une action conjointe ; le contournement de Châlons-sur-Marne concerne les collectivités locales.

Suppléant de M. Robert Boulin (ministre du travail et de la participation) :

— **Répond à la question de M. Jacques Jouve** (n° **17042**) : **Revendications des travailleurs de Renault-Véhicules-Industriels** [8 juin 1979] (p. 4890, 4891) : pas de réduction d'effectifs pour licenciement économique ; demandes d'autorisation des licenciements aux autorités compétentes ; le Gouvernement a tenu ses engagements financiers ; grèves perturbent profondément la production.

Suppléant de Mme Simone Veil (ministre de la santé et de la famille) :

— **Répond à la question de M. Roger Corrèze** (n° **16858**) : **Couverture sociale des assistantes maternelles** [8 juin 1979] (p. 4891, 4892) : les rémunérations des assistantes maternelles n'étant pas régulières, ni continues, leurs cotisations de sécurité sociale sont calculées sur la base d'un salaire forfaitaire modeste ; premier redressement de cette assiette entrepris par le Gouvernement pour aligner la base de leur retraite sur le salaire réel, mais nécessité d'une révision des rapports financiers entre familles et assistantes maternelles.

— **Répond à la question de Mme Gisèle Moreau** (n° **22908**) : **Association ouvrière en instruments de précision** [30 novembre 1979] (p. 11052, 11053) : évolution technologique posant à l'ensemble des télécommunications des problèmes de conversion ne pouvant être résolus que par le développement des exportations et la fabrication de produits de télématique ; difficultés financières graves de l'AOIP dont le maintien sous sa forme actuelle exigerait le licenciement d'environ 1.000 personnes ; négociations ayant abouti à un accord entraînant la cession à CIT-Alcatel et Thomson-CSF de la presque totalité de son activité téléphonie publique, seule solution raisonnable sur les plans industriel et social ; sur le plan de l'emploi, problèmes des personnels de Guingamp et Morlaix traités dans le cadre des secteurs de la téléphonie publique de CIT-Alcatel et Thomson qui assureront la continuité des travaux actuels du personnel parisien.

Suppléé par M. Jacques Dominati (secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre) :

— **Répond à la question de M. Daniel Goulet** (n° **23269**) : **Aides à la presse hebdomadaire** [14 décembre 1979] (p. 11909, 11910).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant le code des postes et télécommunications en ce qui concerne les contraventions de grande voirie relatives aux installations du réseau souterrain des télécommunications** (n° **14**). **Première lecture. Discussion générale** [16 mai 1978] (p. 1725) : l'incident de Nancy - Saint - Georges ; le coût des coupures de câbles ; (p. 1726) : la couverture du risque de remise en état des installations par les compagnies d'assurances ; l'aggravation des amendes, moyen de dissuasion ; les mesures contenues dans le projet ; le problème de la récidive ; l'interprétation de l'amendement proposé sur l'extension de la force majeure exonératoire au cas où l'administration n'aura pas donné connaissance de l'emplacement des réseaux souterrains ; la nécessité de mener une politique de l'information cohérente. **Discussion des articles** [16 mai 1978]. **Avant l'Article premier** (p. 1727) : demande le retrait de l'amendement n° 3 de M. Gaston Defferre. **Article premier** (p. 1727) : l'avis favorable du Gouvernement sur les amendements n°s 1 et 2 de la commission.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Budget annexe des postes et télécommunications. Discussion générale [14 novembre 1978] (p. 7572) : nombre de créations d'emplois suffisant pour réaliser les objectifs du budget ; tarifs postaux français comparables à ceux des autres pays européens ; difficultés sociales liées au transfert massif de jeunes agents loin de leur région d'origine ; crainte latente devant la mécanisation et le progrès technique ; nécessité de conserver un service public unique des postes et télécommunications ; (p. 7573) : développement régulier

du trafic postal ; s'étonne des réticences manifestées face à la mécanisation du tri postal, seul moyen de maintenir la qualité du service et d'améliorer les conditions de travail ; priorité accordée au renforcement de la poste ; son intention de proposer en 1979 un contrat entre le Gouvernement et sa poste fixant les objectifs à atteindre et les moyens nécessaires ; croissance rapide des crédits consacrés au renforcement de la sécurité ; effort de modernisation des centres financiers et informatiques ; renforcement et adaptation du réseau postal ; mise en place d'équipements modernes permettant de limiter la progression globale des effectifs ; problème des auxiliaires de remplacement ; (p. 7574) : action menée par la poste pour le maintien des services publics en milieu rural ; succès des boîtes postales CIDEX ; effort exceptionnel réalisé en matière de télécommunications ; achèvement de l'automatisation du téléphone ; difficulté de réduire les délais de raccordement en zones rurales ; effort d'équipement téléphonique prioritaire des personnes âgées ; (p. 7575) : étudie les mesures à prendre pour que l'on ne confonde plus la gratuité de l'installation avec celle de l'abonnement pour les personnes âgées ; mise à l'étude d'un service de télé-alarme ; augmentation du parc des cabines téléphoniques ; possibilité de facturation détaillée pour les abonnés qui en font la demande ; problème des poteaux métalliques ; problème des télécommandes d'amateurs ; importance des industries électroniques en Bretagne ; développement rapide de l'industrie française du téléphone mais nécessité d'une certaine reconversion des effectifs ; (p. 7576) : pas de démembrement du CNET ; participation de l'administration des télécommunications à l'effort d'exportation ; problème de la participation des entreprises privées aux travaux d'installations téléphoniques ; son intention de présenter, avant la fin de 1978, un ensemble de mesures destinées à améliorer les conditions de travail du personnel des PTT ; ampleur de la titularisation des auxiliaires ; (p. 7577) : problème du déficit croissant du transport et de la distribution de la presse ; besoin de financement du budget annexe couvert par le recours à l'emprunt.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Budget annexe des postes et télécommunications. Discussion générale [9 novembre 1979] (p. 9785) : création de 5.500 emplois aux PTT ; tenue de plusieurs réunions interministérielles consacrées à la poste ; nécessité de redéfinir la place des services financiers de la poste dans l'ensemble des réseaux de collecte français ; problème des relations entre la presse et la poste ; développement des communications électroniques ne se substituant pas au trafic postal traditionnel ; adoption récente d'un décret relatif à l'organisation administrative en milieu rural et à la création de services postaux polyvalents ; (p. 9786) : réforme des circuits d'acheminement du courrier fondée sur l'accroissement de la décentralisation du tri automatisé ; pas d'abandon de l'objectif de la distribution à J + 1 ; nouvelle phase d'automatisation de la gestion des chèques postaux et de la caisse nationale d'épargne ; lancement des premières expériences de télécopie et de téléimpression ; aide apportée aux collectivités locales pour les constructions ou réaménagements de bureaux de poste ; meilleure maîtrise de l'évolution des coûts des PTT grâce aux gains de productivité ; (p. 9787) : suppression progressive des distributions de courrier de l'après-midi ; nécessité de clarifier les relations financières entre la poste et l'Etat de façon à réaliser l'équilibre de son compte d'exploitation ; annonce des mesures sociales non négligeables relatives aux conditions de travail du personnel ; continuité de l'effort entrepris pour rattraper le retard en matière d'équipement téléphonique ; effort spécifique accompli dans les zones rurales et pour les personnes âgées ; poursuite de l'équipement du pays en cabines téléphoniques ; (p. 9788) : puissance et compétitivité de l'industrie française des télécommunications ; effort de recherche ; rôle du Cnet ; poursuite des études sur la télécopie et le télétraitement des textes ; succès du réseau Transpac ; réalisation du système de télécommunications par satellite Télécom I ; expérience française de vidéotex baptisée Télétel ; (p. 9789) : adaptation nécessaire du secteur industriel des télécommunications possible sans problème d'emplois ; difficultés de l'AOIP (association des ouvriers en instruments de précision) ; effort particulier en faveur de la Bretagne ; problème du délai d'appel à l'activité des fonctionnaires reçus aux concours des PTT ; revalorisation des primes et indemnités dont le pouvoir d'achat avait diminué ; (p. 9790) : amélioration de la prime de rendement et de la prime de résultat d'exploitation ; situation des receveurs distributeurs ; action entreprise pour améliorer la sécurité du personnel des bureaux de poste ; importance des investissements sociaux ; effort en faveur des handicapés ; augmentation du taux de rémunération des fonds des chèques postaux mis à la disposition du Trésor ; excédent dégagé par les télécommunications et déficit de la poste. **Examen des crédits** [9 novembre 1979]. **Article 33** (p. 9791) : s'oppose à l'amendement n° 421 de la commission de la production mais s'engage à ce que le Cnet dispose de tous les moyens nécessaires pour continuer ses recherches ; (p. 9792) : s'oppose à l'amende-

ment n° 441 de M. Claude Michel ; utilité de l'Institut Auguste Comte ; (p. 9792) : demande le retrait de l'amendement n° 246 de la commission des finances ; problème difficile du déficit de la poste lié aux transports des objets de presse ; constitution d'une table ronde sur ce problème ; nécessité d'attendre ses conclusions pour le résoudre ; (p. 9794) : s'oppose à l'amendement n° 439 de M. Charles Pistre : réduction de crédits en vue d'obtenir des moyens supplémentaires pour aider au renforcement du service public des PTT en milieu rural ; s'oppose à l'amendement n° 440 de M. Paul Quilès ; politique de la direction des télécommunications cherchant à mettre l'industrie française à la tête du progrès technique dans ce domaine ; (p. 9795) : plan de sauvetage de l'AOIP (association des ouvriers en instruments de précision).

SÉGUIN (Philippe)

Député des Vosges
(1re circonscription)
(RPR).

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1979] (p. 2166).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre du conseil national des services publics, départementaux et communaux [18 mai 1978] (p. 1845), [19 mai 1978] (p. 1892).

Membre du comité national de la prévention de la violence et de la criminalité [25 mai 1978] (p. 2072), [26 mai 1978] (p. 2124).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la procédure pénale sur la police judiciaire et le jury d'assises [8 juin 1978] (p. 2729).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'état civil des Français par acquisition [15 juin 1978] (p. 3007).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales [*J.O.* du 15 novembre 1978] (p. 3854).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification des dispositions du titre premier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes [14 décembre 1978] (p. 9476).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives aux loyers et aux sociétés immobilières conventionnées et modifiant le code de la construction et de l'habitation [18 décembre 1978] (p. 9642).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature [20 décembre 1978] (p. 9773).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la Cour de cassation [20 décembre 1978] (p. 9773).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'aide aux travailleurs privés d'emploi [*J.O.* du 5 janvier 1979] (p. 49).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage [*J.O.* du 17 mars 1979] (p. 621).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les modes d'élection de l'assemblée territoriale et du conseil de gouvernement du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [*J.O.* du 3 mai 1979] (p. 1043).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Alain Hautecœur tendant à modifier et compléter les dispositions du règlement de l'Assemblée nationale relatives aux commissions d'enquête et aux commissions de contrôle (n° 1488) [10 avril 1980] (p. 296).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Laurent Fabius et plusieurs de ses collègues visant à faciliter la création des commissions d'enquête et des commissions de contrôle et à donner un caractère public à leurs auditions (n° 1530) [10 avril 1980] (p. 297).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Alain Hautecœur et plusieurs de ses collègues tendant à compléter le règlement de l'Assemblée nationale par un article 80 *bis* relatif aux modalités d'application du deuxième alinéa de l'article 26 de la Constitution (n° 1556) [10 avril 1980] (p. 297).

Membre de la commission spéciale élue pour l'examen de la proposition de résolution n° 1641 portant mise en accusation, devant la Haute Cour de justice, de M. Michel Poniatowski, ministre de l'intérieur du 28 mai 1974 au 30 mars 1977 [*J.O.* du 24 avril 1980] (p. 1023).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organique relatif au statut de la magistrature (n° 1301) [*J.O.* du 9 mai 1980] (p. 1172).

Rapporteur de sa proposition de loi relative aux associations recevant des subventions de la part de personnes publiques (n° 1670) [14 mai 1980] (p. 1071).

Rapporteur du projet de loi prorogeant le mandat des conseillers généraux de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 1735) [5 juin 1980].

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales (n° 663) [*J.O.* du 12 juin 1980] (p. 1448).

Rapporteur du projet de loi relatif aux conditions de location des logements à usage exclusif d'habitation et aux rapports entre propriétaires et locataires (n° 1932) [9 octobre 1980] (p. 2649).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1981 (n° 1933) (Départements et territoires d'outre-mer : Départements d'outre-mer) (n° 1980-IV) [9 octobre 1980] (p. 2650).

Rapporteur de sa proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les problèmes de l'industrie textile et les moyens à mettre en œuvre pour les résoudre (n° 1935) [15 octobre 1980] (p. 2769).

Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de suspension des poursuites engagées contre huit membres de l'Assemblée (n° 1991) [*J.O.* du 17 octobre 1980] (p. 2420).

Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de suspension des poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée (n° 1994) [*J.O.* du 21 octobre 1980] (p. 2451).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Gaston Defferre et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions du rachat du groupe Boussac et d'autres sociétés industrielles et de distribution par le groupe Willot et ses conséquences sur le développement du secteur textile-habillement et sur l'emploi (n° 1944) [30 octobre 1980] (p. 3370).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au contrat d'assurance et aux opérations de capitalisation [*J.O.* du 28 novembre 1980] (p. 2783).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 5 décembre 1980] (p. 2868).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au temps partiel pour la fonction publique [*J.O.* du 12 décembre 1980] (p. 2934).

Membre de la commission d'enquête sur l'industrie textile [*J.O.* du 18 décembre 1980] (p. 2982).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 19 décembre 1980] (p. 2995).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Marc Lauriol et plusieurs de ses collègues visant à accorder une amnistie complète des condamnations et sanctions prononcées en relation avec les événements qui ont conduit à l'indépendance de territoires précédemment placés sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France et à réparer les préjudices subis à la suite de ces condamnations et sanctions (n° 2133) [18 décembre 1980] (p. 5062).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'aménagement foncier et à l'établissement rural dans le territoire de la

Nouvelle-Calédonie et dépendances [*J.O.* du 20 décembre 1980] (p. 3007).

Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de suspension des poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée (n° 2265) [*J.O.* du 5 avril 1981] (p. 961).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'**article 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur** du 12 novembre 1968 relatif aux conditions d'éligibilité aux fonctions de **président d'université** (n° **367**) [7 juin 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 162), tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire** sur **l'utilisation des prêts du FDES consentis à la sidérurgie française,** sur la crédibilité des plans de restructuration de celle-ci et sur le bilan de la politique d'aménagement du territoire dans le bassin sidérurgique de Lorraine (n° **417**) [22 juin 1978].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de **loi de finances pour 1979** (n° 560). — **Tome IV : Départements d'outre-mer** (n° **574**) [5 octobre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 405), tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire** sur les **pratiques des grandes sociétés sidérurgiques et l'utilisation des fonds publics** qui leur sont accordés (n° **657**) [2 novembre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 412), tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire** sur les **fonds publics attribués aux entreprises** (n° **659**) [2 novembre 1978].

— **Proposition de résolution** tendant à modifier les **articles 87 et 91** (alinéa premier) **du règlement de l'Assemblée nationale** (n° **730**) [28 novembre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 900), tendant à la création d'une **commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage** (n° **902**) [14 mars 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 834), tendant à la création d'une **commission d'enquête sur le bilan de la politique de conversion économique et de développement des infrastructures publiques dans les arrondissements de la Lorraine du Nord concernés par la crise de la sidérurgie** (n° **1020**) [26 avril 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur les propositions de loi :

1. (n° 215) **tendant à abolir la peine de mort en France ;**

2. (n° 368 rectifiée) **tendant à l'abolition de la peine de mort ;**

3. (n° 498) **tendant à abolir la peine de mort** (n° **1136**) [14 juin 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission d'enquête, sur la **situation de l'emploi et le chômage** (n° **1180**) [21 juin 1979].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1290). — **Tome IV : Départements d'outre-mer** (n° **1296**) [2 octobre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, **sur le projet de loi** (n° 1300) **modifiant le taux des amendes pénales en matière de contraventions de police** (n° **1331**) [10 octobre 1979].

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission de contrôle des dépenses ordinaires de l'Etat** (n° **1341**) [10 octobre 1979].

— **Proposition de loi relative aux conditions de l'exonération de la taxe professionnelle accordée lors de créations d'entreprises** (n° **1379**) [7 novembre 1979].

— **Proposition de loi relative à une journée nationale d'évocation de la Résistance et de la France libre et aux conditions de célébration de l'anniversaire du 8 mai 1945** (n° **1381**) [7 novembre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1360) **modifiant l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des Assemblées parlementaires, en vue de donner un caractère public aux auditions des commissions d'enquête et de contrôle** et sur la proposition de loi (n° 1420) **tendant à l'abrogation des trois derniers alinéas de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des Assemblées parlementaires** (n° **1482**) [13 décembre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur **le projet de loi,** modifié par le Sénat (n° 1487), modifiant le **taux des amendes pénales en matière de contraventions de police** (n° **1495**) [18 décembre 1979].

— **Proposition de loi tendant à compléter l'article L. 321-2 du code du travail afin de préciser les règles applicables aux mères de famille de trois enfants et plus en cas de licenciement collectif** (n° **1528**) [20 décembre 1979].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1560). — Tome IV : **Départements d'outre-mer** (n° **1565**) [7 janvier 1980].

— **Proposition de loi** tendant à instituer des mesures pour faciliter **l'emploi et garantir un revenu minimum aux salariés âgés licenciés pour un motif économique** (n° **1669**) [25 avril 1980].

— **Proposition de loi** relative aux **associations recevant des subventions de la part de personnes publiques** (n° **1670**) [25 avril 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 730) tendant **à modifier les articles 87 et 91 (alinéa premier) du règlement de l'Assemblée nationale** (n° **1686**) [7 mai 1980].

— **Proposition de loi** tendant à créer un **statut professionnel des prothésistes dentaires** (n° **1701**) [14 mai 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur **le projet de loi** (n° 1735) **prorogeant le mandat des conseillers généraux de Saint-Pierre-et-Miquelon** (n° **1784**) [10 juin 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1026), relatif au **contrat d'assurance** et aux opérations de **capitalisation** (n° **1934**) [2 octobre 1980].

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les problèmes de **l'industrie textile** et les moyens à mettre en œuvre pour les résoudre (n° **1935**) [2 octobre 1980].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le **projet de loi de finances pour 1981** (n° 1933). — **Tome IV : Départements et territoires d'outre-mer. — Départements d'outre-mer** (n° **1980**) [9 octobre 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 1935) tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les problèmes de **l'industrie textile** et les moyens à mettre en œuvre pour les résoudre (n° **2027**) [5 novembre 1980].

— **Rapport** fait au nom de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la **demande de suspension des poursuites engagées contre huit membres de l'Assemblée** (n° 1991) (n° **2054**) [12 novembre 1980].

— **Rapport** fait au nom de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la **demande de suspension des poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée** (n° 1994) (n° **2055**) [12 novembre 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2017) relatif au **contrat d'assurance** et aux **opérations de capitalisation** (n° **2059**) [13 novembre 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 1944) tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions du **rachat du groupe Boussac** et d'autres sociétés industrielles et de distribution par le groupe Willot et ses conséquences sur le développement du **secteur textile-habillement** et sur l'emploi (n° **2078**) [20 novembre 1980].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au **contrat d'assurance et aux opérations de capitalisation** (n° **2140**) [4 décembre 1980].

— **Proposition de résolution** tendant à supprimer l'**article 162** du **règlement** (n° **2154**) [11 décembre 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission d'enquête chargée d'examiner les problèmes de l'**industrie textile** et les moyens à mettre en œuvre pour les résoudre (n° **2254**) [2 avril 1981].

— **Proposition de loi** relative à l'amélioration de la protection sociale de certains **adolescents handicapés** (n° **2271**) [3 avril 1981].

— **Rapport** fait au nom de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de **suspension des poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée** (n° 2307) (n° **2365**) [14 mai 1981].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Sauvetage du groupe Boussac et de l'économie vosgienne** [10 mai 1978] (p. 1562, 1563) : les licenciements prévus par le groupe Boussac ; désire savoir si le « plan de survie » a l'aval du Gouvernement ; le programme de rénovation de l'économie vosgienne ;

— **Concours de pronostics** [14 mai 1978] (p. 2877) : manque de moyens des petits clubs ; ressources que pourraient procurer des concours de pronostics ;

— **Formalités exigées des travailleurs en situation de préretraite** [5 octobre 1978] (p. 5611) : suppression du pointage comme demandeur d'emploi pour les « préretraités » ;

— **Situation du journal « l'Aurore »** [29 novembre 1978] (p. 8475) : initiatives nécessaires pour garantir la survie de « l'Aurore » sans remettre en cause l'autonomie de sa rédaction ; crainte de voir les contraintes de la gestion l'emporter sur la liberté d'expression.

— **Formalités imposées aux préretraités** [25 avril 1979] (p. 3036, 3037) : le Gouvernement supprimera-t-il l'obligation pour les personnes en préretraite de fournir un certificat de recherche d'emploi.

— **Indemnisation du chômage** [3 octobre 1979] (p. 7727) : entrée en vigueur du nouveau système d'indemnisation du chômage ; situation des bénéficiaires de l'allocation spéciale au terme de douze mois de versement.

— **Accord multifibres** [4 juin 1980] (p. 1539) : suppression de la déclaration d'importation pour certains tissus ; importations en provenance des Etats-Unis.

— **Situation de l'économie vosgienne** [22 octobre 1980] (p. 2959) : augmentation du nombre de demandeurs d'emplois ; crise du textile ; relance du plan Vosges ; DATAR.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **288**) : **Restructuration du groupe Boussac et relance de l'économie vosgienne** [21 avril 1978] (p. 1299, 1300) : sauvegarde de l'emploi ; reclassement des travailleurs ; aggravation de la situation financière du groupe Boussac ; nécessité d'établir un plan professionnel pour l'industrie textile et un plan de relance économique pour les Vosges.

— (n° **3541**) : **Groupe textile Boussac** [23 mai 1978] (p. 3423, 3424, 3425) : éviter le démantèlement du groupe et assurer sa restructuration ; situation de l'industrie française.

— (n° **15361**) : **« Plan Vosges »** [27 avril 1979] (p. 3264) : demande au Gouvernement de faire le point de l'application du « Plan Vosges » d'août 1978, de préciser l'état d'engagement des investissements de l'Etat et les mesures prises en faveur de l'emploi (réembauche des salariés de l'ex-groupe Boussac).

— (n° **31515**) : **Aide à la presse** [6 juin 1980] (p. 1645) : aide spécifique à apporter aux quotidiens nationaux sans ressource publicitaire ; aide temporaire financée par un prélèvement à taux modéré sur la publicité télévisée.

— (n° **32562**) : **Résultat du plan Vosges** [27 juin 1980] (p. 2402) : insuffisance des créations d'emplois ; réhabilitation du patrimoine immobilier des entreprises textiles ; (p. 2403) : industrie du bois ; formation professionnelle ; environnement social de la reconversion ; crise de l'industrie textile ; situation du bâtiment.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant la loi du 16 mai 1941 relative à l'organisation de la Cour des comptes** (n° **167**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [27 juin 1978] (p. 3548) : deux problèmes posés par le recrutement de la Cour des comptes : nature du recrutement au tour extérieur, augmentation insuffisante des moyens en personnel de la Cour face à l'accroissement de ses charges. **Discussion de l'Article**

unique [27 juin 1978] (p. 3549) : son amendement n° 4 rectifié : nécessité de l'avis du premier président de la Cour des comptes et du procureur général près de la Cour des comptes pour la nomination au tour extérieur de conseillers référendaires ; (p. 3550) : souhaite que l'avis du procureur général soit individualisé ; amendement n° 4 rectifié retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Justice. Discussion générale [24 octobre 1978] (p. 6551) : refus du Gouvernement d'organiser un grand débat sur la peine de mort ; opportunité de ce débat ; volonté par l'amendement de M. Pierre Bas de suspendre l'application de la peine de mort.

Travail et santé. — II. **Travail et participation. Formation professionnelle. Discussion générale** [27 octobre 1978] (p. 6824) : problème de l'indemnisation des travailleurs victimes de licenciements collectifs dans des « régions sinistrées » ; exemple des Vosges ; nécessité d'une indemnisation à 90 % dans ce cas ; réforme du financement des charges sociales ; proposition au sujet du travail féminin et du travail à temps partiel ; nécessité de réduire la durée du travail des travailleurs manuels.

Jeunesse, sports et loisirs. — I. **Jeunesse et sports. Discussion générale** [14 novembre 1978] (p. 7606) : divorce entre l'éducation physique et le sport civil ; souhaite l'intégration de l'éducation physique à l'éducation nationale ; problème des reçus collés aux concours ouverts aux étudiants en éducation physique ; exprime sa réticence devant le prélèvement pratiqué sur le pari mutuel urbain ; se déclare favorable à l'institution des concours de pronostics ; nécessité de redéfinir les responsabilités de l'Etat et du mouvement sportif. **Examen des crédits** [17 novembre 1978] (p. 8022) : demande que le vote des titres soit réservé jusqu'après le vote sur les amendements mais l'ordre de la discussion est maintenu. **Après l'Article 79** (p. 8205) : soutient l'amendement n° 341 de M. Lucien Neuwirth : relèvement de 14,5 % à 17 % des taux maxima légaux dans la limite desquels sont définis les prélèvements effectués par l'Etat sur les sommes engagées au pari mutuel ; rejeté.

Départements d'outre-mer, rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [15 novembre 1978] (p. 7654) : avis favorable de la commission des lois sur le budget des DOM ; budget retraçant mal l'action financière de l'Etat dans les DOM ; problème de l'avenir du secrétariat d'Etat dans la perspective d'une banalisation de la gestion des DOM ; (p. 7655) : persistance de l'inégalité entre la métropole et l'outre-mer dans le domaine social ; résultats peu satisfaisants de l'action de l'agence nationale pour l'emploi dans les DOM ; détournement vers les dépenses ordinaires de ressources du FIDOM normalement destinées aux investissements ; exemple des dépenses d'aide au sucre ; problèmes particuliers de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte ; problème du renouvellement de la convention de Lomé. **Examen des crédits** [15 novembre 1978]. **Etat C - Titre VI** (p. 7690) : soutient l'amendement n° 322 rectifié de la commission des lois : transfert des crédits d'aide au sucre à un nouveau chapitre à créer au titre IV qui serait consacré aux interventions économiques ; (p. 7691) : caractère erroné de l'inscription des dépenses d'aide au sucre au titre VI ; nécessité d'un contrôle réel du FIDOM ; amendement n° 322 rectifié, adopté. **Après l'Article 76** (p. 7692) : soutient l'amendement n° 323 rectifié de la commission des lois : publication par le Gouvernement de documents précisant la répartition par département et par territoire des crédits représentant l'effort budgétaire de l'Etat ; adopté.

Territoires d'outre-mer. Discussion générale [15 novembre 1978] (p. 7703) : nécessité de revoir les règles de fonctionnement du FIDES ; archaïsme du statut des fonctionnaires de l'Etat ; division des Nouvelles-Hébrides ; nécessité de revoir le statut des terres australes ; souhaite une relance de l'exploitation du coprah ; (p. 7704) : nécessité d'une révision des institutions de la Nouvelle-Calédonie.

Economie et budget. — I. **Charges communes. Discussion générale** [17 novembre 1978] (p. 7939) : caractère hétéroclite du budget des charges communes ; problème du paiement mensuel des pensions des fonctionnaires retraités ; nécessité de revoir certaines conditions d'ouverture du droit à indemnisation prévu pour les rapatriés par la loi du 2 janvier 1978 ; exclusion de la plupart des personnes morales du bénéfice de l'indemnisation ; nécessité de réviser les barèmes forfaitaires d'évaluation ; problème des Français d'origine musulmane rapatriés d'Afrique du Nord ; (p. 7940) : situation des anciens fonctionnaires civils et militaires exclus de l'administration lors des événements d'Algérie.

Deuxième délibération [17 novembre 1978]. **Article 17** (p. 8035) : sur l'amendement n° 23 de M. Guy Guermeur : estime qu'il est préférable de financer des dépenses de

prévention plutôt que de verser des indemnités une fois la catastrophe survenue.

— **Projet de loi relatif à l'institution d'un régime complémentaire d'assurance vieillesse et survivant pour les avocats (n° 647). Première lecture. Discussion générale** [22 novembre 1978] (p. 8171) : problème du droit à la parole des rapporteurs pour avis ; nécessité de respecter et de garantir l'indépendance de la profession d'avocat ; nécessité de réformer le système actuel de retraite de base des avocats ; (p. 8172) : problèmes des avocats qui ont déjà adhéré à des régimes supplémentaires facultatifs ; adoption par la commission des lois d'un amendement de M. Pierre-Charles Krieg permettant aux avocats de résilier les contrats déjà souscrits ; avis favorable de la commission des lois sur l'adoption du projet. **Discussion des articles** [22 novembre 1978]. **Article 4** *bis* (p. 8183) : amendement n° 2 de la commission soutenu par M. François Massot : pension de réversion égale au minimum à 60 % ; adopté.

— **Projet de loi relatif à l'apprentissage artisanal** (n° **710**). **Première lecture. Discussion des articles** [11 décembre 1978]. **Article premier** (p. 9210) : perte financière résultant de l'application de l'article premier pour les artisans employant moins de cinq salariés.

— **Projet de loi relatif à l'aide aux travailleurs privés d'emploi** (n° **795**). **Première lecture. Discussion générale** [21 décembre 1978] (p. 9803) : **sur la question préalable de M. Roland Leroy** ; légitimité de l'intervention du législateur dans le domaine de l'indemnisation des travailleurs privés d'emploi ; nécessité de rejeter la question préalable ; (p. 9804) : déplore la précipitation avec laquelle le débat a été organisé ; (p. 9805) : absence de protection des veuves devenues chefs de famille dans le projet de loi ; nécessité d'une plus grande rigueur dans l'appréciation de la légitimité des motifs des départs volontaires ; critique la suppression des différences entre les licenciés pour motif économique et les autres demandeurs d'emploi et la dégressivité généralisée des allocations remplaçant l'allocation supplémentaire d'attente ; problème juridique posé par l'intervention de l'Etat dans une matière relevant jusqu'alors exclusivement du domaine conventionnel ; similitude entre le problème du déficit de l'UNEDIC et celui de la sécurité sociale mais diversité des solutions retenues ; (p. 9806) : défend l'indemnisation à 90 % des travailleurs licenciés pour motif économique ; justification de l'existence d'un régime particulier pour les licenciés pour raison économique ; critique la dégressivité généralisée de la prestation remplaçant l'ASA (allocation supplémentaire d'attente) ; (p. 9807) : problème du sort des travailleurs actuellement bénéficiaires de l'ASA et des travailleurs en cours de préavis ; propose la fixation d'un minimum incompressible de l'ASA et la définition d'un régime particulier pour les salariés âgés de plus de cinquante ans ainsi que pour les plus affectés par les licenciements ; nécessité d'un abaissement du plafond du salaire pris en compte pour le calcul de l'ASA à trois fois le plafond de la sécurité sociale ; principe d'une indemnité différentielle entre l'ancien et le nouveau salaire ; (p. 9808) : nécessité d'une redéfinition du refus opposé aux offres d'emplois nouveaux et de ses conséquences. **Discusion des articles** [21 décembre 1978]. **Article L 351-5 du code du travail** (p. 9847) : son sous-amendement n° 105 à l'amendement n° 18 de la commission : fixation du plafond de l'ASA à trois fois le plafond du salaire pris en compte pour la détermination des cotisations de la sécurité sociale ; retiré ; son amendement n° 2 : conséquence de l'amendement précédent ; devenu sans objet ; irrecevabilité opposée à son amendement tendant à la création d'une indemnité différentielle. **Après l'Article L 351-5 du code du travail** (p. 9849) : son amendement n° 3 : maintien de l'ancien système de l'ASA (allocation supplémentaire d'attente) pour les actuels bénéficiaires et les salariés en cours de préavis ; rejeté ; son amendement n° 4 : maintien de l'ancienne ASA pour les salariés dont la rémunération n'excède pas le niveau du SMIC ; adopté ; intrusion du Parlement dans la politique contractuelle organisée par le Gouvernement ; (p. 9851) : son amendement n° 5 : maintien de l'ancienne ASA au salarié de plus de cinquante ans ; retiré ; son amendement n° 6 : maintien de l'ancienne ASA dans les zones dont le Gouvernement reconnaissait par décret qu'elles sont sinistrées du point de vue de l'emploi ; retiré. **Article L 351-6 du code du travail** (p. 9852) : son amendement n° 9 : réunion d'une commission pour étudier les conditions d'une acceptation de l'allocation forfaitaire aux femmes chefs de famille ; retiré. **Après l'Article L 351-7 du code du travail** (p. 9855) : son amendement n° 10 : condition d'extinction du droit à l'ASA ; retiré. **Explications de vote** (p. 9865) : se félicite des amendements acceptés par le Gouvernement ; vote favorable du RPR sur le texte. **Rappel au règlement** [4 janvier 1979] (p. 2) : articles 108 et suivants du règlement fixant les rapports de l'Assemblée nationale avec le Sénat ; organisation des débats sur l'indemnisation du chômage. **Commission mixte paritaire. Explications de vote** [5 janvier 1979] (p. 179) : comparaison désobligeante pour l'Assemblée nationale établie entre les deux

assemblées ; amélioration du texte par le principe d'un traitement particulier pour les zones défavorisées ; vote favorable du RPR sur le texte ; urgence d'une réforme de l'ANPE.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage** (n° 900), rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [15 mars 1979] (p. 1665) : commission d'enquête ayant pour objet de préparer le débat sur l'emploi prévu pour la session ordinaire ; objectifs de la commission d'enquête : établir une répartition des demandeurs d'emplois en fonction de la cause de leur situation, évaluer les effets sur l'emploi de la politique économique et sociale suivie par les pouvoirs publics, évaluer les effets sur l'emploi des mesures prises dans le cadre de la CEE ; (p. 1666) : remédier à la crise de l'emploi et garantir le droit au travail ; compatibilité de la commission avec le règlement de l'Assemblée ; insuffisance des moyens d'information sur l'emploi ; contrôle de l'adaptation de la politique économique et sociale aux problèmes de l'emploi ; distinction entre règlement du problème de l'emploi et garantie du droit au travail ; (p. 1667) : efficacité de la commission d'enquête dépendant de la bonne volonté du Gouvernement ; [16 mars 1979] (p. 1799) : regrette le scepticisme de certains parlementaires à l'égard des chances de la concertation avec le Gouvernement et à l'égard de l'utilité de la commission d'enquête. **Discussion de l'Article unique** [16 mars 1979] (p. 1800) : s'oppose aux amendements n° 1 de M. Joseph Franceschi, n°s 2, 3, 4, 5 et 7 de M. Alain Hautecœur et n° 6 de M. Maurice Pourchon ; souhaite que les objectifs de la commission d'enquête ne soient pas fixés de façon trop détaillée ; (p. 1802) : sur l'amendement n° 7 de M. Alain Hautecœur ; problème de la réduction de la durée du travail entrant naturellement dans les compétences de la commission d'enquête ; graves difficultés de l'économie française en cas de réduction brutale de la durée du travail à 35 heures sans diminution des rémunérations.

— **Proposition de loi tendant à modifier les dispositions de la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relatives au droit de grève au sein du service public de la radiodiffusion-télévision française** (n° 941). **Première lecture. Discussion générale** [26 avril 1979]. **Rappel au règlement** (p. 3158) : usage abusif des exceptions d'irrecevabilité et des questions préalables et des motions de renvoi en commission ; contradictions résultant des dépôts par un même groupe d'une exception d'irrecevabilité impliquant l'inconstitutionnalité du texte et d'une motion de renvoi en commission ; impossibilité pour lui de déposer une motion de renvoi en commission.

— **Déclaration du Gouvernement sur l'échelle des peines criminelles et débat de réflexion et d'orientation sur cette déclaration** (n° 1191). **Discussion** [26 juin 1979] (p. 5680) : justifie sa participation au débat ; (p. 5681) : vote de l'abolition par la commission des lois ; nécessité d'une campagne d'explications et de persuasion de l'opinion publique ; le phénomène de l'abandon de la peine de mort par désuétude crée une situation malsaine ; s'oppose à la distinction entre temps de paix et temps de guerre pour l'application de la peine de mort ; nécessité d'instituer une peine de remplacement ; (p. 5682) : propose une détention qui n'aurait pas un caractère irrémissible et qui devrait avoir pour base une période de sûreté de vingt années aux termes desquelles la cour d'assises pourrait décider une réduction ou une prolongation de la peine ; propose une suspension expérimentale de la peine de mort ; nécessité de procéder rapidement à un vote qui pourrait être acquis par une majorité d'idées : (p. 5683) : impossibilité de prononcer la peine de mort tant que le vote n'aura pas eu lieu.

— **Rappel au règlement** [2 octobre 1979] (p. 7619) : souhaite que le bureau trouve une solution pour permettre de prononcer l'éloge funèbre des anciens députés ; rend hommage à la mémoire de Marcel Hoffer, décédé cet été.

— **Projet de loi modifiant le taux des amendes pénales en matière de contraventions de police** (n° 1300). **Première lecture,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [11 octobre 1979] (p. 8091) : absence de modification du taux des amendes contraventionnelles depuis vingt-trois ans ; inadaptation de la procédure prévue par la Constitution ; distinction entre ce texte et l'éventuel projet sur le paiement direct des amendes contraventionnelles ; projet ayant pour objet de modifier le taux minimum et le taux maximum des amendes en matière de police ; compétence du Parlement pour fixer le taux maximum des amendes des contraventions des 3e, 4e et 5e classes ; dévalorisation des amendes depuis 1958 qui annule leur caractère dissuasif ; écart insuffisant entre le taux des amendes forfaitaires et celui des amendes pénales fixes applicables en matière de stationnement ; modification des taux proposée par la commission par rapport au projet du Gouvernement : minimum 20 F, maximum 5.000 F ; modification des paliers pour chacune des classes de contravention ; (p. 8092) : néces-

sité d'une opération de reclassement de certaines contraventions ; souhaite une plus grande homogénéité dans l'application des textes pénaux en matière contraventionnelle. **Discussion des articles** [11 octobre 1979]. **Article premier** (p. 8095) : soutient l'amendement n° 1 de la commission : fixation du taux minimum à 20 F et du taux maximum à 5.000 F ; adopté ; (p. 8097) : impossibilité de rattraper intégralement le retard accumulé depuis 21 ans ; problème de l'adaptation du taux des amendes contraventionnelles dans l'avenir. **Après l'Article 2** (p. 8096) : amendement n° 3 de la commission, devenu sans objet ; soutient l'amendement n° 4 de la commission : taux maximum des amendes de 4e classe fixé à 1.200 F ; adopté ; nécessité de maintenir l'échelle retenue par la commission des lois ; soutient l'amendement n° 5 de la commission : fixation à 400 F du taux minimum des amendes de 4e classe ; adopté ; soutient l'amendement n° 6 de la commission : fixant le montant des amendes encourues en matière de contraventions de police de 4e et 5e classes ; adopté ; propose de modifier cet amendement pour tenir compte des mesures adoptées précédemment ; soutient l'amendement n° 8 de la commission : procédure de fixation des taux minimum et maximum des amendes contraventionnelles ; retiré ; inadaptation de la procédure actuelle de révision du taux des amendes contraventionnelles qui entraîne l'utilisation du pouvoir réglementaire pour modifier la classification des contraventions ; la formule proposée dans l'amendement n° 8 permettrait de relever tous les trois ans les taux en fonction de l'évolution du coût de la vie. **Article 3** (p. 8099) : soutient l'amendement n° 7 de la commission : report de l'entrée en vigueur de la loi au 1er octobre 1980 ; adopté. **Deuxième lecture,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [19 décembre 1979] (p. 12280) : projet visant à réévaluer les taux minimum et maximum des amendes pénales en matière de contraventions de police, restés inchangés depuis 1958 ; rejet par la commission des dispositions adoptées par le Sénat en ce qui concerne le taux minimum des contraventions de 4e classe ; adoption, par le Sénat, d'un article additionnel étendant aux amendes prononcées par les tribunaux de police la faculté conférée, par l'article 41 du code pénal, au tribunal de moduler le montant de l'amende pour tenir compte des circonstances de l'infraction et des ressources du prévenu. **Discussion des articles** [19 décembre 1979]. **Article 2** *quater* (p. 12281) : soutient l'amendement n° 1 de la commission fixant à 400 F le taux maximum des contraventions de 4e classe ; rejeté.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Travail et participation. — Formation professionnelle. Discussion générale [25 octobre 1979] (p. 8952) : approuve la réforme de l'agence nationale pour l'emploi tendant à réorienter ses activités sur la prospection et le placement ; nécessité d'augmenter les effectifs de l'ANPE ; la formation doit être axée sur un inventaire systématique des pénuries de main-d'œuvre et la priorité aux formations de qualité ; système d'indemnisation du chômage socialement satisfaisant mais économiquement et politiquement détestable ; absence d'incitation à la reprise d'un emploi ; souhaite l'instauration d'une structure tripartite à l'UNEDIC ; (p. 8953) : propose la création d'une quatrième équipe de travail ; nombre insuffisant d'emplois d'utilité collective. **Examen des crédits** [25 octobre 1979]. **Etat B. — Titre IV** (p. 8968) : absence d'indication sur la date d'effet des dispositions de la loi du 16 janvier 1979 étendant l'indemnisation du chômage aux départements d'outre-mer ; critique le système des chantiers de développement.

Départements d'outre-mer, rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [31 octobre 1979] (p. 9265) : vote sans enthousiasme de la commission des lois sur le budget des DOM ; budget du secrétariat retraçant moins de 7 % des dépenses de l'Etat dans les DOM ; réforme de l'organisation administrative du secrétariat d'Etat n'allant pas dans le sens d'une banalisation progressive de la gestion des DOM ; problème de l'application dans les DOM de dispositions législatives en matière sociale ; exemple de l'indemnisation du chômage ; (p. 9266) : exemple de la justice ; différences de traitement entre DOM au point de vue social ; approbation par la commission des lois des aménagements de la législation fiscale contenus dans le projet de loi de finances, de l'article 77, permettant l'entrée en vigueur de la loi de 1974 sur l'indemnisation des calamités agricoles et du projet de réduction de la prime de vie chère des fonctionnaires ; problème du fonctionnement du Fidom ; nécessité de choisir pour les DOM une politique de développement séparé ou une politique de développement fondé sur l'idée d'assimilation. **Examen des crédits** [31 octobre 1979]. **Etat B. — Titre III** (p. 9290) : soutient l'amendement n° 383 de la commission des lois : suppression des crédits relatifs aux tribunaux administratifs des départements d'outre-mer dans le budget du secrétariat d'Etat, en vue de leur rétablissement après augmentation dans le budget du minis-

tère de l'intérieur ; adopté ; (p. 9292) : soutient l'amendement n° 384 de la commission des lois : suppression des crédits destinés au comité interministériel permanent de coordination pour les départements d'outre-mer qui n'existe pas ; adopté. **Etat C - Titre VI** : soutient l'amendement n° 385 de la commission des lois : suppression des crédits inscrits au Fidom pour le financement de programmes d'activités ou de recherches spatiales ; retiré ; s'interroge sur l'inscription au Fidom des crédits relatifs à la recherche spatiale, moyen de « gonfler » artificiellement les ressources apparentes du Fidom.

Anciens combattants. Discussion générale [14 novembre 1979] (p. 10031) : déportés et internés ; faiblesse du contingent de croix de la Légion d'honneur pour les anciens de 1914-1918 ; déception provoquée par le budget ; dispositions prises pour les veuves ; pensions des grands invalides de guerre et déportés.

Justice. Examen des crédits [16 novembre 1979]. **Etat B - Titre III** (p. 10219) : son amendement n° 472 : suppression des crédits du bourreau ; critique le projet de loi sur la peine de mort annoncé par le ministre de la justice ; amendement n° 472 rejeté au scrutin public.

Articles et articles additionnels non rattachés [17 novembre 1979]. **Article 69** (p. 10272) : soutient son amendement n° 473 ; limitant l'application de l'article 69 aux plus gros revenus ; adopté avec modification ; (p. 10274) : son amendement n° 474 soutenu par M. Jacques Douffiagues : suppression du paragraphe 2 de l'article 69 instituant un relèvement progressif de 33 à 50 % de l'impôt sur les sociétés ; devient sans objet ; son sous-amendement n° 488 à l'amendement n° 485 du Gouvernement soutenu par M. Claude Martin : suppression du paragraphe 2 de l'amendement n° 485 relatif à l'impôt sur les sociétés ; adopté.

— **Discussion commune des motions de censure sur le projet de loi de finances pour 1980 (première lecture) déposées, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par M. François Mitterrand et quarante-neuf de ses collègues ; en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. François Mitterrand et cinquante de ses collègues et par M. Robert Ballanger et quatre-vingt-cinq de ses collègues. Explications de vote** [20 novembre 1979] (p. 10379) : responsabilité du RPR lui imposant de surmonter son irritation à l'égard de la politique gouvernementale ; attaques lancées par le Premier ministre contre le groupe parlementaire le plus important de la majorité ; (p. 10380) : critiques du RPR constituant le jeu normal du régime parlementaire voulu par les institutions de 1958 ; confirmation par le corps électoral en 1978 de la prééminence du RPR dans la majorité ; refus du RPR d'ajouter une crise politique majeure à la crise économique et à la crise sociale que connaît la France.

— **Proposition de loi tendant à modifier l'article 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 relatif aux conditions d'éligibilité aux fonctions de président d'université** (n° **367**). **Première lecture. Discussion générale** [10 décembre 1979] (p. 11546) : abus de la question préalable ; regrette qu'elle soit opposée à une proposition de loi ; nécessité de supprimer la disposition prévoyant la non-rééligibilité des présidents d'université ; (p. 11547) : nécessité de renforcer l'autorité des présidents d'université.

— **Projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales** (n° **663**). **Première lecture. Discussion des articles** [15 avril 1980]. **Article 12** (p. 408) : son amendement n° 59 non soutenu. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [30 juin 1980]. **Article 21** (p. 2484) : son amendement n° 23 de suppression : retiré ; gage financier choisi pour financer la distribution d'actions.

— **Rappel au règlement** [22 avril 1980] (p. 616) : inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée des propositions sur le 8 mai.

— **Projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels** (n° **1121**). **Première lecture. Discussion générale** [29 avril 1980] (p. 795) : contre la question préalable de M. Mexandeau ; abus de la procédure de la question préalable ; liberté de l'enseignement ; (p. 796) : opinion de M. Jacques Delors sur l'enseignement alterné ; (p. 803) : commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage ; (p. 804) : accoutumance au chômage ; souhait du groupe RPR d'un débat général d'orientation sur l'emploi ; réforme de l'ANPE ; indemnisation du chômage ; durée du travail ; réemploi des salariés âgés.

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1978** (n° **1491**). **Première lecture. Discussion générale** [28 mai 1980] (p. 1324) : importance du travail de la Cour des comptes ; virements et transferts de crédits ; (p. 1325) : procédure des services votés ; ordonnance de 1959 portant loi organique relative aux lois de finances ; proposition de loi tendant à modifier son article 40 ; fonds de concours ; rémunération des agents publics ; (p. 1326) : recours

par l'administration aux facilités offertes par les associations de la loi de 1901 ; démembrement de l'administration ; rémunérations occultes ; transfert de missions de service public ; sa proposition de loi tendant à une remise en ordre concernant les associations. **Discussion des articles** [28 mai 1980]. **Article 16** (p. 1410) : son amendement n° 8 : suppression de l'article 16 : rejeté ; remise de dettes des pays sous-développés ; non-conformité de l'article 16 avec l'article premier de la loi organique et avec les articles 34, 38 et 53 de la Constitution.

— **Discussion des conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur sa proposition de résolution tendant à modifier les articles 39, 87 et 91 (alinéa 1er) du règlement de l'Assemblée nationale** (n° **1686**), rapporteur. **Discussion générale** [28 mai 1980] (p. 1418) : conditions d'intervention dans la procédure législative des commissions saisies pour avis ; composition des bureaux des commissions autres que les commissions permanentes.

— **Rappel au règlement** [23 juin 1980] (p. 2126) : article 88 du règlement ; absence de réunion de la commission des lois.

— **Projet de loi relatif au recrutement des membres des tribunaux administratifs** (n° **1636**). **Première lecture. Discussion des articles** [23 juin 1980]. **Article premier** (p. 2133) : nécessité de maintenir un recrutement direct significatif en provenance de l'ENA.

— **Projet de loi prorogeant le mandat des conseillers généraux de Saint-Pierre-et-Miquelon** (n° **1735**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [24 juin 1980] (p. 2183) : prorogation jusqu'en 1982 du mandat des conseillers généraux de Saint-Pierre - et - Miquelon ; départementalisation ; (p. 2184) : mode de scrutin et renouvellement triennal du conseil général. **Discussion des articles** [24 juin 1980]. **Après l'Article 2** (p. 2187) : amendement n° 1 de la commission : non-application du scrutin uninominal majoritaire à deux tours à Saint-Pierre-et-Miquelon ; adopté ; amendement n° 2 de la commission : dépôt, par le Gouvernement, d'un projet de loi instituant l'élection du conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon selon un mode de scrutin adapté ; retiré ; repris par M. Joseph Franceschi et rejeté.

— **Discussion de la conclusion du rapport** (n° 1824) **de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 relatif aux conditions d'éligibilité aux fonctions de président d'université** (n° **367**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [26 juin 1980] (p. 2341) : abus de l'exception d'irrecevabilité ; initiative parlementaire; amendements Rufenacht ; (p. 2342) : composition des conseils d'université ; respect des principes de la loi d'orientation ; désaffection étudiante à l'égard des élections ; politisation de l'université ; rôle des professeurs et des maîtres de conférences.

— **Rappel au règlement** [30 juin 1980] (p. 247) : utilisation abusive du règlement.

— **Projet de loi relatif à l'intéressement des travailleurs aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises** (n° **1167**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [30 juin 1980] (p. 2487) : exclusion des catégories de salariés autres que les cadres et agents de maîtrise de la participation au conseil d'administration et au conseil de surveillance ; ségrégation instaurée entre les différentes catégories de salariés ; pacte pour l'emploi des cadres ; (p. 2488) : discrimination faite entre les sociétés suivant le nombre de leurs salariés ; création d'un déséquilibre entre les diverses catégories de sociétés. **Discussion des articles. Article 20** (p. 2494) : son amendement n° 21 : participation d'un représentant élu des cadres et de la maîtrise et d'un représentant élu des autres catégories de personnel au conseil de surveillance des sociétés dualistes ; adopté. **Article 25** (p. 2495) : son amendement n° 22 de conséquence ; adopté.

— **Projet de loi relatif au contrat d'assurance et aux opérations de capitalisation** (n° **1026**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [2 octobre 1980] (p. 2517) : rôles respectifs du Sénat et de l'Assemblée nationale ; enjeu économique de l'assurance ; légalisation des formules de contrat d'assurance vie à capital variable ; amélioration de la protection garantie par l'assurance automobile obligatoire ; information et protection des contractants ; (p. 2518) : conditions d'information du contractant sur les valeurs de réduction ou de rachat du contrat ; procédure de renonciation instituée au profit du souscripteur d'assurance vie ; démarchage à domicile ; définition des garanties d'assistance ; régime d'aliénation des navires de plaisance ; coassurance communautaire ; (p. 2521) : utilisation abusive de la procédure de la question préalable par le groupe communiste. **Discussion des articles.**

Article premier (p. 2526) : amendement n° 2 de la commission : limitant les formules de contrat d'assurance à capital variable aux assurances sur la vie ; adopté ; amendement n° 3 de la commission : contrôle par la commission des opérations de bourse de la liste des titres pouvant servir de base à des contrats à capital variable ; adopté ; (p. 2527) : amendement n° 4 de la commission : institution de la garantie d'un capital plancher lorsque le risque décès se trouve couvert ; adopté. **Article 2** (p. 2529) : problème de l'assurance automobile obligatoire ; inconvénients actuels de l'exclusion légale de la garantie de la famille transportée ; avance sur recours ; développement des formules facultatives d'assurance personnelle ; effet de la subrogation sur le coût de l'assurance ; (p. 2530) : amendement n° 5 de la commission : faisant rentrer l'ensemble des membres de la famille transportée dans le champ de l'assurance automobile obligatoire ; adopté. **Article 12** (p. 2531) : amendement n° 6 de la commission : formel ; adopté. **Article 13** : amendement n° 7 de la commission : faculté de résiliation ouverte à l'assureur ; retiré ; amendement n° 8 de la commission : imputation des primes non payées sur la provision mathématique prévue par le contrat ; retiré. **Article 14** (p. 2538) : amendement n° 9 de la commission : communication du règlement général à l'assuré sur sa demande ; adopté ; information de l'assuré sur le mode de calcul et le montant de la réduction du capital ou de la rente garanties ; (p. 2539) : amendement n° 10 de la commission : obligation pour l'assureur de préciser en termes intelligibles sur la quittance la signification de l'opération de réduction ; adopté avec modification. **Article 15** (p. 2540) : amendement n° 11 de la commission : amendement de conséquence ; adopté ; amendement n° 12 de la commission : amendement de conséquence ; adopté avec modification ; amendement n° 13 de la commission : sanction du retard de versement de la valeur de rachat par l'assureur ; adopté. **Article 15** *bis* : amendement n° 14 de la commission : délai d'entrée en vigueur des articles 14 et 15 ; devient sans objet. **Article 16** (p. 2541) : amendement n° 15 de la commission : obligeant l'assureur à procéder sur demande du contractant à la réduction ou au rachat du contrat dès que deux primes annuelles ont été versées ; adopté. **Article 17** : amendement n° 16 de la commission : formel ; adopté. **Article 18** (p. 2542) : amendement n° 17 de la commission : caractère libératoire valable seulement pour l'assureur de bonne foi ; adopté. **Article 20** : institution d'une faculté de renonciation au profit de tous les souscripteurs d'assurance sur la vie ; protection spéciale en cas de démarchage à domicile ; (p. 2543) : amendement n° 18 de la commission : formel ; réservé, puis adopté ; amendement n° 19 de la commission : formel ; réservé puis adopté ; amendement n° 20 de la commission : faisant partir le délai de renonciation à compter du premier versement ; adopté ; amendement n° 21 de la commission : création d'un modèle de lettre type destinée à faciliter l'exercice de la faculté de renonciation ; adopté ; amendement n° 22 de la commission : autorisant la conservation par l'assureur du douzième de la part de la prime annuelle correspondant effectivement à la couverture de risque décès dans le cas où le contractant exerce sa faculté de renonciation alors que le risque décès se trouve déjà garanti ; adopté. **Après l'Article 20** (p. 2545) : défense du consommateur et réglementation du démarchage ; hostilité de la commission à l'institution d'un délai de réflexion ; amendement n° 23 de la commission : régime particulier du démarchage à domicile sans délai de réflexion ; devient sans objet. **Article 21** (p. 2547) : amendement n° 24 de la commission : rédaction en deux exemplaires des contrats d'assurance populaire ; devient sans objet. **Article 23** ; amendement n° 25 de la commission : formel ; adopté. **Après l'Article 25 A** (p. 2548) : amendement n° 26 de la commission : amendement de coordination ; adopté. **Après l'Article 27** : amendement n° 27 de la commission : obligations de l'assureur, prestations en nature, garantie d'assistance ; adopté ; (p. 2549) : amendement n° 28 de la commission : aliénation des bateaux de plaisance, sort du contrat d'assurance de dommages ; adopté. **Article 27** *bis* : adhésion des majeurs en tutelle à un contrat d'assurance de groupe. **Après l'Article 27** *bis* : amendement n° 29 de la commission : coassurance communautaire ; adopté avec modification ; directive du Conseil des communautés européennes du 30 mai 1978. **Deuxième lecture,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [20 novembre 1980] (p. 4224) : implication de ce texte en matière de coassurance communautaire ; protection des assurés ; extension de la garantie de l'assurance de responsabilité civile automobile à l'ensemble des membres de la famille ; désaccord subsistant avec le Sénat ; application du contrat d'assurance à capital variable contre les accidents corporels ; protection des souscripteurs des assurances sur la vie ; faculté de renonciation pendant le délai d'un mois à compter du premier versement. **Discussion des articles. Article premier** (p. 4225) : amendement n° 1 de la commission : limitation des clauses de variabilité à l'assurance vie ; adopté ; amendement n° 2

de la commission : rédactionnel ; adopté. **Article 13** : amendement n° 3 de la commission : entrée en vigueur des dispositions de l'article L 132-20 du code des assurances six mois après la promulgation de la présente loi ; adopté. **Article 15** (p. 4226) amendement n° 4 de la commission : établissement des intérêts de retard au taux légal ; adopté. **Article 16** : amendement n° 5 de la commission : application de la nouvelle règle des deux ans pour tous les contrats en cours à la date du 1er janvier 1982 ; adopté. **Article 20** (p. 4227) : amendement n° 6 de la commission : faisant partir le délai de renonciation à compter du premier versement et non de la signature de la proposition ou de la police ; adopté ; amendement n° 7 de la commission : faisant partir le délai de renonciation d'un mois à compter du premier versement ; prolongation du délai en cas de non-remise des documents explicitant les dispositions du contrat ; adopté ; amendement n° 8 de la commission : établissement des intérêts de retard au taux légal ; adopté. **Article 20** *bis* (p. 4229) : s'oppose aux amendements n° 13 de M. Henri Colombier et n° 14 de M. Louis Maisonnat ; (p. 4230) : amendement n° 9 de la commission : rédactionnel : régime du démarchage à domicile ; prorogation du délai de sept jours à compter de la date de la remise des documents explicatifs ; adopté ; (p. 4231) : amendement n° 10 de la commission : rédactionnel : intérêt de retard aux taux légal ; adopté ; rôle d'investisseur institutionnel des compagnies d'assurance. **Article 21** : amendement n° 11 de la commission : assurances populaires, délai de six mois pour l'entrée de vigueur de la nouvelle procédure instituée par cet article ; adopté. **Article 27** *bis* **A** : amendement n° 12 de la commission : contrôle des opérations d'assistance ; retiré. **Commission mixte paritaire,** rapporteur de la commission mixte paritaire. **Discussion générale** [10 décembre 1980] (p. 4807, 4808) : portée considérable du texte ; réforme de l'assurance automobile ; régime de la coassurance communautaires ; renforcement de la protection des assurés ; création de conditions plus favorables au développement de l'assurance ; octroi de délais aux assureurs pour les adaptations de gestion nécessaires ; demande à l'Assemblée d'adopter le texte de la commission mixte paritaire.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre (*suite*). — I. **Services généraux. Formation professionnelle. Discussion générale** [22 octobre 1980] (p. 3008) : crédits affectés à la rémunération des stagiaires ; difficultés de nombreux centres de formation ; résultats discutables des stages pratiques en entreprise.

Travail et participation. Discussion générale [27 octobre 1980] (p. 3136) : nécessité de protéger et d'enrichir la législation sociale ; souhaite que les ouvriers et les employés ne soient pas exclus de la participation ; (p. 3137) : possibilité d'une politique spécifique de l'emploi quelle que soit la politique économique ; nécessité d'imposer qu'on adapte le rythme du redéploiement industriel à la capacité d'amortir son coût social et humain ; problème de l'adéquation de l'offre et de la demande de travail ; insuffisance des moyens et de l'action de l'ANPE ; regrette le transfert de la formation professionnelle aux services du Premier ministre ; difficultés pour certains employeurs de trouver de la main-d'œuvre ; système d'indemnisation organisant et pérennisant le chômage ; (p. 3138) : nécessité de développer les responsabilités de l'Etat dans la gestion de l'UNEDIC ; aménagement du temps de travail ; (p. 3160) : difficultés de la société Vincey-Bourget dans les Vosges ; crise du textile ; (p. 3161) : responsabilités du groupe Willot.

Départements et territoires d'outre-mer. — II. **Départements d'outre-mer,** rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration de la République. **Discussion générale** [28 octobre 1980] (p. 3212) : pas de décollage économique dans les DOM ; insuffisance des créations d'emplois ; explosion démographique et élévation des niveaux de vie ; suppression de 150 emplois d'officiers du service militaire adapté ; utilisation de certains crédits du FIDOM à des fins qui ne correspondent pas à sa vocation ; indemnisation du chômage ; conditions de versement des prestations familiales ; non-application dans les DOM de l'aide personnalisée au logement et de l'allocation spéciale de vieillesse ; DOM constituant une partie intégrante de la CEE ; (p. 3213) : doute sur la volonté du Gouvernement de favoriser le développement de Mayotte ; construction du port de Longoni. **Examen des crédits** (p. 3233) : amendement n° 79 de la commission : suppression des crédits relatifs à la contribution du FIDOM au centre national d'études spatiales et au déficit de la ligne aérienne Saint - Denis - de - la - Réunion - Dzaoudzi ; rejeté.

Justice. Examen des crédits [5 novembre 1980]. **Titre III** (p. 3605) : estime indécent que l'Assemblée ne soit pas autorisée à entamer un véritable débat sur la peine de mort ; majorité abolitionniste ; amendements de suppression des crédts du bourreau constituant uniquement des actes de protestation et risquant de devenir une arme pour le garde des

sceaux ; souhaite le retrait de ces amendements ; son vote hostile au budget.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [6 novembre 1980] (p. 3653) : politique laitière ; exemple du département des Vosges ; nécessité d'une application différenciée des normes de production à définir à Bruxelles ; taxe de coresponsabilité ; (p. 3654) : situation des doubles actifs rendue difficile par leur exclusion de certaines aides.

Jeunesse, sports et loisirs. — I. Section commune. — II. Jeunesse et sports. Discussion générale [7 novembre 1980] (p. 3732) : problème des frais de déplacement des dirigeants bénévoles de petits clubs sportifs accédant à une division supérieure ; frais de fonctionnement des services extérieurs du ministère.

Industrie. Discussion générale [13 novembre 1980] (p. 3863) : pose une question au nom de M. Michel Aurillac ; situation préoccupante des entreprises de sous-traitance dans la confection ; (p. 3864) : pose une question au nom de M. Claude Dhinnin ; nécessité d'une application rapide du programme gouvernemental pour renforcer l'industrie textile et de l'habillement ; avenir de la société Vincey-Bourget dans les Vosges ; relations avec Usinor ; nécessité de la mise au point d'un plan social.

Anciens combattants. Discussion générale [14 novembre 1980] (p. 3929) : titre de pension des anciens combattants d'Afrique du Nord.

— Discussion des conclusions du rapport (n° 2054) **de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de suspension des poursuites engagées contre huit membres de l'Assemblée : MM. Auroux, Bayou, Evin, Fabius, Guidoni, Jagoret, Mitterrand et Sénès** (n° **1991**). **Discussion générale,** rapporteur de la commission *ad hoc* [14 novembre 1980] (p. 3898) : l'article 80 du Règlement relatif au régime des immunités parlementaires ; poursuites à la suite d'émissions de radios libres et d'entrave à la circulation des trains ; article 26 de la Constitution, dernier alinéa ; (p. 3899) : décision du Sénat concernant le sénateur Parmantier : suspension des poursuites pour la durée de son mandat ; décision concernant M. Sutra, représentant français à l'Assemblée des communautés européennes : immunité s'appliquant à la durée de son mandat ; (p. 3900) : problème posé par la différence de traitement existant au niveau des immunités parlementaires entre députés, sénateurs français et représentants français à l'Assemblée des communautés européennes ; décision de la commission *ad hoc :* suspension des poursuites pendant la durée du mandat.

— Discussion des conclusions du rapport (n° 2055) **de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de suspension des poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée : M. Nilès** (n° **1994**). **Discussion générale,** rapporteur de la commission *ad hoc* [14 novembre 1980] (p. 3902) : propose à l'Assemblée de requérir la suspension des poursuites engagées contre M. Nilès pour la totalité de son mandat.

— Modification de l'ordre du jour prioritaire [20 novembre 1980] (p. 4189) : interversion de la discussion de deux textes relatifs l'un aux assurances, l'autre aux valeurs mobilières.

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 79-10 du 3 janvier 1979 portant diverses mesures en faveur des salariés privés d'emploi qui créent une entreprise (n° **2022**). **Première lecture. Discussion générale** [26 novembre 1980] (p. 4422) : nécessité d'une politique spécifique de l'emploi supprimant les effets pervers du système d'indemnisation du chômage ; absence d'engagement de l'Etat dans la gestion de l'UNEDIC ; approuve la mise à la charge de l'UNEDIC du financement des aides prévues par le projet ; structure paritaire de l'UNEDIC à l'origine de blocages ; problème des certificats de recherche d'emploi imposés par l'UNEDIC aux salariés âgés de plus de cinquante-six ans ; (p. 4423) : nécessité d'une plus grande participation de l'UNEDIC au reclassement des chômeurs. **Discussion des articles** [26 novembre 1980]. **Article premier** (p. 4425) : son amendement n° 6 : reconduction des modalités actuelles d'attribution des aides prévues par la loi du 3 janvier 1979 ; adopté.

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au travail à temps partiel dans la fonction publique (n° **2020**). **Première lecture. Discussion des articles** [3 décembre 1980] : **Après l'Article 3** (p. 4602) : soutient l'amendement n° 13 de la commission : assimilation des services à temps partiel à des services à temps plein pour la détermination des droits à avancement et à promotion ; retiré.

— Discussion des conclusions du rapport (n° **2026**) **de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale dc la République, sur la proposition de loi tendant à compléter l'article L 238 du code électoral en ce qui concerne un cas particulier d'incompatibilité** (n° **1584**). **Première lecture. Discussion des articles** [3 décembre 1980]. **Article unique** (p. 4585) : son amendement n° 2 : suppression des quatrième et cinquième alinéas de l'article L 238 du code électoral ; suppression des incompatibilités de nature familiale dans

les conseils municipaux ; adopté avec modification ; cet amendement devient l'article unique de la proposition de loi.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'aménagement foncier et à l'établissement rural dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° **2159**). **Première lecture. Explications de vote** [19 décembre 1980] (p. 5121) : vote favorable du groupe RPR ; absence de propositions constructives de la part des indépendantistes.

— **Discussion des conclusions du rapport** (n° 2027) **de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution tendant à la création d'une commisison d'enquête chargée d'examiner les problèmes de l'industrie textile et les moyens à mettre en œuvre pour les résoudre** (n° **1935**). **Discussion générale,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [16 décembre 1980] (p. 4892) : multiplication des défaillances d'entreprises textiles ; exemple de la société cotonnière de Vanémont à La Houssière dans les Vosges ; suppression d'emplois dans le textile ; augmentation de la part du marché intérieur conquise par les importations ; déficit de la balance commerciale textile ; (p. 4893) : insuffisance de la productivité et du temps d'utilisation moyen du matériel en France ; absence de protection réelle aux frontières de la communauté ; importance et diversité de l'industrie textile dans l'économie française ; taux de féminisation ; difficultés de réinsertion de la main-d'œuvre du textile ; implantation géographique rendant difficile les efforts de reconversion ; utilité d'une commission d'enquête ; (p. 4894) : critique les propositions de résolution communiste et socialiste ; insuffisance des mesures annoncées par le Gouvernement en faveur du textile-habillement et de leur volet social ; évolution du rôle des commissions d'enquête et de contrôle.

SEITLINGER (Jean)

Député de la Moselle
(7e circonscription)
(UDF).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1100).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 7 avril 1978] (p. 1589), [*J.O.* du 4 avril 1979] (p. 771).

Démissionne de son poste de vice-président [*J.O.* du 5 octobre 1979] (p. 2503).

Représentant titulaire à l'assemblée consultative du conseil de l'Europe [17 mai 1978] (p. 1775).

Démissionne de l'assemblée consultative du conseil de l'Europe [13 novembre 1979] (p. 9945).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 154) autorisant l'approbation de l'**accord de coopération culturelle et technique** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République arabe du Yémen,** signé à Paris le 16 février 1977 (n° **303**) [25 mai 1978].

— **Proposition de loi** relative aux **régimes locaux de retraite du personnel** (n° **430**) [22 juin 1978].

— **Rapport d'information** déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission des affaires étrangères **à la suite d'une mission effectuée du 23 juillet au 2 août 1979 par une délégation de la commission au Japon** (n° **1342**) [10 octobre 1979].

— **Proposition de loi** tendant **à permettre aux communes d'instituer une taxe sur les chiens** (n° **1451**) [5 décembre 1979].

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère** (n° **372**). **Discussion** [8 juin 1978] (p. 2679) : approbation de l'action française et belge au Zaïre ; incidence européenne de l'affaire zaïroise ; renforcement de l'aide européenne au dévelop-

pement de l'Afrique ; organisation d'une riposte collective à la subversion ; (p. 2680) : nécessité d'une politique de défense commune aux Européens ; l'élection du Parlement européen au suffrage universel, nouvel élan pour l'Europe ; nouvelle chance politique de l'union monétaire européenne ; dimensions politiques de l'élargissement de la CEE ; (p. 2680) : l'élargissement, « investissement démocratique » pour la Communauté ; réalisme des propositions françaises à la conférence mondiale du désarmement ; déclaration du Président de la République ; possibilité d'adapter la politique de vente de matériels militaires de la France ; échec des négociations antérieures sur le désarmement.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Affaires étrangères. Discussion générale [2 novembre 1978] (p. 6914) : rapprochement sino-japonais ; avenir de la France résidant dans l'unité européenne face aux défis démographiques, énergétiques et industriels lancés par le monde actuel ; nécessité d'un rééquilibrage économique franco - allemand, condition vitale d'une communauté européenne cohérente et indépendante ; approuve la création d'une zone de stabilité monétaire européenne ; (p. 6915) : légitimité de la campagne objective d'information menée par la commission européenne à propos de l'élection du Parlement européen au suffrage universel ; élargissement de la Communauté, moyen de consolider la démocratie en Espagne, au Portugal et en Grèce

SÉNÈS (Gilbert)

Député de l'Hérault
(2e circonscription)
(S).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1099).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 9 avril 1980] (p. 893), [*J.O.* du 5 avril 1981] (p. 961).

Représentant titulaire à l'Assemblée consultative du conseil de l'Europe [17 mai 1978] (p. 1775).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la compagnie nationale du Rhône [*J.O.* du 21 décembre 1979] (p. 3220).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Raymond Forni et plusieurs de ses collègues portant nationalisation du musée automobile Schlumpf (n° 1423) [10 avril 1980] (p. 298).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Michel Cointat et plusieurs de ses collègues relative aux boissons uvales (n° 446) [26 juin 1980] (p. 2363).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à inclure la « **Clairette** » parmi les cépages admis pour l'élaboration des « **vins doux naturels** » (n° **290**) [25 mai 1978].

— **Proposition de loi** relative à l'élaboration de **produits nouveaux à base de jus de raisin** (n° **504**) [1er juillet 1978].

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur les propositions de loi :

1. (n° 446) relative aux boissons uvales ;

2. (n° 504) relative à l'élaboration de produits nouveaux à base de **jus de raisin** (n° **1864**) [26 juin 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Redéploiement de l'enseignement primaire** [4 avril 1979] (p. 2220) : fermeture de centaines de classes à la suite de la circulaire du 1er décembre 1978.

— **Situation des compagnies aériennes régionales** [12 décembre 1979] p. 11658) : situation financière dramatique des compagnies aériennes régionales ; risque d'agravation de la situation financière des collectivités locales participant au déficit ; quelles mesures seront prises pour sauver ces compagnies et redonner espoir à leur personnel ?

— **Avenir des centres régionaux d'éducation physique et sportive** [14 mai 1980] (p. 1055) : centre de Montpellier.

— **Difficultés des petites et moyennes entreprises** [5 novembre 1980] (p. 3568) : entreprises de main-d'œuvre ; modalités de calcul de la taxe professionnelle ; aménagement des charges sociales.

• *question orale sans débat :*

— (n° **31152**) : **Taxe professionnelle des entreprises de main-d'œuvre** [6 juin 1980] (p. 1635) : crise viticole ; problème posé par la taxe professionnelle aux PME ; (p. 1636) : nécessité de mesures exceptionnelles d'exonération de la taxe professionnelle.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur** (n° **15**). **Première lecture. Discussion générale** [5 avril 1979] (p. 2311) : projet du Gouvernement ne concernant pas les nouvelles sources d'énergie ; souhaite que la politique de l'énergie nucléaire soit reconsidérée après l'accident survenu au Etats-Unis ; diminution des crédits affectés aux primes pour les chauffe-eau solaires ; souhaite que soit élaborée une loi-cadre sur l'utilisation de l'énergie nucléaire.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1979] (p. 9639) : réglementation de l'enrichissement des vins ; production de sucre de raisin.

— **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'adhésion de la République hellénique à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique** (n° **1339**). **Première lecture. Discussion générale** [5 décembre 1979] (p. 11297) : non-application vis-à-vis de l'Italie des clauses de sauvegarde prévues par le traité de Rome ; perturbation du marché du raisin par l'adhésion de la Grèce ; pas d'opposition de principe des socialistes à l'élargissement de la Communauté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Economie et Budget. — I. Charges communes. Discussion générale [3 novembre 1980] (p. 3415) : réinstallation et non-indemnisation des rapatriés ; (p. 3416) : nécessité d'une indemnisation intégrale ; iniquité de la loi de 1970 ; réduction de quinze à dix ans de la durée de remboursement des titres d'indemnisation ; augmentation du seuil au-dessous duquel le complément d'indemnisation est payé en espèces ; répartition des fonds de l'association pour le développement des œuvres sociales d'outre-mer. **Examen des crédits. Après l'Article 46** (p. 3428) : vote favorable du groupe socialiste sur l'amendement n° 13 du gouvernement qui améliore la situation des rapatriés.

SERGHERAERT (Maurice)

Député du Nord
(13e circonscription)
(NI).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'état civil des Français par acquisition [15 juin 1978] (p. 3007).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la procédure pénale sur la police judiciaire et le jury d'assises [8 juin 1978] (p. 2729).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la modération du prix de l'eau [*J.O.* du 17 novembre 1978] (p. 3869).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner :

1° le projet de loi, adopté par le Sénat, portant aménagement de la fiscalité directe locale (n° 689) ;

2° le projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains

de leurs groupements (n° 706) [*J.O.* du 24 novembre 1978] (p. 3941).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les modes d'élection de l'assemblée territoriale et du Conseil de gouvernement du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [*J.O.* du 3 mai 1979] (p. 1043).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant aménagement de la fiscalité directe locale [*J.O.* du 20 décembre 1979] (p. 3208).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organique relatif au statut de la magistrature [*J.O.* du 9 mai 1980] (p. 1172).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au contrat d'assurance et aux opérations de capitalisation [*J.O.* du 28 novembre 1980] (p. 2783).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Georges Mesmin tendant à modifier l'article L 613-1 du code de la construction et de l'habitation relatif au sursis à exécution des décisions d'expulsion (n° 2001) [4 décembre 1980] (p. 4675).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes [*J.O.* du 10 décembre 1980] (p. 2911).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au temps partiel dans la fonction publique [*J.O.* du 12 déecmbre 1980] (p. 2934).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements [*J.O.* du 18 décembre 1980] (p. 2984).

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Vacataires du ministère de la justice** [7 juin 1978] (p. 2604) : sort des 1.100 agents temporaires recrutés en 1977 ; mesures envisagées pour assurer le fonctionnement normal des juridictions.

— **Scrutin pour les élections européennes** [16 mai 1979] (p. 3856) : demande la clôture du scrutin à 20 heures le 10 juin ; format des enveloppes.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **17331**) : **Octroi d'un crédit pour la promotion à l'exportation de la pomme de terre** [15 juin 1979] (p. 5220) : les crédits ouverts sur arbitrage du Premier ministre pour la promotion à l'exportation de la pomme de terre n'ont pas été débloqués malgré la chute des cours ; inconvénients d'une mesure de déblocage tardive.

— (n° **31818**) : **Réglementation des transports agricoles** [6 juin 1980] (p. 1632) : réglementation de la profession d'entrepreneur de travaux agricoles.

INTERVENTIONS :

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Justice. Discussion générale [24 octobre 1978] (p. 6550) : effort entrepris en faveur des secrétariats-greffes ; nécessité de maintenir cet effort en raison de la fonctionnarisation progressive des greffes et de l'accroissement des tâches des secrétariats-greffes ; trop nombreuses vacances dans les postes de magistrats ; (p. 6551) : nécessité de décharger les magistrats des tâches administratives ; transformation des emplois d'ouvriers professionnels spécialisés offsetistes ; création d'une direction des greffes ; nécessité d'établir un tribunal pour enfants au siège de chaque tribunal de grande instance.

Universités. Discussion générale [16 novembre 1978] (p. 7750) : perspectives ouvertes par le décret du 20 septembre 1978 sur les modalités de recrutement des personnels non titulaires de l'enseignement supérieur : licenciement de certains vacataires, suppression de certaines filières dans les jeunes universités ; stagnation des crédits affectés aux bourses ; approuve l'institution d'un système de prêts d'honneur.

— **Projet de loi relatif à l'aide aux travailleurs privés d'emploi** (n° **795**). **Première lecture. Discussion des articles** [21 décembre 1978] : **Article L 351-12 du code du travail** (n° **9858**) : son amendement n° 100 soutenu par M. Michel Delprat : taux de contribution des employeurs et des salariés limité à 3 % ; retiré.

— **Rappel au règlement** [15 juin 1979] (p. 5213) : respect des temps de parole pendant les questions orales sans débat.

— **Déclaration du Gouvernement sur l'échelle des peines criminelles et débat de réflexion et d'orientation sur cette déclaration** (n° **1191**). **Discussion** [26 juin 1979] (p. 5697) : pratique pénitentiaire conduisant trop souvent à une remise en question de l'autorité de la chose jugée ; difficultés de trouver une peine de substitution valable ; approuve la proposition de M. Michel Aurillac d'une transportation pénale ; (p. 5698) : possibilité d'abolir la peine de mort si la peine de substitution donne à terme des résultats positifs.

— **Projet de loi portant aménagement de la fiscalité directe locale** (n° **689**). **Première lecture. Discussion générale** [4 octobre 1979] (p. 7777) : évoque les conclusions des simulations réalisées pour la taxe professionnelle par la chambre de commerce de Lille-Roubaix-Tourcoing ; bien-fondé de la nouvelle assiette de la taxe professionnelle ; (p. 7778) : nécessité de bloquer le produit de la taxe professionnelle d'ici l'entrée en vigueur de la nouvelle loi.

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature** (n° **1301**). **Première lecture. Discussion générale** [11 octobre 1979] (p. 8103) : le système des juges suppléants ; inadaptation de la formation donnée aux auditeurs de justice ; (p. 8104) : se déclare favorable à la création des magistrats remplaçants et à l'augmentation des possibilités de recrutements extérieurs.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [20 octobre 1979] : **Article 14** (p. 8643) : son amendement n° 272 : non-application de l'article 14 lorsque l'usufruit est la seule source de revenus du donateur, soutenu par M. Michel Delprat ; retiré ; son amendement n° 273, soutenu par M. Michel Delprat : non-application de l'article 14 aux donations-partages représentant des biens de production ; retiré.

Deuxième partie :

Justice. Discussion générale [16 novembre 1979] (p. 10206) : création de seulement 240 postes pour renforcer les juridictions ; croissance du nombre d'affaires restant à juger devant les tribunaux de grande instance et les cours d'appel ; risque de prescription pour de nombreuses contraventions traitées par le moyen de la procédure simplifiée de l'ordonnance pénale ; inégalités des justiciables devant la justice suivant la rapidité de la procédure simplifiée de l'ordonnance pénale ; nécessité de prévoir un volant de crédits destinés à recruter des vacataires pour pallier les absences pour congés de longue durée et congés de maternité ; amputation des crédits pour 1980 par la mise en œuvre de la réforme des conseils de prud'hommes ; perspectives de transferts de charges des collectivités locales vers l'Etat ; diminution de l'indemnité complémentaire pour travaux supplémentaires que reçoivent les personnels des greffes ; délai d'obtention de la copie de procédures pénales.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion générale** [12 décembre 1979] (p. 11702) : difficultés des industries agro-alimentaires ; exemple de la Flandre ; (p. 11703) : approuve le renforcement des pouvoirs des SAFER, la réforme du contrôle des cumuls et des successions, la création facilitée des GFA et l'augmentation du montant de l'IVD ; souhaite que dans les textes réglementaires soit prévu un modèle de contrat type de bail en matière de fermage ; nécessité d'améliorer les pensions d'invalidité des agriculteurs.

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature** (n° **1301**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [16 avril 1980] (p. 434) : effectifs de la magistrature ; juridictions pour enfants ; pyramide des âges de la magistrature ; recrutement latéral ; magistrats remplaçants ; commission d'avancement.

— **Rappel au règlement** [5 juin 1980] (p. 1615) : séance consacrée aux questions orales sans débat.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** (n° **1681**). **Première lecture. Discussion générale** [12 juin 1980] (p. 1815) : campagne menée contre le projet ; sentiment d'insécurité ; récidive ; aggravation des peines ; pouvoirs d'appréciation du juge ; notion de tentative de menace ; sanctions des violences commises sur les enfants de moins de quinze ans ; (p. 1816) : problème du certificat médical ; permission de sortir ; remise de peine ; procédure du flagrant délit ; saisine directe ; rôle de la chambre d'accusation ; délai limité de renvoi imposé au juge d'instruction. **Discussion des articles** [20 juin 1980] : **Article 9 : Article 309 du code pénal** (p. 1964) : conséquences du certificat médical ; (p. 1967) : son amendement n° 166 : violences sur enfants de moins de quinze ans ; retiré ; fessées parternelles ; (p. 1968) : violences légères. **Article 381 du code pénal** (p. 2032) : répression du vol ; vol d'un objet exposé à la libre appréhension du public ; [21 juin 1980] : **Article 32** (p. 2083) : son sous-amendement n° 168 à l'amendement n° 126 de la commission : saisine immédiate si la peine encourue est supérieure à un an d'emprisonnement et quelle

que soit la peine encourue pour des personnes sans domicile fixe ; retiré ; (p. 2085) ; son sous-amendement n° 169 à l'amendement n° 126 de la commission : conséquence du sous- amendement n° 168 ; retiré ; son sous-amendement n° 170 à l'amendement n° 126 de la commission : interdisant au juge qui a délivré le mandat de dépôt de faire partie de la juridiction de jugement ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Justice. Discussion générale [5 novembre 1980] (p. 3584) : augmentation du budget de la justice ; nécessité de transformer l'indemnité de copie de pièces du personnel des secrétariats-greffes en une indemnité de sujétion spéciale ; accroissement du nombre d'affaires portées devant les tribunaux : exemple de la cour d'appel de Douai ; (p. 3585) lenteur de la justice ; propose de créer du personnel volant pour remédier aux congés de longue durée des personnels ; nécessité d'augmenter les crédits des vacataires.

Universités. Discussion générale [18 novembre 1980] (p. 4091) : modestie des crédits alloués pour la construction et l'entretien des bâtiments universitaires ; progrès de l'université depuis 1968 ; développement de l'accès des universités aux étudiants d'origine modeste ; nécessité de coordonner les formalités d'inscription ; autonomie de gestion et contrôle de l'utilisation des fonds distribués par l'Etat ; (p. 4092) : dotations d'heures complémentaires.

SERRES (René)

Député des Hautes-Alpes
(1re circonscription)
(UDF).

En remplacement, le 12 octobre 1978, de M. Pierre Bernard-Reymond, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [12 octobre 1978] (p. 5977).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 18 octobre 1978] (p. 3608).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 19 octobre 1978] (p. 3619), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

QUESTIONS

• *question orale sans débat :*

— (n° **17995**) : **Culture de lavande et du lavandin** [29 juin 1979] (p. 5873, 5874) : importance de cette culture pour la vie agricole des Alpes - de - Haute - Provence, de la Drôme, du Vaucluse et des Hautes-Alpes ; nécessité de faciliter l'amortissement du capital technique des exploitants et de contribuer à une baisse des coûts de production ; contrôle des importations et de l'utilisation des produits synthétiques.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [6 novembre 1980] (p. 3659) : élevage du mouton dans les zones de montagne ; répercussion de la hausse du prix du pétrole sur les coûts de production ; (p. 3660) : difficultés des producteurs de lavande.

SERVAN-SCHREIBER (Jean-Jacques)

Député de la Meurthe-et-Moselle
(1re circonscription)
(UDF).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1100).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

Contestation de son élection [3 avril 1978] (p. 1103).

Election annulée par décision du Conseil constitutionnel [29 juin 1978] (p. 3635).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565).

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale** (n° **118**). **Discussion** [20 avril 1978] (p. 1267) : le nouveau climat de modération à l'Assemblée ; (p. 1268) : les grands problèmes économiques ; la mondialisation des échanges et de la production ; les dangers du protectionnisme ; l'insuffisance de l'effort de recherche en France ; la « mobilisation nationale » autour de mesures d'équité.

SIGNOURET (Marie-Magdeleine)

Député du Vaucluse
(2e circonscription)
(UDF).

En remplacement, le 5 août 1979, de M. Maurice Charretier, nommé membre du Gouvernement [*J.O.* du 7 août 1979] (p. 2010).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 8 août 1979] (p. 2015).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 9 août 1979] (p. 2019), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse [*J.O.* du 20 décembre 1979] (p. 3207).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi instituant une assurance veuvage (n° 1734) [*J.O.* du 1er juillet 1980] (p. 1639).

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Situation des lavandiculteurs** [22 octobre 1980] (p. 2962) : label de qualité ; réglementation de l'emploi des substituts synthétiques.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1328**). **Première lecture. Discussion générale** [28 novembre 1979] (p. 10831) : impossibilité d'empêcher une femme qui le désire d'avorter ; disparition des avortements clandestins grâce à la loi de 1975 ; respect des convictions de chacun par la loi de 1975 ; nécessité de laisser la femme juge de la notion de détresse et de maintenir le délai de dix semaines ; souhaite un développement du contrôle médical de la sécurité sociale sur les IVG et le développement des capacités d'accueil des hôpitaux publics ; problèmes posés par la clause de conscience dans les services hospitaliers ; son vote favorable sur la loi.

SOISSON (Jean-Pierre)

Député de l'Yonne
(1re circonscription)
(UDF).

Ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs.

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs (3e Gouvernement de M. Raymond Barre). Décret du 5 avril 1978 [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1539).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 5 mai 1978, de son mandat de député [9 mai 1978] (p. 1485, 1512).

Fin de ses fonctions de ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs (3e Gouvernement de M. Raymond Barre). Décret du 13 mai 1981 [*J.O.* du 14 mai 1981] (p. 1379).

QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement de :

— **M. Marcel Tassy : Direction de l'agence France-Presse** [31 mai 1978] (p. 2289) : l'élection du PDG de l'agence France-Presse respecte les dispositions du statut de janvier 1957.

— **M. Gérard César : Rémunération des entraîneurs diplômés dans certains clubs de**

football [14 juin 1978] (p. 2877) : l'obligation résulte d'une décision de la fédération française de football ; recherche d'une solution dans le cadre de la convention qui lie l'Etat à cette fédération.

— **M. Philippe Séguin : Concours de pronostics** [14 juin 1978] (p. 2877) : étude par le Gouvernement des conclusions du rapport fait sur le sujet par une commission spéciale présidée par M. Lucien Neuwirth.

— **M. Joseph Franceschi : Education physique et sportive** [5 octobre 1978] (p. 5605, 5606) : maintien des mesures prises qui développent l'enseignement du sport.

— **M. Charles Fèvre : Libération des prix dans l'industrie hôtelière** [18 octobre 1978] (p. 6241) : prudence imposée par des risques d'inflation ; passage d'une économie administrée à une économie de liberté.

— **M. Robert Héraud : Création de postes de professeurs d'éducation physique** [8 novembre 1978] (p. 7227) : création, en 1979, de nouveaux postes de professeurs adjoints et mise au concours de recrutement de quatre cents postes de professeurs.

— **M. Raymond Forni : « Semaine de la jeunesse »** [6 décembre 1978] (p. 8880) : semaine placée sous le patronage du ministère qui propose pluieurs centres d'intérêt : les techniques de pointe, les métiers manuels, le sport.

Réponses aux questions orales sans débat de :

— **M. Xavier Hamelin** (n° **3870**) : **Réalisation des objectifs du VII^e^ Plan en matière d'éducation physique et sportive** [30 juin 1978] (p. 3731, 3732) : priorité donnée à l'enseignement du sport dans le second cycle ; création de nouveaux postes d'enseignants ; recherche d'une meilleure utilisation des crédits budgétaires.

— **M. Georges Hage** (n° **6529**) : **Education physique et sportive** [6 octobre 1978] (p. 5762) : meilleure répartition des heures d'éducation physique entre les établissements grâce au plan de relance ; paiement des heures supplémentaires demandées aux enseignants.

— **M. Michel Noir** (n° **6846**) : **Enseignants d'éducation physique et sportive** [6 octobre 1978] (p. 5764) : souci du ministre de rétablir l'égalité en matière d'éducation physique entre zones rurales et urbaines.

— **M. Bernard Marie : Tournées en France d'une équipe sud-africaine de rugby** [18 avril 1979] (p. 2695) : déclaration du ministre des affaires étrangères sur l'inopportunité de la venue en France d'équipes d'Afrique du Sud ; défense par le Gouvernement français de l'autonomie du mouvement sportif.

— **M. Francisque Perrut : Aide aux sociétés sportives** [25 avril 1979] (p. 3037) : fonds national pour le développement du sport géré paritairement par une commission nationale et des commissions régionales ; instructions prévoyant que les clubs doivent être destinataires des sommes ; crédits budgétaires également en augmentation.

— **M. Louis Besson : Délégation régionale au tourisme de Chambéry** [2 mai 1979] (p. 3334) : maintien de la délégation et mutation du directeur du tourisme.

— **M. Robert Héraud : Promotion du tourisme** [30 mai 1979] (p. 4358) : importance de l'activité touristique, une des premières de France ; création d'une association « France-Informations-Loisirs » pour faire connaître la France aux Français ; création d'un groupement d'intérêt économique pour la faire connaître à l'étranger.

— **M. Georges Hage : Financement du voyage d'un intergroupe de l'Assemblée nationale en Afrique du Sud** [21 novembre 1979] (p. 10458) : le Gouvernement ne financera pas une telle mission.

— **M. Gilbert Sénès : Avenir des centres régionaux d'éducation physique et sportive** [14 mai 1980] (p. 1055) : formation des professeurs adjoints ; développement des stages sportifs dans les CREPS.

— **Mme Florence d'Harcourt : Participation de la France aux jeux Olympiques de Moscou** [28 mai 1980] (p. 1342) : caractère inacceptable de l'invasion soviétique en Afghanistan.

— **M. Georges Hage : Retransmission télévisée des jeux Olympiques de Moscou** [17 juin 1980] (p. 1894) : responsabilité des présidents et des conseils d'administration des chaînes de télévision.

Suppléé par M. Marcel Cavaillé, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'environnement et du cadre de vie (logement) :

— **M. Michel Barnier** (n° **15871**) : **Politique du tourisme en montagne** [11 mai 1979] (p. 3816).

— **M. Georges Hage** (n° **17533**) : **Education physique et sportive** [22 juin 1979] (p. 5549) : les trois principes de la politique du Gouvernement : créations de postes, meilleure utilisation des moyens budgétaires, en particulier des crédits d'heures supplémentaires, enfin nouvelle organisation du service

des enseignants ; aide accrue au sport universitaire et scolaire ; association du mouvement sportif à la gestion du Fonds national de développement du sport et critères de répartition des fonds provenant du prélèvement sur le loto arrêtés par eux d'un commun accord ; augmentation depuis trois ans des crédits budgétaires.

Suppléé par M. Jacques Fouchier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture :

— **M. Michel Barnier** (n° **20642**) : **Hôtellerie en zonc de motagne** [5 octobre 1979] (p. 7876, 7877).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Jeunesse, sports et loisirs. — I. **Jeunesse et sports. Discussion générale** [14 novembre 1978] (p. 7582) : nécessité du plan de relance de l'éducation physique et sportive créant des postes d'enseignants et demandant aux professeurs d'éducation physique deux heures de plus par semaine ; critique la stratégie du syndicat national d'éducation physique consistant à demander une réduction des charges de service pour un traitement constant ; (p. 7583) : priorité du sport à l'école par rapport au secteur extra-scolaire ; problème de la modification des rythmes scolaires ; problème des débouchés des étudiants en éducation physique et sportive ; problème du fonctionnement des associations sportives ; augmentation des subventions au sport civil de masse ; (p. 7584) : institution au bénéfice du sport d'un prélèvement de 1,5 % sur les enjeux du loto ; plan de préparation olympique visant à développer le sport de haut niveau ; institution d'un système de contrat entre l'Etat, le comité olympique et les sportifs de haut niveau ; aide aux associations de jeunesse ; rénovation des centres de vacances ; priorité aux équipements sportifs légers et polyvalents réalisables dans les communes rurales ; (p. 7588) : augmentation du budget de la jeunesse et des sports par son amendement ; (p. 7602) : dément l'appartenance à son ministère du fonctionnaire visé par M. Bapt ; (p. 7611) : création de quatre cent soixante postes de professeurs-adjoints ; titularisation de trois cents maîtres auxiliaires dans le corps des professeurs-adjoints ; création de trois cents postes de professeurs ; révision de la formation des enseignants en éducation physique et sportive ; orientation sur une sélection au niveau des bacheliers ; application du plan de relance ; développement du sport optionnel ; s'engage à revoir les mesures prises pour les centres d'éducation physique spécialisés ; accroissement des subventions pour les clubs ; création d'un fonds national pour le développement du sport financé par un prélèvement sur les enjeux du loto ; (p. 7612) : accepte d'engager une enquête sur les postes universitaires non pourvus ; condamne le dépôt de pétitions par les communistes ; (p. 7613) : demande la réserve des crédits des articles additionnels concernant ce budget. **Examen des crédits** [17 novembre 1978] (p. 8022) : mesures prises en faveur du sport à l'école ; justifie les heures supplémentaires imposées aux professeurs d'éducation physique ; maintien des sections d'animation sportive ; création de quatre cent soixante postes de professeurs-adjoints et de trois cents postes de professeurs ; étude de la formation des enseignants ; accroissement de l'aide aux fédérations et aux clubs : cent vingt millions de francs dans le budget ; création d'un fonds national pour le développement du sport doté de cent dix millions de francs. **Etat B - Titre III** (p. 8023) : soutient l'amendement n° 312 du Gouvernement : majoration des crédits de soixante millions de francs pour permettre la rémunération des heures supplémentaires effectuées par les enseignants ; adopté.

II. **Tourisme. Discussion générale** [15 novembre 1978] (p. 7649) : amélioration de la place du tourisme dans l'organisation des compétences gouvernementales ; importance du tourisme pour l'emploi et l'équilibre de la balance des comptes ainsi que pour l'animation et la prospérité locales ; mise en place d'un compte satellite de la comptabilité nationale pour le tourisme ; volonté d'associer les efforts de toutes les parties prenantes à l'action touristique dans la nouvelle organisation administrative du tourisme ; création d'une direction unique ; volonté d'améliorer les structures locales du tourisme ; création d'une conférence permanente avec les comités régionaux du tourisme ; renforcement de la présence française sur les marchés étrangers ; coordination des efforts de l'administration du tourisme, de la compagnie Air-France et de la SNCF ; indemnisation des professions touristiques en Bretagne ; (p. 7650) : association des entreprises exportatrices françaises à la promotion touristique de la France ; volonté d'ouvrir l'accès des Français aux vacances et aux loisirs ; création d'un centre d'information et de documents touristiques à Paris ; mise en œuvre du titre vacances ; développement des subventions d'équipement en faveur du tourisme social ; 40 % du budget de 1979 concernant le tourisme social ; réduction des inégalités en matière de vacances ; programme de rénovation des centres de vacances ; étalement des vacances ; aménagement du calen-

drier scolaire ; (p. 7651) : volonté d'aboutir à une meilleure répartition des flux touristiques sur l'ensemble du territoire ; nécessité de regrouper les crédits d'investissement ; création d'une mission de contrôle de l'utilisation des aides à l'hôtellerie ; (p. 7651) : étude en cours sur l'octroi des primes à la création d'emplois dans l'industrie hôtelière ; intérêt des campagnes de fleurissement de la France pour le développement touristique.

Deuxième délibération [17 novembre 1978]. **Après l'Article 30** (p. 8035) : soutient l'amendement n° 5 du Gouvernement : institution d'un prélèvement de 1,5 % sur le loto et affectation de son produit à un compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds national d'aide au sport » ; (p. 8036) : assure l'Assemblée que le fonds national d'aide au sport sera géré en liaison étroite avec le mouvement sportif ; demande le retrait du sous-amendement n° 20 de M. Lucien Neuwirth : administration du fonds national d'aide au sport par le comité mixe paritaire créé par la loi du 29 octobre 1975 sur le développement de l'éducation physique et sportive ; s'engage à déposer un projet de loi tendant à la mise en place définitive du fonds national d'aide au sport ; vote sur l'amendement n° 5 réservé ; adopté par scrutin public en application de la procédure de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 8047). **Après l'Article 43** (p. 8043) : soutient l'amendement n° 16 du Gouvernement : régime du fonds national d'aide au sport ; vote réservé ; adopté par scrutin public en application de la procédure de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 8047).

— **Projet de loi étendant à l'ensemble de l'hôtellerie les dispositions de la loi n° 64-645 du 1er juillet 1964, modifiant les rapports entre bailleurs et locataires des immeubles affectés à l'hôtellerie** (n° **1116**). **Première lecture. Discusion générale** [27 juin 1979] (p. 5737) : projet tendant à étendre le bénéfice de la loi du 1er juillet 1964 à l'ensemble de l'hôtellerie classée ou non et allant dans le sens du rapport déposé par la commission « Choisirs ses loisirs » présidée par M. Jacques Blanc.

— **Associe** le Gouvernement à l'hommage rendu à la mémoire de Mme Germaine Peyroles, ancien député [29 octobre 1979] (p. 9086).

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Jeunesse, sports et loisirs. — II. Tourisme. Discusion générale [29 octobre 1979] (p. 9096) : établissement d'un véritable compte du tourisme, satellite de la comptabilité nationale ; importance économique du tourisme ; promotion de la France à l'étranger par la formation du groupement d'intérêt économique « Bienvenue en France » ; importance mondiale des grandes chaînes d'hôtels françaises ; promotion du tourisme en France par la création de l'association « France-Information-Loisirs » ; conclusions du rapport Blanc ; (p. 9097) : mise en valeur touristique de l'espace rural ; poursuite de l'effort en faveur du tourisme social ; son intention de tripler les moyens accordés aux gîtes ruraux par l'intermédiaire de l'association « Agriculture et tourisme » ; programme de rénovation des centres de vacances ; progression du nombre des Français partant en vacances ; poursuite de l'effort d'aménagement de la montagne ; aménagement touristique des départements et territoires d'outre-mer ; (p. 9098) : réorganisation de l'administration centrale du tourisme et restructuration des représentations officielles françaises à l'étranger ; extension aux vacances d'été du système de zones ; fixation pour trois années à l'avance des dates des vacances scolaires ; politique de libération des prix de l'hôtellerie ; pas de détournement des aides de l'Etat à l'hôtellerie. **Examen des crédits** [29 octobre 1979]. **Etat B - Titre IV** (p. 9099) : s'oppose à l'amendement n° 378 de M. Maurice Pourchon tendant à supprimer les crédits de l'association « France-Information-Loisirs » créée en liaison étroite avec les associations de tourisme social ; (p. 9100) : s'oppose à l'amendement n° 379 de M. Maurice Pourchon ; action du groupement « Bienvenue en France » en faveur de la promotion des Antilles françaises.

Jeunesse, sports et loisirs. — I. Jeunesse et sports. Discussion générale [29 octobre 1979] (p. 9104) : création de 980 postes de professeurs d'éducation physique ; possibilité de respecter les horaires d'enseignement de l'éducation physique ; création du brevet d'aptitude physique ; aménagement des rythmes scolaires ; aide aux fédérations et aux clubs grâce à la création du fonds national pour le développement du sport ; distribution de 15.000 ballons par les directions départementales de la jeunesse et des sports ; (p. 9105) : action particulière en faveur du sport de haut niveau ; conventions passées entre l'Etat et le comité national olympique ; constitution d'une délégation réduite pour les jeux de Moscou ; système des plans de carrière pour les sportifs de haut niveau ; quatre actions prioritaires en faveur de la jeunesse : information, échanges internationaux, formation des animateurs, rénovation des centres de vacances et de loisirs ; réussite de l'office franco-allemand pour la jeunesse ; (p. 9106) : non-consommation

des crédits d'équipement dans de nombreux départements expliquant la diminution des crédits de paiement en 1980 ; importance des équipements sportifs déjà réalisés ; proposition d'un plan d'économie ; priorité accordée à la réalisation d'équipements légers et polyvalents ; (p. 9117) : souhaite que le lycée de Moutiers soit maintenu ; (p. 9129) : création de 4.000 postes d'enseignants en éducation physique pendant le VII[e] Plan ; situation difficile de certaines régions ; acceptation par les enseignants des heures supplémentaires qui leur sont imposées ; priorité donnée à la formation des professeurs adjoints ; problème pour les formations universitaires en éducation physique ; aide effectivement apportée aux clubs par le fonds national pour le développement du sport ; défend sa politique à l'égard du sport de haut niveau et de la préparation aux jeux Olympiques ; (p. 9130) : problème de la fiscalité frappant le sport ; importance de la vie associative ; nécessité d'aider davantage les centres de vacances et les centres de loisirs sans hébergement ; possibilités de développer le sport optionnel ; importance de l'aide accordée aux fédérations et aux clubs. **Examen des crédits** [29 octobre 1979]. **Etat B - Titre III** (p. 9132) : nécessité des heures supplémentaires prévues dans le budget de 1980 ; (p. 9134) : s'oppose à l'amendement n° 278 corrigé de M. Christian Nucci en raison de l'utilité d'un musée du sport dont l'installation est prévue dans les galeries du Parc des Princes. **Etat B - Titre IV** (p. 9135) : les CIDJ sont très fréquentés par la jeunesse ; (p. 9137) : justifie la politique du sport de haut niveau.

— **Associe** le Gouvernement à l'hommage rendu à la mémoire de MM. Emerand Bardoul et Pierre Villon, anciens députés [7 novembre 1980] (p. 3712).

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Jeunesse, sports et loisirs. — III. **Tourisme : Discussion générale** [7 novembre 1980] (p. 3698) : actions du Gouvernement en liaison avec l'intergroupe d'études sur le tourisme ; le tourisme, une des premières industries exportatrices françaises ; progression de l'effort d'investissement de la profession hôtelière ; application de la déduction pour les investissements soumis à l'amortissement dégressif aux hôtels et restaurants ; restructuration des grandes chaînes hôtelières françaises à l'étranger ; (p. 3699) : mutation de l'activité des agents de voyage ; effort de clarification des structures locales du tourisme ; développement de l'action de la fédération nationale des offices de tourisme et syndicats d'initiative et de la fédération nationale des comités départementaux du tourisme ; fonction des comités régionaux et des comités départementaux, des offices de tourisme et des syndicats d'initiative ; aide au tourisme social ; promotion de la France ; adaptation des entreprises touristiques aux nouvelles conditions économiques ; création d'un chapitre 34-13 pour les « études générales » ; caractère interministériel des actions touristiques : exemple du tourisme social et des aménagements touristiques ; (p. 3700) : inscription de nouveaux crédits dans une loi de finances rectificative pour 1980 ; aide du fonds européen de développement régional pour le grand Sud-Ouest ; politique d'aménagement du territoire concernant la montagne, le littoral, l'espace rural et les départements et territoires d'outre-mer ; création d'un comité régional du tourisme en Guyane ; aménagement du territoire et aménagement du temps ; déconcentration du calendrier scolaire ; changement du comportement des entreprises ; nouveau plan d'une véritable charte du tourisme ; mission pour le thermalisme et le ski de fond ; (p. 3701) : aides de l'Etat au développement de la modernisation et à l'adaptation des professions touristiques ; actions de promotion de « Bienvenue en France » ; (p. 3701) : regroupement des crédits d'études au chapitre 34-13 ; chapitre 56-02 ; chapitres de répartition ; tous les transferts seront soumis à l'autorisation du ministre du budget.

— **Répond à la question de M. Pierre Forgues** (p. 3702) : regroupement du tourisme, de la jeunesse et des sports ; création d'un ministère du temps libre.

— **Répond à la question de M. Christian Pierret** (p. 3702) : développement du thermalisme ; mission confiée au docteur Ebrard.

— **Répond à la question de M. Maurice Masquère** (p. 3703) : développement du tourisme rural.

— **Répond à la question de M. Bernard Marie** (p. 3703) : aide à l'hôtellerie ; implantation de chaînes hôtelières à l'étranger.

— **Répond à la question de M. Hector Riviérez** (p. 3704) : mise au point d'un plan triennal de développement du tourisme en Guyane.

— **Répond à la question de M. Bernard Marie** (p. 3704) : étude du problème de l'hôtellerie traditionnelle dans la charte du tourisme ; problème de la fiscalité hôtelière.

— **Répond à la question de M. Marcel Garrouste** (p. 3705) : tourisme social ; démocratisation des loisirs.

— **Répond à la question de M. Christian Nucci** (p. 3705) : institution d'un « titre-vacances ».

Examen des crédits [7 novembre 1980]. **Etat B - Titre III** (p. 3706) : s'oppose à l'amendement n° 165 de M. Pierre Forgues : regroupement de tous les crédits d'études au chapitre 34-13. **Titre IV** : s'oppose à l'amendement n° 166 de M. Christian Nucci ; crédits affectés à l'association « France-Information-Loisirs » ; contrôle financier du ministère ; (p. 3707) : s'oppose à l'amendement n° 167 de M. Alain Hautecœur ; problèmes du camping ; actions de l'association française d'action touristique.

Jeunesse, sports et loisirs. — I. Section commune. — II. Jeunesse et sports. Discussion générale [7 novembre 1980] (p. 3717) : remise de la médaille d'or de la jeunesse, des sports et des loisirs aux judokas, médaillés aux jeux Olympiques ; (p. 3724) : développement de l'éducation physique et sportive ; (p. 3725) : plan de relance du sport ; création de postes ; sport optionnel ; brevet d'aptitude physique ; aménagement des rythmes scolaires ; aides aux fédérations et aux clubs ; rôle du fonds national pour le développement du sport ; contrôle de son financement par le Parlement ; opérations d'équipement (1.000 terrains de football et de rugby, 5.000 courts de tennis) ; actions engagées en faveur de la jeunesse ; développement des centres d'information-jeunesse, des actions d'animation, des centres de vacances et des échanges internationaux ; (p. 3726) : priorité aux équipements sportifs, scolaires et aux salles polyvalentes.

— **Répond à la question de M. Roger Corrèze** (p. 3726) : concours de pronostics ; salles polyvalentes.

— **Répond à la question de M. Alain Gérard** (p. 3727) : produit de la taxe spéciale sur les débits de boissons affecté au fonds national pour le développement du sport ; recherche de solution pour éviter la « guerre des buvettes ».

— **Répond à la question de M. Alain Gérard** (p. 3727) : développement des équipements légers polyvalents adaptés aux communes rurales ; équipements sportifs en zone urbaine.

— **Répond à la question de M. Xavier Hamelin** (p. 3728) : horaires d'éducation physique et sportive dans le second degré ; Institut national des sciences appliquées de Lyon.

— **Répond à la question de M. Edmond Vacant** (p. 3728) : problème des débouchés à la sortie des UER d'éducation physique et sportive ; arrêté du 13 juin 1980 ; épreuves d'aptitude physique à l'entrée des UER d'EPS ; arrêté du 26 septembre 1980 ; déroulement des épreuves du CAPEPS.

— **Répond à la question de M. Jean-Pierre Defontaine** : (p. 3729) : équipement en zone rurale.

— **Répond à la question de M. Bernard Madrelle** (p. 3729) : statut des professeurs adjoints ; équivalence avec le DEUG de sciences et techniques des activités physiques et sportives.

— **Répond à la question de M. Jean-Marie Caro** (p. 3730) : financement et répartition des terrains et des courts de tennis.

— **Répond à la question de M. Jean-Louis Schneiter** (p. 3730) : financement des équipements ; leur gestion ; paiement du personnel.

— **Répond à la question de M. Guy Cabanel** (p. 3731) : problèmes posés par l'usage de la moto ; ouverture d'un nouveau circuit à Tremblay-les-Gonesse.

— **Répond à la question de M. Emmanuel Hamel** (p. 3731) : rémunération des responsables de maisons de jeunes et de la culture.

— **Répond à la question de M. Xavier Hamelin** (p. 3731) : priorité donnée aux équipements sportifs scolaires ; création de nouveaux postes FONJEP.

— **Répond à la question de M. Daniel Goulet** (p. 3732) : animation des centres socio-éducatifs et sportifs ; sport optionnel.

— **Répond à la question de M. Philippe Séguin** (p. 3732) : problème des frais de déplacement des dirigeants bénévoles de petits clubs sportifs accédant à une division supérieure ; frais de fonctionnement des services extérieurs du ministère.

— **Répond à la question de M. Roland Huguet** (p. 3733) : plan de relance du sport ; création de postes de professeurs d'EPS en 1981.

— **Répond à la question de M. Christian Nucci** (p. 3733) : coordination entre les subventions versées sur crédits budgétaires et les sommes allouées sur les recettes du fonds national pour le développement du sport ; contrôle financier du ministère du budget.

— **Répond à la question de M. Louis Le Pensec** (p. 3734) : application sans compensation financière de l'interdiction légale de buvettes sur les stades.

— **Répond à la question de M. Antoine Lepeltier** (p. 3734) : problème de l'entretien des équipements sportifs ; formation des instituteurs à l'éducation sportive ; augmentation du nombre des conseillers pédagogiques.

Examen des crédits [7 novembre 1980]. **Titre III** (p. 3735) : s'oppose aux amendements n° 164 de M. Georges Hage et n° 172

de M. Jacques Mellick : création de postes d'enseignants EPS ; plan de relance ; s'oppose aux amendements n° 163 de M. Georges Hage et n° 174 de M. Pierre Forgues : développement du sport optionnel ; (p. 3736) : s'oppose à l'amendement n° 173 de M. Roland Beix ; consommation d'énergie des directions régionales et départementales de la jeunesse, des sports et des loisirs ; s'oppose à l'amendement n° 175 de M. Roland Beix ; subventions à l'école nationale d'équitation ; s'oppose à l'amendement n° 176 de M. Roland Beix ; situation des UER EPS. **Titre IV** (p. 3737) : sur les amendements n° 177 et n° 178 de M. Christian Pierret : problème du FONJEP ; (p. 3738) : s'oppose aux amendements n° 179 de M. Bernard Derosier et n° 188 de M. Georges Hage.

SOUCHON (René)

Député du Cantal
(1re circonscription)
(S).

Elu le 30 novembre 1980.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 décembre 1980] (p. 4520).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 5 décembre 1980] (p. 2862).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 4 décembre 1980] (p. 2853).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 18 décembre 1980] (p. 2982).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 18 décembre 1980] (p. 2982).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

Désenclavement du Cantal [3 décembre 1980] (p. 4577) : plan routier « Massif central » ; route nationale 122 entre Aurillac, Maurs et Figeac.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [16 décembre 1980] (p. 4916) : difficultés économiques du Cantal.

SOURDILLE (Jacques)

Député des Ardennes
(3e circonscription)
(RPR).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1098).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1978] (p. 1112), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relative à la radiodiffusion et à la télévision [26 juin 1978] (p. 3488).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1981 (n° 1933) : Travail et participation - Travail (n° 1977 - XVII) [9 octobre 1980] (p. 2651).

DÉPOTS

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1979** (n° 560). **Tome XVI : Travail et participation - Travail** (n° **571**) [5 octobre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 1033) **relatif aux études médicales** (n° **1070**) [17 mai 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, modifié par le Sénat

(n° 1206), **relatif aux études médicales et pharmaceutiques** (n° **1206**) [28 juin 1979].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1290). — **Tome XVI : Travail et participation - Travail** (fascicule budgétaire : Travail et santé) (n° **1293**) [2 octobre 1979].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1560). — **Tome XVI : Travail et participation** - Travail (fascicule budgétaire : Travail et santé) (n° **1562**) [28 décembre 1979].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° 1933). — **Tome XVII : Travail et participation - Travail** (n° **1977**) [9 octobre 1980].

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère** (n° **372**). **Discussion** [8 juin 1978] (p. 2716) : échec de la politique africaine de l'organisation mondiale de la santé et de l'UNICEF ; dénuement en médicaments et en vivres régnant dans les villages noirs du Shaba ; nécessité de la présence française en Afrique dans l'intérêt de la France et dans celui des Africains.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — VI. **Recherche. Discussion générale** [18 octobre 1978] (p. 6254) : problème du contrôle du secrétaire d'Etat chargé de la recherche sur le budget de l'aide au développement transféré au budget du ministère de l'industrie ; approuve l'institution de liens plus étroits entre la recherche et l'application industrielle ; nécessité de faire du CNRS un organisme plus efficace ; développement des relations internationales, culturelles, scientifiques et techniques ; (p. 6255) : économie saine, préalable nécessaire à toute croissance rapide du budget de la recherche ; nécessité de ne pas sacrifier la recherche fondamentale.

Anciens combattants. Discussion générale [24 octobre 1978] (p. 6503) : souhaite la suppression des conditions de ressources empêchant les veuves de déportés non rentrés de bénéficier d'une allocation à un taux exceptionnel ; caractère exemplaire de la déportation.

Travail et santé. — II. **Travail et participation. Formation professionnelle,** rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, pour le travail. **Discussion générale** [26 octobre 1978] (p. 6743) : augmentation de 39 % des crédits du budget du ministère du travail par rapport à 1978 ; insuffisance de l'appareil statistique en matière d'emploi ; demande des informatons sur le bilan des embauches définitives à la suite du premier pacte pour l'emploi des jeunes ; insuffisance de l'action en faveur des horaires adaptés et du travail à temps partiel des femmes ; embauche insuffisante de handicapés dans la fonction publique ; s'interroge sur l'influence de la mensualisation sur l'absentéisme et sur l'impact des charges sociales sur l'embauche ; nécessité d'assurer la neutralité du contrôle médical des arrêts de travail ; influence de la législation sur les licenciements, sur les décisions d'embauche du chef d'entreprise ; nécessité de mener une politique d'incitation à la reprise du travail et d'aborder les problèmes de durée du travail ; (p. 6744) : critique le fonctionnement de l'agence nationale pour l'emploi ; insuffisance des placements qu'elle assure ; problème des conditions de travail ; inadaptation de la France aux nouvelles conditions de guerre économique ; possibilité d'élaborer un livre blanc sur les caractéristiques du travail dans les différents pays de la CEE.

Affaires étrangères. Discussion générale [2 novembre 1978] (p. 6924) : approuve l'action de la France au Zaïre et au Liban ; manifeste son inquiétude sur le recul de l'enseignement du français à l'étranger ; insuffisance des moyens des centres culturels ; nécessité de développer les relations culturelles avec les Etats-Unis, de mettre au point de nouveaux projets européens de coopération scientifique et technique ; nécessité d'accroître l'effort en matière d'agronomie tropicale et de médecine.

Services du Premier ministre. — I. **Services généraux. Aménagement du territoire. Discussion générale** [16 novembre 1978] (p. 7776) : s'indigne de voir reconnaître à la CEE le droit de fixer les critères d'attribution des aides spéciales rurales.

V. **Commissariat général du plan. Discussion générale** [16 novembre 1978] (p. 7780) : contradiction entre les propos du rapporteur et l'avis de sa commission.

— **Projet de loi relatif à l'aide aux travailleurs privés d'emploi** (n° **795**). **Première lecture. Discussion des articles** [21 décembre 1978]. **Article premier** (p. 9841) : désarroi des régions françaises particulièrement frap-

pées par le chômage : exemple des Ardennes ; effets de la dégressivité des indemnités dans ces régions ; (p. 9842) : nécessité de retenir la notion de sinistre pour les régions touchées par le chômage ; nécessité de préciser la notion d'âge et de prendre en compte les charges de famille.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage** (n° **900**). **Discussion générale** [15 mars 1979] (p. 1695) : difficultés de la sidérurgie fine dans les Ardennes ; conditions d'installation d'une usine Ford dans le Nord et sort du groupe Richier-Ford dans les Ardennes.

— **Projet de loi relatif aux études médicales** (n° **1033**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. **Discussion générale** [22 mai 1979] (p. 4070) : projet exigeant de multiples décrets d'application ; caractère centralisateur du projet ; (p. 4071) : intention du Gouvernement d'en revenir à un chiffre de 6.000 étudiants en médecine admis par an ; inégalités démographiques et inégalités dans la répartition entre spécialistes et généralistes ; projet permettant de retirer aux UER la modulation des admis en fin de première année ; création d'un troisième cycle de formation pour les généralistes et d'un système de résidanat ; réforme de la formation des spécialistes par l'institution d'un internat qualifiant et par la suppression des certificats de spécialité ; problèmes de l'internat en biologie et en psychiatrie ; (p. 4072) : son hostilité personnelle à l'institution, acceptée par la commission, d'un concours en fin de second cycle permettant de sélectionner les candidats à l'internat ; nécessité d'un personnel médical de qualité dans les hôpitaux généraux ; promotion nécessaire de la médecine générale ; problème du recrutement des chercheurs ; projet n'abordant pas le problème de la formation continue des médecins. **Discussion des articles** [22 mai 1979]. **Article premier** (p. 4099) : soutient l'amendement n° 8 de la commission : fixant à deux ans la durée du résidanat ; devient sans objet ; se rallie à l'amendement n° 37 du Gouvernement ; soutient l'amendement n° 9 de la commission : impossibilité de nommer des résidents sans nommer des internes dans le même établissement ; adopté ; (p. 4100) : soutient l'amendement n° 10 de la commission : statut des résidents ; adopté avec modification ; (p. 4102) : soutient l'amendement n° 11 de la commission : fixation des effectifs de résidents et d'internes par arrêté ministériel pris après avis de commissions instituées dans chaque région d'internat ; adopté avec modification ; (p. 4103) : soutient l'amendement n° 13 de la commission : institution d'un examen avec classement en fin de deuxième cycle ; épreuves anonymes supplémentaires constituant l'admissibilité au concours de l'internat ; adopté ; soutient son amendement n° 28 : institution d'un examen probatoire de fin de second cycle ; devenu sans objet ; (p. 4105) : soutient l'amendement n° 14 de la commission : prise en compte des services déjà accomplis dans des fonctions de résidents ou d'internes par des médecins ayant terminé leurs études pour la durée ou le déroulement des cycles de formation institués par la loi ; adopté avec modification ; (p. 4106) : soutient son sous-amendement n° 36 à l'amendement n° 14 de la commission : accès des praticiens aux études de spécialiste ; adopté ; soutient son amendement n° 34 rectifié : invitant le Gouvernement à présenter un projet de loi concernant l'accès des internes en pharmacie aux formations spécialisées ; retiré. **Article 3** (p. 4108) : soutient l'amendement n° 16 de la commission : détermination du nombre d'étudiants en médecine admis à poursuivre leurs études au-delà de la première année par arrêté ministériel pris après avis des comités de coordination hospitalo-universitaires ; adopté ; soutient l'amendement n° 17 de la commission : prise en compte de la nécessité de remédier aux inégalités géographiques dans la détermination du nombre d'étudiants admis à poursuivre des études médicales au-delà de la première année ; adopté ; (p. 4109) : soutient l'amendement n° 18 de la commission : nécessité de tenir compte d'une meilleure égalisation des chances selon les séries d'origine du baccalauréat dans la détermination du nombre d'étudiants admis à poursuivre des études médicales au-delà de la première année ; rejeté. **Après l'Article 3** : soutient l'amendement n° 19 de la commission : limitant à 10 % les variations des effectifs globaux d'étudiants en médecine au cours des deux années universitaires suivant la promulgation de la loi ; adopté ; (p. 4110) : soutient l'amendement n° 20 de la commission : invitant le Gouvernement à présenter un rapport annuel sur l'application de la loi durant les cinq premières années de sa mise en œuvre ; adopté. **Deuxième lecture,** rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. **Discussion générale** [28 juin 1979] (p. 5800) : consultation de tous les intéressés par la commission ; compléments apportés au texte par le Sénat : disposition précisant la composition des commissions régionales de répartition, définition du statut de résident et de l'interne, organisation du concours de l'internat, création d'un internat qualifiant en pharmacie ; suppression par

le Sénat de dispositions relatives à la présélection et à l'internat, à l'institution d'un examen probatoire de fin de deuxième cycle ; (p. 5801) : dispositions obligeant les internes du concours unique qualifiant à consacrer une partie de leur formation aux fonctions hospitalières dans des établissements autres que les CHU ; modification de la durée du résidanat ; proposition de la commission : ramener la durée du résidanat à deux ans ; modalités d'accès des résidents aux carrières hospitalières au terme de leur résidanat. **Discussion des articles** [28 juin 1979]. **Article premier : Article 45 *bis* de la loi du 12 novembre 1968** (p. 5805) : soutient l'amendement n° 1 de la commission : fixant à deux ans la durée du résidanat ; adopté ; soutient l'amendement n° 2 de la commission : imposant aux internes d'exercer au moins un semestre dans des établissements autres que les CHU ; adopté ; soutient l'amendement n° 3 de la commission : modalités d'accès des résidents aux carrières hospitalières au terme de leur résidanat ; rejeté ; (p. 5806) : demande la réserve de son amendement n° 11 ; (p. 5807) : hostilité de la commission à l'amendement n° 13 de M. Joseph Comiti prévoyant la création d'un examen de présélection à l'internat; (p. 5808) : retire son amendement n° 11 précédemment réservé : institution d'un examen probatoire en fin de second cycle. **Article 45 *ter* de la loi du 12 novembre 1968** (p. 5809) : soutient l'amendement n° 4 rectifié de la commission : formel ; retiré. **Article 45 *quater* de la loi du 12 novembre 1968 :** amendement n° 5 de la commission soutenu par M. Jacques Delong : composition des commissions régionales consultatives chargées de se prononcer sur la répartition des internes en pharmacie ; adopté avec modification. **Article 2** (p. 5810) : soutient l'amendement n° 10 de la commission : formel ; adopté. **Article 3** : nombre excessif d'étudiants en première année de médecine ; nécessité de faire des études de médecine le point de départ d'un nombre plus important de débouchés ; (p. 5811) : soutient l'amendement n° 6 de la commission : prise en compte de la nécessité d'une meilleure égalisation des chances selon les séries d'origine du baccalauréat pour la détermination du nombre d'étudiants en médecine ; rejeté. **Article 4** (p. 5812) : soutient l'amendement n° 7 de la commission : détermination par décret des conditions d'équivalence avec l'internat régi par la présente loi pour les internes et anciens internes des régions sanitaires ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° 1290). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Travail et participation. — Formation professionnelle, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, pour le travail. **Discussion générale** [25 octobre 1979] (p. 8927) : augmentation de 60 % du budget du travail ; les statistiques du chômage ; absorption de 94 % du budget du travail par l'indemnisation du chômage ; régression des effectifs des chômeurs partiels ; situation préoccupante dans les DOM-TOM ; coût de la deuxième convention sociale pour la sidérurgie ; réorientation de l'ANPE vers le placement des demandeurs d'emploi ; augmentation de la durée du chômage ; nombre de chômeurs plus élevé en France que dans la CEE ; résultats des pactes pour l'emploi ; succès du premier pacte et échec du deuxième ; (p. 8928) : réduction de la durée du travail ; souhaite la pénalisation des heures supplémentaires ; inadéquation de notre système de formation professionnelle.

Coopération. Discussion générale [12 novembre 1979] (p. 9877) : caractère sauvage de certaines pénétrations militaires en Afrique ; importance de la coopération en matière de recherche scientifique et technique ; rôle de l'enseignement supérieur français en France et en Afrique.

Services du Premier ministre. — I. Services généraux. Aménagement du territoire. Discussion générale [13 novembre 1979] (p. 9962) : difficultés du département des Ardennes ; rigidité de la carte des aides ; utilité des sociétés de développement régional ; existence d'un projet de caisse nationale d'équipement en faveur des petites et moyennes entreprises ; attitude du Gouvernement à l'égard des investissements lourds peu créateurs d'emplois ; exemple du projet de reprise de l'usine fermée d'Usinor Blagny.

Articles et articles additionnels non rattachés [17 novembre 1979]. **Après l'Article 33** (p. 10290) : soutient l'amendement n° 396 de M. Edgar Faure : relèvement des plafonds d'imposition pour les impôts régionaux ; devient sans objet ; part comparable du budget des établissements publics régionaux consacrés aux investissements ; contribution des régions essentielle pour la poursuite des travaux sur les routes nationales, pour les constructions scolaires et l'humanisation des hôpitaux et pour la lutte contre le chômage ; (p. 10293) : soutient l'amendement n° 397 de M. Edgar Faure : intégration dans les budgets des établissements publics régionaux des excédents de recettes fiscales réalisées au cours de l'exercice précédent ; devient sans objet.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° 1933). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Travail et participation, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, pour le travail.

Discussion générale [27 octobre 1980] (p. 3131) : deux tiers du budget du ministère du travail consacrés à l'indemnisation du chômage ; fonds national pour l'emploi ; augmentation des crédits de l'agence nationale pour l'emploi et de l'association pour la formation professionnelle des adultes ; effort en faveur des handicapés ; augmentation de la durée moyenne d'attente d'un emploi ; distorsions régionales en matière de chômage ; (p. 3132) : chômage des adultes âgés et des jeunes ; succès des pactes nationaux pour l'emploi ; taux de chômage des femmes ; stabilisation du chômage des cadres ; croissance de la population active ; difficultés de la création d'emplois ; développement de l'emploi tertiaire ; difficultés du remplacement des immigrés par des Français ; travail à temps partiel ; réduction de la durée du travail ; existence de la misère en France.

SOURY (André)

Député de la Charente
(3e circonscription)
(C).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1099).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p .1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Représentant à l'Assemblée parlementaire des communautés européennes [18 mai 1978] (p. 1805-1844).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation agricole [*J.O.* du 12 mai 1979] (p. 1126).

Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes [*J.O.* du 11 octobre 1979] (p. 2545).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à favoriser le stockage et la commercialisation du cognac (n° 1911) [2 octobre 1980] (p. 2556).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à modifier certains articles du titre premier du **code rural** en vue de démocratiser et faciliter les **opérations de remembrement et d'aménagement foncier** (n° **73**) [18 avril 1978].

— **Proposition de loi** tendant à favoriser le stockage et la commercialisation du **cognac** (n° **1911**) [30 juin 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Situation de l'emploi en Charente et dans la Vienne** [11 avril 1979] (p. 2528, 2529) : situation préoccupante de la région Poitou-Charente (11.000 chômeurs en Charente, 12.000 dans la Vienne).

— **Situation de l'hôpital de Girac en Charente** [2 mai 1979] (p. 3332) : situation dramatique des services hospitaliers en Charente.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **22773**) : **Politique agricole commune** [23 novembre 1979] (p. 10679, 10680, 10681) : déclaration dans un quotidien du soir du Président de la République qui, après avoir conféré avec le Premier ministre anglais, affirme son accord sur le texte proposé par la commission de Bruxelles sur le règlement ovin ; position radicalement différente de celle exprimée jusqu'à présent par le Gouvernement ; refus du ministre de l'agriculture de répondre lors du débat budgétaire ; le Président de la République se référait-il au texte précédemment jugé inacceptable ou à une nouvelle proposition qui correspondrait au compromis fondé sur la préférence communautaire et les solidarités financières, qui se ferait aux frais de l'agriculture française ; quelle sera la position gouvernementale au sommet européen et le Gouvernement usera-t-il de son droit de veto ; inconvénient des mesures essentielles du compromis examiné les 29 et 30 novembre.

— (n° **29285**) : **Conservation des oiseaux sauvages** [11 avril 1980] (p. 312) : manifestation de chasseurs ; directive européenne ; pollution ; (p. 313) : politique de la chasse.

INTERVENTIONS

— **Rappel au règlement** [9 mai 1978] (p. 1485) : modification de l'ordre du jour

prioritaire ; retrait de l'ordre du jour du projet de loi relatif à l'exécution des prophylaxies collectives des animaux.

— **Projet de loi relatif à l'exécution des prophylaxies collectives des maladies des animaux** (n° **8**). **Première lecture. Discussion générale** [17 mai 1978] (p. 1754) : les revendications des éleveurs ; les atteintes portées par la majorité aux points positifs du projet du Gouvernement ; le renforcement des moyens courants de prophylaxie pour améliorer la prévention ; la volonté de certains milieux vétérinaires de conserver leurs privilèges ; le maintien du caractère libéral de la médecine vétérinaire ; la part trop importante des opérations de prophylaxie dans l'activité des vétérinaires ; (p. 1755) : la pénurie de praticiens ruraux ; l'état sanitaire du cheptel français ; les propositions communistes en matière de prophylaxie. **Discussion des articles. Article premier** (p. 1767) : la contradiction entre l'amendement n° 2 et l'esprit du texte initial ; (p. 1770) : s'oppose à l'adoption de l'amendement n° 5 de M. Michel Aurillac ; l'accentuation des restrictions introduites par la commission qui en résulterait. **Article 2** (p. 1773) : abstention du groupe communiste.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [17 octobre 1978]. **Article 18** (p. 6158) : son amendement n° 163 : allégement des droits sur le cognac, l'armagnac et le calvados compensés par une augmentation des droits sur d'autres produits ; difficultés de la région de Cognac ; rejeté.

Deuxième partie :

Affaires étrangères. Discussion générale [2 novembre 1978] (p. 6919) : dommages causés à l'agriculture française par la politique agricole commune ; (p. 6920) : domination des sociétés multinationales et des Etats-Unis ; problème de l'élargissement de la CEE.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1978] (p. 7237) : souhaite connaître les mesures envisagées pour que les femmes d'exploitants agricoles bénéficient de prestations au titre de l'invalidité ; (p. 7251) : contradiction entre les objectifs de production agricole affichés par le Gouvernement et la politique agricole commune orientée vers une réduction du volume de la production ; gel du prix du lait proposé à Bruxelles ; nécessité de demander l'application de la règle de l'unanimité au sein de la CEE pour la production ovine ; (p. 7252) : déficit de la production porcine ; possibilité d'utiliser le droit de veto pour défendre l'élevage français au sein de la CEE ; domination de la CEE pour quelques grandes sociétés multinationales ; possibilités de régler les problèmes posés par la brucellose en améliorant les indemnisations ; orientation de la CEE vers la réduction du potentiel agricole.

Transports. — V. Routes, ports et voies navigables. Discussion générale [9 novembre 1978] (p. 7326) : retard pris par l'aménagement de la nationale 10 en Charente.

— **Projet de loi portant approbation d'un rapport sur l'adaptation du VII^e^ Plan** (n° **655**). **Première lecture. Discussion générale** [29 novembre 1978] (p. 8499) : menace que constitue l'entrée de l'Espagne dans le marché commun pour les agriculteurs méditerranéens ; diminution du revenu des paysans ; réduction du potentiel de production agricole pour les bovins, les veaux, le lait, la viande porcine, les productions ovines et l'aviculture ; (p. 8500) : réduction du potentiel de production agricole français au profit de certains centres de production européens ; souhaite le démantèlement des montants compensatoires monétaires.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **709**). **Lettres rectificatives** (n^os^ **735** et **749**). **Première lecture. Discussion générale** [7 décembre 1978] (p. 8956) : essoufflement de nos capacités de production animale, conséquence directe du système des montants compensatoires ; crise du porc. **Discussion des articles** [7 décembre 1978]. **Article 4** (p. 8972) : soutient l'amendement n° 17 de M. Jacques Chaminade : inapplication de la taxe aux petites exploitations ; différence supportée par les compagnies d'assurances non mutualistes ; rejeté au scrutin public.

— **Déclaration du Gouvernement sur l'élargissement de la Communauté économique européenne et débat sur cette déclaration** (n° **800**). **Discussion** [15 décembre 1978] (p. 9597) : excédents agricoles, conséquences du régime d'austérité dont souffre l'Europe ; nouvelles orientations de la politique agricole européenne vers une réduction du volume de la production ; avantages procurés à l'Allemagne par le système des montants compensatoires ; (p. 9598) : son scepticisme sur le démantèlement des montants compensatoires.

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1977** (n° **782**). **Première lecture. Discussion générale** [23 mai 1979] (p. 4143) : dénonce le refus du Gouvernement d'augmenter de façon satisfaisante les rentes viagères.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [19 octobre 1979]. **Après l'Article 4** (p. 8503) : soutient l'amendement n° 144 de M. Jacques Jouve : création d'une taxe assise sur la valeur des terres achetées par des sociétés françaises ou étrangères de caractère industriel, commercial ou bancaire permettant d'améliorer l'assurance maladie, maternité des agriculteurs ; rejeté ; soutient l'amendement n° 145 de M. Jacques Jouve : portant à 30 % le taux de la taxe de publicité foncière et du droit d'enregistrement lorsque des terres agricoles changeront d'utilisation ou seront achetées par des étrangers ou des non-agriculteurs ; mesure permettant d'améliorer les retraites des agriculteurs et l'installation des jeunes agriculteurs ; rejeté ; (p. 8504) : soutient l'amendement n° 146 de M. Jacques Jouve : multiplication par 40 de la valeur locative des propriétés non bâties si ces terres font l'objet d'une chasse privée ; mesure permettant de revaloriser les primes d'installation, d'augmenter le volume des prêts et de créer un nouveau prêt superbonifié pour les agriculteurs ; rejeté ; propose l'attribution d'indemnités journalières aux agriculteurs après trois jours d'arrêt de maladie.

Deuxième partie :

Budget annexe des postes et télécommunications. Discussion générale [9 novembre 1979] (p. 9780) : dégradation des services de la poste en milieu rural ; estime illusoire la pluriactivité des bureaux de poste ruraux.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1979] (p. 9640) : nécessité d'attribuer la prime à la vache allaitante ; situation critique de l'élevage. **Examen des crédits** [8 novembre 1979]. **Après l'Article 74** (p. 9674) : s'oppose aux amendements n° 422 et n° 423 de M. Eugène Berest, départ à la retraite des agriculteurs supposant des solutions de relogement et une plus grande intégration à l'économie de marché ; nécessité de fixer un minimum de retraite égal à 75 % du SMIC.

— Projet de loi relatif aux équipements sanitaires et modifiant certaines dispositions de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière (n° **995**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [6 décembre 1979] (p. 11347) : économies envisagées par le Gouvernement aboutissant à mettre les hôpitaux dans l'impossibilité d'assurer leur mission de service public ; (p. 11348) : insuffisance des personnels hospitaliers en Charente ; situation intolérable infligée aux personnes âgées.

— Projet de loi d'orientation agricole (n° **1041**). **Première lecture. Discussion générale** [12 décembre 1979] (p. 11646) : installation des jeunes, condition essentielle du développement de l'agriculture ; nécessité d'accorder des retraites aux exploitants âgés pour favoriser la libération des terres ; souhaite une lutte plus efficace contre l'utilisation improductive des terres ; (p. 11647) : nécessité de faire entrer la valeur potentielle de rendement dans la détermination du prix de la terre ; attachement des communistes au droit de propriété ; problème de l'héritage ; doute de l'efficacité de la participation du crédit et de la mutualité agricoles aux GFA ; estime que les baux de carrière à prix libre constituent une atteinte au statut du fermage ; mesures proposées pour le contrôle des cumuls aboutissant à la liquidation de milliers d'exploitations familiales. **Discussion des articles** [13 décembre 1979] : **Article premier** (p. 11749) : son amendement n° 103 : objectifs de la politique agricole : garantie du revenu agricole, amélioration des conditions de vie et de travail des exploitants familiaux et parité économique des salariés agricoles ; soutenu par M. Daniel Boulay ; rejeté au scrutin public ; (p. 11754) : son amendement n° 387 : la politique agricole doit exclure toute discrimination entre producteurs de la Communauté, notamment en matière de concurrence ; rejeté ; (p. 11755) : son amendement n° 106 : encouragement à la coopération, soutenu par M. Jacques Jouve ; rejeté au scrutin public. **Article 2** (p. 11783) : nécessité de maintenir la représentation parlementaire au sein du conseil supérieur d'orientation ; (p. 11784) : soutient son sous-amendement n° 416 à l'amendement n° 10 de la commission : soumission à une délibération de l'Assemblée nationale en dernier ressort des litiges persistant entre le conseil supérieur d'orientation et le Gouvernement ; rejeté ; [14 décembre 1979] : **Article 12** (p. 11951) : soutient le sous-amendement n° 138 de M. Roland Renard à l'amendement n° 37 de la commission : rétablissement du caractère paritaire des commissions d'hygiène et de sécurité ; retiré. **Article 14** (p. 11960) : s'oppose au sous-amendement n° 620 de M. Alain Mayoud qui porterait atteinte à l'institution des SAFER. **Article 15** (p. 11965) : son amendement de suppression n° 145 rejeté au scrutin public ; non-prise en compte par l'article 15 de la loi des investissements marginaux ; incitation à la pratique des « dessous de table » ; efficacité de l'article 15 limitée aux personnes ayant besoin de prêts bonifiés ; [15 décembre 1979] : **Après l'Article 21** (*suite*) (p. 12019) : soutient le sous-amendement n° 148 de M. Marcel Rigout à l'amendement n° 51 de la commission : élargissement de la portée de l'amendement n° 51 aux caisses de retraite complémentaire du régime agricole ; devient sans objet ; (p. 12022) : son sous-amendement n° 150 à

l'amendement n° 52 de la commission : possibilité pour le crédit agricole d'accorder des prêts aux résidents urbains porteurs de parts de GFA ; soutenu par M. Marcel Rigout ; rejeté. **Avant l'Article 22** (*suite*) (p. 12050) : ses sous-amendements n° 722 et n° 723 ; retirés ; (p. 12065) : soutient le sous-amendement n° 174 de M. Jacques Chaminade à l'amendement n° 59 de la commission : précisant que la SAFER fait partie de ceux qui sont intéressés par la mise en valeur du fonds ; adopté ; (p. 12070) : soutient le sous-amendement n° 177 de M. Jean Jarosz à l'amendement n° 62 de la commission : application de la procédure de l'astreinte à toutes les infractions ; rejeté. **Après l'Article 26** (*suite*) (p. 12089) : son sous-amendement n° 228 à l'amendement n° 72 de la commission : institution d'un alinéa spécial pour les bâtiments distinct de celui qui traite des terrains agricoles ; soutenu par M. Marcel Rigout ; adopté. **Article 29** (p. 12096) : soutient l'amendement n° 187 de M. Jacques Chaminade : principales orientations d'aménagement et de développement rural ; rejeté. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [9 avril 1980] : **Article 2** (p. 162) : rôle du conseil supérieur d'orientation. **Article 2** *ter* (p. 167) : soutient l'amendement n° 135 : rédactionnel, de M. Bernard Deschamps ; devient sans objet ; [10 avril 1980] : **Article 13 précédemment réservé** (p. 211) : qualité de coexploitant des conjointes d'exploitants ; (p. 213) : principe de l'unicité des cotisations pour l'exploitation. **Article 21** *bis* (p. 231) : son amendement n° 141 : suppression de l'article 21 *bis* ; rejeté au scrutin public ; opposition du groupe communiste à la participation des SCPI aux GFA ; irrecevabilité opposée aux amendements communistes. **Article 22 C** (p. 242) : son sous-amendement n° 149 à l'amendement n° 78 de la commission : diminution de la base supérieure de la fourchette au-dessous de laquelle il y a autorisation préalable ; rejeté. **Article 22 C** *(suite)* (p. 255) : son sous-amendement n° 145 à l'amendement n° 78 de la commission : limitation du champ d'application de l'autorisation de droit pour l'agrandissement par succession ; devenu sans objet. **Explications de vote** (p. 290) : endettement des agriculteurs ; politique européenne des prix.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** (n° **1681**). **Première lecture. Discussion des articles** [20 juin 1980] : **Article 17** (p. 2044) : soutient l'amendement n° 30 de Mme Colette Goeuriot : rejeté par scrutin public ; droit de grève des cheminots ; droit de manifestation des usagers ; manifestation en 1978 à la gare de Cherbourg ; [21 juin 1980] : **Article 32** (p. 2081) : causes de la lenteur de la justice pénale ; effectifs des magistrats ; rôle du juge d'application des peines.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [17 octobre 1980] : **Article 4** (suite) (p. 2824) : son amendement n° 141 : suppression de l'article 4 ; rejeté par scrutin public ; (p. 2825) : augmentation inacceptable des droits sur le cognac, l'armagnac et le calvados ; faiblesse du Gouvernement dans les négociations européennes ; difficultés des producteurs de cognac et d'armagnac ; [21 octobre 1980] : **Avant l'article 3** (p. 2884) : son sous-amendement n° 229 rectifié à l'amendement n° 64 rectifié du Gouvernement : extension à l'agriculture de l'incitation fiscale à l'investissement ; réservé puis non adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.

Agriculture, BAPSA. Discussion générale [6 novembre 1980] (p. 3648) : baisse du revenu agricole (p. 3649) : offensive européenne contre les prix agricoles ; élargissement du marché commun ; nécessité de supprimer les montants compensatoires monétaires et de faire respecter la règle de la préférence communautaire ; importations de beurre néo-zélandais ; taxe de coresponsabilité ; règlement ovin ; sélectivité du crédit au profit des exploitations les plus rentables. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [16 décembre 1980] (p. 4917) : article 4 sacrifiant les productions nationales d'alcool sur l'autel de l'Europe sur l'injonction de la Cour de justice des Communautés européennes.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1980** (n° **2141**). **Première lecture. Discussion générale** [17 décembre 1980] (p. 4954) : prétendus excédents agricoles ; volonté des institutions européennes de réduire le volume de la production agricole ; colloque d'Echternach en 1978 ; problème de la faim dans le monde ; prix agricoles européens visant à aider à réduire le volume de la production.

— **Demande de suspension de séance** [18 décembre 1980] (p. 5012) : opposition de l'Assemblée à l'article 4 de la loi de finances pour 1981 (p. 5022) : adoption par scrutin public n° 572 de la demande de suspension.

SPRAUER (Germain)

Député du Bas-Rhin
(8e circonscription)
(RPR).

Elu le 12 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1981 (Justice) (n° 1976-29) [9 octobre 1980] (p. 2650).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de **loi de finances pour 1979** (n° **560**). — Budgets civils. — **Annexe n° 27 : Justice** (n° **570**) [5 octobre 1978].

— **Proposition de loi** tendant à faire bénéficier **les récoltants-producteurs d'eau-de-vie naturelle d'une réduction du droit de consommation prévu à l'article 403-5° du code général des impôts** (n° **1229**) [28 juin 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1290). — I. Budgets civils. — A. **Budget général. — Annexe n° 27 : Justice** (n° **1292**) [2 octobre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° 1933). — **Annexe n° 29 : Justice** (n° **1976**) [9 octobre 1980].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Justice, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, pour la justice. **Discussion générale** [24 octobre 1978] (p. 6528) : augmentation du budget de la justice, création de mille six cent quarante et un emplois supplémentaires ; croissance des dépenses d'équipement ; construction d'une maison centrale et d'un ensemble maisons d'arrêt-centre de détention ; crédits de l'éducation surveillée s'élevant à trente-sept millions de francs ; priorité accordée au renforcement des greffes en personnel d'exécution ; accroissement des activités judiciaires parallèle à l'augmentation des crédits ; budget de 1979 ne permettant pas d'espérer une exécution correcte des objectifs du VII[e] Plan ; nombre insuffisant de magistrats ; pas de relèvement des plafonds de ressources pour l'attribution de l'aide judiciaire ; pas d'amélioration substantielle du fonctionnement de l'administration pénitentiaire ; diminution de la part de l'éducation surveillée ; (p. 6529) : demande la poursuite des études sur le transfert à l'Etat des frais de fonctionnement des tribunaux d'instance et de grande instance ; propose que l'indemnisation des victimes de dommages corporels résultant d'une infraction soit financée par une taxe parafiscale assise sur la vente des armes ; souhaite que soit accordée une rémunération ou une indemnisation aux avocats commis d'office en matière pénale ; avis de la commission des finances favorable à l'adoption des crédits du ministère de la justice. **Examen des crédits** [24 octobre 1978] (p. 6563). **Etat B. Titre III** : sur les amendements n° 1 de M. Pierre Bas et n° 233 de M. Raymond Forni ; nécessité de maintenir la peine de mort mais de ne l'appliquer qu'aux crimes odieux.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [19 octobre 1979] (p. 8525) : son amendement n° 50 (établissement d'un seul plafond pour le livret bleu du crédit mutuel et pour le livret A des caisses d'épargne) soutenu par M. François Grussenmeyer, déclaré irrecevable au titre de l'article 42 de la loi organique.

Deuxième partie :

Justice, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, pour la justice. **Discussion générale** [16 novembre 1979] (p. 10196) : priorité accordée à la justice dans le budget pour 1980 : progression du budget de la justice de 16,56 % ; croissance notable des effectifs ; réalisation du VII[e] Plan ; (p. 10197) : augmentation des crédits des services judiciaires de 19,8 % ; mise en œuvre de la réforme des prud'hommes ; amélioration des moyens des services judiciaires ; création de 41 postes de magistrats ; construction du centre national du casier judiciaire de Nantes ; poursuite de la construction de l'école des secrétariats greffes de Dijon ; crédits des services pénitentiaires ; augmentation de la population pénale ; décollage du programme immobilier pénitentiaire ; nécessité d'accentuer l'effort en faveur des effectifs des magistrats ; croissance du nombre des affaires restant à juger ; l'équipement pénitentiaire : baisse de la part relative des crédits de l'éducation surveillée ; retard considérable en matière d'équipement ; absence de rémunération des

avocats commis d'office ; (p. 10198) : insuffisance de l'indemnisation des victimes des dommages corporels résultant d'une infraction ; transmission à l'Assemblée des budgets de programmes ; transmission à l'Assemblée des budgets de programmes ; diminution des crimes de sang ; nécessité de renforcer les moyens de l'éducation surveillée. **Examen des crédits** [16 novembre 1979]. **Etat B. Titre III** (p. 10217) : absence de caractère de juridiction d'exception de la Cour de sûreté de l'Etat ; (p. 10220) : rejet par la commission des finances de l'amendement n° 3 de M. Pierre Bas.

— **Projet de loi portant modification du statut de la société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA)** (n° **1731**). **Première lecture. Discussion générale** [4 juin 1980] (p. 1580) : modification du statut du SEITA ; revenu des planteurs ; plantations de variétés de tabac blond en France ; institut national de Bergerac ; priorité de l'approvisionnement sur le marché intérieur ; situation des personnels et des débitants ; fixation des prix à Bruxelles.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** (n° **1681**). **Première lecture. Discussion générale** [13 juin 1980] (p. 1836) : démoralisation de la société ; lenteur et indulgence de la justice ; autodéfense ; indemnisation des victimes ; agressions armées dans les bals publics ; (p. 1837) : réorientation de l'emploi des forces de police ; moyens de la justice ; régime de protection des mineurs ; politique pénitentiaire.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [17 octobre 1980] : **Article 4** *(suite)* (p. 2822) : son amendement déclaré irrecevable tendant à instituer une taxe forfaitaire acquittée par les propriétaires récoltants désireux de distiller ; [21 octobre 1980] : **Après l'Article 4** (p. 2917) : son amendement n° 49 rectifié : augmentation de la taxe spéciale sur les contrats d'assurance vie ; retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**).

Deuxième partie :

Justice, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, pour la justice. **Discussion générale** [5 novembre 1980] (p. 3576) : augmentation du budget de la justice plus rapide que celle du budget de l'Etat ; créations d'emplois et augmentation des crédits de fonctionnement ; (p. 3577) : stabilisation des dépenses d'équipement ; fonds d'action conjoncturelle ; crédits des services judiciaires ; bilan de la mise en place des nouveaux conseils de prud' hommes ; création de 50 emplois de magistrats ; augmentation des crédits d'équipement des juridictions ; subventions allouées aux collectivités locales ; relèvement des plafonds de l'aide judicaire et de l'indemnité versée par l'Etat aux avocats à ce titre ; insuffisance de l'indemnisation des victimes de certains actes de violence et de la rémunération des avocats commis d'office ; progression de la population pénitentiaire ; (p. 3578) : dégradation des conditions de travail et de sécurité du personnel pénitentiaire ; insuffisance des moyens de l'éducation surveillée.

STASI (Bernard)

Député de la Marne
(4e circonscription)
(UDF).
Vice-président de l'Assemblée nationale.

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1100).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Est nommé vice-président de l'Assemblée nationale [*J.O.* du 5 avril 1978] (p. 1109-1111), [*J.O.* du 2 avril 1979] (p. 2166), [*J.O.* du 2 avril 1980] (p. 88), [*J.O.* du 2 avril 1981] (p. 3).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de l'information publique [*J.O.* du 16 mars 1979] (p. 610).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 17 mars 1978] (p. 622).

Membre de la délégation parlementaire pour la radiodiffusion-télévision française [26 avril 1978] (p. 1386) et [27 avril 1978] (p. 1404).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** sur le délai dans lequel doit être exercée l'**action en recherche de paternité** (n° **2127**) [4 décembre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Loyers du secteur libre** [20 juin 1979] (p. 5341) : mesures envisagées pour éviter une hausse excessive des loyers du secteur libre ; valeur des incitations à la modération faites par les groupements de propriétaires.

— **Grève des enseignants et accueil des élèves** [23 avril 1980] (p. 637) : problème de l'accueil des enfants dans le primaire.

— **Convention entre la sécurité sociale et les médecins** [11 juin 1980] (p. 1737) : boycottage de la convention par un syndicat de médecins.

• *question orale sans débat :*

— (n° **15201**) : **Services publics en milieu rural** [20 avril 1979] (p. 2921, 2923) : conséquences dommageables pour l'équilibre socio-économique du milieu rural, de la disparition progressive des services publics dans les petites communes.

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président :

Répond aux rappels au règlement de :

— **M. François Mitterrand** [19 mai 1978] (p. 1907) ;

— **M. Jack Ralite** [2 juin 1978] (p. 2476, 2477) : demande de scrutin public sur une suspension de séance pour permettre au Gouvernement de s'expliquer devant l'Assemblée sur l'intervention au Tchad (art. 58, alinéa 3 du règlement) ;

— **M. André Delehedde** [20 juin 1978] (p. 3141) ;

— **M. Dominique Taddei** [22 juin 1978] (p. 3317) ;

— **M. Louis Darinot** [12 octobre 1978] (p. 5978) : prend acte de cette protestation ; en fera part au président de l'Assemblée nationale ;

— **Souhaits de bienvenue** à une délégation de la commission de politique étrangère de l'Assemblée de la République socialiste fédérative de Yougoslavie [12 octobre 1978] (p. 5984).

Répond aux rappels au règlement de :

— **M. Pierre Messmer** [17 octobre 1978] (p. 6114) ;

— **M. Jean Fontaine** [17 octobre 1978] (p. 6114) : fera part de ses observations à la conférence des présidents.

— **Souhaite la bienvenue** à une délégation du Conseil national de la Principauté de Monaco [2 novembre 1978] (p. 6894).

Répond au rappel au règlement de :

— **M. Louis Mexandeau** [15 novembre 1978] (p. 7662) : possibilité pour M. Mexandeau de soutenir son observation lors de la discussion du budget des universités.

— **Projet de loi relatif au régime des loyers en 1979** (n° **662**). **Première lecture. Discussion des articles** [23 novembre 1978]. **Après l'Article 7 : Réponse au rappel au règlement de M. Henry Canacos** (p. 8254) : décide de soumettre la question de la recevabilité des amendements n° 35 et n° 36 de la commission de la production à la décision de l'Assemblée.

Répond aux rappels au règlement de :

— **M. Paul Quilès** [19 décembre 1978] (p. 9677) : intervention du président de l'Assemblée nationale auprès du Gouvernement pour faire respecter les délais de réponse aux questions écrites ;

— **M. Philippe Séguin** [4 janvier 1979] (p. 2) : organisation des débats sur l'indemnisation du chômage ;

— **M. Emmanuel Hamel** [5 avril 1979] (p. 2308) : le compte rendu analytique est un document de travail ; le compte rendu intégral rendra compte fidèlement des applaudissements ;

— **M. Gilbert Gantier** [5 avril 1979] (p. 2330, 2331) : le procès-verbal est constitué par l'intégral publié par le *Journal officiel ;*

— **M. Jean Fontaine** [17 mai 1979] (p. 3927, 2928) : fera part de l'observation à la conférence des présidents ;

— **M. Louis Sergheraert** [15 juin 1979] (p. 5213) : le Gouvernement répond comme il l'entend aux questions orales sans débat.

Annonce la publication du rapport de la commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage (n° **1180**) [28 juin 1979].

Répond aux rappels au règlement de :

— **M. Maurice Pourchon** [28 juin 1979] (p. 5804) : transmettra l'affaire de l'avant-propos du rapport de la commission d'enquête sur la situation de l'emploi et du chômage au président de l'Assemblée ;

— **M. Maurice Pourchon** [28 juin 1979] (p. 5804) : fera part des observations sur le rapport de la Cour des comptes concernant les calamités agricoles au Bureau de l'Assemblée.

— **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers et portant création de l'Office national d'immigration** (n° 922). **Deuxième lecture. Discussion générale** [28 juin 1979]. **Réponse au rappel au règlement de M. Alain Richard** (p. 5794) : application du quatrième alinéa de l'article 91 relatif aux questions préalables.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° 1290). **Première lecture.** *Deuxième partie :* **Départements d'outre-mer. Discussion générale** [31 octobre 1979]. **Réponse au rappel au règlement de M. Jean Fontaine** (p. 9253) : organisation de la discussion budgétaire relevant de l'ordre du jour prioritaire fixé par le Gouvernement.

Répond aux rappels au règlement de :

— **M. Guy Guermeur** [7 novembre 1979] (p. 9530, 9531) : obligations nombreuses et contradictoires des parlementaires ;

— **M. Jean Fontaine et M. Jean-Louis Beaumont** [21 novembre 1979] (p. 10434) : ne répond pas à M. Beaumont qui n'a pas fait de rappel au règlement ; transmettra les observations de M. Fontaine à la prochaine conférence des présidents ; pas de proportionnalité des temps de parole entre groupes et non-inscrits, ces derniers ne constituant pas un groupe ;

— **M. Jacques-Antoine Gau** [21 novembre 1979] (p. 10434) : matinée du jeudi traditionnellement réservée aux travaux des commissions ; ordre des travaux de l'Assemblée perturbé par le dépôt des motions de censure.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique familiale** (n° 1408). **Discussion** [21 novembre 1979] (p. 10444) : **Répond à M. Michel Debré** : perturbation du programme des débats en raison des motions de censure ; suspension des travaux de la commission des affaires culturelles, en raison du débat sur la famille ; (p. 10445) : refuse de suspendre la séance.

Répond aux rappels au règlement de :

— **M. Pierre-Charles Krieg** [29 novembre 1979] (p. 10917) : (projet de loi sur l'interruption volontaire de grossesse, n° 1328) : le Gouvernement décide de l'ordre du jour prioritaire ;

— **M. Emmanuel Aubert** [29 novembre 1979] (p. 10938) : (projet de loi sur l'interruption volontaire de grossesse, n° 1328) : la décision appartient au Gouvernement ;

— **M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset** [29 novembre 1979] (p. 10950) : (projet de loi sur l'interruption volontaire de grossesse, n° 1328) ; (p. 10950) : la séance des questions orales sera reportée au vendredi après-midi.

— **Annonce la clôture** de la première session ordinaire de 1979-1980 [22 décembre 1979] (p. 12519).

— **Rend hommage à la mémoire de MM. Lucien Midol et Rémy Boutavant,** anciens députés [28 décembre 1979] (p. 12615).

— **Répond au rappel au règlement de M. André Lajoinie** [28 décembre 1979] (p. 12616, 12617) : lointains rapports de cette question avec un rappel au règlement ; le Conseil constitutionnel se prononcera en toute indépendance.

— **Rend hommage à la mémoire de M. Guy Desson,** ancien député [8 avril 1980] (p. 100).

— **Répond au rappel au règlement de M. Michel Delprat** [16 avril 1980] (p. 431) : ordre du jour de l'Assemblée.

— **Répond au rappel au règlement de M. Pierre Jagoret** [16 avril 1980] (p. 431) : ordre du jour de l'Assemblée ; naufrage du *Tanio.*

Répond aux rappels au règlement de :

— **M. Gaston Defferre** [16 avril 1980] (p. 441) : indépendance du Bureau de l'Assemblée.

— **M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset** [29 avril 1980] (p. 790).

— **M. Emmanuel Hamel** [29 avril 1980] (p. 790).

— **M. Joseph Franceschi, M. François Autain et M. Fernand Marin** [20 mai 1980] (p. 1094).

— **M. Raymond Forni** [27 mai 1980] (p. 1284).

— **M. Emmanuel Hamel** [27 mai 1980] (p. 1298).

— **M. Pierre Jagoret** [29 mai 1980] (p. 1426).

— **M. Paul Quilès** [29 mai 1980] (p. 1442).

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** (n° **1681**). **Première lecture. Discussion générale** [11 juin 1980] (p. 1754) : retransmission télévisée des débats.

Répond aux rappels au règlement de :

— **M. Edmond Garcin** [17 juin 1980] (p. 1902).

— **M. Raymond Forni** [17 juin 1980] (p. 1902).

— **MM. Jean Fontaine et Jean Delaneau** [26 juin 1980] (p. 2324).

— **Constate** la clôture de la seconde session ordinaire de 1979-1980 [30 juin 1980] (p. 2509).

— **Constate** la clôture de la première session ordinaire de 1980-1981 [20 décembre 1980] (p. 5150).

En qualité de député :

— **Discussion de la motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2 de la Constitution, par soixante députés du groupe socialiste le 2 octobre 1978** [4 octobre 1978]. **Explications de vote** (p. 5579) : incapacité des formations de l'opposition à gouverner le pays ; unité et fidélité de la majorité ; renouvelle la confiance du groupe UDF au Gouvernement et au Président de la République ; s'inquiète de la mauvaise compréhension par le pays de la politique gouvernementale en matière d'emploi ; nécessité de faire de la lutte contre le chômage une priorité.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Justice. Discussion générale [24 octobre 1978] (p. 6543) : problème de la peine de mort ; réfute l'argument tiré de l'inopportunité du moment choisi pour abolir la peine de mort ; (p. 6544) : création d'un espace judiciaire européen supposant l'abolition de la peine de mort en France ; climat d'insécurité entretenu par certains organes d'information ; inefficacité de la peine de mort du point de vue de la lutte contre la criminalité ; maintien de la peine de mort contribuant à dégrader le respect de la vie humaine ; absurdité de la thèse du caractère dissuasif de la peine de mort : faillibilité de la justice humaine rendant impossible la peine de mort ; peine de mort, manifestation de vengeance et non de justice ; (p. 6545) : diminution constante du nombre des condamnations à mort.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1978] (p. 7263) : utilité du crédit agricole ; permanence des besoins en capitaux de l'agriculture ; nécessité d'une évolution progressive du crédit agricole vers un statut de droit commun qui lui conserve sa spécificité mutualiste et vers une extension des compétences du crédit agricole ; place importante des maisons familiales rurales dans l'enseignement agricole ; (p. 7264) : transfert des richesses agricoles vers les pays à monnaie forte en raison de l'absence de système monétaire européen ; insuffisance des crédits d'équipement du budget.

— **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers et portant création de l'office national d'immigration** (n° **922**). **Première lecture. Discussion générale** [29 mai 1979] (p. 4252) : développement du racisme et de la xénophobie ; texte malmenant le principe qui veut que l'autorité judiciaire soit la gardienne des libertés individuelles ; dispositions du projet relevant d'une conception de l'immigration selon laquelle les immigrés sont considérés comme étant seulement de passage en France ; (p. 4253) : demande l'adoption de mesures intégrant davantage les immigrés dans la communauté nationale ; effort consenti par la France à l'égard des réfugiés du Vietnam. **Discussion des articles** [29 mai 1979]. **Après l'Article 6** (p. 4264) : soutient l'amendement n° 22 de M. Jean-Paul Fuchs : rendant obligatoire la comparution de l'étranger devant la commission spéciale prévue par l'article 25 de l'ordonnance de 1945 ; retiré.

— **Déclaration du Gouvernement sur l'échelle des peines criminelles et débat de réflexion et d'orientation sur cette déclaration** (n° **1191**). **Discussion** [26 juin 1979] (p. 5692) : impatience et déception des abolitionnistes ; réunion de conditions favorables à l'abolition de la peine de mort ; démarche prudente du Gouvernement inspirée par le souci de ne pas faire subir un nouvel échec à la cause de l'abolition ; nécessité de ne pas confondre l'expression de la volonté populaire avec les sondages d'opinion ; répugnance des jurys de cour d'assises à prononcer le verdict de mort ; estime que le rôle de l'homme politique n'est pas de flotter au gré des sondages mais d'exprimer une conviction et d'éclairer l'opinion ; (p. 5693) : attitude de l'opinion fondée sur des idées fausses : développement de l'insécurité, caractère dissuasif de la peine de mort, élimination des individus les plus

dangereux par la peine de mort, peine de mort constituant le degré suprême de la justice ; son scepticisme sur la possibilité d'une troisième voie entre l'abolition et le maintien de la peine de mort ; sa réticence à engager le débat sur le plan de l'efficacité de la peine de mort qui est contraire à ces convictions les plus intimes ; étrange attachement des Français à la guillotine ; (p. 5694) : nécessité de prendre rapidement la décision d'abolir la peine de mort ; pression de l'opinion internationale.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Première partie :*

— **Discussion des articles** [19 octobre 1979]. **Après l'Article 6** (p. 8538) : soutient l'amendement n° 178 de M. Jean-Paul Fuchs : possibilité d'option pour l'application d'un taux unique de la taxe sur les salaires égal à 5 % pour les organisations sans but lucratif, retiré.

Deuxième partie :

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1979] (p. 9618) : importance du budget de l'agriculture dans les budgets de l'Etat ; satisfaction à propos des dotations concernant le remembrement et les aménagements forestiers ; nécessité de développer les moyens techniques permettant une meilleure maîtrise de la fertilité des sols et les cartes podologiques des sols ; accent mis sur le développement de la forêt et des industries du bois ; approuve la création du FIDAR (Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural) ; (p. 9619) : dix-neuf départements français sont en voie de désertification ; vocation d'accueil du milieu rural ; déclin démographique ; nombre important de retraités et faible nombre d'installations de jeunes agriculteurs ; augmentation des cotisations ; progression de l'enseignement et de la recherche agricoles ; problème du décret d'application de la loi sur l'enseignement privé ; nécessité d'une meilleure prise en considération de la méthode de formation dans les maisons familiales rurales d'éducation et d'orientation ; problème du financement des aides familiales et des aides ménagères en milieu rural ; nécessité d'un soutien budgétaire pour cette action ; retard dans le paiement des primes en matière de prophylaxie.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [9 avril 1980]. **Article premier** *bis* (p. 158) : son amendement n° 160 : objectifs de l'agriculture de préservation du patrimoine national d'espèces végétales et de races animales domestiques ; adopté ; (p. 161) : son amendement n° 163 : objectif de maintien des équilibres écologiques ; soutenu par M. Francis Geng ; devenu sans objet.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** (n° **1681**) [16 juin 1980] (p. 1868) : absence de concertation pour l'élaboration du texte ; indemnisation des victimes ; droits de la défense ; insuffisance des moyens de la justice ; individualisation de la peine ; réinsertion du condamné ; permission de sortie ; opposition des professions de justice au projet ; (p. 1869) : travail de la commission des lois ; phénomène de la violence ; peine capitale. **Discussion des articles** [20 juin 1980] : **Article 9 : Article 309 du code pénal** (p. 1969) : son amendement n° 253 : définition des circonstances aggravantes ; devenu sans objet. **Article 384 du code pénal** (p. 2034) : ses sous-amendements n^{os} 318 et 319 à l'amendement n° 91 de la commission : diminution des sanctions prévues par l'article 384 du code pénal ; rejetés ; [21 juin 1980] : **Avant l'Article 48** (p. 2108) : son amendement n° 255 troisième rectification : constitution de partie civile du débiteur ou des dirigeants sociaux ; non soutenu ; son amendement n° 256 rectifié : constitution de partie civile du débiteur ou des dirigeants sociaux soumis à la procédure de liquidation collective ; non soutenu.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Affaires étrangères. Discussion générale [12 novembre 1980] (p. 3796) : situation du Liban ; responsabilités particulières de la France ; (p. 3797) : nécessité d'inciter les pays arabes et l'OLP à respecter davantage l'indépendance du Liban ; occupation syrienne.

STIRN (Olivier)

Député du Calvados
(5^{e} circonscription)
(UDF).

Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères.

Elu le 12 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1098).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères (troisième Gouvernement

de M. Raymond Barre). Décret du 6 avril 1978 [*J.O.* du 7 avril 1978] (p. 1571).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation le 6 mai 1978 de son mandat de député [9 mai 1978] (p. 1485, 1513).

Mis à la disposition du ministre de la défense, ministre de la coopération pour toutes les missions que celui-ci lui confie. Décret du 22 décembre 1980 [*J.O.* du 23 décembre 1980] (p. 3019).

Fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères (troisième Gouvernement de M. Raymond Barre). Décret du 13 mai 1981 [*J.O.* du 14 mai 1981] (p. 1379).

DÉPOTS

— **Projet de loi** relatif à **Mayotte** (n° 1434) [29 novembre 1979].

QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement de :

— **M. Jean-Marie Daillet : Evénements au Zaïre** [24 mai 1978] (p. 1984-1985) : réussite de l'opération de Kolwezi : évacuation de 420 Français ; poursuite des opérations pour retrouver 50 otages.

— **M. Bernard Deschamps : Intervention française au Zaïre** [31 mai 1978] (p. 2290) : intervention française dans un but humanitaire.

— **M. François Mitterrand : Respect des droits de l'homme au Chili** [7 juin 1978] (p. 2597, 2598) : accueil des réfugiés chiliens par la France ; accord du gouvernement chilien pour la création d'une commission d'enquête par l'O.N.U.

— **M. Joël Le Tac : Réfugiés vietnamiens du détroit de Malacca** [15 novembre 1978] (p. 7672) : poursuite de la politique d'accueil menée depuis trois ans ; les réfugiés du « Haï-Hong » seront accueillis en France s'ils le désirent.

— **M. Robert Ballanger : Accord sur le Vietnam** [29 novembre 1978] (p. 8478) : souci du Gouvernement français de ne pas s'immiscer dans le désaccord entre le Vietnam et les Etats-Unis sur l'interprétation des accords de Paris ; rencontres récentes conduisant à une aide des Etats-Unis au Vietnam ; contacts facilités par la France ; aide financière.

— **M. Roland Nungesser : Désarmement** [20 décembre 1978] (p. 9750) : trois projets adoptés par les Nations unies : création d'une agence internationale de contrôle par satellites du fonds de désarmement, de l'institut de recherches sur le désarmement ; écho favorable reçu par les propositions françaises sur la conférence sur le désarmement en Europe.

— **M. Philippe Malaud : Station européenne de radiodiffusion** [20 décembre 1978] (p. 9753) : Radio-France a fait savoir que ce projet était irréaliste ; le Gouvernement et Radio-France ne sont plus concernés.

— **M. René Visse : Prescription des crimes de guerre** [25 avril 1979] (p. 3035) : le Gouvernement s'efforcera d'obtenir la prorogation du délai de prescription, mais la décision relève du Bundestag ; le Chancelier Schmidt est favorable à l'imprescriptibilité.

— **M. Raymond Tourrain : Déclaration d'un membre de la Commission de Bruxelles** [13 juin 1979] (p. 4998, 4999) : les membres des organes de la Communauté européenne doivent s'abstenir dans l'exercice de leurs fonctions de tout acte contraire à l'esprit dans lequel ces organes ont été créés ; M. Cheysson ne représente pas le Gouvernement français et ne peut l'engager.

— **Mme Marie-Thérèse Goutmann : Désarmement** [10 octobre 1979] (p. 8006) : la France ne participera pas à Salt III, n'a pas participé aux négociations de Vienne ; déplacement d'une partie seulement des hommes et du matériel militaires de la RDA vers un autre pays de l'Est ou vers l'Union soviétique elle-même ; proposition par la France dès 1978 d'une conférence sur le désarmement en Europe.

— **M. Didier Julia : Invasion de l'ambassade américaine à Téhéran** [21 novembre 1979] (p. 10454) : démarches de notre chargé d'affaires et de notre ambassadeur en Iran ; action française à l'ONU et à Bruxelles ; appel lancé par le conseil des ministres aux autorités iraniennes.

— **M. René de Branche : Otages de l'ambassade américaine de Téhéran** [21 novembre 1979] (p. 10456) : action du Gouvernement par tout moyen mis à sa disposition à Téhéran et à Bruxelles pour dénoncer la violation du droit international et faire en sorte que ses règles soient respectées.

— **M. Alain Hautecœur : Evénements d'Iran** [21 novembre 1979] (p. 10459) : nécessité non de s'ingérer dans les régimes intérieurs des Etats en donnant des avis, mais de faire respecter le droit international.

— **M. Louis Mermaz : Aide à l'Ouganda** [25 juin 1980] (p. 2254) : situation dans l'Est africain ; aide de la France au Cambodge et au Sahel ; accords de Lomé.

— **M. Robert Montdargent : Représentation du Cambodge à l'ONU** [15 octobre 1980] (p. 2727) : non-reconnaissance du régime de Pol Pot.

— **M. Georges Hage : Tournée de l'équipe de France de rugby en Afrique du Sud** [15 octobre 1980] (p. 2728) : condamnation de l'apartheid.

— **M. Paul Duraffour : Désarmement** [15 octobre 1980] (p. 2731) : participation de la France à la semaine du désarmement prévue par l'ONU.

Réponses aux questions orales sans débat de :

— **M. Alain Mayoud** (n° **485**) : **Relations franco-algériennes** [21 avril 1978] (p. 1307, 1308) : les propositions faites par le Président de la République ; parvenir à une amélioration des relations entre les deux pays par l'instauration d'un nouveau cadre.

— **M. Jean-Pierre Delalande** (n° **1955**) : **Français détenus ou disparus en Argentine** [26 mai 1978] (p. 2135) : interventions du Gouvernement auprès des autorités argentines ; les footballeurs doivent être tenus à l'écart des affaires politiques ; condamnation de l'agression dont l'entraîneur de l'équipe de France a été victime.

— **M. Alain Vivien** (n° **2006**) : **Interventions françaises en Afrique** [26 mai 1978] (p. 2135, 2136) : les opérations françaises en Mauritanie, au Zaïre et au Tchad ; la politique du Gouvernement conforme au vœu du Président de la République « l'Afrique doit être laissée aux Africains » ; respect de l'indépendance des Etats africains ; les critiques du parti socialiste sur l'intervention au Zaïre ne sont pas conformes à l'intérêt national.

— **M. Alain Vivien** (n° **17074**) : **Relations avec le Tiers-Monde** [8 juin 1979] (p. 4892, 4893, 4894) : pas d'échec pour la renégociation des accords de Lomé, ni pour la V[e] CNUCED ; réaffirmation par le Gouvernement de son objectif d'affecter à l'aide publique au développement 0,7 % de notre PNB ; annulation de la dette publique d'un certain nombre d'Etats africains ; rôle de la France dans le fonds commun de stabilisation des matières premières ; accueil reçu par la proposition de « trilogue ».

— **M. René La Combe** (n° **16743**) : **Implantation d'un lycée français à Varsovie** [15 juin 1979] (p. 5220) : impossibilité dans l'immédiat de créer ce lycée en raison de l'effectif insuffisant d'élèves concernés ; importance de l'effort culturel français en Pologne.

— **M. Charles Miossec** (n° **22655**) : **Politique de la France dans le Sud-Est asiatique** [30 novembre 1979] (p. 11048) : solidarité française envers les réfugiés du Sud-Est asiatique ; efforts du Gouvernement sur le plan international permettant à la France de jouer un rôle déterminant dans le sauvetage humanitaire de ces populations ; son rôle décisif dans la convocation à Genève d'une conférence internationale en juillet 1979 au cours de laquelle Jean François-Poncet lançait un appel à l'aide internationale ; nécessité d'une solution politique ; vote à l'ONU de la résolution tendant à obtenir le retrait des forces armées étrangères du Cambodge ; accueil du prince Sihanouk.

— **M. Louis Odru** (n° **23421**) : **Politique du Gouvernement à l'égard de l'Iran** [7 décembre 1979] (p. 11479) : respect par la France de l'autodétermination du peuple iranien et attachement aux règles de la vie internationale donc à l'immunité diplomatique.

Suppléant de M. Joël Le Theule (ministre des transports) :

— **M. Jean-Jacques Barthe** (n° **23830**) : **Construction de l'autoroute A 26** [14 décembre 1979] (p. 11910, 11911) : importance de l'autoroute A 26 ; étude de la programmation des sections conduisant à Calais.

— **M. Louis Odru** (n° **23831**) : **Extradition des criminels de guerre** [14 décembre 1979] (p. 11911, 11912) : accord du 2 février 1971 permettant aux tribunaux allemands de poursuivre les criminels de guerre condamnés en France par contumace ; procès de Cologne contre Lischka, Heinrichsohn ; extradition de Klaus Barbie refusée par la Bolivie.

— **M. Georges Mesmin** (n° **31569**) : **Politique de la France à l'égard du Cambodge** [30 mai 1980] (p. 1469) : réfugiés indochinois ; occupation vietnamienne ; entretien des temples d'Angkor.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative à la protection du Rhin contre la pollution par les chlorures, ensemble deux annexes, signée à Bonn le 3 décembre 1976** (n° **12**). **Première lecture. Discussion générale** [18 mai 1978] (p. 1797) : la longueur des négociations entre les pays riverains du Rhin ; le caractère original de la convention de Bonn ; (p. 1798) : la répar-

tition de la charge financière entre signataires de la convention ; la solidarité européenne en matière d'environnement ; (p. 1806) : accepte le renvoi du projet de loi devant la commission de la production et des échanges pour étude et avis ; retire le projet de l'ordre du jour prioritaire de l'Assemblée.

— **Projet de loi autorisant l'adhésion du Gouvernement de la République française aux protocoles portant quatrième prorogation de la convention sur le commerce du blé et de la convention relative à l'aide alimentaire constituant l'accord international sur le blé en 1971** (n° **399**). **Première lecture. Discussion générale** [29 juin 1978] (p. 3638) : expiration de l'accord sur le blé au 30 juin 1978 ; nécessité d'une quatrième prorogation d'un an ; divergences apparues entre la Communauté européenne et les quatre pays exportateurs de blé (Etats-Unis, Canada, Argentine et Australie) au cours de la conférence sur le blé.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération militaire technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République togolaise, ensemble un échange de lettres, signé à Lomé, le 23 mars 1976** (n° **125**). **Première lecture. Discussion générale** [29 juin 1978] (p. 3640) : réexamen des relations franco-togolaises ; volonté du Gouvernement d'apporter au Togo sa coopération ; (p. 3641) : approbation par l'opinion de l'intervention française au Zaïre ; existence d'un accord de défense mutuelle entre le Togo et la France signé en 1963.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Affaires étrangères. Discussion générale [2 novembre 1978] (p. 6932) : progression de 17,6 % des crédits du budget des affaires étrangères ; accroissement des crédits des services généraux ; inscription d'un crédit spécial en faveur des Français victimes d'incarcération arbitraire ; amélioration des bourses ; volonté du Gouvernement d'appliquer le plan de cinq ans pour le ministère des Affaires étrangères ; l'ambassadeur, représentant de l'ensemble du Gouvernement à l'étranger ; importance des émissions radiophoniques en français ; volonté d'assurer la diffusion de la langue française ; (p. 6933) : développement du français en Chine ; impossibilité du Gouvernement de limiter la croissance des contributions obligatoires de la France ; redéploiement de la coopération en Afrique en faveur du Nigeria et du Ghana, en Amérique en faveur du Mexique et du Venezuela, en Asie en faveur de l'Indonésie. **Examen des crédits** [2 novembre 1978]. **Etat B - Titre III** (p. 6937) : sur l'amendement n° 274 de M. Pierre Guidoni ; démarches entreprises par le Gouvernement français auprès du Gouvernement d'Argentine sur le sort des Français en Argentine.

— **Projet de loi, autorisant la ratification de l'accord entre la communauté économique européenne (CEE) et la Belgique, le Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la France, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas et le Royaume-Uni, Etats membres de cette communauté (Etats membres), d'une part, et l'Association internationale de développement (association), d'autre part, signé à Bruxelles le 2 mai 1978** (n° **649**). **Première lecture. Discussion générale** [22 novembre 1978] (p. 8160) : action spéciale d'un milliard de dollars décidée par les pays développés, résultat de la conférence nord-sud ; option de la CEE en faveur d'un canal multilatéral, l'Association internationale de développement ; (p. 8160) : décision prise en 1972 par le président Pompidou impliquant un renoncement total aux remboursements des prêts consentis par la France aux Etats africains et malgache ; décision semblable prise en faveur de Djibouti ; approbation par le Gouvernement français de la résolution de la CNUCED de mars 1978 de traiter du problème de la dette des pays en voie de développement.

— **Projet de loi, autorisant l'approbation d'un accord général de coopération militaire technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Zaïre, signé à Kinshasa le 22 mai 1974** (n° **131**) **Première lecture. Discussion générale** [22 novembre 1978] (p. 8161) : contenu de l'accord de coopération militaire technique avec le Zaïre : mise en place d'assistants militaires techniques, formation du personnel militaire zaïrois en France, possibilité d'envoi éventuel au Zaïre d'experts militaires français ; (p. 8162) : prend acte du retard excessif apporté à la ratification ; intervention militaire française à Kolwezi résultant d'un acte du Gouvernement pour lequel aucun texte ne prévoit la consultation du Parlement ; légalité d'opérations d'assistance entreprises même sans traité à la demande d'un Gouvernement étranger ; (p. 8163) : stationnement au Zaïre de deux mille hommes de troupe fournis par divers pays africains.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération, en matière économique et financière, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Djibouti, signé à Djibouti le 27 juin 1977, ensemble l'échange de lettres en date du 26 janvier 1978** (n° **579**). **Projet de loi autorisant l'approba-**

tion de la convention relative au concours en personnel apporté par le Gouvernement de la République française au fonctionnement des services publics de la République de Djibouti, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Djibouti, ensemble cinq annexes, et un échange de lettres signés à Djibouti le 28 avril 1978 (n° **577**). **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Djibouti relative au transfert du privilège de l'émission monétaire à la République de Djibouti, fait à Djibouti le 27 juin 1978** (n° 578). **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole provisoire fixant les conditions de stationnement des forces françaises sur le territoire de la République de Djibouti après l'indépendance et les principes de la coopération militaire entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Djibouti, signé à Djibouti le 27 juin 1977** (n° **580**). **Première lecture. Discussion générale** [18 décembre 1978] (p. 9631) : relations d'amitié et de coopération entre la France et Djibouti ; nécessité d'une présence militaire à Djibouti ; s'engage à tout faire pour que le délai séparant la signature des accords de la saisine du Parlement soit le plus court possible ; (p. 9632) : problème de la compétence parlementaire en matière de ratification ou d'approbation de traités internationaux.

— **Projet de loi, autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Corée sur l'encouragement et la protection des investissements, signé à Paris, le 28 décembre 1977** (n° **650**). **Première lecture. Discussion générale** [18 décembre 1978] (p. 9634) : développement industriel remarquable de la Corée ; reproche au parti communiste sa politique frileuse de protectionnisme ; investissements à l'étranger, moyen de créer des emplois dans les industries qui travaillent pour l'exportation.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'échange de notes franco-suisses des 4 et 7 juillet 1977 relatif à l'entrée en vigueur de la convention du 25 février 1953 entre la France et la Suisse sur diverses modifications de la frontière** (n° **591**). **Première lecture. Discussion générale** [18 décembre 1978] (p. 9635) : nécessité de modification de frontières pour rectifier le tracé de la route nationale n° 206 ; accord de toutes les municipalités françaises concernées sur la réalisation des travaux.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Chili sur l'exonération réciproque des revenus des compagnies de navigation aérienne, signé à Santiago le 2 décembre 1977, ensemble l'échange de lettres rectificatif des 20 janvier et 23 juin 1978** (n° **931**). **Première lecture. Discussion générale** [21 mai 1980] (p. 1164) : accord visant à réduire les charges financières d'Air France.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre la France et le Canada sur la sécurité sociale, ensemble un protocole annexe, signés le 9 février 1979, ainsi que l'entente entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec, signée le 12 février 1979** (n° **1637**). **Première lecture. Discussion générale** [26 juin 1980] (p. 2305) : compétence des autorités centrales et provinciales au Canada.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Corée, tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu signée à Paris le 19 juin 1979, et celle du protocole signé le même jour** (n° **1474**). **Première lecture. Discussion générale** [26 juin 1980] (p. 2302) : relations économiques entre la France et la Corée ; invasion de l'Afghanistan.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention intergouvernementale relative à la société Eurodif** (n° **1736**). **Première lecture. Discussion générale** [10 octobre 1980] (p. 2661) : collaboration de la France, de la Belgique, de l'Espagne, de l'Italie et de l'Iran en matière d'enrichissement de l'uranium ; sécurité de l'approvisionnement de la France en uranium enrichi ; réussite commerciale et financière d'Eurodif ; (p. 2662) : carence de l'Iran ; réduction de la participation de l'Italie ; exonérations fiscales consenties pour attirer Eurodif en France ; contribution positive d'Eurodif à la balance des paiements ; bénéfice net escompté ; (p. 2663) : versement, par Eurodif, d'une dotation forfaitaire aux collectivités locales ; retombées économiques et sociales de la construction de l'usine ; deuxième volet de la convention relative à la non-prolifération ; contrôle d'Euratom vérifié par l'agence internationale de l'énergie atomique.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative au concours en personnel apporté par la République française au fonctionnement des services publics de la République fédérale islamique des Comores, ensemble quatre annexes et deux protocoles, signée à Paris le 10 novembre 1978** (n° **1578**).

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération en matière économique, monétaire et financière, de l'accord de coopération monétaire et de la convention relative aux conditions du concours militaire technique français, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale islamique des Comores (n° 1737). Première lecture. Discussion générale commune [9 décembre 1980] (p. 4765) : accords posant les bases juridiques de la coopération entre les Comores et la France : concours en personnel au fonctionnement des services publics comoriens, enseignement, culture, développement économique, coopération militaire, mise sur pied d'une force militaire nationale ; amélioration des relations France-Comores depuis le retour de M. Ahmed Abdallah au pouvoir.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention internationale du travail (n° 111) concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession (n° 1921). Première lecture. Discussion générale** [12 décembre 1980] (p. 4863) : politique de non-discrimination en matière d'emploi et défense des droits de l'homme ; suppression en France des incapacités temporaires dont étaient frappés les naturalisés.

— **Projet de loi autorisant l'adhésion de la République française à la Banque africaine de développement (n° 2023). Première lecture. Discussion générale** [12 décembre 1980] (p. 4867) : introduction d'Etats non africains dans le capital de la banque depuis 1979.

STOLÉRU (Lionel)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation (travailleurs manuels et immigrés).

NOMINATIONS

Secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation (travailleurs manuels et immigrés) (troisième Gouvernement de M. Raymond Barre). Décret du 6 avril 1978 [*J.O.* du 7 avril 1978] (p. 1571).

Fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation (travailleurs manuels et immigrés) (troisième Gouvernement de M. Raymond Barre). Décret du 13 mai 1981 [*J.O.* du 14 mai 1981] (p. 1379).

QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement de :

— **M. Michel Aurillac : Parafiscalité sociale** [24 mai 1978] (p. 1983) : maintien du produit de certaines taxes à l'intérieur du secteur industriel ; rapprochement progressif avec les structures des pays comparables au nôtre.

— **M. Jean-Pierre Chevènement : Gestion des foyers de la Sonacotra** [28 juin 1978] (p. 3600, 3601) : mesures de conciliation ; pas d'augmentation globale en 1978 ; obligation pour chacun de payer sa redevance ; amnistie à tous ceux qui reprendront leurs paiements et facilités pour le règlement des arriérés.

— **M. Bernard Derosier : Situation des travailleurs immigrés** [22 novembre 1978] (p. 8150) : libéralisme de la législation française concernant les immigrés.

— **M. Bernard Derosier : Expulsions de travailleurs immigrés** [18 avril 1979] (p. 2699) : sur 3,5 millions de travailleurs immigrés, 20.000 ne paient pas leur redevance à la Sonacotra ; expulsion des seuls résidents qui continuent à refuser de reprendre le paiement des loyers (au plus quelques centaines).

— **M. Pierre Juquin : Répression aux usines Peugeot** [12 décembre 1979] (p. 11660, 11661) : création par Peugeot de milliers d'emplois ; innovation sur le plan social de cette société ; examen par le Gouvernement de ce fichier en fonction du code du travail.

— **M. Michel Sainte-Marie : Immigrés turcs et tunisiens** [16 avril 1980] (p. 429) : arrêt de l'immigration ; ateliers clandestins de prêt-à-porter parisien employant des Turcs ; politique de l'Allemagne.

— **M. Pierre Lagourgue : Retraite de certains travailleurs manuels** [29 octobre 1980] (p. 3258) : application de la loi du 30 décembre 1975 aux DOM ; extension du système de préretraite aux DOM-TOM ; rachat de points de retraite ; recherche d'une solution de transition.

— **M. François Léotard : Immigration clandestine** [12 novembre 1980] (p. 3759) : extension des visas ; protection des frontières ; lutte contre les ateliers clandestins.

— **M. Joseph Legrand : Licenciements dans l'entreprise Poclain** [19 novembre 1980] (p 4157) : problème d'effectifs de l'entreprise Poclain (usine de Carvin).

Réponses aux questions orales sans débat de :

— **Mme Colette Goeuriot** (n° **214**) : **Chômâge féminin** [28 avril 1978] (p. 1462, 1463) : intérêt porté par le Président de la République au problème du chômage féminin (secrétariat d'Etat à l'emploi féminin) ; les solutions recherchées dans le cadre d'une politique globale de l'emploi ; orientation et formation professionnelle.

— **M. André Delehedde** (n° **2736**) : **Situation du personnel de l'Agence nationale pour l'emploi** [9 juin 1978] (p. 2771, 2772, 2773) : allégement des tâches administratives de l'ANPE ; accent mis sur son but primordial, le placement.

— **M. Parfait Jans** (n° **2738**) : **Marasme dans l'industrie du taxi** [9 juin 1978] (p. 2773, 2774) : les chauffeurs de taxis bénéficent de mesures fiscales avantageuses ; impossibilité de leur accorder une détaxe pour le carburant.

— **M. Xavier Deniau** (n° **15166**) : **Infractions à la législation sur l'emploi des étrangers** [27 avril 1979] (p. 3273) : difficultés d'une application conjointe de la loi de 1932 avec l'ordonnance de 1945, sauf lorsque la croissance a nécessité un appel à la main-d'œuvre étrangère ; politique gouvernementale d'arrêt de l'immigration et d'encouragement au retour ; dépôt d'un projet de loi relatif aux conditions de séjour et de travail des étrangers en France ; 350.000 cartes de travailleurs renouvelées automatiquement en vertu d'un accord franco-algérien ratifié ; prolongation d'un an en attendant nouvelle négociation.

— **M. Claude Michel** (n° **16311**) : **Rôle de l'agence nationale pour l'emploi en tant qu'indicateur de l'évolution du chômage** [18 mai 1979] (p. 4018, 4019) : mission de placement et non de statistique de l'ANPE ; la loi du 16 janvier 1979 ne dispense pas les candidats à l'indemnisation de chômage de l'inscription initiale à l'ANPE, mais les dossiers de chômage doivent être établis par l'ASSEDIC ; réforme visant non à manipuler les chiffres de l'emploi, mais à restaurer le service public de placement dans sa vocation fondamentale ; assurances pour le statut des personnels de l'agence.

Suppléant de M. Pierre Méhaignerie :

— **M. Pierre Lagourgue** (n° **16307**) : **Electrification rurale dans les départements d'outre-mer** [18 mai 1979] (p. 4021) : subventions actuelles de l'Etat pour les travaux d'électrification rurale de 30 à 80 % pour les départements d'outre-mer et de 10 à 30 % pour la métropole ; projet de décret modifiant le régime de financement dans les départements d'outre-mer à l'étude.

Suppléant de M. Michel d'Ornano (ministre de l'environnement et du cadre de vie) :

— **M. Sébastien Couepel** (n° **16309**) : **Agrément des maîtres d'œuvre en architecture** [18 mai 1979] (p. 4021) : rôle consultatif des commissions régionales, la décision sur la compétence des candidats revenant au ministre de l'environnement et du cadre de vie ; décision prochaine sur le seuil de recours obligatoire à un architecte.

— **M. Lucien Richard** (n° **17108**) : **Travail à temps partiel** [22 juin 1979] (p. 5550), 5551) : travail à temps partiel moins développé en France que dans les autres pays européens malgré une demande potentielle d'un million de personnes ; constitution d'un groupe de travail dont le rapport publié prochainement propose l'amélioration des garanties données aux travailleurs à temps partiel, l'assouplissement des seuils des obligations fiscales et sociales et la protection sociale.

— **M. Edouard Frédéric-Dupont** (n° **16865**) : **Embauche des apprentis** [22 juin 1979] (p. 5551, 5552) : la date de début d'apprentissage ne peut être antérieure de plus de trois mois, ni postérieure de plus de deux mois au début du cycle d'apprentissage que doit suivre l'apprenti ; à Paris, arrivée tardive de nombreuses demandes de dérogation à l'inspection d'académie qui a estimé qu'on ne pouvait pas priver trop longtemps les apprentis de toute formation générale ; réexamen des dossiers en cours.

Suppléé par M. Jacques Legendre (secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation, chargé de la formation professionnelle) :

— **M. Parfait Jans** (n° **20682**) : **Réalisations de la SONACOTRA** [5 octobre 1979] (p. 7883).

— **M. Alexandre Bolo** (n° **28184**) : **Déblocage des sommes versées à la réserve spéciale de participation en cas de création d'entreprise** [25 avril 1979] (p. 745).

— **M. Alain Madelin** (n° **30026**) : **Fonctionnement de l'association pour la formation professionnelle des adultes** [25 avril 1980] (p. 746) : délai d'attente imposé aux stagiaires ; rapport de l'AFPA et des candidats aux stages ; cuisine.

— **M. Maxime Gremetz** (n° **30018**) : **Départements d'outre-mer** [25 avril 1980] (p. 748) : départementalisation sociale et économique.

— **M. Mariani Maximin** (n° **29831**) : **Mensualisation des pensions dans les départements d'outre-mer** [25 avril 1980] (p. 749).

— **M. Raoul Bayou** (n° **29929**) : **Production de carburant à base d'alcool** [23 mai 1980] (p. 1268) : biomasse ; filière méthanol.

— **M. Edouard Frédéric-Dupont** (n° **28922**) : **Taxe d'apprentissage** [23 mai 1980] (p. 1269) : situation financière des établissements privés d'enseignement technologique ; quota alternance.

— **Mme Hélène Missoffe** (n° **31098**) : **Implantation d'un foyer de travailleurs migrants dans le XVII^e arrondissement de Paris** [23 mai 1980] (p. 1271) : projet Gros-Boulainvilliers.

— **M. Jean-Marie Daillet** (n° **31267**) : **Prime d'installation aux artisans** [23 mai 1980] (p. 1272) : procédure d'octroi ; régime des aides à l'artisanat.

— **M. Claude Evin** (n° **32360**) : **Contrats de travail à durée déterminée** [20 juin 1980] (p. 2005) : développement de l'emploi précaire ; loi du 3 janvier 1979 sur le contrat de travail à durée déterminée ; politique de la SNIAS ; activité des entreprises de travail temporaire.

— **M. Jean-Pierre Abelin** (n° **32450**) : **Emploi des jeunes** [20 juin 1980] (p. 2007) : confusion faite entre chômeurs et demandeurs d'emploi ; résultat des pactes pour l'emploi ; démographie française ; emploi d'utilité collective.

— **M. Roland Leroy** (n° **38722**) : **Demandeurs d'emploi non indemnisés** [21 novembre 1980] (p. 4256) : allongement des durées d'indemnisation ; fonds sociaux des ASSE DIC ; protection sociale des chômeurs ; relais de l'assurance volontaire ; prise en charge des cotisations par l'aide sociale.

— **M. Jean Fontaine** (n° **39394**) : **Emploi à la Réunion** [5 décembre 1980] (p. 4699) : indemnisation du chômage ; diminution progressive de l'activité des chantiers de développement ; politique active de création d'emplois.

— **M. Emmanuel Hamel** (n° **39501**) : **Population immigrée dans le département du Rhône** [5 décembre 1980] (p. 4700, 4701) : favoriser le retour volontaire des immigrés dans leur pays ; problèmes de coexistence dus à la crise ; arrêt de toute nouvelle immigration ; accord de coopération-retour franco-algérien et franco-sénégalais ; philosophie générale du Gouvernement sur la vie des étrangers en France : égalité des droits, respect de la différence ; effort du fonds d'action sociale ; extension du droit d'association des travailleurs étrangers ; consultation des communes ; ouverture de centres de vacances à l'étranger.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'état civil des Français par acquisition** (n° **2179, 39**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [16 mai 1978] (p. 1722) : l'approbation par le Gouvernement de l'avis exprimé par le rapporteur. **Discussion des articles. Article 1** (p. 1722) : l'acceptation par le Gouvernement de l'amendement n° 1 de la commission. **Article 12** (p. 1723) : l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de la commission. **Article 13** : l'acceptation par le Gouvernement de l'amendement n° 3 de la commission. **Article 14** : l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 4 de la commission. **Article 16** : l'acceptation par le Gouvernement de l'amendement n° 5 de la commission. **Article 17** : l'avis favorable du Gouvernement **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [29 juin 1978] (p. 3636) : avis favorable du Gouvernement sur le texte de la commission mixte paritaire.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Travail et santé. — II. **Travail et participation. Formation professionnelle. Discussion générale** [27 octobre 1978] (p. 6828) : revalorisation des salaires des travailleurs manuels par des accords concernant les branches prioritaires ; nécessaire harmonisation des législations européennes ; détournement d'emplois et concurrence envers les artisans créés par le travail clandestin ; problème de la durée du travail ; abaissement de la durée du travail par la loi sur le repos compensateur ; projet de participation dans l'atelier ; volonté de favoriser l'alphabétisation et l'action culturelle en faveur des immigrés ; (p. 6829) : maintien de l'engagement financier pour le logement et l'alphabétisation des travailleurs immigrés ; mauvaise gestion de l'association pour l'enseignement des étrangers justifiant sa dissolution ; reprise des cours de formation par d'autres associations ; institution d'une semaine de dialogue entre les Français et les immigrés ; arrivée d'immigrés du Sud-Est asiatique. **Examen des crédits** [27 octobre 1978]. **Etat B - Titre IV** (p. 6835) : oppose l'article 42 de l'ordonnance du 2 janvier 1959 à l'amendement n° 119 de M. Maurice Nilès ; refuse l'affectation de logements réservés aux travailleurs immigrés ; risque de faillite des foyers ; limitation de l'augmentation de la redevance à

6,5 % par an ; mise en place d'une structure de concertation dans les foyers au niveau du foyer et au niveau national ; problème de la définition du résidant et des modalités d'application de l'APL ; montant de la redevance pour 1979 ; (p. 6836) : nécessité de reprendre la construction de foyers dans Paris.

— **Sur le rappel au règlement de M. Jean Fontaine** [18 mai 1979] (p. 4019, 4020) : l'important est d'obtenir une réponse sur le fond, même si elle n'est pas donnée par le ministre de l'agriculture.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° 1290). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Travail et participation. Formation professionnelle. Discussion générale [25 octobre 1979] (p. 8965) : problème des rémunérations des travailleurs manuels ; amélioration des conditions de travail ; efficacité de l'action engagée contre le travail noir ; dotation au fonds d'aménagement des conditions de travail orientée en priorité sur les PME ; succès du livret d'épargne manuelle ; problème de l'encouragement au départ des immigrés portugais et espagnols ; maintien des droits acquis pour les travailleurs immigrés ; la décision suivant laquelle la préretraite ne peut être obtenue en dehors de la France est une décision contractuelle ; (p. 8966) : augmentation des crédits du fonds d'action sociale ; maintien du budget de l'Office national de l'immigration ; augmentation de l'effort en matière de logement ; la gestion de la SONACOTRA ; fin proche des grèves des redevances dans les foyers ; progrès considérable de la scolarisation des immigrés.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° 1933). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Travail et participation. Discussion générale [27 octobre 1980] (p. 3153) : action « travail manuel » dépassant le cadre du budget du secrétariat d'Etat ; développement de l'enseignement technique : bac technique, apprentissage, CAP, IUT ; accroissement du pouvoir d'achat des travailleurs manuels ; amélioration des conditions de travail ; prévention des accidents ; négociations en cours sur la durée du travail ; (p. 3154) : étude d'un statut du travail à domicile ; travail noir ; financement de la semaine du travail manuel et de l'association nationale pour la revalorisation du travail manuel ; information de la commission ; équilibre entre les actions d'information et les autres ; droit au maintien de tout étranger qui est déjà légalement en France ; plus d'accueil pour de nouveaux immigrants ; encouragement au retour volontaire ; accord franco-algérien de septembre 1980 ; financement de l'aide au retour ; émotion du Gouvernement devant le tremblement de terre d'El Asnam ; départ des immigrés et résorption du chômage ; (p. 3155) : exemple des usines Peugeot ; vigilance du Gouvernement dans la lutte contre le racisme ; action en faveur du logement ; problème des logements familiaux ; fonds d'action sociale ; rapport « culture et immigration » ; immigration et démographie ; fondement juridique de l'aide au retour et décisions prises pour en refuser le bénéfice aux Espagnols et aux Portugais ; problème des étrangers handicapés ; répression des employeurs clandestins.

— **Répond à la question de M. Yvon Tondon** (p. 3159) : amélioration des conditions de travail ; semaine du travail manuel ; conditions des travailleurs immigrés.

— **Répond à la question de M. Bernard Marie** (p. 3164) : difficulté d'estimer le nombre des travailleurs au noir inscrits au chômage ; mesures de lutte contre les utilisateurs du travail noir.

— **Répond à la question de M. René Caille posée par M. Charles Miossec** (p. 3165) : défend les campagnes d'information menées par le secrétariat d'Etat au travail manuel et appréciées par les ouvriers ; connaissance par les fonctionnaires du ministère du travail de la condition ouvrière.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'échange de lettres franco-algérien relatif au retour en Algérie de travailleurs algériens et de leur famille ainsi que la convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire sur la sécurité sociale** (n° 2032). **Première lecture. Discussion générale** [21 novembre 1980] (p. 4269) : politique d'immigration de la France ; notion de coopération retour ; (p. 4270) : dossier retour ; problème du financement des 35.000 retours annuels prévus.

SUCHOD (Michel)

Député de la Dordogne
(2e *circonscription*)
(*S*).

Elu le 30 novembre 1980.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 décembre 1980] (p. 4520).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 5 décembre 1980] (p. 2862).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 décembre 1980] (p. 2853).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 18 décembre 1980] (p. 2982).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 18 décembre 1980] (p. 2982), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Résultats électoraux** [3 décembre 1980] (p. 4577) : commentaires relatifs aux élections partielles.

— **Retransmission à la télévision d'une déclaration de M. Mitterrand** [17 décembre 1980] (p. 4966) : mise en cause du comportement à l'étranger de François Mitterrand par le Premier ministre ; réponse non intégralement transmise à la télévision.

SUDREAU (Pierre)

Député du Loir-et-Cher
(1re circonscription)
(App. UDF).

Elu le 12 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1100).

S'apparente au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 12 octobre 1979] (p. 2553), [*J.O.* du 4 avril 1981] (p. 857), [*J.O.* du 5 avril 1981] (p. 961).

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Surveillance et entretien des ponts** [26 avril 1978] (p. 1366, 1367) : leur importance mise en évidence par une série d'incidents graves qui ont affecté des ponts sur la Loire.

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes actuels de la Sécurité sociale** (n° **252**). **Discussion** [23 mai 1978] (p. 1941) : déséquilibre financier de la sécurité sociale ; complexité du système aggravant les inégalités sociales ; charge des déficits des régimes spéciaux reposant sur le régime général et le budget de l'Etat ; frais de gestion alourdis par la multiplicité des caisses ; mode de financement du système actuel contraire à une politique active de l'emploi ; exemple du pacte national pour l'emploi du 5 juillet 1977 ; diminution des recettes de la sécurité sociale quand le chômage augmente ; autodestruction du système ; trois nécessités : prise de conscience collective pour éviter les gaspillages, réforme totale du système, instauration d'un contrôle du Parlement ; (p. 1942) : identité juridique du budget de l'Etat et du budget de la sécurité sociale ; priorité des dépenses de santé et sacrifice des prestations familiales ; Sécurité sociale, système d'assurance ou moyen d'atténuer les inégalités ; financement fondé sur des cotisations salariales ou sur un appel à l'impôt.

— **Rappel au règlement** [16 novembre 1978] (p. 7738) : demande une enquête sur les propos scandaleux d'un professeur d'université (Robert Faurisson) constituant une véritable apologie de crime de guerre.

— **Projet de loi modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** (n° **706**). **Première lecture. Discussion générale** [12 décembre 1978] (p. 9255) : absence de concertation avec le Parlement pour l'élaboration du texte ; (p. 9256) : rôle économique des collectivités locales qui pourraient contribuer à la relance économique ; texte en contradiction avec certaines déclarations des membres du Gouvernement et le discours du Président de la République à Vichy ; texte pénalisant les villes centres, les grandes villes et les agglomérations urbaines ; réduction des moyens financiers de nombreuses villes en 1979 ; système fiscal actuel non démocratique ; compensation des insuffisances de la taxe professionnelle par la taxe d'habitation ; urgence de la réforme des finances locales ; nécessité de maîtriser les budgets locaux et nécessité d'une nouvelle répartition des ressources fiscales entre les collectivités locales et l'Etat ; dépenses d'équipement des collecti-

vités locales supérieures à celles de l'Etat tandis que leurs ressources ne représentent que 17 % de la masse fiscale du pays ; mouvement de colère naissant à l'encontre de la taxe d'habitation.

— **Déclaration du Gouvernement sur l'échelle des peines criminelles et débat de réflexion et d'orientation sur cette déclaration** (n° **1191**). **Discussion** [26 juin 1979] (p. 5690) : existence de problèmes de société plus importants que celui de la peine de mort, exemple des accidents de la route ; (p. 5691) : caractère irrécupérable de certains criminels ; estime l'incarcération à vie plus cruelle que la mort ; nécessité de réformer la procédure pénale : motivation des arrêts de cour d'assises, institution d'une voie d'appel, conservation de la peine de mort pour les cas les plus graves, suppression de la guillotine ; souhaite la réorganisation du système pénitentiaire.

— **Projet de loi portant aménagement de la fiscalité directe locale** (n° **689**). **Première lecture. Discussion générale** [4 octobre 1979] (p. 7782) : approuve la réalisation de simulations et l'élargissement de l'assiette de la taxe professionnelle ; rôle économique des collectivités locales ; (p. 7783) : nécessité d'une meilleure répartition de la masse fiscale entre les collectivités locales et l'Etat ; caractère anti-démocratique de la taxe professionnelle instituée en 1975 car les élus locaux ne connaissent pas le rendement de la taxe professionnelle au moment du vote du budget ; compensation de l'insuffisance du rendement de la taxe professionnelle par la taxe d'habitation.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture. Discussion générale** [17 octobre 1979] (p. 8346) : insuffisante modification des comportements depuis la crise de l'énergie ; révolution de l'énergie et de la démographie ; désorganisation des circuits monétaires ; insuffisante réaction de l'Europe et de la France ; (p. 8347) : les causes de l'inflation : dérapage des prix, accélération du rythme de l'accroissement des charges sociales ; nécessité de mettre en œuvre la procédure de contrôle parlementaire du budget social de la nation ; nécessité de reconquérir le marché intérieur car l'équilibre extérieur est avant tout une affaire intérieure, de revitaliser certains secteurs clés, d'encourager les exportations, de développer la recherche et l'innovation, d'accélérer le rythme des économies d'énergie ; nécessité d'encourager les exportations par une réorganisation des structures du commerce extérieur ; (p. 8348) : facture énergétique de la France : 90 milliards de francs ; suggère le lancement d'un emprunt progressif par tranche de 20 milliards de dollars par la Communauté européenne.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère** (n° **1642**). **Discussion** [17 avril 1980] (p. 488) : déstabilisation en Asie, en Afrique, en Amérique latine et au Proche-Orient ; risques de guerre ; course aux armements nucléaires ; menaces nucléaires ; dépenses militaires mondiales ; recherches militaires ; dissuasion nucléaire ; explosion démographique ; détérioration des rapports américano-soviétiques ; (p. 489) : détente ; otages américains en Iran ; recyclage des dollars flottants.

— **Projet de loi tendant à instituer des mesures de prévention des difficultés dans les entreprises** (n° **974**). **Première lecture. Discussion générale** [18 avril 1980] (p. 586) : rapport sur la réforme de l'entreprise ; situation de guerre économique ; chômage ; vétusté de la loi fondamentale sur les sociétés ; exécution du rapport sur la réforme de l'entreprise.

T

TADDEI (Dominique)

Député du Vaucluse
(1re circonscription)
(S).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre suppléant du conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche [*J.O.* du 22 décembre 1978] (p. 4241).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant l'augmentation de la quote-part de la France au Fonds monétaire international** (n° 7). **Première lecture. Discussion générale** [18 avril 1978] (p. 1168) : la crise économique ; le caractère tronqué du projet ; la responsabilité des Etat-Unis dans le désordre monétaire ; (p. 1169) : leurs privilèges au sein du Fonds monétaire international ; son hostilité au projet.

— **Rappel au règlement** [18 mai 1978] (p. 1820) : intervention militaire française au Zaïre ; devoir du Gouvernement d'informer l'Assemblée.

— **Projet de loi de programme sur les musées** (n° 119). **Première lecture. Discussion générale** [18 mai 1978] (p. 1821) : le caractère limité du projet ; (p. 1822) : le non-respect des engagements pris dans le passé en matière de politique culturelle ; les disparités Province-Paris ; les créations de musées nationaux : le musée de la Renaissance d'Ecouen, le musée Picasso, le musée d'Orsay ; l'absence d'études sérieuses pour la création du musée d'Orsay ; (p. 1823) : la sécurité au Louvre ; le caractère traditionnel de la conception muséale contenue dans le projet ; l'absence de réforme de structures des musées ; le caractère arbitraire du classement des musées ; les écomusées ; l'absence de réflexion sur le patrimoine local ; le caractère conservateur de la politique contenue dans le projet de loi. **Discussion de l'article unique. Avant l'Article unique** (p. 1835) : son sous-amendement n° 19 à l'amendement n° 3 de la commission ; rejeté. **Article unique et annexe** (p. 1836) : son amendement n° 17 : suppression des crédits affectés à la réalisation du musée d'Orsay, la pénurie des crédits pour les musées ; les risques de dépassement des crédits prévus pour le musée d'Orsay ; rejeté. **Après l'Article unique** (p. 1839) : approuve l'amendement n° 2 de la commission des finances : la nécessité de garantir le parallélisme de la progression des crédits de fonctionnement et des crédits d'équipement ; (p. 1839) : soutient l'amendement n° 10 de M. Hubert Dubedout : obligation faite au Gouvernement de procéder au recensement des besoins en investissements des collectivités territoriales en ce qui concerne les musées ; rejeté ; (p. 1840) : son amendement n° 16 : abrogation du décret créant l'établissement public constructeur du musée d'Orsay ; rejeté. **Vote sur l'ensemble** (p. 1840) : l'im-

possibilité du dialogue avec le Gouvernement ; l'absence de politique des musées ; (p. 1841) : l'abstention du groupe socialiste dans le vote de ce projet.

— **Projet de loi complétant la loi n° 74-696 du 7 août relative à la radiodiffusion et à la télévision** (n° 250). **Première lecture. Discussion générale** [7 juin 1978] (p. 2616) : conception socialiste du monopole impliquant neutralité et pluralisme ; conception gouvernementale du monopole, moyen d'accaparer le pouvoir ; non-publication de décrets d'application de la loi de 1974 qui auraient permis de favoriser des expériences de télévision locale ; ses doutes sur l'intérêt manifesté par le Gouvernement pour les radios locales ; renforcement du dispositif pénal, réponse du Gouvernement à une demande sociale croissante d'expression sur le plan local ; remise en cause du monopole par l'évolution des techniques ; trois écueils à éviter dans un nouveau système : étatisation des radios locales, privatisation des radios locales conduisant à la mainmise des puissances d'argent : exemple de l'Italie, municipalisation des radios locales devenant l'appendice audiovisuel du bulletin municipal ; (p. 2617) : intention du groupe socialiste de soumettre au Parlement une proposition de loi esquissant une solution expérimentale : financement obligatoirement public mais ne provenant pas du seul Etat, liberté d'accès à l'antenne de toutes les opinions, cahier des charges défini par le législateur, gestion tripartite des stations. **Discussion de l'article unique** [7 juin 1978]. **Après l'Article unique** (p. 2643) : son sous-amendement n° 10 à l'amendement n° 4 de la commission : renforcement du caractère contraignant de l'amendement n° 4, cadre législatif pour les futures radios locales ; rejeté. **Explications de vote** (p. 2645) : caractère répressif du texte gouvernemental ; absence de réponse du Gouvernement sur le problème de l'expression régionale ; le vote hostile du groupe socialiste.

— **Projet de loi relatif à l'orientation de l'épargne vers le financement des entreprises** (n° **320 rectifié**). **Première lecture. Discussion générale** [21 juin 1978] (p. 3226) : **oppose la question préalable** ; impossibilité de fixer définitivement le régime des prix ; caractère conjoncturel de l'évolution de la masse monétaire ; absence de maîtrise des conditions structurelles de l'inflation ; dégradation de la situation économique ; absence de lien entre relance de l'investissement privé et relance de l'emploi ; prévisions d'augmentation du chômage ; (p. 3227) : l'augmentation des fonds propres des entreprises n'a pas pour conséquence une augmentation éventuelle des investissements privés ; exemple du Japon ; politique d'investissement public menée par les collectivités locales ; rôle moteur de l'investissement public pour l'investissement privé ; absence de lien entre augmentation de l'activité boursière et augmentation du taux d'épargne ; absence d'analyse des causes structurelles du marasme boursier ; existence de multiples régimes d'incitation fiscale ; absence d'amélioration du marché boursier apportée par l'avoir fiscal ; non-reprise en compte de l'épargne populaire par le texte ; (p. 3228) : absence de mesures pour protéger la petite épargne de l'érosion monétaire ; proposition socialiste d'indexation du livret A de caisse d'épargne ; création d'un régime supplémentaire de détaxation favorable aux tranches supérieures du barème de l'IRPP ; le projet s'applique essentiellement aux professionnels de la bourse ; question préalable rejetée par scrutin public (p. 3230). **Discussion des articles** [22 juin 1978]. **Article 22** (p. 3317) : soutient l'amendement n° 66 de M. Christian Pierret : autorisant les sociétés et mutuelles d'assurances à consentir des prêts participatifs ; adopté ; soutient l'amendement n° 67 de M. Christian Pierret : élargissement du champ d'application des prêts participatifs aux entreprises artisanales, agricoles et maritimes ; repoussé. **Après l'Article 23** (p. 3318, 3319) : soutient l'amendement n° 69 de M. Christian Pierret : subordination de l'octroi d'un prêt participatif à la présentation par l'entreprise d'un plan de maintien et de création d'emplois ; disparition du caractère participatif du prêt pour les entreprises réduisant leurs effectifs ; repoussé. **Après l'Article 27** (p. 3321) : soutient le sous-amendement de M. Alain Savary à l'amendement n° 44 de la commission : avis des établissements publics régionaux sur l'octroi de prêts participatifs de l'Etat ; repoussé ; dénonce la procédure anormale qui a abouti à un compromis entre le Gouvernement et la majorité et les mauvaises conditions du travail législatif. **Article 29** (p. 3329) : sur l'amendement n° 53 de M. René de Branche, participation de l'épargne déposée auprès des caisses d'épargne à l'activité productive du pays. **Explications de vote** (p. 3336) : rejet par le Gouvernement et la majorité des propositions sociales au cours du débat ; vote hostile du groupe socialiste.

— **Rappel au règlement** [22 juin 1978] (p. 3316, 3317) : confusion du débat ; s'étonne que la commission des finances ait délibéré dans des conditions irrégulières.

— **Rappel au règlement** [22 juin 1978] (p. 3332, 3333). **Après l'Article 29** : motifs de l'irrecevabilité des amendements relatifs à l'indexation de l'épargne populaire.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture. Discussion générale** [12 octobre 1978] (p. 5993) : dénonce l'idée selon laquelle le marché commun profite à toute l'agriculture française ; insuffisance de l'aide européenne accordée aux producteurs de fruits et légumes ; danger de l'élargissement sans condition de la communauté européenne ; (p. 5994) : demande qu'un débat parlementaire soit organisé sur l'élargissement de la communauté.

Première partie :

Discussion des articles [17 octobre 1978] : **Article 12** (p. 6123) : approuve la réduction de la TVA sur le cinéma ; regrette qu'elle n'entre en vigueur que le 1er novembre 1979 ; crise du cinéma ; avenir des salles d'art et d'essai. **Article 30** (p. 6171) : problèmes des salles d'art et d'essai ; (p. 6172) : affectation de 60 millions de recettes nouvelles attendus de l'augmentation de la taxe spéciale additionnelle ; s'inquiète des transferts de ressources du cinéma vers la télévision ; (p. 6173) : refuse toute ingérence des hommes politiques dans la création artistique ; souhaite une désignation démocratique de la commission d'avances sur recettes.

Deuxième partie :

Culture et communication. Discussion générale [18 octobre 1978] (p. 6266) : le nouveau découpage ministériel entre la culture et l'environnement donne la haute main au ministère de l'environnement sur l'architecture ; (p. 6267) : mise en coupe réglée de l'architecture et de la création du cadre de vie ; insuffisance du budget ; création d'une direction du patrimoine et régression des moyens ; efforts faits en faveur des musées ; incertitude sur l'avenir des enseignements artistiques ; non-respect du plan décennal de l'enseignement musical ; crise des écoles d'art ; exemple de l'école de Metz ; (p. 6268) : insuffisance des crédits accordés aux théâtres lyriques municipaux ; réduction des crédits du théâtre de Chaillot ; nécessité de contrats pluriannuels avec les troupes théâtrales ; progression de 7 % des crédits des maisons de la culture et des centres d'action culturelle ; scandaleux déséquilibre entre Paris et la province.

Radiodiffusion et télévision. Discussion générale [26 octobre 1978] (p. 6723) : crise de la SFP provoquée délibérément par le pouvoir grâce à la loi de 1974 ; responsabilité des sociétés de programme choisissant systématiquement les entreprises étrangères ou privées et jouant contre la SFP ; échec de l'expérience de diversification des activités de la SFP ; baisse de la qualité des programmes et début de recul de l'audience ; politique gouvernementale incertaine à l'égard de l'INA et de TDF ; problème du maintien de l'emploi dans les sociétés de télévision et en particulier à la SFP ; (p. 6724) : nécessité de revenir à la notion de service public pour la production de radio et de télévision ; souhaite l'établissement d'une programmation pluriannuelle entre les sociétés de programme et la SFP ; nécessité d'une convention collective couvrant la totalité des travailleurs de l'audiovisuel ; absurdité du système actuel de collecte et de répartition de la redevance télévision.

— **Projet de loi relatif aux fonds communs de placement** (n° **379**). **Première lecture. Discussion générale** [21 novembre 1978] (p. 8073) : politique économique du Gouvernement favorisant exclusivement le financement des entreprises ; pas d'adéquation entre les moyens financiers des entreprises et leur volonté d'investir ; stimulation de la bourse incapable de redonner les moyens financiers aux entreprises ; imprécision du projet et recours excessif à des décrets d'application ; (p. 8074) : omnipotence du gérant et absence de garanties réelles pour les apporteurs de fonds ; projet organisant pour les possédants un nouveau moyen d'évasion fiscale ; incapacité des fonds communs de placement à développer l'activité des places financières de province ; vote hostile du groupe socialiste ; (p. 8077) : pas de lien mécanique entre l'importance des fonds propres des entreprises et le volume de l'investissement privé ; insuffisance de la consommation des salariés due à la politique gouvernementale des revenus.

— **Projet de loi relatif aux sociétés d'investissement à capital variable** (n° **630**). **Première lecture. Discussion générale** [21 novembre 1978] (p. 8097) : impossibilité pour les gens modestes d'utiliser une réglementation trop complexe.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture. Discussion générale** [17 octobre 1979] (p. 8341) : problème de la contribution de la France à la Communauté européenne ; (p. 8342) : difficultés de l'agriculture méridionale du fait de la politique agricole commune ; exemple de la viticulture et des fruits et légumes ; dangers de l'élargissement de la Communauté ; manquements des partenaires européens aux règles communautaires.

Deuxième partie :

Culture et communication. Discussion générale [26 octobre 1979] (p. 9026) : politique culturelle du Gouvernement fondée sur le conservatisme, l'alibi parisien avec en toile de fond une misère accrue ; (p. 9027) :

conservatisme politique et priorité accordée à la conservation du patrimoine ; stagnation des crédits d'entretien des monuments historiques ; aggravation du centralisme à l'exception du développement culturel de Lyon du fait des ambitions politiques de M. Barre ; insuffisance des crédits de la culture ; pas de création d'emploi ; (p. 9028) : réduction des crédits affectés aux bibliothèques ; pas d'augmentation des moyens de fonctionnement des maisons de la culture ; situation inquiétante du théâtre de Chaillot ; transfert de charges sur les collectivités locales ; effort en faveur de l'enseignement musical ; mainmise croissante des grands groupes financiers multinationaux sur la vie culturelle ; (p. 9034) : effort acocmpli par la ville d'Avignon en faveur de ses monuments.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **1600**). **Lettre rectificative** (n° **2098**). **Première lecture. Discussion générale** [4 décembre 1980] (p. 4634) : texte évoquant l'inventaire de Prévert ; (p. 4635) : nécessité de modifier la procédure des DDOF ; conditions de travail de l'Assemblée ; ticket modérateur d'ordre public ; rôle de M. Robert-André Vivien dans le report du débat sur le VIII[e] Plan. **Discussion des articles : Avant l'Article premier** (p. 4640) : soutient l'amendement n° 39 de M. René Gaillard : régime fiscal des sociétés coopératives ouvrières de production ; rejeté. **Après l'Article premier** : soutient l'amendement n° 41 de M. Laurent Fabius : exonération de la taxe sur les salaires des associations employant moins de trois salariés ; rejeté ; (p. 4641) : soutient l'amendement n° 40 de M. Laurent Fabius : remboursement de la TVA aux associations ; rejeté. **Article 2** (p. 4643) : soutient l'amendement n° 119 de M. Hubert Dubedout : exonération de la TVA des locations d'emplacements de stationnement non couverts et couverts en régie municipale ; rejeté ; (p. 4644) : conteste le décompte des voix effectué par la Présidence sur l'amendement n° 119. **Article 4** (p. 4645) : son amendement n° 120 : suppression de l'article 4 ; adopté. **Article 5** (p. 4646) : liberté des prix du livre et destruction du réseau d'éditeurs et de libraires. **Article 11** (p. 4650) : regrette que la réforme prévue par l'article 11 ne concerne que les débits de tabac. **Après l'Article 11** (p. 4651) : son amendement n° 43 rectifié : revalorisation en fonction des nouveaux prix des droits et taxes acquittés sur les stocks pétroliers ; rejeté ; réalité des plus-values sur stocks réalisés par les compagnies pétrolières. **Article 13** (p. 4652) : son amendement n° 121 : suppression de l'article 13 ; rejeté. **Après l'Article 13** (p. 4653) : son amendement n° 156 : règlement mensuel des commissions dues aux voyageurs représentants de commerce ; non soutenu. **Article 15** (p. 4655) : son amendement n° 157 : suppression de l'article 15 ; son intention de retirer son amendement si le Gouvernement s'engage à ce que le texte de l'article 15 ne s'applique qu'aux mutations qui ne doivent pas faire l'objet d'une exploitation agricole ; amendement n° 157 retiré. **Après l'Article 15** (p. 4656) : organisation du débat en séance publique et en commission des finances. **Article 16** (p. 4659) : soutient l'amendement n° 123 de M. Christian Pierret : suppression de l'article 16 ; rejeté ; article 16 favorisant les possibilités de fraude douanière. **Après l'Article 16** (p. 4664) : attaque en règle de la majorité contre la législation des plus-values ; échec du septennat de M. Giscard d'Estaing en matière de réforme fiscale. **Avant l'Article 17** (p. 4667) : soutient l'amendement n° 44 corrigé de M. Laurent Fabius : attribution d'une part supplémentaire de quotient familial aux contribuables mariés invalides ; rejeté. **Article 17** (p. 4669) : son amendement n° 124 corrigé : service de l'allocation aux adultes handicapés jusqu'à ce que le relais soit effectivement pris par le paiement d'un avantage vieillesse ; adopté. **Après l'Article 18** (p. 4670) : son amendement n° 125 : interdisant tout contrôle médical des arrêts de travail exercé par d'autres médecins que les médecins-conseils du régime de sécurité sociale ; rejeté ; [5 décembre 1980] : **Article 19** *bis* (p. 4680) : son amendement n° 126 : suppression de l'article 19 *bis* ; rejeté ; critique la possibilité donnée au ministre chargé de la sécurité sociale de choisir dans une convention collective les dispositions qui lui agréent et celles qu'il repousse. **Article 19** *quater* (p. 4681) : son amendement n° 127 : suppression de l'article 19 *quater* ; rejeté ; estime anormal que les laboratoires non conventionnés puissent faire bénéficier leurs clients de droits attachés à la convention ; (p. 4682) : son amendement n° 128 : obligeant les laboratoires non conventionnés à signaler à leurs clients que leurs prestations ne sont pas remboursées par la sécurité sociale ; adopté. **Après l'Article 23** (p. 4685) : soutient l'amendement n° 5 rectifié de M. Autain : suppression du ticket modérateur d'ordre public ; retiré ; effort de concertation avec la mutualité ; soutien populaire apporté aux mutualités attaquées par le décret du 15 janvier 1980 ; (p. 4686) : conditions d'examen par la commission des finances des amendements sur le ticket modérateur d'ordre public ; nécessité d'abroger l'article 20 de l'ordonnance du 21 août 1967 ; (p. 4691) : s'oppose à l'amendement n° 65 de M. Tranchant : caractère antisocial de la politique de la majorité ; (p. 4692) : s'oppose au sous-amendement n° 182 de M. Gantier à l'amendement n° 65 de M. Tranchant se traduisant

par un blocage des ressources des œuvres sociales d'EDF ; (p. 4693) : volonté de la majorité de combattre l'inflation seulement quand elle avantage les travailleurs. **Article 25** (p. 4723) : son amendement n° 129 : suppression de l'article 25 ; rejeté. **Article 42** *bis* (p. 4738) : son amendement n° 150 : maintien intégral des avantages acquis des agents de la caisse nationale de crédit agricole ; rejeté ; son amendement n° 151 : fixant un cadre pour le décret réglant le statut des personnels de la caisse nationale de crédit agricole régis par le règlement intérieur ; rejeté.

TAILLEUR (Jacques)

Député de l'Eure
(4e circonscription)
(RPR).

Elu le 18 janvier 1981 [*J.O.* du 21 janvier 1981] (p. 299).

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 21 janvier 1981] (p. 299).

S'inscrit au groupe de rassemblement pour la République [*J.O.* du 23 janvier 1981] (p. 325).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

TASSY (Marcel)

Député des Bouches-du-Rhône
(8e circonscription)
(C).

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1098).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1980] (p. 88).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1978] (p. 1112), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre suppléant du Haut Conseil de l'audiovisuel [8 juin 1978] (p. 2729), [9 juin 1978] (p. 2762).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi adopté par le Sénat réglementant la publicité extérieure et les enseignes [26 octobre 1978] (p. 6773).

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de l'information publique [*J.O.* du 16 mars 1979] (p. 610).

DÉPOTS

— **Proposition de loi tendant à la réduction du temps de travail hebdomadaire** (n° **1091**) [22 mai 1979].

— **Proposition de loi** tendant à étendre **aux expertises pénales les règles relatives aux droits de la défense** (n° **1241**) [28 juin 1979].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Direction de l'agence France-presse** [31 mai 1978] (p. 2289) : inquiétude des journalistes devant les pressions du pouvoir sur l'agence France-presse.

— **Agression contre un journaliste** [18 octobre 1978] (p. 6237) : caractère anticommuniste de l'agression de policiers contre le rédacteur en chef de *La Marseillaise ;* nécessité de mettre fin à cette discrimination et de garantir les libertés constitutionnelles.

— **Recrutement de journalistes à la télévision française** [20 décembre 1978] (p. 9748) : exclusion des journalistes communistes des journaux radio-télévisés.

— **Droit des Français à l'information** [29 octobre 1980] (p. 3260) : existence d'un « parti unique de l'information » ; temps insuffisant consacré aux luttes ouvrières ; libération et démocratisation des ondes.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'emploi des jeunes** (n° 249). **Première lecture. Discussion des articles** [6 juin 1978]. **Article 3** (p. 2550) : son amendement n° 3 : application du droit du travail aux stagiaires, rémunération des stages égale au SMIC ; volonté d'éviter une discrimination entre les travailleurs ; rejeté par scrutin public.

— **Projet de loi complétant la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relative à la radiodiffusion**

et à la télévision (n° 250). **Première lecture. Discussion générale** [7 juin 1978] (p. 2633) : caractère purement répressif du texte ; (p. 2634) : nécessité de la décentralisation de la radio et de la télévision ; absence d'indépendance de FR 3 ; caractère de « stations préfectures » des stations régionales ; audience insuffisante des élus communistes dans les émissions du département des Bouches-du-Rhône ; proposition communiste de mise en place de radios locales à caractère pluraliste dans le cadre du service public par les conseils municipaux. **Discussion de l'Article unique** (p. 2641) : soutient l'amendement n° 5 de suppression de M. Jack Ralite ; caractère purement répressif de l'article unique ; proposition communiste : mise en place de stations de radios locales dans les communes sur décisions des conseils municipaux ; déclaration de M. Yvan Levaï à Europe n° 1 sur les positions communistes ; gestion des stations de radios locales par des représentants des conseils municipaux, du service public de radio-télévision, des personnels de stations locales et des usagers ; rejeté. **Après l'Article unique** (p. 2644) : son amendement n° 7 soutenu par M. Jack Ralite : modification de la loi du 7 août 1974 ; garantie du pluralisme de l'information ; rejeté.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° 560). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Environnement et cadre de vie. — II. Cadre de vie et logement. Discussion générale [25 octobre 1978] (p. 6672) : délabrement des HLM ; insuffisance des moyens budgétaires affectés à la réhabilitation des HLM ; conséquences néfastes de la remise en cause de la loi de 1948 sur les loyers ; (p. 6673) : propositions communistes en matière de HLM.

Services du Premier ministre. — I. Services généraux. Aménagement du territoire. Discussion générale [16 novembre 1978] (p. 7770) : « déménagement du territoire » ; politique de redéploiement consistant à favoriser la consolidation des grands groupes industriels ; autorisation de licenciements massifs dans les secteurs en déclin ; réalisation d'investissements nouveaux peu créateurs d'emplois ; absence de grands projets dans les secteurs de pointe ; déclin du potentiel économique de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur.

Information. Discussion générale [16 novembre 1978] (p. 7796) : insuffisance du débat sur l'information ; dispersion des crédits de l'information rendant difficile leur examen ; situation préoccupante des industries graphiques ; 60 % des périodiques et 40 % des livres français fabriqués à l'étranger ; insuffisant pluralisme de l'information ; inapplication des ordonnances de 1944 ; assimilation de la presse à une marchandise ; projet de l'AFP concernant la copie « synthétique » ; (p. 7797) : nomination de personnalités favorables au pouvoir à la tête des grands organes d'information : « giscardisation » de l'information ; nécessité d'assurer la modernisation de la presse ; souhaite l'élaboration d'un statut des journalistes et d'un statut garantissant l'indépendance de l'agence France-presse.

— **Rappel au règlement** [21 décembre 1978] (p. 9801) : demande une enquête relative à l'intervention de la police à l'intérieur de la mairie de Saint-Nazaire au cours de négociations au sujet des chantiers de l'Atlantique.

— **Projet de loi relatif à l'aide aux travailleurs privés d'emploi** (n° 795). **Discussion générale** [21 décembre 1978] (p. 9827) : caractère dramatique de la situation de l'emploi dans la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur ; chômage pénalisant les jeunes et les travailleurs qualifiés. **Discussion des articles** [21 décembre 1978]. **Article L 351-12 du code du travail** (p. 9857) : son amendement n° 78 de suppression, soutenu par M. Jack Ralite ; rejeté. **Article L 351-13 du code du travail** (p. 9858) : son amendement n° 79 de suppression, soutenu par M. Jack Ralite ; devenu sans objet. **Article 4** (p. 9861) : son amendement n° 83 de suppression soutenu par Mme Gisèle Moreau ; rejeté. **Article 8** (p. 9863) : son amendement n° 86 de suppression soutenu par M. Maxime Kalinsky ; rejeté.

— **Projet de loi réglementant la publicité extérieure et les enseignes** (n° 582). **Première lecture. Discussion générale** [17 avril 1979] (p. 2649) : soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Juquin ; atteinte portée aux libertés par ce texte ; contenu du livre intitulé « la crise de la démocratie » qui inspire l'action du Gouvernement ; restriction au droit de l'affichage d'opinion ; absence de distinction entre affiche d'opinion et affiche publicitaire ; atteinte portée par le texte à l'art de l'affiche ; mainmise du Gouvernement sur la radiotélévision ; (p. 2650) : remise en cause du droit de grève, du droit de manifestation et du droit d'affichage ; contradiction entre le texte proposé et la loi de 1881 et la jurisprudence ; (p. 2651) : exception d'irrecevabilité rejetée au scrutin public. **Discussion des articles** [19 avril 1979]. **Article 11** (p. 2774) : soutient l'amendement n° 87 de M. Roger Gouhier : droit des conseils municipaux de fixer des emplacements supérieurs à une surface minimale donnée par le décret d'application ; rejeté. **Article 22** (p. 2793) :

son amendement n° 96 soutenu par M. Henry Canacos : conséquence de l'amendement n° 95 ; rejeté.

— **Projet de loi modifiant les modes d'élection de l'Assemblée territoriale et du Conseil de Gouvernement du territoire de la Nouvelle-Calédonie** (n° **925**). **Troisième lecture. Discussion des articles** [10 mai 1979]. **Article 6** (p. 3718) : vote hostile du groupe communiste sur l'ensemble du projet.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Radio-télévision [26 octobre 1979]. **Examen des crédits. Article 57 : Répartition du produit des droits constatés de la redevance pour droit d'usage des appareils de télévision** (p. 9053) : soutient son amendement n° 367 : interdisant d'utiliser la dotation de TDF pour procéder à des études préalables à la réalisation de satellites de diffusion directe avant que le Parlement en ait délibéré ; rejeté.

Services du Premier ministre. — I. Services généraux. Information. Examen des crédits [26 octobre 1979]. **Article 70 : Reconduction et aménagement du régime spécial des provisions pour entreprises de presse** (p. 9063) : soutient son amendement n° 362 : privant du bénéfice de l'article 39 *bis* du code général des impôts les entreprises de presse dont tout ou partie des publications est imprimé à l'étranger ; rejeté ; crise de l'industrie graphique française.

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1979] (p. 9182) : problème de l'entretien du parc HLM et de la prise en charge des dépenses d'entretien et de restauration ; souhaite que les banques consentent aux offices HLM des prêts à faible intérêt et à longue durée ; (p. 9210) : multiplication des expulsions, des saisies, des coupures de gaz et d'électricité.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique familiale** (n° **1408**). **Discussion** [21 novembre 1979] (p. 10463) : proteste contre le débat escamoté ; difficultés de la jeunesse ; (p. 10464) : exemple du chômage, des échecs de l'enseignement, de l'insuffisance des équipements collectifs et de la détérioration de l'environnement et du cadre de vie dans les villes ; crise morale atteignant les jeunes et les poussant à des attitudes négatives telles que la violence et la drogue ; manifestations des motards contre la vignette moto ; (p. 10465) : revendication de la jeunesse d'un droit au bonheur.

— **Discussion commune des motions de censure sur le projet de loi de finances pour 1980 (commission mixte paritaire) déposées, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. François Mitterrand et cinquante-deux de ses collègues et par M. Louis Odru et quatre-vingt cinq de ses collègues. Explications de vote** [17 décembre 1979] (p. 12140) : abus de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution portant atteinte aux droits du Parlement ; modification du budget imposée par les luttes des travailleurs ; exemple du prélèvement exceptionnel sur les sociétés pétrolières ; (p. 12141) : comédie RPR-UDF n'ayant pour objectif que d'aggraver l'austérité ; volonté de la majorité de porter atteinte aux rémunérations des fonctionnaires.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** (n° **1681**). **Première lecture. Discussion générale** [16 juin 1980] (p. 1876) : soutient la motion de renvoi en commission n° 1 corrigée de M. Lucien Villa ; insécurité utilisée par le pouvoir ; (p. 1877) : loi anti-casseur ; indépendance des magistrats ; répression de la fraude fiscale ; généralisation de la procédure des flagrants délits ; protection des victimes ; opposition des professions judiciaires au projet ; (p. 1878) : travaux de la commission ; nécessité d'un réexamen du code pénal et de la procédure pénale ; institution d'un comité d'études ; (p. 1880) : motion de renvoi en commission rejetée au scrutin public. **Discussion des articles** [21 juin 1980]. Après l'Article 47 (p. 2105) : son amendement n° 10 corrigé : sanctions de tout manquement aux obligations que lui impose son serment commis à l'audience par un avocat ; retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Education. Discussion générale [24 octobre 1980] (p. 3099) : les personnels de la fonction publique ne sont pas des « nantis » ; critique de la politique de redéploiement dans l'austérité ; conditions d'accueil et de formation des élèves ; formation permanente des maîtres ; résorption de l'auxiliariat ; enseignement technique ; enseignement maternel ; la qualité de l'école et l'égalité des chances passent par l'abaissement des effectifs des classes.

Radio-télévision. Discussion générale [4 novembre 1980] (p. 3531) : mainmise du Président de la République sur la télévision ; appauvrissement des aspects culturels et de loisirs populaires de la radio et de la télévision ; (p. 3532) : dévalorisation systématique du discours politique à la télévision ; anti-communisme ; absence d'information sur les luttes sociales ; (p. 3533) : répression des radios libres.

Services du Premier ministre. — 1. Services généraux : Information. Discussion générale [4 novembre 1980] (p. 3544) : mainmise du pouvoir giscardien sur la presse écrite ; (p. 3545) : conception communiste du rôle de la presse écrite et de sa place dans la vie du pays ; droit à l'information pluraliste ; valeur des principes des ordonnances de 1944 ; difficultés de la presse d'opinion ; problème des rapports entre la poste et la presse.

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au travail à temps partiel (n° 2033). Première lecture. Discussion générale [25 novembre 1980] (p. 4338) : projet visant les jeunes ; précarité de l'emploi des jeunes ; (p. 4339) : prévisions du VIII[e] Plan sur l'extension du chômage des jeunes ; propositions communistes en matière d'emploi des jeunes.

TAUGOURDEAU (Martial)

Député de l'Eure-et-Loir
(2[e] circonscription)
(RPR).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1099).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1978] (p. 1112), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'emploi des jeunes [22 juin 1978] (p. 3345).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les dispositions de l'article 7 de la loi n° 60-791 du 2 août 1960 relative à l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles [23 juin 1978] (p. 3430).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant réforme de la loi n° 68-978 du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur et relative aux études en pharmacie et au statut des personnels enseignants des unités d'enseignement et de recherche pharmaceutiques [15 novembre 1978] (p. 7711).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'apprentissage [20 décembre 1978] (p. 9773).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au contrat de travail à durée déterminée [20 décembre 1978] (p. 9774).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la durée maximale hebdomadaire du travail [20 décembre 1978] (p. 9774).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation agricole [*J.O.* du 12 mai 1979] (p. 1126).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures de financement de la sécurité sociale [*J.O.* du 20 décembre 1979] (p. 3206).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au maintien des droits en matière de sécurité sociale de certaines catégories d'assurés [*J.O.* du 15 décembre 1979] (p. 3171).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels (n° 1121) [*J.O.* du 14 juin 1980] (p. 1474).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises (n° 1167) [26 juin 1980] (p. 1586).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses (n° 1608) [1[er] juillet 1980] (p. 1639).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet

de loi instituant une assurance veuvage (n° 1734) [*J.O.* du 1er juillet 1980] (p. 1639).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Gérard Chasseguet tendant à modifier l'article 9 de la loi n° 78-2 du 2 janvier 1978 relative à la généralisation de la sécurité sociale (n° 1851) [2 octobre 1980] (p. 2555).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au travail à temps partiel [*J.O.* du 5 décembre 1980] (p. 2868).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Santé et sécurité sociale. Travail et santé. — I. **Section commune.** — III. **Santé et sécurité sociale. Discussion générale** [15 novembre 1979] (p. 10102) : nécessité d'éviter les créations abusives de lits sous la pression des élus municipaux par suite d'une fausse évaluation des besoins réels ; souhaite la modification des conseils d'administration des hôpitaux et le renforcement de la représentation des organismes payeurs par rapport aux élus ; nécessité de réformer la comptabilisation des actes médicaux par l'administration hospitalière ; souhaite le rétablissement du ticket modérateur pour le petit risque.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Santé et sécurité sociale. Travail et santé. — I. **Section commune.** — III. **Santé et sécurité sociale. Discussion générale** [17 novembre 1980] (p. 4075) : coût des examens de santé pratiqués dans les cinq ans par les caisses de sécurité sociale ; nécessité d'action de prévention ; problème de la tarification du long séjour.

THIBAULT (Jean)

Député de l'Indre
(3e circonscription)
(App. RPR).

En remplacement, le 12 octobre 1978, de M. Jean-Paul Mourot, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [12 octobre 1978].

S'apparente au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 13 octobre 1978] (p. 3559).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 10 novembre 1978] (p. 3813).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

QUESTIONS

• *question orale sans débat :*

— (n° **40001**) : **Marchés publics dans le secteur du bâtiment** [19 décembre 1980] (p. 5096, 5097) : décret n° 70-1047 du 13 novembre 1970 ; mise en place d'une procédure d'agrément des « systèmes constructifs » faisant suite à la « politique de modèles » et à celle des « marchés cadres » ; monopole en faveur des groupes nationaux et au détriment des petites et moyennes entreprises locales ; mesures à prendre pour permettre aux entreprises locales de concurrencer les entreprises importantes.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Agriculture. — **BAPSA. Discussion générale** [8 novembre 1979] (p. 9664) : disparité dans le remboursement sur les ventes selon que les agriculteurs éleveurs de porcs sont, ou non, affiliés à un groupement de producteurs.

THOMAS (Abel)

Député de Paris
(2e circonscrition)
(UDF).

En remplacement, le 7 mai 1978, de M. Jacques Dominati, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 mai 1978] (p. 1485, 1513).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [11 mai 1978] (p. 1625).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [16 mai 1978]

(p. 1729), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre du comité des prix de revient des fabrications d'armement [*J.O.* du 4 décembre 1980] (p. 2853).

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Situation au Proche-Orient** [9 mai 1979] (p. 3545) : traité de paix israélo-arabe ; étape vers une paix globale au Proche-Orient ; que compte faire le Gouvernement pour contribuer au déroulement d'un processus de paix au Proche-Orient.

— **Grève des instituteurs de Paris** [21 novembre 1979] (p. 10456) : grève motivée par le retard de la ville de Paris à revaloriser et payer l'indemnité compensatrice accordée aux instituteurs lorsque la commune ne fournit pas de logement ; le corps des instituteurs et professeurs se laisse-t-il gagner par la contagion du reniement du service public ; nécessité pour le Gouvernement de remédier aux inconvénients qu'entraîne cette grève pour les enfants et leur famille.

— **Sécurité dans les grandes villes** [22 octobre 1980] (p. 2963) : attentat de la rue Copernic.

• *question orale avec débat de :*

M. Loïc Bouvard (n° **1897**) : **Situation de l'artisanat** [26 mai 1978] (p. 2129) : difficultés des métiers d'art à Paris et dans les villes ; rénovation des quartiers ; maîtrise de l'évolution des loyers commerciaux ; (p. 2130) : installation des jeunes artisans : primes, information ; fiscalité, charges sociales ; réformes de l'apprentissage.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **3540**) : **Stationnement payant des commerçants et exercice de la profession de commerçant ambulant à Paris** [23 juin 1978] (p. 3412, 3413) : les difficultés du stationnement nuisent au fonctionnement normal des commerces ; nombre de commerçants ambulants informés d'avoir à cesser leur activité le 1er janvier 1979.

— (n° **15485**) : **Commerçants du quartier des Halles** [27 avril 1979] (p. 3271, 3272) : difficultés pour les commerçants du quartier des Halles qui, en raison des chantiers et des interdictions de stationner, n'ont pu exercer leur profession qu'au prix d'une infraction permanente aux règles de stationnement — ne pouvant payer leurs contraventions, ils sont menacés de saisie.

— (n° **23838**) : **Passage du Grand Cerf à Paris** [14 décembre 1979] (p. 11897, 11898) : Etat d'abandon dans lequel le propriétaire, l'Assistance publique de Paris, laisse ce passage ; restauration nécessaire pour le maintien des habitants, des commerçants et métiers d'art.

INTERVENTIONS

— **Fait personnel** : opinion des commerçants sur la police lors des manifestations du 1er mai [26 mai 1978] (p. 2142, 2143).

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère** (n° **372**). **Discussion** [8 juin 1978] (p. 2706) : approbation par les Français de l'intervention au Zaïre ; subversion dirigée contre les démocraties d'Europe ; accords de coopération avec la France librement signés par les pays africains ; volonté des adversaires de la France de la priver de l'accès aux sources d'énergie.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Transports. Discussion générale [23 octobre 1979] (p. 8809) : dépendance de l'armement naval SNCF vis-à-vis des transports terrestres ferroviaires français et anglais ; réticence de l'armement naval de la SNCF à s'équiper en aéroglisseurs français ; (p. 8810) : nécessité de construire plus d'aéroglisseurs français N 500.

Affaires étrangères. Discussion générale [7 novembre 1979] (p. 9571) : dénonce la campagne faisant apparaître Israël et l'Egypte comme des accusés au Proche-Orient ; possibilité de passer de la paix israélo-égyptienne à un règlement global du problème du Proche-Orient ; dénonce la politique de l'Union soviétique à l'égard d'Israël ; responsabilité des Etats-Unis dans la crise du pétrole ; risque de résurrection du racisme et de l'antisémitisme.

Articles et articles additionnels non rattachés [17 novembre 1979]. **Article 61** (p. 10261) : nécessité de ne pas appliquer l'article 61 aux opérations réalisées par les courtiers d'assurances françaises et étrangères.

Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère (n° **1642**). **Discussion** [17 avril 1980] (p. 522) : politique pacifiste de la France ; politique africaine ; Proche-Orient ; participation de l'OLP au règlement du conflit ; problème palestinien ; principe de l'autodétermination des Palestiniens.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Affaires étrangères. Discussion générale [12 novembre 1980] (p. 3797) : espoir soulevé par l'élection du nouveau Président américain ; tentatives d'hégémonie soviétique en Afrique et au Proche-Orient ; volonté de déstabilisation de l'OLP ; nécessité de maintenir le dialogue avec l'URSS ; pas de contradiction entre indépendance et solidarité atlantique.

Industrie. Discussion générale [13 novembre 1980] (p. 3842) : insuffisance de la politique de reconversion charbonnière.

— **Discussion des conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Jean Foyer, portant modernisation et simplification du régime des valeurs mobilières** (n° **1651**). **Première lecture. Discussion des articles** [20 novembre 1980]. **Article premier** (p. 4209) : amendement n° 16 : déclaration notariée des souscriptions et versements, renforcement du rôle des notaires ; rejeté ; (p. 4210) : mise en conformité du droit des sociétés de la France avec le droit communautaire ; décret du 31 août 1937 repris par la loi du 24 juillet 1966 ayant pour objet de mettre fin à certains scandales financiers. **Après l'Article 3** (p. 4210) : amendement n° 17 : dépôt des statuts ; rejeté. **Article 6** : amendement n° 18 : exigence d'un acte notarié pour les augmentations de capital ; rejeté.

TIBERI (Jean)

Député de Paris,
(3e circonscription)
(RPR).

Elu le 12 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi adopté par le Sénat réglementant la publicité extérieure et les enseignes [26 octobre 1978] (p. 6773).

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de l'information publique [*J.O.* du 16 mars 1979] (p. 610).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 3 mai 1979] (p. 1041).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Gaston Defferre et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur les événements qui se sont produits les 7 et 9 janvier 1980 en Corse (n° 1572) [10 avril 1980] (p. 297).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Robert Ballanger et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation actuelle de la Corse (n° 1573) [10 avril 1980] (p. 297).

Membre de la commission spéciale élue pour l'examen de la proposition de résolution n° 1641 portant mise en accusation, devant la Haute Cour de justice, de M. Michel Poniatowski, ministre de l'intérieur du 28 mai 1974 au 30 mars 1977 [*J.O.* du 24 avril 1980] (p. 1023).

Rapporteur de la proposition de résolution de MM. Le Drian, Evin et Le Pensec tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'affaire dite des écoutes du *Canard enchaîné* (n° 1643) [7 mai 1980] (p. 967).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Louis Odru et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur les responsabilités de tous ceux qui ont côtoyé, cautionné et bénéficié des crimes de Bokassa (n° 1603) [22 mai 1980] (p. 1242).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Jean-Louis Masson tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'étudier les conditions de valorisation des ressources minières françaises (n° 1691) [29 mai 1980] (p. 1463).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Roland Nungesser tendant à la création d'une commission d'enquête sur la fraude électorale (n° 1694) [29 mai 1980] (p. 1463).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Louis Odru et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'évasion en Suisse des capitaux français (n° 1729) [26 juin 1980] (n° 2363).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Henry Canacos et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de recenser les scandales que constituent les escroqueries à l'accession à la propriété et de proposer des mesures pour y mettre fin (n° 1725) [26 juin 1980] (p. 2363).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Jean-Pierre Chevènement et plusieurs de ses collègues tendant à créer une commission d'enquête sur la politique du personnel appliquée dans l'entreprise Peugeot (n° 1772) [26 juin 1980] (p. 2363).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Daniel Goulet et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de déterminer avec précision les pratiques de l'élevage industriel en France (n° 1936) [15 octobre 1980] (p. 2769).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de suspension des poursuites engagées contre huit membres de l'Assemblée (n° 1991) [*J.O.* du 17 octobre 1980] (p. 2420).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de suspension des poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée (n° 1994) [*J.O.* du 21 octobre 1980] (p. 2451).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Jean-Louis Masson tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'application de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 fixant les conditions d'accès du public aux documents administratifs (n° 1940) [30 octobre 1980] (p. 3369).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de suspension des poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée (n° 2265) [*J.O.* du 5 avril 1981] (p. 961).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 8 avril 1981] (p. 981).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 4) tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire** sur les conditions frauduleuses dans lesquelles a été appliquée la **loi du 19 juillet 1977** relative au **vote des Français résidant à l'étranger** (n° **373**) [8 juin 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 6 rectifié) tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire** chargée de rechercher les causes des **crues** exceptionnelles de la Seine et des rivières de l'Ile-de-France, et proposer les mesures efficaces de défense contre les eaux (n° **374**).

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 122) tendant à la création d'une **commission de contrôle** sur la gestion des services publics chargés de la mise en œuvre, à l'occasion des élections législatives de mars 1978, des dispositions de la **loi n° 77-805** du 19 juillet 1977 relative au **vote des Français établis hors de France** (n° **375**) [8 juin 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur les propositions de résolution :

1° (n° 308) : tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire** sur les **conditions de l'intervention militaire française au Sahara occidental,** au Tchad et au Zaïre ;

2° (n° 312) : tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire** sur les **conditions de l'intervention française au Zaïre** et plus généralement sur l'orientation de la politique de coopération franco-zaïroise ;

3° (n° 477) : tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire** sur les conditions dans lesquelles se sont effectuées plusieurs **interventions militaires de la France en Afrique** (n° **581**) [12 octobre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 760) tendant à **augmenter l'effectif du conseil régional de la Corse** (n° **1063**) [16 mai 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur les propositions de résolutions (n° 1281) tendant à la **création d'une commission d'enquête chargée de rechercher les causes des incendies qui ravagent la forêt méditerranéenne** et de déterminer les mesures efficaces à sa protection et à sa rénovation et (n° 1303) tendant à **instituer une commission d'enquête sur les incendies de forêts méditerranéennes au cours de l'été 1979** (n° 1389) [8 novembre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur les propositions de résolution (n° 1143) tendant à la **création d'une commission d'enquête sur les orientations de la politique de coopération entre la France et l'Empire centrafricain,** (n° 1190) tendant à la **création d'une commission d'enquête sur l'orientation et les modalités d'application données par le Gouvernement aux accords de coopération en matière économique et financière entre la France et divers pays d'Afrique depuis 1960** et (n° 1340) tendant à la **création d'une commission d'enquête sur les conditions de l'intervention militaire française en Centrafrique** (n° **1390**) [8 novembre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 1341) **tendant à la création d'une commission de contrôle des dépenses ordinaires de l'Etat** (n° **1437**) [29 novembre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 1327) **tendant à la création d'une commission d'enquête sur les défauts de fabrication constatés sur les centrales nucléaires PWR et leurs conséquences sur la politique nucléaire et énergétique du Gouvernement** (n° **1438**) [29 novembre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur les propositions de résolution : 1° (n° 1572) : **tendant à la création d'une commission d'enquête sur les événements qui se sont produits les 7 et 9 janvier 1980 en Corse ;** 2° (n° 1573) : **tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation actuelle de la Corse** (n° **1654**) [24 avril 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 1643) **tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'affaire dite des écoutes du** *Canard enchaîné* (n° **1778**) [5 juin 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 1603) tendant à la création d'une commission d'enquête sur les responsabilités de tous ceux qui ont côtoyé, cautionné et bénéficié des **crimes de Bokassa** (n° **1866**) [26 juin 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 1691) tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'étudier les conditions de **valorisation des ressources minières françaises** (n° **1867**) [26 juin 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 1694) tendant à la création d'une commission d'enquête sur la **fraude électorale** (n° **1868**) [26 juin 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 1725) tendant à la **création d'une commission d'enquête** chargée de recenser les scandales que constituent les **escroqueries concernant l'accession à la propriété des logements** et de proposer des mesures pour y mettre fin (n° **1987**) [15 octobre 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 1729) tendant à la **création d'une commission d'enquête** sur **l'évasion en Suisse des capitaux français** (n° **1988**) [15 octobre 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 1772) tendant à créer une **commission d'enquête** sur la **politique du personnel** appliquée **dans l'entreprise Peugeot** (n° **1989**) [15 octobre 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 1936) tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de déterminer avec précision les pratiques de l'**élevage industriel en France** (n° **2028**) [5 novembre 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 1940) tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'application de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 fixant les **conditions d'accès du public aux**

documents administratifs (n° **2070**) [13 novembre 1980].

— **Proposition de loi** visant à accorder une **amnistie** complète des **condamnations et sanctions prononcées en relation avec les événements qui ont conduit à l'indépendance de territoires précédemment placés sous la souveraineté,** le protectorat ou la tutelle de la **France,** et à réparer les préjudices subis à la suite de ces condamnations et sanctions (n° **2133**) [4 décembre 1980].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Reclassement des conducteurs de la ville de Paris** [17 décembre 1980] (p. 4964) : redressement indiciaire des conducteurs de la ville de Paris refusé par le Gouvernement.

INTERVENTIONS

— **Proposition de loi tendant à augmenter l'effectif du Conseil régional de la Corse** (n° **760**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. **Discussion générale** [30 novembre 1979] (p. 11043) : réduction du nombre de membres du conseil régional de la Corse par la loi du 15 mai 1975 ; (p. 11044) : article unique de la proposition ayant pour objet d'augmenter le nombre des conseillers régionaux. **Discussion de l'article unique** [30 novembre 1979]. **Article unique** (p. 11044) : s'oppose aux amendements n° 1 de M. Lucien Villa et n° 3 de M. Pierre Pasquini qui remettent en cause sur un plan général les modes d'élection des conseillers régionaux.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1980] (p. 3329) : stagnation des prêts locatifs aidés ; réduction des prêts d'accession à la propriété ; réduction des primes distribuées pour l'amélioration du patrimoine ancien ; diminution du nombre des logements sociaux rénovés ; procédure du fonds d'action conjoncturelle ; politique du crédit ; problème du conventionnement ; (p. 3330) : problème du logement des classes moyennes rejetées hors du logement aidé ; (p. 3347) : demande un débat sur le conventionnement ; catégories sociales exclues du bénéfice de l'APL.

TISSANDIER (Maurice)

Député de l'Indre
(2e circonscription)
(UDF).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1099).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1119), [*J.O.* du 4 avril 1979] (p. 772), [*J.O.* du 4 avril 1980] (p. 857), [*J.O.* du 5 avril 1981] (p. 961).

Membre de la commission centrale de classement des débits de tabac [27 avril 1978] (p. 1430) [28 avril 1978] (p. 1444).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1978 [16 juin 1978] (p. 3101).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'imposition des gains nets en capital réalisés à l'occasion de cessions à titre onéreux de valeurs mobilières et de droits sociaux [23 juin 1978] (p. 3431).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements (n° 706) [*J.O.* du 23 novembre 1978] (p. 3932).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements [20 décembre 1978] (p. 9774).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant aménagement de la fisca-

lité directe locale [*J.O.* du 20 décembre 1979] (p. 3208).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1979 [*J.O.* du 20 décembre 1979] (p. 3207).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1981 (n° 1933) (Culture et communication : Culture) [9 octobre 1980] (p. 2650).

Chargé du contrôle des crédits du musée d'Orsay [*J.O.* du 27 novembre 1980] (p. 2768).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1981 [*J.O.* du 11 décembre 1980] (p. 2922).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire consttiuée pour l'examen du projet de loi complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements [*J.O.* du 18 décembre 1980] (p. 2984).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à définir les conditions générales de l'exercice de la **médecine** (n° **80**) [18 avril 1978].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de programme** adopté par le Sénat, sur les **musées** (n° **233**) [11 mai 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1979 (n° 560). — Budgets civils. — **Annexe n° 10 : Culture et communication : Culture** (n° **570**) [5 octobre 1978].

— **Rapport** fait au nom de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par le Sénat, (n° 706) modifiant le code des communes et relatif à la **dotation globale de fonctionnement** versée par l'Etat **aux collectivités locales** et à certains de leurs groupements (n° **778**) [7 décembre 1978].

— **Rapport** fait au nom de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 806), instituant une **dotation globale de fonctionnement** versée par l'Etat **aux collectivités locales** et à certains de leurs groupements et aménageant le régime des impôts directs locaux pour 1979 (n° **812**) [19 décembre 1978].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant une **dotation globale de fonctionnement** versée par l'Etat **aux collectivités locales** et à certains de leurs groupements et aménageant le régime des impôts directs locaux pour 1979 (n° **826**) [20 décembre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1290). — I. Budgets civils. — A. Budget général. — **Annexe 10 : Culture et communication : Culture** (n° **1292**) [2 octobre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° 1933). — **Annexe n° 10 : Culture et communication : Culture** (n° **1976**) [9 octobre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Réforme des études d'assistant de service social** [5 décembre 1979] (p. 11260) : le projet de décret sur les études d'assistant de service social inquiète les organisations représentatives de la profession ; dévalorise le diplôme d'Etat, institue une sélection régionale et privilégie les stages pratiques au détriment de la formation théorique.

— **Perquisition au siège de la fédération des syndicats pharmaceutiques de France** [7 mai 1980] (p. 928) : application de la loi sur les ententes à un syndicat professionnel.

— **Difficultés des producteurs de blé** [28 mai 1980] (p. 1338) : diminution du prix du blé ; (p. 1339) : encadrement du crédit et financement des récoltes futures de blé.

— **Contrôle du groupe Beghin-Say** [26 novembre 1980] (p. 4384) : éventuel contrôle étranger du groupe sucrier Beghin-Say.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de programme sur les musées** (n° **119**). **Première lecture,** rapporteur pour avis. **Discussion générale** [18 mai 1978] (p. 1808) : le volume d'investissements de 1.407.200.000 F prévus par le projet pour cinq ans ; la répartition de ces crédits ;

l'accroissement des dépenses de fonctionnement ; (p. 1809) : le déséquilibre entre Paris et la province ; l'absence de réalisation de grande envergure en province ; la prédominance donnée aux musées des beaux-arts ; le projet de musée de la gare d'Orsay, son coût, les charges de fonctionnement consécutives ; la nécessité de ce musée ; la décision de la commission des finances de supprimer la totalité des crédits destinés au musée du XIX[e] siècle ; (p. 1810) : les risques de dérapage financier présentés par le projet ; (p. 1814) : intervention **sur la question préalable de M. Georges Fillioud** ; l'effort financier global contenu dans le projet ; la croissance annuelle de 20 % des crédits d'équipement des musées ; la nécessité d'assurer la sécurité du Louvre ; son opposition à la question préalable. **Discussion de l'article unique. Article unique et annexe** (p. 1836) : l'amendement n° 1 de la commission des finances : suppression des crédits affectés au musée d'Orsay ; rejeté. **Après l'Article unique** (p. 1838) : l'amendement n° 2 de la commission des finances : obligation pour le Gouvernement de déposer un rapport sur l'exécution de la loi et notamment sur les crédits de fonctionnement ; rejeté.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **234**). **Première lecture. Discussion générale** [31 mai 1978]. Sur la **question préalable de M. Charles Fiterman** (p. 2296) : l'emploi, problème fondamental ; augmentation du chômage ; démagogie des communistes ; nécessité de diminuer le poids des charges sociales et de pallier l'insuffisance de la formation professionnelle ; demande le rejet de la question préalable.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Culture et communication, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, pour la culture. **Discussion générale** [18 octobre 1978] (p. 6262) : 2.629.000.000 F pour le budget de la culture : 17,7 % de plus que le budget de 1978 ; progression forte des dépenses en capital ; incertitude sur la répartition des compétences entre le ministère de la culture et le ministère de l'environnement ; problèmes de la direction de l'architecture transférée au ministère de l'environnement ; insuffisance des crédits relatifs à la conservation du patrimoine écrit et monumental ; actions à mener en collaboration avec les collectivités locales ; situation des gardiens des monuments historiques ; insuffisante réalisation du plan relatif aux bibliothèques centrales de prêt ; centralisme excessif des enseignements artistiques ; (p. 6263) : nécessité d'une réflexion sur la décentralisation culturelle ; situation préoccupante du cinéma français ; majoration de la taxe additionnelle et baisse de la TVA ; réorganisation nécessaire des rapports cinéma-télévision.

— **Projet de loi modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** (n° **706**). — **Première lecture,** rapporteur de la commission spéciale. **Discussion générale** [11 décembre 1978] (p. 9226) : projet mettant fin à l'existence du VRTS ; fonctionnement correct du VRTS jusqu'en 1975 ; ralentissement de sa croissance à partir de 1976 ; (p. 9227) : similitude de la nouvelle dotation globale de fonctionnement avec le VRTS ; nouvelle répartition devant favoriser les communes les plus démunies ; projet remplaçant le fonds d'action locale par une série de concours particuliers ; modestie des modifications apportées par le Sénat au projet ; souhaite que la nouvelle répartition n'aboutisse pas à un bouleversement brutal des budgets locaux ; approuve la référence faite à la progression de la TVA dans le mode de calcul de la dotation globale ; problème de l'évolution respective de la dotation forfaitaire et de la dotation de péréquation ; régime des concours particuliers ; (p. 9228) : avis favorable de la commission spéciale sur l'adoption du projet. **Discussion des articles** [12 décembre 1978] : **Avant l'Article premier** (p. 9278) : soutient l'amendement n° 127 précédemment réservé de la commission : amendement formel ; adopté ; soutient l'amendement n° 128 de la commission : amendement de coordination ; adopté. **Article premier : Article L 234-1 du code des communes** (p. 9280) : soutient l'amendement n° 68 de la commission : substitution à la notion de législation constante d'une référence aux taux de TVA en vigueur au 1[er] janvier 1979 pour le calcul de la dotation globale de fonctionnement ; adopté ; soutient l'amendement n° 69 de la commission : amendement de coordination ; adopté ; (p. 9281) : soutient l'amendement n° 70 de la commission : interdisant une réduction du montant de la dotation globale de fonctionnement initialement prévu à l'occasion de sa régularisation ; adopté ; soutient les amendements n[os] 72 et 73 de la commission : précisant les conditions dans lesquelles il serait fait référence au taux de progression des traitements des fonctionnaires pour le calcul de la dotation globale de fonctionnement ; adoptés. **Article L 234-2 du code des communes :** soutient l'amendement n° 74 de la commission : fixant à 60 % la part de la dotation globale de fonctionnement affectée en 1979 à la dotation forfaitaire ; (p. 9282) : amendement n° 74 adopté ; soutient l'amendement n° 75 de la commission :

fixant à 57,5 % la part de la dotation globale de fonctionnement affectée en 1980 à la dotation forfaitaire ; rejeté. **Article L 234-3 du code des communes** (p. 9286) : soutient l'amendement n° 76 de la commission : suppression de la mention « des années 1979 et 1980 » pour l'application de l'article L 234-3 du code des communes ; adopté ; soutient l'amendement n° 77 de la commission : inclusion dans la base de calcul de la dotation forfaitaire des recettes provenant de la répartition générale des ressources du fonds d'action locale ; adopté. **Article L 234-5 du code des communes** (p. 9289) : soutient l'amendement n° 78 de la commission : fixant à 40 % la part des ressources affectée à la dotation de péréquation ; adopté ; soutient l'amendement n° 79 de la commission : part de la dotation de péréquation pour 1980 ; devenu sans objet. **Article L 234-6 du code des communes** (p. 9290) : soutient l'amendement n° 80 de la commission : prise en compte de la moitié de l'écart entre potentiel fiscal moyen et potentiel de la commune ; adopté ; (p. 9291) : soutient l'amendement n° 81 de la commission : formel ; adopté. **Article L 234-7 du code des communes** (p. 9292) : soutient l'amendement n° 82 de la commission : calcul du potentiel fiscal à partir des bases brutes servant à l'assiette des impositions communales ; adopté ; (p. 9293) : soutient l'amendement n° 83 de la commission : définition du potentiel fiscal ; adopté. **Après l'Article L 234-7 du code des communes** : amendement n° 84 de la commission : majoration d'un habitant par résidence secondaire pour le calcul du potentiel fiscal ; réservé. **Article L 234-12 du code des communes** (p. 9297) : soutient l'amendement n° 85 de la commission : relèvement du plafond démographique à 3.500 habitants ; nécessité d'un potentiel fiscal par habitant inférieur de 20 % au potentiel fiscal moyen pour obtenir la dotation de fonctionnement minimum ; (p. 9299) : amendement n° 85 rejeté ; soutient l'amendement n° 86 de la commission : précisant qu'un tiers de la dotation sera réparti en fonction du nombre d'élèves domiciliés dans la commune et scolarisés dans l'enseignement obligatoire ; (p. 9301) : amendement n° 86 adopté avec modification. **Article L 234-13 du code des communes** (p. 9302) : soutient l'amendement n° 87 de la commission : extension des concours particuliers aux communes touristiques sans capacité d'hébergement et à celles ayant en charge un important patrimoine architectural ; rejeté ; (p. 9303) : soutient l'amendement n° 88 de la commission : montant global de la dotation fixé entre 20 et 30 % des ressources affectées aux concours particuliers ; (p. 9304) : amendement n° 88 adopté avec modification. **Article L 234-14 du code des communes** (p. 9305) : soutient l'amendement n° 89 de la commission : caractère obligatoire du versement complémentaire ; adopté ; (p. 9306) : soutient l'amendement n° 90 de la commission : montant du versement complémentaire fixé au même niveau que celui du minimum garanti par habitant au titre de la dotation globale ; rejeté ; [13 décembre 1978] : **Article premier** (*suite*) : **Après l'Article L 234-16 du code des communes** (p. 9350) : souhaite que le problème des communes centres soit réglé dans le projet de loi cadre sur les collectivités locales et non dans le projet actuel. **Article L 234-18 du code des communes** (p. 9353) : soutient l'amendement n° 94 de la commission : extension de la possibilité d'acomptes à toutes les communes bénéficiaires de concours particuliers ; (p. 9354) : amendement n° 94 adopté ; soutient l'amendement n° 95 de la commission : amendement de clarification ; adopté. **Article L 234-19 du code des communes** : soutient l'amendement n° 96 de la commission : portant à 15 le nombre de représentants des maires dans le comité des finances locales ; adopté ; soutient l'amendement n° 97 de la commission : amélioration de la représentation des petites communes ; adopté ; soutient l'amendement n° 98 de la commission : présidence du comité des finances locales par un élu ; (p. 9355) : amendement n° 98 adopté ; soutient l'amendement n° 99 de la commission : prévoyant les modalités de remplacement des membres du comité en cas d'empêchement temporaire et l'incompatibilité entre le mandat de membre du comité et toute autre fonction dans des organismes nationaux composés de délégués des collectivités locales ; adopté. **Article L 234-28 du code des communes** (p. 9356) : soutient l'amendement n° 100 de la commission : répartition par le comité des finances locales du produit des amendes de police relatives à la circulation routière en vue de financer des opérations destinées à améliorer les transports en commun et la circulation ; adopté. **Article L 234-29 du code des communes** : soutient l'amendement n° 101 de la commission et l'amendement n° 67 identique de M. Hubert Dubedout : suppression du texte proposé pour l'article L 234-29 du code des communes ; adoptés. **Article L 234-30 du code des communes** : soutient l'amendement n° 102 de la commission : formel ; adopté. **Article 11** (p. 9359) : soutient l'amendement n° 103 de la commission : base de calcul de la dotation forfaitaire attribuée aux départements ; adopté. **Article 11** *bis* : soutient l'amendement n° 104 de la commission : suppression de l'article 11 *bis* ; adopté. **Article 11** *quater* (p. 9360) : soutient l'amendement n° 105 de la commission : suppression de l'article 11 *quater* ;

(p. 9370) : amendement n° 105 de la commission ; retiré. **Article premier** *(suite)* **: Après l'Article L 234-7 du code des communes** *(suite)* (p. 9374) : amendement n° 84 précédemment réservé, devenu sans objet. **Article 14** (p. 9375) : soutient le sous-amendement n° 115 de la commission à l'amendement n° 106 du Gouvernement : réduisant à 0,3 % le taux du prélèvement effectué par l'Etat sur le montant de la dotation globale de fonctionnement en contrepartie des frais d'assiette et de perception ; adopté. **Article 15** (p. 9376) : s'oppose à l'amendement n° 66 de M. Dominique Frelaut qui interdirait toute péréquation et qui équivaudrait à une reconduction de l'actuel système transitoire ; (p. 9379) soutient l'amendement n° 107 de la commission : inclusion des régularisations dans le montant des recettes prises en compte ; adopté **Article 16** *bis* (p. 9380) : soutient l'amendement n° 109 de la commission : contenu du rapport ; adopté ; soutient l'amendement n° 110 de la commission : suppression du dernier alinéa de l'article 16 *bis;* adopté. **Article 18** : soutient l'amendement n° 129 de la commission : amendement de coordination ; adopté. **Titre** (p. 9380) : soutient l'amendement n° 126 de la commission : modification du titre ; adopté. **Deuxième lecture,** rapporteur de la commission spéciale. **Discussion générale** [19 décembre 1978] (p. 9697) : nécessité de maintenir les chiffres adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture en ce qui concerne la part des ressources affectée à la dotation de garantie et à la dotation de péréquation. **Discussion des articles** [19 décembre 1978]. **Article premier : Article L 234-1 du code des communes** (p. 9702) : soutient l'amendement n° 5 de la commission : détermination du montant de la dotation globale de fonctionnement par application d'un taux de prélèvement sur le produit net prévisionnel de la TVA aux taux en vigueur au 1er janvier 1979 ; fixation à 16,45 % de ce taux pour 1979 ; adopté avec une correction formelle. **Article L 234-2 du code des communes** (p. 9703) : soutient l'amendement n° 6 de la commission : fixant pour 1979 à 60 % la part de dotation globale affectée à la dotation forfaitaire ; adopté. **Article L 234-3** *bis* **du code des communes** (p. 9703) : soutient l'amendement n° 8 de la commission : suppression du texte proposé pour l'article L 234-3 *bis* du code des communes ; rejeté. **Article L 234-5 du code des communes** (p. 9704) : soutient l'amendement n° 9 de la commission : dotation de péréquation des groupements de communes à fiscalité propre ; adopté ; soutient l'amendement n° 10 de la commission : fixant à 40 % la part de la dotation globale affectée à la dotation de péréquation ; adopté. **Article L 234-7 du code des communes** (p. 9705) : soutient l'amendement n° 11 de la commission : définition du potentiel fiscal par habitant ; adopté. **Article L 234-12 du code des communes :** soutient l'amendement n° 12 de la commission : non-prise en compte des élèves de l'enseignement pré-élémentaire pour le calcul de la dotation de fonctionnement minimum ; rejeté. **Article L 234-13 du code des communes** (p. 9707) : soutient l'amendement n° 13 de la commission : établissement après avis du comité des finances locales de la liste des communes touristiques et thermales ; adopté ; soutient l'amendement n° 14 de la commission : fixant à 20 % des ressources affectées aux concours particuliers le montant minimum de la dotation supplémentaire des communes touristiques et thermales ; adopté ; soutient l'amendement n° 15 de la commission : part minimum attribuée aux communes thermales ; adopté. **Article L 234-15 du code des communes** (p. 9708) : soutient l'amendement n° 16 de la commission : rétablissement de l'article L 234-15 du code des communes supprimé par le Sénat ; adopté. **Article 11** *quater* (p. 9709) : soutient l'amendement n° 17 de la commission : suppression de la majoration de la population en fonction de la capacité des locations saisonnières et des installations d'accueil ou d'hébergement de la commune ou du département ; adopté. **Commission mixte paritaire,** rapporteur de la commission mixte paritaire. **Discussion générale** [20 décembre 1978] (p. 9765) : texte de la commission mixte paritaire prévoyant que la part de la taxe professionnelle dans l'ensemble des recettes fiscales directes des collectivités locales serait corrigée du tiers de la variation des bases de cette taxe entre 1975 et 1977 ; (p. 9766) : suppression des dispositions instituant une compensation pour les communes qui auraient vu disparaître une partie de leur matière imposable de taxe professionnelle ; fixation à 16,45 % du produit net de la TVA du montant de la dotation en 1979 ; fixation à 57,5 % de la dotation globale la part de la dotation forfaitaire pour 1979.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [20 octobre 1979] **Article 13** (p. 8636) : son amendement n° 5 : maintien de l'exonération des parts de G.F.A. lorsque ceux-ci se sont engagés à donner des terres par bail à long terme ; adopté avec modification.

Deuxième partie :

Culture et communication, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, pour la culture. **Discussion générale** [26 octobre 1979] (p. 9016) : orientation du budget de l'Etat

en faveur de l'aide à l'économie aux dépens de la culture ; priorités intéressantes ; augmentation des autorisations de programme, accent mis sur le patrimoine et l'enseignement de la musique ; réorganisation du ministère ; coût élevé de l'Opéra de Paris et du centre Georges-Pompidou ; rend hommage à la gestion de la Comédie-Française ; diminution de la subvention accordée au Théâtre de Chaillot ; stagnation des dépenses consacrées à l'entretien des monuments historiques, aux musées et à la lecture publique ; (p. 9017) : médiocrité des rémunérations des personnels des musées et des monuments historiques ; contraste entre les dépenses culturelles faites dans la région parisienne et celles qui sont faites en province ; souhaite que la Comédie-Française et l'Opéra fassent des tournées en province et que le Centre Pompidou organise des expositions itinérantes ; nécessité de développer les métiers d'art.

Crédits militaires. Budget annexe du service des essences. Discussion générale [6 novembre 1979] : **Sur le rappel au règlement de M. Pierre Girardot** (p. 9491) : estime que le règlement a été respecté lors de l'opposition de l'article 40 de la Constitution à six amendements communistes.

Intérieur. Discussion générale [13 novembre 1979] (p. 9930) : conditions de travail des personnels de police ; demande l'octroi de l'aide aux orphelins de policiers tombés en service commandé ; quels sont les moyens d'amélioration du logement des policiers et de rénovation des commissariats de police.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse (n° 1328). Première lecture. Discussion des articles** [29 novembre 1979]. **Après l'Article premier** (p. 10923) : soutient son amendement n° 68 : réduisant de dix à six semaines le délai d'intervention pour une interruption volontaire de grossesse ; rejeté par scrutin public ; simplicité technique de l'avortement avant la sixième semaine.

Réponse au rappel au règlement de M. Pierre Girardot [6 novembre 1979] (p. 9491) : le président de la commission des finances a estimé ces amendements irrecevables en application de l'article 40.

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses (n° 1608). Première lecture. Discussion des articles** [27 mai 1980]. **Article 10** (*suite*) (p. 1287) : son sous-amendement n° 192 à l'amendement n° 181 de M. Emmanuel Aubert : conditions minimales de séjour applicables aux étrangers résidant en France pour l'obtention du revenu minimum familial ; adopté au scrutin public ; politique de l'immigration ; (p. 1291) : son amendement n° 193 : dispositions applicables aux étrangers résidant en France ; retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Economie et budget. — I. Charges communes. Examen des crédits [3 novembre 1980] : **Titre IV** (p. 3424) : amendement n° 16 de la commission des finances : réduction des crédits en vue d'améliorer l'indemnisation des rapatriés ; rejeté ; problème de la dépossession ; (p. 3425) : problème du maintien de la durée des titres en cas de décès du détenteur ; réduction de la durée des titres du complément ; mobilisation des titres ; aménagement de la clause de garantie ; remboursement des prêts non échus ; exonération des droits de mutation.

Culture et communication, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, pour la culture. **Discussion générale** [4 novembre 1980] (p. 3482) : réduction régulière de l'enveloppe culturelle dans les dépenses de l'Etat ; maintien de l'investissement en faveur du patrimoine ; métiers d'art ; fonds du patrimoine ; faiblesse des subventions de fonctionnement allouées aux collectivités locales pour leurs charges ordinaires de conservation ; pas d'amélioration à la condition des gardiens de musées et de monuments historiques ; conditions de réalisation du musée du XIX^{e} siècle ; mesures en faveur du théâtre ; faible progression des subventions de la Comédie-Française, de l'Odéon et du Théâtre de l'Est Parisien ; (p. 3483) : augmentation de la subvention de l'Opéra de Paris ; insuffisance des moyens de la décentralisation lyrique et dramatique ; effort en faveur de l'enseignement musical ; insuffisance des crédits du livre et de la lecture publique ; inquiétude inspirée par le nouveau régime économique du livre. **Examen des crédits** [4 novembre 1980]. **Titre III** (p. 3512) : s'oppose à l'amendement n° 107 de M. Jean-Michel Boucheron ; compétence de la direction du patrimoine pour asurer la gestion des palais nationaux ; (p. 3513) : problèmes du Théâtre de l'Est Parisien.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [6 novembre 1980] (p. 3644) : formation professionnelle et enseignement agricole ; diminution des crédits de fonctionnement des stages et de rémunération des stagiaires ; difficultés des maisons familiales rurales ; nécessité d'augmenter les subventions en faveur des établissements reconnus pratiquant l'alternance.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979**

instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements (n° **2095**). **Première lecture,** rapporteur pour avis de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [2 décembre 1980] (p. 4522) : bilan de la loi de 1979 : fonctionnement satisfaisant des mécanismes de péréquation ; notion de potentiel fiscal ; financement des indemnités représentatives de logement versées aux instituteurs ; caractère non définitif du texte ; problème de la définition des villes centres ; nécessité de tenir compte des charges de fonctionnement qui s'accroissent avec la population ; (p. 4523) : montant de la dotation aux communes touristiques et thermales. **Discussion des articles** [2 décembre 1980] : **Après l'Article 4** (p. 4552) : amendement n° 19 de la commission des finances : prise en compte partielle dans la répartition des ressources affectées à la dotation de péréquation de critère relatif à la démographie et aux charges de fonctionnement des communes ; majoration de la dotation résultant de ces dispositions s'imputant sur les concours particuliers des villes centres ; rejeté. **Après l'Article 8** *bis* (p. 4558) : amendement n° 20 de la commission des finances : fixant le montant de la dotation aux communes touristiques et thermales dans une fourchette comprise entre 20 et 25 % des ressources affectées aux concours particuliers ; adopté. **Article 8** *ter* (p. 4559) : amendement n° 21 de la commission des finances : étendant la qualité de communes centres aux communes représentant au moins 25 % de la population de l'arrondissement dont elles font partie ; rejeté. **Après l'Article 13** (p. 4566) : amendement n° 22 de la commission des finances : possibilité pour les députés, sénateurs membres du comité des finances locales d'avoir des suppléants ; devient sans objet. **Article 14** (p. 4567) : amendement n° 23 de la commission des finances : suppression de l'article 14 ; rejeté.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **1600**). **Lettre rectificative** (n° **2098**). **Première lecture. Discussion des articles** [4 décembre 1980] : **Après l'Article 16** (p. 4665) : son amendement n° 173 : fourniture par l'administration des impôts de renseignements fiscaux au centre national de la cinématographie et aux sociétés d'auteurs, d'éditeurs, de compositeurs ou de distributeurs ; adopté ; [5 décembre 1980] : **Article 22** (p. 4683) : son amendement n° 139 : maintien de l'exonération de cotisations d'allocations familiales dont bénéficient les jeunes gens effectuant un stage au pair chez les chefs d'entreprise ; maintien de la possibilité pour les caisses de mutualité sociale agricole d'accorder des exonérations de cotisations et d'allocations familiales lorsque la situation des adhérents le justifie ; rejeté.

TOMASINI (René)

Député de l'Eure
(4e circonscription)
(RPR).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1099).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

Elu sénateur le 28 septembre 1980 [*J.O.* du 2 octobre 1980] (p. 2288).

Il est pris acte de la vacance de son siège de député [5 décembre 1980] (p. 4698).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 4 avril 1979] (p. 771), [*J.O.* du 4 avril 1980] (p. 857).

Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes [*J.O.* du 11 octobre 1979] (p. 2545).

DÉPOTS

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de **loi de finances pour 1979** (n° 560). — **Tome VI : Défense : section Marine** (n° **573**) [5 octobre 1978].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1290). — **Tome VI : Défense : section Marine** (n° **1295**) [2 octobre 1979].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de **loi de finances pour 1980**

(n° 1560). — **Défense : section Marine** (n° **1564**) [28 décembre 1979].

— **Proposition de loi** tendant à une **réforme du service national** (n° **1843**) [25 juin 1980].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° 560). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences, rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées, pour la section marine. **Discussion générale** [7 novembre 1978] (p. 7093) : diminution des moyens de la marine ; importance du nombre de nos unités navales et aéronavales ; (p. 7094) : nécessité de réviser la loi de programmation ; problèmes économiques et sociaux liés à la marine ; nécessité d'une meilleure coordination entre le vote annuel des crédits et le plan de charge des entreprises travaillant pour la défense nationale ; stimulation de la recherche par la relance des investissements « marine » ; crédibilité de la force de dissuasion nucléaire grâce aux SNLE et au Mirage IV ; nécessité de maintenir la flotte de surface ; tâches d'assistance en mer et de police de la circulation maritime assurées par la marine ; nécessité de voter des crédits supplémentaires dans la loi de finances rectificative pour financer les opérations exceptionnelles plutôt que de les reporter chaque année sur le budget de la marine.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences, rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées, pour la section marine. **Discussion générale** [6 novembre 1979] (p. 9453) : déplore que la présentation au Parlement du rapport sur l'exécution de la loi de programmation militaire n'ait pas été suivie d'un vote ; dégradation de la conjoncture internationale ; progression des dotations allouées à la marine ; réalisation conforme aux prévisions du programme relatif à la force océanique stratégique ; construction d'un sixième sous-marin nucléaire lanceur d'engins ; demande la construction de nouveaux sous-marins nucléaires ; coût élevé pour la marine de ses missions de service public ; (p. 9454) : budget de 1980 prévoyant la location de trois remorqueurs de haute mer ; difficulté de respecter l'objectif de 100 jours à la mer pour les bâtiments prévus par la loi de programmation ; détérioration de l'entretien et vieillissement de la flotte ; diminution du nombre des bâtiments et du tonnage ; réduction préoccupante de nos moyens aéronavals.

TONDON (Yvon)

Député de Meurthe-et-Moselle (1re criconscription) (S).

Elu le 24 septembre 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [*J.O.* du 27 septembre 1978] (p. 3398).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 29 septembre 1978] (p. 3415).

Cesse d'appartenir à ce groupe [*J.O.* du 4 octobre 1978] (p. 3473).

S'inscrit à ce groupe [*J.O.* du 7 octobre 1978] (p. 3505).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 octobre 1978] (p. 3481), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales [*J.O.* du 15 novembre 1978] (p. 3854).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage [*J.O.* du 17 mars 1979] (p. 621).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales [*J.O.* du 12 juin 1980] (p. 1448).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean Laurain relative au droit d'usage des eaux d'exhaure du bassin ferrifère lorrain (n° 1901) [2 octobre 1980] (p. 2556).

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Situation en Lorraine** [13 décembre 1978] (p. 9368) : nécessité de préserver l'emploi en Lorraine ; inquiétudes des travailleurs de la sidérurgie malgré le plan gouvernemental ; propositions des socialistes pour lutter contre le chômage.

— **Aciers spéciaux** [27 juin 1979] (p. 5732) : détérioration de la situation de l'industrie française des aciers spéciaux ; suppressions d'emplois à Ugine-Aciers, chez Creusot-Loire, chez Pompey ; attitude négative du patronat constatée par la mission

d'information parlementaire sur les problèmes de la sidérurgie.

— **Radios libres et interventions policières** [11 juin 1980] (p. 1741).

— **Démantèlement des industries lorraines** [15 octobre 1980] (p. 2731) : société Munch à Frouard ; aciéries de Pompey.

— **Centre de formation professionnelle de Nancy** [19 novembre 1980] (p. 4160) : situation financière de ce centre.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux opérations de la caisse d'amortissement pour l'acier** (n° **563**) **et projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **564**). **Première lecture. Discussion générale commune** [9 octobre 1978] (p. 5827) : poursuite du démantèlement de l'industrie lorraine ; faiblesse des moyens consacrés à la recherche et au développement dans le plan gouvernemental ; problèmes de l'achèvement de la nouvelle aciérie à oxygène de Neuves-Maisons ; conditions de travail des ouvriers de la sidérurgie ; coûts salariaux français inférieurs à ceux des autres pays du marché commun.

— **Déclaration du Gouvernement sur l'élargissement de la Communauté économique européenne et débat sur cette déclaration** (n° **800**). **Discussion** [15 décembre 1978] (p. 9591) : soutien des socialistes à l'élargissement de la communauté européenne ; aggravation des problèmes de certains secteurs industriels par cet élargissement ; exemple de la construction navale, des industries textiles et de l'habillement, et de la sidérurgie ; accroissement du poids des firmes multinationales dans l'Europe des douze ; (p. 9592) : propose une harmonisation générale des droits sociaux des travailleurs sur les dispositions les plus favorables existant dans chacun des Etats membres.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage** (n° **900**). **Discussion générale** [15 mars 1979] (p. 1673) : crise de la sidérurgie ; nécessité de moderniser et d'adapter l'appareil sidérurgique plutôt que de fermer les usines ; gaspillage des deniers publics ; accentuation de la dépendance française dans le plan Giraud.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :* **Industrie. Discussion générale** [5 novembre 1979]. **Rappel au règlement** (p. 9374) la non-communication du rapport Hannoun aux rapporteurs ; souhaite que le bureau tranche la question de savoir si un rapport de l'inspection des finances constitue un document de service au sens de l'article 164 de l'ordonnance de 1958.

Santé et sécurité sociale. Travail et santé. — III. **Santé et sécurité sociale. Examen des crédits** [15 novembre 1979]. **Etat B - Titre III** (p. 10127) : soutient l'amendement n° 466 de M. Daniel Benoist : suppression des crédits relatifs au remboursement au ministère de la défense des soldes des médecins du contingent mis à la disposition des services d'urgence ; rejeté ; souhaite que les crédits dégagés par l'amendement n° 466 soient affectés aux frais de déplacement des services extérieurs de l'action sanitaire et sociale ; (p. 10128) : soutient son amendement n° 467 (réduction de cinq millions des crédits relatifs aux études et statistiques) ; rejeté ; souhaite que les crédits dégagés par l'amendement n° 467 soient affectés aux programmes d'action sociale.

— **Projet de loi relatif au maintien des droits, en matière de sécurité sociale, de certaines catégories d'assurés** (n° **1348**). **Première lecture. Discussion générale** [23 novembre 1979] (p. 10647) : projet aboutissant à supprimer la protection sociale de certains chômeurs : ceux qui ne sont pas indemnisés par l'UNEDIC ; inexistence de l'assurance personnelle ; importance des cotisations du régime transitoire entre l'assurance volontaire et l'assurance personnelle ; problème de l'obligation alimentaire ; nécessité de supprimer la récupération sur succession ; (p. 10648) : texte constituant un aveu de l'impuissance du Gouvernement à lutter contre le chômage, un aveu de l'échec de l'ANPE et un abandon de la généralisation de la sécurité sociale ; régression des droits sociaux ; s'élève contre les incessantes modifications de l'ordre du jour de l'Assemblée.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique familiale** (n° **1408**). **Discussion** [22 novembre 1979] (p. 10546) : développement du travail féminin, moyen de l'émancipation de la femme et facteur de croissance économique ; insuffisance du nombre des crèches ; (p. 10547) : situation inadmissible des assistantes maternelles et des gardiennes de l'aide sociale à l'enfance.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1979** (n° **1397**). **Discussion générale** [3 décembre 1979] (p. 11122) : plan de redressement de la sidérurgie ; rallonge de 3,2 milliards demandée aux contribuables ; non-respect des engagements sociaux pris par les sociétés sidérurgiques et l'Etat ; dissimulation

aux parlementaires et au pays de l'ampleur de l'effort financier qui sera réellement demandé ; nécessité d'élaborer un plan industriel et à long terme ; la reprise par Sacilor des aciéries de Pompey ; renforcement des concurrents européens de la France ; (p. 11123) : le Fonds spécial d'adaptation industrielle ; l'absence de politique industrielle ; politique du coup par coup pratiquée sans tenir compte des volontés régionales ; exploitation du personnel ; exemple du CIT-Alcatel ; indifférence des industriels à la protection de l'environnement : exemples de la société Sandoz en Alsace, de la société pharmaceutique Synthélabo et des entreprises de produits chimiques à Joué-les-Tours.

— **Projet de loi portant diverses mesures de financement de la sécurité sociale** (n° **1266**). **Lettre rectificative** (n° **1370**). **Première lecture. Discussion générale** [4 décembre 1979] (p. 11222) : dénonce l'extension aux médecins conseils des caisses de sécurité sociale du pouvoir de saisir les juridictions ordinales ; (p. 11223) : souhaite la suppression des ordres des professions de santé ; dénonce le caractère rétroactif des contributions exceptionnelles mises à la charge des pharmaciens et laboratoires, et des entreprises pharmaceutiques ; caractère dérisoire du produit de cette contribution ; nécessité de limiter le conditionnement des produits pharmaceutiques et d'améliorer la formation économique des médecins ; souhaite que soit menée dans le secteur du médicament une politique industrielle fondée sur un minimum d'extension du secteur public, la mise en place d'un office national de la pharmacie, et une nouvelle politique des prix ; (p. 11224) : souhaite que soient appliquées plus strictement les dispositions en vigueur relatives à l'autorisation de mise sur le marché des médicaments.

— **Projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales** (n° **663**). **Première lecture. Discussion générale** [15 avril 1980] (p. 393) : participation ; échec des dispositifs de 1959 et 1967 ; élections présidentielles ; caractère facultatif des distributions d'actions ; revalorisation du travail manuel ; (p. 394) : comité d'entreprise ; pouvoirs du chef d'entreprise ; atteinte contre les libertés syndicales et le droit de grève ; chômage.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** (n° **1681**). **Première lecture. Discussion générale** [13 juin 1980] (p. 1844) : répression des mouvements sociaux ; police des chemins de fer ; notion de tentative de menace ; (p. 1845) : violence patronale dans les entreprises.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Travail et participation. Discussion générale [27 octobre 1980] (p. 3158) : atteintes aux droits syndicaux ; licenciement de représentants de personnel ; mise en cause de l'existence du droit de grève par les chefs d'entreprise et par la majorité ; conditions de travail et travail manuel ; accidents du travail ; moyens de l'inspection du travail ; travailleurs immigrés rendus responsables du chômage ; mineurs marocains de Lorraine.

Industrie. Discussion générale [13 novembre 1980] (p. 3849) : difficultés économiques de la Lorraine ; difficultés d'un plan industriel ; incapacité de l'industrie automobile à résoudre seule le problème.

Santé et sécurité sociale. Travail et santé. — I. **Section commune.** — III. **Santé et sécurité sociale. Discussion générale** [17 novembre 1980] (p. 4067) : conséquences sociales de la cotisation exceptionnelle payée par les salariés ; (p. 4068) : crise économique accroissant les occasions de dépenses sociales.

TORRE (Henri)

Député de l'Ardèche
(2e circonscription)
(App. UDF).

Elu le 12 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1098).

S'apparente au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

Elu sénateur le 28 septembre 1980 [*J.O.* du 2 octobre 1980] (p. 2288).

Il est pris acte de la vacance de son siège de député [9 octobre 1980] (p. 2645).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1978 [16 juin 1978] (p. 3101).

Membre de la commission de gestion du fonds spécial d'investissement routier [20 juin 1978] (p. 3174) [21 juin 1978] (p. 3212).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner : 1° le projet de loi, adopté par le Sénat, portant aménagement de la fiscalité directe locale (n° 689) ; 2° le projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements (n° 706) [*J.O.* du 23 novembre 1978] (p. 3932).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements [20 décembre 1978] (p. 9774).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1979** (n° 560). — Budgets civils. — **Annexe n° 41 : Transports.** — V. **Routes, ports et voies navigables** (n° **570**) [5 octobre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1290). — 1. Budgets civils. — A. Budget général. — **Annexe n° 41 : Transports : Routes, ports et voies navigables** (n° **1292**) [2 octobre 1979].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Transports. — V. **Routes, ports et voies navigables,** rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, pour les routes, ports et voies navigables. **Discussion générale** [9 novembre 1978] (p. 7315) : budget des transports pâtissant d'une conjoncture défavorable sur le plan économique et financier ; situation difficile du secteur des travaux publics ; nécessité de poursuivre l'action de redressement engagée dans le domaine des routes ; trois objectifs de cette action : développement du réseau autoroutier, rénovation du réseau existant, amélioration du service à l'usager de la route ; rejet par la commission de l'article 61 du projet de loi de finances fixant à 405 millions seulement la subvention d'Etat aux départements pour la prise en charge du réseau routier national déclassé ; stagnation des crédits des ports maritimes ; (p. 7316) : situation préoccupante du port de Marseille ; voies d'eau de plus en plus mal traitées dans le budget ; réalisation de la liaison Seine-Est - Seine-Nord et programme d'action prioritaire n° 6 liaison mer du Nord-Méditerranée ; nouvelle organisation du ministère des transports ; ambiguïté en ce qui concerne la tutelle gouvernementale de la profession des travaux publics. **Examen des crédits** [9 novembre 1978]. **Article 61** (p. 7329) : soutient l'amendement n° 176 de la commission des finances ; insuffisance de l'effort complémentaire du Gouvernement se traduisant par l'amendement n° 311 ; amendement n° 176 rejeté.

— **Projet de loi modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** (n° **706**). **Première lecture. Discussion des articles** [13 décembre 1978]. **Article premier : Article L 234-15** *bis* **du code des communes** (p. 9343) : soutient l'amendement n° 92 de la commission : portant à 100 F le montant minimum garanti par habitant attribué aux départements ; rejeté.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Transports. Discussion générale, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan pour les routes, ports et voies navigables [23 octobre 1979] (p. 8780) : diminution de l'activité des entreprises de travaux publics ; baisse de 2,7 % de leurs effectifs depuis l'année 1979 ; budget favorisant le secteur des routes ; étalement du programme autoroutier et ralentissement du rythme de rénovation du réseau ancien ; renforcement de l'action en faveur de la sécurité routière ; la priorité donnée aux PAPIR est une forme de transfert des charges de l'Etat vers les régions ; nécessité d'un contrôle plus étroit de l'Etat sur les sociétés concessionnaires d'autoroutes ; régression de la subvention aux départements pour la voirie nationale déclassée ; rejet par la commission de l'article 56 ; insuffisance des crédits pour les voies navigables ; (p. 8781) : modicité des crédits pour la liaison mer du Nord-Méditerranée ; stagnation des dotations budgétaires pour les ports maritimes.

TOURNÉ (André)

Député des Pyrénées-Orientales
(2e circonscription)
(C).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1978] (p. 1112), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission d'enquête sur les incendies de forêts dans la région méditerranéenne [*J.O.* du 20 décembre 1979] (p. 3204).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à célébrer le **8 mai** comme **fête nationale** (n° **64**) [18 avril 1978].

— **Proposition de loi** tendant à accorder le bénéfice de la **carte du combattant** et de la **législation sur les victimes de guerre** à tous les Français qui combattirent volontairement dans les rangs de l'Armée républicaine d'Espagne ainsi qu'à leur famille (n° **543**) [1er juillet 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 543) tendant à **accorder le bénéfice de la carte du combattant et de la législation sur les victimes de guerre à tous les Français qui combattirent volontairement dans les rangs de l'armée républicaine d'Espagne ainsi qu'à leur famille** (n° **1024**) [26 avril 1979].

— **Proposition de loi** tendant à compléter les dispositions de l'**article L 222-1 du code du travail** (n° **1664**) [25 avril 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur les propositions de loi : 1° n° 284 de M. Georges Bustin et plusieurs de ses collègues ; 2° n° 1243 de M. Robert Ballanger et plusieurs de ses collègues, tendant à remplacer dans le titre de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951 les mots : « personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi » par les mots : « **victime de la déportation du travail** » et à modifier, en conséquence, le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (n° **2073**) [19 novembre 1980].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Transports de fruits et légumes en provenance d'Espagne** [17 juin 1980] (p. 1894).

• *questions orales sans débat :*

— (n° **3466**) : **Contentieux entre les victimes de guerre et le Gouvernement** [30 juin 1978] (p. 3728, 3729, 3730) : application du rapport constant ; réunion de la commission tripartite avant la discussion budgétaire ; hommage à Auguste Touchard, président de l'ARAC.

— (n° **14582**) : **Situation des anciens combattants** [6 avril 1979] (p. 2424, 2425) : caractère inquiétant du projet de budget pour 1980 du secrétariat d'Etat aux anciens combattants ; nécessité d'un débat avec vote sur les problèmes des anciens combattants ; menace pesant sur certains de leurs droits du fait d'une refonte restrictive du code des pensions.

— (n° **16641**) : **Energies nouvelles** [8 juin 1979] (p. 4880, 4881) : mesures envisagées pour assurer le développement de l'énergie solaire ; remise en question de la centrale Thémis.

— (n° **28172**) : **Commémoration du 8 mai** [11 avril 1980] (p. 310).

— (n° **30624**) : **Production de fruits et légumes** [12 mai 1980] (p. 996) : vin ; prix communautaires ; (p. 997) : problèmes de la commercialisation des produits maraîchers et du remplacement de la vigne ; concurrence des pays méditerranéens ; (p. 998) : coopératives de conserverie.

— (n° **39532**) : **Marché des fruits et légumes** [19 décembre 1980] (p. 5097-5098) : nécessité de fixer un prix de référence à la production ; arrêt de toute importation non complémentaire ; respect de la préférence communautaire ; revendications des producteurs du Roussillon et des Pyrénées-Orientales ; conséquences de l'élargissement de la communauté ; faire jouer les clauses de sauvegarde.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Intérieur. Discussion générale [19 octobre 1978] (p. 6353) : inadaptation de la prévention en matière d'incendie de forêts, nécessité de créer des sections départementales de pompiers forestiers.

Anciens combattants. Discussion générale [24 octobre 1978] (p. 6509) : le rapport constant ; (p. 6510) : désaccord entre les an-

ciens combattants et la direction du budget sur l'année choisie comme référence pour le rapport constant ; mortalité élevée des anciens combattants. **Examen des crédits** [24 octobre 1978] (p. 6522) : **Etat B - Titre IV** : son amendement n° 254 : réduction des crédits prévus au titre IV ; absence d'augmentation du plafond de ressources imposé aux ascendants ; rejeté par scrutin public.

Budgets annexes de la Légion d'honneur et de l'Ordre de la libération. Discussion générale [24 octobre 1978] (p. 6526) : souhaite la création d'une promotion exceptionnelle de chevaliers de la Légion d'honneur à l'occasion du 11 novembre.

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique agricole et débat sur cette déclaration** (n° **790**). **Discussion** [14 décembre 1978] (p. 9439) : difficulté des conserveries de fruits et légumes dans les Pyrénées-Orientales ; importations abusives en provenance d'Italie, de Grèce et d'Espagne.

— **Projet de loi relatif à l'aide aux travailleurs privés d'emploi** (n° **795**). **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [5 janvier 1979] (p. 171) : drame humain qu'est devenu le chômage en France ; taux de chômage de 11,6 % dans le Languedoc-Roussillon frappant surtout les jeunes et les femmes ; (p. 172) : causes du chômage dans le département des Pyrénées-Orientales ; nécessité de créer du travail et non pas seulement d'indemniser le chômage ; nécessité de réaliser les projets de constructions et d'équipements en attente dans le département des Pyrénées-Orientales ; la « fable de M. Barre » ; le droit au travail, premier des droits de l'homme ; (p. 176) : interroge le Gouvernement sur les documents que les jeunes devront fournir pour bénéficier de l'indemnisation du chômage.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur** (n° **15**). **Première lecture. Discussion des articles** [9 mai 1979]. **Avant le Titre premier** (p. 3558) : soutient l'amendement n° 114 de M. Maurice Andrieux précédemment réservé : possibilité pour le Parlement, ses commissions et les groupes parlementaires de demander à tout organisme public, industriel ou de recherche, communication de ses avis sur tout programme le concernant ; rejeté ; problème du développement de l'énergie solaire ; problème de la construction de la centrale Thémis dans les Pyrénées-Orientales.

— **Rappel au règlement** [29 mai 1979] (p. 4250) : demande l'inscription à l'ordre du jour des conclusions du rapport de M. Garcin sur les cinq propositions de loi visant à déclarer le 8 mai jour de fête nationale férié après la décision du Conseil constitutionnel du 23 mai 1979 déclarant une semblable proposition de loi, déposée au Sénat, du domaine de la loi.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1979] (p. 9624) : le congrès national des producteurs de fruits et légumes ; mécontentement de ces producteurs en raison de la mévente de leurs productions ; destruction des produits excédentaires ; excédents de pommes ; (p. 9625) : difficultés dans le secteur du conditionnement des fruits et légumes; la concurrence des pays méditerranéens tue progressivement les coopératives conserveries.

Anciens combattants. Discussion générale [14 novembre 1979]. **Rappel au règlement** (p. 10024) : proteste contre le déroulement du débat et l'absence du rapporteur de la commission des finances ; (p. 10025) : devoirs de la France envers les victimes des guerres ; (p. 10025) : s'élève contre la mesure tendant à priver les ascendants dont les ressources dépassent un certain plafond du bénéfice de la pension à laquelle ils ont droit ; les anciens d'Afrique du Nord ; publication de la liste définitive des unités combattantes ; la journée du 8 mai ; (p. 10026) : proposition de loi tendant à faire du 8 mai un jour férié ; le rapport constant ; création d'une commission tripartite ; caractère dérisoire de l'augmentation de dix points de la majoration spéciale allouée aux veuves des grands invalides ; annonce faite par le Président de la République d'attribuer l'indice 500 aux veuves à partir de quarante ans. **Examen des crédits** [14 novembre 1979]. **Etat B - Titre IV** (p. 10045) : approuve l'amendement n° 464 de M. Alain Hautecœur : suppression des crédits prévus en 1980 pour la majoration des pensions d'anciens combattants et d'ayants droit.

— **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'adhésion de la République hellénique à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique** (n° **1339**). **Première lecture. Discussion générale** [5 décembre 1979] (p. 11287) : danger de la concurrence de l'agriculture grecque avantagée par ses coûts et son climat ; exemple des fruits et légumes et du vin ; (p. 11288) : adhésion de la Grèce constituant un précédent pour celle de l'Espagne et du Portugal.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion des articles** [15 décembre 1979]. **Avant l'Article 22** (*suite*) (p. 12056) : son sous-amendement n° 170 à l'amendement n° 56 de la commission : présidence de la commission

départementale par un magistrat de l'ordre administratif ; soutenu par M. Jacques Jouve ; rejeté.

— **Rappel au règlement** [3 avril 1980] (p. 96) : ordre du jour ; célébration du 8 mai.

— **Déclaration du Gouvernement sur la recherche et débat sur cette déclaration** (n° **1767**). **Discussion** [29 mai 1980] (p. 1450) : énergie solaire ; chercheurs du CNRS ; four solaire d'Odeillo-Font-Romeu ; (p. 1451) : centrale Thémis ; habilitation demandée par le laboratoire de thermodynamique de l'université de Perpignan ; alcool-carburant ; secteur des prothèses ; stimulateurs cardiaques ; (p. 1459) : réalisation, en France, de moteurs destinés au Brésil fonctionnant avec de l'alcool de canne à sucre.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Anciens combattants. Discussion générale [14 novembre 1980] (p. 3913) : perte du pouvoir d'achat des pensions évaluée à 26 % par les associations combattantes ; conclusions de la commission tripartite ; revalorisation générale des pensions ; attitude immobiliste et inadmissible du Gouvernement ; rattrapage de 14,26 % demandé par les anciens combattants ; revalorisation des petites pensions ; rejet du budget par la commission des affaires culturelles ; annonce qu'il demandera un scrutin public sur les deux titres du budget ; (p. 3914) : les annulations de crédit en raison des décès des anciens combattants de 1914-1918 ; relèvement du plafond de la retraite mutualiste servie aux anciens combattants ; inscription à l'ordre du jour des propositions de loi relatives à la célébration du 8 mai. **Deuxième délibération** [18 novembre 1980]. **Avant l'Article 44** (p. 4141) : rejet par l'Assemblée des crédits des anciens combattants ; non-prise en compte par le Gouvernement des travaux de la commission tripartite ; (p. 4142) : recours au vote bloqué ; rapport constant.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1980** (n° **2141**). **Première lecture. Discussion générale** [17 décembre 1980] (p. 4948) : difficultés économiques des Pyrénées-Orientales ; augmentation du chômage et exode rural ; conséquences néfastes de la politique agricole commune ; (p. 4949) : dénigrement injuste des vins de table ; désertification de la montagne ; menaces sur le train de haute montagne allant de Villefranche-de-Conflent à Latour-de-Carol ; difficultés de l'artisanat en montagne ; crise de l'industrie de la conserve.

TOURRAIN (Raymond)

Député du Doubs
(1re circonscription)
(RPR).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1099).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1112), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 7 avril 1978] (p. 1589), [*J.O.* du 4 avril 1979] (p. 771), [*J.O.* du 9 octobre 1980] (p. 2358), [*J.O.* du 5 avril 1981] (p. 961).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1981 (n° 1933) (Défense : section Marine) [9 octobre 1980] (p. 2651).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 979 rectifié) **portant création d'un établissement public national chargé de gérer les participations qui lui sont dévolues par l'Etat dans deux sociétés de constructions aéronautiques** (n° **1099**) [23 mai 1979].

— **Rapport d'information** déposé en application de l'article 145 du règlement au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur l'**armement nucléaire** (n° **1730**) [22 mai 1980].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° 1933). — **Tome VI : Défense - Section Marine** (n° **1979**) [9 octobre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Déclaration d'un membre de la commission de Bruxelles sur les élections européennes** [13 juin 1979] (p. 4998) : manquement du devoir de réserve d'un fonctionnaire du Gouvernement français représentant la

France à la commission de Bruxelles, M. Cheysson.

— **Production française de titane** [21 mai 1980] (p. 1129).

• *question orale sans débat :*

— (n° **887**) : **Conséquences sur l'emploi des charges supportées par les entreprises de plus de dix salariés** [19 mai 1978] (p. 1904, 1905) : l'assujettissement de ces entreprises à trois taxes supplémentaires et l'obligation pour elles de procéder mensuellement aux versements des cotisations de sécurité sociale constituent un frein en matière d'emploi ; suggère de relever à 20 salariés le seuil au-delà duquel les entreprises seraient assujetties à ces mesures.

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes actuels de la sécurité sociale** (n° **252**). **Discussion** [24 mai 1978] (p. 2014) : délais excessifs d'application des lois sociales ; incohérence de l'action des services sociaux ; retards dus à l'emploi de l'informatique pour la gestion des services sociaux.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique de la défense** (n° **388**). **Discussion** [15 juin 1978] (p. 2987) : nécessité d'une défense européenne indépendante des Etats-Unis ; signification de la détente : processus de réduction des tensions entre Etats à économie de marché et à économie planifiée mais non discussion de bloc à bloc ; politique soviétique de déstabilisation de l'Afrique et d'isolement de la Chine en Asie ; maintien de la défense, condition d'une politique de détente ; relation entre désarmement et défense ; (p. 2988) : désarmement consistant en une série de mesures de contrôle, de limitation propre à ralentir la course aux armements et non dans le mythe d'un monde totalement désarmé.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences. Discussion générale [7 novembre 1978] (p. 7133) : croissance insuffisante des effectifs de la gendarmerie ; nécessité d'améliorer les conditions d'habitat des gendarmes ; (p. 7134) : problème des retraités militaires et de leur droit au travail ; souhaite l'augmentation du taux de la pension de réversion des veuves de militaires.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences. Discussion générale [6 novembre 1979] (p. 9484) : problème de la mise en place des missions de la Sogepa, société créée pour gérer les participations publiques à la Snias et à la Société des avions Marcel-Dassault ; (p. 9488) : souhaite savoir si une des composantes de la force nucléaire stratégique a priorité sur les autres, si la décision de construire un missile mobile est déjà prise et s'il convient de développer les armes atomiques embarquées sur les SNLE et les bombardiers stratégiques ; (p. 9489) : problème du logement des gendarmes ; généralisation de l'aide personnalisée au logement interdisant désormais aux offices départementaux d'HLM de construire des logements pour les gendarmes.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1979] (p. 9655) : insuffisance des prix du comté ; mesures à prendre pour conserver au comité industriel du gruyère de comté sa vocation de promotion et de défense du produit ; (p. 9664) : approuve la procédure des questions ; demande qu'une horloge comtoise soit installée dans l'hémicycle.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique familiale** (n° **1408**). **Discussion** [22 novembre 1979] (p. 10550) : amoindrissement des positions matérielles des familles ; environnement social et culturel hostile à la famille ; nécessité d'offrir à la femme la possibilité d'élever le nombre d'enfants de son choix en la laissant elle-même décider si elle veut rester présente au foyer sans être pénalisée financièrement ; souhaite la création d'un grand ministère de la famille pour rétablir la situation démographique.

— **Projet de loi relatif à la Compagnie nationale du Rhône** (n° **1276**). **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [20 décembre 1979] (p. 12432) : demande qu'un effort d'information soit entrepris auprès des maires des communes concernées par la réalisation de la liaison Rhin-Rhône.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [9 avril 1980]. **Article 4** (*suite*) (p. 181) : son amendement n° 181 : règles applicables aux produits spécifiques ; retiré.

— **Projet de loi relatif au contrat d'assurance et aux opérations de capitalisation** (n° **1026**). **Première lecture. Discussion générale** [2 octobre 1980] (p. 2524) : complexité des contrats d'assurance vie au niveau de la valeur de rachat et de la valeur de réduction. **Discussion des articles. Article 14** (p. 2538) : coût pour l'assureur de la communication de la valeur de réduction et de la valeur de rachat ; (p. 2539) : risque de surcharger d'informations les quittances d'assurance. **Après l'Article 20** (p. 2546) : contrainte

excessive représentée pour les assureurs par l'institution d'un délai de réflexion.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences, rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées, pour la section marine. **Discussion générale** [23 octobre 1980] (p. 3022) : augmentation du budget de la marine ; augmentation des crédits affectés au carburant ; insuffisance de l'entretien de la flotte ; croissance des dépenses en capital ; effort relatif aux constructions neuves de la flotte ; développement de la force océanique stratégique ; missions de service public de la marine ; (p. 3023) : construction de deux porte-avions à propulsion nucléaire ; nécessité de construire deux SNLE supplémentaires ; (p. 3028) : doctrine militaire du général de Gaulle et application de cette doctrine par ses successeurs ; diminution de la part réservée au nucléaire dans le budget de la défense ; (p. 3029) : crédibilité des cinq SNLE ; effectifs et matériels de l'armée de terre, de la flotte et de l'aviation ; détente ; hégémonisme soviétique ; repli américain ; nécessité d'un nouvel effort de défense nucléaire dans un monde plus dangereux ; approuve la construction de la bombe à neutrons ; nécessité d'accroître la part du budget de la défense dans le PIBM.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [6 novembre 1980] (p. 3682) : évolution des prix de l'emmenthal et du gruyère ; inquiétude des éleveurs de Montbéliard du fait du projet de croisement des races holstein et montbéliarde.

TRANCHANT (Georges)

Député des Hauts-de-Seine
(2e circonscription)
(RPR).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 7 avril 1978] (p. 1589).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales [*J.O.* du 15 novembre 1978] (p. 3854).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 16 novembre 1978] (p. 3861).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage [*J.O.* du 17 mars 1979] (p. 621).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales (n° 663) [*J.O.* du 12 juin 1980] (p. 1448).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à supprimer le régime d'autorisation préalable prévue dans la réglementation des foires et salons (n° 2045) [4 décembre 1980] (p. 4675).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à compléter l'article premier de la **loi n° 68-1179** du 27 décembre 1968 afin de préciser que les **syndicats professionnels** qui peuvent s'organiser librement dans toutes les entreprises peuvent également participer dès le 1er tour à toutes les **élections professionnelles (n° 422)** [22 juin 1978].

— **Proposition de loi** tendant à la **modification de l'article 52 de la loi n° 73-1193** du 27 décembre 1973 **d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° **550**) [1er juillet 1978].

— **Proposition de loi** tendant **à modifier l'article 47 de la loi n° 46-628 modifiée du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz** (n° **1462**) [5 décembre 1979].

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner la gestion de **la caisse centrale d'activités sociales du personnel des industries électriques et gazières** (CCAS) et des **caisses mutuelles complémentaires et d'action sociale des industries électriques et gazières** (CAS) et

de rechercher une méthode de gestion de nature à permettre une collaboration étroite de l'ensemble des organisations syndicales représentées dans ce secteur d'activités (n° **1601**) [2 avril 1980].

— **Proposition de loi** tendant à étendre les cas spéciaux de **légitime défense** prévus à l'article 329 du code pénal et à interdire à l'auteur d'un crime ou d'un délit de demander réparation du dommage subi du fait de l'infraction dans l'hypothèse d'une riposte (n° **1711**) [14 mai 1980].

— **Proposition de loi** tendant à supprimer le régime d'autorisation préalable prévu dans la **réglementation des foires et salons** (n° **2045**) [6 novembre 1980].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Campagne du parti communiste en vue de recueillir de nouvelles inscriptions sur les listes électorales** [10 décembre 1980] (p. 4803) : inscription par démarchage ; détournement de documents électoraux ; exemple des mairies communistes de Levallois-Perret et Bobigny.

• *question orale sans débat :*

— (n° **29567**) : **Emissions pirates de radio** [25 avril 1980] (p. 734) : émissions pirates de radio à l'initiative des élus de la commune de Gennevilliers.

INTERVENTIONS

— **Proposition de loi modifiant et complétant la loi n° 68-1 du 2 janvier 1968 tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des brevets d'invention** (n°s **2902, 117**). **Commission mixte paritaire. Explications de vote** (p. 3468) : rappelle que la proposition de loi instituant un statut d'un inventeur salarié est due à une initiative de la majorité.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code de procédure pénale en matière d'exécution des peines privatives de liberté** (n° **562**). **Première lecture. Discussion des articles** [3 octobre 1978]. **Article 723-6 du code de procédure pénale** (p. 5499) : particularité de la détention préventive et risques présentés par les autorisations de sortir accordées aux détenus provisoires.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage** (n° **900**). **Discussion générale** [25 mars 1979] (p. 1697) : poids excessif des charges sociales amoindrissant la compétitivité des entreprises françaises ; propose que les fiches de paie des salariés mentionnent le salaire réel, c'est-à-dire comportent toutes les cotisations versées par l'employeur et l'employé ; (p. 1698) : souhaite que l'Etat et les compagnies d'assurances privées soient mis en concurrence pour la couverture de certains risques sociaux.

— **Projet de loi portant aménagement de la fiscalité directe locale** (n° **689**). **Première lecture. Discussion générale** [3 octobre 1979] (p. 7755) : problème posé par le régime fiscal applicable aux entreprises qui sont en train de se créer ; (p. 7756) : propose la création d'une valeur moyenne de référence correspondant à la profession et à la taille des entreprises pour les entreprises nouvelles. **Discussion des articles** [4 octobre 1979] : **Avant l'Article premier précédemment réservé** (p. 7804) : exprime son désir de voir supprimer la valeur indiciaire attachée à la taxe professionnelle ; [9 octobre 1979] : **Après l'Article 4** (p. 7937) : paracommercialisme contraire à l'esprit de la loi de 1901 pratiqué par de nombreuses associations. **Article 7** *(suite)* (p. 7955) : approuve l'amendement n° 326 du Gouvernement : exonérant de la taxe professionnelle toute entreprise nouvelle pour l'année de sa création.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Commerce et artisanat. Discussion générale [24 octobre 1979] (p. 8878) : forte progression des crédits du commerce et de l'artisanat mais distorsion importante entre l'artisanat et le commerce ; absence d'amélioration à l'ordonnance de septembre 1945 assujettissant les manifestations commerciales à une autorisation; absence d'effort pour améliorer la compétitivité des entreprises ; distorsion créée par le système des dérogations préfectorales ; retard croissant dans l'application des dispositions fiscales de la loi d'orientation ; impossibilité d'adhérer aux centres de gestion pour les entreprises les plus modestes en raison des coûts comptables et administratifs trop lourds ; (p. 8879) : regrette l'absence de retraite à soixante ans au taux plein pour les commerçants ayant cotisé pendant au moins trente-sept ans ; nécessité d'une aide financière en cas de maternité pour les épouses d'artisans et de commerçants ; nécessité d'étendre les primes à l'embauche d'un premier salarié au commerce ; absence de politique d'octroi de crédits spéciaux au commerce à taux bonifiés ; nécessité d'adapter la politique fiscale aux besoins des petites entreprises ; souhaite l'accroissement de la part déductible pour l'assiette des bénéfices industriels et commerciaux du salaire du conjoint de l'exploitant individuel.

Industrie. Discussion générale [5 novembre 1979] (p. 9382) : complexité des mécanismes d'aides à l'industrie ; souhaite la création d'une agence nationale d'aide à l'industrie ; nécessité d'un pouvoir de tutelle ou de coordination du ministère de l'industrie sur tout ce qui touche à l'industrie ; action novice de la DATAR en région parisienne.

— **Projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales** (n° **663**). **Première lecture. Discussion des articles** [15 avril 1980]. **Article premier** (p. 400) : son amendement n° 50 : tendant à remplacer la distribution gratuite d'actions par une souscription privilégiée ; rejeté. **Après l'Article premier** (p. 402) : son amendement n° 51 devient sans objet. **Article 4** (p. 403) : sociétés cotées en bourse. **Article 5** (p. 405) : son amendement n° 52 : tendant à faire souscrire volontairement les actions par les salariés à 10 % de leur valeur d'estimation : devient sans objet ; soutient l'amendement n° 55 rectifié de M. Bernard Marie : devient sans objet ; **Article 13** (p. 409) : soutient l'amendement n° 56 de M. Bernard Marie ; rejeté. **Après l'Article 18** (p. 411) : son amendement n° 62 : modification de l'article 193 de la loi du 24 juillet 1966 : fusion de sociétés ; retiré. **Article 21** (p. 412) : date de mise en application de la taxe sur le montant des cadeaux et frais de réception des entreprises. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [27 juin 1980] (p. 2433) : remise en cause des décisions de la CMP par les amendements du Gouvernement. **Deuxième lecture. Discussion générale** [30 juin 1980] (p. 2478) : actionnariat des salariés ; assemblée générale ; gage proposé pour le financement du texte pénalisant les entreprises les plus performantes ; coût du projet de loi ; rejet du projet par la commission. **Discussion des articles. Article premier** *bis* (p. 2479) : son sous-amendement n° 24 à l'amendement n° 2 du Gouvernement : délai de réunion de l'assemblée générale extraordinaire ; adopté. **Article 21** (p. 2485) : son amendement n° 27 : financement du projet ; adopté. **Troisième lecture. Discussion générale** [9 octobre 1980] (p. 2626) : compétitivité des entreprises françaises ; son hostilité à une distribution gratuite d'actions financée par l'Etat ; son vote hostile sur le projet.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier les articles 65 et 66 de la loi n° 67-563 du 13 juillet 1967 sur le règlement judiciaire, la liquidation de biens, la faillite personnelle et les banqueroutes** (n° **1481**). **Première lecture. Discussion des articles** [18 avril 1980]. **Après l'Article premier** (p. 572) : son sous-amendement n° 6 à l'amendement n° 2 du Gouvernement : harmonisation des délais en cas de faillite ; retiré.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** (n° **1681**). **Première lecture. Discussion des articles** [21 juin 1980]. **Après l'Article 21** (p. 2069) : son amendement n° 6 : accès au dossier d'instruction ; non soutenu. **Après l'Article 60** (p. 2114) : ses amendements n°s 1, 2 corrigé, 5 corrigé, 3 corrigé et 4 corrigé : légitime défense, crimes et délits excusables ; non soutenus.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Commerce et artisanat. Discussion générale [31 octobre 1980] (p. 3388, 3389) : aides aux manifestations commerciales françaises à l'étranger ; suppression de l'autorisation du ministre du commerce et de l'artisanat pour organiser une manifestation commerciale en France.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **1600**). **Lettre rectificative** (n° **2098**). **Première lecture. Discussion des articles** [4 décembre 1980]. **Avant l'article 16** (p. 4658) : s'oppose à l'amendement n° 79 corrigé de la commission des finances ; risque de mesures de rétorsion de la part des pays étrangers ; [5 décembre 1980] : **Après l'Article 23** (p. 4689) : son amendement n° 65 : limitation du budget des caisses d'action sociale des personnels des entreprises électriques et gazières ; rejeté par scrutin public ; (p. 4692) : problème de l'utilisation des fonds des œuvres sociales d'EDF.

V

VACANT (Edmond)

Député du Puy-de-Dôme
(5e circonscription)
(S).

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

Secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1979] (p. 2166).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1978] (p. 1112), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Alain Hautecœur et plusieurs de ses collègues tendant à instituer une commission spéciale chargée d'étudier dans quelles conditions les dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite annexé à la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964 seront étendues aux fonctionnaires civils et militaires et à leurs ayants cause dont les droits se sont ouverts antérieurement au 1er décembre 1964 (n° 1548) [10 avril 1980] (p. 296).

— Rapporteur de la proposition de loi de M. Alain Hautecœur et plusieurs de ses collègues tendant à étendre diverses propositions du code des pensions civiles et militaires de retraite aux fonctionnaires civils et militaires et à leurs ayants cause dont les droits se sont ouverts antérieurement au 1er décembre 1964 (n° 1549) [10 avril 1980] (p. 296).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° 560). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Anciens combattants. Discussion générale [24 octobre 1978] (p. 6505) : progression de 14 % du budget des anciens combattants ; relèvement du taux de la majoration spéciale accordée aux veuves ; maintien en cas d'activité professionnelle des pensions accordées aux enfant infirmes d'invalides ou de veuves et aux orphelins majeurs infirmes ; nécessité de respecter le droit à réparation ; retard dans la publication des listes des unités engagées en Algérie ; renforcement des effectifs des services départementaux de l'office national des anciens combattants ; problème du paramètre de rattrapage ; (p. 6506) : égalité de traitement des anciens combattants d'Afrique du Nord et des autres combattants ; maintien à 30 jours du délai de présomption d'origine pour les maladies contractées en service ; bénéfice de la campagne double ; élément du contentieux de la deuxième guerre mondiale ; venue en Auvergne de Frau Geissler, la « chienne de Tulle ».

Jeunesse, sports et loisirs. — Jeunesse et sports. Discussion générale [14 novembre 1978] (p. 7604) : opposition du milieu sportif au plan gouvernemental ; institution d'heures supplémentaires contraire à la politique de la lutte contre le chômage ; (p. 7605) : insuffisance des postes mis au concours au certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive ; discrimination opérée au profit du CREPS (centres régionaux d'éducation physique et sportive) ; diminution des postes d'enseignement au niveau uni-

versitaire ; vote hostile des socialistes et des radicaux de gauche.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **709**). **Lettres rectificatives** (n°s **735** et **749**). **Première lecture. Discussion des articles** [7 décembre 1978]. **Article 13** (p. 8986) : s'élève contre le financement des heures supplémentaires obligatoires des enseignants d'éducation physique, compte tenu de l'article 13, alors que le chômage des enseignants en éducation physique et sportive est considérable ; non-respect des objectifs du VII[e] Plan.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Jeunesse, sports et loisirs. — I. Jeunesse et sports. Discussion générale [29 octobre 1979] (p. 9122) : budget de plus en plus squelettique ; manque d'équipements sportifs ; coups portés au sport scolaire et universitaire ; (p. 9123) : problème des UER d'éducation physique et de la formation des professeurs ; insuffisance du crédit franc-élève.

Anciens combattants. Discussion générale [14 novembre 1979] (p. 10035) : insuffisance des mesures nouvelles en faveur des veuves et des grands invalides ; demande faite par les associations d'anciens combattants de reprise des travaux de la commission tripartite sur la base du prérapport établi par les parlementaires ; le 8 mai ; lenteur de la publication des listes des anciens combattants d'Afrique du Nord ; application du paramètre de rattrapage à l'unité ; l'inscription de la mention « guerre » sur les titres de pension des anciens d'AFN.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Jeunesse, sports et loisirs. — I. Section commune. — II. Jeunesse et sports. Discussion générale [7 novembre 1980] (p. 3728) : budget catastrophique ; UER d'enseignement physique et de sport ; problème des débouchés à la sortie de ces UER ; situation des professeurs adjoints formés par le CREPS ; refus d'habiliter la maîtrise des STAPS ; fermeture éventuelle du CREPS de Vichy.

Anciens combattants. Discussion générale [14 novembre 1980] (p. 3918) : unanimité réalisée contre le budget ; refus du Gouvernement d'appliquer les conclusions de la commission tripartite ; célébration du 8 mai ; problème des anciens combattants d'Afrique du Nord ; relèvement du plafond de la retraite mutualiste ; parution des listes d'unités combattantes ; augmentation des crédits sociaux attribués à l'office national des anciens combattants ; (p. 3919) : carte du combattant des résistants.

VALLEIX (Jean)

Député de la Gironde
(1re circonscription)
(RPR).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1099).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Représentant titulaire à l'Assemblée consultative du conseil de l'Europe [17 mai 1978] (p. 1775).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi concernant les comités professionnels de développement économique [18 mai 1978] (p. 1845).

Membre du comité consultatif de l'utilisation de l'énergie [18 mai 1978] (p. 1845), [19 mai 1978] (p. 1892).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la Compagnie nationale du Rhône [*J.O.* du 21 décembre 1979] (p. 3220).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1981 (n° 1933) (Transports : ports et voies navigables) [9 octobre 1980] (p. 2651).

DÉPOTS

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1979** (n° 560). — **Tome XXI : Transports et voies navigables** (n° **575**) [5 octobre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 566) prorogeant les dispositions de l'article premier de la **loi n° 77-1410** du 23 décembre 1977 relative à l'organisation des **transports de voyageurs dans la région d'Ile-de-France** (n° **695**) [16 novembre 1978].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1290). — **Tome XXII : Transports - Ports et voies navigables** (n° **1297**) [2 octobre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1276) relatif à la **Compagnie nationale du Rhône** (n° **1330**) [9 octobre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du **projet de loi relatif à la Compagnie nationale du Rhône** (n° **1515**) [20 décembre 1979].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1560). — **Tome XXII : Transports - Ports et voies navigables** (n° **1567**) [9 janvier 1980].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° 1933). — **Tome XXIII : Transports - Ports et voies navigables** (n° **1981**) [9 octobre 1980].

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère** (n° **372**). **Discussion** [8 juin 1978] (p. 2719) : similitude des problèmes posés aux pays industrialisés ; importance du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale ; position du Gouvernement sur la proposition de créer une agence européenne d'armement dépendant des communautés concurrente de l'UEO ; interdépendance croissante entre pays développés et pays en voie de développement ; nécessité d'une politique d'aide au développement réaliste ; désordre monétaire international.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Affaires étrangères. Discussion générale [2 novembre 1978] (p. 6927) : insuffisance des moyens affectés au rayonnement de la culture française ; (p. 6928) : refuse l'élargissement des pouvoirs consécutifs à l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel ; insuffisante association du Parlement français à l'élaboration de la politique européenne ; rôle du Conseil de l'Europe et de l'UEO, seule organisation européenne compétente en matière de défense.

Transports. — V. Routes, ports et voies navigables, rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges, pour les ports et voies navigables. **Discussion générale** [9 novembre 1978] (p. 7317) : insuffisance des moyens consacrés au programme d'action prioritaire n° 9 « développement du trafic de marchandises diverses dans les grands ports français » ; nécessité de renforcer la compétitivité des ports français ; importance de la qualité de la desserte des ports vers l'intérieur ; situation financière inquiétante des ports autonomes (p. 7318) : nette progression des crédits d'équipement des ports maritimes ; souhaite que la France sollicite davantage le fonds européen de développement régional ; rejet par la commission des crédits d'équipements consacrés aux voies navigables ; souhaite que les crédits consacrés à la liaison fluviale Mer du Nord - Méditerranée soient dissociés de ceux des voies navigables ; (p. 7323) : problème du déclassement en cours de certaines routes nationales dans des zones de montagne ; problème de l'harmonisation des péages d'autoroutes ; situation défavorisée des régions les moins puissantes où sont construites les autoroutes les plus coûteuses ; problème de la route Centre Europe-Atlantique. **Examen des crédits** [9 novembre 1978]. **Etat C - Titre V** (p. 7327) : soutient l'amendement n° 306 de la commission de la production : suppression des crédits du chapitre 53-31 ; rejeté.

— **Projet de loi réglementant la publicité extérieure et les enseignes** (n° **582**). **Première lecture. Discussion des articles** [19 avril 1979]. **Article 8 précédemment réservé** (p. 2782) : soutient le sous-amendement n° 143 de M. Robert-André Vivien à l'amendement n° 20 de la commission : nature de chaque catégorie de zone de réglementation spéciale ; rejeté. **Article 30** (p. 2802) : soutient le sous-amendement n° 146 de M. Robert-André Vivien à l'amendement n° 74 de la commission : résiliation à la demande de l'une des parties, à la première échéance survenant après l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la promulgation de la loi, de contrats de louage d'emplacements conclus avant le 1er janvier 1977 ; rejeté. **Explications de vote** (p. 2805) : texte permettant de trouver un équilibre entre la protection nécessaire du cadre de vie et la préservation de l'économie ; vote favorable du groupe RPR.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Transports, rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges, pour les ports et voies navigables. **Discussion générale** [23 octobre 1979] (p. 8784) : confusion due à la nouvelle présentation des crédits du ministère des transports ; budget décevant pour

les ports maritimes et mauvais pour les voies navigables ; (p. 8785) : problèmes du port commercial de Nice ; équipement industrialo-portuaire du Verdon ; insuffisance des voies navigables portant atteinte à la rentabilité des ports maritimes ; souhaite que soit terminée la liaison Compiègne-Soissons-Reims ; effort en matière de voies navigables très inférieur à celui de l'Allemagne ou de la Belgique ; demande l'inscription à l'ordre du jour du texte relatif à la compagnie nationale du Rhône ; problème des aides à la batellerie ; nécessité d'accélérer la construction du tronçon Baziège-Villefranche pour renforcer la liaison Atlantique-Méditerranée.

Affaires étrangères. Discussion générale. [7 novembre 1979] (p. 9568) : nécessité de rééquilibrer quelques choix de relations diplomatiques ; exemple du Brésil et de la Turquie ; rayonnement de la France dans le monde passant par le développement de l'enseignement du français ; (p. 9569) : incompatibilité de la répression actuellement menée en URSS avec les accords d'Helsinki ; conséquences de l'asile accordé en France à l'ayatollah Khomeiny.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique familiale** (n° **1408**). **Discussion** [21 novembre 1979] (p. 10495) : insuffisante progression des allocations familiales ; nécessité d'encourager la maternité et les couples dans le mariage et d'accroître les allocations pour la mère au foyer ; nécessité d'organiser la liberté de la mère de famille par la mise en place du statut de la mère de famille ; la proposition du RPR ; (p. 10496) : demande le vote d'une loi rassemblant les engagements concrets des pouvoirs publics pour la famille.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1328**). **Première lecture. Discussion générale** [28 novembre 1979] (p. 10834) : annonce qu'il votera contre le projet de loi ; nécessité de surmonter la détresse et non pas d'y céder ; inquiétude de voir le texte devenir définitif ; (p. 10835) : le caractère dissuasif de la loi de 1975 n'a pas été respecté ; absence de compensation par une meilleure politique de la contraception ; nécessité d'une action dans le domaine de l'éducation et pour la famille.

— **Projet de loi relatif à la compagnie nationale du Rhône** (n° **1276**). **Première lecture,** rapporteur de la commission de la production et des échanges. **Discussion générale** [10 décembre 1979] (p. 11512) : projet constituant l'instrument technique nécessaire à la réalisation de la liaison Rhin-Rhône ; achèvement de la liaison Rhin-Danube en 1985 ; intérêt pour l'économie nationale de la voie d'eau et de la liaison Rhin-Rhône ; (p. 11513) : nécessité d'une politique d'aménagement du territoire pour éviter que la liaison Rhin-Rhône ne stérilise la France de l'Ouest ; projet confiant la maîtrise de l'ouvrage à la compagnie nationale du Rhône ; possibilité d'utiliser pour le financement de la liaison Rhin-Rhône les recettes provenant de l'hydroélectricité ; impossibilité d'exiger des régions une participation exorbitante ; approuve l'idée d'un financement européen de la liaison ; souhaite que le Parlement se prononce définitivement avant la fin de 1979 ; avis favorable de la commission ; (p. 11515) : demande le rejet de la question préalable de M. Antoine Porcu ; contribution apportée aux débats en commission par le groupe communiste ; projet d'initiative française et non européenne ; intérêt du canal pour tout le territoire. **Discussion des articles** [10 décembre 1979]. **Article premier** (p. 11531) : s'oppose à l'amendement n° 8 de M. Vincent Porelli ; estime que l'amendement n° 2 rectifié de M. Gaston Defferre porte atteinte au principe et à l'existence juridique de la déclaration d'utilité publique ; soutient son amendement n° 13 : consultation des collectivités locales et des établissements publics régionaux sur l'implantation des ouvrages nécessaires à l'implantation du canal ; adopté. **Article 2** (p. 11532) : soutient l'amendement n° 1 de la commission : rédactionnel ; adopté ; s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Gaston Defferre. **Article 6** (p. 11533) : acceptation par la commission d'une augmentation à 30 du nombre des membres du conseil d'administration de la compagnie nationale du Rhône pour réserver quatre nouveaux sièges à des personnalités qualifiées ; (p. 11534) : s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Gaston Defferre ; demande un vote par division sur l'amendement n° 12 de M. Vincent Porelli ; acceptation par la commission de la présence de représentants du Parlement au conseil d'administration de la compagnie nationale du Rhône ; hostilité de la commission à l'obligation faite à ces représentants de présenter un rapport sur l'usage des fonds publics mis à la disposition de la compagnie. **Commission mixte paritaire,** rapporteur de la commission mixte paritaire. **Discussion générale** [20 décembre 1979] (p. 12432) : le texte de la CMP ; place du canal du Midi dans le plan de cinq ans pour les voies navigables.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère** (n° **1642**). **Discussion** [17 avril 1980] (p. 520) : mutations mondiales ; jeux Olympiques de Moscou ; droits de l'homme ; otages américains en Iran ; Conseil de l'Europe ; OPEP ; prix du pétrole ; aide de l'OCDE à la Turquie ; concertation

avec les Etats-Unis ; conférence de Madrid ; alliance pour le développement.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° 1933). **Première lecture.** *Deuxième partie :* **Affaires étrangères. Discussion générale** [12 novembre 1980] (p. 3795) : conférence de Madrid ; détente et renoncement des pays occidentaux ; coopération entre l'Europe et les Etats-Unis dans le domaine de l'armement ; groupe européen indépendant de programmes ; position de la France vis-à-vis de l'agence internationale de l'énergie ; politique européenne en cas de crise des approvisionnements.

Transports, rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges pour les ports et les voies navigables. **Discussion générale** [15 novembre 1980] (p. 3950) : augmentation de l'activité des ports métropolitains ; diminution des dépenses en capital pour les ports maritimes ; budget de catastrophe pour les voies navigables ; fonds d'action conjoncturelle ; liaison Rhin-Rhône ; nécessité d'élaborer un schéma directeur ou un programme de cinq ans pour les voies navigables. **Examen des crédits. Titre V** (p. 4006) : amendement n° 187 de la commission de la production : suppression des crédits d'investissement des voies navigables ; retiré ; fonds d'action conjoncturelle ; nécessité de crédits supplémentaires pour les voies navigables ; financement du projet Rhin-Rhône.

VEIL (Simone)

Ministre de la santé et de la famille.

NOMINATIONS

Ministre de la santé et de la famille (troisième Gouvernement de M. Raymond Barre). Décret du 5 avril 1978 [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1539).

Fin de ses fonctions de ministre de la santé et de la famille. Décret du 4 juillet 1979. [*J.O.* du 5 juillet 1979] (p. 1614).

DÉPOTS

— **Déclaration du Gouvernement** sur les problèmes actuels de la **sécurité sociale** (n° 252) [23 mai 1978].

— **Projet de loi** relatif **aux équipements sanitaires et modifiant certaines dispositions de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière** (n° 995) [24 avril 1979].

— **Projet de loi** relatif **aux études médicales** (n° 1033) [2 mai 1979].

— **Projet de loi portant diverses mesures de financement de la sécurité sociale** (n° 1266) [29 juin 1979].

QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement de :

— **M. Gilbert Millet : Situation des personnels hospitaliers** [10 mai 1978] (p. 1558, 1559) : amélioration des équipements, préalable indispensable ; humanisation des hôpitaux ; doublement des effectifs pour le même nombre de lits ; application au personnel des améliorations des rémunérations de la fonction publique augmentées de nombreuses mesures catégorielles ; prime dite « des treize heures ».

— **Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : Application de la loi sur l'interruption volontaire de grossesse** [17 mai 1978] (p. 1762, 1763) : les crédits affectés à la contraception ; la décision du Parlement de ne pas rembourser l'interruption volontaire de grossesse ; la possibilité de prise en charge au titre de l'aide sociale ; effort d'information au sujet de la contraception (380 centres ouverts).

— **M. Marcel Houel : Paiement mensuel des pensions de retraite et d'invalidité** [21 juin 1978] (p. 3214) : réforme envisagée si l'expérience actuellement en cours à Bordeaux est concluante.

— **M. Théo Vial-Massat : Primes de vacances pour les enfants de chômeurs** [28 juin 1978] (p. 3598) : aide traditionnelle aux familles pour les vacances ; distribution accrue de bons-vacances selon des barèmes établis par les caisses d'allocations familiales.

— **M. René de Branche : Allocation de logement des personnes âgées en maisons de retraite** [10 octobre 1978] (p. 5862) : but de l'allocation logement : améliorer l'habitat individuel des personnes âgées et non couvrir les frais de l'hébergement collectif.

— **Mme Gisèle Moreau : Effectifs des services de l'Assistance publique** [10 octobre 1978] (p. 5865) : suppression normale des agents recrutés à titre provisoire pour les vacances par l'Assistance publique.

— **M. Bernard Pons : Représentativité de l'organisation nationale des syndicats d'infirmiers libéraux** [10 octobre 1978] (p. 5865) : attente par les ministères de la santé et du travail des justifications que doit fournir l'ONSIL pour faire reconnaître sa représentativité.

— **M. Guy Ducoloné : Emissions de télévision consacrées à d'anciens nazis** [25 octobre 1978] (p. 6626) : impossibilité pour le Gouvernement d'intervenir dans la programmation des émissions ; critique indignée des émissions et articles tendant à susciter de l'intérêt pour Eva Braun.

— **M. Paul Quilès : Difficultés actuelles de la société française de production** [25 octobre 1978] (p. 6629) : l'ensemble de la politique du Gouvernement concernant la SFP sera exposé demain.

— **M. André Delelis : Enfance martyre** [8 novembre 1978] (p. 7223) : rôle des voisins, enseignants, médecins ; leur devoir d'informer les services d'aide sociale, pour conduire à des mesures de sauvegarde ; adoption possible uniquement après un certain délai d'abandon par la famille ; développement souhaitable du parrainage.

— **M. Marc Lauriol : Déplafonnement des cotisations de sécurité sociale** [22 novembre 1978] (p. 8155) : définition des règles de fixation du plafond des cotisations de sécurité sociale après consultation des cadres ; problèmes de la sécurité sociale déjà évoqués à l'Assemblée nationale dans un important débat.

— **M. Gilbert Millet : Augmentation des cotisations de la sécurité sociale** [13 décembre 1978] (p. 9361) : amélioration continue de la protection sociale au cours des dernières années ; augmentation corrélative logique des cotisations ; ces mesures seront soumises au Parlement au cours de la prochaine session.

— **M. Marcel Tassy : Recrutement de journalistes à la télévision française** [20 décembre 1978] (p. 9748) : l'appartenance à un parti politique ne saurait être un motif de non-recrutement à la radio et à la télévision, mais ne peut pas être, non plus, un motif de recrutement ; compétence des organismes de télévision et de radiodiffusion pour les recrutements.

— **M. Arthur Paecht : Validation de périodes d'activité salariée exercées en Algérie** [20 décembre 1978] (p. 9752) : la bonne volonté de l'administration ; possibilité pour les requérants, en l'absence de preuves, de faire une déclaration sur l'honneur ; impossibilité de reporter la date de forclusion au-delà du 30 juin 1979.

— **M. André Soury : Situation de l'hôpital de Girac en Charente** [2 mai 1979] (p. 3332) : difficultés de trésorerie de l'hôpital d'Angoulême maintenant surmontées ; ouverture en 1980 d'un hôpital neuf ; augmentation annuelle de 20 à 25 % des dépenses hospitalières.

— **M. Bernard Pons : Equipement hospitalier** [30 mai 1979] (p. 4354, 4355) : préférence des femmes pour les établissements publics hospitaliers ; la solution n'est pas la fermeture des établissements privés, mais une amélioration de leur équipement pour obtenir une meilleure répartition de la clientèle ; désir de la France de freiner la hausse des dépenses maladie.

— **M. Claude Wilquin : Accidents survenus dans certains hôpitaux** [6 juin 1979] (p. 4688) : caractère tendancieux de la question en raison de la période électorale ; les accidents de Baudelocque ou de la Pitié n'ont rien à voir avec la situation des hôpitaux ; établissements hospitaliers français plus modernes, crédits hospitaliers plus élevés, personnel plus nombreux que dans les autres pays.

— **M. Paul Quilès : Incident au centre nucléaire de Cadarache** [6 juin 1979] (p. 4688) : le conseil de l'information sur l'énergie électronucléaire relève de la compétence du Premier ministre.

Réponses aux questions orales sans débat de :

— **Mme Hélène Missoffe** (n° **179**) **: Plafond de ressources pour l'attribution d'avantages sociaux aux personnes âgées** [28 avril 1978] (p. 1452, 1453) : les règles relatives au plafond de ressources ont pour objet d'éviter les effets de seuil ; d'autre part, des aides importantes qui sont soumises à des plafonds de ressources supérieurs à ceux exigés pour le bénéfice du FNS sont accordées par les caisses de retraite sur leurs fonds d'action sanitaire et sociale.

— **M. Daniel Boulay** (n° **781**) **: Convention collective des personnels des caisses de sécurité sociale** [28 avril 1978] (p. 1453, 1454) : l'administration donne son agrément aux protocoles d'accord qui lui sont soumis mais ne doit s'immiscer ni dans la procédure contractuelle ni dans la gestion des caisses.

— **Claude Wilquin** (n° **1147**) **: Situation hospitalière à Berck-sur-Mer** [19 mai 1978] (p. 1905, 1906) : le principe du transfert de l'hôpital civil dans les locaux de l'hôpital maritime a été retenu ; notification des décisions au maire de Paris et au préfet du Pas-de-Calais.

— **M. André Delelis** (n° **2653**) **: Equipement hospitalier de la région du Nord-Pas-de-Calais** [16 juin 1978] (p. 3085, 3086, 3087) : possibilité de revoir l'indice retenu par la médecine dans la région, après une appréciation détaillée des besoins à moyen

terme ; l'effort considérable consenti (hôpitaux de Boulogne, Dunkerque, Valenciennes, Béthune, CHR de Lille) ; lutte contre la mortalité périnatale ; protection maternelle et infantile.

— **M. Alain Madelin** (n° **9061**) : **Organisation d'un débat sur la politique familiale** [24 novembre 1978] (p. 8348) : complexité des problèmes démographiques ; incidences sur la natalité des mesures déjà intervenues ; poursuite des réformes ; préparation d'un rapport qui sera déposé au Parlement.

— **M. Gérard César** (n° **6243**) : **Imposition des agriculteurs et des viticulteurs** [24 novembre 1978] (p. 8349) : existence de mesures assurant l'égalité de traitement des différentes catégories d'agriculteurs ; prise en compte du remboursement de la TVA et de la marge bénéficiaire de certains éleveurs et viticulteurs ; pour l'application du régime forfaitaire, fixation d'un même plafond de recettes pour les agriculteurs et les artisans et commerçants ; avantages de l'adhésion à un centre de gestion agréé.

— **Mme Jacqueline Chonavel** (n° **15181**) : **Contraception et interruption volontaire de grossesse** [20 avril 1979] (p. 2928) : la création des centres de planification familiale relève d'initiatives locales et leurs crédits sont inscrits au budget départemental, mais remboursés en partie par l'Etat ; rôle des médecins ; au moins un hôpital public où se pratiquent les interruptions volontaires de grossesse dans tous les départements (sauf deux) ; projet de loi déposé en automne.

— **M. Lucien Villa** (n° **15722**) : **Budget des établissements publics d'hospitalisation** [4 mai 1979] (p. 3508, 3509) : autorisation par le Parlement (loi du 4 janvier 1978) d'expérimenter le budget global ; circulaire du 29 mars 1979 ne préjugeant en rien de la réforme tarifaire hospitalière à décider par le Parlement ; aucune politique d'austérité dans le domaine de l'hospitalisation.

Suppléée par Mme Nicole Pasquier, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation (emploi féminin) :

— **M. Jean Fontaine** (n° **15430**) : **Politique familiale et sociale à l'égard des départements d'outre-mer** [11 mai 1979] (p. 3820).

Suppléée par M. Norbert Segard, secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications :

— **M. Roger Corrèze** (n° **16858**) : **Couverture sociale des assistantes maternelles** [8 juin 1979] (p. 4891, 4892).

— **M. Alexandre Bolo** (n° **17037**) : **Caisse de retraite et de prévoyance des VRP** [15 juin 1979] (p. 5204) : régime de retraite des VRP contractuels ; accord de coopération passé en 1972 pour instituer une solidarité financière avec le régime des cadres ; prêts accordés à l'institut de retraite des VRP par l'association générale des institutions de retraite des cadres (AGIRC) ; pas d'intervention du ministère chargé de la sécurité sociale car les régimes de retraite complémentaire sont des régimes de droit privé.

— **M. Emmanuel Hamel** (n° **17366**) : **Politique familiale** [15 juin 1979] (p. 5205, 5206) : protection de la famille : une des cinq options prioritaires du VIII[e] Plan ; poursuite des efforts du Gouvernement pour qu'une croissance du budget social de la nation permette de dégager les moyens financiers d'une politique familiale plus dynamique ; problèmes posés par le calcul du coût du salaire maternel et par la détermination des catégories de femmes pouvant en bénéficier.

— **M. Jacques Mellick** (n° **17381**) : **Budgets et activité des hôpitaux publics** [15 juin 1979] (p. 5207, 5208) : cette circulaire vise à assurer la maîtrise des dépenses de santé pour donner la priorité à la politique familiale et à la couverture sociale ; élaboration des budgets en fonction d'hypothèses d'évolution des prix, des salaires et de l'activité des établissements.

— **M. Roland Beix** (n° **17535**) : **Commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel** [22 juin 1979] (p. 5556, 5557) : commissions en place dans tous les départements ; augmentation des effectifs de leurs agents ; accélération de l'instruction des dossiers en cours et développement de la concertation avec les familles ; publication de 47 décrets d'application pour la loi de 1975.

— **M. Alain Léger** (n° **17642**) : **Mesures en faveur de l'enfance** [22 juin 1979] (p. 5557) : réalisations locales par un grand nombre d'associations ; sur le plan gouvernemental, réflexion sur l'intérêt d'une action préventive et les moyens de la développer et sur la réforme des institutions d'accueil d'enfants ; adaptation des prestations et intensification du soutien personnalisé aux familles ; action d'information pour développer le placement en famille d'accueil.

— **M. André Petit** (n° **17655**) : **Hôpitaux de l'Ile-de-France** [22 juin 1979] (p. 5559) : nécessité de réduire le nombre des chirurgiens formés chaque année par l'internat en France dans l'intérêt même des malades ; demande adressée dans ce sens au conseil d'adminis-

tration des centres hospitaliers régionaux ; concertation au niveau du ministère avec les responsables médicaux et administratifs des hôpitaux périphériques ; efforts pour maintenir l'équilibre entre les hôpitaux de l'Assistance publique que sont les CHU et ceux de la région sanitaire de l'Ile-de-France.

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes actuels de la sécurité sociale (n° 252). Discussion** [23 mai 1978] (p. 1924) : attachement des Français au système de protection sociale ; améliorations souhaitées en matière de santé, de protection de la famille et des personnes âgées ; rapport établi en 1977 par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales ; absence d'unanimité des Français quant à l'évolution future de la sécurité sociale ; bilan du système de sécurité sociale ; élargissement de la couverture des risques sociaux ; (p. 1925) : diversification et revalorisation des prestations ; diversifications des interventions de l'assurance maladie ; amélioration des retraites ; effort consenti en matière de prestations familiales ; développement de prestations familiales spécifiques ; élargissement du champ d'application des prestations familiales ; instauration progressive d'un statut social de la mère de famille ; réalisation d'une protection de base commune à tous les Français et loi du 24 décembre 1974 ; étapes du rapprochement des divers régimes ; stabilité des structures de financement et d'organisation de la sécurité sociale ; (p. 1926) : problèmes posés par une réforme de l'assiette des cotisations ; complexité de l'organisation du système de sécurité sociale et de la législation sociale ; effort de simplification et d'humanisation des relations avec le public ; évolution vers plus de simplicité limitée par le souci croissant d'équité des Français ; principaux axes d'action du Gouvernement pour la période à venir ; environnement économique et financier de la sécurité sociale ; (p. 1927) : variables agissant sur l'équilibre financier des régimes de sécurité sociale ; trois priorités s'imposant au Gouvernement : maîtriser l'évolution des dépenses de santé, favoriser la famille, assurer la solidarité en faveur des personnes âgées ; causes de la croissance des dépenses de santé ; orientations du Gouvernement concernant le système hospitalier ; poursuite de la politique conventionnelle à l'égard des professions de santé ; politique des dépenses pharmaceutiques; (p. 1928) : amélioration de la protection financière des familles ; quatre orientations du programme de Blois : progression des prestations familiales, protection spécifique des familles nombreuses, compatibilité entre vie professionnelle et vie familiale, statut social de la mère de famille ; politique de la vieillesse ; (p. 1929) : développement de l'esprit de solidarité qui a présidé à la création de la sécurité sociale ; [24 mai 1978] (p. 2017) : principes de la sécurité sociale : redistribution et solidarité ; signification de l'harmonisation des régimes ; conséquences sur les régimes spéciaux et les régimes autonomes ; trois directions de l'action d'harmonisation : éviter la création de nouvelles distorsions entre les régimes ; (p. 2018) : empêcher l'apparition de dispositions exclues du régime général dans les régimes spéciaux, aboutir à une meilleure coordination entre les régimes ; mesures de simplification administrative prises : suppression des délais pour les examens prénataux et postnataux, possibilité pour les mères de recevoir les prestations familiales ; développement des mesures d'octroi de ressources pendant le délai de liquidation des pensions de retraite ; coût des propositions du médiateur : exemple de l'allocation de tierce personne aux personnes âgées de plus de 65 ans ; problème des relations entre les caisses de sécurité sociale et l'administration ; insuffisance de la tutelle administrative ; compétence gouvernementale pour la définition de la politique de santé ; politique de maîtrise des dépenses de santé menée par le Gouvernement ; (p. 2019) : évolution de la démographie médicale ; action par la maîtrise de l'offre de soins plutôt que par celle de la demande de soins ; rôle du ticket modérateur ; information des assurés sur le montant des cotisations versées par les employeurs ; ses objections à l'éventualité d'une communication annuelle aux assurés du montant des prestation d'assurance maladie versées de leur fait ; politique de prévention menée par le Gouvernement : décuplement des crédits de l'éducation sanitaire, mise en place d'un comité interministériel ; politique d'adaptation des équipements et des programmes hospitaliers ; rééquilibrage du budget social par diminution des prestations familiales depuis 1945 ; (p. 2020) : niveau élevé de la protection financière des familles en France ; engagements du Gouvernement en matière de progression des prestations familiales ; la solution au problème du veuvage passe par l'octroi aux femmes de droits propres ; efforts faits en matière de prise en charge sociale des enfants, notamment dans le domaine des crèches ; inconvénients d'une socialisation abusive de la famille ; objectif pour le troisième âge : insertion sociale des personnes âgées ; (p. 2021) : amélioration du système de soins, notamment par l'humanisation des établissements, amélioration des revenus ; système actuel des cotisations ; rapport du Plan ; influences bénéfiques à terme d'un changement d'assiette pour

l'emploi, mais pénalisation des industries d'investissement ; (p. 2022) : incertitudes des résultats d'une réforme de l'assiette des cotisations ; accroissement des moyens de la protection maternelle et infantile ; problème posé par les retraites des rapatriés ; maintien du régime local d'assurance vieillesse ; (p. 2023) : application de la loi d'orientation sur les handicapés ; développement des ateliers protégés ; réalisation de l'égalité des départements d'outre-mer et de la métropole en matière de prestations familiales ; importance du contrôle parlementaire sur la sécurité sociale ; difficultés qu'il présente en raison de la nature des dépenses de la sécurité sociale et de la répartition des compétences entre la loi et le règlement ; son opposition à une réforme de la Constitution ; création d'un groupe de travail sur ce problème.

— **Proposition de loi tendant à la modification des articles L 473 et L 476 du code de la santé publique relatifs à la profession d'infirmier ou d'infirmière et de l'article L 372 de ce code relatif à l'exercice illégal de la profession de médecin** (nos **2795, 148**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [25 mai 1978] (p. 2045) : rôle spécifique de l'infirmière précisé par le texte ; conséquences tirées de l'arrêt du Conseil d'Etat.

— **Projet de loi portant diverses mesures en faveur de la maternité** (n° **401**). **Première lecture. Discussion générale** [26 juin 1978] (p. 3470) : augmentation du pouvoir d'achat des allocations familiales depuis 1974 ; extension de la protection sanitaire et sociale des mères ; action d'information entreprise ; (p. 3471) : augmentation du nombre d'examens prénataux obligatoires dans les régions à mortalité néo-natale élevée ; possibilité d'une surveillance à domicile des grossesses ; allongement de deux semaines du congé postnatal et du congé d'adoption ; congés supplémentaires en cas de naissances multiples ; le programme de Blois ; allongement total de trois mois du congé de maternité ; risque de réactions défavorables à l'emploi féminin ; remboursement des traitements de la stérilité ; action menée en faveur de la périnatalité ; abaissement du taux de la mortalité périnatale ; prise en charge des prix de journée dans les services de maternité ou de pédiatrie ; (p. 3472) : problème du dépistage du mongolisme ; nécessité d'accroître le travail féminin à temps partiel ; inégalité de protection des mères suivant leur régime de sécurité sociale ; création d'une allocation de remplacement en faveur des exploitantes agricoles ; difficulté de l'harmonisation des régimes sociaux ; (p. 3477) : expérience pilote menée à Blanc-Mesnil ; délai nécessaire à l'application du programme de Blois ; difficulté de la condition paysanne ; adaptation de l'aide accordée aux exploitantes agricoles à leur situation spécifique ; nécessité d'assurer le remplacement de la mère de famille ; prolongation de la prise en charge et meilleure information des milieux agricoles ; problème des décrets d'application ; (p. 3478) : s'engage à s'informer sur le décret d'application de l'allocation de parent isolé dans les départements d'outre-mer. **Discussion des articles** [26 juin 1978]. **Article 3** (p. 3479) : son opposition aux amendements n° 17 de la commission et n° 5 de Mme Hélène Constans ; opposition du Gouvernement à l'adoption de l'amendement n° 6 de M. Gilbert Millet. **Article 4** (p. 3480) : conséquences néfastes pour le travail féminin des amendements n° 14 de M. Jacques-Antoine Gau et n° 8 de M. Joseph Legrand ; (p. 3481) : utilisation par le Gouvernement de l'article 40 ; opposition du Gouvernement aux amendements n° 9 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis et n° 15 de M. Jacques-Antoine Gau ; (p. 3481) : opposition du Gouvernement à l'amendement n° 11 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis. **Article 5** (p. 3482) : application du prolongement du congé de maternité aux femmes dont le congé de maternité n'a pas expiré au 1er octobre 1978 ainsi qu'aux femmes enceintes à cette date ; réunion du groupe de travail interministériel chargé d'étudier les mesures susceptibles d'améliorer la situation des femmes enceintes qui travaillent. **Article 6** (p. 3483) : problème des sept examens prénataux obligatoires et de la prise en charge totale des soins ; nécessité du versement d'une allocation pour multiplier le nombre des examens prénataux jusqu'à sept ou huit ; sa préférence pour la politique d'information susceptible d'inciter les femmes présentant les plus grands risques à suivre les examens ; développement des centres de protection maternelle et infantile ; chute probable du taux de mortalité périnatale et du nombre des enfants handicapés ; impossibilité de prendre en charge les femmes pendant toute la durée de leur grossesse. **Après l'Article 9** (p. 3484) : soutient l'amendement n° 19 du Gouvernement : création d'un fonds spécial d'action sociale auprès des caisses mutuelles régionales et de la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs non salariés, versement aux femmes commerçants et artisans d'une allocation destinée à couvrir partiellement leurs frais de remplacement en cas de maternité ; adopté.

— **Projet de loi relatif aux piscines et aux baignades aménagées** (n° **251**). **Première lecture. Discussion générale** [26 juin 1978] (p. 3486) : objet du projet : améliorer les

conditions d'hygiène et de sécurité dans les piscines et baignades aménagées publiques et privées autres que celles réservées à l'usage personnel d'une famille ; (p. 3487) : principe d'une déclaration faite à la mairie du lieu de l'implantation pour toutes personnes qui procèdent à l'installation d'une piscine ; possibilité pour les autorités administratives de procéder aux vérifications nécessaires et même d'interdire l'utilisation des installations.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Travail et santé. — I. Section commune. — III. Santé et famille. Discussion générale [27 octobre 1978] (p. 6844) : progression de 18 % en 1979 du budget de la santé ; nécessité de consacrer des moyens supplémentaires à l'amélioration qualitative de l'hébergement ; possibilité de financer avec les crédits d'humanisation des hôpitaux la modernisation des plateaux techniques accompagnant la suppression des salles communes ; fin de la pénurie d'infirmières ; revalorisation de situation de l'ensemble des personnels hospitaliers ; politique d'éducation sanitaire désormais crédible ; reconversion du réseau des dispensaires d'hygiène publique ; réussite éclatante de la politique de périnatalité ; (p. 6845) : progression des crédits affectés à la protection maternelle et infantile ; efforts particuliers pour la santé scolaire ; augmentation des crédits destinés à la recherche ; nécessité de renforcer les moyens des administrations sociales ; détérioration de la situation de trésorerie et de la situation financière de la sécurité sociale ; apparition d'un nouveau type de déséquilibre financier dû à la croissance des dépenses d'assurance vieillesse ; (p. 6867) : problème des charges indues ; étude par le conseil économique et social du problème de l'aménagement de l'assiette des cotisations ; étude comparative des pensions de réversion ; respect du délai fixé par la loi du 12 juillet 1977 pour le dépôt d'un rapport sur la politique globale de la famille ; relèvement du plafond de l'actif successoral applicable en matière de récupération du fonds national de solidarité ; inutilité d'une table ronde sur la sécurité sociale ; amélioration des circuits de trésorerie ; (p. 6868) : rémunération des fonds de la sécurité sociale déposés à la caisse des dépôts et consignations ; absence de l'obligation d'adhésion à un régime de sécurité sociale ; poursuite de l'effort d'harmonisation ; politique de la famille ; existence de droits personnels de la mère au foyer ; retraite des mères de famille ; amélioration des droits dérivés ; impossibilité d'étendre la notion fiscale d'enfant à charge à certaines prestations ; problème de l'apport personnel dans le financement de la construction ; dotation insuffisante pour les prêts aux jeunes ménages ; effort en faveur de la vieillesse ; importance du nombre de pensions anticipées délivrées ; augmentation du pouvoir d'achat des personnes âgées ; (p. 6869) : hospices ; défense de la médecine libérale ; impossibilité du système dit « saltiel » ; délai de mise en œuvre de la réforme de la tarification hospitalière privée ; utilisation des profils médicaux ; malfaçons dans les unités psychiatriques ; intérêt d'une liaison plus grande entre recherche publique et recherche privée ; nécessité du recrutement des pharmaciens inspecteurs ; réalisation du programme d'humanisation des hôpitaux ; problème de la clinique de Saint-Clair-de-la-Tour ; redressement du thermalisme ; (p. 6870) : problèmes propres à Paris ; procédure d'autorisation, participation de l'Etat aux équipements locaux ; intérêt de l'hospitalisation à domicile ; absence de démédicalisation du long séjour ; problème de coordination de la prévention ; campagne de lutte contre le tabagisme menée dans le cadre de l'action sanitaire à l'école ; problème de la prévention en matière d'accidents du travail et développement de l'indemnisation des accidents du travail ; situation des affiliés du régime local des départements du Haut-Rhin et Bas-Rhin et Moselle ; (p. 6871) : dispositions favorables prises pour les travailleurs frontaliers ; situation des départements d'outre-mer ; caractère mondial du problème de l'augmentation des coûts de santé.

— **Projet de loi relatif aux études médicales** (n° **1033**). **Première lecture. Discussion générale** [22 mai 1979] (p. 4072) : concertation ayant marqué l'élaboration du projet ; (p. 4073) : création d'un cycle terminal spécifique préparant à l'exercice de la médecine générale ; résidanat et stages extra-hospitaliers ; réforme du troisième cycle du spécialiste réalisant une fusion entre les certificats d'études spéciales et l'internat ; pas de présélection au concours d'internat ; diminution nécessaire du nombre des internes en chirurgie ; (p. 4074) : nécessité d'adapter le nombre des médecins et des spécialistes aux besoins de la population ; large diffusion du contenu des futurs décrets d'application de la loi ; caractère irremplaçable du médecin généraliste ; (p. 4096) : généralisation de la sélection des étudiants en médecine dans le monde ; (p. 4097) : communication à l'Assemblée nationale de projets de décrets ; approbation par la plupart des médecins des dispositions concernant la formation des généralistes ; problème du placement des internes et des résidents dans les établissements hospitaliers. **Discussion des articles** [22 mai 1979]. **Article premier** (p. 4099) : soutient l'amendement n° 37 du Gouvernement : fixant à deux ans

la durée du résidanat et permettant de la réduire jusqu'à l'année universitaire 1986-1987 ; réservé puis adopté ; (p. 4100) : sur l'amendement n° 9 de la commission : difficulté de créer en même temps un poste d'interne et un poste de résident dans de petits établissements hospitaliers ; soutient le sous-amendement n° 38 du Gouvernement à l'amendement n° 10 de la commission : précisant que la formation des résidents comporte non seulement l'exercice de fonctions hospitalières mais aussi un enseignement théorique ; adopté ; (p. 4101) : nécessité de maintenir la médecine interne dans le cadre de la réglementation générale des spécialités ; nécessité d'inclure la psychiatrie dans le cadre de la réforme ; (p. 4102) : soutient le sous-amendement du Gouvernement à l'amendement n° 11 de la commission : suppression des dispositions de l'amendement n° 11 déterminant la composition des commissions instituées dans chaque région d'internat ; adopté ; (p. 4103) : dispositions des amendements n° 13 de la commission et n° 28 de M. Jacques Sourdille relevant du domaine de l'autonomie des UER ; (p. 4106) : sur l'amendement n° 29 de M. Joseph Comiti : préoccupation du Gouvernement de créer un internat en pharmacie ayant les mêmes caractéristiques que l'internat en médecine pour la formation de certains spécialistes, problème difficile des relations entre médecins et pharmaciens ; nécessité d'une étude supplémentaire. **Article 3** (p. 4109) : sur l'amendement n° 18 de la commission : responsabilité de chaque UER dans le choix des critères de la sélection en fin de première année de médecine. **Après l'Article 3** (p. 4110) : invoque l'article 98 alinéa 5 du règlement de l'Assemblée à l'encontre de l'amendement n° 31 de M. Joseph Comiti. **Deuxième lecture. Discussion générale** [28 juin 1979] (p. 5801) : son opposition à l'institution d'un examen à la fin du second cycle ; (p. 5802) : approuve l'adoption de dispositions identiques pour l'internat en médecine et pour l'internat en pharmacie, en ce qui concerne la biologie. **Discussion des articles** [28 juin 1979]. **Article premier : Article 45 de la loi du 12 novembre 1968** (p. 5805) : hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 1 de la commission ; rédaction du Sénat permettant de ne pas exclure l'éventualité d'une prolongation exceptionnelle du résidanat ; s'oppose à l'amendement n° 3 de la commission qui est sans rapport avec le projet dans la mesure où il concerne les carrières hospitalières ; (p. 5806) : volonté du Gouvernement de donner aux anciens résidents la possibilité d'accéder à des postes hospitaliers ; (p. 5807) : hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 13 de M. Joseph Comiti et à l'instauration de tout examen en fin de deuxième cycle des études médicales ; (p. 5808) : demande un scrutin public sur l'amendement n° 13 de M. Joseph Comiti. **Article 45 de la loi du 12 novembre 1968** (p. 5809) : hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 4 rectifié de la commission dont l'adoption aurait pour effet d'interdire à un médecin ayant accompli ses études avant la création des fonctions de résident de bénéficier d'une formation spécialisée. **Article 45 *quater* de la loi du 12 novembre 1968 :** soutient un sous-amendement du Gouvernement à l'amendement n° 5 de la commission : excluant les résidents de la liste des membres des commissions chargées de se prononcer sur la répartition des internes en pharmacie ; adopté. **Article 3** (p. 5810) : hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 12 de M. Louis Donnadieu qui implique un bouleversement de l'enseignement secondaire ; (p. 5812) : hostilité du Gouvernement à l'amendement **n° 6 de la commission** ; difficulté d'établir par décret une répartition des effectifs d'étudiants en fonction des différentes catégories de baccalauréat. **Article 4 :** hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 7 de la commission ; existence de plusieurs textes précisant les conditions d'équivalence entre les postes d'internes des régions sanitaires et les postes d'internes des CHR faisant partie d'un CHU.

— **Projet de loi relatif aux équipements sanitaires et modifiant certaines dispositions de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière** (n° **995**). **Première lecture. Discussion générale** [20 juin 1979] (p. 5367) : effort accompli en matière d'équipement hospitalier ; constatation d'excédents globaux en lits d'hospitalisation par rapport aux besoins définis par la carte sanitaire du fait du progrès des techniques médicales, de l'élévation du niveau de vie, et du développement des services de soins à domicile ; (p. 5368) : coût des lits inoccupés presque aussi élevé que celui de lits occupés ; tendance des établissements à rejeter l'éventualité de toute diminution de capacité ; projet permettant au ministre de prendre les mesures nécessaires pour adapter la capacité d'un établissement ou d'un service aux besoins réels du public ou de modifier la répartition des services ou des équipements dans un hôpital ; procédure éliminant le risque d'arbitraire ; estime inutile de prendre des dispositions nouvelles pour les établissements privés ; (p. 5369) : projet ne défavorisant pas le secteur public ; ambition excessive de nombreux programmes d'équipements hospitaliers publics ; nécessité de maîtriser la croissance des dépenses hospitalières ; (p. 5409) : qualifie M. Gilbert Millet d'irresponsable dangereux ; système de santé des pays communistes aboutissant à l'existence d'une médecine de pau-

vres sauf pour quelques privilégiés du régime ; projet ne visant qu'à mettre fin à des gaspillages ; demande le rejet de l'exception d'irrecevabilité ; (p. 5425) : projet ne visant pas à imposer aux conseils d'administration des hôpitaux d'importantes fermetures de services ; insuffisance des mécanismes de la loi de 1970 ; facteurs d'augmentation des dépenses de santé : modernisation des hôpitaux, mise en place de matériels nouveaux, facteur démographique ; projet ne visant qu'à inciter et à aider les conseils d'administration à fermer les services inutiles ou à transformer les structures des établissements ; (p. 5426) : rend hommage aux médecins des hôpitaux, au personnel hospitalier, aux directeurs et aux élus locaux ; insuffisance de l'appréciation des besoins au niveau local ; possibilité d'analyse prospective dont bénéficie l'administration centrale ; estime indispensable de maintenir les hôpitaux locaux ; effort accompli dans le Nord-Pas-de-Calais et en Lorraine ; importance des nouveaux équipements dans les départements de l'Essonne et de la Seine-Saint-Denis ; (p. 5427) : estime fondamental de maintenir le système de protection sociale institué en 1945. **Discussion des articles** [21 juin 1979]. **Avant l'Article 2** (p. 5432) : hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 36 de M. Bernard Pons qui soumettrait les projets de création d'établissements publics à des commissions qui ont été prévues pour s'occuper des établissements privés. **Article 2** (p. 5435) : hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 18 de M. Gilbert Millet dont l'adoption reviendrait à un abandon de l'essentiel du projet de loi ; hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 26 de M. François Autain qui supprime la référence aux critères de l'intérêt du malade et du fonctionnement de l'établissement ; (p. 5436) : soutient l'amendement n° 39 du Gouvernement : obligeant le ministre de la santé à motiver la demande qu'il présente au conseil d'administration de l'établissement ; adopté ; hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 28 de M. François Autain dont l'adoption viderait le projet de sa substance ; soutient l'amendement n° 37 du Gouvernement : portant à 4 mois le délai de réflexion des conseils d'administration ; adopté. **Article 3** (p. 5437) : hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 29 de M. François Autain. **Article 6** (p. 5439) : son hostilité à l'amendement n° 30 de M. François Autain qui prévoit une intervention de l'Etat dans les relations contractuelles des hôpitaux et des caisses de sécurité sociale ; (p. 5440) : soutient l'amendement n° 40 du Gouvernement : obligeant le ministre à motiver la demande qu'il adresse aux conseils d'administration ; adopté ; soutient l'amendement n° 38 du Gouvernement : portant à 4 mois le délai de réflexion du conseil d'administration ; adopté. **Après l'Article 7** (p. 5441) : hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 35 de M. Bernard Pons qui imposerait aux établissements publics la même procédure d'autorisation qu'aux établissements privés.

VERPILLIÈRE (Guy de la)

Député de l'Ain
(3e *circonscription*)
(*UDF*).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1098).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

Elu sénateur le 28 septembre 1980 [*J.O.* du 2 octobre 1980] (p. 2288).

Il est pris acte de la vacance de son siège de député [9 octobre 1980] (p. 2645).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner :

1° le projet de loi, adopté par le Sénat, portant aménagement de la fiscalité directe locale (n° 689) ;

2° le projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements (n° 706) [*J.O.* du 23 novembre 1978] (p. 3932).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement

versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements [20 décembre 1978] (p. 9774).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant aménagement de la fiscalité directe locale [*J.O.* du 20 décembre 1979] (p. 3208).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** (n° **706**). **Première lecture. Discussion des articles** [12 décembre 1978]. **Article premier. Article L 234-5 du code des communes** (p. 9288) : son amendement n° 124 : introduction d'un troisième paramètre, le montant des investissements, dans le système de calcul de la dotation de péréquation attribuée à chaque commune ; (p. 9289) : amendement n° 124 retiré. **Article L 234-6 du code des communes** (p. 9290) : son amendement n° 125 corrigé : troisième part à partir de 1981 correspondant à la prise en compte de l'investissement dans la dotation de péréquation ; devenu sans objet. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [19 décembre 1978]. **Article premier. Article L 234-12 du code des communes** (p. 9706) : difficultés de l'enseignement préscolaire dans les petites communes.

— **Projet de loi portant aménagement de la fiscalité directe locale** (n° 689). **Première lecture. Discussion générale** [3 octobre 1979] (p. 7755) : souhaite que l'imposition de plus-values des terrains à bâtir bénéficie en partie aux collectivités locales et non pas seulement à l'Etat ; nécessité d'un traitement particulier pour la taxe professionnelle des centrales nucléaires ; déplore la possibilité d'exonération de la taxe professionnelle laissée aux communes lors de la création d'entreprises. **Discussion des articles** [9 octobre 1979]. **Article 3** *ter* **précédemment réservé** (p. 7926) : se déclare favorable au sous-amendement n° 302 qui ne fait que reprendre l'amendement n° 20 de la commission. **Article 8** (p. 7959) : soutient son amendement n° 100 : rendant obligatoire l'abattement à la base prévu en matière de taxe d'habitation par l'article 1411 du code général des impôts ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [18 décembre 1979]. **Article 3** *ter* (p. 12182) : approuve l'amendement n° 24 de la commission.

VIAL-MASSAT (Théo)

Député de la Loire
(*4e circonscription*)
(*C*).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1100).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à modifier la loi du 29 juillet 1881 de manière à permettre aux **associations de résistants et déportés** de se porter partie civile contre les diffamateurs de la résistance et contre les apologistes de la trahison, de la collaboration et des crimes nazis (n° **643**) [26 octobre 1978].

— **Proposition de loi** portant **statut général des cadres militaires et des militaires de carrière ou servant sous contrat** (n° **1457**) [5 décembre 1979].

— **Proposition de loi tendant à l'aménagement de la Loire** (n° **1541**) [20 décembre 1979].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Primes de vacances pour les enfants de chômeurs** [28 juin 1978] (p. 3598) : urgence d'une telle mesure.

— **Situation économique de la région de Saint-Etienne** [6 décembre 1978] (p. 8882) : aggravation des difficultés des entreprises et extension du chômage dans la région de Saint-Etienne ; conclusions de la mission Chadeau et mesures envisagées par le Gouvernement.

— **Sauvetage de Manufrance** [2 mai 1979] (p. 3331) : occupation de Manufrance par un personnel unanime à condamner les dérisoires propositions gouvernementales (22 mil-

lions de francs) alors que la municipalité s'engage à verser 30 millions de francs.

— **Fermeture des houillères de la Loire** [14 novembre 1979] (p. 10010) : malgré la nécessité de diversifier les sources d'énergie, fermeture définitive du bassin houiller de la Loire par la direction des Charbonnages de France entraînant chômage et condamnant l'avenir d'une source d'énergie importante.

— **Exportations de Creusot-Loire vers les Etats-Unis** [19 novembre 1980] (p. 4157) : interdiction du gouvernement américain faite à Creusot-Loire d'exporter des aciers spéciaux aux Etats-Unis ; signature d'un contrat avec l'Union soviétique pour la réalisation d'un complexe sidérurgique.

• *question orale sans débat :*

— (n° **36095**) : **Entreprise Manufrance** [3 octobre 1980] (p. 2566, 2567) : relance de l'entreprise et préservation de tous les emplois ; faiblesse de l'aide de l'Etat ; refus de crédits des banques ; éventuels investisseurs suisses ; manque de créations d'emplois dans le département de la Loire.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux opérations de la caisse d'amortissement pour l'acier** (n° **563**) **et projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **564**). **Première lecture. Discussion générale commune** [10 octobre 1978] (p. 5879) : avenir de la sidérurgie dans la région Rhône-Alpes ; licenciements envisagés à Creusot-Loire ; situation catastrophique de l'emploi dans la Loire ; mesures envisagées pour la machine-outil.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences. Discussion générale [7 novembre 1978] (p. 7131) : malaise des militaires de carrière ; retard des soldes des militaires sur les salaires et traitements civils ; problème de la nouvelle manière de noter les officiers au niveau central ; rappelle le contenu des propositions de loi du groupe communiste portant statut des militaires de carrière et du citoyen soldat.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage** (n° **900**). **Discussion générale** [14 mars 1979] (p. 1668) : aggravation du chômage dans l'agglomération stéphanoise ; fermeture du bassin minier de la Loire en 1980 ; (p. 1689) : situation dramatique de Manufrance ; dégradation de l'industrie dans la région Rhône-Alpes.

— **Rappel au règlement** [22 mai 1979] (p. 4070) : absence en séance du Premier ministre actuellement à Strasbourg où il reçoit le prix Europe, offert par Alfred Toepfer, pro-nazi notoire.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences. Discussion générale [6 novembre 1979] (p. 9468) : augmentation insuffisante des rémunérations des personnels des arsenaux et des établissements d'Etat ; (p. 9469) : volonté politique délibérée de déposséder, au profit des firmes multinationales de l'armement, les établissements d'Etat de leurs missions ; exemple de la sous-traitance du FAMAS ; intégration progressive de la France dans les systèmes de l'OTAN. **Examen des crédits** [6 novembre 1979]. **Article 29** (p. 9492) : nécessité dans toute armée d'une sécurité militaire. **Article 30** (p. 9495) : soutient l'amendement n° 393 de M. René Visse : réduction des crédits affectés à la sécurité militaire ; rejeté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [15 octobre 1980] : **Avant l'Article 2** (p. 2762) : son amendement n° 106 : suppression de la faculté d'étaler l'imposition des plus-values à court terme ; rejeté par scrutin public.

Deuxième partie :

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences. Discussion générale [23 octobre 1980] (p. 3049) : conditions de service et de vie des gendarmes ; mauvaises conditions de logement. **Examen des crédits. Article 16** (p. 3070) : soutient l'amendement n° 49 de M. Raymond Maillet : suppression des mesures nouvelles prévues pour le financement en équipements du SDECE ; rejeté ; (p. 3071) : interventions colonialistes du SDECE en Afrique ; insuffisance des crédits affectés à l'entraînement des réserves.

VIDAL (Joseph)

Député de l'Aude
(1re circonscription)
(S).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1098).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant au développement du **chauffage solaire** (n° **2126**) [4 décembre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Situation des transports scolaires dans l'Aude** [18 avril 1978] p. 1147).

— **Utilisation des énergies nouvelles** [19 décembre 1979] (p. 12313) : chauffage par l'énergie solaire d'HLM à Carcassonne ; charges financières supportées par ces locataires du fait des divers prix du kilowatt-heure pratiqués par EDF ; réduction du prix de l'énergie électrique au voisinage des centrales nucléaires.

— **Difficultés financières des offices publics de HLM** [21 mai 1980] (p. 1131) : politique du logement.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Commerce et artisanat. Discussion générale [17 novembre 1978] (p. 7908) : importance de l'artisanat dans l'économie ; absence de sérieux de la politique de l'énergie ; absence de dispositions pour réduire la fiscalité et les charges sociales pesant sur l'artisanat ; inégalité de protection sociale des artisans ; absence de statut pour les épouses d'artisan ; inégalité fiscale ; pénalisation des entreprises de main-d'œuvre par la taxe professionnelle.

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique agricole et débat sur cette déclaration** (n° **790**). **Discussion** [14 décembre 1978] (p. 9458) : transformation de l'agriculture française ; (p. 9459) : l'agriculture, facteur fondamental de l'équilibre économique, social et écologique ; situation de la commercialisation des vins de table ; importance des achats de matériel qui représentent 40 % de la valeur marchande des produits des exploitations ; concentration du commerce ; agriculture « laminée » entre le montant de ses achats et le produit de ses ventes ; accroissement des rendements et de la productivité mais stagnation des revenus agricoles ; proposition du groupe socialiste tendant à exiger une protection efficace des petits producteurs agricoles et viticoles, à rendre l'agriculture plus compétitive sur les marchés extérieurs en favorisant la transformation des produits, à mettre en place une véritable organisation des marchés ; (p. 9460) : création d'un office des vins ; insuffisance des organisations professionnelles.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Commerce et artisanat. Discussion générale [24 octobre 1979] (p. 8885) : non-réalisation de l'harmonisation fiscale et sociale prévue par la loi de 1973 ; la charte artisanale ; (p. 8886): nécessité d'alléger les charges sociales ; faible résultat du troisième pacte pour l'emploi ; non-réalisation de l'égalité fiscale notamment en matière d'abattement de 20 % sur les revenus imposables ; lenteur et complexité des procédures d'octroi des prêts ; nécessité d'une réforme profonde du système bancaire ; problème des crédits spécifiques au grand sud-ouest.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion générale** [12 décembre 1979] (p. 11699) : crise de la viticulture méridionale ; (p. 11700) : importance de la récolte de 1979 ; nécessité de créer des offices par produits.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [15 octobre 1980] : **Avant l'Article 2** (p. 2762) : sur l'amendement n° 79 de M. Parfait Jans : aide aux offices d'HLM ; [17 octobre 1980] : **Article 4** *(suite)* (p. 2830) : augmentation excessive de la fiscalité frappant le vin et les alcools ; majoration du droit de circulation sur les vins ; (p. 2831) : augmentation des taxes incapable de résoudre le problème de l'alcoolisme ; (p. 2834) : augmentation excessive du droit de circulation sur les vins.

Deuxième partie :

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [6 novembre 1980] (p. 3650) : budget de l'INRA ; insuffisance de l'accroissement des effectifs des chercheurs ; conditions de travail et situation des personnels techniques et administratifs ; réforme de l'INRA et contacts avec le secteur privé.

VILLA (Lucien)

Député de Paris
(31e circonscription)
(C).

Vice-président de l'Assemblée nationale.

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

Contestation de son élection [3 avril 1978] (p. 1103).

Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [8 juin 1978] (p. 2727-2728).

NOMINATIONS

Vice-président de l'Assemblée nationale [2 avril 1980] (p. 88).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi adopté par le Sénat réglementant la publicité extérieure et les enseignes [26 octobre 1978] (p. 6773), secrétaire de cette commission [8 novembre 1978] (p. 7287).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indemnité des représentants à l'Assemblée des communautés européennes [28 juin 1979] (p. 1547).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux fonds communs de placement [28 juin 1979] (p. 1547).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi réglementant la publicité extérieure et les enseignes [*J.O.* du 16 novembre 1979] (p. 2851).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Michel Barnier tendant à compléter la loi n° 77-6 du 3 janvier 1977 relative à l'exploitation des voitures dites de « petite remise » (n° 1583) [10 avril 1980] (p. 297).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Louis Odru et plusieurs de ses collègues relative à la transparence de l'activité des hommes politiques durant la Seconde Guerre mondiale et les guerres coloniales (n° 1853) [9 octobre 1980] (p. 2649).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de suspension des poursuites engagées contre huit membres de l'Assemblée (n° 1991) [*J.O.* du 17 octobre 1980] (p. 2420).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 22 octobre 1980] (p. 2460).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de suspension des poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée (n° 1994) [*J.O.* du 21 octobre 1980] (p. 2451).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 22 octobre 1980] (p. 2460).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'aménagement foncier et à l'établissement rural dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [*J.O.* du 20 décembre 1980] (p. 3007) .

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de suspension des poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée (n° 2265) [*J.O.* du 5 avril 1981] (p. 961).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 8 avril 1981] (p. 981).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à exonérer les assurés sociaux bénéficiant de l'**assistance d'une tierce personne** salariée du versement des cotisations patronales de retraite complémentaire dues au titre de ladite personne (n° **336**) [7 juin 1978].

— **Proposition de loi** tendant à l'interprétation de l'**article 4 de la loi n° 64-1339** du 26 décembre 1964 portant réforme du **code des pensions civiles et militaires de retraite** (partie législative) (n° **338**) [7 juin 1978].

— **Proposition de loi** tendant à étendre au **personnel porteur du service municipal de Paris** les dispositions de la **loi n° 75-931** du 14 octobre 1975 accordant au corps des identificateurs de l'Institut médico-légal des avan-

tages spéciaux pour l'ouverture du droit à pension (n° **339**) [7 juin 1978].

— **Proposition de loi** tendant à permettre aux assurés sociaux de recevoir des **indemnités journalières pour des périodes de travail à temps partiel** (n° **341**) [7 juin 1978].

— **Proposition de loi** relative à l'emploi d'**appareils d'enregistrement**, de caméras de télévision ou de cinéma, d'appareils photographiques **à l'intérieur des salles d'audience des tribunaux administratifs ou judiciaires** (n° **752**) [6 décembre 1978].

— **Proposition de loi** relative **au remboursement des listes ayant obtenu moins de 5 % des voix à l'élection du 10 juin 1979 des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes** (n° **1249**) [28 juin 1979].

— **Proposition de loi relative à la déclaration des revenus et du patrimoine de tous les hommes publics** (n° **1628**) [10 avril 1980].

— **Proposition de loi** tendant à étendre au **personnel porteur du service municipal des pompes funèbres de Paris** le bénéfice des dispositions de la loi n° 50-328 du 17 mars 1950 accordant aux agents des réseaux souterrains des égouts des avantages spéciaux pour l'ouverture du **droit à pension** (n° **2128**) [4 décembre 1980].

— **Proposition de loi** relative aux **sondages d'opinion** (n° **2234**) [20 décembre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Grève à la société des courriers du Roussillon-Languedoc** [18 avril 1978] (p. 1148).

— **Siège de la caisse autonome des mines** [16 mai 1979] (p. 3853) : transfert imminent à Lens du siège de la caisse autonome des mines contre l'avis du personnel, des syndicats et du conseil d'administration.

— **Agissements criminels impunis** [5 décembre 1979] (p. 11264, 11265) : depuis des années, multiplication des crimes, attentats, profanations de monuments aux morts, inscriptions racistes qui restent impunis ; nécessité pour le ministre de l'intérieur de mettre fin à l'activité de tous les groupes fascistes, d'assurer la sécurité et la liberté de tous.

— **Revendications des ouvriers chargés du nettoiement dans le métro** [9 avril 1980] (p. 152).

— **Lock-out de stagiaires dans un centre de formation d'apprentis de l'industrie hôtelière** [29 octobre 1980] (p. 3261) : centre d'apprentis du 14e arrondissement.

— **Accès à certains documents administratifs** [17 décembre 1980] (p. 4964) : absence de notification par le ministère de l'intérieur d'une réponse faite à la commission d'accès aux documents administratifs.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **2122**) : **Situation du théâtre de l'Est-Parisien** [9 juin 1978] (p. 2763, 2764) : inadaptation de la salle et des locaux du théâtre de l'Est-Parisien ; trois projets de reconstruction n'ont pas abouti.

— (n° **9377**) : **Presse** [1er décembre 1978] (p. 8656) : risques de concentration dans les mains d'un seul propriétaire de la quasi-totalité des quotidiens parisiens du matin ; devoir pour l'Etat de créer les conditions du pluralisme.

— (n° **15722**) : **Budget des établissements publics d'hospitalisation** [4 mai 1979] (p. 3508, 3509) : politique d'austérité préconisée par la circulaire du 29 mars 1979 en matière de soins et d'hospitalisation ; institution du système du budget global sans délibération du Parlement ; conséquences graves de cette politique.

— (n° **23060**) : **Agence nationale pour l'emploi** [30 novembre 1979] (p. 11062, 11063) : mécontentement des personnels de cette agence à Paris et en province ; grève des agences de Paris depuis une semaine ; conséquence des mesures autoritaires et répressives de la direction régionale menaçant de sanctionner militants syndicaux et agents ; insécurité de l'emploi des vacataires et temporaires ; refus de la direction de doter les agences d'effectifs suffisants se traduisant pour les chômeurs par un report d'inscription.

— (n° **30507**) : **Théâtre de l'Est-Parisien** [20 juin 1980] (p. 2013) : inadaptation de la salle.

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président :

— **Répond au rappel au règlement de M. Guy Ducoloné** [23 avril 1980] (p. 638) : ses observations sur le rappel au règlement de M. Guy Ducoloné.

— **Rend hommage à la mémoire de M. Fernand Chevalier** [13 mai 1980] (p. 1002).

— **Répond aux rappels au règlement de Mme Hélène Constans et de M. Louis Mexandeau** [13 mai 1980] (p. 1018).

— **Projet de loi étendant aux femmes qui se sont consacrées à l'éducation de leurs enfants les facilités d'accès aux universités ouvertes par la loi du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur** (n° **1576**). **Première lecture. Discussion de l'article unique** [13 mai 1980]. **Réponses aux rappels au règlement de Mme Hélène Constans et de M. Louis Mexandeau.**

— **Répond au rappel au règlement de M. Guy Ducoloné** [23 mai 1980] (p. 1275).

— **Répond au rappel au règlement de M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset** [6 juin 1980] (p. 1628).

— **Répond au rappel au règlement de M. Jack Ralite** [6 juin 1980] (p. 1636).

— **Répond au rappel au règlement de M. Pierre Jagoret** [13 juin 1980] (p. 1849).

— **Répond au rappel au règlement de M. Jacques Brunhes** [15 octobre 1980] (p. 2753).

— **Rend hommage à la mémoire de M. André Picquot, ancien député** [31 octobre 1980] (p. 3393).

— **Rend hommage à la mémoire de MM. Emerand Bardoul et Pierre Villon, anciens députés** [7 novembre 1980] (p. 3712).

En qualité de député :

— **Projet de loi portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public** (n° **9**). **Première lecture. Discussion des articles** [25 avril 1978]. **Avant le titre premier** (p. 1333) : son amendement n° 26 : droit des citoyens à l'information et à l'accès aux dossiers constitués à leur nom ; réservé. **Après l'Article 21** (p. 1371) : son amendement n° 29 rectifié soutenu par M. Louis Maisonnat : énumération des retenues de salaire interdites ; (p. 1372) : repoussé par scrutin public. **Avant le Titre premier** (*suite*) (p. 1378) : son amendement n° 26 précédemment réservé ; (p. 1379) : la règle du secret, obstacle à l'exercice de la démocratie ; la nécessaire transparence de l'administration ; (p. 1380) : approuve le principe de la motivation des décisions administratives de rejet ; (p. 1381) : rejeté par scrutin public.

— **Projet de loi complétant les dispositions du code des communes en vue d'instituer des comités d'hygiène et de sécurité** (n° **138**). **Première lecture. Discussion des articles** [30 mai 1978]. **Article 3 : Article L 417-19 du code des communes** (p. 2240) : sur le sous-amendement n° 27 de M. Alain Richard à l'amendement n° 23 du Gouvernement ; l'élection à la proportionnelle prévue par le code du travail pour les comités d'hygiène et de sécurité. **Article L 417-20 du code des communes** (p. 2241) : son amendement n° 16 : réunions du comité d'hygiène et de sécurité à l'initiative de son président ou à la demande de deux des membres représentant le personnel ; soutenu par M. Louis Maisonnat ; nécessité d'appliquer aux agents des services municipaux les règles du code du travail ; (p. 2242) : repoussé. **Article 5** (p. 2247) : soutient l'amendement n° 18 de M. Louis Maisonnat : extension du champ d'application de la loi à la ville de Paris ; incapacité des comités techniques paritaires mis en place par le statut de la capitale à jouer le rôle de comités d'hygiène et de sécurité ; repoussé.

— **Projet de loi tendant à modifier les articles 62, 63, 64, 75 et 77 du code de procédure pénale** (n° **165**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [1er juin 1978]. **Article 9** (p. 2410) : vote hostile du groupe communiste. **Article 10 :** son amendement n° 4 : suppression de l'article 10 ; s'oppose à la remise en cause du principe de la séparation des pouvoirs administratif et judiciaire et à l'abaissement du niveau de recrutement des officiers de police judiciaire ; dénonce les abus possibles tels que la fouille des véhicules par les nouveaux officiers de police judiciaire ; rejeté. **Article 17** (p. 2411) : son amendement n° 5 : suppression de l'article 17 ; rejeté.

— **Proposition de loi tendant à prévenir la conduite d'un véhicule sous l'empire d'un état alcoolique** (n° **305**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [20 juin 1978] : **Article premier** (p. 3139) : opposition du groupe communiste à l'amendement n° 3 de la commission.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code de procédure pénale en matière d'exécution des peines privatives de liberté** (n° **562**). **Première lecture. Explications de vote** [3 octobre 1978] (p. 5500) : refus par le Gouvernement d'un débat sur la sécurité des Français ; caractère partiel du texte ; nécessité de respecter le principe de la séparation des pouvoirs et de l'indépendance des magistrats ; abstention du groupe communiste.

— **Projet de loi portant modification des dispositions du titre premier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes** (n° **321**). **Première lecture. Discussion des articles** [3 octobre 1978] : **Article premier : Article L 511-1 du code du travail** (p. 5510) : son amendement n° 37 :

extension de la compétence des conseils de prud'hommes aux conflits collectifs du travail et aux licenciements pour motif économique ; rejeté par scrutin public ; son amendement n° 104 : extension de la compétence des conseils de prud'hommes aux conflits collectifs d'ordre juridique ; rejeté ; (p. 5515) : son amendement n° 108 : extension de la compétence des conseils de prud'hommes aux litiges survenant entre les organismes se substituant aux obligations des employeurs et les salariés employés par ces derniers ; rejeté ; son sous-amendement n° 260 à l'amendement n° 41 de la commission : nullité de toutes conventions dérogatoires à l'exception du compromis d'arbitrage postérieur à l'expiration du contrat de travail ; adopté. **Article L 511-3 du code du travail** : sur les amendements n° 256 du Gouvernement et n° 180 de M. Massot : nécessité de créer plus d'un conseil de prud'hommes à Paris ; [5 octobre 1978] : son amendement n° 115 soutenu par M. Roland Renard : possibilité pour le conseil général de saisir l'administration de toutes modifications de la carte des conseils ; rejeté. **Article L 511-4 du code du travail** (p. 5615) : son amendement n° 4 : suppression de l'article L 511-4 du code du travail relatif aux audiences foraines ; adopté. **Après l'Article L 511-4 du code du travail** (p. 5616) : son opposition au rétablissement des sections autonomes prévu par l'amendement n° 46 de la commission. **Article L 512-1 du code du travail** (p. 5617) : nécessité, pour une véritable parité, de la présence de douze conseillers au sein des sections. **Article L 512-8 du code du travail** (p. 5621) : son amendement n° 120 soutenu par M. Roland Renard : détermination du nombre de chambres et de leur organisation par règlement intérieur : rejeté. **Article L 513-1 du code du travail** (p. 5625) : son amendement n° 126 : transfert des agents de maîtrise et assimilés dans le collège des cadres ; adopté ; (p. 5627) : son sous-amendement n° 127 à l'amendement n° 56 de la commission : intégration des agents de maîtrise et assimilés dans le collège des cadres ; retiré ; (p. 5630) : son amendement n° 130 soutenu par M. Parfait Jans : institution de trois collèges employeurs suivant le nombre des salariés employés ; déclaré sans objet puis rejeté ; son amendement n° 131 soutenu par M. Parfait Jans : existence de deux collèges employeurs ; retiré. **Article L 513-3 du code du travail** (p. 5631) : son amendement n° 38 soutenu par Mme Hélène Constans : suppression de la condition de nationalité française pour l'éligibilité ; rejeté ; soutient l'amendement n° 12 de M. Claude Wargnies : ouverture de l'égibilité des personnes non inscrites ; rejeté. **Article L 513-2 du code du travail (précédemment réservé)** (p. 5647) : soutient l'amendement n° 10 de M. Edmond Garcin : fixation des catégories d'électeurs admis à voter par procuration aux élections prud'homales par référence à l'article L 71 du code électoral ; rejeté. **Article L 513-4 du code du travail** (p. 5648) : son amendement n° 137 : conditions du déroulement des élections prud'homales selon les collèges et selon les sections ; retiré par M. Guy Ducoloné. **Article L 513-5 du code du travail** (p. 5649) : retire l'amendement n° 15 de M. Edmond Garcin : élections des conseillers de prud'hommes à la représentation proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne ; présentation des listes de candidats par les organisations syndicales et professionnelles représentatives au plan national ; soutient l'amendement n° 138 de Mme Hélène Constans : élection du conseil de prud'hommes à la représentation proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne ; rejeté (p. 5650) : son amendement n° 140 soutenu par M. Guy Ducoloné : présentation des listes de candidats par les organisations syndicales et professionnelles des salariés et d'employeurs les plus représentatives au plan départemental ; retiré. **Article L 514-5 du code du travail** (p. 5663) : son amendement n° 155 soutenu par M. Guy Ducoloné : en cas de dissolution d'un conseil de prud'hommes, compétence temporaire du conseil le plus proche du domicile du défendeur ; adopté. **Article L 515-2 du code du travail** (p. 5667) : son amendement n° 157 soutenu par M. Guy Ducoloné : cas où un conseiller prud'homme est partie à l'instance ; devient sans objet. **Article L 515-3 du code du travail** : son amendement n° 160 soutenu par M. Guy Ducoloné : obligation de reprendre dans un délai d'un mois toutes affaires renvoyées après partage des voix ; adopté après modification formelle. **Article L 511-1 du code du travail** *(suite)* (p. 5675) : soutient l'amendement n° 106 de M. Georges Bustin : extension de la compétence des conseils de prud'hommes aux litiges survenant dans le cadre des licenciements économiques autorisés par l'administration ; rejeté : soutient l'amendement n° 107 de Mme Hélène Constans : extension de la compétence des conseils de prud'hommes aux demandes individuelles portant sur des indemnités de rupture consécutives aux licenciements de nature économique autorisés par l'administration ; devient sans objet ; son amendement n° 167 soutenu par M. Lucien Dutard : maintien en fonction des conseils existants pendant la période transitoire de deux ans ; rejeté.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° 560). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Economie et budget. — I. Charges communes. Discussion générale [17 novembre

1978] (p. 7940) : mécontentement des retraités et pensionnés du secteur public ; dégradation du pouvoir d'achat des pensions ; problème social des veuves dont la pension de réversion reste bloquée à 50 % ; revendication des retraités de la fonction publique ; lacunes de la loi de 1978 sur l'indemnisation des rapatriés.

— **Projet de loi relatif aux fonds communs de placement** (n° 379). **Première lecture. Discussion générale** [21 novembre 1978] (p. 8075) : projet visant à adapter les circuits de financement de l'accumulation monopoliste aux exigences du nouvel impératif industriel ; concurrence gênante pour les monopoles des circuits de financement nationalisés dans la collecte de l'épargne : exemple des caisses d'épargne et du crédit agricole ; politique gouvernementale voulant faire supporter par les petits et moyens épargnants la détérioration du marché des actions et favoriser ainsi le financement des fonds propres des monopoles à moindre coût ; gérant des fonds communs de placement, appendice du grand groupe financier ; pas de possibilité de contrôle des épargnants sur les circuits que suit réellement leur épargne ; (p. 8076) : modalités de formation du prix des parts des fonds permettant le pillage de l'épargne par les grands groupes financiers ; vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° 709). **Lettres rectificatives** (nos 735 et 749). **Première lecture. Discussion générale** [7 décembre 1978] (p. 8955) : diminution des crédits du budget déjà insuffisant de la culture ; exemple de la liquidation du théâtre national de Chaillot ; menaces pesant sur la taxe spéciale additionnelle aux prix des places de cinéma.

— **Rappel au règlement** [8 décembre 1978] (p. 9130) : proteste contre le refus du Gouvernement d'informer les parlementaires ; différence entre la réponse à la question orale de M. Fernand Marin sur les intentions du Gouvernement en matière de sécurité sociale et l'interview accordée à un journal du soir par Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale.

— **Projet de loi réglementant la publicité extérieure et les enseignes** (n° 582). **Première lecture. Discussion générale** [17 avril 1979] (p. 2653) : dégradation généralisée des libertés fondamentales ; projet cherchant à limiter le droit d'affichage sous prétexte de défense de l'environnement ; (p. 2654) : reproche au projet d'étendre à l'affichage d'opinion les interdictions et la répression applicables dans le domaine publicitaire ; interdiction d'affichage devenant la règle alors que la liberté devient l'exception ; projet n'empêchant pas l'usage à des fins politiques des panneaux publicitaires ; dispositif répressif excessivement dur ; (p. 2655) : menace pesant sur le mouvement associatif ; projet rendant plus difficile et plus coûteuse la publicité des petites entreprises et menaçant l'avenir des PME vivant des annonces et de la publicité ; risque d'arbitraire des préfets et des maires ; dégradation de l'environnement en France ; (p. 2656) : vote hostile du groupe communiste. **Discussion des articles** [19 avril 1979]. **Article 12** (p. 2782) : son amendement n° 88 : absence de réglementation pour la publicité relative à l'activité artisanale exercée par le propriétaire ou l'usager d'un véhicule qui n'est pas utilisé à des fins exclusivement publicitaires ; retiré. **Article 21** (p. 2793) : son amendement n° 94 : garantissant la liberté d'affichage d'opinion ; retiré. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [10 octobre 1979]. **Article premier** (p. 8035) : son amendement n° 38, soutenu par M. Roger Gouhier : inapplication de la loi aux publicités situées à l'intérieur d'un local ; retiré. **Article 11** (p. 8041) ; son amendement n° 40 soutenu par M. Maxime Kalinsky : fixation par décret de la surface minimale que chaque commune doit réserver à l'affichage d'opinion ; retiré.

— **Projet de loi relatif à l'obligation de faire connaître les motifs des actes administratifs** (n° 766). **Première lecture. Discussion des articles** [25 avril 1979]. **Article premier** (p. 3057) : son amendement n° 6 soutenu par M. Edmond Garcin : information préalable de l'administré sur une décision défavorable de l'administration ; rejeté.

— **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers et portant création de l'office national d'immigration** (n° 922). **Première lecture. Discussion des articles** [29 mai 1979]. **Article 6** (p. 4263) : vote hostile du groupe communiste sur l'article 6. **Explications de vote** [29 mai 1979] (p. 4269) : texte permettant une remise en cause des principes fondamentaux affirmés depuis 1789 ; vote hostile du groupe communiste. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [28 juin 1979]. **Article 3** (p. 5696) : vote hostile du groupe communiste.

— **Proposition de loi tendant à compléter l'article 25 de la loi du 10 août 1871 relative aux conseils généraux** (n° 1072). **Première lecture. Explications de vote** [30 mai 1979] (p. 4462) : vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi complétant la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977, modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française** (n° **924**). **Première lecture. Discussion générale** [30 mai 1979] (p. 4443) : refus du Gouvernement de soumettre le projet à la consultation de l'Assemblée territoriale ; vote hostile du groupe communiste. **Explications de vote** [30 mai 1979] (p. 4451) : vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi relatif à l'information et à la protection des emprunteurs dans le domaine immobilier** (n° **386**). **Première lecture. Discussion des articles** [7 juin 1979] : **Article 3** (p. 4785) : son amendement n° 40, soutenu par M. Guy Ducoloné : suppression des dispositions excluant du champ d'application de la loi certaines ventes à terme dites du régime spécial d'HLM lorsqu'elles sont financées à l'aide de financement ancien ou à l'aide d'un prêt à l'accession à la propriété ; adopté. **Article 9** (p. 4790) : son amendement n° 43 : interdisant aux parties de convenir d'un délai plus long que le délai de quatre mois fixé par l'article 9 ; retiré par M. Guy Ducoloné. **Article 11** (p. 4791) : son amendement n° 44 soutenu par M. Guy Ducoloné : supprimant la disposition selon laquelle la condition suspensive de l'octroi des autres prêts ne jouerait qu'en ce qui concerne les prêts dont le montant est supérieur à 20 % du crédit total ; rejeté. **Article 13** (p. 4793) : son amendement n° 48, soutenu par M. Guy Ducoloné : précisant qu'en cas de défaillance de l'emprunteur la déchéance du terme ne peut être prononcée que par voie judiciaire ; rejeté. **Article 13** *ter* (p. 4794) : son amendement n° 47 soutenu par M. Guy Ducoloné : inapplication des dispositions de l'article 13 lorsque l'emprunteur perd son emploi pour un motif autre qu'une lourde faute ; rejeté. **Article 17** (p. 4795) : son amendement n° 50 soutenu par M. Guy Ducoloné : portant à deux mois la durée minimale de validité de la condition suspensive ; rejeté. **Article 21** *ter* (p. 4798) : soutient son amendement n° 52 : obligeant la publicité du contrat de location-vente à préciser la durée ainsi que le taux effectif global du prêt calculé selon la méthode actuarielle ; rejeté. **Article 21** *quater* : soutient l'amendement n° 53 de M. Louis Maisonnat : mention des modalités éventuelles d'indexation dans l'offre remise au preneur ; adopté.

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature** (n° **1301**). **Première lecture. Discussion des articles** [11 octobre 1979] : **Article 2** (p. 8107) : son amendement n° 2 de suppression devenu sans objet. **Article 3** (p. 8107) : son amendement n° 3 de suppression, devenu sans objet ; vote hostile du groupe communiste contre l'article 3. **Article 9** (p. 8110) : soutient l'amendement n° 6 de M. Edmond Garcin : limitation du recrutement hors concours ; rejeté. **Article 13** (p. 8120) : se déclare hostile à l'amendement n° 24 de la commission qui est anti-démocratique : réduction de la composition de la commission d'avancement lorsque celle-ci procède à des opérations de classement ; désignation par tirage au sort de ses membres magistrats ; adopté. **Article 24** (p. 8123) : son amendement de suppression : risques d'une extension détournée du recrutement latéral ; retiré par M. Guy Ducoloné. **Deuxième lecture. Discussion générale** [16 avril 1980] (p. 435) : magistrats volants et inamovibilité de la magistrature ; recrutement extérieur ; concours exceptionnels. **Discussion des articles. Article premier** (p. 436) : son amendement n° 45 rectifié : suppression de l'article premier ; rejeté. **Article 2** (p. 438) : son amendement n° 46 : devient sans objet. **Article 5** *bis* (p. 442) : son amendement n° 47 : suppression de l'article 5 *bis* ; adopté. **Article 9** (p. 443) : son amendement n° 48 : fixant au un sixième du nombre des auditeurs recrutés par concours le nombre d'auditeurs de justice nommés directement ; rejeté. **Article 9** *bis* (p. 443) : son amendement n° 49 : suppression de l'article 9 *bis* ; rejeté. **Article 10 A** (p. 444) : son amendement n° 50 devient sans objet. **Article 14** (p. 447) : son amendement n° 53 : portant de dix à douze le nombre des magistrats élus par leurs collègues à la commission d'avancement ; devient sans objet. **Article 24** (p. 462) : son amendement n° 51 : suppression de l'article 24 ; rejeté ; son amendement n° 52 : recrutement exceptionnel de magistrats par un concours sur épreuves écrites anonymes et sur épreuves orales ; rejeté. **Après l'Article 27** (p. 466) : son sous-amendement n° 57 à l'amendement n° 25 de la commission : intégration à la magistrature des assistants de droit ayant cinq ans d'ancienneté ; rejeté.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Intérieur. Discussion générale [13 novembre 1979] (p. 9934) : transfert de charges de l'Etat vers les départements pour les personnels départementaux ; développement du recrutement de non-titulaires ; régression des crédits pour la formation ; demande la modification du projet de budget pour créer des postes supplémentaires et augmenter les crédits destinés au paiement des indemnités. **Examen des crédits** [13 novembre 1979]. **Etat B. — Titre III** (p. 9939) : son amendement n° 185 : suppression des crédits affectés aux centres de détention des étrangers expulsés ; rejeté.

Budget annexe des monnaies et médailles. Discussion générale [14 novembre 1979] (p. 10023) : proteste contre l'irrecevabilité opposée à son amendement proposant de réduire les sommes affectées au chapitre « frais et transports » de la section exploitation du budget des monnaies et médailles et d'affecter cette somme à la construction de nouveaux bâtiments quai Conti.

Justice. Discussion générale [16 novembre 1979] (p. 10207) : budget de l'éducation surveillée insuffisant ; crise morale atteignant les jeunes ;nécessité d'une action publique de prévention et d'éducation ; l'envoi des jeunes en prison, faute d'équipements satisfaisants ; inadaptation du statut des éducateurs.

— **Proposition de loi tendant à augmenter l'effectif du conseil régional de la Corse** (n° **760**). **Première lecture. Discussion générale** [30 novembre 1979] (p. 11044) : les propositions communistes : élection de l'assemblée régionale au suffrage universel direct et à la représentation proportionnelle ; augmentation de l'effectif du conseil régional de la Corse à trente membres ; élargissement des compétences du conseil régional. **Discussion de l'article unique** [30 novembre 1979]. **Article unique** (p. 11044) : son amendement n° 1 : élection au suffrage universel direct et à la représentation proportionnelle des conseillers régionaux de la Corse ; rejeté ; (p. 11045) : son amendement n° 2 : représentation des chefs-lieux d'arrondissement parmi les membres élus par le conseil général ; nécessité d'assurer une représentation au conseil régional de villes telles que Corte ou Sartène ; rejeté.

— **Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux en 1980** (n° **1428**). **Première lecture. Discussion de l'article unique** [7 décembre 1979]. **Article unique** (p. 11458) : soutient son amendement n° 1 : maintenant à 2,35 le coefficient pour la limitation du prix des baux commerciaux soumis à renouvellement en 1980 ; rejeté.

— **Projet de loi relatif à l'automatisation du casier judiciaire** (n° **1369**). **Première lecture. Discussion générale** [7 décembre 1979] (p. 11461) : reconnaît les avantages de l'informatique ; insuffisance dangereuse de la loi de 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ; projet de loi visant à moderniser, grâce au procédé informatique, le système de surveillance et de mise en fiches des citoyens ; problème de l'interconnexion du casier judiciaire avec d'autres fichiers. **Discussion des articles** [7 décembre 1979] : **Article premier** (p. 11464) : soutient l'amendement n° 14 de M. Guy Ducoloné : confiant au premier président de la cour de cassation la responsabilité du casier judiciaire ; rejeté. **Article 2** (p. 11465) : soutient l'amendement n° 15 de M. Guy Ducoloné : égalité de traitement des étrangers avec les personnes nées en France ; adopté. **Après l'Article 3** (p. 11466) : soutient son amendement n° 16 : délivrance du bulletin n° 1 du casier judiciaire aux seules autorités judiciaires agissant dans le cadre juridictionnel ; rejeté. **Après l'Article 6** (p. 11468) : soutient l'amendement n° 17 de M. Guy Ducoloné : détermination des modalités d'application de la loi après avis conforme de la commission nationale de l'informatique et des libertés ; rejeté.

— **Proposition de loi relative à la détermination du ressort de certains conseils de prud'hommes** (n° **1222**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [19 décembre 1979] : **Article 5** (p. 12284) : son amendement n° 1 : conditions d'installation des nouveaux conseils de prud'hommes, soutenu par M. Edmond Garcin ; rejeté.

— **Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du code de la construction et de l'habitation** (n° **1480**). **Première lecture. Discussion des articles** [19 décembre 1979]. **Avant l'Article premier** (p. 12287) : soutient l'amendement n° 1 de M. Henry Canacos : garanties supplémentaires pour les locataires frappés par la maladie, le chômage ou l'accident ; rejeté.

— **Propositions de loi relatives au viol et aux attentats à la pudeur** (n°s **474, 271, 273 rectifié, 441** et **1233**) (rapport n° 1400). **Première lecture. Discussion des articles** [11 avril 1980]. **Article premier** (p. 334) : soutient l'amendement n° 41 de Mme Hélène Constans ; rejeté par scrutin public. **Après l'Article 3** (p. 344) : son amendement n° 24 : certificat médical tenant lieu de plainte ; soutenu par M. Lucien Dutard ; retiré.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** (n° **1681**). **Première lecture. Discussion générale** [12 juin 1980] (p. 1820) : absence de moyens de la justice ; remise en cause des principes fondamentaux du droit pénal ; insuffisance des effectifs de magistrats et d'auxiliaires de justice ; détention provisoire et insuffisance du nombre des juges d'instruction ; procédure de flagrant délit ; (p. 1821) : détention provisoire ; [16 juin 1980] (p. 1876] : sa motion de renvoi en commission n° 1 corrigée soutenue par M. Marcel Tassy ; (p. 1880) : motion de renvoi en commission rejetée au scrutin public. **Discussion des articles** [19 juin 1980] : **Article 7** (p. 1914) : application de la loi anticasseurs aux mouvements sociaux ; [20 juin 1980] : **Article 3 (précédemment réservé)** (p. 2045) : soutient l'amendement n° 32 de M. Henry Canacos : rejeté par scrutin public ;

extension des cas de récidive spéciale ; répression des mouvements sociaux; [21 juin 1980] : **Article 6 (précédemment réservé)** (p. 2058) : limitation des possibilités actuellement accordées aux juges pour octroyer un sursis ; individualisation de la peine ; possibilité d'accorder un sursis simple lorsque le prévenu a déjà été condamné. **Article 22** (p. 2070) : réduction des droits de la défense. **Après l'Article 40** (p. 2096) : soutient l'amendement n° 12 rectifié de M. Guy Ducoloné ; rejeté. **Après l'Article 44** (p. 2097) : son amendement n° 44 : suppression de l'interdiction de séjour ; rejeté. **Article 47** (p. 2100) : internements arbitraires en hôpital psychiatrique. **Après l'Article 47** (p. 2105) : soutient l'amendement n° 10 corrigé de M. Marcel Tassy ; retiré. **Après l'Article 60** (p. 2114) : soutient l'amendement n° 158 corrigé de M. Guy Ducoloné ; rejeté. **Article premier (précédemment réservé)** (p. 2116) : soutient l'amendement n° 28 de M. Guy Ducoloné ; rejeté. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [18 décembre 1980] (p. 5032) : dispositions relatives aux contrôles d'identité et à la garde à vue contraires au principe de la liberté d'aller ou de venir ; informatisation de la carte d'identité et mise en fiches des citoyens ; prolongation injustifiée de la garde à vue. **Discussion des articles. Article 21 B** (p. 5047) : hostilité du groupe communiste à toute prolongation de la garde à vue. **Explications de vote** (p. 5051) : vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi de finances pour 1981 (n° 1933). Première lecture.** *Deuxième partie :*

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1980] (p. 3337) : spéculation immobilière en région parisienne ; affaire de la tour Apogée ; indemnisations scandaleuses versées aux promoteurs ; (p. 3338) : départ des couches les plus pauvres de Paris ; réduction du nombre de logements sociaux mis en chantier ; menace de libération totale des loyers ; action de la mairie de Paris.

Anciens combattants. Examen des crédits [14 novembre 1980]. **Avant l'Article 44** (p. 3931) : amendements n°s 6 à 10 du Gouvernement ; discussion des amendements modifiant le code des pensions après le rejet du titre IV.

Articles et articles additionnels non rattachés [18 novembre 1980]. **Article 35** (p. 4110) : désengagement financier de l'Etat vis-à-vis des transports en commun dans la région parisienne ; réduction des crédits de la RATP ; déshumanisation du métro et multiplication des agressions.

— **Projet de loi relatif au contrat d'assurance et aux opérations de capitalisation (n° 1026). Deuxième lecture. Discussion des articles** [20 novembre 1980]. **Article 20** *bis* (p. 4229) : soutient l'amendement n° 14 de M. Louis Maisonnat : régime du démarchage à domicile ; prévoir un délai de sept jours à l'intérieur du délai de renonciation ; rejeté.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1980 (n° 2053). Première lecture. Discussion des articles** [27 novembre 1980]. **Article 2 et Etat B (Anciens combattants) - Titre III** (p. 4463) : son amendement n° 18 : suppression des frais d'études relatifs à la décentralisation de certains services du Secrétariat d'Etat aux ancien combattants ; rejeté.

— **Rappel au règlement** [11 décembre 1980] (p. 4839) : rectifie une erreur matérielle dans la question posée par M. Vincent Porelli sur les autonomistes corses.

— **Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux en 1981 (n° 2104). Première lecture. Discussion de l'Article unique** [11 décembre 1980]. **Article unique** (p. 4841) : son amendement n° 1 : fixation à 2,40 du coefficient de majoration plafond du loyer des baux renouvelés en 1981 ; rejeté ; (p. 4842) : hostilité du groupe communiste à toute augmentation des baux commerciaux.

VISSE (René)

Député des Ardennes
(2e circonscription)
(C).

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1098).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Secrétaire de l'Assemblée nationale [5 avril 1978] (p. 1110-1111), [2 avril 1979] (p. 2166).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565) ; [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757) ; [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842) ; [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Représentant suppléant à l'assemblée consultative du conseil de l'Europe [17 mai 1978] (p. 1775).

Membre de la commission d'enquête sur l'industrie textile [*J.O.* du 18 décembre 1980] (p. 2982).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** sur la **défense nationale** (n° **511**) [1er juillet 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur la proposition de loi (n° 608) **tendant à compléter l'article 31 du code du service national relatif aux dispenses des obligations du service national actif** (n° **1436**) [29 novembre 1979].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Prescription des crimes de guerre** [25 avril 1979] (p. 3035) : acquittement scandaleux de quatre accusés du procès du camp de Maïdaneck par le tribunal de Düsseldorf ; le Gouvernement va-t-il protester auprès des autorités ouest-allemandes et agir pour garantir la non-prescription des crimes de guerre.

— **Atteintes aux libertés** [20 juin 1979] (p. 5338) : les mesures prises à l'encontre des travailleurs en grève dans certaines entreprises, dans les arsenaux et dans les établissements scolaires ; nécessité pour le Gouvernement d'abandonner la politique répressive au profit de la négociation.

• *Intervention sur la question orale avec débat de :*

— **M. Antoine Porcu** (n° **549**) : **Sidérurgie française** [28 avril 1978] (p. 1448, 1449) : malgré les promesses du Gouvernement, multiples fermetures d'usines et licenciements dans le département des Ardennes.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **15170**) : **Statut du soldat** [20 avril 1979] (p. 2919) : incidents dans un train de permissionnaires sur la ligne Paris-Nancy ; mécontentement des soldats du contingent ; que compte faire le Gouvernement pour améliorer les conditions matérielles et assurer le respect des droits des appelés ; violence et répression contre les aspirations démocratiques des militaires ; proposition de loi sur le statut du soldat.

— (n° **32552**) : **Politique de libération des prix** [27 juin 1980] (p. 2399) : aggravation de l'inflation ; pouvoir d'achat des familles de travailleurs ; prix du pétrole ; bénéfice des grandes sociétés ; (p. 2400) : diminution du pouvoir d'achat des Français.

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique de défense** (n° **388**). **Discussion** [15 juin 1978] (p. 2969) : malaise de l'armée dû à son utilisation à des fins de défense intérieure ; non-satisfaction des revendications matérielles des personnels militaires ; mécontentement des jeunes soldats ; dévalorisation du prêt ; nécessité de la gratuité des transports pour les soldats du contingent ; coût des expéditions françaises à l'étranger ; répression dans l'armée ; (p. 2970) : retard des soldes des militaires de carrière sur les salaires et traitements civils ; nécessaire démocratisation de l'armée ; proposition de loi communiste sur le statut des militaires de carrière et du citoyen soldat : principe de la parité des soldes militaires et des traitements civils, refonte du classement indiciaire de la solde des sous-officiers, régularisation du déroulement des carrières, augmentation de la participation au sein de l'armée, revalorisation du prêt du soldat du contingent.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Crédits militaires. Budget annexe du service des essences. Discussion générale [7 novembre 1978] (p. 7101) : budget d'austérité pour les personnels ; opération politicienne que constitue la décision de principe sur la construction du sixième SNLE ; politique d'intégration européenne et de coopération ouest-européenne en matière de fabrication des armements contraire à l'indépendance nationale ; alignement de la France sur les Etats-Unis et l'OTAN par la participation au groupe européen de programme militaire ; (p. 7102) : abandon de la doctrine d'une défense « tous azimuts » ; obstacle mis par la France au processus de désarmement et de détente internationale en raison des crédits consacrés à la production de la « bombe à neutrons » ; loi de programmation militaire servant les grandes entreprises privées françaises travaillant pour l'armement ; (p. 7103) : diminution du nombre des appelés et du rôle du contingent ; volonté d'aboutir à l'armée de métier ; non-utilisation du contingent dans l'intervention au Zaïre ; proposition communiste d'une politique française d'indépendance, de défense nationale, de paix et de désarmement basée sur une armée de conscription. **Examen des**

crédits [7 novembre 1978]. **Article 38** (p. 7142) : sur l'amendement n° 297 de la commission de la défense nationale et des forces armées : abondance dans le budget de la défense de crédits qui pourraient être utilisés à la satisfaction des revendications des personnels ; exemple de crédits consacrés à un programme quinquennal de développement des transmissions aboutissant à faire entrer la France dans le réseau de consultation politique de l'OTAN ; abandon par le Gouvernement de la politique d'indépendance du général de Gaulle.

Agriculture. — BAPSA. Examen des crédits [8 novembre 1978] (p. 7286) : **Explications de vote** : vote hostile du groupe communiste sur l'article 74.

— **Projet de loi portant approbation d'un rapport sur l'adaptation du VII[e] Plan** (n°655). **Première lecture. Discussion générale** [29 novembre 1978] (p. 8505) : politique antinationale et antisociale responsable des difficultés économiques du Nord et de l'Est.

— **Projet de loi relatif à l'aide aux travailleurs privés d'emploi** (n° 795). **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [5 janvier 1979] (p. 173) : honteuse spéculation sur les légumes ; (p. 174) : culpabilisation des chômeurs par le texte ; mainmise du capital étranger sur l'économie ardennaise ; organisation du chômage par le Gouvernement.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° 1290). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Crédits militaires. Budget annexe du service des essences. Discussion générale [6 novembre 1979] (p. 9465) : aggravation de la politique d'austérité pour les personnels civils et militaires ; orientation de la politique de défense dans la voie de l'intégration européenne sous le prétexte d'une menace soviétique ; (p. 9466) : complicité idéologique de la gauche non communiste ; dénonce la « division du travail » entre les Etats-Unis et leurs alliés européens ; condamne le renforcement des capacités d'intervention militaire françaises sur le théâtre africain ; situation préoccupante de la marine nationale. **Examen des crédits** [6 novembre 1979]. **Article 29** (p. 9491) : son amendement n° 391 : suppression des mesures nouvelles affectées à l'entretien et aux achats des matériels de service de la justice militaire, soutenu par M. Irénée Bourgois ; rejeté. **Article 30** (p. 9493) : soutient son amendement n° 407 : suppression des crédits affectés à l'étude de la bombe à neutrons ; rejeté ; (p. 9494) : son amendement n° 405 : suppression des crédits affectés au stationnement des troupes françaises en Afrique ; soutenu par M. Pierre Girardot ; rejeté ; soutient son amendement n° 406 : suppression des crédits affectés à la mise sur pied de la 31[e] demi-brigade destinée à renforcer les forces d'intervention; rejeté ; (p. 9495) : son amendement n° 392 : suppression des mesures nouvelles prévues à l'article 30 pour le financement d'équipements destinés au SDECE ; soutenu par M. Raymond Maillet ; rejeté ; son amendement n° 393 : réduction des crédits affectés à la sécurité militaire, soutenu par M. Théo Vial-Massat ; rejeté.

Agriculture. — BAPSA. Examen des crédits [17 novembre 1979]. **Après l'Article 74** *(suite)* (p. 10301) : soutient l'amendement n° 431 de M. Jacques Chaminade précédemment réservé : établissement d'une surtaxe à la taxe sur le chiffre d'affaires des sociétés importatrices de corps gras alimentaires ; rejeté.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° 1328). **Première lecture. Discussion générale** [29 novembre 1979] (p. 10891) : motion de renvoi en commission ne constituant qu'une manœuvre de procédure visant à annuler la loi de 1975 ; refus de l'argument tiré de l'insuffisance de l'information du Parlement ; souci du groupe communiste de s'informer auprès des femmes ; refuse le retour de la clandestiné de l'avortement ; (p. 10892) : impossibilité de considérer l'IVG comme un moyen de contraception ; s'oppose à une reconduction provisoire de la loi de 1975.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° 1560). **Première lecture. Discussion générale** [7 janvier 1980] (p. 8) : accroissement du chômage en 1979 ; nombreux chômeurs non indemnisés ; dénonce la campagne visant à promouvoir le travail à temps partiel et les emplois précaires ; (p. 9) : s'oppose à la réforme de l'ANPE ; perspectives inquiétantes prévues par l'OCDE ; aggravation de la hausse des prix et baisse du pouvoir d'achat ; aide publique alimentant les profits des groupes industriels les plus importants ; refus du Gouvernement de permettre un abaissement de la durée du travail ; nécessité de créer un impôt sur l'actif brut des grandes sociétés et de supprimer leurs avantages fiscaux ; cas particulier des compagnies pétrolières ; (p. 10) : souhaite l'instauration d'une taxation des grandes fortunes et une modification du barème de l'impôt sur le revenu ; mesures sociales proposées par le parti communiste.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° 1041). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [9 avril 1980]. **Article 2** *quater* (p. 169) : son amendement n° 138 : nécessité d'une majorité de 75 % pour l'extension des règles ; soutenu par M. Jacques Chaminade ; rejeté.

— **Discussion des conclusions du rapport** (n° 1865) **de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution tendant à compléter les dispositions du règlement de l'Assemblée nationale relatives à la seconde délibération** (n° 1639). **Première lecture. Discussion générale** [27 juin 1980] (p. 2373) : vote et annulation de la loi de finances pour 1980 ; possibilité d'une deuxième délibération sur tout ou partie de la première partie ; (p. 2374) : procédure budgétaire antidémocratique ; informations économiques des commissions permanentes et des groupes parlementaires ; pouvoirs des rapporteurs ; contrôle parlementaire de l'exécution du budget ; application de l'article 40 de la Constitution ; composition des commissions mixtes paritaires.

— **Rappel au règlement** [14 octobre 1980] (p. 2702) : ordre du jour de l'Assemblée ; demande l'organisation d'un débat sur la sidérurgie.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° 1933). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [16 octobre 1980] : **Avant l'Article 2** (*suite*) (p. 2777) : soutient l'amendement n° 92 de M. Jacques Brunhes : création d'une taxe à l'importation des produits de l'imprimerie et de l'édition de manuels scolaires ; rejeté ; nécessité d'assurer la gratuité totale des études ; sélection sociale et échecs scolaires ; soutient l'amendement n° 93 de Mme Gisèle Moreau : taxe de 7 % sur le chiffre d'affaires hors taxes 1980 des groupes Hachette et Presses de la Cité ; rejeté ; difficultés de l'industrie du livre ; nécessité de financer un programme d'investissement pour l'Imprimerie nationale ; (p. 2783) : soutient l'amendement n° 98 de M. Jacques Brunhes : surtaxe frappant les gros revenus permettant de financer une augmentation des bourses scolaires ; rejeté ; [17 octobre 1980] : **Avant l'Article 3 (précédemment réservé)** (p. 2864) : son amendement n° 102 : suppression de l'avoir fiscal ; rejeté.

Deuxième partie :

Crédits militaires. Budget annexe du service des essences. Discussion générale [23 octobre 1980] (p. 3026) : abandons nationaux en matière de défense ; dénonce la campagne sur les dangers de guerre engendrés par les visées expansionnistes de l'URSS ; participation du parti socialiste à cette campagne ; réintégration dans l'OTAN ; abandon du concept de défense tous azimuts ; (p. 3027) : attribution aux armées françaises d'une mission de défense de l'Europe occidentale ; bataille de l'avant ; décision de construire la bombe à neutrons ; implantation de fusées américaines en Europe ; déclarations du général Vanbremeersch ; attaques contre l'armée de conscription ; insuffisance des moyens consacrés à la formation et à l'entraînement ; (p. 3028) : politique de défense nationale proposée par le parti communiste ; (p. 3040) : position du parti communiste sur la force nucléaire ; (p. 3063) : coproduction d'armements et indépendance nationale. **Examen des crédits.** Article 15 (p. 3067) : son amendement n° 35 : suppression des mesures nouvelles affectées à l'entretien et aux achats des matériels de service de la justice militaire ; rejeté. **Article 16** (p. 3068) : soutient l'amendement n° 76 de M. Georges Lazzarino : suppression des crédits affectés à l'étude et à la fabrication de la bombe à neutrons ; rejeté ; nécessité d'améliorer les conditions d'entraînement des appelés ; (p. 3071) : son amendement n° 78 : réduction des mesures nouvelles prévues pour le financement des infrastructures de la direction de la sécurité militaire ; rejeté.

Jeunesse, sports et loisirs. — I. **Section commune.** — II. **Jeunesse et sports. Discussion générale** [7 novembre 1980] (p. 3722) : revendications des étudiants en éducation physique refusant le chômage ; création d'emplois ; réduction des subventions aux mouvements associatifs ; augmentation de la part prise par les moyens de service ; (p. 3723) : augmentation nécessaire des subventions et du nombre de postes ; suppression des taxes ; formation de haut niveau pour les animateurs de la vie associative ; développement du tissu associatif pour répondre aux besoins éducatifs et culturels des travailleurs.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° 1600). **Lettre rectificative** (n° 2098). **Première lecture. Discussion des articles** [5 décembre 1980]. **Article 33** (p. 4728) : application tardive des mesures relatives au personnel militaire concerné par l'article 9 de la loi du 30 octobre 1975 ; nécessité de rendre la publication du statut des ingénieurs des études et techniques d'armement rétroactive au 1er janvier 1976 ; (p. 4730) : nécessité d'adopter des dispositions totalement rétroactives. **Article 36** (p. 4735) : manœuvres politiciennes autour du problème des ingénieurs techniciens d'études et de fabrications ; soutient l'amendement n° 165 de M. Pierre Girardot : augmentation de 5 % du taux de l'impôt sur les bénéfices des entreprises travaillant dans les secteurs de l'armement et de la défense nationale ; rejeté.

VIVIEN (Alain)

Député de la Seine-et-Marne
(1re circonscription)
(S).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage [*J.O.* du 17 mars 1979] (p. 621).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention internationale du travail n° 111 concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession (n° **1921**) [2 octobre 1980] (p. 2555).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'aménagement foncier et à l'établissement rural dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [*J.O.* du 20 décembre 1980] (p. 3007).

DÉPOTS

— **Proposition de loi organique** relative à **l'élection de députés représentant les Français établis hors de France** (n° **809**) [19 décembre 1978].

— **Proposition de loi** relative à **l'élection de députés représentant les Français établis hors de France** (n° **863**) [20 décembre 1978].

— **Proposition de loi constitutionnelle** tendant à modifier **l'article 53 de la Constitution** (n° **1189**) [25 juin 1979].

— **Proposition de résolution** tendant à la **création d'une commission d'enquête sur l'orientation et les modalités d'application données par le Gouvernement aux accords de coopération en matière économique et financière entre la France et divers pays d'Afrique depuis 1960** (n° **1190**) [25 juin 1979].

— **Proposition de loi pour les départements d'outre-mer** (n° **1232**) [28 juin 1979].

— **Proposition de loi** tendant à recueillir **l'avis des collectivités locales lors des propositions d'ouverture ou de transfert d'officines pharmaceutiques et à définir les tranches démographiques nécessaires à ces ouvertures ou transferts,** par rapport à l'ensemble des dénombrements officiels de population, généraux ou partiels (n° **1646**) [23 avril 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi autorisant l'approbation de la convention internationale du travail n° 111 concernant la **discrimination en matière d'emploi et de profession** (n° **2146**) [11 décembre 1980].

• *questions au Gouvernement :*

— **Situation économique et sociale de la France** [30 mai 1979] (p. 4360) : le Premier ministre avait en septembre 1976 demandé trois ans pour rétablir la situation économique et sociale ; bilan des trois ans : « Monsieur double » pour le déficit budgétaire, « Monsieur 50 % » pour le chômage et « Monsieur tiers » pour les prix.

— **Evénements survenus en République centrafricaine** [3 octobre 1979] (p. 7719) : nécessité pour le ministre de la coopération d'annoncer sa démission après les scandaleux événements de la République centrafricaine.

— **Transports en commun en grande banlieue parisienne** [5 novembre 1980] (p. 3567) : extension du régime de la carte orange à toute la région de l'Ile-de-France ; section du RER reliant Noisy-le-Grand à Torcy ; liaison entre Paris et les villes nouvelles de l'Est parisien.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **2006**) : **Interventions françaises en Afrique** [26 mai 1978] (p. 2135, 2136) : condamnation, au nom du parti socialiste, de toutes les interventions étrangères en Afrique ; sort des coopérants restant à Kolwezi après le départ des troupes françaises.

— (n° **9415**) : **Sectes** [1er décembre 1978] ((p. 8668) : danger de certaines sectes dont les méthodes portent atteinte à l'ordre civil ; création souhaitable par la commission des lois d'une mission d'information.

— (n° **17074**) : **Relations avec le Tiers-Monde** [8 juin 1979] (p. 4892, 4893, 4894) : responsabilité française dans l'échec des deux dernières conférences entre pays développés et Tiers-Monde : à Bruxelles renégociation des accords de Lomé, à Manille Ve conférence des Nations unies sur le commerce et le développement ; insuffisance de l'aide aux pays du Tiers-Monde.

— (n° **29287**) **Malfaçons dans certains pavillons à Roissy-en-Brie** [11 avril 1980] (p. 313) : programme Chalandon ; caisse des dépôts et consignations ; SCIC ; (p. 314) : procédure juridictionnelle.

— (n° **30397**) : **Postes d'instituteurs dans les villes nouvelles** [23 mai 1980] (p. 1254) : régulation des attributions de logement.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Affaires étrangères. Discussion générale [2 novembre 1978] (p. 6930) : nouvelle modalité d'élection au Conseil des Français de l'étranger ; (p. 6931) : absence de représentation politique des Français de l'étranger ; propositions socialistes tendant à instaurer un système de représentation directe ; insuffisante protection sociale des Français de l'étranger ; stagnation des crédits et nécessité d'un remembrement des services de l'enseignement à l'étranger ; faiblesse des émissions radiophoniques à destination de l'étranger ; nécessité de doter la France d'un plan d'extension radiophonique.

Coopération. Discussion générale [3 novembre 1978] (p. 7057) : faible croissance du budget ; augmentation des crédits consacrés à l'aide militaire ; s'interroge sur le montant réel de l'aide militaire en 1978 ; ambiguïté du ministère de la coopération qui ne comprend pas les relations scientifiques, culturelles et techniques ; part minime de l'aide multilatérale ; dispersion des compétences en matière de coopération ; absence de base juridique des interventions militaires en Afrique ; (p. 7058) : demande une information de l'Assemblée sur les relations économiques maintenues avec l'Afrique du Sud ; insuffisance des dons désintéressés ; importance de la part consacrée aux DOM-TOM dans le budget de la coopération ; aggravation des conditions de prêts faites aux Etats les moins avancés ; excédent commercial de la France vis-à-vis du Tiers-Monde ; réclame un débat sur la coopération. **Examen des crédits** [3 novembre 1978] (p. 7069). **Etat B - Titre IV :** sur l'amendement n° 244 de M. Jean Fontaine ; volonté des populations de la Réunion d'appartenir à la France. **Explications de vote** (p. 7070) : vote hostile du groupe socialiste.

— **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole provisoire fixant les conditions de stationnement des forces françaises sur le territoire de la République de Djibouti après l'indépendance et les principes de la coopération militaire entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Djibouti, signé à Djibouti le 27 juin 1977** (n° **580**). **Première lecture. Explications de vote** [18 décembre 1978] (p. 9632) : regrette le retard avec lequel sont soumis au Parlement un certain nombre d'accords internationaux importants ; vote hostile du groupe socialiste sur cet accord.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Corée sur l'encouragement et la protection des investissements, signé à Paris, le 28 décembre 1977** (n° **560**). **Première lecture. Explications de vote** [18 décembre 1978] (p. 9634) : abstention du groupe socialiste.

— **Projet de loi modifiant les modes d'élection de l'Assemblée territoriale et du conseil de gouvernement du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° **925**). **Première lecture. Discussion générale** [18 avril 1979] (p. 2705) : la dissolution du conseil de gouvernement, « coup de force » contre une assemblée démocratiquement élue ; volonté du Gouvernement de procéder à la dissolution de l'assemblée territoriale ; proposition socialiste de création d'un scrutin proportionnel de listes où l'île et ses dépendances constitueraient une seule circonscription ; non-reconnaissance du particularisme mélanésien ; (p. 2706) : crise de la production du nickel ; nécessité du soutien de la gauche autonomiste pour sortir la Nouvelle-Calédonie de la crise. **Discussion des articles** [18 avril 1979]. **Avant l'Article premier** (p. 2710) : son amendement n° 1 : représentation proportionnelle exprimée sur la base d'une circonscription unique ; rejeté. **Article 3** (p. 2714) : soutien du groupe socialiste à l'amendement n° 12 de M. Roch Pidjot : proposant l'élection du président du conseil du gouvernement par l'assemblée territoriale ; nécessité d'une véritable autonomie des territoires d'outre-mer ; (p. 2715) : capacité des populations des territoires d'outre-mer de s'administrer elles-mêmes. **Explications de vote** (p. 2718) : texte incapable de résoudre les problèmes posés à la Nouvelle-Calédonie ; vote hostile du groupe socialiste.

— **Projet de loi autorisant la ratification de l'avenant à la convention entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune du 28 juillet 1967, modifiée par l'avenant du 14 octobre 1970, ensemble un échange de lettres, signé à Washington le 24 novembre 1978** (n° **894**). **Première lecture. Discussion générale** [6 juin 1979] (p. 4697) : avenant remédiant à la situation anormalement défavorable des citoyens américains résidant en

France et réglant le problème de l'activité des sociétés françaises travaillant aux Etats-Unis ; (p. 4698) : refuse que le système de l'avoir fiscal soit étendu aux dividendes français perçus par les sociétés américaines ; abstention du groupe socialiste si cette disposition est maintenue.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération en matière économique et financière entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Niger, ensemble un échange de lettres, signé à Niamey le 19 février 1977** (n° 964).

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération en matière de personnel entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Niger, ensemble un protocole annexe et quatre échanges de lettres, signés à Niamey le 19 février 1977, ainsi que l'échange de lettres en date du 4 mars 1978 relatif au protocole annexe** (n° 966).

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention de coopération en matière judiciaire entre la République française et la République du Niger, signée à Niamey le 19 février 1977** (n° 965).

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération militaire technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Niger, ensemble deux annexes signés à Niamey le 19 février 1977** (n° 963). **Première lecture. Discussion générale** [6 juin 1979] (p. 4701) : hostilité du groupe socialiste aux accords de coopération militaire ; (p. 4702) : nécessité de soumettre sans délai à l'Assemblée nationale les accords diplomatiques ; son inquiétude devrant les bruits courant au sujet de la possibilité d'un pacte militaire de solidarité entre la France et ses anciennes possessions africaines ; vote hostile du groupe socialiste sur le projet autorisant l'approbation de l'accord de coopération militaire technique.

— **Rappel au règlement** [3 octobre 1979] (p. 7728). **Articles 133 et 135 du règlement :** le ministre compétent répond lui-même aux questions d'actualité ; M. Galley interrogé étant présent, le Premier ministre et le ministre des affaires étrangères ont répondu à sa place ; est-il désavoué ou le ministre de la coopération a-t-il vécu ?

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° 1290). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [20 octobre 1979]. **Après l'Article 15** (p. 8647) : soutient l'amendement n° 83 de M. Laurent Fabius : accroissement de l'effort patronal pour la construction ; rejeté.

Deuxième partie :

Départements d'outre-mer. Discussion générale [31 octobre 1979] (p. 9277) : ambiguïté de la notion de départementalisation économique et dégradation de la situation outre-mer ; maintien des privilèges de l'aristocratie locale ; (p. 9278) : politique électoraliste du Gouvernement ne visant qu'à satisfaire un électorat réactionnaire ; représentation légale des peuples d'outre-mer éloignée des sentiments du pays réel.

Territoires d'outre-mer. Discussion générale [31 octobre 1979] (p. 9240) : événements redoutables prévisibles en Nouvelle-Calédonie ; s'interroge sur le stade d'évolution de l'émancipation des Nouvelles-Hébrides ; évolution des territoires d'outre-mer vers l'indépendance ; les transferts de populations en Nouvelle-Calédonie ; pression des privilégiés coloniaux sur la politique du Gouvernement ; création d'un front indépendantiste marquant la naissance d'une nation ; (p. 9241) : maintien des structures coloniales ; (p. 9248) : M. Ukeiwe n'est pas représentatif de la communauté canaque.

Coopération. Discussion générale [12 novembre 1979] (p. 9874) : extrême modicité du budget de la coopération ; (p. 9875) : augmentation des crédits alloués aux interventions politiques et administratives et régression des crédits de coopération culturelle et sociale ; disparition de l'action sociale en faveur des personnes étrangères ; accroissement des crédits de coopération technique militaire ; importance excessive des aides budgétaires dont l'usage est discrétionnaire ; principes honorables de la politique africaine de la France bafouée par des actions relevant d'une mentalité néo-coloniale ; urgence d'une unification administrative de la coopération ; politique d'interventions militaires et d'ingérence dans les affaires des Etats ; insuffisance de l'effort en faveur des pays les plus pauvres ; dénonce le conditions de l'intervention française en Centrafrique. **Examen des crédits** [12 novembre 1979]. **Etat B - Titre IV** (p. 9880) : soutient son amendement n° 457 : suppression des mesures nouvelles affectées aux aides aux armées nationales ; rejeté. **Après l'Article 77** (p. 9882) : soutient son amendement n° 459 : information du Parlement sur la répartition des dotations pour concours financiers ; réservant ces concours aux Etats dont le revenu national est le plus faible ; rejeté par scrutin public ; (p. 9883) : pas question d'affectation obligatoire de crédits dans l'amendement n° 459.

— **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers et portant création de l'office national d'immigration (n° 922). Commission mixte paritaire. Discussion des articles** [6 décembre 1979] (p. 11346) : remarque que le Gouvernement étend plus rapidement aux départements d'outre-mer les mesures hostiles aux travailleurs immigrés que la législation sociale.

— **Projet de loi relatif à Mayotte (n° 1434). Première lecture. Discussion générale** [6 décembre 1979] (p. 11357) : conditions de l'accession des Comores à l'indépendance ; partition de l'archipel des Comores ressentie dans l'opinion internationale comme une atteinte au principe du respect des frontières héritées de la période coloniale ; départementalisation constituant une régression institutionnelle ; volonté du Gouvernement de gagner du temps pour rechercher avec les Comores une solution permettant à Mayotte de rejoindre l'unité comorienne.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère (n° 1642). Discussion** [17 avril 1980] (p. 523) : évolution de la Caraïbe ; politique de la France vis-à-vis de République chypriote ; Afrique ; rôle de la France au Tchad ; occupation libyenne au Tchad ; Centrafrique ; aide apportée au Maroc dans le conflit du Sahara occidental ; (p. 524) : Zaïre ; Afrique australe ; Zimbabwe ; dialogue Nord-Sud ; rapports avec les pays en voie de développement ; idée du trilogue ; remise de dettes aux pays en voie de développement ; intérêts économiques, militaires, culturels de la France en Afrique ; Corne de l'Afrique ; (p. 525) : problème de l'océan Indien ; affaire mahoraise ; la Réunion ; nouvel ordre économique international ; accords de Lomé II ; stratégie du développement en Afrique ; problème de santé ; recrudescence des endémies.

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention signée à Lomé le 31 octobre 1979 entre les Etats membres de la Communauté économique européenne et la Communauté européenne, d'une part, des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'autre part, ainsi que l'approbation des deux accords internes afférents à cette convention, conclus à Bruxelles le 20 novembre 1979 (n° 1476). Première lecture. Discussion générale** [21 mai 1980] (p. 1152) : ratification tardive ; droits de l'homme ; (p. 1153) : libre accès des pays ACP au marché de la CEE ; notion de produit d'origine ; mesures de sauvegarde ; STABEX ; non-prise en compte de l'inflation ; SYSMIN appliqué aux produits miniers ; centre technique de coopération agricole et rurale ; aide financière de la communauté ; situation des départements d'outre-mer ; (p. 1154) : protocoles relatifs au sucre, aux bananes et au rhum ; cas particulier des TOM ; condamnation de l'apartheid en Afrique du Sud ; vote favorable du groupe socialiste.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Chili sur l'exonération réciproque des revenus des compagnies de navigation aérienne, signé à Santiago le 2 décembre 1977, ensemble l'échange de lettres rectificatif des 20 janvier et 23 juin 1978 (n° 931). Première lecture. Explications de vote** [21 mai 1980] (p. 1164) : solidarité avec le peuple chilien ; vote hostile du groupe socialiste.

— **Demande de constitution d'une commission spéciale pour l'examen du projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales (n° 1683). Discussion** [21 mai 1980] (p. 1164) : projet relatif aux collectivités locales intéressant plusieurs commissions permanentes ; surcharge de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

— **Déclaration du Gouvernement sur les départements et territoires d'outre-mer et débat sur cette déclaration (n° 1783). Discussion** [10 juin 1980] (p. 1674) : avenir de l'outre-mer ; départementalisation économique ; évolution de l'outre-mer depuis 1974 ; avenir institutionnel des territoires ; alignement des droits des ressortissants des département d'outre-mer sur ceux de la France continentale; système d'assistance ; (p. 1675) : inégalité ; immobilité institutionnelle ; manœuvres de la société Phœnix aux Nouvelles-Hébrides ; reconnaissance de l'égalité des droits sociaux et économiques ; affaire mahoraise ; démarche du parti communiste réunionnais auprès des instances de l'OUA ; territoires d'outre-mer ; évolution institutionnelle de la Polynésie ; politique de substitution de population menée en Nouvelle-Calédonie ; peuple mélanésien ; (p. 1676) : Wallis-et-Futuna ; terres Australes ; responsabilités des assemblées locales ; articles 72 et 73 de la Constitution ; standardisation des institutions des DOM inadaptées à leur diversité ; Saint-Pierre-et-Miquelon ; la Réunion ; pouvoir du conseil départemental dans la proposition de loi socialiste ; indépendance ; (p. 1677) : résultats des élections outre-mer ; préambule de la Constitution ; (p. 1679) : doctrine du parti socialiste vis-à-vis de la départementalisation et de l'indépendance.

— **Déclaration du Gouvernement sur l'attentat de la rue Copernic et débat sur cette déclaration** (n° **1946**). **Discussion** [8 octobre 1980] (p. 2600) : réunion nazie de Blandy-lès-Tours.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme de la procédure pénale relative à la prescription et au jury d'assises** (n° **1124**). **Première lecture. Discussion des articles** [8 octobre 1980]. **Article 2** (p. 2611) : son amendement n° 4 rectifié : interdisant à un juré de se récuser pour une objection morale d'ordre laïque ou religieux ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [25 novembre 1980] (p. 4281) : conditions d'autorécusation des jurés ; fonction de juré constituant un devoir découlant de la qualité de citoyen ; (p. 4282) : discrimination variable des jurés selon les diverses commissions départementales constituant une base possible de recours contre les arrêts des cours d'assises ; pas d'interférence avec le projet sécurité et liberté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Départements et territoires d'outre-mer. — II. **Départements d'outre-mer. Discussion générale** [28 octobre 1980] (p. 3221) : diminution de l'effort de l'Etat en faveur des DOM-TOM ; réduction des crédits pour Saint-Pierre-et-Miquelon et Mayotte ; indemnisation du chômage ; place de l'outre-mer dans le monde et ambiguïté des intentions du Gouvernement ; nécessité de créer une nouvelle communauté où chaque département choisirait le niveau de ses relations avec la France.

Coopération. Discussion générale [7 novembre 1980] (p. 3748) : croissance du budget de la coopération ; diminution de l'aide militaire ; aggravation de la situation économique en Afrique ; échec des pays promis à un décollage économique ; exemple de la Côte-d'Ivoire et du Sénégal ; grippage du système de coopération ; diminution de l'aide américaine et inexistence de l'aide des pays communistes ; (p. 3749) : propositions socialistes en matière de coopération ; compromissions politiques ; coopération profitant surtout à la France ; danger du trilogue ; nécessité d'activer les accords de Lomé II et de développer l'action du STABEX ; priorité en matière agricole et industrielle à des technologies adaptées.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention internationale du travail n° 111 concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession** (n° **1921**). **Première lecture,** rapporteur de la commission des affaires étrangères. **Discussion générale** [12 décembre 1980] (p. 4862) : convention entrée en vigueur depuis plus de vingt ans ; effort nécessaire pour mettre fin au phénomène de discrimination dans l'emploi ; ratification par la France de plusieurs conventions comparables : déclaration universelle des droits de l'homme ; pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels ; convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ; suppression en 1978 et 1979 des incapacités temporaires d'accès à certaines professions qui frappaient les nouveaux Français par naturalisation ; attitude de la France à l'égard de l'organisation internationale du travail ; (p. 4863) : rôle du Parlement dans l'approbation des conventions internationales du travail et critères de sa saisine.

VIVIEN (Robert-André)

Député du Val-de-Marne
(7e circonscription)
(RPR).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

Contestation de son élection [3 avril 1978] (p. 1103).

Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [28 avril 1978] (p. 1468-1469).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Président de cette commission [*J.O.* du 7 avril 1978] (p. 1589), [*J.O.* du 4 avril 1979] (p. 772), [*J.O.* du 4 avril 1980] (p. 857), [*J.O.* du 5 avril 1981] (p. 961).

Membre des conseils d'administration des sociétés nationales de radiodiffusion et de télévision ; deuxième chaîne de télévision [15 juin 1978] (p. 3006), [16 juin 1978] (p. 3080).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1978 [16 juin 1978] (p. 3101).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'imposition des gains nets en capital réalisés à l'occasion de cessions à titre onéreux de valeurs mobilières et de droits sociaux [23 juin 1978] (p. 3431) ; président de cette commission [28 juin 1978] (p. 3609).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1979 [11 décembre 1978] (p. 9239) ; président de cette commission [13 décembre 1978] (p. 9384).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1978 [19 décembre 1978] ; vice-président de cette commission [20 décembre 1978] (p. 9775).

Membre de la commission d'enquête sur les conditions de l'information publique [*J.O.* du 16 mars 1979] (p. 610).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 17 mars 1979] (p. 622).

Démissionne de cette commission [24 avril 1979] (p. 2976).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1979 [*J.O.* du 20 décembre 1979] (p. 3207).

Président de cette commission [*J.O.* du 20 décembre 1979] (p. 3207).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1980 [*J.O.* du 12 décembre 1979] (p. 3132).

Président de cette commission [*J.O.* du 13 décembre 1979] (p. 3151).

Membre des conseils d'administration institués par la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relative à la radiodiffusion et à la télévision [*J.O.* du 6 décembre 1980] (p. 2880).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1981 [*J.O.* du 11 décembre 1980] (p. 2922).

Président de cette commission [*J.O.* du 12 décembre 1980] (p. 2934).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1980 (n° 2053) [*J.O.* du 17 décembre 1980] (p. 2974).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 17 décembre 1980] (p. 2975).

DÉPOTS

— **Proposition de loi organique** tendant à compléter l'**ordonnance n° 58-1360** du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au **conseil économique et social** afin de prévoir la **représentation des anciens combattants et victimes de guerre** (n° **41**) [18 avril 1978].

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'article 23 de la **loi du 10 août 1871** fixant la **date des sessions ordinaires des conseils généraux** (n° **106**) [18 avril 1978].

— **Proposition de loi** relative à la protection des **droits des artistes,** interprètes ou exécutants (n° **107**) [18 avril 1978].

— **Proposition de loi** tendant à favoriser la **décoration artistique des espaces publics des grands ensembles** et des constructions effectuées dans les ZAC (n° **108**) [18 avril 1978].

— **Proposition de loi** tendant à accorder à certaines catégories d'**anciens combattants** et de **résistants** la faculté d'opérer des versements de rachat au titre de l'**assurance vieillesse** (n° **109**) [18 avril 1978].

— **Proposition de loi** tendant à modifier et à compléter la **loi n° 70-612** du 10 juillet 1970 relative à la **suppression de l'habitat insalubre** (n° **110**) [18 avril 1978].

— **Proposition de loi** tendant à assurer le **relogement des personnes âgées** expropriées dans le cadre de diverses opérations d'urbanisme (n° **111**) [18 avril 1978].

— **Proposition de loi** tendant à étendre aux villes de plus de 25.000 habitants les dispositions de la **loi n° 57-746** du 4 juillet 1957 rendant obligatoire l'installation d'un **dispositif d'ouverture automatique dans les immeubles affectés à l'habitation** (n° **112**) [18 avril 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1979** (n° **560**). — Budgets civils. — **Annexe n° 11 : Culture et communication - Information** (n° **570**) [5 octobre 1978].

— **Proposition de loi** tendant à modifier les dispositions de la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relatives au **droit de grève au sein du service public de la radiodiffusion-télévision française** (n° **941**) [10 avril 1979].

— **Proposition de loi** portant **réforme du divorce** (n° **1161**) [19 juin 1979].

— **Rapport d'information** déposé en application de l'article 145 du règlement au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, à **la suite d'une mission effectuée en République populaire de Chine par une délégation du bureau de la commission** (n° **1261**) [28 juin 1979].

— **Proposition de loi organique** tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux **lois de finances** (n° **1595**) [2 avril 1980].

— **Proposition de résolution** tendant à compléter les dispositions du règlement de l'Assemblée nationale relatives à la **seconde délibération** (n° **1639**) [15 avril 1980].

— **Proposition de loi** tendant à assurer la **continuité du service public à EDF** par l'instauration d'un service minimum prioritaire (n° **1842**) [25 juin 1980].

— **Rapport d'information** de l'article 145 du règlement par la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur la **recevabilité financière** dans le cadre de la procédure législative (n° **1860**) [25 juin 1980].

— **Rapport d'information** déposé en application de l'article 145 du règlement au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, à la suite d'une **mission effectuée en Indonésie, à Singapour, à Hong-Kong, à Taïwan et en République de Corée,** par une délégation du Bureau de la commission (n° **1878**) [27 juin 1980].

— **Proposition de loi** tendant à réduire la **part de l'Etat dans le capital de l'agence Havas** (n° **2241**) [20 décembre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Grèves dans les universités** [6 décembre 1978] (p. 8885) : nombre de retenues sur salaires opérées pour la grève du 6 au 10 novembre ; les opposants les plus notoires font-ils grève ?

— **Grève dans les services publics** [4 avril 1979] (p. 2216) : grèves répétées à la radio et à la télévision, aux PTT, à EDF et à la SNCF ; nécessité de la continuité et de la régularité des services publics ; détournement de la loi du 31 juillet 1963 sur la grève dans les services publics.

— **Affaire d'espionnage au CNRS** [14 novembre 1979] (p. 10011, 10012) : arrestation par les services de contre-espionnage français d'un agent important des services d'espionnage soviétique, recruté grâce à ses relations politiques avec l'extrême gauche, communistes ou PSU ; quelles mesures seront prises pour que cesse au CNRS l'infiltration soviétique.

— **Confirmation par le tribunal administratif de Paris de l'élection de M. Marc Favas dans le canton de Vincennes-Fontenay-Nord dans le Val-de-Marne** [17 juin 1980] (p. 1897) : sanctions administratives contre les responsables de fraudes électorales.

• *Intervention sur la question orale sans débat de :*

— **M. Jean-Pierre Chevènement** (n° **23503**) **: Attentats commis par des organisations d'extrême droite** [7 décembre 1979] (p. 11475) : affaire Jean-Pierre Vigier.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1976** (n° **17**). **Première lecture. Discussion des articles** [30 mai 1978]. **Après l'Article 19** (p. 2226) : sur l'amendement n° 4 de M. Pierre Joxe ; importance du rôle des rapporteurs spéciaux dans le contrôle budgétaire ; inutilité de l'amendement n° 4.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **234**). **Première lecture. Discussion des articles** [1er juin 1978]. **Article premier** (p. 2369) : absence d'examen par la commission du sous-amendement proposé par M. Christian Pierret. **Article 3** (p. 2381) : demande au nom de la commission le vote sur l'ensemble de l'article 3, contrairement à la demande de M. Dominique Frelaut. **Après l'Article 5** (p. 2403) : opposition de la commission à l'amendement n° 32 de M. Jack Ralite ; rappelle son action en faveur du cinématographe auprès des ministres concernés. **Article 6** (p. 2405) : rappelle que le président de la commission des finances n'a pas à motiver ses décisions en matière d'irrecevabilité, son impartialité politique dans l'application de l'article 40 ; (p. 2406) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée au nom de la commission à propos de l'amendement n° 17 de la commission. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [20 juin 1978] (p. 3150) : ses réserves sur la recevabilité d'une question préalable portant sur un texte

de CMP ; volonté politique de l'opposition de troubler les débats de l'Assemblée ; l'examen du texte d'une CMP n'est pas une lecture ; (p. 3152) : place faite à l'opposition au Parlement pour les rapports spéciaux.

— **Projet de loi complétant la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relative à la radiodiffusion et à la télévision** (n° **250**). **Première lecture. Discussion générale** [7 juin 1978] (p. 2617) : imprécision des propositions du groupe socialiste présentées par M. Dominique Taddei ; répond aux accusations portées par M. Georges Fillioud contre Antenne 2 ; ses doutes sur l'usage que la gauche aurait fait de la télévision et de la radio si elle avait gagné les élections ; définition du monopole par la loi du 7 août 1974 et la loi du 3 juillet 1972 ; (p. 2618) : monopole de programmation et de diffusion des programmes ; caractère limité du nombre des fréquences ; conférence mondiale sur la répartition des fréquences devant se réunir à Genève en 1979 ; nécessité pour l'Etat de maintenir son contrôle sur l'espace hertzien relevant de la souveraineté nationale ; ses doutes sur la nécessité du monopole de programmation et sur les décisions éventuelles du Conseil constitutionnel en la matière; atteintes au monopole de la programmation restant impunies ; lacune du projet de loi révélatrice des ambiguïtés du système actuel ; politique gouvernementale de blocage de l'ensemble du problème du monopole risquant d'engendrer des troubles graves ; existence d'une douzaine de stations privées entre 1920 et 1939 ; (p. 2619) : propositions : octroi de licences à des stations de radio locales par une autorité de l'audiovisuel, détermination par la loi des éléments des cahiers des charges de ces stations, obligation pour les nouvelles stations de louer les services de Télédiffusion de France, gestion de ces stations associant les collectivités locales et la presse quotidienne de province, financement combinant les subventions et les recettes publicitaires.

— **Projet de loi relatif à l'imposition des produits de cession à titre onéreux de valeurs mobilières et de droits sociaux** (n° **255**). **Première lecture. Discussion des articles** [14 juin 1978]. **Après l'Article premier** (p. 2883) : risque d'un désinvestissement boursier contradictoire avec les objectifs de la nouvelle politique économique du Gouvernement ; nécessité de ménager une transition entre non-taxation et taxation même modérée ; (p. 2884) : nécessité de limiter l'exonération provisoire aux opérateurs qui s'engagent dans la voie de l'accroissement de leurs portefeuilles. **Article 2** (p. 2888) : absence d'examen par la commission de l'amendement n° 43 de M. Fernand Icart. **Article 5** (p. 2901) : impossibilité pour le rapporteur général ou le président de la commission de retirer un amendement de la commission. **Commission mixte paritaire**, président de la commission mixte paritaire. **Discussion des articles** [28 juin 1978] (p. 3606) : absence d'examen de l'amendement n° 1 du Gouvernement par la commission.

— **Projet de loi relatif à l'orientation de l'épargne vers le financement des entreprises** (n° **320 rectifié**). **Première lecture. Rappel au règlement de M. Dominique Taddei** [22 juin 1978] (p. 3317) : réunion dans des conditions régulières de la commission des finances. **Après l'Article 29. Rappel au règlement de M. Dominique Taddei** (p. 3333) : motifs de l'irrecevabilité des amendement relatifs à l'indexation de l'épargne populaire. **Discussion des articles** [22 juin 1978]. **Article 5** (p. 3296) : retrait de l'amendement n° 29 de suppression de la commission. **Article 8** (p. 3298) : évaluation inexacte faite par la commission sur le coût de l'amendement n° 33. **Article 22** (p. 3316) : retire l'amendement n° 39 de la commission : interdiction à l'Etat de consentir des prêts participatifs. **Article 23** (p. 3318) : rend hommage à la qualité du travail effectué par la commission des lois. **Après l'Article 27** (p. 3323) : rend hommage à la qualité du travail du rapporteur général de la commission des finances.

— **Dépôt du rapport de la Cour des comptes** [27 juin 1978] (p. 3547) : collaboration entre la Cour des comptes et le Parlement ; problème des moyens en personnel de la Cour.

— **Projet de loi relatif aux opérations de la caisse d'amortissement pour l'acier** (n° **563**). **Première lecture. Discussion générale** [9 octobre 1978] (p. 5804) : opposition de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan à la question préalable de M. Pierre Mauroy.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture** :

Discussion générale, président de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [11 octobre 1978] (p. 5945) : difficultés de l'examen du budget en raison de l'avancement de la discussion publique ; remplacement de la discussion du budget du ministère de l'intérieur par une procédure imitée de celle des questions au Gouvernement ; (p. 5946) : exonération des contribuables célibataires ayant un revenu égal au SMIC compensée par une majoration de l'impôt sur les banques ; insuffisance des crédits de la police ; marge de manœuvre du Gouvernement limitée vis-à-vis du budget ; utilité du contrôle parlementaire sur le budget.

Première partie :

Discussion des articles [12 octobre 1978] : **Article 2** (p. 6011) : sur les amendements n° 191 de M. Fernand Icart et n° 6 de la commission ; rappelle que le président de la commission des finances dispose du privilège de juger si l'article 40 de la Constitution est applicable à un amendement ; défend les conditions actuelles de travail et d'information de la commission des finances ; [13 octobre 1978] : **Article 2** *(suite)* (p. 6077) : opposition de la commission aux gages proposés par l'amendement n° 111 de M. Maurice Andrieux. **Avant l'Article 4** (p. 6085) : sur l'amendement n° 137 de M. Joseph Franceschi : renonce à sa demande concernant les foyers de retraités ; (p. 6086) : soutient que le gage proposé par l'amendement n° 137 de M. Joseph Franceschi concerne les autres assurances et non pas celles des bateaux de plaisance ; [17 octobre 1978] : **Avant l'Article 12** (p. 6122) : sur l'amendement n° 141 de M. Michel Rocard : concurrence faite par les publications communales à la presse en matière de ressources publicitaires. **Article 12** (p. 6125) : sur les amendements n°s 41 et 151 de M. Jack Ralite : déplore la surenchère de l'opposition. **Article 24** (p. 6163) : retire l'amendement n° 120 de M. Bernard Pons : soumission à la taxe différentielle sur les véhicules à moteur du locataire d'un véhicule faisant l'objet soit d'un crédit-bail, soit d'un contrat-location de douze mois ou plus. **Après l'Article 25** (p. 6166) : s'oppose à l'amendement n° 77 de Mme Chantal Leblanc dont l'adoption découragerait les propriétaires de terres prêts à les mettre en louage. **Article 30** (p. 6172) : cause et manifestation de la crise du cinéma français ; problème de la commission d'avances sur recettes; (p. 6174) : soutient l'amendement n° 22 de la commission : suppression de l'article 30 ; amendement justifié par l'insuffisance d'information de la commission avant la séance publique ; amendement n° 22 rejeté. **Article 33** (p. 6177) : accepte de demander, auprès de la Cour des comptes, une enquête sur le problème des rentes viagères.

Deuxième partie :

Intérieur. Discussion générale [19 octobre 1978] (p. 6354) : insécurité dans le bois de Vincennes et le bois de Boulogne ; insufisance des effectifs des commissariats de Vincennes et du XII[e] arrondissement.

Budgets annexes de la Légion d'honneur et de l'ordre de la Libération. Discussion générale [24 octobre 1978] (p. 6526) : sa proposition de renoncer pour un an à toute promotion à titre civil pour la Légion d'honneur.

Radiodiffusion et télévision. Discussion générale [26 octobre 1978] (p. 6725, 6726) : s'indigne de l'importance des fuites dans la perception de la redevance télévision ; risque de compromettre la vie des sociétés de programme en voulant sauver la SFP ; souhaite que la SFP ne soit qu'une société filiale de production cinématographique et de prestation de services ; importance des commandes passées par TF1 et Antenne 2 à la SFP ; dénonce l'utilisation politique de la crise de la SFP ; (p. 6733) : dénonce la volonté de faire de la SFP un outil privilégié de créativité alors que celle-ci ne doit être qu'un établissement prestataire de services.

Education. Discussion générale [13 novembre 1978] (p. 7482) : proteste contre l'intervention de M. Jack Ralite constituant un détournement de procédure contraire au règlement.

Services du Premier ministre. — V. Commissariat général du plan. Discussion générale [16 novembre 1978] (p. 7779) : précise que la commission des finances a émis un avis favorable sur les crédits du commissariat général du plan.

Services du Premier ministre. — I. Services généraux. Information, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, pour l'information. **Discussion générale** [16 novembre 1978] (p. 7789) : conditions de travail inhumaines du Parlement ; concentration intervenue dans la presse française ; nomination d'anciens collaborateurs du Président de la République à la tête des moyens audiovisuels ou des agences de publicité ; nécessité de nouvelles modalités d'aides à la presse ; (p. 7790) : proposition de M. Georges Fillioud sur la création d'un fonds d'aide à la presse n'accordant des aides que de façon sélective ; impossibilité de définir des critères relatifs au contenu des journaux ; danger des concentrations et des prises de participation des stations radiophoniques dans les entreprises de presse, l'exemple d'Europe 1 ; évolution du marché publicitaire de la presse écrite ; possibilité d'introduire à la télévision la publicité en faveur de l'édition ; (p. 7792) : avis favorable de la commission des finances, de l'économie générale et du plan et de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le budget ; (p. 7794) : collaboration de socialistes au journal *Détective ;* caractère subjectif de l'appréciation du contenu des journaux. **Examen des crédits** [16 novembre 1978]. **Etat B - Titre III** (p. 7802) : importance de la presse communiste ; vote favorable du RPR sur les crédits de l'information.

Articles et articles additionnels non rattachés [17 novembre 1978]. **Article 63** (p. 7997) :

oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 324 de M. Laurent Fabius. **Article 70** (p. 8007) : interroge le Gouvernement sur les moyens de règlement des instances en cours pour éviter d'appliquer des solutions différentes à des situations semblables en cas d'adoption de l'article 70.

— **Rappel au règlement** [16 novembre 1978] (p. 7738) : article 48, alinéa 7, du règlement de l'Assemblée nationale concernant l'ordre du jour ; discussion budgétaire ; aucun rapporteur de la commission des finances ne rapportera après une heure du matin.

— **Projet de loi portant approbation d'un rapport sur l'adaptation du VII^e Plan** (n° **655**). **Première lecture. Discussion générale** [29 novembre 1978] (p. 8482) : contraintes pesant sur le VII^e Plan : déficit important des finances publiques, accroissement des dépenses d'intervention économique et sociale ; dépenses sociales représentant 28,7 % de la PIB : production intérieure brute ; taux des prélèvements obligatoires égalant 40 % de la PIB ; amendement demandant au Gouvernement de soumettre au Parlement un rapport sur l'aménagement des charges sociales ; charges que fait peser la progression des dépenses sociales sur les entreprises ; la France, quatrième pays exportateur du monde ; nécessité de mener une politique de développement des entreprises de sous-traitance ; alourdissement des charges des entreprises par la pratique des crédits interentreprises. **Discussion de l'article unique** [29 novembre 1978]. **Article unique** (p. 8515) : voit dans l'amendement n° 1 de M. Julien Schvartz la possibilité de rétablir à moyen terme un équilibre de la sécurité sociale.

— **Projet de loi portant adaptation de la législation relative à la taxe sur la valeur ajoutée à la sixième directive du Conseil des communautés européennes du 17 mai 1977** (n° **599**). **Première lecture. Discussion générale** [30 novembre 1978]. **Rappel au règlement** (p. 8575) : demande au titre de quel article du règlement M. Louis Odru pourrait intervenir dans le débat.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **709**). **Lettres rectificatives** (n^os **735 et 749**). **Première lecture. Discussion des articles** [7 décembre 1978]. **Article 2** (p. 8962) : soutient l'amendement n° 22 de la commission : nouvelle rédaction du deuxième alinéa de l'article 2 ; adopté. **Article 12** (p. 8984) : critique l'utilisation de la loi de finances rectificative pour traiter du problème du contrôle de l'Etat sur le secteur aéronautique ; soutient l'amendement n° 8 de la commission : nouvelle rédaction de l'article 12 prévoyant la présentation par le Gouvernement d'un rapport sur les moyens financiers affectés au soutien des programmes des sociétés aéronautiques et aux commandes passées auprès de chacune de ces sociétés ; rejeté par scrutin public ; (p. 8985) ; rôle bienfaisant de la société Marcel Dassault.

— **Projet de loi réglementant la publicité extérieure et les enseignes** (n° **582**). **Première lecture. Discussion des articles** [18 avril 1979]. **Article 8** *bis* (p. 2736) : son sous-amendement n° 144 soutenu par M. Philippe Malaud à l'amendement n° 22 de la commission : permettant aux maires d'accorder certaines autorisations au coup par coup dans les zones de publicité restreinte ; rejeté ; [19 avril 1979] : **Article 8 (précédemment réservé)** (p. 2782) : son sous-amendement n° 143 soutenu par M. Jean Valleix à l'amendement n° 20 de la commission : nature de chaque catégorie de zone de réglementation spéciale ; rejeté. **Article 30** (p. 2802) : son sous-amendement n° 146 soutenu par M. Jean Valleix à l'amendement n° 74 de la commission : résiliation à la demande de l'une des parties, à la première échéance survenant après l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la promulgation de la loi, des contrats de louage d'emplacements conclus avant le 1^er janvier 1977 ; rejeté. **Article 32** (p. 2804) : son sous-amendement n° 147 soutenu par M. Philippe Malaud à l'amendement n° 78 de la commission : rendant applicables les règles nouvelles concernant les conventions d'application de l'amendement dans un délai de trois mois après leur application ; adopté.

— **Projet de loi portant création d'un établissement public chargé de gérer les participations qui lui sont dévolues par l'Etat dans deux sociétés de constructions aéronautiques** (n° **979 rectifié**). **Décision de l'Assemblée sur le conflit de compétence entre la commission des finances, de l'économie générale et du plan et la commission de la défense nationale et des forces armées** [25 avril 1979] (p. 3049) : s'oppose à la création d'une commission spéciale ; projet essentiellement financier, visant à créer un établissement public devant gérer les participations financières de l'Etat ; compétence de la commission des finances (article 36 du règlement de l'Assemblée nationale).

— **Rappel au règlement** [26 avril 1979] (p. 3149) : obstruction du groupe communiste.

— **Proposition de loi tendant à modifier les dispositions de la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relatives au droit de grève au sein du service public de la radiodiffusion-télévision française** (n° **941**). **Première lecture. Discussion générale** [26 avril 1979] (p. 3169) : son

combat pour la démocratie et le droit de grève ; (p. 3170) : consensus suscité par sa proposition au sein de la majorité et dans le pays ; son attachement au droit de grève ; nécessité de concilier le droit de grève avec la continuité et la régularité des programmes ; (p. 3171) : nécessité de supprimer le service minimum ; objet de la loi du 31 juillet 1963 ; faciliter les négociations entre salariés et administrations.

Rappel au règlement (p. 3180) : s'indigne des interventions de l'opposition qui n'ont aucun rapport avec l'objet de la proposition.

Discussion de l'article unique [26 avril 1979]. **Article unique** (p. 3189) : s'oppose à l'amendement n° 1 corrigé de M. Jack Ralite; son vote favorable sur une loi qui ne prive pas les travailleurs du droit de grève mais leur permet d'exercer leur droit au travail.

Deuxième lecture. Discussion générale [26 juin 1979] (p. 5658) : remercie la commission des affaires culturelles, familiales et sociales d'avoir remis de l'ordre dans le texte après son passage au Sénat ; (p. 5659) : affirme l'existence d'un droit à l'image, en particulier pour les handicapés, les personnes âgées et les malades ; demande le rejet de la question préalable. **Discussion de l'article unique** [26 juin 1979]. **Article unique** (p. 5662) : soutient son amendement n° 4 : détermination par décret en Conseil d'Etat des services ou des catégories de personnels strictement indispensables à l'exécution de la mission de service public que les présidents de sociétés de programme et de l'établissement public de diffusion peuvent requérir ; adopté ; soutient son amendement n° 11 : possibilité pour le président de chaque société de requérir les catégories de personnels ou les agents qui doivent demeurer en fonction pour assurer la continuité du service public ; adopté.

— **Rappel au règlement** [16 mai 1979] (p. 3858) : n'a pas à motiver l'irrecevabilité qu'il oppose à un amendement ; s'efforce d'exercer ses fonctions avec impartialité.

— **Projet de loi portant approbation du rapport sur les principales options du VIII^e Plan** (n° **1055**). **Première lecture. Discussion générale** [13 juin 1979] (p. 5004) : dépendance de la France à l'égard de l'extérieur, contrepartie de la croissance ; regrette que le rapport ne comporte pas de projections tendancielles permettant de dégager des scénarios à l'horizon 1983 ; progression inquiétante des charges sociales mettant en cause les fondements de la société libérale ; (p. 5005) : croissance préoccupante des finances de l'Etat ; conteste les prévisions alarmistes concernant le niveau du chômage ; nécessité, pour la France, de se tourner vers le secteur des services pour la création d'emplois du fait de sa pauvreté en ressources naturelles ; (p. 5111) : rapport n'insistant pas suffisamment sur la nécessité de la réhabilitation des logements existants. **Discussion de l'article unique** [14 juin 1979]. **Article unique** (p. 5135) : soutient l'amendement n° 9 de la commission des finances : jardins familiaux ; réservé ; repris dans la lettre rectificative n° 1132 ; adopté ; retire l'amendement n° 10 de la commission des finances : espaces verts publics ou semi-publics ; soutient l'amendement n° 15 de M. Bernard Pons : espaces verts publics ou semi-publics ; réservé ; repris dans la lettre rectificative n° 1132 ; adopté.

— **Dépôt du rapport de la Cour des comptes** [26 juin 1979] (p. 5667) : efficace collaboration entre la Cour des comptes et le Parlement ; intérêt pris par la commission des finances à l'audition des magistrats de la Cour ; utilité de leurs rapports et enquêtes.

— **Rappel au règlement** [16 octobre 1979] (p. 8253, 8254) : article 46 du règlement prévoyant la publicité des travaux des commissions par communiqués à la presse ; conteste le rappel au règlement de M. Robert Vizet sur l'utilisation des services de la commission des finances par son président pour l'information des journalistes ; souhaite la mise en place d'un véritable service de presse.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Robert Vizet** [18 octobre 1979] (p. 8381) : la commission examine uniquement les amendements déposés avant la fin de la discussion générale.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture. Discussion générale** [16 octobre 1979] (p. 8267) : impossibilité d'examiner le rapport de la commission des sages à la session de printemps 1979 ; (p. 8328) : discussion serrée du projet de loi de finances en commission ; (p. 8329) : abus de la procédure de la question préalable par M. Georges Marchais ; information inexacte donnée sur la situation du franc ; impossibilité pratique de remettre en cause les services votés ; souhaite que soient soumis au Parlement les budgets de programme des ministères ; difficultés économiques mondiales : renchérissement du prix du pétrole et des matières premières, dérèglement du marché des changes, hausse des taux d'intérêts et du prix de l'or, difficultés des pays de l'Est ; (p. 8330) : croissance inquiétante des dépenses de fonctionnement de l'Etat et en particulier des dépenses de personnel ; déplore que les dépenses d'intervention sociale soient privilégiées au détriment des dépenses d'investissement ; augmentation du montant des prélèvements

obligatoires ; approuve l'amendement qui tend à soumettre les dépenses sociales au vote annuel du Parlement.

Première partie :

Discussion des articles [18 octobre 1979] : **Avant l'Article 2** (p. 8378) : affirme la recevabilité financière de l'amendement n° 114 de M. Robert Vizet : création d'une surtaxe à l'impôt sur le revenu destinée à financer une prime exceptionnelle de 600 F aux familles. **Article 2** (p. 8381) : **sur le rappel au règlement de M. Robert Vizet** : dépôt des amendements du groupe communiste en dehors des délais réglementaires ; (p. 8383) : ses amendements n° 102 et n° 103 : relèvement supplémentaire des trois premières tranches du barème de l'impôt sur le revenu ; devenus sans objet ; difficultés de la tâche du président de la commission des finances ; acceptation de son amendement par les présidents des deux groupes de la majorité ; [19 octobre 1979] : **Article 5** *(suite)* (p. 8524) : organisation de la fin de la discussion de la première partie du budget. **Article 6** (p. 8528) : l'amendement n° 23 de la commission risque d'être déclaré irrecevable en raison de l'absence de gage. **Après l'Article 6** (p. 8541) : proteste contre la tendance du groupe communiste à instaurer un prédébat sur la deuxième partie de la loi de finances. **Après l'Article 8** (p. 8566) : hostilité de la commission aux amendements n° 156 de M. Jacques Jouve, n° 220 et n° 221 de M. François Gussenmeyer : rétablissement du privilège des bouilleurs de cru ; (p. 8568) : demande un délai de réflexion sur l'application de l'article 40 de la Constitution aux amendements n° 156 de M. Jacques Jouve, n°s 220 et 221 de M. François Grussenmeyer ; [20 octobre 1979] : **Article 11** (p. 8605) : dénonce la récupération par le parti communiste de la protestation des motards contre la vignette ; faible rentabilité financière de la vignette moto ; accroissement du déséquilibre existant entre automobilistes et motocyclistes ; regrette l'absence de consultation de « Monsieur moto » ; problème Motobécane ; (p. 8607) : justifie ses mouvements d'indignation contre les députés communistes ; s'oppose à l'amendement n° 160 de M. Parfait Jans : suppression des dispositions augmentant la vignette auto ; (p. 8608) : admet l'irrecevabilitée opposée en vertu de l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 40 de M. Adrien Zeller et au sous-amendement n° 316 de M. Henri de Gastines ; (p. 8609) : soutient l'amendement n° 27 de la commission : suppression de la vignette sur les motos de six et sept chevaux ; adopté par scrutin public ; absence de concertation lors de la mise au point du permis moto ; coût des motos beaucoup moins élevé pour la collectivité que celui des voitures. **Article 14** (p. 8642) : critique le choix du 1er septembre comme date d'entrée en vigueur de l'article 14 ; [22 octobre 1979] : **Article 25** (p. 8712) : demande une suspension de séance de droit pour permettre au bureau de l'Assemblée de se réunir.

Deuxième partie :

Radio-télévision. Discussion générale [26 octobre 1979] (p. 9045) : rend hommage à M. Lagardère, président de Matra et d'Europe 1 attaqué par M. Pierre Juquin ; regrette que les médias aient mis l'accent sur les reproches adressées par le rapport Le Tac à certains personnels de la télévision ; remercie M. Joël Le Tac d'avoir mis l'accent sur l'aspect technique du problème de la télévision ; les satellites ; (p. 9046) : qualité des personnels de la télévision ; problèmes de la publicité télévisée à l'époque des satellites ; risque présenté pour la télévision par le succès des magnétoscopes. **Examen des crédits** [26 octobre 1979]. **Article 57 (répartition du produit des droits constatés de la redevance pour droit d'usage des appareils de télévision)** (p. 9052) : s'oppose à l'amendement n° 359 de M. Jack Ralite : suppression de la TVA sur la redevance télévision ; demande que soit étudiée la réduction du taux de la TVA ; (p. 9053) : reproche à la présidence d'avoir laissé M. Jack Ralite défendre un amendement qui avait été déclaré irrecevable en application de l'article 40 de la Constitution.

Services du Premier ministre. — I. Services généraux. Information. Discussion générale [26 octobre 1979] (p. 9056) : menaces pesant sur la presse du fait du développement des nouvelles techniques de communication ; exemple du système Télétel ; concurrence de la part de la presse allemande ou anglo-saxonne ; (p. 9057) : critique le rapport Vedel au Conseil économique et social ; nécessité d'une complémentarité entre la presse, la radio et la télévision ; souhaite que les journaux puissent moderniser leurs méthodes de fabrication grâce à une aide publique.

Agriculture. — BAPSA. Rappel au règlement [8 novembre 1979] (p. 9623) : justifie l'irrecevabilité opposée à l'amendement n° 364 de M. Roland Huguet, au nom de la commission de la production et des échanges : un amendement ne peut proposer une réduction de dépenses à titre indicatif.

Economie et budget. — I. Charges communes. Discussion générale [12 novembre 1979] (p. 9839) : désapprouve le vote de l'amendement n° 456 de M. Joseph Franceschi qui empêche la mensualisation des pensions dans treize départements français.

Intérieur. Discussion générale [13 novembre 1979] (p. 9935) : les bavures policières. **Examen des crédits** [13 novembre 1979] : **répond au rappel au règlement de M. Maxime Kalinsky** (p. 9939) : la suppression de l'emploi des grenades offensives par la police aboutirait à augmenter le nombre des manifestations et donc le nombre des personnels de police ; cet amendement est donc contraire à l'article 40. **Etat C - Titre V** (p. 9940) : l'amendement n° 458 de M. Pierre Lagorce constitue une violation du règlement. **Etat C - Titre VI** (p. 9941) : met en cause la recevabilité de l'amendement n° 429 de M. Maisonnat qui propose une suppression de crédits pour pouvoir parler d'un autre projet.

Santé et sécurité sociale. Travail et santé. — I. Section commune. — III Santé et sécurité sociale. Discussion générale [15 novembre 1979) : **sur le rappel au règlement de M. Antoine Gissinger** (p. 10072) : rappelle qu'il est l'inspirateur de l'initiative qui, en 1973, a conduit à confier la présentation des rapports à des membres de l'opposition ; problème du droit de contrôle sur pièces et sur place que la loi reconnaît aux rapporteurs spéciaux ; (p. 10073) : son intention de demander que la répartition des rapports soit de nouveau étudiée. **Sur le rappel au règlement de M. Laurent Fabius** (p. 10073) : possibilité pour les rapporteurs de l'opposition de s'inscrire dans la discussion pour exprimer leur point de vue personnel ; (p. 10074) : approuve le ministre de n'avoir pas fourni au rapporteur spécial des renseignements sur les fonds de la sécurité sociale qui sont des fonds privés non inscrits au budget du ministère de la santé.

Justice. Examen des crédits [16 novembre 1979]. **Etat B - Titre III** (p. 10221) : possibilité d'opposer l'article 42 de l'ordonnance de 1959 aux amendements, portant suppression des crédits du bourreau, qui ne sont qu'indicatifs ; possibilité de leur opposer également l'article 40 de la Constitution car l'entretien d'un prisonnier coûte plus cher que l'exécution d'un condamné.

Articles et articles additionnels non rattachés [17 novembre 1979]. **Article 58** (p. 10254) : son amendement n° 322 : limitation de l'application des droits de mutation prévus à l'article 58 ; rejeté ; (p. 10255) : son amendement n° 323 : portant à soixante-six ans la limite d'âge fixée à l'article 56 ; adopté. **Après l'Article 72** (p. 10281) : admet l'irrecevabilité opposée par le Gouvernement en application de l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 259 de la commission des finances : possibilité pour les contribuables assujettis au régime des bénéfices non commerciaux d'arrêter leur exercice comptable en cours d'année civile. **Après l'Article 73** (p. 10295) : demande au président de déclarer irrecevables les amendements n° 192 de M. Roger Combrisson et n° 328 rectifié de M. Laurent Fabius qui constituent des « cavaliers budgétaires ». **Commission mixte paritaire,** président de la commission mixte paritaire. **Discussion générale** [13 décembre 1979] (p. 11743) : refus de la CMP d'accorder au ministère des transports les crédits destinés à la campagne d'information relative à l'obligation d'allumer les codes en ville.

— **Rappel au règlement** [27 novembre 1979] (p. 10716) : la commission des finances est obligée de travailler sans discontinuer sur le projet de loi de finances rectificative pour 1979 ; le président et les membres ne se désintéressent pas du débat sur l'interruption volontaire de grossesse.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1979** (n° **1397**). **Première lecture. Discussion des articles** [3 décembre 1979]. **Article 2** (p. 11132) : soutient l'amendement n° 26 de M. Alain Devaquet : déductibilité du revenu global des déficits subis par les inventeurs dans les conditions prévues au premier alinéa de l'article 156-1 du code général des impôts ; retiré. **Après l'Article 7** (p. 11140) : approuve l'amendement n° 5 de M. Edgar Faure : élevant le plafond des ressources fiscales des régions de 55 à 60 F par habitant. **Article 13** (p. 11143) : quitte la séance en signe de protestation contre le refus du président de remettre aux voix l'amendement n° 40 à l'article 11 dont l'adoption est contestée. **Après l'Article 13** (p. 11145) : approuve l'amendement n° 42 du Gouvernement : prorogation jusqu'au 31 décembre 1981 de l'article premier de la loi du 23 décembre 1977 relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Ile-de-France. **Article 15 : Economie et budget. — I. Charges communes** (p. 11152) : soutient l'amendement n° 4 rectifié de la commission des finances : suppression de la dotation en capital supplémentaire demandée par la SFP ; adopté. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [20 décembre 1979] (p. 12409) : le financement de la SFP.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Première lecture. Discussion générale** [13 décembre 1979] (p. 11748) : absence d'obligation du président de la commission des finances de justifier les motifs de ses décisions d'irrecevabilité.

— **Sur le rappel au règlement de M. André Lajoinie** [28 décembre 1979] (p. 12616, 12617) : l'Assemblée nationale, contrairement aux informations diffusées par la presse, reprendra ses travaux avant le 7 janvier, la commission des finances siégeant de nouveau

le 3 ; hommage à l'ensemble des commissions et notamment celle des finances ; hommage rendu aux collaborateurs des députés.

— **Rappel au règlement** [2 avril 1980] (p. 89) : université de Vincennes.

— **Demande de constitution d'une commission spéciale pour l'examen de la proposition de loi de M. Georges Gosnat et plusieurs de ses collègues tendant à démocratiser le fonctionnement des caisses d'épargne pour protéger l'épargne populaire** (n° **1539**). **Première lecture. Discussion générale** [8 avril 1980] (p. 116) : compétence de la commission des finances pour examiner la proposition de loi de M. Gosnat tendant à démocratiser le fonctionnement des caisses d'épargne pour protéger l'épargne populaire.

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1978** (n° **1491**). **Première lecture. Discussion générale** [28 mai 1980] (p. 1327) : Cour des comptes ; proposition de loi tendant à remettre en cause l'article 40 de l'ordonnance de 1959 portant loi organique relative aux lois de finances ; (p. 1331) : pouvoirs des rapporteurs spéciaux.

— **Projet de loi portant modification du statut de la société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA)** (n° **1731**). **Première lecture. Discussion générale** [4 juin 1980] (p. 1549) : contre la question préalable de M. Jouve.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** (n° **1681**). **Première lecture. Discussion des articles** [20 juin 1980]. **Article 9 : Article 309 du code pénal : rappel au règlement** (p. 1973) : instructions de vote.

— **Discussion des conclusions du rapport n° 1865 de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution tendant à compléter les dispositions du règlement de l'Assemblée nationale relatives à la seconde délibération** (n° **1639**). **Première lecture. Discussion générale** [27 juin 1980] (p. 2372) : déclaration par le Conseil constitutionnel de non-conformité à la Constitution de l'examen du projet de loi de finances pour 1980 ; (p. 2373) : particularités des lois de finances ; aménagement des dispositions du règlement relatives à la seconde délibération.

— **Dépôt du rapport de la Cour des comptes** [27 juin 1980] (p. 2394) : collaboration entre la commission des finances et la Cour des comptes ; moyens insuffisants de la Cour des comptes.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture. Discussion générale** [15 octobre 1980] (p. 2732) : mécontentement de la commission des finances devant les réponses incomplètes fournies aux questionnaires budgétaires ; brièveté du projet de loi de finances ; (p. 2733) : dispositions essentielles du projet ; aménagement du régime du quotient familial en faveur des familles nombreuses ; application anticipée de ce régime ; déficit budgétaire ; exécution satisfaisante du budget de 1980 ; cession, par l'Etat, de ses titres de participation dans certaines sociétés nationales ; exemple de l'agence Havas ; politique monétaire ; hausse des prix ; taux de croissance ; (p. 2734) : fonds d'action conjoncturelle ; déficit extérieur ; nécessité d'un plus grand dynamisme commercial à l'étranger ; barème de l'impôt sur le revenu ; (p. 2751) : similitude entre les idées de M. Georges Marchais sur la division internationale du travail et celles d'un ministre du troisième Reich.

Première partie :

Discussion des articles : Avant l'Article 2 (p. 2756) : **sur le rappel au règlement de M. Jacques Brunhes** : au sujet de ses propos sur M. Marchais : son appartenance aux Forces françaises libres ; discussion, par la commission des finances, du rapport de MM. Blot, Méraud et Ventejol relatif à l'impôt sur le capital ; s'oppose aux amendements n° 69 de M. Jacques Jouve et n° 7 de M. Laurent Fabius ; (p. 2764) : s'oppose à l'amendement n° 95 de Mme Marie-Thérèse Goutmann ; utilisation contestable du droit d'amendement ; dénonce l'utilisation d'une recette affectée ; (p. 2766) : sur l'amendement n° 78 de M. Georges Gosnat : accuse le groupe communiste d'être le fossoyeur de l'industrie française ; [16 octobre 1980] : **Avant l'Article 2** *(suite)* (p. 2776) : obligation pour le président d'intervenir si un orateur s'écarte de la question qu'il doit traiter. **Article 2** (p. 2792) : demande l'étude, dès la prochaine session, d'une réforme de l'impôt sur le revenu ; (p. 2796) : son hostilité à une augmentation du taux de la TVA ou de l'impôt sur les sociétés concernant les aliments pour animaux. **Après l'Article 2** (p. 2812) : **sur le rappel au règlement de M. Claude Michel** : amendement n° 53 déposé par toute la majorité et comportant une surtaxe totalement indépendante de l'article 4 ; demande la réserve de tous les amendements après l'article 2, avant l'article 3, de l'article 3 et des amendements s'y rapportant et des amendements après l'article 3 et avant l'article 4 ; [17 octobre 1980] : **Après l'Article 2** *(suite)* (p. 2836) : soutient l'amendement n° 53 de la commission précé-

demment réservé : adopté avec modification ; application dès 1981 de l'attribution d'une demi-part supplémentaire aux familles de trois enfants et plus ; (p. 2838) : son hostilité au vote par division sur l'amendement n° 53 de la commission. **Après l'Article 2, précédemment réservé** (p. 2856) : amendement n° 40 de M. Laurent Fabius : modification de l'impôt sur les successions ; organisation d'un débat en commission sur la modification des droits de succession et la réforme de l'impôt sur les plus-values ; (p. 2858) : amendement n° 202 de M. Etienne Pinte ; crédibilité du gage proposé. **Avant l'Article 3, précédemment réservé** (p. 2864) : s'oppose à l'amendement n° 102 de M. René Visse ; (p. 2864) : s'oppose à l'amendement n° 99 de M. Brunhes; (p. 2865) : dispositions relevant du domaine législatif ; (p. 2866) : sur l'amendement n° 133 de M. Combrisson : réintégration des provisions dans le bénéfice imposable, suppression des contingents grevant les budgets des communes et des départements ; étude des exposés sommaires des amendements ; s'oppose aux amendements n° 26 de M. Laurent Fabius et n° 109 de M. Raymond Maillet : impossibilité de supprimer la franchise d'impôt dont bénéficient les sociétés au titre de certaines provisions ; encouragement constitué par les provisions pour implantations industrielles ou commerciales à l'étranger ; (p. 2867) : s'oppose à l'amendement n° 23 de M. Pierret : aide à l'implantation d'entreprises industrielles à l'étranger ; s'oppose à l'amendement n° 27 de M. Laurent Fabius ; (p. 2868) : inopportunité de la suppression de l'amortissement dégressif ; encouragement à l'investissement ; [21 octobre 1980] : **Avant l'Article 4** (p. 2912) : recevabilité financière des amendements n° 37 rectifié de M. Laurent Fabius et n° 140 rectifié de M. Pierre Goldberg ; (p. 2916) : opposition de la commission à l'amendement n° 137 de M. Robert Vizet qui exonère abusivement de la taxe sur les salaires les hôpitaux, hospices et maisons de retraite privés. **Après l'Article 4** : demande la réserve jusqu'après l'article 42 des amendements n° 61 de la commission et n° 142 de M. Robert Vizet relatifs à la taxe sur les locations et les ventes d'espaces publicitaires et dont la discussion relève de la deuxième partie du projet de loi de finances. **Article 6** (p. 2920) : caractère insolite du procédé d'affectation comptable qui caractérise le FSIR ; impossibilité d'opposer l'article 40 de la Constitution et l'article 18 de la loi organique relative aux lois de finances, aux amendements tendant à majorer ces crédits ; jurisprudence en matière d'irrecevabilité financière ; rapport Charbonnel ; estime que l'article 42 de la loi organique relative aux lois de finances est opposable aux amendements n° 149 de M. René Rieubon, n° 41 de M. Jacques Lavédrine et n° 62 de la commission.

Deuxième partie :

Intérieur. Discussion générale [28 octobre 1980] (p. 3184) : communiqué du syndicat de la magistrature et du syndicat des avocats de France s'interrogeant sur la légalité des opérations de contrôle effectuées par la police.

Economie et budget. — I. Charges communes, suppléant M. de Gastines, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, pour les charges communes. **Discussion générale** [3 novembre 1980] (p. 3410) : hommage rendu à M. Augustin Chauvet ; (p. 3411) : augmentation de la dette intérieure publique ; financement par emprunt à moyen et long terme ; meilleure estimation des dépenses affectées à la dette publique ; remboursement de l'emprunt libératoire de 1976 ; dotation « garanties diverses destinées à favoriser les exportations » ; pensions militaires et civiles ; (p. 3412) : financement du troisième pacte pour l'emploi ; dotation destinée à payer les primes d'épargne logement ; critique l'intégration des prêts complémentaires d'épargne logement dans l'encadrement du crédit ; participation de l'Etat au service d'emprunts à caractère économique et incidence des bonifications sur le plan de l'activité économique ; indemnisation des rapatriés ; revalorisation des rentes viagères ; fonds national de solidarité ; (p. 3413) : diminution de la dotation affectée aux aides à la localisation d'activités créatrices d'emplois ; (p. 3419) : application par les tribunaux du moratoire des dettes des rapatriés.

Culture et communication. Discussion générale [4 novembre 1980] (p. 3501) : représentation de l'Assemblée nationale à la concertation en cours entre les artistes interprètes et les représentants de l'industrie du phonogramme ; (p. 3504) : subvention à la fédération nationale pour l'animation des monuments historiques privés.

Radio-télévision. Discussion générale [4 novembre 1980] (p. 3533) : déficit de la société française de production. **Examen des crédits. Article 37** (p. 3539) : son vote hostile sur l'article 37 ; conditions d'examen du budget d'Antenne 2 par le conseil d'administration de la société ; cotisations à l'INA imposées sans justificatif aux sociétés de programmes ; coût du redressement de la SFP pour les sociétés de programmes.

Services du Premier ministre. — I. Services généraux. Information. Discussion générale [4 novembre 1980] (p. 3546) : indifférence

de certains dirigeants de la presse à l'égard du problème de la télématique.

Budgets annexes de la légion d'honneur et de l'ordre de la libération. Discussion générale [5 novembre 1980] (p. 3576) : remise en état des bâtiments abritant l'ordre de la libération et son musée.

Budget annexe des postes et télécommunications. Examen des crédits [14 novembre 1980]. **Crédits ouverts à l'article 19, au titre des mesures nouvelles** (p. 3894) : amendements nos 98 de M. Michel Noir, 182 de la commission et 195 de M. Jacques Jouve : réduction des crédits affectés à la télématique ; effort de présentation budgétaire pour faciliter le contrôle du Parlement.

Articles et articles additionnels non rattachés [18 novembre 1980]. **Après l'Article 40** (p. 4113) : motifs de sa décision favorable à la recevabilité financière de l'amendement n° 18 de M. Marette. **Après l'Article 46** (p. 4133) : nécessité d'établir un calendrier des commandes à l'Imprimerie nationale pour faire parvenir plus tôt à l'Assemblée les « bleus » budgétaires ; mécontentement de nombreux rapporteurs spéciaux dont celui de la jeunesse et des sports. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [16 décembre 1980] (p. 4904) : erreurs matérielles contenues dans le rapport écrit de M. Fernand Icart.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1980** (n° **2053**). **Première lecture. Discussion des articles** [27 novembre 1980]. **Article 2 et Etat B (Anciens combattants) - Titre III** (p. 4462) : non respect par les autorités vietnamiennes de leurs obligations en matière d'entretien des sépultures françaises ; assassinat de soldats français en Indochine par le parti communiste. **Avant l'Article 11** (p. 4476) : absence d'électoralisme dans la volonté de la commission des finances de voir adopter des dispositions favorables au maintien à domicile des personnes âgées ; (p. 4477) : dénonce le procédé employé par le groupe communiste consistant à définir dans un prétendu exposé des motifs des affectations de crédits contraires à la loi organique ; (p. 4478) : demande au Président d'appliquer l'article 54, alinéa 6 du règlement de l'Assemblée et de retirer la parole aux orateurs s'éloignant de l'objet de leur amendement. **Rappel au règlement** (p. 4479) : violation de l'article 54 du règlement par le groupe communiste ; multiplication des interventions sans rapport avec l'objet des amendements ; responsabilités particulières du président de la commission des finances dans le déroulement d'un débat budgétaire ; (p. 4481) : recevabilité financière des amendements communistes présentés au cours du débat mais violation du règlement par leurs auteurs. **Après l'Article 12** (p. 4487) : s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Laurent Fabius entraînant la suppression de la faculté d'appréciation du juge en matière de fraude fiscale.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **1600**). **Lettre rectificative** (n° **2098**). **Première lecture. Discussion générale** [4 décembre 1980] (p. 4635) : emploi du temps de la commission des finances ne permettant pas l'examen du VIIIe Plan. **Discussion des articles : Article 2** (p. 4641) : conditions d'application de la TVA aux places de garages ; cas des emplacements non couverts. **Après l'Article 7** (p. 4647) : amendement n° 15 de la commission des finances : dégrèvement de taxe foncière en cas de vacance d'immeuble ; adopté. **Après l'Article 16** (p. 4665) : soutient l'amendement n° 149 de M. Pinte : possibilité pour les villes de moins de 100.000 habitants d'instituer un tarif progessif pour les licences de débits de boissons ; adopté. **Avant l'Article 17** (p. 4668) : admet l'irrecevabilité tirée de l'article 40 de la Constitution opposée à l'amendement n° 92 de M. Ginoux; [5 décembre 1980] : **Après l'Article 23** (p. 4685) : déroulement de la discussion en commission des finances sur le problème de l'abrogation du ticket modérateur d'ordre public; (p. 4686) : conditions d'examen par la commission des finances des amendements sur le ticket modérateur d'ordre public ; (p. 4689) : enquête de la Cour des comptes effectuée à sa demande sur le budget des caisses d'action sociale d'EDF ; sa proposition de loi tendant à garantir aux usagers d'EDF et de GDF la continuité du service public ; (p. 4690) : rappelle son défi lancé à M. Georges Séguy lors d'un débat à la télévision sur l'utilisation des fonds recueillis par le service social d'EDF ; ses soupçons d'un détournement de ces fonds vers une centrale syndicale ou un parti politique ; (p. 4691) : refus de M. Séguy d'engager un débat télévisé sur le problème des œuvres sociales d'EDF ; mainmise de la CGT sur EDF ; soupçonne le personnel du centre d'aide sociale d'EDF de travailler au profit du parti communiste ; (p. 4717) : article 40 de la Constitution non opposable à l'amendement n° 75 de M. Martin ; possibilité d'équilibrer la suppression du pas-de-porte par une plus juste appréciation du loyer demandé par la collectivité publique propriétaire. **Article 36** (p. 4735) : s'oppose à l'amendement n° 165 de M. Pierre Girardot ; dénonce les amendements permettant de créer une recette et d'en proposer l'affectation dans l'exposé sommaire. **Article 38** (p. 4736) : situation des militaires logés dans les HLM de Saint-Mandé. **Article 42** *bis* (p. 4738) : s'oppose à l'amendement n° 104

rectifié de M. Jacques Chaminade qui ne respecte pas les règles précises de l'entrée dans la fonction publique ; s'oppose à l'amendement n° 150 de M. Dominique Taddei qui serait défavorable à l'avancement et à la promotion des agents. **Après l'Article 46** (p. 4746) : recevabilité financière des amendements n°s 158, 161, 162, 175 et 176 qui opèrent une nouvelle répartition des dépenses d'éducation entre les communes sans aggravation ni création de charges nouvelles. **Après l'Article 47** (p. 4750) : amendement n° 87 de la commission des finances : moratoire des dettes contractées par les rapatriés à l'occasion de leur installation en France ; adopté avec modifications ; son sous-amendement n° 187 à l'amendement n° 87 de la commission des finances : application du moratoire aux dettes relatives à l'exploitation des biens des rapatriés ; adopté ; son sous-amendement n° 188 à l'amendement n° 87 de la commission des finances : visant les décisions de justice non encore exécutées ; adopté ; nécessité de mettre fin à l'application restrictive par certains tribunaux de la loi du 15 juillet 1970.

VIZET (Robert)

Député de l'Essonne
(4e circonscription)
(C).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par le Sénat, portant aménagement de la fiscalité directe locale [*J.O.* du 27 mars 1979] (p. 675).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1981 (n° **1933**) (Taxes parafiscales) [9 octobre 1980] (p. 2651).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le **projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). — **Annexe n° 52 : Taxes parafiscales** (n° **570**) [5 octobre 1978].

— **Proposition de loi d'orientation sur l'organisation de la fonction publique locale** (n° **1094**) [22 mai 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur **le projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). — I. Budgets civils - C. Divers. — **Annexe n° 53 : Taxes parafiscales** (n° **1292**) [2 octobre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le **projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). — **Annexe n° 55 : Taxes parafiscales** (n° **1976**) [9 octobre 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Indemnisation des collectivités publiques de la région parisienne victimes des inondations** [7 juin 1978] (p. 2600) : mise en place d'un plan de lutte efficace contre les inondations.

— **Crédits de recherche scientifique** [21 juin 1979] (p. 3214) : manque de moyens financiers du CNRS ; problèmes des statuts du personnel.

— **Conditions d'exécution de saisies** [22 novembre 1978] (p. 8154) : les conditions d'exécution des saisies constituent bien souvent des violations de domicile.

— **Statut CNRS** [20 novembre 1978] (p. 9749) : réforme en cours du CNRS au profit des multinationales et au détriment de la recherche et de l'intérêt national.

— **Sanction contre les enseignants pour activité syndicale** [31 octobre 1979] (p. 9260) : nécessité de lever les sanctions contre les enseignants et de donner des crédits à l'école.

— **Restructuration du commissariat à l'énergie atomique** [16 avril 1980] (p. 425, 426) : gazéification du charbon.

— **Embauche de jeunes au CEA de Saclay** [12 novembre 1980] (p. 3760).

— **Situation de l'université de Paris XI** [26 novembre 1980] (p. 4385) : refus du ministre des universités de recevoir les représentants de Paris XI souhaitant exposer les problèmes de cette université.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **3839**) : **Emploi des jeunes scientifiques formés à l'université** [30 juin 1978] (p. 3745, 3746, 3747) : la réforme des statuts du CNRS ; abandon des secteurs de pointe aux multinationales ; insuffisance du budget du CNRS.

— (n° **29286**) : **Utilisation de polices privées dans les conflits sociaux** [11 avril 1980] (p. 309) : blanchisseries de Grenelle ; manifestation des sidérurgistes le 23 mars 1979 ; inculpation de M. Maurice Lourdez, militant du syndicat CGT du livre ; société de gardiennage ; autorisations de port d'armes ; (p. 310) : parti communiste ; libertés syndicales.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **234**). **Première lecture. Discussion des articles** [1er juin 1978]. **Avant l'Article premier** (p. 2364) : son amendement n° 20 : application par personne et non par foyer de la déduction de 10 % accordée aux titulaires de pensions ou de retraites pour le paiement de l'impôt sur le revenu, majoration de la dernière tranche de l'IRPP ; rejeté. **Après l'Article 5** (p. 2402) : soutient l'amendement n° 37 de M. Roger Combrisson : suppression de l'avoir fiscal ; nécessité de créer de nouvelles ressources pour conserver aux familles, aux personnes âgées et aux travailleurs les droits acquis dont ils bénéficiaient en matière de transport ; amendement n° 37 rectifié rejeté. **Article 6** (p. 2404) : insuffisance du nombre d'emplois dans presque tous les ministères ; conséquence de la politique de sous-emploi dans le secteur de la recherche ; insuffisance des mesures adoptées pour redresser la situation de l'emploi des travailleurs scientifiques : croissance de 3 % des effectifs, création d'allocations de la DGRST ; insuffisance des allocations du troisième cycle ; situation dramatique de l'emploi des diplômés du troisième cycle ; situation du CNRS et du CEA ; proposition : augmentation réelle du pouvoir d'achat, création d'au moins 7.500 emplois par an, augmentation du nombre et du montant des allocations de la DGRST.

— **Projet de loi relatif à l'orientation de l'épargne vers le financement des entreprises** (n° **320 rectifié**). **Première lecture. Discussion générale** [21 juin 1978] (p. 3254) : projet de loi s'inscrivant bien dans la ligne de la politique de redéploiement industriel et de course à de nouveaux profits ; PME tenues volontairement à l'écart du bénéfice du projet ; situation dramatique des PME dépendant des monopoles pour leurs marchés, leurs prix et leurs investissements ; (p. 3255) : propose la création d'un fonds spécial de soutien de l'activité de l'emploi dans l'industrie alimenté par affectation obligatoire d'une partie des ressources financières des banques et fournissant des crédits bonifiés et des aides aux PME.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture :**

Discussion générale [11 octobre 1978] (p. 5959) : croissance de l'impôt sur le revenu plus rapide que celle de l'impôt sur les sociétés ; (p. 5960) : injustice du barème de l'impôt sur le revenu et du principe du quotient familial ; projet de budget se traduisant par une nouvelle pression fiscale supportée par les salariés et les familles à revenu modeste ; alourdissement de la taxe d'habitation réelle des grosses fortunes et du capital.

Première partie :

Discussion des articles [13 octobre 1978] : **Article 2** *(suite)* (p. 6077) : soutient l'amendement n° 111 de M. Maurice Andrieux : abattement correspondant à six mois de salaire perçus au cours de l'année qui suit le service national pour les jeunes salariés gagé par l'abrogation de la détaxation du revenu investi en action ; rejeté ; (p. 6078) : soutient l'amendement n° 72 de M. René Rieubon : extension de l'abattement de 10 % à chaque retraité gagé par un relèvement de l'impôt sur les sociétés ; rejeté ; propose un sous-amendement à l'amendement n° 135 de M. Joseph Franceschi précisant que les bénéficiaires de l'exonération d'impôt sont considérés comme non imposables. **Rappel au règlement** (p. 6080) : s'inquiète du sort du sous-amendement présenté en séance publique à l'amendement n° 135 de M. Joseph Franceschi ; [17 octobre 1978] : **Article 15** (p. 6145) : soutient l'amendement n° 47 de M. Roger Combrisson : inapplication des dispositions de l'article 15 aux sociétés dont 25 % des droits de vote sont détenus par d'autres sociétés ; rejeté. **Article 33** (p. 6176) : regrette le rejet par la majorité des deux amendements communistes visant à améliorer la situation des rentiers viagers ; vote hostile du groupe communiste sur l'article 33.

Deuxième partie :

Universités. Discussion générale [16 novembre 1978] (p. 7748) : relève les propos fantaisistes de M. Nungesser sur l'université de Vincennes ; conséquences sur la recherche, le personnel, l'entretien et les conditions de vie des étudiants de la diminution en francs constants des crédits de l'université de Paris XI Orsay ; problème du CNRS.

Taxes parafiscales, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [17 novembre 1978] (p. 7968) : stabilité du poids de la parafiscalité ; (p. 7969) : problème de l'équilibre financier des centres techniques industriels victimes de l'abaissement du taux de la taxe parafiscale les concernant et de l'application stricte de nouvelles règles d'assujettissement à la TVA ; suppression de la taxe sur les fuels lourds perçue au profit de la caisse nationale de l'énergie et de la taxe au profit du fonds d'organisation de la profession d'avocat ; institution temporaire au profit de l'agence pour les économies d'énergie d'une taxe parafiscale sur le supercarburant et l'essence ; institution d'une nouvelle taxe parafiscale sur le fuel domestique sans intervention du Parlement ; difficulté d'information du rapporteur sur l'état E, exemple de la non-communication des rapports des contrôleurs d'Etat ; (p. 7970) : avis favorable de la commission des finances, de l'économie et du plan sur l'état E des taxes parafiscales ; demande que le Parlement soit consulté préalablement à la publication du décret général sur les taxes parafiscales.

Articles et articles additionnels non rattachés [17 novembre 1978]. **Article 60** (p. 7993) : insuffisance de la participation de l'Etat aux infrastructures de transport en commun en région parisienne ; lenteur des travaux d'amélioration de la ligne de Sceaux ; nécessité d'obtenir l'accord des municipalités préalablement à la suppression des passages à niveau sur la branche du RER de la vallée de Chevreuse ; perturbation sur les lignes de banlieue de la SNCF ; risque de cessation d'exploitation par les entreprises privées de transport en commun chargées de l'exploitation des lignes intercommunales. **Article 65** (p. 7998) : incapacité de l'article 65 à lutter contre la fraude fiscale ; (p. 8000) : son amendement n° 78 tendant au maintien à 50.000 F du plafond de la déduction forfaitaire ; rejeté par scrutin public. **Deuxième délibération** [17 novembre 1978]. **Article 33** (p. 8037) : majoration des rentes viagères inférieures à la hausse du coût de la vie ; caractère inacceptable de l'institution d'un plafond de ressources au-delà duquel les rentes viagères ne sont pas revalorisées ; problème non résolu de l'imposition des rentes viagères.

— **Projet de loi portant approbation d'un rapport sur l'adaptation du VII^e^ Plan** (n° 655). **Première lecture. Discussion générale** [29 novembre 1978] (p. 8508) : persistance des problèmes rencontrés par les artisans et les commerçants ; menace pesant sur la profession des peintres en lettres.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° 709). **Lettres rectificatives** (n^os^ 735 et 749). **Première lecture. Discussion des articles** [7 décembre 1978]. **Article 6** (p. 8974) : soutient l'amendement n° 35 de M. Jacques Chaminade : maintien de la possibilité de détachement offerte par le statut de la fonction publique pour le personnel des eaux et fontaines de Versailles ; rejeté. **Seconde lettre rectificative : Article additionnel 14** (p. 9002) : soutient l'amendement n° 38 de M. Fernand Marin : tendant à ce que les taxes spéciales et parafiscales perçues en addition à la TVA ne soient pas comprises dans la base d'imposition ; rejeté.

— **Projet de loi relatif aux équipements sanitaires et modifiant certaines dispositions de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière** (n° 995). **Première lecture. Discussion générale** [21 juin 1979] (p. 5421) : sous-équipement hospitalier du département de l'Essonne ; exemple de l'hôpital d'Etampes ; (p. 5422) : humanisation des hospices et maisons de retraite se traduisant par une réduction du nombre de lits.

— **Projet de loi portant aménagement de la fiscalité directe locale** (n° 689). **Première lecture. Discussion des articles** [4 octobre 1979]. **Article 6** *bis* (p. 7790) : son amendement n° 148 : limitation de l'article 6 *bis* aux entreprises dont la part des frais de personnel dans la valeur ajoutée est supérieure à 65 %, soutenu par M. Dominique Frelaut ; rejeté. **Après l'Article 2** (p. 7813) : son amendement n° 36 soutenu par M. Louis Maisonnat : prise en charge des frais d'assiette et de recouvrement des impôts locaux compensée par l'institution d'un impôt sur la fortune ; rejeté.

— **Rappel au règlement** [11 octobre 1979] (p. 8090) : communiqués de presse du président de la commission des finances ; publication du rapport de la Cour des comptes sur les rentes viagères.

— **Sur le rappel au règlement de M. Robert-André Vivien** [16 octobre 1979] (p. 8253, 8254) : nécessité d'un pluralisme de l'information ; reproche fait au président de la com-

mission d'avoir fourni une information sélective.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [18 octobre 1979] : **Avant l'Article 2** (p. 8378) : son amendement n° 114 soutenu par Mme Adrienne Horvath : création d'une surtaxe à l'impôt sur le revenu destinée à financer une prime exceptionnelle de 600 F aux familles ; rejeté par scrutin public. **Article 2** (p. 8380) : utilisation croissante de l'impôt sur le revenu pour développer le transfert des fonds publics vers l'accumulation capitaliste ; progression sensible de la dotation au profit de la Communauté européenne ; caractère inacceptable du barème de l'impôt sur le revenu ; injustice du système du quotient familial. **Rappel au règlement** (p. 8381) : refus de la commission des finances d'examiner deux amendements déposés par le groupe communiste ; nécessité de relever les huit premières tranches du barème d'au moins 11 ou 11,5 %. **Après l'Article 2** (p. 8384) : soutient son sous-amendement n° 91 à l'amendement n° 16 de la commission : application de l'amendement n° 16 aux assujettis dont le revenu imposable n'excède pas la limite supérieure de la cinquième tranche du barème ; rejeté ; soutient son sous-amendement n° 92 à l'amendement n° 16 de la commission : institution d'une surtaxe sur les tranches supérieures de l'impôt sur le revenu ; rejeté ; (p. 8402) : son amendement n° 93 : mise en place d'un système d'abattement plafonné pour la détermination du revenu imposable des contribuables veufs gagé par l'imposition des présidents directeurs généraux, directeurs généraux et administrateurs provisoirement délégués en tant que non-salariés ; rejeté ; (p. 8403) : soutient son amendement n° 129 : limitation de l'imposition des assistantes maternelles gagée par la suppression de l'avoir fiscal ; rejeté ; [19 octobre 1979] : **Après l'Article 6** (p. 8532) : son amendement n° 138 : intégration des frais généraux dans le bénéfice imposable des sociétés ; rejeté ; (p. 8538) : souhaite la suppression de la taxe sur les salaires pour l'ensemble des organismes à caractère social ou culturel ou concourant à l'animation de la vie locale. **Article 7** (p. 8544) : son amendement de suppression n° 149 soutenu par M. Henry Canacos : rejeté ; (p. 8547) : son amendement n° 150 : limitation de l'article 7 aux opérations relatives aux complexes d'habitation de grand standing, soutenu par M. Henry Canacos ; retiré ; [20 octobre 1979] : **Après l'Article 11** (p. 8613) : son amendement n° 175 corrigé soutenu par M. Henry Canacos : application de l'article 40 de la loi de finances pour 1979 instaurant une taxe sur toute location, concession ou vente d'espaces publicitaires ; rejeté.

Services du Premier ministre. — V. **Recherche. Discussion générale** [24 octobre 1979] (p. 8901) : politique tendant à placer les chercheurs et les équipes en position de sous-traitants vis-à-vis des grandes firmes industrielles ; budget de pénurie ; non-réalisation des objectifs du VII[e] Plan ; insuffisante protection de la recherche fondamentale ; non-réalisation de l'objectif de croissance de 3 % des emplois scientifiques ; dépendance de la France vis-à-vis de la technologie américaine ; (p. 8902) : croissance de la part des crédits militaires de recherche ; exemple de l'Allemagne et du Japon ; projet de plan décennal tendant à mettre la recherche au service des groupes multinationaux à base française ; réduction des indemnités des scientifiques en déplacement au CERN ; abandon de la filière HTR ; critique la technique utilisée pour le réacteur surrégénérateur de Creys-Malville ; abandon de la diffusion gazeuse pour l'enrichissement de l'uranium ; prépondérance de la recherche appliquée par rapport à la recherche fondamentale ; direction du CNRS par des personnalités choisies en raison de leurs compétences dans le domaine des recherches industrielles et appliquées ; coup porté à l'INRA ; nécessité de démocratiser les recherches. **Examen des crédits** [24 octobre 1979] (p. 8908) : vote hostile du groupe communiste sur les titres IV, V et VI.

Jeunesse, sports et loisirs. — I. **Jeunesse et sports. Examen des crédits** [29 octobre 1979]. **Etat B - Titre III** (p. 9131) : soutient l'amendement n° 381 de M. Georges Hage : suppression des crédits relatifs au financement des heures supplémentaires ; rejeté ; pratique des heures supplémentaires bloquant le recrutement des reçus-collés.

Taxes parafiscales, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [12 novembre 1979] (p. 9845) : diminution de l'importance de la parafiscalité par rapport aux recettes budgétaires ; information insuffisante du Parlement ; risques d'une diminution des ressources de l'ANDA : association nationale pour le développement agricole ; problèmes de la structure et du financement d'Unigrains ; (p. 9846) : résultats incertains du comité de coordination des centres de recherche en mécanique (Corem) ; nécessité de relever le taux des taxes au profit du Cetiat et du CTICM (centre technique industriel de la construction mécanique). **Examen des crédits** [12 novembre 1979]. **Etat E - Ligne 54** (p. 9860) : s'oppose à l'amendement n° 319 de M. Pierre Mauger ; appréciation erronée par M. Mauger

du rôle du Cetim (centre d'études techniques des industries mécaniques).

Santé et sécurité sociale. Travail et santé. — I. **Section commune.** III. **Santé et sécurité sociale. Discussion générale** [15 novembre 1979] (p. 10104) : autoritarisme du ministre qui procède à la réduction des dépenses hospitalières à l'encontre des prérogatives des conseils d'administration ; exemple du département de l'Essonne ; (p. 10105) : problème de la création du CHU de Seine-Saint-Denis.

Articles et articles additionnels non rattachés [17 novembre 1979]. **Article 73** (p. 10285) : son amendement n° 214 et son sous-amendement n° 487, soutenus par M. Henry Canacos : exonération de la taxe additionnelle au droit de bail pour les logements ayant bénéficié ou bénéficiant de l'aide de l'Etat ; rejetés.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1979** (n° **1397**). **Première lecture. Discussion des articles** [3 décembre 1979]. **Article premier** (p. 11130) : se réjouit de voir poser le problème de la détermination du revenu imposable des assistantes maternelles ; (p. 11131) : progrès accomplis restant insuffisants pour les assistantes maternelles de la direction départementale de l'action sociale et sanitaire ; estime inadmissible que l'indemnité de sujétion exceptionnelle pour la garde d'un enfant handicapé soit imposable ; soutient l'amendement n° 45 : application de l'article premier aux seules assistantes maternelles ne relevant pas de la direction de l'action sociale et sanitaire ; rejeté ; soutient son amendement n° 46 : régime particulier des assistantes maternelles relevant de la direction de l'action sociale et sanitaire ; rejeté. **Après l'Article 5** (p. 11137) : s'oppose à l'amendement n° 25 du Gouvernement qui tend à accorder des avantages fiscaux à des grandes sociétés. **Après l'Article 13** (p. 11145) : soutient l'amendement n° 31 de M. Roger Combrisson : paiement par les entreprises françaises réalisant des investissements non commerciaux susceptibles de se traduire par une détérioration de la balance des paiements d'un prélèvement de 2 % assis sur la valeur brute de ces investissements ; rejeté.

Education. Titre III (p. 11150) : soutient l'amendement n° 33 de M. Roger Combrisson : suppression de la dotation ouverte au titre de la mise en place de l'encadrement des consommations de fuel domestique ; rejeté. **Après l'Article 15** (p. 11155) : soutient son sous-amendement n° 48 à l'amendement n° 39 de M. Henri Emmanuelli : faisant figurer parmi les annexes au projet de loi de finances une liste des entreprises ou groupes privés ayant bénéficé d'aides publiques ; rejeté.

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à continuer à percevoir en 1980 les impôts et taxes existants** (n° **1559**). **Première lecture. Discussion des articles** [27 décembre 1979]. **Après l'Article unique** (p. 12553) : soutient son amendement n° 4 : impôt annuel et progressif sur le capital des sociétés privées et nationalisées ; rejeté par scrutin public.

— **Discussion, après déclaration d'urgence, des conclusions du rapport** (n° 1640) **de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et la gestion des entreprises** (n° **1167**). **Première lecture. Discussion générale** [23 avril 1980] (p. 651) : atteinte aux droits syndicaux.

— **Déclaration du Gouvernement sur la recherche et débat sur cette déclaration** (n° **1767**). **Discussion** [29 mai 1980] (p. 1449) : personnel du commissariat à l'énergie atomique ; rôle du CEA ; rapport du haut-commissaire du CEA ; (p. 1450) : déstabilisation de l'emploi scientifique ; nécessité d'embaucher les deux promotions de cent collaborateurs de thèse du CEA ; sous-traitance ; emplois précaires ; conflit à Saclay ; nécessité de l'intégration des personnels hors statut ; service d'entretien et de restauration ; multiplicité des statuts ; garantie de l'emploi des chercheurs.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** (n° **1681**). **Première lecture. Discussion des articles** [20 juin 1980]. **Après l'Article 10** *(suite)* (p. 2029) : son amendement n° 11 corrigé : abrogation de la loi anticasseurs ; rejeté par scrutin public. **Article 17** (p. 2043) : répression des mouvements sociaux ; remise en cause du droit de grève des cheminots et du droit de manifestation des usagers.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [15 octobre 1980] : **Avant l'Article 2** (p. 2757) : son amendement n° 87 : création d'une taxe de 5 % sur les grandes fortunes permettant de porter le SMIC à 3.100 F en octobre 1980 ; rejeté ; (p. 2768) : son amendement n° 82 : création d'une taxe forfaitaire et d'une surtaxe additionnelle à la taxe professionnelle par emploi supprimé pour les sociétés ayant procédé à des licenciements économiques à la suite d'investissements à l'étranger en 1979-1980 ; rejeté ; maintien de l'emploi sur le territoire national ; [16 octobre 1980] : **Avant l'Article 2** *(suite)* (p. 2782) : son amendement n° 183 : abattement fiscal applicable aux pensions de retraite et d'invalidité ; surtaxe frappant les gros

revenus ; abrogation de l'avoir fiscal ; rejeté ; (p. 2783) : soutient l'amendement n° 77 de M. Pierre Goldberg : surtaxe frappant les gros revenus permettant de revaloriser les rentes viagères ; rejeté. **Article 2** (p. 2784) : augmentation réelle de l'impôt sur le revenu ; augmentation plus rapide de l'impôt sur le revenu que de l'impôt sur les sociétés ; demi-part supplémentaire accordée au troisième enfant ; injustice du quotient familial ; injustice du barème de l'impôt sur le revenu ; (p. 2785) : son amendement n° 110 : barème de l'impôt sur le revenu ; révision du quotient familial ; suppression de l'avoir fiscal, de la loi Monory et de la loi de 1979 relative au soutien de l'investissement productif ; imposition des dirigeants de société ; impôt sur la fortune des personnes physiques ; rejeté ; (p. 2787) : son amendement n° 111 : barème de l'impôt sur le revenu ; suppression de l'avoir fiscal, de la loi Monory et de la loi de 1979 relative au soutien de l'investissement productif ; imposition des dirigeants de société ; impôt sur la fortune des personnes physiques ; rejeté ; son amendement n° 112 : barème de l'impôt sur le revenu ; suppression de l'avoir fiscal, de la loi Monory et de la loi de 1979 relative au soutien de l'investissement productif ; imposition des dirigeants de société ; impôt sur la fortune des personnes physiques ; rejeté ; (p. 2793) : soutient l'amendement n° 114 rectifié de M. René Rieubon : demi-part supplémentaire attribuée aux bénéficiaires de la carte d'invalidité ; imposition des dirigeants de société ; rejeté par scrutin public ; (p. 2799) : son amendement n° 118 : exonération de l'impôt sur le revenu des assujettis dont la contribution est inférieure ou égale à 700 F ; surtaxe frappant les gros revenus ; rejeté. **Article 2** *(suite)* (p. 2806) : soutient l'amendement n° 117 de M. Bardol : application aux artisans et commerçants non adhérents à des centres de gestion agréés de l'abattement d'assiette de 20 % sur la partie de leur bénéfice inférieure ou égale au plafond de la sécurité sociale ; suppression de l'avoir fiscal, de la loi Monory et de la provision pour hausse de prix ; rejeté ; notion de salaire fiscal ; (p. 2807) : soutient l'amendement n° 200 de M. Rieubon : plafonnement de l'atténuation d'impôt sur le revenu résultant du jeu du quotient familial ; suppression de l'avoir fiscal ; rejeté. **Après l'Article 2** (p. 2811) : son sous-amendement n° 215 à l'amendement n° 53 de la commission : attribution d'une demi-part supplémentaire de quotient familial aux contribuables ayant au moins trois enfants à charge et dont le revenu imposable n'excède pas la limite supérieure de la huitième tranche du barème ; surtaxe frappant les hauts revenus ; réservé ; (p. 2811) : son amendement n° 103 : attribution d'une demi-part supplémentaire aux contribuables qui ont au moins trois enfants à charge et dont le revenu imposable n'excède pas la limite supérieure de la huitième tranche du barème ; surtaxe frappant les gros revenus ; réservé ; son amendement n° 120 : attribution d'une demi-part supplémentaire aux contribuables qui ont au moins trois enfants à charge et dont le revenu imposable n'excède pas la limite supérieure de la huitième tranche du barème ; surtaxe frappant les gros revenus ; réservé ; [17 octobre 1980] : **Après l'Article 2** *(suite)* (p. 2836) : son amendement n° 103 précédemment réservé ; retiré ; son amendement n° 120 précédemment réservé : devient sans objet ; injustice du quotient familial ; (p. 2837) : son sous-amendement n° 215 à l'amendement n° 53 de la commission précédemment réservé ; rejeté. **Après l'Article 2 (précédemment réservé)** (p. 2848) : son amendement n° 104 corrigé : suppression de l'imposition de l'indemnité journalière de sécurité sociale gagée par la suppression de l'avoir fiscal ; rejeté ; (p. 2858) : son amendement n° 126 : étalement du versement des impôts sur le revenu après le décès d'un contribuable lorsque le revenu imposable n'excède pas la limite supérieure de la huitième tranche, majoration des dernières tranches du barème de l'impôt sur le revenu ; rejeté ; [21 octobre 1980] : **Avant l'Article 4** (p. 2913) : son amendement n° 145 rectifié : perception au taux zéro de la TVA sur les produits alimentaires de première nécessité ; impôt sur la fortune des personnes physiques ; rejeté ; (p. 2915) : son amendement n° 231 : perception au taux zéro de la TVA sur les véhicules achetés pour les handicapés ; rejeté. **Après l'Article 4** (p. 2916) : son amendement n° 137 : exonérant du paiement de la taxe sur les salaires les associations reconnues d'utilité publique, les hôpitaux et hospices et les maisons de retraite ; rejeté ; son amendement n° 142 : taxe sur les locations et les ventes d'espaces publicitaires : réservé jusqu'après l'article 42. **Après l'Article 8** (p. 2923) : son amendement n° 151 : extension aux publications des collectivités locales des avantages fiscaux pour les publications administratives ; rejeté.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — I. Services généraux. Aménagement du territoire. Discussion générale [29 octobre 1980] (p. 3267) : politique de démantèlement du territoire ; attaque contre les grandes régions industrielles ; élimination des exploitants agricoles ; bilan négatif du plan Massif central ; utili-

sation de la région comme instrument de consensus politique ; exemple du voyage de M. Giscard d'Estaing dans le Nord.

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1980] (p. 3356) : programmes de construction dans l'Essonne ; possibilité pour une société d'économie mixte d'une municipalité de réaliser un programme dans une ville voisine. **Rappel au règlement** (p. 3356) : demande à M. Michel d'Ornano de répondre à la deuxième partie de sa question relative à l'activité des sociétés d'économie mixte des municipalités.

Taxes parafiscales, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [3 novembre 1980] (p. 3432) : réforme des taxes parafiscales par décret du 30 octobre 1980 ; ressources et activités de l'association nationale pour le développement agricole ; importance des moyens financiers et extension des activités d'Unigrains ; comité de coordination des centres de recherche en mécanique ; difficultés financières du centre technique des industries aérauliques et thermiques (CETIAT) et du centre technique industriel de la construction mécanique (CTICM) ; (p. 3433) : contrôle parlementaire sur les taxes parafiscales ; utilisation de la taxe sur les textiles ; orientations préoccupantes du VIII[e] Plan pour les centres techniques ; taxe sur les granulats ; taxe sur les nuisances des aéroports.

Articles et articles additionnels non rattachés [18 novembre 1980]. **Après l'Article 42** (p. 4116) : soutient l'amendement n° 50 de la commission des finances et son amendement n° 51 identique : application de la taxe sur les locations ou ventes d'espaces publicitaires prévue par l'article 40 de la loi de finances 1979) : retirés (p. 4117) : son sous-amendement n° 184 à l'amendement n° 136 du Gouvernement : permettant aux conseils municipaux de créer une taxe dès le vote de la loi et non au 1[er] janvier 1982 ; rejeté ; son sous-amendement n° 185 corrigé à l'amendement n° 136 du Gouvernement : suppression de l'exonération des abribus ; rejeté ; son sous-amendement n° 186 à l'amendement n° 136 du Gouvernement : permettant aux conseils municipaux des villes de 10.000 habitants et non de plus de 100.000 habitants de doubler le taux de la taxe ; rejeté par scrutin public ; (p. 4118) : insuffisance du tarif de la taxe proposé par le Gouvernement.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1980** (n° **2053**). **Première lecture. Discussion des articles** [27 novembre 1980]. **Article 2 - Etat B** (p. 4459) : situation budgétaire de l'université de Paris XI et du centre d'Orsay ; difficultés financières de toutes les universités.

Anciens combattants : Titre III (p. 4463) : soutient l'amendement n° 18 de M. Lucien Villa : suppression des frais d'études relatifs à la décentralisation de certains services du secrétariat d'Etat aux anciens combattants ; rejeté. **Avant l'Article 11** (p. 4480) : son amendement n° 35 : abrogation de l'article 216 du code général des impôts relatif au régime spécial d'imposition des produits des filiales encaissés par une société mère pour procurer des ressources nouvelles permettant de rétablir des dotations réservées à l'amélioration de l'habitat ; rejeté.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** (n° **2095**). **Première lecture. Discussion des articles** [2 décembre 1980]. **Après l'Article 7** (p. 4557) : son amendement n° 42 : régime fiscal des dirigeants de société ; déclaré irrecevable en application de l'article 98, alinéa 5, du règlement. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [17 décembre 1980] (p. 4994) : problème du remboursement aux conseils généraux des indemnités de logement versées aux normaliens et à certains instituteurs.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **1600**). **Lettre rectificative** (n° **2098**). **Première lecture. Discussion des articles** [4 décembre 1980] : **Article 2** (p. 4641) : assujettissement des garages et des parkings à la taxe d'habitation ; exemple de la commune des Ulis ; (p. 4642) : problème de la répercussion sur les locataires des exonérations fiscales accordées aux garages et emplacements de stationnement ; [5 décembre 1980] : **Article 19** (p. 4680) : son amendement n° 164 : majoration de la taxe sur les voitures particulières des sociétés en vue de dégager des ressources permettant de donner aux familles modestes les moyens de se rendre chaque mois auprès de leur enfant handicapé placé en internat ; rejeté. **Article 38** (p. 4736) : son amendement n° 103 : suppression de l'article 38 ; rejeté ; article 38 visant à supprimer un droit pour les familles de militaires de manière injustifiée. **Après l'Article 45** (p. 4743) : soutient l'amendement n° 106 de M. Lucien Dutard : droits acquis des maîtres d'œuvre en bâtiment ; rejeté ; rejet de la plupart des demandes d'agrément par les commissions régionales.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1980** (n° **2141**). **Première lecture. Discussion générale** [17 décembre 1980] (p. 4955) : mesures ne compensant pas la baisse du revenu agricole ; situation des maraîchers et

des producteurs de fruits et légumes de la région d'Ile-de-France ; absence d'organisation du marché ; augmentation des coûts de production ; modalités de cacul des aides au revenu ; propositions de loi communistes tendant à promouvoir les productions fruitières et légumières.

VOILQUIN (Hubert)

Député des Vosges
(4e circonscription)
(UDF).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1978] (p. 1112), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'emploi des jeunes [22 juin 1978] (p. 3345).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner : 1° le projet de loi, adopté par le Sénat, portant aménagement de la fiscalité directe locale (n° **689**) ; 2° le projet de loi adopté par le Sénat, modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements (n° **706**) [*J.O.* du 23 novembre 1978] (p. 3932).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements [20 décembre 1978] (p. 9774).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant aménagement de la fiscalité directe locale [*J.O.* du 20 décembre 1979] (p. 3208).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse [*J.O.* du 20 décembre 1979] (p. 3207).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures de financement de la sécurité sociale [*J.O.* du 20 décembre 1979] (p. 3206).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au maintien des droits en matière de sécurité sociale de certaines catégories d'assurés [*J.O.* du 15 décembre 1979] (p. 3171).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels (n° **1121**) [*J.O.* du 14 juin 1980] (p. 1474).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et la gestion des entreprises (n° **1167**) [*J.O.* du 26 juin 1980] (p. 1586).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à faire du **8 mai de chaque année, un jour férié** (n° **1661**) [25 avril 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Maintien des classes primaires rurales** [17 mai 1978] (p. 1758, 1759).

— **Maisons familiales rurales** [13 décembre 1978] (p. 9363) : discrimination au détriment des maisons familiales rurales dans la répartition des crédits entre les différents organismes intéressés par la mise en vigueur de la loi du 28 juillet 1978 sur l'enseignement agricole.

— **Réalisation de l'autoroute Nancy-Dijon** [19 décembre 1979] (p. 12309) : construction de la tranche conditionnelle Allain-Montigny ; les crédits votés par l'établissement public régional sont restés disponibles.

— **Situation de la petite agriculture** [23 avril 1980] (p. 637) : plan pour la viande bovine ; (p. 638) : détérioration du pouvoir d'achat des agriculteurs.

— **Mesures en faveur de la création d'entreprises** [17 décembre 1980] (p. 4968) : nécessité d'une procédure plus simple et rapide en faveur des créations et expansions d'entreprises.

• *question orale sans débat :*

— **Compétence des tribunaux en matière de liquidations judiciaires** [2 mai 1979] (p. 3330, 3331) : liquidation d'une fabrique de sièges des Vosges, non par le tribunal local, mais par celui de Paris, lieu du siège social ; le tribunal du lieu d'implantation serait plus à même d'analyser les faits sur le plan humain.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du livre IX du code du travail relatives à la promotion individuelle, au congé de formation et à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle** (n° **11**). **Première lecture. Discussion des articles** [9 mai 1978]. **Article 2 : Article L 930-1 et L 930-1-1 du code du travail** (p. 1487) : son amendement n° 71 : caractère non consécutif de l'ancienneté de vingt-quatre mois exigée ; adopté avec modification.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Travail et santé. — I. **Section commune.** — III. **Santé et famille. Discussion générale** [27 octobre 1978] (p. 6852) : crise du thermalisme français ; cures thermales permettant une consommation moindre de médicaments ; absence d'enseignement de l'hydrologie dans les facultés de médecine.

Education. Discussion générale [13 novembre 1978] (p. 7518) : diminution des crédits d'équipement malgré la persistance des besoins en constructions nouvelles.

Jeunesse, sports et loisirs. — **I. Jeunesse et sports. Discussion générale** [14 novembre 1978] (p. 7601) : progression de 17,7 % du budget de la jeunesse ; action en faveur du sport de masse (p. 7602) : multiplication par trois des crédits alloués au sport de compétition ; insuffisance de l'action au niveau de l'école élémentaire ; nécessité de doubler les crédits pour le franc-élève ; insuffisance des créations de postes.

— **Projet de loi modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** (n° **706**). **Première lecture. Discussion des articles** [12 décembre 1978] : **Article premier : Article L 234-11 du code des communes** (p. 9295) : son amendement n° 1 : part des ressources affectées aux concours particuliers fixée à 6 % de la dotation globale de fonctionnement ; (p. 9296) : rejeté. **Article L 234-13 du code des communes** (p. 9304) : son amendement n° 130 : part réservée aux communes thermales au minimum égale à 3 % des ressources affectées aux concours particuliers ; (p. 9305) : amendement n° 130 retiré ; [13 décembre 1978] : **Article premier** *(suite)* **: Après l'Article L 234-16 du code des communes** (p. 9350) : sur l'amendement n° 93 de la commission, nécessité de ne pas laisser de côté les problèmes des communes rurales et des chefs-lieux de canton. **Article 11** *quater* (p. 9372) : soutient son sous-amendement n° 176 à l'amendement n° 174 du Gouvernement : majoration de deux habitants par résidence secondaire de la population prise en compte pour le calcul du potentiel fiscal des communes et des départements ; (p. 9373) : sous-amendement n° 176 retiré par M. Maurice Dousset. **Article premier** (*suite*) : **Après l'Article L 234-7 du code des communes** (*suite*) (p. 9374) : son sous-amendement n° 173 précédemment réservé, devenu sans objet. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [19 décembre 1978]. **Article premier : Article L 234-12 du code des communes** (p. 9707) : nécessité de prendre en compte les enfants scolarisés dans l'enseignement préélémentaire. **Article L 234-13 du code des communes :** grande misère du thermalisme en France.

— **Projet de loi portant aménagement de la fiscalité directe locale** (n° **689**). **Première lecture. Discussion générale** [4 octobre 1979] (p. 7775) : nouvelle base de la taxe professionnelle ; se félicite des simulations ; charge excessive de la taxe professionnelle qui est parfois anti-économique ; la péréquation : problèmes des exonérations ; est contre la suppression de la possibilité pour les communes d'exonérer de la taxe professionnelle une entreprise nouvelle s'installant sur leur territoire ; se déclare favorable à l'institution d'une imposition forfaitaire annuelle sur les pylônes à haute tension ; son opposition à l'institution d'un impôt proportionnel sur le revenu pour le département à la place de la part départementale de la taxe d'habitation des personnes ne payant pas l'impôt sur le revenu ; son hostilité à la possibilité donnée aux communes de majorer dans la limite de 200 % la valeur locative cadastrale des terrains situés dans les zones urbaines délimitées par un plan d'occupation des sols ; (p. 7776) : progression inflationniste des impôts locaux. **Discussion des articles** [9 octobre 1979]. **Article 3** (p. 7908) : danger présenté par l'amendement n° 273 de M. André-Georges Voisin pour les grandes communes. **Article 4** (p. 7918) : son amende-

ment n° 1 : prise en compte des ressources domaniales nettes pour le versement des ressources du fonds de péréquation ; adopté. **Article 3** *ter* **précédemment réservé** (p. 7922) : préfère que le coefficient soit fixé à 2,5 de la moyenne nationale car le coefficient prévu dans le sous-amendement n° 198 de M. Besson risque de mettre en péril certaines communes ; (p. 7925) : caractère dissuasif du sous-amendement de M. Augustin Chauvet vis-à-vis de l'installation d'établissements exceptionnels dans les départements pauvres. **Après l'Article 4** (p. 7938) : l'amendement n° 30 de la commission favorise les communes dont le taux de la taxe professionnelle est bas. **Article 10** (p. 7970) : demande que les différents impôts locaux soient recouvrés sur des feuilles différentes. **Après l'Article 10** (p. 7973) : son sous-amendement n° 230 à l'amendement n° 56 de la commission : instituant une majoration des valeurs locatives qui ne peut intervenir qu'à titre rétroactif durant quatre années après la vente effective du terrain comme terrain à bâtir ; adopté ; [10 octobre 1979] : **Article 3** *(suite)* (p. 8024) : dépose un sous-amendement à l'amendement n° 273 de la commission : calcul de la compensation en fonction de la population de la commune concernée ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [18 décembre 1979]. **Article 3** *ter* (p. 12181) : approuve l'amendement n° 119 de M. Michel Aurillac ; (p. 12193) : approuve l'amendement n° 73 du Gouvernement. **Article 4** *quinquies* (p. 12192) : nécessité de maintenir les possibilités d'exonération de taxe professionnelle. **Article 10** *ter* (p. 12218) : son intention de retirer son amendement n° 61 si le Gouvernement précise que l'amendement n° 86 s'applique aux terrains immédiatement constructibles; (p. 12219) : proteste contre la non-discussion de son amendement n° 61 ; difficultés des agriculteurs si l'article 10 *ter* est adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Transports. Discussion générale [23 octobre 1979] (p. 8788) : augmentation du budget des transports inférieure à celle du budget général de l'Etat ; augmentation des crédits destinés aux routes ; demande l'abattage des arbres situés au bord des routes ; régression des crédits de l'aviation civile ; nécessité d'accentuer le programme autoroutier ; liaison Nancy-Dijon.

Santé et sécurité sociale. Travail et santé. — I. Section commune. — III. Santé et sécurité sociale. Discussion générale [15 novembre 1979] (p. 10100) : difficultés du thermalisme français ; nécessité d'un effort pour l'enseignement de l'hydrologie médicale ; caractère économique du thermalisme ; nécessité de promouvoir le thermalisme français à l'étranger.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1979** (n° **1397**). **Première lecture. Discussion des articles** [3 décembre 1979]. **Article 15 : Economie et budget. — I. Charges communes** (p. 11152) : son amendement n° 36 rectifié soutenu par M. Emmanuel Hamel : suppression de la dotation en capital supplémentaire accordée à la SFP ; adopté.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° **1041**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [9 avril 1980]. **Article 14** (p. 200) : soutient l'amendement n° 106 de M. Gérard Braun : devenu sans objet.

— **Discussion, après déclaration d'urgence, des conclusions du rapport** (n° **1640**) **de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et la gestion des entreprises** (n° **1167**). **Première lecture. Discussion des articles** [23 avril 1980]. **Article 6** (p. 659) : son sous-amendement n° 73 à l'amendement n° 62 de M. Michel Inchauspé : actions des sociétés non cotées ; adopté.

— **Projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels** (n° **1121**). **Première lecture. Discussion des articles** [30 avril 1980]. **Après l'Article 2** (p. 836) : son amendement n° 14 : qualité de l'enseignement dispensé ; retiré. **Article 8** (p. 840) : son amendement n° 15 rectifié : notion « d'autorité administrative » ; retiré. **Article 19** (p. 864) : son amendement n° 18 : concours financier aux centres assurant la formation des enseignants ; retiré ; (p. 964) : son amendement n° 19 : application de la loi aux non-salariés ; rejeté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [21 octobre 1980]. **Article 8** (p. 2922) : son amendement n° 185 : répartition de l'essence détaxée au prorata de la consommation des agriculteurs ; adopté.

Deuxième partie :

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1980] (p. 3321) : recul de la pollution ; constitution de réserves naturelles ; problème de la chasse ; (p. 3322) : situation du bâtiment dans les Vosges ; faille dans l'articulation entre les prêts PAP et les prêts conventionnés.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [6 novembre 1980] (p. 3637) : augmentation des crédits de l'INRA ; (p. 3638) : difficultés des petits producteurs de lait ; exemple des Vosges ; injustice de la taxe de coresponsabilité ; écart entre les coûts de production et

le prix de vente des produits ; nécessité de faire respecter la règle de la préférence communautaire.

Santé et sécurité sociale. Travail et santé. — 1. **Section commune.** — III. **Santé et sécurité sociale. Discussion générale** [17 novembre 1980] (p. 4042) : redressement de la situation financière du régime général ; diminution des subventions d'équipement aux hôpitaux ; directives draconiennes en matière de préparation des budgets de 1981 ; thermalisme ; insuffisance de l'enseignement de l'hydrologie.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** (n° **2095**). **Première lecture. Discussion des articles** [2 décembre 1980]. **Après l'Article 8** *bis* (p. 4558) : s'oppose à toute réduction des dotations des communes touristiques et thermales.

VOISIN (André-Georges)

Député de l'Indre-et-Loire
(4e circonscription)
(App. RPR).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1099).

S'apparente au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 7 avril 1978] (p. 1589), [*J.O.* du 4 avril 1979] (p. 757).

Membre du comité directeur du fonds d'aide et de coopération [27 avril 1978] (p. 1430) et [28 avril 1978] (p. 1444).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1978 [16 juin 1978] (p. 3101).

Membre titulaire du comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer [2 octobre 1978] (p. 5450).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner :

1° le projet de loi, adopté par le Sénat, portant aménagement de la fiscalité directe locale (n° **689**) ;

2° le projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements (n° **706**) [*J.O.* du 23 novembre 1978] (p. 3932).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1978 [19 décembre 1978] (p. 9713).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements [20 décembre 1978] (p. 9774).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant aménagement de la fiscalité directe locale [*J.O.* du 20 décembre 1979] (p. 3208).

Membre du comité des finances locales [*J.O.* du 11 avril 1980] (p. 912).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1981 (n° 1933) (Coopération) [9 octobre 1980] (p. 2650).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à élargir les **conditions de saisine du Médiateur** (n° **79**) [18 avril 1978].

— **Proposition de loi** tendant à éviter que l'exercice du **droit de grève** par les **personnels de l'EDF** ne paralyse la vie économique de la nation (n° **276**) [25 mai 1978].

— **Proposition de loi** tendant à organiser la préparation des **élections extra-politiques** et à instituer pour ces élections le **vote par correspondance** (n° **277**) [25 mai 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1979** (n° 560). — I. **Budgets civils.** — **Annexe n° 9 : Coopération** (n° **570**) [5 octobre 1978].

— **Rapport d'information** déposé en application de l'article 145 du règlement par la

commission des finances, de l'économie générale et du plan à la suite d'une **mission** effectuée par une délégation de la commission, du 24 juillet au 9 août 1978, au **Mexique, au Salvador et au Costa Rica** (n° **811**) [19 décembre 1978].

— **Rapport,** fait au nom de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 689), **portant aménagement de la fiscalité directe locale** (n° **1043**) [9 mai 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° 1290). — I. Budgets civils. — A. Budget général. — **Annexe n° 9 : Coopération** (n° **1292**) [2 octobre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission spéciale sur le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 1406), **portant aménagement de la fiscalité directe locale** (n° **1472**) [10 décembre 1979].

— **Rapport,** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte **sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant aménagement de la fiscalité directe locale** (n° **1511**) [19 décembre 1979].

— **Proposition de loi** tendant à faciliter l'exercice du **mandat de conseiller général** (n° **1789**) [11 juin 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° 1933). — **Annexe n° 9 : Coopération** (n° **1976**) [9 octobre 1980].

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère** (n° **372**). **Discussion** [8 juin 1978] (p. 2713) : situation internationale actuelle : l'Europe de plus en plus menacée par la croissance du potentiel militaire soviétique ; pas de solution au Proche-Orient, droits de l'homme bafoués en Amérique latine et en Europe de l'Est, affrontement d'idéologies opposées en Afrique ; devoir de la France de sauvegarder la sécurité de ses ressortissants en Afrique ; impossibilité pour les Africains d'exploiter eux-mêmes les richesses naturelles de leur pays ; nécessité de l'aide et des investissements des pays occidentaux ; (p. 2714) : absence d'impérialisme militaire dans la politique française ; importance de l'effort militaire soviétique en Afrique ; but de l'agression contre le Shaba ; dénonce l'attitude de la gauche au moment de l'intervention française au Zaïre ; fragilité économique et politique de certains Etats africains ; (p. 2715) : effort encourageant du Sénégal, de la Côte-d'Ivoire, du Niger, de la Haute-Volta, du Cameroun et du Gabon ; accroissement nécessaire de notre effort budgétaire permettant d'augmenter l'effectif des enseignants français en Afrique.

— **Projet de loi relatif à l'imposition des produits de cession à titre onéreux de valeurs mobilières et de droits sociaux** (n° **255**). **Première lecture. Discussion des articles** [14 juin 1978]. **Article 5** (p. 2904) : propose une modification rédactionnelle de l'amendement n° 73 de M. Henri Ginoux. **Après l'Article 7** (p. 2908) : sur l'amendement n° 51 de M. Jacques Marette : non-taxation de 4 milliards de plus-value dans l'exemple de la cession d'un hebdomadaire.

— **Projet de loi relatif à l'orientation de l'épargne vers le financement des entreprises** (n° **320 rectifié**). **Première lecture. Discussion générale** [21 juin 1978] (p. 3244) : insuffisance du nombre de porteurs d'actions en France par rapport à la République fédérale d'Allemagne et aux Etats-Unis ; approuve les avantages accordés aux familles de deux et trois enfants et aux contribuables âgés ; désapprouve la majoration du taux spécial pour le prélèvement libératoire ; reproche au projet de favoriser presque uniquement les sociétés cotées en bourse ; nécessité d'une aide particulière aux petites entreprises ; 55 % des emplois en Indre-et-Loire se trouvant dans des entreprises de moins de 100 salariés ; pénalisation des entreprises personnelles par le projet ; propose le lancement d'un emprunt réservé aux petites entreprises ; (p. 3245) : difficultés de trésorerie des petites entreprises ; [22 juin 1978] (p. 3288) : problème de blocage des crédits de paiement. **Discussion des articles** [22 juin 1978]. **Article 12** (p. 3302) : la nécessité de la collaboration entre Gouvernement et Parlement démontrée par l'amendement sur les SARL. **Avant l'Article 22** (p. 3309) : risque de voir les prêts du FDES se transformer en subventions ; nécessité de discuter séparément des prêts consentis par l'Etat et séparément des prêts consentis par l'Etat et des prêts consentis par les établissements bancaires ; nécessité d'un contrôle du Parlement sur le recours aux prêts participatifs ; (p. 3310) : nécessité de fixer le régime des prêts accordés par l'Etat ; (p. 3311) : risque de transformer des prêts du FDES en subventions. **Après l'Article 27** (p. 3323) : caractère normal de la concertation entre la majorité et le Gouvernement. **Article 29** (p. 3326) : soutient l'amende-

ment n° 48 de la commission : relèvement du taux du prélèvement libératoire sur les obligations remplacé par l'institution d'un prélèvement de 0,5 % sur les exigibilités des banques ; (p. 3327) : bénéfices réalisés actuellement par les banques ; conséquences néfastes du relèvement du taux du prélèvement libératoire sur les PME et les petits épargnants ; (p. 3328) : difficultés des petites entreprises en nom personnel ; amendement n° 48 repoussé par scrutin public ; (p. 3330) : soutient l'amendement n° 62 de M. Henri Ginoux : limitant au 31 décembre 1981 l'application du relèvement du taux du prélèvement libératoire prévu par l'article 29 ; retiré ; son amendement n° 87 : maintien du taux du prélèvement libératoire à 33 1/3 % pour les intérêts des prêts aux entreprises non cotées en bourse ; retiré ; (p. 3332) : soutient les amendements n° 63 de M. Henri Ginoux et n° 89 de M. Augustin Chauvet : maintien du taux du prélèvement libératoire à 33 1/3 % pour les intérêts des comptes courants d'associés des sociétés en nom personnel et des SARL ; retiré ; son amendement n° 88 : maintien du taux du prélèvement libératoire à 33 1/3 % pour les intérêts des comptes courants d'associés visés à l'article 125 B du code général des impôts ; retiré : son amendement n° 90 : maintien du taux du prélèvement libératoire à 33 1/3 % pour les intérêts du livret B des caisses d'épargne ; retiré.

— **Sur le rappel au règlement de M. Jean Fontaine** [22 juin 1978] (p. 3285) : demande d'une déclaration du Gouvernement à la suite de la proposition de l'OUA à Khartoum de décoloniser la Réunion, département français d'outre-mer.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° 560). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Coopération, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [3 novembre 1978] (p. 7051) : croissance de plus de 14 % du budget de la coopération ; (p. 7052) : aide du développement : 2 milliards de francs en 1979 ; cas préoccupant de l'action culturelle ; insuffisante diffusion de la radio française ; moyens insuffisants pour l'amélioration des infrastructures et du développement rural ; développement de l'aide rurale ; difficultés de coordination de l'action du ministère de la coopération et du ministère des finances pour l'aide au Sahel ; augmentation de l'assistance technique militaire et de l'aide en matériel ; (p. 7053) : rémanence d'antagonismes ethniques en Afrique ; faible progression des crédits affectés à la rémunération des coopérants ; abattement sur les revenus des couples de coopérants.

Commerce et artisanat. Discussion générale [17 novembre 1978] (p. 7921) : demande le relèvement du seuil de dix salariés, critère de l'entreprise artisanale.

— **Projet de loi modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** (n° 706). **Première lecture. Discussion générale** [11 décembre 1978] (p. 9233) : projet de dotation globale de fonctionnement supprimant le VRTS ; (p. 9234) : problème posé par le rattachement de la dotation globale de fonctionnement à l'évolution des recettes de la TVA à législation constante ; s'étonne de l'absence d'ajustement du VRTS en 1978 ; approuve la suppression par le Sénat du prélèvement pour frais d'assiette ; difficulté de mise en œuvre d'une solidarité intercommunale compte tenu de la situation financière actuelle des communes ; (p. 9235) : problème de la garantie de prise en compte pour la répartition du VRTS des chiffres de la population donnés par le recensement de 1970. **Discussion des articles** [12 décembre 1978] : **Avant l'Article premier** (p. 9269) : soutient l'amendement n° 111 de la commission : maintien en 1979 des règles actuelles de répartition entre les impôts locaux du produit voté par les collectivités locales ; répartition des impôts locaux corrigée de la moitié de la variation réelle des bases de la taxe professionnelle entre 1975 et 1977 ; aprouve le Sénat d'avoir reporté à 1980 la réforme tendant à instituer le vote direct par les collectivités locales des taux des impôts locaux ; (p. 9270) : problème posé par l'amendement n° 161 de M. Henri Ginoux résolu par l'amendement n° 112 de la commission ; (p. 9271) : amendement n° 111 adopté ; soutient l'amendement n° 112 de la commission : extension du mécanisme du plafond tendant à ce que les entreprises dont les éléments de base augmentent ne subissent pas une majoration anormale de leur taxe professionnelle ; (p. 9273) : plafonnement des cotisations de taxe professionnelle destiné à protéger certaines entreprises dont la taxe dépasse 8 % de la valeur ajoutée ; impossibilité de modifier à l'initiative parlementaire le taux du prélèvement opéré par le Trésor en contrepartie des dégrèvements de taxes professionnelles sans tomber sous le coup de l'article 40 de la Constitution ; (p. 9274) : amendement n° 112 adopté après adoption des sous-amendements n° 113 de la commission : réduction d'un cinquième en 1979 des différences existant dans les communautés urbaines entre le taux moyen de la taxe d'habitation perçue par la communauté et les taux appliqués au profit de celle-ci dans chaque commune membre ; possibilité pour les conseils de maintenir totalement ou par-

tiellement ces différences de taux ; (p. 9277) : opposition de la commission à l'amendement n° 151 de M. Jacques-Antoine Gau tendant à légiférer au-delà de 1979 ; approuve l'institution d'un paiement semestriel ou fractionné de la taxe d'habitation ; estime l'article 40 de la Constitution opposable au sous-amendement n° 169 de M. Parfait Jans à l'amendement n° 151 de M. Jacques-Antoine Gau. **Article premier : Article L 234-5 du code des communes** (p. 9289) : absence de distinction dans l'amendement n° 124 de M. Guy de la Verpillière entre les investissements générateurs de dépenses de fonctionnement pour la commune et ceux qui n'entraînent aucune dépense de fonctionnement. **Article L 234-11 du code des communes** (p. 9295) : nécessité de s'en tenir au taux de 5 % prévu dans l'article L 234-11 du code des communes ; ressources insuffisantes des communes thermales. **Article L 234-12 du code des communes** (p. 9297) : son sous-amendement n° 138 aux amendements identiques n° 85 de la commission et n° 35 de M. Hubert Dubedout : plafond démographique de 2.000 habitants ; (p. 9299) : sous-amendement n° 138 retiré ; son amendement n° 137 : donnant une pondération égale aux deux éléments : charges d'enseignement et charges de voirie, servant à déterminer les concours particuliers aux petites communes à faibles ressources ; son amendement n° 139 : application d'un coefficient de 1,5 par élève fréquentant le collège prévu par la carte scolaire lorsque les dépenses de participation de la commune dépassent un plafond de 600 F par élève ; (p. 9300) : amendement n° 137 rejeté ; amendement n° 139 retiré. **Article L 234-13 du code des communes** (p. 9304) : demande des renseignements sur le montant de la dotation globale pour 1977. **Article L 234-14 du code des communes** (p. 9306) : problème des communes rurales perdant une grande partie de leur population ; [13 décembre 1978] : **Article premier** (*suite*) : **après l'Article L 234-15** *bis* **du code des communes** (p. 9346) : sur l'amendement n° 123 du Gouvernement, exclusion des anciens SIVOM du bénéfice de la mesure instituée par l'amendement n° 123. **Article 11** *quater* (p. 9374) : soutient son sous-amendement n° 178 à l'amendement n° 174 du Gouvernement : suppression de la prise en compte des résidences secondaires situées dans des communes classées touristiques ; rejeté. **Article 14** (p. 9375) : s'oppose à l'amendement n° 106 du Gouvernement et refuse que soient prévus des frais d'assiette. **Article 15** (p. 9377) : s'oppose à l'amendement n° 66 de M. Dominique Frelaut qui remet en question tout le projet ; (p. 9379) : acceptation par le Gouvernement du réexamen des conditions de fonctionnement du fonds d'égalisation des charges de la région parisienne. **Deuxième lecture. Discussion générale** [19 décembre 1978] (p. 9697) : adoption par la commission spéciale de diverses dispositions relatives aux impôts locaux en 1979. **Discussion des articles** [19 décembre 1978]. **Article premier A** (p. 9697) : soutient l'amendement n° 2 de la commission : correction de la part de la taxe professionnelle en fonction de la moitié de la variation des bases de cette taxe entre 1975 et 1977 ; adopté ; (p. 9698) : soutient l'amendement n° 3 de la commission : suppression de la compensation des pertes de matière imposable subies par les communes au titre de la taxe professionnelle ; adopté ; (p. 9699) : caractère inapplicable à l'amendement n° 1 de M. Augustin Chauvet ; impossibilité de distinguer dans la masse salariale d'une entreprise ce qui correspond à des hausses de rémunérations des personnels et ce qui correspond à l'embauche de nouveaux salariés. **Article premier B** (p. 9701) : sa satisfaction devant la diminution à 7 % du taux de la cotisation perçue par le Trésor sur les redevances de la taxe professionnelle en contrepartie des dégrèvements résultant de l'application de l'article premier B. **Article premier E** (p. 9702) : adoption par l'Assemblée de la rédaction du Sénat. **Article premier : Article L 234-12 du code des communes** (p. 9706) : nécessité de favoriser l'ouverture de classes maternelles dans les communes de moins de 2.000 habitants. **Article 11** *quater* (p. 9716) : système de la dotation globale de fonctionnement favorisant excessivement les communes touristiques ; soutient l'amendement de la commission : excluant du bénéfice de la majoration de population prévue par l'article 11 *quater* les communes touristiques bénéficiant de concours particuliers ; devenu sans objet.

— **Projet de loi modifiant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements et portant aménagement du régime des impôts directs locaux pour 1979 (n° 987). Première lecture. Discussion générale** [25 avril 1979] (p. 3041) : collaboration du Gouvernement et de la commission spéciale ayant abouti à des simulations portant sur les dispositions contenues dans la loi du 3 janvier 1979 ; évolution de la technique législative ; volonté de la commission spéciale de s'orienter vers une nouvelle assiette de la taxe professionnelle ; nécessité de tester les réformes qui seront éventuellement adoptées en matière de fiscalité locale ; (p. 3047) : souhaite que le Parlement dispose après le vote de la réforme de la fiscalité locale d'une simulation portant sur une année d'application totale au terme de la-

quelle le texte devra revenir devant le Parlement.

— **Projet de loi portant aménagement de la fiscalité directe locale** (n° **689**). **Première lecture,** rapporteur de la commission spéciale. **Discussion générale** [17 mai 1979] (p. 3928) : technicité de la fiscalité directe locale ; (p. 3929) : réexamen d'ensemble par la commission de la fiscalité directe locale ; nécessité de modifier l'assiette de la taxe professionnelle qui pénalise les industries de main-d'œuvre ; choix par la commission de la valeur ajoutée comme nouvelle assiette de la taxe professionnelle ; (p. 3930) : avantage de l'assiette valeur ajoutée : pas de pénalisation des entreprises de main-d'œuvre ni des petites entreprises grâce à un abattement d'assiette dégressif en faveur des entreprises occupant moins de 20 salariés ; institution d'un plancher de taxe professionnelle ; suppression de certaines exonérations ; hostilité de la commission à un fonds national de péréquation ; (p. 3931) : valeur locative, seule assiette possible de la taxe d'habitation ; aménagement des dégrèvements existant en matière de taxe d'habitation ; propose de substituer à la part départementale de la taxe d'habitation un impôt proportionnel sur le revenu ; substitution en 1985 d'un impôt déclaratif assis sur la valeur vénale des propriétés aux deux taxes foncières actuelle ; (p. 3932) : propose de conférer aux conseils municipaux la faculté de majorer la valeur locative des terrains inclus par un POS dans une zone urbanisable et de taxer rétroactivement les terrains vendus en vue de la construction ; nécessité d'un passage progressif à la détermination directe des taux des impôts locaux par les conseils élus ; institution d'une limite à la progression du taux de la taxe professionnelle qui ne devrait pas excéder la variation moyenne des taux des trois autres taxes ; nécessité d'établir entre le vote de la loi et son entrée en vigueur un délai mis à profit pour procéder à une simulation large et profonde ; (p. 3933) : nécessité d'une simulation portant sur l'intégralité des cotes d'imposition dans au moins un quart des départements : objet de l'amendement n° 61 déclaré irrecevable en vertu de l'article 40 de la Constitution ; impossibilité pour la commission de proposer le vote du projet si elle n'a pas l'assurance qu'une simulation satisfaisante sera effectuée. **Discussion générale** *(suite)* [3 octobre 1979] (p. 7729) : modifications importantes apportées par la commission spéciale au texte d'origine ; volonté d'éviter les erreurs de la loi de 1975 ; proposition de la commission de transformer l'assiette de la taxe professionnelle et de remplacer les bases actuelles par une nouvelle assiette reposant sur la valeur ajoutée ; impossibilité de conserver le cadre tracé par la loi de 1975 ; les disparités de pression fiscale entre redevables sont imputables à la composition de l'assiette plus qu'à la dispersion des taux ; accord du Gouvernement sur la réalisation d'une simulation en grandeur réelle ; problème du délai de réalisation de la simulation ; (p. 7730) : possibilité d'utiliser les excédents résultant de la cotisation nationale instituée par la loi du 16 juin 1977 pour assurer la péréquation des recettes de la taxe professionnelle ; liberté de variation des quatre taux proposés par la commission pour résoudre le problème du vote des taux par les instances locales ; nécessité de retarder d'un an au moins le passage au vote direct des taux pour faire coïncider son application avec la réforme de l'assiette de la taxe professionnelle ; opposition du Gouvernement à l'institution d'un impôt proportionnel sur les revenus qui se substituerait à la part départementale de la taxe d'habitation ; opposition du Gouvernement à l'impôt foncier assis sur la valeur vénale proposé par la commission ; ordonnancement du débat. **Discussion des articles** [4 octobre 1979] : **Article 6** *bis* (p. 7789) : distorsion de concurrence créée par l'assiette actuelle de la taxe professionnelle ; écart de pression fiscale allant de 1 à 85 ; amendement n° 35 de la commission : introduction de la valeur ajoutée comme base de la taxe professionnelle et définition de la valeur ajoutée ; retiré ; la valeur ajoutée retenue par la commission est celle qui existe pour la participation des travailleurs aux fruits de l'expansion dans l'ordonnance de 1967 ; la valeur ajoutée comme base de la taxe professionnelle ne pénalise pas les entreprises de main-d'œuvre ; (p. 7791) : le sous-amendement n° 284 de M. Hubert Dubedout répond à la volonté de la commission de permettre l'entrée en vigueur du nouveau système dès 1982. **Après l'Article 6** *bis* (p. 7793) : soutient l'amendement n° 38 de la commission : réduction de la valeur ajoutée servant de base d'imposition en fonction du nombre de salariés ; retiré ; (p. 7794) : amendement n° 39 de la commission, réservé jusqu'après l'article 6 ; (p. 7795) : retire l'amendement n° 40 de la commission : répartition de la valeur ajoutée entre les établissements d'une même entreprise. **Après l'Article 7** (p. 7798) : soutient l'amendement n° 46 de la commission : passage des anciennes aux nouvelles bases ; adopté avec modifications. **Avant l'Article premier précédemment réservé** (p. 7802) : retire l'amendement n° 3 corrigé de la commission : calendrier de mise en

œuvre de la réforme des taux des impôts locaux ; soutient l'amendement n° 4 de la commission : maintien de l'actuel système de répartition du produit global entre les quatre taxes ; (p. 7803) : son sous-amendement n° 270 à l'amendement n° 4 : calendrier de mise en œuvre de la réforme ; adopté ; son désir de voir intervenir la réforme dès 1982 ; (p. 7804) : son hostilité au sous-amendement n° 297 de M. Hubert Dubedout ; (p. 7806) : soutient l'amendement n° 7 corrigé de la commission : système du vote des taux dans les départements ; retiré ; nécessité de sauvegarder la vie des entreprises ; amendement n° 76 de M. Hubert Dubedout, rejeté ; (p. 7807) : retire l'amendement n° 75 de la commission devenu sans objet. **Article premier** (p. 7807) : soutient l'amendement n° 8 de suppression de la commission, adopté. **Après l'Article premier** (p. 7808) : retire l'amendement n° 9 de la commission : répartition du produit global de la fiscalité directe locale pour les seules communes. **Avant l'Article 2** (p. 7808) : retire l'amendement formel n° 10 de la commission ; soutient l'amendement n° 11 corrigé de la commission : liberté de fixation des taux des impôts locaux par les conseils élus ; adopté (p. 7812) ; (p. 7809) : soutient le sous-amendement n° 271 de la commission à l'amendement n° 11 : renvoyant à la loi qui suivra le dépôt du rapport sur la simulation pour l'entrée en vigueur de la loi ; adopté ; (p. 7810) : s'oppose au nom de la commission au sous-amendement n° 68 de M. Augustin Chauvet qui reprend l'idée du Sénat de réduire les écarts entre les taux pratiqués par les départements et les communes et la moyenne nationale ou départementale. **Article 2** (p. 7812) : soutient l'amendement n° 12 de suppression de la commission ; adopté ; **Avant l'Article 3 : Titre II. — Taxe professionnelle** (p. 7813) : retire l'amendement de forme n° 13 de la commission ; [9 octobre 1979] : **Article 3** (p. 7907) : son amendement n° 273 : plafonnement du taux des impôts directs locaux ; réservé. **Avant l'Article 3** *bis* (p. 7910) : soutient l'amendement n° 14 de la commission : institution de cotisations minimum pour la taxe professionnelle dès 1980 ; depuis la loi de 1975, certains petits commerçants ne paient plus la taxe professionnelle ; propose l'institution d'un minimum de 600 F par an qui correspond à la moyenne nationale de la taxe d'habitation pour un logement de type F3 ou F4, amendement n° 14 adopté (p. 7915) ; (p. 7910) : son sous-amendement n° 330 à l'amendement n° 14 de la commission : application de l'amendement n° 14 à compter de 1981 ; adopté ; (p. 7913) : nécessité d'appliquer la cotisation minimum dès maintenant pour que les simulations se fassent sur une base réelle ; (p. 7914) : son sous-amendement n° 272 à l'amendement n° 14 de la commission : tendant à convertir le supplément d'imposition résultant de l'application du paragraphe en base d'imposition dans l'application du taux de la taxe d'habitation en vigueur dans la commune l'année précédente ; adopté ; (p. 7916) : soutient l'amendement n° 15 de la commission : formel ; adopté. **Article 3** *bis* : soutient l'amendement n° 16 de suppression de la commission ; adopté. **Avant l'Article 3** *ter* : soutient l'amendement n° 17 de la commission : nouvel intitulé ; adopté. **Article 4** : retire l'amendement de suppression n° 23 de la commission ; (p. 7917) : soutient l'amendement n° 274 rectifié : institution d'un fonds de péréquation de la taxe professionnelle alimenté par une fraction des cotisations nationales ; l'objectif de cet amendement est d'éviter tout écrêtement des ressources des communes riches qui ont des besoins sociaux plus importants que les communes pauvres, adopté ; (p. 7918) : son opposition à l'amendement n° 1 de M. Hubert Voilquin car la répartition du fonds de péréquation sera opérée par le fonds d'action locale ce qui présente toutes garanties pour les communes ayant des produits domaniaux exceptionnels. **Article 3 précédemment réservé** (p. 7922) : retire l'amendement n° 20 de la commission : mécanisme de péréquation ; (p. 7923) : intérêt des communes possédant des établissements exceptionnels de voir adopter le coefficient de 2,5 ; (p. 7924) : se déclare favorable à l'amendement n° 299 de M. Hubert Dubedout ; (p. 7298) : l'amendement n° 21 corrigé de la commission tombe. **Article 3** *ter (suite)* (p. 7930) : l'amendement n° 240 du Gouvernement risque de causer des difficultés lors des votes pour approuver l'accord de répartition. **Après l'Article 3** *ter* (p. 7931) : s'oppose à l'amendement n° 310 de M. René Benoit qui remet en cause le principe de la référence à la taxe professionnelle comme base d'imposition. **Après l'Article 4** (p. 7932) : soutient l'amendement n° 24 de la commission formel, adopté ; soutient l'amendement n° 25 de la commission : tendant à supprimer l'exonération de taxe professionnelle dont bénéficient les activités portuaires à l'exception des ports de plaisance déjà soumis à la taxe ; les ports étrangers paient des impôts locaux ; cet amendement est en relation avec l'amendement après l'article 6 puisqu'il prévoit une taxation à la fois progressive et allégée ; amendement n° 25 adopté avec modifications ; (p. 7933) : soutient l'amendement n° 26 de la commission : maintien de l'exonération de taxe professionnelle dont bénéficient les artisans n'employant pas de main-d'œuvre salariée permanente, les chauffeurs de taxis artisans et les pêcheurs

artisanaux qui sont soumis à une imposition forfaitaire égale à la cotisation minimum des artisans et des commerçants soumis à la taxe professionnelle ; devenu sans objet ; (p. 7935) : soutient l'amendement n° 27 de la commission : régime fiscal des coopératives non agricoles aligné sur celui des coopératives agricoles au regard de la taxe professionnelle ; volonté d'assurer une plus grande égalité de concurrence entre les entreprises coopératives et non coopératives du secteur coopératif entre les branches agricoles et non agricoles ; le sous-amendement n° 171 de M. Jean-Marie Daillet reviendrait à vider de l'essentiel de sa substance l'amendement n° 27 de la commission ; amendement n° 27 adopté au scrutin public ; (p. 7936) : soutient l'amendement n° 28 de la commission : limitation de l'exonération des sociétés mutualistes aux activités de ces sociétés conformes à leur statut légal et n'entrant pas en concurrence avec celles exercées par les redevables de la taxe professionnelle ; adopté par scrutin public ; (p. 7938) : annonce que l'amendement n° 29 a été déclaré irrecevable par la commission des finances ; soutient l'amendement n° 30 de la commission : suppression à partir du 1er janvier 1981 de la possibilité d'accorder des exonérations partielles ou totales de la taxe professionnelle à des entreprises procédant à des installations nouvelles, transferts ou extension ; compétence du Gouvernement dans le cadre de la politique d'aménagement du territoire pour accorder des avantages aux entreprises qu'il veut voir s'installer dans une commune ; amendement n° 30 rejeté au scrutin public. **Avant l'Article 5** (p. 7941) : soutient l'amendement n° 31 de la commission : formel ; adopté. **Article 5** (p. 7942) : soutient l'amendement n° 32 de la commission ; soutient l'amendement n° 33 de la commission : coordination ; adopté ; (p. 7943) : son amendement n° 293 : abrogation du paragraphe II de l'article 5 ; l'année au titre de laquelle la valeur ajoutée devient la base de la taxe professionnelle ; adopté ; soutient l'amendement n° 34 de coordination de la commission ; adopté ; son amendement n° 294 de coordination ; adopté ; soutient l'amendement n° 35 de coordination de la commission ; adopté ; (p. 7944) : son amendement n° 295 : fixant à 2 % le taux de la cotisation pour l'alimentation du fonds de péréquation ; adopté ; son amendement n° 296 : affectation de la fraction de la cotisation nationale excédant le montant de dégrèvements au fonds national de péréquation de la taxe professionnelle institué à l'article 4 ; adopté. **Article 6** (p. 7945) : retire l'amendement de suppression n° 36 de la commission au profit de l'amendement n° 286 ; conséquences de la réforme intervenue en 1975 pour les professions libérales : diminutions de cotisations importantes pour les redevables employant entre 5 et 20 salariés ; se prononce contre l'allégement de 20 % en moyenne de la charge des professions libérales employant moins de 5 salariés, mais pour l'exclusion de l'assiette de la valeur locative des équipements et matériels ; son amendement n° 286 : maintien dans l'assiette du huitième des recettes et retrait de la valeur locative des équipements et matériels de l'assiette ; rejeté. **Après l'Article 6** *bis* (*suite*) (p. 7947) : amendement n° 39 de la commission précédemment réservé : amendement de coordination ; adopté avec modification ; soutient le sous-amendement n° 320 de M. Michel Aurillac : substituant à la référence à 1981 la formule : « pour la première année d'application » ; adopté. **Article 7** : soutient l'amendement n° 41 de coordination de la commission ; adopté avec modifications ; (p. 7948) : retire l'amendement de coordination n° 42 de la commission. **Article 7** (*suite*) (p. 7955) : hostilité de la commission à l'amendement n° 326 du Gouvernement : exonérant de la taxe professionnelle toute entreprise nouvelle pour l'année de sa création ; (p. 7956) : retire l'amendement n° 43 de la commission : (p. 7957) : retire l'amendement n° 44 de la commission ; retire l'amendement n° 45 de la commission. **Article 5** *(suite)* : demande la réserve des amendements n° 167 et 244 jusqu'après le vote de l'article 8. **Avant l'Article 8** : soutient l'amendement n° 47 de la commission : rédactionnel ; adopté ; (p. 7958) : hostilité de la commission à l'amendement n° 90 de M. Hubert Dubedout : faisant de la valeur vénale des locaux imposables la base d'imposition de la taxe d'habitation ; sur l'amendement n° 153 de M. Dominique Frelaut : rappelle que la délimitation du domaine législatif relève de l'article 34 de la Constitution. **Article 8** (p. 7960) : soutient l'amendement n° 48 de la commission : amendement de clarification ; adopté. **Article 5** *(suite)* : son amendement n° 342 : possibilité pour le conseil général d'exonérer les redevables visés par l'article 1636 A 2° du code général des impôts, soit de la part départementale de la taxe professionnelle, soit de la fraction de la cotisation minimale revenant aux départements ; devient sans objet. **Après l'Article 8** (p. 7961) : soutient l'amendement n° 49 de la commission : relevant le taux du dégrèvement partiel de taxe d'habitation accordé aux redevables de plus de soixante-cinq ans non passibles de l'impôt sur le revenu ; adopté. **Article 8** *bis* (p. 7962) : soutient l'amendement n° 50 de la commission : suppression de l'article 8 *bis* ; rétablissement de ses dispositions après l'article 10 ; adopté. **Article 9** (p. 7963) : nécessité de supprimer les écarts

de taux de la taxe d'habitation dans les communautés urbaines ; hostilité de la commission à l'amendement n° 158 de M. Marcel Houel ; soutient l'amendement n° 51 de la commission : suppression en cinq ans des écarts de taux des taxes d'habitation perçues au profit des communautés urbaines et des groupements de communes ; retiré ; s'oppose à l'amendement n° 287 de M. Michel Sainte-Marie : possibilité d'étaler sur dix ans une suppression des écarts de taux de taxes d'habitation perçues au profit des communautés urbaines et des groupements de communes ; (p. 7964) : retire l'amendement n° 52 corrigé de la commission : abattements sur les bases de la taxe d'habitation. **Après l'Article 9** (p. 7966) : soutient l'amendement n° 53 de la commission : institution au profit des départements d'un impôt proportionnel sur le revenu ; rejeté. **Avant l'Article 10** (p. 7968) : soutient l'amendement n° 54 de la commission : rédactionnel ; adopté ; (p. 7969) : s'oppose à l'amendement n° 94 de M. Hubert Dubedout ; institution d'un impôt foncier établi sur la valeur vénale déclarée par le contribuable. **Article 10** (p. 7970) : soutient l'amendement n° 55 de la commission : suppression de dispositions déjà incorporées dans la loi du 3 janvier 1979 ; adopté ; hostilité à l'amendement n° 112 de M. Hubert Dubedout : intervention des commissions communales des impôts directs pour l'actualisation forfaitaire des valeurs locatives des propriétés non bâties. **Après l'Article 10** (p. 7971) : son amendement n° 276 : supprimant l'exonération de taxes foncières dont bénéficient les immeubles appartenant à des collectivités de même niveau ; adopté ; contraintes pesant sur les parlementaires du fait de l'article 40 de la Constitution ; (p. 7972) : soutient l'amendement n° 56 de la commission : majoration de la valeur locative des terrains situés dans les zones urbaines délimitées par un plan d'occupation des sols ; adopté avec modifications ; (p. 7974) : soutient l'amendement n° 57 de la commission : taxation rétroactive des terrains à bâtir ; adopté avec modifications ; [10 octobre 1979] : **Après l'Article 10** *(suite)* (p. 8010) : soutient l'amendement n° 58 de la commission : création d'un impôt foncier assis sur la valeur vénale dont l'entrée en vigueur serait fixée au 1er janvier 1985 ; rejeté ; (p. 8011) : soutient l'amendement n° 59 de la commission : taxation des pylônes ; adopté. **Avant l'Article 11** (p. 8013) : soutient l'amendement n° 60, deuxième correction, de la commission : paiement mensuel de la taxe d'habitation et possibilité de fractionner en deux parties le paiement des impôts locaux ; retiré ; (p. 8014) : s'oppose à l'amendement n° 283 de M. Jean Brocard établissant une taxe sur les chiens en raison de la fidélité des chiens à leurs maîtres. **Article 11** (p. 8015) : soutient l'amendement n° 277 de la commission : formel ; adopté. **Après l'Article 12** (p. 8016) : approuve l'amendement n° 265 rectifié du Gouvernement prévoyant la réalisation de simulations ; la simulation portera sur dix départements ; nouvelle méthode de travail pour le Parlement ; souhaite l'adoption d'une référence nationale pour opérer la simulation de la cotisation minimale ; soutient le sous-amendement n° 280 de la commission à l'amendement n° 265 rectifié du Gouvernement ; retour du texte devant le Parlement au 1er janvier 1981 ; (p. 8017) : propose une solution transactionnelle consistant à fixer la date du dépôt du rapport au 1er avril. **Article 12** *bis* (p. 8018) : l'article 12 *bis* est devenu sans objet ; demande donc de le supprimer ; article rejeté. **Article 13** : soutient l'amendement n° 62 de la commission : renvoi à un décret en Conseil d'Etat pour la fixation des conditions d'entrée en vigueur de la réforme des impôts locaux dans les départements d'outre-mer ; adopté. **Article 3** (*suite*) (p. 8022) : soutient l'amendement n° 273 de la commission : plafonnement de la progression des impôts locaux ; compensation pour les communes qui subiraient une perte de recettes ; adopté. **Article 14** (p. 8025) : soutient l'amendement n° 63 de suppression de la commission ; adopté. **Article 15** : rappelle le contenu du projet de loi. **Article 2 A, deuxième délibération** : son amendement n° 3 tendant à supprimer l'amendement n° 68 rectifié de M. Augustin Chauvet : variation des taux ; adopté. **Deuxième lecture,** rapporteur de la commission spéciale. **Discussion générale** [17 décembre 1979] (p. 12144) : solution du problème de l'assiette de la taxe professionnelle ; complexité du système de fixation des taux des impôts locaux ; propositions de la commission: passage au vote direct des taux dès 1981, péréquation départementale sur les établissements à caractère exceptionnel, affectation au bénéfice des communes les plus démunies d'une partie de la cotisation nationale de solidarité ; difficultés rencontrées par certains redevables de la taxe professionnelle. **Discussion des articles** [17 décembre 1979] : **Article premier A** (p. 12156) : soutient l'amendement n° 15 de la commission : instauration du vote direct des taux dès 1981 et blocage des éléments de répartition en 1980 ; adopté avec modification par scrutin public. **Article 2 A** (p. 12160) : soutient l'amendement n° 16 de la commission : mécanisme du vote des taux par les instances locales ; adopté avec modification en application de l'article 44, alinéa 3, de la Consti-

tution ; soutient l'amendement n° 17 de la commission : mécanisme de conversion du taux de la taxe professionnelle au moment où la valeur ajoutée deviendra l'assiette de cette taxe ; réservé puis adopté avec modification en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; (p. 12163) : soutient l'amendement n° 18 de la commission : rédactionnel ; adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution. **Article 3** (p. 12165) : rappelle que les communes soumises au plafonnement de la taxe professionnelle bénéficieront de la compensation pendant cinq ans ; (p. 12166) : soutient l'amendement n° 19 de la commission : plafonnement des taux des impôts directs locaux ; adopté avec modification ; [18 décembre 1979] : **Article 3** *ter* (p. 12179) : soutient l'amendement n° 21 de la commission : application de la péréquation départementale aux seuls établissements produisant de l'énergie ; adopté ; (p. 12180) : modification apportée par le Sénat au système de péréquation de la taxe professionnelle ; soutient l'amendement n° 22 de la commission : entrée en vigueur de la revalorisation automatique des seuils d'écrêtement ; adopté ; (p. 12181) : soutient l'amendement n° 23 de la commission : rétablissement des versements au fonds départemental de péréquation au titre de 1979 ; adopté ; (p. 12182) : soutient l'amendement n° 24 de la commission : prise en compte dans le calcul du prélèvement des contributions volontaires consenties avant 1979 par certaines communes écrêtées ; adopté ; (p. 12183) : soutient l'amendement n° 25 corrigé de la commission : écrêtement appliqué aux établissements créés avant le 1er janvier 1976 ; adopté ; (p. 12184) : soutient l'amendement n° 26 de la commission : répartition des ressources du fonds départemental de péréquation ; adopté ; soutient l'amendement n° 27 de la commission : suppression des dispositions prévoyant un sort particulier en matière de péréquation pour les communes sur lesquelles sont implantés des barrages destinés au refroidissement des centrales nucléaires ; adopté ; soutient l'amendement n° 28 de la commission : précisant les règles de majorité requises pour la répartition des excédents provenant des établissements produisant de l'énergie ; adopté ; (p. 12185) : s'oppose à l'amendement n° 74 du Gouvernement. **Article 4** (p. 12186) : soutient l'amendement n° 29 de la commission : financement du fonds national de péréquation ; adopté ; soutient l'amendement n° 30 de la commission : prise en compte des ressources domaniales nettes pour la détermination des communes bénéficiant du fonds national de péréquation ; rejeté ; soutient l'amendement n° 31 de la commission : amendement de conséquence ; adopté ; (p. 12188) : soutient l'amendement n° 32 de la commission : institution du fonds national de péréquation dès 1980 ; adopté. **Article 4** *bis* : soutient l'amendement n° 33 de la commission : rétablissement de l'article 4 *bis* assujettissant les ports maritimes et fluviaux à la taxe professionnelle ; adopté. **Article 4** *ter* (p. 12191) : soutient son amendement n° 148 : formel ; adopté ; soutient l'amendement n° 34 de la commission : régime des sociétés coopératives ouvrières de production au regard de la taxe professionnelle ; adopté. **Article 4** *sexies* (p. 12197) : soutient l'amendement n° 35 de la commission : formel ; retiré. **Article 5** (p. 12203) : soutient son amendement n° 126 : taux de la cotisation nationale de taxe professionnelle en 1980 et 1981 ; réservé puis adopté avec modification ; soutient l'amendement n° 37 de la commission : affectation au budget général de la totalité des frais d'assiette des impôts locaux prélevés par l'Etat ; rejeté ; souhaite une réduction des frais d'assiette ; (p. 12204) : soutient l'amendement n° 38 de la commission : suppression d'un alinéa introduit par le Sénat qui visait à abroger l'article 1636-1 du code général des impôts fixant les modalités de la répartition entre les quatre impôts directs locaux ; adopté. **Article 6** *bis* (p. 12206) : soutient son amendement n° 123 : suppression des dispositions particulières adoptées par le Sénat en ce qui concerne la prise en compte des biens loués pour une longue durée et faisant l'objet d'un contrat de crédit-bail dans la définition de la valeur ajoutée ; adopté ; (p. 12207) : paiement de la taxe professionnelle par les entreprises de transport là où elles exercent leur activité ; son amendement n° 124 : suppression du sort particulier réservé aux opérations de location de longue durée et aux opérations de crédit-bail ; adopté ; soutient son amendement n° 125 : amendement de conséquence ; adopté. **Article 6** *quater* (p. 12209) : soutient l'amendement n° 39 de la commission : amendement de conséquence ; adopté. **Article 6** *sexies* : soutient son amendement n° 89 rectifié : rédactionnel ; adopté. **Article 7** (p. 12210) : soutient l'amendement n° 40 de la commission : imposant à la taxe professionnelle les établissements produisant de l'électricité dès leur raccordement au réseau ; adopté ; soutient l'amendement n° 41 de la commission : suppression de l'assimilation des changements d'exploitant en cours d'année à une création d'établissement ; retiré. **Article 7** *bis* (p. 12211) : soutient son amendement n° 90 rectifié : mise à jour des anciennes bases avant le calcul de la valeur de référence de chaque contribuable ; adopté ; soutient l'amendement n° 42 de la commission : étalement dans le

temps des transferts de charge qui pourraient résulter du changement d'assiette ; retiré. **Article 8** (p. 12213) : nécessité d'une réforme d'ensemble de l'assiette de la taxe d'habitation allégeant la charge des plus démunis ; soutient l'amendement n° 43 de la commission : caractère obligatoire de l'abattement à la base de 15 % ; adopté ; soutient l'amendement n° 44 de la commission : abattement supplémentaire et facultatif de 15 % pour les contribuables non passibles de l'impôt sur le revenu et dont l'habitation principale a une valeur locative inférieure à 40 % de la moyenne communale ; adopté. **Article 9** (p. 12214) : soutient l'amendement n° 45 de la commission : taux de la taxe d'habitation perçue au profit des départements et des groupements ; adopté avec une rectification ; (p. 12215) : soutient l'amendement n° 46 de la commission : application à la taxe d'habitation perçue au profit des départements et groupements des abattements résultant des votes des conseils municipaux calculés sur la valeur locative moyenne de la commune ; adopté. **Article 10** *ter* (p. 12217) : s'oppose à l'amendement n° 86 du Gouvernement. **Article 10** *quater* (p. 12225) : soutient l'amendement n° 51 de la commission : rétablissement de l'article 10 *quater* déterminant le régime fiscal des terrains à bâtir situés en zone urbaine ; adopté avec modification. **Article 10** *quinquies* (p. 12227) : difficulté de mettre en œuvre l'article 10 *quinquies* dès janvier 1980. **Article 11 B** (p. 12228) : soutient l'amendement n° 53 de la commission : abaissement du seuil de fractionnement ; devient sans objet ; (p. 12229) : soutient l'amendement n° 54 de la commission : formel ; devient sans objet. **Article 13** (p. 12229) : soutient l'amendement n° 55 de la commission : rédactionnel ; adopté ; rappelle à l'Assemblée l'ensemble des dispositions adoptées : vote libre des taux, cotisation minimum ; (p. 12230) : institution d'un prélèvement de 2 % du produit de la taxe professionnelle affecté à la péréquation nationale ; écrêtement pour les établissements exceptionnels ; choix de la valeur ajoutée comme base d'imposition ; simulations ; plafonnement en 1979 à 6 % de la valeur ajoutée de la taxe professionnelle. **Commission mixte paritaire,** rapporteur de la commission mixte paritaire. **Discussion générale** [20 décembre 1979] (p. 12400) : accord réalisé par la CMP sur la fixation des taux des impôts directs locaux, sur la péréquation, sur le changement d'assiette de la taxe professionnelle. **Discussion des articles** [20 décembre 1979]. **Article premier A** (p. 12405) : problème du barrage de Villerest sur la Loire et la répartition des taxes professionnelles des centrales nucléaires du Loir-et-Cher ou d'Indre-et-Loire.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Première partie :*

Discussion des articles [20 octobre 1979]. **Article 13** (p. 8634) : son amendement n° 282 : maintien de l'exonération pour les GFA et les groupements forestiers ; adopté ; son amendement n° 283 soutenu par M. Rémy Montagne ; délai minimum de détention des parts de groupements forestiers ; devient sans objet.

Coopération, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [12 novembre 1979] (p. 9869) : situation économique et sociale restant préoccupante en Afrique malgré l'amélioration de la situation politique ; réconciliation au Tchad ; regrette que le budget de programme de la coopération n'ait pas été publié au moment du débat ; augmentation de 15 % de notre aide aux pays en voie de développement ; budget de la coopération ne retraçant pas toute l'aide publique au développement ; (p. 9870) : efficacité et dévouement de coopérants ; stabilité de leur nombre ; insuffisance de l'information du Parlement sur la recherche scientifique outre-mer ; 800 millions de francs pour notre soutien à l'administration des Etats et 580 millions pour notre concours à leur défense ; approbation par la commission de la politique africaine du Gouvernement ; renouvellement de la convention de Lomé. **Examen des crédits** [12 novembre 1979]. **Etat B - Titre IV** (p. 9881) : s'oppose à l'amendement n° 341 de M. Bernard Deschamps : suppression de l'aide militaire au Zaïre, au Tchad et à la République centrafricaine. **Après l'Article 77** (p. 9883) : s'oppose en son nom personnel à l'amendement n° 459 de M. Alain Vivien qui créée une certaine automaticité dans les attributions de concours financiers.

Transports. Examen des crédits [17 novembre]. **Article 56 précédemment réservé** (p. 10300) : soutient l'amendement n° 248 de la commission des finances précédemment réservé : suppression de l'article 56 ; rejeté ; insuffisance de la subvention de l'Etat pour le financement des routes nationales secondaires.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique africaine** (n° **1513**). **Discussion** [19 décembre 1979] (p. 12350) : politique française mettant en échec les tentatives de déstabilisation de l'Afrique ; (p. 12351) : stabilité de nombreux Etats en Afrique francophone ; problèmes de l'Afrique orientale et australe ; pas d'ingérence de la France dans les affaires intérieures des Etats ; interventions françaises en Afrique seulement à la demande des gouvernements africains ; difficultés économiques et sociales des pays africains ; (p. 12352) : importance de l'aide de la France aux pays

africains ; nécessité de faire relayer l'aide publique par des investissements privés.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Coopération, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. **Discussion générale** [7 novembre 1980] (p. 3743) : aggravation de l'écart entre les pays riches et les pays pauvres ; (p. 3744) : choc pétrolier non compensé par l'évolution des cours des matières premières ; accroissement général de la dette des pays en voie de développement ; lenteur de la croissance des pays africains ; croissance démographique ; pénurie alimentaire ; importance de l'aide publique au développement apportée par les Etats de l'OCDE ; faiblesse de l'aide des Etats communistes ; premier rang de l'aide française en Afrique ; progression du budget de la coopération ; réduction de l'aide à l'administration des Etats au profit de l'aide économique, culturelle et sociale ; coopérants civils ; augmentation des crédits de paiement de fonds d'aide et de coopération ; pause dans l'aide aux actions culturelles ; insuffisance de la présence radiophonique de la France ; action de formation ; aides aux investissements trop limités aux études de fonds ; (p. 3745) : développement de la recherche scientifique d'outre-mer ; tarifs aériens ; diminution des autorisations de programme, des fonds d'aide et de coopération ; rejet par la commission des finances des crédits du titre VI ; événements du Tchad. **Examen des crédits. Titre VI** (p. 3755) : amendement n° 18 rectifié de la commission des finances : réduction de crédits en vue d'obtenir l'augmentation des autorisations de programme du fonds d'aide et de coopération ; rejeté.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** (n° **2095**). **Première lecture. Discussion générale** [2 décembre 1980] (p. 4535) : succès de la dotation globale de fonctionnement indexée sur la TVA ; nécessité de majorer la progression des communes plafonnées ; (p. 4536) : nécessité d'une évolution plus lente vers l'équilibre au sein de la dotation de péréquation entre l'attribution « potentiel fiscal » et l'attribution « impôts sur les ménages » ; succès de la dotation minimale pour les communes défavorisées ; concours aux villes-centres défavorables aux villes moyennes ; croissance trop rapide de la dotation pour les communes touristiques ; souhaite que la dotation spéciale pour le logement des instituteurs ne soit pas prise sur la dotation globale de fonctionnement ; insuffisante croissance de la dotation globale de fonctionnement des départements ; son amendement tendant à permettre à l'Assemblée nationale et au Sénat de nommer des suppléants à leur représentant au comité des finances locales. **Discussion des articles** [2 décembre 1980]. **Après l'Article 4** (p. 4553) : s'oppose à l'amendement n° 19 de la commission des finances et approuve l'amendement n° 13 de la commission des lois ; (p. 4555) : lourdeur des charges des petites communes ; s'oppose au sous-amendement n° 36 de M. Claude Coulais à l'amendement n° 13 de la commission des lois. **Après l'Article 7** (p. 4557) : souhaite que la dotation spéciale des logements des instituteurs ne soit pas prélevée sur la dotation globale de fonctionnement. **Après l'Article 8** *bis* (p. 4558) : croissance excessive des dotations des communes touristiques. **Après l'Article 8** *ter* (p. 4562) : difficulté de procéder à l'inventaire prévu par l'amendement n° 37 du Gouvernement avant le 1er janvier 1982. **Après l'Article 10** (p. 4565) : évolution inquiétante des ressources fiscales des départements. **Après l'Article 13** (p. 4566) : son amendement n° 38 : la possibilité pour les députés et sénateurs membres du comité des finances locales d'avoir un suppléant ; adopté.

VUILLAUME (Roland)

Député du Doubs
(*3e circonscription*)
(*App. RPR*).

Elu le 30 novembre 1980.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 décembre 1980] (p. 4520).

S'apparente au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 5 décembre 1980] (p. 2862).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

W

WAGNER (Robert)

Député des Yvelines
(6e circonscription)
(RPR).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi adopté par le Sénat réglementant la publicité extérieure et les enseignes [26 octobre 1978] (p. 6773).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner :

1° le projet de loi, adopté par le Sénat, portant aménagement de la fiscalité directe locale (n° **689**) ;

2° le projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements (n° **706**) [*J.O.* du 23 novembre 1978] (p. 3932).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant aménagement de la fiscalité directe locale [*J.O.* du 20 décembre 1979] (p. 3208).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur (n° 15) [*J.O.* du 26 juin 1980] (p. 1585).

DÉPOTS

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1979** (n° **560**). — **Tome XXII : Postes et télécommunications** (n° **575**) [5 octobre 1978].

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° **1039**) **instituant l'agence de l'atmosphère et modifiant la loi n° 61-842 du 2 août 1961 relative à la lutte contre les pollutions atmosphériques et les odeurs** et la proposition de loi (n° **1355**) **tendant à créer à Metz une agence nationale contre la pollution de l'air** (n° **1466**) [6 décembre 1979].

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 1741), instituant **l'agence pour la qualité de l'air** et modifiant la loi n° 61-842 du 2 août 1961 relative à la **lutte contre les pollutions atmosphériques et les odeurs** (n° **1788**) [11 juin 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Reconstruction des collèges de type Binder** [28 novembre 1979] (p. 10819, 10820) : les mesures prises par la municipalité de Vélizy (isolation horizontale par laine minérale) ont limité les conséquences de l'incendie d'un CES de cette localité ; nécessité de démolir les CES de type Binder encore en service et d'assurer le financement de nouvelles constructions.

— **Indexation de certains contrats de prêts portant à la fois sur le capital et les intérêts** [4 juin 1980] (p. 1539).

• *question orale sans débat :*

— (n° **29673**) : **Transports maritimes pétroliers** [6 juin 1980] (p. 1628) : difficulté de la mise en jeu de la responsabilité des armateurs de navires ; (p. 1629) : possibilité d'agir sur les compagnies pétrolières par la mise en cause de leur responsabilité ; problème du transport maritime des matières nucléaires ; (p. 1630) : problème posé par l'entrée de la Grèce dans le marché commun.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Industrie. Discussion générale [20 octobre 1978] (p. 6457) : importance de la récupération des déchets : verre et papier ; travaux du comité français de l'isolation ; nécessité d'une action auprès de l'industrie du bâtiment pour favoriser les économies d'énergie.

Budget annexe des postes et télécommunications, rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges. **Discussion générale** [14 novembre 1978] (p. 7556) : déficit inadmissible du secteur des transports de la presse ; effort considérable réalisé en faveur du téléphone ; bataille des poteaux de bois contre les poteaux de fer ; problème de l'amélioration du téléphone à la Réunion ; dégradation de la situation de la poste ; nécessité d'un effort de recrutement ; avenir incertain des industries des télécommunications ; problème des stations de télécommande d'amateurs ; avis favorable de la commission de la production et des échanges.

— **Projet de loi relatif au régime des loyers en 1979** (n° **662**). **Première lecture. Discussion des articles** [23 novembre 1978]. **Article 6** (p. 8247) : amendement n° 1 : inapplication du texte aux loyers, redevances et indemnités concernant les logements des sociétés d'économie mixte immobilières ; retiré. **Après l'Article 6** (p. 8248) : soutient l'amendement n° 7 de M. Julien Schvartz : répartition entre propriétaires et locataires des diminutions de factures de chauffage résultant de la réalisation d'investissements économisant l'énergie ; (p. 8249) : amendement n° 7 ; retiré.

— **Projet de loi modifiant le code des communes et relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** (n° **706**). **Première lecture. Discussion générale** [12 décembre 1978] (p. 9265) : diminution des ressources des communes ayant réussi à accroître leur potentiel fiscal à la suite de ce texte ; (p. 9266) : nécessité de garantir aux communes une majoration de 10 % ; souhaite l'indexation de la dotation globale sur le plan d'accroissement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ; disparités existantes entre les différents départements et les régions. **Discussion des articles** [13 décembre 1978]. **Article 15** (p. 9377) : son amendement n° 134 : limitation de l'application de l'article 15 à l'année 1979 ; son amendement n° 135 : taux de progression fixé à 110 % ; le taux de 108 % avancé par le Gouvernement n'est qu'une moyenne et permet une diminution des ressources de certaines communes par rapport à 1978 ; (p. 9379) : amendement n°s 134 et 135 rejetés ; son amendement n° 136 : suppression du cinquième alinéa de l'article 15 ; devenu sans objet du fait du rejet des amendements n°s 134 et 135.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur** (n° **15**). **Première lecture. Discussion générale** [5 avril 1979] (p. 2324) : utilisation du pétrole importé à 40 % pour le chauffage des bâtiments ; nécessité de développer les transports en commun, notamment par voie ferrée ; non-réalisation de la prolongation de la ligne n° 13 jusqu'à Vélizy. **Discussion des articles** [11 avril 1979]. **Après l'Article 15** (p. 2542) : projet de loi sur la répartition des gains procurés par les investissements économisant l'énergie. **Seconde délibération du projet de loi** [9 mai 1979]. **Article premier** *bis* (p. 3561) : propose un sous-amendement à l'amendement n° 3 du Gouvernement : fixation du prix de la chaleur produite par les unités thermiques exploitées par EDF à la sortie de chaque unité, conformément aux directives du Gouvernement déterminées par voie réglementaire ; adopté ; (p. 3562) : approuve l'amendement n° 2 de la commission. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [22 mai 1980]. **Article 15** *ter* (p. 1220) : isolation thermique des logements ; comité français de l'isolation.

— **Projet de loi relatif aux matières nucléaires** (n° **897**). **Première lecture. Discussion des articles** [26 avril 1979]. **Avant l'Article 2** (p. 3140) : soutient son amendement n° 25 rectifié : consultant la nullité au regard de la République française de l'acte dit « Délibération de la Cour de justice des communautés européennes du 14 novembre 1978 » ; retiré et repris par M. Roger Gouhier, puis rejeté par scrutin public. **Article 2** (p. 3143) : demande un scrutin public au nom du groupe RPR sur l'amendement n° 5 de M. Jean Foyer : possibilité de subordonner à des conditions relatives à l'utilisation ultérieure des matières nucléaires, l'autorisation de toute exportation ; adopté.

— **Rappel au règlement** [16 mai 1979] (p. 3858) : demande une suspension de séance pour que le Gouvernement expose les simulations qu'il a l'intention de faire réaliser.

— **Projet de loi portant aménagement de la fiscalité directe locale** (n° **689**). **Première lecture. Discussion des articles** [9 octobre 1979]. **Article 7** *(suite)* (p. 7956) : souhaite que l'exonération prévue par l'amendement n° 326 s'applique dès 1979.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Transports. Examen des crédits [23 octobre 1979]. **Etat B - Titre IV** (p. 8841) : approuve l'amendement n° 340 de M. Gilbert Gantier prévoyant une réduction des crédits affectés à la contribution de l'Etat aux transports publics parisiens.

Budget annexe des postes et télécommunications. Discussion générale [9 novembre 1979] (p. 9784) : problème de l'emploi dans l'industrie des télécommunications ; sécurité des agents des PTT ; système Télétel.

— **Projet de loi instituant l'agence de l'atmosphère et modifiant la loi n° 61-842 du 2 août 1961 relative à la lutte contre les pollutions atmosphériques et les odeurs** (n° **1039**). **Première lecture,** rapporteur de la commission de la production et des échanges. **Discussion générale** [18 décembre 1979] (p. 12235) : adoption par la commission d'amendements inspirés par une proposition de loi de M. Jean-Louis Masson, tendant à créer une agence nationale contre la pollution de l'air ; nécessité de compléter, par la création d'un établissement public, l'action de la sous-direction des problèmes de l'atmosphère au ministère de l'environnement ; composition du conseil d'administration, ressources et siège de l'agence ; (p. 12236) : propositions de la commission : dénomination d'agence pour la qualité de l'air, statut d'établissement public à caractère industriel et commercial, composition et financement de l'agence ; adoption par la commission d'un article additionnel permettant aux communes d'imposer le raccordement à un réseau de distribution de chaleur existant pour les installations de chauffage excédant 120 kilowatts-heure. **Discussion de l'article unique** [18 décembre 1979]. **Article unique** (p. 12243) : soutient l'amendement n° 1 de la commission : substituant à la dénomination « agence de l'atmosphère » la dénomination « agence pour la qualité de l'air » ; adopté ; soutient l'amendement n° 2 de la commission : conférant à l'agence un caractère industriel et commercial ; réservé puis adopté ; soutient l'amendement n° 3 de la commission : précisant que l'agence peut faire construire tous ouvrages se rapportant à sa compétence ; retiré ; (p. 12244) : soutient l'amendement n° 4 de la commission : composition du conseil d'administration de l'agence ; adopté ; précise que l'amendement n° 4 prévoit pour l'agence une composition analogue à celle de l'agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets ; (p. 12245) : approuve l'amendement n° 11 rectifié de M. Jean Auroux ; (p. 12246) : souhaite que le ministre confirme qu'il n'existera aucun lien entre le conventionnement et les subventions accordées par l'agence de l'atmosphère ; soutient l'amendement n° 10 de la commission : précisant que l'énumération des ressources figurant dans le projet n'a pas un caractère limitatif ; adopté ; soutient l'amendement n° 5 de la commission : possibilité pour l'agence de percevoir des redevances pour services rendus ; adopté. **Après l'Article unique** (p. 12247) : soutient l'amendement n° 7 de la commission : donnant aux communes la possibilité d'imposer le rattachement à un réseau de distribution de chaleur de toute installation de chauffage d'une puissance supérieure à 120 kilowatts ; retiré ; (p. 12248) : retire l'amendement n° 8 rectifié de la commission. **Article unique** *(suite)* : retire l'amendement n° 6 de la commission précédemment réservé. **Titre** : soutient l'amendement n° 9 de la commission : conséquence de l'amendement n° 1 ; adopté. **Deuxième lecture,** rapporteur de la commission de la production et des échanges. **Discussion générale** [24 juin 1980] (p. 2228) : représentation des collectivités locales et des associations ; possibilités pour l'agence de percevoir des taxes parafiscales. **Discussion de l'article unique. Article unique** (p. 2229) : amendement n° 1 de la commission : représentation des associations ; adopté ; (p. 2230) : amendement n° 2 de la commission ; formel ; adopté.

WARGNIES (Claude)

Député du Nord
(17e circonscription)
(C).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 23 octobre 1980] (p. 2467).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 23 octobre 1980] (p. 2467), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Représentant suppléant à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [17 mai 1978] (p. 1775).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage [*J.O.* du 17 mars 1979] (p. 621).

Membre de la commission d'enquête sur l'industrie textile [*J.O.* du 18 décembre 1980] (p. 2982).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à assurer **l'accès du public aux documents administratifs** et l'information des consommateurs (n° **440**) [22 juin 1978].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Grève à la société Vallourec à Solesmes** [23 mai 1979] (p. 4129) : décision des dirigeants de ce groupe de diminuer le nombre de jours de travail sans garantie conventionnelle de chômage pour le personnel ; licenciements annoncés ; grève des travailleurs ; le préfet n'ayant pas répondu aux demandes d'intervention, que compte faire le Gouvernement ?

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public** (n° 9). **Première lecture. Discussion générale** [25 avril 1978] (p. 1332) : la suppression par le projet de l'article L 122-39 du code du travail affirmant l'illicéité des amendes patronales ; la nouvelle rédaction de l'article L 122-39 proposée par le groupe communiste ; son hostilité à l'article 22 du projet.

— **Projet de loi portant modification des dispositions du titre premier du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes** (n° **321**). **Première lecture. Discussion générale** [2 octobre 1978] (p. 5434) : contexte de crise économique dans lequel s'inscrit la réforme des conseils de prud'hommes ; (p. 5435) : objectif du projet : rompre l'équilibre entre les salariés et les employeurs au profit du patronat ; dégradation de la situation des conseils de prud'hommes ; caractère désuet du mode d'élection des conseillers ; non-généralisation géographique et professionnelle de la compétence prud'homale ; lenteur de la justice due à la faiblesse de ses moyens ; non-prise en compte par le projet des revendications syndicales concernant les prud'hommes ; (p. 5436) : dénonce l'application de la représentation proportionnelle aux élections prud'homales sans monopole de présentation des candidats pour les syndicats représentatifs ; création d'un collège des cadres portant atteinte à la règle de la parité ; dénonce la jurisprudence refusant la compétence des prud'hommes sur le contentieux du droit de licenciement pour motifs économiques ; (p. 5437) : insuffisante protection des conseillers contre les licenciements ; nécessité d'un statut des personnels de secrétariat. **Discussion des articles** [5 octobre 1978]. **Article premier : Article L 512-8 du code du travail** (p. 5620) : son amendement n° 6 : répartition des affaires entre les chambres ; sans objet. **Article premier : Article L 513-3 du code du travail** (p. 5631) : son amendement n° 11 soutenu par M. Guy Ducoloné : abaissement de l'âge d'éligibilité à 21 ans ; adopté ; son amendement n° 12 : ouverture de l'éligibilité à des personnes non inscrites ; rejeté. **Article premier : Article L 514-5 du code du travail** (p. 5663) : son amendement n° 22 soutenu par M. Guy Ducoloné : en cas de dissolution d'un conseil de prud'hommes, compétence temporaire du tribunal d'instance du lieu de travail ; rejeté.

— **Discussion de la motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution par soixante députés du groupe socialiste le 2 octobre 1978** [4 octobre

1978] (p. 5571) : 1.156.700 demandeurs d'emploi officiellement inscrits ; augmentation des profits des sociétés multinationales ; (p. 5572) : industrie textile française dominée par quelques groupes ayant choisi de développer leur production à l'étranger et stoppant tout effort d'investissement en France ; exploitation de la main-d'œuvre du textile allant de pair avec la liquidation de l'outil de travail ; politique des groupes Prouvost ; Agache-Willot ; DMC ; Pricel ; Rhône-Poulenc ; condition scandaleuse du rachat du groupe Boussac par le groupe Willot facilitée par le Gouvernement ; nécessité de protéger l'industrie textile française vis-à-vis de l'étranger.

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique agricole et débat sur cette déclaration** (n° 790). **Discussion** [14 décembre 1978] (p. 9452) : liquidation d'une partie de l'agriculture française conformément aux objectifs définis à Bruxelles ; situation défavorisée des salariés de l'agriculture par rapport à ceux de l'industrie en matière de durée du travail, d'accidents et de droits sociaux.

— **Projet de loi relatif à l'aide aux travailleurs privés d'emploi** (n° 795). **Première lecture. Discussion générale** [21 décembre 1978] (p. 9831) : licenciement dans le Valenciennois ; refus de la nationalisation par le Gouvernement ; application des décisions prises à Bruxelles par la CEE par les sociétés sidérurgiques ; (p. 9832) : rapport Davignon ; réalisation de l'Europe du grand capital ; possibilité de lutter contre le chômage par une politique de relance économique et de la consommation populaire ; son hostilité à l'élargissement du marché commun.

— **Rappel au règlement** [15 mars 1979] (p. 1655, 1656) : responsabilité du Gouvernement dans l'agression des forces de police contre les travailleurs d'Usinor dans le Nord ; violences exercées contre des élus communistes.

— **Proposition de loi tendant à modifier les dispositions de la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relatives au droit de grève au sein du service public de la radiodiffusion-télévision française** (n° 941). **Première lecture. Discussion générale** [26 avril 1979] (p. 3176) : répression des manifestations à Denain ; mise en pièces du droit de grève ; licenciement d'élus syndicaux ; action en justice du patronat contre les syndicats ; mise en cause de l'organisation syndicale sur les lieux de travail ; développement des contrats de travail à durée déterminée pour limiter les avantages et droits acquis des personnels permanents ; son hostilité à l'encouragement des licenciements dans le cas des difficultés de l'entreprise.

— **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers et portant création de l'Office national d'immigration** (n° 922). **Première lecture. Discussion générale** [29 mai 1979] (p. 4235) : **oppose la question préalable** ; élaboration par le Gouvernement d'un ensemble de textes anti-immigrés ; projet contraire à la Constitution et aux droits de l'homme ; exemple de l'article 3 qui légalise la pratique de l'internement administratif ; (p. 4236) : projet contraire aux articles 66 et 55 de la Constitution ; imprécision des conditions exigées pour refuser à un étranger l'entrée du territoire français ; élargissement des conditions d'expulsion ; pouvoir exorbitant donné à l'administration d'exécuter d'office ses décisions de refoulement ; (p. 4237) : question préalable rejetée par scrutin public. **Discussion des articles** [29 mai 1979]. **Après l'Article 3 précédemment réservé** (p. 4265) : soutient son amendement n° 1 : interdiction des internements administratifs ; rejeté par scrutin public.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1979** (n° 1397). **Discussion générale** [3 décembre 1979] (p.11118) : déficit des finances publiques ; inflation des prix et perte du pouvoir d'achat des salaires ; politique systématique de pillage des fonds publics ; absence de relance ; importance des importations de produits sidérurgiques ; dix milliards de francs d'économie possible si une réelle politique sidérurgique est mise en œuvre ; soutien au redéploiement des monopoles ; (p. 11119) : aggravation du déficit du budget de l'Etat ; recours massif au marché financier ; augmentation des taux d'intérêt ; accélération de l'inflation par le recours massif à l'épargne monétaire.

— **Projet de loi d'orientation agricole** (n° 1041). **Première lecture. Discussion des articles** [15 décembre 1979]. **Avant l'article 22** *(suite)* (p. 12062) : soutient le sous-amendement n° 173 de M. André Lajoinie à l'amendement n° 58 corrigé de la commission : information du demandeur sur la situation personnelle du preneur en place ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° 1933). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Industrie. Discussion générale [13 novembre 1980] (p. 3820) : profits n'entraînant ni l'investissement ni la création d'emplois ; crise de la sidérurgie et du textile ; insuffisance des rémunérations ; (p. 3821) : propositions communistes en matière d'emplois.

WEISENHORN (Pierre)

Député du Haut-Rhin
(3e circonscription)
(RPR).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1510).

Contestation de son élection [3 avril 1978] (p. 1103).

Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [11 mai 1978] (p. 1626-1627).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 7 avril 1978] (p. 1589), [*J.O.* du 4 avril 1979] (p. 772), [*J.O.* du 4 avril 1980] (p. 857), [*J.O.* du 5 avril 1981] (p. 962).

Membre du comité national interprofessionnel pour les économies d'énergie [15 juin 1978] (p. 3007) [16 juin 1978] (p. 3080).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la Compagnie nationale du Rhône [*J.O.* du 21 décembre 1979] (p. 3220).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 21 décembre 1979] (p. 3220).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur (n° **15**) [*J.O.* du 26 juin 1980] (p. 1585).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 26 juin 1980] (p. 1585).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1981 (n° **1933**) (Environnement et cadre de vie : logement et architecture) [9 octobre 1980] (p. 2650).

Membre de la commission d'enquête sur l'industrie textile [*J.O.* du 18 décembre 1980] (p. 2982).

DEPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° **15**) relatif aux **économies d'énergie** et à l'utilisation de la chaleur (n° **394**) [15 juin 1978].

— **Proposition de loi** tendant à modifier les conditions de présentation des candidats à l'élection des **conseillers municipaux** dans les **communes de 30.000 habitants au plus** (n° **425**) [22 juin 1978].

— **Proposition de loi** tendant à réglementer les **réseaux de distribution d'eau chaude récupérée** (n° **426**) [22 juin 1978].

— **Proposition de loi** tendant à faire bénéficier les **Alsaciens-Lorrains évadés** pour se soustraire à l'incorporation de force dans l'armée allemande ou déserteurs de celle-ci après incorporation de force des dispositions de la **loi n° 73-1051** du 21 novembre 1973 (n° **427**) [22 juin 1978].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1979** (n° **560**). — **Tome VIII : Environnement et cadre de vie - Logement** (n° **575**) [5 octobre 1978].

— **Rapport d'information,** déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission de la production et des échanges, sur la **protection du Bas-Rhin contre la pollution** par les chlorures (n° **690**) [16 novembre 1978].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° **1290**). — **Tome IX : Environnement et cadre de vie - Logement** (n° **1297**) [2 octobre 1979].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° **1560**). — **Tome IX : Environnement et cadre de vie - Logement** (n° **1567**) [9 janvier 1980].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° **1693**) relatif aux **économies d'énergie** et à l'utilisation de la **chaleur** (n° **1719**) [14 mai 1980].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux **économies d'énergie** et à l'utilisation de la **chaleur** (n° **1859**) [25 juin 1980].

— **Avis** présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de

loi de finances pour 1981 (n° **1933**). **Tome X : Environnement et cadre de vie - Logement et architecture** (n° **1981**) [9 octobre 1980].

— **Rapport d'information,** déposé en application de l'article 145 du Règlement par la commission de la production et des échanges, sur les **problèmes énergétiques de l'Italie** à la suite d'une mission effectuée dans ce pays du 31 août au 11 septembre 1980 (n° **2230**) [19 décembre 1980].

— **Rapport d'information** déposé en application de l'article 145 du Règlement par la commission de la production et des échanges, sur le développement économique du **Nigeria** et l'évolution des échanges franco-nigérians (n° **2304**) [3 avril 1981].

INTERVENTIONS

— **Economies d'énergie et utilisation de la chaleur pour le chauffage des locaux. Première lecture,** rapporteur de la commission de la production et des échanges. **Commission élargie** [10 mai 1978] (p. 1575) : l'insuffisance de l'effort d'EDF pour maximiser le rendement énergétique de ses centrales ; la nécessité d'étendre la mission d'EDF ; (p. 1576) : la production combinée d'électricité et de chaleur prônée par la communauté européenne ; (p. 1580) : le prix du transport de la chaleur ; (p. 1581) : les centrales électrocalogènes et l'aménagement du territoire ; [31 mai 1978] (p. 2326) : demande des exemples de villes où existerait l'obligation de raccordement au réseau de chauffage urbain ; (p. 2328) : questions : utilité de l'obligation de raccordement au réseau urbain, nature des liens entre la production de chaleur et d'électricité et le gestionnaire du réseau de distribution, montant des aides attribuées au réseau de chauffage urbain par rapport aux investissements et au coût de fonctionnement, rentabilité du réseau et coût de livraison de la chaleur aux particuliers par rapport à celui des autres énergies ; (p. 2329) : rendement des centrales allemandes très inférieur au rendement des centrales d'EDF.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative à la protection du Rhin contre la pollution par les chlorures, ensemble deux annexes, signée à Bonn le 3 décembre 1976** (n° **12**). **Première lecture. Discussion générale** [18 mai 1978] (p. 1802) : la convention relative à la protection du Rhin contre la pollution par les chlorures signée à Bonn le 3 décembre 1976 ; la nécessité de diminuer la salinité du Rhin ; la nécessité de préserver les emplois dans les mines de potasse d'Alsace ; la sensibilisation des populations du Haut-Rhin aux problèmes de l'enfouissement des chlorures en couches profondes ; le problème du bassin de la Doller ; (p. 1803) : les dangers de l'injection de saumures dans le sous-sol ; les autres solutions au problème des résidus salés ; l'absence de consultation de la commission de la production et des échanges ; réserve son vote sur le projet ; (p. 1805) : demande le renvoi du projet de loi devant la commission de la production et des échanges pour étude et avis.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Anciens combattants. Discussion générale [24 octobre 1978] (p. 6505) : problèmes de l'indemnisation des Alsaciens et Lorrains incorporés de force dans l'armée allemande ; souhaite l'indemnisation globale de tout le monde résistant et combattant alsacien et lorrain.

Environnement et cadre de vie. — II. **Cadre de vie et logement,** rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges, pour le logement. **Discussion générale** [25 octobre 1978] (p. 6659) : entrée en vigueur intégrale de la réforme de l'aide au logement en 1979 ; hausse de 58 % des dépenses consacrées à l'aide à la personne ; retard dans la mise en place de l'APL ; souhaite l'attribution automatique de l'APL aux occupants de logements sociaux existants ; insuffisance du programme des constructions neuves ; baisse du secteur locatif ; nécessité du renforcement des moyens affectés au contrôle de conformité au règlement de construction ; (p. 6660) : effort en faveur de l'amélioration de l'habitat.

Agriculture. — **BAPSA. Discussion générale** [8 novembre 1978] (p. 7246) : importance des dégâts causés aux forêts de l'est de la France par les chutes de neige de 1978 ; nécessité d'une intervention massive du fonds forestier national insuffisamment doté dans le budget ; pas de fonds de calamités en matière forestière.

Transports. — V. **Routes, ports et voies navigables. Discussion générale** [9 novembre 1978] (p. 7322) : insuffisance des crédits affectés à la réalisation de l'axe mer du Nord-Méditerranée ; gain de temps et économie d'énergie obtenue grâce à cette liaison ; nécessité d'une participation des partenaires européens. **Examen des crédits** [9 novembre 1978]. **Etat C - Titre V** (p. 7328) : son avis favorable sur l'amendement n° 306 de la commission de la production et des échanges ; insuffisance criante de la dotation affectée aux voies navigables ; problème de la réalisation de la liaison mer du Nord-Méditerranée.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur** (n° **15**). **Première lecture. Discussion générale** [4 avril 1979] (p. 2222) : retard avec lequel l'Assemblée nationale aborde le problème de la récupération de la chaleur perdue par les installations industrielles et les centrales électriques ; nécessité de dépasser les économies d'énergie réalisées spontanément sous l'effet de la hausse des prix ; (p. 2223) : propose la création d'une taxe sur les consommations énergétiques ; nécessité de développer les réseaux de chauffage urbain collectif ; possibilité d'accroître le rendement énergétique des installations combinées de production de chaleur et d'électricité ; problème du prix de l'eau chaude distribuée et de l'instauration d'une obligation de raccordement ; (p. 2224) : nécessité de revoir la loi de 1945 portant nationalisation d'EDF pour permettre aux collectivités locales de faire construire des équipements de production de chaleur ; dépassement nécessaire de la mission électricienne de l'EDF ; opposition d'EDF à l'établissement d'une politique des réseaux de chaleur par les pouvoirs publics ; (p. 2225) : décentralisation nécessaire de la politique énergétique. **Première lecture,** rapporteur de la commission de la production et des échanges. **Discussion des articles** [10 avril 1979] : **Avant le Titre premier** (p. 2451) : soutient l'amendement n° 32 de la commission : établissement d'une taxe sur les consommations d'énergie primaire ; nécessité de dégager des ressources pour financer les économies d'énergie ; rejeté ; (p. 2457) : amendement n° 33 de la commission ; réservé. **Article premier :** soutient l'amendement n° 133 de la commission : détermination de la carte de la chaleur, obligation pour les industriels de mettre la chaleur résiduelle de leurs installations à la disposition des collectivités publiques ; conditions de détermination du prix de cette chaleur ; adopté. **Après l'Article premier** (p. 2460) : soutient l'amendement n° 41 de la commission : élargissement de la mission d'EDF, production combinée d'électricité et de chaleur ; adopté ; (p. 2462) : son sous-amendement n° 135 à l'amendement n° 41 de la commission : obligation pour EDF de procéder à une étude sur l'utilisation des rejets thermiques avant la construction de nouvelles centrales ; adopté ; (p. 2463) : soutient l'amendement n° 42 corrigé de la commission : modification de l'article 8 de la loi de 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, statut des centrales électrocalogènes ; rejeté ; soutient le sous-amendement n° 136 à l'amendement n° 42 corrigé : gestion des centrales nucléaires par le CEA et EDF ; adopté ; (p. 2465) : soutient son sous-amendement n° 142 à l'amendement n° 116 corrigé du Gouvernement : suppression de la limitation des possibilités de dérogation au monopole d'EDF au seul réseau classé ; adopté ; (p. 2473) : soutient l'amendement n° 43 de la commission : fixation du prix de vente de la chaleur produite par les unités thermiques d'EDF dans les mêmes conditions que le prix de l'électricité ; rejeté ; s'oppose à l'amendement n° 82 du Gouvernement proposant de fixer le prix de revient de la chaleur d'EDF grâce à des tarifs à la sortie de chaque unité ; (p. 2474) : soutient son sous-amendement n° 138 : fixation du prix de vente de la chaleur produite par les unités thermiques d'EDF par le ministre chargé de l'énergie ; rejeté ; soutient l'amendement n° 44 de la commission : interdisant de désaffecter les unités de production de chaleur raccordées à un réseau de distribution sans que la continuation de l'approvisionnement ait été assurée ; adopté. **Titre premier** (p. 2475) : soutient l'amendement n° 37 de la commission : modification du libellé du titre premier ; adopté. **Article 2** (p. 2475) : soutient l'amendement n° 46 de la commission : assignant un but d'intérêt général : utilisation rationnelle des ressources énergétiques, au classement des réseaux de distribution de chaleur ; adopté ; soutient l'amendement n° 47 de la commission : obligeant la collectivité locale qui demande le classement d'un réseau à présenter un compte financier équilibré ; adopté ; soutient l'amendement n° 48 de la commission : limitant le contenu du décret de classement à la précision de la zone de desserte du réseau ; adopté avec une rectification formelle ; soutient l'amendement n° 49 de la commission : coordination dans la zone de desserte du réseau entre le plan de développement du réseau et la politique commerciale des établissements publics nationaux du secteur de l'énergie ; adopté. **Article 3** (p. 2477) : soutient l'amendement n° 50 de la commission : définition par la collectivité locale bénéficiaire du classement de périmètres de développement prioritaire ; adopté. **Article 4** (p. 2478) : soutient l'amendement n° 51 de la commission : obligation de raccordement, possibilité de dérogation pour les installations thermiques du secteur industriel excédant un niveau de puissance de 1.200 kW et pour les installations utilisant des sources d'énergie locale ou des sources d'énergie non fossiles ; adopté avec modification ; soutient son sous-amendement n° 139 à l'amendement n° 51 de la commission : conditions dans lesquelles une dérogation à l'obligation de raccordement peut être refusée ; adopté. **Article 5** (p. 2480) : soutient l'amendement n° 52 de la commission : suppression de l'article 5 ; adopté. **Article 6 :** retire l'amendement n° 53 de la commission : suppression de l'article 6 ; approuve l'amendement n° 118 rectifié de M. Maurice Cornette : application

des dispositions de l'article 4 aux installations existantes de chauffage utilisant l'eau chaude comme vecteur énergétique. **Article 8** (p. 2482) : soutient l'amendement n° 55 de la commission : suppression de l'article 8; adopté; [11 avril 1979] : **Article 9** (p. 2533) : soutient l'amendement n° 56 rectifié de la commission : de coordination ; adopté. **Avant l'Article 2** (*suite*) : soutient l'amendement n° 45 de la commission précédemment réservé : formel ; adopté. **Article 11** (p. 2534) : soutient l'amendement n° 1 de la commission : déclaration d'intérêt général par arrêté préfectoral pour les réseaux les moins importants ou les réseaux classés ; adopté ; (p. 2535) : soutient l'amendement n° 2 de la commission : obligations d'intérêt général imposées aux transporteurs ou distributeurs ; adopté ; soutient l'amendement n° 3 de la commission : obligations relatives au tracé, à la construction ou à la dimension des canalisations mises à la charge du transporteur ou du distributeur : adopté. **Après l'Article 11** : soutient l'amendement n° 4 de la commission : reconnaissant le caractère de travaux publics aux travaux relatifs aux ouvrages dont la construction a été déclarée d'intérêt général ; adopté. **Article 12** (p. 2536) : soutient l'amendement n° 5 de la commission : précisant que l'approbation du tracé et la recherche de l'accord amiable postérieures à la déclaration d'intérêt général et que l'établissement des servitudes résultent d'une décision administrative ; adopté avec modification ; soutient l'amendement n° 6 de la commission : conditions de réalisation des canalisations ; adopté ; soutient l'amendement n° 7 de la commission : réduisant à quinze mètres la largeur de la bande grevée de la servitude d'accès ; adopté ; soutient l'amendement n° 8 de la commission : droit de l'exploitant en ce qui concerne l'essartage ; adopté ; soutient l'amendement n° 9 de la commission : conséquences de l'amendement n° 5 ; adopté ; (p. 2537) : soutient l'amendement n° 10 de la commission : obligation de remise en état des lieux pesant sur l'exploitant ; adopté ; soutient l'amendement n° 11 de la commission : remise en état des lieux par l'exploitant dans les plus brefs délais ; adopté. **Après l'Article 13** : soutient l'amendement n° 12 de la commission : publicité des servitudes d'occupation et de passage ; adopté ; soutient l'amendement n° 13 de la commission : indemnisation préalable du préjudice causé par les servitudes ; adopté. **Article 14** (p. 2538) : soutient l'amendement n° 14 de la commission : procédure applicable à la fixation des indemnités par référence aux droits des expropriations ; causes des préjudices indemnisables ; droits pour le propriétaire de requérir à tout moment l'acquisition des terrains lorsqu'un permis de construire est refusé en raison de l'existence de la servitude ; adopté avec modification. **Article 15** : soutient l'amendement n° 15 de la commission : conditions de la notification de l'acte administratif établissant les servitudes lorsque le propriétaire ou son domicile sont inconnus ; adopté ; soutient l'amendement n° 16 de la commission : amendement de conséquence ; adopté. **Après l'Article 15** (p. 2539) : retire l'amendement n° 18 de la commission : application au stockage souterrain de chaleur des dispositions relatives au stockage souterrain de gaz ; soutient le sous-amendement n° 130 de la commission à l'amendement n° 88 du Gouvernement : rapport entre l'exploitant d'un stockage de chaleur et les propriétaires de terrains ; retiré ; soutient les sous-amendements n° 131 et n° 132 de la commission à l'amendement n° 88 du Gouvernement : de conséquence ; adoptés ; (p. 2540) : déclare sans objet l'amendement n° 19 de la commission : conséquence de l'amendement n° 18 ; soutient l'amendement n° 17 précédemment réservé de la commission : de conséquence ; adopté ; retire l'amendement n° 21 de la commission : possibilité pour les régies de distribution de chaleur d'opter pour l'assujettissement à la TVA ; souhaite que le Gouvernement précise que toutes les opérations visées par le projet de loi sont soumises de plein droit à la TVA lorsqu'elles sont réalisées par des personnes morales de droit public ; soutient l'amendement n° 22 de la commission : amendement à la loi du 29 octobre 1974 modifiée sur les contrats de chauffage ; adopté ; problème rencontré par les sociétés promouvant la géothermie ; (p. 2541) : soutient l'amendement n° 31 rectifié de la commission : modification de l'article 3 *bis* de la loi du 29 octobre 1974 sur les contrats de chauffage ; retiré ; soutient l'amendement n° 23 de la commission : répartition entre propriétaires et locataires des gains procurés par les investissements économisant l'énergie ; rejeté ; (p. 2542) : économies d'énergie devant se traduire partiellement par un allégement des charges des locataires. **Après l'Article 15** (p. 2543) : soutient l'amendement n° 24 corrigé de la commission : priorité donnée à la régénération des huiles usées ; adopté ; (p. 2544) : propose une modification des dispositions de l'amendement n° 24 relative à la priorité de la récupération des huiles usées par rapport à la combustion ; (p. 2545) : propose un sous-amendement atténuant le caractère contraignant à la priorité donnée au recyclage des huiles usées ; adopté ; amendement n° 20 précédemment réservé de la commission : modification formelle ; adopté. **Article 16** (p. 2546) : soutient l'amendement n° 25 de la commission : principe d'interdiction des publicités favorisant l'accroissement de la consommation d'énergie ; adopté. **Article 17** : soutient

l'amendement n° 26 de la commission : limitation des obligations des fournisseurs d'appareils consommant de l'énergie ; adopté ; [17 avril 1979] : **Avant le Titre premier** *(suite)* (p. 2645) : amendement n° 33 de la commission : institution d'un nouveau titre ; réservé ; [9 mai 1979] : **Avant le Titre premier** *(suite)* (p. 3554) : avis favorable de la commission sur l'amendement n° 75 de M. Claude Labbé ; nécessité de doter le Parlement des moyens de pratiquer dans le domaine énergétique des expertises contradictoires ; (p. 3558) : soutient l'amendement n° 33 de la commission précédemment réservé : amendement de conséquence ; adopté. **Seconde délibération du projet de loi. Article premier** *bis* (p. 3559) : soutient l'amendement n° 1 de la commission : fixation du prix de la chaleur vendue par EDF, cas par cas, par arrêté du ministre chargé de l'énergie ; retiré ; (p. 3560) : critères économiques déterminant le coût de la chaleur différents de ceux qui prédéterminent le prix de l'électricité ; (p. 3561) : accepte à titre personnel l'amendement n° 3 du Gouvernement modifié par le sous-amendement de M. Robert Wagner et retire l'amendement n° 1 de la commission. **Article 15** *ter* : soutient l'amendement n° 2 de la commission : partage entre propriétaire et locataire des gains obtenus par économie d'énergie ; adopté ; (p. 3562) : disposition en apparence défavorable aux locataires mais permettant à ceux-ci de bénéficier d'une diminution réelle de leurs charges de chauffage.

Deuxième lecture, rapporteur de la commission de la production et des échanges. **Discussion générale** [22 mai 1980] (p. 1198) : réseaux de chauffage urbain facilitant le redéploiement énergétique permettant d'économiser l'énergie ; centrales électrocalogènes ; modalités de fixation du tarif de la chaleur vendue par EDF et par les Charbonnages de France ; (p. 1199) : comité d'évaluation des choix énergétiques ; réglementation de la petite hydraulique ; création de sociétés de crédit-bail mobilier et immobilier dans le domaine de l'énergie. **Discussion des articles. Article premier** *bis* (p. 1216) : soutient l'amendement n° 3 de la commission : mission d'EDF ; adopté. **Article premier** *quater* (p. 1218) : soutient l'amendement n° 4 de la commission : continuité d'approvisionnement ; adopté. **Article 2** (p. 1219) : soutient l'amendement n° 5 de la commission : coordination entre le plan de développement d'un réseau classé et les politiques commerciales des établissements publics nationaux du secteur de l'énergie ; adopté. **Article 4** (p. 1219) : soutient l'amendement n° 6 de la commission : seuil de raccordement obligatoire des installations nouvelles ; adopté. **Article 11** (p. 1220) : soutient l'amendement n° 7 de la commission : délimitation du champ d'application du titre II ; adopté ; soutient l'amendement n° 8 de la commission : conditions de la déclaration d'intérêt général par arrêté préfectoral ; adopté. **Article 15** *ter* (p. 1221) : soutient l'amendement n° 9 corrigé de la commission : répartition entre propriétaire et locataire des dépenses d'investissement afférentes à la réalisation de réseaux de distribution de chaleur destinés au chauffage ; adopté. **Article 15** *sexies* (p. 1222) : soutient l'amendement n° 10 de la commission : suppression de l'article 15 *sexies* : réservé jusqu'après l'examen de l'article 15 *octies*. **Article 15** *septies* (p. 1226) : son amendement n° 32 : rédactionnel ; adopté ; soutient l'amendement n° 12 de la commission : cas d'interdiction des autorisations ; rejeté ; protection des poissons migrateurs ; plans saumons ; (p. 1227) : soutient l'amendement n° 13 de la commission : substitution de la notion de seuil à la notion de puissance maximum brute ; adopté ; soutient l'amendement n° 14 de la commission : maintien de la notion de tarif préférentiel d'électricité ; adopté. **Article 15** *octies* (p. 1229) : soutient l'amendement n° 15 de la commission : sanctions applicables aux exploitants de barrages hydrauliques exploitant sans concession ou autorisation ; adopté. **Article 15** *sexies* (*suite*) : amendement n° 10 de la commission précédemment réservé ; rejeté. **Article 15** *nonies* (p. 1230) : soutient l'amendement n° 16 de la commission : application du 6° de l'article 8 de la loi du 8 avril 1946 ; rejeté. **Article 15** *decies* (p. 1231) : soutient l'amendement n° 17 de la commission : pouvoir d'investigation des fonctionnaires et agents contractuels ; adopté ; inviolabilité du domicile. **Article 15** *undecies* (p. 1231) : soutient l'amendement n° 18 de la commission : date limite d'agrément des sociétés de crédit-bail pour les actions visées au 1 de l'article ; adopté ; soutient l'amendement n° 19 rectifié de la commission : rédactionnel ; rejeté ; (p. 1232) : soutient l'amendement n° 33 de la commission : amendement de coordination ; adopté ; soutient l'amendement n° 20 de la commission : rapport au Parlement ; adopté. **Article 16** (p. 1232) : soutient l'amendement n° 21 de la commission : principe de l'interdiction de la publicité dans le domaine de l'énergie ; adopté ; son sous-amendement n° 34 à l'amendement n° 21 de la commission : rédactionnel ; adopté ; soutient l'amendement n° 22 rectifié : maintien de la concurrence ; réservé. **Article premier A et Titre premier A** (p. 1234) : soutient l'amendement n° 2 de la commission : création d'un comité d'évaluation des choix énergétiques auprès de l'Assemblée nationale ; non adopté en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, et de l'article 96 du Règlement ; (p. 1236) : compétence des membres du comité d'évaluation

des choix énergétiques ; (p. 1237) : évaluation des choix techniques en France ; centralisation administrative ; Plogoff ; diversification des sources d'information. **Commission mixte paritaire,** rapporteur. **Discussion générale** [25 juin 1980] (p. 2276) : problème du prix de cession de la chaleur ; (p. 2277) : seuil de raccordement obligatoire ; réduction des charges locatives de chauffage grâce aux investissements économisant l'énergie ; problème du conventionnement.

— **Projet de loi relatif aux matières nucléaires** (n° 897). **Première lecture. Discussion des articles** [26 avril 1979]. **Avant l'Article 2** (p. 3141) : sur l'amendement n° 25 rectifié de M. Robert Wagner, avis de la Cour de justice des communautés européennes remettant en cause la liberté d'approvisionnement de la France en matières nucléaires.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux transports publics d'intérêt local** (n° 680). **Première lecture. Discussion générale** [9 mai 1979] (p. 3572) : projet permettant aux collectivités locales d'organiser sous leur responsabilité les transports d'intérêt local ; nécessité du maintien des services publics en zone rurale ; problème des rapports entre la SNCF, propriétaire de terrains et de lignes déclassées et la collectivité locale désirant les acheter.

— **Projet de loi portant approbation du rapport sur les principale options du VIII[e] Plan** (n° 1055). **Première lecture. Discussion générale** [12 juin 1979] (p. 4947) : imprécision du rapport due à son souci de ne pas choisir de taux de croissance normatif ; souhaite que soit établi un compte de base qui indiquerait aux administrations et aux entreprises publiques des hypothèses économiques cohérentes entre elles sans valeur normative ; conteste le principe du chiffrage de l'option énergie ; (p. 4948) : problèmes de la protection du patrimoine naturel laissé de côté dans le rapport ; nécessité d'une valorisation des déchets et d'un recyclage des matières premières. **Examen de l'article unique** [14 juin 1979]. **Article unique** (p. 5124) : son amendement n° 13 soutenu par M. Julien Schvartz : établissement d'un compte de base global prenant pour hypothèse un taux de croissance annuel du PIB de 3 % pour la durée du VIII[e] Plan ; réservé, non adopté ; (p. 5128) : son amendement n° 14 soutenu par M. Julien Schvartz : diversification des sources d'énergie ; effort accru d'économies ; mise en œuvre de réseaux de distribution d'eau chaude alimentés par des installations électrocalogènes ; progrème électronucléaire au cours du VIII[e] Plan ; réservé ; partiellement repris dans la lettre rectificative n° 1132, adoptée.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° 1290). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Transports. Discussion générale [23 octobre 1979] (p. 8805) : problème du financement de la liaison fluviale mer du Nord-Méditerranée ; intérêt de la voie d'eau du point de vue des économies d'énergie ; possibilité d'un recours au financement procuré par l'hydroélectricité du Rhône ; problème du personnel des services de la navigation de Lyon et de Strasbourg ; pose au nom de M. Jean Valleix une question relative à la réalisation de l'axe Centre-Europe-Atlantique.

Environnement et cadre de vie, rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges, pour le logement. **Discussion générale** [30 octobre 1979] (p. 9175) : déplore l'absence de rapport du Conseil national de l'aide personnalisée au logement ; flambée des prix de la construction ; problème de l'actualisation des prêts en accession à la propriété comme dans le secteur locatif ; résultat insuffisant de l'aide aux collectivités locales pour la prise en charge des surcoûts fonciers et de l'aide aux ménages les plus modestes pour la constitution de l'apport personnel ; blocage du mécanisme du conventionnement ; amélioration des barèmes de l'APL dans le secteur locatif ; effort en faveur de l'amélioration de l'habitat ; (p. 9176) : avenir des prêts pour l'accession à la propriété ; absence d'APL dans les départements d'outre-mer ; problème des économies d'énergie dans l'habitat ; aide fiscale à la construction au logement constituant un budget parallèle du logement.

Anciens combattants. Discussion générale [14 novembre 1979] (p. 10036) : indemnisation des incorporés de force d'Alsace et de Lorraine ; nécessité d'obtenir de la République fédérale d'Allemagne trois sortes de réparations : une réparation morale, une indemnisation, la prise en considération par le Bundestag du cas des Alsaciens et Lorrains ayant refusé l'incorporation que l'on appelle les patriotes résistants.

Santé et sécurité sociale. Travail et santé. — **I. Section commune.** — **III. Santé et sécurité sociale. Discussion générale** [15 novembre 1979] (p. 10106) : craint une remise en cause du régime local de sécurité sociale d'Alsace et de Moselle ; pas de privilège pour les assurés de ce régime ; incidence financière sur le régime local de l'allocation supplémentaire versée au titre du fonds national de solidarité.

— **Projet de loi portant diverses mesures de financement de la sécurité sociale** (n° 1266). **Lettre rectificative** (n° 1370). **Première lecture. Discussion générale** [4 décembre 1979] (p. 11228) : régression de la part relative des

dépenses de médicaments et des frais d'analyses médicales dans le budget de la sécurité sociale ; souhaite que soit précisé, dans la loi, que le prélèvement exceptionnel imposé aux pharmaciens sera unique et limité dans le temps ; s'oppose à la conclusion de conventions individuelles entre les pharmaciens et la sécurité sociale ; (p. 11229) : sa surprise devant l'amendement de la commission introduisant à côté du tarif des analyses la notion d'honoraires ; ne comprend pas la notion d'une remise instituée par une convention nationale au bénéfice de la sécurité sociale ; laminage des marges bénéficiaires de l'industrie pharmaceutique réduisant les possibilités de financement de la recherche.

— **Projet de loi relatif à la Compagnie nationale du Rhône** (n° **1276**). **Première lecture. Discussion générale** [10 décembre 1979] (p. 11518) : approuve la désignation de la Compagnie nationale du Rhône comme concessionnaire ; rentabilité future du canal ; (p. 11519) : problème des prélèvements effectués sur les terrains agricoles et de la réinstallation des agriculteurs; risque d'incidence sur les nappes phréatiques ; problème du personnel des services de la navigation de Lyon et de Strasbourg et notamment des éclusières auxiliaires ; problème de la part de l'Etat et des collectivités locales dans le financement des travaux ; souhaite connaître le montant des ressources à attendre du financement procuré par l'hydro-électricité ; souhaite que des centrales hydro-électriques soient rajoutées au projet de voies navigables.

— **Projet de loi instituant l'agence de l'atmosphère et modifiant la loi n° 61-842 du 2 août 1961 relative à la lutte contre les pollutions atmosphériques et les odeurs** (n° **1039**). **Première lecture. Discussion de l'article unique** [18 décembre 1979]. **Après l'Article unique** (p. 12247) : intérêt du chauffage urbain au point de vue de la lutte contre la pollution ; approuve l'amendement n° 7 de la commission.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère** (n° **1642**). **Discussion** [17 avril 1980] (p. 526) : pollution du Rhin ; convention relative à la protection du Rhin contre la pollution chimique ; (p. 527) : renégociations de la convention relative aux déversements de sel dans le Rhin ; règlement du problème des rejets de sel lié à celui de la participation des potasses d'Alsace au marché européen du sel.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Environnement et cadre de vie, rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges pour le logement et l'architecture. **Discussion générale** [30 octobre 1980] (p. 3310) : économie sur les dépenses de fonctionnement ; relance du programme d'amélioration de la qualité des constructions neuves ; diminution des dotations demandées pour l'amélioration de l'habitat ; augmentation des crédits de l'APL ; fonds d'action conjoncturelle ; régression du rythme de construction et flambée des prix ; persistance de la crise du bâtiment ; hausse du prix des matériaux de construction ; conventionnement ; révision des barèmes de l'aide personnalisée au logement et désengagement de l'Etat ; (p. 3311) : réduction de l'effort de l'Etat en faveur de l'amélioration de l'habitat ; évolution inquiétante des prêts pour l'accession à la propriété et des prêts conventionnés ; incertitude pesant sur les constructions neuves du fait du fonds d'action conjoncturelle.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [6 novembre 1980] (p. 3686) : remembrement dans le Sundgau ; rénovation du centre de formation agricole d'Altkirch ; renforcement du centre de Colmar de l'INRA ; retard dans l'aménagement des rivières en Alsace ; exclusion de l'agriculture de l'aide fiscale à l'investissement.

Industrie. Discussion générale [13 novembre 1980] (p. 3859) : avenir du bassin potassique alsacien ; financement par l'établissement minier chimique d'une saline utilisant les sous-produits des potasses d'Alsace ; lutte contre la pollution du Rhin ; nécessité d'abroger l'arrêt de 1952 déclarant le sel des Mines de potasse d'Alsace impropre à la consommation humaine ; (p. 3860) : projet de création d'une plate-forme chimique associant établissement minier chimique avec un groupe pétrolier d'Etat ; avenir de l'industrie textile ; exemple de l'Alsace ; nécessité de limiter les importations ; (p. 3861) : avenir énergétique de la France ; augmentation de la production électrique ; application de la loi sur les économies d'énergie et d'utilisation de la chaleur ; propose l'installation de centrales électrocalogènes nucléaires ; étude de la transformation de la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine en centrale mixte.

Budget annexe des postes et télécommunications. Examen des crédits [14 novembre 1980]. **Article 19** (p. 3904) : amendement n° 181 de la commission de la production : réduction des crédits correspondants à la création de 13 agences commerciales et de diverses téléboutiques ; rejeté.

Transports. Discussion générale [15 novembre 1980] (p. 4001) : intérêt économique des voies navigables ; réalisation et intégration dans l'environnement de la liaison Rhin-Rhône.

WILQUIN (Claude)

Député du Pas-de-Calais
(4e circonscription)
(S).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

Contestation de son élection [3 avril 1978] (p. 1103).

Election annulée par décision du Conseil constitutionnel [29 juin 1978] (p. 3635).

Réélu le 10 septembre 1978 [*J.O.* du 15 septembre 1978] (p. 3285).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 16 septembre 1978] (p. 3294).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 avril 1978] (p. 1565), [*J.O.* du 7 octobre 1978] (p. 3508), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 757), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 11 octobre 1980] (p. 2376).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 11 octobre 1980] (p. 2376), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes [*J.O.* du 11 octobre 1979] (p. 2545).

Secrétaire du bureau [*J.O.* du 1er novembre 1979] (p. 2725).

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Délégation française à la coupe du monde du football en Argentine** [17 mai 1978] (p. 1764) : assurer la sécurité de la délégation ; éviter qu'elle ne serve de caution aux tortionnaires argentins ; libération des Français détenus en Argentine.

— **Difficultés de la pêche artisanale** [5 octobre 1978] (p. 5606) : flotte de pêche menacée par une maladie du bois ; nécessité pour les pêcheurs côtiers d'un régime privilégié de prêts et d'une couverture du risque chômage.

— **Accidents survenus dans certains hôpitaux** [6 juin 1979] (p. 4698) : plusieurs décès à la suite d'accidents infectieux dans des hôpitaux de Paris ; insuffisance des moyens en équipements et en personnels de l'hospitalisation publique.

— **Situation des réfugiés cambodgiens** [20 juin 1979] (p. 5336) : le nouveau drame en Indochine ; la complicité des pays nantis ; demande le bilan de l'action de la France en faveur des réfugiés du Sud-Est asiatique.

— **Affaire Delpey** [5 novembre 1980] (p. 3566) : internement arbitraire de M. Delpey ; destruction des scellés du dossier conflé au juge d'instruction de la Cour de sûreté de l'Etat ; mise en cause du chef de l'Etat et du Gouvernement.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **1147**) : **Situation hospitalière à Berck-sur-Mer** [19 mai 1978] (p. 1905-1906) : rappelle les promesses du Gouvernement pour faire bénéficier l'hôpital civil d'une partie des locaux sous-occupés de l'hôpital maritime.

— (n° **3533**) : **Subventions de l'Etat aux collectivités locales** [23 juin 1978] (p. 3413, 3414).

— (n° **15483**) : **Marine marchande nationale** [27 avril 1979] (p. 3279, 3280, 3281) : licenciement de marins français remplacés par des étrangers ; recours systématique à l'affrètement de navires étrangers ; pression du cartel pétrolier pour diminuer l'importance de la flotte nationale pour le transport des hydrocarbures (rapport Desprairies) ; politique à l'égard de l'armement de ligne (CGM) ; nécessité de multiplier les acords bilatéraux avec le Tiers-Monde (Côte-d'Ivoire).

— (n° **17997**) : **Entreprise Pilote S.A.** [29 juin 1979] (p. 5870, 5871) : difficultés financières de cette entreprise de Berck dont plus de la moitié du personnel est composée de personnes handicapées ; nécessité pour le Gouvernement d'agir d'urgence ; la constitution d'un atelier protégé ne réglerait pas le problème du financement.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Transports. — IV. Marine marchande. Discussion générale [9 novembre 1978] (p. 7384) : diminution du nombre des marins ; coût d'exploitation élevé des navires français par rapport aux navires sous pavillon de complaisance ; recours croissant à la main-

d'œuvre étrangère ; nécessité d'une aide spécifique au cabotage et d'une budgétisation des charges sociales des petites compagnies de cabotage (p. 7385) : interroge le Gouvernement sur l'attribution des quotas de harengs ; absence de coordination des programmes d'investissement, d'armement et de construction des chantiers.

Jeunesse, sports et loisirs. — II. **Tourisme. Discussion générale** [15 novembre 1978] (p. 7647) : le tourisme, deuxième industrie exportatrice employant un million de personnes ; éparpillement des crédits du tourisme ; nécessité d'instituer un droit aux loisirs ; inégalité devant le tourisme ; caractère dérisoire de l'intervention de l'Etat pour le tourisme social ; politique du tourisme social reposant sur trois principes : l'aménagement du temps, le développement des structures d'accueil, l'aide à la personne ; échec de l'étalement des vacances ; insuffisant développement des vacances et du camping-caravaning ; le chèque-vacances. **Examen des crédits** [17 novembre 1978]. **Etat B - Titre III** (p. 8024) : soutient l'amendement n° 329 de M. Michel Sainte-Marie : suppression des crédits destinés aux services d'animation sportive ; politique du sport optionnel allant à l'encontre du sport pour tous ; rejeté. **Etat B - Titre IV** (p. 8025) : amendement n° 330 de M. Michel Sainte-Marie : suppression des crédits destinés aux services d'animation sportive dans le titre IV ; devenu sans objet : soutient l'amendement n° 331 de M. Michel Sainte-Marie : réduction des crédits pour la préparation olympique ; possibilité d'utiliser cette somme pour l'aide aux actions en faveur de la jeunesse, des activités socio-éducatives et des centres de vacances ; rejeté.

Budget annexe des monnaies et médailles. Examen des crédits [17 novembre 1978] (p. 7926). **Article 42, paragraphe II ;** soutient son amendement n° 361 : suppression d'un crédit de 95.960 F inscrit au chapitre 66-01 du budget annexe des monnaies et médailles et destiné à financer des frais de gestion ; absence dans le budget annexe de crédits permettant la mise en œuvre d'un plan de mensualisation ; rejeté.

Economie et budget. — II. **Section commune.** — III. **Economie.** — IV. **Budget. Discussion générale** [17 novembre 1978] (p. 7956) : politique économique néo-libérale du Gouvernement accroissant l'impuissance dans laquelle se trouvent les consommateurs (p. 7957) : insuffisance des crédits consacrés à l'information et à la défense des consommateurs ; subventions aux associations restant scandaleusement faibles ; propositions socialistes pour une véritable politique de la consommation. **Examen des crédits** [17 novembre 1978]. II. **Section commune. Etat B - Titre III** (p. 7962) : soutient l'amendement n° 365 de M. Martin Malvy : suppression des crédits affectés à l'opération Boîte 5000 ; reproche à l'opération Boîte 5000 de « court-circuiter » les associations de défense des consommateurs en encourageant les recours individuels ; rejeté.

Taxes parafiscales. Examen des crédits [17 novembre 1978]. **Etat E ligne 67** (p. 7987) : abstention du groupe socialiste sur l'amendement n° 84 de M. Adrien Zeller repris par le groupe communiste.

Articles et articles additionnels non rattachés [17 novembre 1978]. **Avant l'Article 67** (p. 8004) : soutient l'amendement n° 326 de M. Laurent Fabius portant à dix ans le délai de construction d'immeubles locatifs donnant droit à exonération du paiement de la taxe de publicité foncière et des droits d'enregistrement pour les collectivités publiques gagé par l'augmentation de la taxe sur les métaux précieux, les bijoux et les objets d'art ; rejeté. **Avant l'Article 70** (p. 8006) : soutient l'amendement n° 263 de M. Albert Denvers : limitation des déductions sur le revenu global pour les intérêts des emprunts ; rejeté.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Agriculture. — **BAPSA. Discussion générale** [8 novembre 1979] (p. 9638) : problème posé par la suppression de l'IVD complément de retraite ; création de disparités suivant la date du départ de l'agriculteur ; (p. 9639) : demande l'institution d'une pension indexée sur le SMIC et au moins égale à 80 % de celui-ci ; conditions d'octroi des prêts aux jeunes agriculteurs ; la formation des jeunes agriculteurs.

Santé et sécurité sociale. Travail et santé. — I. **Section commune.** — III. **Santé et sécurité sociale. Discussion générale** [15 novembre 1979] (p. 10093) : problèmes des handicapés ; stagnation des crédits des COTOREP ; décalage entre la loi de juillet 1975 et ses décrets d'application ; difficultés de fonctionnement des centres d'aide par le travail ; inconvénients du système des ateliers protégés ; s'étonne que les handicapés adultes soient écartés du bénéfice de l'allocation exceptionnelle de 200 F accordée à certaines personnes âgées; (p. 10094) : retard dans la parution du décret relatif à la création de centres de préorientation ; problème du cumul de la garantie de ressources et de l'allocation aux adultes handicapés ; droits fondamentaux des handicapés.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la profession d'infirmier ou**

d'infirmière (n° **1598**). **Première lecture. Discussion générale** [3 juin 1980] (p. 1483) : harmonisation des conditions d'exercice de la profession d'infirmière en Europe ; règles professionnelles et commissions de discipline ; rôle de l'ordre des médecins et du conseil supérieur des professions paramédicales ; pouvoir du préfet de suspendre un infirmier en raison de son état pathologique ; statut de la fonction publique. **Discussion des articles. Article 3 : Article L 478 du code de la santé publique** (p. 1489) : soutient l'amendement n° 40 de M. François Autain : retiré. **Article 5 : Article L 482-5 du code de la santé publique** (p. 1503) : soutient l'amendement n° 50 de M. François Autain ; rejeté. **Article L 482-7 du code de la santé publique** (p. 1504) : soutient l'amendement n° 51 de M. François Autain ; rejeté. **Article L 482-10 du code de la santé publique** (p. 1505) : soutient l'amendement n° 52 de M. François Autain ; rejeté. **Article L 482-12 du code de la santé publique** (p. 1505) : soutient l'amendement n° 53 de M. François Autain ; rejeté. **Après l'Article L 482-12 du code de la santé publique** (p. 1506) : soutient l'amendement n° 56 de M. François Autain : adopté. **Article 7** (p. 1507) : soutient l'amendement n° 54 de M. François Autain ; rejeté. **Explications de vote** (p. 1512) : abstention du groupe socialiste.

— **Projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes** (n° **1681**). **Première lecture. Discussion générale** [12 juin 1980] (p. 1817) : intervient au nom de M. Lucien Pignion ; sentiment d'insécurité ; aggravation de la délinquance et crise économique et sociale ; délit d'entrave à la circulation des véhicules de transport ; droit de manifester ; procédure de flagrant délit ; internement administratif des étrangers ; pouvoirs du juge de l'application des peines ; (p. 1818) : période de sûreté ; vengeance et justice.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre *(suite).* — I. **Services généraux - Formation professionnelle. Discussion générale** [22 octobre 1980] (p. 3007) : bilan des contrats emploi-formation plus avantageux pour les entreprises que pour les jeunes ; problème de la qualité de la formation et de l'embauche définitive.

Environnement et cadre de vie. Discussion générale [30 octobre 1980] (p. 3350) : pose une question au nom de M. Nucci : situation de l'architecture en France depuis 1974 ; aménagement de La Villette et de la gare d'Orsay ; interventions du Président de la République ; maîtres d'œuvre en bâtiment ; offensive du pouvoir contre l'enseignement de l'architecture ; (p. 3357) : dérogation à la directive du 25 août 1979 sur la protection du littoral ; (p. 3358) : exemple de la côte d'Opale ; insuffisance des moyens du conservatoire de l'espace littoral.

Transports. Discussion générale [15 novembre 1980] (p. 3990) : insuffisance des infrastructures routières et ferroviaires de la région de la côte d'Opale.

Santé et Sécurité sociale. Travail et Santé. — I. **Section commune.** — III. **Santé et sécurité sociale. Discussion générale** [17 novembre 1980] (p. 4055) : insertion professionnelle des handicapés ; manque d'établissements spécialisés ; fonctionnement des COTO REP ; nécessité de créer un nouveau centre d'aide par le travail dans la région de Berck ; mesures à prendre en matière d'adaptation des services de transports aux handicapés.

Z

ZARKA (Pierre)

Député de la Seine-Saint-Denis
(2e circonscription)
(C).

Elu le 19 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1102).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 4 avril 1978] (p. 1511).

NOMINATIONS

Secrétaire d'âge [*J.O.* du 3 avril 1978] (p. 1096-1098), [*J.O.* du 2 avril 1979] (p. 2165), [*J.O.* du 2 avril 1981] (p. 2).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1978] (p. 1112), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1981 (n° **1933**) (Services du Premier ministre : Formation professionnelle) [9 octobre 1980] (p. 2651).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à prolonger le versement des **allocations familiales** pour les jeunes jusqu'au terme de leur **apprentissage** (n° **439**) [22 juin 1978].

— **Avis**, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le **projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). — **Tome XX : Travail et participation : Formation professionnelle** (n° **571**) [5 octobre 1978].

— **Avis**, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° **1290**). — **Tome XX : Travail et participation : Formation professionnelle** (fascicule budgétaire : Services du Premier ministre, Services généraux) (n° **1293**) [2 octobre 1979].

— **Avis**, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1980** (n° **1560**). — **Tome XX : Travail et participation : Formation professionnelle** (fascicule budgétaire : Services du Premier ministre. Services généraux) (n° **1562**) [28 décembre 1979].

— **Proposition de loi**, tendant à modifier le **régime de l'impôt sur le revenu pour les jeunes chômeurs** (n° **1587**) [27 février 1980].

— **Avis**, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1981** (n° **1933**). — **Tome XVI : Services du Premier ministre : Formation professionnelle** (n° **1977**) [9 octobre 1980].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Intervention de la police et arrestations au cours de manifestations** [23 mai 1979] (p. 4128) : arrestations et condamnations in-

justifiées à la suite de la manifestation du 23 mars ; climat de tension à Longwy à cause de l'intervention policière ; demande libération des 5 ouvriers arrêtés et retrait des forces de police.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **9004**) : **Chômage des jeunes** [24 novembre 1978] (p. 8361) : nécessité de s'opposer aux fermetures d'usines et aux licenciements, de relancer l'industrie et la consommation, de créer des emplois dans les services publics, d'assurer une indemnisation suffisante des jeunes chômeurs ; responsabilité du Gouvernement dans la crise économique.

— (n° **39936**) : **Politique de l'emploi** [12 décembre 1980] (p. 4886, 4887) : absence de garantie d'emploi des travailleurs intérimaires ; demande de dissolution des agences d'intérim.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du livre IX du code du travail relatives à la promotion individuelle, au congé de formation et à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle** (n° **11**). **Première lecture. Discussion générale** [27 avril 1978] (p. 1416) : le pacte national pour l'emploi, moyen de « surexploiter » les jeunes chômeurs sans leur donner de formation ; (p. 1417) : la loi du 5 juillet 1977, moyen d'assurer au patronat une main-d'œuvre adaptée à ses besoins à court terme ; le problème de l'embauche définitive des stagiaires et de leur statut dans l'entreprise. **Discussion des articles** [27 avril 1978] : **Article 2 : Articles L 930-1, L 930-1-1 du code du travail** (p. 1427) : soutient l'amendement n° 1 corrigé de M. Pierre Juquin : repos compensateur au cas où le stage de formation n'est pas imputé sur le temps de travail ; repoussé ; [9 mai 1978] : **Article 3 : Articles L 930-1-2 à L 930-1-6 du code du travail** (p. 1487) : soutient l'amendement n° 2 de M. Pierre Juquin : augmentation de 2 à 3 % du pourcentage de travailleurs de l'entreprise pouvant bénéficier simultanément du congé de formation ; rejeté. **Après l'Article 6** (p. 1494) : soutient l'amendement n° 8 de M. Pierre Juquin : interdiction d'accroître le travail des autres salariés en raison des absences pour congé de formation ; rejeté. **Article 9 : Article L 930-3 du code du travail** (p. 1495) : soutient l'amendement n° 9 de M. Pierre Juquin : agrément automatique de l'Etat lorsqu'il y a congé de formation rémunéré ; rejeté par scrutin public.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **234**). **Première lecture. Discussion des articles** [1er juin 1978]. **Article 3** (p. 2380) : son amendement n° 27 : contrat d'embauche définitive à la fin des stages pratiques en entreprises ; rejeté.

— **Projet de loi relatif à l'emploi des jeunes** (n° **249**). **Première lecture. Discussion générale** [6 juin 1978] (p. 2536) : arrivée de 600.000 à 700.000 jeunes sur le marché du travail à la fin du mois de juin 1978 ; situation dramatique du jeune chômeur ; échec du premier pacte national pour l'emploi créant une nouvelle catégorie de travailleurs n'ayant pas les mêmes droits que les autres et payés en dessous du SMIC ; (p. 2537) : absence d'une vraie politique de l'emploi dans le texte du Gouvernement. **Discussion des articles. Après l'Article 3** (p. 2552) : son amendement n° 4 : contrôle du comité d'entreprise, des délégués du personnel, des syndicats sur les engagements d'embauche, les salaires et les contrats de travail dans les entreprises ayant embauché au titre de la loi ; création par le texte d'une catégorie de travailleurs à part, livrés à l'arbitraire patronal ; rejeté ; soutient l'amendement n° 21 de M. Daniel Boulay : création, composition et compétences des comités de l'emploi ; rejeté par scrutin public. **Commission mixte paritaire. Explications de vote** [27 juin 1978] (p. 3555) : absence d'une réelle politique de l'emploi de la part du Gouvernement ; (p. 3556) : absence de toute garantie d'emploi à l'issue des stages ; pas de reconnaissance de la qualification acquise ; scandale de la rémunération des stagiaires s'élevant à 75 % du SMIC ; vote hostile du groupe communiste.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique de défense** (n° **388**). **Discussion** [15 juin 1978] (p. 2991) : vague de répression s'abattant sur le contingent ; proteste contre la transmission à la sécurité militaire des dossiers de renseignements généraux sur les antécédents politiques, syndicaux et militants des appelés ; dénonce les méthodes d'interrogatoire utilisées ; inexistence des commissions consultatives prévues par la loi.

— **Rappel au règlement** [2 octobre 1978] (p. 5426) : proteste contre la discrimination exercée par le Gouvernement à l'égard des députés communistes.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Travail et santé. — II. **Travail et participation. Formation professionnelle,** rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, pour la formation professionnelle. **Discussion générale** [26 octobre 1978] (p. 6747) : bilan dérisoire de l'application de la loi de 1971 sur la forma-

tion professionnelle pour 1978 ; discrimination envers les femmes à l'égard de la formation professionnelle ; caractère limité de l'augmentation des crédits de la formation professionnelle ; participation des employeurs au pacte pour l'emploi des jeunes s'imputant sur la contribution à la formation professionnelle ; (p. 6748) : participation des entreprises inférieure aux 2 % des salaires prévus pour 1976 ; restitution des congés de formation dus à la loi du 17 juillet 1978 ; mainmise patronale sur la formation professionnelle due au rôle croissant des institutions privées ; inégalité devant le CAP entre collégiens du technique et apprentis ; diminution des moyens alloués aux centres de formation des apprentis ; absence de réunion du conseil national pour la formation professionnelle.

Education. Discussion générale [13 novembre 1978] (p. 7485) : revendications légitimes des lycéens et des parents d'élèves en matière d'éducation non satisfaites ; inégalité devant l'éducation ; (p. 7486) : formation des jeunes déterminée en fonction des besoins du grand patronat ; politique obscurantiste ; volonté de limiter la formation initiale au profit de la formation professionnelle ; (p. 7487) : intégration européenne impliquant l'imitation de l'exemple allemand, c'est-à-dire le contrôle patronal sur l'enseignement ; projet communiste de réforme démocratique de l'enseignement.

— **Rappel au règlement** [14 novembre 1978] (p. 7588) : s'interroge sur l'utilité de la discussion du budget des universités, Mme Alice Saunier-Seïté prenant seule la décision de faire détruire l'IUT de Saint-Denis.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage** (n° **900**). **Discussion générale** [15 mars 1979] (p. 1698) : qualifie les députés du RPR d'amis de Bismarck ; croissance du chômage organisée par la politique du Gouvernement ; (p. 1699) : liquidation d'usines modernes dotées d'une main-d'œuvre qualifiée ; augmentation des exportations de capitaux et des profits des grands monopoles ; angoisse de la jeunesse et politique gouvernementale de déqualification de la main-d'œuvre révélée par le projet de formation en alternance consistant à casser l'enseignement technique ; atteintes à la sécurité sociale et aux hôpitaux ; (p. 1700) : intégration européenne conduisant à la dépendance de la France.

— **Projet de loi relatif aux études médicales** (n° **1033**). **Première lecture. Discussion générale** [22 mai 1979] (p. 4088) : absence de concertation dans la préparation du projet ; (p. 4089) : atteintes portées à la sécurité sociale ; insuffisance du nombre des médecins ; accroissement de la sélection ; formation au rabais pour les généralistes ; internat « qualifiant » correspondant trop étroitement à une spécialité au mépris du contenu scientifique de la formation ; (p. 4090) : médecine française sacrifiée à l'intégration européenne ; propositions communistes en matière médicale.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° **1290**). **Première lecture.** *Deuxième partie :*

Travail et participation : Formation professionnelle, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, pour la formation professionnelle. **Discussion générale** [25 octobre 1979] (p. 8930) : crédits pour la formation professionnelle absorbés par les opérations des pactes pour l'emploi ; critique l'importance des crédits ouverts par des collectifs budgétaires qui échappent ainsi au contrôle du Parlement ; caractère tardif des réponses au questionnaire budgétaire ; insuffisance des contrôles de la formation ; démission des organismes publics en matière de formation ; absence de contrôle pédagogique ; modification des conditions de rémunération dans un sens défavorable aux stagiaires ; stagnation globale des crédits d'équipement du fonds de formation professionnelle ; sous-utilisation des moyens des fonds d'assurance formation ; insuffisance des versements en provenance du fonds social européen ; stagnation de l'appareil de formation traditionnel ; (p. 8931) : stagnation des crédits de fonctionnement de l'AFPA ; le poids des actions concernant l'emploi des jeunes vide la loi de 1971 de son contenu ; insuffisance de la protection sociale des stagiaires ; l'apprentissage ; demande des informations sur le fonctionnement des corps de l'inspection de l'apprentissage ; nécessité d'une amélioration de la situation matérielle et des conditions de formation des apprentis. **Examen des crédits** [25 octobre 1979]. **Etat B - Titre IV** (p. 8969) : son amendement n° 309 : suppression de crédits permettant à l'administration d'assurer un contrôle sur le contenu de la formation professionnelle ; soutenu par M. Daniel Boulay ; rejeté.

Jeunesse, sports et loisirs. — I. **Jeunesse et sports. Discussion générale** [29 octobre 1979] (p. 9117) : aide insuffisante accordée aux associations de jeunesse et d'éducation populaire ; importance de la vie associative. **Examen des crédits** [29 octobre 1979]. **Etat B - Titre IV** (p. 9136) : son amendement n° 386 : réduction des crédits relatifs aux échanges entre jeunes ; rejeté.

— **Projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels**

(n° **1121**). **Première lecture. Discussion générale** [29 avril 1980] (p. 798) : formation professionnelle ; importation de produits industriels ; (p. 799) : responsabilité du pouvoir dans l'insuffisance de la formation professionnelle ; rôle du système scolaire dans la formation professionnelle ; (p. 800) : stages en entreprises ; développement de la formation professionnelle ; contrat emploi-formation ; formation permanente ; apprentissage ; lycées d'enseignement professionnel ; (p. 823) : attachement du groupe communiste à l'alternance. **Discussion des articles** [29 avril 1980]. **Article premier** (p. 829) : soutient l'amendement n° 27 rectifié de M. Maurice Andrieux : rejeté ; (p. 830) : soutient l'amendement n° 25 de M. Maurice Andrieux ; rejeté.

ZELLER (Adrien)

Député du Bas-Rhin
(6e circonscription)
(NI, puis App. UDF).

Elu le 12 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1978] (p. 1101).

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 4 avril 1978] (p .1511).

S'apparente au groupe union pour la démocratie française [*J.O.* du 1er octobre 1978] (p. 3439).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familailes et sociales [5 avril 1978] (p. 1112), [*J.O.* du 3 avril 1979] (p. 756), [*J.O.* du 3 avril 1980] (p. 842), [*J.O.* du 3 avril 1981] (p. 939).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'emploi des jeunes [22 juin 1978] (p. 3345).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au contrat de travail à durée déterminée [20 décembre 1978] (p. 9774).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la durée maximale hebdomadaire du travail [20 décembre 1978] (p. 9774).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse [*J.O.* du 20 décembre 1979] (p. 3207).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation agricole [*J.O.* du 12 mai 1979] (p. 1126).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à introduire l'enseignement de la langue régionale dans les établissements scolaires des départements du Rhin et de la Moselle et à y assurer le développement du bilinguisme (n° **1612**) [30 avril 1980] (p. 870).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'orientation agricole (n° **1041**) [*J.O.* du 29 mai 1980] (p. 1326).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, pour le développement des responsabilités locales (n° **1683**) [12 juin 1980].

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels (n° **1121**) [*J.O.* du 14 juin 1980] (p. 1474).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et la gestion des entreprises (n° **1167**) [26 juin 1980] (p. 1596).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** relative aux anciens combattants **incorporés de force** dans l'armée allemande (n° **612**) [17 octobre 1978].

— **Proposition de loi** tendant à accorder une aide financière aux **associations sportives** (n° **667**) [14 novembre 1978].

— **Proposition de loi constitutionnelle** tendant à modifier l'article 11 de la Constitution en vue d'étendre la **possibilité de recours à la procédure du référendum** (n° **1473**) [10 décembre 1979].

— **Proposition de loi tendant à modifier les attributions des établissements publics régionaux** (n° **1524**) [20 décembre 1979].

— **Proposition de loi** tendant à instituer un **fonds de solidarité pour l'emploi** (n° **1586**) [27 février 1980].

— **Proposition de loi** tendant à introduire l'enseignement de la **langue régionale** dans les

établissements scolaires des départements du Rhin et de la Moselle et à y assurer le développement du bilinguisme (n° **1612**) [10 avril 1980].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Protection sociale des artisans** [18 avril 1979] (p. 2694) : insuffisance en cas de maladie d'un artisan du système de protection sociale : absence de revenu, mais versement obligatoire de cotisations sociales élevées.

— **Cinquième CNUCED et dialogue Nord-Sud** [6 juin 1979] (p. 4691) : échec de la cinquième conférence des Nations unies pour le commerce et le développement à Manille ; aucun accord entre pays du Tiers-Monde et pays développés ; quelle fut la position de la France ? le Gouvernement prendra-t-il des initiatives pour relancer le dialogue Nord-Sud ?

— **Conseils de prud'hommes dans les départements d'Alsace et en Moselle** [10 octobre 1979] (p. 8003) : nécessité d'initiatives législatives pour que la loi réformant les conseils de prud'hommes s'applique en Alsace et en Moselle.

— **Plan de rationnement des produits pétroliers** [12 novembre 1980] (p. 3759) : conséquences de la guerre entre l'Iran et l'Irak.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **2640**) : **Péages autoroutiers** [16 juin 1978] (p. 3092, 3093) : faible fréquentation de certains tronçons autoroutiers (A 34 en Alsace) ; possibilité d'envisager le gel du prix du péage, le développement d'une politique d'abonnement, la mise en place de tarifs locaux réduits ; l'adaptation du niveau du péage à l'utilité de l'autoroute.

— (n° **9062**) : **Aménagement du temps de travail** [24 novembre 1978] (p. 8358) : éventualité d'une réforme du code du travail pour permettre des assouplissements d'horaires.

— (n° **15718**) : **Transports en commun en milieu rural** [4 mai 1979] (p. 3518, 3519) : importance en milieu rural des transports en commun par autobus et disparité du traitement de ce service par les pouvoirs publics avec les autres modes de transport collectif ; désengagement financier de l'Etat.

— (n° **17368**) : **Education manuelle et technique** [15 juin 1979] (p. 5208, 5209) : quels vont être les moyens et le délai nécessaires pour que l'éducation manuelle et technique trouve rapidement la place prévue dans les programmes de l'enseignement secondaire ? si les fonds nécessaires à la mise en place des options technologiques sont intégrés dans l'enveloppe globale attribuée aux régions pour les constructions scolaires, celles-ci risquent d'être sacrifiées.

— (n° **29663**) : **Economies d'énergie et énergies nouvelles** [18 avril 1980] (p. 563) : prime d'incitation accordée par l'agence pour les économies d'énergie ; économies d'énergie dans l'habitat ; énergie solaire ; économies d'énergie dans les administrations ; rôle des collectivités locales ; (p. 564) : agences régionales pour les économies d'énergie.

— (n° **31877**) : **Lutte contre la drogue** [13 juin 1980] (p. 1856) : développement de la toxicomanie ; (p. 1857) : mise en place des clubs de santé ; fondation de prévention contre la toxicomanie.

— (n° **38719**) : **Pénurie d'informaticiens de niveau supérieur** [21 novembre 1980] (p. 4245) : propositions du rapport de M. Simon sur l'éducation et l'informatisation dans la société ; (p. 4246) : stagnation des effectifs admis dans les IUT ; création d'un institut d'informatique de haut niveau à l'université Marie-Curie de Paris.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public** (n° 9). **Première lecture. Discussion générale** [25 avril 1978] (p. 1328) : la complication bureaucratique ; l'exemple des certificats médicaux ; la longueur des délais administratifs ; les excès de pouvoir de l'administration ; la distance entre l'administration et les usagers ; l'insuffisance des possibilités de recours du citoyen.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° 234). **Première lecture. Discussion générale** [31 mai 1978] (p. 2323) : déception du Parlement devant le contenu de la loi de finances rectificative en matière de lutte contre le chômage, de maîtrise de l'inflation et de progrès vers la justice sociale ; approuve les politiques de vérité des prix, de libération des prix industriels, de drainage de l'épargne vers l'industrie et d'expansion modérée de la masse monétaire ; problème de l'emploi des jeunes ; critique l'appel à une surtaxation des carburants pour financer la politique de l'emploi qui nécessiterait un véritable impôt de solidarité ; souhaite l'association des collectivités locales à la politique de l'emploi ; nécessité d'une politique de concurrence ; révision des bases de la fiscalité agricole, source reconnue d'évasion fiscale.

— **Projet de loi complétant la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relative à la radiodiffusion et à la télévision** (n° **250**). **Première lecture. Discussion de l'article unique** [7 juin 1978]. **Après l'Article unique** (p. 2643) : l'amendement n° 4 de la commission, moyen de concertation avec le Parlement.

— **Discussion de la motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par soixante députés du groupe socialiste le 2 octobre 1978.** [4 octobre 1978] (p. 5573) : soutient les efforts d'assainissement et de rigueur conduits par le Gouvernement mais demande la mise en œuvre de réformes hardies ; approuve la libération des prix industriels ; nécessité d'une politique industrielle régionale ; impossibilité de compter sur la seule croissance économique pour retrouver le plein emploi ; (p. 5574) : nécessité d'une indemnisation plus raisonnable de l'activité de la femme au foyer ; problème de la lutte contre les injustices et les privilèges : idée de l'imposition des grandes fortunes et d'une imposition renforcée des grands héritages ; maintien des statuts ultraprotégés de certaines professions.

— **Projet de loi de finances pour 1979** (n° **560**). **Première lecture. Discussion générale** [11 octobre 1978] (p. 5964) : nécessité d'une véritable réforme fiscale ; revenus non salariaux connus par le fisc français ne représentant que 40 ou 45 % des revenus réels ; quatre progrès possibles : publicité vraie des revenus déclarés ; transformation du système de répression de la fraude, élimination de l'imposition au forfait, réforme de la fiscalité agricole ; fiscalité actuelle peu cohérente avec les objectifs d'encouragement de l'artisanat et d'économie d'énergie ; (p. 5965) : fiscalité taxant plus lourdement le produit d'activités économiques régulières que les bénéfices tirés de l'activité spéculative ; absence d'imposition des patrimoines.

Première partie :

Discussion des articles [17 octobre 1978]. **Article 16** (p. 6145) : son amendement n° 83 : exonération des associations de la loi de 1901 gagée par une augmentation de la taxe sur les salaires dus par les établissements de crédit et d'assurance ; rejeté.

Deuxième partie :

Budget annexe des postes et télécommunications. Discussion générale [14 novembre 1978] (p. 7569) : dégradation des services rendus par la poste ; insuffisance des créations d'emplois ; rémunérations insuffisantes des postiers ; dénonciation justifiée dans le rapport Ripert des défauts de l'organisation des postes ; souhaite que la poste soit gérée comme un service public industriel et commercial ; (p. 7570) : nécessité de « dégraisser » certains services centraux.

Taxes parafiscales. Examen des crédits [17 novembre 1978]. **Etat E - Ligne 67** (p. 7986) : soutient son amendement n° 84 : suppression de la taxe parafiscale à la charge des entreprises productrices de granulats ; problème de nuisances posé par l'exploitation des gravières et des carrières ; nécessité de donner aux collectivités locales les moyens d'engager les actions spécifiques de contrôle sur les carrières et les gravières ; (p. 7987) : nécessité d'une nouvelle taxation permettant aux collectivités locales de constituer des réserves foncières à l'intérieur desquelles serait concentrée l'exploitation des gisements futurs ; retire son amendement n° 84.

— **Projet de loi portant approbation d'un rapport sur l'adaptation du VII^e Plan** (n° **655**). **Première lecture. Discussion générale** [28 novembre 1978] (p. 8433) : taux d'exécution des programmes d'action prioritaires globalement satisfaisants ; difficulté croissante de la planification ; timidité de la politique de l'emploi ; (p. 8434) : imprécision de la politique annoncée en ce qui concerne le consensus social.

— **Projet de loi reportant la date de consultation obligatoire des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement** (n° **681**). **Première lecture. Discussion de l'article unique** [4 décembre 1978] (p. 8763) : son amendement n° 2 rectifié soutenu par M. Jean-Paul Fuchs : caractère obligatoire de l'application de la loi sur demande des conseils généraux dans un délai maximum de trois ans ; retiré.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1978** (n° **709**). **Lettres rectificatives** (n^os **735** et **749**). **Première lecture. Discussion générale** [6 décembre 1978] (p. 8905) : 60 % des dépenses ordinaires du collectif concernent le secteur de la sécurité sociale, de l'emploi et de l'éducation ; caractère hasardeux du découvert budgétaire naissant du dérapage de certains postes non maîtrisés plus que d'une volonté de relance économique ; accroissement notable des moyens mis à la disposition de l'apprentissage et de la formation professionnelles ; moyens accordés aux commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel des handicapés ; cent vingt millions de francs affectés à la création d'emplois d'utilité collective ; (p. 8906) : retard dans l'application de la loi d'orientation en faveur des handicapés ; annulation de crédits dans le domaine des bourses scolaires et universitaires ; croissance excessive des dépenses de

sécurité sociale ; approuve la prise de participation de l'Etat dans la société des avions Marcel Dassault ; son vote favorable.

— **Projet de loi relatif à la durée maximale hebdomadaire du travail** (n° 703). **Première lecture. Discussion de l'article unique** [8 décembre 1978]. **Après l'Article unique** (p. 9133) : son amendement n° 10 soutenu par M. Henri Ginoux : possibilité de réduire le nombre de jours de travail par semaine lorsqu'il y a accord entre employeurs et salariés ; (p. 9134) : vote réservé ; (p. 9135) : amendement n° 10 rectifié adopté en application de la procédure de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution au scrutin public.

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique agricole et débat sur cette déclaration** (n° 790). **Discussion** [14 décembre 1978] (p. 9446) : carence de la politique agricole commune : pas d'unicité des conditions de concurrence ; pas d'équilibre des marchés ; dépendance croissante de l'agriculture européenne vis-à-vis des producteurs étrangers d'aliments pour le bétail ; pas de réduction des inégalités de revenus au sein de l'agriculture ; nécessité de supprimer les montants compensatoires monétaires ; souhaite un plan français pour l'Europe verte ; (p. 9447) : trois handicaps de l'agriculture française : coût de la terre, faiblesse des industries alimentaires, insuffisance du financement ; nécessité d'un appel plus grand à la solidarité nationale pour la fixation des cotisations sociales agricoles.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration** (n° 1036). **Discussion** [3 mai 1979] (p. 3410) : problème des rapports entre la CEE et les Etats ACP dans le cadre de la convention de Lomé ; (p. 3411) : approuve l'inclusion dans la convention de Lomé de clauses politiques et sociales minimum ; nécessité de consultation réciproque entre la CEE et les pays ACP sur les investissements industriels.

— **Projet de loi portant approbation du rapport sur les principales options du VIII^e Plan** (n° 1055). **Première lecture. Discussion générale** [13 juin 1979] (p. 5036) : croissance excessive des prestations sociales agricoles obligeant à sacrifier la politique des équipements ruraux ; absence de débat sur les revenus non salariaux empêchant de mener une politique des revenus sérieuse ; (p. 5037) : moyens insuffisants de la politique des économies d'énergie ; nécessité de l'éducation manuelle ; recyclage des matières premières insuffisant en France ; faiblesse du rôle confié aux régions ; cite des statistiques communautaires européennes sur le pouvoir d'achat ; (p. 5038) : demande une réduction de la durée du travail.

— **Projet de loi de finances pour 1980** (n° 1290). **Première lecture. Discussion générale** [16 octobre 1979] (p. 8291) : inadaptation de la politique fiscale aux grandes exigences actuelles : redressement de la démographie, économie d'énergie et de matières premières, création d'emplois ; (p. 8292) : justice sociale ; nécessité d'uniformiser la fréquence des contrôles fiscaux pour l'ensemble du pays et pour toutes les catégories sociales ; absence de protection de l'épargne populaire.

Première partie :

Discussion des articles [18 octobre 1979] : **Après l'Article 2** (p. 8385) : soutient son amendement n° 289 : limitant à huit mille francs par enfant pour les deux premiers l'avantage fiscal lié au quotient familial et donnant un avantage minimum au troisième enfant quel que soit le niveau de revenu des familles ; rejeté ; (p. 8387) : accepterait de retirer son amendement n° 289 si le ministre s'engage à déposer au cours de l'année une loi de finances rectificative accordant une part supplémentaire pour le troisième ou le quatrième enfant ; (p. 8399) : son amendement n° 33 : déduction des frais de garde gagée par un abaissement de la déduction forfaitaire pour les revenus fonciers ; rejeté ; son amendement n° 34 : extension des avantages fiscaux accordés aux chargés de famille, veufs, divorcés ou célibataires ou séparés, à tous les contribuables appartenant à la même catégorie de revenus gagée par une majoration de la taxe sur la valeur ajoutée ; retiré. **Article 3** (p. 8408) : retire son amendement n° 35 satisfait par l'adoption de l'amendement n° 58 de M. Laurent Fabius. **Après l'Article 3** (p. 8409) : son amendement n° 117 : système de déduction fiscale pour les économies d'énergie gagé par un plafonnement à 25 % des sommes déductibles en matière d'intérêt des emprunts contractés pour l'acquisition de la résidence principale ; adopté ; [19 octobre 1979] : **Après l'Article 6** (p. 8529) : son amendement n° 39 : octroi d'un crédit d'impôt venant en déduction de l'impôt sur les bénéfices aux entreprises qui accroissent leurs activités, gagé par un prélèvement exceptionnel de solidarité sur l'ensemble des revenus non salariaux ; rejeté ; cet amendement se justifie par les obstacles à l'embauche et l'accroissement du coût budgétaire du chômage ; (p. 8537) : s'oppose à l'amendement n° 69 rectifié de M. Laurent Fabius qui présente le danger de briser le lien naturel entre la vie associative et les collectivités locales. **Article 7** (p. 8548) : son amendement n° 36 : réduction de la hausse de TVA prévue à l'article 7 gagée par une augmentation de la taxe

forfaitaire sur les ventes de métaux précieux et de bijoux et une augmentation des droits d'enregistrement ; retiré. **Après l'Article 7** (p. 8558) : soutient son amendement n° 38 : application du taux majoré de la TVA aux climatiseurs, tondeuses à moteurs et piscines ; application du taux réduit aux appareils de chauffage utilisant l'énergie solaire et aux pompes à chaleur destinées au chauffage ; retiré ; [20 octobre 1979] : **Article 11** (p. 8607) : soutient son amendement n° 40 : instauration d'un abattement sur le montant de la vignette applicable aux véhicules de dix à seize chevaux pour les familles nombreuses ; majoration de la taxe sur les ventes de métaux précieux ; déclaré irrecevable en vertu de l'article 40 de la Constitution.

Deuxième partie :

Budget annexe des postes et télécommunications. Discussion générale [9 novembre 1979] (p. 9783) : malaise dans l'administration des PTT ; diminution du pouvoir d'achat de nombreuses primes ; régression des créations d'emplois et des crédits prévus en faveur de mesures catégorielles ; insuffisance du plan social du ministre ; approuve les mesures relatives à la polyvalence du service postal en milieu rural ; déficit de la poste dû à l'acheminement de la presse.

Agriculture. — BAPSA. Discussion générale [8 novembre 1979] (p. 9663) : réaction de la France devant le vote émis par le Parlement européen en faveur d'une réduction des dépenses du FEOGA.

Services du Premier ministre. — I. Services généraux. — Aménagement du territoire Discussion générale [13 novembre 1979] (p. 9967) : retard accumulé dans la réalisation de l'axe routier Nord-Sud ; état du plan Vosges ; (p. 9968) : vocation européenne de l'Alsace, siège du Parlement européen ; déplore la concentration à Paris de moyens intellectuels et administratifs ; nécessité d'accroître le rôle de l'échelon régional.

Articles et articles additionnels non rattachés [17 novembre 1979]. **Article 62** (p. 10261) : son amendement n° 41 : tendant à considérer les sommes perçues par le Trésor non pas comme des pénalités mais comme une taxation réelle ; rejeté.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse (n° 1328). Première lecture. Discussion générale** [28 novembre 1979] (p. 10851) : nécessité de la légalisation de l'avortement ; insuffisances du texte proposé ; danger grave de banalisation de l'avortement ; nécessité d'un effort de sensibilisation des Françaises et des Français au respect de la vie ; situation de détresse ; rôle de l'entretien préalable ; (p. 10852) : souhaite que ces entretiens n'aient pas lieu en milieu hospitalier et que soit prévu un délai obligatoire entre l'entretien et l'IVG ; nécessité de proposer une aide concrète à la femme au moment de l'entretien et de mettre sur pied des structures d'accueil ; demande une prolongation temporaire du texte. **Discussion des articles** [29 novembre 1979]. **Avant l'Article premier** (p. 10894) : soutient son amendement n° 36 corrigé : caractère d'obligation nationale de l'information de la population sur les problèmes de vie et sur le respect dû à tout être humain dès sa conception ; retiré ; (p. 10895) : soutient son amendement n° 59 : précisant que le but du législateur doit être de faciliter la décision de la femme sur une éventuelle interruption de grossesse dans un contexte d'aide et de solidarité ; rejeté ; (p. 10927) : s'oppose à l'amendement n° 14 de Mme Colette Privat. **Après l'Article premier** (p. 10930) : soutient son amendement n° 35 : remise à la femme au cours de l'entretien d'une liste comportant les noms des personnes et un organisme susceptible d'apporter une aide morale et matérielle aux femmes ou aux couples confrontés aux problèmes de la maternité ; adopté ; (p. 10931) : soutient son amendement n° 60 : précisant que l'entretien ne peut avoir lieu dans les locaux des établissements hospitaliers ; retiré ; (p. 10932) : soutient son amendement n° 61 : création des commissions d'aide à la maternité ; fonctions de ces commissions ; adopté avec modification ; souhaite que les deux alinéas de son amendement n° 61 soient soumis séparément à l'Assemblée ; retire le deuxième alinéa de son amendement n° 61 concernant les fonctions des commissions d'aide à la maternité ; (p. 10934) : soutient son amendement n° 62 : institution d'un délai de deux jours entre l'entretien et l'interruption volontaire de grossesse ; adopté ; (p. 10948) : s'oppose à la prise en charge des frais d'IVG par la sécurité sociale qui serait contraire au principe de la liberté, car elle aboutirait à faire supporter cet acte par ceux qui y sont opposés.

— **Projet de loi d'orientation agricole (n° 1041). Première lecture. Discussion générale** [12 décembre 1979] (p. 11708) : portée limitée du projet ; approuve les dispositions foncières du projet ; nécessité de redistribuer les aides publiques à l'agriculture ; (p. 11709) : souhaite que les régions soient associées plus étroitement au développement agricole.

— **Projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales (n° 663). Première lecture. Discussion générale** [15 avril 1980] (p. 398) : participation ; société blo-

quée ; place de la participation dans les préoccupations des salariés ; (p. 399) : incitation fiscale à la participation ; exclusion des étrangers de la distribution des actions. **Discussion des articles** [15 avril 1980]. **Après l'Article premier** (p. 401) : soutient le sous-amendement n° 64 de M. Jean-Pierre Abelin à l'amendement n° 40 du Gouvernement.

— **Discussion, après déclaration d'urgence, des conclusions du rapport** (n° **1640**) **de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et la gestion des entreprises** (n° **1167**). **Première lecture. Discussion générale** [22 avril 1980] (p. 622) : participation des salariés à la gestion des entreprises ; impossibilité des réformes en France ; dissymétrie entre la situation de l'actionnaire et celle du salarié au regard de l'entreprise ; entrée des cadres dans les conseils d'administration ; nécessité de développer les sociétés à directoire et conseil de surveillance ; (p. 623) : crédit d'heures pour les représentants des salariés ; développement de l'actionnariat salarié. **Discussion des articles** [23 avril 1980]. **Article 20 : Article L 444-1 du code du travail** (p. 668) : son amendement n° 48 : suppression des incompatibilités entre les différentes fonctions électives au sein de l'entreprise ; rejeté. **Article L 444-7 du code du travail** (p. 669) : son amendement n° 49 : facilités accordées aux représentants de l'encadrement, membres du conseil d'administration ; rejeté ; (p. 670) : son amendement n° 50 : rémunération du temps consacré à leurs fonctions par les représentants du personnel au conseil d'administration ; retiré.

— **Projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses** (n° **1608**). **Première lecture. Discussion générale** [7 mai 1980] (p. 934) : seuil du troisième enfant ; (p. 935) : quotient familial ; revenu minimum garanti ; débat sur l'impôt négatif ; Tiers-Monde. **Discussion des articles. Article premier** (p. 952) : soutient l'amendement n° 79 de la commission : possibilité pour la mère de famille de demander le report ou le fractionnement de la période d'indemnisation excédent les dix premières semaines pendant une période de quinze mois ; rejeté.

— **Projet de loi portant modification du statut de la société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettres (SEITA)** (n° **1731**). **Première lecture. Discussion générale** [5 juin 1980] (p. 1593) : préoccupation des planteurs de tabac d'Alsace ; réduction des superficies plantées ; bloquage excessif du prix des cigarettes ; règle de publicité défavorable à la SEITA ; maintien des droits acquis du personnel en place ; objectif défini par la loi d'orientation agricole ; relation entre la SEITA et les planteurs ; participation des planteurs et des salariés et des débitants au conseil d'administration de la future société. **Discussion des articles. Après l'Article 3** (p. 1611) : son amendement n° 18 : définition des relations entre la SEITA et les producteurs de tabac conformément aux objectifs de la loi d'orientation agricole ; retiré.

— **Rappel au règlement** [19 juin 1980] (p. 1930) : participation de la France aux jeux Olympiques de Moscou.

— **Projet de loi de finances pour 1981** (n° **1933**). **Première lecture. Discussion générale** [14 octobre 1980] (p. 2698) : limiter l'aide fiscale au secteur productif ; avantage fiscal consenti aux familles de trois enfants et plus ; taux de 17,6 % de TVA frappant les travaux d'économie d'énergie ; rôle d'une fiscalité moderne dans la solution de la crise du logement ; rapports entre la politique du Gouvernement et l'évolution de la situation de l'emploi ; citations de M. Malinvaud ; recycler les crédits destinés à la lutte contre le chômage dans la création d'emplois ; rôle des collectivités locales ; aide fiscale à l'emploi ; (p. 2699) : intérêt de certaines politiques sectorielles régionales : logement en Alsace, entretien des installations de chauffage.

Première partie :

Discussion des articles [17 octobre 1980] : **Article 4** (*suite*) (p. 2827) : arrêt de la cour de justice des communautés européennes permettant d'accorder des avantages fiscaux à certains types d'alcool. **Après l'Article 2, précédemment réservé** (p. 2851) : son amendement n° 155 : crédit d'impôt à valoir sur la cotisation d'impôt sur le revenu égal à 25 % du montant des dépenses engagées au titre des économies d'énergie en matière de résidence principale ; retiré ; [21 octobre 1980] : **Avant l'Article 4** (p. 2914) : son amendement n° 156 : perception au taux majoré de la TVA sur les climatiseurs, les tondeuses à moteur autoportées et les piscines ; perception au taux réduit de la TVA sur les appareils et installations de chauffage utilisant l'énergie solaire et sur les pompes à chaleur ; rejeté.

Deuxième partie :

Industrie. Discussion générale [13 décembre 1980] (p. 3818) : économies d'énergie et énergies nouvelles ; nécessité d'accorder aux investissements générateurs d'économie d'énergie ou créateurs d'énergies nouvelles les mêmes avantages fiscaux que pour la promotion des expor-

tations ; application insuffisante de la réglementation des économies d'énergie ; nécessité d'accroître le rôle des collectivités locales et régionales.

Budget annexe des postes et télécommunications. Discussion générale [14 novembre 1980] (p. 3883) : absence de création d'emploi ; redéploiement ; succès du système français de commutation spatiale ; les problèmes du personnel étroitement imbriqués avec la révolution informatique ; formation, reclassement, promotion ; jeunes reçus à d'anciens concours et non engagés ; reclassement des receveurs distributeurs ; problèmes de la politique industrielle en liaison avec la révolution télématique ; harmonisation du marché européen ; polyvalence des services postaux en milieu rural.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral en vue de favoriser la participation des femmes aux élections municipales** (n° **1142**). **Première lecture. Discussion générale** [19 novembre 1980] (p. 4175) : projet utile aux femmes, à la cité et à la société ; prise en compte des préoccupations communes à toutes les femmes ; cause du retard et de l'insuffisance de la participation des femmes à la vie publique : garde des enfants, congés familiaux, insuffisance de formation et d'information des femmes, statut de l'élu local.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au travail à temps partiel** (n° **2033**). **Première lecture. Discussion des articles** [25 novembre 1980] : **Article 2 : Article L 212-4-2 du code du travail** (p. 4346) : son amendement n° 50 : suppression de la référence à la notion de durée normale de travail dans l'entreprise pour définir le travail à temps partiel ; retiré ; (p. 4347) : son amendement n° 51 : cas des petites entreprises de moins de dix salariés n'ayant pas de délégués du personnel ; adopté ; [26 novembre 1980] : **Article 2** (*suite*) : **Article L 212-4-3 du code du travail** (p. 4363) : souhaite que soit fixé un rapport maximum entre le nombre des heures complémentaires et le nombre des heures de base prévues dans le contrat ; son amendement n° 52 : fixation par décret d'une durée quotidienne maximum du travail des travailleurs à temps partiel ; retiré ; (p. 4364) : son amendement n° 53 : précisant que les heures complémentaires ne peuvent avoir pour effet de porter la durée mensuelle du travail au-delà de celle qui correspond à la durée légale du travail calculée sur le mois considéré ; devient sans objet.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, complétant la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements** (n° **2095**). **Première lecture. Discussion des articles** [2 décembre 1980]. **Après l'Article 8** *bis* (p. 4558) : son amendement n° 47 deuxième correction : réservé jusqu'à l'article 13. **Après l'Article 8** *bis (suite)* (p. 4567) : son amendement n° 47 deuxième correction précédemment réservé : versement supplémentaire au titre de la dotation forfaitaire pour les communes dont la population s'est accrue d'au moins 12 % depuis le dernier recensement général ; rejeté.